



54043

\$1,500-



DICTIONNAIRE DES FIEFS

ET

DES DROITS SEIGNEURIAUX UTILES ET HONORIFIQUES,

Contenant les Définitions des Termes , & un ample Recueil de Décisions choisies, fondées sur la Jurisprudence des Arrêts , la disposition des différentes Coutumes , & la doctrine des meilleurs Feudistes.

*Ouvrage très-utile & très-commode à tous Seigneurs ,
Juges & Avocats.*

Par M^e RENAULDON , Avocat au Bailliage d'Issoudun,



A PARIS,

Chez KNAPEN , Imprimeur-Libraire, Grand'Salle du Palais, à l'É
couronnée ; & au bas du Pont S. Michel, au Bon Protecteur.

M. D C C. L X V.

ROBATION ET PRIVILEGE DU ROI.

STANLEY, JOHN

1880

1880

1880

1880

1880



1880

1880

1880



P R É F A C E.



LE Dictionnaire des Fiefs de M^e Laplace parut il y a quelques années ; quoique cet Ouvrage ne fût qu'un essai sur la matière , il n'en fut pas moins bien reçu du Public : ainsi on a cru lui faire plaisir , en donnant à l'Ouvrage de M^e Laplace, toute l'étendue dont il peut être susceptible.

Dans la Préface mise à la tête de l'édition de 1757, nous apprenons que le travail de l'Auteur se borna d'abord à une Introduction aux Droits Seigneuriaux ; qu'ayant ensuite ajouté environ soixante termes à son premier Ouvrage, il crut pouvoir lui donner le titre de Dictionnaire , parce que , dit-il , il n'y a point , ou il y a bien peu de termes sur ce sujet , qu'il ne renferme. On conjecture de là que M^e Laplace n'a pas poussé bien loin ses recherches ; son prétendu Dictionnaire contient cent quatre-vingt-quatorze articles , on en a ajouté ici environ douze cent , & on ne croit pas encore avoir épuisé la matière.

Aucune des matières relatives aux Droits Seigneuriaux n'est traitée à fond par M^e Laplace : il a sans doute raison , quand il dit que les Droits honorifiques sont ceux dont les Seigneurs sont le plus jaloux , & que cette matière entroit naturellement dans le plan de son Ouvrage. Cette annonce fait d'abord croire qu'il indiquera au moins tous les Droits honorifiques connus , & en exercice ; mais quand on veut les chercher , on est fort surpris de voir qu'il ne parle point du droit de Patronage , de la préséance des Seigneurs aux processions , à l'offrande , du droit qu'ils ont d'assister aux comptes des fabriques , de se faire donner le pain béni , l'eau bénite , l'encens par distinction : il en est de même de tous les autres objets ; il y a plus de deux cents Droits seigneuriaux indiqués par nos Coutumes générales ou locales , & dont M^e Laplace n'a fait aucune mention ; il en est encore de même d'une très-grande quantité de mots & de matières relatives à l'exercice des Droits Seigneuriaux dont il n'est point question dans le Dictionnaire de M^e La-

place. Cet Ouvrage, à le bien considérer, étoit donc plutôt à refaire, qu'à compléter; & pour procurer au Public toute l'utilité, toute l'instruction, & tout l'agrément qu'il en peut attendre, on a envisagé les Droits Seigneuriaux, non-seulement dans leur origine, & dans leur exercice, mais encore dans tout ce qui peut y avoir quelque rapport. On a parlé,

1°. De tous les Droits Seigneuriaux tant utiles qu'honorifiques, qui dérivent de la constitution & de l'établissement des fiefs, de la haute-justice, de la concession des héritages roturiers à la charge des cens, emphytéose, terrage, carpot, bordellages, marciage, &c.; des droits qu'ont produits les servitudes & les affranchissemens, de ceux qui naissent de la possession des bois, & sur-tout des bois communaux & usagers.

2°. Parmi ces droits seigneuriaux, on trouvera non-seulement ceux qui sont établis par les Coutumes générales, mais encore ceux dont font mention les Coutumes locales, & même les titres particuliers des Seigneurs, du moins ceux dont il a été possible d'avoir connoissance. On peut encore ajouter que ce Dictionnaire sera le plus complet qui ait paru jusqu'à présent sur les Droits Seigneuriaux; on y donne plusieurs articles intéressans qu'on ne voit point dans les autres Dictionnaires, même dans ceux de Ducange, de Ragueau, de Laurière, de Ferrière, &c; on peut encore observer que, dans les Ouvrages qu'on vient de citer, plusieurs articles sont obscurs, faute par les Auteurs d'avoir rapporté le texte des Coutumes, & l'interprétation des Commentateurs; on a tâché de donner à chaque article toute la clarté dont il étoit susceptible. On a enfin profité des nouvelles découvertes faites dans l'Histoire féodale depuis Ragueau & Ducange, pour rectifier ce qui se trouve de peu correct dans ces Auteurs à cet égard.

3°. On n'a omis, ou du moins on a tâché de n'omettre aucun des termes employés dans les Coutumes, & autorisés par l'usage, sur l'exercice des droits seigneuriaux.

4°. Sur chaque objet, lorsque l'occasion s'en présente, on donne le point historique puisé dans les meilleures sources de notre Histoire Féodale, & sur chaque article les anecdotes de Jurisprudence ancienne & moderne établie sur l'autorité des Coutumes, des Arrêts, & des Auteurs les plus accrédités.

5°. Dans quantité d'articles, les Seigneurs trouveront tout ce qu'il leur est nécessaire de sçavoir sur la manutention de leurs archives, l'intelligence des anciens titres, de leurs dates, de leur ancienne forme, la confection des terriers, la tenue des lieues & papiers journaux, la manutention des Seigneuries en ferme ou en régie.

6°. On a parlé de tous les titres de dignité attachés aux fiefs, de l'érection des Seigneuries en Duchés-Pairies, en simples Duchés, en Marquisats, Comtés, Baronnies, Vidamies, de l'origine de ces dignités, des qualités requises, & des formalités nécessaires pour parvenir aux érections; de la Noblesse, de ses droits & prérogatives, armes, déchéance, réhabilitation, &c.

7°. On n'a point oublié tout ce qu'il y a de curieux & d'instructif sur l'ancienne Jurisprudence féodale, le combat judiciaire, les épreuves par le feu, le fer & l'eau; l'établissement des Coutumes, leur rédaction & réformation.

8°. Enfin on instruit les Seigneurs des droits qu'ils ont dans les biens communs des communautés, dans les assemblées des habitans, soit dans les paroisses, soit dans les villes seigneuriales, la nomination des Officiers municipaux, la reddition des comptes de fabrique, la nomination, & destitution des Officiers de Justice, &c.

Le détail qu'on vient de faire, suffit pour instruire le Lecteur des différentes matières contenues dans cet Ouvrage. Après cela il paroît inutile de rendre compte de la façon dont on a traité ces matières, des ressources qu'on a trouvées chez les Auteurs qui ont travaillé sur les mêmes matières. Tout le monde sçait qu'un Dictionnaire n'est autre chose qu'une compilation: & quoi encore? une compilation, un ouvrage de mécanisme dans lequel le génie & l'imagination du Compilateur ont rarement quelque chose à revendiquer. On dit ce que les autres ont dit, on cite les décisions qui ont été données, ceux qui les ont recueillies; on rassemble dans un même volume les extraits de mille autres; quand le tout est exécuté avec choix & discernement, avec précision, & la clarté nécessaire pour être entendu de tout le monde, un Dictionnaire a tout le mérite qu'il peut avoir. Les personnes qui ont une profonde érudition, acquise par de longues & de sérieuses études, n'ont pas besoin, on le sçait, de semblables ouvrages. Mais on ne peut pas disconvenir qu'ils ne soient d'une très-grande utilité à ceux qui n'ont pas le tems de faire de pénibles recherches, comme sont les Seigneurs & les Gentilshommes, ou à ceux qui ne sont pas dans le cas d'avoir un grand nombre de livres, comme sont leurs Gens d'affaires, leurs Fermiers, leurs Baillifs, leurs Procureurs fiscaux, & autres Officiers de campagne. A l'égard des jeunes gens qui entrent au Barreau, je les en avertis, rien n'est plus dangereux pour eux que les Dictionnaires, & tous ces ouvrages par extrait, qui abrègent le travail & les recherches. Les Loix Civiles de Domat sont, par exemple, un admirable, & un très-excellent ou-

vrage ; mais depuis Domat les jeunes gens ne lisent plus le Digeste ; ni le Code, ni Cujas, ni Alciat : ces précieuses sources du Droit sont maintenant releguées dans le fond, & la poussière des Bibliothèques ; depuis le Dictionnaire de Pratique, on ne lit plus le texte des Ordonnances : en les méditant on ne cherche plus à en approfondir l'esprit & les motifs de leurs dispositions. Il en est de même des autres matières sur lesquelles on a des Dictionnaires. Le jeune Avocat, s'il est paresseux, s'il aime le plaisir, dont le goût est aujourd'hui si dominant, sûr de trouver dans les Dictionnaires la solution des difficultés à mesure qu'elles se présenteront, négligera de puiser dans les sources ; alors n'étudiant jamais ses matières d'une façon solide & suivie, il n'en aura qu'une connoissance imparfaite, & n'acquerra jamais qu'un sçavoir superficiel.

T A B L E

D E S M A T I E R E S

CONTENUES DANS CET OUVRAGE.

P R E M I E R E P A R T I E.

A

A BEATS LAÏQUES, Abbés laïques,	page 1	tement,	pag. 12
Abeillage, Aboillage, Abellage,	2	Adjourner à bans,	<i>ibid.</i>
Abeilles épaves,	<i>ibid.</i>	Administrateur,	<i>ibid.</i>
Abenevis, dont on a fait le verbe abene-	<i>ibid.</i>	Adventures de fief,	<i>ibid.</i>
vifer,	<i>ibid.</i>	Adveture,	<i>ibid.</i>
Ablais,	<i>ibid.</i>	Advenant ou désadvenant ;	<i>ibid.</i>
Abonner plus grande somme,	<i>ibid.</i>	Adveu & Dénombrement,	<i>ibid.</i>
Abonnement. Abournement, Abona-	<i>ibid.</i>	Adveu en fait de personnes franches non	18
ge,	<i>ibid.</i>	nobles,	
Abonnement de dixmes,	3	Adveu nouvel. Droit de nouvel Adveu,	<i>ibid.</i>
Abonnement de fief,	<i>ibid.</i>	Advoué,	<i>ibid.</i>
Abonnement de taille,	5	Advoué Bâtard ;	<i>ibid.</i>
Abornement d'héritage,	<i>ibid.</i>	Advouer,	<i>ibid.</i>
Acaptes,	<i>ibid.</i>	Advouerie,	19
Acalement,	10	Affare,	<i>ibid.</i>
Accins & Préclotures,	<i>ibid.</i>	Afféager,	<i>ibid.</i>
Accolade,	<i>ibid.</i>	Affiches,	<i>ibid.</i>
Accordemens.	<i>ibid.</i>	Affiage,	<i>ibid.</i>
Accroissement de fief,	<i>ibid.</i>	Afforage,	<i>ibid.</i>
Accroissement de terres faites par la vio-	<i>ibid.</i>	Affouage.	<i>ibid.</i>
lence des eaux,	<i>ibid.</i>	Affranchi,	<i>ibid.</i>
Accrues,	11	Affranchissement,	20
Accrues de bois,	<i>ibid.</i>	Agastis,	22
Acense, Aconsentement,	<i>ibid.</i>	Age,	23
Acquêts amortis,	<i>ibid.</i>	Agrier,	<i>ibid.</i>
Acquêt nouvel,	<i>ibid.</i>	Aïnesse,	27
Acquit,	12	Albergement,	32
Acre,	<i>ibid.</i>	Alberger,	33
Adenerer,	<i>ibid.</i>	Alberges,	<i>ibid.</i>
Adhérance, Deshéritance, Adhérer,		Aleu, ou Franc-Aleu,	<i>ibid.</i>
Deshériter, Adhérerement, Deshéri-		Aliénation de fiefs,	36
		Aliments,	37
		Alleyer,	<i>ibid.</i>

Allodial,	pag. 37	Artillerie,	p. 56
Alluvion,	<i>ibid.</i>	Afile,	57
Alodes,	39	Assemblées d'habitans,	<i>ibid.</i>
Amende,	<i>ibid.</i>	Assener,	<i>ibid.</i>
Amende, en matière criminelle,	40	Assens,	<i>ibid.</i>
Amender,	43	Asséoir,	<i>ibid.</i>
Ameter le fief,	<i>ibid.</i>	Assiette de rente,	<i>ibid.</i>
Amortir,	<i>ibid.</i>	Assise,	58
Amortir la foi & hommage,	<i>ibid.</i>	Assises,	<i>ibid.</i>
Amortir un héritage,	<i>ibid.</i>	Assurement,	59
Amortir une rente, un cens,	<i>ibid.</i>	Attrayere,	<i>ibid.</i>
Amortissement,	44	Attérissement,	60
Amortissement tacite,	46	Attournance & Avirance,	<i>ibid.</i>
Amovible,	<i>ibid.</i>	Aubaine,	<i>ibid.</i>
An,	<i>ibid.</i>	Aubenage,	61
An & Jour,	<i>ibid.</i>	Avenage,	<i>ibid.</i>
Anobli,	47	Auditoire,	<i>ibid.</i>
Anoblir,	<i>ibid.</i>	Aveu,	62
Anoblissement,	<i>ibid.</i>	Aumônes fleffées,	<i>ibid.</i>
Antructions,	<i>ibid.</i>	Avoutire,	<i>ibid.</i>
Apanage,	<i>ibid.</i>	Avoutre,	<i>ibid.</i>
Apanager,	49	Aurissage,	<i>ibid.</i>
Apanagiste,	<i>ibid.</i>	Autorisation,	<i>ibid.</i>
Aparager,	<i>ibid.</i>	Ayde-Chevel,	63
Appel,	50	Ayde de l'Ost,	<i>ibid.</i>
Applégements,	<i>ibid.</i>	Ayde de Relief,	<i>ibid.</i>
Arbans,	<i>ibid.</i>	Ayant cause,	<i>ibid.</i>
Arbres,	51	Ayeul.	<i>ibid.</i>
Archives,	<i>ibid.</i>		
Arciut,	<i>ibid.</i>		
Argent rachette main-morte,	<i>ibid.</i>		
Armes,	52		
Armoiries,	<i>ibid.</i>		
Arpent,	55		
Arrérages de droits seigneuriaux,	<i>ibid.</i>		
Arentement,	<i>ibid.</i>		
Arriere-ban,	<i>ibid.</i>		
Arrière-Capte,	<i>ibid.</i>		
Arrière-Fief,	56		
Arrière-Foncier,	<i>ibid.</i>		
Arrière-Garde,	<i>ibid.</i>		
Arrière-Guet,	<i>ibid.</i>		
Arrière-Purgement,	<i>ibid.</i>		
Arrière-Taille,	<i>ibid.</i>		
Arrière Vassal,	<i>ibid.</i>		
Arfin,	<i>ibid.</i>		
Arfini ou Arfeix,	<i>ibid.</i>		

B

BAC,	64
Bachelerie,	65
Bacheliers,	66
Bail à cens,	<i>ibid.</i>
Bail de clame,	<i>ibid.</i>
Bail emphytéotique,	<i>ibid.</i>
Bail de mineurs nobles,	<i>ibid.</i>
Bail naturel,	<i>ibid.</i>
Bail à rente, ou Bail d'héritages,	<i>ibid.</i>
Bail par anticipation,	67
Bail à ferme, d'une seigneurie, d'une terre, &c.	68
Bail au-dessus de dix ans,	75
Bail judiciaire,	<i>ibid.</i>
Bail. Vuider, hors de bail,	76
Baillette. Ferme & Baillette.	<i>ibid.</i>
Baillage,	<i>ibid.</i>
Bailli,	

TABLE DES MATIERES.

ix

Bailli,	76	Billette,	105
Bailli Chastelain,	<i>ibid.</i>	Billos,	<i>ibid.</i>
Baillis Chevetains,	<i>ibid.</i>	Blachia,	<i>ibid.</i>
Bailliffieur,	<i>ibid.</i>	Bladage,	<i>ibid.</i>
Baillistre,	<i>ibid.</i>	Blairie,	106
Baillistrerie,	<i>ibid.</i>	Blâme,	107
Baiser le verrouil du principal manoir,		Blavier,	<i>ibid.</i>
	77	Blayer,	<i>ibid.</i>
Ban,	<i>ibid.</i>	Bleds,	<i>ibid.</i>
Ban, Arrière-ban,	<i>ibid.</i>	Bois de haute futaie,	108
Ban à moissons & fauchaifons,	79	Bois taillis,	115
Ban à vendanger, ou Ban des vendan-		Bois marmentaux,	117
ges,	<i>ibid.</i>	Bois tenus en Gruerie,	118
Banc dans l'Eglise,	81	Bois tenus à tiers & danger,	<i>ibid.</i>
Bancage,	83	Bois communaux,	<i>ibid.</i>
Bandoulière,	<i>ibid.</i>	Bois usagers,	119
Banlieue,	84	Bois tenus par les Seigneurs engagistes,	
Bannal,	<i>ibid.</i>		122
Bannalité,	<i>ibid.</i>	Boisselée,	123
Bannars,	90	Bordelage, Bordage ou Bourderie,	<i>ibid.</i>
Bannée,	91	Bordelier,	<i>ibid.</i>
Banneret,	<i>ibid.</i>	Borne,	<i>ibid.</i>
Bannie,	<i>ibid.</i>	Bouade,	124
Bannier,	<i>ibid.</i>	Bouche & mains,	<i>ibid.</i>
Bannière,	<i>ibid.</i>	Boucheries bannales,	<i>ibid.</i>
Bannir,	92	Bourgages,	125
Bannon,	<i>ibid.</i>	Bourgeois,	<i>ibid.</i>
Ban à vin,	<i>ibid.</i>	Bourgeoisie,	<i>ibid.</i>
Barons,	95	Boursal, Fief,	127
Baronnie,	96	Bourse,	<i>ibid.</i>
Barrage,	<i>ibid.</i>	Boutage ou Bottage,	<i>ibid.</i>
Bas-Justicier,	97	Braconriers,	<i>ibid.</i>
Bastage,	<i>ibid.</i>	Branchières,	<i>ibid.</i>
Bâtards,	98	Brandon,	<i>ibid.</i>
Bâtardise,	<i>ibid.</i>	Brandonner un héritage,	128
Bataille,	102	Bris,	<i>ibid.</i>
Bateliers,	<i>ibid.</i>	Bris de marché,	<i>ibid.</i>
Batru paie l'amende,	<i>ibid.</i>	Bris de péage,	<i>ibid.</i>
Benevis, ou Abenevis,	<i>ibid.</i>	Bris de prisons seigneuriales.	<i>ibid.</i>
Bêtes épaves,	<i>ibid.</i>		
Bétail,	<i>ibid.</i>		
Bians,	103		
Bichenage,	<i>ibid.</i>		
Bief de Moulin,	<i>ibid.</i>		
Biens vacants,	<i>ibid.</i>		
Biens vendus par décret,	104		
Bien-tenant,	105		
Partie I.			

C

CADASTRE ou Catastre,	130
Cadet,	<i>ibid.</i>
Cadis de la Fresche,	<i>ibid.</i>
Calenge,	<i>ibid.</i>
Calenger,	<i>ibid.</i>

b

Cantonnement ,	130	Chantelage ,	153
Capdeulh ,	<i>ibid.</i>	Chantelle ,	<i>ibid.</i>
Capitouls ,	<i>ibid.</i>	Chapeau de Roses ,	<i>ibid.</i>
Capsoos ,	131	Chapelles ,	<i>ibid.</i>
Captal ,	<i>ibid.</i>	Chapelet ,	155
Captivité ,	<i>ibid.</i>	Charge ,	<i>ibid.</i>
Carcan ,	132	Chartres ,	156
Carnalage , Carnaler ,	<i>ibid.</i>	Chartre Normande ,	<i>ibid.</i>
Carpot ,	<i>ibid.</i>	Chartrier ,	157
Carrière ,	<i>ibid.</i>	Chasse ,	<i>ibid.</i>
Cartellage ;	133	Chasteau , Châtel ,	163
Carter un Terrier ,	<i>ibid.</i>	Chastelains ,	<i>ibid.</i>
Cas royaux ,	<i>ibid.</i>	Chastellenie ,	164
Casque ,	<i>ibid.</i>	Chaufrage ,	<i>ibid.</i>
Catel ou Cateuls ,	<i>ibid.</i>	Chef-cens ,	165
Catel. Droit de meilleur catel ,	<i>ibid.</i>	Chef-lieu ,	<i>ibid.</i>
Cauciage ,	<i>ibid.</i>	Chef-Seigneur ,	<i>ibid.</i>
Cavier ,	134	Chemage ,	<i>ibid.</i>
Caution ,	<i>ibid.</i>	Chemier ,	<i>ibid.</i>
Ceinture ,	<i>ibid.</i>	Chemin ,	<i>ibid.</i>
Ceinture funèbre ,	<i>ibid.</i>	Chepage & Chepier ,	167
Ceinture de parc ,	<i>ibid.</i>	Chevage ,	<i>ibid.</i>
Ceisan ,	<i>ibid.</i>	Cheval de service ,	<i>ibid.</i>
Celle ,	<i>ibid.</i>	Chevalerie ,	<i>ibid.</i>
Cellerage ;	<i>ibid.</i>	Chevalier ,	168
Cenage ,	<i>ibid.</i>	Chevel , Chevet ,	169
Cens ,	<i>ibid.</i>	Chevrotage ,	<i>ibid.</i>
Cens abonné ;	148	Chefe ,	<i>ibid.</i>
Cens. Cher cens ,	149	Chiens. Part de chiens ,	<i>ibid.</i>
Cens. Double cens ,	<i>ibid.</i>	Chœur des Eglises paroissiales ,	<i>ibid.</i>
Cens gros & menu ,	<i>ibid.</i>	Civerage ,	<i>ibid.</i>
Cens rogo ,	<i>ibid.</i>	Clain , Clame ,	170
Cens , Surcens ,	<i>ibid.</i>	Clameur de haro ,	<i>ibid.</i>
Censéable ,	<i>ibid.</i>	Clefs ,	<i>ibid.</i>
Censier ,	<i>ibid.</i>	Clôture de Terrier ,	<i>ibid.</i>
Censitaire ;	<i>ibid.</i>	Co-décimateurs ,	<i>ibid.</i>
Censive ,	<i>ibid.</i>	Cohuage ,	<i>ibid.</i>
Cerquemaner ;	<i>ibid.</i>	Colombier ,	<i>ibid.</i>
Chambellage , ou Cambrelage ,	150	Combat de fief ,	172
Chambellan ,	<i>ibid.</i>	Combat judiciaire ,	174
Champart ,	<i>ibid.</i>	Commande ,	176
Champarteur ,	<i>ibid.</i>	Commis à la perception des droits sei- gneuriaux ,	<i>ibid.</i>
Champ clos ,	152	Commise ,	<i>ibid.</i>
Champéage ,	<i>ibid.</i>	Commissaires à Terrier ,	182
Champion ,	<i>ibid.</i>	Committimus ,	184
Chancel , ou Cancel ,	<i>ibid.</i>	Commun de paix ,	<i>ibid.</i>
Chanteau part le vilain ;			

Communes ,	184
Communes, Corps, Communautés d'habitans ,	187
Comperfonniers ,	189
Compétence de Juges feigneuriaux ,	<i>ibid.</i>
Complainte du vassal contre le seigneur ,	190
Complaisance ,	<i>ibid.</i>
Complant ,	191
Complanterie ,	<i>ibid.</i>
Compte de Fabrique ,	<i>ibid.</i>
Comtes ,	<i>ibid.</i>
Comté ,	192
Concussion de Juges feigneuriaux ,	<i>ibid.</i>
Confins ,	<i>ibid.</i>
Confiscation ,	193
Confisquer le fief ,	198
Confortemain ,	<i>ibid.</i>
Congeable ,	<i>ibid.</i>
Congrier ,	<i>ibid.</i>
Connétable ,	199
Connétablie ,	<i>ibid.</i>
Contre-lettres ,	<i>ibid.</i>
Coponage ,	<i>ibid.</i>
Cordeliere ,	<i>ibid.</i>
Cornage ,	<i>ibid.</i>
Corps d'habitants ;	<i>ibid.</i>
Corvées ,	<i>ibid.</i>
Corvéable ,	205
Co-seigneurs ,	<i>ibid.</i>
Cotterie ,	206
Cottier ,	207
Coutelage ,	<i>ibid.</i>
Cour ,	<i>ibid.</i>
Couronne ,	208
Couronne de France ;	<i>ibid.</i>
Coutume ,	<i>ibid.</i>
Coutumes ,	209
Couvrir ,	212
Credit ,	<i>ibid.</i>
Cri ,	<i>ibid.</i>
Croix de cens ,	213
Croix sur les chemins ,	<i>ibid.</i>
Curé ,	<i>ibid.</i>

D

D ANGER , Fief ,	215
Danger , Tiers ,	<i>ibid.</i>
Date des titres anciens & nouveaux ,	<i>ibid.</i>
Dauphin ,	<i>ibid.</i>
Débat de tenure ,	216
Débleure ,	<i>ibid.</i>
Débrigner le Fief ,	<i>ibid.</i>
Décret d'une Terre, d'une Seigneurie ,	<i>ibid.</i>
Dégan ,	216
Dégaerie ,	<i>ibid.</i>
Dégrés de Jurisdiction seigneuriale ,	217
Déguerpir ,	<i>ibid.</i>
Déguerpissement de fief ,	<i>ibid.</i>
Déguerpissement d'héritage censuel ,	<i>ibid.</i>
Délits ,	220
Démembrement de fief ,	<i>ibid.</i>
Démembrement de Justice ;	221
Démision de foi ,	<i>ibid.</i>
Démision ,	<i>ibid.</i>
Démision de biens ,	<i>ibid.</i>
Déni de justice ,	<i>ibid.</i>
Denier ,	222
Deniers d'entrées ,	<i>ibid.</i>
Deniers. Francs deniers ;	<i>ibid.</i>
Deniers parisis ,	<i>ibid.</i>
Denier de service ,	<i>ibid.</i>
Denier tournois ,	<i>ibid.</i>
Dénombrement ,	<i>ibid.</i>
Dépié de fief ,	223
Déport ,	225
Dépri ,	<i>ibid.</i>
Déprier ,	<i>ibid.</i>
Déroger à noblesse ,	<i>ibid.</i>
Désaveu ,	226
Descalagé ,	<i>ibid.</i>
Desgagement ,	<i>ibid.</i>
Deshérence ,	<i>ibid.</i>
Desparager ,	227
Destitution d'officiers ;	<i>ibid.</i>
Désunion en matière féodale ;	232
Détenteur ,	<i>ibid.</i>
Détroit ,	<i>ibid.</i>
Devoirs ,	<i>ibid.</i>

Dévolution,	232	Echange en général,	255
Directe,	<i>ibid.</i>	Echelle,	257
Distraktion de juridiction seigneuriale,	233	Ecbevins,	<i>ibid.</i>
District,	<i>ibid.</i>	Eclipser le fief,	258
Dixième,	<i>ibid.</i>	Ecoles de campagne,	<i>ibid.</i>
Dixmes inféodées,	<i>ibid.</i>	Ecusson,	<i>ibid.</i>
Domaine,	236	Ecuyer,	<i>ibid.</i>
Domaine congéable,	238	Edit,	259
Domanial,	<i>ibid.</i>	Egagé,	<i>ibid.</i>
Domanier,	<i>ibid.</i>	Effouil,	260
Domicile des seigneurs de fiefs,	<i>ibid.</i>	Emancipation,	<i>ibid.</i>
Dominant,	238	Emende coutumière,	<i>ibid.</i>
Dommage,	<i>ibid.</i>	Emende de gage,	<i>ibid.</i>
Don d'aubaine, de bâtardise, de deshé- rence,	<i>ibid.</i>	Emende simple,	260
Don de confiscation,	239	Emende de tost entrée,	<i>ibid.</i>
Donation,	<i>ibid.</i>	Emparagé,	<i>ibid.</i>
Doublage,	240	Emphytéose,	<i>ibid.</i>
Double d'août,	<i>ibid.</i>	Empirer le fief,	261
Double cens,	<i>ibid.</i>	Empoisonnement,	<i>ibid.</i>
Droits seigneuriaux,	<i>ibid.</i>	Encan, ou inquan,	262
Droits de pure faculté,	243	Encens, encensemens,	<i>ibid.</i>
Droit de confiscation,	<i>ibid.</i>	Enclaves,	<i>ibid.</i>
Droit de bâtardise,	<i>ibid.</i>	Endosser,	<i>ibid.</i>
Droit de deshérence,	<i>ibid.</i>	Enfans exposés,	<i>ibid.</i>
Droit de glaive,	<i>ibid.</i>	Engagement,	263
Droit d'amortissement,	244	Engagistes,	264
Droit d'indemnité,	248	Ensaisinement,	265
Droit d'aînesse,	<i>ibid.</i>	Ensaisiner,	266
Droit d'hébergement,	<i>ibid.</i>	Entrage,	<i>ibid.</i>
Droits honorifiques,	<i>ibid.</i>	Entrecours,	<i>ibid.</i>
Droit de justice,	<i>ibid.</i>	Entrer comme de fief servi,	<i>ibid.</i>
Droit de douzième, sixième,	<i>ibid.</i>	Epaves,	<i>ibid.</i>
Droiturer le fief, ou relever droiture,	<i>ibid.</i>	Epavité,	270
Drouille,	<i>ibid.</i>	Epitaphes,	<i>ibid.</i>
Ducs,	249	Eperons dorés,	271
Ducs & Pairs,	<i>ibid.</i>	Epreuves par le fer, l'eau ou le serment,	<i>ibid.</i>
Duché, Duché Pairie,	<i>ibid.</i>	Ermes,	272
		Erection d'une seigneurie, d'une terre en baronnie, comté, marquisat, &c.	<i>ibid.</i>
		Escas,	273
		Escheller,	<i>ibid.</i>
		Eschoitte,	<i>ibid.</i>
		Esclaves,	<i>ibid.</i>
	251	Essef,	274
	252	Essongne,	<i>ibid.</i>
	<i>ibid.</i>	Etablagement, ou estalage,	<i>ibid.</i>
	254		

E

E AU, . . .
 Eau bénite,
 Eaux & forêts,
 Eaux pluviales,

TABLE DES MATIERES.

xiiij

Estayer. Biens estrayers ,	274	Feur mariage ,	289
Estocage ,	<i>ibid.</i>	Fidélité ,	<i>ibid.</i>
Etalon ,	<i>ibid.</i>	Fief ,	290
Eralon ,	275	Fiefs d'honneur ,	292
Eralonner ,	<i>ibid.</i>	Fiefs de profit ,	<i>ibid.</i>
Etang ,	<i>ibid.</i>	Fiefs de danger ,	<i>ibid.</i>
Etats Généraux ,	278	Fiefs de dignité ,	293
Evaluation d'arrérages de cens & autres		Fiefs simples ,	<i>ibid.</i>
semblables droits seigneuriaux ,	<i>ibid.</i>	Fiefs liges ,	<i>ibid.</i>
Exactions des seigneurs ou leurs com-		Fiefs corporels ,	294
mis dans la perception des droits sei-		Fiefs incorporels ,	<i>ibid.</i>
gneuriaux ,	<i>ibid.</i>	Fiefs de plejure ,	<i>ibid.</i>
Excès commis par les seigneurs sur leurs		Fiefs rendables ,	<i>ibid.</i>
justiciables & autres ,	279	Fief de paisse ,	<i>ibid.</i>
Exemption des droits seigneuriaux ,	280	Fief ouvert ,	<i>ibid.</i>
Exhiber ,	281	Fief couvert ,	<i>ibid.</i>
Exploiter le fief de son vassal ,	282	Fief dominant ,	<i>ibid.</i>
Exponse ,	<i>ibid.</i>	Fief servant ,	295
Exposition de part ,	<i>ibid.</i>	Arrière-fief ,	<i>ibid.</i>
Extrait de bâtard ,	<i>ibid.</i>	Fief en l'air ,	<i>ibid.</i>
		Fiefs abonnés ,	<i>ibid.</i>
		Fiefs abregés ou restreints ,	<i>ibid.</i>
		Fief ample ,	<i>ibid.</i>
		Fief & aumônes ,	<i>ibid.</i>
		Fief amété ,	296
		Fief chevel ,	<i>ibid.</i>
		Fief de corps ,	<i>ibid.</i>
		Fief éclipsé ,	<i>ibid.</i>
		Fief empiré , Empirer le fief ,	<i>ibid.</i>
		Fief ferme ,	<i>ibid.</i>
		Fief franc ,	<i>ibid.</i>
		Fief de hauber ,	<i>ibid.</i>
		Fief mort ,	<i>ibid.</i>
		Fief noble & rural ,	<i>ibid.</i>
		Fief en nueffe ,	297
		Fief en pairie ,	<i>ibid.</i>
		Fief en parage ,	<i>ibid.</i>
		Fief en pariage ,	<i>ibid.</i>
		Fief du pays Vexin ,	<i>ibid.</i>
		Fief plain ,	298
		Fief de reprise ,	<i>ibid.</i>
		Fief roturier	<i>ibid.</i>
		Fief vis ,	<i>ibid.</i>
		Fief , concession de fief ,	<i>ibid.</i>
		Fief & justice n'ont rien de commun ,	<i>ibid.</i>
			<i>ibid.</i>
		Fief nie (qui) fief perd.	<i>ibid.</i>

F

F ABRIQUE , compte de fabrique ,	283
Faculté de retenue ,	<i>ibid.</i>
Faire le fief ,	<i>ibid.</i>
Faute ,	<i>ibid.</i>
Fautrage ,	284
Faux aven ,	<i>ibid.</i>
Faymidroit ,	<i>ibid.</i>
Féage ,	<i>ibid.</i>
Féal ,	<i>ibid.</i>
Félonie ,	285
Femme de corps ,	288
Femme noble mariée à un roturier ,	<i>ibid.</i>
Femme roturière mariée à un noble ,	<i>ibid.</i>
Féod ,	<i>ibid.</i>
Féodal ,	<i>ibid.</i>
Fermier judiciaire d'une seigneurie ,	289
Festage ,	<i>ibid.</i>
Festin. Droit de Festin ,	<i>ibid.</i>
Feudataire ,	<i>ibid.</i>
Feudiste ,	<i>ibid.</i>
Feurs ,	<i>ibid.</i>
Feur compétent ,	<i>ibid.</i>

Fief; de son domaine, faire son fief,	299	Futaye,	327
Fief de son fief, faire son domaine,	<i>ibid.</i>	G	
Fillette, (droit de)	<i>ibid.</i>	G AGE,	328
Finage,	300	Gage de bataille,	<i>ibid.</i>
Fisc,	<i>ibid.</i>	Gager, Dégager, Desengager,	<i>ibid.</i>
Fiscal,	<i>ibid.</i>	Gager l'amende,	<i>ibid.</i>
Fivadier,	<i>ibid.</i>	Gagerie simple,	<i>ibid.</i>
Flegarts,	<i>ibid.</i>	Gagerie de rachat, Gager le rachat,	329
Fleuves,	<i>ibid.</i>	Gagnages,	<i>ibid.</i>
Foi & hommage,	304	Gagnages & Gagneries,	<i>ibid.</i>
Foi mentie,	312	Gaives,	<i>ibid.</i>
Foire au vauleux,	<i>ibid.</i>	Gambage,	330
Foires & marchés,	313	Gants,	<i>ibid.</i>
Foncier,	314	Garantie en retrait féodal,	<i>ibid.</i>
Fondalité,	314	Garantir le fief,	<i>ibid.</i>
Fonds de terre,	<i>ibid.</i>	Garantir un péage,	331
Fontaine,	<i>ibid.</i>	Gardes des bois, chasse & pêche des seigneuries,	<i>ibid.</i>
Forage,	315	Garde, (Denier de)	334
Forains,	<i>ibid.</i>	Garde faite, à garde faite,	<i>ibid.</i>
Forêt,	<i>ibid.</i>	Garde de justice,	<i>ibid.</i>
Forfaire son fief,	316	Gardes-liges,	<i>ibid.</i>
Forfaiture,	<i>ibid.</i>	Garde Messier,	<i>ibid.</i>
Forges & Fourneaux;	<i>ibid.</i>	Garde noble,	338
Forjurer son héritage,	<i>ibid.</i>	Garde royale,	344
For-mariage,	<i>ibid.</i>	Garde seigneuriale,	345
Formont, ou Formature,	<i>ibid.</i>	Garenne,	346
Forteresses,	317	Garenne jurée,	347
Fossés,	319	Gariment,	348
Fouage,	320	Garnir la main de justice & du seigneur,	<i>ibid.</i>
Four bannal,	<i>ibid.</i>	Gastier,	<i>ibid.</i>
Fourches patibulaires,	321	Gaudence,	<i>ibid.</i>
Fournage,	<i>ibid.</i>	Gayves,	<i>ibid.</i>
Frais & loyaux-coûts,	322	Gendrage,	<i>ibid.</i>
Franc-aleu,	<i>ibid.</i>	Gens de corps, de corsage, de pote,	<i>ibid.</i>
Francs-fiefs,	323	Gens de main-morte,	349
Francs deniers,	<i>ibid.</i>	Gentilhomme,	<i>ibid.</i>
Franchises,	324	Geole, Geolier,	<i>ibid.</i>
Franquière,	<i>ibid.</i>	Gibet,	<i>ibid.</i>
Freresche,	325	Giron,	350
Fraude,	<i>ibid.</i>	Girouettes,	<i>ibid.</i>
Frérage,	<i>ibid.</i>	Gîte,	<i>ibid.</i>
Frésange,	<i>ibid.</i>	Giste & géolage;	350
Fromentage;	327	Glaive,	351
Fruits,	<i>ibid.</i>		
Fust,			
Fuye,			

TABLE

xv

Glandée ;			355
Glaner ,			<i>ibid.</i>
Glebe ,	352	Grurie ou Grairie ,	<i>ibid.</i>
Gourmet ,	<i>ibid.</i>	Grurie, Jurisdiction ,	356
Grafion ou Gravion ,	<i>ibid.</i>	Gruyer, Juge gruyer ,	<i>ibid.</i>
Graigneur ,	<i>ibid.</i>	Guerb ,	<i>ibid.</i>
Grainer ,	<i>ibid.</i>	Guerpir , Gulpir , Gurpir ,	356
Grands jours ,	<i>ibid.</i>	Guerpir l'hommage ,	<i>ibid.</i>
Grains ,	353	Guerpiffon , Gulpizon , Guerpie , Gur-	
Grairie ,	<i>ibid.</i>	pie , Gulpine , Guerpiffement ,	<i>ibid.</i>
Gréage ,	<i>ibid.</i>	Guerre ,	356
Gresse ,	354	Guevement, Guesver l'héritage ,	357
Greffier ;	<i>ibid.</i>	Guet & Garde ,	358
Grosse pâture ,	355	Guiage ,	359

Nota. Ici commence la Table de la seconde Partie.

H.

H ABITS des Juges ,	1	Homme féodal ,	5
Habouts ,	2	Homme lige ,	<i>ibid.</i>
Hallage ,	<i>ibid.</i>	Homme de pléjure ,	<i>ibid.</i>
Halle ,	<i>ibid.</i>	Homme profitable ,	<i>ibid.</i>
Haro ,	<i>ibid.</i>	Homme de servitude ,	<i>ibid.</i>
Hart ,	<i>ibid.</i>	Homme vivant & mourant.	<i>ibid.</i>
Havage ;	<i>ibid.</i>	Homme vivant, mourant & confifquant ,	6
Hautbert ,	3	Honneurs de l'Eglise ,	7
Haute-Futaie ;	<i>ibid.</i>	Honorifiques ,	10
Hauts-Justiciers ;	<i>ibid.</i>	Hôpitaux fondés par les Seigneurs ,	10
Haut Parage ,	<i>ibid.</i>		10
Heaume ,	<i>ibid.</i>	Hostellage ,	11
Hebergement ,	<i>ibid.</i>	Hostigements de Fiefs ,	<i>ibid.</i>
Herbage franc ,	<i>ibid.</i>	Huis ,	12
Herbage & pâturage ,	<i>ibid.</i>	Huitième ,	<i>ibid.</i>
Herbage vif & mort ,	<i>ibid.</i>	Humier ,	<i>ibid.</i>
Heritages ,	4	Hypothèque ;	<i>ibid.</i>
Héritages allodiaux ,	<i>ibid.</i>		J.
Héritages censuels ,	<i>ibid.</i>	J ALLAGE ,	13
Héritages roturiers ,	<i>ibid.</i>	Janvier ,	<i>ibid.</i>
Héritages ferfs ,	<i>ibid.</i>	Jaulgeur ,	14
Hoirie ,	<i>ibid.</i>	Immémorial ,	<i>ibid.</i>
Hoirs ,	<i>ibid.</i>	Impositions ,	<i>ibid.</i>
Hoirs de quenouille ;	<i>ibid.</i>	Imprescriptible ,	15
Hommage ,	<i>ibid.</i>	Impunité ,	<i>ibid.</i>
Homme ,	5	Inaliénable ,	<i>ibid.</i>
Hommes & Femmes de corps ,	<i>ibid.</i>	Incorporel ,	<i>ibid.</i>

Indemnité due aux Seigneurs ,	15	Lettres patentes ,	39
Indemnité due par les Seigneurs ,	18	Lettres de privilège ,	<i>ibid.</i>
Indire ,	<i>ibid.</i>	Lettres de réhabilitation ,	<i>ibid.</i>
Inféodation ,	19	Lettres de terrier ,	40
Inféodation de dixmes ,	<i>ibid.</i>	Levage ,	41
Inféodation de patronage ,	20	Leudes ,	<i>ibid.</i>
Inféodation de rentes ,	<i>ibid.</i>	Leyde ,	<i>ibid.</i>
Infeoder ,	<i>ibid.</i>	Liage ,	44
Ingénus ,	<i>ibid.</i>	Libelle diffamatoire contre un Seigneur ,	<i>ibid.</i>
Intimer le Seigneur ,	<i>ibid.</i>	Libertins ,	<i>ibid.</i>
Inventaire des titres d'une Seigneurie ,	<i>ibid.</i>	Licitation ,	<i>ibid.</i>
Investiture ,	22	Lien de servitude ,	46
Jouer (se) de son fief ,	<i>ibid.</i>	Lieve ,	<i>ibid.</i>
Jouir , jouissance ,	25	Lieue ,	47
Jour de Fêtes & Dimanches ,	<i>ibid.</i>	Lieutenant de Justices seigneuriales ,	<i>ibid.</i>
Jours , grands jours .	26	Lige ,	48
Joyeux avenement à la Couronne ,	<i>ibid.</i>	Ligence ,	49
Isle ,	<i>ibid.</i>	Lit de Justice ,	<i>ibid.</i>
Issue ,	<i>ibid.</i>	Lit de riviere entre deux Seigneuries ,	<i>ibid.</i>
Juges Seigneuriaux ,	26	Litres , ou ceintures funèbres .	50
Jurisdiction ,	28	Local ,	51
Jurisprudence féodale ,	<i>ibid.</i>	Lods & ventes ,	<i>ibid.</i>
Justice seigneuriale ,	<i>ibid.</i>	Loge ,	69
Justice censuelle ,	34	Logie ,	<i>ibid.</i>
Justice patibulaire ,	35	Logue ,	<i>ibid.</i>
Justiciables ,	<i>ibid.</i>	Loi du Royaume ,	<i>ibid.</i>
Jutlicier ,	<i>ibid.</i>	Loi , (œuvre de)	<i>ibid.</i>
Juveigneur ,	<i>ibid.</i>	Loi Salique ,	<i>ibid.</i>
	L.	Loi (venir à la)	70
L ABOURS & semences ,	36	Loix féodales ,	<i>ibid.</i>
Langage françois ,	<i>ibid.</i>	Loix que doivent suivre les Juges Sei-	<i>ibid.</i>
Latte ,	<i>ibid.</i>	neuriaux en jugeant ,	<i>ibid.</i>
Laude ,	<i>ibid.</i>	Loups ,	71
Laufe ou Lauze .	<i>ibid.</i>	Louvetiers ,	72
Législation ,	37	Loyaux-couts ,	73
Lettres d'affranchissement ,	<i>ibid.</i>	Luets ,	<i>ibid.</i>
Lettres d'amortissement ,	<i>ibid.</i>	Luminiers ,	<i>ibid.</i>
Lettres d'assiette ,	<i>ibid.</i>		M.
Lettres de dons d'aubaine , deshérence	<i>ibid.</i>	M AILLE d'or , (droit de)	74
& bâtardise ,	<i>ibid.</i>	Main-bournie ,	<i>ibid.</i>
Lettres de légitimation ,	<i>ibid.</i>	Main-ferme ,	<i>ibid.</i>
Lettres de main souveraine ,	38	Main-garnie ,	<i>ibid.</i>
Lettres de naturalité ,	<i>ibid.</i>	Main-levée ,	<i>ibid.</i>
Lettres de noblesse ,	<i>ibid.</i>	Main-mettre ,	<i>ibid.</i>
		Main-mis ,	

TABLE DES MATIERES.

Main-mis ;	75	Mi-lods ,	xvij
Main-mise féodale ;	<i>ibid.</i>	Minage ,	86
Main-mortables ,	<i>ibid.</i>	Mine ,	<i>ibid.</i>
Main-morte ,	<i>ibid.</i>	Minu ,	<i>ibid.</i>
Main-souveraine ;	76	Minutes de terrier ,	87
Majorité coutumière ;	<i>ibid.</i>	Mirouer de fief ,	88
Majorité féodale ,	<i>ibid.</i>	Mistral ,	89
Majorité du Roi ,	<i>ibid.</i>	Moneage ,	<i>ibid.</i>
Maire, Maieur ,	<i>ibid.</i>	Mortallable ;	<i>ibid.</i>
Mairie ,	77	Mortaille (droit de) ;	90
Maire du Palais ;	<i>ibid.</i>	Mort d'un fief ,	<i>ibid.</i>
Maisons-fortes ,	<i>ibid.</i>	Mort-gage ,	91
Mambour ,	<i>ibid.</i>	Morte-main (droit de) ,	<i>ibid.</i>
Mambournie ;	78	Mortuage ,	<i>ibid.</i>
Manants ,	<i>ibid.</i>	Motte ferme ,	92
Manée de sel ;	<i>ibid.</i>	Moulin bannal ,	<i>ibid.</i>
Manoir ,	<i>ibid.</i>	Moulage ,	<i>ibid.</i>
Manoir principal ;	<i>ibid.</i>	Moutonnage ,	94
Marchage ,	<i>ibid.</i>	Moute ,	<i>ibid.</i>
Marches ,	<i>ibid.</i>	Mouvance ;	95
Marches communes ;	<i>ibid.</i>	Moyens Justiciers ;	<i>ibid.</i>
Marché ,	<i>ibid.</i>	Municipal ,	<i>ibid.</i>
Marciage ,	<i>ibid.</i>	Murs , portes , fossés des villes seigneuriales ,	<i>ibid.</i>
Maréchaussée ,	80	Mutation ,	96
Marque (droit de , lettres de)	<i>ibid.</i>		
Marquette (droit de) ,	<i>ibid.</i>	N.	
Marquis ,	81	N	
Marquisat ,	<i>ibid.</i>	N A M P S ,	97
Mauvais emporte le bon ,	<i>ibid.</i>	Nantissement ,	<i>ibid.</i>
Mauvais traitements ,	<i>ibid.</i>	Nantir ,	<i>ibid.</i>
Mée (droit de) ,	<i>ibid.</i>	Nantissement ,	<i>ibid.</i>
Méchain, Méhaigner, Méhaigneur ,	<i>ibid.</i>	Naturaliser ,	100
Meix ,	82	Naturalité ,	<i>ibid.</i>
Mencaulde ,	<i>ibid.</i>	Nerets (sols ou deniers) ,	<i>ibid.</i>
Mencauldée ,	<i>ibid.</i>	Neufme ,	<i>ibid.</i>
Menée de fief ,	<i>ibid.</i>	Nobles ,	101
Mercuriale ,	<i>ibid.</i>	Noblesse ,	<i>ibid.</i>
Mesgnie ,	83	Nocages ,	105
Messes paroissiales ,	<i>ibid.</i>	Nom & armes ,	106
Messiers ,	84	Nomination d'offices seigneuriaux ,	<i>ibid.</i>
Messire ,	<i>ibid.</i>	Notaires des Seigneurs ,	107
Mesurage (droit de) ;	<i>ibid.</i>	Notification ,	112
Mesure (droit de) ,	<i>ibid.</i>	Novales ,	113
Mesus ,	85	Nouveau titre ,	114
Meubles suivent la personne ,	<i>ibid.</i>	Nouveaux acquêts ,	<i>ibid.</i>
Mettre la main au bâton ,	86	Nuelle ,	<i>ibid.</i>
Mettre en sa table ,	<i>ibid.</i>		

Nuit,
Nuit d'armes,
Nulle terre sans Seigneur,

114
ibid.
ibid.

O.

OBLATS,
Obliage,
Office (Procureur d'),
Officiers subalternes ou seigneuriaux,

116
ibid.
ibid.
ibid.

Officiers municipaux,
Officiers de police,
Offrande,
Oriflamme,
Ost,
Ostise,
Ouverture de fief,
Ouverture des vendanges,

118
ibid.
ibid.
ibid.
119
ibid.
ibid.
ibid.

P.

PADOUANCE,
Padour,
Pagesie,
Pain beni,
Pain de chapitre;
Pain de panière,
Pair de fief, fief en pairie;
Pairs,
Pairie,
Paix, droit honorifique,
Paix, combat judiciaire,
Palais,
Palatin,
Pancarte,
Panonceaux;
Papier terrier;
Parage,
Parc,
Parcage,
Parcours & entrecours;
Parée,
Pariage,
Pariage (droit de)
Parisis,
Part avantageuse,

120
ibid.
ibid.
ibid.
121
ibid.
ibid.
ibid.
123
ibid.
ibid.
124
ibid.
ibid.
ibid.
125
128
ibid.
130
ibid.
131
ibid.
132
ibid.
ibid.

Part-prenant & part-mettant, 132
Partage, *ibid.*
Pasnage, 133
Pasques, *ibid.*
Pasquerasse, *ibid.*
Patron, 134
Patronnage, *ibid.*
Patronnage (droit de); 137
Paturage (droit de), *ibid.*
Pâturage, pature, *ibid.*
Pavé des villes seigneuriales; 138
Paiement (héritage donné en), 139
Pays coutumier, *ibid.*
Pays de droit écrit, 140
Pays de nantissement, *ibid.*
Péage, *ibid.*
Péageau ou Peugier, 143
Péager, *ibid.*
Pêche, *ibid.*
Pelerinage, 146
Pellage, *ibid.*
Percièrre, *ibid.*
Personnier; *ibid.*
Pezade, 147
Picage, *ibid.*
Pied cornier; *ibid.*
Pied-fourché, *ibid.*
Pierres, *ibid.*
Pigeons, *ibid.*
Pilage, 148
Pilon, *ibid.*
Pissonnage; *ibid.*
Placart, *ibid.*
Plaids de l'épée; *ibid.*
Plait seigneurial, *ibid.*
Plect de morte-main; 149
Plein Fief, *ibid.*
Pleine Cour, 150
Plume de relief, *ibid.*
Pluralité de fiefs, de seigneurs, de vas-
faux, *ibid.*
Pluviales (eaux), *ibid.*
Poeste (gens de), 151
Poids & mesures, *ibid.*
Point d'honneur, *ibid.*
Poifage, 153
Police, *ibid.*

TABLE DES MATIÈRES.

Pont ;	153	Prince ,	xix
Pontenage (droit de) ,	<i>ibid.</i>	Prince du sang ,	166
Porc bannal ,	<i>ibid.</i>	Principauté ,	<i>ibid.</i>
Port ,	<i>ibid.</i>	Principal manoir ;	<i>ibid.</i>
Port d'armes ;	154	Prinfief ,	167
Portable ou requérable ;	<i>ibid.</i>	Prise d'eau ,	<i>ibid.</i>
Portage ,	<i>ibid.</i>	Prisons seigneuriales ;	<i>ibid.</i>
Portagium ;	155	Privilège ,	168
Porte du manoir ;	<i>ibid.</i>	Privilégiés ,	<i>ibid.</i>
Porter la foi & hommage ;	<i>ibid.</i>	Processions ,	<i>ibid.</i>
Portes des Villes seigneuriales ,	<i>ibid.</i>	Procès-verbaux ;	169
Portion avantageuse ,	<i>ibid.</i>	Proche-fief ,	<i>ibid.</i>
Portion congrue ,	<i>ibid.</i>	Procours ,	<i>ibid.</i>
Portionnaires de fiefs ;	<i>ibid.</i>	Proclamation , nouveau Seigneur ,	<i>ibid.</i>
Portraits de famille ,	<i>ibid.</i>	Procureur fiscal ,	<i>ibid.</i>
Posséder en fief , en roture ;	<i>ibid.</i>	Profits féodaux ,	170
Possession immémoriale ,	<i>ibid.</i>	Prohibition ,	<i>ibid.</i>
Poste , Pote , gens de pote ,	156	Promesse de vendre ;	171
Pot-de-vin ,	<i>ibid.</i>	Provisions d'officiers ;	<i>ibid.</i>
Pote ,	<i>ibid.</i>	Prudhommes ,	<i>ibid.</i>
Poteau ;	<i>ibid.</i>	Publication ,	<i>ibid.</i>
Poule de commande ;	157	Puel (bois en) ;	<i>ibid.</i>
Pourpris , Pourprinse ;	<i>ibid.</i>	Puînés ,	172
Poursuite (droit de)	<i>ibid.</i>	Puissance de fief ,	<i>ibid.</i>
Præstaria ,	<i>ibid.</i>	Pulverage ,	<i>ibid.</i>
Préage ,	<i>ibid.</i>	Pure perte ,	<i>ibid.</i>
Préambule des terriers ;	<i>ibid.</i>		Q.
Préciput ,	158		
Précloture ,	<i>ibid.</i>	QUART DENIER ;	173
Prédial ,	<i>ibid.</i>	Quart de réserve ,	<i>ibid.</i>
Prélation ,	<i>ibid.</i>	Quailanie ,	<i>ibid.</i>
Prémesse ,	<i>ibid.</i>	Quayage ,	<i>ibid.</i>
Prémice ,	<i>ibid.</i>	Quenaïse ,	<i>ibid.</i>
Premier acte ;	159	Quens ,	<i>ibid.</i>
Prérogative des mâles sur les femelles en succession féodale.	<i>ibid.</i>	Querable ,	174
Prescription ,	<i>ibid.</i>	Querelles fieffaux ;	<i>ibid.</i>
Préseance ,	163	Quêtaux ,	<i>ibid.</i>
Présentation au greffe ;	<i>ibid.</i>	Quêtable condition ;	<i>ibid.</i>
Présentation à un bénéfice ;	<i>ibid.</i>	Quête ,	<i>ibid.</i>
Pressoir bannal ,	164	Quête abandonnée ,	<i>ibid.</i>
Prévention , bénéfice ,	<i>ibid.</i>	Quête courante ,	<i>ibid.</i>
Prévention , juges ,	<i>ibid.</i>	Quête (terre de) ,	<i>ibid.</i>
Prévôt ,	165	Quevage ,	<i>ibid.</i>
Prévôté (droit de) ,	<i>ibid.</i>	Quint ,	<i>ibid.</i>
Prieres nominales pour les seigneurs ,	<i>ibid.</i>	Quint & requint ;	177
		Quint en montant ,	<i>ibid.</i>
		Quint héréditaire on viager ;	178

TABLE DES MATIERES.

Quint d'arf,	179	Relief en pays Vexin,	193
Quinter fon fief,	<i>ibid.</i>	Relods,	<i>ibid.</i>
Quaintaine,	<i>ibid.</i>	Réméré,	<i>ibid.</i>
Quotité,	180	Remise de droits Seigneuriaux,	194
R.		Remuement,	196
R ACHAT OU RELIEF,	181	Rénovation de terrier,	<i>ibid.</i>
Rachat abonné,	182	Rente,	<i>ibid.</i>
Rachat rencontré,	<i>ibid.</i>	Rente à l'apréci,	197
Rain & bâton,	<i>ibid.</i>	Rente arrière foncière,	198
Rapport & dénombrement,	<i>ibid.</i>	Rente foncière,	<i>ibid.</i>
Rapport de gardes des seigneuries,	<i>ibid.</i>	Rente héréditaire,	<i>ibid.</i>
Rébellion faite aux Gardes des Seigneurs,	184	Rentes inféodées,	<i>ibid.</i>
Rébellion de vassaux.	<i>ibid.</i>	Rente requérable,	<i>ibid.</i>
Reblandir,	<i>ibid.</i>	Rente ou revenu rendable,	<i>ibid.</i>
Recellé,	<i>ibid.</i>	Rente sèche,	<i>ibid.</i>
Récépissé,	185	Rente seigneuriale,	<i>ibid.</i>
Recevoir le vassal,	<i>ibid.</i>	Rente volage,	199
Recevoir par main souveraine,	<i>ibid.</i>	Rentier,	<i>ibid.</i>
Reclamer son homme,	<i>ibid.</i>	Reprise, fief de reprise, reprise de fief,	<i>ibid.</i>
Reconnoissance,	<i>ibid.</i>	Reprise, lods en reprise d'héritage faite de paiement,	<i>ibid.</i>
Reconnoissance sèche,	188	Requart,	200
Recréance,	190	Requint,	<i>ibid.</i>
Rédaction & réformation des coutumes,	<i>ibid.</i>	Ressort,	<i>ibid.</i>
Redevances,	<i>ibid.</i>	Rétablissement de fruits,	<i>ibid.</i>
Régie de terres seigneuriales,	191	Retenir par puissance de fief,	<i>ibid.</i>
Régistre (droit de),	<i>ibid.</i>	Retenue (droit de),	<i>ibid.</i>
Réhabilitation,	<i>ibid.</i>	Retour de fief,	<i>ibid.</i>
Reins de forêts,	<i>ibid.</i>	Retrait féodal & censuel,	<i>ibid.</i>
Reilhage,	<i>ibid.</i>	Retrait lignager, lods & ventes,	213
Relever,	<i>ibid.</i>	Retrayant,	<i>ibid.</i>
Relever, ressortir;	<i>ibid.</i>	Revenir à la table de l'ainé,	<i>ibid.</i>
Relever son fief,	<i>ibid.</i>	Reventions,	<i>ibid.</i>
Relevoisons à plaisir;	192	Reversion,	<i>ibid.</i>
Relief (droit de),	<i>ibid.</i>	Réunion féodale,	<i>ibid.</i>
Relief de bail,	<i>ibid.</i>	Réunion de censive au fief,	215
Relief de bouche,	<i>ibid.</i>	Réunion franc-aleu,	<i>ibid.</i>
Relief, censives,	<i>ibid.</i>	Rière-Fief, rière-vassal, rière-fief, rière-vassal,	<i>ibid.</i>
Relief de chambellage;	<i>ibid.</i>	Rivage (droit de),	<i>ibid.</i>
Relief, cheval & armes,	<i>ibid.</i>	Riverain,	<i>ibid.</i>
Relief à merci,	<i>ibid.</i>	Rivière navigable,	216
Relief de plume,	193	Rivière seigneuriale ou bannale,	<i>ibid.</i>
Relief de propriété,	<i>ibid.</i>	Rodage,	218
Relief simple,	<i>ibid.</i>	Roi,	<i>ibid.</i>
Relief & ventes,	<i>ibid.</i>	Roture,	220

TABLE DES MATIERES:

(xxj)

Roturier ,	220	Sergent fieffé ou féodé ;	239
Rouage ,	<i>ibid.</i>	Sergent prairier ,	<i>ibid.</i>
Roussin de service ;	<i>ibid.</i>	Sergent messilier ,	<i>ibid.</i>
Ruisseaux ,	<i>ibid.</i>	Sergenteries ,	<i>ibid.</i>
Rutoirs ,	221	Serment de fidélité ,	<i>ibid.</i>
		Serment judiciaire ,	<i>ibid.</i>
		Servages ,	<i>ibid.</i>
S.		Service ,	240
SACQUAGE	222	Servir ,	<i>ibid.</i>
Saintre (droit de) ,	<i>ibid.</i>	Servis ,	<i>ibid.</i>
Sainteurs ,	<i>ibid.</i>	Servitude ,	<i>ibid.</i>
Saisie féodale ,	<i>ibid.</i>	Servitude personnelle ,	<i>ibid.</i>
Saisie réelle de fief ,	224	Servitude réelle ,	<i>ibid.</i>
Saisine ,	225	Sextellage ou Sexterage ,	241
Salage ,	<i>ibid.</i>	Siege seigneurial ,	<i>ibid.</i>
S.lique ,	<i>ibid.</i>	Sire ,	<i>ibid.</i>
Salmate ,	<i>ibid.</i>	Socage (droit de) ,	<i>ibid.</i>
Sauf notre droit & celui d'autrui ,	226	Solidité ,	<i>ibid.</i>
Sauve-garde ,	<i>ibid.</i>	Souffrance féodale ,	242
Sauvement ,	227	Sous-aide ,	245
Sce u ,	<i>ibid.</i>	Sous-inféodation ,	<i>ibid.</i>
Scellés ,	<i>ibid.</i>	Sous-vassal ,	<i>ibid.</i>
Secretaires du Roi ,	229	Souverain ,	<i>ibid.</i>
Ségorage ,	<i>ibid.</i>	Souveraineté ,	246
Ségrairie ,	<i>ibid.</i>	Statue (droit de) ,	<i>ibid.</i>
Seigneur ,	<i>ibid.</i>	Stellage ,	<i>ibid.</i>
Seigneur d'un bourg ou village ,	230	Stérilité ,	<i>ibid.</i>
Seigneur censier ,	231	Succession féodale ,	247
Seigneur direct ,	<i>ibid.</i>	Sujets ,	248
Seigneur dominant ,	<i>ibid.</i>	Suite de dixme ,	249
Seigneur féodal ,	<i>ibid.</i>	Suite de serfs ,	250
Seigneur foncier ,	<i>ibid.</i>	Surcharge ,	<i>ibid.</i>
Seigneur haut justicier ,	<i>ibid.</i>	Surfoncier ,	<i>ibid.</i>
Seigneur nouveau ,	<i>ibid.</i>	Surjet (droit de) ,	251
Seigneur paroisse ,	<i>ibid.</i>	Supplément de vente ;	<i>ibid.</i>
Seigneur péager ,	<i>ibid.</i>	Suzerain ,	<i>ibid.</i>
Seigneur plaide la main garnie ,	<i>ibid.</i>		
Seigneur suzerain ,	<i>ibid.</i>		
Seigneur-utile ,	232	T.	
Seigneuriage ,	<i>ibid.</i>	TABELLION ,	252
Seigneurial ,	<i>ibid.</i>	Tabellionage ,	<i>ibid.</i>
Seigneurie ,	<i>ibid.</i>	Tabellioner ,	<i>ibid.</i>
Sénéchal ,	<i>ibid.</i>	Table , (mettre en sa)	<i>ibid.</i>
Sénéchaussée ;	234	Tableaux ,	<i>ibid.</i>
Sentier ,	235	Taille seigneuriale , ou taille aux quatre	
Sépulchre ,	<i>ibid.</i>	cas ,	253
Serf ,	237	Taille serve ,	255
Sergent ,	238	Taille abonnée & annuelle ,	257

x xij TABLE DES MATIERES.

Taille baptisée ,	257	Tiers & dangers ,	263
Taille haut & bas ,	<i>ibid.</i>	Tiers-denier (droit de) ,	264
Taille jurée ,	<i>ibid.</i>	Tiers-état ,	<i>ibid.</i>
Taille personnelle ;	<i>ibid.</i>	Timbre ,	<i>ibid.</i>
Taille réelle ,	<i>ibid.</i>	Tirage (droit de) ;	265
Taille, subside, impôt ;	<i>ibid.</i>	Titres ,	<i>ibid.</i>
Taillable ,	258	Titre nouvel ,	266
Taillable haut & bas ,	<i>ibid.</i>	Titres de famille ;	267
Taillable héritage ,	<i>ibid.</i>	Tolt & donne ,	<i>ibid.</i>
Taillable mortuaire ;	259	Tombe , Tombeau ;	<i>ibid.</i>
Taillis ,	<i>ibid.</i>	Tonaiges , Talaiges & grasselaiges ,	<i>ibid.</i>
Tasque ,	<i>ibid.</i>		<i>ibid.</i>
Taureau bannal ;	<i>ibid.</i>	Tonlieu ou Tonnelieu ,	<i>ibid.</i>
Tavernage ,	<i>ibid.</i>	Tor & ver ,	268
Témoins ,	<i>ibid.</i>	Tournoi ,	<i>ibid.</i>
Tems ,	<i>ibid.</i>	Tournois ,	<i>ibid.</i>
Tenancier ;	<i>ibid.</i>	Traite (droit de) ;	269
Tenants & aboutissants ;	<i>ibid.</i>	Transaction ,	<i>ibid.</i>
Tenement , tenure , teneure ; tenan-	<i>ibid.</i>	Travers (droit de) ;	<i>ibid.</i>
che ,	<i>ibid.</i>	Très-fond ,	<i>ibid.</i>
Tendre le giron ,	260	Trésor ,	<i>ibid.</i>
Tendre & thésurer au domaine d'autrui ,	<i>ibid.</i>	Treu ,	270
	<i>ibid.</i>	Trèves ,	<i>ibid.</i>
Tenir en sa main ,	<i>ibid.</i>	Trèves & assurements ;	272
Tensément ,	<i>ibid.</i>	Treuf ,	<i>ibid.</i>
Tenues nobles ,	<i>ibid.</i>	Treizième (droit de)	<i>ibid.</i>
Tenure brisée ; plainte de tenure bri-	<i>ibid.</i>	Triage ,	<i>ibid.</i>
sée ,	<i>ibid.</i>	Truages ,	274
Terceau (droit de) ,	261	Truant (cens) ,	<i>ibid.</i>
Terrage ,	<i>ibid.</i>		
Terrageau ,	<i>ibid.</i>		
Terrager ,	<i>ibid.</i>		
Terragerie ,	<i>ibid.</i>		
Terragier ,	<i>ibid.</i>		
Terre ,	<i>ibid.</i>		
Terre allodiale ;	<i>ibid.</i>		
Terre emblavée ,	<i>ibid.</i>		
Terre Gastes ,	<i>ibid.</i>		
Terre seigneuriale ;	<i>ibid.</i>		
Terrier ,	<i>ibid.</i>		
Territoire ,	<i>ibid.</i>		
Testament ,	262		
Theam ,	<i>ibid.</i>		
Tierce-foi, tomber , venir en tierce-foi ,	<i>ibid.</i>		
	<i>ibid.</i>		
Tiercer le cens ,	<i>ibid.</i>		
Tiers-détenteur , tiers-possesseur ,	<i>ibid.</i>		

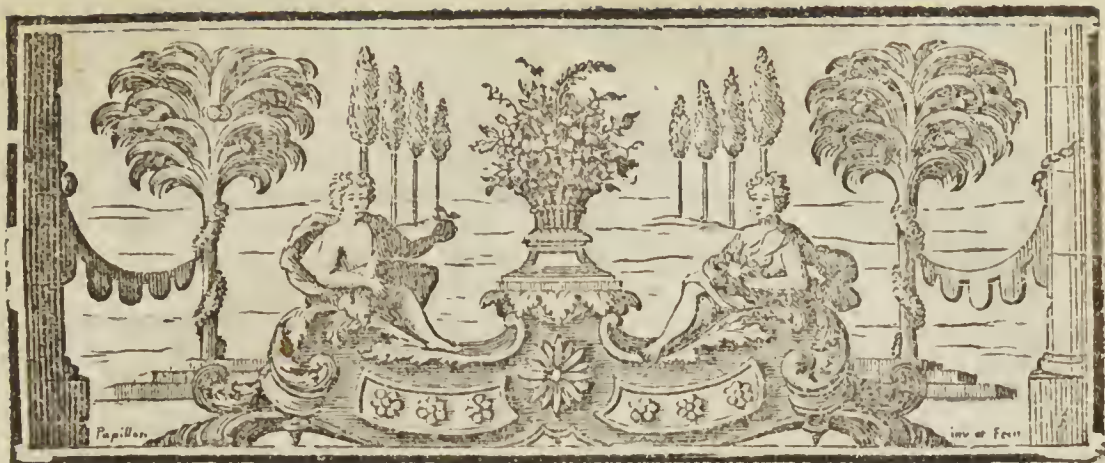
TABLE DES MATIERES.

xxiiij

Ventes déguifées,	277	Vilain,	<i>ibid.</i>
Vente faite au public,	<i>ibid.</i>	Vilaine (terre),	296
Ventes & gants,	<i>ibid.</i>	Ville de paix,	<i>ibid.</i>
Ventes & honneurs,	<i>ibid.</i>	Villenage,	<i>ibid.</i>
Ventes & iffues,	<i>ibid.</i>	Vimaire,	<i>ibid.</i>
Ventilation,	<i>ibid.</i>	Vin de marché,	<i>ibid.</i>
Ventiler,	281	Vinade,	297
Ventre ennoblit,	<i>ibid.</i>	Vinage (droit de);	<i>ibid.</i>
Verge ennoblit, ventre affranchit,	290	Vingtain (droit de);	<i>ibid.</i>
Verge blanche, porter blanche verge,	<i>ibid.</i>	Vins (droit de),	<i>ibid.</i>
Vérification d'un terrier,	<i>ibid.</i>	Vins & ventes (droit de);	<i>ibid.</i>
Vérification des Ordonnances, Edits	<i>ibid.</i>	Vivelotte ou Vivenote,	<i>ibid.</i>
& Déclarations,	<i>ibid.</i>	Unir & mettre en fa table,	298
Verreries,	291	Vol du chapon,	<i>ibid.</i>
Verrier (Gentilhomme);	<i>ibid.</i>	Volant (cens),	<i>ibid.</i>
Verte-moute,	<i>ibid.</i>	Vouade,	<i>ibid.</i>
Vest & devest,	<i>ibid.</i>	Voulrie,	<i>ibid.</i>
Vêtir,	292	Voyer,	<i>ibid.</i>
Veufve (droit de);	<i>ibid.</i>	Voyerie,	<i>ibid.</i>
Vexin-le-François,	<i>ibid.</i>	Us & Coutumes;	299
Viager (cens),	293	Uufage,	<i>ibid.</i>
Vicaire,	<i>ibid.</i>	Ufager,	<i>ibid.</i>
Vicomtes,	<i>ibid.</i>	Ufurpateur de Communaux,	<i>ibid.</i>
Vicomté,	<i>ibid.</i>	Ufurpateur des droits de Souveraineté,	300
Vidame,	294	Ufurpateurs de Noblefse,	<i>ibid.</i>
Vientrage;	<i>ibid.</i>	Warifons,	301
Vignage,	295	Werp (droit de),	<i>ibid.</i>
Viguiier,	<i>ibid.</i>	Vuider fes mains,	<i>ibid.</i>

Fin de la Table des Matieres.

1
DICTIONNAIRE



DICTIONNAIRE DES FIEFS ET DES DROITS SEIGNEURIAUX UTILES ET HONORIFIQUES.

A

AB

1. **A**BBATS LAÏQUES, ou ABBÉS LAÏQUES. On trouve ces qualités employées dans l'art. 30 du titre 1 de la Cout. de Béarn. Ce sont ceux qui possèdent les dixmes des villages, & qui présentent aux bénéfices. Ceci est sans doute un reste de l'ancienne usurpation que les seigneurs firent des biens ecclésiastiques sous Charles Martel, & sous les Rois de la seconde race. Ceux qui s'étoient emparés d'une abbaye, prenoient sans façon le nom d'abbés. Nous ne voyons plus aujourd'hui de seigneurs
Première partie.

AB

laïques possesseurs d'abbayes : mais dans quantité d'endroits, ils ont retenu les dixmes qui en dépendoient ; ce qui sans doute a conservé dans le Béarn à ceux qui les possèdent, le nom d'abbés laïques. Dans le même pays on appelle aussi les cures-abbayes, *Abbatidos*. Les maisons auxquelles sont attachés le droit de dixme & celui de patronage, sont ordinairement situées proche les Eglises : elles sont, pour la plupart, nobles & exemptes de taille, ainsi que les terres qui dépendent des abbayes. *Voyez*

A

M. de Marca dans son Hist. de Béarn , liv. 1 , chap. 28 , nomb. 11. *Voyez* Arciut.

2. ABEILLAGE , ABOILLAGE , ABOLLAGE. C'est un droit établi par plusieurs Cout. en vertu duquel le seigneur peut prendre une certaine quantité d'abeilles , de cire ou de miel sur les ruches de ses sujets.

3. ABEILLES ÉPAVES. Ce sont des essaims d'abeilles qui , une fois sorties de leurs ruches , s'égarent & n'y retournent plus. Lorsqu'elles ne sont pas poursuivies par le propriétaire , elles appartiennent au seigneur haut-justicier : celui qui les trouve est obligé de les dénoncer dans le tems prescrit par les Coutumes. *Voyez* l'art. 337 de la Cout. de Bourbonnois ; le Maine , art. 13 ; Tours , tit. 3 , art. 54 , & plusieurs autres. *Voyez* encore Me la Thaumassiere dans ses notes sur les anciennes Coutumes de Lorris.

4. ABENEVIS, DONT ON A FAIT LE VERBE ABENEVISER. Dans le Lyonois & les provinces voisines, on nomme abenevis la concession d'un seigneur haut-justicier, qui permet de prendre, dans l'étendue de sa seigneurie, les eaux des ruisseaux ou des chemins, pour arroser les fonds voisins, ou pour faire tourner des moulins, moyennant certains droits en argent ou en grains.

5. ABLAIS, sont les bleds coupés qui sont encore sur le champ, & qui ne doivent point en être enlevés, sans avoir payé la dixme ou le terrage.

6. L'art. 214 de la Cout. d'Amiens défend d'enlever les fruits & ablais, quand ils sont saisis, sans donner caution au seigneur de ses droits.

7. La Coutume de Ponthieu, art. 107, défend de charrier ou emporter les *ablais* avant le soleil levé, ou après le soleil couché, à peine de soixante sols d'amende, si ce n'est en vertu d'un congé du seigneur. L'art. 110 de la

même Coutume défend pareillement à un sujet qui doit terrage, d'emporter ses *ablais*, sans avertir le seigneur à qui est dû le terrage, ou ses fermiers, sous peine de soixante sols d'amende envers le seigneur pour chacune fois & pour chaque piece, outre la restitution du droit de terrage.

8. ABONDER PLUS GRANDE SOMME. Ces termes, qui se trouvent dans la Coutume de Touraine, art. 172, & dans celle de Lodunois, signifient la fraude que commet l'acquéreur d'un fief ou autre héritage féodal, qui, pour tirer du seigneur qui veut le retirer, une plus grande somme que celle qu'il a effectivement payée, lui fait paroître qu'il lui revient à un plus haut prix que celui qu'il en a donné. Cette fraude se pratique assez souvent dans la vente des héritages sujets au retrait féodal : on enfle le prix de la vente dans le contrat, pour dégoûter le seigneur du retrait, & on se fait donner une contre-lettre par le vendeur. Cette fraude a deux effets. 1°. Quand elle est prouvée, l'acquéreur doit rendre au retrayant ce qu'il lui a fait payer de trop, & en outre être condamné en ses dommages & intérêts, & en l'amende portée par la Coutume. 2°. Le tems pour le retrait ne court que du jour que la fraude est découverte.

9. ABONNEMENT, ABOURNEMENT, ABONAGE, sont toujours synonymes. Ces termes, dans les Coutumes & dans les titres particuliers, signifient une convention qui fixe de certains droits à une certaine somme, ou qui réduit à une certaine somme d'argent, ou à une certaine quantité de grains ou de fruits, des droits incertains qu'on payoit en espèces, & dont le prix étoit incertain.

L'abonnement est une véritable aliénation, qui ne peut être faite que par celui qui est véritable propriétaire du

droit : ainsi cette opération ne compète point à l'usufruitier , au grevé de substitution , aux bénéficiers , &c.

10. ABONNEMENT DE DIXMES. Comme les curés & autres bénéficiers ne sont pas propriétaires de leurs bénéfices , ils n'y peuvent faire aucune aliénation préjudiciable à leurs successeurs. Un curé ou tout autre bénéficiaire ne peut donc pas abonner à perpétuité les dixmes dépendantes de son bénéfice , sans observer toutes les solemnités prescrites pour l'aliénation des biens ecclésiastiques. Si on y a manqué , l'abonnement , à la vérité , oblige celui qui l'a fait , quand il ne touche pas au fond de la dixme ; mais il ne peut en aucune façon obliger son successeur. Il n'en est pas de même de l'abonnement des droits seigneuriaux qui se fait entre les seigneurs & leurs vassaux : il est permis même par la plupart des Coutumes , & il oblige les successeurs de celui qui l'a fait. *Voyez* la Marche , art. 133 ; Anjou , art. 208 & 209 ; le Maine , art. 223 & 224 ; Chartres , art. 16 ; Bourbonnois 345.

* **11. ABONNEMENT DE FIEF** , est le changement du relief ou rachat , & quelquefois de l'hommage même , en une certaine redevance annuelle , payable en deniers ou en grains.

Les Coutumes appellent cette convention du seigneur avec son vassal , *abonnement de fief* , parce que le seigneur , en abonnant ainsi son fief , se borne à exiger certains profits de la part de son vassal. *Voyez* Pasquier en ses Recherches , liv. 7 , chap. 58.

12. L'abonnement peut se faire de trois manières ; 1°. lorsque le seigneur dominant réduit à un moindre devoir les reliefs ou rachats qui lui sont dûs par son vassal ; 2°. lorsque plusieurs fiefs servans , pour chacun desquels il étoit dû un hommage distinct & séparé , sont réunis sous une même foi & hom-

mage , ou réduits à un moindre nombre ; 3°. lorsque la foi est convertie en certains cens ou autres devoirs annuels , consistant en deniers ou en grains ; & c'est là l'abonnement le plus commun. Il y a encore des lieux où le droit de lods & ventes est abonné au double cens , de même que le *plaît à merci* dont il sera parlé en son lieu.

13. Comme l'abonnement de fief tend plutôt à la libération du vassal qu'à sa surcharge , il est permis & autorisé dans presque toutes les Coutumes de France. *Voyez* les art. 208 & 258 de la Coutume d'Anjou , celle du Maine , art. 223 & 276 ; celle de Poitou , art. 168 ; Brodeau , sur l'art. 47 de la Coutume de Paris , n. 6 ; Boucheul , sur la Coutume de Poitou , tome 1 , tit. 1 , art. 31 , n. 5 & suivans.

14. Ainsi il faut tenir pour certain que , si des vassaux ou des emphytéotes sont en possession de payer quelque somme ou certaine mesure de grains , au lieu de la foi & hommage , du rachat , du *plaît à merci* , ou des lods & ventes , le seigneur ne peut point les assujettir aux anciens devoirs , parce que , quant à la forme de payer les droits seigneuriaux , il faut considérer la coutume & la possession , suivant cette loi des Empereurs Valentinien & Valens , *cod. de Agric. & Censit. Domini prediorum id quod terra prestat accipiant ; pecuniam non inquirant , quam rustici optare non audent , nisi consuetudo predii hoc exigat*. Sur laquelle Bartole s'explique en ces termes : *Si pro certâ annuâ pensione frumenti locatio facta est , tenetur colonus ad ipsum , non ad prestationem pecuniæ , nisi consuetudo sit ut , non obstante pacto , pecunia tribuatur*. D'où vient qu'en beaucoup de provinces , les redevances sont appelées *Coutumes*. Et ce langage n'est pas nouveau , puisque Gotfridus , Abbé de Vendôme , qui vivoit il y a près de six cens

ans, s'en sert dans une lettre qu'il écrivait à Guillaume, Duc de Guyenne: *Hanc ad præsens remunerationem quero, ut consuetudines seu exactiones quas terris nostris preposui vestri violenter impresserunt; quas tamen terras religiosi Principes, prædecessores vestri, & monasterii nostri fundatores, absque consuetudine vel quolibet exactione donaverunt, Deo & loco nostro relinquatis.* Lib. 5, epist. 20.

15. Les feudistes forment deux questions importantes au sujet de l'abonnement de fief. La première consiste à sçavoir si le seigneur suzerain est obligé de suivre l'abonnement fait par le seigneur du fief dominant relevant de lui, pour les fiefs servans ou arrière-fiefs, lorsque le seigneur suzerain devient propriétaire du fief dominant.

On trouve des Auteurs qui décident la question par cette distinction : Ou le fief dominant est dévolu au seigneur suzerain, par la voie du retrait féodal ou par quelque autre voie, au moyen de laquelle il tient son droit du vassal qui avoit fait l'abonnement ; en ce cas, disent-ils, le suzerain étant tenu d'entretenir les faits & promesses de son vassal, comme subrogé en sa place, il ne peut point se dispenser de suivre les abonnemens faits par son vassal avec les arrière-vassaux : ou bien le fief dominant est acquis au seigneur suzerain par commise, depié de fief, ou par quelque autre moyen établi par la Coutume, & indépendant de la convention des parties ; auquel cas, le seigneur suzerain, ne représentant point son vassal, & n'étant point tenu de son fait, ne peut être contraint d'entretenir lesdits abonnemens, à moins qu'il n'y eût donné son consentement, ou qu'il ne les eût approuvés tacitement, en recevant sans blâme les aveux de son vassal, dans lesquels lesdits abonnemens auroient été énoncés.

On en trouve d'autres qui sont d'avis que les abonnemens de fief, ne pouvant jamais se faire sans le consentement du seigneur suzerain, à cause du droit qu'il a sur le fief de son vassal, il ne peut en aucun cas être obligé de les entretenir, parce qu'ils sont nuls dans leur principe. Voyez Chopin, sur la Coutume d'Anjou, liv. 2, tit. des abonnemens de fiefs, nomb. 6 & 7.

On croit néanmoins que la distinction est fondée & conforme à l'équité ; car, de ce que le suzerain n'a pas donné son consentement à l'abonnement fait par son vassal en faveur de son arrière-vassal, il ne s'ensuit pas que, si le fief dominant lui est dévolu par un des moyens exprimés dans le premier membre de la distinction, il puisse se dispenser d'entretenir les engagemens pris par celui dont il tient son droit, puisqu'il est subrogé à sa place. La faveur de la liberté doit même le faire décider de la sorte.

16. La seconde question consiste à sçavoir si les devoirs abonnés doivent être augmentés à proportion des augmentations & accroissemens arrivés au fief abonné depuis l'abonnement. Chopin, sur la Coutume d'Anjou, liv. 2, tit. des Rachats, n. 7, décide aussi cette question par une distinction fort sensée, suivie par M. Dupineau, sur l'art. 113 de la même cout. & par M. Pocquet de Livonnière, dans son traité des fiefs, l. 4, ch. 6, sect. 12. Lorsque les accroissemens survenus au fief abonné procèdent de la réunion des arrière-fiefs, par retrait féodal ou autres voies légitimes, les devoirs abonnés ne doivent point être augmentés. La raison qu'en rendent ces auteurs est, parce que les arrière-fiefs étant autrefois parties du fief, la réunion qui s'en est faite depuis n'est qu'un retour au premier état ; en sorte qu'on peut dire que c'est le même fief pour lequel l'abonnement a été fait. Et comme l'abonnement ne doit point

être augmenté par la consolidation des arrière fiefs au fief abonné, de même aussi ne doit il point être diminué par les sous-inféodations ou constitutions d'arrière-fiefs faites par le vassal. Mais si le fief abonné est accru par jonction de parties indépendantes, comme si le propriétaire dudit fief y joint des domaines relevant du même seigneur dominant par des foi & hommages distinctes & séparées; dans ce cas, l'abonnement de fief principal ne peut point dispenser le vassal d'acquitter les devoirs qui étoient originairement dûs par les domaines qu'il a joints à son fief, parce qu'il n'est pas censé que l'abonnement porte sur des objets étrangers au fief abonné.

17. Les retraits féodal ou lignager, ni les lods & ventes, n'ont point lieu en abonnement de fief, quand même il se feroit moyennant une somme d'argent donnée par le vassal à son seigneur.

18. Premièrement, le retrait lignager ne peut avoir lieu ni du côté des lignagers du seigneur dominant, ni de celui des lignagers du vassal; car, à l'égard des premiers, ils ne sçauroient retirer une chose qui ne peut subsister sans le fief dominant, dont le seigneur n'est point dépouillé par l'abonnement du fief servant. Les lignagers du vassal peuvent encore moins retirer, puisqu'en abonnement de fief, le vassal acquiert plutôt qu'il n'aliène, ou, pour mieux dire, il ne fait qu'améliorer son héritage.

19. En deuxième lieu, le retrait féodal ne peut point avoir lieu en abonnement de fief, parce que c'est le seigneur lui-même qui aliène, à supposer que l'abonnement de fief contienne une véritable aliénation: par la même raison, les lods & ventes n'en peuvent point être exigés.

20. Remarquez, 1^o. que l'abonnement de la foi & hommage n'empêche

point le dépié de fief, c'est-à-dire, la réunion ou consolidation qui se fait au profit du seigneur supérieur, à cause du démembrement du fief servant au-delà de ce qu'il est permis de dépiécer par la disposition des différentes Coutumes. *Vide infra, verbo* Dépié de fief.

21. 2^o. Qu'il faut faire une grande différence entre l'abonnement de fief ou la conversion de la foi & hommage en certains droits annuels, & l'exemption d'hommage, qui n'est autre chose que l'affranchissement de la foi & hommage, sans que pour cela le vassal soit tenu d'aucune prestation annuelle.

22. 3^o. Que, quoiqu'au moyen de l'abonnement, l'héritage ne soit plus considéré que comme censif à l'égard du seigneur, parce qu'il ne peut plus exiger ni rachat ni foi & hommage, néanmoins, à l'égard du vassal & de ses héritiers, il conserve toujours sa qualité originaire de fief, c'est-à-dire, qu'en succession, il se partage noblement. Chopin sur la cour. d'Anjou, l. 2, part. 2, tit. 3, n. 2 & 3; Boucheul, sur la Coutume de Poitou, tom. 2, tit. 6, art. 280, n. 42. *Voyez* encore l'art. 276 de celle du Maine.]

23. ABONNEMENT DE TAILLE. *Voyez* Taille abonnée. Dans la Coutume de Bourbonnois, art. 345, elle s'appelle Queste abonnée.

24. ABORNEMENT D'HÉRITAGE. Bar, art. 49. C'est mettre des bornes à un héritage.

* 25. ACAPTES. On entend par ce terme, dans les Provinces de Guyenne & de Languedoc, un certain droit qui est dû au seigneur direct par son emphytéote, à l'occasion du décès du seigneur ou du tenancier.

26. Benediçti, sur le chap. Raynutius, *in verbo, mortuo itaque testatore*, art. 2, n. 6, appelle ce droit-là *recapitulum*, lorsqu'il est dû par le décès du seigneur; cependant, selon M. d'Oli-

ve, liv. 2, chap. 30, on donne à ce droit le nom d'*arrière-acaptes* signifié par le mot *recapitum*, lorsque c'est le décès du tenancier qui y donne lieu; & cela, pour marquer la déférence & la soumission de l'emphytéote envers son seigneur. Je conjecture que cette diversité provient de ce que dans le commencement l'acapte ne se payoit qu'à muance de tenancier, c'est pourquoi on lui donna le nom d'*acaptamentum*, *acapitum*, *acaptatio*. Mais dans la suite, ce droit ayant été étendu au changement arrivé par le décès du seigneur, on voulut le distinguer par le terme de *recapitum*, arrière-acapte. Depuis ce tems-là, deux raisons ont fait renverser l'application des termes d'*acapitum* & *recapitum*. La première est pour marquer la déférence du tenancier envers son seigneur. La seconde se prend de ce que ce droit est beaucoup plus considérable, lorsqu'il se trouve dû à l'occasion du décès du seigneur, puisque tous les emphytéotes le doivent, au lieu qu'à muance de tenancier, il n'est dû que par son successeur.

27. Le droit d'acapes ne se payoit dans son origine, que lors de l'inféodation; il étoit le prix de la première investiture; c'est pourquoi il est appelé *entrage* dans quelques Coutumes, comme qui diroit *droit d'entrée*.

28. L'acapte n'est point un devoir naturellement inhérent à l'emphytéose; ainsi elle n'a pas lieu, si elle n'a pas été stipulée expressément dans le bail emphytéotique, parce que dans le doute, on doit toujours décider pour la libération. *L. Arianus, ff. de obligat.* & il ne faut point suppléer dans un contrat *stricti juris*, des droits extraordinaires à l'avantage des seigneurs qui *potuerant legem apertius dicere, L. Veteribus, ff. de pact.* Par la même raison, la stipulation de l'acapte ne renferme point

celle des arrérages, c'est à-dire, que les arrérages de l'acapte ne sont point dûs, s'il n'en est fait mention expresse, comme il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Toulouse du 19 Janvier 1640, rapporté par M. d'Olive, en ses Questions notables, liv. 2, chap. 30. Voyez Maynard, liv. 4, chap. 45. Boërius, sur la Coutume de Bourges, tit. des fiefs, §. 1, & M^e Charles Dumoulin, tit. 1 des fiefs, §. 3, n. 3, qui enseigne qu'il n'est point dû de relief, ni de lods pour les fiefs, que là où ces droits sont établis par paction ou par coutume.

29. Il n'y a que le décès du seigneur; ou celui de l'emphytéote, qui donne lieu au droit d'acapes, Brillou, *verbo* acapes, n. 9. Catelan, liv. 3, chap. 8, contre le sentiment d'Olive, liv. 2, chap. 30, & celui de la Rocheflavin, des droits seigneuriaux, ch. 12, art. 1, qui disent que les mutations arrivées par contrat de vente, cession, décret & autres semblables, sont sujettes au droit d'acapes. Mais leur opinion n'est point suivie dans l'usage, à moins qu'il ne fût fait mention expresse de ces sortes de mutations dans le bail emphytéotique.

30. Sur quoi l'on demande s'il faut tellement s'en tenir à l'ancien titre en matière d'acapes, qu'il ne puisse pas y être dérogé par la possession du seigneur accompagnée d'une reconnoissance. La raison de douter se prend de ce que les prestations uniformes d'une même somme ou quantité, pour une même cause, induisent la présomption du titre, comme dit Covarruvias, *ad cap. Professor de reg. jur. in 6, part. 2, relict.* §. 4 C'est pourquoi Alcius établit cette règle, que chacun est présumé posséder *ex præambulo titulo*. Néanmoins il faut tenir pour certain que le seigneur ne peut tirer aucun avantage de sa possession, & qu'il faut toujours

en revenir à la vérité qui se prouve par la représentation du titre, *l. 1, §. ult. cod. de imponendâ lucrat. descript. lib. 10*. En effet, la possession du seigneur & la reconnoissance faite par les emphytéotes, sont fondées sur la mauvaise foi du premier, & l'erreur perpétuelle des derniers, erreur qui détruit le consentement; au moyen de quoi, le seigneur n'a ni droit ni possession légitime: *Tolle enim consensum, & omnis actus erit indifferens*, comme dit Balde. Voyez la loi *cum satis*, *cod. de agr. & censit.* Il n'y a qu'une exception à cette règle, c'est lorsque les tenanciers ont passé la reconnoissance *ex certâ scientiâ*, c'est-à-dire, étant pleinement instruits de la teneur du bail à fief; car alors ils ne peuvent plus s'excuser sur l'erreur. C'est la résolution d'Alexandre, *lib. 1, consil. 113*, où il dit: *Si per titulum appareat minus debitum fuisse, præsumitur longæva & specifica solutio erronea, nisi probetur ex certâ scientiâ facta & continuata*. Il n'est pas contesté que la substance & la forme de la tenure ne puissent bien être changées du consentement des personnes qui savent la teneur du titre auquel elles veulent déroger.

31. L'on a autrefois douté si l'acapte étoit dûe à mutation en ligne directe. En effet, c'est une maxime tirée de la loi dernière, *cod. de impuber. & aliis substat.* que le père & le fils sont considérés comme une même personne; c'est pourquoi les enfans, pendant même la vie de leur père, sont réputés en quelque sorte, maîtres de leurs biens. *Itaque post mortem patris non hereditatem percipere videntur, sed magis liberam bonorum administrationem consequuntur*, dit le Jurisconsulte en la loi *in suis*, ff. *de liber. & posth.* Ce qui a fait dire à Tiraqueau, *in repet. l. si unquam, cod. de revocand. donat. in præfat. n. 9*, que le fils, après la mort de son père, *non*

dicatur in feudo succedere, sed illud retinere. D'où vient qu'en la plupart des Coutumes de France, le droit de relief n'est point dû en succession directe. *Quand aucun fief échet par succession de père, mère, ayeul ou ayeule, il n'est dû au seigneur féodal dudit fief, par les descendans en ligne directe, que la bouche & les mains avec le serment de fidélité*, dit l'art. 3 de la Coutume de Paris. Nonobstant toutes ces raisons, il y a déjà long-tems que la question a été résolue au profit du seigneur, comme on peut le voir dans Benedicetti, *ad cap. Raynut. in verb. Mortuo itaque testatore, n. 61*, & dans Maynard, *liv. 4, chap. 45, in fin.*

32. Mais la question la plus importante en cette matière regarde le règlement de l'acapte. M. d'Olive, *liv. 2, chap. 30*, dit qu'il a été jugé par les Arrêts du Parlement de Toulouse, que les emphytéotes de vingt-quatre villages sis dans les enclaves de la Châtellenie du Puy-l'Evêque en Quercy, qui dépendent de la seigneurie de l'Evêque de Cahors, ne paieroient l'acapte & l'arrière-acapte que du même cens. Le même Auteur rapporte un Arrêt *ibid.* par lequel il fut jugé que l'acapte étoit le double du gros & menu cens, c'est-à-dire, tant de l'argent & volaille, que du grain. Il seroit à souhaiter qu'on nous eût appris la raison pourquoi les habitans de ces vingt-quatre villages ne sont pas sujets à la Coutume générale de la province du Quercy. Mais il faut croire que cela vient de ce que l'acapte est fixée au double du même cens dans leurs baux emphytéotiques, ou de la dérogation de la Coutume locale. La Peyr. let. A, n. 5, rapporte plusieurs Arrêts du Parlement de Bordeaux, par lesquels il a été jugé que l'acapte est le double de la censive tant en bled, argent, que volaille & autre suite, si le titre pri-

mordial ou la Courume ne la règlent autrement ; ce qui fait voir que le règlement de l'acapte dépend de la convention des parties , ou de la Coutume générale ou locale des lieux. *Voyez* Maynard, liv. 4 , chap. 45. Graverol sur la Roche , des droits seigneuriaux , chap. 12 , art. 1. Boucheul , sur la Coutume de Poitou , art. 163 , n. 2. Dans la Province de Périgord , c'est un ancien usage de ne payer l'acapte que par doublement du menu cens ; cependant depuis quelques années le Parlement de Bordeaux a donné atteinte à cet usage , en ordonnant le paiement de l'acapte par doublement de toute la censive. Il y en a 2 ou 3 arrêts , un entr'autres du 5 Septembre 1745 , rendu au rapport de M. de la Colonie , au profit de la demoiselle de Montreal , & un autre du 15 Mai 1753 , rendu au rapport de M. de Tencin , Commandeur de Malthe. La Cour a cru que , pour déroger au droit commun , il ne suffisoit pas d'alléguer un simple usage , mais qu'il falloit une Coutume écrite qui ne se trouve point dans la province. Aussi les Auteurs qui disent que l'acapte doit être réglée par la Coutume des lieux , ne donnent-ils point le même privilège au simple usage. *Voyez* d'Olive & la Peyr. aux lieux ci dessus cités. A quoi j'ajoute que c'est une maxime adoptée par tous les feudistes , que le cens étant la première charge certaine & définie du fonds emphytéotique , il doit être la règle & la mesure des droits incertains & casuels ; à moins que la Coutume n'en dispose autrement. D'où vient que , dans les Coutumes de Berry & du Grand Perche , ce que nous appelons *acapte* , se nomme *double cens* ; & en la Coutume de Blois , les *reliefs de cher prix* se règlent par la cense : *In Consuetudine Blesensi* , dit Dumoulin , sur la Coutume de Paris , §. 76 , n. 12 , *quoties res censualis mutat manum per*

obitum sive in lineâ rectâ , sive in collateralî , simplicia relevia debentur a. l. ratam duplicati censûs. Le plaît seigneurial , qui est si fort ressemblant au droit d'acapte , se paye aussi par doublement du gros & menu cens. Ainsi , malgré la passion que j'ai de défendre la liberté contre l'oppression de quelques seigneurs , j'avoue que je ne puis me refuser à tant de raisons , & que je crains que le Périgord ne soit obligé de se conformer au droit commun.

33. *Nota 1^o*. Que les Arrêts ont jugé que le seigneur ne peut exiger le droit d'acaptés qu'une fois dans un an , encore que dans la même année il arrive plusieurs mutations du côté du seigneur ou de l'emphytéote. D'Olive , liv. 2 , chap. 30 , Maynard , liv. 4 , chap. 45.

34. *Nota 2^o*. Que l'acapte se prescrit par le laps de dix ans ; la Peyr. let. A , n. 5. *Voyez* Brillon , verbo *acapte* , n. 2 ; ce qui paroît contraire à l'avis de Graverol sur la Roche , des *droits seigneuriaux* , chap. 12 , art. 1 , où il dit que , suivant l'usage du Parlement de Toulouse , on adjuge les ar-rérages de l'acapte depuis vingt-neuf ans avant l'introduction de l'instance. *Vide l. in honorariis , ff. de obligat. & action.*

35. *Nota 3^o*. Qu'il a été jugé par un Arrêt du Parlement de Bordeaux du 4 Février 1628 , confirmé sur requête civile , rapporté par la Peyr. let. A , n. 5 , que lorsqu'il s'agit de l'acapte due aux Commandeurs de Malthe , c'est le décès du Grand Maître , & non celui du Commandeur , qui donne ouverture au droit d'acaptés.

36. Il y a un autre droit qui , selon M. d'Olive , liv. 2 , chap. 30 , a assez d'analogie au droit d'acaptés ; c'est le droit de relief ou rachat. Car , comme l'acapte est due au seigneur censier ,
par

par la mutation du seigneur lui-même, ou par celle de l'emphytéote, de même le droit de relief a lieu en faveur du seigneur féodal, par la mutation du vassal. Néanmoins ces deux droits diffèrent en plusieurs points; 1°. en ce que le relief ou rachat n'a lieu qu'en succession collatérale, au lieu que la succession même en directe fait ouverture au droit d'acapte. 2°. En ce que le droit de relief n'est dû au seigneur féodal que par la mutation du vassal, & non par celle du seigneur; au lieu que l'acapte est dûe tant par la mutation du seigneur censier, que par celle de l'emphytéote. Nous parlerons plus amplement du relief ou rachat en son lieu.

37. On demande si l'acapte doit être acquittée par le propriétaire ou par l'usufruitier. On peut dire pour le soutien de l'usufruitier, qu'il ne doit supporter que les droits ordinaires, & que la charge des extraordinaires & accidentels regarde le propriétaire qui en doit acquitter l'usufruitier; *argum. l. 57, ff. de leg. 1*, que suivant les Arrêts rapportés par Chopin, sur la Coutume d'Anjou, liv. 2, chap. 2, n. 4, & par Louet & Brodeau, let. V, chap. 9, c'est au propriétaire à payer le droit de relief ou rachat dû au seigneur féodal; enfin que c'est au seul propriétaire de passer nouvelle reconnoissance du fonds emphytéotique, & que par conséquent c'est à lui seul d'en payer les droits. Voyez Chassanée sur la Coutume de Bourgogne, tit. des fiefs, §. 1, glos 2. Au contraire, on peut alléguer plusieurs autorités & de fortes raisons pour la décharge du propriétaire. En effet, le Jurisconsulte semble décider nettement la question en la loi 28, ff. de usufr. leg. en ces termes: *Quæro si usufructus fundi legatus est, & eidem fundo indicationes temporariae indicte sunt, quid juris sit? Idem juris esse & in speciebus*
Partie I.

quæ postea indicantur, quod in vestigalibus dependendis responsum est, ideoque ad onus ad fructuarium pertinet. Ce qui est conforme à l'opinion de Modestin: *Usufructu relicto, si tributa hujus rei præstantur, ea usufructuarium præstare debere dubium non est, nisi specialiter fideicommissi nomine testatori placuisse probetur hæc quoque ab hærede dari; l. usufr. ff. eod.* Aussi suivant la disposition des Coutumes d'Anjou, du Maine, de Châlons, de Vermandois, & de plusieurs autres, la douairiere & tout autre usufruitier sont tenus de payer le rachat échu par le décès du propriétaire. Or il y a identité de raison pour l'acapte, puisque, de même que le rachat, elle est une charge du fonds sur lequel elle a été imposée; à quoi l'on peut appliquer la loi 13, ff. de impens. in res dotales factis, où le Jurisconsulte Paulus décide que le mari ne peut point répéter les dépenses qu'il a faites pour les biens de sa femme: *Neque stipendium, neque tributum ad dotalem fundum præstita exigere vir à muliere potest; onus enim fructuum hæc impendia sunt.* D'Argentré, sur l'acout. de Bretagne, tit. des droits du prince, art. 77, n. 3, distingue entre l'usufruitier à titre onéreux, & celui qui l'est pour cause lucrative; en sorte qu'au premier cas, il estime que le propriétaire doit purger le rachat, & au second, que c'est à l'usufruitier. Quoique cette distinction me paroisse fort censée pour ce qui regarde le rachat, je ne pense pas qu'elle doive avoir lieu pour l'acapte, & j'estime que ce droit doit être acquitté indistinctement par l'usufruitier. Il y en a deux raisons. La première est que l'acapte n'est pas seulement dûe par le changement du possesseur en ligne collatérale, comme le rachat dans les provinces de coutume, mais à toute mutation, par décès de seigneur ou de tenancier, même en ligne directe, La seconde est,

parce que le cas de l'acapte arrivant plus fréquemment, il semble qu'on doit la mettre au rang des charges ordinaires, quoique ce droit ne soit pas annuel, non plus que la contribution des denrées au passage de l'armée, dont il est parlé au §. *si quid cloacar.* de la loi *si pendens.* ff. *de usufr. leg.*

38. ACCASEMENT, est un contrat par lequel on donne à quelqu'un un héritage sous une certaine rente. Ce contrat s'appelle acasement, lorsqu'il est fait par le seigneur; & il s'appelle sous acasement, lorsqu'il est fait par l'emphytéote. Le premier emporte lods & ventes, mais non pas l'autre.

39. ACCINS & PRÉCLOTURES, sont les environs de quelque lieu seigneurial, contigus & adjacens au principal manoir, qui font partie du préciput de l'ainé. Voy. le Gloss. du Droit François, *verbo* préclôtures; & Chopin, sur la cout. d'Anjou, liv. 1, chap. 33, n. 5 & 6, qui dit que bien qu'entre les préclôtures & le principal manoir, il y ait chemin public, néanmoins lesdites préclôtures appartiennent à l'ainé, & font partie de son préciput.]

40. ACCOLADE. Ancien terme de chevalerie. Le prince qui créoit des chevaliers, leur *donnoit* l'accolade, c'est-à-dire, qu'en leur mettant le baudrier, la ceinture & les éperons dorés, il les baisoit à la joue gauche, & prononçoit cette bénédiction, Au nom du Pere, du Fils, & du Saint-Esprit; ensuite il leur donnoit un petit coup de plat d'épée sur l'épaule.

41. ACCORDEMENS. Ce terme se trouve souvent dans le tit. 6 de la cout. de Berry, art. 1, 6 & autres. On le trouve encore dans la Cout. de Montargis, chap. 2, art. 44. Il signifie la composition que l'acquéreur d'un héritage censuel ou féodal fait avec le seigneur pour avoir diminution des lods & ventes, ou autres droits féo-

daux. Pour que cette composition ait lieu, il faut que l'acquéreur prévienne, & la fasse avec le Seigneur avant que de passer le contrat d'acquisition; s'il le faisoit après l'acte consommé, la composition ne pourroit plus avoir lieu, les droits du seigneur doivent alors se payer suivant le prix fixé par le contrat; si le vassal ou le censitaire ufoient à cet égard de fraude, & si elle étoit découverte par le seigneur, il pourroit se faire payer de ce qui lui revient au-delà de la composition. La raison est que du moment que l'acte est passé, les droits sont acquis au seigneur dans toute leur étendue, & fixés par le prix de la vente. Le censitaire obligé d'exhiber son contrat, ne peut plus espérer de composition, si le seigneur n'y consent de gré à gré.

* 42. ACCROISSEMENT DE FIEF, est une nouvelle gratification que le seigneur féodal fait à son vassal, pour reconnoître les services qu'il en a reçus. Or l'accroissement de fief peut se faire en deux manières; premièrement, en ajoutant quelque chose de réel à l'ancien fief; secondement, en déchargeant ledit fief de quelqu'un des devoirs auxquels il étoit sujet. L'usage en a été assez fréquent du tems que les fiefs étoient en vigueur; mais on n'en voit point d'exemples depuis le quatorzième siècle.]

43. ACCROISSEMENT de terres faites par la violence des eaux. Ce que la rivière détache peu à peu d'un héritage, & ajoute à l'héritage voisin, est un accroissement imperceptible qui, par accession, appartient au propriétaire de l'héritage auquel il est joint. Voyez Alluvion; mais ce qui accroît subitement à l'héritage d'un autre par la force des eaux, par un débordement rapide, par un torrent, ne lui appartient pas. La raison de décider est que ce qui nous appartient ne peut pas être

transféré à un autre sans notre fait. *Leg. 11, ff. de reg. jur.*

*44. ACCRUES. Ce terme signifie les isles & attérissemens qui se font dans les rivières ou grands chemins.

45. Les accrues appartiennent au roi, *supremi dominii jure*, lorsqu'elles se font dans les rivières navigables, ou dans les chemins royaux, suivant la Déclaration de Charles IX, du 7 Juillet 1552 ; & elles appartiennent aux seigneurs haut-justiciers, lorsque l'isle ou attérissement se fait dans une rivière non navigable.]

46. ACCRUES de bois, dans la coutume de Troyes, signifient un espace de terre dans lequel un bois s'est étendu en croissant hors de ses limites.

47. Suivant l'article 177 de la coutume de Troyes, *les accrues joignant bois & forêts sans bornes, faisant séparation de justice, étant en une même seigneurie, suivent la nature desdits bois & forêts, tant qu'elles sont en accrues, lesquelles le seigneur peut faire essarter quand bon lui semble.*

48. Il suit de cet article, que le seigneur a la possession des accrues, & qu'il peut les acquérir par la prescription, si le propriétaire laisse passer trente ans sans y rentrer. Ainsi l'accrue ne donne point d'abord la propriété, c'est seulement une occasion de l'acquérir par la possession ; il n'en est pas de même des accrues qui se font dans les rivières navigables ou seigneuriales ; elles sont à l'instant acquises ou au roi, ou au seigneur haut-justicier, sans attendre la prescription, comme on l'a dit à l'art. le précédent.

49. ACENSE, ACENSEMENT. Châlons 194, Orléans, art. 412 ; c'est le contrat par lequel un particulier prend d'un seigneur, un héritage à perpétuité, ou à longues années, à la charge d'un cens, d'une rente, ou à prix d'argent.

50. ACQUETS AMORTIS. Il y a quelques coutumes qui mettent de la différence entre acquêts communs, & acquêts amortis.

51. Dans ces coutumes, quand le mari & la femme ont racheté, durant le mariage, des rentes, des charges, ou des servitudes dues sur les immeubles de l'un d'eux, & constituées avant le mariage, cet acquêt est appelé commun, & l'offre de mi-denier a lieu.

52. Tout au contraire, s'ils ont établi pendant leur mariage, sur le mobilier de l'un d'eux, ces charges, ces rentes, ces servitudes ; au cas qu'ils les rachettent ou amortissent, ce rachat n'est point un acquêt commun, c'est un vrai amortissement, d'où il a été appelé acquêt amorti. L'offre du mi-denier n'y est point admise. Voyez l'art. 345 de la cout. de Poitou, l'art 67 de la coutume d'Angoumois, & l'art. 40 de celle de la Rochelle.

53. ACQUEST NOUVEL. Ce mot signifie deux choses. 1^o. Dans la cout. d'Artois, art. 194 & suivans, ce sont les acquisitions que les roturiers font de fiefs, ou héritages nobles, pour lesquels ils doivent au seigneur le droit de nouvel acquêt. Ce droit est de trois années l'une, & se perçoit de vingt en vingt, non plus souvent ; il peut se prescrire par quarante ans. Il est personnel, de façon que, si le fief est vendu par un roturier à un noble, il n'est point dû droit de nouvel acquêt. Il n'est dû qu'une fois ; lorsque le nouvel acquereur l'a payé, on ne peut plus lui rien demander, ni à lui, ni à ses hoirs à perpétuité. Celui qui est noble par sa mere seulement, ne doit point le droit de nouvel acquêt, & en ce cas la mere annoblit l'enfant.

2^o. Droit de nouvel acquêt, est celui que doivent au Roi les ecclésiastiques & autres gens de main-morte qui acquièrent des immeubles, tels qu'ils

puissent être dans le royaume. *Voyez* ci-après nouveaux acquêts.

54. ACQUIT. (Droit d') Dans plusieurs coutumes se prend pour les droits de péages, travers, pontonnages. *Voy.* Anjou, art. 43, 49, 55 & suivans; le Maine, art. 50, 57, 67, 68. Dans la coutume de Ponthieu, art. 85 & 86; le droit d'acquit est un droit dû au seigneur censier le jour de la vente de l'héritage chargé de cens, à peine de soixante sols d'amende.

55. ACRE, est une mesure de terre contenant 160 perches, dont on se sert en Normandie & en Angleterre; on y dit une acre de terre, comme on dit ailleurs un arpent, une septérée, &c.

56. ADENERER. Coutume de Lille, art. 31. Ce mot signifie vendre, mettre à prix, subhafter. Dans l'art. 39 de la cout. de Blois, on trouve fruits vendus & adénérés, c'est-à-dire, discutés, & subhaftés par l'huissier.

57. ADHERITANCE, DESHERITANCE, ADHERITER, DESHERITER, ADHERITEMENT, DESHERITEMENT. Ces mots se trouvent souvent dans les coutumes de Haynault, Artois, Lille, Mons, Tournay, Namur, Valenciennes, & autres. Ils signifient saisine, possession de saisine, qui sont actes qui s'expédient par les seigneurs ou leurs officiers, en cas de vente ou d'achat d'héritages, ou de charges sur iceux. Par ces actes l'acquéreur est saisi, & le vendeur dessaisi.

58. ADJOURNER A BANS. Ce n'est pas, comme quelques-uns prétendent, convoquer le ban & l'arrière-ban. Dans le langage des coutumes, c'est citer quelqu'un à comparoître en Jugement. *Voyez* Anjou, art. 147. Sole, tit. 29, art. 19.

59. ADMINISTRATEUR. *Voyez* hôpitaux fondés par les seigneurs.

60. ADVENTURES DE FIEF. Parmi

toutes nos coutumes, celle d'Anjou, art. 103, est la seule où ce mot soit employé; il signifie tous les droits casuels auxquels l'ouverture des fiefs peut donner lieu au profit du seigneur dominant.

61. ADVETURE. Mons, chap. 22; Haynault, chap. 98; Cambray, tit. 12, art. 22, 23; Valenciennes, 117; Namur, 23. C'est une terre, un domaine, ensemencé, garni de ses fruits pendants par les racines. Ainsi advêtir une terre, c'est la labourer, & l'ensemencer. Adveture, n'est pas la même chose que advest, qu'on trouve dans les art. 48, 70 & 75 de la coutume de Namur, & qui est synonyme avec adhéritance, adhéritement, &c.

62. ADVENANT, ou DESADVENANT. C'est la portion suffisante, ou insuffisante, qui reste à un vassal qui a vendu partie de son fief, & avec laquelle il peut garantir son acquéreur de la foi & hommage envers le seigneur suzerain. L'advenant est la partie suffisante; le desadvenant est la partie insuffisante. Le vendeur peut soutenir qu'il tient l'advenant pour garantir; & il est permis au seigneur de mettre en fait & de prouver le desadvenant. *Voyez* Tours, art. 125; Lodunois, chap. 12, art. 6; Anjou, art. 211; le Maine, art. 226. *Advenant bienfait*, Anjou, art. 278, le Maine, art. 294; c'est ce que l'aîné donne à son puîné en récompense des fiefs de dignité qu'il retient, & qui ne tombent point en partage. *Logis advenant*, le Maine, art. 322; Anjou, 309; c'est le logis que l'héritier doit donner à la veuve noble, convenable à sa qualité, & à l'état de la succession.

* 63. ADVEU ET DÉNOMBREMENT. On entend par aveu ou dénombrement, une description exacte & par le menu, de tout ce qui compose le fief servant, tant en domaines, qu'en arrière-fiefs &

cessives, rentes, servitudes, droits utiles & honorifiques, prééminences & prérogatives. Pocquet de Livonnière, dans son *Traité des Fiefs*, liv. 1, chap. 7; Despeisses, *des Droits seigneuriaux*, tit. 3, art. 3, sect. 2.

64. Suivant la disposition de la Coutume de Paris, art. 8, le dénombrement doit être fourni par le vassal en forme probante & autentique, c'est-à-dire, qu'il doit être écrit en parchemin, & passé pardevant notaires; en sorte qu'il ne seroit point valable s'il étoit écrit de main privée, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris du 23 décembre 1566, rapporté par M. le Prestre, cent. 3, quest. 51; & par le Vest, arr. 88; Dumoulin, *verbo* dénombrement, n. 11; Bacquet, *des droits de justice*; ch. 34, n. 12; Brodeau, sur l'art. 8 de la coutume de Paris; Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 70, n. 2; Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 3, art. 3, sect. 2, n. 5 & 6.

65. Le vassal doit donner son aveu dans les quarante jours après qu'il a été reçu par son seigneur à foi & hommage. Voyez la coutume de Paris, art. 8, & celle d'Anjou, art. 6 & 139. Et s'il laisse passer lesdits quarante jours sans présenter son aveu, le seigneur est en droit de procéder par saisie féodale, non pas pour faire les fruits siens, ainsi qu'il le feroit à faute d'hommage non rendu, mais seulement pour empêcher la jouissance du vassal pendant qu'il sera en demeure de fournir son dénombrement. Despeisses, en son *traité des droits seigneuriaux*, tit. 3, art. 3, sect. 2, n. 9; Dumoulin, sur la coutume de Paris, tit. *des fiefs*, §. 9.

66. L'aveu & dénombrement doit être présenté par le vassal, au chef lieu ou principal manoir du fief dominant, parce que c'est un acte relatif à la foi & hommage, qui ne peut se faire qu'au

principal manoir: ainsi le seigneur peut refuser de recevoir l'aveu de son vassal, lorsqu'il le lui présente, même en personne, hors dudit principal manoir. Que s'il s'agit des vassaux du roi, ils doivent présenter leurs aveux en la chambre des comptes de Paris, qui les renvoie aux juges des lieux, pour les vérifier. Despeisses, *loc. cit.* n. 12.

67. Après que le vassal a baillé aveu & dénombrement à son seigneur, celui ci doit le blâmer dans le tems marqué par la coutume, faute de quoi l'aveu est tenu pour reçu. Ce tems est réglé à quarante jours par la coutume de Paris, à trois mois par la coutume d'Anjou, à un an par celle du Maine, & à trente ans par les coutumes de Bretagne & de Normandie.

68. Sur quoi il faut remarquer avec Dumoulin, sur la coutume de Paris, art. 10 n. 7, que, pour que le seigneur soit exclus de blâmer l'aveu après les quarante jours, il faut que le vassal ait fait ses diligences pour le mettre en demeure, sans quoi le seigneur peut toujours blâmer l'aveu pendant l'espace de trente années. Or les diligences que le vassal doit faire pour mettre le seigneur en demeure, sont d'aller ou d'envoyer querir le blâme; & sur le refus que fait le seigneur de fournir blâme, le vassal doit l'appeler en justice, pour voir recevoir son aveu, faute de blâme non fourni dans le délai prescrit par la coutume.

69. Lorsqu'un vassal tient plusieurs fiefs distincts & séparés, relevant d'un même seigneur, il suffit qu'il fournisse un seul aveu pour tous, pourvu qu'il contienne des chapitres distincts & séparés pour chaque fief; Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 9, n. 3.

70. Quoique, de droit commun, l'ancien vassal ne doive à son nouveau seigneur que la bouche & les mains, c'est-à-dire, la foi & hommage, &

qu'il ne soit point tenu de lui fournir un second aveu ; il est néanmoins obligé de lui donner copie de l'aveu par lui fourni à son prédécesseur ; mais ce ne doit être qu'aux dépens du nouveau seigneur ; M. Pocquet de Livonniere , dans son traité *des fiefs*, liv. 1 , ch. 7 , où il dit que c'est l'avis uniforme de tous les commentateurs de la coutume de Paris.

71. Il n'en est pas de même du nouveau vassal à l'égard de l'ancien seigneur ; car , en ce cas , il ne suffit pas au nouveau vassal de donner copie au seigneur de l'aveu fourni par son prédécesseur , mais il faut qu'il fournisse un nouvel aveu , ou qu'il déclare expressément s'en tenir à celui de son auteur. *Vide Molin. in consuet. parisi.* tit. des fiefs , §. 8 , verbo dénombrement , n. 2.

72. Si le fief servant est possédé par plusieurs vassaux , chacun desdits vassaux ne peut point fournir un aveu séparé , parce que l'aveu est un acte individu : ainsi ils doivent tous ensemble fournir un dénombrement de tout le fief , suivant la doctrine expresse de Dumoulin , sur la coutume de Paris , tit. 1 , §. 9 , glos. 1 , verbo dénombrement , n. 2 , sauf le cas remarqué par M. Pocquet de Livonniere , *loco cit.* Que si le fief servant relève de divers seigneurs , le vassal n'est point tenu de fournir son aveu à chacun desdits seigneurs , mais il suffit qu'il leur baille dénombrement à tous ensemble , parce que n'y ayant qu'un seul fief , tous les seigneurs sont considérés comme une seule & même personne. *Molin. dicto loco.*

73. Quand le seigneur a reçu l'aveu & dénombrement de son vassal , il ne peut plus lui contester les droits exprimés dans son aveu , comme sont les droits de justice , garenne , & autres prééminences de fief ; il est même tenu de garantir à son vassal ce qui est contenu audit dénombrement , & de pren-

dre le fait & cause pour lui contre tous autres seigneurs qui prétendroient la mouvance des choses portées par l'aveu qu'il a reçu ; faute de quoi le vassal demeurera déchargé envers lui de la mouvance des articles dont il sera évincé par d'autres. C'est la décision expresse de Boucheul sur la coutume de Poitou , tom. 1 , art. 70 , n. 5. *Voyez Brodeau* sur l'art. 10 de la coutume de Paris.

74. Mais si le vassal est évincé de la propriété des choses contenues dans son aveu , il n'aura point d'action en garantie contre le seigneur qui l'aura reçu , à moins que le vassal ne représente le premier contrat d'inféodation pour soutenir son aveu , & qu'il paroisse que ledit contrat d'inféodation a été fait à titre onéreux ; c'est l'avis commun des docteurs après Dumoulin. *Vide cap. 1 , de investit. de re alien. fact.* au liv. des fiefs.

75. Comme l'aveu & dénombrement contient une espece d'aliénation , les auteurs féodaux ont fait naître la question de sçavoir si les mineurs peuvent valablement fournir aveu ou le recevoir. Pour décider cette question , il faut distinguer la majorité légale , d'avec la majorité féodale. La majorité légale est celle qui est fixée à l'âge de vingt-cinq ans par la disposition de la loi : la majorité féodale est celle par laquelle les mineurs de droit sont réputés majeurs , quant à la foi & hommage & charges de fief. Cette majorité est réglée par l'art. 32 de la coutume de Paris , à vingt ans pour les mâles , & à quinze pour les filles ; & par la coutume d'Anjou , à vingt ans également pour les mâles , & à quatorze pour les filles. Or il y a des auteurs qui tiennent que les majeurs de majorité féodale , quoique mineurs de droit , étant réputés majeurs pour tout ce qui concerne les charges du fief , sont capables de fournir aveu ou de le recevoir. Mais la plus

saine opinion est que le majeur de la majorité féodale ne peut fournir avec ni le recevoir , sans l'autorité de son tuteur , & que l'effet de cette espece de majorité n'est autre que de rendre le mineur de droit capable de recevoir ou de faire la foi & hommage , & de payer ou recevoir les droits du fief.

76. Les aveux & dénombremens baillés par les vassaux en forme probante & authentique , & reçus par le seigneur , ou réputés reçus , pour n'avoir pas été blâmés dans le tems prescrit par la coutume , sont un titre respectif , & sont foi entre le seigneur & ses vassaux , & leurs héritiers ou ayant cause : mais ils ne sont point de preuve contre un tiers qui n'y est point intervenu, *arg. leg. 64. ff. de acquir. rer. domin.* à moins que lesdits aveux & dénombremens rendus sans fraude , ne soient suivis d'une possession paisible & ancienne de trente ou quarante ans ; auquel cas la preuve qui en résulte est suffisante , même contre un tiers , à défaut d'autres titres. *Argum. l. 21 , cod. de agricol. & censit. Vide Chop. Andeg. lib. 2 , tit. 5 , n. 3.* Brodeau , sur l'art. 8 de la coutume de Paris , n. 5. Le Prestre , centur. 4 , ch. 25 ; & Maichin sur les coutumes de Saint-Jean-d'Angely , tit. 4 , art. 31 , ch. 2.

77. On trouve dans Dumoulin , sur l'art. 10 de la coutume de Paris , n. 11 , les principaux moyens de blâme que le seigneur peut employer pour débattre l'aveu fourni par son vassal. Les voici tels qu'ils ont été extraits de cet auteur par M. de Livonniere , en son traité des fiefs , liv. 1 , ch. 7. » Le premier , si le » vassal emploie dans son aveu un héritage comme faisant partie du domaine de son fief , quoiqu'il n'en soit pas , » soit qu'il appartienne au seigneur ou » à un tiers ; ce qui seroit une usurpation : soit qu'il appartienne au vassal , » mais pour raison d'un autre fief ; ce » qui seroit une confusion ,

78. » Le second , si le vassal emploie comme arrière-fief ce qui est de son domaine , ou comme étant de son domaine ce qui n'est qu'un arrière-fief.

79. » Le troisième , si le vassal prend d'autres qualités que celles qui lui appartiennent , principalement si elles intéressent le seigneur , comme s'il se dit châtelain , haut-justicier , sans avoir châellenie ou haute-justice ; s'il se dit seigneur d'un tel lieu , sans en avoir la seigneurie ; s'il se dit mal-à-propos patron ou fondateur d'une église , &c. de même s'il s'attribue des droits qui ne lui appartiennent pas , comme d'avoir droit de garenne , de pêche , colombier , &c.

80. » Le quatrième , s'il y a omission de quelques parties des héritages qui composent le domaine du fief servant.

81. » Le cinquième , s'il y a omission des arrière-fiefs des vassaux ou sujets qui relèvent du fief servant , & de leurs charges & redevances.

82. » Le sixième , s'il y a omission des charges , devoirs , redevances & servitudes du fief servant , comme si le vassal a manqué d'exprimer les rentes , services & autres devoirs.

83. » Le septième , s'il n'y a point de confrontations , ou si elles ne sont pas justes & modernisées.

Au reste , ces moyens de blâme ne sont proposés que comme des exemples qui n'excluent point une infinité d'autres moyens répandus dans les différens auteurs de fief. Il sera parlé ailleurs du faux aveu ou désaveu.]

84. Ce qu'on vient de dire prouve combien l'aveu & dénombrement est un titre important pour une seigneurie : d'où il suit que tout seigneur obligé de fournir un adveu , ne peut apporter trop d'attention pour bien rédiger cet acte.

85. 10. Si dans la seigneurie il y a d'anciens aveux, il faut modeler le nouveau sur les anciens, avec déclaration des droits & héritages qui, depuis le dernier aveu, ont été inféodés ou réunis au fief par retrait féodal, commise, confiscation, ou autrement. Il faut pareillement faire déclaration des aliénations qui ont été faites.

86. 2°. Le vassal doit exprimer sa qualité, dire à quel titre il possède le fief, si c'est par succession, acquisition, donation, échange, &c. dater les titres, dire par quel notaire ils ont été passés, avec mention expresse que les titres ont été insinués en tel bureau, tel jour, & par qui, à peine de 300 liv. d'amende contre le notaire, suivant l'arrêt du conseil du 16 janvier 1717. Si depuis le dernier aveu il y a eu des augmentations & réunions faites au fief, il en rapportera pareillement les titres, comme dessus.

87. 3°. Si le vassal n'a point d'anciens aveux, il dressera son nouvel aveu sur l'état actuel de son fief, & sur les déclarations de ses censitaires: il y comprendra le château ou principal manoir; tous les droits de justice & de tabellionage, de patronage; les droits honorifiques; tous les droits réels, utiles & personnels; les bâtimens des domaines, les héritages qui en dépendent; les arrière-fiefs, les cens qui lui sont dûs, avec les noms des tenanciers, & au moins les principaux confins des héritages sujets au cens.

88. 4°. Il détaillera pareillement les droits & charges qui sont dûs sur le fief, son revenu annuel; & rapportera un certificat du receveur du domaine, visé par le procureur du roi du domaine, qu'il n'y a dans le trésor aucun ancien aveu dudit fief.

89. 5°. Le vassal ne pourra, dans son aveu, prendre d'autre qualité que celle qu'il aura prise dans son acte de

foi & hommage, ni donner d'autre titre à son fief, que celui énoncé dans ledit acte.

90. 6°. Quand l'aveu est dressé, il doit être signé par le vassal, un notaire & deux témoins à son choix, à moins qu'il n'y ait lettres royaux qui commettent un notaire; auquel cas, il faut se servir de celui qui est commis.

91. 7°. Si l'aveu est pour une seigneurie relevant du roi, il y en aura trois copies en parchemin, toutes les trois signées du vassal, du notaire & de deux témoins; une pour la chambre des comptes, l'autre pour le bureau du domaine, & la troisième pour le vassal.

92. 8°. Si l'aveu est donné au roi pour une grande seigneurie, le vassal doit communiquer les trois copies de son aveu au receveur du domaine du roi d'où le fief relève, lui payer les droits qui lui sont dûs, retirer de lui quittance du paiement, & certificat de la communication, & qu'il n'a moyens pour empêcher la réception de l'aveu. S'il refuse de le faire, ou s'il s'oppose à l'aveu, il faut le faire assigner au bureau du domaine, pour voir dire & ordonner que, sans avoir égard à son opposition, il sera passé outre à la réception de l'aveu, & condamné aux dépens.

93. 9°. Si le vassal a quelque droit d'usage dans les forêts du roi, ou de pêche dans les rivières navigables, ou même qu'il soit simplement riverain de cent perches de bois de sa majesté, l'aveu doit être aussi communiqué au procureur du roi de la maîtrise où le fief est situé. Cet officier donnera, au pied de chacune des trois copies de l'aveu, son certificat de communication, contenant s'il a connoissance ou non que dans le contenu audit aveu, il y ait usurpation sur les bois & rivières appartenant à sa majesté. S'il faisoit difficulté ou refusoit de donner son certificat, il faudroit

faudroit lui faire une sommation de le délivrer , avec déclaration que la sommation vaudra communication. *Voyez* l'ordonnance des eaux & forêts , tit. de la police des forêts , art. 8 , 9 & 10. Suivant l'art. 14 de la même ordonnance , l'aveu doit contenir le nombre d'arpens de bois que le vassal possède dans la distance de cent perches des bois du roi , ou de ceux des engagistes & appanagistes , observant que les bois doivent être mesurés à l'arpent de Paris , & faire mention que cette mesure a été employée par l'arpenteur qui a fait l'arpentage.

94. 100. Après toutes ces formalités , il faut faire publier l'aveu dans toutes les paroisses de l'étendue du fief , par un huissier royal , à l'issue des grandes messes paroissiales , par trois dimanches consécutifs , & faire mettre au pied de chacune desdites copies les certificats desdites publications, des jours auxquels elles auront été faites , si on y a formé quelque opposition , & par qui.

95. 110. Après ces publications , le vassal fait remettre les trois copies de son aveu au greffe de la justice royale d'où relève le fief , pour y être lu & publié à trois audiences consécutives , dont il faut retirer certificat du greffier , avec mention s'il y a eu opposition ou non.

96. 120. Après cette dernière formalité , le vassal fait remettre les trois copies de son aveu au greffe de la chambre ou du bureau , pour y être lu & publié à trois audiences publiques , après lesquelles on fait assigner les opposans , s'il s'en trouve , pour déduire leurs moyens d'opposition , s'en voir débouter , en conséquence ordonner qu'il sera passé outre à la réception de l'aveu. S'il n'y a point d'opposans , ou après que les oppositions auront été instruites & jugées , il intervient enfin sentence qui reçoit l'aveu & dénombrement.

Partie I.

97. Si l'aveu est seulement d'un arrière-fief relevant immédiatement d'un seigneur particulier , il n'est pas sujet à de si grandes formalités que celui qui se rend au roi : il suffit d'y observer ce que nous avons ci-dessus dit , art. 1 , 2 , 3 , 4 , 5 & 6. Il n'en faut que deux copies , une pour le seigneur , & l'autre pour le vassal. Il n'est point nécessaire de faire publier cet aveu nulle part ; parce que cet acte n'intéressant que le seigneur dominant & le vassal , la publication en devient inutile.

98. Les héritiers présomptifs d'un vassal absent du royaume sont recevables à bailler , en son absence , aveu , en donnant caution de rapporter les fruits , si faire se doit ; arrêt du parlement de Rouen rapporté par Basnage , sur l'art. 197 de la cout. de Normandie. Mais les créanciers d'un vassal qui leur a abandonné son fief , comme créanciers , ne sont point reçus à présenter aveu. *Voyez* Basnage sur l'art. 109 de la coutume ci-dessus.

99. L'obligation de fournir aveu n'a lieu que quand il y a mutation de la part du vassal. Quand elle est de la part du seigneur , il ne doit que la foi & hommage ; & si le nouveau seigneur exige un aveu , il en doit faire les frais.

100. Les aveux & dénombremens ne font foi qu'entre le seigneur & le vassal , mais on ne peut les opposer à un tiers qui n'y a pas parlé. *Voyez* Dumoulin , tit. 1 des fiefs , glose in verbo dénombrement , n. 31.

101. Bacquet , dans son traité des droits de just. , c. 29 , n. 31 , établit que communément un aveu & dénombrement n'est pas un titre , mais une simple déclaration des héritages & droits qui dépendent du fief , que souvent le vassal amplifie , ainsi qu'il juge à propos , & quelquefois au-delà des bornes de la vraie propriété : d'où il suit qu'un aveu & dénombrement ne peut jamais être

C

un titre attributif de propriété & de possession au préjudice d'un tiers qui n'y a point parlé.

102. Guyot, dans son traité *des fiefs*, en parlant des corvées sur les fiefs, chap. 3, n. 5, enseigne que l'aveu, en bon principe, n'est point un titre, mais que cet acte fait seulement présumer le titre. Un seul aveu même n'est pas suffisant pour opérer cet effet ; il faut qu'il y en ait au moins trois bien conformes les uns aux autres, qui contiennent les mêmes droits, sans augmentation, sans changement. Il faut en outre qu'ils soient suivis & accompagnés d'une bonne possession, prouvée non seulement par témoins, mais encore par des actes possessoires. Alors la grande antiquité de ces aveux ainsi géminés, triplés & parlant les uns comme les autres, fait présumer le titre, & engage les juges à admettre la preuve par témoins des trente dernières années.

103. ADVEU EN FAIT DE PERSONNES FRANCHES NON NOBLES. Lorsqu'une telle personne alloit autrefois établir son domicile dans une terre de servitude, pour conserver sa franchise, elle devoit, dans l'an, faire sa déclaration qu'elle s'advouoit franche & bourgeois du roi, ou du seigneur dans la terre duquel elle alloit demeurer. *Voyez* Loyfel, liv. 1, tit. 1, règle 20, & les notes de M. de Laurière.

104. ADVEU NOUVEL. DROIT DE NOUVEL ADVEU. C'est, en quelques coutumes, le droit que le seigneur a de recevoir le serment de fidélité des aubains qui viennent demeurer dans sa terre, & de se les acquérir par ce moyen. *Voyez* les coutumes de Linieres, art. 1 ; du Chasteller, art. 2 ; de Thevé, art. 36. Il paroît que tous les seigneurs n'avoient pas droit de recevoir de nouveaux aveux : on le conjecture de ces mots de l'art. 1 de la coutume de Liniere : *S'ils n'ont fait nouvel*.

adveu aux vavasseurs de ladite baronnie, ayant puissance de recevoir nouveaux adveux.

105. L'effet du nouvel adveu est d'empêcher que le nouveau venu dans une terre serve, n'y devienne serf après y avoir demeuré pendant an & jour. Pour l'éviter, dans l'an, l'aubain se déclare bourgeois du seigneur, & offre de payer les droits de bourgeoisie accoutumés. Les seigneurs de la terre de Mureuil en Berry, appartenant aujourd'hui à M. le duc de Charost, ont droit de nouvel adveu.

106. ADVOUÉ. On donnoit autrefois ce nom aux gardiens, protecteurs & vidames des abbayes, monastères ou communautés qui étoient sous leur protection. *Voyez* le glossaire du droit françois : *Voyez* Vidame. On appelloit aussi advoué le champion qui combattoit, en champ clos, pour un autre à qui le combat judiciaire avoit été accordé. Les femmes, les mineurs, les vieillards infirmes ne pouvoient pas combattre ; mais ils proposoient leurs advoués qui combattoient pour eux. *Voyez* champion.

107. ADVOUÉ BASTARD. Le bâtard d'un noble retient le nom & la noblesse du père qui l'a reconnu : il a le droit de porter les armes de sa maison, avec une bande périée en barre : mais, dit Loyfel, tit. 1 liv. 1, règle 43, suivant les ordonnances de nos rois, & notamment de Henri IV, les bâtards, quoique reconnus par leur père pour jouir des avantages ci-dessus, doivent obtenir lettres du prince ; & ils les obtiennent toujours facilement, quand le père a reconnu son fils, & quand il n'a pas d'autres enfans.

108. ADVOUER. C'est reconnoître quelqu'un pour son seigneur, & confesser qu'on tient de lui quelque héritage en fief ou en censive.

109. Dans les coutumes allodiales,

& en pays de droit civil où tout héritage est réouré franc-aleu, ou libre, si le seigneur ne justifie du contraire, le vassal, ou le censitaire, n'est point obligé d'avouer ou de desavouer, jusqu'à ce que le seigneur lui ait justifié de sa mouvance, ou de son titre; arrêt du parlement de Paris rendu en la coutume de Troyes, le 20 novembre 1574, rapporté par Brillion, *verbo adveu*. Voyez Papon, liv. 13, tit. 2, n. 16.

110. Il a été jugé par arrêt du parlement de Paris du 23 Février 1615, qu'il suffit à un vassal de fournir son adveu & dénombrement conforme aux anciens, sans qu'il soit tenu d'avouer ou de desavouer sur le bième du seigneur féodal, en affirmant qu'il n'a autres titres. En ce cas, le seigneur est tenu de lui communiquer ses titres, si aucuns il a, contenant les héritages dont il demande l'aveu. Voyez Filleau, part. 4, quest. 330.

111. ADVOURIE signifie quelquefois adoption, & quelquefois il signifie aussi le droit qui est dû à un seigneur à cause de sa protection. Advourie vient du mot latin *advocatus*, qui signifie protection, défense. Voyez ce qui en est dit dans le dictionnaire de Trevoux, & dans le glossaire du droit françois.

112. AFFARE. On trouve souvent ce mot dans les anciens titres du Dauphiné: il signifie toutes les dépendances d'un fief. Voyez Salvaing, *de l'usage des fiefs*.


113. AFFEAGER, signifie donner à séage, c'est-à-dire, aliéner une partie des terres nobles de son fief, pour être tenues en censive, à la charge d'une certaine redevance en grains ou en argent. Voyez la coutume de Bretagne, art. 358, 359. Le séage doit être fait, dit l'art. 359, sans diminution du fief supérieur, & avec rétention d'obéissance. Voyez en outre Dargentré sur l'art. 59 de l'ancienne coutume de Bretagne,

& Frain, avec les observations de Hevin, page 689 & 692.

114. AFFICHES. Ce sont placards attachés en lieu public, pour rendre une chose connue à tout le monde.

115. Les affiches s'apposent avec pannonneaux royaux, c'est-à-dire, avec les armes du roi imprimées au haut, & jamais avec les armes du seigneur. Voyez Tournet, sur l'art. 357 de la coutume de Paris. La raison est que, quelque justice que les seigneurs aient, ils ne l'ont que par la concession de sa majesté, d'où émane toute justice. Ainsi, dans les affiches qui se font au nom des seigneurs & dans leurs terres, on met toujours, *De par le roi, & de l'ordonnance de, &c.*

* 116. AFFIAGE, est l'aliénation que l'on fait d'une partie des terres nobles d'un fief, moyennant une somme d'argent & une certaine redevance, laquelle portion, quoique noble entre les mains du vendeur, est néanmoins tenue en roture par l'acquéreur d'icelle.]

 117. Voyez afféager. Le mot affiage n'est employé dans aucune coutume.

118. AFFORAGE, est un droit seigneurial établi par quelques coutumes. Voyez Montreuil, art. 23, 24; Saint-Paul, art. 18; Herly, art. 3; les ordonnances du duc de Bouillon, art. 666. L'afforage consiste dans un certain droit qu'on paie au seigneur, pour obtenir de lui la permission de vendre, dans l'étendue de la seigneurie, vin, bière, & autres boissons, après que la taxe en aura été faite par les juges des lieux.

119. AFFOUAGE, est le droit de prendre son chauffage dans un bois, dans une forêt. Voyez Fabert, sur l'art. 286 de la nouvelle coutume de Lorraine.

120. AFFRANCHI. C'est un esclave, ou un serf, à qui son maître,

ou son seigneur a accordé la liberté.

121. Comme l'esclavage n'est point connu en France, les loix romaines, touchant les esclaves, les affranchis, les affranchissemens, ne sont point en usage parmi nous; & si quelquefois nous nous en servons, ce n'est que par analogie; car les serfs en France, quelque malheureux qu'ils soient, ne ressemblent en rien aux esclaves de l'Afrique, de l'Asie & de l'Amérique. On verra quelle en est la différence, au mot *serf*.

122. AFFRANCHISSEMENT est un acte solennel par lequel un maître, un seigneur donne la liberté à son esclave. En France & dans nos coutumes, il n'est point question d'esclaves: nous ne parlerons donc point de leur affranchissement; nous ne parlerons que de celui des serfs: il a produit, dans notre histoire, une révolution mémorable dans le gouvernement & dans l'état des personnes.

123. Il fut un tems en France, & cette époque est fixée aux premiers règnes des rois de la troisième race, où on ne trouvoit que des seigneurs & des serfs. Les grandes seigneuries, les terres ressembloient assez aux hordes de la Tartarie: un seigneur étoit à la tête d'une multitude d'esclaves. Telle étoit la France sous Hugues Capet.

124. Le droit des gens, qui alors avoit lieu, qui assujettissoit tout au vainqueur, les biens, la vie, la personne des vaincus & des prisonniers de guerre, amena peu à peu cette situation. Les guerres continuelles que, sous les derniers rois de la seconde race, les grands vassaux se firent entr'eux & contre leurs rois, plongèrent enfin tout le peuple dans une servitude générale. Cent fois conquis & reconquis, il trouva par-tout des vainqueurs, & par-tout la servitude.

125. Au milieu de ces désordres, les fiefs devinrent héréditaires: les sei-

gneurs répandoient dans leurs fiefs les prisonniers qu'ils faisoient à la guerre: le droit des gens, uni à la loi des fiefs, donnoit aux seigneurs toute espèce de juridiction, de puissance sur la personne & les biens de ces prisonniers. De-là ce pouvoir formidable des vassaux contre lequel nos rois ont combattu pendant tant de siècles.

126. La puissance des grands vassaux fut dans toute sa vigueur, sur-tout depuis Hugues Capet jusqu'à Louis le Gros. Sous ce règne, les quatre frères Garlandes & l'abbé Suger, principaux ministres du prince, lui inspirèrent le projet de diminuer la puissance des seigneurs, non en l'attaquant par la voie des armes, mais en la minant dans ses fondemens par les ressorts de la politique.

127. Ce projet important, si utile à l'autorité de nos rois, au bonheur des peuples, imaginé par l'abbé Suger, exécuté en partie par Louis II, pleinement consommé par les cardinaux de Richelieu & Mazarin, consista d'abord à restreindre la juridiction des seigneurs sur leurs vassaux, & à diminuer le nombre prodigieux de leurs serfs. A l'égard de la justice, on verra au mot *justice*, comment on s'y prit. Quant aux serfs, on imagina de les affranchir.

128. Quand on parle ici d'affranchissement, on entend des affranchissemens généraux par lesquels on accordoit la liberté à une ville, à un bourg, à une seigneurie entière. Car, pour des affranchissemens particuliers, il n'est pas douteux qu'avant l'abbé Suger, il s'en faisoit tous les jours. Les formules de Marculfe apprennent qu'elles en étoient les solennités: mais ces affranchissemens particuliers n'auroient jamais pu produire l'effet auquel aspiraient les ministres de Louis le Gros.

129. Ordonner ces affranchissemens

généraux par une loi précise , elle auroit causé une révolte générale , qui auroit ruiné le projet. On s'y prit plus finement : on prêcha par l'exemple ce qu'on ne pouvoit ordonner. L'abbé Suger commença par affranchir les habitants de Saint-Denis. *Voyez* Doublet, *des antiquités de Saint-Denis*, liv. 1, ch. 31. Cet affranchissement général est le plus ancien dont il soit fait mention dans aucune de nos histoires.

130. Quoiqu'on ne trouve aucun affranchissement daté du regne de Louis le Gros , il est probable que son ministre lui persuada d'en faire dans les seigneuries qui dépendoient de son domaine , & qu'il en fit. Ce qu'il y a de constant , c'est qu'on en trouve beaucoup datés des regnes de Louis le Jeune , son fils , de Philippe Auguste , & de leurs successeurs. *Voyez* les coutumes locales de la Thaumassière , liv. 1, ch. 16.

131. A peine nos rois eurent-ils donné l'exemple d'affranchir les serfs des seigneuries de leurs domaines , qu'ils furent imités par les grands vassaux. On trouve beaucoup d'affranchissemens accordés par les comtes de Champagne : les seigneurs particuliers imitèrent à l'envi les grands vassaux. Ainsi , peu à peu , la liberté des peuples redevint générale.

132. Quand les seigneurs particuliers affranchissoient leurs serfs , l'autorité du roi devoit intervenir , parce que l'affranchissement opéroit dans le fief une diminution qui ne pouvoit se faire sans le consentement du seigneur suzerain. *Voyez* la Thaumassière *loco citato*.

133. Quand le roi au contraire affranchissoit les serfs d'un seigneur , l'affranchissement tenoit malgré le seigneur , en lui payant une indemnité. Ainsi jugé au profit de quelques habitants du pays de Charollois , par arrêt

prononcé en robes rouges le 5 juin 1571 , rapporté dans la bibliothèque de Bouchel, *verbo* affranchissement.

134. Quand les seigneurs donnoient la liberté à leurs serfs , ils leur donnoient en même tems les loix sous lesquelles ils devoient vivre par la suite , qui contenoient en outre les conditions sous lesquelles la liberté étoit accordée , & les droits que le seigneur retenoit sur les affranchis. C'est sur la plupart de ces loix que se sont formées par la suite nos coutumes générales. *Voyez* coutume.

135. Un autre effet des affranchissemens , fut de mettre dans l'état une grande quantité de personnes libres , qui se réunirent en corps dans les communes , dans les villes , & composèrent un état jusqu'alors inconnu en France , distinct du clergé & de la noblesse , qu'on appella depuis le Tiers-état , qui fut admis dans les assemblées générales de la nation , & dont nos rois se sont servis si utilement pour contrebalancer , & anéantir enfin la puissance des seigneurs. *Voyez* Tiers-état.

136. Nous avons deux espèces de serfs ; les serfs de servitude personnelle , & ceux de servitude réelle. L'affranchissement du serf personnel se fait , ou en jugement , ou par acte passé pardevant notaire. A l'égard du serf réel , il peut acquérir sa liberté , en abandonnant l'héritage soumis à la servitude : & , comme dans quelques coutumes , on devient serf par la seule demeure qu'on fait pendant un certain tems dans la terre du seigneur , de tels serfs peuvent redevenir libres , en portant leur domicile ailleurs.

137. Nous avons dit plus haut que l'affranchissement opéroit diminution dans le fief au préjudice du seigneur suzerain. C'est par cette raison que le serf , quoiqu'affranchi par le seigneur , demeureroit néanmoins serf du seigneur suzerain , jusqu'à ce qu'il eût obtenu

son consentement, & même payé une indemnité pour l'avoir, s'il l'exigeoit. *Voyez* l'art. 140 de la coutume de Vitry ; Coquille, quest. 71. Le même auteur, quest. 284, établit que la faveur de la liberté est telle, qu'un seigneur ne peut pas révoquer un affranchissement qu'il a accordé pendant sa minorité, à moins que la manumission n'ait été extorquée par *dol*, ou *malice*.

138. Pour obtenir le consentement des seigneurs suzerains, on payoit toujours une finance : de sorte qu'un serf, quoiqu'affranchi par son seigneur, devoit encore, pour jouir pleinement de sa liberté, acheter le consentement de tous les seigneurs supérieurs, en remontant jusqu'au roi. Aujourd'hui on ne paie plus aucune finance aux seigneurs immédiats.

139. Les serfs de poursuite deviennent francs sans avoir été affranchis, lorsqu'ils ont joui de la franchise, ou de la liberté pendant vingt ans dans l'endroit où ils se sont réfugiés, & qu'ils n'ont point été réclamés par leurs seigneurs ; mais si le serf s'en va furtivement, il est réputé serf fugitif, & peut être en tous lieux, hors ceux d'asile & de franchise, réclamé par le seigneur. *Voyez* l'art. 146 de la coutume de Vitry ; *voyez* Asile, franchise.

140. Quant aux serfs de servitude réelle, ils ne peuvent jamais s'affranchir, tant qu'ils possèdent l'héritage. *Voyez* la cour. de Bourgogne-Comté, tit. 9, art. 2.

141. Les serfs affranchis devenoient bourgeois de la seigneurie, & jouissoient de tous les privilèges accordés par la franchise, de même qu'ils payoient tous les droits que s'étoit réservé le seigneur.

142. Souvent les seigneurs, en accordant la liberté à leurs serfs, s'obligeoient, par serment entre les mains de

l'évêque diocésain, d'observer toutes les immunités & franchises accordées par l'acte d'affranchissement. Leurs successeurs en la seigneurie étoient tenus de renouveler ce serment, sous peine d'excommunication. On trouve la preuve de cet usage dans plusieurs affranchissements recueillis par l'Thaumastiere dans ses coutumes locales, & dans celui de Chateaufort de l'an 1220.

143. AGASTIS. Dans quelques coutumes, comme Angoumois, art. 34, c'est le dommage causé par les bestiaux dans les héritages voisins. Cette matière intéresse toujours les seigneurs, à cause de l'amende qui leur est due en semblable circonstance.

144. L'action pour l'agastis n'a lieu que quand les bestiaux sont gardés à garde faite par le propriétaire, ou par ses domestiques. L'action n'a pas lieu quand les bêtes font le dommage par échappée, ou conduites par des enfans incapables de loi.

145. Il est permis de chasser de son héritage les bestiaux de son voisin, mais il n'est pas permis de les tuer ; c'est le droit commun : nous avons cependant quelques coutumes qui le permettent. *Voyez* Carnalage.

146. Dans quelques coutumes, quand un troupeau d'oies gâtent un bled, on en peut tuer une ou deux, selon le nombre du troupeau ; sçavoir, une, quand il y en a vingt dans la troupe, & deux, quand il y en a davantage. *Voyez* Auvergne, ch. 28, art. 7 ; Blois, ch. 19, art. 122 ; Tours, tit. 18, art. 207.

147. La permission que donnent ces coutumes de tuer ces volatiles se doit entendre suivant l'art. 172 de la cour. d'Orléans, qui, en le permettant, ne veut pas qu'on en fasse son profit, mais qu'on les laisse sur le lieu, ou qu'on les jette devant l'héritage : & si l'on ne veut pas se faire ainsi justice par soi-

même, la coutume permet de se pourvoir, pour obtenir la réparation du tort qu'on a reçu.

148. Pour intenter l'action d'agastis, il faut que le dommage soit constant & prouvé par un procès-verbal; autrement on n'y auroit aucun égard.

149. Le défaut de preuve ne peut se suppléer par le serment du demandeur; ce qui est contraire à quelques coutumes qui veulent que, sur le dommage, le demandeur n'en soit cru à son serment, que jusqu'à cinq sols. Voyez la coutume de Berry, tit. 10, art. 5.

150. L'amende due au seigneur, résultant de l'action d'agastis, est simple & de 7 sols 6 deniers, parce qu'elle procède de la basse justice. Voyez Poitou, art. 75 & suivans.

151. La coutume de Normandie, art. 531, fait cette action annale: celle d'Orléans, tit. 5, art. 151, ne donne que vingt jours après le dommage fait: celle d'Estampes, art. 189, n'en donne que huit.

152. Mais il faut un tempérament entre ces extrémités; car à peine peut-on justifier du dommage fait dans un pré, dans un bled, un an après qu'il a été fait; à peine aussi peut-on être averti du dommage, & trouver des témoins en huit jours. Ce qu'il y a de plus convenable, c'est que, pendant que le dommage est apparent & facile à prouver, on en fasse dresser procès-verbal, & on forme son action. Au contraire on n'y seroit plus recevable, si le dégât ne paroïssoit plus, si les choses n'étoient plus entières, si le demandeur avoit coupé son bled, fauché son pré, avant d'avoir rendu sa plainte, & fait dresser son procès-verbal.

153. Touchant la prescription de l'action d'agastis, voyez d'Argentré, sur l'art. 279 de la cour. de Bretagne; Beraud, sur l'art. 531 de la coutume de Normandie.

154. AGE. En matière féodale, on examine l'âge de l'homme par rapport au tems où il est en état de faire le service des fiefs. Voyez foi & hommage, garde noble, majorité féodale.

* 155. AGRIER. Ce terme signifie la même chose que champart, tasque, tasche ou terrage. Le droit d'agrier est ainsi nommé, parce que celui à qui il appartient, lève une portion des fruits qui proviennent des fonds de ses emphytéotes sujets audit droit. Agrier, *ab agro*; champart, *à parte campi*.

156. L'origine de l'agrier ou champart est bien ancienne, puisqu'on en trouve des vestiges dans l'usage pratiqué par les Romains dans les beaux jours de la république; lesquels ne pouvant cultiver eux-mêmes les terres conquises, les donnoient à cultiver sous une certaine redevance & prestation annuelle de grains. L'histoire du patriarche Joseph nous fournit encore un exemple de l'antiquité de ce droit; car la famine ayant mis les sujets du roi Pharaon dans la nécessité de lui vendre leurs fonds, pour acheter du bled, dont son sage ministre avoit fait une provision abondante, le tems de famine étant passé, il leur redonna leurs héritages, à la charge de lui payer la cinquième partie de leurs revenus. Il est encore fait mention de ce droit dans les formules du moine Marculfe, liv. 2, ch. 36.

157. Dans les pays de droit écrit, l'agrier se lève sur toutes sortes de fruits, grains, vin & autres. Il y a même quelques lieux où il se prend sur les bois, les prés, les pâturages, les viviers, suivant les titres ou la possession; c'est pourquoi on l'appelle *glebalis functio*, *gleba canon*. Mais dans les pays de coutume, l'agrier ne se lève ordinairement que sur les grains, comme froment, seigle, &c. & non sur le vin, s'il n'y a convention pour cela dans le

bail à champart , ou disposition expresse de la coutume.

158. Dans le ressort du parlement de Bordeaux , le droit d'agrier est seigneurial , c'est-à-dire , qu'il produit lods & ventes , & les autres accessoires de la directe seigneurie , à moins qu'il n'y ait un seigneur direct fondé en titre ; car , en ce cas , l'agrier ne produit aucun droit seigneurial , & ne se prend qu'après la rente ; la Peyr. let S , n. 5. *Contra* Bretonnier sur Henrys , tom. 1 , liv. 1 , chap. 3 , quest. 34 , qui tient que le champart n'est jamais seigneurial , si le titre ne le porte expressément. Quant à moi , je croirois que , dans les pays de franc-aleu , l'agrier n'est point seigneurial , si le titre fait simplement mention du champart ou agrier , & de la forme en laquelle le paiement doit être fait ; parce que la qualité du devoir paroissant par le titre même , il ne peut point dépendre du seigneur de lui donner une autre qualité , sous prétexte que le fonds sujet à l'agrier ne relève d'aucun seigneur direct , étant certain qu'un fonds peut être chargé du champart , & néanmoins tenu allodialement. *Vide Molin. in consuet. parif.* part. 2 , tit. 2 , n. 2 , où il dit : *Campipartem seu terragium non esse jus dominicum , nec trahere laudimia , nisi ubi hoc consuetudo expresse dicit.* Chop. sur la même cout. liv. 1 , tit. 3 , n. 20.

159. Quoique l'agrier ait été établi *in traditione fundi* , tout comme le cens , & que par cette raison il semble que ces deux droits ont beaucoup de relation entr'eux , il est néanmoins certain qu'ils diffèrent en plusieurs points essentiels. 1°. En ce que l'agrier est un droit casuel , puisqu'il est déterminé par l'abondance ou la disette des fruits sujets à ce droit ; au lieu que le cens est toujours le même , & indépendant des cas fortuits. 2°. En ce que régulièrement le cens est portable , au lieu que l'agrier est quéra-

ble ; d'Olive , liv. 2 , ch. 24 ; Despeiss. *des droits seigneuriaux* , tit. 4 , art. 3 , sect. 4 , si ce n'est dans le cas remarqué par le glossateur de la Peyr. let. S , n. 5 , qui est lorsqu'il n'y a point d'autre seigneur direct , parce qu'alors l'agrier est présumé seigneurial , selon cet auteur. 3°. En ce que le cens est nécessairement une dépendance de la directe seigneurie ; au lieu que l'agrier peut subsister sur le fondement d'une simple locatairie , ou autre contrat , ainsi que le décide M. d'Olive *en ses questions notables* , liv. 2 , chap. 24 ; & Despeiss. après lui , *des droits seigneuriaux* , tit. 4 , art. 3 , sect. 4 , n. 2. *Vide Molin. in consuet. parif.* part. 2 , tit. 2 n. 2. 4°. En ce que les arrérages du cens sont dûs depuis vingt-neuf ans avant l'introduction de l'instance , au lieu que les arrérages de l'agrier ne peuvent être exigés que depuis cinq ans utiles , comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Toulouse du 23 mai 1629 , rapporté par M. d'Olive , liv. 2 , chap. 25 , *in fin.* & par un autre arrêt du même parlement du 9 janvier 1603 , rapporté par Despeiss. *loco citato*. On peut ajouter pour cinquième différence , qu'encore que le cens n'augmente point , lorsque le fonds est accru par alluvion , à moins qu'il n'eût été imposé par arpent , cependant l'agrier peut se prendre sur l'alluvion. La Peyr. let. A , n. 57.

160. M. d'Olive , *en ses questions notables* , liv. 2 , chap. 25 , rapporte un arrêt du parlement de Toulouse , du 8 mai 1638 , qui a jugé que le droit d'agrier ou de champart est imprescriptible , tout comme le cens , & que celui qui est sujet à ce droit n'est pas reçu à soutenir que , de tems immémorial , il ne l'a point payé. *Voyez* M. Louet , let. C , chap. 21 , n. 6. Cet arrêt est sans doute fondé sur ce que le champart ayant été imposé *in traditione fundi* , est considéré

considéré comme une rente foncière prise *lato modo*, dont le privilège est de ne point reconnoître l'empire du tems. Il n'en est pas de même de la quotité de l'agrier, qui est sans difficulté sujette à prescription, puisque la quotité du cens, tout noble & seigneurial qu'il est, n'en est point exempte. Il y a même des auteurs qui sont d'avis que, lorsque le champart n'est pas seigneurial, il est de sa nature sujet à la prescription *longissimi temporis*; & on croit que cette opinion doit être suivie dans l'usage, soit parce que l'agrier qui n'est pas seigneurial, est comparé à une rente constituée prescriptible de sa nature, soit à cause de la faveur de la libération; *semper pro libertate respondere melius est*. C'est aussi l'avis de Dumoulin, *loco cit.* n. 3.

161. Il a été jugé par plusieurs arrêts, & notamment par un arrêt du parlement de Paris, du 23 Février 1608, rapporté par Bouch. en ses arrêts, liv. 1, chap. 26, & par autre arrêt du même parlement, du 9 avril 1615, rapporté par Chenu, cent. 2, quest. 8, que la dixme doit se prendre avant l'agrier. La raison est, parce que la dixme est plus ancienne que l'agrier, & que la dixme est due à Dieu, pour marque de la souveraine puissance qu'il a sur toutes choses. *Vide cap. tua nobis* 26, *extr. de decim.* Coquille, sur la coutume de Nivernois, art. 1, tit. 2, le Prestre, cent. 1, chap. 15. Ce qui est si vrai, qu'il a été jugé par arrêt du parlement de Paris, du 13 Mars 1625, rapporté par Dufresne, liv. 1, chap. 43, que la dixme même inféodée doit être prise avant l'agrier, encore que le seigneur terrageau soit en possession immémoriale de prendre l'agrier avant la dixme. C'est aussi l'avis de la Peir. let. D, n. 45. La raison est, parce que la dixme inféodée retient toujours les privilèges de son origine, & qu'elle

Partie I.

peut retourner à l'église. Mais la dixme ecclésiastique ou inféodée une fois prise, l'agrier se prend sur le restant des fruits, sans aucune distraction des frais de semence, culture & moisson; la Peir. au lieu ci é, *dist. cap. tua nobis*; la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. des arrérages *des droits seigneur.* art. 15, à moins que le bail à champart ne s'expliquât autrement, ou que l'emphytéote n'eût prescrit cet usage contre son seigneur terrageau; ce qui peut se faire, puisque, comme nous l'avons remarqué plus haut, la quotité du champart est sujette à prescription.

162. Remarquez, 1°. Que si l'emphytéote ne cultive pas le fonds sujet à l'agrier, il sera tenu de payer ledit droit, suivant l'estimation qui en sera faite par des experts, ainsi qu'il a été jugé par deux arrêts du parlement de Toulouse, rapportés par la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 5, art. unique. Le seigneur peut même reprendre le fonds donné à champart, & le donner à un autre, lorsque l'emphytéote néglige totalement de le cultiver, surtout s'il n'a pas d'ailleurs de quoi payer ledit droit. On croit néanmoins qu'il faut sentence du juge, pour que le seigneur puisse reprendre ledit fonds, & que le tenancier peut purger la demeure en payant les arrérages de l'agrier.

163. 2°. Que, suivant Graverol sur la Roche, *loco cit.* lorsque le droit de champart n'est pas déterminé par les titres à une quote certaine, il emporte le quart des fruits, lequel peut s'exiger de deux sortes, selon le même auteur; car, ou l'on prend chaque année la quatrième partie des fruits, ou de quatre années le seigneur en prend une, & les trois autres sont pour ceux qui doivent ce droit.

164. 3°. Que quoique l'agrier doive être payé en grains, vin ou autres fruits, selon les différentes coutumes,

D.

néanmoins si ceux qui sont sujets à ce droit, étoient en possession d'en faire le paiement en argent, le seigneur terrageau ne pourroit point exiger l'agrier en grains, à moins que ledit seigneur ne fût ecclésiastique; car, en ce cas le tenancier ne pourroit point s'aider de sa possession, même immémoriale, du moins contre les successeurs au bénéfice. Claude Ferriere, dans son *Dictionnaire de Pratique*, verbo, champart, qui cite Forget, en son *Traité des choses décimales*, chap. 8.

165. Lorsque le bail à champart explique la qualité des fruits qui doivent être payés au seigneur terrageau, le preneur ne peut point changer la face du fonds, & d'une vigne, par exemple, en faire un pré ou une tette labourable, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du parlement de Dôle, rapporté par Bouvot, tom. 2, verbo, cens, quest. 59. *Vide* Mornac, ad l. 13, ff. de servit. rust. la Roche, des *Droits seigneuriaux*, chap. 11, art. 5. Mais si l'agrier n'a pas été stipulé d'un certain fruit, il est certain que le tenancier à champart peut changer la face du fonds, pourvu que le seigneur ne souffre pas de ce changement, suivant la Jurisprudence constamment observée au parlement de Bordeaux. On croit même que, dans le cas où la qualité des fruits est stipulée par le bail, le preneur pourra changer la face du fonds, si des experts & gens à ce connoisseurs, jugent qu'il est de l'intérêt de l'emphytéote que le fonds change de face; parce qu'alors l'intérêt du seigneur se trouve dans celui de son tenancier, puisque le fonds devenant meilleur par le changement de face, il sera plus estimé en cas de vente, & produira par conséquent des lods & ventes plus considérables au profit du seigneur. *Voyez* la Roche au lieu cité.

166. Sur quoi observez que, si le re-

nancier à champart ne change pas entièrement la face du fonds, mais qu'il diminue le droit d'agrier, en plantant, par exemple, des arbres sur le fonds sujet à ce droit, le seigneur pourra prétendre indemnité, ou bien il prendra le champart sur les fruits que ces arbres porteront, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du parlement de Rouen, du 2 août 1658, rapporté par Basnage sur l'art. 31 de Normandie, contre un tenancier qui avoit planté des pommiers & des poiriers dans sa terre; & par un arrêt du parlement de Bordeaux, du 6 avril 1699, rapporté par Bechet, sur l'art. 11 de l'usage de Saintes. Néanmoins on ne sçauroit penser que, si le tenancier à champart n'a planté que quelques arbres pour son plaisir, il puisse être recherché par le seigneur, sur-tout s'il paroît que le tenancier n'a point en vue de le frustrer d'une partie de son droit.

167. L'agrier qui n'est pas seigneurial, est querable de droit commun, s'il n'est pas portable par le titre; mais s'il est seigneurial, il est portable comme le cens, à moins qu'il ne paroisse querable par le titre. *Voyez* le Gloss. de la Peir. let. S, n. 5.

168. Il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris de l'année 1552, rapporté par Chopin, de *privileg. rust. lib. 1, cap. 7, en marg.* & par un autre arrêt du parlement de Toulouse, du 30 mars 1610, rapporté par la Roche, en son *Traité des droits seigneuriaux*, chap. des arrérages des droits seigneuriaux, art. 15, que lorsque le tenancier à champart veut cueillir les fruits du fonds sujet à ce droit, il doit en avertir le seigneur, & lui demander un homme, qui se transporte sur le fonds sujet à ce devoir, pour être témoin de la quantité des fruits qui se recueilleront. La raison est, parce que s'il étoit permis au tenancier de lever

ses fruits, sans en avertir le seigneur, il lui seroit fort aisé de le tromper. D'ailleurs, c'est une déférence que l'emphytéote doit à son seigneur, de qui il tient son héritage à ce titre.

169. Le tenancier est même obligé de nourrir l'homme du seigneur, & de lui payer sa journée, lorsque le titre ou l'usage des lieux sont exprès là-dessus. *Aliàs*, c'est l'affaire du seigneur.

170. *Nota.* 1°. Qu'il n'est pas besoin d'être seigneur justicier, féodal ou direct, pour pouvoir imposer le champart. Ce droit peut être stipulé par toutes sortes de personnes, & établi par plusieurs contrats différens du bail emphytéotique.

171. 2°. Que le tenancier n'est pas recevable à prouver par témoins la réduction de la censive en agrier; ainsi que cela fut jugé par un arrêt du parlement de Toulouse, du 30 août 1628, rapporté par M. d'Olive, en ses *quest. notabl.* liv. 2, chap. 24.

172. 3°. Que lorsque le champart est seigneurial, le seigneur n'est point tenu de s'opposer aux criées, pour la conservation dudit droit, suivant l'arrêt du parlement de Paris, du 20 juillet 1587, rapporté par M. Louet, let. C, chap. 19. C'est aussi le sentiment de M. Lemaitre, en son *Traité des criées*, chap. 42: *secùs*, lorsque le champart n'est qu'un simple droit foncier de bail d'héritage; car en ce cas l'adjudication par décret n'est point faite à la charge de ce droit; ainsi celui à qui il est dû, doit s'opposer aux criées pour le conserver; Lemaitre & Brodeau, aux lieux cités.

173. 4°. Que le seigneur terrageau peut former plainte pour son droit de champart, ainsi qu'il a été jugé par deux arrêts du parlement de Paris. Le premier est du 20 avril 1712, entre le prieur du prieuré de S. Pierre de

Nezonville, & Etienne Benoist, marchand; & le second, rendu sur les conclusions de M. l'Avocat général Chauvelin, est du 5 mars 1718.]

* 174. AINESSE. On entend par droit d'ainesse, le préciput & les prérogatives d'honneur que nos coutumes donnent à l'ainé. Or l'ainé est le premier né d'entre les enfans mâles procréés de loyal mariage, habile à succéder. Dumoulin, tit. des fiefs, gl. 3, n. 2 & 13.

175. Surquoi il faut remarquer que l'ainé ne se considère qu'au tems de la succession ouverte; de manière que l'ainé venant à mourir sans enfans, avant son père, le puîné est subrogé à sa place, & devient l'ainé. *intelligitur primogenitus de eo, qui ante se neminem habet, quamvis majores natu fratres habuerit, sed mortuos.* Alciat. in l. 92, ff. de verb. signif.

176. Le droit d'ainesse est fort ancien, quoiqu'il n'ait été généralement reçu en France que depuis que les fiefs ont été réduits à l'instar du patrimoine. On en trouve quelques vestiges dans l'ancienne loi, qui expliquent le droit de primogéniture. Deuteron. 21, cap. 17, & Reg. 11, cap. 9.

177. Le désir naturel qu'ont les hommes de transmettre leur nom avec éclat à la postérité, a sans doute fait inventer une prédilection si marquée pour celui qui est le premier fruit de l'amour conjugal.

178. Les prérogatives attachées au droit d'ainesse, sont de deux sortes; les unes consistent dans l'honneur & la prééminence, & les autres dans certains droits utiles. Les prérogatives d'honneur consistent en ce qu'il appartient à l'ainé de porter les armes pleines de la famille, en qualité de seigneur de la maison principale, d'avoir les tableaux des ancêtres, & le dépôt des titres. Le Brun, des *success.* page 588.

Le cri dont on se servoit ordinairement dans les combats , appartient aussi à l'aîné. Il en est de même des armes des ancêtres à l'égard des gens d'épée , & des manuscrits & livres notés à l'égard des gens de robbe. Toutes ces marques d'honneur avertissent celui qui en est revêtu , de s'en rendre digne par la noblesse de ses sentimens , & en soutenant avec dignité la famille dont il est le chef.

179. Pour ce qui est des droits utiles attachés au droit d'aînesse , ils consistent , dans la coutume de Paris , en ce que l'aîné a droit de prendre un préciput dans la succession du pere , & un autre dans celle de la mere , s'il y a des fiefs dans ces deux successions. Or , ce préciput n'est autre chose que le château ou principal manoir du fief , avec la basse-cour , & un arpent d'enclos ou jardin joignant ledit principal manoir ; (c'est ce que l'on appelle communément le vol du chapon ;) & si ledit enclos contient plus d'un arpent de terre , l'aîné peut retenir le tout , en baillant récompense aux puînés , pour ce qui excède ledit arpent ou vol du chapon , à dire d'experts , & à la commodité desdits puînés , autant que faire se peut. Chopin , *Andeg. lib. 1 , cap. 33 , n. 6.*

180. Il y a d'autres coutumes qui donnent à l'aîné son préciput dans la succession de tous les ascendans ; d'autres ne lui donnent qu'un seul préciput dans les successions du pere & de la mere. Les différentes dispositions de ces coutumes doivent être observées à la lettre , parce que les coutumes sont de Droit étroit. Voyez l'Apostillateur de la Peyr. let. A , n. 50 , qui dit que l'aîné a autant de préciputs qu'il y a de successions.

181. Suivant l'article 18 de la coutume de Paris , lorsqu'il n'y a point de principal manoir dans le fief , l'aîné

peut prendre un arpent de terre à son choix , pour se récompenser du défaut de manoir. Il en est autrement lorsqu'il n'y a pas d'enclos ou d'accompagnement autour du principal manoir ; car pour lors l'aîné ne peut point demander récompense , & prendre l'arpent de terre ailleurs.

182. Lorsque dans la succession il n'y a d'autres biens qu'un seul fief , composé de la maison seigneuriale & des préclôtures , l'aîné prend le tout pour son préciput , en payant la légitime aux puînés , ainsi qu'il est porté par l'article 17 de la cout. de Paris , Brodeau , let. F , som. 1 , la Peyr. let. A , n. 30.

183. Outre le préciput attaché au droit d'aînesse , qui consiste , comme nous l'avons dit , dans le château & principal manoir du fief , & dans l'arpent de terre y joignant , ou vol du chapon , l'aîné prend encore la *part avantageuse* , c'est-à-dire , une portion plus forte que les puînés , dans le partage des fiefs , suivant le nombre des enfans ; en sorte que , s'il n'y a que deux enfans , les deux tiers des fiefs & héritages tenus noblement lui appartiennent , & l'autre tiers au puîné ; mais s'il y a plus de deux enfans , l'aîné prend la moitié seulement , & les puînés partagent entr'eux l'autre moitié , en quelque nombre qu'ils soient.

184. Remarquez que la *part avantageuse* de l'aîné se règle eu égard au nombre des enfans qui viennent à la succession ; de manière que , s'il y a trois enfans , & que l'un des puînés renonce , l'aîné prend les deux tiers , comme si réellement il n'y avoit que deux enfans , à moins que ce puîné ne renonce pour se tenir à une donation précédente , ou qu'il ait reçu quelque chose pour renoncer ; car , en ce cas , il doit faire nombre , nonobstant sa renonciation , parce qu'il a eu sa part

de la succession, ou la valeur de sa part, ainsi que s'en explique M. Pocquet de Livonniere, dans son *Traité des fiefs*, liv. 6, chap. 12, sect. 2: ce qui semble contraire à l'avis de Claude Ferriere, dans son *Introduction à la pratique*, & dans son *Commentaire* sur l'article 15 de la coutume de Paris, où il dit que, si l'un des enfans puînés renonce à la succession, sa part accroît à l'aîné & aux autres sans aucune prérogative.

185. Les auteurs & les arrêts sont fort partagés sur la question de sçavoir si, lorsque l'aîné renonce à la succession, le second succède au droit d'aînesse: ou si la renonciation accroît à tous les puînés indifféremment. Mais il semble qu'on peut les concilier par une distinction; car l'aîné renonce à la succession échue ou à échoir: au premier cas le droit d'aînesse accroît à tous les puînés, suivant leurs portions héréditaires; que si l'aîné renonce à l'hérédité avant l'échéance d'icelle, pour lors le second enfant, se trouvant le premier au tems de l'ouverture de la succession, il jouira du droit d'aînesse privativement à ses frères, pourvu que la renonciation de l'aîné soit gratuite; car si elle avoit été faite moyennant un certain don, elle accroît à tous les enfans, parce qu'alors l'aîné est plutôt censé avoir changé son droit d'aînesse avec le don qu'il a reçu, que d'avoir véritablement renoncé; *intellige tamen* si la coutume n'en dispose autrement. *Voyez* Au'omne, sur la coutume de Bordeaux, tit. des testamens, art. 76. *Chop. Paris. lib. 1, tit. 2, n. 15. Molin. verb. fils aîné, gloss. 1, n. 28 & seq.* Coquille, sur la coutume de Nivernois, tit. du droit d'aînesse, art. 1. Ferron, liv. 2, tit. 5. Papon, liv. 21, tit. 5, n. 1. Pocquet de Livonniere, *Traité des fiefs*, liv. 6, chap. 12, sect. 2, *in fin.*

186. Lorsque les biens dépendant d'une succession sont situés en diverses sénéchaussées, les arrêts ont jugé que l'aîné étoit en droit de prendre son préciput en chaque sénéchaussée; mais il y a des auteurs qui prétendent qu'il ne peut le prendre qu'une seule fois, si dans une même sénéchaussée il y a plusieurs sièges sénéchaux; ce qui paroît fort raisonnable, parce que le droit d'aînesse dérogeant au droit commun, il couvient de ne lui donner pas trop d'étendue. *Voyez* Coquille, sur la coutume de Nivernois, tit. du droit d'aînesse, art. 2. *Chop. Andeg. lib. 1, cap. 33, n. 8.* La coutume d'Anjou, art. 223. Louet, let. L. som. 17. M. Pocquet de Livonniere, dans son *Traité des fiefs*, liv. 6, chap. 12, sect. 3.

187. Suivant la disposition de l'art. 34 de la coutume de Paris, l'aîné ne contribue pas plus au paiement des dettes du défunt, que chacun de ses frères & sœurs. La raison est, parce qu'il ne jouit point des avantages du droit d'aînesse, *tanquam hæres, neque per modum quotæ, sed per modum prælegati*. Cela a été ainsi jugé par arrêt du 23 août 1664, rapporté par la Peyr. let. A, n. 27. *Voyez* Loysel, en ses Institutions coutumières, liv. 4, tit. 3, art. 68. Papon, en ses arrêts, liv. 21, tit. 5, n. 3, qui rapporte un semblable arrêt du parlement de Paris, du 7 septembre 1552, *Chop. Paris. lib. 2, tit. 5, n. 26.* Louet, let. D, som. 16. Dumoulin, sur la coutume de Paris, §. 11, n. 13. Robert., *reg. judic. lib. 4, cap. 13*, qui rapporte un arrêt du parlement de Paris du 4 juin 1584, qui le jugea ainsi *in terminis*, lui plaidant en la cause: *Senatus primogenitum non amplius quam ceteros cohæredes debere judicavit, atque eum aquâ ceteris conditione ac alium & debita hæreditaria teneri exolvere pronuntiavit. Vide etiam Paulum de Cast. in l. hinc*

queritur, §. *potest*, ff. de *pecul.* Duval, lib. de *reb. dub.* n. 51, & M. Lemaitre, *Traité des fiefs & hommages*, chap. 7 cité par Papon *loco cit.*

188. Sur quoi observez que, s'il y a une rente constituée ou autre hypothèque sur le préciput de l'aîné, il n'est point obligé de les payer lui seul, mais seulement selon sa portion héréditaire. La raison est, parce que le préciput ne peut être assujéti à aucune charge, & qu'il doit toujours rester libre à l'aîné, tellement que, si le préciput se décrete, l'aîné en prendra la valeur sur le restant des biens du défunt. Voyez Papon, liv. 21, tit. 5, n. 3. Chop. *Andeg. lib.* 1, cap. 33. Brodeau, let. D, som. 16.

189. Le droit d'aînesse n'a point lieu entre filles, suivant la disposition de l'art. 19 de la coutume de Paris. Il en est autrement dans les coutumes d'Anjou & du Maine, où à défaut de mâles, l'aînée des filles jouit des avantages du droit d'aînesse. On le juge de même au Parlement de Bordeaux; la Peyrere, let. A, n. 32. Le droit d'aînesse n'ayant été introduit, comme nous l'avons déjà remarqué, que pour conserver les familles, & pour transmettre leur nom avec éclat à la postérité, il est sans difficulté que les coutumes qui appellent les filles à cette prédilection, s'éloignent de cet objet, & qu'ainsi dans les lieux où les coutumes ne sont pas expresse là-dessus, on doit se conformer à la coutume de Paris.

190. Il est remarquable que, suivant cette même coutume, art. 324, si le fils aîné prédécède son père, & qu'il ne laisse que des filles, ces filles succèdent à l'aïeul par représentation de leur père; elles jouissent des avantages du droit d'aînesse, ainsi que leur père en eût joui s'il avoit survécu, sans aucune préférence entr'elles. *Contra* la

Peyr. let. A, n. 7. Voyez Maichin, tit. 11, art. 3; chap. 1.

191. Lorsqu'il y a deux frères jumeaux, le droit d'aînesse appartient à celui qui a vu le jour le premier. Voyez Dumoulin sur l'art. 13 de la coutume de Paris; Henrys, tom. 2, liv. 6, quest. 8. Maichin, tit. 11, art. 3, ch. 1. Mais si l'on ne sçait lequel des deux est le premier sorti du sein de sa mère, ils doivent jouir en ce cas l'un & l'autre du droit d'aînesse; Tiraqueau, en son *Traité du droit d'aînesse*, quest. 17, & cela avec d'autant plus de raison, qu'on a fort douté autrefois si de deux jumeaux, celui qui est venu au monde le premier, devoit être réputé l'aîné; & qu'on trouve même des exemples où celui qui est le dernier sorti du sein de sa mère, a eu l'avantage de l'aînesse. Aussi dans l'incertitude de ce fait, on ne sçauroit prendre un tempéramment plus convenable, que de partager le droit d'aînesse entre les deux jumeaux. La Peyrere & son Glossateur, let. A, n. 33.

192. La conjonction intime qui se rencontre entre ces deux frères, a fait décider que, si après le partage du droit d'aînesse, l'un d'eux vient à décéder sans enfans, sa part accroît à son frère qui survit, à l'exclusion de ses autres frères; Tiraqueau, du *Droit d'aînesse*, quest. 20.

193. Les bâtards, quoique légitimés par lettres du prince, même avec la clause de pouvoir succéder, sont exclus du droit d'aînesse par les enfans légitimes, quoique nés depuis la légitimation desdits bâtards. Le Brun, *Traité des successions*, liv. 2, chap. 2, sect. 1, n. 11 & suiv. Dumoulin, sur l'article 13 de la nouvelle coutume de Paris, Gl. 1. La raison est, parce que la légitimation faite par lettres du prince, est une grace qui rappelle toujours le premier état de celui à qui elle est

accordée. *Quos enim Princeps liberat, notat.*

194. Il en est autrement des enfans légitimés *per subsequens matrimonium* ; car en ce cas, l'aîné des enfans nés avant le mariage, jouit des avantages du droit d'aînesse sur ses frères nés depuis le mariage de ses père & mère. La Peyr. let. A, n. 47. M. Pocquet de Livonnière, dans son *Traité des fiefs*, liv. 6, chap. 12, sect. 1, où il rend deux solides raisons de cette décision. La première est, parce que les enfans qui sont nés pendant le mariage, sont redevables de leur être aux enfans nés dans le concubinage, dont la naissance a donné occasion & servi de motif au mariage subséquent. La seconde raison se prend de ce que la légitimation par mariage subséquent, a un effet rétroactif au jour de la naissance des enfans légitimés.

195. Sur quoi observez, que si avant la légitimation par mariage subséquent, il étoit né un enfant mâle d'un mariage légitime, la légitimation survenue depuis n'aura point d'effet rétroactif à la naissance des bâtards pour ce qui concerne le droit d'aînesse ; parce que ce droit étant acquis à l'enfant issu du mariage légitime, intermédiaire au moment de sa naissance, il seroit injuste de vouloir lui ôter un droit dont il se trouve légitimement en possession. *Per subsequens matrimonium legitimatus, non consequitur jus primogenitura respectu legitimorum, quibus jus est questum, nisi sint filia*, dit Dumoulin, §. 13, glos. 1, n. 34. La Peyr. let. A, n. 47. *Vide* Ferr. quest. 482. Brodeau sur Louet, let. D, fom. 52. Le Brun, en son *Traité des successions*, liv. 2, chap. 2, sect. 1, n. 15, est d'un avis contraire sans aucune bonne raison. *Voyez* encore Mai-chin, tit. 11, art. 3, chap. 1.

196. On demande si l'aîné peut être

reçu à faire la foi & hommage pour ses frères puînés ; & je remarque que les coutumes ne sont pas plus d'accord sur cet article, que sur plusieurs autres : car, suivant celle de Paris, art. 35, l'aîné acquitte ses sœurs de la foi & hommage, & non pas ses frères puînés mâles ; au lieu que plusieurs autres coutumes permettent à l'aîné de faire la foi & hommage pour ses puînés mâles, & non pas toujours pour les filles puînées. *Voyez* les art. 232 & 233 d'Anjou, & les art. 249 & 250 du Maine. Or l'aîné garantit les puînés sous son hommage, & les dispense de faire la foi, en deux manières. La première, par constitution d'arrière-fief, lorsque le fief est divisé des deux parts au tiers, à la charge que celui qui tient le tiers relevera à foi & hommage de la portion de celui à qui demeurent les deux tiers. La seconde, lorsque le père donne à sa fille puînée, ou le frère aîné à sa sœur, le tiers du fief pour en jouir en appanage, c'est-à-dire, avec telle & semblable justice que l'aîné, indépendamment de lui.

197. Dans la coutume de Paris, le droit d'aînesse ne se prend que sur les fiefs & biens nobles ; mais dans la plupart des autres coutumes, cet avantage se prend sur toutes sortes de biens meubles & immeubles, hommages & censiers, entre personnes nobles toutefois ; car entre roturiers, il n'y a que les fiefs & biens nobles qui soient sujets au droit d'aînesse.

198. Les grands fiefs, comme sont les duchés, marquisats, comtés, qui relèvent immédiatement de la couronne, appartiennent pour le tout à l'aîné, en récompensant ses puînés. *Vide inf. verb. fiefs.* Il y a même quelques coutumes, comme sont celles d'Anjou & du Maine, où les simples fiefs, & même les biens censiers appartiennent pour le tout à l'aîné quant à

la propriété ; c'est à-dire , que les puînés mâles n'ont leurs portions que par usufruit , lequel après leur décès , est contolidé à la propriété en faveur de l'aîné. Mais il faut remarquer que les pères & mères peuvent corriger la dureté de ces coutumes , en donnant aux cadets en propriété ce que la coutume ne leur donne que par usufruit. Les puînés sont encore dédommagés par un autre endroit , c'est qu'ils sont en droit de jouir de leurs portions quittes & exemptes de toutes dettes. *Voyez* l'art. 235 de la Coutume d'Anjou.

199. Sur quoi observez , 1^o. Que la rigueur des coutumes qui réduisent les puînés mâles au simple usufruit de leurs portions héréditaires , ne s'étend point aux successions collatérales , dans lesquelles ils prennent leurs portions en toute propriété. Anjou , art. 222. Maine , art. 245.

200. 2^o. Que les filles puînées ne sont pas si maltraitées que les puînés mâles ; ainsi elles prennent leurs portions en propriété , soit dans les successions directes ou collatérales. Cet avantage , que les filles ont par dessus les mâles , est sans doute fondé sur ce qu'on suppose que les mâles peuvent s'avancer & se soutenir par la profession des armes , dans l'église ou dans la robe ; au lieu que les filles n'ont guères d'occasion de faire fortune.


201. ALBERGEMENT , est un terme qui n'est guères connu qu'en Dauphiné , où il est employé pour signifier un bail à emphytéose ; Salvaing , de l'usage des fiefs , chap. 25. *Voyez* Brillon , verbo Albergement. Le droit qu'ont certains seigneurs de pouvoir loger dans les maisons de leurs vassaux avec ceux qui viennent les visiter , s'appelle aussi *albergare* , selon le témoignage de M. d'Olive , livre 2 , chapitre 5 , comme qui diroit *heberger*. Nous ne parlerons de l'alberge-

ment que sous le premier rapport.

202. Le vassal & l'emphytéote peuvent donner leurs héritages en albergement ; *gl. ad. l. 2, cod. de jure emphyteutico*. Mais alors c'est une espèce de sous-accensement qui n'emporte point les profits de la seigneurie directe.

203. L'albergement peut se faire pour un tems limité , & sous certaines conditions. Ainsi , par exemple , le bailleur en albergement & le preneur peuvent convenir qu'au cas que le preneur aliène le fonds albergé , ou qu'il décède sans enfans avant l'expiration du terme de l'albergement , le bailleur rentrera dans ledit fonds albergé. *Voy.* Basset , tom. 1 , liv. 1 , tit. 7 , chap. 3 , & liv. 3 , tit. 11 , chap. 1.

204. Lorsque l'albergement est fait moyennant une certaine somme de deniers , le seigneur est en droit d'exiger les lods & ventes du prix de l'albergement , quoique le bailleur se soit retenu *modicum censum* ; parce qu'alors c'est plutôt une vente qu'un contrat d'albergement. Salvaing , de l'usage des fiefs , pag. 246 & 247.]

 205. Lorsque l'albergement d'un fonds a commencé à *corpore* , & non à *mensurâ* , il a été jugé que , quoique par la suite la mesure ne s'y trouve pas , l'emphytéote n'en doit pas moins la rente qui est le prix de l'albergement. Autre chose seroit si l'albergement s'étoit fait avec l'expression d'une certaine quantité : il faudroit diminuer la rente , ou parfaire la quantité qui s'y trouveroit. Arrêt du parlement de Grenoble du 27 mars 1613. Basset , tom. 1 , liv. 3 , tit. 11 , chap. 2.

206. Le même auteur rapporte un autre arrêt du même parlem. du 4 Septembre 1658 , qui a jugé valable un albergement fait à condition de n'aliéner en aucune façon le fonds , sinon , qu'il retourneroit au bailleur. La reversion

sion se peut stipuler encore à défaut d'enfans.

207. ALBERGER. Ce mot signifie en Dauphiné, ce que signifie ailleurs, prendre ou donner un héritage à rente, à emphytéose, à titre de cens.

208. ALBERGES. *Voyez* Hébergement.

* 209. ALEU, ou FRANC ALEU, est un héritage franc & libre de tous devoirs féodaux. *Molin. in consuetud. parisi.* tit. des fiefs, §. 68, glos. 2, in verbo Franc-aleu, n. 1; la coutume d'Orléans, art. 250; *Clarus*, §. *emphyteosis*, quest. 49; *Cujas*, lib. 8, observ. cap. 14. Suivant Bouteillier, en sa *Somme rurale*, tenir en franc-aleu, c'est tenir de dieu tant seulement, & ne devoir cens, rentes, servage ou relief, ni quelque autre redevance que ce soit, à vie ni à la mort.

210. Il y a deux sortes de franc-aleu, l'un noble, & l'autre roturier. Le franc-aleu noble est celui qui a justice, fief, ou censive : *Allodium nobile est illud cui coheret jurisdictio, vel à quo dependent feuda, vel censualia prædia*, dit Dumoulin, sur l'art. 46 de l'ancienne coutume de Paris. Le franc-aleu roturier est celui qui n'a aucune de ces qualités, mais qui est simplement exempt de toute redevance. Cette distinction, presque inconnue avant la dernière rédaction de la coutume de Paris, est aujourd'hui généralement reçue dans les partages qui se font dans les familles; en sorte que le franc-aleu roturier ne se partage point noblement.

211. Par la disposition du droit en la loi *Altius*, cod. de servit. & aq. & l. *per agrum*, cod. de servit. tous les biens étant censés francs & libres, *nisi probetur servitus*, il s'ensuit que le franc-aleu sans titre doit avoir lieu dans les pays régis par le droit écrit; c'est-à-dire, que les seigneurs ne peuvent exiger les droits & devoirs seigneuriaux, l'art. I.

sans exhiber de bons & valables titres qui établissent leurs droits, ainsi qu'il fut jugé par un arrêt du 20 novembre 1574, pour Me Jacques Favier, avocat, contre François de Sallesard, baron de Saint-Just. Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 16. *Voyez* la Roche, des droits seigneuriaux, chap. 1, art. 1, & *ibidem*, son commentateur. Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 68, nom. 7. M. Salvaing, de l'usage des fiefs, chapitre 53, qui rapporte un arrêt du parlement de Paris du 12 avril 1624, par lequel le seigneur fut condamné de vérifier par acte la suétion des fonds; & à faute de cela, le défendeur absous. *Voyez* deux autres arrêts rapportés par le même auteur, l'un du parlement de Grenoble du 12 Août 1666, & l'autre du parlement de Paris, prononcé par M. de Lamoignon, premier président, le 11 Août 1662.

212. Il y a aussi des coutumes en France qui ont conservé leur liberté naturelle, c'est-à-dire, où le franc-aleu sans titre est admis, & qu'on appelle pour cette raison *coutumes allodiales*. Telles sont les coutumes de Troyes, de Chaumont en Bassigny, d'Auxerre, de Nivernois, de Vitry, & d'Auvergne.

213. A l'égard des autres pays coutumiers qui ont perdu leur ancienne liberté, il est certain que c'est aux emphytéotes à prouver leur franchise par de bons titres, parce que dans ces pays-là, la girouette sert de titre au seigneur.

214. Il suit de ce que nous venons de dire, que la règle du droit françois, *Nulle terre sans seigneur*, n'est pas aussi étendue qu'il a plu à quelques auteurs de l'enseigner, du nombre desquel est Jean Faber, sur le §. *omnium*, aux inst. de actionib. n. 13. Maynard, liv. 4, chap. 35. & M. Auguste Galand, dans son traité du franc-aleu.

215. Il est vrai que l'ordonnance de Louis XIII de l'année 1629, a voulu que le franc-aleu sans titre ne fût reçu ni en pays de droit écrit, ni en pays coutumier. Cette ordonnance porte, en l'art. 383, que tous héritages ne relevant d'autres seigneurs, sont censés relever du roi, sinon que les possesseurs desdits héritages fassent apparoir de bons titres qui les en déchargent. Mais les parlemens n'ont enregistré cette ordonnance qu'avec des modifications qui ont conservé l'ancien usage. Par exemple, le parlement de Toulouse inféra ces mots dans son arrêt de registre : *Et n'aura lieu, sous le bon plaisir du roi, l'article 383 dans la province de Languedoc, où le franc-aleu est observé de tout tems par le droit écrit & par les privilèges de la province.* Le parlement de Dauphiné ajouta à peu près la même modification, en procédant à l'enregistrement de ladite ordonnance. Voyez M. Salvain, *de l'usage des fiefs*, ch. 53. Cette province, comprise sous le nom du Viennois, a toujours prétendu jouir du droit italique, c'est-à-dire, de la même franchise que les citoyens romains & les villes municipales de l'Italie : ce qui paroît fondé sur la loi 7, §. 1, ff. *de censib.* où le jurisconsulte Paulus s'explique en ces termes : *Lugdunenses Galli, item Viennenses in Narbonensi, juris italici sunt.*

216. Au reste le commentateur de la Rocheflavin se trompe grossièrement quand il dit, sur le ch. 1, art. 1, *des droits seigneuriaux*, que dans la province de Guyenne, la maxime, *Nulle terre sans seigneur*, s'y entend au pied de la lettre; puisque, d'un côté, il est certain que la sénéchaussée de Guyenne a été déclarée pays de franc-aleu par plusieurs arrêts du conseil d'état rapportés par le glossateur de la Peyr. let. A, n. 56; & en second lieu, que la province de Guyenne est presque touterégie par

le droit écrit, où nous avons établi que le franc-aleu a lieu incontestablement.

217. La maxime donc, *Nulle terre sans seigneur*, ne doit être entendue que quant à la justice ou juridiction, & non pas quant à la seigneurie directe. Dumoulin, sur la coutume de Paris, tit. *des fiefs*, §. 68, glos. 2, *in verbo Franc-aleu*, n. 11 & 12. Chop. *de jurisd. Andeg. lib. 2, part. 2, cap. 2, tit. 5, n. 4. Reb. in tract. de congr. port. n. 124, & seq.* Et c'est ainsi que s'en explique la coutume d'Orléans, art. 355, lorsqu'elle dit que *le franc-aleu est un héritage tellement franc, qu'il ne doit fonder de terre, & n'est tenu d'aucun seigneur foncier, & ne doit s'aine ni autre servitude quelle qu'elle soit; mais quant à la justice, il est sujet à la juridiction du seigneur justicier.* C'est aussi l'avis de Me Charles Dumoulin, sur la coutume de Paris, dict. §. 68, glos. 1, où il dit, *Ex quibus liquet falsum esse illud dictum vulgare, non posse quem in hoc regno teneret terram sine domino, & hoc intelligendo sine domino scilicet directo, quem sit necesse in dominum directum soli recognoscere; sed intelligendo sine domino, id est, quin sub sit dominationi & jurisdictioni regis, vel subalterni domini sub eo, est verissimum.* En effet, il n'y a point d'héritage, pour si franc & allodial qu'il soit, qui ne ressortisse de la justice royale ou seigneuriale. Voyez Brodeau, sur l'art. 68 de la coutume de Paris, n. 17 & 21, & M. Auguste Galand, *du franc-aleu*, pag. 12 : tellement que le franc-aleu même, *cui cohaeret jurisdictio*, n'est pas exempt de la justice supérieure, royale ou seigneuriale.

218. Dumoulin, sur la coutume de Paris, §. 46, s'explique si excellemment sur cette matière, que le lecteur me sçaura bon gré de rapporter ses propres termes : *Qui tenet fundum in allodium*, dit ce sçavant auteur, *id est, in plenam & absolutam proprietatem, habet*

integrum & directum dominium , quale à principio de jure gentium fuit distributum & distinctum ; & nullum soli dominum recognoscit , sive tanquam patronum , sive tanquam alium dominum directum , nec possidet tanquam vassalus , nec tanquam censuarius , emphyteuta , aut superficiarius , vel alio utili aut inferiori dominio ; sed jure veri , liberi , directi & absoluti domini ; unde , ut eleganter scripsit D. Budeus , in l. Herennius , ff. de eviction. dicitur allodium , ex eo quod prædia eo jure habentes , nullum habeant auctorem vel superiorem dominum quem laudare possint aut teneantur ; & ex hac ratione vocatur francum , id est , liberum ; liberum , inquam , à juribus & servitutibus dominicalibus. Non tamen excludit quin recognoscant dominum habentem jurisdictionem in loco ratione jurisdictionis. Nec idem minus est quid allodium , quod sub jurisdictione alterius situm sit , quia etiam mera proprietas , prout est allodium , nihil habet commune cum jurisdictione. Voyez M. Didier Herauld , tractatu quest. quotidianarum , cap. 13 & 14.

219. Remarquez avec Louet & Brodeau , let. D , chap. 51 , & le glos. de la Peyr. let. A , n. 56 , qu'il faut faire une grande différence du franc-aleu naturel , tel qu'il se trouve dans les pays de droit écrit , & dans les coutumes qui se sont maintenues dans leur liberté primitive , & que nous appellons , pour cette raison , *Coutumes allodiales* , d'avec le franc-aleu de concession , tel qu'il se trouve dans les coutumes où le franc-aleu sans titre n'a point lieu. Au premier cas , comme la liberté est présumée , s'il n'appert du contraire , c'est au seigneur à montrer le titre de sa directe , pour assujettir le possesseur à la rente & autres droits seigneuriaux , & non pas au possesseur à montrer le titre de son exemption ; parce que le possesseur n'ayant besoin d'autre titre que la liberté naturelle , qui est le titre des ti-

tres , il lui seroit impossible de montrer un titre d'affranchissement dont il n'a que faire. Mais au second cas , le possesseur ayant perdu l'affranchissement naturel , il doit établir son immunité sur le titre qui la lui a rendue.

220. Néanmoins si le seigneur montre , par le bail d'inféodation ou par les reconnoissances , qu'il a baillé un terroir circonscrit & limité par des chemins , ruisseaux , montagnes ou autres bonnes bornes , & que l'héritage sur lequel il prend la rente & autres accessoires de la directe , est compris dans lesdites limites , pour lors le tenancier est tenu de payer les droits seigneuriaux , si ce n'est qu'il fasse apparoir de la liberté & affranchissement de sa terre. Guy Pape , quest. 112 , & ibi Ferr. Molin. verbo , Franc-aleu , n. 6 & 7. La Roche , des droits seigneuriaux , ch. 1 , art. 3. Voyez Maynard , liv. 4 , ch. 35. Il a même été jugé par un arrêt du parlement de Paris du 14 mai 1602 , rapporté par Bouguier , let. D , chap. 17 , que cela avoit lieu , encore que le possesseur de l'héritage prétendu allodial fût en possession immémoriale de liberté , par la raison de la loi , *Semper in stipulationibus* , ff. de reg. jud. suivant laquelle , *si non apparet quod actum est , consequens erit ut id sequamur , quod in regione in qua id actum est frequentatur*. Hors de ce cas , les seigneurs ne peuvent point prétendre la directe universelle dans leurs terres par la seule qualité de seigneurs , & sans exhiber de bons titres qui assujettissent les possesseurs aux droits seigneuriaux. Voici comme s'explique là-dessus M. le président Boyer , sur la coutume de Bourges , tit. des fiefs , §. 24. *Et sic contra dominos terrarum qui petunt quod omnes & singuli homines possidentes prædia in suo territorio , recognoscant se tenere illa prædia vel in feudum , vel in emphyteusim , vel in censum , vel tanquam tributaria. Homines se appo-*

runt dicentes illa prae diæ esse libera & allodialia, & non teneri recognoscere. Dominus replicat quod habet fundatam intentionem suam super omnibus prediis suis in suo territorio : sed non bene dicit, qui non habet intentionem suam fundatam & male sentiunt domini terrarum qui regulariter hodiernis temporibus, vigore novellarum litterarum regiarum ad librum terragiorum faciendum impetratarum, pradia & possessiones subditorum faciunt inscribi & registrari, quamvis per subditos tanquam libera & allodialia ab omni suo fuerint tenta.

221. Remarquez, 1^o. que le seigneur peut contraindre ceux qui possèdent des franc-aleus au-dedans de sa seigneurie, à lui bailler déclaration de la quantité de terres qu'ils tiennent en franc-aleu, afin que le seigneur ne soit par exposé à poursuivre mal-à-propos, pour le paiement de ses droits, les possesseurs des biens allodiaux. Galand, en son traité du franc-aleu, chap. 1, n. 8; Dumoulin, sur la coutume de Paris, tit. des fiefs, §. 68, gl. 2, verbo Franc-aleu, n. 14. *Vide Chop. Andeg. lib. 1, cap. 38, n. 8; la Peyr. let. A, n. 56.*

222. 2^o. Que si celui qui prétend que son héritage est franc-aleu, a payé les droits seigneuriaux pendant un temps considérable, il est obligé de continuer de les payer, à moins qu'il ne prouve son affranchissement. Despeiss. *des droits seigneuriaux, tit. 2, vers. tertio.*

223. 3^o. Que, quoique l'héritage tenu en franc-aleu soit sujet au retrait lignager, comme étant un droit du sang, que la qualité du bien ne peut effacer, il est néanmoins exempt du retrait féodal; parce que le franc-aleu, pour être tel, doit être libre de tous les droits & devoirs féodaux. Galand, *du franc-aleu, pag. 311.*

224. Il n'en est pas de même des droits dépendant de la justice; car la

majeure & la plus saine partie des auteurs sont d'avis que le franc-aleu est sujet aux droits de justice, comme aubaine, bâtardise, deshérence & confiscation, dans les pays où elle a lieu; parce que la maxime, *Nulle terre sans seigneur*, devant s'expliquer de la justice, ainsi que nous l'avons établi, il faut conclure que le franc-aleu n'est pas plus exempt des droits de la justice que les autres biens.

225. Le franc-aleu est encore sujet au droit de franc-fiefs, lorsque le propriétaire est roturier, ainsi que le décide Pithou sur la coutume de Troyes, & Bacquet en son traité *des franc-fiefs*, ch. 6, n. 8 & suiv. & si le propriétaire est noble, il est sujet au ban, lorsqu'il plaît à sa majesté de le convoquer.

226. *Nota.* Que les rentes foncières ou constituées, imposées sur un fonds allodial, ne le font point changer de nature, parce que les simples rentes foncières ou constituées sont sans directe & sans supériorité, & se-paient à ceux à qui elles sont dûes, non comme à des seigneurs dominans, mais comme à de simples créanciers. *Vide Cujac. ad l. 1, cod. de jure hypothec.*

227. Parmi les coutumes allodiales, il faut compter la coutume de Berry, omise dans l'art. de M. de la Place.

228. Il auroit bien pu encore remarquer que, sous la première & la seconde race de nos rois, ceux qui possédoient des aleus étoient fort curieux de les donner au roi, pour ensuite les reprendre de lui à titre de fief. Par ce moyen, ils devenoient vassaux du roi, & jouissoient des avantages considérables qui, dans ces tems-là, distinguoient les vassaux du roi de ses autres sujets. *Voyez Reprise de fief.*

229. **ALIÉNATION DE FIEFS.** On ne peut point les vendre ou aliéner au préjudice du seigneur dominant;

c'est une des premières loix féodales ; qui depuis a reçu quelques modifications. *Voyez* Jeu de fief.

230. On peut observer ici que le propriétaire d'un duché n'en peut vendre, aliéner ou démembrer aucune partie. *Voyez* Duché.

231. ALIMENTS. On a agité la question de sçavoir si le vassal doit des aliments à son seigneur. Brodeau, sur M. Louet, l. F, nom. 29, tient pour la négative. Charles Dumoulin, fondé sur ce que le seigneur est le bienfaiteur du vassal, tient pour l'affirmative, tit. 1 des fiefs, §. 3, glose 6, nom. 4 ; mais que ces alimens ne doivent jamais excéder les fruits du fief servant. Le même auteur enseigne aussi au même endroit, que le seigneur jouissant du fief pendant l'année de rachat, doit en laisser aux enfans du défunt, s'ils sont pauvres, jusqu'à concurrence pour les nourrir & les faire subsister. Salvain, dans son traité du *plait seigneurial*, quest. 1, est du même sentiment.

232. ALLEYER. Dans les cout. d'Acs, tit. 12, art. 1, 2, 3, Saint-Sever, tit. 10, art. 1, 2, 3, c'est déclarer au seigneur péager, ou à son commis, les marchandises qu'on a, sujettes aux droits de péage.

233. ALLODIAL, se dit de tout héritage tenu en franc-aleu : on dit aussi coutumes allodiales, pour dire les coutumes où le franc-aleu a lieu.

234. Parmi ces coutumes, on remarque que, dans celle de Bourbonnois, il y a allodial corporel, & allodial incorporel. Le premier est un corps d'héritage tenu en franc-aleu ; le second est une rente foncière possédée en franc-aleu. Cette rente se constitue lorsque le propriétaire d'un héritage franc & allodial le transporte tout entier, ou en transporte quelque partie à quelqu'un, à la charge d'une rente annuelle. *Voy.* la cout. de Bourbonnois, art. 392.

* 235. ALLUVION, est l'accroissement imperceptible d'un héritage, qui se fait lorsque la rivière ou la mer se retirent peu à peu, & s'éloignent de l'héritage qui les avoisine immédiatement. *Est autem alluvio incrementum latens, &c.* dit Justinien aux instit. de rer. divis. & acquir. rer. domin. §. per alluvionem. Les auteurs, tant coutumiers, que ceux du Droit écrit, sont fort partagés sur la question de sçavoir si, lorsque le fonds emphytéotique augmente par le moyen de l'alluvion, le seigneur direct peut augmenter à proportion la rente ou le droit de champart.

236. Voici comme s'en explique Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 1, gloss. 1, n. 115, & sequent. & sic eodem jure, eadem causâ & qualitate acquiritur & possidetur sicut ager cui adjectum est. Unde habenti in prædio augmentato plenam proprietatem, istud augmentum acquiritur jure plenæ proprietatis ; & habenti quasi dominium, accrescit jure quasi dominii ; & habenti possessionem, titulum & usucapiendi conditionem, accedit in possessione, titulo & præscriptione, & habenti territorium & jurisdictionem, merum & mixtum imperium, accrescit in eodem jure territorii, imperii & omnis jurisdictionis. Et eodem modo accresceret emphyteute, nec propter hoc debet augeri canon vel aliud onus aut servitium. On ne peut décider la question d'une manière plus claire contre le seigneur direct.

237. Godefroy, sur la loi 1, *col. de jur. emphyt.* se déclare pareillement pour l'emphytéote : *Quod si rei emphyteuticariæ, dit cet auteur, per alluvionem aliquid accesserit, non augebitur pensio : nam cum ad emphytetam damnum pertineat, ad eundem deferri commodum oportet.*

238. C'est aussi l'avis de Julius Clarus, lib. 4, §. *emphyt. quest. 41, n. 2.*

Voici ses propres termes : *Sed numquid propter augmentum contingens in re emphyteuticâ , augebitur etiam pensio seu canon solvendus ab emphyteutâ ? Responde quod non ; sed omne augmentum quod pertinet ad emphyteutam cedat illi sine onere pensionis.*

239. La Peyr. let. A, n. 57, décide que le seigneur a droit de prendre l'agrière sur l'alluvion accrue au champ tenu en agrière ; mais qu'il ne peut pas augmenter la rente, si le champ accru par alluvion est tenu à rente, à moins que la rente ne se paie par arpent. Par où l'on voit que cet auteur donne plus de privilège au champart qu'à la rente, quoiqu'il soit vrai de dire que la rente étant plus seigneuriale que l'agrière, elle doit être au moins aussi privilégiée.

240. Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 4, art. 3, sect. 3, n. 3, décide aussi que l'alluvion profite au seigneur direct ; & il autorise son opinion par un arrêt du parlement de Toulouse, prononcé en robes rouges le 14 août 1597, rapporté par Lestang en ses arrêts, arrêt 3. C'est à la décision de cet arrêt solennel que l'on croit devoir se tenir, malgré les autorités respectables rapportées ci-dessus ; parce que, n'y ayant point de principe certain en cette matière, il est plus sûr de s'attacher à l'autorité de la chose jugée. D'ailleurs, ce qui est ajouté par alluvion au premier fonds, devenant de même nature que le fonds auquel il est ajouté, suivant la disposition de la loi *si ego*, §. *quod tamen*, ff. *de publiciana in rem act.* il doit être sujet aux mêmes charges, & le seigneur direct doit profiter de ce cas fortuit, aussi bien que l'emphytéote. *Vide Autom. ad l. in agris*, ff. *de acquir. rer. dom.* Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 30.]

☞ 241. Il paroît ici nécessaire de rendre d'une façon plus sensible

tout ce que M. de la Place vient de dire sur l'alluvion, pour en faciliter l'intelligence à ceux qui n'ont pas un usage familier de la langue latine.

242. Le droit romain met l'alluvion au nombre des moyens d'acquérir par le droit des gens : la raison est que, l'alluvion étant un accroissement qui se fait imperceptiblement, on présume que celui au profit de qui il a été fait, en a toujours été propriétaire, & que ce n'est point une nouvelle acquisition dans sa personne, comme l'a fort bien remarqué C. Dumoulin dans le passage ci-dessus cité.

243. Sur ce principe on pense que l'alluvion suit la nature de l'héritage qui en reçoit de l'augmentation ; c'est un accessoire qui suit le fonds. Si l'héritage est propre, l'alluvion est propre ; si l'héritage est acquêt, l'alluvion le sera aussi ; mais il n'est point de la nature de l'alluvion par elle-même d'être acquêt. *Voyez* M. d'Argentré, sur l'art. 418 de l'ancienne coutume de Bretagne ; de Renusson, *Traité des Propres*, chap. 1, sect. 11, n. 7.

244. De ces mêmes principes, on a conclu que ce qui est accru par alluvion à un bien grevé de substitution, y est sujet, comme faisant partie de ce bien substitué. *Voyez* Peregrinus, art. 10, n. 18 & suivants. Sur ce fondement, on a encore jugé au parlement de Provence, que l'alluvion faite à un fonds limité, appartenait au propriétaire de l'héritage, & non pas au seigneur direct. *Voyez* Boniface, t. 2, liv. 3, chap. 4.

245. Le propriétaire d'un fonds accru par alluvion, ne doit pas payer plus grosse rente, ou plus gros cens que celui qu'il payoit ; mais cela n'a pas lieu pour le droit de terrage qui doit se percevoir sur l'alluvion comme sur le reste de l'héritage. C'est une des questions jugées par l'arrêt du parle-

lement de Toulouse, du 19 août 1597, ci-dessus rapporté. Voyez Maynard, dans son Recueil, liv. 10, arrêt 3, sur l'alluvion. Voyez M. de Ferrieres, dans sa Traduction des Institutes, sur les §. 20, 23, 24, liv. 2, tit. 1. Voyez la déclaration du mois d'août 1689, l'édit du mois de février 1710.

246. A L O D E S. Anciennement étoient les terres que les françois, après les conquêtes des gaulois, laissent en propriété aux anciens possesseurs. Ce terme signifioit le bien de succession, l'hérédité, le bien propre, opposé au fief qui, dans ces tems-là, n'étoit qu'un bénéfice à vie.

* 247. AMENDE, en matière de droits seigneuriaux, est une peine pécuniaire qu'on encourt faute de paiement du cens au jour & lieu où il est dû, & pour les ventes recélées. Ainsi il y a deux sortes d'amendes seigneuriales : l'une est due faute de paiement du cens, & l'autre faute de paiement des lods & ventes.

248. Suivant l'art. 85 de la coutume de Paris, l'amende faute de paiement du cens au terme qu'il est dû, est de cinq sols parisis. Dans d'autres coutumes, comme Anjou & le Maine, on distingue le tenancier noble d'avec le roturier ; en sorte que l'amende qu'encourt le noble n'est que de sept sols fix deniers, & celle du roturier est de dix sols.

249. Les commentateurs de la coutume de Paris, sur l'article que nous venons de citer, traitent amplement la question de savoir s'il est dû autant d'amendes qu'il y a d'années d'arrérages du cens. A suivre la rigueur de la plupart des coutumes, il semble que le seigneur pourroit exiger autant d'amendes qu'il y a d'années échues & non payées ; néanmoins l'indulgence des seigneurs a établi une espèce d'usage contraire, contre lequel il seroit diffi-

cile de revenir : ainsi l'on tient communément que l'amende due faute de paiement du cens, *semel commissâ intelligitur, nisi singulis annis censuarius manum dominicam passus fuerit, vel in judicium vocatus fuerit. Vide Mornac, ad l. si duo, ff. de recept.* Louet & Brodeau, let. A, cha. 8 ; Pocquet de Livonière, dans ses observations sur M. du Pineau, art. 178. La faveur de la libération, qui doit toujours l'emporter dans les choses douteuses, a aussi fait décider qu'il n'est dû qu'une seule amende, quoiqu'il soit dû diverses espèces de cens payables en divers tems ; & dans ce cas, l'amende n'est acquise qu'après l'échéance du dernier terme.

250. Les possesseurs des maisons & héritages situés dans la ville, faux-bourgs & banlieue de Paris, ne sont point sujets à l'amende faute de paiement du cens, à moins qu'ils ne se soient expressément soumis à cette peine. Voyez l'article 85 de la coutume de Paris. Et en général l'amende n'est point due lorsque le cens est quérable, si ce n'est que l'emphytéote ait été mis en demeure par son seigneur. Voilà pour ce qui regarde l'amende du cens. Disons maintenant quelque chose de l'amende des ventes recélées.

251. Or cette espèce d'amende est encourue, faute par l'acquéreur d'avoir notifié son contrat au seigneur dans le délai prescrit par les coutumes ; en sorte que cette amende n'est pas tant due faute de paiement des lods & ventes, que par défaut de notification du contrat d'achat ; d'où vient qu'elle est appelée amende des ventes recélées, & que celui qui a fait exhibition de son contrat n'y est plus sujet, sans préjudice au seigneur de le poursuivre par les voies ordinaires pour le paiement des lods & ventes. Il est vrai que quelques coutumes, comme Anjou, art. 347, & 348, exigent que l'exhibition du contrat soit

faite aux offres des ventes , pour que l'acquéreur soit à l'abri de l'amende.

252. Le délai pour faire cette exhibition est différemment réglé par nos coutumes, aussi-bien que l'amende faite de l'avoir faite. Celle de Paris, art. 77, veut que la notification soit faite dans les vingt jours de l'acquisition, faite de quoi il soit dû au seigneur censier un écu & un quart d'écu. Dans la coutume d'Anjou, l'amende est de sept sols six deniers pour les nobles, & de dix sols pour les roturiers, lorsque la vente a été recélée pendant trente jours, & elle est fixée à soixante sols tournois pour ventes recélées par an & jour. Voyez les art. 2 & 153 de ladite coutume, & celle du Maine, art. 5 & 171.

253. L'amende pour ventes recélées est encourue, *ipso facto*, par le laps du tems, sans que le seigneur censier soit tenu de se pourvoir en justice pour raison de ce. Comme elle fait partie des droits utiles de la seigneurie directe, il ne dépend point du juge de la remettre, ni de la modérer, quand même elle se trouveroit encourue par un mineur; mais, dans ce cas, elle tomberoit en pure perte au tuteur, comme une peine de sa négligence.

254. Il n'est dû qu'une seule amende, quoiqu'il y ait plusieurs acquéreurs, pourvu que l'acquisition soit de fonds indivis par le même contrat; parce que les peines étant odieuses, elles ne doivent point recevoir d'extension. D'où il faut conclure que, si l'un de acquéreurs a notifié le contrat au seigneur, les autres sont à couvert de l'amende.

Argum. l. fin. cod. de duob. reis.

255. Les successeurs de l'acquéreur à titre particulier ne sont point tenus personnellement de l'amende due par ledit acquéreur; mais je crois qu'ils en sont tenus hypothécairement.

256. Puisque l'amende est due *ipso facto*, comme nous l'avons dit ci-des-

sus, il s'ensuit qu'elle appartient au fermier du tems du contrat de vente, & non à celui du tems de la condamnation.

257. Le seigneur qui a reçu les lods & ventes, même après que le délai de la coutume est expiré, sans se réserver l'amende, ne peut plus la demander, suivant les commentateurs de la coutume de Paris, sur l'art. 77. Cela a même lieu lorsque les ventes ont été reçues par le fermier. Voyez Chopin sur la coutume d'Anjou, art. 4, n. 16. La raison est parce que cette amende ne doit point être tirée à la rigueur, si ce n'est contre les acquéreurs contumax & frauduleux.

258. Ceux qui sont exempts du paiement des lods & ventes, comme sont les secrétaires du roi, & autres, ne sont point sujets à cette amende, au moins dans la coutume de Paris. Dumoulin, sur l'art. 77 de ladite cout.

259. Dans les petits contrats d'achat, l'amende ne peut point excéder la somme à laquelle s'élèvent les lods & ventes, parce que régulièrement l'accessoire ne doit point être plus fort que le principal.

260. Il y a encore une autre espèce d'amende, qu'on appelle de *tôt entrée*, ou de *saïsse happée*, laquelle est encourue par l'acquéreur qui s'est mis en possession, avant que d'avoir été ensaisiné & vêtu par la justice du lieu où les héritages sont situés. Mais cette sorte d'amende n'est connue que dans les coutumes de Rheims, de Senlis, & quelques autres.]

261. AMENDE EN MATIERE CRIMINELLE, est une réparation pécuniaire, à laquelle les juges, tant royaux que seigneuriaux, condamnent ceux qui sont convaincus d'un délit grave.

262. Cette amende appartient au roi, si c'est un juge royal qui l'a prononcée; elle appartient au seigneur haut-justicier,

haut-justicier, si c'est son juge qui condamne le coupable.

263. Ce n'est point ici le lieu d'examiner les effets de cette peine, relativement à celui qui la subit; on ne la considérera que par rapport aux intérêts des seigneurs auxquels elle est adjugée.

264. Il est une maxime certaine en cette matière, & à laquelle les juges des seigneurs doivent faire une attention singulière; c'est que la confiscation des biens de celui qui est condamné en une peine emportant mort civile ne suit pas la justice, mais le territoire; c'est-à-dire que la confiscation n'appartient pas au seigneur dont les officiers ont fait le procès au coupable, & prononcé la condamnation; mais elle appartient à celui dans la justice duquel les biens confisqués se trouvent situés; en sorte qu'il arrive souvent que celui qui a fait tous les frais du procès, est celui qui retire le moins de la confiscation: souvent même il n'en retire rien du tout, quoique le condamné soit fort riche. Mais il est un moyen autorisé par l'équité & par l'usage. L'amende, au contraire de la confiscation, suit la justice dans laquelle elle a été prononcée; en sorte qu'elle appartient au seigneur dont le juge a compétemment prononcé la condamnation. Or ce juge peut taxer l'amende aussi haut qu'il le juge à propos; en sorte que, s'il prévoit que son seigneur ne puisse rien retirer de la confiscation, il le dédommage par une amende qui absorbe tous les biens du condamné, ou du moins qui le dédommage de tous ses frais.

265. Il résulte de-là que l'amende se prélève avant la confiscation; ce qui nous conduit à examiner la préférence de l'hypothèque de l'amende sur les autres hypothèques résultant de la condamnation. Le confiscataire est tenu d'acquitter toutes les dettes dont les biens confisqués se trouvent chargés; & ce

Partie I.

& selon qu'il amende des biens confisqués; & sic qui plus capit, plus solvit: qui plus habet, plus solvere debet. Or il est constant que l'amende est une dette inhérente aux biens confisqués; c'est une réparation due par celui qui en étoit propriétaire, pour les dommages que la justice & le public ont soufferts de son crime: cette dette doit donc être acquittée par les biens qui passent dans la main du confiscataire. L'hypothèque pour l'amende est donc préférable à celle de la confiscation.

266. D'un autre côté, l'amende, ainsi que les autres condamnations, emporte hypothèque du jour de la sentence, qui l'a prononcée (ordonnance de Moulins, art. 53.) Or il est de principe que l'hypothèque est indivisible, & chaque portion des biens qui y est affectée, l'est solidairement pour le tout; en sorte que celui qui a l'action hypothécaire est en droit de l'exercer contre un seul des détenteurs des biens qui lui sont affectés, à son choix; sauf le recours de celui qui est attaqué contre les autres. En un mot, rien n'est plus certain dans notre droit, que cet axiome si connu: *Hypotequa individua est, tota in toto, & tota in quâlibet parte*; & *pignoris possessor integrum debitum sô've'e tenerur, aut fundo obligato cedere*. Voyez la loi 2, cod. *Si unus ex plurib. heredib.* De ce principe, il suit que le seigneur, au profit de qui l'amende est prononcée, a droit de l'exiger en entier d'un seul des seigneurs au profit de qui la confiscation a tourné; sauf son recours contre les autres co-confiscataires, qui lui feront raison, chacun *pro ratione emolumenti*. Bacquet, *des droits de justice*, chap. 13, n. 9, semble être d'un avis contraire, mais il se détermine par des considérations qui en elles-mêmes ne sont d'aucun poids, & qui d'ailleurs ne peuvent pas porter atteinte aux prin-

F.

cipes fondamentaux de notre jurisprudence.

267. Mais qui, du seigneur pour l'amende, ou de la partie civile pour les réparations civiles, doit avoir la préférence? La difficulté consiste en ce que ces deux condamnations ont le même motif, & la même hypothèque, même quant à la date. Elles ont l'une & l'autre pour objet de réparer le tort que le roi, comme représentant la société, ou les seigneurs, qui, en cette partie, représentent le souverain, ont souffert du crime, & la perte que le crime a causée à la partie civile. D'ailleurs l'art. 53 de l'ordonnance de Moulins donne la même époque à toutes les condamnations; c'est le jour du jugement qui les a prononcées.

Mais plusieurs raisons ont fait donner la préférence aux réparations civiles sur l'amende. 1°. Il est de principe que, dans les questions douteuses, on doit toujours prononcer contre le fisc: *Non puto delinquere eum qui, in dubiis questionibus, contra fiscum facile responderit. leg. 10, ff. de jure fisci.* On a même été jusqu'à admettre constamment la maxime, *Fiscus post omnes.* 2°. Quoique le criminel, par le même délit, hypothèque ses biens en même tems au fisc & à la partie civile, la condamnation en dommages & intérêts n'a pas pour cause le crime en lui-même, mais uniquement l'outrage & le dommage qui en ont résulté contre le particulier à qui ils sont dus: le crime au contraire est la cause directe de l'amende, parce que c'est le crime qui, indépendamment de ses suites, a offensé le public: l'amende, en un mot, est la peine du crime; & les réparations civiles sont le dédommagement du mal qui a résulté du crime. La partie civile est donc plus favorable que le fisc: son intérêt est direct; le crime lui a fait un tort réel ou dans son honneur, ou dans sa fortune;

le fisc, au contraire, n'a été blessé qu'en ce que le crime est une infraction à la loi dont le fiscataire a la manutention: mais le dommage qu'il a souffert ne consiste que dans un manque de subordination, qui se trouve d'ailleurs puni par la peine corporelle. Le fisc n'a donc aucun privilège à opposer; il ne peut donc pas prétendre même la concurrence avec la partie civile, qui, outre la défaveur du fisc, a pour elle la raison & l'équité. Tel est le sentiment de Chopin, *de dominio, l. 5, tit. 29*; & de Rebuffe, sur les ordonnances royales, tit. *des droits du roi & du fisc.* En un mot, *fiscus non habet tacitam hypothecam ex causâ pœnali quæ non descendit ex contractu voluntario; & leges volunt in pœnis quæ debentur fisco præferri creditores qui rem persequuntur*, dit Cujas, sur la loi 37, ff. *de jure fisci.* Or l'intérêt civil tient lieu d'une dette légitime: la partie civile est un véritable créancier dans la succession du condamné. Voyez, au journal des audiences, un arrêt du 10 mars 1660, qui a débouté M. le procureur général de la concurrence qu'il demandoit, au nom du roi, pour l'amende, avec la partie civile.

268. Mais si le fisc étoit lui-même demandeur en dommages & intérêts; si, par exemple, en commettant un vol ou un homicide, le malfaiteur avoit incendié le château ou tout autre édifice du seigneur dont les officiers poursuivroient le crime; comme le seigneur auroit alors deux droits, l'un pour ses dommages, & l'autre pour l'amende, il auroit aussi la concurrence avec la partie civile, parce qu'il auroit souffert un dommage aussi réel, & dont la réparation lui seroit également due. Voyez Coquille, question 3.

269. L'amende appartient à l'usufruitier du fief. Dumoulin, sur la cout. de Paris, tit. 1, s. 1, glos. 1, n. 68, l'établit comme un principe certain,

citra controversiam est Il est certain en effet que l'amende, quoiqu'elle ne soit qu'un revenu casuel, est néanmoins un vrai mobilier, & tout mobilier provenant de l'héritage affecté à l'usufruit appartient à l'usufruitier.

270. A l'égard du fermier de la seigneurie à qui l'amende appartient, c'est une question de sçavoir si elle doit tourner au profit de celui qui exploitait la terre lors du crime commis, ou à celui qui l'exploite lors de la sentence de condamnation. Coquille, sur la coutume de Nivernois, chap. 1, *de justice*, art. 19 distingue entre l'amende que la loi ou la coutume ont fixée, comme pour dommage causé par les bêtes, fol appel, &c. & l'amende qui est purement arbitraire, & en la disposition du juge. Au premier cas, l'amende est acquise dès l'instant du délit, parce que la fonction du juge se réduit à examiner si le délit a été commis ou non, & à prononcer sur ce fait; mais l'arbitrage de la peine n'est pas en sa puissance, la loi l'a fixée. *l. si qua pœna, ff. de verb. signif.* La sentence n'est donc alors que déclaratoire, & a un effet rétroactif au moment du délit qui a rendu, *ipso facto*, le délinquant débiteur de l'amende: elle appartient donc alors à celui qui tenait la ferme lors de ce délit. Mais si l'amende n'a été prononcée & fixée par aucune loi, s'il dépend du juge de l'ordonner ou de ne pas l'ordonner, elle n'est due que du jour de la sentence qui seule lui a donné l'existence, & par conséquent à celui qui se trouve être fermier au moment de cette sentence.

271. S'il y a appel de la sentence, il faut encore distinguer: si elle est confirmée, l'amende est due à celui qui étoit fermier lors de cette sentence, parce que *jus semel quesitum non debet tolli occasione injustæ appellationis*. D'ailleurs la confirmation d'une sentence ne forme point un droit nouveau;

elle ne fait que confirmer le droit acquis par la sentence. Mais si elle est infirmée, l'amende n'est due que du jour de l'arrêt, & appartient par conséquent à celui qui se trouve être alors le fermier.

272. Au surplus, l'amende en matière criminelle ne peut être prononcée que dans les procès instruits par récolement & confrontation. Voyez le traité de la mort civile, où la plupart de ces questions sont discutées avec étendue, pag. 108, 301, 408 & suiv. 421 & suivantes.

273. AMENDER. Dans la jurisprudence des droits seigneuriaux, c'est condamner quelqu'un en l'amende, faute d'avoir payé le cens, ou fait autres devoirs ordonnés par les coutumes à peine d'amende.

274. AMETER LE FIEF. C'est changer les devoirs féodaux dont le fief est tenu, en une rente ou redevance annuelle, Voyez Abonnement de fief.

275. AMORTIR, signifie éteindre; anéantir, faire cesser un droit, de façon qu'il ne subsiste plus, & que celui qui en étoit chargé en soit libéré.

276. AMORTIR LA FOI ET HOMMAGE. C'est convertir la foi & hommage que le vassal doit au seigneur à cause de son fief, en une redevance annuelle & perpétuelle. Cet amortissement est fort en usage dans plusieurs coutumes, comme dans l'Anjou & le Maine. Voyez Abonnement de fief.

277. AMORTIR UN HÉRITAGE, c'est l'affranchir des cens, rentes, ou autres redevances dont il est chargé. On dit encore qu'un héritage est amorti, lorsque le roi a permis aux gens de main-morte de le posséder, sans qu'on les puisse contraindre d'en vider leurs mains. Voyez ci après Amortissement.

278. AMORTIR UNE RENTE, UN CENS, c'est, de la part du débiteur, éteindre l'un ou l'autre, en rachetant

le cens , ou en rembourfant le fort principal de la rente.

* 279. AMORTISSEMENT , n'est autre chose qu'une dispense ou permission de posséder des héritages , accordée par le roi aux gens de main-morte , comme sont les églises , monastères , chapitres , collèges , & autres corps & communautés ecclésiastiques ou laïques ; au moyen de quoi ces héritages cessent d'être dans le commerce des hommes ; & ceux qui , par leur état & par les loix du royaume , étoient incapables de les posséder , sont rendus habiles à les tenir , par un effet de cette grande puissance que Dieu a communiquée aux princes souverains , de changer , quand il leur plaît , l'état & la condition des hommes , comme dit M. d'Olive , liv. 2 , chap. 34.

280. Autrefois les grands seigneurs , comme princes , ducs , marquis & comtes , avoient usurpé le droit d'amortir les héritages situés dans leurs terres. Voyez M. Salvaing , de l'usage des fiefs , chapit. 59 , où il rapporte l'exemple d'un amortissement fait par Raymond Berenger , seigneur de Bellevée ; & M. d'Olive , *loc. cit.* qui fait mention d'un arrêt de l'année 1290 , par lequel le comte de Nivernois fut maintenu dans la prérogative d'amortir , à condition qu'il ne lui seroit pas permis d'en prendre finance. Mais depuis que nos rois ont mieux éclairci les droits de leur couronne , ils se sont réservé , privativement à toutes sortes de seigneurs , le droit de dispenser la main-morte de posséder des héritages ; par la raison qu'il n'appartient point aux seigneurs particuliers de déroger aux loix du royaume , qui rendent les gens de main-morte incapables de posséder des héritages , & parce qu'il ne convient qu'au souverain de permettre que les choses soient ôtées du commerce des hommes. Voyez l'ordon-

nance de Charles V de l'année 1372 ; qui porte expressément qu'au roi seul appartient d'amortir dans son royaume , & que les dispenses accordées aux gens de main-morte par les seigneurs , ses sujets , ne pourront avoir effet d'amortissement ; ce qui paroît conforme à la disposition du droit romain , en la loi *sacra loca* , §. *sciendum primò* , ff. de rer. divis. l. *cùm servus* , ff. de leg. 1 , & leg. ult. ff. *ut in posses. legat.* suivant lesquelles les biens ni les lieux ne peuvent être consacrés ni ôtés du commerce , *nisi jussu principis*. M. le Bret , au liv. 4 de la souveraineté , chap. 11 ; Bacquet en son traité du droit d'amortissement , chap. 41. Voyez Cicéron , en son oraison *pro domo sua* , où il fait mention d'une loi faite par les Romains sous le consulat de Papirius , par laquelle il étoit défendu de consacrer aucun fonds sans le consentement du peuple , qui pour lors avoit en main toute l'autorité , *ne innumeris consecrationibus res omnes sensim à dominio commercioque suo eriperentur* : raison qui a fait inventer aux François le droit d'amortissement , & qui seule prouve la justice de ce droit.

281. Il est vrai qu'Alexandre IV , dans la décrétale *Quoniam nonnulli* , de *immunitate eccles.* in 6^o. & après lui Boniface VIII , *cap. clericis* , *cod. tit.* ont regardé cette loi de l'état comme une entreprise sur l'immunité de l'église ; mais c'est une prétention excessive. L'église est sujette aux loix politiques de l'état pour ce qui regarde les biens temporels , & sa franchise ne reçoit aucune atteinte de la défense qui lui est faite de s'accroître par de nouvelles acquisitions , puisqu'on ne lui ôte rien de son ancienne dotation , qui consistoit en la seule perception des dixmes.

282. C'est en conformité de ce principe que les arrêts ont jugé que les gens de main-morte peuvent être contraints

de vider leurs mains des fonds par eux acquis, même de ceux qu'ils ont retenus par droit de retrait féodal, faute de payer l'amortissement. *Voyez* le journal des audiences, tom. 4, liv. 8, ch. 47. La raison est parce que les gens de main-morte sont regardés comme inhabiles à posséder des immeubles, jusqu'à ce que leur incapacité ait été levée par le moyen des lettres d'amortissement, & par le paiement de la finance qui y est attachée.

283. On a douté autrefois si le seigneur peut faire vider la main-morte, après qu'elle a obtenu des lettres d'amortissement. Dumoulin, sur la coutume de Paris, art. 51, gl. 2, n. 97 & suiv. soutient l'affirmative, si ce n'est dans certains cas de nécessité ou de faveur. Il y a encore quelques autres auteurs de ce sentiment, comme Pallu, sur la coutume de Tours, art. 104. Leur raison est parce que les lettres d'amortissement s'expédient toujours, *sauf l'intérêt d'autrui & des seigneurs*. Néanmoins l'opinion contraire a prévalu, & c'est aujourd'hui une maxime certaine, qu'après l'amortissement du roi, le seigneur ne peut point user d'injonction de vider. *Voyez* M. le Bret, *traité de la souveraineté*, liv. 4, chap. 12; Papon, *en ses arrêts*, liv. 1, tit. 14, art. 4; M. Salvaing, *de l'usage des fiefs*, chap. 59; les arrêts de M. de Lamoignon, part. 2, pag. 127. La raison est parce que le seigneur se trouve suffisamment dédommagé par le droit d'indemnité que les gens de main-morte sont tenus de lui payer, & que d'ailleurs il ne seroit pas bienséant que le roi ayant permis aux gens de main-morte de posséder un héritage, la volonté contraire du seigneur l'emportât.

284. Le droit d'amortissement est personnel, c'est-à-dire, que l'héritage amorti passant de main-morte en main-morte, il est dû au roi & au seigneur

l'amortissement & l'indemnité, comme la première fois que le fonds a été amorti. Dufresne, dans son journal, liv. 6, chap. 22; Bacquet, *de l'amortissement*, chap. 46, n. 4 & suiv.

285. Comme l'amortissement est un droit domanial, il ne peut être prescrit par les gens de main-morte, par quelque tems que ce soit; M. le Maître en son *traité des amortissements*, chap. 5, n. 2; Bacquet, en son *traité des franchises*, chap. 14, num. 1; Brodeau sur Louet, let. D, chap. 2. Ce droit ne peut pas même être aliéné par le roi, suivant l'avis de Bacquet, au lieu cité, n. 4. Il en est autrement du droit d'indemnité, lequel est sujet à la prescription, même lorsqu'il s'agit d'une église contre une autre église, ainsi qu'il a été jugé par les arrêts rapportés par Brodeau, *loco cit.* *Voyez* d'Olive, liv. 2, chap. 34. La raison est parce que l'indemnité tient lieu des lods & ventes, qui sont notoirement prescriptibles; Bacquet, en son *traité du droit d'amortissement*, chap. 60, n. 2 & suiv. contre l'avis de Chenu sur Papon, liv. 1, tit. 14, art. 7, où il rapporte un arrêt du 3 août 1602, rendu contre l'abbesse & religieuses de Saint-Paul, qui jugea le droit d'indemnité imprescriptible. *Voyez* M. de Cambolas, *en ses décisions notables de droit*, liv. 4, chap. 22, n. 3.

286. Remarquez que l'héritier est tenu de payer l'amortissement & l'indemnité pour l'héritage légué à la main-morte, ainsi qu'il a été jugé par arrêt du 2 juillet 1579, rapporté par M. Louet, let. A, chap. 12, & par un autre arrêt du premier juillet 1634, qui condamne les héritiers du testateur d'acquitter l'hôtel-deu de l'indemnité due pour les legs faits par le défunt. Cet arrêt est rapporté par M. Auguste Galand, *dans son traité du franc-aleu*, chapit. 16. La raison est parce que,

comme dit Barthole sur la loi *Pater*, §. *Tusculanus*, ff. de legat. 3. *Pia legata integra & sine ullâ deductione prestari debent*. D'ailleurs les testamens, & particulièrement les legs pieux, reçoivent une interprétation favorable, & il est censé que celui qui a donné une chose, est présumé avoir donné les moyens sans lesquels on n'en peut jouir. *Vide Brodeau hic*, qui cite les auteurs & les arrêts qui décident cette question.

287. Il en est autrement des donations entre vifs; car, en ce cas, les arrêts ont jugé que, si les gens de main-morte acceptent une donation entre vifs, sans faire insérer dans le contrat que le donateur sera tenu de payer l'amortissement & l'indemnité, ils doivent faire amortir & payer l'indemnité à leurs dépens. *Voyez Dufresne, en son journal des audiences*, liv. 3, chap. 32; Brodeau sur Louet, let. A, chap. 3. La raison est parce que la donation étant un contrat synallagmatique, on n'y supplée rien: ainsi tout ce qui n'y est pas exprimé & stipulé, est censé omis du consentement de toutes les parties.

288. Les gens de main-morte, pour obtenir des lettres d'amortissement, doivent déclarer par le menu les immeubles par eux acquis, leur nature, qualité, circonstances & dépendances, à moins qu'il ne s'agisse d'un amortissement général ou mixte; auquel cas la main-morte n'est pas tenue de détailler les héritages par elle acquis. Ces lettres doivent ensuite être vérifiées en la chambre des comptes du ressort où lesdits héritages sont situés, & registrées au bureau des trésoriers de France.

289. Comme les lettres d'amortissement s'expédient toujours *sauf l'intérêt d'autrui & des seigneurs*, il s'ensuit que, nonobstant l'amortissement accordé par le prince, les seigneurs peuvent user de retenue féodale, en remboursant le prix de l'acquisition & les loyaux coûts,

En un mot, les lettres d'amortissement n'ont d'autre effet que de rendre les gens de main-morte capables de faire des acquisitions d'immeubles, de même que les autres sujets du prince.]

290. AMORTISSEMENT TACITE. C'est celui qui se fait par une présomption de la loi, qui veut que, quand on donne un héritage à quelqu'un, on lui donne aussi la faculté d'en jouir. C'est sur ce fondement que, quand le roi donne quelque immeuble aux gens de main-morte, il est toujours présumé avoir amorti la chose donnée, quoique l'amortissement ne soit pas formellement exprimée dans la donation.

291. La raison est que, quand le roi donne une chose en toute propriété, sa majesté est présumée vouloir qu'on en jouisse à perpétuité, sans qu'il soit besoin d'autre permission. Ainsi la seule concession que le roi fait aux gens de main-morte suffit pour lever leur incapacité, sans qu'il soit besoin d'autre expression d'autre titre. *Mornacius, ad leg. 2, ff. de jurisdictione, & ad leg. penult. cod. de sacro sancto eccles.*

292. AMOVIBLE, se dit de celui qui est dans une commission qui peut être révoquée, selon le bon plaisir de celui qui l'a donnée: ainsi on dit que les juges seigneuriaux sont amovibles à volonté. *Voyez Destitution d'officiers.*

293. AN. *Voyez Janvier.*

294. AN ET JOUR. Dans l'an & jour accordé par quelques coutumes pour exercer une action, on ne compte jamais le jour qu'un acte a été passé, ou qu'il a été exhibé au seigneur.

295. C'est une question, dans quelques coutumes, de savoir si l'acquéreur d'un fief, dont la mouvance est disputée par deux seigneurs, ayant exhibé son contrat à l'un ou l'autre des seigneurs, peut prescrire le retrait féodal dans l'an de l'exhibition de son contrat: l'on tient que non, &

prescription ne peut courir que du jour que la mouvance féodale aura été adjugée à l'un des seigneurs. *Voy.* Tronçon, sur l'art. 159 de la cout. de Paris.

296. ANOBLI. C'est un particulier que le prince fait noble, à l'effet, par lui & par ses enfans nés en légitime mariage, de jouir de tous les privilèges dont jouissent les nobles.

297. ANOBLIR. C'est tirer un homme de l'état roturier pour le faire noble. Le droit d'anoblir est royal, & ne peut appartenir en France qu'au roi.

298. ANOBLISSEMENT. Il se fait par des lettres du grand sceau, que le roi accorde aux roturiers qu'il veut faire nobles. On devient encore noble en possédant certains offices auxquels le roi a attaché le privilège de la noblesse. *Voyez* Noblesse, Lettres de noblesse.

299. ANTRUSTIONS. Dans la loi salique, tit. 44, art. 4; dans les formules de Marculfe, l. 1, form. 18, on appelle ainsi des hommes qui étoient sous la foi & la spéciale protection de sa majesté. Nos premiers historiens ont appelé ces hommes du nom de leudes, de fidèles; les suivans, de celui de vassaux & de seigneurs. *Voyez* les notes de M. Bignon sur la formule ci-dessus.

300. APANAGE. C'est un fonds qu'on assigne à un cadet de famille pour le faire subsister honorablement suivant sa condition. Il est parlé de cet apanage dans plusieurs de nos coutumes. *Voyez* Senlis, art. 66. Nivernois, tit. 23, art. 24. Bourbonnois, article 265; Berry, tit. 5, art. 17.

301. Quand nous parlons d'apanage, nous entendons ici les domaines que le roi donne à ses fils puînés pour qu'ils puissent vivre d'une manière qui réponde à la grandeur de leur naissance, & pour leur tenir lieu de leur légitime; mais comme aujourd'hui le royaume de France est indivisible, & appartient de droit en totalité à l'aîné

des mâles, les apanages donnés aux princes du sang sont toujours sous condition de retour au domaine de la couronne à défaut d'enfans mâles.

302. L'apanage ne donne pas une vraie propriété à l'apanagiste, il n'est, comme on voit, qu'un usufruitier, afin que l'apanage ne tombe en disposition, & ne puisse, en aucune façon, être aliéné.

303. La loi des apanages n'a commencé à être connue en France, que sous Philippe le Hardy, & encore davantage sous Philippe le Bel; auparavant elle avoit eu bien des variations.

304. Sous les deux premières races les enfans des rois partageoient entre eux également la couronne, & ces partages furent la vraie cause de l'affoiblissement & de la ruine de ces deux familles. Sous le commencement de la troisième, l'inconvénient de ces partages fit prendre le parti de démembrer quelque portion de terre dont le fils puîné avoit la propriété.

305. A mesure que les principes de la bonne politique se perfectionnèrent, l'inconvénient du démembrement d'une partie du domaine de la couronne s'étant fait sentir, les apanages dont auparavant les apanagistes pouvoient disposer comme de leur bien, devinrent enfin une espèce de substitution, & furent chargés de retour à la couronne, à défaut d'hoirs.

306. C'est-là véritablement où commencèrent les apanages dont le nom représente une espèce de concession qui, sans morceler le domaine de la couronne, en suspendoit seulement la jouissance pour quelque temps, & pour quelques portions, mais sans toucher à la propriété.

307. Cette loi se trouve établie dans un arrêt rendu au parlement, de la toussaint 1283, en faveur de Philippe le Hardy, contre Charles d'Anjou, roi de Sicile son neveu, au sujet du

comté de Poitou. Charles prétendoit à ce comté comme plus proche héritier d'Alphonse son frère : mais l'arrêt prononça en faveur de Philippe, sur ce principe, que toutes les fois que le roi faisoit don à ses puînés, de quelque héritage, & que le donataire mouroit sans héritiers, l'héritage retournoit au roi ou à la couronne, sans que le frère de l'apanagiste y pût rien prétendre.

308. L'apanage ainsi restreint aux hoirs de l'apanagé, il arrivoit souvent que dans ces hoirs les femelles, ainsi que les mâles, étoient comprises; ce qui étoit dangereux, parce qu'une portion de l'apanage pourroit passer à des étrangers par mariage. Philippe le Bel remédia à cet inconvénient: ce fut lui, dit du Tillet, qui ordonna par son codicile, ou par ses lettres patentes, suivant Dupuis, que le comté de Poitou par lui baillé en apanage à son fils puîné M. Philippe de France, qui fut roi sous le nom de Philippe le Long, retourneroit à la couronne, défailant les hoirs mâles, par où il excluait les filles, tel est le dernier état de cette jurisprudence.

309. Les princes apanagistes prennent le titre de leur seigneurie, & s'en qualifient ducs ou comtes, selon la qualité de la terre qui leur a été donnée en apanage.

310. Ils nomment aux offices & font rendre la justice à leurs sujets au nom du roi, & au leur; ils reçoivent les hommages des vassaux, à la charge seulement d'en envoyer des doubles à la chambre des comptes de Paris. Ils nomment pareillement aux bénéfices dont le patronage est attaché à leur seigneurie, & cela, sans qu'il en soit fait aucune mention dans leurs lettres.

311. Le seigneur, par engagement, n'a pas les mêmes avantages, parce que c'est le roi qui demeure vrai pro-

priétaire du domaine engagé; au lieu que les apanagistes sont en quelque façon vrais propriétaires du domaine donné en apanage. Ils en ont au moins tous les droits.

312. Les apanagistes, par la même raison, peuvent user du droit de retenue féodale. L'engagiste ne le peut pas s'il n'en a la permission expresse dans ses lettres.

313. Quelque don que fasse le roi quand il donne des terres en apanage aux puînés de France, il n'entend jamais préjudicier aux droits propres à la majesté royale, qui sont toujours réservés, quand même il n'en seroit fait aucune mention dans les lettres.

314. L'apanage tenant lieu aux enfants de France, de légitime, pourroit être aliéné quand il est fait sans clause de réversion; mais les loix fondamentales du royaume s'opposent à cette aliénation. Aussi, long-tems avant Philippe le Bel, les apanages ou les dons faits par nos rois à leurs fils puînés étoient réversibles à la couronne. C'est sur ce fondement qu'intervint l'arrêt en faveur de Philippe le Hardy, contre Charles de Sicile, dont nous avons ci-dessus parlé.

315 Par arrêt du conseil d'état du 24 septembre 1709, il a été pareillement jugé que les terres détachées du domaine de la couronne, & données par Philippe le Bel à Guillaume de Nogaret, pour lui, ses hoirs & ayant cause, sans aucune clause de retour à la couronne, pour récompense des services rendus à l'état, n'avoient pu lui être données en pleine propriété, sans être sujettes à réversion, à défaut d'hoirs mâles. Voyez M. Augeard, tit. 2, chap. 90.

316. Lorsque faute d'hoirs, les biens de la couronne retournent au roi, il les prend comme roi, & non pas comme héritier; en sorte, qu'il n'est point tenu

tenu des dettes que l'apanagiste auroit pu contracter pendant le tems de sa jouissance. *Voyez* Despeisses, tom. 1, pag. 7, n°. 8, tom. 2, p. 313.

317. Dans la succession des biens de l'apanagiste, les enfans femelles ne prennent rien de l'apanage, nous en avons ci-dessus dit la raison : mais les puînés n'y prennent rien non plus : l'apanage ne se divise point, il doit passer tout entier à l'aîné, sauf à fournir au puîné quelques terres pour leurs aliments ; les collatéraux succèdent à l'apanage, pourvu qu'ils descendent du premier apanagé, n'étant accordé que pour lui & ses hoirs mâles. *Voyez* Le Bret, liv. 2, chap. 2, §. 1, n°. 105 & suiv.

318. Il suffit de rendre les apanages au même état qu'ils étoient lors de la concession ; de sorte que les apanagistes peuvent disposer des acquisitions par eux faites des terres dépendantes de celles qui leur ont été données en apanage. *Voyez* Bacquet, *Traité du droit de deshérence*, chap. 7, n°. 15, il cite un arrêt du 27 janvier 1548, pour la terre & seigneurie de Tonnay-Charente ; & il ajoute : il faudroit se décider autrement, si les acquisitions avoient été faites par puissance féodale, s'il étoit question de fiefs réunis à l'apanage, par confiscation, réunion, &c.

319. Les apanagistes ne peuvent en aucune façon se jouer des fiefs qui composent leur apanage ; le roi même ne les peut aliéner, & ne les peut donner qu'à la charge du retour. C'est pourquoi il a été jugé, le 20 décembre 1659, qu'une terre dépendante d'un apanage vendue à la charge du rachat perpétuel, ne pouvoit être retirée par un tiers, en vertu de la faculté accordée par l'apanagiste à ce tiers qui s'étoit même pourvu en lettres patentes. *Voyez* le journal des audiences, tome 2, liv. 2, chap. 47.

Partie I,

320. Sur les apanages en général, *voyez* M. Augeard, tom. 2, chap. 90, on y trouvera quantité de recherches très-curieuses sur cette matière. *Voyez* encore le sçavant factum de M. Hufson, imprimé ensuite des *Traités de M. Duplessis*, sur la coutume de Paris.

321. Les anciens seigneurs donnoient souvent des apanages à leurs enfans puînés : mais comme ces apanages n'étoient & ne pouvoient être régis sur les mêmes principes que ceux dont nous venons de parler, ils ont été la ruine des plus grandes maisons.

322. Quant aux apanages dont il est parlé dans nos coutumes, ils n'ont guère lieu que pour les filles qu'on peut appanager en les mariant, & moyennant l'apanage donné, les faire renoncer aux successions des pères & mères.

323. Dans quelques coutumes, le moindre présent, un chapeau de roses suffit pour l'apanage d'une fille ; telles sont les cout. de Tours, Auvergne & Normandie. Dans d'autres, l'apanage donné à la fil'e mariée ne peut être moindre que sa légitime ; & si la légitime étoit blessée, la fille apanagée pourroit demander un supplément pour parfaire sa légitime. *Voy.* Berry, tir. 19, art. 33, 34.

324. APANAGER, signifie donner une terre en apanage. On se sert aussi quelquefois de ce mot pour signifier qu'un père donne à un de ses enfans quelque bien pour lui servir d'établissement, moyennant quoi, il le fait renoncer à sa succession : alors on dit que cet enfant a été apanagé ; mais pour parler correctement, il faudroit dire aparagé.

325. APANAGISTE se dit de celui à qui on a donné une terre en apanage. On dit les princes apanagistes.

326. APARAGER C'est marier une fille suivant sa condition ; & la dé-

G

parager, c'est lui donner un mari qui n'est pas sortable. *Voyez* Desparager.

327. APPEL. Dans l'ancienne jurisprudence féodale, on n'avoit pas des appels la même idée que nous en avons aujourd'hui, quoique cependant de cœur en cœur on remontât à celle du roi. Quand on appelloit d'un jugement, on s'en prenoit aux juges, & non aux parties : dans les premiers tems on se battoit contre les juges qui vouloient soutenir leur jugement bon ; les juges de la cour du roi étoient exempts de cette barbare coutume. On ne pouvoit pas non plus se battre contre le seigneur en la cour duquel le jugement avoit été rendu, çauroit été une félonie. On ne se battoit que contre les juges qui l'avoient assisté. *Voyez* ci-après Combat judiciaire, cour.

328. Quand la fureur du combat judiciaire fut rallentie ou restreinte, on ne se battit plus contre les juges, mais on les intimoit sur l'appel ; on intimoit même les seigneurs qui les avoient institués : les uns & les autres étoient obligés de soutenir le bien jugé de leurs sentences. Si cet usage subsistoit encore, les seigneurs auroient sans doute plus d'attention à placer dans leurs justices des juges éclairés & intelligens.

329. Aujourd'hui les appels des sentences des juges des seigneurs se dirigent contre les parties qui souvent paient les fautes, les ignorances & les prévarications de leurs juges. Les appels se poursuivent pardevant le juge royal d'où relève le juge seigneurial. Les appels des pairies se portent niement au parlement.

330. APFLEGEMENTS. C'est un ancien terme de jurisprudence, qui signifie proprement les plaintes intentées pour requérir ou pour recouvrer une possession. *Voy.* Anjou, art. 167, & l'Indice de Ragueau,

331. ARBANS. Ce sont droits seigneuriaux établis par les articles 136, 146, 430 de la coutume de la Marche. Les arbans sont des corvées à bras, ou de bœufs ou de charrettes que les sujets tenant héritages, serfs & mortuables doivent à leur seigneur.

332. L'arrêt des grands jours de Clermont, du 30 Janvier 1666, contient un règlement important sur la façon dont les seigneurs de la haute & basse Marche doivent percevoir les arbans.

333. La cour, faisant droit sur les conclusions du procureur général, fait défenses à tous seigneurs de la haute & basse Marche, ayant droit d'arbans & vinades, de contraindre les redevables de les faire au-delà des lieux portés par la coutume : sçavoir, le droit d'arban, que dans les lieux où les tenanciers puissent partir de leur maison, & retourner le même jour ; & ceux de vinade, ailleurs qu'au lieu ou châtellenie où lesdits droits sont dûs, sans que les seigneurs les puissent obliger de faire ladite vinade qu'ils ne les aient préalablement soumis de la faire en tems dû & compétent, en sorte qu'ils puissent être de retour dans leur maison à la Saint Martin d'hyver ; ni de les obliger à la prestation desdits droits, si lesdits seigneurs ou accenseurs ne demeurent actuellement en la maison du seigneur, dépendant de la terre où ils sont dûs, & sans que lesdits seigneurs puissent vendre ni transporter à d'autres personnes la commodité desdits vinades ou arbans, qui ne pourront être employés qu'à l'usage du seigneur & de son hôtel, & non ailleurs, si ce n'est au fermier ou accenseur qui se pourront aider desdits arbans pour amander & recueillir les fruits des héritages dudit seigneur, sans les pouvoir appliquer, ni à eux, ni à leur usage particulier ; lesquels seigneurs, fermiers, ou accenseurs ne pourront

aussi demander aucuns arrérages desdits droits, s'ils ne sont requis & demandés; sçavoir, la vinade dans l'année, & l'arban dans la semaine, suivant la coutume; lesquels étant consommés pour l'usage, & selon qu'il est porté par icelle, les redevables ne seront obligés au surplus desdits droits, ni même, au cas qu'ils n'aient point été demandés, être contraints au paiement de plus grande somme que de quinze sols pour chacune vinade entière, ou à proportion, selon que lesdits débiteurs seront redevables de la vinade, soit simple ou entière, ou plus ou moins.

334. ARBRES sur les chemins qui vont des seigneuries aux villes, bourgs, ou aboutissent aux grands chemins royaux.

335. Le règlement du 3 mai 1720, fait pour ordonner des plantations d'arbres sur tous les chemins du royaume, art. 6, porte expressément que tous propriétaires d'héritages tenans & aboutissants aux grands chemins, & branches d'iceux, seront tenus de les planter d'ormes, hêtres, châtaigniers, &c.

336. L'article 7 décide que, faute par les propriétaires de planter lesdits arbres, pourront les seigneurs auxquels appartient le droit de voirie sur lesdits chemins, en planter à leurs frais dans l'étendue de leurs voiries; & en ce cas les arbres plantés par eux, & les fruits d'iceux appartiendront auxdits seigneurs voyers. Ce règlement dont le motif étoit d'embellir tous les chemins du royaume, & de lui procurer une ressource du côté des bois, est absolument resté sans exécution pour les chemins de traverse, & n'a été exécuté qu'en partie sur les chemins royaux. Au surplus, voyez chemins.

337. ARCHIVES. C'est le lieu où l'on conserve les titres concernant une

seigneurie, les titres de famille & autres papiers importants. Voyez Chartrier.

338. ARCIUT. Ce terme qu'on trouve dans la coutume de Bearn, tit. 1, art. 30, tit. 20, art. 3, signifie une redevance que les abbats laïques, les chapitres, ou autres ecclésiastiques qui ont acquis des dixmes par achat ou par donation, paient aux évêques en signe de supériorité.

339. Les évêques, en faisant la visite de leur diocèse, se retiroient autrefois dans les maisons de ces abbés, & leur dépense étoit compensée avec le droit dont est question; c'est d'où lui est venu le nom d'arciut, à l'exemple de semblable droit dû aux seigneurs séculiers; car les seigneurs de Bearn jouissoient en plusieurs maisons du droit d'albergement nommé *albergata* par les Lombards. Voy. le Glossaire du Droit françois.

340. ARGENT RACHETTE MAIN-MORTE. Dans la coutume de Troyes, il y a deux manières de rendre un fonds main-mortable. La première étoit quand quelqu'un transportoit son héritage à autre, & le chargeoit de redevances en chair, pain, ou grain. L'art. 59 de la coutume de Troyes dit, . . . héritages redevables de coutumes échéables envers le seigneur, comme de chair, pain, ou grain, assis en la prévôté de Troyes, sont main-mortables, en quelque état qu'ils soient envers le seigneur.

341. La seconde étoit quand celui qui avoit un héritage, empruntoit de l'argent, moyennant lequel il vendoit en apparence son héritage, & le reprenoit ensuite à la charge de payer au prêteur une redevance en chair, pain, ou grain, & une autre en argent, qui étoit l'intérêt de la somme prêtée.

342. Dans le premier cas, lorsque l'héritage passoit au seigneur par droit

de main-morte, faute d'hoirs habiles à succéder, le plus proche parent de l'homme décédé main-mortable, n'avoit pas droit de le racheter; mais dans le second cas il le pouvoit, parce qu'au fond l'héritage n'étoit qu'engagé: d'où est venu le proverbe, *argent rachette la main-morte*. Voyez Bourbonnois, art. 489.

343. ARMES. Ce mot a deux significations; 1°. il signifie les armes défensives qu'il est permis à de certaines personnes de porter pour leur défense. Suivant les anciennes & les nouvelles ordonnances, le port d'armes est défendu à toutes sortes de personnes, à l'exception des gentilshommes & des officiers. Voyez Port d'armes.

344. 2°. On entend encore par armes, les armoiries dont on se sert pour distinguer les différentes maisons de la noblesse. Voyez ci-après.

*345. ARMOIRIES, sont des devises réglées selon l'art du blason, qui ont été inventées pour marquer la noblesse d'une maison.

346. L'usage des armoiries, quoique différemment pratiqué, a été très-célèbre parmi les plus anciennes nations du monde, comme les hébreux, les grecs & les romains. Il est vrai que, dans les premiers tems, les romains faisoient porter en la cérémonie des funérailles, les images & effigies de leurs ancêtres, tant du côté paternel, que maternel, au lieu des armoiries que nous faisons porter dans ces occasions, selon le témoignage d'Horace, Epod. 7.

*Esto beata, funus atque imagines
ducant triumphales tuum.*

347. A l'égard des hébreux, voici ce qui en est dit au liv. 1 des Machabées, chap. 13. *Et edificavit Simon supra sepulchrum patris sui & fratrum suo-*

rum, edificium altum visu, lapide polito retrò & antè, & statuit septem pyramidas, unam contrà unam, patri & matri, & quatuor fratribus, & his circumposuit columnas magnas, & super columnas arma, ad memoriam æternam.

348. L'usage de mettre les boucliers & écus d'armes aux sépulchres, a commencé chez les romains l'an 259 de la fondation de Rome, suivant le témoignage de Pline, liv. 35, chap. 3. *Suorum clypeos in sacro privatim dicare primus instituit Pub. Clodius qui Consul cum Servilio fuit, anno Urbis 259.* Or, ces boucliers ou écus d'armes n'étoient pas seulement destinés à couvrir & à défendre les gens de guerre; outre cela ils contenoient le symbole, la devise & les armoiries de chaque particulier qui s'étoit distingué dans les armes ou autrement, comme il est aisé de le conclure de ce qu'Ovide fait dire à Pythagore au livre 15 de ses Métamorphoses. Tout le monde sçait que la métempsychose étoit le dogme favori de ce philosophe, lequel, pour persuader cette opinion extravagante, disoit que lui-même n'avoit pas toujours été Pythagore, & qu'il se souvenoit de s'être trouvé à la guerre de Troyes il y avoit plusieurs siècles, sous le nom d'Euphorbe, & d'y avoir été blessé par Menelaus.

*Trojani tempore belli,
Panthoïdes Euphorbus eram.*

Ensuite il dit qu'il reconnut son écu qu'on avoit suspendu au temple de Junon dans la ville d'Argos.

*Cognovi clypeum levæ gestamina nostræ,
Nuper abanteis Templo Junonis in Argis.*

Je prie le lecteur de me passer ces petits traits d'histoire, qui ont pour objet de faire connoître l'antiquité de

l'usage des armoiries peintes, gravées ou relevées.

349. Le mot d'armes ou armoiries tire son étymologie de l'écu qui étoit l'arme la plus commune aux gens de guerre. De-là vient que, par succession de tems, on a appelé écu les devises qui y étoient gravées ; & aujourd'hui que les écus ne sont plus en usage, on ne laisse pas de peindre ou de graver ordinairement les armes en la figure ancienne de l'écu qu'on appelle, pour cette cause, écusson ; & les devises qu'on y grave sont nommées armes. Il n'y a que les femmes qui ne portent point leurs armes en écusson, mais bien en quarré, ou plutôt en losange ; ce qui provient sans doute de ce que les femmes n'étant point destinées au service militaire, l'écu ou bouclier ne convient point à leur état.

350. En France, il n'y a que les nobles qui aient droit d'avoir armoiries, comme représentant ces anciens chevaliers qui faisoient graver ou peindre leurs devises sur leurs écus ou boucliers. Ce qui a fait dire à Budée, *ad l. 2, de orig. jur.* que les armes de nos gentilshommes ont succédé aux images de la noblesse romaine. Aussi voyons-nous que les lettres d'annoblissement contiennent expressément le droit d'avoir des armoiries, qu'on suppose par conséquent que l'annobli n'avoit pas auparavant.


351. Mais, quoique les armoiries aient été inventées pour distinguer la noblesse, & lui donner de l'émulation pour l'honneur & la valeur, néanmoins les plus notables habitans des villes ont usurpé ce droit il y a déjà long-tems. Ils ont cru que ce privilège ne leur appartenoit pas moins qu'aux parisiens, à qui le roi Charles V permit de porter des armoiries en les annoblissant, comme il paroît par la charte de l'an 1371. Cet abus s'est tel-

lement répandu, qu'il n'y a guères que les vils artisans qui manquent d'armoiries. La vanité ne s'est pas même arrêtée là ; car les gentilshommes ayant distingué leurs armoiries par le heaume ou armure de tête qu'on appelle timbre, les roturiers n'ont guères tardé de timbrer leurs armoiries, quoique cela leur ait été expressément défendu par l'article 200 de l'Ordonnance d'Orléans, & par l'article 255 de celle de Blois. Je remarque même qu'anciennement le timbre étoit un droit de la haute noblesse ; enforte que les simples gentilshommes étoient tenus de porter leurs armoiries nues & sans timbre ; mais aujourd'hui il n'y a que les femmes qui n'ont point de timbre en leurs armoiries, si ce n'est la cordelière qu'on appelle autrement le las d'amour. Le heaume doré & ouvert, qui étoit autrefois le timbre des vicomtes, barons & châtelains, les couronnes de marquis & de comtes, servent souvent de timbre aux armoiries d'un roturier.

352. Il n'y a que le seigneur haut-justicier & le patron qui soient en droit de faire mettre leurs armoiries dans les églises de leurs justices ou fondations ; & dans le concours, celles des hauts-justiciers doivent être mises au-dessous de celles des patrons, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du 23 août 1614, rapporté par M. le Prestre dans ses arrêts de la cinquième. Néanmoins le haut-justicier ni le patron ne peuvent point empêcher l'apposition des armoiries & autres pièces d'honneur, sur le sépulchre de celui qui les a eues pendant sa vie, parce que cela n'acquiert aucun droit dans l'église à sa postérité.

353. Il doit y avoir quelque différence entre les armoiries des aînés & des puînés, c'est-à-dire, que les puînés ne peuvent point porter les armes

pleines de la famille comme les aînés, suivant un arrêt du parlement de Toulouse, du 14 août 1502, rapporté par la Roche, *des Droits seigneuriaux*, ch. 30, art. 3. Autrefois les cadets prenoient les armes de leurs femmes, suivant le témoignage de M. Salvaing, chap. 10, pag. 103. On distingue celles des bâtards par une barre de gauche à droite. Boyer, décis. 127. Guy, Pape, décis. 580. *Bastardi portant arma habentia barram in transversum super scuto armorum, & hoc modo dignoscuntur nobiles legitimi ab aliis qui non sunt legitimi*, dit Ranchin, sur la dite question 580. Voyez Papon, en ses Arrêts, livre 21, titre 3, art. 1.]

 354. Nos meilleurs historiens fixent l'origine des armoiries, telles que nous les connoissons, au tems des croisades, pour distinguer les personnes qui, étant toutes couvertes de fer, n'auroient pas été reconnoissables sans une marque extérieure : c'étoit par les cottes d'armes que les chevaliers se distinguoient, & les différentes fourrures de ces cottes d'armes que nos françois mettoient sur leurs croisades, formerent les différentes couleurs qui de-là passèrent dans leurs armes, & & qu'il est aisé d'y reconnoître, telles que l'hermine, le vair, le fable, le sinople, &c. A ces couleurs on ajouta quelques ornemens pris encore de l'habillement, comme la fasce de la jarretière, le pal de l'épieu, le fautoir de l'étrier, la macle des mailles qui formoient le haubert, &c. Voy. Ducange, & M. le président Hainault à l'article de Louis le Jeune.

355. Une institution d'héritier à la charge de porter le nom & les armes de la famille, a été reçue & réputée conditionnelle. Voy. Guy Pape, quest. 251. Papon, liv. 20, tit. 1, n°. 18. Peleus, quest. 143.

356. Il n'est permis à personne d'ô-

ter ou d'arracher d'une église les armoiries d'un autre, comme celles du fondateur. Voy. Papon, liv. 23, tit. 5, n. 6. Il rapporte un arrêt du parlement de Paris, du 20 Juin 1547.

357. Ceux qui ont acquis une justice du Roi par engagement, ne peuvent pas mettre leurs armes dans les églises situées dans l'étendue de ladite justice. Bacquet, en son *Traité des Droits de justice*, chap. 20, nomb. 12, arr. du parlement de Paris, du 5 juillet 1554.

358. Par arrêt du parlement de Rouen, du 14 mai 1607, on a jugé que les armoiries des gentilshommes habitans d'une paroisse dont ils n'étoient pas patrons, seroient effacées du chœur, & leurs bancs portés dans la nef, quoique le patronage appartint seulement à l'église. Voyez Maréchal, *des Droits honorifiques*, tom. 2, page 96.

359. Les seigneurs haut-justiciers & les patrons peuvent faire mettre leurs armes dans les églises de leur fondation, & de leur justice, mais les armes du patron doivent être au-dessus de celles du haut-justicier. Voyez un arrêt du parlement de Paris, du 23 août 1614, rapporté par M. le Prestre ès arrêts de la cinquième chambre des enquêtes.

360. Ainsi le droit de mettre ses armes dans une église est personnel & inhérent à la famille du fondateur ; ce droit ne passe point à l'acquéreur du fonds. Sur ce principe, par arrêt du 22 mai 1558, madame la princesse de Rohan-Guéménée fut maintenue comme fondatrice d'un couvent de Cordeliers, dans le droit d'y mettre les armes de sa maison, quoique la terre dans laquelle le couvent avoit été bâti, eût été vendue au sieur de Kercredès ou à sa mère. Ce dernier avoit fait ôter les armes de Rohan, & y avoit mis les siennes à la place. Voy. le Journal des Au-

diences, tome 2, liv. 1, chap. 44.

361. Il n'est pas permis, comme on voit, à tout le monde, de mettre ses armoiries dans une église. Il y a cependant une façon permise d'y réussir; c'est de donner à l'église des tableaux, au bas desquels soient peintes les armoiries du donateur; le curé peut les recevoir, & les exposer dans l'église, sans que le patron ou le seigneur haut-justicier puissent s'y opposer. *Voyez* un arrêt du 11 août 1622, rapporté par M. d'Olive, act. foranfes. part. 3, art. 14.

362. ARPENT. C'est une certaine mesure de terre différente, selon les différentes provinces, & qui est ordinairement de cent perches quarrées. L'arpent de Paris a cent perches, la perche 22 pieds, & le pied 12 pouces. Suivant l'ordonnance des eaux & forêts, tit. 27, art. 14, dans l'arpentage des bois, par-tout le royaume on doit se servir de cette mesure, à peine contre les arpenteurs de 1000 livres d'amende. Cet article de l'ordonnance de 1669 se trouve confirmé par un arrêt de la cinquième des enquêtes du parlement de Paris, du 3 mars 1690, rapporté par Augeard.

363. L'arpent de Poitou est de 80 perches en quarré; l'arpent de Montargis a 100 cordes, & la corde 20 pieds; celui de Clermont en Beauvoisis a 100 verges, & la verge 26 pieds.

364. L'arpent ou le journal de Bretagne a 20 cordes en longueur, & quatre en largeur; chaque corde est de 24 pieds.

365. Dans le duché de Bourgogne l'arpent de bois est 440 perches, & le journal de terre, de pré, de vigne de 360. Sur ces différentes mesures, *voyez* le Glossaire du Droit françois.

366. ARRERAGES DE DROITS SEIGNEURIAUX. Il y en a qui n'arré-

gent point, & d'autres qui arréragent.

367. Les dixmes, les corvées, le terrage, la taille, les amendes, le droit de chauffage, & autres qui sont de pure faculté, n'arréragent point si on n'en a formé la demande; mais les censives, les rentes foncières, & autres redevances procédant de bail d'héritages, arréragent. Le seigneur en peut ordinairement demander 29 années. *Voy.* Mercuriales.

368. Lorsque le seigneur s'est opposé au décret pour arrérages de cens, ou autres droits à lui dûs pour mutations précédentes, il doit être mis le premier en ordre, même avant les fruits des criées. *Voy.* Boucheul, *verbo* Droits seigneuriaux. Mais lorsque le seigneur ne s'est pas opposé au décret pour arrérages de ses droits, il ne peut demander à l'acquéreur par décret que les droits seigneuriaux de son acquisition. *Voy.* l'article 355 de la coutume de Paris.

369. Pendant les criées, le seigneur direct peut contraindre les commissaires aux saisies réelles de lui payer les arrérages échus pendant les criées, mais non pas les arrérages précédens. *Voy.* Coquille sur l'art. 44 du tit. 32 de la coutume de Nivernois, *verbo* Sans aucuns arrérages. *Voy.* Brillon sur ce mot.

370. ARENTEMENT, est un bail par lequel on prend un héritage à rente foncière. *Voy.* Bail à rente.

371. ARRIERE-BAN. *Voy.* Ban & Arrière-ban.

372. ARRIERE-CAPTE, en Languedoc & en Guyenne, c'est ce qu'on appelle en pays coumumier, relief, ou rachat.

373. Le droit d'acapte est dû par la mort du seigneur direct, & l'arrière-capte par la mort du tenancier; les arrêts ont fixé le droit d'acapte, &

d'arrière-acapte, au doublement de la rente, y compris le cens ordinaire. Les acaptes & arrière acaptes ne sont point de l'essence du bail à cens; ils ne sont dûs qu'autant qu'ils sont expressément stipulés. *Voyez* le Traité des Droits seigneuriaux, par Boutaric.

374. **ARRIERE-FIEF**, est un fief qui relève d'un fief servant, lequel relève lui-même du fief dominant. Ainsi entre l'arrière-fief & le fief dominant, il y a toujours un moyen, qui est le fief servant. *Voyez* Fief.

375. **ARRIERE-FONCIER**. Dans la coutume d'Orléans, art. 130, c'est la rente foncière qui n'est créée qu'après la seconde. La troisième & celles qui viennent après sont appelées sur-foncières.

376. **ARRIERE-GARDE**. En Normandie, les mineurs possédant fiefs relevant du roi, sont sous la garde de sa majesté. Si, pendant cette garde, d'autres mineurs possédant fiefs nobles relevant des mineurs qui sont déjà en garde, tombent aussi en garde, cela s'appelle arrière-garde. *Voyez* l'arti. 222 de la coutume de Normandie.

377. **ARRIERE-GUET**. Il y a deux sortes de guets, l'un qui est domanial, & consiste en une redevance annuelle en argent ou en grains, plus ou moins considérable, suivant qu'elle est fixée par les différentes coutumes. Ce guet s'appelle ordinaire. L'autre espèce de guet est personnel & de service. Il s'appelle arrière-guet: il n'est dû au seigneur qu'en tems de guerre & de nécessité. Alors tous les habitans de la terre sont tenus de faire le guet ou la garde nuit & jour au château du seigneur. *Voyez* la Thaumassière, dans ses coutumes locales, liv. 1, chap. 27. *Voyez* Guer.

378. **ARRIERE-PURGEMENT**, se disoit autrefois quand il étoit question de purger la saisie faite faute de

paiement de cens, rentes, ou autres devoirs annuels. *Voyez* la coutume de Liège, chap. 13, art. 7, 12.

379. **ARRIERE-TAILLE**. Dans Froissard, liv. 4, chap. 47, on lit que le duc de Bourgogne imposa sur tous les vassaux qui relevoient de lui en fief, une arrière-taille, différente de la première qu'ils payoient déjà.

380. **ARRIERE-VASSAL**, est un vassal qui relève d'un seigneur, lequel lui-même relève d'un autre.

381. **ARSIN**, est un terme usité en Picardie & en Flandres, pour signifier une exécution de justice par laquelle on met le feu à la maison de celui qui a commis quelque crime dans la ville, par exemple, qui a tué ou blessé quelque bourgeois. *Voyez* le glossaire du droit françois.

382. **ARSINI** ou **ARSEIX**. Dans quelques coutumes, on appelle de ce nom les bois brûlés par accident, ou dans lesquels on a mis le feu. *Voyez* le glossaire du droit françois.

383. **ARTILLERIE**. L'artillerie d'une maison forte fait partie de la maison, comme les canons, les fauconneaux, les arquebuses à croc; c'est la disposition de plusieurs coutumes. *Voyez* Laon, art. 102; Châlons, art. 109; Rheims, art. 23; Bourbonnois, art. 286.

384. Quelques commentateurs de ces coutumes distinguent entre la grosse & la menue artillerie. Le commentateur sur l'art. 109 de la cout. de Châlons suit cette distinction, qu'il autorise même par un arrêt du 13 août 1513, rapporté par Pithou sur l'art. 11 de la coutume de Troyes. Cependant M. le Brun, dans son traité de la communauté, liv. 1, chap. 5, n. 17, semble être d'avis qu'il ne faut admettre aucune distinction.

385. Les canons destinés pour garder un château, passent pour immeubles.

bles. *Voyez* Ricard en ses notes sur les art. 13 & 90 de la coutume de Berry. *Voyez* Berry, tit. 4, art. 4.

386. ASILE. En matière de droits seigneuriaux, c'est un lieu de franchise où se refugioient les serfs qui s'échappoient de la terre de leur seigneur, sans craindre d'y être poursuivis.

387. Il y avoit plusieurs villes dans le royaume qui jouissoient de ce privilège : telles étoient Toulouse, Bourges, Issoudun, Mehun, Vierzon, Concreffant en Berry, Saint-Malo en Bretagne, Valenciennes en Hainault. Il est singulier que la ville de Paris n'ait pas été, dans les anciens tems, une ville de franchise, ainsi que l'a remarqué Charles Dumoulin, dans son apostille sur l'art. 1 de la coutume de Berry. En effet, suivant Chopin, *lib. 1 de doman. cap. 13*, le seigneur de Châteauroux en Berry fut reçu à suivre son homme-serf qui s'étoit retiré à Paris : mais Chopin ne donne point la date de cet arrêt, ce qui le rend très-suspect. Quoiqu'il en soit, personne ne doute aujourd'hui que la ville de Paris ne soit un asile très-sûr pour les serfs, sur-tout depuis l'arrêt du 17 juin 1760. *Voyez* Serf.

388. Le seigneur ne pouvoit pas, à la vérité, suivre son serf dans le lieu de franchise, ni lui succéder dans les biens meubles ou immeubles qu'il y avoit acquis; mais il s'emparoit des revenus des héritages que le fugitif avoit laissés dans la terre; & après son décès, le seigneur y succédoit par droit de mortaille. C'est l'espèce d'un arrêt rendu le 1 Septembre 1643 entre le baron de Linières, M. le prince de Condé, seigneur du Châteller, & les héritiers de Pierre Alegret, serf de Linières, qui s'étoit réfugié à Bourges. L'arrêt adjugea au baron de Linières, par droit de commise, tous les biens immeubles situés dans l'étendue de la baronnie de Linières, qui avoient appartenu à Pierre Ale-

Part. I.

gret au jour qu'il étoit allé demeurer à Bourges.

389. Lorsque le serf, sans transférer son domicile dans un lieu de franchise, se contentoit de s'avouer bourgeois du roi ou d'un autre seigneur ayant droit de nouvel adveu, cela ne servoit de rien au serf, & ne faisoit point perdre à son seigneur les droits de servitude qu'il avoit sur lui. Ainsi jugé par arrêt du 14 mai 1446 au profit des seigneurs de Culant, contre le procureur du roi à Dun-le-Roi, & Jean Amiot, homme-serf de Culant. En s'avouant bourgeois du roi, le serf ne peut pas non plus se soustraire à la justice de son seigneur. Le contraire s'observe cependant en Champagne. *Voyez* Troyes, art. 9; Sens, art. 139. *Voyez* les cout. locales de la Thaumassière, liv. 1, chap. 14.

390. ASSEMBLÉES D'HABITANS. *Voyez* Communes, corps, communauté d'habitans.

391. ASSENER. La coutume d'Auvergne, chap. 21, art. 6; chap. 22, art. 2, se sert de ce terme pour exprimer la main-mise du seigneur direct ou censuel sur les héritages qui lui doivent le cens.

392. ASSENS. Dans la coutume de Bretagne, art. 255, ce mot signifie les émoluments, les droits qui proviennent des forêts & des bois de haute futaie, comme les pascages, glandées.

393. ASSEOIR, signifie assigner une rente sur des immeubles qu'on hypothèque à cet effet. Ce mot signifie aussi apposer les tailles & autres droits seigneuriaux sur ceux qui y sont sujets, suivant la portion que chacun en doit supporter.

394. ASSIETTE DE RENTE, n'est autre chose que l'assignat que le débiteur fait d'un héritage sur lequel la rente doit être payée; & c'est mal-à-propos que quelques-uns ont voulu mettre de la différence entre assignat & assiette de rente.

H

395. Ainsi rente par assiette ou par assignat, est proprement une rente constituée à prix d'argent, assignée nommément sur un certain héritage qui demeure en la possession du débiteur, mais dont la destination particulière est d'assurer le paiement de la rente.

396. ASSISE. On appelle ainsi un droit seigneurial que quelques seigneurs lèvent sur les chevaux & autres bêtes servant au labourage, que l'on appelle ailleurs droit de tirage, droit de cornage, de chevaux traînants. Ce droit est réel, dû pour l'ouverture de la terre: il est non seulement dû par les habitants de la seigneurie, mais encore par les étrangers qui y possèdent des héritages. Ainsi jugé par arrêt du 15 juin 1630, au profit du sieur de Neuville-la-Vallée contre différents tenanciers des villages de Gery, Acrise & Lenoncourt. Un autre arrêt du 22 février condamne différents particuliers à payer au sieur de Vassincourt les droits d'assise accoutumés au pays de Barrois, tant qu'ils seront débiteurs d'héritages au lieu de Vassincourt. Voyez la bibliothèque de Bouchel, aux additions, verbo Assise.

397. ASSISES. Ce sont des assemblées solennelles de juges, pour la publication des réglemens, & pour reconnaître les justiciables.

398. L'usage des assises remonte aux tems les plus anciens. Les seigneurs hauts-justiciers avoient leurs assises ordinaires & extraordinaires. Dans les assises ordinaires, ils jugeoient les petits différends de leurs justiciables, & ce qu'on appelle le courant des affaires.

399. Il résulte de la disposition de plusieurs de nos coutumes, telles que Blois, Anjou, Tours, Lodunois, qu'outre ces petites audiences, les seigneurs hauts-justiciers en convoquoient communément quatre fois l'année, qu'on appelloit les assises des grands plaids. C'étoit là qu'on jugeoit les af-

fares majeures, qu'on faisoit les réglemens: c'étoit aussi ce qu'on appelloit proprement la cour du seigneur. Il y étoit toujours assisté de ses pairs, c'est-à-dire, des vassaux qui relevoient de lui, & obligés par état à se rendre à la convocation des assises. C'étoit un des principaux devoirs du vassal de se trouver à la cour de son seigneur, de l'assister, & de garder le secret. Quelques-unes de nos coutumes prononcent des amendes contre le vassal qui ne se rend pas aux assises; la coutume de Saint-Quentin permet même, en ce cas, de saisir le sief du vassal.

400. Afin que les vassaux n'eussent aucun empêchement pour se rendre aux assises, il étoit défendu de saisir, pour obligations civiles, les chevaux, meubles & effets appartenant aux chevaliers & vassaux qui alloient aux assises, ainsi que pendant le séjour qu'ils y faisoient, & même quand ils en retournoient.

401. Dans quelques provinces; comme Blois, on conserve encore des traces de ces anciens usages: les baillis & sénéchaux y tiennent des assises tous les ans, où sont assignés tous les juges tant royaux que seigneuriaux du ressort. Dans ces assemblées, on y fait la lecture des ordonnances, on écoute les plaintes des sujets contre les juges, on corrige les abus, on punit les malversations, on juge les affaires, tant civiles que criminelles, qui se trouvent en état d'être jugées.

402. Dans les justices seigneuriales; rarement on y tient des assises; cependant les procureurs fiscaux devoient avoir l'attention d'en tenir au moins tous les ans une: cet objet est intéressant, soit pour empêcher que les justiciables ne soient distraits de la justice, soit pour les instruire au moins des réglemens de police les plus essentiels.

403. Les assises des justices seigneuriales se tiennent ordinairement dans

quelque endroit sur les limites de la justice : le procureur fiscal les doit faire annoncer aux prônes des messes paroissiales, en avertissant tous les justiciables de la seigneurie de s'y trouver, à peine d'amende.

404. Un seigneur haut-justicier n'a point droit d'aller, quand il lui plaît, dans les maisons de ses justiciables, tenir ses assises : chacun doit fournir sa maison à son tour, & au moins une fois en trente ans. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Dijon du 28 février 1747, contre le seigneur d'Alloyse, au profit du sieur Gallier, & suivant les offres qu'il avoit faites de donner sa maison à son tour, après qu'on auroit épuisé les maisons des autres justiciables.

405. ASSUREMENT. C'est un ancien mot qui signifie en général, sauve-garde, protection. La coutume de Chaumont en Bassigny, art. 100, l'appelle improprement, sauf-conduit.

406. Nous avons plusieurs de nos coutumes qui parlent des assurements & sauve-gardes. *Voyez* Melun, artic. 4 ; Troyes, art. 124 & 125 ; Sens, art. 9 ; Chaumont, art. 100 ; Auxerre, art. 12, & plusieurs autres remarquées par Guenois, dans sa conférence des coutumes.

407. Les assurements ont été introduits pour mettre les foibles à l'abri de l'oppression des plus forts : ils eurent sur-tout lieu pendant les fureurs du gouvernement féodal, dans ces tems malheureux, où les seigneurs toujours en guerre, ou entre eux, ou avec les rois, ravageoient & saccageoient tout ce qui tomboit en leur pouvoir.

408. D'abord ce fut un crime à un sujet de prendre un assurement contre son seigneur ; il falloit donc nécessairement en être accablé : mais les mœurs s'étant peu à peu humanisées, l'équité reprit le dessus ; & lors de la rédaction

des coutumes, on modifia la dure loi qui défendoit au sujet de prendre un assurement contre son seigneur. On le permit en connoissance de cause, dit l'art. 175 de la coutume de Sens.

409. Ainsi tout sujet qui, par une information juridique, pouvoit prouver des menaces violentes, des voies de fait de la part de son seigneur, obtenoit assurement contre lui : mais pour cela il falloit une preuve juridique & complete ; le sujet n'en étoit point cru à son serment. *Voyez* Dumoulin sur l'art. 58 de la coutume de Bourbonnois, & Ragueau sur la coutume de Berry, tit. 2, art. 20.

410. Depuis que les seigneurs & leurs sujets ont été également assujettis à l'autorité royale & aux loix générales du royaume, l'assurement dont il est parlé dans nos coutumes n'a plus lieu ; & quiconque craint des voies de fait, quelque violence de la part de quelqu'un, tel qu'il puisse être, peut se mettre sous la protection & sauve-garde du roi, qui ne la refuse à personne.

411. On peut obtenir ce secours de deux façons, ou en prenant des lettres de sauve-garde en la chancellerie, ou en présentant requête au juge royal, qui fait défenses de méfaire au suppliant, sous les peines portées par les ordonnances. *Voyez* Sauve-garde. *Voyez* Loyfel, tit. 2, règle 49, avec les notes de M. de Laurière ; Bacquet, *des droits de justice*, ch. 7, n. 32.

412. ATTRAYERE. L'art. 1 de la coutume de Vitry-le-Parlois explique clairement ce que signifie ce mot.

413. » Les seigneurs hauts-justiciers » ont audit bailliage, à cause de leur » haute justice, les biens vacants par » attrayère, & confiscations.... Et » par ce mot, *attrayère*, se doivent entendre les biens assis en autre justice, » qui viennent au roi ou à autre seigneur, soit à cause de leur haute-justi-

» tice , ou de leurs hommes-serfs par
» succession , confiscation , ou autre-
» ment.

414. On trouve ce mot dans le même sens à l'art. 50 de la coutume de Chaumont. Il vient sans doute du mot latin *attrahere* , attirer par puissance féodale. Voyez Extrait de bâtard.

* 415. ATERRISSEMENT , est l'ancien lit qu'un fleuve ou une rivière ont abandonné pour se faire un nouveau canal. L'atterrissement peut encore être considéré en deux manières ; ou comme un accroissement de terre fait par un fleuve ou une rivière sur quelque un de leurs bords , ou comme une île formée au dedans de leur lit ou canal.

416. Suivant la disposition du droit , *l. adeo* , 7 , §. *quod si toto* , ff. de *acquir. rer. dom.* & §. *quod si naturali* , instit. de *rer. divis.* l'ancien lit abandonné par un fleuve appartient aux propriétaires des héritages contigus ; & si quelque tems après le fleuve reprend son ancien canal , le fonds qu'il abandonne revient à ses premiers maîtres , comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux , rapporté par Automne , *ad dictam l. 7* , §. 5 , ff. de *acquir. rer. dom.* L'atterrissement qui se fait *extra alveum fluminis* , appartient aussi au propriétaire de l'héritage contigu , *dicta l. 7* , §. *præterea* , Bacquet , des *droits de justice* , chap. 30 , n. 8 , sans que le roi ou le seigneur y puissent prétendre autre chose que le droit de justice ou de censive , si elle leur appartient.

417. Il en est autrement des atterrissements qui se forment *intra alveum* ; car suivant le droit pratiqué en France , ces sortes d'atterrissements appartiennent au roi ou au seigneur haut-justicier , *pro qualitate fluminum*. M. le Bret , liv. 2 , de la *souveraineté du roi* , chap. 15 ; Bacquet , des *droits de justice* , chap. 30 , n. 5. Coquille , en son institution au droit françois , tit. des *droits de jus-*

tice , dit qu'ils appartiennent au seigneur haut-justicier , comme terres vancantes ; & Me Antoine Loyfel , en ses instit. coutum. liv. 2 , tit. de *seign.* & *just.* art. 10 , donne pour règle du droit françois , que *l'isle est au seigneur haut-justicier de la justice duquel elle est plus proche , eu égard au fil de l'eau*. On voit par-là que nous ne suivons point en France la disposition du droit , *l. adeo* , §. *insulam* , ff. de *acquir. rer. dom.* l. 1 , ff. de *flumin.* l. 9 , §. 4 , ff. de *usufr.* & *quemadm.* qui veut que les atterrissements qui se forment dans la mer , appartiennent *primo occupanti* ; & que ceux qui naissent dans les fleuves ou rivières navigables , appartiennent aux propriétaires des héritages les plus proches. Voyez là dessus l'édit du mois d'avril 1683 , & la déclaration du mois d'août 1689.]

418. Voyez en outre l'édit du mois de février 1710 ; Bacquet , des *droits de justice* , chap. 30.

419. ATTOURNANCE ET AVIRANCE. Autrefois , quand il y avoit mutation par vente dans le fief de la part du seigneur , ses vassaux & ses sujets , de son consentement , renonçoient à l'obéissance & à la fidélité qu'ils lui devoient , & ensuite , par serment , juroient la même fidélité & la même obéissance à leur nouveau seigneur. Ce changement des vassaux , ce transport de la foi du seigneur qui vendoit le fief , à celui qui l'acqueroit , s'appelloit *attournance* & *avirance*. Anciennement en Bretagne celui qui achetoit une terre où il y avoit juridiction , n'acqueroit possession de la juridiction que par attournances & avirances. Voyez d'Argentré , sur l'art. 265 de l'ancienne coutume de Bretagne , chap. 10 , n. 31.

* 420. AUBAINE , est le droit qu'a le roi de succéder aux étrangers non naturalisés , à l'exclusion de leurs héritiers.

421. Quoique cette matière ne soit pas trop de mon sujet , j'ai cru cependant ne devoir pas la passer tout-à-fait sous silence , parce qu'encore que l'aubaine soit regardée comme un droit royal , il y a néanmoins quelques coutumes qui veulent que ce droit appartienne aux seigneurs justiciers ; il semble même que cette prétention est fondée sur les établissements de S. Louis , qui donnent aux seigneurs l'échoite du *mescognu*. Ce qui a fait dire à Dumoulin que , par l'ancien droit du royaume , les seigneurs sont fondés dans le droit d'aubaine , & qu'ils doivent y être maintenus dans les coutumes qui le leur ont conservé. Mais l'opinion de ce grand docteur n'a point pu s'accréditer ; & on tient pour maxime , il y a déjà long-tems , que , malgré la disposition expresse des coutumes , l'aubaine appartient au roi dans tous ses états , privativement à tous seigneurs. Voyez Papon , en ses arrêts , liv. 5 , tit. 2 , art. dern. Bacquet , du droit d'aubaine , ch. 28 & 29 , & en son traité des droits de justice , chap. 22 , n. 1 & suivans ; Louet , let. A , chap. 16 , où il dit que l'une des maximes du parquet des gens du roi est que le roi seul peut succéder aux aubains , *ad exclusionem* des hauts-justiciers , quelques coutumes particulières qu'il y ait au contraire. Et si l'on trouve d'anciens arrêts qui ont gardé & maintenu dans la possession de ce droit certains abbés & religieux , comme ceux de saint Denis , de sainte Geneviève , &c. c'est parce que ces arrêts ont été rendus dans un tems où les ecclésiastiques faisoient diverses entreprises sur les droits du roi. Ainsi on n'en sçauroit rien conclure contre la coutume générale du royaume , & contra jus regibus Franciæ aternâ prescriptione quæsitum , pour me servir des termes de la glose de la pragmatique , *tit. de collationib. §. sequuntur.*]

422. Si les seigneurs autrefois prétendoient le droit d'aubaine , c'est , comme l'a observé Ragueau , parce qu'ils le confondoient avec le droit de deshérence ; mais on les a si bien instruits de la différence , qu'il n'en est plus question à leur égard.

423. AUBENAGÉ. C'est un droit qui , dans quelques coutumes , est dû au seigneur pour l'inhumation d'un forain ou étranger décédé dans sa terre , sans s'être advoué bourgeois. Voyez Tours , art. 43 ; Lodunois , chap. 2 , art. 5 ; chap. 37 , art. 8.

424. Ce droit doit être payé vingt-quatre heures après l'enterrement du forain , sinon , les héritiers , outre le droit d'aubenage , doivent une amende de soixante sols. Par la coutume locale de Preuilly en Touraine , outre le droit général , il est dû une livre de cire ; & par la coutume locale de la Roche-Pouzé & de la Guierche , le droit doit être payé avant l'enlèvement du corps. Voy. le gloss. du droit françois.

425. AVENAGÉ. C'est un droit seigneurial , consistant en quelques redevances en avoine , dûes aux seigneurs dans quelques cout. à cause des droits d'usages ou de pâcages par eux accordés aux habitants de leurs seigneuries , dans les bois & les terres qui en dépendent. V. Anjou , art. 128 ; le Maine , art. 138 ; Blois , art. 40. Dans quelques endroits , comme Issoudun , Mehun , Linières , l'avenage est un droit qui se payoit à cause de la bourgeoisie : il se paie encore à Linières. Les chanoines de la chapelle de Taillefer ont long-tems plaidé contre les habitants d'Issoudun pour semblables droits d'avenage , qu'ils prétendoient sur une partie des maisons de cette ville : ils ont été condamnés par arrêt du 7 septembre 1757. Voyez le glossaire du droit françois.

426. AUDITOIRE. C'est un lieu où les juges seigneuriaux don-

nent audience & tiennent les plaids.

427. Ce lieu, souvent peu respecté dans les campagnes, n'en est pas moins le temple de la justice ; & s'il s'y commettoit quelque délit, il mériteroit d'être puni plus sévèrement que s'il étoit commis dans un autre lieu, surtout s'il étoit commis l'audience tenant. Dans ce cas, les coupables, de quelque état & condition qu'ils soient, deviennent justiciables des juges de l'auditoire où ils ont commis le délit, & doivent être jugés sur le champ par les juges qui tenoient l'audience.

428. Par arrêt du 19 août 1733, la cour condamna à l'amende honorable, & aux galères pour trois ans, préalablement flétri des lettres G. A. L. le nommé Nicolas Bonval, pour avoir volé un mouchoir pendant l'audience de la grand'chambre. Son procès lui fut fait sur le champ, l'audience tenant. M. Denifart rapporte la procédure qui fut tenue pour parvenir à l'arrêt.

429. Par arrêt de la cour, rendu en forme de règlement, du 28 avril 1673, rapporté au second tome du journal des audiences, il est ordonné que tous les seigneurs hauts-justiciers, qui n'ont point d'auditoire pour y faire rendre la justice, seront tenus d'en donner un dans six mois à leurs officiers, auxquels la cour fait défenses de rendre la justice sous les porches des églises, dans les cimetières, & dans les cabarets, à peine d'interdiction.

430. Par autre arrêt du 25 janvier 1715, rapporté au sixième tome du journal des audiences, la cour fit défenses au bailli de Tourailles de plus rendre la justice en sa maison, sauf à lui à se pourvoir pardevant le seigneur du lieu, pour qu'il lui soit par lui donné un lieu propre pour rendre la justice, conformément aux arrêts & réglemens de la cour.

431. Quelque précis que soient ces

réglemens, ils sont très-mal exécutés dans la plupart des justices seigneuriales. J'ai vu un bailli faire une procédure criminelle très-sérieuse dans une grange qui lui servoit d'auditoire. Le juge étoit assis sur trois gerbes de bled ; son greffier avoit pour bureau un cuvier renversé. Il faut avouer qu'un semblable tribunal est peu propre à imprimer le respect qu'on doit à la justice & à ses ministres.

432. AVEU. *Voyez* Adveu.

433. AUMOSNES FIEFFÉES. *Voyez* Fief & aumônes.

435. AVOUTIRE, est un vieux mot qui signifioit adultère. Il y a quatre ou cinq siècles qu'en France les seigneurs s'étoient établi une espèce de droit sur l'adultère. Ceux qui en étoient convaincus devoient courir nus dans la ville où le crime avoit été commis, ou payer au seigneur soixante sols, à l'option du coupable. Quelles mœurs ! L'honnêteté publique frémit en trouvant ces vestiges de la barbarie de nos pères. *Voyez* l'Alphonfine de Riom publiée par M. de la Thaumassière, art. 21 ; la charte des privilèges de Clermont imprimée à la fin des origines de cette ville, fol. 370 ; & les auteurs cités par M. Ducange, *verb. Trolari*.

434. AVOUTRE. Dans la coutume de Bretagne, article 480, c'est un bâtard adultérin. L'article 488 dit que les enfants nés en légitime mariage des bâtards, avoutres, & autres illégitimes, succèdent à leurs pères & mères.

436. AURISLAGE. C'est un droit que, dans quelques endroits, comme en Provence, les seigneurs perçoivent sur les ruches des mouches à miel.

437. AUTORISATION. L'usage est en France que les grandes dames & princesses peuvent s'obliger sans l'autorité de leurs maris, pour les choses qui vont à la dépense de leurs maisons,

principalement celles qui ont leurs hôtels séparés. *Voyez* Tronçon sur la cout. de Paris, art. 223.

* 438. AYDE-CHEVEL, est un droit que le chef-seigneur exigeoit autrefois de ses vassaux en trois occasions. La première, lorsque le seigneur marioit sa fille aînée ; la seconde, lorsque le fils aîné du seigneur étoit fait chevalier, & la troisième, lorsque le seigneur étoit fait prisonnier en combattant pour son prince. C'est pourquoi l'ayde-chevel s'appelloit en cette occasion ayderançon ; mais il n'avoit lieu qu'une fois en la vie du seigneur, quoiqu'il fût fait plusieurs fois prisonnier.

439. Ce droit s'appelloit, dans son origine, droit de complaisance, pour signifier qu'il dépendoit de la libéralité des vassaux : mais les seigneurs y ayant pris goût, ils convertirent bien-tôt ces marques de bienveillance & de complaisance en un devoir nécessaire ; ce qui doit apprendre aux vassaux à ne rendre à leurs seigneurs que ce qu'ils leur doivent, & à ne pas leur donner lieu d'abuser de leur complaisance.

440. AYDE DE L'OST, signifie la subvention qui est due par quelques vassaux au seigneur qui va à la guerre pour le service du souverain.

441. Du tems que la noblesse de France avoit usurpé le droit de faire la guerre pour démêler ses querelles, les vassaux étoient obligés de l'accompagner dans ses expéditions militaires, & de suivre sa bannière. De-là est venu le nom de seigneur banneret, pour désigner celui qui avoit un nombre de vassaux suffisant pour lever bannière. C'est pourquoi tous les anciens hommes portent l'obligation du service militaire qui s'appelloit le service d'ost. Mais depuis que les vassaux ne marchent plus en guerre sous leurs seigneurs de

fiefs, l'ayde de l'ost a été convertie en une certaine subvention qui a du rapport avec le droit appelé par les feudistes *hostenditia*, dont il est parlé lib. 2, feud. tit. 40, en ces termes : *Hostenditia dicuntur adjutorium quod faciunt dominis Roman cum rege in hostem ire pergentibus vassalli qui cum eis non vadunt.* *Voyez* Bouteiller en sa somme rurale, tit. 83 ; d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, art. 311, n. 5 ; & Loyseau, des seigneuries, ch. 3, n. 12.]

442. AYDE DE RELIEF. Dans la coutume de Normandie, art. 164, ce droit consiste dans un demi-relief, & est dû par le vassal après le décès de son seigneur, à son héritier, pour l'aider à payer au seigneur dominant les droits qui lui sont dûs.

443. AYANT CAUSE. Il est important aux seigneurs, dans les concessions qu'ils font, de sçavoir la signification de ce mot, afin de ne pas étendre leurs libéralités à des personnes que souvent ils n'ont pas en vue. Les ayant cause sont ceux qui représentent quelqu'un autrement que par succession. Ainsi, quand un seigneur donne, par exemple, un droit d'usage à quelqu'un pour un domaine, & quand il le donne à lui, ses hoirs & ayant cause, non seulement il le donne au donataire & à ses héritiers, mais encore à tous ceux qui pourront les représenter en la propriété du domaine, à quelque titre que ce soit, par acquisition, legs, donation, échange, &c. Si au contraire le droit n'est accordé qu'au donataire & à ses hoirs, il ne passera pas aux ayant cause.

444. AYEUL. Dans la plupart de nos coutumes, le droit de garde des mineurs nobles, au défaut du père & de la mère, passe à l'ayeul ou à l'ayeule. *Voyez* Garde-noble.

B

B A C

1. B A C. C'est un grand bateau qui sert à passer une rivière, à l'issue de quelques grands chemins, pour la commodité & l'utilité du public & du commerce, en payant de certains droits au seigneur qui a droit de bac.

2. Les droits qui se paient pour le passage au bac sont différents des péages. Ceux-ci se perçoivent sur les marchandises, & non sur les personnes; le droit de bac au contraire se perçoit seulement sur les personnes, chevaux, bœufs, charrettes, carrosses, & autres équipages qui passent le bac.

3. Il n'est pas permis à tout seigneur qui a une rivière dans sa seigneurie, d'y établir un bac de son autorité privée: il faut absolument qu'il en obtienne la permission de sa majesté, qui l'accorde ordinairement par un arrêt de son conseil, fondé sur les motifs de la commodité du public, & de l'utilité du commerce.

4. Les droits que le propriétaire du bac doit percevoir sur les personnes, les bestiaux, charrettes & autres équipages qui y passent, doivent être détaillés dans l'arrêt du conseil; & avant de les percevoir, le seigneur du bac doit en faire afficher le tarif à un poteau de hauteur convenable, & où tout le monde le puisse commodément lire.

5. La concession d'un bac ne se fait jamais sans imposer au seigneur des charges. Les plus utiles sont d'entretenir le bateau en état de faire le service, fourni de tous les agrès & outils qui y sont nécessaires; de faire au port les réparations convenables pour sa sûreté; de

rendre les chemins qui abordent au port praticables, dans l'étendue de sa justice; & de mettre sur le bateau des mariniers expérimentés & en nombre suffisant, pour passer du matin jusqu'au soir les passagers, sans les faire attendre, & sans danger.

6. L'art. 7 de l'ordonnance du mois d'octobre 1669, concernant la juridiction du prévôt des marchands de la ville de Paris, porte qu'aucun ne sera reçu au métier de passeur d'eau, qu'il n'ait fait apprentissage pendant deux ans; & ne sera reçu audit métier qu'après avoir fait expérience devant les maîtres du métier.

7. L'art. 10 de la même ordonnance décide que les maîtres passeurs d'eau demeureront responsables de toutes les pertes arrivées en leurs bateaux conduits par leurs compagnons de rivière; & solidairement tenus avec eux de la restitution & des amendes, en cas d'exaction au-delà du tarif.

8. Quand sa majesté accorde un droit de bac, elle l'accorde presque toujours pour l'exercer depuis un tel endroit jusqu'à un tel autre: ainsi dans ces limites, il est libre au propriétaire du bac de le remonter ou de le descendre, suivant que les circonstances & le débordement des eaux, les changements qui arrivent dans le lit de la rivière le demandent, pourvu que le public soit bien servi, & qu'on rende praticables les chemins qui abordent au bac. Ainsi jugé par arrêt du conseil du 22 août 1717, entre la dame prieure de Marigny, & la dame de Tronchy.

9. Le fermier d'un bac ne peut pas le sous-affermer au fermier d'un bac voisin; il y auroit à craindre qu'on ne joignît les deux bacs ensemble; ce qui nuirait à la commodité du public.

10. Les bateliers d'un bac doivent passer les allants & les venants à toute heure pendant le jour; mais pendant la nuit, ils ne doivent passer personne, & doivent pendant ce tems, à l'effet d'empêcher le passage des faux-sauniers & autres contrebandiers, tenir leurs bacs & bateaux attachés à chaînes de fer, & ferrures fermant à clef du côté des paroisses des greniers à sel du roi. *Voyez* l'article 15 du titre du faux saunage de l'ordonnance du mois d'août 1680; l'arrêt du conseil d'état du 7 juillet 1722; les lettres-patentes sur icelui du 16 du même mois, enregistrées à la cour des aides, les chambres assemblées, le 28 mars 1724.

11. Les pontonniers & bateliers d'un bac doivent passer les marchands & autres passagers à mesure qu'ils se présentent, sans les faire attendre pour s'éviter plusieurs voyages. Arrêt du conseil du 17 mars 1739, pour le bac du port Masson sur la rivière de Saône.

12. Dans les tems de débordement, les bateliers sont obligés de se faire aider d'un nombre suffisant d'hommes, pour passer sûrement les passagers, sans que, pour ce travail extraordinaire, ils puissent prétendre de plus grands droits que ceux exprimés dans les pancartes. Arrêt du conseil du 26 août 1732, pour le bac du port de la Corde en Bresse sur la rivière d'Ain. Il y a plusieurs autres arrêts du conseil précédents, qui rendent ce point de jurisprudence constant.

13. Un curé passant pour aller ou revenir de ses fonctions curiales, ne doit point payer le droit de bac. Arrêt du conseil pour le bac au port de Gilly.

14. Ceux qui passent & repassent plu-

Partie I.

ieurs fois en un même jour, ne doivent payer qu'une seule fois. Arrêt du conseil du 13 juin 1730, pour le bac de Rouanne sur la Loire. Plusieurs autres arrêts du conseil exemptent du droit de bac ceux qui passent la rivière à gué. C'est une des questions jugées par l'arrêt du 13 juin 1730 ci-dessus.

15. Si un bac étoit saisi par les gardes des fermes du roi, transportant des faux sauniers, du faux sel, ou autres marchandises de contrebande, il n'y auroit pas lieu de confisquer le bac au profit de l'adjudicataire, qui doit se contenter de l'amende. Arrêt de la cour des aides du 4 mars 1672.

16. Une communauté qui tient d'un seigneur un bac à titre de cens, peut être reçue à le déguerpir, en payant les arrérages du passé. Jugé par arrêt du 2 avril 1615, rapporté par Basset, en son recueil d'arrêts du parlement de Grenoble, tom. 2, liv. 3, tit. 11, chap. 8.

17. Salvaing décide que le propriétaire d'un héritage qui aboutit à une rivière, ne peut point empêcher qu'on n'y attache les bacs & bateaux de passage, lorsque les bateliers le jugent convenable pour leur sûreté. Sur les bacs, *voyez* Freminville, tom. 4, page 152 & suiv.

18. BACHELLERIE. C'est un droit seigneurial établi dans la châtellenie de Mareuil en Berry, suivant lequel chaque marié en premières noces doit au seigneur un esteuf de trente-deux carreaux & de neuf couleurs; chaque marié en secondes noces, un billard neuf de deux pieds & demi, compris la masse & deux billes neuves. Ceux qui sont mariés en troisièmes ou quatrièmes noces sont sujets au même devoir, ou, pour icelui, à donner deux oisons & vingt deniers. Les habitants du village de Villiers, pour leurs premières noces, au lieu du devoir ci-dess-

I

fus , doivent chacun un oiseau qu'on appelle *Roy bry* dans le pays. Ils sont obligés de le porter à leur col sur une grosse perche , avec un autre homme qui aide à la porter. Pour les secondes & troisièmes nôces , ils doivent les mêmes droits que les autres habitants de Mareuil.

19. Tous ces droits ne se paient qu'une fois pour chaque mariage : ils sont dûs au jour de la trinité qui suit le mariage , & payables au fermier de ce droit , qu'on appelle le roi des bacheliers. Ce fermier , le jour de la trinité , fait toutes les fonctions de juge depuis les premières vêpres jusqu'aux secondes ; mais il doit régaler , à déjeuner & à dîner , tous les autres officiers de la terre. Il est pareillement tenu d'aller , avec les nouveaux mariés , & les instruments qu'ils peuvent trouver , chercher le seigneur ou la dame de Mareuil , pour les conduire à la messe , & ensuite les reconduire à leur château. Après le dîner des seigneurs , il doit encore tirer la quintaine sous les fenêtres du château. *Voyez* au mot *Quintaine* , en quoi consiste ce divertissement.

20. BACHELIERS. Anciennement on nommoit ainsi de jeunes gentilshommes qui marchaient sous la bannière d'un seigneur , en attendant qu'ils devinssent chevaliers bannerets. On leur donna ce nom , parce qu'ils étoient bas chevaliers , c'est-à-dire , inférieurs aux bannerets & aux chevaliers. *Voy.* Du Cange , dans sa neuvième Dissertation sur Joinville , page 190. *Voyez* l'Histoire de France de l'abbé de Velly , tome 4 , pag. 15.

21. BAIL A CENS. C'est un acte passé pardevant notaire , par lequel un seigneur donne un héritage à un particulier , à la charge de lui payer un cens en argent , grains ou volaille. Ces cens sont toujours imprescriptibles pour ceux qui ont pris le bail , &

leurs héritiers. *Voyez* Cens.

22. BAIL DE CLAME. Dans la coutume d'Auvergne , chap. 28 , art. 21 & 22 , c'est la dénonciation qu'on fait à justice , des bêtes trouvées en dommage , pour lequel est dû l'amende au seigneur , mais qui ne peut être adjugée qu'en connoissance de cause , partie présente ou appelée , dit l'art. 22.

23. BAIL EMPHYTEOTIQUE. *Voy.* Emphytéose.

24. BAIL DE MINEURS NOBLES. *Voyez* Garde noble.

25. BAIL NATUREL. C'est quand le mineur noble est sous la garde de son père ou de sa mère. *Voyez* Lodunois , chap. 14 , art. 9 ; Anjou , art. 89 ; le Maine , art. 102.

26. BAIL A RENTE , ou BAIL D'HÉRITAGES , est un contrat par lequel le propriétaire d'un héritage en transfère la propriété à un autre pour en jouir , à la charge d'une certaine redevance par chacun an , en argent ou en grains , ou autre espèce.

27. Cette redevance s'appelle autrement rente foncière , parce qu'elle est due à raison du fonds , & en tient lieu au propriétaire ; ainsi la rente foncière est subrogée au lieu & place de l'héritage , & est par conséquent au bailleur de même qualité qu'étoit l'héritage propre ou acquêt.

28. La rente foncière est ordinairement de sa nature non rachetable ; & pour qu'elle le soit , il en faut une stipulation précise : auquel cas nos coutumes regardent le bail à rente comme un contrat de vente , la rente ayant alors une condition résolutive.

29. Quoique telles rentes soient stipulées rachetables , néanmoins la faculté de les racheter se prescrit par 30 ans. *Voy.* l'article 120 de la coutume de Paris.

30. La rente procédant d'un bail d'héritage est plus réelle que person-

nelle ; c'est une charge imposée sur la chose, qui suit le possesseur, & qui fait que la chose ne peut être transférée à un autre qu'à la charge de la rente. Il s'ensuit encore de ce principe, que le preneur n'est point tenu de payer la rente qu'autant qu'il possède l'héritage ; qu'en déguerpissant l'héritage, & en payant les arrérages du passé, il peut se libérer de la rente, quoiqu'il soit preneur, quoiqu'il y eût obligé tous ses biens. *Voyez* l'article 109 de la coutume de Paris ; Poitou, articles 42, 43 ; Bordeaux, article 86 ; Bourbonnois, art. 399 ; Auvergne, chap. 21, art. 16. Il faut cependant observer que cette règle n'est pas générale dans toutes les coutumes ; il y en a où les preneurs à rente foncière, ou leurs héritiers, ne peuvent déguerpier pour éviter la continuation du paiement de la rente. *Voy.* Berry, tit. 9, art. 34.

31. Dans la coutume de Paris, & dans celles qui lui ressemblent, le bail à rente n'engendre point de lods & ventes, lorsqu'il n'y a point d'autre prix que la rente foncière, & qu'elle est stipulée non rachetable ; il en est autrement lorsque l'acquéreur a la faculté de racheter. *Voyez* Lods & Ventes.

32. Quand un fief est donné à rente sans démission de foi, c'est-à-dire, lorsque le preneur à rente le tient directement du seigneur propriétaire, ce qui est un démembrement prohibé, si le seigneur dominant le fait saisir féodalement, faute de devoirs & droits non faits, & non payés, il peut, si bon lui semble, prendre les terres emblavées & labourées, en rendant & payant aux fermiers les labours, culture & semences, sans être obligé de se contenter de la rente. *Voy.* l'art. 59 de la cout. de Paris.

33. La rentrée dans l'héritage donné à rente de la part des anciens pro-

priétaires ; n'engendre aucuns droits seigneuriaux.

34. BAIL PAR ANTICIPATION. Les seigneurs qui jouissent d'une terre, d'une seigneurie, d'un fief, par usufruit, qui ont la garde noble de mineurs, ou autre semblable administration, ne peuvent point faire bail desdits biens par anticipation. Le bail est réputé anticipé, lorsqu'il est fait six mois avant le précédent bail expiré.

35. Les baux anticipés sont toujours présumés avoir été faits en fraude, & dans la vûe d'un pot de vin ; on pense qu'il n'est pas possible de savoir précisément la valeur des choses au tems que le bail commencera.

36. Ainsi quand le bail d'une maison a été renouvelé plus de six mois avant l'expiration de l'autre, le mineur devenu majeur, la femme après la mort du mari, ne sont pas obligés de l'entretenir ; ils peuvent le faire déclarer nul. *Voyez* M. Le Prestre, cent. 1, chap. 30 ; Brodeau sur M. Louet, let. B, fom. 5 ; Carondas, liv. 6, rep. 23.

37. Ce que nous disons ici des baux par anticipation, regarde sur-tout les seigneurs ecclésiastiques qui ne sont que simples usufruitiers des seigneuries dépendant de leurs bénéfices ; quand les baux en sont faits par anticipation, ils sont toujours déclarés nuls, pour peu qu'il paroisse de fraude, ou que le bail soit désavantageux à l'église. *Voyez* Henrys, tom. 1, liv. 1, chapitre 2, quest. 4.

38. L'anticipation de six mois avant l'échéance du précédent bail, ne doit s'entendre que des maisons ; à l'égard des terres & des fermages de campagne, le bail en peut être fait quelques tems avant la fin du précédent, & ce tems se règle suivant l'usage des lieux. Il est ordinairement d'un an, parce qu'il faut faire publier le bail au moins

fix mois avant la levée des guerets prochaine de l'expiration du bail. D'ailleurs le fermier entrant & le fermier sortant ont besoin de ce tems, l'un pour sortir ses effets, l'autre pour préparer son entrée.

39. Il y a quelques cas où les baux faits par anticipation ne sont pas sujets à être résolus.

40. 1°. Si le fermier étoit en jouissance, & l'avoit continuée tacitement, le bail que lui feroit alors le seigneur feroit moins un nouveau bail, qu'une approbation du premier.

41. 2°. Si le bail est fait au même fermier, & pour le même prix que le précédent : à moins que les héritages n'eussent augmenté considérablement, ou que le précédent bail n'eût été à bas prix, en prenant des contre-lettres; cette fraude opéreroit sans doute la résolution du second bail.

42. **BAIL A FERME, D'UNE SEIGNEURIE, D'UNE TERRE, &c.** ; c'est un acte passé pardevant notaire, ou sous signature privée, par lequel un seigneur donne sa terre à un particulier, pour en percevoir les fruits pendant un certain tems ; à la charge par le preneur de payer par chacun an une certaine somme pour tenir lieu au bailleur des fruits dont il se dépouille.

43. Nous disons que le bail est un acte passé pardevant notaire, ou sous signature privée. Cela ne doit s'entendre que des baux des seigneurs laïques. Ceux des ecclésiastiques doivent être absolument passés pardevant notaires, conformément aux édits & déclarations de S. M. *Voy.* les déclarations des 19 mars 1696, 14 juillet 1699, 20 mars 1708. Les arrêts du conseil, des 27 juillet & 16 décembre 1727, & enfin celui du 11 avril 1752.

44. Les baux passés pardevant notaires, & sous signature privée, sont également obligatoires ; mais il y a cette

différence, que le bail sous signature privée n'emporte point d'hypothèque, & qu'il n'est point exécutoire par lui-même contre le preneur : il faut qu'il soit déclaré tel par une sentence.

45. Les seigneurs en affermant leurs terres, doivent principalement observer trois choses :

46. 1°. De préférer les fermiers qui sont bons cultivateurs, & intelligents dans l'exercice des droits seigneuriaux.

47. 2°. De ne pas pousser trop haut le prix de la ferme. Quand un seigneur a considérablement augmenté le prix des anciens baux, il croit avoir fait une bonne affaire. Elle est bonne pour le moment, mais ruineuse par l'événement. Le fermier qui paie de sa ferme un prix qui égale la quintessence des revenus de la terre, en tire jusqu'aux derniers suc, épuise tout, tourmente les habitans de la terre, les ruine ou les fait déserter. A l'expiration du bail, on ne trouve plus personne qui veuille succéder à un semblable fermier ; alors le seigneur est forcé d'affermir à bas prix, ou de faire régir, ce qui est encore pire.

48. 3°. Les seigneurs, en passant leurs baux, doivent avoir grande attention d'en expliquer bien clairement toutes les clauses & conditions ; car s'il s'y trouve quelque obscurité, l'interprétation s'en fait toujours contre le bailleur.

49. Lorsqu'une terre, seigneurie ou tout autre héritage se trouve affermé en même tems à deux fermiers, celui qui le premier s'est mis en possession, doit continuer, quoique son bail fût postérieur en date. Mais il est sans contredit que l'autre doit être dédommagé des avances qu'il justifiera avoir faites pour entrer dans la ferme. *Voy.* M. de Catelan, liv. 5, chap. 28 ; il rapporte un arrêt du parlement de Toulouse,

du premier février 1667, qui l'a ainsi jugé, après partage d'opinions.

50. Lorsque le jour marqué par le bail pour entrer en jouissance est arrivé, il faut mettre le fermier en possession de tout. Si par la faute du bailleur la jouissance du nouveau fermier étoit retardée, il faudroit le dédommager à proportion du retard & des circonstances.

51. Si par le bail, le bailleur n'a pas fait état des effets que le fermier doit prendre en entrant, pour en laisser pareille quantité en sortant; si pareillement il n'a pas constaté la nature & l'espèce des réparations dont le fermier doit être chargé, avant que de le mettre en jouissance, il est de la prudence de constater le tout par un état double signé du seigneur & du fermier. Cet état clairement détaillé, & nettement circonstancié, à la fin du bail, fait la loi entre les parties, & coupe racine à toutes mauvaises contestations.

52. On avertit ici les fermiers qu'il est encore plus intéressant pour eux que pour les seigneurs, de se précautionner d'un semblable état. Dans tous les baux on met cette clause, que le preneur a reconnu le tout en bon état, pour le laisser de même à sa sortie. Par la force de cette clause générale, le preneur, à la fin de son bail, se trouve indéfiniment obligé à toutes les réparations; mais quand en entrant, il en aura fait dresser un état bien détaillé, signé de lui & du seigneur, en sortant il ne pourra être tenu que de celles qui y seront mentionnées, & dont il se fera chargé.

53. Le bailleur est tenu de faire jouir son fermier pendant le tems convenu par le bail; si par le fait du bailleur le fermier est dépossédé, il lui fera dû des dommages & intérêts, soit par le bailleur, ou par ses successeurs à titre universel.

54. Ces dommages & intérêts se règlent ordinairement, eu égard aux jouissances dont le fermier est privé. L'usage est de lui accorder le tiers des sommes qu'il auroit payées pour ce qui restoit à expirer du bail, s'il avoit eu son entière exécution.

55. Cette règle n'est pas toujours suivie, & quelquefois les circonstances déterminent à accorder des dommages & intérêts beaucoup plus considérables. M^r Denifart, dans sa collection de nouvelles décisions, *verbo* Bail, en rapporte plusieurs exemples, & entre autres, un arrêt du 14 mai 1729, qui accorde 96617 livres de dommages & intérêts à un fermier d'une terre affermée 6600 livres, pour cinq années qui lui restoient à jouir.

56. L'obligation du seigneur, ou de tout autre qui a affermé sa terre, de faire jouir son fermier pendant le cours du bail, n'empêche pas le propriétaire de vendre, de donner, de léguer sa terre; mais comme l'acquéreur, le donataire, le légataire, successeurs à titre particulier, peuvent, de droit, déposséder le fermier, c'est alors au propriétaire, ou à ses successeurs à titre universel, à dédommager le fermier, lorsque le propriétaire n'a pas vendu, donné ou légué à la charge du bail.

57. On trouve dans le Journal du Palais un arrêt du parlement de Bordeaux, du 16 février 1662, qui a jugé que l'acquéreur à faculté de reméré ne jouissoit point du privilège de successeur à titre particulier, & qu'il devoit entretenir le bail. Le parlement de Paris, par arrêt du 28 juillet 1714, a jugé la même chose contre madame la duchesse de Duras, qui avoit acquis à vie une maison située à Paris, dont M. de Sommery avoit un bail subsistant; il fut ordonné que le locataire jouiroit jusqu'à la fin du bail.

58. Le mari peut faire bail des biens

de sa femme, sçavoir, des maisons de Paris pour six ans, & des biens de campagne pour neuf ans; & la femme après le décès du mari, est tenue d'entretenir le bail, s'il n'y a fraude. *Voyez* l'article 227 de la coutume de Paris, & les commentateurs sur cet article. La disposition de la coutume de Paris doit avoir lieu dans toutes celles qui ne disposent pas au contraire.

59. Les baux des biens des mineurs ne doivent être passés par leurs tuteurs & gardiens, que pour trois ans; mais après la tutelle & la garde finie, les baux ne sont pas résolus, ils continuent d'avoir leur exécution, s'il n'y a anticipation, fraude ou lésion.

60. La douairière doit entretenir les baux faits par son mari, mais les héritiers du mari ne sont pas obligés, le douaire éteint, d'entretenir ceux faits par la douairière. La raison est que, le fermier sçachant qu'il affermoit d'un usufruitier, a dû s'attendre à être dépossédé au moment de l'extinction de l'usufruit.

61. Si la douairière, dans le bail, n'enjoit pas sa qualité, ou la cacheoit, si la durée du bail n'est pas fixée au tems que durera le douaire, l'héritier de la douairière alors devra des dommages & intérêts au fermier dépossédé: il en est de même des baux faits par les usufruitiers. Il en faut cependant excepter ceux faits par le grevé de substitution. Par arrêt du 30 juin 1755, il a été jugé que l'appelé à la substitution entretiendrait le bail fait par le grevé. *Voyez* Denysart, *verbo* Substitution.

62. Les baux faits par les seigneurs ecclésiastiques ont quelques règles particulières à cet égard.

63. Le fermier d'un bénéficiaire qui a résigné ou permuté son bénéfice, ne peut être dépossédé par le successeur qui naturellement est tenu des faits du

résignant ou de celui avec qui il a permuté; d'ailleurs, dans le cas de résignation, il feroit odieux que le résignataire donnât lieu à une demande en dommages & intérêts contre son bienfaiteur.

64. Le bénéficiaire pourvu ou par démission, ou par mort, peut, sans difficulté, expulser le fermier qui jouit en conséquence d'un bail fait par le précédent titulaire, parce que le nouveau bénéficiaire ne tient rien de lui.

65. Les baux faits par les commandeurs de l'ordre de Malthe sont pareillement résolus par la mort du commandeur, ou même lorsqu'il change de commanderie pour en prendre une autre. Ce point de jurisprudence est établi par quantité d'arrêts rapportés par Descluseaux, dans son Recueil des Privilèges de l'Ordre, page 919 & suiv.

66. Les fermiers des archevêques, évêques, & autres pourvus de bénéfices consistoriaux, ne peuvent être dépossédés par l'économe séquestre après le décès des titulaires; ils doivent jouir pendant l'année courante, & être continués par l'économe séquestre, à moins que ce dernier ne trouve plus expédient de passer nouveau bail par-devant notaire, ce qu'il ne peut faire que de l'avis du substitut de M. le procureur général sur les lieux, après trois publications. C'est la disposition de l'article 9 de l'édit de décembre 1691, de celui du mois d'août 1707, qui règlent les fonctions des économes séquestres.

67. Autrefois les économes séquestres étoient en titre d'office, il y en avoit un dans chaque diocèse: mais ces offices ont été supprimés; les économes ne sont plus que sur de simples commissions; mais dans leurs fonctions ils sont toujours subordonnés aux réglemens établis par les édits de 1691 &

1707. C'est constamment la jurisprudence du conseil.

68. Les seigneurs doivent sans cesse veiller à ce que leurs fermiers, pendant le cours de leurs baux, jouissent en bons pères de famille. Les obligations des fermiers à cet égard sont, 1^o. de cultiver les terres dans leurs saisons; 2^o. de couper les bois & pêcher les étangs dans les tems convenables; 3^o. de ne rien arracher, ni détériorer; 4^o. d'entretenir au contraire le tout en bon état, au moins tel qu'ils l'ont reçu; 5^o. dans la perception des droits seigneuriaux, de ne commettre aucune exaction, & de ne point tourmenter, par des poursuites trop rigoureuses, les corvéables, les censitaires & les vassaux.

69. Sur la troisième de ces obligations, il faut observer que, quoiqu'un fermier ne puisse rien innover, on ne peut cependant pas raisonnablement l'empêcher de mettre une terre labourable, en sainfoin, luzerne, ou en pré, pourvu qu'à la fin du bail il rende la terre au même état qu'il l'a reçue. On ne pourroit pas dire la même chose d'un bois, d'un pré; il ne seroit pas permis à un fermier d'arracher un bois, de dénaturer un pré pour le mettre en terre labourable; on sent combien ces changemens pourroient être dommageables au propriétaire.

70. L'expérience a appris que la marne qui, pendant les premières années, fertilise la terre sur laquelle elle est répandue, la dégrade & l'appauvrit par la fuite: cette expérience a introduit une nouvelle jurisprudence, suivant laquelle il n'est pas permis au fermier de marnier les terres, si la faculté ne lui en est expressément accordée par son bail, ou par le propriétaire.

71. Tout fermier qui abuse de son bail, au point de dégrader les bois, les vignes, les bâtimens, peut être

expulsé, même avec dommages & intérêts du propriétaire. Voyez la loi 3, *cod. de locat.* l'article 48 du titre 9 de la coutume de Berry; l'art. 9 du chap. 18 de celle de Montargis; Bouvot, tome 2, sous le mot Bail à ferme, quest. 40. Boucheul, sur l'art. 62 de la coutume de Poitou.

72. On peut encore expulser le fermier quand il reste deux ans sans payer le prix de sa ferme. Voyez la loi *quero* 54, §. *inter l. cum domini* 56, ff. l. 3, *effractura*, ff. *de officio Præs. Vigil.* Mais dans l'un & l'autre cas il faut que ce soit en connoissance de cause, & par autorité de justice, & qu'il n'y ait point de précipitation. Un arrêt du 11 mars 1724, rapporté par Freminville, t. 5, p. 137, infirme une sentence du châtelain du 4 mai 1713, qui n'avoit donné à un fermier que huitaine pour payer quatre années de son bail, & garnir la ferme de bestiaux, à peine de résolution du bail. Le fermier n'ayant pas pu satisfaire dans la huitaine, il fut expulsé. L'arrêt déclare son expulsion, les saisies; ventes de bestiaux, éjection de meubles faites en conséquence, nulles, tortionnaires, injurieuses & déraisonnables; condamne le propriétaire en 4000 livres de dommages & intérêts, & aux dépens; ordonne en outre que le bail aura son exécution pour les cinq ans qui restoient à expirer.

73. Si le prix de la ferme est en argent, le fermier ne payant pas au terme prescrit par le bail, ne doit toujours que la même somme; mais lorsque le prix de la ferme est en grains, il peut essuyer des augmentations, qui seront la peine de son retard, suivant la jurisprudence des arrêts.

74. Pinault, tom. 1, art. 90, dit qu'il a été jugé au parlement de Tournay, par arrêt du 27 janvier 1696, que le fermier qui n'a pas payé les grains

de la ferme à l'échéance, en doit payer les arrérages au prix que le bled a valu au domicile de son maître, & non au sien, au jour du terme.

75. Dumée, en sa jurisprudence du Haynault françois, tit. 12, art. 23, dit que, si un fermier est en demeure de payer sa ferme stipulée en grains, & que depuis le terme échu le prix du grain vienne à augmenter, le fermier doit payer selon la plus haute estimation depuis son retard : ce qui est très-équitable, autrement le fermier profiteroit de sa négligence. L'art. 6 du chap. 117 de la coutume du comté de Haynault, contient une décision semblable à celle de Dumée. Bellordeau, liv. 6, contrav. 108, rapporte un arrêt du parlement de Bretagne du 13 octobre 1597, qui établit cette jurisprudence.

76. Les arrérages d'un bail à ferme, de leur nature, ne produisent point d'intérêts, ils ne sont dûs qu'à compter du jour de la demande en justice. Voyez Chorier en sa jurisprudence de Guy-Pape, page 249.

77. Les fermiers, pour s'exempter ou différer de payer le prix de leurs fermes, ne sont pas reçus au bénéfice de la cession de biens, & ne peuvent pas se servir des lettres de répi. Cette jurisprudence est fondée sur la disposition de quantité de coutumes, mais encore plus précisément par l'article 11 du tit. 6 de l'ordonnance de 1669.

78. Les fermiers sont responsables des incendies qui arrivent par leur imprudence ou négligence, ainsi que par celle de leurs domestiques, & des sous-fermiers qu'ils ont placés. Il en est encore de même si l'incendie avoit été occasionné par la malice d'un ennemi du fermier ; mais si l'incendie est causé par cas fortuit, force majeure, ou par un incendiaire étranger, le fermier n'en est pas tenu ; il lui suffit pour sa

décharge de prouver le cas fortuit, & la force majeure.

79. Le fermier général d'une terre, auquel tous les revenus sont abandonnés sans aucune restriction, ne peut jouir que des droits utiles, & non des droits honorifiques personnels au seigneur ; ainsi un tel fermier ne pourra pas nommer aux bénéfices dont le patronage dépend de la terre qui lui est affermée ; il ne pourra pas non plus nommer les officiers, ou les destituer, recevoir la foi & hommage, &c, sans un pouvoir spécial, & bien circonstancié.

80. C'est une jurisprudence certaine que la chasse est un droit personnel au seigneur de haute justice ou de fief ; ainsi le droit de chasser ne peut point, dans un bail être affermé, ni accordé au fermier. Voyez les arrêts rapportés par Gallon sur l'article 27 du titre 30 de l'ordonnance de 1669.

81. Le fermier judiciaire d'une terre ne peut pas y chasser. Il est également défendu aux fermiers généraux du domaine, leurs sous-fermiers, ou commis, de chasser, ou d'affermir la chasse sur le domaine de S. M. Le premier cas est décidé par jugement de la table de marbre, du 4 février 1682, rapporté par Gallon, *loco citato*, contre un fermier général, fermier judiciaire de la terre de Balinvilliers. Le second cas est jugé contre les fermiers généraux du domaine, par arrêt du conseil d'état, du 3 octobre 1722, rapporté par Freminville, tome 4, page 675.

82. Le fermier général d'une terre doit percevoir pendant son bail, non seulement les droits seigneuriaux ordinaires attachés à la terre, comme les cens, les corvées, les bannalités, &c. mais encore les droits casuels, comme les lods & ventes, les rachats, reliefs, amendes, confiscations. Sur les difficultés qui peuvent naître sur cette dernière

nière espèce de droit, voyez LOUIS XV ventes, rachat, amendes, confiscation, épaves.

83. Le retrait féodal, & le retrait censuel, dans les coutumes où il a lieu, suivant la jurisprudence des arrêts, sont cessibles par le seigneur; ainsi il peut les abandonner dans un bail général; mais s'il n'y en a pas clause expresse dans le bail, le fermier général ne laissera pas d'exercer l'un & l'autre retrait. Voyez les art. 410 de la cout. d'Anjou, & 474 de la coutume de Bourbonnois; sur quoi il faut observer,

84. 1°. Que le fermier ne peut point exercer ces retraits en son nom, mais bien au nom du seigneur.

85. 2°. Qu'il ne peut profiter dans ces retraits, que des fruits des héritages pendant son bail.

86. 3°. Qu'après le bail expiré, le fermier doit offrir de lui remettre les héritages ou fiefs par lui retirés.

87. 4°. Que si le seigneur accepte les offres, il doit rembourser le fermier du prix principal par lui déboursé, ainsi que des frais & loyaux coûts par lui faits.

88. 5°. Si le seigneur refuse les offres, les héritages retraits par le fermier, lui demeureront à perpétuité, en payant au seigneur les charges anciennes & accoutumées. Voyez les art. des cout. ci-dessus citées.

89. Si pendant le cours du bail, quelque héritage censuel ou féodal tombe en commise au profit du seigneur, le fermier a droit de percevoir les fruits de l'héritage commis jusqu'à la fin du bail; & si le seigneur négligeoit de demander la commise, le fermier pourroit sans doute la demander au nom du seigneur, pour jouir des fruits. Voyez Dunod, dans son *Traité de Main morte*, chap. 4, sect. 3, p. 153.

90. Quelques fermiers ont prétendu que les héritages qui, pendant leur bail,

Part. I.

leur appartenoient en propriété, mais c'est une erreur. Un bail ne contient jamais qu'une vente de fruits, & ne peut jamais de sa nature transmettre la propriété d'aucuns héritages, & encore moins de ceux qui par les loix fondamentales des fiefs doivent retourner à leur origine, par le moyen de la réunion ou de la consolidation au fief principal.

91. Lorsqu'il y a ouverture à la commise, pour quelque cas que ce soit, quoiqu'elle soit expressement prononcée par la coutume, le seigneur ou son fermier ne doivent cependant pas, de leur autorité privée, s'emparer de l'héritage commis; ils doivent en former demande en justice, & se la faire adjuger par sentence. C'est le sentiment de tous les auteurs feudistes; entre autres, voyez Brodeau sur l'article 43 de la coutume de Paris, n. 14; Ferrière sur le même article, glos. 2, som. 3; Chopin sur la coutume d'Anjou, part. 2, chap. 1, tit. 2, n. 3; d'Argentré sur celle de Bretagne, art. 516. Voyez Commise.

92. Le fermier général d'une seigneurie qui a haute justice, dans le bail duquel sont compris tous les droits annuels & casuels de la haute justice, demeure dès lors chargé de toutes les charges attachées à la haute justice, comme de faire tous frais nécessaires pour la punition des délinquans, de payer les gages des officiers, de nourrir les enfans trouvés, quand même ces différentes charges ne seroient pas exprimées par le bail. Il est juste que celui qui retire les émolumens de la justice, en supporte les charges. Autre chose seroit si le fermier en étoit expressement déchargé par le bail; alors le tout seroit à la charge du seigneur haut justicier.

93. Si pendant le cours de son bail, le fermier est empêché de jouir, &

privé des fruits par cas fortuit, force majeure, vimaire, ou autre semblable accident, il lui est alors dû une indemnité, ou un dédommagement. Pour sçavoir comment il doit être réglé, voyez Indemnité, Stérilité & Vimaire.

94. Quand le bail est fini, le fermier doit vider les lieux, sans qu'il soit besoin de donner congé, ou aucun autre avertissement préalable : le bail avertit suffisamment le fermier & le propriétaire, l'un de fortir, & l'autre de chercher un fermier.

95. Le fermier, en sortant, doit laisser les choses en même état qu'il les a reçues en entrant, ou qu'il s'est chargé de les rendre par son bail. Les terres labourables doivent être en même nature de culture qu'il les a prises. Les prés doivent être en tel état que la faux y ait un cours libre, sans tau-pinières, ni fourmillières, les vignes bien façonnées selon la coutume du pays, les héritages bien bouchés, les bâtimens en suffisant état de réparations. Ordinairement les obligations du fermier sur tous ces objets sont réglées par le bail, ou par des états particuliers qu'il faut consulter, & qui font la loi des parties.

96. Dans les environs de Paris, la vente des pailles & des foin compose une partie du revenu des fermes ; le fermier sortant n'en laisse point : il n'en est pas de même dans la plupart des autres provinces du royaume ; le fermier entrant reçoit toujours une certaine quantité de foin & de pailles, pour en laisser pareille quantité en sortant. Il est encore d'usage dans quelques provinces, que le fermier sortant ne peut point emporter les foin & les pailles récoltés dans le lieu pendant la dernière année du bail, qu'auparavant il ne les ait offerts au propriétaire pour les prendre suivant l'estimation. Il en

est de même à tous égards des fumiers destinés à l'engrais des terres qui dépendent de la ferme. Au surplus, sur ces objets, il faut s'en tenir aux usages des lieux, ou aux stipulations énoncées dans le bail.

97. Quant aux gros & menus bestiaux, le fermier doit les rendre comme il les a reçus, chef pour chef, ou suivant l'estimation.

98. Les dernières maladies épidémiques des bestiaux ont donné lieu à la question de sçavoir si les fermiers étoient déchargés de la représentation des bestiaux qui font le fond du lieu, & que dans plusieurs provinces on appelle bêtes de fer, lorsqu'ils avoient été enlevés par la contagion. La jurisprudence des arrêts a décidé que, dans ce cas, le fermier non-seulement n'étoit pas tenu à la représentation des bestiaux, mais elle a encore accordé aux fermiers qui se sont pourvus, des dédommagemens consistant en diminutions sur chaque année du bail, à cause du défaut des engrais, & conséquemment du défaut de culture des terres occasionné par la mortalité des bestiaux. *Fremenville*, dans son *Traité des Baux des seigneuries*, page. 327, rapporte deux arrêts du parlement de Paris ; le premier, du 25 juin 1747, l'autre, du 23 janvier 1748, qui établissent cette jurisprudence. Elle est fondée sur deux principes également certains. Le premier, que la propriété des bêtes de fer, malgré le bail, reste toujours au propriétaire, & non au fermier qui n'en a que la jouissance. Le second, que, dans le cas fortuit, dans ceux de force majeure, la perte de la chose tombe toujours sur le propriétaire, *res domino perit*.

99. Il faut observer que, pour obtenir la décharge de représenter les bestiaux périés par la contagion, & les dédommagemens dont on vient de par-

ier, il faut que les fermiers fassent constater dans le tems, par des procès verbaux non suspects, le nombre & la qualité des bestiaux enlevés par la maladie épidémique. Les arrêts ci-dessus n'ont été rendus que sur de semblables procès verbaux rapportés par les fermiers.

100. Le fermier, en sortant, doit tirer une décharge des réparations dont il a été chargé, des exploitations de bois qu'il a pu faire pendant son bail. Il doit pareillement remettre au seigneur, ou dans ses archives, les papiers terriers, livres, & autres titres dont il a pu avoir besoin pour la perception des droits seigneuriaux, & en retirer décharge. S'il s'est engagé de donner à la fin de son bail une nouvelle liève, il la doit remettre dûment certifiée & affirmée véritable par-devant le juge de la seigneurie, & en retirer pareillement décharge. *Voyez Liève.*

101. Le fermier sortant doit, pendant la dernière année du bail, donner au fermier entrant à sa place, un logement suffisant pour le mettre en état de lever les jachères, & de faire ses labours & semences; mais cet article se règle encore suivant la nature des baux & les différens usages.

102. Lorsqu'un bail est expiré, le seigneur ou le propriétaire peuvent sans doute expulser le fermier qui ne voudroit pas fortir, mais ils ne le peuvent pas faire d'autorité privée, il faut avoir recours à celle de la justice, en obtenant sentence contre le fermier.

103. Lorsqu'un fermier, après ou quelque tems avant le terme convenu pour renoncer au bail, écrit ou fait écrire au propriétaire qu'il renonce au bail, le propriétaire, en ne répondant rien, n'est pas censé accepter la renonciation, mais plutôt s'y opposer, à moins qu'un tel acquiescement ne

résulte d'autres actes. *Voy. M. Pinault, tome 2, art. 167; il rapporte un arrêt du parlement de Tournay qui l'a ainsi jugé.*

104. Lorsqu'après le bail expiré, le fermier continue la jouissance sans contradiction de la part du propriétaire, alors il y a ce qu'on appelle tacite reconduction. *Voyez Tacite reconduction.*

105. BAIL AU DESSUS DE DIX ANS. Régulièrement les baux de trois, six, neuf ans ne produisent aucuns droits seigneuriaux; mais, lorsque le contrat de ferme excède neuf ans, il contient une aliénation du bien donné à ferme, & on le regarde alors comme un bail emphytéotique, pour lequel il est dû un droit de mutation au seigneur direct; par la raison que la possession de dix ans équipolle à vêtur. C'est le texte de l'art. 261 de la coutume de Sedan. L'art. 33 de la coutume de Berry, tit. 2, y est précis. *Voyez les maximes journalières du droit françois, au mot Fermier, page 252, & l'annotateur; Despeisses, des droits seigneuriaux, sect. 5, n. 4; Dumoulin, sur Paris, tit. 2, de cens. §. 78, glos. 1, in verbo Acheté, n. 183; d'Argentré, in tract. de laudim., cap. 1, §. 6.*

106. BAIL JUDICIAIRE, est celui qui se fait en justice d'un héritage saisi réellement. Lorsque, pendant le bail d'une seigneurie, elle est saisie réellement, s'il y en a un bail conventionnel subsistant, il est libre au fermier d'en demander la conversion en bail judiciaire; & les commissaires ne peuvent l'empêcher, à moins que le bail n'ait été fait en fraude & à vil prix. *Voyez l'art. 3 du règlement de 1664, & l'ordonnance de 1667, tit. des sequestrés, art. 10.*

107. Les commissaires aux saisies réelles ne peuvent même régulièrement faire procéder au bail judiciaire, qu'a-

près avoir sommé celui qui jouit des héritages saisis, de déclarer s'il en a un bail conventionnel, & s'il entend le convertir en bail judiciaire. Après cette sommation, qui vaut saisie entre les mains, le fermier ne peut plus payer les fermages. C'est l'usage du Châtelet.

108. Le fermier conventionnel, qui convertit son bail en bail judiciaire, ne change point pour cela sa condition : il n'est pas contraignable par corps, s'il ne l'étoit auparavant ; & on ne peut pas exiger de lui une caution, comme d'un autre fermier qui se rend adjudicataire à l'audience.

109. Les frais de la conversion du bail conventionnel en bail judiciaire sont à la charge de la chose : le fermier doit en être remboursé sur ses fermages.

Si le fermier judiciaire peut chasser sur la terre qu'il tient à ferme. *Voyez* ci-dessus Bail à ferme.

110. BAIL. VUIDER, HORS DE BAIL. Dans la coutume d'Artois, art. 154, c'est sortir de la garde, la quitter quand elle est finie.

111. BAILLETTE. FERME ET BAILLETTE. On se sert de ces mots, dans la coutume de Bordeaux, article 101, dans celle de Bayonne, tit. 4, art. 10, tit. 17, art. 13, pour signifier l'acte par lequel un seigneur donne son héritage à cens, terrage, rente, ou autre semblable devoir annuel.

112. BAILLAGE. Ce mot signifie une certaine étendue de pays, dans l'enclave duquel un juge royal ou seigneurial a droit de rendre la justice. On dit également le bailliage d'Issoudun, qui est un siège royal, & le bailliage de Levraux, qui est une justice seigneuriale.

113. BAILLI. En général, c'est l'officier chargé de rendre la justice dans l'étendue d'un bailliage. Il y en a, comme on voit, de royaux & de seigneuriaux : il n'est question ici que

des seigneuriaux. Sur leurs fonctions ; leurs prérogatives, nomination, destitution, *voyez* Juge, Justice, Prévôt, Vicomte, Viguiier, Nomination d'officiers, Destitution des mêmes, Auditoire, Habits, Lieutenants.

114. Loyseau, *traité des offices*, liv. 4, chap. 4, n. 64 & 65, remarque que ce mot très ancien signifie gardien, officier, domestique ; qu'il fut inventé par les comtes & les ducs après leur usurpation, pour signifier les officiers qu'ils commettoient dans leurs seigneuries pour y rendre la justice en leur nom, & pour faire comprendre à ces officiers qu'ils étoient révocables à volonté, comme naturellement le sont tous gardiens, & tous serviteurs domestiques, dit Loyseau.

115. BAILLI CHASTELAIN. Dans la coutume de Senlis, art. 61, on appelle ainsi le juge des causes d'appel en la seigneurie & justice subalterne.

116. BAILLIS CHEVETAINS. Il est fait mention de cette espèce d'officiers dans la coutume de Normandie, chap. 123. Ce sont ceux qui sont préposés par le duc ou le prince, pour rendre la justice aux sujets du pays.

117. BAILLISSEUR. Dans les anciennes coutumes d'Amiens, art. 45, 46 ; d'Artois, art. 160 ; de Mantes, art. 107, ce mot signifie le tuteur qui a la garde-noble d'un mineur noble.

118. BAILLISTRE. On trouve ce mot dans presque toutes nos coutumes : dans les unes, il signifie tuteur ; dans d'autres, il signifie le gardien noble. *Voyez* Garde-noble.

119. BAILLISTRIERIE. Ce n'est que dans la seule cout. de Bourgogne, tit. 5, art. 8, 9, qu'on trouve ce mot, qui, malgré son air barbare & gothique, s'y est conservé même après la réformation de la coutume ; & il n'est pas le seul à qui les anciens réformateurs de nos coutumes ont donné ce privi-

lège. Il signifie garde, administration de la personne & des biens d'un mineur noble.

120. **BAISER LE VERROUIL DU PRINCIPAL MANOIR.** Dans quelques coutumes, c'est un hommage que le vassal rend à son seigneur féodal au manoir du fief dominant, & qui, en l'absence du seigneur, tient lieu de la foi & hommage, en prenant par le vassal duement acte de ses soumissions. Le vassal, dit l'art. 20 du tit. 5 de la coutume de Berry, est seulement tenu, pour faire sa foi & hommage, de se transporter au lieu du fief dominant; & s'il n'y trouve pas le seigneur en personne, ou quelqu'un fondé de sa procuration, il fera son devoir en baissant le verrouil ou la porte du manoir du seigneur, s'il y en a; sinon, au lieu de la justice où est situé le fief dominant; & du tout fera dresser acte public & authentique, dont il laissera copie au greffier de la justice, s'il demeure sur le lieu, sinon au fermier ou receveur, ou fondé de pouvoir, ou au voisin demeurant sur le lieu, le tout au choix du vassal; & enfin à leur défaut, par attache au lieu principal. Les coutumes d'Auxerre, art. 44, de Sens, art. 181, ont des dispositions à peu près semblables.

121. **BAN.** C'est un vieux mot allemand qui signifie proclamation, publication à cri public; il signifie aussi bannissement, parce qu'autrefois on publioit le bannissement à son de trompe. Ban se prend donc communément pour signifier toutes proclamations publiques faites à haute voix. On dit publier un ban; c'est avertir à cri public de faire quelque chose, ou défendre de la faire; c'est pourquoi, dans quelques coutumes, on se sert de ces mots *bannies* & *bannir*, pour signifier publication & publier. Voyez *Bannies* & *Bannir*. Dans les mêmes coutumes, il si-

gnifie encore bannalité. Voyez *Bannalité*.

122. Dans la coutume de la Marche, art. 134, ban signifie une corvée à bras, que le corvéable doit chaque semaine à son seigneur, du métier qu'il sçait faire.

123. **BAN, ARRIERE-BAN.** Le ban est la convocation de tous ceux qui possèdent des fiefs relevant immédiatement de sa majesté, pour l'aller servir à la guerre. L'arrière-ban est la convocation de ceux qui possèdent des arrière-fiefs.

124. Ces établissements doivent leur origine à la constitution des fiefs, qui tous de leur nature doivent le service militaire au roi, proportionnellement à la valeur & à la grandeur des fiefs. Ceux possédés par les ecclésiastiques n'étoient point exempts de cette charge; aussi trouvons-nous souvent dans les anciennes histoires des abbés, des évêques qui conduisent des troupes, & qui commandent des armées. Aymard de Monteil, évêque du Puy, commandoit un corps d'armée à la seconde croisade. Le chevalier Guerin, nommé à l'évêché de Senlis, commandoit l'armée de Philippe Auguste à la bataille de Bouvines. Quand les évêques & les abbés ne vouloient ou ne pouvoient pas aller à la guerre, ils envoyoit leurs vidames.

125. Charlemagne, par un de ses capitulaires, défendit aux ecclésiastiques d'aller à la guerre; mais cette loi ne fut point exécutée: celle des fiefs l'emporta, & nous voyons qu'elle eut lieu jusqu'à Philippe Auguste. Depuis nous ne trouvons point ou guère d'ecclésiastiques à la tête des armées; & enfin ils ont été absolument affranchis, par les ordonnances de nos rois, du ban & de l'arrière-ban. Voyez les mémoires du clergé, tom. 3, part. 4, pag. 202 & 203; le traité de la Roque, ch. 6 & 7.

126. Sous la première & la seconde race de nos rois , en général les fiefs possédés à vie devoient tous le service militaire au roi : il ne les accordoit qu'à cette condition ; & les possesseurs des fiefs avec leurs hommes composoient le fort de nos armées. Ils servoient comme les Romains dans les premiers tems de la république , c'est-à-dire qu'après la campagne , ou la guerre finie , l'armée se débandoit , & chacun se retiroit chez soi.

127. Sous la fin de la seconde race , & au commencement de la troisième , la propriété des fiefs se trouva usurpée par-tout : mais , malgré cette usurpation , les possesseurs ne purent entièrement oublier leur dépendance envers le roi de France. Tous , grands vassaux & petits , lui firent la foi & hommage , le reconnurent pour le chef du gouvernement , qui étoit alors purement féodal , & s'engagèrent de le servir envers & contre tous. En conséquence , au premier signal , ils continuèrent le service militaire à peu près sur le même pied qu'ils avoient fait sous la première & seconde race.

128. Cet usage continua jusqu'à Philippe Auguste , qui le premier de nos rois eut un corps de troupes réglées , continuellement entretenu pour la défense de l'état. Il a été imité par les rois ses successeurs , qui n'ont plus convoqué le ban & l'arrière-ban que dans les extrêmes nécessités. Il n'y en a point eu de général depuis la guerre de 1688. Mais le ban & l'arrière-ban pour cela n'est point aboli : nous avons encore vu , ces dernières années , la noblesse de Poitou commandée pour marcher à la défense des côtes de cette province menacées par les Anglois.

129. Comme il n'y avoit autrefois que les nobles qui pouvoient posséder des fiefs , la convocation du ban & de l'arrière-ban ne s'adressoit alors

qu'à la noblesse : mais aujourd'hui que les fiefs peuvent être possédés par des roturiers , elle s'adresse à tous les possesseurs de fiefs nobles ou roturiers. Ceux qui ne peuvent pas marcher sont taxés à une certaine somme. Toutes sortes de personnes sont sujettes à cette taxe ; non seulement les propriétaires des fiefs , mais encore les douairières & les usufruitiers. Il y a cependant quelques exempts , 1^o. les ecclésiastiques , 2^o. les conseillers , notaires & secrétaires de la cour. *Voyez* les arrêts rapportés par Dufail , liv. 2 , chap. 456 ; liv. 3 , chap. 217. 3^o. Le prévôt du Perche fut déchargé de l'arrière-ban , le 19 mai 1643 , par les commissaires députés par le roi pour l'exécution de sa déclaration du mois de novembre 1641 , sur le fait du ban & de l'arrière-ban. *Voyez* la maréchaussée de France , page 638. 4^o. Par arrêt du conseil d'état du 12 sept. 1674 , les bourgeois de Paris furent confirmés dans l'exemption du ban & arrière-ban , qui leur avoit été accordée par les rois prédécesseurs , en quelque endroit du royaume que soient situés les fiefs dits bourgeois. *Voyez* les ordonnances de la ville , page 751. Le 15 avril 1533 , il y avoit eu des lettres-patentes portant la même exemption en leur faveur ; elles sont au second volume des ordonnances de François I , fol. 319.

130. Les puînés sont obligés de contribuer aux frais de l'arrière-ban , à proportion de ce qu'ils tiennent. *Voyez* Brodeau , sur la coutume de Paris , art. 40 , n. 12.

131. Les seigneurs autrefois , & surtout les propriétaires des grands fiefs , s'étoient arrogé le droit de se faire la guerre les uns aux autres ; à cet effet , ils convoquoient leurs sujets & leurs vassaux : mais il y a long-tems que les seigneurs ont perdu ce prétendu droit , qui , pendant plusieurs siècles , a été

ne source féconde de guerres innu-
merables, qui défolioient & le public & les
particuliers. Ceux qui seront curieux
de s'instruire à fond sur cette matière,
peuvent consulter le traité du ban & de
l'arrière-ban par M. de la Roque, im-
primé à Paris chez Michel Petit en
1676. Ils peuvent encore voir le père
le Long, dans sa bibliothèque histori-
que de la France; ils y trouveront la
liste de tous les ouvrages qui ont traité
de cette matière.

132. BAN A MOISSONS ET FAU-
CHAISONS. C'est la publication que tout
seigneur haut-justicier peut faire faire
à cri public, ou aux prônes des messes
paroissiales, de l'ouverture des mois-
sons & des fauchaisons. Ce ban est or-
donné en termes précis par l'ordon-
nance de Blois, art. 49; par l'édit de
Melun, art. 28; & par celui de Char-
les IX, du 25 octobre 1561.

133. Quelque intéressant que puisse
être ce ban pour le bien public, il est
fort négligé dans plusieurs provinces:
il y en a cependant encore quelques-
unes où on l'observe, comme l'Artois,
& quelques endroits de la Bourgogne.
Voyez l'art. 48 de la coutume d'Ar-
tois; un arrêt du parlement de Paris,
confirmatif d'une sentence du bailliage
de Sens, du 6 juillet 1688, rapporté
au journal des audiences, tom. 5 de
l'ancienne édition, chap. 19.

134. M. Bouhier, dans ses obser-
vations sur Bourgogne, fait très-bien
voir, contre le sentiment de Charon-
das, de Chopin, de Salvaing, que
c'est une erreur de prétendre que le
ban des fauchaisons & des moissons soit
aboli par toute la France. Il rapporte
un arrêt du parlement de Dijon du 4
juillet 1629, rendu entre le curé & les
habitants de Morogacs, qui a jugé que
le jour des moissons & autres récoltes seroit
arrêté, & publié trois jours auparavant
que de recueillir les fruits, & que la mois-

son ne se feroit que le plus commo-
dément que faire se pourroit, selon qu'il
seroit avisé entre eux.

135. » Je n'ai pas oui dire, dit M.
» Bouhier, qu'il soit survenu d'autre
» contestation par rapport à ce ban;
» mais, s'il s'en présentoit, il y a appa-
» rence qu'on y suivroit à peu près les
» mêmes règles qu'au ban des vendan-
» ges.

136. Dans toutes les provinces où
il y a des vignobles, pour peu qu'ils
soient considérables, le ban des ven-
danges y est exactement observé. Mais
il est bien surprenant que les ordonnan-
ces sur le ban des moissons & des fau-
chaisons, si utiles & si sages, soient
par-tout négligées: la récolte des
bleds, des grains, & même des foin-
s, n'est pas moins importante que celle des
vins, si elle ne l'est davantage. Ainsi,
au lieu de penser, comme on fait, que
les ordonnances qui prescrivent la né-
cessité du ban en question soient abo-
lies, les officiers des seigneurs, soute-
nus par l'exemple & l'autorité des juges
supérieurs, devroient employer toute
leur attention pour le mettre par-tout
en usage, *ne fruges immaturas, & tem-
pore non suo decerpent*, dit Cepola, *de
serv. rust. præd.* chap. 20.

* 137. BAN A VENDANGER, ou
BAN DES VENDANGES, est le droit
qu'a le seigneur de marquer l'ouverture
des vendanges en connoissance de cau-
se, de sorte qu'aucune personne ne
peut vendanger avant ce tems, à peine
de l'amende & de saisie de la vendange.

138. Le ban des vendanges est très-
juste, puisqu'il n'a pour objet que le
bien public, qui doit toujours l'empor-
ter sur l'intérêt particulier; car, quoi-
que chacun puisse régulièrement user de
son bien à sa volonté, *unusquisque rei
sue moderator est & arbiter*, ce ne peut
néanmoins jamais être au préjudice de
l'utilité publique. Or il est certain qu'il

est de l'intérêt public de ne pas recueillir les raisins avant leur maturité : *Hoc ideo à dominis locorum constitutum, ne fruges decerpere immaturas & tempore non suo cogereantur*, dit Cœpola, *trac. de serv. rust. prœd. cap. 20.* C'est pourquoi le ban des vendanges est reçu presque partout le royaume. Mais le ban des moissons ou des métives qui étoit en usage chez les Romains, comme nous l'apprenons de la loi 4, ff. *de feriis*, a été aboli en France il y a déjà long-tems.

139. Le droit de publier les vendanges appartient au seigneur haut-justicier, à l'exclusion du seigneur censier, & du moyen & bas justicier, à moins qu'ils ne soient fondés en titres ou en possession légitime. Salvaing, *de l'usage des fiefs*, chap. 39 ; Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 62, n. 3 & 4.

140. Mais pour que les habitans qui ont contrevenu au ban des vendanges, soient sujets à l'amende, il faut que l'ouverture en ait été fixée & arrêtée dans la forme prescrite par la coutume ou par l'usage des lieux ; autrement les contrevenants n'encourent point la peine de l'amende, ainsi qu'il fut jugé par un arrêt du parlement de Toulouse, rapporté par Mainard, liv. 8, chap. 24, qui mit au néant la sentence d'un juge qui avoit condamné un particulier en l'amende, pour n'avoir pas observé les défenses ; l'arrêt fondé sur ce qu'on n'avoit pas pris l'avis des habitans pour donner lesdites défenses ; & par autre arrêt du parlement de Paris, recueilli par Papon en ses arrêts, liv. 6, tit. 1, n. 12. Or la forme ordinaire de publier l'ouverture des vendanges, est que les officiers de la justice du lieu assemblent les habitans, pour prendre leur avis *super commodo aut incommodo* ; après quoi ils en fixent le jour à la pluralité. Voyez la coutume de Berry, tit. 14, art. 5 & 6.

141. Le ban des vendanges étant une charge réelle & qui intéresse le bien public, personne n'en est exempt, pas même les gentilshommes & les ecclésiastiques.

142. Il y a quelques coutumes ; comme celle de Nivernois, tit. *des vignes*, art. 3, qui permettent au seigneur de vendanger un ou deux jours avant les autres habitans. Sur quoi remarquez qu'il a été jugé par deux arrêts, l'un du 26 janvier 1666, & l'autre du 15 mars suivant, rapportés par Salvaing au lieu sus allégué, qu'un particulier peut acquérir, par la possession immémoriale, le droit de vendanger le même jour que le seigneur.


143. Les vignes enfermées dans des enclos ne sont point sujettes au ban des vendanges : ainsi les propriétaires ou fermiers peuvent les vendanger avant l'ouverture d'icelui, sans s'exposer à l'amende ni à la saisie. La raison est parce qu'alors on ne fait point de tort aux autres habitans. Voyez Henrys, liv. 3, chap. 3, quest. 36, & la coutume de Nivernois, tit. *des vignes*, art. 2, qui porte que les *vergers & jardins clos & fermés, étant hors le vignoble, peuvent être vendangés quand il plaît aux seigneurs d'iceux ; & aussi les vergers & jardins étant aux vignobles prochains & joignant des maisons, avant l'ouverture du ban, sans danger d'amende & de confiscation.*

144. On trouve un arrêt dans le troisième tome du journal des audiences, liv. 1, chap. 8, du 5 janvier 1667, rendu en faveur du curé de Renepont, par lequel il a été jugé que le curé décimateur devoit être averti de l'ouverture du ban trois jours avant les vendanges, afin sans doute qu'il ait le tems de faire porter ses vaisseaux dans les vignes, pour recevoir son droit de dixme. Mais cet arrêt ne peut être tiré à conséquence que pour le cas où le

le curé n'a pas assisté à la délibération des habitants.

145. Au reste il ne dépend point du seigneur de donner permission à un particulier de vendanger avant l'ouverture du ban des vendanges, parce que le privilège que la coutume lui donne est personnel & seigneurial, *sicque personam non egreditur*; Salvaing, *loc. cit.* Voyez M. le Prestre dans ses arrêts célèbres, pag. 78, qui rapporte un arrêt du 22 juin 1600, par lequel il a été jugé que le juge qui a fixé le ban des vendanges, peut en dispenser par une permission expresse, pourvu que ce soit gratuitement & pour une cause juste & raisonnable.

146. Quoique le ban des vendanges empêche de vendanger avant le jour marqué, il n'impose pas néanmoins la nécessité de vendanger ce jour-là; ainsi on peut impunément retarder les vendanges, parce que ce retardement ne peut causer aucun dommage aux voisins.]

 147. Sur cet article de M. de la Place on peut observer, 1°. que ce qu'il dit sur l'abolition générale du ban des moissons en France, est suffisamment réfuté par l'article précédent.

148. 2°. L'auteur, sur l'autorité de deux arrêts rapportés par Salvaing, l'un du 26 janvier 1666, l'autre du 15 mars suivant, pose pour maxime certaine, qu'un particulier peut acquérir, par la possession immémoriale, le droit de vendanger le même jour que le seigneur. Il y a apparence que ces deux arrêts ont été rendus sur des circonstances particulières que Salvaing ne rapporte pas; car ces arrêts sont évidemment contraires aux principes établis par un autre arrêt du parlement de Bourgogne du 16 janvier 1612, qu'on trouve dans Bouvot, *verbo* Ban des vendanges. Cet arrêt, rendu au profit du seigneur de Marçilly contre le curé

Partie I.

du même lieu, juge deux choses; 1°. que le curé étoit sujet au ban, quoiqu'il articulât que lui & ses prédécesseurs en avoient été exempts de tems immémorial; 2°. que la preuve de cette exemption par témoins n'étoit pas admissible.

149. Il en pourroit être des arrêts employés par Salvaing, & d'après lui cités par M. de la Place, comme d'un autre arrêt du parlement de Dijon du 17 juin 1676, par lequel un particulier fut maintenu dans la possession de vendanger avant les bans. Mais ce particulier tenoit sa vigne des religieux de Cîteaux, qui avoient été maintenus dans ce privilège par sentence de 1459. C'est ainsi que les circonstances règlent les arrêts, dont la contrariété apparente disparoit lorsqu'on est instruit des motifs qui les ont dictés. Voyez Freminville, tom. 2, page 531 & 546.

* 150. BANC DANS L'ÉGLISE, est un droit honorifique qui n'appartient, de droit commun, qu'au patron & au seigneur haut-justicier; Loyseau, dans son traité des seigneuries, chap. 11, n. 65. Voyez Marechal, des droits honorifiques, chap. 2, qui dit que régulièrement il n'y a que le seul patron qui soit fondé d'avoir banc à queue & clos, c'est-à-dire, fermé par derrière dans le chœur de l'église; & que si les seigneurs, même le haut-justicier, ont banc au chœur, c'est plutôt par tolérance que par un véritable droit. Quoi qu'il en soit, l'usage est que, s'il y a un patron, le haut-justicier a droit de banc au côté gauche du chœur, le côté droit demeurant au patron, comme le lieu le plus honorable de l'église; & qu'à défaut de patron, le haut-justicier a son banc au côté droit du chœur. La raison est parce qu'alors le seigneur haut-justicier est présumé patron.

151. De ce que nous venons de dire, il suit qu'il n'y a que le patron & le haut-justicier fondés de droit commun à

L

avoir banc dans le chœur de l'église : il n'en faut pas conclure que ce droit puisse bien être accordé aux bienfaiteurs, simples gentilshommes, &c. car il est certain que toutes sortes de personnes peuvent avoir bancs, non pas dans le chœur, ainsi que le patron & le haut-justicier, mais bien dans la nef de l'église, pourvu qu'ils en aient obtenu la permission du patron, du curé & des marguilliers ou fabriciens, &, en quelques endroits, de l'évêque diocésain ; Loyseau & Marechal, *ibid.*

152. Sur quoi il faut remarquer que le droit de banc ne peut être accordé qu'à vie, & non à perpétuité, ainsi qu'il fut jugé par un arrêt du 22 mai 1574, rapporté par M. Louet, let. E, chap. 9 ; ce qui a lieu, encore que par le titre de concession de ce droit, il soit porté qu'il est donné à perpétuité, parce que le terme de *perpétuité* doit s'entendre selon la condition de la chose, & signifie souvent ce qui est à vie ; *ut cum dicitur dotis causam perpetuam esse, operas perpetuas*, suivant la remarque de Loyseau, *en son traité des seigneuries*, chap. 11, n. 69. Il est vrai que les veuves, enfants & héritiers de ceux à qui ce droit avoit été accordé, ont accoutumé d'être conservés en la possession d'icelui, & d'être préférés à tous ceux qui le demandent, moyennant une reconnaissance qu'ils font à la fabrique de l'église ; Brodeau, sur Louet, let. E, chap. 9.

153. Mais on demande si le droit de banc accordé à vie peut être révoqué pendant la vie de celui à qui la concession en avoit été faite. Loyseau, audit chap. 11, n. 68, résout cette question par une distinction fort sensée : car la permission d'avoir banc dans l'église a été accordée par les marguilliers ou fabriciens sans le consentement universel des paroissiens ; & dans ce cas, elle est révocable en tout tems, en rendant le

prix de ladite concession : ou bien ce droit a été accordé par les habitants en corps, avec le curé & autres qui y ont droit ; & alors il ne peut être révoqué pendant la vie de celui à qui la concession en a été faite, qu'en vertu de lettres fondées sur ce que la place du banc seroit nécessaire pour la célébration du service divin ; mais il faut toujours rendre l'argent qui a été reçu pour le prix de ladite concession. Voyez Chenu, *en son recueil des réglemens*, chap. 10.

154. Suivant la jurisprudence des arrêts, on ne peut point prétendre droit de banc dans une église en vertu de la simple possession, quelque paisible & quelque longue qu'elle soit : ainsi, pour être fondé dans ce droit, il faut un titre par écrit ; Loyseau, *en son traité des seigneuries*, chap. 11, n. 66 & 67 ; Journal des audiences, tom. 4, liv. 6, chap. 8 ; Marechal, *des droits honorifiques*, chap. 2. La raison est parce que les bancs des églises n'étant point une chose purement profane, ils ne tombent point dans le commerce ; & on est toujours présumé en jouir à titre de précaire.

155. La connoissance des contestations qui concernent le possessoire des bancs dans l'église, appartient au juge royal, à l'exclusion du juge d'église ; & celui qui est troublé dans la possession de ce droit, peut intenter complainte & réintégrande, comme il fut jugé par arrêt du parlement de Paris, au profit de M. le cardinal de Bourbon, contre les marguilliers de l'église de Corbie ; Chenu, cent. 1, quest. 84 ; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 20, n. 1 & suiv. *Panorm. cap. nobis, de jur. patron.* Il n'en est pas de même des autres droits honorifiques : *Putà si quis vult prius offerre aut pacem habere in ecclesiâ, in his enim non datur interdictum*, suivant la commune résolution des docteurs.

Voyez Chassanée , sur la coutume de Bourgogne , tit. 3 , §. 4 , n. 14 , & tit. 6 , §. 4 , n. 1 ; *Joan. Gall. quest.* 135 , & Faber , §. *aliam vero* , aux instit. de bonor. posses.

156. Le droit d'avoir banc dans le chœur de l'église appartient tellement au patron & au seigneur haut-justicier , qu'il a été jugé par un arrêt du parlement de Bordeaux du premier juillet 1681 , rapporté par la Peyr. let. B , n. 1 , qu'un seigneur de fief ne pouvoit point avoir de banc dans le chœur de l'église , quoiqu'au dessous de celui du seigneur haut-justicier ; & par un arrêt du parlement de Toulouse , rapporté par M. de Cambolas , liv. 1 , chap. 50 , un simple gentilhomme fut condamné à ôter son banc qu'il avoit fait placer dans l'église.

157. Le successeur à titre singulier , comme seroit l'acquéreur d'une maison , ne peut point jouir du droit de banc que son vendeur avoit en l'église , sans en obtenir nouvelle concession ; il ne sera pas même préféré à tout autre qui offrira la même condition à l'église , comme cela se pratique à l'égard des héritiers , *ut supra notat*. Ce droit ne se transmet pas aussi au locataire de la maison ; *non est enim prædialis servitus* , comme dit Loyseau , n. 70.

158. Les arrêts ont jugé que l'aîné ne peut point empêcher son frère puîné de jouir conjointement avec lui du banc qui appartenoit à leur père , pourvu qu'il y ait place audit banc. La raison est parce que la condition du puîné n'est pas moins favorable que celle de l'aîné : mais , si celui-ci a donné quelque chose pour le prix de la nouvelle concession , l'autre est tenu de le récompenser de la moitié ; & jusques-là il n'aura point de place au banc.

Voyez sur cette matière le journal des audiences , tom. 4 , liv. 6 , chap.

8 ; Loyseau , dans son traité des seigneuries , chap. 11 , à n. 65 *ad fin.* Chenu , cent. 1 , quest. 84 & 85 ; Brodeau sur Louet , let. E , chap. 9 ; Mareschal , dans son traité des droits honorifiques , chap. 2 , & les arrêts qu'il rapporte dans son recueil d'arrêts notables ; *Boer. quest.* 107.]

159. BANCAGE. Dans la coutume de Lodunois , chap. 9 . art. 1 , ce mot paroît signifier , & le droit de banvin , & le district dans lequel le seigneur peut exercer ce droit. Voilà comme s'exprime l'article.

160. Seigneur qui a droit de ban à vin peut vendre le vin du cru de son fief , pour raison duquel il a le droit de *bancage* . . . par les mains de ses serviteurs ou commis *au dedans de son bancage*. Ce mot se trouve aussi dans l'ancienne coutume de Touraine , chap. 1. Voyez Banvin.

161. BANDOULIERE , est une large bande d'étoffe , bordée des deux côtés de galons d'or ou d'argent , ou de la livrée d'un seigneur avec ses armes , qu'il fait porter à ses gardes-bois , chasseur , ou pêche , pour annoncer au public leur commission. Ainsi qu'on établit en quelque façon un garde en lui donnant la bandoulière , on le révoque de même en la lui ôtant. On dit communément ôter la bandoulière à un garde , pour dire le casser.

162. Comme on peut intenter des procès sur tout , il y en a eu sur le droit de faire porter la bandoulière. Par arrêt du parlement de Paris du 22 janvier 1606 , rapporté par Duperray , dans son traité sur le partage des fruits , pag. 170 , il a été jugé au profit de l'abbé commendataire de Saint Nicolas d'Angers , contre les religieux de la même abbaye , qu'il ne leur étoit pas permis de faire porter des bandoulières à leurs armes aux gardes de leurs bois , au préjudice de leur abbé , dans la personne

duquel réside le véritable caractère du seigneur.

* 163. BANLIEUE, est l'étendue de la juridiction du seigneur bannier; Ragueau, en son *indice des droits royaux*, verb. Banlieue; Maichin, sur la coutume de Saint-Jean-d'Angely, art. 6, chap. 1. Voyez Brodeau sur l'art. 85 de la coutume de Paris.

164. L'étendue de la banlieue n'est point égale dans toutes les provinces de France; ainsi il y a des coutumes qui lui donnent deux mille pas, d'autres deux mille cinq cents; mais elle ne peut jamais être étendue au-delà de deux moyennes lieues, suivant Basnage, sur l'art. 210 de la coutume de Normandie. Cette distance paroît même excessive, vu qu'il s'agit d'une servitude qui doit plutôt être bornée qu'étendue; c'est pourquoi je trouve la coutume de Poitou, qui ne fait la banlieue que de deux mille pas, fort raisonnable. La banlieue de notre ville de Périgueux est réglée à peu près à la même distance; mais elle est très-mal arrondie. La juridiction des maire & consuls, à qui la haute-justice appartient, & qui prennent le titre de comtes & barons, est renfermée dans les bornes de la banlieue.

165. Lorsqu'un particulier soutient qu'il n'est pas dans la banlieue ou détroit du seigneur bannier, la contestation doit être viduée par le mesurage qui doit se faire à frais communs du seigneur & du prétendu sujet, sauf à répéter par celui qui obtiendra; Chopin, sur la coutume d'Anjou, art. 22, n. 3; ou bien aux frais & avances de celui qui contredit la possession, *quoniam pro possessore respondendum est.*]

166. BANNAL, se dit de l'établissement de certains lieux, à l'usage desquels un seigneur a droit d'affujettir ses justiciables, en lui payant un certain droit. On dit un four, un moulin, un

pressoir bannal, boucheries bannales, &c.

* 167. BANNALITÉ, est un droit qu'ont certains seigneurs de contraindre leurs emphytéotes de se servir de leurs moulins, fours ou pressoirs, en leur payant les droits convenus.

168. La bannalité étant un droit extraordinaire, & un effet de la violence que les seigneurs ont exercée autrefois contre leurs sujets avec un empire despotique, les seigneurs ne peuvent la prétendre par le seul titre de leur seigneurie; ainsi il leur faut un titre précis pour l'établir. Brodeau, sur Louet, let. M, chap. 17, n. 5; Scheudevin, de l'ancienne édition, p. 108, n. 14; Charondas, en ses *pandectes*, liv. 2, chap. 16; Bacquet, des *droits de justice*, chap. 30, n. 1.

169. Sur quoi remarquez, 1^o. que, quoique, suivant l'opinion commune des auteurs, la possession même immémoriale ne soit pas un titre suffisant pour assujettir les tenanciers à la bannalité, il y a néanmoins un cas où la prescription de trente ans suffit pour établir ce droit; sçavoir, lorsque les seigneurs ayant prohibé à leurs emphytéotes d'aller, v. g. moudre leur bled ailleurs qu'au moulin bannal, ils ont déferé à cette prohibition pendant l'espace de trente ans; Guy Pape, quest. 298, & *ibi* ses commentateurs. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Bordeaux, rapporté par Boërius, décis. 125. Bacquet, des *droits de justice*, ch. 29, n. 28; d'Argentré, sur l'article 355 de la coutume de Bretagne. Or la raison pourquoi la possession de trente ans est plus forte en ce cas que la possession immémoriale, c'est qu'elle se trouve jointe à un acte auquel les emphytéotes sont censés avoir adhéré par leur obéissance. *Contrà tamen* Charondas, en ses *pandectes*, liv. 2, chap. 16, qui tient pour la liberté de l'em-

phytéote, nonobstant ladite prescription de trente ans. Mais son opinion ne doit point être suivie, parce que la prescription jointe à un acte de prohibition, fait présumer un titre.

170. 2°. Que, dans les coutumes où la bannalité est considérée *tanquam jus feudale*, le seigneur n'a besoin d'autre titre que celui de son fief, pour assujettir ses emphytéotes à ce droit. Voyez Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 34, n. 11.

171. 3°. Qu'il y a des arrêts qui ont jugé que la possession immémoriale, *que habet vim constituti & tituli*, étoit un titre suffisant pour établir la bannalité, ainsi que l'atteste le glossateur de la Peyrère, let. B, n. 32. Mais on croit qu'il vaut mieux s'en tenir à l'arrêt du 20 août 1700, rapporté par le même auteur *ibid.* comme plus conforme à la liberté naturelle & à l'opinion des auteurs. Voyez Boucheul, *loc. cit.* n. 13; M. le Prestre, cent. 3, chap. 52; Brodeau sur Louet, let. M, n. 11.

172. Lorsque la majeure partie des emphytéotes, c'est-à-dire, les deux tiers & au dessus, se sont assujettis à la bannalité, les autres tenanciers sont dans l'obligation de suivre la même loi, quoiqu'ils n'y aient pas donné les mains, *l. quod major, ff. ad municipalem; argum. l. nulli, ff. quod cujusque universi. Refertur enim ad universos quod publicè fit per majorem partem; l. aliud est vendere, §. 1, ff. de reg. jur.* Voyez Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29, n. 23, à moins que dans le tems que les autres tenanciers se sont soumis à cette servitude, les réfractaires n'eussent fait leurs protestations par un acte.

173. La bannalité du four & du moulin est une servitude personnelle; ainsi elle n'affecte que la personne du levant & couchant: c'est pourquoi celui qui est domicilié hors de la juridiction du seigneur bannier, n'est point sujet à la

bannalité du four & du moulin, quoique ses biens y soient situés; la Peyr. let. B, n. 29, qui cite *Chop. Andeg. l. 1, cap. 2, in fin.* Voyez la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 16, art. 3; Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 34, n. 7.

174. Il n'en est pas de même de la bannalité du pressoir, laquelle est considérée comme une charge foncière & une servitude réelle, suivant quelques auteurs; ainsi ceux qui possèdent des vignes situées dans le territoire du seigneur bannier, sont obligés de faire pressurer leurs vendanges au pressoir bannal, encore qu'ils n'aient pas leur domicile en sa terre, ou qu'ils ne soient pas ses tenanciers, comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris du 24 avril 1600, rapporté par Charondas; en ses pandectes, liv. 2, chap. 16, contre l'avis de la Peyr. *loc. cit.* qui dit que celui qui est domicilié hors de la juridiction, peut presser le vin recueilli dans la terre du seigneur bannier, ailleurs qu'au pressoir bannal. En effet, il est certain qu'il n'y a aucune véritable différence entre la bannalité du four & du moulin, & celle du pressoir; ainsi, en bonne règle, on ne doit point admettre une distinction qui blesse la liberté naturelle, pour la conservation de laquelle on ne sçauroit trop veiller, sur-tout à l'égard des seigneurs toujours attentifs à lui donner atteinte par leurs violences, & par l'autorité qu'ils ont sur leurs emphytéotes.

175. Les prêtres sont exempts de la bannalité du four & du moulin; la Peyr. let. B, n. 31, qui cite Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29, n. 36. C'est aussi le sentiment de Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 5, sect. 3, n. 12, du moins à l'égard du curé. La raison est parce que la bannalité renferme une espèce de servitude personnelle, à laquelle les ecclésiastiques ne peuvent

être assujettis. *Voyez* M. de Livonnière, *en son traité des fiefs*, liv. 6, chap. 6, qui dit que, par la disposition de la coutume d'Anjou, il y a trois sortes de personnes exemptes de la bannalité du moulin; sçavoir, les ecclésiastiques, les nobles, & le propriétaire d'un fonds hommagé qui y demeure. Mais on ne croit pas que cette coutume doive servir de droit commun à l'égard des nobles & de ceux qui possèdent des fiefs, comme l'a pensé M. d'Héricourt, puisque, si l'on trouve des arrêts tel que celui du 23 mars 1624, rapporté par Brodeau, sur l'art. 71 de la coutume de Paris, n. 35, qui ont jugé que les nobles & ceux qui possèdent des fiefs, sont exempts de la bannalité du four pour ce qui concerne le pain qui se consume à leur table; on en trouve beaucoup d'autres qui ont jugé qu'ils sont sujets à la bannalité du moulin; Brodeau, *ibidem*, n. 34; le Prestre, cent. 3, chap. 52. *Voyez* Brodeau sur M. Louet, let. M, chap. 17; & Coquille sur la coutume de Nivernois, chap. *des fours, moulins, &c.* art. 1 & suiv.

176. Les hôtes ne sont point sujets à la bannalité du four pour le pain qu'ils vendent aux étrangers; la Peyr. let. B, n. 30; Maichin, tit. 4, art. 4, chap. 3; mais ils n'en sont pas exempts pour le pain qui se consume par eux & par leur famille.

177. Le seigneur bannier étant en droit de contraindre ses tenanciers de se servir de son moulin, four ou pressoir, il est sans difficulté qu'il peut leur prohiber de faire aucun pressoir, ou de bâtir moulins & fours dans l'étendue de son territoire, & les leur faire démolir, s'ils en construisent; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29, n. 5; Brodeau sur M. Louet, let. M, chap. 17, n. 4, où il rapporte un arrêt du 29 janvier 1575, rendu en la première chambre

des enquêtes, qui le jugea de même; la Roche, *des droits seigneuriaux*, ch. 16, art. 3; Charondas en ses pandectes, liv. 2, chap. 16; *idem* en ses réponses, liv. 5, chap. 23. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Toulouse, rapporté par Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 5, sect. 3, n. 7. La raison est parce que, si le seigneur bannier étoit obligé de souffrir des pressoirs, moulins ou fours particuliers dans l'étendue de son territoire, il seroit exposé à des fraudes continuelles: d'ailleurs pourquoi construire ces sortes de choses, d'abord que l'usage en est défendu?

178. La bannalité étant un droit extraordinaire, comme nous l'avons dit plus haut, il est raisonnable qu'elle soit sujette aux loix de la prescription; ainsi les emphytéotes peuvent s'affranchir de ce devoir gênant par la prescription de trente ans contre les seigneurs laïcs, & par quarante ans contre les seigneurs ecclésiastiques, parce qu'un si long silence de la part des seigneurs fait présumer qu'ils n'ont jamais eu ce droit, ou qu'ils y ont renoncé; d'ailleurs le retour à la liberté doit être favorablement accueilli. *Voyez* Charondas, en ses réponses, liv. 5, chap. 23; Brodeau, sur l'art. 71 de la coutume de Paris, n. 10; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29, n. 30. Il est même remarquable que, quoique le seigneur ne puisse acquérir la bannalité, au moyen de la prescription, qu'à compter du jour de la prohibition faite à ses tenanciers, d'aller *v. g.* moudre ailleurs qu'à son moulin; néanmoins l'emphytéote n'a besoin de faire aucun acte au seigneur bannier, ni d'aucune contradiction de sa part, pour acquérir l'exemption de la bannalité par le moyen de la prescription. La raison de cette différence n'est autre que la faveur de la libération. *Contrà tamen* Mornac, sur

la loi 27, ff. *ad l. Aquil.* & dans réts, tom. 4, pag. 341, où il est d'avis que l'emphytéote sujet à la bannalité, n'en peut point prescrire l'exécution. Mais on ne trouve point d'arrêts qui aient autorisé l'opinion de cet auteur, ainsi on ne croit pas qu'elle fût suivie dans l'usage.

179. Si le moulin bannal n'est pas libre vingt-quatre heures après que le tenancier y a fait conduire son bled, ou s'il n'est pas en état, il peut le mener moudre à tel autre moulin que bon lui semble. Brodeau, sur l'art. 71 de la coutume de Paris. Il en est de même si le four ou le pressoir bannier sont tellement occupés, que l'emphytéote ne puisse s'en servir après avoir attendu un tems convenable. Loyfel, liv. 2, tit. 2, n. 33. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Dijon, rapporté par Bouvot, tom. 1, part. 2, *verbo* Seigneur bannal, quest. 1; & par autre arrêt du parlement de Toulouse, recueilli par Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 8, n. 1; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29, n. 7; la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 17, art. 6. La raison est parce que les tenanciers se trouveroient exposés à des inconvénients considérables par une trop longue attente.

180. Lorsque les tenanciers sujets à la bannalité achètent du bled hors du territoire du seigneur bannier, dont ils font du pain pour le vendre hors de ladite bannalité, ils ont la liberté de le faire moudre où bon leur semble, comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris, rendu en faveur des boulangers de Gonesse, rapporté par Bacquet, *des droits de justice*, ch. 29, n. 34. Voyez Brodeau sur l'art. 71 de la coutume de Paris, n. 23. La raison est parce que le seigneur bannier n'a aucun droit sur les grains qui ont été recueillis & qui se débitent hors de son territoire. Maichin,

Andeg. lib. 2, part. 2, cap. 1, tit. 3, n. 5; la Peyr. let. B, n. 32.

181. Le seigneur bannier ne peut exiger les arrérages du droit de bannalité, que depuis l'introduction de l'instance, suivant un arrêt du parlement de Toulouse du 18 mai 1711, rapporté par M. Berthon de Fromental, dans ses décisions, page 29. La raison est parce que la bannalité est un droit odieux; *odia autem convenit restringi*.

182. Une question qui se présente assez souvent en matière de bannalité, concerné les petits fours bâtis dans l'intérieur des maisons, & destinés uniquement à cuire des pâtisseries. Plusieurs ont cru que le droit de bannalité étant d'autant plus odieux, qu'il assujettit les tenanciers à une espèce de servitude personnelle, il devoit être restreint dans les bornes les plus étroites, & qu'ainsi les emphytéotes sujets à la bannalité pouvoient avoir de cette sorte de petits fours dans leurs maisons, pourvu qu'ils n'aient que deux pieds & demi de diamètre, & que leur usage ne soit autre que de cuire les pâtes non levées. Voyez Raviot sur Perrier, quest. 278, n. 16 & suiv. qui est de ce sentiment, malgré plusieurs arrêts qu'il rapporte, par lesquels il a même été jugé que la possession immémoriale ne pouvoit pas autoriser les emphytéotes sujets à la bannalité, à avoir dans l'intérieur de leurs maisons de cette espèce de petits fours.

183. Ces arrêts paroissent néanmoins fondés sur deux raisons que la faveur de la liberté, quelque grande qu'elle soit, ne sauroit balancer, à moins de vouloir lui donner une étendue excessive. La première se prend de ce que, s'il étoit permis aux tenanciers d'avoir de ces fours dans l'intérieur de leurs maisons, il leur seroit aisé de frustrer le seigneur bannier

de son droit de bannalité. La seconde se prend de ce que la possession de ces fours cachés n'est point publique ; d'où il suit que le seigneur ne la souffrant que parce qu'elle lui est inconnue , il ne peut ni l'empêcher ni l'interrompre : *At contra non valentem agere non currit prescriptio*. Je conclus donc que l'usage de ces petits fours est abusif, & qu'ainsi le seigneur bannier peut empêcher ses tenanciers d'en bâtir.

184. Si un seigneur bannier a en même tems la bannalité d'un four & d'un moulin , il ne peut point renoncer à l'un de ces droits , & conserver l'autre , comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Toulouse du 23 août 1723 , rapporté par M. Berthon de Fromental dans ses décisions , pag. 30. La raison est parce que la bannalité descendant d'une espèce de convention faite entre le seigneur & ses sujets , il ne dépend point du seigneur de la scinder , mais il doit *in totum agnoscere , aut à toto recedere*.

185. Le pressoir bannal assujettit tous les habitants du territoire du seigneur bannier , sans exception des nobles , suivant l'arrêt du parlement de Paris du 22 décembre 1552 , rendu en faveur de Messire Claude de Levis , baron de Cofan , contre le seigneur de Chalmazel. Chopin , sur la coutume d'Anjou , art. 27 ; Papon , en ses arrêts , liv. 13 , tit. 8 , n. 2.

186. La bannalité du pressoir est beaucoup plus rare que celle du four & du moulin ; aussi M. de Livonnière atteste-t-il qu'il n'y a aucun pressoir bannal en Anjou ; & M. Salvaing dit que ce droit est si rare en Dauphiné , qu'il ne sçait qu'une terre où il ait été introduit.

187. Lorsque la maison du tenancier sujet à la bannalité se trouve située dans le territoire de deux divers seigneurs banniers , le propriétaire de la

dite maison doit v. g. faire moudre ses grains au moulin du seigneur au fief duquel la maison a sa principale sortie , ainsi que le décide Boucheul , sur la coutume de Poitou , art. 34 , n. 4. Voy. le journal des audiences , tom. 1 , liv. 6 , chap. 1 , où est rapporté un arrêt du 5 mars 1650 , qui sert à confirmer cette décision par la ressemblance du cas.

188. Le seigneur qui a un moulin bannal , peut empêcher les meuniers des moulins circonvoisins de venir quêter dans son territoire les grains de ses emphytéotes sujets à la bannalité. Voyez Despeisses , en son traité des droits seigneuriaux , tit. 6 , sect. 3 , n. 7. Et en cas de contravention , il peut saisir le bled qu'ils emportent , & les bêtes quadrupèdes qui en sont chargées. C'est la disposition de la coutume d'Anjou , art. 14 ; de Nivernois , chap. 18 , art. 3 ; & de plusieurs autres. Mais le seigneur justicier qui a un moulin bannal , ne peut point empêcher les meuniers de son vassal d'aller chercher du bled par sa terre , pour le moudre au moulin de leur maître , comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris du 23 mai 1561 , rapporté par Papon , en son recueil d'arrêts , liv. 13 , tit. 8 , n. 1 ; & par deux autres arrêts rapportés par Chopin , *Andeg. lib. 1 , cap. 14*. Voyez Charondas en ses réponses , liv. 2 , chap. 12.

189. Le seigneur qui a un moulin bannal , peut intenter l'action en complainte contre celui qui fait bâtir un moulin dans l'étendue de sa bannalité , parce que c'est un trouble qui lui est fait dans un droit réel. Voyez Brodeau sur l'art. 71 de la coutume de Paris , n. 15.

190. Il n'en est pas de même lorsque le seigneur n'a pas droit de bannalité attaché à son moulin , four ou pressoir ; car pour lors il ne peut point empêcher
ses

Les tenanciers de bâtir des fours & moulins, ou de construire des pressoirs sur leurs héritages, encore que cela diminue le profit qu'il avoit accoutumé de tirer de son moulin, four ou pressoir, parce qu'il n'y a que le seigneur bannier qui ait un privilège prohibitif & exclusif; Brodeau sur Louet, let. M, chap. 17, n. 6.

191. Sur quoi il faut remarquer, à l'égard des moulins à eau, que, comme toutes les rivières navigables appartiennent au roi, on ne peut point y bâtir de moulins sans la permission de sa majesté; mais on peut en bâtir sur les ruisseaux ou rivières non navigables, pourvu que cela n'incommode pas celui qui en a un au dessous, en lui ôtant ou détournant l'eau; ou bien, si l'on bâtit au dessous, en retenant l'eau pour la faire remonter & regorger; Brodeau, *ibidem*.

192. Lorsqu'un des tenanciers dispute au seigneur bannier le droit de bannalité, cette contestation doit être vidée avec tous les tenanciers; & à cette fin, il doit être ordonné qu'il sera nommé un syndic pour tous les habitants, pour déclarer s'ils entendent accorder ou contester le droit prétendu par le seigneur bannier, comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris de l'année 1686, rapporté par Bouchéul, sur la coutume de Poitou, art. 34, n. 35; & par un autre arrêt du 21 juillet 1584, recueilli par Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29, art. 14. La raison est parce que, si les habitants accordent le droit prétendu par le seigneur, le particulier réfractaire doit succomber & suivre la loi du plus grand nombre, ainsi que nous l'avons déjà observé.

193. Quoique le seigneur haut-justicier n'ait pas de moulin bannal, & que par cette raison les sujets puissent faire moudre leurs grains où bon leur sem-
Part. I.

sur leurs héritages, il peut néanmoins s'opposer à ce qu'ils s'assujettissent à la bannalité d'un seigneur voisin, comme il fut jugé entre le chapitre de l'église collégiale de Cléry, & Messire Gabriel de l'Aubespine, évêque d'Orléans, par arrêt du 30 mars 1609, rapporté par Brodeau sur Louet, let. M, chap. 17, conformément aux conclusions de M. l'avocat général Servin.

194. Ceux qui sont sujets à la bannalité ne peuvent point s'en mettre à couvert sous prétexte de l'éloignement, à moins que le four, pressoir ou moulin bannaux, ne soient situés hors du territoire du seigneur bannier; auquel cas les tenanciers ne peuvent point être contraints de remplir les devoirs de la bannalité, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du parlement de Bordeaux du 6 août 1692, rapporté par la Peyr. let. B, n. 32.

195. Le seigneur haut-justicier qui a droit de bannalité sur les justiciables d'un autre seigneur haut-justicier, peut les appeler pardevant son juge pour tout ce qui concerne la bannalité, sans que le seigneur dont ils sont justiciables puisse les revendiquer, comme il seroit en droit de le faire dans tout autre cas. Ainsi jugé par deux arrêts rapportés par Brodeau sur Louet, let. M, chap. 17, n. 10; l'un du 10 février 1617, & l'autre du 10 juin suivant.

196. On trouve un arrêt singulier dans la suite du journal des audiences, tom. 3, liv. 1, chap. 34, du 9 juillet 1697, rendu dans la cause du frère Jacques de la Rochefoucault, chevalier de Malthe, qui a jugé que les commandeurs de l'ordre de Malthe devoient être maintenus au droit de bannalité, nonobstant une possession contraire de soixante ans. J'appelle cet arrêt singulier, parce que les auteurs conviennent, & que les arrêts ont constam-
M

ment jugé que la possession de quarante ans suffit pour s'affranchir de la bannalité à l'égard de l'église, si ce n'est qu'on veuille dire que cet ordre illustre, uniquement occupé à la défense du christianisme, doit jouir de certains privilèges qui ne sont pas accordés à l'église en général; ce qui paroît assez juste.

197. La bannalité, soit du four, du moulin ou du pressoir, est de pure faculté; c'est-à-dire, que le seigneur ne peut point être contraint d'entretenir ou de construire de nouveau les édifices bannaux, pourvu néanmoins qu'il décharge ses sujets de cette servitude, en leur permettant d'en construire pour leur usage particulier. *Voyez Expilly, en ses arrêts, chap. 222; & Chop. Andeg. art. 23, n. 6, in fin.*

198. Il y a plusieurs cas auxquels les tenanciers sujets à la bannalité peuvent se dispenser d'en remplir les devoirs. 1°. Si le chemin n'est pas libre pour aller au lieu bannal avec les bêtes qui portent les grains ou autre chose, comme il a été jugé par un arrêt du parlement du Bretagne du 19 octobre 1620, rapporté par Brodeau sur Louet, let. M, chap. 17, n. 14. 2°. Les sujets peuvent se dispenser d'aller *v. g.* au moulin bannal, s'ils y ont souffert quelque dommage, jusqu'à ce que le seigneur leur en ait fait raison; M. Pocquet de Livonnière, en son traité des fiefs, liv. 6, chap. 6. 3°. Si le moulin cesse par faute d'eau, ou parce qu'on travaille à le réparer. 4°. Quand il y a refus ou retardation non légitime, comme dit Brodeau sur Louet, let. M, chap. 17, n. 4. *Voyez Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 16, n. 1.*

199. L'instance de bannalité est réelle; ainsi le seigneur bannier qui auroit droit de *committimus*, ne pourroit point s'en servir pour raison de ce. *Voyez Bafnage, sur la coutume de Normandie,*

tom. 1, tit. *des fiefs & droits féodaux*; art. 210, qui rapporte un arrêt rendu en la chambre de l'édit du parlement de Rouen, le 10 juin 1666, qui le jugea de même. C'est aussi l'avis de Brodeau sur Louet, let. M, ch. 17, n. 22 & 23.

200. Le droit de bannalité n'emporte point avec soi le droit de *verte-moute*; ainsi il faut un titre particulier, outre celui de la bannalité, pour pouvoir l'exiger, comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Rouen; Bafnage, au lieu cité. Or l'on entend par *verte-moute*, un droit par lequel le seigneur prenoit certaine quantité de bled de ses tenanciers pour le droit de mouture, quelquefois même avant la récolte; Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 34, n. 10. Ce droit, inventé par des seigneurs toujours soigneux & attentifs à se procurer de nouveaux droits, a été sagement retranché, comme contraire à la nature de la bannalité du moulin, qui n'affecte que les grains qui se consomment dans la banlieue ou territoire du seigneur bannier, comme nous l'avons observé plusieurs fois.

201. Si la bannalité est due à un moulin à vent, le seigneur bannier ne peut point contraindre les propriétaires des fonds voisins à couper les arbres qui empêchent le vent de donner dans les voiles, *argum. l. in re mandatâ, cod. mandat.* à moins que lesdits arbres n'eussent été plantés *ad invidiam*.]


202. Voyez en outre Four, Moulin, Pressoir bannal, Boucheries, Rivières bannales; Taureau bannal.

203. BANNARS. Dans la coutume du comté de Bourgogne, art. 56; dans celle de Lorraine, tit. 8, art. 3, tit. 15, art. 11, on appelle ainsi les gardes d'une terre, d'une communauté, qui sont établis pour défendre les fruits de la campagne, du pâcage & de la vaine pâture des bestiaux. C'est ce que

plus communément on appelle dans d'autres coutumes gardes-messiers. *Voy.* Gardes-Messiers.

204. BANNÉE. Dans quelques coutumes ce mot signifie la sujétion de moudre, de cuire, au moulin, au four bannal. Dans les mêmes coutumes il y signifie aussi droit de bannalité, on y dit droit de bannée. *Voyez* Ponthieu, art. 96, 97 & 98 ; Boullenois, art. 56 ; Saint-Paul sous Artois, art. 60.

205. BANNERET, étoit autrefois un seigneur qui avoit un nombre suffisant de vassaux pour lever bannière, sous laquelle ils devoient se ranger pour l'accompagner à la guerre. Ceux même des vassaux qui avoient sous eux assez d'arrière-vassaux pour former une compagnie, pouvoient aussi lever leur bannière, & avoient leur bande à part, à laquelle néanmoins le seigneur dominant commandoit à peu près comme le colonel d'un régiment commande à plusieurs compagnies. Le terme de banneret dérive donc de celui de bannière qui étoit comme l'enseigne de la compagnie de chaque seigneur ; & le mot de bannière tire son étymologie de celui de *ban* que le seigneur faisoit publier lorsqu'il vouloit convoquer ses vassaux pour aller en guerre. C'est de-là que sont nées tant de questions dont les livres des fiefs sont pleins touchant le service militaire que les vassaux devoient à leur seigneur, comme de sçavoir si le vassal étoit tenu d'assister son seigneur contre son père, contre son frère, & contre le seigneur de son seigneur. Delà procédoient les alliances & les ligues offensives & défensives qui se faisoient entre les seigneurs. Mais ces questions sont devenues inutiles depuis qu'on leur a retranché la licence de faire la guerre, comme étant un des principaux droits de la souveraineté.

 206. Dans un plaidoyer fait au

parlement de romiers le 27 août 1432, on trouve que les habitans de Poitiers étoient sous la bannière du vicomte de Châtelleraud ; & dans un autre du 27 février 1447, on trouve aussi que le premier, & le plus considérable vassal du comte de Poitiers, étoit le vicomte de Thouars, qui avoit sous lui 32 bannerets. Dans un arrêt du parlement de Paris, du 23 février 1585, le chevalier banneret est appelé *miles vexillatus*. *Voy.* Du Tillet, & après lui Ragueau dans son Indice. *Verbo* Banneret. *Voyez* Chevalier.

207. BANNIE. Dans le langage des coutumes, c'est le tems pendant lequel subsiste la défense de faire telle ou telle chose dans les héritages. Suivant la coutume de Chaumont, article 104, le tems des bannières est celui pendant lequel on ne peut mener pâturer les bêtes dans les prairies. Nivernois, tit. 13, art. 1, dit que les vignes en bannie sont celles où il n'est pas encore permis de vendanger. Ainsi dans ces coutumes & autres semblables, ouverture des bannies signifie, ou que la vaine pâture est permise, ou que la permission de vendanger est accordée. *Voyez* ci-dessus Ban à vendanges, *verbo* Bannalité, & ci-après, Ouverture des Vendanges. Dans la coutume du Bourbonnois, art. 351, le jour de la bannée signifie celui où se fait l'ouverture des vendanges.

208. BANNIER. Dans les coutumes, ainsi que dans le langage ordinaire, ce mot se dit également du seigneur qui a droit de bannalité, & de ceux qui y sont sujets. On dit seigneur bannier, sujets banniers. Dans la Bresse & le Dauphiné, bannier a une autre signification. C'est le nom de celui commis à la garde des vignes, c'est ce qu'on appelle ailleurs gardes-messiers. *Voyez* ce mot.

209. BANNIERE, est un morceau

d'étoffe quarré, ou à queue & pinons ; attaché au haut d'une lance ou d'une pique. C'est l'étendard sous lequel le chevalier banneret rassembloit ceux qui étoient tenus de le suivre à la guerre. Sur l'origine de ce mot, *voyez* Nicod , Borel & Menage. La bannière du chevalier banneret étoit quarrée ; celle du bachelier étoit à queue & pinons. *Voyez* Velly, tome 4, page 5. La bannière de France étoit autrefois semée de fleurs de lys sans nombre. Il y avoit aussi la bannière de S. Denys, que l'on appelloit l'oriflamme, que nos anciens rois portoient quand ils alloient à la guerre. On trouve dans le plaidoyé du comte de Laval, des 3 & 7 juin 1400, qu'alors, quand on vouloit se moquer d'un chevalier banneret, on l'appelloit par dérision, le chevalier au drapeau quarré. *Voyez* Oriflamme.

210. BANNER. A proprement parler, c'est chasser un criminel de l'étendue d'un territoire, avec défense d'y rentrer pendant un certain tems, ou à perpétuité.

211. M Ferriere, dans son Dictionnaire de Droit & de Pratique, observe qu'anciennement les juges des hauts-justiciers ne pouvoient bannir que hors de leur territoire, mais qu'aujourd'hui ils peuvent bannir hors du royaume ; mais Ferriere ne cite aucune loi qui donne ce pouvoir aux seigneurs hauts-justiciers.

212. Sur la question de sçavoir si les lettres de rémission du prince rétablissent le condamné au bannissement perpétuel, dans ses biens confisqués au profit du seigneur haut-justicier. *Voy.* ci-après Confiscation.

213. Dans quelques-unes de nos coutumes, le mot bannier a une signification toute différente de celle qu'on lui donne communément ; il y signifie proclamer par cri public à huitaine,

quinzaine & quarantaine, que tels héritages abandonnés, ou vacans à défaut d'hoirs ; que tels biens meubles, ou épaves, ou vacans à défauts d'hoirs, seront & appartiendront au seigneur haut-justicier, s'il ne se présente personne dans un certain délai pour les réclamer ou les reblandir, comme disent quelques coutumes, & notamment Tours, tit. 1, art. 25 ; ainsi dans cette coutume on dit bannier un héritage ou un bien meuble vacant, un trésor trouvé. *Voy.* en outre Lodunois, chap. 1, art. 21 & 22 ; Anjou, art. 442 ; le Maine, article 453 ; Bretagne, article 46 & 47. *Voyez* ci-après Biens vacans.

214. BANNON. Normandie, chap. 8, on trouve tems de bannon. C'est celui auquel les bêtes peuvent aller sans conducteur en vaine pâture, sçavoir, depuis la sainte Croix en septembre, jusqu'à la mi-mars suivant.

215. Il y a des bêtes qui n'ont point de bannon, c'est-à-dire, qui doivent être gardées en tout tems, comme les chèvres & les porcs.

216. Nul ne peut défendre sa terre en tems de bannon, si elle n'est close de toute ancienneté, hors les bois qui en tout tems sont défensables, mais ceci ne fait règle générale qu'en Normandie.

217. BAN A VIN, est le droit qu'ont certains seigneurs de vendre en détail le vin de leur crû pendant le tems fixé par le titre ou par la coutume, & d'empêcher que pendant ledit tems aucun de leurs sujets vende son vin en détail. Ce droit s'appelle encore *ban vin*, *ban de vin*, *vet du vin*, *ban de mai*, *ban d'août*.

218. Dans les provinces d'Anjou & du Maine, le droit de ban-vin appartient aux seigneurs châtelains, par la simple disposition de la coutume, en sorte que les autres seigneurs infé-

rieurs ne peuvent le prétendre, s'ils ne sont fondés en titres ou en possession. Pocquet de Livonniere, en son *Traité des Fiefs*, liv. 6, chap. 6, §. 4. Voyez M. Salvaing, de *l'usage des fiefs*, ch. 65, qui dit que ce droit appartient communément au seigneur haut-justicier par le seul titre de sa haute-justice, au lieu qu'il ne peut appartenir au moyen ou bas justicier, qu'en vertu d'un titre, ou par le moyen de la prescription, *ut notatum supra*.

219. Au reste, je crois ne pouvoir mieux faire connoître la nature du ban-vin, qu'en rapportant ici un arrêt du parlement de Toulouse, du 12 août 1561, recueilli par M. de la Roche-flavin, en son *traité des droits seigneuriaux*, chap. 14, n. 1, ainsi je le transcrirai tout aulong pour la commodité du lecteur.

ENTRE le syndic des consuls, manans & habitans du lieu de Seysses-Tolosanes, appellant du sénéchal de Toulouse, ou son lieutenant, & autrement impétrant & requérant l'entérinement de certaines lettres royaux aux fins de nullité & cassation, ou rescision de la transaction y mentionnée, & autres fins y contenues, d'une part; & Jacques Mathieu d'Espagne, sieur dud. lieu de Seysses, appelé & défendeur, d'autre: la cour a maintenu & gardé ledit d'Espagne en la possession & saisine de pouvoir y vendre son vin à pot & pinte chacune année durant le mois d'août, à prix commun & raisonnable, tel qu'il sera taxé par les baillie & consuls dudit lieu; & de prohiber & défendre à tous les autres habitans dudit lieu, de quelque qualité qu'ils soient, de vendre aussi à pot & à pinte aucun vin durant ledit mois d'août, audit lieu & juridiction d'icelui, à la charge qu'icelui seigneur de Seysses sera tenu d'y tenir en vente vin vendable & de commune bonté, de ma-

nière que lesdits habitans & autres paisans puissent en être commodément pourvus, sans que, pour raison de ce, lesdits habitans puissent être empêchés par ledit seigneur de vendre ou acheter leur vin en gros, étant en tonneaux gros ou petits, durant ledit mois d'août, ou autre tems de l'année.

220. On voit par cet arrêt, 1^o, qu'il ne dépend point des seigneurs de faire durer le ban-vin à leur gré, puisque ledit arrêt ne donne que le mois d'août. Il est vrai néanmoins qu'il y a des endroits où le seigneur a quarante jours; Salvaing, de *l'usage des fiefs*, chap. 65. Pocquet de Livonniere, en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 6, §. 4. mais le terme de deux mois est le plus long, & il ne peut jamais être excédé, Brodeau, sur l'art. 71 de la coutume de Paris, n. 36, à moins que le tems soit expressément fixé par le titre. Sur quoi remarquez que si le titre ou la possession ne déterminent pas en quel tems de l'année le seigneur peut jouir du droit de ban-vin, il peut choisir le mois que bon lui semble. Voyez Graverol sur la Roche, *des droits seigneuriaux*, chapitre 14, article 1; & Tronçon, sur ledit art. 71 de la coutume de Paris.

221. 2^o. Que les seigneurs ne peuvent vendre leur vin qu'à un prix commun & raisonnable: M. Pocquet de Livonniere, *loco cit.* M. Salvaing, *ibid.* qui dit que le seigneur du ban a droit en quelques lieux d'ajouter un denier par mesure au prix commun, pourvu qu'il soit fondé en titre pour cela.

222. 3^o. Que les seigneurs du ban-vin, pendant qu'ils exercent leur droit, peuvent défendre à toutes sortes de personnes de vendre du vin à pot & pinte dans leur terre; Salvaing & Livonniere, *ibid.* à l'exception néanmoins des cabaretiers & taverniers, qui peuvent, même pendant le ban, vendre leur vin.

aux passans & voyageurs en leurs hôtelleries ; Boucheul , sur la coutume de Poitou , art. 61 , n. 4.

223. 4°. Que les seigneurs ne peuvent vendre pendant le ban, que du vin sain & net, ou, comme dit l'arrêt, du vin vendable & de commune bonté ; de manière que les voyageurs & les habitans n'aient pas lieu de s'en plaindre ; sinon les sujets sont dispensés du ban-vin pour cette fois, comme dit M. de Livonniere, *loco cit.*

224. 5°. Que le seigneur du ban ne peut point empêcher les habitans de sa terre de vendre ou acheter du vin en gros, pendant qu'il exerce son droit de ban, parce que la vente en gros ne met aucun obstacle au détail du seigneur.

225. Outre les questions qui se trouvent décidées par cet arrêt remarquable, il s'en présente plusieurs autres importantes. La première, si les seigneurs du ban-vin peuvent, en vertu de ce droit, vendre d'autre vin que celui de leur crû ? Tous les auteurs conviennent que le privilège du ban n'a été accordé aux seigneurs, que pour leur faciliter la vente du vin de leur crû ; Salvaing, de *l'usage des fiefs*, ch. 65 ; Boucheul, sur la cout. de Poitou, art. 61, n. 3, qui cite les différentes coutumes qui le décident ainsi. L'article 184 de la coutume d'Anjou s'explique en ces termes : & doit ledit seigneur, durant ledit ban, vendre vin de son crû en détail, à prix commun & compétent. M. Pocquet de Livonniere, en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 6, §. 4, est même d'avis que le seigneur ne peut vendre que le vin de son crû, de la paroisse où est située la maison seigneuriale, d'où dépend le droit de ban-vin ; ce qui exclut le vin provenu des vignes du seigneur, situées dans une autre paroisse, fondé sur divers arrêts de réglemens rapportés par les commentateurs de la coutume de

Paris, art. 71, & sur l'ordonnance de 1680 sur le fait des aides.

226. Il y a néanmoins trois cas remarquables par M. Salvaing, *dicto loco*, où le seigneur peut vendre, pendant le ban, du vin qui n'est pas de son crû : 1°. si le titre le lui permet : 2°. si le droit de ban-vin lui appartient en lieu où il n'y a point de vignes, car autrement ce droit seroit illusoire : 3°. quand le droit de ban-vin est accessoire de la haute-justice.

227. La seconde question consiste à sçavoir si les habitans peuvent vendre leur vin en détail si tôt que celui du seigneur a été vendu, quoique le tems accordé au seigneur par la coutume ou par son titre ne soit pas expiré ? M. Pocquet de Livonniere, en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 6, §. 4 ; & M. Ferriere, en sa *pratique*, let. B, décident que le vin du ban une fois vendu, les particuliers de la paroisse ne peuvent être empêchés de vendre le leur, encore que le tems du ban ne soit pas échu. La raison est, parce que le seigneur n'a plus d'intérêt de s'opposer au débit du vin de ses sujets.

228. La troisième est, si le droit de ban-vin peut être donné à ferme, & s'il peut être exercé hors de la maison seigneuriale ? La commune résolution des auteurs est que ce privilège est tellement attaché à la personne du seigneur, qu'il ne peut le céder, ni le donner à ferme, en tout ou en partie, conjointement ou séparément de sa terre, & qu'il ne peut être exercé que dans la maison seigneuriale ; M. de Livonniere, *ibid.* Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 61, n. 3. Voyez M. Salvaing, de *l'usage des fiefs*, chap. 65, qui atteste que l'usage du Dauphiné est, que le ban-vin peut être cédé ou donné à ferme, mais que le fermier ne doit vendre ou faire vendre

que le vin du seigneur, & non le sien propre. D'où il faut conclure que dans les lieux où la coutume n'autorise pas les seigneurs à donner à ferme leur droit de ban-vin, ils doivent le faire exercer dans leur propre maison par les mains de leurs serviteurs, sans qu'ils aient la faculté de le céder ou de le donner à titre de ferme. *Vide Chop. Andeg. lib. 2, tit. 3, n. 7.* C'est la disposition expresse de la coutume du Maine, art. 202. *Et vendront & feront vendre lesdits vins en leurs mains, sans qu'ils puissent les affermer, ni bailler ledit droit à autres.* Jean Sainson, cité par Salvaing, s'explique en ces termes : *ex parte domini tria concurrere debent, quòd vendatur justo pretio, quòd vinum nascatur in feudo, & quòd vendatur in domini domo vel castello.* Voy. l'art. 102 de la coutume de Tours.

229. Le droit de ban-vin étoit autrefois fort en usage, sur-tout dans les provinces d'Anjou, le Maine, la Marche, Touraine & Dauphiné; mais les difficultés que l'ordonnance de 1680 a fait naître pour l'exercice de ce droit, l'ont fait beaucoup négliger.

230. On peut voir sur cette matière Henrys & son annotateur, tom. 1, liv. 3, ch. 3, quest. 41; Boucheul, en ses arrêts, liv. 4, ch. 32; Brodeau, sur l'art. 71 de la cour. de Paris, n. 36 & suiv. Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, part. 3, ch. 1, tit. 3, n. 6. Tronçon, sur ledit art. 71 de la coutume de Paris, *verbo* moulin bannal, où il rapporte un arrêt de la cour des aides du 3 avril 1610, rendu entre le fermier général des aides du plat pays, & les dames de Luzarche, qui ordonna que lesdites dames rapporteroient le titre du ban à vin par elles prétendu, & qu'elles déclareroient le mois qu'elles entendoient jouir de ce ban; donneroient déclaration chaque année de la quantité & situation de leurs vignes, & de la

quantité du vin qu'elles auroient recueilli, sans qu'elles puissent céder leurs droits aux hôtelliers & cabaretiers, ni à autres personnes, ni vendre autre vin que celui de leur crû & seigneurie, & sans assiette, à peine de déchéance du droit; & que pendant le tems du ban elles seroient tenues de souffrir les visites des commis pour inventorier & marquer leurs vins.

231. *Nota.* 1°. Que le droit de ban-vin cesse, lorsque la terre est saisie réellement; 2°. que ce droit étant contraire à la liberté naturelle du commerce, il se perd *per non usum*. Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 61, n. 5; 3°. qu'il faut que les seigneurs qui ont droit de ban-vin, séparent fidèlement, lors de la visite des commis, le vin de leur crû d'avec les autres vins, suivant la disposition de l'ordonnance de 1680.

232. BARONS, dans les premiers tems, étoient les vassaux immédiats de la couronne, & les plus grands seigneurs de la monarchie. Ils s'appelloient *Leudes*, pour signifier la loyauté & fidélité qu'ils étoient obligés de garder à leur souverain. C'est pourquoi lorsque les anciens ducs, marquis & comtes voulurent usurper les droits de la souveraineté, ils cessèrent d'appeler barons, parce que la baronnie n'est pas capable de souveraineté, puisqu'elle en relève immédiatement. Loyseau, en son *traité des ordres*, chap. 6, n. 58. D'un autre côté nos rois, pour conserver les grands seigneurs dans leur dépendance, n'érigeoient point de terres en duchés ou en comtés, sans ajouter cette clause, *à condition de les tenir en baronnie*.

233. Néanmoins les anciens barons s'étant peu à peu laissés assujettir par les ducs & les comtes, au tems de l'usurpation, il n'en resta en France qu'un très-petit nombre; témoin l'au-

teur du grand coutumier, liv. 2, chap. 27, qui dit que de son tems il n'y avoit que trois baronnies, Bourbon, Coucy & Beaujeu; encore même par succession de tems ces baronnies ont été érigées en duchés, marquisats ou comtés; en sorte qu'on peut dire qu'il n'y a aujourd'hui aucun de ces anciens barons dont le titre étoit si relevé dans leur origine.

234. Mais lorsque les ducs & les comtes eurent empiété sur les droits de la souveraineté, ils érigèrent de nouvelles baronnies sous eux, pour avoir leurs barons de même que le roi. Ce qui rendit le titre de baron si commun, que tous les hauts-justiciers qui avoient usupé le droit de ressort, usurpèrent aussi cette qualité; & en plusieurs provinces de France, le fils aîné du seigneur du village est appelé baron. Il y a même quelques villes, comme Bourges, où les bourgeois se parent de ce titre; & dans la ville où j'écris, les consuls s'appellent barons. Sur quoi je remarque que les anciens barons de France, pour se distinguer de tous ces barons de nouvelle création, prirent le titre de *sires*, comme les sires de Bourbon, de Montmorency, &c. Cette dernière baronnie étoit autrefois unique en France, selon le témoignage de Jean Galli, quest. 214, parce que nos rois n'avoient pas encore réuni à leur couronne la Normandie, la Champagne, & autres provinces possédées par les ducs & les comtes.

235. Les barons ont rang au-dessus des comtes, & même des vicomtes; Loyseau, *des seigneuries*, chap. 7, n. 69, si ce n'est en quelques provinces, comme Bretagne & Dauphiné, où les barons ont toujours conservé leur rang sur les marquis, les comtes & les vicomtes. Voyez Chopin, en son *traité du domaine*, liv. 3, chap. 26, n. 9; & Salvaing, de *l'usage des fiefs*, ch.

51. Mais les barons ont rang au-dessus des châtelains dans tout le royaume.]

236. Les bourgeois de Bourges ne prennent nulle part le titre de barons. Il est vrai que dans une chartre de Louis VII. donnée à Lorris en 1145, à cause de l'excellence de leurs privilèges, ils sont qualifiés barons; mais aujourd'hui à Bourges, il n'y a que ceux qui, à cause de leurs terres, ont ce titre, qui le prennent sérieusement.

237. On lit dans l'histoire de Saint-Louis, que ce prince ayant fait un règlement au sujet des juifs, il fut ratifié & approuvé par les *barons* & les pairs, qui le soucrivirent indistinctement; ce trait d'histoire prouve qu'au commencement du règne de S. Louis, la préséance des douze grands pairs, sur tous les autres seigneurs du royaume, n'étoit pas encore bien décidée. Mais quant au titre de baron, ce n'est que vers le quatorzième siècle qu'on a commencé à regarder les barons comme des seigneurs féodaux inférieurs en dignité aux ducs & aux comtes. Voyez Chantereau, *précis du traité des fiefs*, page 209.

238. BARONNIE. Dans les premiers tems de notre monarchie, c'est-à-dire, sous la première race de nos rois, & peut-être jusqu'à la fin de la seconde, la baronnie étoit la première seigneurie après la souveraineté; mais depuis, les duchés, les marquisats, les comtés, ont acquis la prééminence sur les baronnies qui aujourd'hui ne sont supérieures qu'aux seigneurs châtelains. Suivant la déclaration d'Henry III, du 17 août 1576, pour ériger une terre en baronnie, il faut qu'elle soit composée au moins de trois châtelainies, qui seront unies & incorporées ensemble, pour être tenues à un seul hommage.

239. BARRAGE, est un droit dû à

à quelques seigneurs, & en quelques villes, comme à Paris, au Mans, à Orléans, à Saumur & ailleurs, & qui se lève sur les passans, chevaux, charrois & marchandises qui passent dans la seigneurie, ou qui entrent dans les villes. C'est à peu près la même chose que le péage. Ce droit s'appelle barage, à cause sans doute de la barre qui traverse le chemin pour empêcher le passage, jusqu'à ce que l'on ait payé.

240. BAS-JUSTICIER, est un seigneur qui a droit de basse-justice, & dont le juge par lui commis peut connoître, entre les sujets de la justice, des causes qui n'excèdent pas 3 livres 15 sols, & les condamner pour délits à l'amende de 7 sols 6 deniers. Sur l'étendue du pouvoir & des fonctions du bas justicier, voyez *Justice*. On va seulement faire ici quelques observations pour suppléer à ce qui manque à cet article.

241. 1°. Lorsque le délit requiert une plus grande amende, le bas-justicier doit avertir le haut-justicier, & sur l'amende prononcée le bas-justicier prendra jusqu'à six sols parisis.

242. 2°. En matière criminelle le bas-justicier peut prendre en sa terre tous délinquans, informer *in flagranti*, à cet effet avoir sergens & prisons; mais dans les vingt-quatre heures après la capture, il doit faire conduire le criminel avec les informations au seigneur haut-justicier, sans pouvoir décreter.

243. 3°. Le bas-justicier peut demander renvoi au haut-justicier, des causes qui sont de sa compétence. Sur ces trois observations, voyez Ferrière, *dictionnaire de droit & de pratique, verbo Justice*.

244. 4°. Quoique le bas-justicier n'ait aucun droit d'avoir ceinture funèbre, cependant on lui permet de peindre

Partie I.

contre la muraille au dedans de l'église, à l'endroit du tombeau de son père, ses armes avec une bande noire de dix à douze pans, pour marque de deuil, sans aucune ceinture funèbre, pour y demeurer an & jour à compter du jour de la sépulture, de telle hauteur qu'elle n'empêche la ceinture funèbre du seigneur haut-justicier, son décès arrivant dans l'année. Ainsi jugé par un arrêt du 12 août 1591, rapporté dans la bibliothèque canonique, t. 2, pag. 21, col. 1.

245. 5°. Par arrêt du grand conseil, du 5 août 1734, rapporté par Freminville, dans sa *pratique universelle des droits seigneuriaux*, tom. 2, pag. 229, & rendu entre les religieux de l'abbaye de S. Denys en France, seigneurs hauts justiciers de Cormeille en Paris, & les officiers de la moyenne & basse-justice de Franconville; il a été jugé que les hauts-justiciers ont droit, à l'exclusion des moyens & bas-justiciers, de faire apposer les scellés, par leurs officiers, sur les effets délaissés par les curés des paroisses de leurs justices.

246. BASTAGE. Anciennement dans les coutumes d'Acs & de Saint-Sever, les seigneurs péagers avoient usurpé le droit de faire payer le péage non seulement des marchandises qui passaient dans leurs terres sur des bêtes de charge, mais encore de prendre un droit particulier pour le bât que portoient lesdites bêtes, ce qu'on appelloit bastage. Lors de la rédaction ou de la réformation des deux coutumes ci-dessus, le tiers-état se plaignit de cette exaction, & demanda qu'elle fût abolie. Les réformateurs & les états eurent égard à de si justes plaintes, & supprimèrent ce prétendu droit de bastage, en ordonnant que dorénavant on ne payeroit aucun péage ou subside pour bastage. Voyez les art.

N

5 & 6 du tit. 12 de la cout. d'Acs; les art. 5 & 6 du tit. 10 de celle de S. Sever.

247. Ragueau, dans son indice, en traitant de ce droit, en a parlé comme d'un droit actuellement en vigueur, & n'a pas observé qu'il avoit été supprimé, ni comment il l'avoit été.

248. BATARDS, sont ceux qui sont nés de commerce illégitime de deux personnes. *Voyez* ci-après Bâtardise.

249. Quelque mauvais plaisant a dit que l'origine du mot bâtard venoit de ce que les femmes qui en avoient ne s'accusoient de leur péché que le plus tard qu'elles pouvoient, & si bas qu'on avoit même peine à les entendre.

* 250. BATARDE, est un droit en vertu duquel le roi ou le seigneur haut-justicier succède aux bâtards qui décèdent sans testament & sans enfans légitimes. Or, on entend par bâtards en général, & dans la signification la plus étendue, les enfans qui sont nés d'une conjonction illégitime.

251. Sous cette définition sont compris les simples bâtards, *id est, nati ex soluto & solutâ, qui poterant inter se matrimonium contrahere*; les bâtards adultérins qui sont nés de la conjonction illicite de personnes unies à d'autres par le mariage; & les bâtards incestueux qui sont procréés de personnes qui ne peuvent contracter mariage, *propter consanguinitatem vel affinitatem*, ou parce que leur père étoit prêtre, ou leur mère religieuse.

252. Par la disposition du droit romain dans la nouvelle 89 de Justinien, d'où a été prise l'autentique *licet patri, cod. de natur. lib.* les enfans naturels sont en droit de recueillir une portion de l'hérédité de leur père décédé *ab intestat* & sans enfans légitimes; le père peut même leur laisser tous ses biens par testament lorsqu'il n'a point

d'enfans légitimes, sauf la légitime des ascendans. La loi les traite encore plus favorablement à l'égard de la succession de la mère; car les bâtards, même ceux qui sont appelés *spurii & vulgò quæsi, id est, ex vagâ venere procreati*, y sont appelés conjointement avec les enfans légitimes, & sans aucune différence, jusques-là qu'ils sont en droit d'attaquer d'inofficieux le testament de leur mère, pourvu qu'elle ne soit pas de condition illustre: *cùm in mulieribus ingenuis & illustribus, quibus castitatis observatio præcipuum debitum est, nominari spurias satis injuriosum, satisque acerbum nostris temporibus indignum esse judicamus*, dit la loi *si qua illustris, cod. ad Senatuscons. Orphit.* *Voyez* le §. *novissimè* aux Instit. de *Senatus. Orphit. l. 29, §. 1, ff. de inoff. testam. l. 1, §. vulgò quæsi, ff. ad Senatus. Tertyll. & Orphit.*

253. Mais il en est autrement du droit françois, qui regarde les bâtards comme incapables de succéder à leurs père, mère ou autres parens, *quia nec genus nec gentem habent, l. 4, ff. unde cognati*, à moins qu'ils n'aient été légitimés *per matrimonium subsequens*, qui a toujours la vertu d'effacer le vice de l'origine, ou par lettres de S. M., vérifiées en la chambre des comptes, du consentement exprès du père & de la mère, ou autres parens de qui les bâtards légitimés prétendent la succession; sans quoi les lettres de légitimation peuvent bien servir pour posséder des charges & dignités, mais non pas pour rendre habiles à succéder, *Benedicti in verbo & uxor. nom. Adelf. n. 186. Bald. in authent. praterè, cod. de natural. lib.* Ainsi jugé par deux arrêts rapportés par M. Louet, let. L, som. 7. Papon, en ses arrêts, liv. 5, tit. 5, n. 2. *Voyez* Bacquet, en son traité du droit de bâtardise, chap. 12, n. 12 & suiv. Mornac, ad

l. 7, ff. de adopt. Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 41, n. 14, & Coquille, quest. 28.

254. De la même manière que les enfans naturels succédoient à leur mère par la disposition du droit romain, la mère leur succédoit aussi réciproquement. *Si spurius intestato decesserit, jure consanguinitatis aut agnationis hereditas ejus ad nullum pertinebit, quia consanguinitatis itemque agnationis jura à patre oriuntur; proximitatis autem nomine, mater ejus aut frater eadem mater natus, bonorum possessionem ejus Edicto petere potest, l. si spurius 4, ff. unde cognati.*

255. Tels étoient les effets de l'indulgence que les loix romaines avoient pour le concubinage, qu'elles appellent *inaequale conjugium*; *l. si quis, §. quod si alterutram, cod. de concubin. Vide l. item legato, §. parvi autem, ff. de legat. 3.* Mais depuis que les loix du royaume, conformes à celles du christianisme, ont regardé le concubinage comme un crime & comme la source d'une infinité de désordres, la condition des bâtards a totalement changé; en sorte qu'aujourd'hui les bâtards sont exclus de toutes successions *ab intestat*, à l'exception de la succession marquée par l'édit, *unde vir & uxor*, & de celle de leurs enfans légitimes. Pareillement le père ni la mère du bâtard ne peuvent point lui succéder. Ainsi lorsqu'un bâtard décède sans testament & sans enfans légitimes, sa succession appartient au roi par droit de bâtardise, ou bien au seigneur haut-justicier, pourvu qu'il y ait le concours de trois conditions; la première, que le bâtard soit né en sa terre; la seconde, qu'il y ait eu son domicile; la troisième, qu'il y soit décédé; l'une desquelles conditions manquant, le seigneur haut-justicier sera exclus par le roi. Salvaing, de *l'usage des fiefs*, ch. 66; Papon, en ses arrêts, liv. 5,

tit. 2, n. 1; Maynard, liv. 8, ch. 49. V. la Peyr. let. B, n. 9, qui dit que le roi n'excluera point le haut-justicier, encore que le bâtard décède en voyage hors de la juridiction du seigneur. Néanmoins le droit de bâtardise étant un des droits de la souveraineté, & qui a été attribué au seigneur haut-justicier, plutôt par une ancienne observance, que par un véritable droit, comme dit Salvaing au lieu sus allégué, il faut tenir que la condition du décès dans la terre du seigneur manquant, le Roi à qui seul, de droit commun, les biens vacans appartiennent, excluera le haut-justicier. *Si plures conditiones adscriptæ sint, siquidem conjunctim, omnibus parendum est*, dit Justinien aux *Instit. de hered. instituend.* §. 11. Il y a cependant des lieux où ces trois conditions ne sont pas nécessaires. Voy. M. de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 4.

256. Les bâtards, aussi bien que les aubains, payoient autrefois au roi douze deniers parisis au jour de Saint Remy de chaque année. Ce droit s'appelloit droit de *chervage*; mais il a cessé depuis que les droits de bâtardise & d'aubaine ont été introduits.

257. Remarquez que le droit de bâtardise n'a point encore été introduit dans la province de Dauphiné, ainsi que l'atteste Salvaing, de *l'usage des fiefs*, chap. 66, *circà medium*, & on y observe les loix romaines avec quelque tempérament.

258. Sur la question de sçavoir si les père & mère des bâtards peuvent disposer en leur faveur, soit par testament ou par donation entre-vifs, voyez Mornac, *ad l. 29, §. 1, ff. de inoffic. testam.* Papon, en ses arrêts, liv. 21, tit. 3, n. 2. Guy-Pape, quest. 280; Maynard, liv. 5, chap. 31; & Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 41. Pour moi je me contenterai

de rapporter ici ce qu'en dit M. l'Avocat général de Lamoignon à l'occasion d'un arrêt du 28 mai 1709, rendu en la grand chambre sur les conclusions de cet illustre magistrat, lequel arrêt est rapporté par M. Augeard, tom. 2, ch. 87.

» Par le droit romain, le bâtard succédoit à sa mère, en vertu du » Senatusconsulte Orphilien, mais il » ne succédoit pas à son père; cependant il étoit permis au père de l'instituer héritier. Dans la suite cette permission fut restreinte à la moitié, puis au quart. Enfin l'ancienne jurisprudence fut rétablie; il fut permis au père de lui donner tout.

» Cet usage a été long-tems observé parmi nous. Ceux qui vouloient faire des donations à leurs bâtards, étoient obligés de les faire insinuer, pour faire connoître qu'ils regardoient ces enfans comme légitimes. On en voit des exemples dans les formules de Marculphe. L'histoire rapporte même qu'un fils naturel de Clovis lui succéda conjointement avec ses enfans légitimes.

» Sous la seconde race de nos rois, la condition des bâtards a comencé à n'être plus si favorable. Nous voyons dans le testament de Louis le Débonnaire, qu'il abandonne ses enfans naturels à la miséricorde de ses héritiers légitimes.

» Saint Louis fit une ordonnance pour obliger les bâtards de payer les tributs auxquels les aubains étoient imposés, parce que, disoit-il, ils devoient être réputés étrangers non seulement dans leur famille, mais encore dans le royaume. On voit encore en la chambre des comptes, les états de ce qui étoit payé par les bâtards.

» Dans la suite on leur donna des lettres de légitimation; ils succé-

» doient conjointement avec les légitimes; mais l'honnêteté publique & la loi du christianisme exigèrent qu'on les exclût de la succession de leur père.

» Ce fut alors une question de savoir s'ils pouvoient être légataires universels: elle fut jugée pour la négative, parce que le légataire universel est *loco haredis*; ce seroit frauder la disposition de la loi, & faire ce qu'elle défend.

» On a agité depuis la question; s'ils peuvent recevoir des donations. Les docteurs se sont partagés. Les uns ont dit qu'ils peuvent en recevoir, pourvu qu'elles ne soient pas universelles. Les autres ont prétendu qu'ils ne peuvent recevoir qu'une somme médiocre pour leur tenir lieu d'alimens. D'autres enfin ont pris un tempérament, & ont pensé qu'ils pouvoient recevoir une somme plus forte que des alimens, mais qu'il falloit qu'elle ne fût pas excessive.

» De ces différentes opinions & des arrêts qu'on cite, la conséquence la plus naturelle qu'on puisse tirer, est que pour faire la réduction, il faut avoir égard à la quantité & à la qualité des biens du donateur, ainsi qu'à celle de ses héritiers.

259. Il nous reste à remarquer: 1°. que le mari ou la femme excluent le roi & le seigneur haut-justicier du droit de bâtardise, en vertu du titre *undè vir & uxor*. Voyez Louet & Brodeau, let. V, ch. 13.

260. 2°. Que si le bâtard qui décède sans femme, sans enfans légitimes & sans testament, a du bien dans la terre de plusieurs seigneurs hauts-justiciers, celui dans la juridiction duquel il est décédé, prendra les biens du bâtard situés dans sa justice, & le roi prendra ceux qui se trouveront situés ailleurs, à l'exclusion des sei-

gneurs hauts-justiciers, quand même ils seroient engagistes du roi, à moins qu'ils le fussent spécialement de ce droit.

261. 3°. Que les bâtards des maisons illustres, avoués & reconnus par leur père naturel, retiennent la noblesse de leur maison, peuvent porter les armes de la famille avec barre, & sont exempts des tailles, mais ils ne succèdent point, s'ils ne sont légitimés par lettres du prince, ou *per subsequens matrimonium*; la Peyr. & son Glossateur, let. B, n. 14; Guy-Pape, quest. 580, & *ibi* Ranchin & Ferrière. Or quand on dit que les bâtards des maisons illustres sont exempts des tailles, cela doit être entendu *si nobiliter vitam agant, id est, absque mercaturâ aut alterius vilis artis usu*, comme dit Ferrière, *in eamd. quest.* Voyez Loyseau, en son *traité des ordres*, ch. 5, n. 62, où il fait mention d'un règlement de l'an 1600, par lequel il est porté en l'article 26, qu'encore que les bâtards soient issus de pères nobles, ils ne pourront s'attribuer le titre & qualité de gentilshommes, s'ils n'en obtiennent lettres d'annoblissement, fondées sur quelque grande considération de leur mérite ou de leur père, vérifiées où il appartient. Mais comme cette ordonnance est contraire à l'ancienne coutume de France, ainsi que l'atteste Loyseau, *ibid.* n. 65, il faut la restreindre aux bâtards issus des simples gentilshommes. Sur quoi observez avec le même auteur, n. 64, que comme il n'est pas raisonnable que les bâtards jouissent du même degré d'honneur que les enfans légitimes, ils doivent toujours être mis d'un degré plus bas qu'eux: ainsi les bâtards des rois sont princes, ceux des princes sont seigneurs, ceux des seigneurs sont gentilshommes, & ceux des gentilshommes sont roturiers. Voyez le Brun, des

successions, liv. 1, chap. 2, sect. 1, n. 10 & suiv.

262. Si le roi ou le seigneur haut-justicier à qui le droit de bâtardise appartient, n'en forment pas la demande dans les trente ans, à compter du jour du décès des bâtards, leurs parens peuvent s'aider de la prescription *longissimi temporis*; Bacquet, en son *traité du droit de deshérence*, ch. 2, n. 1, 4 & 5. Cela a même lieu contre le seigneur ecclésiastique, à cela près, que dans ce cas les parens des bâtards ne peuvent opposer que la prescription de quarante ans. *Authent. quas actiones, cod. de sacrosanct. Eccles.* Chop. de *doman. lib.* 3, tit. 9, n. 7.

263. Touchant les bâtards & droit de bâtardise, voyez Salvaing, de *l'usage des fiefs*, chap. 66; Bacquet, dans le traité qu'il en a fait; Guy-Pape, quest. 580, & *ibi* Ranchin & Ferr, Loyseau, en son *traité des ordres*, chap. 5, n. 61 & suiv. la Rocheffavin, en ses arrêts notables, liv. 1, tit. 16, & liv. 6, tit. 11; M. Pocquet de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 4; Papon, en ses arrêts, liv. 21, tit. 3; Boer. décis. 127; Guy-Pape, quest. 280; M. d'Olive, en ses *questions notables*, liv. 5, ch. 34; Loyseau, en son *traité des seigneuries*, chap. 12, à num. 111 ad num. 118; Papon, liv. 5, tit. 5; Henrys, tom. 1, liv. 6, chap. 3, quest. 10.

264. Ce n'est pas seulement en Dauphiné que les bâtards, qui ne sont ni adultérins ni incestueux, succèdent à leur mère, & où leur mère leur succède réciproquement; cet usage a encore lieu en deux autres coutumes; comme Valenciennes, art. 121; Saint-Omer, art. 1: mais ces usages particuliers n'empêchent point que la règle contraire ne doive être regardée comme notre droit commun, & plus conforme à l'honnêteté publique & aux bonnes mœurs.

265. Il paroît par les art. 473 & 474 de la coutume de Bretagne , que les trois conditions ci dessus jugées nécessaires pour que le seigneur haut-justicier succède au bâtard , ne sont point requises dans cette coutume , & qu'il suffit que le bâtard décède dans la justice du seigneur. Mais le contraire a été jugé par arrêt du 9 mai 1716 , confirmatif d'une sentence de la chambre du domaine du 30 juin 1712. Au procès , il s'agissoit de sçavoir si la succession d'une bâtarde née à Paris , mais domiciliée & décédée en Bretagne , appartient au roi ou au seigneur. Les états de Bretagne étoient intervenus en faveur du seigneur ; mais la cour n'eut aucun égard à leur intervention , ni à la coutume , la succession fut adjugée au roi.

266. Le principe est vrai , qu'un bâtard ne peut être légataire universel de ceux à qui il auroit succédé sans le vice de sa naissance : cette jurisprudence est irrévocablement établie par un arrêt du parlement de Paris , rendu le 19 février 1731 sur les conclusions de M. Chauvelin , avocat général. Ces deux derniers arrêts sont rapportés par Denisart , *verbo* Bâtards.

267. Le bâtard né de personnes libres peut être légitimé par le mariage subséquent de ses père & mère. C'est une erreur populaire de croire que , pour acquérir cette légitimation , il faut qu'il soit mis sous le poile lors de la célébration du mariage ; il suffit que l'enfant soit reconnu par le contrat de mariage , ou par l'acte qui constate la célébration. Il n'en est pas de même des adultérins , qui ne peuvent jamais être légitimés par le mariage subséquent.

268. BATAILLE. Par ce mot nous entendons ici le combat judiciaire qui , suivant l'ancienne & barbare jurisprudence de nos pères , s'ordonnoit

pour acquérir la preuve d'un délit caché. Dans les premiers tems , on admettoit à la bataille pour la moindre bagatelle : depuis , on restreignit les cas. *Voyez* Gage de bataille. Sur les formalités , les cérémonies qui précédoient ou accompagnoient la bataille , le lieu où elle se faisoit , l'événement du combat , *voyez* Champ clos , Combat judiciaire , Champion.

269. BATELIERS. Ce sont ceux commis par le seigneur d'un bac ou ses fermiers , pour conduire le bac , & passer les voyageurs , leurs chevaux , charrettes , voitures & équipages. Sur la capacité des bateliers , leurs devoirs , leurs obligations , *voyez* Bac.

270. BATTU PAR L'AMENDE. C'est un très-ancien proverbe françois qui prend son origine dans l'usage du combat judiciaire , où celui qui succomboit , non seulement payoit l'amende au seigneur , mais encore subissoit la peine que méritoit le crime qui étoit l'objet du combat. Pour voir l'application de ceci , *voyez* Combat judiciaire , Champ clos.

271. BENEVIS ou ABENEVIS , dans le Lyonnais & pays voisins , signifie une concession faite par un seigneur moyennant une certaine redevance. L'acte qui constate cette concession s'appelle *Lettres de Benevis* ; & ce mot , dans ces provinces , est principalement employé pour signifier une concession d'eaux pour faire tourner des moulins , arroser des prairies , ou pour d'autres usages. *Voyez* Eaux. En matière de dixmes , on dit aussi une dixme abenevisée , pour dire une dixme abonée.

272. BESTES ÉPAVES. *Voyez* Épaves.

273. BÉTAIL. L'article 25 de la coutume du comté de Boullenois contient une disposition singulière. Lorsqu'un particulier est mort ladre dans

une paroisse , & jugé tel par gens à ce connoissans , si les habitants de cette paroisse n'ont pas dénoncé ce particulier ladre à la justice , pour le faire sequestrer , en ce cas , tout le bétail à pied fourché , dit la coutume , appartenant aux habitants de la paroisse où ce ladre est décédé , est confisqué au profit du seigneur haut-justicier , ou du seigneur de la paroisse. Cette coutume , qui est générale pour le comté de Boullenois , n'a cependant pas lieu dans la ville & banlieue de Boullogne. *Voyez l'art. 14.*

274. BIANs. On appelle ainsi , dans les coutumes d'Anjou , art. 499 , de Poitou , art. 99 , 102 , d'Angoumois , art. 22 , de Saint-Jean-d'Angely , art. 131 , 132 , les corvées , tant d'hommes que de bêtes. Dans la coutume de la Marche , on les appelle *Ban* , *arban*. *Voyez Ban & Corvées.*

275. BICHENAGE , est un droit qui , en quelques endroits , se perçoit sur les bleds qui se vendent au marché de la seigneurie ; c'est la même chose que la leyde. *Voyez Leyde.* Ce droit s'appelle bichenage de bichet , qui est une petite mesure dont on se sert pour percevoir le droit.

276. BIEF DE MOULIN. C'est le canal dans lequel on rassemble , & on retient au dessus d'un moulin à eau , les eaux nécessaires pour le faire aller.

277. Le bief est la partie la plus importante d'un moulin ; aussi est-il toujours censé appartenir au propriétaire , s'il n'y a titre au contraire. De cette propriété il suit que personne , pas même le seigneur , ne peut y faire des saignées , & en détourner l'eau pour arroser ses héritages , si ce n'est que le seigneur ne se fût réservé cette faculté par l'acte de concession du moulin. On peut voir sur cela deux arrêts , l'un du 13 décembre 1608 , & l'autre du 15 juillet 1656 , rapportés par Henrys ,

tome 2 , livre 4 , question 35.

* 278. BIENS VACANTS , dans une signification étroite , sont les immeubles qui ne sont possédés par personne , à faute d'héritiers ou légitimes successeurs : mais dans une signification plus étendue , on entend par biens vacants , toutes sortes de choses , meubles ou immeubles , qui sont sans maître , comme sont les hermes , les successions vacantes , & les épaves.


Nous ne parlerons ici que des biens immeubles vacants , nous réservant de parler des autres sous le mot *épaves*.

279. Les héritages hermes & vacants appartiennent au seigneur haut-justicier dans la justice duquel ils sont situés , suivant la disposition de la coutume de Paris. *Voyez la Roche , des droits seigneuriaux* , chap. 25 , n. 3 , où il rapporte plusieurs arrêts du parlement de Toulouse qui l'ont jugé de même ; Loyseau , *des seigneuries* , ch. 12 , n. 121. Sur quoi il faut remarquer , 1°. Que les propriétaires sont en droit de les reprendre , en remboursant les réparations , pourvu qu'ils les réclament dans le tems fixé par les coutumes , qui est de dix ans dans quelques-unes , comme Auxerre , dans d'autres de trente ans , comme celle de Nivernois. *Voyez Graverol sur la Roche , loc. cit.* qui dit que les propriétaires ne sont reçus à reprendre leurs biens , qu'autant qu'ils viennent dans les trois ans , à compter du jour du bail à nouveau fief passé par le seigneur haut-justicier , ou par les consuls du lieu à défaut de seigneur ; ce qu'il autorise par un arrêt du conseil d'état du 26 août 1668 , confirmé par une déclaration du roi du 30 du mois de décembre suivant.

280. 2°. Qu'il ne faut point entendre ici par biens vacants , les communaux ou pâcages des lieux : *Quia sunt propria universitatis ; nam plerumque*

olim à divisioribus agrorum ager compascuus relictus est, ad pascendum communiter vicinis, dit Ifidore, *lib. 11, etym. cap. 13*, cité par Loyseau, *des seigneuries*, chap. 12, n. 119, ni les héritages qui se trouvent vacants par la renonciation des héritiers à la succession de ceux qui en étoient propriétaires, parce que l'hérédité répudiée appartient aux parents du défunt, ou à ses créanciers.

281. 3°. Qu'il y a des coutumes qui donnent les biens vacants au seigneur censier, quoiqu'il n'ait point de justice : d'autres les donnent au bas-justicier, comme celle d'Anjou, art. 10. Mais à moins que la coutume soit expresse là-dessus, il faut tenir que toutes sortes de biens vacants & d'épaves appartiennent au seigneur haut-justicier, ainsi que cela fut jugé par arrêt solennel rapporté par Bacquet, *des droits de justice*, chap. 33 ; Loyseau, au lieu sus allégué, n. 121 ; Salvaing, *de l'usage des fiefs*, chap. 61, part. 2 ; Loyfel, en ses instit. coutum. liv. 2, tit. 2.]

 282. Les héritages vacants dans une seigneurie, c'est-à-dire, ceux qui se trouvent sans propriétaires, pour avoir été abandonnés de longue main, ou pour n'avoir jamais été cultivés, appartiennent sans doute au seigneur haut-justicier ; cependant il ne doit pas s'en emparer de son autorité privée, il faut se les faire d'abord adjuger par le juge de la seigneurie après trois proclamations précédentes ; & ensuite, avant d'en prendre possession, il faut en constater l'état par un procès-verbal, afin que, si le propriétaire se présente dans le tems qui lui est accordé pour rentrer dans son héritage, on puisse répéter contre lui les améliorations ou réparations, si aucunes y ont été faites.

283. Dans tous autres biens vacants par deshérence, bâtardise, ou de quelque façon que ce soit, il est aussi néces-

faire d'observer les mêmes formalités ; pour les mêmes fins. Si, dans les héritages ainsi abandonnés, il se trouve des biens meubles, il faut encore en faire inventaire, parce que les seigneurs qui prennent les droits de caducité sont tenus des dettes *pro ratione emolumenti*, mais non jamais au-delà de l'inventaire.

284. BIENS VENDUS PAR DÉCRET. Nous n'en parlons ici que par rapport aux droits seigneuriaux auxquels les décrets donnent lieu. Sur quoi on peut observer :

285. 1°. Lorsque l'acquéreur d'une seigneurie, d'une terre, ou de quelque autre héritage féodal ou censuel, les fait passer par le décret volontaire, pour purger les hypothèques ; alors il n'est dû qu'un seul droit pour le décret & pour la vente, parce qu'il n'y a qu'une seule vraie mutation de propriété, celle opérée par la vente : celle qui se fait par le décret n'est que fictive. Voyez l'article 84 de la coutume de Paris.

286. 2°. Si le décret volontaire devient forcé, & si la terre est adjudgée à un autre qu'à l'acquéreur, les sentiments sont partagés : les uns pensent qu'il est dû double droit, parce qu'ils estiment qu'il y a double mutation. Voyez Ferrière, en son traité des fiefs ; Brodeau, sur l'art. 84 de la coutume de Paris, n. 4, 16 & 17.

287. Ces auteurs apportent cependant deux limitations à leur sentiment : la première, quand l'acquéreur ne s'est point mis en possession de l'héritage ; la seconde, lorsque l'acquéreur, par l'acte de vente, prend la précaution de stipuler que, si par l'événement du décret, le prix de la vente est couvert par un plus haut metteur, le contrat demeurera nul & résolu.

288. Ces tempéraments même ne sont point du goût de plusieurs auteurs, parmi

parmi lesquels on trouve Pocquet de Livonnière, Charondas, Guérin, Ricard, le Maître, qui tous, sur l'article 84 de la coutume de Paris, soutiennent que, pour la vente & le décret volontaire devenu forcé, il n'est dû qu'un seul droit. Leur raison de décider est que le prix du contrat volontaire est une condition essentielle du contrat, qui, de plein droit, demeure résolu, quand le prix convenu ne peut pas avoir lieu par une cause nécessaire. Ce dernier sentiment paroîtra plus équitable & plus conforme aux principes, qui ne permettent l'ouverture aux droits seigneuriaux, que quand il y a une vraie & réelle mutation dans la propriété. Or ici il n'y en a qu'une qui réside dans celui qui demeure adjudicataire par l'événement du décret devenu forcé; le droit n'est donc dû que pour cette seule mutation.

289. Lorsqu'un héritage féodal ou censuel, saisi réellement, est vendu par décret, l'adjudicataire doit sans contredit les droits seigneuriaux proportionnellement au prix du décret; mais dans ce prix ne sont jamais compris les frais de l'adjudication, quoiqu'ils soient payés par l'adjudicataire. V. l'art. 83 de la coutume de Paris, les arrêtés de M. de Lamoignon, art. 24.

290. Si l'adjudicataire ne paie pas le prix du décret dans le tems fixé par l'enchère qui en règle les conditions, si en conséquence l'héritage est vendu & adjugé à sa folle enchère, alors il est dû deux droits. Ainsi jugé par plusieurs arrêts solennels qu'on peut voir dans Brodeau sur Louet, let. R, som. 2, n. 4 & 6.

291. BIEN-TENANT. On appelle ainsi celui qui est en possession actuelle d'un héritage à quelque titre que ce soit, à titre de vente, de succession, &c.

En matière de droits seigneuriaux, c'est une règle générale, que le bien-
l'art. I.

tenant d'un héritage censuel ou féodal est toujours tenu d'en acquitter les devoirs & les charges. On attaque toujours le bien-tenant, sauf son recours contre qui il appartiendra.

292. BILLETTE. Dans quelques coutumes, c'est la pancarte contenant le tarif des droits qu'on perçoit pour le péage, & qu'on doit afficher au lieu même où le droit se reçoit, pour éviter les fraudes de part & d'autre. V. Tours, art. 82; Lodunois, chap. 7, art. 2; Anjou, art. 52, 58; le Maine, art. 60, 67.

293. BILLOS. Dans la cout. de Bretagne, art. 292, ce sont certains droits que le roi, ou quelque autre seigneur perçoit par octroi sur le vin; comme un vingtième, un huitième, &c.

294. BLACHIA, est une terre à chênes ou à châtaigniers si distants les uns des autres, qu'ils n'empêchent pas qu'on n'y laboure. Voyez Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 97.

* 295. BLADAGE, est un droit qui s'exige dans l'Albigeois en forme de censive, & par dessus la censive, lorsqu'il est établi par titre. Il est ainsi appelé, parce qu'il consiste en certaine quantité de grains que l'emphytéote paie pour chaque bête de labourage qui travaille le fonds inféodé; Graverol sur la Roche, des droits seigneuriaux, chap. 35, art. 2, où il fait mention d'un autre droit appelé *oblie*, *oublier* ou *obial*, qui est une double censive dont les arrérages peuvent être demandés depuis vingt-neuf ans, comme étant un second cens.

296. La coutume de Nivernois parle d'un autre droit connu sous le nom de *blairie*, qui appartient au seigneur haut-justicier, tant sur les nobles que sur les roturiers, pour permettre aux habitants de pâurer leurs bestiaux dans les bois & autres héritages, après la récolte. Ce droit n'est point en usage dans les pays de droit écrit, ni même

dans la plupart des pays coutumiers.]

297. BLAIRIE. C'est un droit seigneurial consistant en grains, argent ou gelines, que, dans quelques coutumes, le seigneur prend sur les habitants de la seigneurie, pour la permission qu'il leur accorde de faire pâcager leurs bestiaux dans les places communes, dans les chemins, les terres vaines ou vagues de la seigneurie, même sur les terres labourables, après la récolte.

298. De cette définition, il suit que l'établissement du droit de blairie a deux causes; la première, la concession que le seigneur a pu faire à ses justiciables des places communes, chemins, terres vaines, vagues de la seigneurie: ce qui est très légitime, puisque tous ces objets appartiennent incontestablement au seigneur haut justicier. La seconde cause est la permission que ce seigneur accorde de pâcager sur les terres des autres, situées dans la seigneurie, après la récolte. Ceci est une vraie usurpation établie par la loi du plus fort, contre les règles de droit, qui veulent que personne ne puisse entrer, ni rien prendre dans l'héritage d'autrui, malgré le propriétaire. Cependant le bien public a paru préférable à la mauvaise volonté d'un particulier qui, ne pouvant profiter de l'herbe de son champ, aimeroit mieux la laisser périr, que d'en faire part à ses voisins. Mais cela donnoit-il au seigneur le pouvoir de s'établir un droit sur un bien qui ne lui appartenait pas?

299. Il y a plus: quantité de seigneurs perçoivent aujourd'hui la blairie, pour la concession originairement faite à leurs justiciables des places communes, quoique depuis ils s'en soient emparés: autre usurpation dans laquelle ils se sont perpétrés par l'autorité de quelques arrêts, surpris sans doute à la religion des juges. Voyez Coquille, quest. 273; Henrys, tom. 2, l. 3, c. 21.

300. Le droit de blairie est inconnu dans les pays de droit écrit, où tous les héritages sont réputés libres, s'il n'y a titre au contraire.

301. La blairie a principalement lieu dans le Nivernois, l'Auvergne, la Bourgogne, le Bourbonnois. Dans d'autres coutumes, elle est encore connue sous les noms de *civerage*, *moisson*, *avenage*, qui sont absolument droits de la même espèce. Voyez Henrys, Salvaing, le glossaire de Laurière.

302. Mais, quelque nom qu'on donne à la blairie, elle ne peut appartenir qu'au seigneur haut-justicier. Il faut cependant observer que tous les seigneurs haut justiciers n'ont pas ce droit; il n'y a que ceux qui sont fondés en titre & possession. Voyez Henrys, tome 2, liv. 3, quest. 21; la coutume de Nivernois, chap. 3, art. 4.

303. Des particuliers sujets à la blairie, n'ayant que des chevaux & des mulets, prétendoient ne la pas devoir, parce que, dans le titre constitutif de la blairie, il n'y étoit parlé que de bœufs. Cette ridicule prétention a été proscrite par plusieurs arrêts rapportés par Salvaing, dans son traité des fiefs, chap. 57; attendu que les chevaux, les mulets sont aussi utiles au labourage que les bœufs, & consomment autant de pâcage qu'eux.

304. Salvaing, *loco citato*, nous apprend que les gentilshommes du Dauphiné sont exempts du droit de blairie ou civerage, comme on dit dans cette province; non seulement eux, mais encore leurs fermiers ou métayers, pour raison de leurs fermes. Cette exemption est confirmée par un arrêt du 29 juillet 1624, rapporté par Expilly, chap. 209.

305. Ceux qui ont des héritages dans la seigneurie, quoiqu'ils n'y soient pas domiciliés, ont droit, comme les autres, dans les pâcages communs, & sont sujets par conséquent au droit de

blairie. Cette question est précisée & jugée par un arrêt rapporté par Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 21. L'arrêt est au profit des religieux Célestins de Vichy, contre les habitants, & tous propriétaires & bien-tenants de la paroisse de Censat. La coutume de Nivernois a un titre entier des droits de blairie; c'est le troisième. On peut le consulter, ainsi que les commentateurs sur ce titre, & sur-tout le judicieux Coquille: rien n'est plus sensé que ce qu'il dit à cet égard, quest. 263.

* 306. BLASME, est le contredit que fait le seigneur féodal contre l'aveu & dénombrement de son vassal, prétendant qu'il est défectueux, soit par excès ou omission. *Voyez* ce que nous avons dit *suprà*, verbo Aveu.]

307. BLAVIER. Dans la coutume d'Auxerre, art. 270, on appelle ainsi le sergent, le garde commis pour la conservation des fruits de la campagne. C'est ce qu'on appelle ailleurs *Garde messier*.

308. BLAYER. Dans la coutume de Nivernois, chap. 3, art. 2 & 6, ce mot se dit du seigneur qui a le droit de blairie. Ailleurs on l'appelle *Seigneur blairier*.

309. BLEDS. Ce mot s'applique généralement à toutes sortes de grains, mais cependant plus particulièrement au froment, qui est le bled par excellence.

310. La déclaration du 25 mai 1763, portant *permission de faire circuler les grains, farines & légumes dans toute l'étendue du royaume*, art. 3, fait défenses à tous les sujets du roi qui jouissent des droits de péage, passage, pontonnage, ou traverses, à titre de propriété, engagement, ou à quelque autre titre que ce soit, d'exiger aucuns desdits droits sur les grains, farines & légumes qui circuleront dans le royaume; sans préjudice néanmoins des droits de hallage, minage, & autres

desdits droits, qui continueront à être perçus à la manière accoutumée. Cette disposition est confirmée par l'édit du mois de juillet 1764, concernant *la liberté de la sortie & de l'entrée des grains dans le royaume*, dont l'art. 1 ordonne l'exécution de la déclaration du 25 mai 1763, suivant sa forme & teneur; & défend, art. 3, aux officiers royaux & à ceux des seigneurs, de mettre aucun obstacle ou empêchement, en aucun cas & sous quelque prétexte que ce puisse être, à la circulation des grains par terre & par mer. Ces précautions avoient déjà été prises par un arrêt du conseil du 10 novembre 1739, & réitérées dans tous les autres arrêts confirmatifs des péages.

311. L'arrêt cité par Freminville, tom. 4, pag. 306, qui autorisoit les seigneurs à faire arrêter pendant deux heures les bleds qui passent dans leurs justices, en tems de disette, n'a donc plus lieu, en conséquence de la dérogation portée dans les deux nouvelles loix que l'on vient de citer, à tous édits & réglemens qui pourroient y être contraires.

312. Il faut donc distinguer deux sortes de droits sur les bleds; ceux qui se perçoivent sur la route qu'ils font quand on les transporte d'un lieu à un autre; & ceux qui se perçoivent dans les halles & marchés, pour avoir le droit de les y vendre. Ceux de la première espèce sont absolument supprimés; ceux de la seconde, comme de hallage, minage, leyde, couponage, bichenage, mesurage, sesterage, &c. (*Voyez* chacun de ces mots) sont conservés.

313. Mais pour les bleds destinés à l'approvisionnement de Paris, on ne peut, en aucune façon, les arrêter, & encore moins les vendre; ce qui est expressément défendu par plusieurs arrêts du conseil, & ordonnances de police qu'on peut voir dans La-

marre : & les deux loix que l'on vient de citer ordonnent l'exécution de tous les réglemens précédents, concernant l'approvisionnement de Paris.

* 314. BOIS DE HAUTE FUTAIE, sont les arbres qui ont passé vingt-sept ou trente ans, suivant la doctrine de Mornac, sur la loi *sed si grandes* 12, ff. de usufruct. & quemad. Il y en a d'autres qui disent que le bois est réputé de haute futaie, lorsqu'il est âgé de plus de cent ans ; qu'il est de haute taille, lorsqu'il est âgé de plus de cinquante ans ; & que celui qui est au dessous de cinquante ans, est de moyenne ou basse taille. Voyez Berault, sur la coutume de Normandie, article 463. Enfin il y a des coutumes, comme celles de Troyes, de Sens, d'Auxerre, où le bois est réputé de haute futaie, lorsqu'il est bon à édifier, & qu'il est planté dans un lieu qui n'a pas été labouré de mémoire d'homme. Mais généralement parlant, on suit dans le royaume la doctrine de Mornac.

315. Les feudistes forment trois questions principales au sujet du bois de haute futaie. La première consiste à sçavoir si le seigneur direct peut empêcher la coupe de cette espèce de bois. La seconde, si, la coupe étant faite, les lods en sont dûs. La troisième, s'il est sujet au retrait lignager ou féodal.

316. Les interprètes du droit romain, sur la loi *divortio*, §. *si fundum*, ff. *solutio matrimonio*, ne regardant l'emphytéose que comme une espèce d'usufruit, tiennent constamment que l'emphytéote ne peut couper le bois de haute futaie sans la permission de son seigneur direct : mais leur doctrine n'est point suivie en France, où les biens emphytéotiques étant purement patrimoniaux, les tenanciers peuvent en disposer à leur gré. C'est pourquoi d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, art. 60, n. 5, résout cette question en ces termes : *Sed nunc quo jure*

utimur, longè quidem diverso *feuda habentur*, cum tam *feuda in patrimonio nostro sint*, quam *que maximè* ; ideoque & *libera & absoluta in potestate alienantis sunt*, etiam *irrequiritis atque aded repugnantibus dominis feudorum*, *salvâ conditione & jure feudali* ; quare *nec arbores excindere vassalli prohibentur*, nec *prohiberi possunt prætextu quasi minoris fundus futurus sit*, cum *vassallus re suâ utatur ad usum permissum & utilem*, *citra substantiæ rei corruptionem, etiam si laudimia per consequentiam diminui contingat* ; cum *arbores non sint pars essentialis fundi*, non *magis quam fungi*, aut *in corpore ungues & capilli*, qui *sine corporis damno rescantur*, cum *vassallus de re suâ sibi negotium gerat*, *citra alieni damni respectum aut intentionem*.

317. Il faut néanmoins tenir avec le judicieux Coquille, sur la coutume de Nivernois, tit. *des fiefs*, art. 21, que, si le fief consiste en une seule pièce de bois de haute futaie, ou bien que tel bois fasse la meilleure partie du fief, & que par la coupe du bois de haute futaie, le sol devienne infructueux & inutile, pour lors le seigneur peut empêcher la coupe, parce qu'il a un intérêt sensible à conserver l'essence de son fief ; & c'est peut-être ce que veut dire d'Argentré par ces termes : *citra substantiæ rei corruptionem*.

318. Il en est de même, si le titre de concession originelle fait mention du bois de haute futaie ; Salvaing, de *l'usage des fiefs*, chap. 83 ; d'Olive, en ses questions notables, liv. 2, chap. 31, *in fin*. La raison est *quia facta est investitura etiam magnorum laudimiorum contemplatione*, comme dit Dumoulin, en parlant d'une maison donnée à cens.

319. Quant à la seconde question, je la trouve diversement décidée dans les différens tribunaux du royaume. Quelques-uns, comme le parlement de Bordeaux & celui de Provence,

jugent constamment que les lods sont dus au seigneur de la vente d'un bois de haute futaie. La Peyr. let. V, n. 12, rapporte plusieurs arrêts qui l'ont jugé de même. Galand, en son traité du franc alev, chap. 10, en rapporte deux rendus en la chambre de l'édit de Nerac, l'un du 22 février 1618, l'autre du 10 juin 1619. Bafnage, sur la coutume de Normandie, article 173, en rapporte aussi un arrêt du 5 mars 1622.

320. Cette jurisprudence est fondée sur deux raisons. La première est parce que le bois de haute futaie fait partie du fonds, & est considéré comme un immeuble, dont l'aliénation produit toujours le droit de lods en faveur du seigneur direct. La seconde, parce que les arbres de cette nature sont ordinairement la principale valeur du fonds emphytéotique; d'où il suit que, venant à être coupés, les profits seigneuriaux seront moindres, en cas que le sol soit aliéné, & qu'ainsi il est juste d'indemniser le seigneur.

321. Le parlement de Paris au contraire & celui de Toulouse, regardant le bois de haute futaie mis en coupe & séparé du sol, comme un effet mobilier, en ont toujours refusé les lods & ventes au seigneur. Voyez Dumoulin, sur l'art. 78 de la coutume de Paris, gl. 1, n. 191; Brodeau, sur l'art. 23 de la même coutume; d'Olive, en ses questions notables, liv. 2, chap. 31; Cambolas, liv. 4, chap. 10; d'Argentré, traité de laudemiiis, §. 28; Chop. Andeg. lib. 2, tit. 2, n. 2; Guy Coquille, sur la coutume de Nivernois, tit. des fiefs, art. 21.

322. Ils exceptent seulement le cas de fraude, comme si l'emphytéote avoit d'abord vendu la coupe du bois de haute futaie, & qu'ensuite il vendît peu de tems après le sol au même, ou s'il vendoit le bois à l'un & le fonds à l'autre; *modo constat ex legitimis con-*

jecturis, id fieri in fraudem domini & interpositione persona. Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 83; d'Argentré, sur l'art. 60 de la coutume de Bretagne; M. Pocquet de Livonnière, en son traité des fiefs, liv. 3, chap. 6, §. 4. M d'Olive, *loco citato*, excepte encore le cas où il paroît par le bail emphytéotique, que le bois de haute futaie a été inféodé; car pour lors, suivant cet auteur, le seigneur a droit d'exiger les lods de la coupe de ce bois, pour son indemnité.

323. Dans cette diversité de jurisprudence, si l'on consulte les meilleurs auteurs, & la loi *Quintus Mucius* 40, ff. de actionib. empt. dont l'interprétation semble causer cette variété, on se déterminera sans peine pour celle qui est reçue au parlement de Paris. En effet, cette loi décide bien que, tandis que le bois est debout, & qu'il prend nourriture au fonds, il doit être réputé immeuble: *Arborum quæ in fundo continentur, non est separatum corpus à fundo*, dit Pomponius; ce qui veut dire que, si le sol est vendu avec les arbres qu'il nourrit, l'acquéreur aura la même action pour l'un que pour l'autre, *scilicet in rem alio*; ce qui n'est pas dans le cas où le bois est vendu séparément du sol; car pour lors *emptor habet tantum actionem ex empto*: mais elle ne décide pas que le bois une fois coupé fasse partie du fonds, & qu'il conserve après la coupe la nature d'immeuble, puisqu'elle ne parle jamais que des arbres attachés au fonds par leurs racines, *de arboribus stantibus*. Voyez Mornac sur cette loi.

324. Voici en quels termes s'explique d'Argentré, traité de laudemiiis, §. 28: *Consequens est querere de venditione nemoris, quod excisendum venditum est; nam excisum mobile efficitur, & scio plerosque hic deceptos immobile judicasse, quia solo inhaeret ea superficies & pars soli sit, multò magis quàm fructus pendentes,*

qui non alio fine habentur quam ut eximantur. Sed nemoris non est eadem conditio, cum lex excindendi in contractu apposta est, & necessitas excindendi indicata, quæ mobilis necessestatem inducit; neque posset consanguineus ad retractum veniens in solo, retinere talem superficiem exemptibilem, & lege eximendam in immobilitatis naturâ; ideoque nec retrahens admitti debet, nec laudimia solvi, non magis quam de rei mobilis venditione. Sur quoi je remarque qu'un auteur moderne, qui rapporte le même endroit de d'Argentré, pense qu'il faut lire, *sed nemoris est eadem conditio*, au lieu de lire, *sed nemoris non est eadem conditio*: mais premièrement la particule disjonctive *sed* veut toujours être suivie d'une négative, lorsqu'elle est précédée d'une affirmation: d'ailleurs il ne faut que lire avec attention, pour voir que le sens du discours exige cette négative.

325. Mornac, sur la loi *sed si grandes*, ff. de usufruct. & quemadm. est du même avis: *Quia nempe nemus quod excindendum venditum est, in propinquo est ut fiat mobile.*

326. M. Charles Dumoulin, sur l'article 78 de la coutume de Paris, gl. 1, verbo Acheté à prix d'argent, n. 191, réfute la raison prise de ce que la coupe du bois de haute futaie rendant le fonds de beaucoup moindre valeur, les profits seigneuriaux en sont moindres, *si nudum solum vendatur*; qu'ainsi le seigneur doit être indemnisé par le paiement des lods de la vente de cette sorte de bois. *Sicut nec si grandes arbores, vel nemus altum antiquum nudo solo retento venderet, vel totam diruendæ domûs superficiem, retentâ areâ; nec obstat quod erat pars fundi, & quod longè minoris valoris efficitur, & laudimia, si nudum solum vendatur, erunt minora; hoc enim non est in consideratione, quia censuarius dominus est, & jure suo utitur, & res aliâ ratione meliorari poterit.*

327. Mais, si l'on consulte les raisons d'équité qui doivent être la véritable règle de toutes les décisions des cours souveraines, on ne balancera pas à se déterminer pour la jurisprudence des parlements qui accordent aux seigneurs les lods de la vente du bois de haute futaie; puisque, si l'emphytéote doit retirer les avantages du domaine utile, le seigneur doit aussi profiter du domaine direct.

328. On juge donc au parlement de Bordeaux, ainsi que nous l'avons dit; que les lods sont dûs au seigneur, du prix provenant de la vente d'un bois de haute futaie. Sur quoi il s'est formé plusieurs questions qui ont été jugées par les arrêts rapportés par la Peyrère & son glossateur, let. V, n. 12. On a demandé en premier lieu, si un propriétaire ayant fait couper un bois de haute futaie dans la terre d'un seigneur, & l'ayant employé à faire valoir une forge de fer à lui appartenant dans la même terre, le seigneur peut en exiger les lods & ventes; ce qui fut jugé pour l'affirmative par l'arrêt de l'année 1667, rendu en la première chambre des enquêtes. Mais on ne croit pas que cet arrêt doive tirer à conséquence, puisqu'il préjuge que les lods & ventes sont dûs sans changement de main. En effet, il a été jugé par un autre arrêt du même parlement, rapporté *ibid.* n. 31, qu'il n'étoit point dû lods & ventes de la coupe des bois employés aux usages du propriétaire.

329. On a demandé si les lods & ventes sont dûs au seigneur lorsqu'un emphytéote fait couper des arbres de haute futaie, non pas pour son usage, mais pour faire de la marchandise qu'il vend ensuite. Le comte de Grugnaux ayant fait naître cette question contre un emphytéote qui avoit fait couper de grands arbres dans une forêt, pour en faire du mairain qu'il vendit ensuite, elle fut jugée en sa faveur par arrêt du

9 avril 1647, rapporté par l'annoteur de la Peyr. *lococitato*. Dans le cas de cet arrêt il y a mutation de main; ainsi il est sans difficulté que les lods sont légitimement dûs, déduction faite des façons; autrement les tenanciers auroient là une voie toute ouverte pour frustrer les seigneurs de leurs profits seigneuriaux.

330. On a demandé si les lods sont dûs de la vente des arbres épars & dispersés au bord des héritages. Sur quoi il a été rendu arrêt le 29 novembre 1669, par lequel il a été jugé qu'en ce cas là le seigneur ne peut exiger les lods & ventes: il est vrai qu'au cas de cet arrêt, il ne s'agissoit que de deux arbres du prix de 17 liv. *de minimis autem non curat pretor*. Voyez le glossateur de la Peyrère, let. V, n. 31, où il rapporte un arrêt qui paroît contraire. En effet, on juge à présent au parlement de Bordeaux que les bois épars sont sujets au paiement des lods & ventes. Cette question s'étant présentée entre le syndic du chapitre de Saint Pierre de Saintes, & Pierre Donné, marchand de Rochefort, a été jugée par arrêt du 28 juillet 1742, dont voici la teneur.

Extrait des registres de parlement.

ENTRE Pierre Donné, marchand entrepreneur & adjudicataire des bois de construction pour le service des vaisseaux du roi au port de Rochefort, appelant d'un jugement rendu par défaut par Messieurs tenant les requêtes du palais de la cour, le 30 août dernier, qui le condamne de payer au ci-après nommé, au nom qu'il agit, les lods & ventes, à raison du fixte denier, de cent vingt-deux pieds d'arbres qu'il a achetés pour le prix de 1600 livres, & qu'il a exploités dans les biens des dames de Constantin & de Paris, siefs dudit ci-après nom-

mé au nom qu'il agit; sçavoir, cent dans les fonds de ladite dame de Constantin, qui étoient épars, & dans les haies & fossés des possessions de ladite dame de Constantin, vendus audit Donné, pour le prix & somme de 1200 livres; & les vingt-deux pieds restant desdits arbres achetés par ledit Donné de ladite de Paris, aussi dans ces fonds le long des haies & fossés, & épars dans seldites possessions, pour 400 livres. Ledit Donné, défendeur, & autrement demandeur, l'entérinement de sa requête du 19 juin aussi dernier, contenant ses conclusions tendantes à ce qu'il plaise à la cour, faisant droit de l'appel par lui interjeté, dire avoir été mal jugé, & par lui bien appelé; en émendant, le relaxer de la demande contre lui formée en paiement des lods & ventes ou droit d'indemnité dont est question, par ledit ci-après nommé, avec dépens, d'une part:

Et M^{re} Etienne Musso, chanoine & syndic du chapitre de Saint Pierre de Saintes, intimé sur ledit appel, & demandeur à ce qu'il soit mis au néant, avec amende & dépens, d'autre.

Vû le procès, &c. dit a été que la cour a mis & met l'appel interjeté par ledit Donné, du jugement rendu aux requêtes du palais d'icelle, au néant; ordonne que ce dont a été appelé sortira son plein & entier effet; condamne ledit Donné en douze livres d'amende envers le roi, & aux dépens envers ledit Musso, audit nom. Dit aux parties à Bordeaux, en parlement, le 28 juillet 1742.

331. On peut former une autre question sur cette manière, sçavoir, qui est-ce qui doit payer les lods & ventes de la coupe du bois de haute futaie, ou le vendeur, ou l'acheteur? Pour la résolution de laquelle j'estime qu'il faut distinguer; car si la vente est d'une certaine quantité de pieds, de brasses ou autres mesures, c'est au-

vendeur à payer l'indemnité au seigneur, parce que le prix des brasses ou autres mesures étant réglé par l'usage de chaque pays, si l'acheteur devoit payer les lods, il paieroit le bois acheté au-delà du prix ordinaire. Mais si la vente est faite d'une forêt, garenne ou d'une certaine quantité d'arbres, c'est à l'acheteur à payer les lods, parce qu'alors il est censé que le vendeur a vendu à un moindre prix à cause des lods & ventes dont l'acheteur est tenu.

332. A l'égard de la troisième question, qui consiste à sçavoir si la coupe d'un bois de haute futaie est sujette au retrait lignager ou féodal; tous les auteurs décident que, si le bois a été vendu séparément du fonds, il n'est point sujet au retrait lignager ni féodal, par la raison que, selon l'intention des parties, il doit être séparé du fonds, & réduit en nature de meubles. Voyez la Peyr. let. V, n. 12, *in not.* où il dit que le retrait n'est pas proposable en ce cas; Dumoulin & les autres commentateurs de la cout. de Paris, sur les art. 129 & 144. Ann. Rob. rer. judic. lib. 3, cap. 9, qui rapporte un arrêt du 22 avril 1583, qui jugea *in terminis*, que le retrait lignager n'a pas lieu en vente d'arbres de haute futaie: *Senatus Mevium à petitione suâ repellendum judicavit, actionemque gentilitii retractûs in eâ grandium arborum sylvæque non cedue venditione locum non habere voluit.* Chopin, sur la coutume d'Anjou, art. 81, nomb. 1; d'Argentré, *Traît de laudim.* §. 18. Et si l'on trouve dans Papon, liv. 11, tit. 7, n. 18, un arrêt du parlement de Paris, du 9 février 1562, qui reçut en pareil cas un lignager à retraire, ce fut sans doute parce que le retrayant se trouva dans quelques-unes des exceptions remarquées par les feudistes.

333. Ce qui nous conduit à observer que les auteurs & les arrêts ont fait trois limitations à la décision que nous venons de donner. La première est, lorsque deux co-héritiers possédant un bois de haute futaie par indivis, l'un d'eux vend sa portion indivise; car pour lors l'autre co-héritier peut retraire, en déclarant que c'est pour conserver le bois en son entier, *ad amœnitatem domûs.* Voyez Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 144.

334. La seconde limitation est, lorsque la fraude paroît *ex legitimis conjecturis*, comme si le propriétaire du sol & du bois commence par vendre le bois, & que peu de tems après il vende le sol même, *vel personæ interpositæ*; en ce cas, le fonds & le bois n'étant considérés que comme un même corps dans l'intention des contractans, on doit en juger comme si l'un & l'autre avoient été vendus par un seul contrat: ainsi le tout est sujet au retrait, soit lignager ou féodal, *quia dolus non debet prodesse.*

335. La troisième est, lorsque la propriété du fonds appartient à celui qui veut retraire; ce qui arrive 1^o. si dans le même tems ou peu de tems après que le bois a été vendu, le fonds est vendu à une autre personne; car alors l'acquéreur du fonds peut retraire le bois vendu pour le conserver en pied, parce que l'accessoire doit le céder au principal. Voyez Brodeau, sur la coutume de Paris, art. 144. 2^o. Lorsque, dans un partage fait entre co-héritiers, le fonds est échu au lot de l'un des co-héritiers, & le bois à l'autre, en ce cas le propriétaire du sol peut retraire le bois vendu pour empêcher la coupe. 3^o. Cela arrive en la personne de l'héritier de celui qui avoit vendu le bois de haute futaie, lequel est reçu à retraire ledit bois *ad amœnitatem & ornamentum domûs.* Voy. Chopin,

Chopin, sur la coutume d'Anjou, art. 81, n. 1, & l'art. 142 de la coutume de Paris.

336. Le seigneur jouissant d'une terre par droit de rachat ou relief, étant comparé à l'usufruitier, ne peut point faire couper le bois de haute futaie; *sed si grandiores arbores essent, non posse eas cadere*, dit Paulus, l. 11, ff. de usufr. La raison est, parce que le bois de cette espèce ne tombe point en fruit ou revenu annuel, & que *fructuarius causam proprietatis deteriore facere non debet, meliorem facere potest*, comme dit Ulpien, en la loi 13. ff. eod. Voy. les commentateurs de la coutume de Paris sur l'art. 48; d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, art. 60, n. 4; Chopin, lib. 2, de privileg. rustic. part. 1. cap. 10, où il rapporte un arrêt du 23 juillet 1573, qui jugea qu'encore que le vassal eût accoutumé de faire couper des arbres de haute futaie pour l'entretien de ses forges de fer, néanmoins le seigneur n'en pouvoit pas user de même pendant le rachat. Cet arrêt fut rendu contre la reine d'Écosse, pour laquelle plaidoit Chopin qui le rapporte. Mais le seigneur peut, pendant l'année du rachat, faire couper du bois pour son chauffage, *argum. l. arbor. ff. de usufruct.* pourvu qu'il le fasse en bon père de famille, c'est-à-dire, sans gâter le bois propre à bâtir, ou à faire du mairain & autre marchandise: il peut même faire couper les bois taillis, si l'année de son rachat est celle de leur coupe; ce qui ne veut pas dire que tous les bois taillis qui sont en état d'être coupés l'année du rachat, appartiennent au seigneur, mais seulement que, dans ce cas, le seigneur peut prendre en espèce sa portion des bois taillis; au lieu que, si l'année du rachat ne se trouve pas celle de la coupe desdits bois taillis, il ne peut exiger que l'estimation d'une an-

Partie I.

née, en gardant toujours la proportion marquée dans l'article 48 de la coutume de Paris. Voyez Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, titre du rachat, n. 8. Je crois néanmoins que le seigneur a la liberté d'attendre le tems de la coupe des bois taillis pour en prendre sa portion en espèce, en contribuant aux frais au prorata.

337. Le seigneur féodal qui a saisi faute de foi & hommage, ne peut pas, pendant cette saisie, faire couper aucuns bois futaies, soit en corps de forêts, soit épars, soit qu'ils servent de décoration au principal manoir du fief. C'est la disposition précise de plusieurs coutumes. Voyez Dunois, article 22; Tours, titre 15, article 135; Anjou, article 113, 117; le Maine, titre 8, art. 116; Boullenois, tit. 23, art. 108.

338. Dans les coutumes où on paie la dixme des bois, il n'en est pas dû des bois de haute futaie; on ne paie que le treizième du prix de la vente. Voyez Brillon, verbo Bois, n°. 15. il cite plusieurs arrêts du parlement de Rouen qui l'ont ainsi jugé.

339. Une veuve douairière ne peut point continuer une coupe de bois futaie, quoique commencée par le mari; elle ne peut jouir que des taillis. Voyez Corbin, suite de patronage, chapitre 82.

340. Si les bois de haute futaie servent à l'ornement, au plaisir, ou à la conservation des bâtimens, en les mettant à l'abri des vents & des tempêtes, la douairière peut empêcher la coupe qu'en voudroit faire le propriétaire. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Rouen, du 13 décembre 1656, rapporté par Basnage sur l'art. 375 de la coutume de Normandie.

341. On avoit été assez indéterminé sur la question de sçavoir si en vente de bois de haute futaie la rescision

P.

pouvoit avoir lieu pour lésion d'outre moitié entre majeurs. L'affirmative a été jugée au parlement de Dijon par arrêt du 19 décembre 1749, en faveur d'Henry François de Chatenay, seigneur de Saint-Vincent, contre Philibert Sordet, marchand de bois. *Voyez* Freminville, tome 3, page 223.

342. Par arrêt du conseil du 9 août 1723, il est défendu à tous seigneurs & autres d'établir, dans leurs bois, forges, fourneaux, martinets & verreries, sinon en vertu de lettres patentes bien & dûement vérifiées, à peine de 3000 livres d'amende, & de démolition des forges, fourneaux, martinets & verreries, & de confiscation des bois, charbons, mines, & autres ustensiles à leur usage.

343. Les coutumes varient beaucoup sur l'âge que doit avoir un arbre pour être réputé futaie. La coutume de Nivernois, chap. des bois, art. 8, ne met que vingt ans depuis la dernière coupe. Celle de Troyes, article 88, répute les bois de haute futaie quand ils ont été trente ans sans être coupés. Les coutumes de Sens, article 253, d'Auxerre, art. 26, disent que les bois sont réputés de haute futaie quand ils portent glandée, & qu'il n'y a mémoire qu'ils aient été coupés.

344. Salvaing, en son *traité de l'usage des fiefs*, chap. 83, dit que le bois est réputé haute futaie quand il a cent ans, qu'on l'appelle bois de haute taille depuis cinquante jusqu'à cent ans, & qu'au dessous il est bois de moyenne & basse taille.

345. Le sentiment de Salvaing s'approche davantage que les coutumes de la disposition de l'article premier du tit. 26 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, *des bois appartenant aux particuliers* ; cette loi, qui seule maintenant en matière de bois doit faire la règle, définit qu'on doit

regarder comme simple futaie les baliveaux sur taillis de l'âge de quarante ans, & comme haute futaie les arbres de cent vingt ans ; ce n'est qu'à ces âges que S. M. permet aux seigneurs laïques de les couper, & en faire leur profit, en observant ce qui est prescrit par les articles 1, 2 & 3 dudit titre.

346. Sur l'article 3 il faut observer que les seigneurs laïques ne peuvent faire couper aucuns arbres futaies, soit en corps de bois, baliveaux sur taillis, même épars le long des héritages, qu'ils n'en aient obtenu la permission du conseil, ou fait leur déclaration au greffe de la maîtrise particulière des eaux & forêts des lieux, six mois auparavant, à peine de 3000 livres d'amende ; c'est la disposition précise de l'arrêt du conseil du 2 décembre 1738, qui renouvelle à cet égard les peines portées par autres arrêts du conseil, des 6 septembre 1723, 21 septembre 1720, 29 mars 1695, 15 avril 1689, 16 mars 1685, & la déclaration du 9 novembre 1683.

347. Les seigneurs laïques doivent avoir d'autant moins de peine à se soumettre à ces lois, qu'il n'en coûte que dix sols pour chaque déclaration, quelque nombre d'arbres futaies qu'elle puisse contenir. *Voyez* l'article 4 de l'arrêt du conseil, du 2 décembre 1738.

348. A l'égard des seigneurs ecclésiastiques, ils ne peuvent jamais, dans les bois dépendans de leurs bénéfices, couper aucuns arbres futaies, que dans les cas de nécessité exprimés par l'art. 5 du tit. 24 de l'ordonnance de 1669, & sans en avoir auparavant obtenu la permission de S. M. par arrêt de son conseil, sur lequel ils doivent prendre des lettres patentes, les faire dûement vérifier & enregistrer, & en poursuivre l'exécution par le ministère du grand

maître dans chaque département.

349. Les commandeurs de l'ordre de Malthe, pour la coupe de leurs bois futaies, ne sont point assujettis à toute la rigueur de l'ordonnance de 1669; mais ils doivent exactement se conformer à ce qui leur est prescrit sur cette matière par l'arrêt du conseil d'état du roi, du 12 octobre 1728, concernant l'administration des biens dépendans des commanderies & bénéfices de l'ordre de Malthe.

350. L'article 11 de ce règlement & les suivans ordonnent que les commandeurs de l'ordre qui auront besoin de bois pour réparations, suivant l'usage observé jusqu'à présent, s'adresseront au chapitre provincial de leur grand prieuré, & y demanderont que les bois nécessaires leur soient donnés, à condition de les employer en nature. Sur la requête du commandeur, le chapitre provincial nomme un ou deux commissaires, auxquels le receveur du grand prieuré remet le marteau de l'ordre, & qui se transportent sur les lieux pour y vérifier la nécessité & la nature des réparations énoncées dans la requête, & ensuite marquer dans les bois dépendant de la commanderie les arbres nécessaires. Sur le procès verbal qui en est dressé, signé des commissaires & des experts qui les ont assistés, l'agent général de l'ordre résidant à Paris obtient un arrêt du conseil, portant permission de couper; le commandeur qui l'a obtenu, doit avoir soin, dans les trois mois de sa date, d'en remettre au greffe de la maîtrise dans le ressort de laquelle les bois coupés seront situés, une copie signée du greffier & d'un officier de la commanderie, sans que les officiers des maîtrises puissent exiger, pour raison de ce, aucuns droits.

351. La délivrance & le recollement des bois destinés aux réparations

doivent être faits par les officiers des commanderies; mais leurs procès verbaux doivent être remis au greffe des maîtrises trois mois après la date de celui du recollement.

352. Il faut observer que toutes les contraventions faites au règlement de 1728 doivent être jugées aux sièges des maîtrises, jusqu'à sentence définitive inclusivement, sauf l'appel en la manière ordinaire, & prescrite par l'ordonnance des eaux & forêts de 1669.

353. BOIS TAILLIS. Ce sont ceux qui, après avoir été plantés ou semés, coupés ou recepés, croissent jusqu'à l'âge de dix, quinze ou vingt ans.

354. Pour bien ménager les bois taillis qui produisent un revenu fixe & certain, il faut immédiatement après la plantation, la coupe ou le recepage, les bien faire fossoyer, & les faire garder exactement pour en défendre l'entrée aux bestiaux, de quelque espèce qu'ils soient, jusqu'à ce que le recru soit assez fort pour n'avoir rien à craindre des bestiaux qui y pâchent. Ordinairement les bois taillis sont défensables pendant trois ans & un mois, c'est la disposition de quantité de nos coutumes. D'autres prescrivent un plus long terme. Cette variété vient sans doute de la différence des terrains, y en ayant où le bois vient plus lentement que dans d'autres; mais en général, il n'est permis à personne, pas même aux propriétaires des bois, à ceux qui y ont droit d'usage, d'y envoyer paître leurs bestiaux quand ils sont en défends.

355. Les seigneurs ecclésiastiques sont tenus de régler leurs bois taillis en coupes ordinaires au moins de dix ans; avec charge expresse d'y laisser seize baliveaux de l'âge du bois par chaque arpent, outre les anciens & les modernes, le tout nature de chêne autant que faire se pourra. Voy. l'art.

3 du titre 24 de l'ordonnance de 1669.

357. Tous les bois taillis de l'ordre de Malthe doivent être réglés en vingt-cinq coupes ordinaires; & lors de chaque coupe, & dans chacun arpent seront laissés 25 baliveaux de l'âge du taillis, nature de chêne, s'il y en a, sinon ils seront pris des meilleurs bois durs qui s'y trouveront. *Voyez* les art. 5 & 6 de l'arrêt du conseil du 12 octobre 1728, concernant l'administration des bois de l'ordre de Malthe. Par autre arrêt du conseil du 1730, S. M. a fait le même règlement pour les bois ecclésiastiques des départemens de Berry, Blois, & Vendôme.

358. A l'égard des seigneurs laïques, il leur est enjoint, par l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, ainsi qu'aux ecclésiastiques, de régler leurs bois taillis en coupes réglées de dix ans au moins, avec la réserve de seize baliveaux par arpent. *Voyez* l'article premier du tit. 26; mais rien n'empêche les seigneurs laïques de régler leurs bois taillis en coupes ordinaires de 12, 15, 25, 30 ans, ainsi qu'il fera plus convenable à leurs intérêts. Il leur est seulement défendu de couper leurs taillis à un âge moindre que dix ans. Il est vrai qu'il y a quelques coutumes, & d'anciennes ordonnances qui ont réglé ces coupes à sept ou à huit ans, mais aujourd'hui il faut s'en tenir à l'ordonnance de 1669, qui est une loi générale. Il faut cependant observer que tous les réglemens dont on vient de parler, ne sont faits que pour les bois nature de chêne. Car pour le châtaignier & le bois blanc, à l'exception néanmoins du charme expressément réservé par l'ordonnance de 1669, ils pourront être coupés à la discrétion des propriétaires, dit l'art. 10 de l'ordonnance de

1580, parce que, dit Saint-Yon, pag. 435, ces sortes de bois sont moëlleux, & ont plus de suc, & par conséquent poussent avec plus de force & de véhémence qui ne font le chêne & le hêtre.

359. Les seigneurs qui ont la garde noble & le bail de mineurs, ne peuvent point intervertir l'ordre des coupes établi dans les bois des seigneuries avant la garde ou le bail, à peine de tous dommages & intérêts, & de prendre la garde & le bail. C'est le droit commun, & même la disposition textuelle de quelques coutumes. *Voyez* Melun, chap. 10, art. 293; la Marche, chap. 12, art. 74 & 75.

360. Les bois taillis étant au nombre des fruits, le seigneur féodal qui saisit faute de foi & hommage, a droit de faire couper ceux qui tombent en coupe pendant la saisie féodale; le seigneur perçoit tout le prix de cette coupe, s'il n'en est autrement disposé par les coutumes. *Voyez* Nivernois, chap. 4, art. 57; Melun, chap. 4, art. 80; Orléans, art. 75; Blois, ch. 7, art. 78; Berry, tit. 5, art. 42.

361. A l'égard du seigneur féodal qui jouit du fief par droit de relief ou de rachat, si pendant l'année que dure le droit, un bois taillis tombe en coupe, il peut sans doute le couper, mais il ne peut pas percevoir tout le prix de la coupe: il n'en peut prétendre que jusqu'à concurrence du prix d'une année, parce que le droit de rachat, ou de relief, ne consiste que dans le revenu d'une année. *Voy.* Paris, art. 48; le Maine, tit. 8, art. 124, 129; Anjou, art. 117, 120; Lodunois, chap. 14, article 3, & quantité d'autres.

362. Il y a cependant quelques coutumes qui ne donnent pas tout-à-fait la liberté au seigneur de couper les bois taillis; elles veulent seulement

qu'il jouisse du prix pour le revenu d'un an, suivant l'estimation qui en sera faite. *Voyez* Bretagne, art. 67; Reims, art. 107; Berry, tit. 5, art. 45, & quelques autres.

363. Dans la coutume d'Anjou, où le vassal a quarante jours pour faire la foi & hommage, à compter du jour de l'ouverture du rachat, il ne lui est pas permis de diminuer les profits du rachat, en pêchant les étangs, & en coupant les bois taillis.

364. La coutume de Chaumont, art. 16, celle de Troyes, art. 26, exigent que le seigneur féodal choisisse le revenu de trois années l'une, telle qu'il lui plaira, pourvu que, dans l'année qu'il choisira, il n'y ait forêts en coupe, auquel cas les coupes seront égalées & évaluées.

365. La coutume de Poitou, art. 64, porte : & s'il y a bois en coupe, toutefois ladite coupe ne demeurera entièrement audit seigneur féodal ; (qui jouit du fief pour son droit de rachat) mais elle sera évaluée & estimée, & n'en aura qu'au *pro rata* d'une année, eu égard au tems que lesdits bois auront été coupés.

366. La douairière qui a l'usufruit d'une seigneurie, a droit de jouir des bois taillis qui sont en coupe réglée, en observant ce qui est prescrit par l'ordonnance des eaux & forêts pour la coupe des bois, sans pouvoir avancer, intervertir, ou défaire les coupes réglées avant l'usufruit.

367. Si après le décès de la douairière, ou de tout autre usufruitier, les bois taillis sont coupés, ils appartiennent à l'héritier de la douairière, ou de l'usufruitier ; si au contraire les bois taillis sont sur pied, ils appartiennent aux héritiers du mari ou du propriétaire.

368. BOIS MARMENTAUX. Ce sont des bois qui, plantés en allées, ave-

nues, bosquets, quinconce, près des châteaux & des maisons seigneuriales, en forment l'ornement, la décoration & l'embellissement.

369. Les seigneurs féodaux qui jouissent du fief ou par saisie féodale, ou pour leur droit de rachat, ou par quelque usufruit que ce soit, ne peuvent en aucune façon, couper, ni disposer des bois marmentaux. *Voy.* Anjou, tit. 7, art. 13 ; le Maine, art. 124, Berry, tit. 5, art. 43 ; Bourbonnois, art. 264 ; Blois, chap. 7, art 78.

370. La nouvelle ordonnance des eaux & forêts de 1669 n'a parlé nulle part des bois marmentaux, parce que leur destination n'est pas pour être dans le commerce ni en vente ; ils sont regardés comme des arbres fruitiers qu'on doit conserver, c'est *nemus domesticum adibus adsumum*.

371. On a toujours puni des plus grandes peines ceux qui par insulte, ou par d'autres motifs également condamnables, ont coupé ou volé les arbres marmentaux. Par arrêt du parlement de Paris, du 7 septembre 1686, le sieur de Courcy, gentilhomme de Normandie, fut condamné au bannissement pendant trois ans de la province, pour avoir coupé, ou fait couper, à différentes fois, & par insulte, plusieurs arbres dans l'allée étant au-devant de la maison seigneuriale du sieur Gréard, seigneur suzerain dudit de Courcy. Ce dernier fut en outre condamné en 3000 livres de dommages & intérêts envers le sieur Greard, & à lui faire réparation d'honneur à l'issue de la messe paroissiale, conjointement avec la demoiselle sa femme, qui fut convaincue d'avoir participé au délit de son mari.

372. Par arrêt du 25 juin 1671, Michel Guillemette fut condamné aux galères pour avoir coupé 269 ormes dans l'avenue du château de Lanteuil,

qui appartenait à M. le Président Turgot. Ces arrêts, & quelques autres semblables, sont cités par Fie-minville dans sa *pratique universelle des droits seigneuriaux*, tome 3, pag. 383 & suiv.

373. BOIS TENUS EN GRUERIE. *Voyez* Gruerie.

374. BOIS TENUS A TIERS ET DANGER. *Voyez* Tiers & Danger.

375. BOIS COMMUNAUX. Ce sont ceux qui appartiennent à une communauté d'habitants à titre d'acquisition, concession gratuite ou onéreuse, & destinés pour être employés aux besoins de la commune en général, ou des particuliers qui la composent.

376. L'ordonnance des eaux & forêts de 1669 a un titre particulier, (le 25^e) concernant l'administration de cette espèce de bois. Les seigneurs ont un grand intérêt de faire exactement exécuter, dans les bois communaux, les différentes dispositions de l'ordonnance, par la raison que les seigneurs pouvant se trouver dans le cas d'obtenir le triage, c'est-à-dire, le tiers en propriété des bois communaux, ce tiers sera toujours d'une plus grande valeur, quand les biens auront été bien aménagés, que quand ils auront été de longue main abandonnés à la dévastation d'une communauté; désordre qui n'est que trop ordinaire.

377. Suivant l'ordonnance de 1669, les bois communaux doivent être à peu près gouvernés comme ceux appartenant aux ecclésiastiques, & autres gens de main-morte. Ils doivent être arpentés, figurés & bornés à la diligence des syndics des communautés, qui du tout doivent déposer un procès-verbal au greffe de la maîtrise des lieux; on doit y établir un quart de réserve pour croître en futaie, & le surplus doit être réglé en coupes ordinaires de taillis au moins de dix ans, avec réserve de seize baliveaux par

chaque arpent, nature de chêne, s'il est possible. *Voyez* les art. 1, 2, 3 du tit. 25 : il est rare que ces articles soient exécutés; c'est un grand abus, dont sans doute devroient être responsables ceux à qui l'exécution de l'ordonnance a été confiée.

378. Le quart de réserve dans les bois communaux doit être apposé par le grand maître du département. A l'égard de l'affiette des coupes ordinaires, du martelage, balivage, délivrance, adjudication, recollement, toutes ces opérations doivent être faites par les juges des seigneurs, & sans frais. *Voyez* l'art. 9.

379. Dans chaque seigneurie il doit y avoir un marteau que le seigneur doit fournir, qui sera conservé dans un coffre à trois clefs, dont une pour le juge, l'autre pour le procureur fiscal, & la troisième pour le syndic de la communauté. Ce marteau sert pour procéder au balivage & délivrance des bois communaux, y marquer les pieds cormiers, arbres de lières, & baliveaux nécessaires. *Voyez* l'art. 9 du tit. ci-dessus, un arrêt du parlement de Dijon, rendu en conformité, du 20 février 1736, rapporté par Frevinville, tome 2, page 277.

380. Les communautés qui ont une certaine quantité de bois communaux, sont tenues d'y établir un garde pour veiller à leur conservation, sinon le juge des lieux doit y pourvoir, & taxer d'office les salaires des gardes qui seront payés par la communauté. *Voy.* l'art. 14; le garde doit être nommé par l'assemblée des habitants devant le juge des lieux qui en fait dresser acte. C'est aussi pardevant lui que le garde établi doit prêter serment, & faire ses rapports, à moins qu'il n'y ait maîtrise ou gruerie établie dans les lieux. *Voyez* l'art. 15.

381. Par l'édit du mois d'avril 1667,

art. 11, le roi a défendu à toutes les communautés d'aliéner à l'avenir leurs bois communaux sous quelque prétexte que ce puisse être, & leur a permis de rentrer dans tous ceux par eux aliénés, en remboursant aux acquereurs pendant les dix années suivantes le prix des aliénations.

382. Il est vrai que depuis l'édit de 1667, sa majesté, par différentes déclarations de 1667 & de 1702, a maintenu & confirmé la propriété & jouissance de ceux qui avoient acheté des bois communaux, en payant au roi une certaine finance, mais ces déclarations ne sont que des édits burfaux, qui ne peuvent préjudicier à la première disposition de l'art. 11 de l'édit de 1667, qui déclare les bois & autres biens de communautés inaliénables; ainsi les communautés ne peuvent en aucune façon les aliéner sans s'assujétir aux loix & aux formalités établies pour parvenir à l'aliénation des biens appartenant aux gens de main-morte.

383. Les habitants d'une communauté qui ont besoin de bois propre à bâtir, n'en peuvent pas prendre dans les bois communaux de leur propre autorité. Il faut s'adresser au syndic de la communauté, qui fera marquer & délivrer les arbres nécessaires; c'est ce qui a été réglé par un arrêt du parlement de Dijon, du 27 mars 1744, au profit de la communauté de Cessy, contre le nommé Gaudard. *Voy.* Freminville, tom. 3, page 281.

384. Lorsqu'un seigneur pense qu'il lui sera plus avantageux d'avoir en propriété le tiers des bois communaux, que d'en jouir en commun, il peut demander le triage pour sçavoir comment, devant qui doit se former cette demande, & en quels cas elle peut avoir lieu, quels en sont les effets. *Voy.* Triage.

385. BOIS USAGERS. Ce sont ceux dans lesquels un particulier, une communauté a droit de prendre du bois pour son chauffage, pour bâtir, ou d'y mener paître ses bestiaux, d'y mettre ses porcs à la glandée.

386. Le nom d'usage, dit M. Boucher, sur la coutume de Bourgogne, chap. 62, n°. 32, ne convient point aux héritages que nous appellons communaux, & que des habitants possèdent en propriété; il n'est applicable qu'au droit qu'on a sur le fonds d'autrui: c'est donc très-improprement que les biens communaux sont en quelques endroits appelés usages, puisque les communautés non-seulement ont l'usage de leurs communaux, mais encore la propriété qui ne peut leur être enlevée en tout ou partie, si ce n'est dans les cas où les seigneurs peuvent demander & prétendre un triage.

387. Le droit d'usage est personnel ou réel. Le personnel est celui qui est accordé à une ou plusieurs personnes dénommées en l'acte de concession. Ce droit ne peut se vendre, céder ou transporter: ordinairement ce droit n'est que pour la vie de ceux à qui il a été accordé; si cependant la concession est faite à un particulier & à ses hoirs, elle passe à ses enfants & héritiers; si même il est ajouté, à ses ayant cause, elle passe aux acquéreurs de ses biens.

388. Le droit d'usage réel est celui qui est attaché à une seigneurie, un fief, un domaine, & qui passe de propriétaire en propriétaire, tant que subsiste la seigneurie, le fief & le domaine.

389. Le droit d'usage s'acquiert par titre en bonne forme, ou par la possession immémoriale. Cette dernière façon d'acquérir le droit d'usage dans une forêt, est autorisée par plusieurs coutumes. *Voyez* Nivernois, chap. 17, art. 10; Troyes, art. 168. Mais si les

titres rapportés sont défectueux , si la possession n'est ni suivie , ni paisible , si celui qui se présente pour jouir du droit d'usage dans une forêt , ne prouve pas sa filiation , s'il ne possède pas la seigneurie , le fief , ou le domaine , ou la maison à laquelle le droit d'usage est attaché , ou si elle ne subsiste plus , le droit est censé perdu , soit par l'extinction de la chose à laquelle l'usage avoit été assujetti , soit par condamnation pour abus commis , ou pour quelque autre contestation.

390. La concession du droit d'usage dans une forêt s'étend à différents objets. Il est accordé pour le chauffage , pour prendre du bois à bâtir , pour le pâchage des bestiaux , pour le panage ou pour la glandée. Quelquefois la concession comprend toutes ces facultés.

391. Les particuliers , & même les communautés qui ont un droit d'usage personnel , doivent en jouir par eux-mêmes , & ne peuvent pas le céder ni le transporter à qui que ce soit. *Voyez* les ordonnances de Charles V en 1376 ; de François I en 1515 ; Filleau , tom. 1 , part. 2 , tit. 8 , chap. 11 ; Henrys , tom. 1 , liv. 3 , ch. 3 , quest. 35 ; Salvaing , *usage des fiefs* , part. 2 , chap. 26.

392. A l'égard de l'usage réel attaché à une seigneurie , à un fief , à un domaine , il dure tant que ces choses subsistent , il passe aux acquéreurs comme étant inhérent à la chose. Mais le nouveau propriétaire doit jouir de l'usage dans les mêmes termes que ceux à qui l'usage a été accordé. Cette décision résulte de toutes les ordonnances. Si l'usager devient plus grand seigneur , ou si l'acquéreur étoit plus grand seigneur que celui auquel l'usage a été originairement concédé , il doit être restreint au premier état de celui à qui la concession a été faite. *Voyez* les ordonnances de François I en 1515 , de

Henry III en 1584 ; Coquille , sur l'art. 12 de la coutume de Nevers ; Legrand , sur l'art. 168 de la coutume de Troyes , n. 203.

393. Si le droit d'usage est accordé à une communauté d'habitants , comme cette communauté subsiste toujours , le droit d'usage à son égard est un droit perpétuel , qui naturellement ne peut cesser. Mais , pour que le nouvel habitant de la communauté puisse participer au droit d'usage , il faut au moins qu'il ait un domicile d'an & jour dans le lieu. *Voyez* Freminville , *pratique des droits seigneuriaux* , tom. 3 , p. 305.

394. Comme les usagers ne sont point propriétaires de la forêt usagère , ils doivent jouir de leur usage avec beaucoup de circonspection , & ne point l'étendre au-delà des bornes définies par le titre de concession ; ainsi celui qui n'a que son chauffage ne doit point prendre du bois pour bâtir ; & celui qui a droit de prendre du bois pour bâtir , peut n'avoir pas droit de paillon , panage ou glandée. Le titre règle ces différents droits ; & il faut toujours les exercer conformément au titre.

395. Celui dont l'usage est restreint au simple chauffage , ne peut prendre , dans la forêt usagère , que du mort bois & du bois mort. Par mort bois , on entend les neuf espèces comprises en l'art. 5 du tit. 29 de l'ordonnance de 1669 , parmi lesquelles il ne faut pas mettre le charme ; par bois mort , on entend celui qui est mort en cime ou racine , ou qui est gisant.

396. Le droit de prendre du bois dans une forêt pour son chauffage , est un privilège , & non une redevance ; c'est pourquoi il n'arrérage pas , à moins qu'il n'y en ait eu demande formée ; auquel cas on accorde une indemnité à l'usager. C'est constamment la jurisprudence des arrêts.

396. L'usager dont l'usage consiste à prendre du bois pour bâtir, ou pour réparations, ne doit pas le couper de son autorité privée, sous peine d'amende; il doit se mettre en règle, en faisant dresser procès-verbal du besoin qu'il a de tels & tels bois: ensuite il doit communiquer le procès-verbal au seigneur propriétaire de la forêt usagère, qui le fera vérifier par ses gardes; & ayant ainsi reconnu le besoin de l'usager, il lui fera marquer & délivrer les bois nécessaires. Si le seigneur négligeoit ou refusoit de le faire, l'usager doit faire une sommation en justice ou pardevant notaire au seigneur; &, ce fait, huit jours après, l'usager peut user de son usage sans aucun péril. *Voyez* les art. 13, 14 & 17 du chap. 17 de la coutume de Nevers, qui, à cet égard, contient le droit commun.

397. Si l'usage dans la forêt usagère est pour le panage, le pâchage des porcs, bœufs, vaches & autres bestiaux, l'usager n'en peut mettre dans la forêt, qu'autant qu'elle en peut supporter: il n'y peut mettre que les porcs & bestiaux qui sont de sa nourriture, avant le mois de mai, ou de mars suivant quelques coutumes, à peine d'amende, de confiscation, & des dommages & intérêts du seigneur propriétaire de la forêt usagère. De cette décision, il suit que l'usager qui, au mois de mars ou de mai, n'auroit point de porcs de sa nourriture, n'en pourroit point acheter pour les mettre à la glandée suivante. *Voyez* l'art. 14 du tit. 19 de l'ordonnance de 1669; l'art. 19 du chap. 15 de la coutume de Nivernois.

398. Le droit d'usage est de pure faculté: il est libre à celui qui l'a d'en user ou de n'en pas user, sans craindre de le perdre par la prescription, quand même il auroit été trente ou quarante ans, & même plus long-tems, sans exer-

Partie I.

cer le droit. *Voyez* Joan. Fab. *inst. de L. Fusc. can. Toll.* le Grand, sur l'art. 170 de la coutume de Troyes. Il faut cependant observer que, si l'usage étoit à la charge d'un cens ou autre redevance, l'usager perdrait son droit en ne payant pas le cens ou la redevance pendant trente ou quarante ans, quand même il auroit joui pendant ce tems de son droit. La raison de décider est, qu'en pareille matière, ce n'est pas la jouissance, qui peut être abusive, qui conserve le droit, c'est la prestation du cens qui renouvelle le titre. Coquille prétend même que le paiement doit en être fait au seigneur ou à son receveur comptable, & non, dit cet auteur, à un fermier qui a toujours les mains ouvertes pour recevoir, & dont le fait ne peut nuire au seigneur.

399. Tout usager peut se libérer du cens ou de la redevance qu'il paie pour son usage, en déguerpissant son droit entre les mains du seigneur propriétaire de la forêt. *Voyez* Loyseau, *traité du déguerpissement*, liv. 4, ch. 5, n. 2, 14, 15; les arrêts rapportés par Brillion, *verbo* Usage, n. 14; les observations de M. le président Bouhier, chap. 62, n. 83, page 389.

400. L'usager d'une forêt doit user de son droit en bon père de famille; il ne doit rien prendre au-delà de ce qui lui est nécessaire, à peine d'être puni suivant l'exigence des cas. *Voyez* l'art. 15 du chap. 17 de la coutume de Nevers; Papon, liv. 13, tit. 2; Chenu, tit. 19, chap. 109. Ainsi quand, dans une communauté, des usagers particuliers abusent de leur droit, en le vendant à un non usager, en le transportant dans des lieux non compris dans la concession de l'usage, la peine ordinaire est de priver l'usager de son droit, soit pour un an, soit même pour toujours, si le cas l'exige, & de condamner en outre l'usager en l'amende pro-

Q

noncée par les coutumes des lieux. V. les art. 15, 17, 18 de la coutume de Nivernois ; l'art. 174 de la coutume de Troyes ; le Grand, sur cet art. Duluc, *placitorum curie*, liv. 7, tit. 7, n. 1, pag. 150 ; Charondas, sur le cod. Henry, liv. 16, tit. 18, *des usagers des bois*, §. 2.

401. Lorsqu'une forêt, un bois usager est dégradé à un tel point, qu'il n'y a qu'une coupe entière qui puisse le réparer, le seigneur propriétaire peut demander le rechapage de la forêt ; & alors le droit des usagers sera suspendu jusqu'à ce que le recru du bois ou de la forêt la mette en état de fournir à l'usage.

402. Comme l'usage n'ôte point la propriété de la forêt au seigneur, celui-ci peut sans contredit la faire couper pour son profit particulier, en dédommageant les usagers d'une façon convenable : mais, comme cette opération pourroit occasionner beaucoup de tracasseries, le plus court & le plus avantageux pour le seigneur est, avant que de procéder à la vente ou à l'exploitation de la forêt, de cantonner les usagers : alors ce qui restera au seigneur lui appartiendra en toute propriété, franc & quitte de toute charge.

403. Du principe que nous venons d'établir, il s'ensuit encore que le propriétaire de la forêt usagère peut vendre à qui bon lui semble la glandée, paifon, panage & pâtage ; mais, s'il le fait, ce ne peut être qu'à la charge de l'usage de tous ceux qui ont ce droit. C'est la disposition textuelle de l'art. 21 du chap. 17 de la coutume de Nivernois, qui, à cet égard, forme le droit commun.

404. Lorsque le seigneur est mécontent de l'exercice que l'usager fait de son droit, (ce qui arrive presque toujours) il peut demander le cantonnement. Voyez ci-après, Cantonnement.

405. BOIS TENUS PAR LES SEIGNEURS ENGAGISTES. Les bois tenus par ces seigneurs sont toujours réputés faire partie du domaine de sa majesté. Ils n'y peuvent profiter que des ventes des bois taillis en coupes réglées. A l'égard des futaies, soit en corps de forêts, soit baliveaux sur taillis, ou arbres épars, les seigneurs n'en peuvent couper aucuns, même sous prétexte de réparations très urgentes, si ce n'est en vertu de lettres-patentes, bien & dûment vérifiées ès cours de parlement & chambres des comptes du ressort, sur les avis & procès-verbaux du grand maître, à peine de privation, de l'amende, & de restitution. Voyez le tit. 22 de l'ordonnance de 1669 ; Gallen sur ce titre.

406. L'article 8 du règlement général du domaine du roi porte : » Ceux » auxquels notre domaine auroit été » dûment aliéné, ne pourront néan- » moins couper les bois de haute futaie, » ni toucher aux forêts qui seront es- » dites terres ; & si l'avoient fait, se- » ront contraints à la restitution du pro- » fit, & dommage qui en seroit ad- » venu.

407. S'il n'est pas permis aux seigneurs engagistes de couper les forêts & bois de haute futaie situés dans les terres de leur engagement, il leur est encore moins permis de les défricher, & après le défrichement, d'en donner les emplacements à titre de cens ou autres redevances. Pour légitimer ces entreprises, il faut qu'elles soient faites en vertu de lettres-patentes dûment vérifiées ès cours de parlement & chambres des comptes, à peine de restitution des valeurs, fruits & profits. Voyez l'art. 11 du règlement ci-dessus.

408. Les amendes prononcées pour délits commis dans les bois des engagistes, soit taillis, soit futaie, n'appartiennent qu'au roi. S'il en étoit autre-

ment, dit Gallon, sur l'art. 5 du tit. 22 de l'ordonnance de 1669, les engagistes laisseroient abbatre tous les bois, pour profiter des amendes. Cette règle cependant n'a pas lieu quand les amendes sont expressement comprises dans la concession de l'engagement; ce qui est très-rare, & ce qui ne devoit jamais être, pour le bien des bois engagés.

409. BOISSELÉE, est une certaine mesure de terre. On se sert de ce mot pour signifier autant de terre qu'il en faut pour semer le grain que contient un boisseau de bled.

* 410. BORDELAGE, BORDAGE ou BOURDERIE, se dit dans les coutumes de Nivernois & de Bourbonnois, quand un seigneur donne un domaine à un laboureur, pour lui & les siens, à la charge de lui en payer une certaine prestation & redevance. *Voyez* Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 178, n. 2; & Coquille, quest. 276 & suivantes.]

411. Le droit de bordelage consiste en trois choses; sçavoir, argent, grain & volaille, ou deux des trois. Le bordelage emporte la directe seigneurie; mais il diffère du cens, en ce que ce dernier est ordinairement modique, & seulement imposé en reconnaissance de la directe seigneurie: le bordelage au contraire est assez proportionné au revenu de la métairie qu'on donne à la charge de ce droit.

412. Le bordelage a aussi quelque rapport à la main-morte, en ce que, dans certains cas, le seigneur succède à l'héritage tenu en bordelage, à l'exclusion même du parent en degré de succéder. Par exemple, les parents collatéraux ne peuvent recueillir les biens en bordelage, que lorsqu'ils ont vécu en communauté ou en société de biens avec leur parent bordelier au tems de son décès: sans cette commu-

nauté, ou légale, ou tacite, l'héritage retourne au seigneur. La coutume ne s'écarte de cette rigueur qu'en faveur de l'héritier en ligne directe. La cour a même jugé, par un arrêt rendu en la troisième chambre des enquêtes, au rapport de M. de Loffendière, le 7 mai 1740, que le détenteur du bordelage n'en peut disposer au profit du parent non commun par testament, ou par donation, quoique ce parent soit dans le degré de succéder.

413. Un autre arrêt rendu en la seconde chambre des enquêtes, au rapport de M. Briffon, le premier avril 1740, entre le sieur de Savigny & le marquis de Précontal, a aussi jugé qu'on ne peut pas donner entre vifs un héritage bordelier à quelqu'un qui n'est pas en commun & en association avec le donateur.

414. Le bordelage ne peut être mis sur cens d'autrui. *Voyez* Coquille, *instit. au droit françois*, tom. 2, quest. 49.

415. Le bordelage, quant à la seigneurie directe, ne se prescrit pas par cessation de paiement. *ibid.* quest. 50. Sur différentes questions concernant le bordelage, *voyez* le même Coquille, *loco citato*, quest. 56, 57, 59, 62, 222, 276; la coutume de Nivernois, tit. 4, art. 27, 28, 68, 70; tit. 5, art. 13; le titre 6 en entier qui traite des bordelages; la coutume de Bourbonnois. art. 257 & 258.

416. BORDELIER, est celui qui tient un héritage sujet au bordelage; il se dit aussi de l'héritage chargé de ce droit.

417. BORNE, est une grosse pierre ordinairement plantée en terre à profondeur convenable, pour prouver que le lieu où elle est, est précisément la séparation de deux héritages, quelquefois de trois ou de quatre.

418. Non seulement les bornes ser-

vent à fixer la séparation des héritages particuliers , mais encore d'un territoire entier , d'une justice , d'une seigneurie , d'une paroisse , d'une dixmerie , d'un terrage. Mais , pour qu'une borne puisse être reconnue telle , il faut en constater l'existence , ou par le témoignage des voisins , des anciens , ou par la reconnaissance des propriétaires , ou par un procès verbal contradictoire de plantation.

419. Il y a des bornes immuables & mobiles. Les premières sont un rocher , un chemin public , une rivière , un fleuve , un ruisseau : il est vrai cependant que la plupart de ces choses sont sujettes aux vicissitudes du tems , qui à la longue peut les détruire , ou en changer l'emplacement.

420. Les bornes mobiles , qui sont les plus communes , sont celles que les propriétaires font planter pour servir de séparation à leurs héritages , à une seigneurie , une justice , un fief , &c.

421. Pour que cette plantation de borne fasse foi , soit qu'elle soit ordonnée par une sentence ou par un arrêt , soit qu'elle soit convenue amiablement entre les parties , il faut toujours y appeler les voisins intéressés. S'il est question de borner une seigneurie , il faut appeler les seigneurs voisins ; si c'est une dixmerie , un terrage , il faudra appeler les propriétaires , &c.

422. Quand une borne est contestée , on en ordonne la reconnaissance par des experts. On connoît ordinairement une pierre pour borne à sa forme , sa hauteur , son aspect , sa direction , lorsque dessous ou à côté on trouve en terre des témoins ou garants. On appelle garants des pierres , tuiles ou briques , qui , cassées en deux ou trois morceaux , prouvent qu'avant leur fraction , ils ne composoient qu'une seule pierre , tuile ou brique. Ces garants attestent la vérité de la borne , &

il ne faut jamais manquer d'en faire mention dans les procès-verbaux de plantation. *Voyez* là-dessus Saint-Yon , dans son commentaire des eaux & forêts , livre 3 , titre 12 , n. 12 , page 969.

423. Touchant les entreprises qui se font en arrachant , en remuant , changeant les bornes des héritages , *voyez* l'art. 131 de la coutume de Troyes ; ce que le Grand a écrit sur cet article : il y traite de la punition de ceux qui sont coupables de ce délit. *Voyez* aussi les loix agraires de Justinien par Bertrand.

424. Les bornes sont imprescriptibles , & elles doivent , nonobstant toute possession contraire , être remises au lieu ou à la place désignée par les ancienstitres. Arrêt du parlement de Grenoble du mois de septembre 1666 , rapporté par Chorier , en sa jurisprudence de Guy Pape , pag. 315 ; & par Basset , tom. 2 , liv. 7 , tit. 12. Les plantations de bornes se font ordinairement à frais communs ; & ceux contre qui on demande le bornage ne peuvent s'y refuser.

425. BOUADE , est une corvée dont l'article 137 de la coutume de la Marche explique l'espèce : Le droit de bouade , dit l'article , est d'une paire de bœufs ou d'une charrette ; ainsi le sujet n'est tenu que de fournir l'un ou l'autre.

* 426. BOUCHE & MAINS. Ces termes , en matière de fiefs , signifient la foi & hommage que le vassal doit faire à son seigneur dans le tems prescrit par la coutume. *V. infra* , verbo Hommage.]

427. BOUCHIERIES BANNALES. Ce sont des bâtimens ou halles publiques établies dans les seigneuries pour y vendre & débiter les chairs aux habitants du lieu.

428. Les seigneurs qui ont droit de

boucheries bannales, peuvent prétendre deux choses également convenables à la bonne police ; la première, que nul ne fasse la boucherie, si ce n'est en vertu de commission du seigneur ; la seconde, qu'il soit défendu aux bouchers de vendre aucunes chairs dans leurs maisons particulières & ailleurs que dans la boucherie bannale.

429. C'est au seigneur qui prétend le droit de boucherie bannale, d'édifier les bâtimens nécessaires pour tenir la boucherie, de les entretenir en bon état de réparations, d'y tenir des étaux pour débiter les chairs ; au moyen de quoi les seigneurs se font payer certains droits en argent ou en denrées par les bouchers qui occupent lesdits étaux. En quelques endroits, les seigneurs ont droit de prendre les pieds & les langues des bêtes qui sont tuées dans les boucheries, sauf les langues des veaux, parce que sans elles on ne pourroit vendre les têtes. Ainsi jugé par arrêt du 21 juin 1656. *Voyez* Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 9. Dans la coutume de Tours, art. 40 ; dans celle de Lodunois, chap. 2, art. 2, il est parlé d'un droit de boucherie que ces coutumes donnent au seigneur haut-justicier.

430. BOURGAGES. Dans la coutume de Normandie, on appelle ainsi les masures, manoirs, & héritages situés dans des bourgs qui ne relèvent point en fief du roi ni d'autres seigneurs. Ces héritages ne doivent ni cens ni autre redevance seigneuriale : les tenanciers paient seulement les coutumes du bourg où ils demeurent. *Voy.* le glossaire du droit françois, à ce mot.

431. L'art. 138 de la coutume de Normandie exempte les héritages tenus en Bourgage de tous droits de relief, treizième, & autres droits seigneuriaux en cas de mutation, même par vente ;

ceux qui en deviennent possesseurs doivent seulement une simple déclaration, en laquelle ils énoncent les rentes & redevances dont les héritages peuvent être chargés. Dans quelques coutumes, on donne le nom de bourgeoisie aux héritages que celle de Normandie appelle bourgages. *Voyez* la coutume de Lillers en Artois, art. 3.

432. BOURGEOIS. A parler proprement, ce sont les habitants des villes ; mais en matière de droits seigneuriaux, ce sont les habitants des bourgs & villes seigneuriales, qui, affranchis du joug de la servitude, jouissent du droit de la liberté, & pour raison de ce, paient aux seigneurs les droits de bourgeoisie accoutumés ou stipulés par le titre d'affranchissement. *Voyez* Affranchissement, Avenage, ci-après Bourgeoisie. Le bourgeois est opposé au serf.

433. BOURGEOISIE, est l'état de franchise dans lequel vivent les serfs qui ont été affranchis de la servitude ; pour sçavoir comment la bourgeoisie s'est établie dans les terres & villes seigneuriales, quel a été le motif de cet établissement, *voyez* Affranchissement. Il ne nous reste plus qu'à voir quels étoient & quels sont encore les privilèges dont jouissent les bourgeois relativement aux droits seigneuriaux, & quels droits les seigneurs ont retenu sur leurs bourgeois.

434. Les privilèges accordés par les seigneurs à leurs bourgeois, sont plus amples dans certaines terres que dans d'autres ; mais voici ce qu'il y a de plus général, & ce qui est commun à toutes les bourgeoisies.

435. 1°. Tout bourgeois est affranchi de la taille servile, autrement l'affranchissement seroit illusoire.

436. 2°. Le bourgeois a la permission de vendre, aliéner ses biens, d'en disposer tant par donation que par testament. *Voy.* Châteauneuf, tit. 3.

art. 13 & 14, & quantité d'autres semblables coutumes.

437. 3°. Il a l'exception du droit de mortaille, & le pouvoir de succéder tant en ligne directe que collatérale; dans quelques coutumes jusqu'à l'infini; dans d'autres jusqu'au quatrième degré; dans d'autres jusqu'au troisième: cela dépend des conditions contenues en l'acte de manumission.

438. 4°. La liberté de sortir de la franchise, (franchise & bourgeoisie, dans le langage des coutumes, est la même chose,) pour se retirer où bon lui semble, pourvu que, dans les limites de la franchise, il n'ait commis aucun crime ou délit pour lequel il puisse être arrêté.

439. 5°. L'exemption des bians & corvées.

440. 6°. Il a la garde & tutelle de ses enfans.

441. 7°. Les filles & femmes bourgeoises peuvent se marier à qui bon leur semble, sans le consentement de leur seigneur.

442. 8°. Le bourgeois avoit le privilège de ne pouvoir être contraint d'accompagner son seigneur à la guerre hors de la seigneurie, & de façon qu'il ne pût retourner le soir à sa maison: dans quelques manumissions ce service est étendu plus loin; on trouve dans quelques-unes que le bourgeois doit servir trois jours de suite; dans d'autres, qu'il doit suivre son seigneur dans toute la province.

443. 9°. Le privilège de ne pouvoir être attiré pour plaider hors de la seigneurie.

444. 10°. Celui de ne pouvoir être emprisonné, ni ses biens saisis, pourvu qu'il donnât caution, & qu'il fit soumission de se représenter toutes fois & quantes.

445. 11°. Le droit de commune, de s'assembler pour leurs affaires pu-

bliques, & d'élire des prud'hommes pour les administrer.

446. 12°. Le droit de chasse & de pêche. Dans quelques franchises, la chasse même aux grandes bêtes est permise en donnant la moitié de la prise aux seigneurs.

447. Il est inutile de remarquer que, de la façon dont maintenant notre gouvernement est monté, la plupart de ces privilèges, notamment ceux de la chasse, de la pêche, de suivre le seigneur à la guerre, & autres semblables, n'ont plus lieu.

448. Il faut encore observer que la bourgeoisie ou franchise ne s'étendoit point dans toute l'étendue de la terre; elle étoit ordinairement restreinte au chef-lieu de la seigneurie, dans les bornes & limites marquées, au-delà desquelles le reste de la seigneurie étoit serf.

449. A l'égard des droits que les seigneurs se sont réservés sur les bourgeois, ils sont en très-grand nombre, comme les droits de justice, de la taille aux quatre cas, de guet & arrière-guet, de foires & marchés, de poids & mesure, de ban-vin, de bannalités de toutes espèces; les droits sur les tanneurs, boulangers, cabaretiers & autres marchands; & enfin un droit général appelé droit de bourgeoisie, qui se paie en grains ou en argent: de sorte qu'il n'y a presque point de franchise en laquelle chaque bourgeois ne doive annuellement certaine quantité de deniers, ou certaine quantité de grains pour sa bourgeoisie, plus ou moins haute, suivant les conditions apposées dans chaque affranchissement.

450. Il y a même des bourgeoisies où les droits que les seigneurs se sont réservés, sont en si grande quantité, que l'état des bourgeois y diffère peu de celui du serf; ce qui fait bien connaître que les anciens seigneurs, en

affranchissant leurs serfs, n'ont point voulu perdre les droits utiles qu'ils en retiroient. S'ils ont remis la liberté, la mortaille, &c. ils ont bien sçu s'en récompenser d'ailleurs. *Voyez* les coutumes locales de la Thaumassièrre, & les différentes manumissions qu'il y a ramassées.

451. BOURSAL FIEF. *Voy.* Fief bursal.

452. BOURSE. Clameur de bourse, dans la coutume de Normandie, signifie l'action par laquelle on entend retirer un héritage vendu, par retrait lignager ou seigneurial. *Voyez* l'article 483.

453. BOUTAGE, ou BOTTAGE, est un droit établi dans quelques seigneuries sur les vins qui se vendent en détail dans les foires & marchés de la seigneurie; il consiste en quelques pintes de vin sur chaque tonneau, pièce ou muid détaillé. Plusieurs terres en Berry ont ce droit, comme Linières, Arton près Châteauroux, Brecy près Bourges, & autres.

454. BRACONNIERS. On appelle ainsi ceux qui sont comme un métier de prendre ou de tuer à la dérobée du gibier sur les terres d'autrui.

455. Les gardes-chasse des seigneuries ne peuvent apporter trop d'attention à éloigner des terres qu'ils gardent cette espèce de voleurs qui en peu de tems opèrent la destruction entière du gibier.

456. L'article 28 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669 fait défenses à tous marchands, bourgeois & autres habitants des villes, bourgs, paroisses, villages, hameaux, paysans & roturiers, de quelqu'état & qualité qu'ils soient, non possédant fiefs, seigneuries ou autre justice, de chasser en quelque lieu, forte & manière, & sur quelque gibier de poil ou de plume que ce puisse être, à peine de 100 li-

vres d'amende pour la première fois, du double pour la seconde, & pour la troisième d'être attaché trois heures au carcan du lieu de leur résidence à jour de marché, & bannis durant trois années du ressort de la maîtrise, sans que, pour quelque cause que soit, les juges pussent remettre ou modérer la peine, à peine d'interdiction.

457. Un jugement rendu aux requêtes de l'hôtel au souverain, le 4 septembre 1738, fait défenses à tous soldats & autres personnes de se mêler directement ou indirectement de braconnage colletage, furetage, sous telles peines qu'il appartiendra.

458. Les paysans & les gens oisifs du peuple sont ceux qui sont les plus adonnés au braconnage: aussi les gardes doivent les veiller de près. Sur les différentes peines que méritent les braconniers, la manière d'instruire leur procès, *voyez* le code des chasses, & le titre 30 de l'ordonnance de 1669.

459. BRANCHIERES. Dans la coutume d'Anjou, art. 43, 50, 53, 58; du Maine, art. 60, 61, on appelle ainsi les lieux autres que celui auquel le péage est établi, où de toute ancienneté on a coutume de mettre la pancarte ou billette du péage. Ce lieu dans la coutume du Bourbonnois est appelé branchage. *Voy.* l'art. 354.

460. BRANDON, en matière de droits seigneuriaux, c'est une marque que le seigneur censier fait mettre à un héritage relevant de lui, pour faire connoître que, faute de paiement du cens, il saisit & arrête les fruits pendans par les racines sur ledit héritage; le seigneur censier peut faire cette saisie en vertu de simple ordonnance du juge.

461. Les brandons ou marques de saisies sont différentes selon les différentes coutumes. Ordinairement, pour les héritages des champs, ce sont des

pieux fichés en terre, au bout desquels on attache un morceau de linge, de drap, un bouchon de paille ou d'herbe.

462. Quant aux maisons, en certaines coutumes, on dépend les portes, & on les met hors des gonds; en d'autres on pend une croix sur la porte, ou sur le pignon de la maison; en d'autres on met des barreaux aux portes. *Voyez* Paris, article 74; Mantes, art. 47; Senlis, art. 123; Laon, art. 136; Montfort, article 49; l'ancienne coutume de Melun, art. 5; Montargis, chap. 2, art. 2; Orléans, article 105; Tours, art. 20, & plusieurs autres.

463. Le seigneur féodal ne se sert point de brandons pour faire connoître la saisie qu'il a faite du fief mouvant de lui; la raison est que le seigneur féodal, en saisissant, n'use pas d'une simple saisie, mais d'une mainmise réelle qui semble réunir le fief saisi à la seigneurie, par le moyen de laquelle il jouit lui-même du fief saisi, sans qu'il soit besoin d'y établir commissaire; si ce n'est quand la saisie est faite faute d'aveu & dénombrement, parce qu'alors, & après la saisie levée, le seigneur saisissant doit rendre les fruits. *Voyez* Ferrière, sur l'art. 74 de la coutume de Paris.

464. BRANDONNER UN HÉRITAGE, c'est saisir les fruits pendants par les racines, pour les causes & en la forme que dessus. *Voyez* Sens, art. 119, 224; l'ancienne coutume d'Auxerre, art. 120; Chartres, art. 32; Dreux, art. 23, 42, 99; Bar, art. 51, 58.

465. BRIS, (Droit de) *jus naufragii*, qui appartient au roi ou aux seigneurs sur les choses que la mer jette sur le rivage. *Voyez* Warech..

466. BRIS DE MARCHÉ, est le vol qu'on fait des marchandises que l'on

porte au marché, ou le monopole; afin d'empêcher la bonne vente au marché: on commet encore ce délit en volant les marchandises sur le marché, ou en empêchant par force, ou avec port d'armes, les marchands d'aller aux foires & marchés.

467. Lorsque, dans un marché, ou sous les halles d'un marché, les grains sont retenus jusqu'à un autre marché pour y être vendus, s'ils y sont volés dans les greniers dont le receveur des droits qui se lèvent sur le marché a la clef, ce receveur en est responsable; & si ce receveur étoit insolvable, il n'est pas douteux que ce seroit au seigneur à en faire raison. Mais si les bleds avoient été volés avec force majeure, même avec fraction, alors la perte tomberoit sur le propriétaire. *Voyez* Freminville, tom. 4, pag. 325 & suivantes.

468. Suivant la coutume d'Anjou; art. 79, le Maine, art. 90, le renvoi n'a pas lieu pour crime de bris de marché.

469. BRIS DE PÉAGE, se commet par celui qui, par force ou par monopole, empêche le paiement du péage. Les coutumes d'Anjou & du Maine ont la même disposition sur ce délit que sur le précédent.

470. BRIS DE PRISONS SEIGNEURIALES. Ce crime est le même que celui des prisons royales, & se commet par celui qui s'échappe des prisons où il est détenu, avec effraction des portes, ou en perçant les murs, ou d'une autre semblable façon. Il se commet encore par ceux qui brisent les portes des prisons, ou usent de violence pour en faire sortir ceux qui y sont renfermés.

471. En France, la peine du bris de prison est arbitraire, & dépend des circonstances qui rendent ce crime plus ou moins grave. Mais c'est une erreur de

de penser, comme Bornier sur l'article 25 du tit. 17 de l'ordonnance de 1670, que le coupable de bris de prisons mérite la même peine que le crime pour lequel il est emprisonné.

472. Le bris de prisons peut former un préjugé contre le criminel fugitif, mais il ne peut jamais opérer une conviction. Basnage, sur l'article 143 de la coutume de Normandie, rapporte un exemple qui établit cette jurisprudence. Le juge de la haute-justice d'Harcourt condamna un criminel à mort ; sur l'appel la peine fut

commuée aux galères perpétuelles, & le coupable renvoyé dans les prisons du premier juge ; il brisa ses fers, & se sauva ; mais ayant été repris, le juge d'Harcourt le condamna encore à mort : sur l'appel cette sentence fut infirmée ; & par arrêt du 6 juillet 1633, il fut dit que le précédent arrêt de condamnation aux galères perpétuelles seroit exécuté.

473. Le bris de prisons est un crime même dans celui qui est emprisonné sans cause légitime.



C

C A D

1. **CADASTRE** ou **CATASTRE**. Dans la Provence, le Languedoc & ailleurs, c'est un registre, une espèce de terrier qui contient les déclarations & reconnoissances des terres roturières. Dans la coutume de Cambray, ce registre s'appelle, au tit. 26, art. 4, *Chartulaire*, *Cachereau*.

2. **CADET**, est un fils puîné qui a un frère né avant lui. Dans le partage des fiefs, ces cadets ont par-tout beaucoup de désavantage par rapport au droit d'aînesse déferé, par toutes les coutumes, au seul aîné des familles. *Voyez Aînesse*.

* 3. **CADIS DE LA FRESCHÉ**. On entend par ces termes, dans la coutume d'Anjou, les parts & portions des cofrescheurs qui se trouvent insolubles, ou dont les héritages ont été abandonnés sans culture. *Vide infr. verb. Fresche*.

4. **CALENGE**, dans les coutumes de Mons, chap. 53 ; Saint-Paul, art. 20, signifie la dénonciation qui se fait à justice de bêtes prises en dommage, d'où suit l'amende pour le seigneur, & les dommages & intérêts pour celui qui a souffert le dommage.

5. **CALENGER**. Normandie, ch. 115. C'est dénoncer à justice un délinquant, ou des bêtes prises en dommage.

6. **CANTONNEMENT**, est l'opération par laquelle le propriétaire d'une forêt usagère délaissée aux usagers une portion de la forêt, relative à leur nombre & à leurs besoins, pour

y exercer le droit d'usage. *Voy. Communes*. Tout cantonnement doit être réglé & fait par les grands maîtres du département. *Voyez Triage*.

7. **CAPDEULH**. Dans les coutumes d'Acs, tit. 2, art. 8 & 9 ; Saint-Sever, art. 26, en partage de succession noble, c'est le principal manoir qui par préciput appartient à l'aîné, outre les portions avantageuses qui lui sont déferées par la coutume.

8. **CAPITOULS**, c'est le nom des premiers magistrats de police de la ville de Toulouse : ils ont les mêmes fonctions que les consuls ou les échevins dans les autres villes. Ce mot vient de ce qu'au commencement l'hôtel-de-ville de Toulouse s'appelloit Capitole.

9. Le capitoulat donne la noblesse ; il ne dure qu'un an, pendant lequel tems les capitouls sont obligés de faire une résidence continue à Toulouse. Leurs sentences, dans les affaires qui regardent la police, relèvent immédiatement au parlement. Si un capitoul est partie dans quelque affaire, on s'adresse au sénéchal.

10. Les capitouls sont si jaloux de ce nom, que les consuls de Muret l'ayant pris, ils leur firent faire défenses de le porter, par sentence du sénéchal de Toulouse du 15 juin 1518. Par une ordonnance de 1743, le roi a exclus du capitoulat les marchands, parce que cette dignité nuisoit au commerce.

11. Il y a dans la ville de Toulouse huit capitoulats, c'est-à-dire,

C A P

huit quartiers, dont chacun est régi par un capitoul. Le premier capitoul est celui de la Daurade. Il y en avoit autrefois un plus grand nombre, mais ils furent réduits à huit en 1438, comme ils sont encore à présent : trois sont en titre d'office, & sont capitouls toute leur vie ; les cinq autres sont électifs, & ce sont ces derniers dont la fonction ne dure qu'un an. Le chef du consistoire est toujours un gradué d'entre les capitouls, c'est lui qui prononce, & qui porte la parole.

12. Dans plusieurs anciens actes, les capitouls sont appelés *capitulum nobilium Tolosa*. Ceux qui l'ont été se qualifient aussi de bourgeois. Ils sont appelés à tous les conseils généraux, & ont droit d'usage, c'est-à-dire, que l'année de leur administration étant finie, ils sont peints dans la maison de ville ; coutume que probablement ils ont retenue des anciens Romains.

13. La Faille, dans ses annales de la ville de Toulouse, donne une liste des capitouls dont les plus anciens ne sont que de 1271. Voyez ses annales, pag. 10 & suivantes ; Fontanon, tom. 1, liv. 5, chap. 2 ; Maynard, tom. 1, liv. 2, chap. 20 ; la Rocheffavin, liv. 6, tit. 18, art. 2.

14. CAPSOOS. Dans la coutume de Bearn, chap. 4, art. 8, ce mot signifie tous les droits seigneuriaux qui sont dûs au seigneur de Bearn. La coutume dit que la connoissance en appartient au conseil de Bearn, & non au sénéchal, ou autre juge.

15. CAPTAL. C'est un vieux mot qui signifie capitaine, chef d'habitants, suivant Borel, qui prétend que c'est un nom de dignité spécialement affecté à l'ainé de la maison d'Epernon. Dans l'histoire de Charles V, il est fait mention d'un capital de Buch, qui fut fait prisonnier à la bataille de Cocherel en 1364 : il obtint sa liberté ;

mais ayant encore été fait prisonnier dans une autre bataille, Charles V refusa de le rendre, & il mourut dans sa prison après cinq ans de captivité. Sous Charles VI. il est encore parlé d'un capital de Buch nommé Archambault de Grailly, qui par arrêt du parlement succéda au comté de Foix. Depuis dans notre histoire il n'est plus question d'aucun capital de Buch. Dans la coutume de Bourdelois, art. 75, le mot *Capitiaux* signifie à peu près la même chose que capital. Ce sont les seigneurs, les barons du pays.

16. CAPTIVITÉ, signifie la prise d'hommes que, suivant le droit des gens, l'on peut retenir en esclavage.

17. L'ancien droit des gens, qui subsista sous la première & la seconde race de nos rois, réduisoit à l'esclavage tous ceux qui étoient faits prisonniers de guerre ; dans les tems dont nous parlons, les guerres civiles de l'état, les guerres intestines alors permises entre les particuliers, furent si fréquentes, que tout ce vaste royaume fut souvent conquis & reconquis, soit en général par les princes qui se le disputoient, soit en particulier par les seigneurs qui s'en arrachèrent à l'envi quelque portion ; il en résulte qu'après environ cinq cens ans de guerre, au commencement de la troisième race, tout le peuple qui habitoit la France romaine, Gaulois, Francs, se trouvèrent réduits à l'esclavage ; les vainqueurs & les vaincus portèrent les mêmes chaînes ; dans les villes, à la campagne, on ne trouva plus que quelques seigneurs à la tête d'une troupe d'esclaves. Sous le mot, *sef*, on verra qu'elle étoit la condition de ces esclaves ; & sous le mot *affranchissement*, on fera voir comment le nombre en est diminué au point que ce n'est plus que dans quelques coutumes de ce royaume qu'on trouve encore

quelques vestiges de l'ancienne servitude; vestiges honteux qu'on devoit absolument faire disparaître parmi une nation dont la liberté est le principal caractère.

18. **CARCAN.** C'est un poteau placé dans la place publique d'une ville, ou du chef-lieu d'une seigneurie ayant haute justice, où l'on attache un criminel par le col, à un anneau de fer, pour être exposé à la risée du public pendant un certain tems. On choisit ordinairement les jours de foire & de marché pour ce supplice, afin qu'il soit d'un plus grand exemple. Il n'y a que les seigneurs hauts-justiciers qui aient droit d'avoir dans leurs terres un poteau à mettre carcan.

19. Un arrêt du parlement de Grenoble, du 21 août 1684, a jugé qu'e'toit une indécence de mettre un carcan dans un cimetière; en conséquence, ordonne que le carcan qu'un seigneur avoit mis dans le cimetière de la paroisse de Saint-Saigne, seroit ôté.

20. **CARNALAGE. CARNALER.** C'est tuer les bestiaux trouvés en dommage, & en employer les chairs à son profit, de son autorité privée, & sans dénoncer le dommage & les bêtes à justice; ce qui est contraire au droit commun des coutumes, mais permis par les coutumes d'Acs, art. 11, 13, 21, 22; de Saint-Sever, tit. 3, art. 2, 3, 4, 5; Bayonne, tit. 2, article 16; Solle, tit. 2, art. 3; Bearn, titre 51, art. 6 & 8. Celui qui a tué les bêtes, & qui en a disposé, est seulement tenu de justifier de l'endroit où il les a trouvés en dommage.

21. **CARPOT**, est un droit seigneurial dont il est parlé dans les art. 351 & 352 de la coutume de Bourbonnois; ce droit est, par rapport aux vignes, ce que le champart est par rap-

port aux terres labourables. Celui qui a des vignes à carpot, doit donner le quart de la vendange au seigneur. Il le doit avertir vingt-quatre heures avant de vendanger, s'il est sur le lieu, ou ses commis, s'il n'y est pas. Il faut annoncer à la messe paroissiale le dimanche qui précède, le jour qu'on vendangera. Si le seigneur ou ses commis paroissent, ils prennent leur droit de carpot, sinon on le laisse sur le lieu, à moins que le débiteur ne soit tenu de le porter dans les celliers du seigneur.

Le détenteur de vignes à carpot, ne les peut changer de nature sans le consentement du seigneur, à peine d'amende, & dommages & intérêts des parties. *Voyez* les art. ci-dessus.

22. **CARRIERE.** On entend ici par carrière, un endroit qu'on a creusé pour en tirer de la pierre, du marbre, du sable, &c.

23. L'usufruitier d'une seigneurie, d'un fief, peut fouiller les carrières & en vendre la pierre; mais cela ne peut avoir lieu qu'à l'égard de celles qui ne ruinent pas le fonds de l'héritage, & non pas à l'égard de celles qui le rendent inutile, comme les mines à charbon. *Voy.* Henrys, tom. 1, liv. 4, quest. 45.

24. L'usufruitier, dans les terres de son usufruit, peut faire une nouvelle carrière, pourvu que ce soit dans un endroit où elle n'incommode pas. L'usufruitier ne peut pas détériorer le fonds, mais l'améliorer. *Voy.* Lebrun, en son *traité des successions*, liv. 2, ch. 7, sect. 3, n. 11.

25. Il n'est permis à personne d'ouvrir des carrières près les forêts du roi, *Voy.* l'art. 12 du tit. 27 de l'ordonnance de 1669; si ce n'est avec l'attache du grand maître du département: suivant l'arrêt du conseil d'état

du 13 décembre 1690, il est encore défendu d'ouvrir des carrières le long des grands chemins. *Voyez Chemins.*

26. CARTELLAGE. Dans le glossaire du droit françois, ce mot est écrit *quartelage*, & est appelé injuste; en effet, autrefois ce droit consistoit dans la quatrième partie des bleds & des vins que les sujets recueilloient dans la seigneurie, & que les seigneurs extorquoient par force & par violence. Aujourd'hui de semblables droits ne subsistent plus, & nous ne connoissons que très-peu de seigneurs qui aient droit de cartellage, ou coponage, qui est la même chose. Mais le droit est fort différent de celui dont nous venons de parler : il consiste dans une petite mesure de bled qui se perçoit sur ceux qui se vendent, dans les foires & marchés de la seigneurie, aux habitants. On trouve dans Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 20, un arrêt du 20 mai 1656, qui autorise les chanoines de S. Jean de Lyon à percevoir le droit de cartellage sur les bleds qu'on y décharge, & qu'on livre aux marchands & bourgeois de cette ville. *Voy. Leyde*, qui est à peu près la même chose que le droit en question.

27. CARTER. UN TERRIER. *Voyez* Papier terrier, Commissaire à terrier.

28. CAS ROYAUX, en matière de délits, sont ceux dont la connoissance appartient aux juges royaux, privativement à ceux des seigneurs. Ces cas sont au nombre de douze expliqués dans l'art. 11. du tit. premier de l'ordonnance de 1670, & sont le crime de lèse-majesté au premier chef, le sacrilège avec effraction, la rébellion aux mandemens émanés du roi & de ses officiers, la police pour le port des armes, les assemblées illicites, les séditions, les émotions populaires, la force publique, la fabrication, l'altération & l'exposition de fausse mon-

noie, la correction des officiers royaux, les malversations par eux commises dans leurs charges, le crime d'hérésie, le trouble fait au service divin, le rapt, & l'enlèvement des personnes par force & par violence. *Voyez* Bornier sur cet article & sur le suivant. Il faut seulement observer, sur la correction des officiers royaux, que l'ordonnance n'entend parler que de ce qui concerne le devoir de leurs charges : dans tous les autres cas, les officiers royaux demeurant dans les terres des seigneurs hauts-justicier, sont justiciables des juges de ces seigneurs, comme les autres sujets de leurs terres.

29. CASQUE. *Voyez* Heaume.

30. CATEL ou CATEULS. Ce mot est fort en usage dans les coutumes de la Flandre Françoise & du Hainault. Il y signifie une chose qui tient le milieu entre les meubles & les immeubles, & qui, quoiqu'immeuble de sa nature, est cependant réputée meuble, & se partage comme telle. Ainsi sont catel les immeubles qui ne sont pas héritages, comme les moulins, les navires, les fruits pendants par les racines après la mi-mai, & avant le pied coupé. Dans la coutume d'Artois, article 144, les granges, les étables, les écuries sont réputées catels.

31. CATEL, DROIT DE MEILLEUR CATEL. Ce droit seigneurial est établi par la coutume de Hainault, art. 83. Il se perçoit par le seigneur après le décès de ses vassaux : il a droit de prendre dans leur succession le meilleur meuble à son choix.

32. CAUCIAGE. C'est encore un droit seigneurial dont il est fait mention dans la coutume de Hainault, ch. 106. C'est une espèce de péage que les passants sur un chemin paient pour l'entretien des chaussées : les chevaliers & fils de chevaliers sont exempts de ce droit.

33. CAVIER. Dans les coutumes de Solle , de Labour , d'Acs & de Béarn , on appelle seigneurs cavier , ceux à qui il est dû des cens & rentes seigneuriales , & qui en conséquence ont justice foncière sur leurs tenanciers , ainsi que sur leurs héritages sujets aux dites rentes.

34. CAUTION. Dans quelques coutumes , les gardiens nobles , surtout les collatéraux , sont tenus de donner caution. *Voyez* Garde-noble.

35. CEINTURE. Le vassal qui rend la foi & hommage à son seigneur , doit ôter sa ceinture , son baudrier , son épée , être nue tête & sans bâton. *Voyez* la Marche , art. 189. La femme noble qui autrefois renonçoit à la communauté , en signe de sa renonciation , devoit jeter sur la fosse de son mari sa bourse , ses clefs & sa ceinture. Chopin , *lib. 3 , de leg. and. tit. 2 , n. 7* , en rapporte plusieurs exemples. Aujourd'hui il lui suffit de renoncer , & de faire inventaire ; Loyfel , liv. 1 , tit. 2 , art. 30.

36. CEINTURE FUNEBRE. *Voyez* Litre funèbre.

37. CEINTURE DE PARC. *Voyez* Parc.

38. CEISAN. Dans la coutume de Béarn , tit. 18 , art. 7 , c'est celui qui est sujet d'un seigneur.

39. CELLE. On entend par ce mot , dans la coutume de Troyes , art. 5 & 59 , dans celle de Chaumont , art. 3 & 78 , la maison , la demeure en communauté des personnes de servile condition. Les enfants qui sont aux études ou au service , de l'aveu de leur père , sont réputés demeurer dans la *celle* , c'est-à-dire , sont toujours réputés , malgré leur absence , communs avec leur père ; ce qui suffit pour empêcher la mort-taille.

40. CELLERAGE. C'est un droit seigneurial qui , dans quelques endroits ,

est dû au seigneur sur les vins recueillis par leurs sujets dans la seigneurie , lorsqu'après la récolte on les renferme dans le cellier. De ce mot est venu sans doute celui de cellerier , qui , dans quelques monastères , signifie le religieux qui a soin de la cave.

41. CENAGE. On appelle ainsi , dans quelques seigneuries , les droits qui se paient aux seigneurs pour la permission qu'ils accordent de pêcher dans leurs rivières. *Voyez* le glossaire du droit françois.

* 42. CÈNS , est une redevance ou prestation annuelle imposée par un seigneur direct , lors de la première concession qu'il a faite de l'héritage sujet à ce devoir.

43. Le cens ainsi constitué dénote la seigneurie directe ; ainsi il emporte les lods & ventes & autres droits seigneuriaux , à la différence du sur-cens qui est une charge ajoutée au premier cens ou au chef-cens , laquelle n'emporte aucun droit seigneurial.

44. Observez que le seigneur qui a baillé un héritage à cens , est appelé indifféremment seigneur censier , foncier & direct. Il est appelé seigneur censier , à cause du cens qui lui est dû ; direct , parce qu'il s'est retenu le domaine direct de l'héritage donné à cens ; & foncier , parce que la rente qui lui est due est une charge du fonds emphytéotique.

45. Pour pouvoir exiger le cens , il faut avoir un titre , du moins dans les pays qui se régissent par le droit écrit , & dans les coutumes allodiales , ainsi que nous l'avons établi *suprà* , *verbo* Aleu ; sur quoi les docteurs ont formé la question de savoir si une seule reconnaissance est un titre suffisant.

46. Quelques-uns , comme Guy Pape , q. 272 ; Benedict. *ad cap. Raynut. in verb. & uxor.* décif. 5 , n. 445 & 446 ; & le président Faber , dans son

code , livre 4 , titre 14 , défin. 10 ; tiennent qu'une simple reconnoissance , sans aucun paiement subséquent ou autre adminicule , prouve suffisamment la diversité. D'autres au contraire , comme Rebuffe , *de const. reddit.* art. 2 , gl. 1 , n. 8 , & Ranchin , sur la quest. 272 de Guy Pape , sont d'avis qu'en général , une seule reconnoissance ne suffit pas pour être en droit d'exiger le cens ou autres droits seigneuriaux. Cela a été jugé de même par arrêt du parlement de Grenoble , rapporté par Bouvot . tome 1 , partie 1 , *verb.* Cens , quest. 2. Il en seroit autrement si la reconnoissance se trouvoit suivie de paiement , du moins pendant dix ans , comme il a été jugé par arrêt du parlement de Dijon du 26 juillet 1613 , recueilli par le même Bouvot , tom. 2 , *verbo* Cense , quest. 23.

47. Ranchin , au lieu sus allégué , prétend concilier ces différentes opinions , en distinguant l'église & le seigneur haut-justicier du simple seigneur censier ; en sorte qu'au premier cas , une simple reconnoissance suffit ; au second cas , *non item , sed putarem* , dit ce docteur , *hec conciliari posse , quod in domino jurisdictionali & in ecclesiâ sufficiat unica recognitio , sed in privato qui ptatendit se habere directum dominium super re aliquâ , & in aliquibus proprietatibus in quibus tamen nullam habet jurisdictionem , non sufficeret unica recognitio ; prodesset tamen cum aliis adminiculis ; & ita videtur concludi à Bartolo in leg. cum scimus ; & hoc non mirum est in domino jurisdictionali qui habet in se præsumptionem pro se , etiam absque ullâ recognitione.* Ce qui est un point de jurisprudence dans le ressort du parlement de Bordeaux , ainsi que l'atteste le glossateur de la Peyr. let. R , n. 29. Voyez Graverol sur la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 1 , art. 2 & 7 ; & Cambolas , livre 5 , chapitre 14 , qui

tient que le seigneur justicier doit avoir quelque adminicule outre la reconnoissance.

48. Il y a encore plusieurs cas où une seule reconnoissance suffit pour établir la directe , 1°. En faveur des acquéreurs du temporel de l'église ; la Roche , en son traité des droits seigneuriaux , chap. 1 , art. 8. 2°. En faveur du domaine du roi & de ses acquéreurs ; la Roche *ibid.* 3°. En faveur du moyen & bas justicier ; Despeisses , *des droits seigneuriaux* , tit. 4 , art. 3 , sect. 3 , n. 4 , contre l'avis de l'apostillateur de la Peyr. let. R , n. 29 , qui ne donne ce privilège qu'au haut-justicier. 4°. Lorsque cette reconnoissance fait mention d'une autre précédente , bien circonscanciée du nom des personnes & de celui du notaire , & de la date du jour , mois & an ; parce que toutes ces énonciations font présumer qu'il y avoit une autre reconnoissance. 5°. Enfin lorsque la reconnoissance est accompagnée d'adminicules , comme des déclarations faites par les emphytéotes dans les contrats d'achats , échanges , fermes , &c. comme quoi leurs héritages relèvent de tel seigneur ; Rebuffe , *de constit. reddit.* art. 2 , glos. 1 , n. 8 ; la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 1 , art. 16. Voyez Ranchin & Ferrière , sur la quest. 272 de Guy Pape. Il a même été jugé par un arrêt de l'année 1668 , rendu en la grand'chambre du parlement de Toulouse , au profit des religieux du monastère de S. Severin , que le concours de plusieurs adminicules établit suffisamment la directe de l'église ; Graverol sur la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 1 , art. 7. En effet , plusieurs adminicules joints ensemble peuvent bien faire une preuve aussi certaine qu'une simple reconnoissance qui suffit toujours pour établir la directe de l'église , *ut supra notatum.*

49. Remarquez que les anciennes

reconnoissances prouvent parfaitement la directe , encore qu'elles ne soient pas signées du notaire , pourvu qu'elles soient antérieures à l'ordonnance de François I de l'année 1535 , soit parce qu'anciennement les reconnoissances ou livres terriers ne se faisoient pas *sub formâ publicâ* , comme dit Ferrière , *loco citato* , soit parce qu'avant ladite ordonnance les notaires étoient dans l'usage de ne pas signer les actes qu'ils passoient ; la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 1 , art. 16. *Vide* Boer. décis. 105 ; Chop. *de privileg. rustic. l. 1, cap. 10* ; Molin. *ad consuetud. parisi. tit. 38, verb. Dénombrement* , n. 17 , 21 & 22.

50. Le seigneur qui a imposé le cens en espèces d'or ou d'argent , est en droit d'exiger les mêmes espèces , encore que leur valeur ait augmenté depuis le bail emphytéotique , ainsi qu'il a été jugé par arrêt du parlement de Dijon du 6 juillet 1602 , rapporté par Bouvot , tom. 2 , *verbo* Monnoie , quest. 6 , & par plusieurs arrêts du parlement de Paris , recueillis par Charondas , en ses réponses , liv. 9 , chap. 19 , *verbo* Cens , & par Anne Robert , *reg. judic. lib. 1, cap. ult. Voy. la Roche, des droits seigneuriaux* , chap. 2 , art. 1 , & chap. 10 , art. 4 ; Maynard , liv. 7 , chap. 99 , & liv. 8 , chap. 94.

51. Les arrérages du cens payable en bled , vin & autres choses qui se pèsent & mesurent , doivent être payés suivant l'estimation commune de chaque année dont lesdits arrérages sont dûs. Jugé par arrêt du parlement de Paris , du 4 février 1548 ; Papon , en ses arrêts , liv. 13 , tit. 2 , n. 12.

52. Le glossateur de la Peyr. let. R , n. 77 , dit que , suivant la jurisprudence des arrêts du parlement de Bordeaux , l'appréciation des arrérages de rentes se fait toujours au plus haut prix que les espèces ont valu aux marchés des lieux ,

à compter depuis l'échéance du pacté à payer la rente chaque année , jusqu'à la prochaine récolte : ce qui doit sans doute être entendu dans le cas où le cens est portable ; car , s'il étoit quérable , il seroit plus raisonnable de suivre la disposition de l'arrêt ci-dessus cité , parce que le seigneur devant venir prendre son cens , le tenancier est excusable s'il ne l'a pas payé dans le tems : mais dans l'un & dans l'autre cas , la rente doit être payée en espèces pour l'année courante & pour la précédente ; la Peyr. , *loco citato* ; la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 2 , art. 2 ; & chap. 6 , art. 1.

53. Lorsque la rente est dûe en grains , vin ou autres espèces , les emphytéotes ne peuvent point la faire réduire en argent , mais ils doivent la payer de la façon qu'elle a été imposée *in traditione fundi*. Ainsi jugé par deux arrêts du parlement de Paris , l'un du 20 juin 1573 , & l'autre du 19 juillet 1574 ; Charondas en ses pandectes , liv. 2 , chap. 14. Il n'en est pas de même de la rente constituée , quoique payable en grains , & assignée sur un certain fonds , laquelle est toujours réductible en argent. Jugé par arrêt du parlement de Paris , prononcé en robes rouges , en l'année 1586 , rapporté par Montholon , en ses arrêts , chap. 39. *Voyez* Charondas en ses réponses , liv. 13 , chap. 72 ; Louet & Brodeau , let. R , chap. 12 ; le Grand , coutume de Troyes , pag. 243.

54. Par arrêt du parlement de Paris , du 17 février 1752 , rapporté par Mornac , *ad l. 1, cod. sine censu vel reliq.* il a été jugé que l'emphytéote n'est pas recevable à racheter la rente foncière ; ce qui fait voir une autre différence qu'il y a entre le cens & la rente constituée ou volante , qui est que le débiteur de cette dernière peut la racheter quand bon lui semble , en remboursant le même

me prix qui lui avoit été baillé , suivant l'art. 6 de l'ordonnance de Charles VII de l'an 1441.

55. Remarquez que toutes rentes payées en grains, vin ou autres espèces, pendant l'espace de quarante ans au plus, sont présumées foncières, s'il ne paroît pas de titre au contraire ; c'est pourquoi elles ne sont ni réduçtibles ni rachetables ; Bouguier , let. R , chap. 7 ; Charondas , en ses pandectes , liv. 2 , chap. 14 ; & en ses réponses , liv. 13 , chap. 72 ; le Prestre , centur. 1 , chap. 35 ; Louet & Brodeau , let. R , chap. 12 ; Journal des audiences , tom. 2 , liv. 2 , chap. 48.

56. La faculté de racheter la rente foncière *toties quoties* , stipulée en faveur des *tenanciers* dans le bail emphytéotique , est perpétuelle & imprescriptible ; Ferrière , sur la quest. 47 du président Duranty ; Expilly , en ses arrêts , chapitre 129 ; Olive , liv. 2 , chap. 22 , en la nouvelle addition ; Mainard , liv. 4 , chap. 53. La raison est , 1°. parce que cette convention fait une partie essentielle du contrat emphytéotique , dont la disposition ne peut être scindée ; 2°. parce qu'il est à présumer que l'emphytéote ne s'est assujetti à la rente que dans l'espérance de pouvoir s'en racheter à sa volonté ; 3°. parce qu'il est de principe que, dans le doute , il faut se déterminer pour la liberté : *Semper in obscuris quod minimum est sequimur* , l. *semper* 9 , ff. de *divers. reg. jur. Promiores esse debemus ad liberandum quam ad obligandum* ; l. *Arrianus* , ff. de *oblig. & act.* On trouve néanmoins des arrêts qui ont jugé le contraire , par la raison que la faculté de rachat étant prescriptible de sa nature , il ne s'ensuit pas que, pour être insérée dans un contrat imprescriptible , elle change de condition. Voyez M. d'Olive au lieu sus allégué ; Despeisses , des *droits seigneuriaux* , tit. 4 , art. 3 , l. art. 1.

sect. 3 , n. 12 , où il rapporte un arrêt du parlement de Toulouse , du 28 août 1599 , qui jugea que cette faculté étoit sujette à prescription ; Charondas , en ses réponses , liv. 13 , chap. 72 ; Ferrière , *loco citato*.

57. Lorsque le cens est portable , il doit être payé par l'emphytéote au domicile du seigneur , comme il a été jugé par arrêt du parlement de Dijon , du 18 janvier 1611 , rapporté par Bouvot , tom. 2 , verbo *Cens. quest. 17. Aliud dicendum* , s'il paroît par le titre que la rente est quérable ; car , en ce cas , l'emphytéote n'est point tenu de la porter au domicile du seigneur ; mais c'est à celui-ci à la prendre sur l'héritage qui y est sujet , ou bien au domicile du tenancier , ainsi qu'il a été jugé par arrêt du même parlement ; Bouvot , tom. 1 , verbo *Cense. quest. 2. Vide Molin. de usur. quest. 9*. Sur quoi observez que , dans le doute , la rente foncière est censée portable , parce que la rente étant un signe de sujétion , il est convenable que l'emphytéote aille devers son seigneur.

58. Quand la rente consiste en grains , vin & autres choses qui se pèsent ou se mesurent , elle doit être payée suivant le poids ou mesure dont le seigneur & les emphytéotes ont convenu *in traditione fundi* , l. *Imperatore* 71 , ff. de *contrah. emph.* Vide Mornac , ad l. *arbitrio* , §. de *eo* , ff. de *dolo*. Que s'il n'y a pas de convention à ce sujet , il faut se régler suivant le poids ou mesure du lieu où la rente doit être payée ; *Argum. l. 3* , §. *ult. ff. de act. empt. & vendit. Vide l. 21* , ff. de *obligat. & act.*

59. Le tems auquel le cens doit être payé n'étant pas déterminé par le bail emphytéotique , ni par les reconnoissances , le seigneur ne peut l'exiger qu'à la fin de chaque année ; §. *Qui hoc anno* , aux instit. de *inutil. stipulat. Clarus* , §. *emphyteusis. quest. 12* , n. 1.

60. *Ubi nota*, que l'emphytéote ne peut point obliger le seigneur à recevoir la rente avant le tems : *id est, pro pluribus annis sequentibus* ; *Clarus*, §. *emphyteusis*, *quest.* 12, n. 2 ; Dumoulin, sur la coutume de Paris, §. 85, n. 39 ; Ferr. *ad quest.* 435 *Guidonis Pap.* La raison de cette décision se prend de ce que le seigneur a un véritable intérêt que sa rente lui soit payée chaque année, afin de n'avoir pas une occasion de faire plus de dépense qu'à l'ordinaire, & pour éviter de faire un amas de bled, ou autres fruits, qui sont sujets à se gâter par la longueur du tems.

61. Le seigneur direct peut demander les arrérages de rente qui lui sont dûs sur les biens adjugés par décret, quoiqu'il n'ait pas formé opposition pour lesdits arrérages. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Toulouse du 10 mai 1600, rapporté par la Roche, en son traité des droits seigneuriaux, ch. 6, n. 4 ; & par un autre arrêt du même parlement, recueilli par Mainard, liv. 2, chap. 36, rendu à son rapport ; & c'est aujourd'hui une jurisprudence certaine, conformément à la rubrique du droit, *sine censu vel reliquiis fundum comparari non posse*, contre l'opinion de quelques auteurs, parmi lesquels on compte Neron, sur l'ordonnance de Henry II, & M. le Maître, en son traité des criées. Voyez l'art. 12 de ladite ordonnance ; le Journal du palais, tom. 1, pag. 945 ; la Peyr. let. D, n. 17 ; Mainard, *loco cit. in fin.* l'art. 355 de la coutume de Paris ; Graverol sur la Roche, l. 2, tit. 1, arrêts 49 & 50 ; & Salvaing, de l'usage des fiefs, c. 78, in fin.

62. Les feudistes sont fort partagés sur la question de sçavoir si le seigneur est tenu de diminuer sa rente, sous prétexte de la stérilité survenue au fonds emphytéotique, ou pour cause de guerre, peste, tempête, incendie, & autres cas fortuits. Pour ce qui est de la

stérilité, il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris, du 27 juillet 1599, rapporté par Mornac, *ad l. 1, cod. de jur. emphit. circa medium*, que ce n'étoit pas une raison pour obliger le seigneur à diminuer sa rente. Voyez Charondas en ses pandectes, liv. 2, chap. 17, *speculat. lib. 4, tit. de emphyteusi*, n. 163 ; Ferrière, sur la question 171 de Guy Pape ; Molin. *ad consuetud. parisi.* §. 62, à num. 54 *usque ad 75*.

63. A l'égard des autres cas fortuits, comme guerre, tempête, incendie, il a été jugé par un arrêt du parlement de Dijon du 29 mars 1607, recueilli par Bouvot, tom. 2, *verbo Censé, quest.* 10, que, quoique le tenancier n'ait pas pu jouir du fonds emphytéotique, à cause de la guerre, &c. il est néanmoins tenu de payer la rente au seigneur : c'est l'avis de la Roche, en son traité des droits seigneur. chap. 6, n. 5, où il fait usage de la maxime, *nisi res pereat tota, non liberatur emphyteota*, tirée de la loi 1, au cod. de *jure emphyt.* ; & celui de Ferrière, sur la question 171 de Guy Pape, où il s'explique en ces termes, après avoir rapporté l'opinion de ceux qui sont d'un avis contraire, *Contraria tamen opinio verior est, ut scilicet, ob belli tempora, nulla fiat remissio pensionis ; quam opinionem sequitur Alexander in l. Interdum, §. quod ex naufragio, de acquir. possess. imprimis per textum in l. quicumque, cod. de fund. patr. l. 2 ; secundò per l. 1, cod. de jur. emphyteut. ubi deciditur, quòd si tanta clades emergerit, quæ prorsus ipsius rei faciat interitum, hoc non emphyteuticario cui nihil reliquum permansit, sed domino imputatur : si verò particulare contigerit damnum ex quo non ipsa rei penitus substantia ledatur, hæc emphyteuticarius suis partibus non dubitet adscribendum. Ex quâ lege apertè colligitur, fructuum damnum & periculum non pertinere ad dominum, cum in eâ scriptum sit, particulare*

damnum ad emphyteutam pertinere , & non ad dominum , nisi penitus substantia ledatur ; nam si interitus maxima partis rei non inducit diminutionem canonis , multò minùs interitus fructuum ; nec obstant rationes , &c.

64. Ranchin au contraire , sur la même question de Guy Pape , est d'avis que , si le tenancier n'a pu jouir du fonds emphytéotique , *propter bellum* , il n'est point tenu de payer la rente au seigneur , & il dit que c'est l'opinion commune des docteurs. A quoi semblent faire la loi *si merces* , §. *jus major* , ff. *locati* , & la loi *si uno* , *eod.*

65. Graverol sur la Roche , des *droits seign.* ch. 6 , art. 5 , dit que le sentiment de Ranchin est plus équitable , & que néanmoins celui de Ferrière est le meilleur par rapport à la justice , quelque rigueur qu'il y ait. Voyez Maynard , liv. 4 , chap. 50 , où il rapporte un arrêt du parlement de Toulouse du 17 juin 1560 , qui jugea que le seigneur ne peut être contraint de diminuer sa rente , quoique la principale partie du fonds emphytéotique vienne à se perdre ; ce qui semble se conclure de la loi 1 , cod. *de jure emphyteut.* & la raison est parce que la rente *est tota in toto , & tota in quâlibet parte fundi.*

66. Le cas de cet arrêt est que les rues publiques de Toulouse s'étant trouvées trop étroites , il fut ordonné qu'elles seroient suffisamment élargies , & qu'à cet effet il seroit pris , des maisons qui y abordoient , le fonds requis & nécessaire , en donnant aux propriétaires une certaine récompense : ce qui donna occasion aux fermiers du domaine du roi , de qui lesdites maisons étoient mouvantes , de demander les lods & ventes de la récompense donnée en argent aux tenanciers ; & à ceux-ci de demander une diminution ou rabais de la rente ordinaire : sur lesquelles différentes demandes intervint l'arrêt ci-

dessus cité , par lequel il fut déclaré n'y avoir lieu aux lods & ventes demandés par les fermiers du domaine , ni à la diminution requise par les emphytéotes. Vide *Azo & Molin. ad tit. eod. de jur. emph.* Loyseau , du *déguepissement* , liv. 4 , chap. 7 , n. 20 & suiv. Charondas , en ses *pandectes* , l. 2 , chap. 17 ; & en ses réponses , liv. 11 , chap. 29 ; Faber , en son code , liv. 4 , tit. dern. défin. 36.

67. Il en est autrement lorsque le fonds emphytéotique péricule en son entier ; car pour lors il est sans difficulté que le domaine direct se perd avec le domaine utile , suivant la décision expresse de la loi 1 , cod. *de jure emphyt.* & *ibi Molin.* conformément à la maxime , *si pereat res tota , liberatur emphyteota.* Voyez le §. *adeò* , *inslit. de locat.* Loyseau , du *déguepissement* , liv. 4 , chap. 7 , n. 1 & *sequent. usque ad 20* ; Ferrière sur la quest. 171 de Guy Pape , à moins qu'il n'y ait convention expresse dans le bail emphytéotique , portant que le preneur paiera la rente , encore que l'héritage donné à cens vienne à se perdre en son entier , *quia pacta dant legem contractibus* , *dictâ leg. 1.* C'est par cette même raison que le cens doit être diminué , par la perte d'une partie du fonds censuel , lorsque cela a été ainsi convenu , *dictâ leg. 1. & dicto §. adeò.*

68. Il y a encore deux cas auxquels la redevance annuelle due au seigneur doit être diminuée à proportion de la perte arrivée à l'héritage censuel : 1^o. Lorsque la rente a été imposée à raison des arpents ; *Clarus* , §. *emphyteusis* , qu. 8 , num. 8. 2^o. Lorsque la prestation annuelle est égale ou presque égale aux revenus que produisoit le fonds emphytéotique , lorsqu'il étoit en son entier ; Faber , en son code , *lib. 4 , tit. ult. de fin.* 36 ; *Clarus* , §. *emphyteusis* , quæst. 41 , n. 2.

69. Le seigneur est préféré pour la rente & arrérages d'icelle , à tous les créanciers de l'emphytéote , même à ceux qui ont une hypothèque spéciale , comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris de l'année 1367 , rapporté par M. le Maître , en son traité des criées , chap. 41 ; & par autre arrêt du mois de novembre 1543 , recueilli par Automne , *ad l. quamvis , cod. in quib. caus. pign. vel hypoth.* conformément à la doctrine de Dumoulin sur la coutume de Paris , tit. *des fiefs* , §. 59 , n. 4 ; de Masuer. tit. 25 , n. 29 ; de Rebuffe , *ad l. 3 , ff. de verb. signific. & tract. de constit. reddit.* art. 1 , glos. 17 , n. 16 ; & de Faber , en son code , liv. 4 , tit. dern. défin. 4 & 59 , & liv. 7 , tit. 32 , défin. 2. Or la raison de cette préférence que le seigneur a , pour ses droits seigneuriaux , sur tous les créanciers de son emphytéote , se prend de ce qu'il est son premier créancier , puisque sa créance remonte à la tradition du fonds.

70. Sur quoi remarquez , 1^o. que , par arrêt donné en la chambre de l'édit de Castres le 26 mars 1611 , rapporté par Despeisses , *des droits seigneuriaux* , tit. 4 , art. 3 , sect. 3 , n. 31 , il a été jugé que le seigneur direct doit être préféré , pour ses droits seigneuriaux , même à la femme qui répète sa dot.

71. 2^o. Que , par arrêt du parlement de Bretagne du mois de sept. 1603 , recueilli par Belord. en ses observ. liv. 4 , part. 4 , art. 5 , il a été jugé que le seigneur doit être préféré même au vendeur , non seulement pour la censive & les arrérages d'icelle , mais encore pour les lods qui lui sont dûs de cette vente.

72. 3^o. Que , par arrêt du parlement de Grenoble , les chambres consultées , du mois de juillet 1635 , rapporté par Despeisses au lieu sus allégué , il a été jugé que le privilège du

seigneur s'étend non seulement au cens & aux arrérages , mais encore aux dépens qu'il a faits pour s'en procurer le paiement. La raison de douter se prend de ce que , dans les autres cas , les dépens ne sont alloués , *nisi à die rei judicate* ; mais comme les dépens que les seigneurs sont obligés d'exposer pour obtenir leur paiement , sont souvent plus considérables que le cens , on a jugé qu'il étoit raisonnable que dans ce cas là ils fussent alloués au même rang que le principal.

73. Mais on demande si le seigneur doit être préféré au fermier qui a payé d'avance le prix de la première année de son bail. Il semble d'abord que cette question doit être résolue au profit du fermier , puisqu'il est devenu maître des fruits de la première année , d'abord qu'il en a payé le prix au propriétaire , *est emptor fructuum* ; il doit donc exclure les créanciers qui n'ont qu'un simple droit sur ce qui appartient à leur débiteur. Il faut néanmoins tenir que ces raisons ne peuvent point valoir contre le seigneur , qui doit être préféré au fermier , même sur les fruits de la première année dont le prix a été payé d'avance , pourvu que lesdits fruits soient encore pendants par branches ou racines , lorsque le seigneur forme son action. La raison est parce que le fermier a pu prévoir le privilège de la créance du seigneur. D'ailleurs si le contraire avoit lieu , un seigneur pourroit être frustré du paiement de ses droits par des baux à ferme renouvelés chaque année , & dont le prix seroit payé d'avance.

74. Les docteurs tiennent communément que les quittances du cens pour trois années consécutives , emportent quittance pour les années précédentes. Jugé par arrêt du parlement de Paris du 4 mars 1559 , rapporté par Charondas en ses pandectes , liv. 4 , chap. 32 ;

& par deux autres arrêts du même parlement, recueillis par le même Charondas, en ses rép. l. 8, c. 76, & en ses pandect. l. 2, ch. 16. V. Dumoulin, sur la cout. de Paris, tit. 2, §. 85, gl. 1, n. 41 & 42; Cujas, *ad l. 2, cod. de jur. emph.* Masu. tit. *des louages & cens*, n. 39, & tit. 31, n. 15; la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 6, art. 7; Ranchin, part. 3, conclus. 431; & part. 4, conclus. 219; *Capel. Tolos. quest.* 236, l. 3, *cod. de Apoch. public.* Néanmoins, si ces quittances ont été données sans préjudice des arrérages de rente, pour lors elles n'emporteront point quittance desdits arrérages; Charondas, répons. liv. 8, chap. 76; Masu. *loco cit.* Il en est de même si le seigneur ou son receveur ont donné quittance, par un seul acte, desdites trois années consécutives; Ranchin, décis. part. 3, conclus. 341, & part. 4, conclus. 219; Rebuff. *de conflit. reddit.* art. 1, glos. 15; Masu. tit. 25, n. 42.

75. Le seigneur ne peut point changer, de son propre mouvement, le lieu où le cens est portable par la baillette, mais bien du consentement de la majeure partie des tenanciers, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux du mois de juillet 1701, rapporté par la Peyr. let. R, n. 100.

76. On tient pour indubitable dans presque toutes les provinces de France, que le cens est imprescriptible de sa nature: il faut excepter quelques coutumes, comme Nivernois, Auvergne, Bourbonnois, &c. où le cens est sujet à la prescription de trente ans; & c'est l'avis de Masu. tit. 22, nom. 9, dont voici les termes: *Item per lapsum triginta annorum, census seu quavis annua præstatio præscribitur etiam adversus principem, seu ecclesiam, etiam quocumque privilegio non obstante.* Il faut aussi excepter la province de Dauphiné, où le

cens se prescrit par le laps de cent ans, ainsi que l'atteste Salvaing, *de l'usage des fiefs*, chap. 78.

77. Sur quoi remarquez qu'il y a eu autrefois une grande contention entre *Bulgarus & Martinus*, anciens glossateurs, touchant la forme de prescrire une prestation annuelle. Bulgare soutenait que toute prestation annuelle se prescrit par trente ans, à compter du jour que l'on a cessé de payer, tant pour le passé que pour l'avenir. Martin au contraire, sur la loi *cum notissimi*, §. *fin. cod. de præscript. triginta vel quadraginta ann.* étoit d'avis que chaque année a sa prescription, qui ne s'étend point aux années à venir; laquelle opinion est suivie dans l'usage, ainsi que l'atteste Papon, en ses arrêts, liv. 12, tit. 3, n. 5; *Capel, Tolos. quest.* 42; *Cuj. ad l. 18, cod. de fide instrum.* Guy Pape, quest. 406, & *ibi Ranchin & Ferrière*; Boer. quest. 336: *Quarum enim rerum actio singulis annis nascitur, earum perpetua petitio est, nullâ obstante prescriptione.* Voyez Matthæ. sur Guy Pape, *loc. cit.* où il parle en ces termes: *Receptissima est opinio eorum qui hujusmodi pensionibus uniuscujusque anni propriam esse prescriptionem, & quot sunt anni tot esse prescriptiones, quòdque hujusmodi prescriptiones ad futuros annos & futuras pensiones se non extendant.*

78. Mais, quoique le cens soit imprescriptible en lui-même, ainsi que nous l'avons observé, néanmoins les arrérages du cens se prescrivent par trente ans entre toutes sortes de personnes; en sorte que le seigneur, même ecclésiastique, ne peut exiger les arrérages du cens que depuis vingt-neuf ans. La quotité du cens est pareillement sujette aux loix de la prescription de trente ans contre le seigneur laïc, & de quarante ans contre l'église; de manière que, si le tenancier a payé pendant ledit espace de tems une quotité

déterminée & uniforme ; par exemple , si , le cens étant de deux setiers , il n'en a payé qu'un chaque année , pour lors le surplus est prescrit , pourvu que ladite quotité de cens ait été payée *sub nomine totius , & non sub commemoratione majoris censûs* , comme dit Dumoulin , en son apostille sur la coutume d'Auvergne , chap. 17 , art. 6. *Voyez* Mornac , *ad l.* 13 , *ff. de usur. & fructibus*.

79. Il n'en est pas de même de la qualité du cens , laquelle ne peut point être changée d'une espèce en une autre , sans le consentement du seigneur , par quelque possession que ce soit. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Rouen du 10 février 1663 , rapporté par Basnage sur l'art. 521 de la coutume de Normandie. *Voyez* Brodeau , sur l'art. 124 de la coutume de Paris ; Chopin , sur celle d'Anjou , liv. 2 , tit. *des choses données à cens* , n. 4.

Touchant l'amende qui est due , en plusieurs coutumes , faute de paiement du cens , *voyez* ce que nous en avons dit *suprà* , verbo Amende.

80. Le cens peut être séparé de la directe par vente , légs , ou autrement , c'est-à-dire , que le seigneur peut vendre le cens qu'il a sur un héritage , & se réserver les autres droits seigneuriaux ; ou bien le cens peut être légué à l'un & la directe à l'autre ; la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 2 , art. 4. La raison est parce que , comme dit Guy Pape , quest. 264 , *census est dominium directum se habens ut principale & accessorium , vel ut diversa & separata. Ea est autem separatorum natura , ut , altero legato vel vendito , non censetur alterum itidem legari aut vendiri* , dit Matthæ. sur cette question. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Toulouse , donné en la seconde chambre des enquêtes , au rapport de M. Catelan , le 21 juin 1670 ; Graverol sur

la Roche , *loco cit.* Néanmoins la directe est censée comprise dans l'aliénation du cens , si le seigneur ne l'a pas réservée dans le contrat de vente en termes exprès & équipollents , parce que toutes les clauses ambiguës qui se rencontrent dans les contrats de vente , s'interprètent contre le vendeur , *in cujus potestate fuit legem apertius dicere ; l. veteribus* , 39 , *ff. de pactis*. *V. l. labeo* 21 , *ff. de contrah. empt. & l. cum in l. 33 , eod. junct. gl. in verb. ambiguam* ; Baron sur Guy Pape , *dict. quasi*. 264.

81. Sur quoi observez que le cens ainsi séparé de la directe s'appelle *rente sèche* ou *rente morte* , parce qu'il ne produit ni lods & ventes , ni aucun droit seigneurial.

82. Le cens & autres profits seigneuriaux appartiennent à l'usufruitier & non au propriétaire ; la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 2 , art. 5 ; M. Pocquet de Livonnière , liv. 4 , ch. 10 ; Dumoulin , sur la coutume de Paris , §. 20 , glos. 1 , à *num.* 33 *ad num.* 47 ; Ferrière , sur la quest. 477 de Guy Pape. *Vide infra* , verbo Rachat.

83. Le cens est solidaire contre chacun des possesseurs du fonds emphytéotique , c'est-à-dire , que le seigneur peut demander le total de sa rente à l'un des co-détenteurs , sans être obligé de diviser son action contre chacun d'eux , à proportion de la part qu'ils ont dans l'héritage censuel , parce que le cens établi par un seul accensement est regardé comme une hypothèque créée sur le fonds emphytéotique , dont la nature est d'être indivisible ; *l. 2 , §. ex his ; l. 3 , §. Cato , ff. de verb. oblig. & l. heredes , §. an ea , ff. famil. ercis.* *Voyez* l'art. 99 de la coutume de Paris , celle d'Anjou , art. 180 & 470 ; Bretonnier sur Henrys , tom. 1 , liv. 3 , q. 6 ; la Peyrère , let. R n. 81 ; à moins que le cens n'ait été distribué *pro numero jugerum* , ou que les tenanciers n'aient

payé séparément pendant trent
cas en ces deux cas la rente est divi-
sible : ainsi le seigneur est obligé de di-
viser son action contre chacun des pos-
sesseurs ; la Peyrère , *loco cit.* Brodeau
sur Louet , let. R , chap. 6 , où il cite
l'apostille de Dumoulin sur la coutume
d'Auvergne , chap. 17 , art. 6. *Voyez*
Despeisses , *des droits seigneuriaux* , tit.
du droit de cens , n. 18 ; & Salvaing ,
de l'usage des fiefs , chap. 77 , lequel
après avoir établi que le cens est soli-
daire , suivant la plus commune obser-
vance de la France , dit que l'usage du
Dauphiné est contraire , & qu'on y juge
conformément à la disposition du cha-
pitre *constitutus* , *extra de relig. domib.*
que le cens est divisible.

84. *Nota* 1°. Que le seigneur peut
demander le total de la rente , non seu-
lement aux tenanciers qui n'ont pas
payé leur quotité , mais encore à ceux
qui ont payé leurs portions contingen-
tes. Ainsi jugé par les arrêts rapportés
par la Peyr. let. S , n. 49. *Voyez* M. du
Pineau , dans ses observations sur l'art.
470 de la coutume d'Anjou.

85. 2°. Que le solidaire qui a payé
la rente entière au seigneur ne peut
point agir solidairement contre les co-
tenanciers qui sont en demeure , à
moins que le seigneur ne lui ait fait
cession expresse de ses droits. *Voyez*
Bardet , tom. 2 , liv. 4 , chap. 31 ;
Loyseau , *du déguerpissement* , liv. 2 ,
chap. 8 , n. 6 & suiv. Charondas , en
ses réponses , l. 6 , n. 11 ; Mornac , *ad*
l. 25 , §. si unus , ff. *famil. ercis.* Chop.
Andeg. lib. 2 , part. 2 , cap. 2 , n. 4 ;
Molin. *de usur. quest.* 43 , n. 344. Il
faut même observer que le solidaire qui
a pris cession du seigneur , & qui par
ce moyen est subrogé à son lieu & place ,
n'a pas cependant le même privi-
lège que le seigneur , c'est-à-dire , qu'il
ne peut point agir contre ceux qui ont
payé leurs parts & portions , mais seu-

font en demeu-
re , parce que la cession du seigneur ne
peut comprendre que les restes de la
rente.

86. 3°. Que , si le seigneur a réuni
à son domaine quelque héritage cen-
suel , il n'est pas pour cela exclus d'a-
gir solidairement pour le paiement de
sa rente ; mais il faut qu'il déduise sa
portion. Jugé par arrêt du parlement
de Rouen du 29 mars 1576 , rapporté
par Basnage , sur l'art. 178 de la cou-
tume de Normandie. *Voyez* Chopin ,
sur la coutume d'Anjou , liv. 2 , part.
2 , tit. 5 , n. 4 ; Despeisses , *des droits*
seigneuriaux , tit. 4 , art. 3 , sect. 3 , n.
18 ; Boucheul , sur la coutume de Poi-
tou , art. 102 , n. 3 & suiv.

87. 4°. Qu'afin que le cessionnaire du
seigneur puisse exercer l'action soli-
daire contre ses co-tenanciers , il faut
que la cession lui ait été faite à l'instant
du paiement ; la Peyrere , let. S , n.
50 , *in not.* Louet & Brodeau , let. R ,
chap. 11 ; & tel est l'usage , quoique
plusieurs auteurs aient soutenu que cet-
te cession peut se faire après intervalle
de tems. *Voyez* Loyseau , *du déguerpis-*
sément , liv. 2 , chap. 8 , n. 27 ; &
Bacquet , *des droits de justice* , ch. 21 ,
n. 236. *Vide* , l. *Modestinus* 76 , ff. *de*
solut.

88. 5°. Qu'il n'y a que le premier
cessionnaire du seigneur qui puisse agir
solidairement contre ses co-tenanciers ,
en sorte que le second solidaire pris par
ce premier cessionnaire , ne peut se
pourvoir contre les autres tenanciers ,
que pour leurs parts & portions. *Voy.*
Guy Coquille , sur la coutume de Ni-
vernois , tit. des rentes , art. 10 ; & du
Pineau , dans *ses observ.* sur l'art. 470
de la coutume d'Anjou. La raison est ,
parce que le seigneur peut bien com-
muniquer son privilège au solidaire
qu'il prend : mais celui-ci n'a point
de privilège à communiquer au second

solidaire d'ailleurs cette suite d'actions solidaires ne feroit que multiplier les frais, puisqu'il est bien plus court que le second solidaire fasse assigner tous les tenanciers en demeure pour leurs parts & portions, & que par ce moyen le tout soit terminé par un seul & même jugement.

89. 6°. Que le solidaire pris par le seigneur peut agir solidairement contre ses co-tenanciers, quoiqu'il n'ait pas payé la rente entière, pourvu qu'il ait payé sa contingente portion; mais s'il est lui-même en demeure, il ne peut poursuivre les autres tenanciers que pour leurs portions. La raison est, parce qu'alors il ne seroit pas juste qu'il se déchargeât d'un fardeau que sa propre négligence lui a attiré.

90. 7°. Que le seigneur peut agir solidairement contre le nouvel acquereur, même pour les arrérages échus du tems de son vendeur, parce que le cens est une charge réelle qui affecte le fonds. Mais en ce cas le nouvel acquereur est en droit d'exercer son action récursoire contre le vendeur ou ses héritiers, à moins qu'il ne se fût expressément chargé de payer lesdits arrérages de rente. Il en est de même du nouveau titulaire d'un bénéfice, dont le temporel se trouve sujet à une rente solidaire, lequel est tenu de payer les arrérages qui ont couru du tems de son prédécesseur, sauf son recours. Voyez Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. *des choses données à cens*, n. 10.

91. 8°. Que le tenancier qui a vendu peut être poursuivi solidairement pour les arrérages échus avant le contrat de vente, comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Bordeaux, rendu en la première chambre des enquêtes, au rapport de M. de Navarre, le 13 juillet 1734, contre l'avis de M. de Livonnière, en son *traité des*

fiefs, liv. 6, chap. 1, où il dit qu'il a été jugé par sentence du présidial d'Angers, du mois de Février 1687, qu'après la mise de possession de l'acquéreur, le vendeur ne peut être poursuivi que pour sa part & portion des arrérages de son tems; parce que, dit cet auteur, il ne reste plus à son égard qu'une obligation personnelle, l'obligation réelle qui est le fondement de la solidité, ayant passé à l'acquéreur avec l'héritage qui y est sujet. Mais outre que l'autorité de la sentence ne peut pas balancer celle de l'arrêt, c'est que la raison employée par cet auteur est très-fausse, puisque l'obligation réelle du vendeur subsiste jusqu'au contrat de vente, lequel ne peut avoir l'effet rétroactif de changer une obligation réelle en obligation personnelle, sur-tout au préjudice d'un tiers qui n'est point entré dans le contrat; & c'est ici un des cas où l'on peut appliquer la maxime du droit, *res inter alios acta, neque nocet, neque prodest*.

92. Mais ce qui prouve d'une manière bien sensible que l'obligation réelle du vendeur n'est éteinte que pour l'avenir, & qu'il peut être poursuivi solidairement pour les arrérages de son tems; c'est que, si le nouvel acquereur est pris solidaire pour les arrérages qui ont couru avant son acquisition, le vendeur est tenu de le garantir, encore que la garantie n'eût pas été stipulée, *l. sed & si 19, ff. de evict.* Il faut donc tenir pour indubitable qu'il est au choix du seigneur de poursuivre solidairement le nouvel acquereur ou le vendeur, pour les arrérages échus avant le contrat de vente, & que s'il s'en prend au nouvel acquereur, le vendeur est tenu de sa garantie.

93. 9°. Que dans les coutumes où l'amende est due par défaut de paiement du cens, elle est solidaire contre tous les possesseurs du fonds emphytéotique

téotique ; même contre ceux qui ne sont pas *in morâ* ; Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 102, n. 10.

94. 10. Que les poursuites faites par le seigneur contre quelques-uns des tenanciers solidaires, ou les paiements faits par quelques-uns d'eux, empêchent que les autres puissent prescrire contre le seigneur, *quia factum correi nocet correo*, l. ult. cod. de duobus reis.

95. 11°. Que s'il y a des tenanciers insolvable, leur insolvabilité doit être supportée par les autres tenanciers par proportion géométrique. Voy. M. Pocquet de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 1, pag. 548 & 549.

96. 12°. Que quoique le seigneur ait assigné un des tenanciers pour lui faire la rente entière, il n'est pas pour cela exclus de recevoir les parts & portions des autres tenanciers, à moins que le tenancier pris solidaire n'ait payé le total ; car en ce cas, n'étant rien dû au seigneur, il est sans difficulté qu'il ne peut point recevoir la quotité des autres tenanciers ; M. de Livonnière, *ibid.*

97. 13°. Qu'encore que le seigneur ait reçu un des tenanciers solidaires à se racheter ou s'affranchir de sa part & portion, il n'est point censé avoir divisé sa rente à l'égard des autres censitaires, pourvu qu'il paroisse la moindre intention contraire, laquelle doit toujours être présumée ; ainsi jugé par un arrêt du 27 novembre 1570, rapporté par Charondas, en ses *réponses*, liv. 4, chap. 84 ; & par autre arrêt du parlement de Paris, du 25 mai 1584, recueilli par Anne Robert, *rer. judic. lib. 4, cap. 7. Senatus judicavit licere Titio creditori, alterutrum duorum correorum qui supererant, quem ipse vellet, in solidum convenire, cumque ad solutionem ducentorum ex lege obligationis compellere*. Voyez Maynard, liv.

Partie I.

8, chap. 39, & Mornac, sur la loi *si creditores*, cod. de pailis. La raison est, parce que cette gratification qu'il plaît au seigneur de faire à l'un des tenanciers, ne fait aucun tort aux autres ; puisque si par ce défrèchement le nombre des solidaires diminue, la masse du solide diminue pareillement ; ainsi ils gagnent d'un côté ce qu'ils perdent de l'autre.

98. 14°. Que le seigneur est censé avoir abandonné son droit de solidité, lorsque depuis le bail à cens il s'est fait faire des reconnoissances particulières ; la Roche, *des droits seigneuriaux*, ch. 2, art. 7, & chap. 13, art. 20 ; Charondas, en ses *pandectes*, liv. 2, chap. 16, & liv. 3, chap. 15. Mais cela n'a point lieu contre l'église, à moins qu'outre les reconnoissances particulières, il n'y eût prescription de quarante ans subséquens ausdites reconnoissances ; la Roche, *dict. cap. 2, art. 8*. La raison est, parce que les possesseurs des biens ecclésiastiques n'en étant qu'usufruitiers, ne peuvent point porter de préjudice à l'église, par leurs conventions personnelles. Il en est autrement de ceux qui ont acquis légitimement de l'église, lesquels doivent rester dans le droit commun, parce que les privilèges de l'église ne peuvent point être vendus.

99. 15°. Que si le cens a été imposé *in traditione fundi*, sur plusieurs fonds divisés, chacun des tenanciers n'est obligé de payer qu'à proportion de ce qu'il tient desdits fonds emphytéotiques, comme il a été jugé par deux arrêts du parlement de Grenoble, l'un du 17 mars 1594, & l'autre du 11 décembre 1598, rapportés par Expilly, en ses arrêts, chap. 114. Voyez Faber, en son code, liv. 4, tit. dern. défin. 139 ; Guy-Pape, quest. 432, & *ibi* Matthæ. & Ferr. Bouvot, tom. 2, verbo Cense, quest. 41.

T.

100. Il a été jugé par deux arrêts du parlement de Toulouse, rapportés par M. d'Olive, liv. 2, chap. 19, que la consolidation du domaine utile au direct opère l'extinction de la rente dont le fonds emphytéotique avoit été chargé originairement, en sorte que l'héritage revenu entre les mains du seigneur par droit de prélation, déguerpissement, donation ou autre moyen d'acquérir, venant à être aliéné par le seigneur sans se réserver la rente, il est censé allodial & exempt de toute charge foncière; *quia actiones aut obligationes semel extinctæ nunquam reviviscunt, l. inter stipulantem, §. sacrum, ff. de verbo. oblig. Voyez Basnage, sur l'art. 178 de la coutume de Normandie, où il rapporte semblable arrêt du parlement de Paris, du 10 décembre 1648; Boucheul, sur la coutume de Poitou, art. 102, n. 6; la Roche, des droits seigneuriaux, chap. art. 10.*

101. D'autres auteurs au contraire, comme Brodeau sur Louet, let. F, ch. 5; & Loyseau, du déguerpissement, liv. 6, chap. 4, ne considérant la réunion du domaine utile au direct, que comme un assoupissement des droits seigneuriaux, tandis que l'héritage censuel demeure entre les mains du seigneur direct, sont d'avis que ledit héritage doit être censé aliéné à la charge du cens & autres droits seigneuriaux.

102. Il est néanmoins certain que les arrêts de M. d'Olive sont plus conformes au droit & à la raison; car en premier lieu il est décidé qu'une chose ne peut point se faire redevance à soi-même, *res suæ nemini servit, l. 1, ff. si servit. vindic. l. 1, ff. quæadm. servit. amittantur; l. 30, ff. de servit. urb.* D'où il faut conclure que, par la consolidation du domaine utile au direct, le cens est non-seulement assoupi, mais

même véritablement éteint. En second lieu, il est à présumer que le seigneur ne s'étant pas réservé le cens lors de la vente de l'héritage censuel, il a entendu l'aliéner selon la qualité qu'il avoit entre ses mains; *potuit enim legem apertiùs dicere.*

103. Le seigneur direct ne peut point saisir l'héritage censuel à faure de paiement du cens, sans avoir préalablement obtenu sentence du juge; Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 11; il ne peut pas même, sans condamnation, faire exécuter les tenanciers en leurs meubles, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du parlement de Bordeaux du 26 mars 1627, recueilli par Bechet, sur l'art. 12 de l'usage de Saintes. *Vide cap. licet episcopus, cum glos. in verb. vocante, de prebend. in 6; Chop. Paris. lib. 1, tit. 3, n. 4; Masu. tit. de locat. Du Moulin, sur la coutume de Paris, §. glos. 5, n. 13.*

104. Le cens doit être payé par les tenanciers *pro modo pradiorum*, c'est-à-dire, suivant l'étendue de fonds que chacun possède dans l'héritage censuel, sans aucun égard à la fécondité ou stérilité. La raison est, parce qu'il est censé que le fonds stérile est devenu tel par la négligence de l'emphytéote. Pareillement la péréquation ou règlement du cens ne doit pas se faire *ratione superficiei*, mais *ratione soli*; de manière que celui qui possède une maison, une vigne, & autres choses semblables, ne doit pas payer plus de rente que celui qui ne possède rien de tout cela, pourvu que d'ailleurs la quantité du fonds soit égale. *Voy. Despeisses, en son traité des droits seigneuriaux, tit. 4, art. 3, sect. 3, n. 18.* Or c'est par le moyen de l'arpentement ou mesurage, que la quotité de chaque tenancier peut être déterminée.

105. Le cens peut être établi non-seulement en grains, argent & volaille, mais encore en foin, paille, vin, huile, &c. Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 12; la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 2, art. 15, & *ibid.* Graverol.

106. Suivant le droit commun & général de la France, le seigneur direct ne peut demander les arrérages du cens, que depuis vingt-neuf ans avant l'introduction de l'instance, jusqu'au jour de l'effectif paiement.

107. Le tenancier qui se trouve créancier du seigneur d'une somme liquide, & dont le terme à payer est échü, peut opposer la compensation, à quantité concurrente, à la demande en paiement d'arrérages de cens; *L. cum alter*, & *L. penult. ff. de compensat.* mais cette compensation ne peut point se faire pour la rente de la dernière année, parce qu'elle doit être payée en espèce.

108. Le légataire de certains fonds qui se trouvent chargés d'arrérages de cens, n'est point obligé de les payer, mais cette obligation regarde l'héritier; *hæres enim cogitur solvere prædii vectigalia*, *L. 2, §. 5, ff. de legat. 1.* Il en est autrement lorsque le legs est fait d'une portion de biens, comme du tiers ou du quart; car alors le légataire doit supporter sa portion d'arrérages de rente; Chop. *Parisi. lib. 2, tit. 4, num. 23*. A l'égard du donataire, il n'est point tenu de payer les arrérages qui ont couru depuis la donation, lorsqu'il y a réserve d'usufruit, parce que le cens est une charge des fruits; Maynard, liv. 8, chap. 44 & 45.

109. Il a été jugé par un arrêt du parlement de Toulouse, du 15 mai 1628, rapporté par M. d'Olive, liv. 2, chap. 14, que le tenancier qui impose une rente obituaire, annuelle & perpétuelle, sur le fonds emphytéotique,

doit indemniter le seigneur, suivant l'estimation d'experts, de ce que ledit fonds devient de moindre valeur à cause de cette nouvelle charge qui diminue le profit des lods & ventes en cas de mutation.

110. Sur quoi observez que l'emphytéote ne peut point détériorer l'héritage censuel, en telle sorte qu'il ne puisse plus porter de fruits capables de payer le cens auquel il est sujet. Cette question fut agitée en 1702, au rapport de M. de Primet fils, en la première chambre des enquêtes, à l'occasion d'une carrière de pierres ouverte par un nommé Simonet dans son fonds, lequel devenoit infertile au moyen des ouvertures qu'il falloit faire pour en tirer la pierre; ce qui engagea la dame de Ceuret, de qui ce fonds étoit mouvant, de former sa demande en indemnité du montant de la rente due sur ledit fonds; & on ne doutoit pas qu'elle n'obtînt ses conclusions, suivant la doctrine de Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. des censives, art. 74, glos. 2, n. 6. Mais comme elle soutenoit la sentence du premier juge qui avoit ordonné que la rente imposée sur ce fonds seroit établie ailleurs, & que, par une sentence on ne peut établir une nouvelle rente, ladite dame perdit son procès; parce que toute nouvelle rente étant présumée une surcharge, laquelle ne pouvant se constituer par un contrat ou convention particulière, ne peut aussi s'établir par une sentence, suivant la loi *cum satis*, *cod. de agricol. & censu*. La Roche, *des droits seigneuriaux*, ch. 2, art. 3. Or la raison pourquoi l'emphytéote ne peut pas détériorer son fonds jusqu'à le rendre stérile, c'est que le domaine direct en pourroit souffrir, soit par rapport au cens, ou pour les autres profits seigneuriaux; & si la police de Rome ne permettoit pas au propriétaire d'un

fonds de le négliger, pourquoi ne pourroit-on pas le punir lorsqu'il le rend entièrement stérile ? *Si quis agrum suum passus fuisset sordescere, cumque indiligenter curasset ac neque arasset, neque purgasset; sive quis arborem suam vineamque habuisset derelictam, non is sine pœnâ erat, sed erat opus censorium, censorisque ararium faciebant*, comme écrit Aule Gelle, *lib. 4, cap. 1.*

111. Le seigneur n'est point tenu de garantir l'héritage qu'il a donné à cens, lorsque le bail a été fait gratuitement, parce que régulièrement les donations n'emportent point l'obligation de la garantie, suivant la loi *Aristo, ff. de donat. ne videatur donator liberalitatis suæ pœnam pati, l. ad res donatas, ff. de adilit. edict.* Mais si le bail à cens a été fait pour cause onéreuse, le seigneur, sans être tenu de la garantie du fonds, est néanmoins obligé de restituer ce qu'il en a reçu; le président Faber, en son code, *de jur. emphit. defin. 51.* Il seroit même sujet à la garantie, s'il y avoit du dol de sa part; *ne quod benignè contulerit, fraudis consilio revocet*, comme dit le jurisconsulte Modestin, *l. 62, ff. de adilit. edict. Vide l. 71, §. Labeo ait, ff. de donat.* Et dans le cas où le seigneur est tenu de la garantie ou bien de la restitution du prix, la prescription de l'action du tenancier ne commence à courir que du jour de l'éviction; *quia nulla competit ex stipulatu actio, quandiu rem habere licet, l. habere, §. quod cum, ff. de eviv.*

112. Si le tenancier à qui le seigneur demande le cens excipe du paiement, il ne peut point le prouver par témoins, mais il lui faut une preuve par écrit; parce que tout ce qui regarde le contrat d'emphytéose est sujet à la preuve écrite: or comme la quittance du cens est un accessoire de ce même contrat, il s'ensuit qu'on

ne peut la prouver que par écrit; mais dans ce cas le seigneur peut être contraint de rapporter son livre dans lequel il couche le paiement de ses rentes, pour voir s'il n'y a point mis le paiement allégué par le tenancier. *Non est novum, cum à quo petitur pecunia, implorare rationem creditoris, ut fides veri constari possit*, dit la loi 5, *cod. de edend.*

113. Le droit de commis & autres stipulations pénales insérées dans le bail à cens, n'ont point lieu dans le ressort du parlement de Bordeaux: ainsi, par exemple, le seigneur n'est point reçu à rentrer dans le fonds emphytéotique, faute de paiement du cens pendant trois ans, parce que dès-lors que le tenancier purge la demeure en payant la rente, le seigneur se trouve désintéressé; Coquille, sur la coutume de Nivernois, tit. des bordelages, art. 4 & 5. Voyez Ferrière, sur les questions 171 & 172 de Guy Pape.

114. Lorsque le roi acquiert quelque héritage par droit d'aubaine, bâtardise, &c. dans la censive d'un seigneur, il est obligé de le mettre hors sa main, parce qu'il y a une espèce de contradiction que le souverain soit sujet à quelque redevance; Chopin. *Andeg. lib. 1, cap. 7, n. 3.*

115. Dans les coutumes allo-diales, où le cens est de sa nature imprescriptible, il peut cependant se prescrire de deux façons; 1°. par le tiers détenteur; 2°. à die contradictionis. Voyez la coutume de Berry, tit. 12, art. 14.

116. L'arrêt du conseil d'état, du 13 octobre 1750, ordonne que les cens & rentes seigneuriales seront payées aux seigneurs sans retenue de vingtième de la part des censitaires.

117. CENS ABONNÉ. C'est lorsque le cens est stipulé, non en gros, mais en détail, par arpent, & pour de cer-

ains fruits spécifiés. Lorsque le tenancier d'un héritage chargé d'un tel cens, change la culture de l'héritage en une autre, pour raison de laquelle le cens est plus fort, le cens qui étoit moindre devient plus fort par rapport à ce changement. Ainsi, supposé que le cens fût abonné par chacun journal de terre à quatre sols de cens, & le journal de vigne à dix livres, celui qui changeroit la terre en vigne seroit tenu de payer dix livres par chacun journal. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Dijon, du 21 février 1619, rapporté par Bouvot, tom. 2, *verbo* Droits seigneuriaux.

118. CENS. CHER CENS. Ce cens a lieu dans la coutume d'Orléans, art. 123; il est le premier cens, mais si gros, qu'il égale à peu près le revenu annuel de l'héritage censuel; un semblable cens est fort onéreux; c'est pourquoi il n'est sujet dans ladite coutume, ni à relevoisons, ni à ventes. Dans la coutume de Dunois, art. 32, dans celle de Blois, art. 109, 115, le cher cens s'appelle cens à cher prix, & jouit des mêmes exemptions.

119. CENS. DOUBLE CENS. C'est celui qui double le cens ordinaire & coutumier. Ainsi lorsque le cens ordinaire & coutumier est d'un denier, le double cens est de deux. Voyez la coutume de grand Perche, art. 82 & 84; Vastan Localle, art. 1 & 2; Berry, tit. 6, art. 1, 4, 16, 21; Auvergne, chap. 25, art. 15.

120. CENS GROS ET MENU. Le même cens est le chef cens, le premier cens; il est ordinairement peu considérable, de deniers, de sols, à la différence du gros cens qui équipolle à rente, & qui n'est autre chose que le cher cens.

121. CENS ROGO. Dans l'ancienne coutume de Melun, art. 132, c'est le cens que les autres coutumes appel-

lent requérable, à quere, & qui diffère du cens portable. Voyez ci-dessus Cens.

122. CENS, SURCENS, Voyez Surcens.

123. CENSEABLE. Ce mot dans la coutume de Bourgogne duché, art. 98, & dans Bourgogne comté, art. 64, 65, se dit de ceux & des héritages qui doivent le cens.

124. CENSIER. Dans toutes les coutumes où ce mot est employé, il se dit également & du seigneur à qui le cens est dû, & de celui qui le doit, & de l'héritage qui en est chargé.

125. CENSITAIRE, ne se dit jamais que de celui qui doit le cens.

126. CENSIVE. On appelle ordinairement censive, une certaine étendue de terrain dans laquelle tous les héritages qui y sont compris, sont assujettis à un cens envers le seigneur à qui appartient la censive. Quand cette censive est bornée, joutée & limitée, les cens y sont toujours imprescriptibles, même par les tiers détenteurs; la raison est que de semblables cens sont toujours solidaires avec tous les détenteurs des différents héritages compris en la censive, & que par conséquent la prestation d'un seul détenteur empêche tous les autres de prescrire. Ainsi le détenteur d'un héritage situé dans une censive bornée, joutée & limitée, ne peut guère s'exempter de payer le cens qu'en justifiant d'un affranchissement accordé par le seigneur censier.

127. Quelquefois on emploie le mot censive, pour signifier la qualité d'un héritage; en ce sens on dit un héritage tenu en censive.

128. CERQUEMANER. Ce mot est souvent employé dans les coutumes de Mons, Cambrai & autres: il signifie faire une descente sur les lieux avec des jurés-experts, qu'on appelle cerquemaneurs, pour régler les différends.

qui naissent au sujet des limites d'une justice, d'une seigneurie, d'une dixmerie, & autres héritages.

129. CHAMBELLAGE, OU CAMBRELAGE, est un droit qui est dû par le vassal au seigneur féodal en toute mutation de fief. Ce droit est plus ou moins considérable, suivant les coutumes où il a lieu, selon la valeur & la qualité du fief. Par exemple, dans la coutume de Peronne, article 33, le droit de chambellage est de dix livres parisis lorsque le fief vaut par an cent livres de revenu, & au-dessous; & lorsqu'il vaut moins de cent livres, le droit n'est que vingt sols parisis. Dans la coutume de Hesdin, art. 12, 13, 22, le droit de chambellage est plus ou moins considérable, selon la qualité du fief, selon qu'il est tenu en pairie, ou demi-pairie, en plein lige, demi-lige, ou quart de lige. Quantité d'autres coutumes parlent du droit de chambellage, il est aisé de se conformer à ce que chacune règle à cet égard.

130. Le mot chambellage vient de ce que ce droit se payoit au chambellan de France par les vassaux qui rendoient la foi & hommage au roi en personne. Il se paie encore au premier huissier de la chambre des comptes par les vassaux qui y rendent la foi & hommage. Voyez Ragueau, dans son *indice des droits seigneuriaux. Verbo* Chambellage.

131. CHAMBELLAN. Le grand chambellan est un des premiers officiers de la couronne; parmi les grandes prérogatives attachées à sa charge, est celle d'être à côté du roi, lorsque S. M. reçoit en personne les foi & hommage qui lui sont rendues par les grands vassaux, par les têtes couronnées, les princes, les ducs & autres. Dans ces cérémonies augustes, le grand chambellan a droit de dire de bouche

ou par écrit au vassal étant en état; *vous devenez homme du roi de tel fief ou seigneurie que vous connoissez tenir de lui.* Quand le vassal a répondu, *oui*, le grand chambellan ajoute pour le roi, qu'il le reçoit, & le vassal l'avoue. Du Tillet, dans ses mémoires, liv. 2.

132. Lorsqu'Edouard III. en 1329, le 6 juin, après bien des difficultés, rendit, comme duc d'Aquitaine & pair de France, la foi & hommage à Philippe de Valois dans la cathédrale d'Amiens, le grand chambellan lui adressa ces paroles, *vous devenez homme lige du roi monseigneur qui ci est, comme duc de Guyenne, & pair de France, & lui promettez foi & loyauté porter: dites voire.* Le roi d'Angleterre, duc de Guyenne, répondit, *voire*, & le roi le recevoit à *hommage lige.* Voyez Froissard, au premier volume de son histoire, chap. 25. Edouard, de retour en Angleterre, prétendit que l'hommage n'étoit pas lige; mais le comte d'Ardençon étant entré en Guyenne avec une armée, Edouard envoya au roi des lettres patentes par lesquelles il reconnut que l'hommage étoit lige.

133. A l'imitation du roi, les grands feudataires, même les seigneurs suzerains, avoient des chambellans qui, à proprement parler, n'étoient que ce que nous appellons aujourd'hui valet de chambre. Lorsque les vassaux rendoient la foi & hommage, ils avoient coutume de faire un présent au valet de chambre; par la suite, dans quantité de coutumes, ce présent est devenu un droit ordinaire & réglé.

134. CHAMPART. Voyez Agrier; Terrage.

135. CHAMPARTEUR, est le fermier ou le préposé commis par le seigneur pour lever le droit de champart.

136. CHAMP CLOS. Suivant

L'ancienne jurisprudence, c'étoit une espèce de parc environné de balustrades, dans lequel ceux qui avoient été admis au combat judiciaire, combattoient, & vuidoient leur querelle. Lorsque les combattans étoient entrés dans le champ clos, les gens de justice gardoient le parc. Avant de commencer la bataille, ils faisoient publier trois bans. Par le premier il étoit ordonné aux parents des parties de se retirer. Par le second on avertissoit le peuple de garder un profond silence; & par le troisième il étoit défendu de donner du secours à une des parties, sous de grosses peines, même sous peine de mort, si par ce secours l'un des combattans étoit vaincu.

137. Si pendant le combat l'une des parties parloit de paix, les juges qui gardoient le parc avoient grande attention à l'état actuel où se trouvoient les combattans au moment qu'ils parloient de paix, pour les remettre dans la même situation, si la paix ne se faisoit pas. *Voyez* de Beaumanoir, chap. 64, pag. 328.

138. Le champ clos étoit ordinairement rond, & il n'y avoit qu'une entrée. On y mettoit deux chaises couvertes de noir à l'opposite l'une de l'autre, pour asseoir les combattants quand ils entroient dans le champ clos; ils devoient avoir les pieds nus, les ongles des pieds & des mains coupés, la tête rase. Quelquefois le reste du corps étoit couvert de cuir bouilli étroitement cousu sur leur personne, & chacun avoit à la main un petit étendard à sa dévotion.

139. Quand les deux combattans étoient entrés ainsi dans le champ clos, les gens de loi leur présentoient un grand missel, ou les saints évangiles, sur lesquels les parties juroient, sçavoir, le demandeur, qu'il avoit eu raison d'appeller au combat son ad-

versaire; & le défendeur, que c'étoit à tort qu'on l'avoit appelé. Les deux parties juroient encore qu'elles n'useroient dans le combat, d'aucun maléfice, dol, ou mal engin, & qu'elles n'avoient sur elles aucunes herbes enchantées, sur quoi on les visitoit exactement.

140. Après ce serment solennel on distribuoit aux combattans des armes égales en tous points; on leur donnoit aussi en égale quantité, de l'huile, des cendres, & du sucre; l'huile pour s'oindre, les cendres pour se nettoyer les mains, & le sucre pour recouvrer l'haleine & la salive, & du tout on faisoit l'essai devant les combattans, de peur de surprise; après quoi le juge qui présidoit au champ clos jettoit sur l'arène les gages de bataille qu'il avoit reçus, & donnoit le signal du combat en criant que *chacun fasse son devoir*. Alors les deux combattants s'attaquoient, & le sort du combat étoit tel, que le vaincu subissoit la peine que méritoit le crime qui étoit l'objet du combat. Si le crime étoit capital, le vaincu étoit sur le champ exécuté à mort; tout étoit préparé pour son supplice dans un endroit peu éloigné du champ clos; s'il n'étoit question que d'une amende, le vaincu la payoit, d'où est venu le proverbe, *le battu paie l'amende*. *Voyez* Beaumanoir, la somme rurale de Boutil-lier.

141. La plupart des formalités que nous venons de remarquer pour le champ clos furent observées dans un combat à toute outrance, qui se fit en 1455 à Valenciennes, entre les nommés Mahuot & Jacotin Plouvier, en présence de Philippe le Bon, duc de Bourgogne. L'événement du combat fut que Jacotin Plouvier terrassa Mahuot, lui creva les yeux, & le jeta hors la lice, où il fut pris, conduit à la potence, & pendu. Mahuot étoit ac-

culé d'avoir assassiné un parent de Jacotin Plouvier. *Voyez* les mémoires d'Olivier de la Marche, liv. 1, chap. 32. *Voyez* encore, dans la nouvelle histoire de France par M. Villaret, tom. 11, pag. 421, le combat en champ clos entre Carrouge & le Gris. Ils combattirent en présence de Charles VI, à Paris, derrière le Temple. Le Gris fut vaincu & pendu. Carrouge l'accusoit d'avoir violé sa femme.

142. CHAMPÉAGE. Ce mot ne se trouve que dans l'article 214 de la coutume de Blois : il signifie la même chose que pâchage, pâturage. L'article ci-dessus dit que pâturage & champéage de bêtes en l'héritage d'autrui, qui n'est clos ni défensable, n'acquiert droit de possession ni prescription sans titre valable.

143. CHAMPION. Ce mot est fort ancien dans notre langue, & signifie le défenseur de quelque droit, c'est-à-dire, un guerrier qui s'exposoit à combattre pour la cause d'autrui.

144. Les femmes, les mineurs, les gens infirmes ne pouvoient être contraints de subir le sort du combat judiciaire ; mais ils ne manquoient jamais de trouver des champions qui combattoient pour eux. Ce métier étoit cependant fort périlleux : souvent le champion risquoit d'être tué par son adversaire ; & pour l'engager à défendre de tout son pouvoir l'intérêt de sa partie, on lui coupoit le poing, s'il étoit vaincu en matière civile ; & si l'affaire étoit criminelle, il étoit pendu. *Voyez* Beaumanoir, chap. 61.

145. Lorsque, dans un crime capital, le combat se faisoit par champions, on mettoit les parties dans un lieu d'où elles pouvoient voir la bataille : chacune d'elles étoit ceinte de la corde qui devoit servir à son supplice : celle dont le champion succomboit étoit pendue avec lui ; si c'étoit

une femme, on la brûloit. *V.* la nouvelle histoire de France par M. Vil'aret, tom. 11, pag. 428 & suivantes.

146. Au couronnement des rois d'Angleterre, il y a un officier, sous le titre de *champion du roi*, qui entre à cheval, armé de toutes pièces, dans la grande salle de Westminster, & qui défie, par la bouche d'un héraut, quiconque oseroit contester le droit du roi.

147. CHANCEL ou CANCEL. Ce mot signifie la partie d'une église paroissiale ou autre, dans laquelle se mettent les ministres qui servent à l'autel. Ce mot, tiré du latin, signifie proprement la balustrade qui renferme ce lieu.

148. Suivant l'article 21 de l'édit de 1695, les décimateurs ecclésiastiques, & subsidiairement les seigneurs ou autres propriétaires de dixmes inféodées, sont tenus de réparer & entretenir en bon état le chancel ou le chœur des églises paroissiales dans l'étendue desquelles ils perçoivent lesdites dixmes, & d'y fournir les calices, ornements & livres nécessaires, si les revenus des fabriques ne suffisent pas pour cet effet.

149. Ceux de la religion prétendue réformée sont obligés de contribuer aux réparations des églises, à cause des dixmes inféodées qu'ils possèdent, ès cas où les seigneurs catholiques, possesseurs des mêmes dixmes, y sont condamnés. *Voyez* Filleau, en ses décisions catholiques, décis. 75.

150. CHANTEAU PART LE VILAIN. Ce proverbe se trouve souvent dans les coutumes. *Voyez* la Marche, art. 153 ; Auvergne, chap. 27, art. 7 ; & plusieurs autres. Loysel, tit. 1, liv. 1, règle 75, rend ce proverbe d'une autre façon : il dit que le feu, le sel & le pain partent l'homme morte-main. Tout ceci signifie que, quand des hommes serfs communs ensemble se séparent, pour vivre chacun séparément

Séparément , il n'y a plus de communauté entre eux : ainsi , quand ils meurent , leur succession est mortuaire au profit du seigneur dans la terre duquel ils meurent. *Voyez* Mortuaire , Celle. *Voyez* encore Bourgogne comté , art. 99 ; Bourgogne duché , art. 90 , Nivernois , tit. 8 , art. 13.

151. CHANTELAGE. C'est un droit dû aux seigneurs sur le vin qui se vend en gros & en détail dans les caves & les celliers de la seigneurie. Pour exiger ce droit , il faut que les seigneurs aient un titre précis ; car il n'est établi par aucune coutume.

152. CHANTELLE. Ce mot n'est employé que dans la coutume de Bourbonnois , & il n'est guère possible d'en indiquer la vraie étymologie & la signification précise. Dans la coutume dont on vient de parler , il sert pour désigner un homme serf & de serf condition. L'article 203 dit que tout homme qui doit à son seigneur quatre deniers de taille personnelle (qu'on appelle quatre deniers de chantelle) est homme serf , lui & ses descendants. L'article 192 dit que de tels serfs , qui paient quatre deniers de chantelle , ne se succèdent point , quand ils ne sont point communs ensemble ; ce qui est conforme au droit coutumier des mortuaires.

153. CHAPEAU DE ROSES. Dans quelques coutumes , c'est un léger présent que les pères & les mères font à leur fille , quand ils la marient , pour lui tenir lieu de sa légitime portion. *Voyez* la coutume de Tours , art. 284 ; Auvergne , chap. 12 , art. 25. Celle de Normandie , aux art. 250 , 252 , a une disposition semblable. L'art. 250 porte que , si rien n'a été promis à la fille , rien n'aura.

154. L'usage de ne donner aux filles qu'on marie qu'un chapeau de roses , a lieu , même entre nobles , dans les coutumes de Touraine , art. 284 ; An-

Partie I.

jou , art. 241 ; le Maine , art. 250. Ces dispositions viennent de l'ancien droit françois , où l'on s'attachoit surtout à favoriser les mâles , pour conserver les richesses & la splendeur des familles. Dans les coutumes où les nobles partagent par égales portions , les familles nobles y sont ordinairement pauvres.

155. Dans les coutumes où le chapeau de roses a lieu , les filles doivent se contenter du don qui leur a été fait en mariage , quelque modique qu'il puisse être , sans pouvoir prétendre rien davantage dans les successions de leurs pères & mères.

156. En Normandie , dans le contrat de mariage des filles , on peut , par une clause précise , les réserver aux successions de leurs pères & mères. *Voyez* les art. 258 & 259.

157. M^e de Renusson , en son traité des propres , chap. 2 , sect. 8 , n. 19 & 20 , tient que , dans les coutumes d'Anjou & de la Marche , le père ou la mère peuvent , par forme de legs , rappeler leur fille mariée.

* 158. CHAPELLES , sont des oratoires construits à côté des églises , & quelquefois même sous la grande voûte.

159. Toutes sortes de personnes peuvent avoir chapelles en l'église , pourvu qu'ils en aient obtenu la permission du patron , du curé & des marguilliers , moyennant quelque reconnaissance faite à la fabrique.

160. Celui qui a ainsi construit & doté une chapelle , y tient le même rang & prééminence que le patron dans l'église , comme il fut jugé par arrêt du 18 mars 1602 , au sujet d'une chapelle de Saint Germain l'Auxerrois , au profit du seigneur de Leuville , contre M. Miron , lieutenant civil au châtelet de Paris ; Loyseau , en son *Traité des seigneuries* , chap. 11 , n. 79. D'où il

V.

fuit que le fondateur d'une chapelle peut y faire placer un banc à queue, & y faire peindre ses armoiries; mais il ne participe point aux autres droits du patronage.


161. A l'égard du patron & du seigneur du lieu où l'église est située, il n'est pas révoqué en doute qu'ils peuvent faire bâtir chapelles sans la permission du curé & des marguilliers, pourvu que le service divin n'en soit point empêché. C'est une prérogative attachée à leur qualité; & dans ce cas, le patron peut faire construire sa chapelle au côté droit de l'église, laissant le côté gauche au seigneur justicier. Mais si celui-ci avoit bâti le premier au côté droit, le patron pourroit-il l'obliger à transporter sa chapelle de l'autre côté? J'estime qu'il faut décider pour l'affirmative, parce que, suivant Loyseau, *loco citato*, il faut observer les mêmes règles pour ce qui regarde les chapelles que pour les bancs. Or il est certain que, si le seigneur avoit placé son banc au côté droit du chœur, le patron pourroit l'obliger à l'ôter. Il faut néanmoins en excepter le cas où le seigneur auroit été en possession de ladite chapelle pendant un tems suffisant pour prescrire: car puisqu'un simple particulier peut prescrire le droit d'avoir chapelle en l'église, à plus forte raison le seigneur doit-il jouir de ce droit. Le patron doit s'imputer d'avoir gardé le silence pendant un si long-tems.

162. Mais, quoique les bancs dans l'église & les chapelles doivent se régler par les mêmes principes, il y a néanmoins quelques différences entre ces deux droits. La première est, qu'on ne peut point fonder le droit de banc dans l'église sur la simple possession, quelque paisible & quelque longue qu'elle soit; au lieu que le droit de chapelle peut se prescrire, ainsi que nous

venons de l'observer après Loyseau, en son *traité des seigneuries*, chap. 11, n. 80. La seconde est que le droit de banc peut être révoqué au moins après la mort de celui à qui il avoit été accordé, *ut supra notat*. Mais le fondateur d'une chapelle ne peut point être dépouillé de son droit.

163. Loyseau, au lieu sus allégué, n. 82, agite la question de sçavoir si le fondateur d'une chapelle peut la fermer à clef, & en interdire l'entrée au peuple; & il la résout par une distinction fort judicieuse: car, dit-il, si la chapelle est bâtie hors l'ancien enclos de l'église (ce qui est à présumer, quand elle est située à l'une des aîles, & qu'elle a sa voute à part,) pour lors il est sans difficulté que le fondateur peut la fermer. Mais si elle est située sous la grande voute de l'église, c'est assez que le fondateur & ceux de sa maison y aient les premières places, sans pouvoir empêcher le peuple d'y entrer pour remplir les places vacantes, parce qu'alors ladite chapelle n'ayant pas été tout-à-fait bâtie par le fondateur, mais seulement fermée, il n'est pas juste que, de publique qu'elle étoit, elle devienne entièrement particulière au fondateur.

164. Touchant les chapelles que les seigneurs, gentilshommes & autres particuliers, font construire dans leurs maisons ou châteaux, voyez ce que nous en avons dit dans l'introduction aux matières ecclésiastiques.

 165. Les seigneurs qui dans leurs châteaux ont des chapelles, dans lesquelles même il y a souvent des fondations faites par leurs ancêtres, peuvent les faire desservir par des chapelains amovibles à volonté, & qui ne sont point obligés de prendre des provisions de l'ordinaire.

166. Les provisions que les seigneurs donnent à ces chapelains doi-

vent contenir en détail les fondations qu'ils ont à acquitter, afin qu'ils ne puissent ignorer leurs obligations; on peut même faire enregistrer au greffe de la seigneurie ces provisions, afin qu'en l'absence des seigneurs, leurs officiers veillent à ce que les fondations soient ponctuellement acquittées.

167. Les chapelains doivent acquitter les fondations dont ils sont chargés, dans la chapelle, & non ailleurs. Les seigneurs même ne peuvent transporter dans une autre église ces fondations, sans le consentement de l'évêque, de même aussi que l'évêque ne le pourroit sans le consentement des seigneurs qui représentent les fondateurs.

168. Les seigneurs ou leurs fermiers ne peuvent point s'emparer des matériaux d'une chapelle abandonnée; c'est une profanation condamnée par arrêt du parlement de Rennes, du 16 mars 1652, rapporté par le commentateur anonyme de la coutume de Bretagne, sur les art. 622 & 676.

169. Lorsque, dans une chapelle seigneuriale, il y a des reliques, le chapelain a droit de les exposer, & d'en recevoir les offrandes, sans le consentement du curé. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Dijon, du 8 février 1747, rapporté par Freminville dans sa *pratique universelle des droits seigneuriaux*, tom. 2, pag. 30.

170. Les chapelles fondées par les seigneurs laïques sur leurs fonds, sont censées bénéfices ecclésiastiques quand elles ont été ordonnées de l'autorité de l'évêque diocésain : autrement non; elles peuvent être conférées par le fondateur & par ses héritiers à des personnes capables, sans s'adresser au diocésain. Voyez Guy-pape, quest. 187; & quand une chapelle est fondée dans une église paroissiale, le fondateur peut donner au curé le pouvoir de la

conférer à perpétuité. Voyez Rebuff. Prax. bénéf. chap. 20, n. 27.

171. Le droit de chapelle appartenant à une famille, ne peut être cédé à un étranger par l'un des héritiers du fondateur, au préjudice des autres héritiers, encore qu'ils ne soient demeurants dans la même paroisse, & que l'acheteur ait le consentement des marguilliers. Ainsi jugé par arrêt du 18 mars 1602. Voyez Charondas, liv. 13, rep. 21.

172. CHAPELET. Selon Viguier, sur l'art. premier de la coutume d'Angoumois, c'est une marque d'honneur & de distinction que les seigneurs des comtés & des baronnies ont droit de faire mettre aux fourches patibulaires de leurs seigneuries. Les veuves des nobles mettoient aussi anciennement un chapelet autour de l'écusson de leurs armes.

173. CHARGE. Relativement aux droits seigneuriaux, on appelle charges, toutes les conditions onéreuses qui accompagnent la concession des fiefs, des héritages, de la faculté d'user de quelque droit. Les fiefs sont à la charge de la foi & hommage, & autres services féodaux. Les héritages sont à la charge du cens, du bordelage, du marciage, du terrage, &c.

174. Les charges dont nous parlons sont ou personnelles, ou réelles & foncières. Les charges personnelles affectent les personnes. Tels sont les devoirs des fiefs & de la servitude personnelle. Les charges réelles & foncières affectent particulièrement les fonds, & l'action qui en résulte, ne peut être dirigée contre les personnes qu'autant qu'elles possèdent les fonds sujets aux charges; c'est l'usage, dit Chorier, en sa jurisprudence de Guy-pape, page 246.

175. Un héritage peut être chargé en même tems de plusieurs charges

réelles, de la dixme, du cens, d'une rente foncière après le cens, même d'une rente rachetable; & elle est toujours rachetable, si elle n'est la première après le cens, dit l'article 121 de la coutume de Paris.

176. Les charges réelles sur les héritages sont, ou quérables, ou portables. Les premières se doivent demander sur le lieu, & le seigneur les doit envoyer prendre. Quant aux secondes, c'est au débiteur à les porter dans les greniers du seigneur, au terme préfix par le titre.

177. Quand la charge est en argent, & quand la constitution ne paroît pas, elle est toujours réputée rente constituée & rachetable. *Voyez* Chopin, sur Paris, liv. 3, tit. 2, n. 12.

178. Quand au contraire la rente est en grains, fort ancienne, si la création ne paroît pas, elle est toujours réputée foncière, & non rachetable. Arrêt du 2 août 1601, rapporté par Bouguier, let. R, n. 7. M^e. la Combe, dans son *recueil d'arrêts notables*, chap. 85, en rapporte un autre rendu en la grand'chambre le 31 décembre 1741, rendu sur les conclusions de M. l'avocat général Daguesseau. Cet arrêt juge qu'une rente de trente six bichets de bled, acquise en 1282 par les religieux de Reconfort, sur les moulins de S. Didier en Nivernois, étoit foncière & non rachetable.

179. CHARTRES. Ce sont titres anciens que l'on garde pour prouver les droits d'une seigneurie, d'une terre, &c. Il y a une observation à faire sur les signatures apposées au bas des anciennes chartres accordées par nos rois. Sous la première & seconde race, quand les fiefs étoient simples bénéfices, nos rois usoient d'un plein pouvoir; & dans les concessions qu'ils en faisoient, leur signature seule au bas

de la chartre suffisoit pour la rendre valable & autentique.

180. Il n'en fut pas de même quand les fiefs sous la troisième race furent devenus héréditaires. On pensa que ni le roi, ni les grands vassaux ne pouvoient faire aucune donation, fondation, qui ne diminuât leur domaine & leur fief; & comme les premiers officiers du roi & de ses grands vassaux étoient presque toujours juges des affaires qui naissoient de ces aliénations, on jugea à propos qu'ils y souscrivissent pour rendre la chose plus autentique, & afin qu'ils fussent mieux informés lorsqu'ils entendraient parler de quelque différend arrivé à l'occasion de ces aliénations.

181. Toutes les chartres accordées par les premiers rois de la troisième race, en conséquence de cet usage, sont non-seulement souscrites du roi, mais encore de tous les grands officiers de sa maison; il en est de même dans les chartres accordées par les grands vassaux, les ducs de Normandie, de Bourgogne & autres qui avoient aussi des grands officiers. Leur signature même étoit réputée si nécessaire, que quand quelqu'office étoit vacant, il falloit en faire mention. Dans la chartre de Louis VIII. accordée aux habitants de Bourges en 1224, l'office de maître d'hôtel étoit vacant, & il en est fait mention *dapifero nullo*. Dans une autre chartre de Louis le Jeune, on voit *signum regis, loco dapiferi, qui tunc nullus in Palatio*. *Voyez* quantité de chartres du même tems, rapportées par la Thaumassière dans les coutumes locales. *Voy.* l'histoire de la pairie de France, par M. le comte de Boulainvilliers, tom. 1, chap. 4.

182. CHARTRE NORMANDE. C'est un titre fort ancien qui contient plusieurs privilèges accordés par nos rois

à la province de Normandie; les plus anciens de ces privilèges sont contenus dans la chartre de Louis Hutin, donnée à Vincennes le 19 mars 1314.

183. Dans les lettres de la grande chancellerie, on met toujours cette clause, *nonobstant clameur de haro, chartre Normande, &c.*

184. CHARTRIER. C'est l'endroit où l'on garde les chartres de la seigneurie, qu'on appelle communément le trésor. Le chartrier doit être dans un lieu sain, afin que l'humidité ne corrompe pas les titres; dans un lieu sûr, afin qu'on ne les dérobe pas; dans un lieu fortifié de bonnes murailles, & vouté s'il se peut, afin de les garantir des incendies, ruines, & autres semblables accidents. Il faut en outre mettre dans le chartrier de bonnes armoires bien fermées & bien closes, pour préserver les titres du ravage des rats, & dans les armoires pratiquer différents tiroirs, ou différentes cases étiquetées, pour mettre dans chacune les titres qui concernent chaque fief, chaque droit, &c.

185. Dans un chartrier en règle, il doit y avoir un inventaire général de tous les titres de la seigneurie en ordre de date, qui rappelle le contenu sommaire de chaque titre, & qui indique le tiroir ou la case qui le renferme. Faute d'avoir pris ces sages précautions, quantité de seigneuries ont perdu leurs plus beaux droits, & se trouvent aujourd'hui réduites à rien. Voyez Inventaire de titres.

186. CHASSE. Ce terme signifie l'action de poursuivre toute sorte de gibier.

187. Par le droit des gens adopté par le droit romain, la chasse étoit permise à tout le monde indifféremment : *fera bestiarum*, dit Justinien, *instit. de rer. divis. §. 12, & volucres, & pisces, & omnia animalia, simul atque ab aliquo*

capta fuerint, jure gentium statim illius esse incipiunt; quod enim antè nullius est, id naturali ratione occupanti conceditur. Il étoit même indifférent qu'on chassât sur son propre fonds, ou sur l'héritage d'autrui : *nec interest feris bestias & volucres quis capiat in suo fundo, an in alio.* Il est vrai que, si le propriétaire de l'héritage se trouvoit présent, il pourroit empêcher que le chasseur entrât dans sa terre : *planè qui alienum fundum ingreditur venandi aut aucupandi gratià, potest à domino, si is praverit, prohiberi ne ingreditur. Vide l. 1 & 2, ff. de acquir. rer. domin.*

188. La chasse, dans son origine, n'étoit considérée que comme un moyen que la nature avoit enseigné aux hommes pour se nourrir : ils avoient même besoin de cette adresse pour détruire les bêtes féroces qu'ils trouvoient dans leurs établissemens; & voilà pourquoi elle étoit permise à tout le monde. Mais depuis qu'on y a attaché une idée de grandeur & de noblesse, cette liberté naturelle a été restreinte, par le droit des fiefs, aux princes & à quelques autres personnes distinguées; ce qui a fait dire à Quintilien, *déclam. 13. Multa nihilominus que libera fuerunt, transeunt in jus occupantium, sicut venatio & aucupium.*

189. Les anciens ont fait un si grand cas du plaisir de la chasse, qu'ils en ont attribué l'invention aux dieux; & c'est pour cela qu'elle a toujours été l'exercice des héros & des princes. Elle est, selon le langage d'un sçavant, le prélude & l'image de la guerre dont elle pratique les ruses & les stratagèmes; elle endure le corps au travail, & l'accoutume aux dangers. *His artibus futuri duces imbuebantur*, dit le panégyriste de Trajan, *certare cum fugacibus feris cursu, cum audacibus robore, cum callidis astu.* C'est par ce moyen que Nemrod apprit à faire

la guerre & à s'établir le premier empire du monde. Ce conquérant est appelé *fortis venator* par le texte sacré, *Gen. cap. 10, vers. 8*. Les Germains avoient aussi accoutumé de s'exercer à la chasse pour apprendre le métier de la guerre, suivant le témoignage de César au livre sixième de la guerre des Gaules: *Quotiès bella non ineunt, multum venatibus transigunt*, dit Tacite, *lib. de morib. Germ.* C'a toujours été la seconde passion des peuples belliqueux: les femmes mêmes, dont la renommée a publié les exploits militaires, en ont été redevables aux exercices de la chasse; témoin ce que dit Trebellius Pollio de la fameuse Zenobie, reine de Palmire.

190. La chasse étant donc un exercice noble & royal, & faisant en quelque sorte partie de la discipline militaire, c'est avec raison qu'elle a été limitée, par le droit des fiefs & par les loix du royaume, aux princes & aux autres personnes dont la condition est susceptible de cet honnête & noble divertissement, sans se détourner de leurs emplois ordinaires. Le paysan laboure, l'artisan travaille, le marchand est occupé à son commerce, la noblesse remplit son loisir du plaisir de la chasse: d'où vient que, chez les anciens, le faucon & le chien étoient le hyéroglyphe ou symbole de la noblesse, comme la roue d'une charrue l'étoit de la roture.

191. Voici comment s'explique là-dessus l'ordonnance des eaux & forêts de l'année 1669, tit. des chasses, art. 28. » Faisons défenses aux marchands, » artisans, bourgeois & habitants des » villes, bourgs, paroisses, villages & » hameaux, payfans & roturiers, de » quelqu'état & condition qu'ils soient, » non possédans fiefs, seigneurie & haute- » justice, de chasser en quelque lieu, » sorte & manière, & sur quelque gibier

» de poil ou de plume que ce puisse » être, à peine de 100 livres d'amende » pour la première fois, du double pour » la seconde, & pour la troisième, d'être attaché trois heures au carcan du » lieu de leur résidence au jour de marché, & banni durant trois années du » ressort de la maîtrise, &c. «

192. Le droit de chasse appartient aux seigneurs hauts-justiciers dans toute l'étendue de leur justice, encore qu'ils n'y aient ni fief, ni censive, suivant la disposition de l'article 26. Il y a long-tems qu'ils se sont attribué ce droit, comme un droit fiscal & domanial, sous prétexte que le gibier est une espèce d'épave. *Nam quod ad feras ipsas attinet, quæ liberè vagantur, ad dominum pertinere equum est, ad quem bona vacantia, hæreditates caduce, res mobiles domini incerti & ignoti spectant & pertinent*, dit Nicolaus Sudorius, *disputat. de jure venat. in Gall.* Mais si la justice est démembrée ou divisée entre plusieurs enfans ou particuliers, celui-là seul à qui appartient la principale portion, a le droit prohibitif de la chasse; & si les portions sont égales, cette prérogative est attachée à celle de l'aîné, article 27, *ibid.*

193. Sur quoi remarquez que le seigneur haut-justicier ne peut point prohiber la chasse aux seigneurs moyens & bas-justiciers, ni aux seigneurs de fiefs, dans l'étendue de leurs fiefs. Voyez lesdits articles 26 & 28 du titre des chasses, de l'ordonnance de 1669, & la Roche, *des droits seigneuriaux*, ch. 28, art. 3; ce qui a lieu, encore que le fief relève à foi & hommage du seigneur haut-justicier, ainsi qu'il a été jugé par les arrêts rapportés par Bacquet, *des droits de justice*, chap. 34, n. 11 & 13.

194. Il y a un arrêt imprimé du parlement de Paris, du 13 mars 1702,

rendu entre Jacques Mantel , tuteur de la demoiselle de Rians , & Pierre Guerin , chevalier , seigneur de Poisieux , par lequel il a été jugé , 1°. que le seigneur féodal peut chasser & faire chasser par ses domestiques , sur les fiefs qu'il a dans la haute-justice d'un autre seigneur ; 2°. Que le seigneur haut-justicier ne peut mener ni envoyer aucun domestique , ni autres personnes , pour chasser sur les fiefs & terres qui relèvent de lui ; 3°. Qu'il ne peut pas lui-même en personne aller chasser dans les fiefs qui ne relèvent pas de lui ; 4°. Qu'en cas de contravention , le seigneur de fief peut faire informer contre le seigneur haut-justicier & contre ses domestiques.

195. Le seigneur haut-justicier ne peut point permettre la chasse indifféremment à qui bon lui semble ; il n'y a que les nobles à qui il puisse communiquer ce droit , parce qu'ils ne sont point compris dans la prohibition de l'article 18 du titre des chasses , de l'ordonnance de 1669. Voyez Graverol , sur la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 28 , article 3 , où il rapporte un arrêt du parlement de Grenoble de l'année 1655 , rendu au profit du baron de Vaubert , contre le seigneur de Candiac , qui jugea que les nobles même ne peuvent point prescrire la faculté de chasser par quelque tems que ce soit. Tout l'avantage donc que les nobles ont en cette matière sur les roturiers , consiste en ce que la permission de chasser peut leur être communiquée , & en ce qu'ils peuvent chasser dans les terres du roi éloignées des plaisirs de sa majesté.

196. Il est vrai que , par l'ordonnance de François I^{er} . de l'année 1533 , la chasse étoit permise aux nobles , puisqu'elle n'étoit défendue qu'aux roturiers ; encore même cette ordonnance fut-elle modifiée peu de tems

après par une déclaration du roi Henri II. de l'année 1552 , qui restreint ces défenses aux fermiers & gens mécaniques ; mais il faut s'en tenir à l'ordonnance de 1669 , qui forme le dernier état du droit sur cette matière : & à ce propos je remarque que les plus anciennes ordonnances que nous ayons concernant la défense de la chasse , sont celles du roi Jean & de Charles son fils , des années 1355 & 1356 , qui sont rapportées dans le grand coutumier de France. Les ordonnances de la loi Salique touchant la vénerie & la fauconneire , ne regardent que ceux qui prennent le gibier qu'un autre a levé , ou qui dérobent les chiens ou oiseaux. Il faut en excepter les ecclésiastiques , à qui la chasse se trouve défendue par les capitulaires , addit. 3 , chap. 43. conformément à la disposition du troisième concile de Tours de l'an 813 , célébré sous le pontificat de Leon III. & l'empire de Charlemagne.

197. Parmi les rois de France qui ont fait des défenses rigoureuses au sujet de la chasse , Louis XII. tient le premier rang. C'est de lui qu'on a dit que sous son règne il y avoit moins à craindre pour avoir tué un homme , que pour avoir tué un cerf ou un sanglier. Long-tems auparavant , Gontran , roi d'Orléans & de Bourgogne , avoit défendu , sur peine de la vie , de chasser dans ses forêts au cerf , au sanglier & aux bœufs sauvages , dont les forêts de France étoient alors remplies ; mais il ne parle que de ses forêts propres , suivant le droit des gens. Nous apprenons de Matthieu Paris , page 372 , que les rois d'Angleterre n'ont pas moins été rigoureux que les rois de France , à punir les contraventions aux défenses de la chasse ; car cet auteur assure qu'avant le roi Richard , on crevoit les yeux à ceux qui étoient

surpris en chasse ; on leur coupoit les parties viriles, aussi bien que les mains ou les pieds. Ce qui a fait dire à un autre auteur, en parlant de la chasse, *in tantam quidam hujus vanitatis instinctu erupere vesaniam, ut hostes nature fierent, conditionis suæ immemores, divini judicii contemptores, dum in vindictum ferarum, imaginem Dei exquisitis suppliciis subjugarerent.* Joan. Saresberienfis, *lib. 1, de nug. curial. cap. 4.* Mais aujourd'hui en France, il n'y a point d'autre peine contre les contrevenants, que ce qui est porté par l'art. 28 du titre des chasses, de l'ordonnance des eaux & forêts de l'année 1669. Ces peines sont à peu près les mêmes en Angleterre, selon le témoignage de Matthieu Paris, au lieu sus allégué.

198. Le seigneur haut-justicier ne peut point, ainsi que nous l'avons observé, mener ni envoyer aucun domestique ou autres personnes, pour chasser sur les fiefs & terres qui relèvent de lui ; mais cela doit être entendu sous la modification de la déclaration du roi Henry IV. du 3 mars 1604, dont voici les termes : *Jouiront les seigneurs, gentilshommes & nobles de notre royaume, de la permission à eux accordée de chasser sur leurs terres & domaines, sans toutefois que leurs fermiers, serviteurs ou domestiques en puissent user, fors & excepté ceux de notre dite noblesse qui seront sexagénaires ou incommodés d'âge par la vieillesse, ou par les blessures ou autres inconvénients en leurs personnes ; ceux là en ce cas, & non autres, pouvant faire tirer au gibier par l'un de leurs domestiques, &c.*

199. Sur quoi il faut remarquer que, suivant la disposition de l'ordonnance de Blois, art. 285, & de celle d'Orléans, art. 108, il est défendu à toutes sortes de personnes de chasser à pied ou à cheval, avec chiens & oiseaux,

sur les terresensemencées, depuis que le bled est en tuyau ; & dans les vignes, depuis le premier jour de mars jusqu'après la dépouille, à peine de tous dépens, dommages & intérêts des laboureurs & propriétaires, &c. Ce qui a été confirmé par l'article 18 du titre des chasses de l'ordonnance des eaux & forêts de l'année 1669, sous la modification néanmoins que la défense de chasser dans les vignes ne commence qu'au premier jour de mai. Les grands dommages que les chasseurs causent dans les terresensemencées & dans les vignes ont déterminé ces sages ordonnances. Aussi les Romains avoient-ils accoutumé de ne chasser que pendant l'hiver, suivant le témoignage d'Horace, *lib. epod. od. 2.*

*At cum tonantis annus hybernus Jovis
Imbres, nivesque comparat,
Aut trudit acres hinc atque hinc multâ
cane*

*Apros in obstantes plagas,
Aut amite levi rara tendit retia,
Turdus edacibus dolos,
Pavidumque leporem, & advenam laqueo
gruem,
Jucunda captat premia.*

Il y a un arrêt du parlement de Bordeaux du 23 février 1753, qui renouvelle les anciens réglemens concernant la chasse. J'ai cru que le lecteur seroit bien aise de le trouver ici.

Extrait des registres de parlement.

200. Ce jour, le procureur général du roi est entré, & a dit, &c. La cour faisant droit sur la réquisition du procureur général du roi, ordonne que les arrêts & réglemens concernant la chasse seront exécutés suivant leur forme & teneur ; en conséquence, fait très-expresses inhibitions & défenses à tous payfans ;

payfans , manants , habitants des villes & campagnes , & à toutes autres personnes quelconques du ressort , n'ayant pas droit de chasse , de chasser , tuer & prendre aucune espèce de gibier , quel qu'il puisse être , dans pas un tems ni dans pas une saison de l'année , soit de jour ou de nuit , avec fusils , chiens , furets , ni autrement , & de tendre à ce dessein aucuns lacets , rets , cedons , ni autres pièges ou appâts , comme aussi de gêner , ni souffrir que leurs chiens gênent les œufs des faisans , perdrix & autre gibier à plume , à l'exception des oiseaux de passage , & de prendre & attraper dans les trous & gîtes les jeunes levreaux & lapreaux , à peine de 500 liv. d'amende pour la première fois , & du fouet & du carcan en cas de récidive ; fait pareilles inhibitions & défenses , sous les mêmes peines & de confiscation du gibier , à tous regratiers , cocassiers , cabaretiers & revendeurs , soit des campagnes , soit des villes , d'acheter , vendre , revendre ni exposer en vente dans leurs boutiques , étaux , foires , marchés , ni aucuns autres lieux , pas une espèce de gibier ; enjoint à tous payfans , bourgeois , manants & habitants des campagnes du ressort de la cour , ainsi qu'aux gardeurs de bétail , pasteurs & bergers , d'attacher ou faire attacher au col de leurs chiens de chasse , mâtins & autres , un bâton de la longueur au moins de deux pieds , & de grosseur proportionnée , & d'un pied & demi aux autres chiens plus petits , depuis le 25 mars jusqu'au mois de septembre , afin qu'ils ne puissent prendre le jeune gibier ni détruire les nichées , à peine de 300 liv. d'amende , & de plus grande , si le cas y échet : faute de ce , permet aux gardes , prévôts des juridictions , & à tous autres quelconques , de tuer & faire tuer les chiens qui se trouveront vaguer sans bâton attaché au col pendant le susdit

Partie I.

tems ; & en cas de contravention , enjoint , tant aux juges royaux qu'à ceux des justices seigneuriales , d'informer chacun en droit soi , & de faire le procès aux coupables & contrevenants , en conformité des ordonnances , sauf l'appel tel que de droit , & que lesdites défenses subsisteront jusqu'à ce que par la cour il en soit autrement ordonné ; comme aussi enjoint , tant aux maire & jurats de la présente ville , qu'à tous autres officiers de justice & municipaux du ressort , de tenir , chacun en ce qui peut le concerner , la main à l'exécution du présent arrêt , lequel sera exécuté nonobstant toutes oppositions faites ou à faire , & sans y préjudicier , imprimé , lu , publié & affiché par-tout où besoin sera , & des exemplaires d'icelui envoyés dans tous les bailliages & sénéchaussées du ressort , pour y être enregistré , lu & publié à la diligence des substituts du procureur général du roi , qui seront tenus de certifier la cour de leurs diligences dans le mois. Fait à Bordeaux en parlement le 23 février 1753 : *signé* ROGER.

201. Le seigneur haut-justicier ou autre personne à qui le droit de chasse appartient , ayant levé une bête sur leurs terres , peuvent la poursuivre partout , même sur le territoire du seigneur dominant , comme il a été jugé par un arrêt du 17 mars 1573 , rapporté par Bacquet , *des droits de justice* , n. 13 ; le Prestre , cent. 3 , chap. 54 ; Ferrière , sur la quest. 218 de Guy Pape ; Graverol sur la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 28 , article dernier , où il fait usage de la maxime , *Ubi finis habet necessariam dependentiam à principio , spectatur ipsius principium*. Néanmoins il faut convenir que cette poursuite du gibier sur le territoire d'autrui entraîne après soi une foule de contestations. Ainsi je trouve fort sage le juge-

ment de la table de marbre de Toulouse, dont M. Boutaric fait mention dans ses instituts, liv. 2, tit. 1, §. 12, où il en rapporte la disposition en ces termes : » Les juges de la table de » marbre rendirent jugement en dernier ressort le . . . par lequel, après » les défenses faites au seigneur d'Aignan de chasser dans la terre & jurisdiction de Marfan, il fut dit que, si » le gibier levé par le seigneur d'Aignan dans sa terre, & poursuivi par » ses chiens & oiseaux, passoit dans la » terre de Marfan, le seigneur d'Aignan » seroit tenu de s'arrêter à l'extrémité » de sa terre, d'où, avant que d'entrer » dans celle de Marfan, il seroit obligé » d'envoyer un de ses domestiques sans » armes, ou autre personne de sa part, » au château du seigneur de Marfan, » pour l'avertir qu'il n'entroît dans sa » terre que pour rompre ses chiens, » ou réclamer & prendre son oiseau ; » & qu'en cas, avant d'avoir rompu ses » chiens, ou réclamé & pris son oiseau, » le gibier poursuivi viendrait à être » pris, le seigneur d'Aignan seroit tenu » de l'envoyer incontinent par un de » ses valets offrir au seigneur de Marfan dans son château, & de se retirer » ensuite, ses chiens couplés, & son » oiseau sur le poing, &c. » Voyez Boucheul sur la coutume de Poitou, art. 198, n. 15.

202. Le vassal peut chasser dans sa terre sans la permission de son seigneur, ainsi qu'il a été jugé par un arrêt du 17 mars 1573, rapporté par Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, n. 2 ; & par Chopin, *lib. 3, de privil. rust. part. 3, cap. 12, num. 4*. Il en est de même de celui qui possède un franc-aleu noble, suivant l'art. 28 du titre des chasses de l'ordonnance de 1669. *Aliud dicendum* de celui qui possède un franc-aleu roturier, lequel est compris dans la prohibition dudit art. 28.

203. La chasse est expressément défendue aux ecclésiastiques par les saints canons & par les ordonnances de nos rois ; c'est pourquoi ceux qui sont surpris en contravention ne peuvent point obtenir leur renvoi devant le juge d'église ; ils peuvent même être jugés par les officiers de la maîtrise de la table de marbre, sans l'assistance de l'official, suivant un arrêt du parlement de Bordeaux du 17 juin 1713, rapporté par la Peyrère, let. C, n. 12. Ce qui est conforme à l'art. 21 de l'ordonnance du mois de janvier 1600, qui veut que les ecclésiastiques qui s'adonnent à la chasse ne puissent se prévaloir de leurs censures & privilèges, & qu'ils soient punis de pareilles peines & amendes que les laïcs & séculiers. Voyez l'art. 35 du titre des chasses de l'ordonnance de 1669. *Ubi nota* que la défense de chasser faite aux ecclésiastiques dans le troisième concile de Tours fut ensuite restreinte à la chasse qui est accompagnée de clameur ; Clément I, *de statu monachorum*, §. *si quis verd.* Mais ce tempérament n'est point suivi en France.

204. Les habitants d'une terre ne peuvent point faire enclorre leurs héritages pour empêcher le seigneur d'y chasser, comme il fut jugé par un arrêt du parlement de Toulouse, en faveur de M. de Papus, conseiller audit parlement, & seigneur de Cugnaux.

205. Le justiciable & le tenancier ne peuvent point prescrire le droit de chasse contre le seigneur justicier & contre le seigneur direct ; la Peyrère, let. C, n. 12. Voyez Graverol sur la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 28, art. 3.

206. Il a été jugé par deux arrêts du parlement de Paris, l'un du 14 février 1698, & l'autre du 14 février 1718, rapportés par Ferrière, en son dictionnaire de pratique, *verbo* Chasse, que le

fermier judiciaire ne peut chasser ni faire chasser sur les terres mentionnées dans son bail , parce que la chasse est un droit honorifique attaché à la personne du seigneur.

207. Au reste les défenses concernant la chasse ne portent que sur le gibier , comme sont les faisans , perdrix , lièvres , lapins , chevreuils , cerfs , biches , gelinotes , &c. & non pas sur les bêtes féroces & oiseaux de passage , qu'il est permis à tout le monde de tuer.

On peut voir , au sujet de la chasse , la Roche , *des droits seigneuriaux* , ch. 28 , & *ibi* Graverol ; M. Salvaing , *de l'usage des fiefs* , chap. 36 ; Brodeau sur Louet , let. F , fom. 13 ; & le titre des chasses de l'ordonnance des eaux & forêts de l'année 1669.]

208. CHASTEAU , CHASTEL , est une place d'honneur & de sûreté , propre aux seigneurs qui ont fiefs de dignité.

209. Celui qui a le château ou principal manoir d'une terre ou seigneurie est présumé avoir la juridiction & la justice , s'il n'appert du contraire.

210. Les vassaux & tenanciers dans l'étendue de la terre n'y peuvent bâtir d'autres châteaux & forteresses sans le consentement de leurs seigneurs. Cette maxime est absolument vraie à l'égard des tenanciers : à l'égard des vassaux , les arrêts le leur ont quelquefois permis : mais , comme dit Brodeau , le vassal , en bâtissant un château , est toujours présumé vouloir insulter ou dominer , ou au moins égaler son seigneur. Les arrêts ne lui accordent guères la permission dont il s'agit , contre le gré & sans le consentement du seigneur.

211. Les reliques , les livres des chapelles , les ornements , les tableaux , statues posées sur bases à perpétuelle demeure , l'horloge , l'artillerie , sont censés choses inhérentes aux châteaux ,

& par conséquent immeubles. *Voyez* M. de Ferrière sur l'art. 90 de la coutume de Paris.

212. Il faut observer que les châteaux des seigneurs , même les plus puissants , ne sont plus aujourd'hui que des maisons de campagne , tout au plus environnées de fossés pour la sûreté de la maison. Autrefois c'étoient de vraies forteresses où les seigneurs se renfermoient avec vivres , munitions de guerre , artillerie , troupes , & tout ce qui est nécessaire pour soutenir un siège. La France étoit pleine de ces forteresses ; mais l'abus qu'en faisoient souvent les seigneurs , & contre l'autorité royale , & contre le repos & la tranquillité des peuples , a engagé le gouvernement à faire raser toutes ces dangereuses forteresses ; & on ne permet plus aux seigneurs de se fortifier , comme autrefois , dans leurs maisons , si ce n'est sur les frontières , pour arrêter les courses des ennemis de l'état. Au surplus , *voyez* ci-après Forteresses , Fossés.

* 213. CHASTELAINS. Ce terme a une double signification ; car tantôt il est employé pour désigner certains seigneurs qui ont droit d'avoir maison forte avec territoire ; & d'autres fois il signifie les officiers du seigneur châtelain , qu'on appelle pour cette raison juges châtelains.

214. Or , pour bien comprendre ceci , il faut remarquer que les grands seigneurs du royaume , comme les ducs & les comtes , ayant un territoire trop étendu , ils furent contraints de se décharger d'une partie sur des officiers qu'ils envoyoient dans les bourgades éloignées pour y rendre la justice , & les maintenir dans leur obéissance. Ces officiers furent appelés châtelains , parce qu'ils étoient capitaines des châteaux des ducs & des comtes , & qu'ils rendoient la justice dans la basse-cour desdits châteaux , comme autrefois on

la rendoit chez les Juifs aux portes des villes. Ces châtelains ayant par ce moyen l'autorité & la force en main, ils n'eurent pas beaucoup de peine à usurper la propriété de leur charge, & la seigneurie du territoire qui leur avoit été confiée ; ainsi, de simples officiers, ils devinrent seigneurs.

215. Quoique régulièrement les châtelains aient la haute justice annexée à leur seigneurie, il y a néanmoins plusieurs provinces, comme Anjou, le Maine, Blois, le pays de Forez & le Dauphiné, où ils n'ont que la basse justice. *Voyez* Papon, en ses arêts, livre 7, tit. 7, article 41 ; Guy Pape, décis. 285 ; & Salvaing, *de l'usage des fiefs*, part. 2, chapit. 57. Ainsi, dans lesdites provinces, les châtelains ne connoissent des causes civiles que jusqu'à soixante sols, & des causes criminelles dont l'amende n'excède pas la même somme.

216. Nous avons dit ci-dessus, en parlant des barons, qu'ils ont rang au dessus des châtelains dans tout le royaume ; nous ajouterons ici qu'ils ont encore deux prérogatives qui les distinguent desdits châtelains. La première est que les barons ont sans difficulté droit de haute justice, au lieu que les châtelains ne devraient avoir que la basse justice à laquelle ils sont effectivement réduits dans plusieurs provinces. La seconde est que les barons ont droit de ville close, au lieu que les châtelains ne peuvent avoir que château ou maison forte.

217. Outre les châtelains dont nous venons de parler, il y en a encore d'autres qu'on appelle châtelains royaux, dont les appellations sont portées par-devant les baillifs & sénéchaux, & qui connoissent en première instance de toutes les causes & délits dont la connoissance n'est pas réservée aux baillifs.]

218. CHASTELLENIE, est l'étendue de la terre & de la justice d'un seigneur châtelain : c'est le territoire sujet à la justice dans toutes les dépendances du château auquel, comme au chef-lieu & manoir principal du fief, réside l'honneur de la domination du seigneur.

219. CHAUFFAGE, est le droit que les seigneurs, les communautés, & même des particuliers, ont de faire couper du bois pour leur provision dans les forêts d'autrui.

220. Ceux qui ont droit de chauffage ne peuvent prendre du bois qu'autant qu'ils en ont besoin pour leur usage : de plus, ils ne peuvent pas prendre toute sorte de bois, mais seulement du bois mort, ou du mort bois des neuf espèces désignées par l'ordonnance des eaux & forêts de 1669.

221. Le droit de chauffage est personnel ; c'est pourquoi le droit de chauffage accordé à des religieuses se perd par la translation de leur monastère, sans qu'elles le puissent vendre ni céder à d'autres. *Voyez* Henrys, tom. 1, liv. 3, chap. 3, quest. 35.

222. Quoique le droit de chauffage se doive prendre en espèce, cependant, dans les terres des seigneurs, il est de la bonne administration de le convertir, autant qu'il est possible, en argent, & de faire à cet égard ce que le roi a fait dans ses forêts. Aucune personne, seigneurs, officiers & autres n'y peuvent prendre le chauffage en espèces : ceux qui en avoient le droit bien établi ont dû être dédommagés ; & ceux qui possédoient ce droit à titre onéreux ont été déchargés des redevances & autres devoirs dont ils étoient tenus à cet égard. *Voyez* les articles 1, 2, 3 & 4 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669.

223. Le chauffage en espèce, suivant la même ordonnance, art. 5, & 6,

n'a été conservé qu'aux abbayes, chapitres, hôpitaux, & autres communautés ecclésiastiques, auxquels nos rois l'avoient accordé pour cause de fondation ou dotation; encore faut-il que la nature des forêts le permette; car, si le chauffage nuisoit & portoit un préjudice notable, on le paie en argent, suivant la liquidation qui en est faite au conseil.

224. Si le droit de chauffage a été donné par aumône aux communautés ecclésiastiques, il se paie toujours en argent. *Voyez* l'article 6 de l'ordonnance ci-dessus.

* 225. CHEF-CENS, est la première redevance qu'on paie en reconnaissance de la seigneurie directe, & qui emporte lods & ventes; à la différence du sur-cens, qui est un second cens imposé par l'emphytéote sur l'héritage censuel après le chef-cens, lequel ne produit aucun droit seigneurial.

226. CHEF-LIEU, est le principal manoir d'un fief. C'est-là où le vassal doit présenter au seigneur l'aveu & dénombrement, & faire la foi & hommage.]

227. CHEF-SEIGNEUR, est le seigneur d'un fief d'où relèvent d'autres fiefs. A proprement parler, le roi est seul le chef-seigneur par excellence de tous les fiefs. Les autres seigneurs n'ont cette qualité que par rapport aux arrière-fiefs qui relèvent d'eux.

228. CHEMAGE. C'est une espèce de péage qui se paie à Sens pour le chemin & le passage. L'abbaye de S. Pierre-le-Vif de Sens a été exemptée de ce droit par arrêt du 18 avril 1387.

229. CHEMIER. Dans les coutumes de Poitou & de Saint-Jean d'Angely, en partage de fiefs, on appelle chemier, parmi les frères co-héritiers, le frère aîné, comme qui diroit le chef

de la succession; les puînés sont parageurs. *Voy.* les art. 30, 49, 95, 125 de la coutume de Poitou, les art. 22, 30, 107 de celle de Saint-Jean d'Angely.

230. CHEMIN, signifie route pour aller d'un lieu à un autre. Les chemins qui, hors des villes, servent de routes sont publics ou particuliers. Nous ne traiterons ici de cette matière, que relativement à l'intérêt qu'y peuvent prendre les seigneurs.

231. Les grands chemins qu'on appelle royaux, leur entretien, les délits qui s'y commettent, ne sont point matières de la compétence du seigneur, ni des juges seigneuriaux. La connoissance en appartient absolument aux juges royaux & aux trésoriers de France, chacun à leur égard.

232. Quant aux chemins particuliers qui se trouvent dans l'étendue d'une seigneurie, ils appartiennent sans contredit aux seigneurs hauts-justiciers, qui, pour l'utilité publique, sont censés avoir donné les terrains nécessaires pour former ces chemins: en conséquence, ils ont sur iceux tous droits de voirie & de police; & à leurs juges appartient la connoissance des excès & délits qui s'y peuvent commettre, hors les cas royaux.

233. Quantité de nos coutumes accordent aux seigneurs hauts-justiciers la propriété des chemins qui se rencontrent dans leurs seigneuries. Amiens, art. 114; Artois, art. 5; Montreuil, art. 19; Senlis, art. 272 & autres.

234. Autrefois les seigneurs étoient chargés de l'entretien des grands chemins qui passoient dans leurs seigneuries: à cet effet sa majesté leur avoit accordé les droits de péage, barrage, travers & autres de cette espèce; mais comme les seigneurs percevoient les droits, & ne remplissoient point les charges, S. M. pour le bien du public & du

n'a été conservé qu'aux abbayes, chapitres, hôpitaux, & autres communautés ecclésiastiques, auxquels nos rois l'avoient accordé pour cause de fondation ou dotation; encore faut-il que la nature des forêts le permette; car, si le chauffage nuisoit & portoit un préjudice notable, on le paie en argent, suivant la liquidation qui en est faite au conseil.

224. Si le droit de chauffage a été donné par aumône aux communautés ecclésiastiques, il se paie toujours en argent. *Voyez* l'article 6 de l'ordonnance ci-dessus.

* 225. CHEF-CENS, est la première redevance qu'on paie en reconnaissance de la seigneurie directe, & qui emporte lods & ventes; à la différence du sur-cens, qui est un second cens imposé par l'emphytéote sur l'héritage censuel après le chef-cens, lequel ne produit aucun droit seigneurial.

226. CHEF-LIEU, est le principal manoir d'un fief. C'est-là où le vassal doit présenter au seigneur l'aveu & dénombrement, & faire la foi & hommage.]

227. CHEF-SEIGNEUR, est le seigneur d'un fief d'où relèvent d'autres fiefs. A proprement parler, le roi est seul le chef-seigneur par excellence de tous les fiefs. Les autres seigneurs n'ont cette qualité que par rapport aux arrière-fiefs qui relèvent d'eux.

228. CHEMAGE. C'est une espèce de péage qui se paie à Sens pour le chemin & le passage. L'abbaye de S. Pierre-le-Vif de Sens a été exemptée de ce droit par arrêt du 18 avril 1387.

229. CHEMIER. Dans les coutumes de Poitou & de Saint-Jean d'Angely, en partage de fiefs, on appelle chemier, parmi les frères co-héritiers, le frère aîné, comme qui diroit le chef

de la succession; les puînés sont parageurs. *Voy.* les art. 30, 49, 95, 125 de la coutume de Poitou, les art. 22, 30, 107 de celle de Saint-Jean d'Angely.

230. CHEMIN, signifie route pour aller d'un lieu à un autre. Les chemins qui, hors des villes, servent de routes sont publics ou particuliers. Nous ne traiterons ici de cette matière, que relativement à l'intérêt qu'y peuvent prendre les seigneurs.

231. Les grands chemins qu'on appelle royaux, leur entretien, les délits qui s'y commettent, ne sont point matières de la compétence du seigneur, ni des juges seigneuriaux. La connoissance en appartient absolument aux juges royaux & aux trésoriers de France, chacun à leur égard.

232. Quant aux chemins particuliers qui se trouvent dans l'étendue d'une seigneurie, ils appartiennent sans contredit aux seigneurs hauts-justiciers, qui, pour l'utilité publique, sont censés avoir donné les terrains nécessaires pour former ces chemins: en conséquence, ils ont sur iceux tous droits de voirie & de police; & à leurs juges appartient la connoissance des excès & délits qui s'y peuvent commettre, hors les cas royaux.

233. Quantité de nos coutumes accordent aux seigneurs hauts-justiciers la propriété des chemins qui se rencontrent dans leurs seigneuries. Amiens, art. 114; Artois, art. 5; Montreuil, art. 19; Senlis, art. 272 & autres.

234. Autrefois les seigneurs étoient chargés de l'entretien des grands chemins qui passaient dans leurs seigneuries: à cet effet sa majesté leur avoit accordé les droits de péage, barrage, travers & autres de cette espèce; mais comme les seigneurs percevoient les droits, & ne remplissoient point les charges, S. M. pour le bien du public & du

commerce, a pris la direction générale de tous les grands chemins, dont il confia d'abord le soin & la police à un grand voyer créé par édit de 1599, dont les fonctions ont été depuis réunies aux offices des trésoriers de France par les édits de 1626 & 1635.

235. La largeur des grands chemins royaux est fixée par plusieurs réglemens, & notamment par l'arrêt du conseil d'état du 3 mai 1720. Mais rien n'est plus incertain dans les coutumes que la largeur des chemins seigneuriaux. Quelques coutumes, comme celle de Clermont, art. 226, leur donnent cinq pieds, d'autres quatre. Celle d'Anjou, art. 60, ne leur donne qu'un pied de largeur, ce qui vient sans doute de la différence des terrains. Il est facile, en ce cas, à chacun de se régler suivant ce qui lui est prescrit par sa coutume.

236. L'article 153 de l'ancienne coutume de Boulonnois défend à tous particuliers de planter aucuns arbres sur les chemins sans la permission du seigneur, à peine d'amende. L'article précédent décide que, si aucuns arbres s'accroissent sur ledit chemin, ils appartiendront au seigneur féodal. Voy. encore Montreuil, art. 19.

237. Quand il y a difficulté entre le seigneur & le propriétaire de l'héritage voisin du chemin, pour sçavoir à qui les arbres accrus sur lesdits chemins appartiennent, on examine si les arbres sont du côté de l'héritage, un fossé entre le chemin & l'héritage; alors il y a lieu de décider que les arbres sont au propriétaire de l'héritage; si au contraire les arbres sont du côté du chemin, séparé de l'héritage par un fossé, alors ils sont dans l'emplacement des chemins, & appartiennent au seigneur.

238. Le passage sur les chemins des seigneuries qui ont droit de blairie,

sur les buissons le long desdits chemins, appartient au seigneur qui a la blairie. Voyez Blairie.

239. Tous chemins publics & particuliers sont imprescriptibles : ainsi on ne peut pas, de son autorité privée, s'emparer d'un chemin quoiqu'abandonné depuis long-tems, *populus non utendo viam publicam amittere non potest*. Par le même principe, ceux qui ont coupé & rogné les chemins pour aggrandir leurs héritages, peuvent être contraints de les rétablir, quoiqu'ils en aient joui depuis trente ans. Bouvot, tom. 2, verbo Chemin, quest. 2.

240. Un arrêt du Parlement de Bretagne, du 22 juillet 1642, ordonne entr'autres choses aux propriétaires des héritages voisins des chemins de cette province, où il se trouvera des bourniers & des concavités, de les remplir de pierres ou graviers qu'ils pourront à cet effet prendre aux lieux publics, ou pierreries proche des lieux, sans que les seigneurs ou propriétaires les en puissent empêcher, ni qu'à cet égard on puisse prétendre d'eux aucune chose.

241. Un arrêt du 16 mars 1571, rapporté par la Rocestavin, liv. 3, L. S. tit. 4, arr. 4, condamne des propriétaires d'héritages à donner un chemin pour aller à une fontaine, de telle largeur & espace que deux personnes puissent aller de front l'une à côté de l'autre.

242. Un voiturier passant avec son charriot dans des terres ensemencées, ou prés qui ne doivent chemin, peut être arrêté pour l'amende, s'il ne laisse un de ses chevaux, ou ne donne caution; arrêt du parlement de Dijon, du 15 juin 1707; Bouvot, tom. 2, verbo Mesus, quest. première. Cet arrêt a été suivi d'un autre au même parlement, du 2 mai 1608, qui a décidé qu'il n'est permis à personne de se faire chemin à travers les terres & les prés.

243. Un arrêt du conseil d'état du 9 mars 1633, défend à tous particuliers d'ouvrir carrière, tirer sable à la distance de quinze toises des grands chemins, pour éviter les ruines que telles excavations pourroient y occasionner. Les motifs de sûreté publique, qui ont dicté cet arrêt pour les grands chemins, doivent le faire exécuter pour les chemins seigneuriaux; & si le cas arrivoit, le procureur fiscal de la seigneurie seroit bien fondé à s'opposer qu'on ne fit de semblables entreprises le long des chemins de la seigneurie.

244. CHEPAGE & CHEPIER. Dans l'ancien langage signifie géole & géolier. Hainault, chap. 23, 35, 70. Voyez Prisons seigneuriales.

245. CHEVAGE; c'est un droit de douze deniers parisis dû au roi ou aux seigneurs dans le Vermandois sur chaque homme marié qui est bâtard ou aubain. Il est fait mention d'un semblable droit dans le procès verbal de la cour. de Laon, sur le titre premier.

246. CHEVAL DE SERVICE La loi des fiefs obligeoit les vassaux à faire le service militaire auprès de leurs seigneurs : dans quelques coutumes elle les obligeoit également à leur fournir des chevaux pour aller à la guerre, & c'est ce qu'on appelle cheval, roussin de service.

247. Ce cheval n'étoit dû par le vassal qu'une fois en sa vie : il étoit dû, ou à chaque mutation de seigneur, ou à chaque mutation de vassal, ou pour toutes les deux, comme il est réglé par les coutumes d'Anjou & du Maine.

248. Dans la coutume du grand Perche, le cheval de service n'est dû qu'à chaque mutation de vassal, & ne doit être payé qu'après la foi & hommage faite.

249. Anciennement ce cheval se

donnoit en nature, mais par la suite il a été évalué en argent, proportionnellement à la valeur des fiefs tenus de ce devoir. Dans les coutumes de Montargis & d'Orléans, il a été estimé 60 livres, & n'est point dû, à moins que le fief ne vaille de revenu annuel la somme de dix livres tournois & au-dessus. Dans les coutumes d'Anjou & du Maine, le cheval de service est évalué cent sols, s'il n'est abonné plus ou moins, & ainsi des autres coutumes où ce devoir a lieu.

250. Dans la coutume de Poitou, art. 166, 168, 183, 185, il y a, outre le cheval de service, des chevaux traversants. Ce sont ceux que perçoit le seigneur pendant l'année du rachat, des arrières-vassaux du vassal décédé, dont la mort a donné lieu au rachat. Ils sont regardés comme fruits du fief qui tombent en rachat. Dans la même coutume de Poitou, il y a encore des chevaux de rencontre. Voy. l'art. 187, ce sont ceux qui sont dûs quand le seigneur & le vassal décèdent dans la même année, & quand de part & d'autre il y a ouverture de fief.

251. Ce que nous venons d'observer sur cet article, prouve que les coutumes où le cheval de service est dû, ne sont point uniformes, ni sur l'évaluation du cheval, ni sur les mutations où il est dû. Chacun doit suivre ce qui est prescrit par sa coutume.

252. CHEVALERIE. Mot ancien qui signifioit autrefois ce qu'on appelle aujourd'hui la noblesse, & qui vient de ce que les principaux exercices de la noblesse étoient la guerre, les joutes, les tournois qui se faisoient à cheval. On a fort bien distingué la chevalerie en quatre espèces : la *militaire* qui s'acquéroit par les armes, & qui ne se conféroit qu'avec de grandes cérémonies qu'on verra au mot Chevalier ci-après. La *régulière* où l'on

s'engageoit à porter un certain habit , à prendre les armes pour favoriser la religion , ou pour défendre les pèlerins qui alloient aux saints lieux , tels sont les chevaliers de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem , tels étoient les chevaliers de l'ordre Teutonique. *L'honneur* qui est celle que les princes se communiquent entr'eux , & dont ils favorisent les premiers seigneurs de leurs cours. *La sociale* , qui n'est qu'une institution particulière de gens qui s'associent sous un titre , sous des vues sérieuses ou badines , comme les Rose-Croix , les Fréze-Maçons.

253. Dans le premier de ces quatre sens , on distingue deux sortes d'ancienne chevalerie : la première , qui composoit en général le fonds de la noblesse , sous différents titres d'honneur & d'offices , & qui avoient mérité cette distinction par des services ou par quelques actions éclatantes. Les femmes même l'obtenoient quelquefois , comme il arriva au siège de Tortone en 1149 à celles qui délivrèrent cette ville des Mores. La seconde sorte de chevalerie étoit celle dont les chevaliers s'engageoient particulièrement à la défense des dames , des orphelins , des malheureux opprimés , &c. ; tels étoient les chevaliers de la Table ronde , institués , dit-on , par le roi Artus , au nombre de cent hommes & de cent femmes qui mangeoient à une table ronde pour éviter les différends de la préséance ; tels étoient encore ceux qu'on a nommé Chevaliers Errants , qui passoient leur vie à chercher de glorieuses aventures , & si bien tournés en ridicule dans l'ingénieux roman de Dom Quichotte. Voyez l'histoire des ordres de Chevalerie , imprimé à Paris en 1694.

254. CHEVALIER. C'est proprement , dit Nicod , un homme qui est , ou qui va à cheval ; mais ce mot ,

continue cet auteur , » est pris plus » étroitement pour celui qui est or- » donné ou décoré par le roi , ou au- » tre ayant droit de ce faire , des ar- » mes ou ornements de chevaliers , en » quoi anciennement étoient usitées les » cérémonies de raser tout le poil au » nouveau chevalier , le baigner au » bain , le coucher dans un lit de pa- » rement , le vêtir de pourpoint de » couleur cramoisie , le chauffer de » chausse de brunette , le ceindre de » baudrier & d'épée , ou le lui pendre en » écharpe de l'épaule droite , descen- » dant sur le côté gauche , lui chauffer » des éperons dorés , le faire veiller en » une chapelle , lui donner l'accolée , le » frapper de son estoc nud sur l'épaule ; » mais à présent presque toutes lesdites » cérémonies sont désuétées. Selon » cela on trouve ces phrases , cheva- » lier d'accolée , chevalier aux épe- » rons dorés , chevalier de bataille , de » rencontre & d'assaut , qui est la plus » honorable facture de chevalier , ores » que pour urgence & précipitation de » l'occasion occurrente , bien peu des- » dites cérémonies y fussent observées ; » & les faisoit en telles occasions le » roi , parce que l'ordre par eux nou- » vellement pris les obligeoit à faire » plus grand devoir & effort de leurs » personnes esdites batailles , rencon- » tres & assauts , que s'ils n'eussent reçu » l'ordre de chevalerie.

255. Avant de parvenir à cette cérémonie , le candidat passoit par de longues épreuves ; dès sa plus tendre jeunesse on le mettoit auprès de quelque chevalier distingué ; il servoit d'abord en qualité de page. A quatorze ans il entroit parmi les écuyers ; alors il suivoit son maître à la guerre , portoit ses armes , paroît les coups qu'on lui portoit , & recevoit les prisonniers qu'il faisoit dans les combats ; en tems de paix , les jeunes écuyers s'exerçoient

aux

aux joutes , aux tournois ; & enfin après avoir donné des preuves authentiques de leur valeur dans les combats , & de leur couitoisie auprès des dames , ils étoient admis à la dignité de chevalier. Ils y parvenoient ordinairement à l'âge de vingt un ans , & on n'avançoit ce terme qu'en faveur des princes fils de rois.

256. On distinguoit les chevaliers en deux classes, les chevaliers bannerets & les bacheliers. Le banneret étoit celui qui étoit assez puissant pour lever à ses dépens cinquante hommes d'armes ; le bachelier étoit celui qui n'avoit pas assez de bien pour faire cette dépense. Le banneret portoit la bannière quarrée, au lieu que le bachelier la portoit prolongée en deux pointes ; lorsqu'il se trouvoit en état de devenir banneret , il présentoit la bannière au roi ou au général de l'armée qui coupoit les deux pointes , & la lui rendoit quarrée.

257. Le chevalier banneret avoit le privilège d'avoir un cri d'armes, de manger à la table du roi , de porter la lance , le hautber , la double cotte de maille , la cotte d'armes , l'or , le vair , l'hermine , le velours & l'écarlate. Il avoit sur sa maison la girouette quarrée ; celle du bachelier , ainsi que sa bannière , étoit à pointe.

258. L'ancienne chevalerie , comme on voit , jouissoit des plus brillantes prérogatives ; mais si un chevalier avoit le malheur de se deshonoré par quelque action infamante , on le dégradait publiquement avec la plus grande ignominie , & avec des cérémonies terribles ; les moindres fautes , pour peu qu'elles attaquaient l'honneur , suffisoient pour exclure un chevalier de la table de ses confrères ; chacun étoit en droit de venir couper la nappe devant lui. *Voyez la nouvelle Histoire de France de l'abbé de Velly , t. 4 , pag. 3 & suiv.*

1 art. I.

259. CHEVEL, CHEVET. Dans les coutumes , ces mots signifient chef , supérieur. En ce sens on dit seigneur chevel pour seigneur suzerain , lieu chevel pour chef-lieu. Ce mot n'est guères employé que dans la coutume générale de Normandie , & dans quelques-unes de ses coutumes locales.

* 260. CHEVROTAGE , est un droit qu'ont certains seigneurs sur leurs tenanciers , à cause des chèvres ou chevreaux qu'ils nourrissent dans leurs terres. *Voyez Despeisses , des droits seigneuriaux , tit. 6 , sect. 11.]*

261. CHESE. Ce que dans les autres coutumes on appelle le vol du chapon ; dans celles de Tours , de Lodunois , du Mans , on l'appelle le chesé. Dans la coutume de Tours , en partage de fiefs simples , entre frères , le chesé appartient à l'aîné , & consiste en deux arpents de terre autour du château. *Voyez l'article 260 ; & suivant l'article 295 , en succession de comté , vicomté & baronnie , le chesé est de quatre arpents de terre autour du château.*

262. CHIENS. PART DE CHIENS. Dans quelques anciennes chartres françoises , c'est la charge que les seigneurs imposoient à leurs tenanciers , de nourrir leurs chiens de chasse. Dans la coutume de Châteauneuf en Berry , on perçoit un droit de caninage. Il se paie au seigneur pour la permission qu'il accorde à ses sujets d'avoir des chiens chez eux. *Voyez le Glossaire du Droit François.*

263. CHŒUR DES ÉGLISES PAROISSIALES. *Voyez Cancel , Bancs , Sépulture.*

264. CIVERAGE. C'est un droit seigneurial qui consiste en grains , avoine , ou en gelines. Les seigneurs hauts-justiciers à qui pareil droit appartient , le perçoivent sur les habitants & justiciables de leurs seigneuries qui ont des bestiaux , pour la

liberté de les mener paître & pâturer dans les places communes, les chemins, les terres vaines & vagues de la seigneurie. Civerage est la même chose que la blairie. *Voyez* Blairie.

265. CLAIN, CLAME, dans la plupart des coutumes, signifie l'ajournement qu'on donne à quelqu'un pour comparoître en justice. Dans ce sens, clamer veut dire assigner. Mais dans la coutume de Nivernois, tit. 15, art. 13, ces mots signifient l'amende dûe au seigneur justicier pour dommage de bêtes fait sur les héritages d'autrui. Cette amende est de vingt deniers tournois. *Voyez* encore Auvergne, chap. 28, art. 6, 12, 13, 14, 17, 21, 22, où clame signifie la même chose.

266. CLAMEUR DE HARO. C'est proprement un cri que fait celui qui souffre une violence, & qui implore le secours public. Mais relativement aux droits seigneuriaux, le haro s'entend quelquefois, en Normandie, du droit qu'a le seigneur haut-justicier de se faire payer par ceux qui n'ont pas obéi à la clameur de haro, & qui le pouvant n'ont pas saisi le malfaiteur sur lequel on crioit le haro.

267. CLEFS. *Voyez* Ceinture.


268. CLOTURE DE TERRIER. Quand un terrier est fini, le seigneur qui l'a fait faire doit le vérifier s'il le peut par lui même, sinon le faire vérifier par gens dont il connoît l'intelligence & la capacité. *Voyez* Vérification de terrier. Après cette opération, il faut faire clore le terrier par le juge royal qui a entériné les lettres; à cet effet on lui présente requête, sur laquelle intervient un jugement au bas d'icelle, par lequel, vu la requête & les pièces y énoncées, il est ordonné que le terrier demeurera clos, en conséquence, qu'il sera exécuté selon sa forme & teneur. Ensuite on remet la requête & le jugement au notaire qui a

fait le terrier, afin qu'il les joigne à ses autres minutes, & afin qu'il les mette en grosse à la fin du terrier.

269. CO-DECIMATEURS. Ce sont plusieurs seigneurs qui perçoivent les dixmes d'une même paroisse; ils sont tenus de payer la portion congrue au curé qui n'a point de gros, ou un supplément quand le gros n'est pas suffisant.

270. Chaque décimateur est tenu solidairement de fournir la portion congrue ou le supplément, sauf à lui, après avoir payé, à poursuivre les autres pour leur part & portion. Il en est de même des co-décimateurs de dixmes inféodées pour les réparations du chœur des églises paroissiales, fournitures d'ornements & de livres, dont cependant ils ne sont tenus qu'en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, & subsidiairement après avoir épuisé la dixme ecclésiastique. *Voyez* les édits de 1686 & 1695.

271. COHUAGE, est un droit qui se loue & se prend sur les marchés, anciennement appelés *cohues*; on peut connoître ce que c'est que ce droit par l'extrait qui suit d'un ancien aveu rendu en 1473 par M. de la Trimouille au comte d'Anjou. . . . *item*, somme de beurre venant de Bretagne, doit deux deniers d'entrée, maille de coutume, & un denier de cohue. . . . La cohue est donc un marché; & par ce qu'on vient de rapporter, il est clair que le droit de cohue est différent de celui de commende. *Voyez* le *Glossaire du Droit François*.

 272. COLOMBIER, est un lieu destiné à tenir des pigeons. Il y en a de deux sortes, sçavoir, les colombiers bâtis sur piliers, & les colombiers à pied.

273. Les colombiers bâtis sur piliers ou sur solives, sont ceux qui ont des paniers dans le haut seulement. Les co-

lombiers à pied sont ceux qui , bâtis en forme de tour , ont des paniers depuis le haut jusqu'au rez-de-chaussée.

274. *Columbarum amore insaniunt multi , & super tecta exadificant turres iis*, dit Pline , en son *histoire Naturelle*, liv. 10 , chap. 37. Ce qui fait bien voir la passion extraordinaire que les hommes ont eue dans tous les siècles pour ces animaux. Les seigneurs l'ont poussée si loin , qu'ils se sont persuadés que le droit d'avoir des pigeonniers ou colombiers leur appartenait comme un droit attaché au fief ou à la justice , à l'exclusion de leurs vassaux. Néanmoins les arrêts rapportés par M. d'Olive , liv. 2 , chap. 2 , ont jugé que ce droit étoit commun au seigneur & au vassal. En effet , la faculté de bâtir pigeonnier paroît très-conforme au droit commun , suivant lequel chacun a la liberté de faire dans son propre fonds ce qui peut servir à son utilité ou à son plaisir. Ce qui a fait dire à Chopin , *lib. 3 , de dom. tit. 22. Columbaria superioris domini insignia esse , eaque duntaxat superioribus dominis competere nugatorium est , nisi contrarium suggerat consuetudo , aut lex prædicto clienterali dicta*. Il faut donc en cette matière suivre la disposition de chaque coutume , ou la loi du contrat emphytéotique.

275. Sur quoi je remarque qu'il n'y a guère rien de moins uniforme dans le royaume que l'usage des colombiers. La coutume de Paris , art. 69 & 70 ne permet de bâtir colombier à pied qu'au seigneur haut-justicier ayant censive , & au seigneur féodal ou censier ayant cinquante arpens de terre. Ces conditions manquant , le seigneur haut-justicier & le seigneur féodal n'ont point droit de colombier à pied ; ainsi à cet égard ils sont au niveau des autres particuliers , c'est à-dire , qu'ils ne peuvent bâtir des colom-

biers que sur piliers ou solives.

276. Celle de Bretagne , art. 389 ; porte qu'il n'est permis à aucun de faire fuye ou colombier , s'il n'en avoit eu anciennement par pied ou sur piliers , ayant fondemens élevés sur terre , ou s'il n'a trois cens journaux de terre pour le moins , en fief ou domaine noble , aux environs de la maison en laquelle il veut faire ladite fuye ou colombier ; & ores qu'aucun auroit ladite étendue , n'en pourra toutefois faire bâtir de nouveau s'il n'est noble ; & ne sera loisible à aucunes personnes , de quelque qualité qu'elles soient , d'avoir ni faire tries , trapes ou autres refuges pour retirer , tenir nourrir des pigeons aux maisons des champs , sur peine d'être démolies par justice du seigneur du fief ou supérieur , & d'amende arbitraire.

277. Il y a d'autres coutumes ; comme Bourgogne , chap. 14 , & Nivernois , tit. des colombiers , art. 1 , qui en font un droit de haute-justice ; c'est pourquoi elles veulent que personne ne puisse avoir colombier à pied sans la permission du seigneur justicier.

278. Celle de Normandie ne permet qu'un seul colombier en chaque fief de haubert , en forte que si le fief vient à être divisé , le droit de colombier doit demeurer à l'un des héritiers , suivant l'article 137 de ladite coutume ; le seigneur ne peut pas même permettre d'en bâtir , à moins qu'il n'y renonce pour soi-même , suivant les arrêts du parlement de Rouen rapportés par Berault sur ledit article. Voyez l'art. 168 de la coutume d'Orléans , & celle de Tours , art. 37.

279. A l'égard des pays régis par le Droit écrit , on y tient pour règle générale , qu'il n'y a que le seigneur justicier ou le seigneur féodal qui aient droit de faire bâtir colombier à pied. La raison est , parce que cette sorte de

colombier est une marque seigneuriale. *Columbarium rotundum*, dit Chopin, *lib. 3, de doman. tit. 22, n. 7, tam in altum quàm in profundum, specimen domaniorum feudalium & nobilitium insignium proprium*. C'est pourquoy, quand même la coutume ne donneroit pas la faculté prohibitive au seigneur, il seroit en droit d'empêcher le justiciable ou l'emphytéote de bâtir de cette espèce de pigeonniers; Graverol, sur la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 32. Ainsi l'arrêt du parlement de Bordeaux, du 9 juillet 1698, rapporté par la Peyrère, lettre I, n. 84, *in not.* par lequel il fut jugé que le vassal peut bâtir pigeonniers, à moins que le seigneur n'ait un titre prohibitif, doit être entendu des pigeonniers bâtis sur piliers ou sur solives, lesquels n'emportent aucune marque seigneuriale, & font partie des droits utiles des emphytéotes. *Vide eund.* lettre P, n. 38.

280. Les particuliers sans fief ni justice peuvent donc tenir colombiers, pourvu qu'ils ne soient pas bâtis en forme de tour, ayant boulins ou paniers depuis le haut jusqu'au rez-de-chaussée, qu'ils n'aient ni creneaux, ni girouettes quarrées, ou autres marques seigneuriales, & qu'ils aient une certaine quantité de terres labourables pour nourrir leurs pigeons. *Voyez Brodeau & les autres Commentateurs sur la coutume de Paris*, art. 70.

281. Suivant l'usage du Dauphiné, attesté par M. Salvaing, chap. 3, les gentilshommes, soit qu'ils aient fief ou non, sont en droit de bâtir des colombiers, même à pied, sans la permission du haut-justicier; mais les roturiers n'en peuvent avoir, même sur piliers, sans la permission du seigneur, quel qu'étendue qu'ils aient de terres labourables; ce qui étant une exception au droit commun, ne doit point être tiré

à conséquence pour les provinces où l'usage n'a rien déterminé là-dessus.

282. Mais il ne faut pas cependant s'arrêter à l'opinion de Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, n. 32, & liv. 18, tit. 9, art. 2, où il dit qu'un voisin ne peut empêcher l'autre de construire colombier en son fonds, quoiqu'il lui soit préjudiciable, & que le propriétaire n'ait aucun fonds à l'entour, par la raison de la loi *Proculus*, ff. de damn. infect. Car il seroit injuste de prétendre qu'un voisin fût obligé de nourrir les pigeons de l'autre. D'ailleurs on ne peut disconvenir que la grande quantité de pigeons intéresse le public, soit à cause du dommage qu'ils font dans les terres nouvellement ensemencées, soit parce qu'ils consomment beaucoup de grains pour leur nourriture; ce qui peut causer la cherté.

283. Quoique Justinien ait mis les pigeons au nombre des animaux naturellement sauvages, qui, selon le droit naturel, *cedunt primo occupanti*, néanmoins l'habitude qu'ils ont de voler & reveler, les fait considérer dans l'usage comme des animaux domestiques: c'est pourquoi il est expressément défendu de tirer sur les pigeons, à peine d'amende, & même de punition corporelle, suivant l'exigence des cas. *Voyez Bouvot*, tome premier, verbo *chasse aux pigeons*; Despeisses, *des Droits seigneuriaux*, titre 6, section 7; Boniface, partie 3, livre 1, titre 9, chapitres 1 & 2; la Roche, *des Droits seigneuriaux*, chap. 22, article 4, & ibi Graverol.

284. *Voyez Pigeons*.

* 285. COMBAT DE FIEF, est la contestation qui se forme entre deux ou plusieurs seigneurs qui prétendent la même mouvance.

286. Le vassal poursuivi par deux différents seigneurs pour faire la foi & hommage, ne doit reconnoître ni l'un

ni l'autre, pour ne pas tomber dans la commise par désaveu; mais il doit se faire recevoir à hommage par main souveraine, pardevant le juge royal de l'un & de l'autre desdits seigneurs, & offrir de faire la foi & hommage à qui par justice sera ordonné; au moyen de quoi le vassal est à l'abri de la saisie. Voyez Brodeau, sur l'article 60 de la coutume de Paris; Maichin, sur la coutume de Saint-Jean d'Angely, titre 4, art. 18, ch. 11; & Loyfel en ses instit. coutum. liv. 4, tit. 3, art. 94, qui s'explique en ces termes: » Le vassal » est tenu d'avouer ou désavouer son » seigneur, sinon qu'il y eût contesta- » tion de tenure entre deux seigneurs; » auquel cas il peut se faire recevoir » par main souveraine du roi.

287. Or pour parvenir à se faire recevoir par main souveraine, il ne suffit pas de présenter requête au juge royal du lieu où le fief est situé, mais il faut obtenir des lettres royaux qu'on appelle *lettres de main souveraine*, par lesquelles il est mandé au juge royal du lieu où le fief est situé, ou pardevant lequel l'instance est pendante, de faire jouir & user l'impétrant de son fief pendant le débat, comme s'il avoit prêté la foi & hommage, à la charge de faire la foi & hommage à celui des deux compétiteurs qui obtiendra. Voy. Brodeau, sur l'art. 60 de la coutume de Paris, qui rapporte un arrêt du 17 juillet 1577, par lequel la saisie féodale fut confirmée, faute par le vassal d'avoir obtenu *lettres de main souveraine*; & tel est l'avis des autres Commentateurs de la coutume de Paris sur ledit article 60.

288. Néanmoins il y a des auteurs, comme de Lalande, sur l'art. 87 de la coutume d'Orléans, qui tiennent que le vassal peut se faire recevoir par main souveraine, sans en obtenir de lettres. Voyez Claude Ferrière, sur l'ar-

ticle 60 de la coutume de Paris.

289. Remarquez que la réception par main souveraine n'appartient point au seigneur suzerain, ni au simple juge royal, mais seulement aux baillifs & sénéchaux.

290. Pour que le vassal soit fondé à se faire recevoir par main souveraine, il n'est pas nécessaire que la contestation soit formée entre les deux seigneurs compétiteurs, encore moins qu'ils aient fait procéder par saisie féodale; mais il suffit que les deux seigneurs aient fait un acte au vassal pour lui demander les devoirs; Ferrière, sur la coutume de Paris, art. 60, glos. 1, n. 4 & suiv.

291. Lorsque la contestation des seigneurs a été terminée, le vassal est tenu de faire la foi & hommage à celui des seigneurs qui a obtenu, dans les quarante jours après la signification du jugement, faute de quoi le seigneur peut faire procéder par saisie féodale. Voyez l'art. 60 de la coutume de Paris, & *ibi* les commentateurs, & en particulier Brodeau, n. 32.

292. *Nota.* Que si plusieurs particuliers se prétendent propriétaires du fief servant, pour raison de quoi ils offrent de faire la foi & hommage, le seigneur peut recevoir à l'hommage celui des contendans qui a le droit le plus apparent, ou bien les renvoyer tous au juge qui en doit connoître, pour terminer leur différend. Mais en l'un & en l'autre cas le fief demeure couvert, & le seigneur féodal ne peut point saisir, parce que les offres que les contendans ont faites, les empêchent d'être en demeure: *At impetari ei non debet per quem non obstat, quominus faciat quod ei est faciendum.*

293. Comme la réception que le seigneur fait de l'un des contendans, n'est qu'une réception en foi provisoire, qui n'a pour objet que de rem-

plir le fief d'une personne qui donne ouverture aux droits seigneuriaux, il s'enfuit que cette réception ne préjudicie point au droit des autres contendans, & que celui qui a obtenu peut évincer celui que le seigneur a reçu en foi provisoire; *quia omnis causa in suspenso manet, donec judicialis sententia qua de toto negotio procedit, rem aperiat & ostendat quis dominus terre constitutus est, l. 19, cod. de agricol. & censu.*

294. Il y a une autre espèce de combat de fief qui arrive lorsque deux ou plusieurs seigneurs prétendent la directe du même fonds emphytéotique; auquel cas il a été jugé par arrêt du parlement de Paris, du 23 juin 1584, rapporté par Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 9, que la directe avec ses accessoires appartient à celui qui est le premier en date: *census primò constitutus precipuus est, cap. constitutus, de relig. domib. & que la rente prétendue par le seigneur postérieur en date ne doit passer que pour une locatairie, ou pour un sur-cens; quia idem dominium apud duos pro solido esse non potest; l. Mavius, §. duobus de leg. 2. Voyez Jean Faber, sur le §. aded autem, de locat. & cond.*

295. Néanmoins si le seigneur qui a le plus ancien titre, n'étoit pas en possession d'exiger les prestations portées par son bail, pour lors l'autre seigneur pourroit s'aider de la prescription, & en conséquence prétendre la directe & ses accessoires, parce qu'il est certain que les seigneurs peuvent prescrire les uns contre les autres, sans qu'on puisse opposer qu'il est de la nature du bail emphytéotique d'être imprescriptible, cela n'ayant lieu qu'à l'égard des tenanciers qui ne peuvent jamais prescrire le devoir, & non à l'égard des seigneurs, qui ayant le même privilège, sont censés n'en avoir pas, quand ils ont affaire

ensemble, suivant la maxime *cessat privilegium in privilegiatis.*

296. Sur quoi remarquez que lorsqu'il y a divers seigneurs prétendant la directe, les emphytéotes ne peuvent être contraints de payer le cens & autres droits seigneuriaux aux uns ni aux autres, mais ils doivent les consigner, pour être pris & retirés par celui qui obtiendra, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux, du 12 mars 1519, rapporté par Boër, décis. 106.

297. COMBAT JUDICIAIRE. C'étoit anciennement celui que l'on demandoit en justice, & que l'on faisoit devant des juges pour prouver une accusation, ou pour s'en purger. Ainssi ce combat se faisoit toujours entre l'accusateur & l'accusé: l'événement du combat justifioit le droit des parties: le vainqueur gagnoit sa cause, & le vaincu subissoit la peine que méritoit le crime qui étoit l'objet du combat.

298. Cet usage également équivoque & dangereux de prouver les crimes, & de s'en défendre, a long-tems eu lieu en France, où il fut introduit par les nations Germanes, les Francs, les Lombards, &c.

299. Quelque bizarre & quelque extraordinaire que fût le combat judiciaire, il avoit cependant ses règles & ses formes, & cet usage monstrueux fut réduit en principes aussi singuliers que la chose même.

300. L'accusateur qui se présentait en justice pour y soutenir son accusation, commençoit par proposer le cas de son accusation: les juges décidoient s'il étoit de ceux pour lesquels on permettoit le combat judiciaire: dans le commencement on pouvoit se battre pour quantité de cas, ils furent par la suite réduits à trois; l'assassinat, le rapt & l'incendie.

301. Lorsqu'il y avoit plusieurs ac-

cusateurs, il falloit qu'ils s'accordassent pour que l'affaire fût poursuivie par un seul ; & s'ils ne pouvoient convenir, le juge nommoit un d'entr'eux qui poursuivoit la querelle.

302. Il n'y avoit point lieu au combat judiciaire quand un fait étoit de notoriété publique, on jugeoit sur la notoriété ; il n'avoit pas non plus lieu quand un fait avoit été jugé souvent de la même manière, afin que l'événement du combat ne changeât pas les coutumes.

303. Si l'accusé prouvoit visiblement que c'étoit l'accusateur qui avoit lui-même commis le crime, on refusoit le combat ; autrement il n'y auroit point eu de coupable qui n'eût préféré un combat douteux à une punition certaine.

304. Quand un accusé avoit été absous, on ne pouvoit plus demander le combat contre lui, autrement les affaires & la querelle n'auroient point eu de fin.

305. Il y avoit encore beaucoup d'autres cas pour lesquels il ne pouvoit y avoir lieu au combat judiciaire. *Voyez* Beaumanoir, Desfontaines, l'*Espirit des loix*, liv. 28, chap. 25.

306. On ne pouvoit pas forcer les femmes, les mineurs, les infirmes, à recevoir le combat ; mais on y admettoit les champions qu'ils présentoient, ou qui s'y présentoient pour eux. *Voyez* Champions.

307. Tous ces préalables décidés, le juge recevoit les gages de bataille des parties ; c'étoit ordinairement leurs gantelets qu'elles jetoient au pied du tribunal, avec déclaration de la part de l'accusateur, que par le combat de son corps il prouveroit que son accusation étoit juste & légitime ; & de la part de l'accusé, que l'accusation étoit calomnieuse & injuste.

308. Si par la suite le juge décou-

vroit qu'il ne dût pas y avoir lieu au combat, il rendoit les gages, & le procès se jugeoit à l'ordinaire.

309. Les gages de bataille donnés & reçus de part & d'autre, le juge indiquoit le jour du combat qui se faisoit ordinairement en champ clos avec beaucoup de cérémonies, & une grande attention de la part des juges, afin qu'aucune des parties n'usât de surprise, ou de sortilèges & maléfices, comme on pensoit dans ce tems-là, pour surprendre son adversaire. *Voyez* Champ clos. *Voyez* aussi les loix Lombardes, tit. de *Monomachia*.

310. Celui qui avoit demandé le combat frappoit le premier, mais celui qui l'avoit accepté avoit le choix des armes & de la forme du combat. Si le combat n'étoit pas fini avant le soleil couché, le demandeur perdoit sa cause ; s'il étoit fini, celui qui succomboit perdoit aussi sa cause, & subissoit la peine due au crime pour lequel on se battoit.

311. Dans l'instruction d'un procès criminel, si une partie craignoit un faux témoignage, elle pouvoit l'éluder en présentant le combat au témoin ; alors l'information étoit arrêtée : & si le témoin étoit vaincu, il étoit réputé faux témoin, & subissoit la peine du talion.

312. De même dans le jugement d'une affaire criminelle, la partie pouvoit appeller de faux jugement, c'est-à-dire, mettre en fait que le jugement avoit été fausement & méchamment rendu : cet appel ne se formoit jamais contre le seigneur, pour éviter le crime de sélonie, mais bien contre les pairs qui l'assistoient au jugement.

313. Si la partie formoit son appel avant le jugement, elle ne se battoit que contre les juges qui avoient opiné contr'elle, & qui pour cela étoient tenus de dire leur avis tout haut. Si

au contraire la partie appelloit après le jugement, il falloit combattre tous les juges lorsqu'ils offioient de rendre le jugement bon.

314. L'appel de faux jugement ne se faisoit jamais de ceux rendus en la cour du roi & de ses pairs ; aussi les seigneurs qui craignoient l'appel de faux jugement demandoient des hommes de la cour du roi dont on ne pouvoit fausser le jugement ; & si le seigneur ne pouvoit avoir des juges du roi, il pouvoit conduire sa cour en celle du roi, s'il relevoit nuement de lui : s'il y avoit des seigneurs intermédiaires, il s'adressoit à son seigneur suzerain, allant de seigneur en seigneur jusqu'au roi. *Voyez Desfontaines, chapitre 22, article 14 ; l'Esprit des loix, liv. 28, chap. 37 & suivans.*

315. Il est inconcevable combien il a fallu de siècles & d'efforts pour abolir ces loix barbares ; en tout tems elles ont été condamnées par les saints Pères, & par les canons de l'église. Saint Louis défendit les combats dans les terres de son domaine, mais il ne fut pas assez puissant pour les défendre dans les terres de ses vassaux. *Voyez les établissemens de Saint Louis, liv. 1, chap. 2.*

316. Philippe le Bel en 1303 renouvella les ordonnances de Saint Louis, mais il fut obligé de révoquer l'ordonnance qu'il avoit rendue à ce sujet par édit donné à Paris le mardi après la Trinité 1306, à cause, dit l'édit, que la cessation des combats occasionnoit quantité d'assassinats. Mais pour remédier peu à peu au mal, Philippe le Bel attribua la connoissance des gages de bataille à la cour de parlement, & l'interdit à toutes autres cours. Le dernier combat fait par autorité publique, fut celui d'entre Jarnac, & la Chasteneraye, sous Henry II

& en sa présence. La cessation du combat judiciaire multiplia à l'infini les duels. Leur fureur a beaucoup diminué par la sagesse des ordonnances de Louis XIII. de Louis XIV. & de Louis XV.

317. COMMANDE. C'est un droit seigneurial établi par le tit. 11. de la coutume de Mehun en Berry. Il consiste en deux deniers tournois que le seigneur prend pour chacun an sur les veuves de serve condition pendant leur viduité, pour la conservation de son droit de servitude.

318. COMMIS A LA PERCEPTION DES DROITS SEIGNEURIAUX. *Voyez Leyde, Péage, Exaction.*]

* 319 COMMISE, est la confiscation du fief servant faite au profit du seigneur féodal, pour désaveu ou félonie du vassal.

320. Le fief servant est donc dévolu & consolidé au fief dominant, lorsque le vassal désavoue son seigneur, soutenant que son fief ne relève pas de lui, suivant la maxime, *qui fief nie, fief perd*, tirée du droit des fiefs, *lib. 2, tit. 26, §. 5, si de feudo defuncti*, &c. Mais comme la commise est une peine odieuse & contraire à la patrimonialité des fiefs, elle ne peut être encourue que par un désaveu formel fait en jugement, parce que, comme dit M. Pocquet de Livonnière, en son *Traité des Fiefs*, liv. 2, chap. 2, sect. 4, le désaveu extrajudiciaire peut être excusé de légèreté ou d'ignorance, & réparé par le repentir.

321. Il ne suffit pas même que le désaveu soit fait en jugement pour emporter la commise & perte du fief, il faut de plus qu'il soit fait par le propriétaire incommutable du fief. Ainsi le fief appartenant à la femme, ne tombe point en commise par le désaveu du mari ; ni celui qui appartient à un bénéfice, par le désaveu du bénéficié,

Acier, si ce n'est pour les jouissances & revenus du fief pendant la vie du mari ou du bénéficiaire.

322. *Ubi nota*, 1°. Que le désaveu fait par les mineurs ou autres personnes jouissant de leurs privilèges, quel qu'exprès & formel qu'il soit, ne peut point faire tomber le fief en commise.

323. *Nota*, 2°. Que le désaveu du vassal n'emporte point la commise de son fief, lorsqu'il avoue & reconnoît le roi pour son seigneur, au préjudice de son véritable seigneur féodal; parce que le roi étant la source de tous les fiefs, ils sont tous censés relever de sa majesté, jusqu'à ce que les seigneurs particuliers aient justifié de leurs titres.

324. Suivant la disposition de la coutume de Paris, art. 44, le vassal ne peut point obtenir communication des titres de son seigneur, qu'il n'ait commencé par s'avouer vassal, & c'est ainsi que les arrêts l'ont jugé. Voyez M. Leprestre, en ses arrêts célèbres, pag. 67.

325. La peine de la commise n'est pas favorablement reçue au parlement de Grenoble, suivant le témoignage de M. Salvaing, de *l'usage des fiefs*, ch. 5, où il dit que l'usage de ce parlement est de prescrire un terme au vassal dans lequel il fasse la foi & hommage, à peine de commise. Ce qui a lieu principalement en faveur du nouveau vassal, qui, n'ayant point encore prêté l'hommage, doit être excusé par une juste cause d'ignorance ou de doute. On tient même en Dauphiné que le seigneur doit contumacer son vassal par trois dénonciations, avec un intervalle suffisant de l'une à l'autre, suivant la forme du §. *est & alia*, lib. 2, tit. 24, *qua fuit prima causa benefic. amitt. Vide l. properandum* I, *cod. de judic.*

326. Le désaveu d'une partie du fief n'emporte point la commise ou perte
Partie I.

de tout le fief, mais seulement de la partie déniée; M. Pocquet de Livonnière, en son *Traité des Fiefs*, liv. 2, chap. 2, sect. 4, parce qu'il est de la nature des choses odieuses de ne recevoir point d'extension.

327. Suivant cet auteur, le vassal ne perdra point par désaveu les choses omises dans son aveu, s'il y a inferé une protestation affirmée par serment de ne rien omettre sciemment, conçue en ces termes : *Le vassal déclare avoir employé dans son aveu tout ce qu'il croit & sçait composer le fief servant, & relever du seigneur, & n'avoir rien omis par dol & fraude, avec protestation que si dans la suite il vient à sa connoissance qu'il possède quelque autre chose relevant dudit seigneur, il en fera aveu incontinent.* La raison est, *quia ignorantia debet subveniri.* Ce qui paroît conforme au droit des fiefs, lib. 20, tit. *si de feudo defuncti*, &c. §. 21. *Vassallus feudum quod sciens abnegavit, amittit, ignorantia verò subvenitur; quod si dubitet, dubitanter respondere debet.*

328. Le vassal étant poursuivi par un seigneur dont il prétend ne point relever, ne doit point désavouer, parce que si par l'événement il se trouve avoir désavoué son véritable seigneur, son fief tombe en commise; ainsi il est de la prudence du vassal, pour ne pas s'exposer à la commise par désaveu ou faux aveu, de former le combat de fief entre le seigneur qui le poursuit, & dont il prétend ne point relever, & celui qu'il croit être son véritable seigneur, pendant lequel il se fera recevoir par main souveraine sans être tenu de s'expliquer sur l'aveu, jusqu'à ce que le différend ait été terminé.

329. Le désaveu de la qualité de la mouvance ne fait point tomber le fief en commise; Chop. *Andeg.* art. 6, nomb. 8; Dumoulin, sur la coutume

de Paris, art. 43, glos. 1. Ainsi le vassal qui soutient ne relever que censivement, ne s'expose point à la peine de la commise, quoiqu'il relève à titre de foi & hommage; c'est l'avis de tous les commentateurs de la coutume de Paris sur l'article cité.

330. Suivant tous les feudistes, & en particulier Dumoulin au lieu sus allégué, le fief ne tombe point en commise, quoique le vassal désavoue le fief, pourvu qu'il reconnoisse le seigneur.

331. On demande si le faux aveu opère le même effet que le désaveu? Il y a des auteurs qui sont d'avis que le faux aveu donne lieu à la commise tout comme le désaveu; en effet le vassal ne peut point reconnoître un seigneur étranger sans désavouer son véritable seigneur; néanmoins la plus saine opinion des docteurs feudistes est que le faux aveu n'emporte point la commise du fief, pourvu que le vassal étant vendiqué par son seigneur, offre de le reconnoître ou de se faire recevoir par main souveraine en cas de combat de fief; & ce qui sert à confirmer cette opinion, c'est que le désaveu n'emporte jamais la commise, s'il n'est fait en jugement avec connoissance de cause, ainsi que nous l'avons observé.

332. Suivant la disposition de l'art. 45 de la coutume de Paris, la mainlevée provisoire doit être adjugée au vassal, qui étant saisi féodalement, désavoue son seigneur; il est vrai qu'il sera tenu de la restitution des fruits du jour de la saisie féodale, si le seigneur obtient contre lui.

333. Sur la question de sçavoir si celui qui faussement allégué le franc-aleu tombe en commise, voyez Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. 2, nomb. 1; & M. Pocquet de Livonnière, en son *Traité des Fiefs*, liv. 2, chap. 2, sect. 4, où il semble in-

cliner pour la négative; & je crois que c'est l'opinion la plus solide, parce que celui qui a lieu de penser qu'il tient en franc-aleu, mérite d'être excusé à cause de sa bonne foi; car pour encourir la peine du désaveu, il faut avoir une espèce de malice. D'ailleurs *in dubiis pro libertate respondere melius est*.

334. Lorsque le seigneur, désavoué par son vassal, vient à décéder sans avoir demandé la commise, ses héritiers ne peuvent point la demander, parce que le désaveu est une injure personnelle au seigneur qui est censé l'avoir remise par son silence. Pareillement les héritiers du vassal décédé avant que le seigneur ait formé la demande de la commise, ne peuvent point être poursuivis, pourvu qu'ils blâment le désaveu de leur auteur. *Aliud dicendum in utroque casu*, si la commise avoit été déclarée encourue par sentence du juge, ou même si le seigneur désavoué avoit commencé l'instance de commise. Voy. Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. des cas où cesse la commise de fief, n. 2; & Dumoulin, sur celle de Paris, art. 43.

335. Le seigneur ne peut point, de son autorité privée, se mettre en possession du fief tombé en commise, mais il est nécessaire qu'il obtienne une sentence pour faire déclarer la peine encourue, ainsi que le décide Guy-Pape, question 107, en ces termes: *Licet glos. in l. final. cod. de jur. emphit. dicat, quòd dominus directus potest de jure, propriâ autoritate, capere possessionem rei commissæ, propter cessationem solutionis canonis, aut aliàs cum ipso jure talis res emphyteuticaria cadit in commissum; tamen de stilo dictæ curiæ parlamenti servatur, quòd non potest, nisi prius declaratione commissi factâ per judicem competentem, parte vocatâ & auditâ. Et ideo pro dicto stilo in quâ-*

dam causâ fuit sententiatum, in manibus Joannis Jofredi secretarii delphinalis, de anno 1456, in vigiliâ Nativitatis Domini. C'est aussi l'avis de Ranchin, in *dict. quest.* de Rebuffe, in *præm. con. reg. quest.* 5, num. 64; de Livonnière, en son *Traité des Fiefs*, liv. 2, ch. 2, sect. 4; & de Salvaing, ch. 5.

336. Sur quoi il est bon de remarquer, que le vassal qui a désavoué son seigneur en jugement, ne peut point se repentir utilement & purger sa faute avant la sentence, parce que la sentence ne fait autre chose que déclarer encourue la peine prononcée par la loi.

337. De droit commun la commise n'a point lieu par défaut du paiement du canon emphytéotique, ni même pour désaveu fait par l'emphytéote de son seigneur censier : ainsi il n'y a que ceux qui tiennent à foi & hommage sujets à cette peine; Mornac, *ad l.* 17, ff. *ad vell.* la Peyrère, let. C, n. 74; Livonnière, *loc. cit.*

338. Suivant les constitutions féodales des Lombards, le vassal doit prêter le serment de fidélité sans interpellation, dans l'an & le jour de l'ouverture du fief, à toute mutation de seigneur & de vassal majeur de quatorze ans, à peine de commise, §. 1, *quæ fuit prima causa benefic. amit. tit.* 22, lib. 2 & §. 3, *de prohibitâ feudi alienatione per Fridericum*, tit. 55, lib. 2, & cela s'observe en France. Voyez Basset, en ses *arrêts*, tom. 2, liv. 6, tit. 8, chap. 4; Brodeau, sur Louet, let. C, n. 13. *Vassallus si non præstiterit fidelitatem domino infra annum & diem, cadit in commissum, non ipso jure sed per sententiam*, dit Guy Pape en sa *quest.* 164. Il y a néanmoins quelque différence, comme nous le dirons ailleurs.

339. C'est une question problématique parmi les feudistes, de sçavoir si le désaveu ou la félonie du mari em-

porte la commise de tous les conquêts de la communauté, ou seulement de sa moitié. Quelques-uns, comme Dumoulin, sur la coutume de Paris, art. 43, glos. 1, font d'avis que le délit féodal du mari fait tomber le tout en commise, par la raison que le mari est le maître de la communauté. D'autres, au contraire, comme MM. Louet & Brodeau, let. C, som. 35 & 52, & let. D, som. 31, tiennent que le mari ne confisque par son délit que la moitié des conquêts : *Nulla enim societas delictorum; ideòque alieni criminis infortunio adstringi uxor non debet; l. si quis 9, cod. de bonor. proscript. l. 12, de fideicomm. libert. argum. l. ob maritorum, cod. ne uxor. pro marito.* En effet, la commise est une peine odieuse & contraire à la patrimonialité des fiefs. Voyez Alexandre en son *Conf.* 70, nomb. 1; Chenu, en ses *Questions*, centur. 1, quest. 56 & 60; Bacquet, en son *Traité des Droits de justice*, ch. 15, n. 61 & 84; Loyfel, en ses *Institutions coutumières*, liv. 6, tit. 2, art. 6; la coutume d'Anjou, art. 318; & Chopin, lib. 2, de *morib. Paris.* tit. 2, n. 18.

340. Dans les coutumes d'Anjou & du Maine, le vassal qui doit la foi-lige venant à tomber en commise pour désaveu ou félonie, perd son fief à perpétuité; mais le vassal qui ne doit que la foi simple, ne perd son fief que pendant sa vie, enforte qu'en ce dernier cas le fief doit être restitué aux héritiers du vassal. Ce qui est une exception remarquable au droit commun, suivant lequel le fief une fois tombé en commise, est perdu pour toujours, sans aucune espérance de retour.

341. Les docteurs & les arrêts sont fort partagés sur la question de sçavoir si le fief tombé en commise retourne au seigneur dominant *cum onere creditorum vassalli*. Ceux qui soutien-

nent l'affirmative, disent que *feuda sunt patrimonialia*, puisque les vassaux peuvent en disposer comme d'un autre patrimoine; que dans nos mœurs il ne faut considérer les fiefs que comme des donations sujettes à révocation pour cause d'ingratitude, & qu'ainsi ils ne peuvent retourner au seigneur dominant qu'avec les charges que les vassaux leur ont imposées, étant décidé par la loi *his solis*, §. *ceterum cod. de revocand. donat.* que *& vendita, donata, permutata, in dotem data, ceterisque modis legitimè alienata à donatario, ante ingratitudinem commissam tenent*; qu'enfin personne ne voudroit ni ne pourroit contracter avec les vassaux qui n'auroient pas d'autres biens que des fiefs.

342. Ceux au contraire qui font d'avis que le seigneur reprend le fief tombé en commise, franc & déchargé de toutes les dettes & hypothèques contractées par le vassal, disent, pour le soutien de leur opinion, que la réversion du fief servant au fief dominant, se faisant *ex causâ inhærente contractui*, il s'ensuit que les charges imposées depuis la concession, ne peuvent préjudicier au seigneur dominant; que si le contraire avoit lieu, il arriveroit qu'un vassal dissipateur & mauvais ménagé chargeroit tellement le fief d'hypothèques, que le seigneur de fief ne retireroit aucun émolument du droit de commise; qu'encore que les fiefs soient patrimoniaux en France, néanmoins le vassal n'en a point la propriété absolue, puisque *dominium ejus resolvitur propter feloniam aut ingratitudinem*; qu'il faut raisonner de ce cas comme de celui de la loi 2, *cod. de rescin. vendit. ubi resolutio contractus venditionis, ex causâ contractui inhærente, resolvuntur hypothecæ & alienationes*.

343. Les arrêts qui ont jugé cette question, sont rapportés dans le journal

des audiences, tom. 1, liv. 3, chap. 5, & par MM. Louet & Brodeau, let. C, chap. 53. Voyez Despeissès, des *Droits seigneuriaux*, titre 3, art. 5, nom. 8; Løyseau, du *déguerpissement*, liv. 6, chap. 3; & M. Louet *loco cit.* où après avoir rapporté ces différentes opinions & arrêts, il se détermine contre le seigneur de fief; & tel est l'avis des auteurs modernes, & en particulier de M. de Livonnière, en ses remarques sur M. du Pineau, art. 187.

344. Sur quoi remarquez que, suivant l'opinion commune des historiens François, les fiefs ont commencé à être patrimoniaux & héréditaires en France sous le règne de Hugues Capet; Coquille, en ses *Instit. au Droit françois*, chapitre des fiefs, *in princip.* Pasquier, en ses *recherches*, liv. 2, ch. 9, 14 & 15; Bacquet, en son *Traité des droits de francs-fiefs*, ch. 2, n. 6.

345. Jusqu'ici nous avons parlé de la commise causée par le désaveu du vassal; il nous reste à parler de la commise par félonie, qui est la première & la plus juste cause de la perte du fief servant.

346. Il y a plusieurs cas où la commise a lieu par félonie: 1°. Si le vassal met les mains sur son seigneur; *si impias manus in personam domini ubicumque ingrefferit, vel viros ejus veneno vel gladio, vel aliter insidiatus fuerit, beneficium amittit*, est-il dit au §. *porrò, tit. que fuit prima causa beneficii amittendi, lib. feud.*

347. 2°. Si le vassal a été assaillir le seigneur dans sa maison ou château, comme il fut jugé par arrêt du parlement de Paris, du 7 septembre 1574, appelé vulgairement l'arrêt de Racapé, parce qu'il fut rendu en faveur de Messire Claude de Racapé, seigneur de Maignennes, capitaine des gardes du roi, lequel avoit été assailli dans son château par René de la Rouvraye son

vassal ; Louet, lettre C, chapitre 53.

348. 3°. Si le vassal dit des injures graves à son seigneur ; *si injurias atroces in eum effundat*, l. ult. cod. de revoc. donat. Ainsi, par arrêt du parlement de Paris, du 31 décembre 1556, prononcé en robes rouges, par M. le président Séguier, un vassal, pour avoir démenti son seigneur de fief en jugement, fut condamné à faire amende honorable, & privé de l'usufruit de son fief sa vie durant, *le tout sans encourir par lui aucune macule ou note d'infamie*, selon les propres termes du dispositif de cet arrêt ; Louet & Brodeau, let. C, chap. 9.

349. 4°. Si le vassal fait injure aux personnes qui touchent le seigneur de près, comme sa femme, sa mère, ses enfans, &c. Voyez Dumoulin, sur l'article 43 de la coutume de Paris, nomb. 141 ; & la coutume d'Anjou, art. 193 & 195. La raison est, parce que les injures faites à la famille du seigneur retombent sur lui.

350. Il y a une infinité d'autres cas où la commise par félonie a lieu ; ainsi ceux que nous venons de marquer, ne sont que par forme d'exemples : néanmoins il faut convenir que tous les cas de félonie peuvent être réduits aux cinq causes pour lesquelles la donation peut être révoquée ; & c'est l'avis de Dumoulin sur l'art. 43 de la coutume de Paris, glos. 1, nomb. 136.

351. L'usufruitier du fief dominant ne peut point prétendre la commise du fief servant pour cause de félonie commise à son égard, parce que la félonie ne se commet qu'à l'égard du seigneur à qui la foi est due : or la foi est due au propriétaire & non à l'usufruitier du fief dominant. C'est pour cette raison que le vassal qui commet félonie contre le bénéficiaire ou le mari, seigneurs dominans, perd son fief, parce qu'encore que le bénéficiaire & le

mari soient simples usufruitiers, néanmoins la foi & hommage leur sont dûs.

352. Le propriétaire du fief servant peut tomber en commise, même avant d'avoir prêté la foi & hommage ; d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, art. 616, n. 5 ; Dumoulin, sur l'art. 43 de celle de Paris, n. 147, contre l'avis de Chopin ; *de privileg. rustic. lib. 3, part. 3, cap. 12, n. 1, in marg.* qui soutient que le propriétaire du fief servant n'étant censé vassal qu'après avoir fait la foi & hommage, il ne peut perdre son fief par commise avant d'avoir prêté le serment de fidélité. Voyez Coquille, sur la coutume de Nivernois, tit. des fiefs, art. 66, qui tient pour la commise ; & c'est le sentiment des modernes.

353. Selon Dumoulin sur l'art. 43 de la coutume de Paris, nom. 161, le fief servant est réuni & dévolu au fief dominant par la félonie de l'acquéreur à pacte de rachat. Néanmoins comme la faute de l'acquéreur ne peut point retomber sur le vendeur, & qu'il ne peut confisquer que le droit qu'il a sur le fief, le vendeur peut exercer sur le seigneur dominant la faculté de remède, en lui vendant le prix qu'il avoit reçu de l'acquéreur qui a commis la félonie.

354. Lorsque le fils du vassal a offensé le seigneur, on demande de quelle façon le père doit se comporter pour conserver le fief à son fils après son décès ? Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. dern. n. 9, dit qu'en ce cas le vassal doit mener son fils vers le seigneur de fief pour lui faire réparation, & que si le fils refuse d'obéir à son père, il doit être privé de son fief lorsqu'il sera échu par le décès du père. Dumoulin ; au contraire, sur l'art. 43 de la coutume de Paris, glos. 1, n. 147, tient que l'offense faite

au seigneur par le fils du vassal, ne donne point lieu à la commise du fief, même sur la tête du fils après le décès du père, sauf au seigneur dominant à poursuivre contre le fils la réparation de l'injure qui lui a été faite, selon les règles du droit commun. *Voyez* M. Pocquet de Livonnière, en son *Traité des Fiefs*, liv. 2, chap. 2, d'où ceci a été pris; lequel ajoute que le fils qui a offensé le seigneur, devenu vassal par le décès de son père, ne peut obliger le seigneur de le recevoir à foi & hommage, jusqu'à ce qu'il lui ait fait réparation & satisfaction de l'injure, & que cependant le seigneur le punira par la perte des fruits qu'il fera siens faute d'homme, au cas que le nouveau vassal soit en demeure de faire ladite satisfaction.

355. Le seigneur peut céder à un tiers le fief qui lui est dévolu par le moyen de la commise: mais suivant la doctrine de Dumoulin, sur l'art. 43 de la coutume de Paris, n. 53 & suiv. il faut que la cession soit expresse & spécifique.

356. Le vassal ne peut point être avocat contre son seigneur dans les causes où sa vie & son honneur sont intéressés; mais dans les autres causes, il peut impunément plaider contre lui. *Voyez* Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, part. 1, chap. 1, tit. 3, n. 4, & lib. 1, de *privil. rustic. cap. 6, num. 2*. Dumoulin, sur la coutume de Paris, art. 43, n. 94 & suiv.

357. Au reste, le vassal commet son fief par félonie, quoiqu'il n'ait pas consommé le délit, pourvu qu'il ne tienne pas à lui qu'il ne soit consommé; Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 1, tit. 2, n. 6; Dumoulin, sur l'art. 43 de la cout. de Paris, nomb. 156.

358. De droit commun le seigneur perd sa mouvance & féodalité pour les mêmes causes que le vassal perd son

fief; cela résulte de l'obligation réciproque qui est entre le seigneur & le vassal, & est conforme à la doctrine de Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. dern. & de Dumoulin, sur celle de Paris, art. 3, glos. 4, n. 10 & suiv. ce qui est néanmoins sujet à plusieurs limitations remarquées par les feudistes, & particulièrement par Dumoulin au lieu sus allégué, n. 19; & par M. du Pineau, en son commentaire sur la coutume d'Anjou.]

§ 359. Le censitaire qui injurie son seigneur en plaidant, encourt la commise de ses héritages roturiers. Ainsi jugé par arrêt de la cinquième des enquêtes, du premier juin 1726, au profit de M. Bigot, conseiller au parlement de Rouen, contre le sieur Frontin. Cet arrêt prononce la commise des héritages que ce dernier tenoit de M. Bigot, ordonne que trois mémoires injurieux donnés par le sieur Frontin, seront lacerés par l'huissier de service, & le condamne en 4000 livres de dommages & intérêts; ordonne que l'arrêt sera lu, publié, affiché, &c.

360. COMMISSAIRES A TERRIER. Ce sont des notaires choisis & préposés par les seigneurs pour recevoir les nouvelles reconnoissances & déclarations de leurs sujets, censitaires, emphytéotes & autres redevables, pour faire la recherche des droits des seigneurs, les assurer par les titres, les distribuer en connoissance de cause sur les héritages & les personnes qui y sont sujets, pour faire enfin toutes les opérations convenables & nécessaires à la rénovation d'un terrier.

361. Les seigneurs qui sont dans le cas de renouveler leurs terriers, ne peuvent apporter trop d'attentions pour choisir les notaires auxquels ils confient cette importante opération qui, bien faite, assure les droits de la seigneurie.

rie, qui mal faite, est une source intarissable de procès ruineux.

362. Dans les provinces de Lyonnais, Beaujolais, Forez, Bresse, de Languedoc, on a de très-habiles commissaires à terriers, mais dans les autres il est rare d'en trouver; on est contraint de s'y servir des notaires ordinaires, qui, quoique fort instruits, souvent ne le sont cependant pas encore assez pour la rénovation d'un terrier.

363. Un commissaire à terrier doit être fort expérimenté dans la pratique des droits seigneuriaux, savoir lever des plans, carter les terriers en général & en particulier, être bon lecteur des anciens titres, actif & vigilant, fidèle aux intérêts du seigneur, qui l'emploie, & sur-tout assez éclairé & assez honnête homme, pour ne commettre aucune injustice contre les sujets de la seigneurie.

364. Quand un seigneur qui renouvelle son terrier a trouvé un notaire, tel qu'on vient de l'indiquer, il doit passer un marché avec lui, contenant le détail des opérations qu'on exige de lui, le tems dans lequel il les doit faire, les secours que le seigneur doit fournir, & le prix qu'il doit payer.

365. Hors les notaires de leurs justices, il est loisible aux seigneurs de se choisir tels notaires qu'ils jugent à propos. Ainsi jugé par arrêt du 19 juin 1728, au profit des chanoines de Lyon, contre la dame de Chaussac, rapporté par Freminville, dans sa *Pratique universelle des Terriers*, tom. I, page 95. Mais quand un seigneur a une fois choisi un notaire, il ne peut plus le révoquer, à moins d'une prévarication formelle, sur-tout si un notaire, lors de l'entérinement des lettres de terrier, a été proposé par le seigneur au juge royal qui en conséquence l'a commis à la confection du

terrier. Ainsi jugé par arrêt du 8 août 1759, contre le vicomte d'Aumale, au profit de M. Lejeune, notaire à Soissons. Le vicomte d'Aumale alléguoit l'impéritie de Lejeune, qu'il ne pouvoit avoir confiance en lui, que sa maison n'étoit pas assez sûre pour le dépôt des minutes, qu'enfin Lejeune lui avoit dit des injures; on n'eut aucun égard à tous ces moyens. Ce même arrêt juge encore que le notaire doit rester dépositaire des minutes des reconnoissances passées au terrier.

366. Lorsque dans le cours de ses opérations le commissaire à terrier a besoin d'indicateurs, il peut en choisir parmi les habitants de la seigneurie. S'ils refusent d'en servir, il peut les y faire contraindre par le juge royal qui a entériné les lettres de terrier. Lorsque pareillement le commissaire à terrier lève les plans & les cartes, tous les habitants de la seigneurie sont tenus de lui ouvrir leurs héritages & leurs maisons, & s'ils refusent de le faire, ou s'ils font quelque violence, le commissaire doit se pourvoir comme défus; pour les forcer d'obéir, & les faire condamner à l'amende.

367. Il y a plusieurs réglemens qui fixent les frais dûs par les censitaires, pour les reconnoissances qu'ils passent au nouveau terrier. Un arrêt du parlement de Toulouse, du 28 février 1659, règle que le notaire qui reçoit une reconnoissance, sera payé de cinq sols pour le premier article, deux sols six deniers pour chacun des autres, & deux sols par chaque arpent de terre.

368. Le réglement fait par l'arrêt des grands Jours de Clermont, du 9 juin 1666, fixe à quinze sols le premier article, & les autres à deux sols six deniers. Les actes de notoriété du châtelet de Paris, des 5 mars & 5 août 1689, prouvent que pendant long-tems dans le ressort du parle-

ment de Paris, le règlement ci-dessus y a été observé; mais enfin est intervenu un arrêt de règlement du parlement de Paris, le 18 juin 1703, auquel il faut s'en tenir. Il règle que lorsque la reconnaissance ne sera composée que d'un ou de deux articles, le censitaire payera trente sols, & s'il y en a plus jusqu'à dix, le surplus sera payé à raison de deux sols six deniers chacun, non compris le papier timbré, le contrôle & le scellé.

369. C'est sans doute au censitaire à payer les frais de sa reconnaissance; mais s'il n'étoit pas en état de payer le notaire, celui-ci lui en fera passer obligation au profit du seigneur, & le seigneur avancera les frais au notaire, car le prix convenu avec lui pour la rénovation du terrier, est pour les autres soins & peines qu'il se donne.

370. Les commissaires à terrier ont trente ans pour former demande de leurs salaires & déboursés au moins; il n'y a aucun règlement qui leur limite un tems pour former leurs demandes.

371. Le notaire-commissaire à terrier ne doit délivrer au seigneur que la grosse de son terrier; à l'égard des minutes, il feroit une faute très considérable s'il les donnoit au seigneur. Il doit au contraire, pour l'intérêt public, les garder soigneusement, & ne les communiquer qu'aux parties contractantes. Voyez, outre l'arrêt ci-dessus cité, l'ordonnance de 1539, art. 173, l'édit de Henry III. du mois de mai 1575, art. 177.

372. COMMITTIMUS. Les seigneurs qui ont droit de *committimus*, même du grand sceau, n'ont point droit de s'en servir pour attirer leurs vassaux aux requêtes de l'Hôtel ou du Palais, lorsqu'il est question de droits féodaux ou censuels, de le reconnaître, d'en payer les arrérages échus,

Il n'arrive que trop souvent que les seigneurs, pour conserver des droits douteux, & pour fatiguer leurs vassaux & leurs sujets, les traduisent hors de leur juridiction, afin de les mettre dans l'impuissance de se défendre: mais ceux qui l'ont pu & qui l'ont osé n'ont jamais manqué de réussir, & d'être renvoyés pardevant leurs juges ordinaires. C'est ce qui a été jugé en faveur de plusieurs vassaux de MM. les ducs de Chevreuse & de Luynes, par un célèbre arrêt du conseil d'état, du 25 avril 1746. MM. les ducs de Luynes & de Chevreuse vouloient traduire ces vassaux aux requêtes du palais pour des profits féodaux qu'ils leurs demandoient. Il y eut sur l'assignation quantité de procédures, soit au parlement de Paris, soit au parlement de Dijon, sur lesquelles intervint l'arrêt ci-dessus conforme aux principes & aux ordonnances qui établissent la juridiction des requêtes du palais. Voy. *Fremenville, dans la Pratique universelle des droits seigneuriaux*, tom. 2, page 211 & suiv. Voyez l'ordonnance de 1669, tit. 4 du *committimus*, article 24.

* 373. COMMUN DE PAIX, est un droit seigneurial qui se lève en Rouergue sur les hommes & sur les bêtes. Voyez M. d'Olive, en ses *Questions notables*, liv. 2, chap. 9, où il rapporte des choses fort curieuses touchant ce droit-là.

374. COMMUNES, sont certains lieux destinés au chauffage & pâturage d'une communauté d'habitants.

375. De droit commun le seigneur n'a point la propriété des communes, s'il n'en justifie par de bons titres; s. *universitatis, instit. de rer. divis.* Voyez Imbert, en son *Enchiridion*, sous le mot *usages*, où il s'explique en ces termes: *Combien que les rois & autres possesseurs des forêts se disent être seigneurs d'icelles,*

l'usage en avoir été baillé aux fins ou autres, par eux ou leurs prédécesseurs ; toutefois il est plus vraisemblable que d'ancienneté & auparavant la création des rois, les forêts étoient publiques & communes au peuple, d'autant que, selon le Droit civil, les bêtes sauvages étoient à qui premier les pouvoit prendre, comme en lieux publics. Ce qui a fait dire à un ancien, qu' *plerumque olim à divisioribus agrorum, ager compascuus relictus est ad pascendum communiter vicinis.*

376. Mais dans le cas où la propriété des communes appartient au seigneur, on demande s'il peut réduire les usagers à une certaine portion de la forêt, & conserver le reste pour en disposer à sa volonté ? La raison de douter se prend de ce que cette réduction semble contraire à la nature de la servitude qui est individue, & affecte toutes les parties de l'héritage qui y est sujet ; *omnes partes gleba serviunt*, comme dit le Jurisconsulte en la loi *si certo generi*, §. *si totus ager*, ff. de servit. Ce qui a fait dire à Dumoulin, *Tractatu de dividuo & individuo*, num. 211, *obligatio servitutis predialis non potest induci pro parte, nec tolli pro parte.* D'ailleurs c'est une maxime constante que le propriétaire ne peut jamais rien faire qui puisse empirer la condition de l'usager ; l. *final.* ff. de usu & hab. ni rien innover contre l'ancienne coutume de la servitude, comme il est décidé en la loi manifeste, cod. de servit. & aqua.

377. Néanmoins, suivant la plus commune opinion, & qui se trouve confirmée par plusieurs arrêts, le seigneur qui a la propriété des communes, peut faire réduire à une portion compétente les usages prétendus par les habitants à proportion de leurs besoins, & conserver le surplus pour son utilité particulière. Cette opinion est

Partie I.

fondée sur plusieurs bonnes raisons. La première est que personne ne peut être contraint de demeurer en société contre son gré, à cause des discordes & des troubles que la communauté produit ordinairement ; l. *cum pater*, §. *dulcissimis*, ff. de leg. 2, l. *in re communi*, ff. de servit. urban. pred. La seconde est, parce que les usagers trouvant de quoi suffire commodément à leur usage dans une portion de la forêt, ils ne doivent point envier au propriétaire un avantage qui ne leur cause aucun dommage ; *quod mihi prodest & tibi non nocet, id mihi concedendum est*, l. 2, §. *item Varus*, ff. de aq. pluv. arcend. La troisième est, parce que si le seigneur ne pouvoit jamais sortir de communauté, il seroit entièrement privé du fruit de sa propriété, & il n'auroit rien de plus que les autres usagers. Or cependant ce droit de propriété ne peut point être rendu inutile, puisque c'est un effet de cette propriété, que si la forêt n'étoit pas suffisante pour les habitants & pour le seigneur, celui-ci en jouiroit à l'exclusion des autres usagers ; *argum. l. venditor*, §. 1, ff. comm. pred. tam. urb. quam rust. Matthæus, de afflic. decis. 290. Chassanée, sur la coutume de Bourgogne, tit. des forêts, §. 2, glos. 1, n. 27. *Nihilominus hic usus debet restringi ad certam partem nemoris congruam, tertiam aut quartam, ne proprietas domino reddatur inutilis, & hoc jure utimur*, dit Nicolaus Valla, tract. 7, de reb. dub. in fin. Voyez Mornac, sur la loi *certo generi*, §. 1, ff. de servit. rust. pred. où il fait usage de la même raison ; *ne proprietas domino reddatur inutilis.* Ce qui a fait dire à Alexandre en son conseil 60, que si la propriété d'une chose est léguée à un particulier, & l'usufruit à un corps ou communauté qu'on dit ne mourir jamais à cause de la subrogation perpé-

A a

tuelle des particuliers qui la composent, cet usufruit seroit consolidé à la propriété après cent ans, parce qu'autrement le légat de la propriété seroit illusoire. En un mot, le seigneur étant usager & propriétaire tout ensemble, il doit avoir quelque avantage par-dessus les simples usagers, & retirer quelque fruit de sa propriété. *Voyez* du Luc, liv. 3, tit. 7, art. 2, qui rapporte un arrêt du parlement de Paris, qui jugea la question au profit du seigneur. Guenois, en sa conférence des ordonnances, liv. 11, tit. des eaux & forêts, annot. 20, rapporte aussi un arrêt semblable du même parlement.

378. Sur quoi remarquez qu'il y a trois sortes de communes par rapport aux droits que les seigneurs peuvent y exercer. 1°. Il y a des communes dont la propriété appartient aux seigneurs, & dans lesquelles la communauté des habitants n'a que le droit d'usage. Nous venons de parler de cette espèce de communes. 2°. Il y en a d'autres dans lesquelles les seigneurs n'ont pas plus de droit que les habitants, & dont, par conséquent, ils ne peuvent prétendre que le simple usage sans aucun privilège. 3°. Il y a des communes dont les seigneurs peuvent demander le triage, c'est-à-dire, la distraction du tiers, de manière que la communauté n'a plus droit de chauffage ou de pâturage sur ledit tiers, & le seigneur sur les deux autres tiers échus aux habitants.

379. Mais les seigneurs ne peuvent demander le triage que dans le concours de deux conditions. La première, que la concession des communes soit gratuite; la seconde, que les deux tiers soient suffisans pour l'usage de la communauté, c'est-à-dire, que le total des communes excède cinquante arpens, comme il fut jugé par un arrêt du 24 mai 1658, rapporté dans le


journal des audiences. L'une de ces conditions manquant, le seigneur ne peut point sortir de communauté; d'où il suit que si les habitants lui paient quelque redevance pour raison des communes, il ne peut point demander le triage, parce qu'alors la concession doit passer pour onéreuse, quoique les habitants n'en rapportent point le titre, suivant la disposition de l'ordonnance des eaux & forêts de l'année 1669, tit. des bois, &c. appartenants aux communautés & habitants des Paroisses, art. 4, 5 & 6.

380. Les usagers d'une forêt ou autres communes peuvent en demander le partage entr'eux; *Cœpola, de servit. rust. præd. cap. 9, num. 39. Albericus de Rosat, ad l. Imperatores, ff. de servit.* Mais ce partage doit être fondé sur l'inégale quantité des fonds & des bestiaux; il faut même remarquer que, si les usagers payoient au seigneur une prestation annuelle & solidaire pour le droit de chauffage & pâturage, ils ne pourroient point demander la division & partage des communes, comme il fut jugé par un arrêt rapporté par M. le Bret, décis. 6. *Vide l. 7, ff. commun. divid.*

381. Il ne dépend point des usagers de changer la destination des communes, comme, par exemple, de convertir une forêt en vigne, ou un pré en terre labourable, à moins que le seigneur & tous les habitants ne fussent d'accord là-dessus; car alors rien n'empêcheroit qu'ils ne convertissent lesdites communes à l'usage qu'ils trouveroient à propos; *argum. l. 21, cod. mandati.*

382. On peut voir sur cette matière M. Pocquet de Livonnière, en son *Traité des Fiefs*, liv. 6, chap. 9; l'*Ordonnance des eaux & forêts*, tit. 24; Coquille, sur la Coutume de Nivernois, chap. 17, art. 14; Ferrière, sur la quest. 48; de Guy-Pape, le Dic-

tionnaire des arrêts, sous le mot *communes*, & sous le mot *usage*; Joan. Fab. sur les Instit. §. *ne tamen, de usufr.* Valla, *de reb. dub. tract. 7, in fin.* & Mornac, *ad l. plenum, ff. de usu & hab.*

 383. L'édit du mois d'avril 1667 contient deux dispositions fort importantes au sujet des communaux: 1^o. il ordonne que dans un mois du jour de la publication, les habitants des paroisses & communautés dans l'étendue du royaume, rentreront, sans aucune formalité de justice, dans les fonds, prés, pâturages, bois, terres, usages, communes, communaux, droits & autres biens communs par eux vendus, baillés à cens ou à bail emphytéotique avant l'année 1620, pour quelque cause & occasion que ce puisse être; & en conséquence, enjoint aux seigneurs des lieux qui ont pu faire faire à leur profit un triage de ces communes, d'en abandonner la possession auxdites communautés, non-obstant tous contrats, transactions, arrêts, jugements, & autres choses à ce contraires; 2^o. il est fait défenses à toutes communautés d'habitants de plus à l'avenir aliéner leurs usages & communaux; à peine de trois mille livres d'amende contre les syndics, consuls & autres officiers. *Voyez* Triage, Usurpateurs de communaux.

384. COMMUNES, CORPS, COMMUNAUTÉ D'HABITANTS. On entend par ces mots, les habitants d'une ville, d'un bourg, d'une paroisse, rassemblés pour délibérer & statuer sur les affaires communes, & contre lesquels on doit diriger les actions relatives à ces affaires.

385. Les communes n'ont commencé à se former en France qu'à l'époque des affranchissements généraux qui se trouve fixée au règne de Louis le Gros. Avant ce tems tout le

peuple étoit serf, & n'étoit réputé pour rien. *Voyez* Affranchissement.

386. Par arrêt du Parlement d'Aix, du 19 avril 1640, il a été jugé que le seigneur de fief & juridiction peut obliger les consuls de lui demander permission de s'assembler pour faire leurs délibérations. *Voyez* Boniface, tome 1, liv. 3, tit. 2, chap. 3. Le même auteur, tome 2, part. 3, liv. 2, tit. 1, chap. 4, rapporte un autre arrêt du même parlement, qui paroît détruire le précédent; il permet aux communautés de s'assembler sans la permission du seigneur, pardevant le bailli, & en son absence, pardevant le plus ancien praticien.

387. Le dernier arrêt qu'on vient de citer, doit avoir été rendu dans un cas particulier, par exemple, sur un refus obstiné de quelque seigneur; car la maxime est certaine, tant en pays de Droit écrit, qu'en Pays coutumier, que les habitants ne peuvent point s'assembler sans la permission du seigneur ou de ses officiers de justice, à peine d'amende arbitraire; mais en cas de refus, ils peuvent recourir à leur supérieur immédiat. *Voyez* Bourgogne-duché, tit. 12, art. 6 & 7; Bourgogne-comté, chap. 15; Auvergne, tit. 2, art. 6 & 7. Nivernois, chap. 1, art. 7; la Marche, tit. 1, art. 6; Bourbonnois, art. 9 & 10, & plusieurs autres.

388. Les assemblées des communautés faites en maison particulière, sont clandestines & illicites; pour éviter les inconvénients, l'effet des brigues & des cabales, les ordonnances ont décidé que les assemblées se feroient en lieu public, tel que l'auditoire du lieu, ou au re lieu honnête & public, où chacun ait un libre accès, dit Loyseau, *des seigneuries*, chap. 10, n. 86 & 87. *Voy.* l'ordonnance d'Henry II, du mois de juin 1559.

A a ij

389. La convocation des assemblées se doit faire par la publication de la permission du seigneur, ou de l'ordonnance de son juge, portant permission à l'issue de la messe paroissiale. Cette publication se fait par un sergent qui en délivre certificat contrôlé. Depuis la déclaration du 16 décembre 1698, ces publications ne se font plus aux prônes des messes paroissiales.

390. Quant au nombre d'habitants nécessaires pour former une assemblée valide, dans les affaires ordinaires, dix sont suffisants pour faire peuple, & représenter la plus grande & saine partie de la communauté, dit Jean le Pain de Bourges, dans son *Praticien françois*, chap. 7; la Vieffville, dans son *Traité des élections*, chap. 36, dit que ce nombre de dix est suivant les maximes & les arrêts de la cour des Aides. Voyez Nivernois, chap. premier, article 7.

391. Il y a cependant des cas où le nombre de dix ne suffiroit pas; si, par exemple, il étoit question d'un emprunt considérable, de transiger sur un procès, de l'intenter & le poursuivre, il faudroit au moins les deux tiers des habitants: c'est le sentiment de Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29, n. 22 & 23; de Tronçon, sur la coutume de Paris, art. 61; de Legrand, sur celle de Troyes, art. 64, n. 34.

392. S'il étoit question d'aliéner un bien commun, de traiter avec le seigneur, de s'assujétir envers lui à quelque droit général, à une bannalité, ou autre semblable servitude, dans ces cas il faut que tous les habitants soient assemblés, sans exception, parce que dans ces sortes d'affaires chacun a un intérêt personnel, paie de sa personne ou de son argent. Voyez Dupleffis, *des fiefs*, liv. 8, chap. 2; Brodeau, sur Paris, art. 71, n. 2, 3, 4; la distinc-

tion judiciaire de Godefroy sur la loi 19, ff. *ad municip.* Voyez Bouvot, tom. 2, verbo Communauté, question 37.

393. Les communautés ne peuvent point délibérer contre leurs seigneurs en présence de leurs officiers, elles doivent en ce cas demander un juge supérieur. Voyez Brillon, verbo Délibérations des communautés.

394. Les officiers des seigneurs ne peuvent être élus aux charges des communautés. Voyez à cet égard les arrêts rapportés par Boniface, tome 1, titre 4, n. 14 & 15.

395. Les seigneurs engagistes ne sont point tenus des dettes des communautés. Arrêt du 10 juillet 1666, rapporté par Basset, tome 2, liv. 3, tit. 1, chap. 1.

396. Une communauté n'est point tenue des délits commis par les particuliers, dans les bois, dans les terres des seigneurs, sauf à lui à se pourvoir contre les particuliers auteurs du délit. Voyez Boniface, tome 4, liv. 10, tit. 3, chap. 21.

397. Si au nom des habitants, libelles diffamatoires ont été publiés contre le seigneur qui en poursuit la réparation, il ne suffit pas qu'en général la communauté en fasse l'aveu; mais il faut que singulièrement tous en répondent jusqu'à trouver les auteurs qui sont alors poursuivis, & non pas le corps de la communauté. Ainsi jugé pour le comte de Tonnerre, par arrêt du 14 juin 1548. Voy. Duluc, Papon, liv. 8, tit. 3, n. 10.

398. Pour une injure faite au seigneur ou à quelqu'un des siens par une communauté d'habitants, les condamnations sont solidaires contre tous les habitants, même ceux qui n'y ont pas été présents. Ainsi jugé par arrêt du parlement de la Toussaint 1278. *Ex registro olim. L. B. fol. 41.*

399. On se trouve quelquefois dans le cas de faire le procès à une communauté d'habitants, quand il est question, par exemple, de sédition, violence, rébellion, tumulte. Sur la procédure qu'il faut alors tenir, *voyez* l'ordonnance criminelle de 1670. tit. 21.

400. Les condamnations contre les communautés ne peuvent consister qu'en réparations civiles, comme amendes, dommages & intérêts, privation de privilèges, & autres semblables peines.

401. Si par les informations il se trouve que quelques particuliers soient les auteurs ou les principaux moteurs de la sédition, on leur fait leur procès, & ils sont punis suivant la rigueur des ordonnances.

402. Quand on veut former une demande en matière civile contre une communauté d'habitants, il faut faire donner l'exploit un dimanche ou une fête à l'issue de la messe paroissiale ou des vêpres, en parlant au syndic, ou en son absence, au marguillier en présence de deux témoins. Dans les villes où il y a maire, échevins, jurats, consuls, les assignations se donnent à leur personne ou à domicile.

403. Il faut observer que, suivant la déclaration du 2 octobre 1703, qui cependant n'a pas lieu pour le fait des tailles, les communautés d'habitants ne peuvent commencer aucun procès, le soutenir en demandant ou défendant, faire aucune députation, sans la permission par écrit de l'intendant du département; il est défendu à tous procureurs d'occuper pour eux sans cette permission, à peine de nullité, & de répondre en leurs noms des dommages & intérêts. Sur quantité d'autres questions qui peuvent intéresser les seigneurs, par rapport aux communautés d'habitants, *voyez* Brillon sur ce mot, & les auteurs qu'il cite.

404. COMPERSONNIERS, se dit de plusieurs personnes qui vivent ensemble & en communauté de biens dans la même maison, dans la même celle. Cette communauté a sur-tout lieu dans les familles de main-morte, pour conserver les biens dans la famille, & éviter qu'ils ne tombent en mortaille au profit du seigneur. *Voyez* celle, Mortaille, le tit. 8 de la cout. de Nivernois, avec le commentaire de Coquille. *Voyez* aussi le glossaire du Droit françois, *verbo* Personnier.

405. COMPETENCE DE JUGES SEIGNEURIAUX. *Voyez* Cas royaux, Juges, Justices, Officiers seigneuriaux. J'observe seulement ici que nonobstant la soumission faite au juge royal, le défendeur doit être renvoyé pardevant le juge ordinaire du seigneur justicier, au préjudice duquel il n'a pu faire la soumission, ni proroger la juridiction. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Bordeaux, du 16 février 1519. Toutefois le créancier peut, en vertu de contrats & d'obligations portant de telles soumissions, en poursuivre l'exécution, ou pardevant le juge royal, ou pardevant celui du seigneur justicier. Autre arrêt du parlement de Bordeaux, du 7 août 1529. *Voyez* la bibliothèque de Boucheul, *verbo* Compétence.

406. D'anciens arrêts rapportés par Henrys, tome 1, livre 3, chap. 1, quest. 5, ont jugé que le seigneur offensé ou injurié par son vassal, pouvoit lui faire faire son procès par ses officiers; mais cette jurisprudence a changé depuis l'ordonnance de 1667. *Voyez* l'art. 11 du titre 24: il décide à la vérité, que les juges des seigneurs pourront connoître de tout ce qui concerne les domaines, droits, revenus, baux des seigneuries; mais, dit l'article, à l'égard des autres actions où le seigneur sera partie ou intéressé, le juge n'e,

pourra connoître. Ces derniers mots ne laissent pas douter, que pour réparation d'injure faite au seigneur, il faut se pourvoir pardevant le juge supérieur. Sur la compétence des juges vicomiers, voyez Vicomtes.

407. COMPLAINTÉ DU VASSAL CONTRE LE SEIGNEUR. Voyez Dumoulin, tom. 2, p. 624.

408. Un sujet à la juridiction du seigneur n'est pas recevable à proposer le cas de nouvelleté contre le seigneur justicier; cette règle cependant n'a pas lieu si le justiciable demeure dans un lieu exempt de la juridiction. Ainsi jugé contre le vicomte de Beaumont, pour des Religieux, par arrêt du parlement de Paris, en 1394. Voyez Papon, liv. 8, tit. 4, n. 3.

409. Le vassal ne peut pas intenter complainte, en cas de faisine & nouvelleté, contre son seigneur féodal qui débat certains droits par lui prétendus dans son aveu & dénombrement. Voyez Charondas, liv. 13, rep. 87.

410. Si le seigneur veut, de son autorité privée, expulser son emphytéote, celui-ci peut intenter l'action en complainte. Voyez les arrêts rapportés par Maynard, liv. 6, chap. 53.

411. Quand le seigneur fait saisir le fief, faute d'homme, de droits & devoirs non payés, & non faits, le vassal ne peut pas prétendre être troublé par le seigneur, & par conséquent il ne peut pas à cet égard former l'action en complainte. Il n'y a pas non plus lieu à la complainte de la part du vassal dans toutes les autres occasions où le seigneur agit contre lui en qualité de seigneur. Le vassal dans ces cas doit se pourvoir par appel ou par opposition.

412. Si au contraire il s'agissoit de quelqu'héritage, ou de quelque droit, comme d'un droit de pêche en la jouis-

sance duquel le vassal auroit été troublé par le seigneur, le premier peut intenter complainte. Voyez la coutume de Blois, tit. 6, art. 99; Berry, tit. 5, art. 23; Auvergne, chap. 2, art. 1 & 2.

413. A l'égard du sujet censier, il ne peut pas aussi former complainte contre le seigneur qui saisit faute de paiement des arrérages du cens, il doit se pourvoir par appel ou par opposition. Il faut dire le contraire lorsqu'il s'agit de quelque portion de terre ou de quelque droit, dans la jouissance duquel le sujet censier seroit troublé, après en avoir joui pendant plusieurs années.

414. La complainte n'a jamais lieu contre le roi par ses sujets; cette règle s'étend aux princes appanagistes. Jugé au profit de M. le duc d'Orléans, contre le commandeur de Montlhéry, par arrêt du 17 mars 1654.

415. Autrefois on pensoit qu'il n'y avoit que les juges royaux qui pussent connoître de la complainte. A présent les juges des seigneurs en connoissent seuls entre leurs justiciables, la prévention même des juges royaux n'a pas lieu. Voyez la note de M. Lauriere sur Loysel, liv. 5, tit. 4, règle 13.

416. Par l'ancienne jurisprudence, les juges des seigneurs pouvoient connoître la complainte en matière bénéficiale, lorsque les bénéficiers étoient à la collation & disposition du seigneur haut-justicier: mais cette jurisprudence a changé. Voyez Brodeau sur Louet, let. B, chap. 11, & l'ordonnance de 1667, tit. 15, art. 4.

417. COMPLAISANCE. (Droit de). C'est la taille aux quatre cas. Par arrêt du 20 juillet 1624, Jacques de la Queue fut condamné à payer à noble Pierre de Flageat le droit de complaisance aux quatre cas. Voyez Galland, le gloss. du droit françois.

418. COMPLANT. C'est la concession que l'on fait à quelqu'un à titre d'usufruit d'un champ, à la charge d'y planter des arbres, & sur-tout des vignes; à la charge de rendre par chacun an au bailleur une certaine portion de fruits. Voyez la coutume de Saint-Jean d'Angely, art. 18, les art. 75 & 82 de celle de Poitou.

419. COMPLANTERIE. Poitou, art. 75. C'est le droit que le seigneur a sur les fruits des vignes qu'il a données à complant. Tout ceci ressemble assez au droit de carpot dont il est parlé dans la coutume de Bourbonnois.

420. COMPTE DE FABRIQUE. Voyez Fabrique.

421. COMTES, sont des seigneurs qui possèdent des terres érigées en comtés. Ce terme dérive du mot latin *comes*, qui fut d'abord employé chez les Romains pour désigner les compagnons de l'Empereur, c'est-à-dire, ceux qui approchoient de plus près sa personne, & le suivoient dans ses voyages. Dans la suite ce fut un titre de dignité attribué aux principaux officiers de l'Empire, comme *comes palatii*, *comes sacrarum largitionum*, &c. On appelloit aussi *comites provinciarum* ceux qui avoient l'intendance & le gouvernement des provinces. Tout le monde sçait qu'après la conquête des Gaules, les François ne changèrent presque rien dans les formes du pays; ainsi ils laissèrent ce même titre à ceux qu'ils substituèrent à la place des anciens comtes. Aussi voyons-nous qu'autrefois les gouverneurs des plus grandes provinces de France s'appelloient comtes, comme les comtes de Champagne, de Flandres, d'Aquitaine. La province même de Périgord avoit ses comtes particuliers, dont l'autorité étoit très-étendue.

422. Il y avoit néanmoins cette différence entre les comtes de l'Empire

Romain & ceux de France, que les premiers n'étoient que simples officiers, comme les proconsuls & présidens des provinces; au lieu que les comtes de France étoient en même tems officiers & seigneurs de leur territoire, qu'ils ne tenoient cependant qu'en fief & à vie dans le commencement; mais ayant profité de la foiblesse des rois de la première race, & des troubles arrivés lorsqu'Hugues Capet usurpa la royauté, ils se rendirent seigneurs héréditaires de leurs provinces, moyennant l'hommage qu'ils en firent au nouveau roi. Cela ne fut pas même capable de satisfaire leur ambition; car peu à peu ils usurpèrent toutes les marques de la souveraineté; ainsi ils faisoient des loix pour leurs provinces, & créaient des magistrats qui rendoient la justice en dernier ressort; ils faisoient battre monnaie, & déclaroient la guerre à leurs voisins ou aux étrangers; enfin ils ne différoient du roi que dans le nom & à cause de l'hommage qu'ils devoient lui faire.

423. Tels étoient les anciens comtes des provinces de France, qu'il ne faut pas confondre avec les comtes des villes qu'on appelloit *comites minores*, parce qu'ils étoient inférieurs aux autres, leur pouvoir étant borné à rendre la justice chacun dans la ville dont il étoit seigneur. Il est fait mention de ces comtes dans les capitulaires, liv. 2, art. 6, & liv. 3, art. 38, & dans les loix ripuaires.

424. Mais il y a long-tems que l'autorité des comtes est revenue à la source d'où elle avoit été dérobée dans des tems malheureux; ainsi on ne connoît plus en France d'autres comtes que ceux dont les terres sont érigées sous ce titre, ni d'autre souverain que le roi.

425. On a autrefois agité la question de sçavoir si les comtes doivent

précéder les marquis ? deux raisons semblent appuyer l'affirmative. La première est parce que de douze pairs de France qui sont les anciennes dignités du royaume, il y en a six qui ont le titre de comtes ; ce qui en fait voir l'excellence. La seconde est parce que la dignité de marquis n'est pas à beaucoup près aussi ancienne que celle de comte, puisque la plus ancienne érection de terre en marquisat ne remonte guères au-dessus de deux cents ans : à quoi on peut ajouter qu'on trouve que des marquisats ont été érigés en comtés, comme le marquisat de Juilliers. *Voyez* Froissart, chap. 3. Malgré ces raisons, l'usage a donné aux marquis la préséance sur les comtes, & on n'en doute plus depuis l'édit d'Henri III. du mois d'août 1579, qui veut que les comtés soient composés de deux baronnies & trois châtelainies pour le moins, ou d'une baronnie & six châtelainies ; & que les marquisats aient trois baronnies & trois châtelainies pour le moins, ou deux baronnies & six châtelainies. En Italie le marquis précède le comte, à cause de l'ordre que leur donne le titre des fiefs : *Quis dicatur dux, marchio, comes.*

426. COMTÉ. On appelle ainsi une terre à laquelle sa majesté a attaché la dignité de comté. Suivant l'ordonnance du mois de juillet 1566, la déclaration de Henri III. du 17 août 1579, le comté doit être composé de deux baronnies & trois châtelainies pour le moins, ou d'une baronnie, & de six châtelainies tenues du roi en un même hommage. *Voyez* érection de terres en duchés, marquisats, &c.

427. La justice du comté se connoît aux fourches patibulaires qui sont à six piliers, ainsi qu'il est fixé par la coutume d'Anjou, art. 48, de Touraine, art. 74.

428. On distingue encore le comte

par la couronne au dessus du timbre de ses armes. *Voyez* Couronne.

429. CONCUSSION DE JUGES SEIGNEURIAUX. Dans l'exercice de leurs emplois, ils doivent éviter jusqu'au moindre soupçon de ce crime, & ne point prendre d'autres droits que ceux qui sont réglés par les ordonnances.

430. Un arrêt du parlement de Rouen, du 23 mai 1656, fait défenses aux juges de Domfront & à tous autres, de se taxer pour recevoir les déclarations des censives & droits dûs au roi & à mademoiselle d'Orléans, propriétaire du domaine de Domfront. Me Coupel, lieutenant du vicomte, ayant fait publier une ordonnance qui enjoignoit à tous les censitaires & vassaux du domaine de Domfront debailler leurs déclarations pour dresser un papier terrier, il se taxoit huit sols pour chaque déclaration. Plusieurs vassaux appelèrent de l'ordonnance, & soutinrent qu'elle contenoit une vexation. Le vicomte fut condamné. *Voyez* Basnage, titre de la juridiction, art. 10.

431. Un arrêt du 19 Janvier 1666, rapporté au recueil des grands jours de Clermont, condamne les officiers de la Tour d'Auvergne, accusés de concussion, au bannissement pour trois ans, & les déclare incapables de tous emplois de judicature.

432. CONFINS, sont des limites & extrémités où les justices, les seigneuries, les paroisses, les dixmeries, les héritages finissent.

433. Les confins se peuvent prouver par les bornes, par titres, & par témoins.

434. Les bornes prouvent les confins d'un territoire, d'une seigneurie, quand elles ont été plantées sur les extrémités pour en fixer les limites, ce qu'on connoît par des morceaux de pierre plate qu'on appelle garands. Les arpenteurs & les mesureurs les mettent

au

au tour des bornes pour qu'on les reconnoisse. Dans les bornes il faut encore considérer leur aspect, & l'endroit où elles rappellent. *Voyez bornes.*

435. Les titres qui prouvent les censifs d'une justice, d'une seigneurie, sont les papiers terriers, qui ordinairement en désignent les limites par tenans & aboutissans. Quand ces deux genres de preuves manquent, on a recours à la preuve par témoins. On doit y appeler par préférence les anciens de l'endroit, qui déposent que les limites de telle justice, de telle seigneurie, de toute ancienneté vont jusqu'à tel ou tel endroit.

* 436. CONFISCATION. Dumoulin, sur la Coutume de Paris, art. 43, nomb. 169, définit la confiscation en ces termes : *confiscatio propriè & strictè est publicatio omnium vel partis bonorum, vel certarum rerum, & devolutio ad fiscum, vel eum cui Princeps jus confiscationis concessit; soli enim Principi superiorem non recognoscenti, competit fiscus & jus confiscationis, sed concessit rex dominis imperium merum habentibus.*

437. Nous avons parlé ci dessus de la confiscation des fiefs causée par le désaveu ou la félonie du vassal : ainsi il n'est question ici que de la confiscation des biens des crimine's ; sur quoi il se présente à faire plusieurs observations importantes qui entrent dans notre plan.

438. La première, que dans les Provinces où la confiscation est reçue, elle a lieu, encore que le juge ne la prononce pas en condamnant le criminel, parce qu'il ne peut pas dépendre du juge de frustrer le roi ou le seigneur haut-justicier d'un droit qui leur est acquis par la force de la loi ou de la coutume : par la même raison le juge ne peut point ordonner la confiscation dans les Provinces où elle n'a pas lieu par un privilège spécial.

Partie I.

439. La seconde, que la confiscation n'appartient qu'au seigneur haut-justicier, si ce n'est en crime de lèse-majesté qu'elle appartient au Roi, quoique les biens du criminel soient situés dans la juridiction d'un seigneur haut-justicier, parce que le prince étant directement offensé en sa personne par le détestable crime de lèse-majesté, il n'est ni juste ni raisonnable que la punition en tourne au profit d'un seigneur particulier. *Voyez Bacquet, des droits de justice, chap. 11, n. 17; Guy-Pape, quest. 341 & ibi Ferriere, Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 57, pag. 304 & 305; d'Argentré, art. 56, gloss. 1, nomb. 4. Ubi nota, que les biens substitués & ceux qui sont sujets au droit de retour, sont compris dans la confiscation causée pour crime de lèse-majesté. Ferriere, loc. cit. & l'Apostillateur de la Peyrere, let. C. nomb. 90. Scilicet propter atrocitatem tanti sceleris; aussi cela n'a-t-il point lieu dans les confiscations ordinaires.*

440. La troisième, que le seigneur féodal ou censier peuvent demander au seigneur confisquant un homme qui fasse le devoir, & paie les droits seigneuriaux. Coquille, en son *commentaire sur la coutume de Nivernois*, tit. des confiscations, art. 1 & 2, parce que les seigneurs directs & les seigneurs de fief ne peuvent point perdre leurs droits par les crimes de leurs vassaux & censitaires, qui ne peuvent confisquer que le droit qu'ils ont sur les biens qui leur ont été donnés à foi & hommage, ou à cens. *Voyez Despeisses, tome 3, page 120, n. 10; Papon, liv. 5, tit. 10, n. 7; Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 59, pag. 53 & 54. Benedict. ad cap. Raynut. in verb. & uxor. nomine Adelastrum. 294 & 299, & Ferriere sur la question 413 de Guy-Pape.*

441. La quatrième, que la confiscation doit avoir lieu au profit de sa

B b

majesté , non-seulement pour crime de lèse-majesté humaine , mais encore pour lèse-majesté divine, & pour crime de fausse monnoie , si ce n'est dans les coutumes qui contiennent une disposition contraire. La raison est , parce que ces crimes, tendant au renversement de l'état, intéressent le souverain plus que personne. *Voyez* Salvaing, part. 2, chap. 57, pag. 39, où il atteste qu'en Dauphiné la confiscation est adjugée au roi en crimes de lèse-majesté divine & humaine, & en quelques coutumes pour crime de fausse monnoie. D'Olive, liv. 1, chap. 40, en la *nouvelle addition*.

442. La cinquième, qu'il y a certaines provinces en France où la confiscation n'a point lieu, comme la province de Guyenne, selon le témoignage de la Peyrere, let. C. n. 103, & celle de Dauphiné, où elle n'est admise que pour les seuls crimes de lèse-majesté & d'hérésie. Salvaing, *loc. cit.*

443. La sixième, que les biens du criminel sont confisqués non-seulement par sa condamnation à mort naturelle, mais encore par une condamnation de mort civile: sçavoir, par le bannissement perpétuel, ou par les galères perpétuelles, parce qu'encore qu'après une telle condamnation le criminel vive d'une vie naturelle, il est néanmoins censé mort quant aux effets civils, semblable à ceux que le droit romain appelle *deportatos aut ad metallum damnatos*.

444. La septième, qu'afin que la condamnation à mort naturelle ou civile emporte la confiscation des biens du condamné, il faut, 1°. Que le jugement de condamnation soit contradictoire, parce que si la condamnation a été rendue par contumace, l'état du condamné demeure en suspens, puisqu'il peut se justifier & faire tomber sa condamnation. 2°. Que le criminel soit

condamné par un jugement en dernier ressort, parce que si la sentence de condamnation est sujette à l'appel, il peut arriver qu'elle sera réformée par le juge supérieur. 3°. Que la condamnation ait été rendue dans ce royaume, *journal des audiences*, tom. 1, liv. 1, chap. 82, parce que les jugemens rendus dans les pays étrangers n'ont aucune force parmi nous; sur quoi *voyez* la distinction du glossateur de la Peyrere, lett. C. nomb. 107. 4°. Il faut que le jugement de condamnation ait été exécuté, parce que la confiscation des biens n'est qu'une suite de la confiscation du corps qui se fait par l'exécution réelle du condamné. *Voyez* la Roche, liv. 6, tit. 23, art. 5; Maynard, liv. 4, chap. 52.

445. Sur la question de sçavoir si les lettres de rémission du Prince rétablissent le condamné dans ses biens confisqués au profit du roi ou du seigneur haut-justicier. *Voyez* Coquille, quest. 11; Chopin, *de doman. lib.* 1, tit. 8, num. 13; Fachin, *lib.* 9, cap. 17 & 18; Charondas, en ses réponses, liv. 3, n. 40, & Bacquet, *des droits de justice*, chap. 16, qui distingue deux sortes de lettres; sçavoir, celles qui contiennent *restitutionem justitiae*, & celles qui contiennent *restitutionem gratis*. Au premier cas, le rémissionnaire rentre dans tous les biens confisqués, même dans ceux qui ont été aliénés par le confiscataire: mais au second, il ne peut rentrer que dans les biens confisqués que le roi ou le seigneur haut-justicier ont en leurs mains, & non en ceux qui ont été aliénés. *Voyez* Despeisses, *des droits seigneuriaux*, page 127, n. 28; la Peyrere, let. C. nomb. 96, qui dit que les lettres de rémission du prince rétablissent le rémissionnaire aux confiscations acquises au haut-justicier, mais qu'il n'en est pas de même de la restitution faite par le prince, du condamné en ses biens, laquelle nuit au

prince, & non au seigneur haut-justicier.

446. La confiscation n'a point son effet du jour que le crime a été commis, mais seulement du jour de la sentence de condamnation. Il faut excepter certains crimes, comme ceux de lèse-majesté, fausse monnoie, concussion, &c pour lesquels la confiscation a son effet du jour du délit commis ; *l. ult. cod. de jur. fisc.* Coquille, sur la coutume de Nivernois, tit. 2, art. 2. *Vide eundem*, tit. des justices, art. 19.

447. Sur quoi remarquez, 1^o. Que le condamné perd son état, & devient incapable de tous les effets civils au moment que son corps & ses biens sont confisqués ; c'est pourquoi, ne pouvant ni disposer ni recevoir de dispositions, le roi ou le seigneur haut-justicier ne peuvent point prétendre les successions qui lui sont échues depuis sa condamnation. Fachin. *lib. 9, cap. 51*. Brodeau, sur Louet, let. C, chapitre 25. Clarus, *sentent. lib. 5, quest. 78, num. 24* ; Dumoulin, sur Dece, *Consil. 438, num. 5*. *Vide l. 2, cod. de bon. damnat.*

448. 2^o. Que si le criminel condamné par sentence, meurt *pendente appellatione*, la confiscation n'a point lieu, *quia morte crimen & pœna extinguuntur*. Voyez Brodeau, sur Louet, let. C, chap. 25, n. 8 ; Bouvot, tom. 1, verbo Confiscation ; la rubrique du code, *si pendente appell. mors interv.* & la loi 1, §. ult. de pœnis.

449. Le seigneur haut-justicier à qui la confiscation appartient, ne peut prétendre les biens immeubles du condamné situés hors de sa juridiction. Il n'en est pas de même des meubles qui appartiennent au seigneur de la juridiction où la condamnation a été donnée, en quelque lieu qu'ils se trouvent situés, suivant la Peyrere, let. C, nomb. 100. Néanmoins l'opinion la plus commune, confirmée par l'usage, est qu'il n'y a

aucune différence à cet égard entre les meubles & les immeubles, & qu'ainsi le seigneur confiscataire ne prend que les meubles situés dans l'étendue de sa seigneurie. Voyez Loyseau, des seigneuries, chap. 12, n. 88 & suiv. Clarus, *lib. 5, quest. 78, num. 27* ; le Glossateur de la Peyrere, let. I, n. 88.

450. Pour ce qui est des dettes actives du condamné, les uns sont d'avis qu'elles appartiennent aux seigneurs du lieu où le condamné avoit son domicile ; & les autres raisonnant des meubles aux dettes, estiment qu'elles appartiennent aux seigneurs hauts-justiciers du lieu où les débiteurs ont leurs domiciles ; & c'est l'opinion de la majeure & de la plus saine partie des docteurs. Voyez Ferriere, sur la quest. 341 de Guy-Pape ; Coquille, en son commentaire sur la coutume de Nivernois, tit. des confiscations, art. 2 ; M. d'Olive, en ses *questions notables*, liv. 5, chap. 33 ; la Roche, liv. 1, tit. 37.

451. L'usufruit n'entre point dans la confiscation des biens de l'usufruitier ; ainsi l'usufruit est consolidé à la propriété par la condamnation de l'usufruitier ; Ferriere, sur la question 413 de Guy-Pape, dont je rapporterai ici l'endroit tout au long, parce que le lecteur y pourra voir le différent sentiment des auteurs sur cette question. *Sed quæritur, dit ce docteur, an ususfructus veniat in confiscationem, ita ut fiscus fruatur quandiu fructuarius vivit, vel quandiu pater vivit, qui usumfructum habet in bonis filii ; an vero ususfructus finiatur & cum proprietate consolidetur ? Interpretes nostri quos refert Boër. quest. 7, existimant usumfructum ad fiscum pertinere. Chass. in consuetud. Burg. rubric. 2, §. 2, n. 17, in princ. Valla, de reb. dubiis, pag. 293, in prim. edit. In patre verò existimant per publicationem & confiscationem*

nem bonorum , usumfructum finire , & ad fiscum non pertinere , si condemnatio & confiscatio fiat ex causâ propter quam patria potestas amittitur , ut hoc casu ususfructus amittatur , & ad proprietatis causam recurrat. Quod si patria potestas non finiatur , ususfructus ad fiscum pertinet , quamdiù pater vivit , ita tamen ut liberos alere debeat. Ego verò existimo per confiscationem bonorum finire usumfructum & omnino , nec ad fiscum transire.

452. Sur la question de sçavoir si les biens *profecifs* & *adventifs* sont compris dans la confiscation des biens du fils de famille , ou si le père est préféré au fisc , on peut voir Papon , liv. 14 , tit. 2 , n. 8 & 9. Fachin , lib. 9 , cap. 47 , & seq. Clarus , sentent. lib. 5 , quest. 78 , num. 11 & seq. & quest. 86 , num. 3 , Boër. decis. 7 , num. 18.

453. La confiscation des biens meubles ou immeubles indifféremment , appartient à l'usufruitier , *quia confiscatio est in fructu* ; Bacquet , des droits de justice , chap. 12 , n. 16. Vide Grass. §. legatum , quest. 32. Bart. in l. divortio , §. interdum , ff. soluto matrim & in l. Imperator , in fin. ff. de jur. fisc. Benedict. in verbo cetera bona , num. 36 & 37 ; Ferriere , sur la quest. 477 de Guy-Pape ; Dumoulin , sur la coutume de Paris , §. 1 , gloss 1 , à numero 54 usque ad num. 70 , partie desquels auteurs est d'avis que les immeubles confisqués n'appartiennent point incommutablement à l'usufruitier , mais seulement quant à l'usufruit. Néanmoins l'opinion de ceux qui donnent le tout incommutablement à l'usufruitier , est la plus suivie , comme le remarque Ferriere , loc. cit. en ces termes , *Alii verò tenent quod in totum & perpetuò confiscationes bonorum mobilium & immobilium , & pleno jure cedant fructuario & marito , ita ut finito ususfructu , non teneantur restituere , & sanè hac opinio receptior est.*

454. Les dettes passives du condamné doivent être payées par les confiscataires , à proportion de la part que chacun a dans la confiscation ; Chop. de doman. lib. 1 , tit. 8 , num. ult. Bacquet , des droits de justice , chap. 13 , nomb. 8 & suiv. D'Argentré , sur la coutume de Bretagne , art. 219 , gloss. 8 , n. 11.

455. *Ubi duo notanda* , 1°. Que le seigneur confiscataire peut être poursuivi pour toutes les dettes du condamné , quand même elles excéderaient la valeur de ses biens , s'il n'a pas fait faire inventaire des meubles , suivant le Brun , en son *Traité des successions* , liv. 4 , ch. 2 , sect. 2 , nomb. 56 , & liv. 3 , chap. 4 , nomb. 79 , contre Ricard , en son *Traité des donations* , part. 3 , nomb. 1517. & suiv.

456. 2°. Que le seigneur à qui la confiscation appartient , doit faire nommer un curateur aux biens confisqués , pour défendre aux droits des créanciers du condamné , parce qu'il n'est pas partie pour cela , suivant la remarque des docteurs ; mais cela n'est point pratiqué dans l'usage.

457. Les confiscataires doivent payer , outre les dettes passives du condamné , les amendes envers le roi , pour réparation de l'injure faite au public par le crime du condamné , les frais de justice & les réparations civiles , comme il a été jugé par plusieurs arrêts , & notamment par un arrêt du parlement de Paris , du premier Septembre 1704 , dans une cause de M. le duc de Foix.

458. Comme le seigneur doit prendre les biens du condamné , en l'état qu'ils sont lors de la confiscation , & aux mêmes charges que le condamné en jouissoit , il s'ensuit que la confiscation ne peut point faire de préjudice à l'usufruitier des biens confisqués , ni aux substitués , *quia nemo ex alieno de-*

lito debet pręgravari. Voy. Brodeau sur Louet, let. C, à moins que la confiscation ne fût causée pour crime de lèse-majesté ; auquel cas toutes sortes de biens possédés par le confisqué appartiennent à sa majesté, soit qu'ils soient substitués, sujets à l'usufruit ou au droit de retour, *ut suprà notatum.* Voyez encore la Roche, liv. 6, tit. 23, n. 4, & *ibi* Graverol.

459. On demande si la confiscation a lieu pour les biens de celui qui se tue volontairement ? La commune résolution des docteurs est, que si celui qui se donne la mort volontairement étoit prévenu d'un crime capital, il confisque ses biens en confisquant son corps, parce qu'il ne fait que prévenir sa condamnation, en faisant sur soi-même l'office de juge & celui de bourreau ; *sécus*, s'il n'étoit prévenu d'aucun crime, ou que celui dont il étoit accusé ne fût pas capital. Voyez Ferrière, sur la question 76 de Guy-Pape ; Chop. *de doman. lib. 1, tit. 8, num. 18* ; Maynard, liv. 6, ch. 85, *in fin.* & liv. 8, chap. 85 ; Coquille, sur la coutume de Nivernois, tit. *des confiscations*, art. 1 ; la Roche, liv. 6, tit. 23, nomb. 3.

460. Parmi les causes qui portent les hommes à conjurer contre leur propre vie, on compte la violente passion de l'amour, la pauvreté, surtout lorsqu'elle a été précédée des richesses, la violence des maux dont on peut voir des exemples chez Pline, *lib. 1, epist. epistol. 12 & 22*, & *lib. 3, epist. 7*, l'orgueil & l'ambition ; ainsi Empedocle se précipita dans les flammes du mont-Ætna pour acquérir l'immortalité ; les revers de la fortune & le dérangement des affaires domestiques ; la douleur que l'on ressent de la perte d'une personne chérie, & autres semblables accidents auxquels cette vie mortelle est exposée.

461. Mais, quoiqu'en disent les Stoïciens, cette action violente & inhumaine est plutôt une marque de faiblesse & de lâcheté, qu'une action de courage & de grandeur d'âme ; ce qui a fait dire à un ancien : *Fortium virorum est magis mortem contemnere, quam odissē vitam* ; aussi les loix ont-elles toujours condamné cette cruauté.

462. Chez les Hébreux, celui qui s'étoit tué volontairement, étoit privé de la sépulture : *Teste Egesippo, lib. 3, de excid. Hierosolym. c. 17. Denique*, dit Joseph au livre 3 de la guerre des Juifs, chapitre 14, *si quis se occiderit apud nos quidem, id est apud Hebraos, usque ad solis occasum insepultos abjici decretum est, cum etiam hostes sepelire fas esse ducamus ; apud alios autem & dextra jubentur abscindi ejusmodi mortuorum, quę in ipsos armata sunt.*

463. Chez les Grecs, les homicides de soi-même étoient ensevelis sans honneur & dans un endroit séparé ; Plato, *lib. 9, de legib.* Le droit Romain pousse sa sévérité jusqu'à défendre de pleurer ; *l. liberorum, §. non solent, de his qui notant.* Touchant les autres peines prononcées par les loix Romaines, voyez la loi 32, §. 7, *de donat. inter vir. & uxor. l. 6, §. 7, de injust. rupt. & irr. testam. l. 7, de bonis eorum, qui ant. sent.*

464. Parmi nous l'homicide de soi-même est privé de la sépulture en terre sainte, & le procès est fait à son cadavre dans la forme prescrite par l'ordonnance de 1670, tit. 22. Voy. Bacquet, *des droits de justice*, chap. 7, nomb. 16 & 17 ; Ayrault, dans son *instruction judiciaire*, livre 4, n. 23 ; Ferrière, sur la quest. 76 de Guy-Pape.

465. Lorsque le mari commet un crime pour lequel il est condamné à mort naturelle ou civile, & ses biens confisqués, la part que la femme a dans la communauté n'est point comprise

dans la confiscation; *quia nemo debet ex alieno delicto prægravari* Voyez Louet & Brodeau, let. C, chap. 52. A plus forte raison la femme ne confisque-t-elle que la part qu'elle a dans la communauté, parce que la raison qui fait douter à l'égard du mari, prise de ce qu'il est le maître de la société, cesse à l'égard de la femme. Voy. M. Lebrun, en son *Traité de la communauté*, liv. 2, chap. 2, n. 17.

466. Il a été jugé par un arrêt du parlement de Provence, du 17 novembre 1654, rapporté par Boniface en ses arrêts, tome 1, part. 1, liv. 6, tit. 3, chap. 15, après partage porté de la grand'chambre en la tournelle, que le délit ou quasi-délit de la femme commis avant son mariage, ne préjudicie point à l'usufruit du mari, quand la condamnation n'est intervenue qu'après le mariage.

467. Ceux qui voudront s'instruire plus amplement sur cette matière, peuvent voir Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 30, tit 1; Papon, liv. 24, tit. 13; Bacquet, des *droits de justice*, chap. 11 & suiv; Chop. *de doman. lib. 1, cap. 7, & seq.* Clarus, *Sentent. lib. 5, quæst. 78 & 79*; Claude Ferrière, sur l'article 183 de la coutume de Paris; la Roche, liv. 1, tit. 37, & liv. 6, tit. 23; M. le Prestre, cent. 2, ch. 178; Louet & Brodeau, let. C, chap. 35 & 52; & enfin le *Traité de la mort civile*, liv. 3, art. 2, chap. 1, sect. 1, & *passim*. Voyez aussi ci-dessus le mot Amende en matière criminelle.]

468. CONFISQUER LE FIEF. Dans quelques coutumes, cette façon de parler signifie la même chose que dans d'autres signifient commettre le fief, l'exposer à la commise. Voyez Paris, art. 43; Valois, art. 39; Reims, art. 129 & autres. Voyez Commise.

469. QUI CONFISQUE LE CORPS, CONFISQUE LES BIENS. C'est le proverbe

général dans toutes nos coutumes; que toute sentence qui porte condamnation de mort ou de bannissement perpétuel, emporte la confiscation des biens. Il y a cependant quelques coutumes où cette règle n'a pas lieu dans toute son étendue; en Berry la confiscation de biens n'a lieu qu'en crime de lèse-majesté humaine au premier chef; dans les autres crimes les héritiers du condamné à mort lui succèdent dans tous ses autres biens, comme s'il mouroit de mort naturelle. Voy. Berry, tit. 2, art. 1, 2 & 3; la Thaumassière sur cet article; Ragueau dit que le roi Jean accorda aux peuples d'Aquitaine le privilège de n'être pas sujets à confiscation, si ce n'est dans les crimes de lèse-majesté divine & humaine.

470. CONFORTEMAIN. C'est une commission du roi obtenue en sa grande chancellerie, par le seigneur féodal ou censuel, pour fortifier la fief qu'il a fait faire sur son vassal, ou sur son censitaire; l'effet de la confortemain est d'empêcher que le vassal ou le censitaire n'entreprene d'enfreindre la main-mise faite par le seigneur sur le fief, ou sur l'héritage censuel. Il est parlé de la confortemain dans l'édit de Cremieu, dans les coutumes d'Auvergne, chap. 22, art. 2; de Berry, tit. 5, art. 26; d'Angoumois, art. 11; de Blois, art. 39. Voyez Bacquet, en son *Traité des droits de justice*, chap. 4, nomb. 23.

471. CONGEABLE. Voyez Domaine congeable.

472. CONGRIER. (Droit de) Ce droit consiste dans la faculté qu'a un particulier de se faire une espèce de garenne à poisson dans une rivière, par le moyen de gros pieux enfoncés & joints près l'un de l'autre, qui sortent de l'eau, entre lesquels le poisson est renfermé.

473. CONNETABLE. Il étoit dans l'origine ce qu'est aujourd'hui le grand écuyer de France, *comes stabuli*. Par la suite il devint le premier officier de la couronne, ayant le commandement général de toutes les troupes de France, & pour ses lieutenants les maréchaux de France. Cette charge, qui donnoit un pouvoir immense à celui qui en étoit revêtu, a été supprimée en 1627, après la mort du duc de Lesdiguières, dernier connétable. Touchant la dignité de connétable, voyez Dutillet, part. première, pag. 389, & le diction. de Trévoux.

474. CONNETABLIE. C'est la juridiction du connétable, aujourd'hui exercée par MM. le maréchaux de France. Ils connoissent de tout ce qui concerne la guerre, les troupes & les garnisons, tant au civil qu'au criminel. Ils connoissent aussi de tous différends mus entre gentilshommes & gens de guerre, pour raison de leurs engagements, de parole & du point d'honneur. Voyez Point d'honneur.

475. CONTRE-LETTRES. En matière de droits seigneuriaux, ce sont conventions secrètes faites entre l'acquéreur & le vendeur d'héritages féodaux & censuels, pour empêcher le seigneur d'exercer ses droits, ou pour les frauder. Par exemple, quand dans la vente d'un héritage féodal on en enfile le prix pour empêcher le retrait de la part du seigneur dominant, lorsque dans la vente d'un héritage censuel on en diminue le prix pour diminuer le montant des lods & ventes; ces fraudes & autres semblables, qui donnent toujours atteinte à la bonne foi des parties contractantes, ne nuisent jamais au droit du seigneur, quand elles sont découvertes & prouvées. Voy. Fraude.

476. COPONAGE. C'est un droit appartenant au chapitre de Saint Jean de Lyon, qu'il percevoit sur

les bleds & les grains qui se vendent en la ville de Lyon. Il y a été maintenu par arrêt du 18 juillet 1655. C'est la même chose que le droit de cartelage dont nous avons ci-dessus parlé. Voyez Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 20.

477. CORDELIÈRE. C'est un petit filet plein de nœuds, que mettent les veuves & les filles nobles, en manière de cordon, pour entourer l'écusson de leurs armes.

478. CORNAGE. C'est un droit que le seigneur châtelain de Breçy près Bourges, a de percevoir à raison de chaque bœuf qui laboure dans sa seigneurie. Ce droit a été abonné par différentes transactions faites entre le seigneur & les sujets.

479. CORPS D'HABITANTS. Voyez Communes & Communautés d'habitants.

*480. CORVÉES, sont les manœuvres & charrois dont les emphytéotes ont été chargés envers leurs seigneurs, lors de leur investiture.

481. Les auteurs latins appellent ces devoirs *corporalia opera*, à l'exemple des services que les affranchis rendoient à leurs patrons, en récompense de la liberté qu'ils leur avoient donnée. Les capitulaires les appellent *vexationum genera*, parce que les seigneurs les ont établies par force & par violence : néanmoins un usage inveteré les fait regarder aujourd'hui comme justes; *injuria in jus versa est*.

482. Les corvées sont ainsi appelées à *curvando*, parce que les emphytéotes sont obligés de se courber pour rendre ces devoirs, comme en labourant, vendangeant, fauchant, &c. Voy. M. Cujas, *ad tit. cod. ne opera à collat. exig.* & M. d'Olive, en ses *questions notables*, liv. 2, chap. 32.

483. Pour que les seigneurs soient en droit d'exiger les corvées de leurs

emphytéotes, il faut qu'ils soient fondés en titres ; c'est la disposition de l'article 71 de la coutume de Paris, & des arrêts rapportés par l'auteur du dictionnaire des arrêts. *Voyez l'ordonnance de Blois, art. 283 ; d'Olive, liv. 2, chap. 32 ; Catelan, liv. 3, chap. 16 ; & Bacquet, des droits de justice, chap. 29, n. 39.* La raison est, parce que ces servitudes ne sont point de la substance du fief, ni de la justice ; qu'elles contiennent un devoir odieux & contraire à la liberté naturelle, & qu'enfin elles sont fondées ordinairement sur la force & la violence des seigneurs. Néanmoins il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux, du 29 mai 1713, rapporté par la Peyrere, let. C, n. 141, que la possession immémoriale suffit au seigneur pour être en droit d'exiger les corvées de ses emphytéotes : *quia possessio immemorialis habet vim constitui & tituli.* C'est l'avis de Ferriere sur la question 217 de Guy-Pape. *Jure domini, dit-il, non possunt exigere has corvatas, nisi promissæ sint, vel longâ prescriptione questæ. Vide Boërius, décis. 212.*

484. Les corvées étant dûes aux seigneurs comme des charges auxquelles les emphytéotes se sont assujettis, il paroit sans difficulté qu'ils doivent les faire à leurs dépens, & que le seigneur à qui elles sont dûes n'est point tenu de les nourrir ; *quia unusquisque rem quam spondit, suo impendio dare debet.* Chopin, sur la coutume d'Anjou, art. 37, n. 14 ; Charondas, en ses réponses, liv. 11, chap. 29 ; Bacquet, des droits de justice, chap. 29, n. 42 ; Mornac, ad l. penult. ff. de præscript. verb. Automne, ad tit. ff. de oper. libert. in princ. Brodeau, sur l'article 71 de la coutume de Paris, n. 47 ; Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 6, art. 2, argum. l. suo victu, ff. de oper. libert. Ferr. ad quest. 217.

485. Cette règle est néanmoins su-

jette à plusieurs exceptions, dont voici les principales. La première, s'il y a coutume ou convention expresse, portant que le seigneur sera tenu de nourrir ses sujets & leurs bestiaux pendant les corvées : car en ce cas le seigneur ne peut exiger ce devoir, qu'en remplissant de son côté les conditions qui y sont attachées. Ainsi Guy Pape étoit dans l'usage de nourrir ses corvéables au tems du devoir, comme il l'atteste lui-même, quest. 217, en ces termes : *Et idèd ego Guidop. facio administrare victualia hominibus meis Sancti Albani Papiensis diæcesis, & hominibus meis Montis Clari, Dienfis diæcesis, dum ipsi præstant mihi corvatas ex antiquâ consuetudine, in reparationibus Bedalium molendinorum meorum dicti loci Sancti Albani.*

486. La seconde, si les corvées doivent être faites si loin, que les emphytéotes ne puissent pas retourner chez eux le même jour, auquel cas le seigneur ne peut se dispenser de leur payer la couchée pour eux & pour leurs bestiaux, ainsi qu'il a été jugé par arrêt du parlement de Paris, rapporté par Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 6, art. 1 : ce qui est fondé sur l'équité naturelle, & sur ce que régulièrement le seigneur ne peut exiger que les corvées soient faites *nisi in loco in quo moratur*, comme dit Guy-Pape, loc. cit. & Matth. sur la question 472.

487. La troisième, si l'indigence des corvéables est telle qu'ils n'aient d'autre moyen pour vivre que leur travail ; car autrement ils se verroient réduits à la situation la plus désolante, qui est de ne pouvoir vivre en travaillant. Il est même de l'intérêt des seigneurs de ne leur pas refuser un secours, sans lequel ils seroient dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs devoirs. *Domitorum interest ne auxilium contra famem iis denegetur qui justè deprecantur, instit. de his*

his qui sunt sui vel alien. jur. Voyez l'addition de Guy-Pape, question 217 ; jusques-là que quand bien même les emphytéotes se seroient assujettis par pacte exprès à faire les corvées à leurs dépens, le seigneur ne pourroit les obliger à l'exécuter, parce que ce pacte n'est censé fait que dans le cas où les tenanciers ont de quoi fournir à leur nourriture.

488. C'est par cette même raison que les tenanciers qui n'ont pas accoutumé de tenir les animaux propres aux corvées, ne sont point obligés d'en acheter ou d'en louer ; il suffit en ce cas qu'ils travaillent de leurs bras. Henrys, tome 1, liv. 3, chap. 3, quest. 32. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Dijon, rapporté par Bouvot, tome 2, verbo corvées, quest. 1. La faveur de la liberté le doit ainsi faire décider. *Aliud dicendum*, si le corvéable s'étoit défait de ses animaux pour frustrer le seigneur de son droit, parce que la fraude & la mauvaise foi ne doivent jamais être favorablement accueillies.

489. Les corvées étant un droit personnel au seigneur, il s'ensuit qu'il ne peut les céder à un tiers. Matth. & Ferr. sur la question 472 de Guy-Pape ; Automne, *ad l. si non sortem* 26, §. *libertus*, ff. de cond. indeb. Boerius, *quæst.* 212, n. 19 ; Olive, liv. 2, chap. 32 ; Cambolas, liv. 1, chap. 11. La raison est, *quia hujusmodi operæ sunt individua, & personæ domini coherænt*. D'ailleurs presque tous les Auteurs comparent les corvées *operis obsequialibus*, que l'affranchi devoit à son patron, en récompense de sa manumission, & pour marque d'honneur. Or il est certain que ces œuvres obsequiales n'étoient pas cessibles ; *officialia opera cuiquam deberi non possunt quàm patrono*. Vide l. 9, §. 1, ff. de oper. libert. l. si non sortem, §. sed & si, ff. de condiçt. indeb. En effet, on ne peut point les comparer *operis industria-*
Partie I.

libus, parce que les œuvres de cette espèce étoient sujettes aux arrérages ; ce que ne sont point les corvées, comme nous le dirons plus bas. Enfin, si le droit de corvées étoit cessible, il seroit plus gênant & plus insupportable pour celui qui y est sujet, puisqu'il pourroit être contraint de rendre ce devoir à une personne souvent de plus basse condition que lui.

490. On trouve néanmoins un arrêt rapporté par Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29, n. 41, qui jugea que les corvées sont dûes au fermier du seigneur ; ce qui est contre l'avis formel de Matth. sur la question 217 de Guy-Pape. *Prestationes autem ejusmodi dominus alteri locare, nec subditorum operas ad exterorum aut vicinorum res curandas, aut reparandas ad eas commodare nequit*, dit cet Auteur. Voyez la Peyrere, lett. C. n. 139, qui dit que les corvées qu'on appelle *artificiales*, comme sont les journées d'hommes, d'animaux, ou autres, parce qu'elles sont partie des droits utiles de la seigneurie : *At non item de operis obsequialibus*, qui étant comme une marque de l'honneur & de la révérence que les corvéables doivent à leur seigneur ; *veluti jus custodia & excubiarum*, elles sont inséparables de la personne du seigneur à qui elles sont dûes. Cette distinction me paroît conforme aux principes & à l'usage.

491. On distingue encore les corvées en personnelles & en réelles. Les corvées personnelles sont celles qui sont dûes par ceux qui habitent dans l'étendue de la seigneurie, encore que leurs biens n'y soient pas situés. Les corvées réelles sont celles qui sont dûes par les possesseurs des fonds situés dans la seigneurie, quoiqu'ils n'y aient pas leur domicile.

492. Les ecclésiastiques & les gentilshommes sont exempts des corvées

personnelles, mais ils sont sujets aux corvées réelles, parce qu'elles sont considérées plutôt comme une charge du fonds, que de la personne qui le possède.

493. *Ubi nota*, que les corvées, soit personnelles ou réelles, peuvent être faites *per vicarias operas, quia non est electa industria persone*.

494. Lorsque le nombre des corvées n'est pas déterminé par le titre d'inféodation ou par les reconnoissances, le seigneur n'en peut prétendre que douze tout au plus de chaque tenancier : comme il a été jugé par arrêt du 22 septembre 1543, rapporté par Papon, liv. 13, tit. 6, art. 1 ; & par autre arrêt du parlement de Toulouse, du 6 juillet 1558 ; recueilli par la Roche, *des droits seigneur.* ch. 3. Voy. Breton. sur Henrys, tom. 1, liv. 3, ch. 3, quest. 32. Benediçt. *in verb. condidit. num.* 22, la loi *libertus*, ff. de oper. libert. Bouvot, tom. 1, verbo Corvéables à volonté.

495. Les corvées étant comparées au service que le droit appelle *operas officiales*, comme nous l'avons dit plus haut, elles ne s'arrangent point, c'est-à-dire, qu'on ne peut exiger celles des années passées dont on n'a point fait de demande dans le tems, soit qu'elles soient dûes à jour certain, ou après interpellation ; *opera enim suo tempore non petita, quasi tacito judicio remissa videntur*. Ferriere, sur la question 472 de Guy-Pape ; la Roche, en son *traité des droits seigneuriaux*, chap. 3 & 6, nomb. 6 ; Chassaneus, *in Conjuet. Burgund.* tit. des main mortes, §. 18, verbo Corvéable à volonté, n. ult. Automne, *ad l.* 20, *cod. de liberal. caus.* Papon, liv. 13, tit. 6, n. dern. Olive, liv. 2, chap. 32 ; Mornac, *ad l.* 1, ff. de oper. serv. Catelan, liv. 3, chap. 16. La raison est, parce que cette action descend de l'édit du pré-

teur, & par conséquent elle est annale, l. 2, ff. de oper. libert. Mais cette règle cesse, lorsque le seigneur à qui les corvées sont dûes, en a fait demande à ses tenanciers dans l'année qu'elles doivent être faites ; car alors ayant été mis en demeure, ils ne doivent pas tirer avantage de leur désobéissance ; la Roche, *des droits seigneuriaux*, ch. 6, art. 6, *argum. l.* 13, §. *judicium*, & l. 24, ff. de oper. libert. où il est dit que le patron peut exiger l'estimation des œuvres arréagées que l'affranchi devoit lui faire lorsqu'elles ont été indites ; *opera praterita veniunt in judicium, & peti possunt, si cum indicta fuissent à patrono, non fuerint prestita ; tunc enim obsequii non prestiti, aestimatio ad pecunie exactionem convertitur*. Voyez Coquille, sur la coutume de Nivernois, art. 5 ; Brodeau, sur l'article 71 de la coutume de Paris, n. 46 ; Henrys, tom. 1, liv. 3, chap. 3, quest. 32.

496. Sur quoi il faut remarquer qu'encore que le seigneur ne puisse pas exiger en espèces les corvées arréagées, mais seulement l'estimation d'icelles avec dommages-intérêts, si le cas y étoit, le tenancier peut néanmoins les acquitter en espèces, & se dispenser d'en payer l'estimation ; *quia in alternativis debitoris est electio, cap. in altern. extr. de reg. jur. in 6*.

497. Les corvées étant un droit seigneurial, la possession même immémoriale n'est pas assez forte pour en affranchir les emphytéotes qui y sont sujets. C'est une obligation qui fait partie de l'emphytéose, & qui, par cette raison, ne reconnoît point l'empire du tems. D'ailleurs il n'est pas juste que l'indulgence du seigneur envers ses tenanciers, lui enlève un des principaux droits de sa seigneurie ; Mornac, *ad l.* 7, ff. *quemad. servit. amitt.* Olive, liv. 2, chap. 32, *in fin.*

Graverol, sur la Roche, des *droits seigneuriaux*, chap. 20, art. 1. Voyez le Glossateur dn la Peyrere, let. P, nomb. 88. Néanmoins si les corvées ayant été demandées aux tenanciers, ils ont refusé de les faire, & qu'ils aient persisté l'espace de trente ans dans leur refus, pour lors la prescription les en affranchit, parce que, comme dit Graverol au lieu sus allégué, les choses deviennent prescriptibles *ex die contradictionis*, quand même elles ne l'auroient pas été de leur nature. Voyez Mornac, *ad tit. ff. de oper. servor.* Bretonnier, sur Henrys, tom. 1, liv. 3, quest. 32. Mais en pays coutumier, les censitaires ou justiciables prescrivent contre le droit des corvées par trente ans, & quarante ans contre l'église. Voyez le recueil de jurisprudence civile de M. de la Combe, *verbo* Corvées, n. 2.

498. Lorsque le tems & le jour auxquels les corvées doivent être faites, ne sont pas déterminés par le titre, c'est au seigneur à les fixer; mais on doit avertir ceux qui y sont sujets au moins deux jours auparavant; la Roche, des *droits seigneuriaux*, chap. 3, art. 1, *vide l. cum patronus, l. libertus, & l. 24, ff. de oper. libert.* Catelan, liv. 3, chap. 16. Que si le tems & le jour sont fixés, il ne dépend ni du seigneur ni des emphytéotes de les anticiper ou de les retarder, à moins que ce ne soit de convenance, ou pour des considérations importantes, comme maladies & autres accidents.

499. Pour sçavoir si les corvées se multiplient lorsque l'emphytéote qui y étoit sujet a laissé plusieurs héritiers, il faut distinguer; car ou les corvées sont dûes directement à l'occasion du fonds baillé en emphytéose, ou bien elles sont dûes *ratione persone aut domicilii*. Au premier cas elles sont tou-

jours les mêmes, en quelque nombre que soient les possesseurs du fonds qui y est sujet; mais au second, il est sans difficulté qu'elles se multiplient. *Quod si ratione persone aut domicilii debeatur, tunc propagari, si progagentur persone & domicilia, & etiam deberi pluraliter per plures filios ejus qui semel tantum pendere solebat*, dit Ferriere, sur la question 217 de Guy-Pape, *in fin.* Vide Chassaneum, *in Consuet. Burgundia*, tit. des *maines mortes*, §. 18. nomb. 30; Dumoulin, sur la coutume de Paris, §. 2, glos. 4, n. 33 & 44; Bornier sur Ranchin, pag. 205.

500. Sur quoi il faut observer que si les corvées sont réelles, c'est-à-dire, si elles ont été imposées aux tenanciers, à proportion du fonds baillé en emphytéose; elles sont sujettes à augmentation ou diminution, à proportion que les emphytéotes acquièrent ou aliènent du fonds sujet à ce devoir. Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 6, art. 2, rapporte un arrêt du parlement de Paris qui le jugea de même. En effet, les corvées imposées de cette façon ont trop d'analogie au cens pour n'être pas sujettes aux mêmes règles à cet égard.

501. Les emphytéotes qui doivent plusieurs corvées, ne sont point obligés de les faire de suite & sans interruption; mais il faut que le seigneur leur donne un certain intervalle de tems pour pouvoir vaquer à leurs affaires personnelles. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Dijon, rapporté par Bouvot, tom. 1, part. 1, *verbo* corvées à volonté, quest. 1. Voyez la Roche, des *droits seigneuriaux*, chap. 3, art. 1.

502. Si le bail emphytéotique porte que les corvéables feront tel nombre de corvées, ou qu'ils paieront au seigneur une certaine somme au lieu de faire les corvées, il n'est point à la discrétion du seigneur d'exiger l'un ou l'autre, suivant sa commodité; mais il

est au choix de l'emphytéote de faire lesdites corvées, ou de payer la somme convenue ; par cette grande raison si souvent employée en matière de droits seigneuriaux, que l'on doit toujours favoriser la liberté de l'emphytéote. D'ailleurs *in alternativis debitoris est electio*, cap. *in alternativis*, extr. de reg. jur. in 6. Bacquet, des droits de justice, chap. 29, n. 43. Charondas, en ses *pandeutes*, liv. 2, chap. 16.

503. Le seigneur ne peut pas exiger que ses emphytéotes lui fassent les corvées dans un tems qui leur seroit trop incommode, v. g. pendant les semailles ou pendant les moissons, ainsi qu'il a été jugé par arrêt du parlement de Paris, rapporté par Papon, en ses *arrêts*, liv. 13, tit 6, art. 1. J'estime néanmoins que, si le tems étoit expressément fixé par le titre, les tenanciers seroient obligés de faire les corvées *tempore constituto*, sans aucun égard aux saisons ou autres circonstances ; *quia legem sibi dixerunt*. D'ailleurs il est à présumer que le seigneur a imposé les corvées pour un tel tems, parce qu'il a prévu qu'il en auroit plus de besoin que dans un autre.

504. Pareillement le seigneur ne peut pas contraindre les corvéables à lui rendre ce devoir pendant la nuit ; l. 1 & 2, ff. de oper. libert. Guy-Pape, quest. 472, à moins qu'il y en eût convention expresse dans le titre. *Obligatus ad operam seu corvatam, eam prestare debet de die & non de nocte ; nisi tamen obligatus reperiretur ad prestandum de nocte, quoniam tunc hoc facere teneretur* ; Guy-Pape, loc. cit. l. 49, ff. eod. Vid. Bart. in l. si non sortem, §. libertus, ff. de cond. indeb.

505. Quoique les emphytéotes se soient assujétis à certaines corvées deshonnêtes ou insolites dans le bail emphytéotique, ils ne sont pas néanmoins tenus d'y satisfaire ; *opera enim*

quæ sine turpitudine prestari non possunt, prestari non debent, l. hæc demum, ff. de oper. libert. parce que, suivant la disposition des loix, les pactes contraires à l'honnêteté & à la pureté des mœurs, doivent demeurer sans effet ; *pacta quæ contrà leges vel contrà bonos mores fiunt, nullam habere vim indubitati juris est*, l. pacta, cod. de pactis. La Peyrere, let. H, nomb. 36, & let. C, nomb. 139 ; Olive, liv. 2, chap. 1 ; Maynard, liv. 1, chap. 70 ; Despeisses, des droits seigneuriaux, tit. 6, sect. 2, nomb. 17 ; Charondas, en ses *réponses*, tom. 1, liv. 3, chap. 79.

506. C'est en conformité de ce principe, que les cours souveraines guidées par les véritables règles de l'honneur & de la vertu, ont toujours réformé par leurs arrêts les soumissions faites par leurs vassaux en faveur de leurs seigneurs, lorsqu'elles se sont trouvées contraires à la pureté des mœurs & aux loix du christianisme, bien que les vassaux s'y fussent assujétis par le titre d'inféodation ; sur quoi l'on peut voir d'Olive, liv. 2, chap. 1, qui rapporte un arrêt du parlement de Toulouse, du 12 mai 1628, rendu au profit des habitants d'Avenac, contre le seigneur dudit lieu, par lequel fut rejeté un article de la coutume d'Avenac, qui portoit que ceux qu'on surprenoit en adultère, étoient obligés de courir la ville tout nuds, ou bien de payer la somme de 50 sols au seigneur. Voyez Chopin, sur la coutume d'Anjou, art. 31, n. dernier.

507. Les corvées évant comptées parmi les droits seigneuriaux, comme nous l'avons remarqué ci-dessus, il s'en suit que le seigneur n'est point obligé de s'opposer au décret des biens qui y sont sujets, pour la conservation de ce droit, comme il a été jugé par un arrêt du 30 août 1608, rapporté par M. Bouguier, let. O, chap. 8.

508. On peut voir au sujet des corvées, Henrys & Bretonnier, tom. 1, liv. 3, chap. 3, quest. 32 & 33; Bacquet, des *droits de justice*, chap. 29, nomb. 39 & suiv. Bafnage, sur la coutume de Normandie, *Mornac, ad tit. ff. de oper. servor.* Bouvot, *verbo* Corvées; Guy-Pape, quest. 217 & 472, & *ibi* Ferriere; Loysel, en ses instit. cout. liv. 6, tit. 6.

509. Le droit de corvées procède constamment de la servitude personnelle, & l'origine en remonte à ces tems anciens, où suivant le droit des gens qui subsistait alors, les prisonniers de guerre étoient esclaves du vainqueur. Les seigneurs, au retour de leurs expéditions, distribuoient dans leurs fiefs leurs prisonniers ou leurs esclaves. Ce n'étoit pas alors une condition dure à ces gens-là de donner à leur seigneur, & même à sa volonté, quelques journées de leur travail par mois, par semaine. Ils étoient tenus à ces devoirs, à raison de leur esclavage & des héritages qu'ils possédoient.

510. Depuis que le droit des gens a changé sur le sort des prisonniers de guerre, les seigneurs n'ont plus eu le droit de conquérir des esclaves. Ils n'ont plus eu dans leurs terres que de malheureux payfans que la misère ou la nécessité de se réfugier quelque part, y a conduits: l'humanité n'a pas voulu qu'ils fussent traités avec la même rigueur que ces anciens esclaves dont nous venons de parler; mais comme quantité de seigneurs vouloient exercer sur ces misérables les mêmes droits que sur des esclaves, les commander & les tyranniser à volonté; la jurisprudence s'est opposée avec justice à leurs dessein, en réduisant à un certain nombre par an, les corvées que les serfs doivent fournir à leurs seigneurs, & en prescrivant les tems où on les don-

neroît, & les travaux où on emploieroit les corvéables.

511. CORVEABLE. On appelle ainsi celui qui est sujet aux droits de corvées, de quelque nature qu'elle puisse être, personnelle ou réelle.

* 512. CO-SEIGNEURS, sont deux ou plusieurs seigneurs du même territoire ou du même fief.

513. Lorsque plusieurs seigneurs jouissent par indivis du fief dominant, l'un d'eux peut saisir féodalement l'entier fief mouvant de ses co-seigneurs & de lui, sans que pour cela il ait besoin de procuration ou consentement exprès: il ne peut néanmoins recevoir la foi & hommage, & tenir l'entier fief couvert, sans le consentement de ses co-seigneurs; Dumoulin, sur l'art. 1 de la coutume de Paris, glos. 1, n. 71.

514. Suivant l'ordonnance de Roussillon de l'an 1564, art. 25 & 26, quand il y a plusieurs seigneurs d'une même justice dont ils jouissent par indivis, il ne doit y avoir qu'un seul juge pour exercer la justice totale du lieu, lequel doit être commis alternativement de trois en trois ans; les seigneurs peuvent cependant convenir entr'eux d'un juge. Dans le pariage que le chapitre de Périgueux tient avec plusieurs seigneurs particuliers, ledit chapitre nomme un juge qui exerce la justice pendant six mois, après quoi le juge commis par les autres seigneurs le remplace pour six autres; ce qui paroît contraire à ladite ordonnance de Roussillon & au bien public.

515. Chacun des co-seigneurs est en droit de se qualifier seigneur de la terre possédée par indivis; il en est de même si la justice est divisée par égales portions. Mais si au contraire il n'y a pas entre les co-seigneurs égalité de juridiction, dans ce cas, celui à qui appartient le château & la plus

grande partie de la justice, peut se qualifier seigneur de la terre; & les autres peuvent prendre la qualité de co-seigneurs ou de seigneurs en partie; *socium est enim efficit quod ex minimâ parte commune est.*

516. A l'égard des honneurs de l'église, ils appartiennent également aux seigneurs par indivis ou par égalité de juridiction; & dans ce cas les prières doivent être faites conjointement pour les seigneurs de la terre.

517. Mais si la justice est divisée par portions inégales, celui qui en a la plus grande partie, doit être nommé le premier dans les prières qui se font aux prônes de la paroisse; comme il fut jugé par arrêt d'audience du parlement de Paris, du 27 février 1625, au profit de la comtesse de Laonnois, dame de Viarmes; Salvaing, de *l'usage des fiefs*, 2 part. chap. 56.

518. Sur quoi remarquez, que lorsqu'il n'y a aucune prérogative de dignité ou d'office qui puisse faire décider sur la préséance entre plusieurs seigneurs de la même paroisse, il faut qu'ils partagent les honneurs; en sorte que l'eau bénite soit donnée à l'un le premier, à l'autre l'offrande; à l'un le pain béni le premier, à l'autre l'encens; ou bien ils partagent les honneurs par mois ou années; ce qui se trouve confirmé par plusieurs arrêts, & par la glose de la loi *Nezennius*, ff. de negot. gest. ubi si ambigitur ad quem res pertineat dividenda est inter consortes litis.

519. Et quoiqu'on appelle cette façon de juger *judicium rusticorum*, par une sorte de dérision, il faut néanmoins demeurer d'accord qu'il y a des cas où le conflit des moyens & des preuves est si égal, que les juges ne sçauroient prendre un parti plus sage que de diviser la chose douteuse. C'est l'opinion de Bartole, ad l. Lucio, ff. de aquâ quotid. & æstiv. ad l. si duo, ff. uti

possid. & ad l. præses, cod. de sentent. & interl. omn. jud. & de plusieurs autres grands docteurs. *Vide Dec. ad l. precibus, cod. de impub. & al. substit.* Mais l'on ne doit user de cette manière de juger, qu'après avoir épuisé tous les moyens que la prudence suggère pour découvrir la vérité. Et à ce propos, il me revient en pensée ce que l'histoire raconte de l'empereur Galba, qui ordonna qu'un cheval que deux personnes prétendoient leur appartenir, & dont les preuves étoient égales, seroit conduit à l'abreuvoir la tête couverte, où étant, il seroit découvert & laissé sans conducteur, & qu'il seroit déclaré appartenir à celui chez qui il se retireroit. L'empereur Claudius découvrit la vérité par un autre moyen; car une mère désavouant son fils opiniâtrément, il lui ordonna d'épouser celui qu'elle refusoit de reconnoître pour son fils; mais l'horreur d'un inceste lui fit confesser la vérité. La mère de Periandre, roi de Corinthe, n'auroit pas eu cette délicatesse,

520. Lorsqu'une justice est possédée par plusieurs seigneurs, les profits & les charges doivent être départis entre eux à proportion de la part qu'ils y ont. C'est la disposition formelle de l'ordonnance de Roussillon, article 25, & 26.

521. Touchant la prééminence entre ceux qui possèdent des seigneuries par indivis, voyez les mémoires du clergé, de l'édition de 1716, tom. 3, p. 1278 & 1382, le pré. dent Boyer, décis. 15, & *infra verbo* seigneur, & *passim alibi.*]

522. COTTERIE. Dans quelques coutumes, comme Saint-Omer, art. 19; Saint-Paul, art. 12 & 15; Cambray, tit. 5, art. 2, & plusieurs autres, la coterie est un héritage censuel redevable de quelque rente envers le seigneur, à la différence du fief qui

ne doit que l'hommage & le service. Boutillier dans sa somme rurale, dit que la terre tenue en cotterie, en terre vilaine, qui ne doit hommage, service, ort, ni chevauchée, mais seulement la rente au seigneur. *Voyez Ragueau, indice des droits seigneuriaux.*

523. COTTIER. Dans la coutume dont nous venons de parler, on appelle également de ce nom, & les héritages tenus en cotterie, & les tenanciers de ces héritages. On dit un héritage cottier, un homme cottier, dans la coutume de Lille, tit. 1, art. 22 & 45, on trouve même juge cottier. Ce sont les juges pardevant lesquels on appelle en jugement les hommes cottiers.

524. COUTELAGE. Ragueau dit que ce droit consiste en quelques deniers qu'on perçoit sur toutes les marchandises que l'on vend & qu'on achete. Il cite Cujas, & l'art. 66 de la coutume de Lille, où ce droit ne se trouve point.

525. COUR. On entend ici par ce mot une assemblée de juges qui exercent une juridiction, ou bien le lieu même où les juges rendent la justice.

526. Dans le commencement de l'établissement des fiefs, tout possesseur de fief avoit la justice souveraine sur tous les hommes qui demeuroient dans l'étendue du fief; ce n'est que dans la corruption du gouvernement féodal, depuis l'établissement des arrière fiefs, que s'est introduit le proverbe qui dit, *que fief & justice n'ont rien de commun.*

527. Tout possesseur de fief avoit donc anciennement sa cour où avec ses pairs, il jugeoit les différends qui survenoient entre les hommes de son fief. Si la querelle étoit féodale entre le seigneur & un autre, on la portoit à la cour du comte ou du duc; & lorsque le différend ne s'y pouvoit juger, on le portoit à la cour du roi, où on

jugeoit définitivement: ainsi on voit que dans ces tems on n'avoit pas des appels l'idée que nous en avons aujourd'hui. On regardoit toujours le roi comme la source & l'origine de toute justice, aussi la cour du roi avoit ce privilège éminent, qu'on ne pouvoit accuser de faux les jugements qui s'y rendoient; on le pouvoit faire dans toutes les autres cours.

528. Quand les fiefs furent devenus héréditaires, cet événement changea un peu l'ordre des appels, il apporta aussi du changement dans l'ordre & la fonction des pairs. Avant l'hérédité des fiefs, on alloit directement de la cour du seigneur de fief, à celle du comte ou du duc; mais après l'hérédité des fiefs, & l'établissement des arrière-fiefs, il y eut un degré de juridiction intermédiaire; ce fut celle du seigneur dominant. Ses vassaux étoient ses pairs, & lorsqu'il n'en avoit pas nombre suffisant pour juger, il en empruntoit d'une autre cour. De la cour du seigneur dominant on alloit à celle du comte ou duc dont il relevoit, & s'il relevoit immédiatement du roi, on alloit à la cour du roi. Les pairs du comte & du duc étoient leurs principaux vassaux. & les pairs du roi étoient les grands vassaux de la couronne, les plus puissans parmi les comtes & les ducs. C'étoit en cette cour que se jugeoient toutes les questions féodales qui intéressoient le gouvernement féodal, la mouvance des grands fiefs, les devoirs, les services qui en dépendoient; on y jugeoit aussi les questions qui n'avoient pu se juger à la cour des ducs ou des seigneurs dominants.

529. Il est inutile d'observer que tous ces établissemens ne subsistent plus. Le roi seul juge tout, ou tout se juge au nom du roi. Les seigneurs, comtes ou ducs n'exercent plus qu'une justice précaire, qu'ils ne rendent plus

par eux-mêmes, assistés de leurs vassaux & de leurs pairs , mais qu'ils sont obligés de faire rendre par des étrangers. Aussi la cour d'un seigneur ne présente plus le spectacle imposant de plusieurs seigneurs rassemblés pour juger un différend ; mais très-souvent trois ou quatre paysans ridiculement affublés des ornemens de la magistrature.

530. **COURONNE.** C'est un ornement qu'on met au-dessus du timbre des armoiries , pour marquer la dignité des personnes qui emploient cet ornement. La couronne du roi de France est un cercle de huit fleurs de lys , cintrées de six diadèmes qui ferment ce cercle avec une double fleur de lys au-dessus. Charles VIII. est le premier roi de France qui l'ait portée fermée. Celle du dauphin ne l'est que de quatre diadèmes , & celles des enfans de France sont ouvertes par le haut , & ont seulement les huit fleurs de lys. La couronne des ducs est toute de fleurons à fleurs d'ache & de persil ; celle des marquis , moitié perles & moitié fleurons alternés ; & celle des comtes , de perles sur un cercle d'or. Les vicomtes ont leur couronne composée de neuf perles , de trois en trois entassées l'une sur l'autre ; & les barons une espèce de bonnet avec des tours de perles en bande sur le cercle. Les couronnes de vidames sont d'or , & garnies de perles : quatre croix parées les rehaussent, ce qui marque que le but de leur institution a été de les rendre les protecteurs de l'église.

531. **COURONNE DE FRANCE.** Elle appartient de plein droit au prince qui se trouve au tems de la mort du roi , premier prince du sang ; & s'il y en a plusieurs dans le même degré de parenté , comme quand le roi défunt laisse plusieurs enfans , celui d'entr'eux qui est l'aîné est seul saisi de la couronne,

Il faut cependant convenir que le droit d'aînesse qui appelle l'aîné par préférence à la couronne , s'est introduit fort tard en France , & qu'au défaut d'enfans du défunt roi , la couronne n'a pas toujours été donnée au premier prince du sang , à l'aîné.

532. Sous la première race , les quatre enfans de Clovis partagèrent également tout le royaume. Louis le Debonnaire divisa aussi l'empire entre ses quatre enfans. Après la mort de Louis V. décédé sans enfans , Charles son oncle , premier prince du sang , duc de Lorraine , devoit lui succéder , mais différentes circonstances engagèrent la nation à lui préférer Hugues Capet.

533. Ce n'est constamment que sous les rois de la troisième race que la prérogative de la succession à la couronne fut affectée à l'aîné ; mais de tout tems en France les femmes n'ont point succédé à la couronne. Suivant un ancien proverbe , le royaume de France ne tombe point en quenouille. Voyez Roi , Loi Salique. Voyez la déclaration d'Henry IV. contre le duc de Mayenne , du 29 janvier 1593 , on y voit que c'est aux loix , & non aux rois de disposer de la couronne de France.

534. **COUTUME.** (Droit de) Dans la coutume du grand Perche , art. 29 , 30 , 39 , c'est un droit qui appartient aux seigneurs bas-justiciers. Il consiste en un denier tournois qu'ils perçoivent sur chaque bête à quatre pieds , nourrie , achetée & livrée dans l'étendue de leurs fiefs , à l'exception néanmoins des bêtes à laine , de la volaille & autres menues denrées. Le droit doit être payé par l'acheteur dans la huitaine que la marchandise lui a été livrée , à peine de deux sols six deniers d'amende ; & si l'acheteur ne demeure pas dans la seigneurie , il doit être payé par le vendeur qui doit
le

le retenir en livrant sa marchandise. Dans l'Anjou & dans le Maine, coutumerie signifie le droit de péage. Dans d'autres coutumes, les coutumes de bleds, grains, argent & volaille, sont les rentes seigneuriales dûes annuellement sur les héritages. *Voyez* Bourgogné-duché, art. 114; Montargis, chap. 2, art. 42; Poitou, art. 57; Normandie, chap. 7, 28, 31.

535 COUTUMES. Nous entendons par ce mot un assemblage de loix établies par le consentement des peuples, joint le concours de l'autorité royale, pour régler l'état civil des personnes, & des biens dans une province, une ville, une contrée.

536. Sous la première & la seconde race de nos rois, on n'avoit point d'autres loix en France que le droit romain, la loi salique, les loix ripuaires, celles des bourguignons, des visigots, des lombards, & les capitulaires. *Voyez* les formules de Malculphe, *secundum legem romanam*. Au milieu des désordres affreux qui troublèrent les règnes des derniers rois de la seconde race, on perdit entièrement l'usage & même la mémoire du droit romain; l'esclavage des peuples, l'établissement des loix féodales, opérèrent cette étrange révolution; le peuple esclave ne reconnut plus d'autre loi que la volonté de ses maîtres, & les maîtres ne suivirent plus que la loi des fiefs.

537. Le royaume & les peuples restèrent dans cet état jusqu'au temps où commencèrent les affranchissemens généraux: on en fixe l'époque à Louis le Gros. Le roi & les seigneurs, en affranchissant leurs serfs, leur donnoient des chartes qui contenoient les loix qui dans la suite devoient gouverner leur état civil. Ces chartes s'appelloient franchises, & doivent être regardées comme les originaux de nos coutumes; la Thaumassière en a ramassé un grand

1 art. I.

nombre dans ses coutumes locales, qu'on peut consulter.

538. Quand on lit ces chartes avec attention, on y découvre aisément qu'elles ont été données par des maîtres à des esclaves: on y développe encore que les seigneurs, en les donnant, ont suivi les usages que la conjoncture des temps avoit introduits parmi eux, & que sur-tout ils n'y ont pas négligé leurs intérêts.

539. Dans ces franchises ordinairement on n'y trouve que des reglemens sur les fiefs, sur la juridiction que les seigneurs se réservoient sur leurs affranchis, l'établissement de quantité de droits très-onéreux, quelques loix de police. A mesure que la liberté s'augmenta en France, ils'introduisit encore parmi les peuples d'autres usages pour régler les contrats de mariage, les donations, les successions. Telles sont les matieres qui composent encore aujourd'hui nos coutumes.

540. Souvent ces usages n'étoient point rédigés par écrit, & ne subsistoient que dans la mémoire des hommes; quand on les contesloit, l'on en pouvoit faire la preuve par témoins: autre source des plus grands inconvéniens; la fortune & les biens des citoyens dépendoient souvent du témoignage équivoque ou corrompu de quelques payfans.

541. Pour éviter ce désordre, Charles VII. projetta de faire rédiger par écrit toutes les coutumes du royaume; il l'ordonna par l'article 125 de son ordonnance de 1453; en conséquence, sous son règne & sous les suivans, on travailla pendant un siècle à ce grand ouvrage: mais jamais un si beau dessein ne fut si mal exécuté; en lisant nos coutumes, on diroit, comme l'a fort bien observé M. de Ferrière & beaucoup d'autres, qu'elles ont été plutôt rédigées par des barbares que par des jurif-

D d

consultes & par des magistrats.

542. Louis XI. désiroit beaucoup de ne faire qu'une seule coutume en France; mais la mort prévint ses intentions : ainsi les coutumes nous sont restées telles qu'elles ont été rédigées, à l'exception de quelques-unes qui l'avoient été si mal, qu'on a été forcé de les réformer. Sur l'origine des coutumes, voyez l'histoire du droit françois de M. de Fleury, à la tête de l'institution au droit françois de M. Argou; l'esprit des loix, liv. 28, chap. 45; un des cours historiques sur la coutume d'Orléans, imprimé à la suite de cette coutume à Orléans chez Rouzeau 1740. Voyez encore M. de Ferrière, dans son dictionnaire de droit, *verbo* coutume : il y développe très bien les raisons qui ont occasionné la mauvaise rédaction de nos coutumes.

543. Après avoir instruit les seigneurs de l'origine des coutumes, & de la part qu'ils ont eue dans ce célèbre établissement, reste à leur faire quelques observations sur la façon d'exécuter les coutumes relativement aux droits seigneuriaux, ce qu'ils doivent faire & suivre; 1°. Quand il y est dérogé par les ordonnances. 2°. Quand elles ont des dispositions exorbitantes. 3°. Quand elles sont obscures. 4°. Quand elles sont muettes. 5°. Quelle coutume on doit suivre dans les affaires, ou celle du domicile des personnes, ou celle de la situation des biens. 6°. Quelle coutume on doit suivre quand le fief dominant est dans une coutume & le fief servant dans une autre. Il y a une observation générale à faire sur l'observation des coutumes, & préliminaire à celles que nous venons d'indiquer; c'est que toutes les coutumes sont territoriales, c'est-à-dire, que par elles-mêmes elles ne peuvent porter leur effet au-delà de leur territoire, si ce n'est quand elles se trouvent aidées par la convention des parties : alors leur puis-

sance s'étend par-tout; elle ne reçoit point de limites. Voyez d'Olive, liv. 3, chap. 25; Brodeau sur Louet, lett. C. somm. 42.

544 1°. Les ordonnances peuvent sans doute déroger aux coutumes; elles n'ont de force qu'autant qu'elles en reçoivent de l'autorité royale : ainsi le roi qui peut faire la loi, peut y déroger par ses ordonnances, qui sont les premières loix du royaume, celles qui nous manifestent expressément la volonté du Prince.

545. Malgré cette prééminence des ordonnances, quand il est question du droit acquis à un tiers, elles ne peuvent déroger aux coutumes que par une clause particulière, par une dérogation expresse relative au droit dont il s'agit, ce qui doit avoir lieu sur-tout quand l'ordonnance est contraire au droit commun.

546. La raison est que le prince n'est jamais présumé vouloir déroger au droit commun & général, ni préjudicier aux droits d'un tiers, à moins qu'il ne déclare en termes formels que telle est sa volonté. Ainsi les ordonnances qui permettent aux gens de main-morte de posséder des fiefs dans tout le royaume, ne préjudicie point aux droits acquis aux seigneurs sur ces fiefs.

547. Quant aux particuliers, comme chaque coutume est le droit public qui règle l'état civil de chaque particulier dans sa province, il n'y peut absolument être dérogé, sur-tout par rapport aux articles qui sont conçus en termes prohibitifs, & lorsque la disposition du particulier, contraire à la coutume, tourneroit au préjudice d'un tiers : ainsi quand la coutume défend à un père de disposer de ses fiefs, ou de partie, il ne le peut absolument faire; par la même raison il ne peut ôter ou diminuer le droit d'aînesse accordé à son fils aîné par la coutume, parce que la disposition du père, contraire à la coutume, tour-

neroît au préjudice d'un tiers.

548. Cependant dans les contrats finallagmatiques, on peut, dans de certaines occasions, déroger aux coutumes: par exemple, dans la concession d'un fief, d'une terre à cens, le seigneur n'est point obligé de s'en tenir aux droits généraux fixés par la coutume; il en peut exiger de plus forts, ou de moindres: il est libre au seigneur d'imposer à sa libéralité telle condition qu'il juge à propos, comme il est libre au vassal de les accepter ou de les refuser.

549. 2^o. Si la disposition d'une coutume est exorbitante du droit commun, alors elle est absolument de droit étroit, il faut l'exécuter à la lettre, sans pouvoir lui donner d'extension d'un cas à un autre, quoique semblable. Il y a, par exemple, parité de raison pour le retrait féodal & le retrait censuel; cependant, quoique le retrait féodal ait lieu dans une coutume, le retrait censuel n'y aura pas lieu, si la coutume ne l'ordonne pas précisément.

550. 3^o. Les coutumes contiennent souvent des dispositions obscures & ambiguës, & cela n'est que trop ordinaire; alors il faut tâcher d'expliquer la coutume par la coutume même, c'est-à-dire, examiner si, sans rien retrancher de l'article, ou sans y rien ajouter, on ne peut point en découvrir le véritable sens dans quelque autre article.

551. Si ce moyen ne réussit pas, il faut chercher quel peut avoir été l'esprit de ceux qui ont rédigé la coutume, par rapport aux usages qui ont été observés auparavant, par rapport au génie du peuple pour lequel la coutume a été faite, & par rapport à la situation du lieu où la coutume s'est établie.

552. 4^o. Quelquefois, & très souvent, les coutumes ne s'expliquent point sur certaines matières: alors il faut avoir recours aux coutumes voi-

sines, & à leur défaut au droit commun coutumier; quelquefois aussi on se décide par la coutume de Paris, dans les cas dont elle parle, & non prévus par les autres coutumes. Par exemple, il y a plusieurs arrêts, & notamment un du 5 Août 1738, rendu pour la coutume de Vitry, coutume muette sur les colombiers, qui décide que sur cette matière on y suivra ce qui est prescrit par la coutume de Paris. Si étoit question d'un droit d'aînesse dans une coutume muette, il faudroit avoir recours aux coutumes voisines, & à leur défaut suivre le droit commun coutumier.

553. 5^o. Dans les successions, les donations, les partages, les testaments, quand il est question de fiefs, c'est une règle générale que la coutume du domicile décide de l'état & de la capacité des personnes, & que la coutume où les fiefs sont situés, fixe la destination & les dispositions qu'on en peut faire: c'est encore une règle générale que la coutume du lieu où on se trouve détermine la forme & les solemnités des actes qui s'y passent: ainsi dans une succession où il y auroit des fiefs situés en Berry, dans le Maine, dans la coutume de Paris, qui contiennent toutes des dispositions différentes sur le partage des fiefs, il faudroit se conformer, pour chaque fief, à ce qui est prescrit par chaque coutume.

554. 6^o. Quand le fief dominant se trouve dans une coutume, & le fief servant dans une autre, s'il est question de la foi & hommage, il faut toujours suivre la coutume où est situé le fief dominant, parce qu'il faut que le vassal nécessairement se transporte au principal manoir du fief dominant pour y rendre sa foi & hommage.

555. Si, au contraire, il s'agit de paiement de droits seigneuriaux, & de la manière de jouir des biens que le seigneur féodal met en sa main, il faut

suivre la disposition de la coutume qui régit le fief servant , parce qu'il faut que le seigneur s'y transporte pour jouir des droits ouverts à son profit.

556. On distingue les coutumes en coutumes allodiales & en coutumes régies par la maxime *nulle terre sans seigneur*. Les coutumes allodiales sont celles où tous les héritages sont réputés aleux , francs de toutes charges , s'il n'y a titre au contraire. Les coutumes régies par la maxime *nulle terre sans seigneur* , sont celles où tous les héritages sont présumés assujettis au seigneur. Dans les premières , comme en Berry , c'est au seigneur qui veut assujettir un héritage à rapporter le titre : dans les secondes , comme en Blois , c'est au contraire au possesseur de l'héritage à justifier par titres qu'il n'est pas sujet à quelque droit envers le seigneur.

557. On distingue encore les coutumes de libertés & les coutumes de servitudes. Les premières sont celles où toutes les personnes sont franches & de libre condition , comme Paris , Berry & plusieurs autres. Les secondes sont celles où les droits de servitude personnelle ou réelle ont lieu , comme Nivernois , la Marche , les deux Bourgoignes , comté & duché , Vitry , Troyes , Bourbonnois. Dans la coutume de Berry il y a encore plusieurs coutumes locales serves , comme Linieres le Chastellet , Château Neuf , Château-Milan , Nonçay. Dans les mémoires faits en 1760 contre le Marquis de la Tournelle , on a mis au rang des coutumes serves celles de Menetou , Surcher & de la Rue d'Indre , locales de la coutume de Blois : c'est sans doute par inadvertance ; car dans ces coutumes je ne trouve aucune trace de la servitude qui affecte les personnes , ou même de cette servitude réelle qui rend les personnes serves , ainsi qu'on le voit dans les coutumes serves.

558. COUVRIER. En matière féodale couvrir le fief , c'est prévenir la saisie féodale , en faisant la foi & hommage , & en payant les droits auxquels l'ouverture du fief a donné lieu.

559. CRÉDIT. Vivre à crédit étoit autrefois un droit seigneurial. Ordinairement les seigneurs , en affranchissant leurs serfs , se réservoient le droit de prendre chez eux à crédit , pour un certain temps , les denrées qui leur étoient nécessaires. Pierre de France se réserva ce droit dans la franchise qu'il accorda à la ville de Montargis , avec terme de payer pendant un mois. Les comtes de Sancerre , en donnant les coutumes de Lorris aux habitans de Barlieu & de l'Etang , s'attribuèrent le même droit pour quinze jours.

560. Les seigneurs de Berry prirent un plus long terme ; la bourgeoisie de Gracuy en accorde quatre mois. La coutume de Menetou-sur-Cher , & celle des Aix , en accordent trois : celle des Aix a cela de particulier , qu'elle permet au seigneur de faire apprécier les denrées qui lui sont fournies par deux hommes qu'il choisira. Dans la fondation du chapitre de Levroux en Berry , Eudes de Deols donne aux chanoines le privilège de vivre à crédit dans sa terre pendant quarante jours. Parmi les seigneurs qui ont ce droit établi par leurs titres , je n'en connois point qui en fassent usage ; mais il y en a beaucoup qui sans titre , étendent le privilège jusqu'à ne jamais payer. V. la Thaumassière dans ses coutumes locales , liv. 1 , ch. 39.

561. CRI. C'est la proclamation qui se fait de la part du magistrat pour défendre ou pour ordonner quelque chose : on dit , il a été ordonné par cri public.

562. Ce mot se prend quelquefois pour certain mot qu'une nation , une ville , une maison illustre avoit accoutumé de crier en allant au combat , & de mettre sur ses cottes d'armes & dans ses drapeaux ; le cri des François étoit

Montjoye Saint-Denys ; le cri de la maison de Bourbon, *Notre-Dame*. Le cri, le nom & les armes des familles nobles appartiennent à l'aîné.

563. CROIX DE CENS, ne signifie pas l'accroissement du cens, mais le cens payable en argent, parce que la monnoie dont on le payoit autrefois en France, étoit marquée d'une petite croix ; quelques praticiens, je ne sçais pas sur quoi fondés, prétendent que la croix de cens signifie le sur-cens.

564. CROIX SUR LES CHEMINS. Elles y ont souvent été plantées pour servir de limites aux justices, aux fiefs, aux seigneuries, de même qu'aux paroisses. Pour qu'il n'arrive pas de changement dans ces limites, il est important aux seigneurs de veiller à ce que ces croix soient rétablies, lorsqu'elles sont tombées de vétusté ou autrement. Cette dépense regarde les habitants des villes, bourgs & villages. Un arrêt du parlement de Besançon, du 20 septembre 1674, ordonne aux habitants des villes, bourgs, villages & communautés du comté de Bourgogne, de faire poser & redresser dans six mois, les croix où elles étoient d'ancienneté, à peine d'amende arbitraire.

565. CURÉ. C'est un ecclésiastique préposé pour célébrer les saints mystères, administrer les sacrements, & faire les fonctions curiales dans une paroisse.

566. Il est extrêmement rare de trouver un curé qui n'ait pas plaidé contre son seigneur, ou même un seigneur qui n'ait pas plaidé contre son curé. Cette espèce de guerre vient de ce que d'un côté les curés refusent souvent aux seigneurs les droits les plus légitimement établis, & que d'un autre côté les seigneurs aussi exigent quelquefois plus que ce qui leur est dû.

567. Les contestations les plus fréquentes qui naissent entre les seigneurs & les curés, sont au sujet des droits

honorifiques, des portions congrues, des dixmes, des novales. A chacun de ces mots on trouvera les principes nécessaires pour éviter des procès également scandaleux & désagréables.

568. Les curés présentés par les patrons, ou pourvus par le pape, avant de s'ingérer dans l'administration des fonctions curiales, doivent prendre le *visa* ou les provisions de l'évêque diocésain.

569. Les curés & vicaires perpétuels doivent être décemment logés aux dépens des paroissiens. *Voyez* l'ordonnance de Blois, art. 52, la déclaration du roi du 18 février 1664. Ces derniers sont pareillement tenus d'entretenir la maison curiale de grosses réparations, & de donner au curé une grange pour ses dixmes. *Voyez* la déclaration de 1664, un arrêt du 23 janvier 1663, rapporté par des Maisons. lettre R. n. 8.

570. Il sembleroit inutile d'observer que les curés doivent faire de fréquentes aumônes, & même dans les calamités publiques contribuer à la subsistance des pauvres ; il faut bien qu'ils aient manqué souvent à ce devoir essentiel, puisqu'ils ont été condamnés par plusieurs arrêts. *Voyez* Brillon, *verbo* Curés, pauvres ; la Rocheffavin, liv. 3, let. P, tit. 4, en rapporte un notable du parlement de Toulouse, qui ordonne, dans une disette, que les curés distribueront aux pauvres de leurs paroisses la sixième partie de leur revenu.

571. Les curés ne peuvent avancer ni retarder l'heure des messes paroissiales, & les seigneurs doivent encore moins les forcer à le faire. *Voyez* l'édit de 1571, art. 3, l'arrêt de règlement des grands jours de Clermont, du 30 octobre 1655, il défend précisément à tous seigneurs ou autres personnes puissantes, de violenter ou obliger les curés à dire leurs messes à autres heures.

que celles qui sont prescrites par les ordonnances

572. Quelquefois les curés refusent d'enterrer les pauvres qui ne laissent pas de quoi payer les frais funéraires : ils mériteroient le même châiment que Jean Marie, duc de Milan, fit subir à un semblable curé ; il fit lier vif le curé au cadavre du pauvre, & les fit enter rer tous deux. *Voyez* Brillon, *verbo* Enterrement.

573. Les portions congrues des curés sont saisissables pour un tiers, les décimes payées. C'est question jugée par arrêt du parlement de Dijon, du 15 octobre 1700, rapporté par Raviot, *arrêts notables*, tom. 2. Il y en a un autre du même parlement, du 22 avril 1747, qui a jugé la même chose au profit du sieur Jean Mallet, seigneur du fief de la Matte, contre le curé de Sainsey. Il s'agissoit d'un exécutoire de dépens.

574. Les seigneurs haut-justiciers peuvent obliger les curés à passer à leurs terriers reconnoissance des droits honorifiques qui leur sont dûs. *Voyez* Freminville, dans sa *Pratique universelle des droits seigneuriaux*, t. 2, pag. 115.

575. Les curés ne peuvent faire refus de publier les monitoires, quand bien même le coupable se seroit venu confesser à lui, & l'auroit chargé d'offrir des dommages & intérêts, arr. du 29 juin 1630, rapporté par Dufresne, liv. 2, chap. 29 ; mais l'art. 32 de l'édit de 1695 dispense les curés & leurs vicaires de publier aux prônes, ni pendant l'office divin, les actes de justice & autres qui regardent l'intérêt particulier du seigneur & autres personnes. Ces sortes de publications doivent être faites à l'issue des messes paroissiales par des huissiers, & affichées aux portes de la paroisse, s'il en est besoin.

576. Un curé qui refuse de publier

des monitoires pour supprimer la preuve d'un crime, quoique léger, doit être condamné aux dommages & intérêts de la partie. *Voyez* Bardet, t. 1, l. 3, chap. 116.

577. Les curés n'ont point droit de présider à la reddition des comptes des hôpitaux qui peuvent se trouver dans les seigneuries ; le seigneur ou le juge du lieu doit avoir le premier rang, & ensuite le curé comme principal habitant. *Voyez* l'article premier de la déclaration du 12 décembre 1698, contenant règlement général pour l'administration des hôpitaux. *Voyez* un arrêt du parlement de Provence, du 20 août 1735, rapporté par M. Joseph Bonnet, liv. 5, art. 1, l'arrêt ordonne que le marquis d'Oraison présidera à la reddition des comptes d'un hôpital fondé dans sa terre.

578. Les comptes de fabriques des paroisses doivent aussi être présentés aux seigneurs hauts-justiciers. *Voyez* Fabrique.

579. L'ancienne jurisprudence exemptoit les curés des droits de bannalité, mais ils y ont été depuis assujétis par les arrêts. *Voyez* Dunod, en son *Traité des prescriptions*, part. 3, chap. 11, pag. 404. Brodeau, sur l'art. 71 de la coutume de Paris, n°. 34 : mais ceci ne doit s'entendre que pour les coutumes qui ne décident rien en faveur des curés ; car dans les coutumes qui déclarent les gens d'église exempts de toutes bannalités, comme Anjou, art. 31 ; le Maine, art. 36 ; Poitou, art. 42, il faut suivre ce qui est prescrit par la coutume.

580. Les curés ont droit de sépulture dans le chœur de leurs paroisses. *Voyez* les mémoires du clergé, tom. 1, part. 1, pag. 583.

581. Les juges des seigneurs ont constamment droit d'apposer les scellés sur les effets des défunts curés. *Voy.* Scellés.

D

1. **DANGER, FIEF.** *Voyez* Fief de danger.

2. **DANGER, TIERS.** *Voyez* Tiers & Danger. On observe seulement ici, sur ces deux termes, que M. Christophe Bérault, dans son *Traité du droit de tiers & danger*, pense que le mot *danger*, en matière des eaux & forêts, & de fiefs, vient par corruption du verbe latin *indulgere*, la première syllabe obmise.

3. Cela posé, Bérault prétend que les deniers qu'on paie aux seigneurs dans quelques coutumes, pour obtenir congé de vendre la terre qui relève d'eux, étoient appelés autrefois dangers ; & que les fiefs dans lesquels il n'est pas permis d'entrer sans le congé & la permission du seigneur dont il relèvent, ont été par la même raison appelés *fiefs de danger*, c'est-à-dire, *fiefs de congé*.

4. Suivant la même étimologie, il prétend qu'en matière d'eaux & forêts, *danger* signifie le dixième qu'on paie au roi en Normandie par rapport aux bois que le très-foncier fait couper en vertu du congé que le roi lui accorde.

5. M. Ferrière paroît raisonner plus juste & d'une façon plus analogue, quand il dit que *danger* signifie,

6. 1°. Le risque & le péril qu'encourt celui qui acquiert un fief, & qui s'en veut mettre en possession, sans l'aveu du seigneur suzerain, & sans premièrement lui en faire la foi & hommage.

7. 2°. Le risque & le péril qu'encourt celui qui dans la Normandie

vend un bois, sans avoir la permission du roi, & sans observer ce qui lui est prescrit à cet égard par l'ordonnance des eaux & forêts de 1669.

8. **DATE DES TITRES ANCIENS ET NOUVEAUX.** *Voy.* ci-après Janvier. Observez seulement ici qu'en France on n'a jamais daté les actes par nones, ides & calendes à la façon des Romains ; cet usage ne s'est conservé qu'à la chancellerie, & à la daterie de Rome où il a encore lieu.

9. **DAUPHIN.** C'est le titre qu'on donne à l'aîné des enfants de France, héritier présomptif de la couronne. Nos rois jouissent en toute souveraineté du Dauphiné & du comté de Viennois, en conséquence de trois traités faits entre le roi Philippe de Valois, & le dauphin Humbert II. dernier prince de la maison de la Tour du Pin, qui ait possédé le Dauphiné. Ce prince inconsolable de la mort de son fils aîné, songea à se retirer du monde, & fit cession & transport de ses états à Philippe de Valois par un premier traité en 1343, confirmé en 1344, & enfin consommé en 1349. Ce Prince, depuis les deux premiers traités, ayant changé d'avis, avoit arrêté son mariage avec Jeanne de Bourbon ; mais Philippe de Valois, que ce mariage alloit priver d'une si riche possession, le rompit, & donna cette princesse à son petit-fils Charles V. Ce fut pour lors que se conclut le traité de 1349. Le dauphin Humbert entra ensuite dans l'Ordre de S. Dominique, où il mourut en 1355.

10. On a cru mal-à-propos qu'un

des conditions du traité avoit été que le titre de dauphin seroit porté par le fils aîné de nos rois. C'est une erreur populaire démentie par le traité même de 1343 : on y voit que le premier dauphin nommé par Humbert , fut le second fils de Philippes de Valois : mais il est vrai que cela n'a pas eu lieu , & que ce titre a toujours été porté depuis par le fils aîné du roi. Il se qualifie : *par la grace de Dieu , fils aîné de France , dauphin de Viennois.*

11. Voyez l'abregé chronologique de l'histoire de France de M. le président Haynault. Sur l'origine du mot Dauphin , voyez le dictionnaire de Trévoux.

12. DÉBAT DE TENURE, est un mandement du juge royal pour faire convenir deux seigneurs qui disputent la tenure d'un fief. Dans la coutume de Haynault , chap. 53 , 56 , 57 , 58 & 59 , on trouve *plainte de tenure brisée* ; ces mots barbares ne signifient autre chose que ce que nous appellons complainte , ou l'action en matière possessoire , par laquelle le possesseur d'un héritage , ou droit réel , qui est troublé en sa possession , demande à y être maintenu , & à ce que défenses soient faites de l'y troubler.

13. DÉBLEURE. Ce mot ne se trouve que dans la coutume d'Auxerre , art. 22 : il signifie la même chose qu'embleure employé à l'art. 64 de la même coutume. L'un & l'autre signifient bleds pendants par les racines.

14. DÉBRIGUER LE FIEF, veut dire , vérifier si une pièce est dans l'étendue de la terre de l'un ou de l'autre seigneur.

15. DÉCRET D'UNE TERRE, D'UNE SEIGNEURIE Un semblable décret ne se peut point faire dans une justice seigneuriale , si ce n'est dans les duchés & pairies ressortant nuement en la cour. Voyez l'arrêt de régle-

ment général du parlement séant aux grands Jours tenus à Clermont , du 30 janvier 1666 , & renouvelé par arrêt du 31 mai 1683.

16. Les seigneurs ne sont point tenus de s'opposer aux décrets pour les droits de fief , de directe seigneurie & de cens annuel , mais seulement pour les arrérages ou pour des droits extraordinaires & exorbitants.

17. Le droit de patronage laïc est réputé saisi & vendu sous les termes de *circonstances & dépendances , & autres droits appartenants au fief.*

18. Il y a des provinces où les décrets ne sont point en usage , comme la Bresse & le Bugey ; on se contente de subhafter les héritages. Il seroit à désirer qu'un semblable usage fut général , qu'on abrogeât par-tout , ou du moins qu'on abrégât les ruineuses procédures des décrets. On a vu , il n'y a pas long tems , un procureur poursuivant un décret , obtenir exécutoire pour 135000 livres de frais. Après la distraction d'une pareille somme , que deviendront de légitimes créances ? & jamais le feu de S. Yves produisit-il un si grand embrâsement ? si les biens vendus par décret doivent des droits seigneuriaux. Voyez Biens vendus par décret , Lods & ventes.

19. DÉGAN. Dans la coutume de Sole , c'est un officier qu'on établit dans chaque paroisse , & qui y fait les mêmes fonctions à peu près que celles d'échevins. Le dégan doit être élu tous les ans le premier de mai par chaque paroisse ; si elle y manque , elle doit amende au seigneur ; si celui qui est élu refuse sans cause légitime de faire sa charge , il doit aussi l'amende. Voyez ladite coutume , tit. 5 , art. 1 & 4 ; tit. 6 , art. 1 & 2 ; tit. 7 , art. 1 & 2.

20. DÉGAERIE. Dans la coutume ci-dessus , est une paroisse régie par un dégan. On y dit la Dégaerie de Larims ,

rims, la dégaerie de Doma-Sanh. *Las gens de cascune degaerie de bed elegir degan en los vicas, lo primier jorn de mai en cascun. an.* dit l'art. 2 du tit. 6.

21. DÉGRÉS DE JURISDICTION SEIGNEURIALE. Il y en a trois, sçavoir, la basse, la moyenne & la haute-justice.

22. On n'appelle point de la basse-justice à la moyenne, on va droit à la haute, ce qui est une exception à la règle qui veut que tout appel soit porté *gradatim* au juge supérieur *non omisso medio*.

23. A l'égard des appellations interjettées des sentences du moyen justicier, elles vont, conformément à la règle ordinaire, à la haute-justice.

24. Ainsi pour parvenir au juge royal, il ne peut y avoir que deux degrés de juridiction au plus. *Voyez* la coutume de Poitou, tit. 1, art. 4; les ordonnances de 1563 & 1564 qui sont de Roussillon; la conférence des ordonnances, liv. 3, tit. 6.

25. DÉGUERPIR. En matière féodale & censuelle, c'est abandonner un fief ou un héritage censuel au seigneur, pour être délivré des charges auxquelles le fief ou l'héritage censuel sont assujettis.

26. DÉGUERPISSEMENT DE FIEF, c'est l'abandon que le vassal fait de son fief au seigneur dont il relève. C'est une question de sçavoir si en ce cas toutes les hypothèques & toutes les servitudes imposées sur le fief sont éteintes. *Voyez* Retour de fief.

* 27. DÉGUERPISSEMENT D'HÉRITAGE CENSUEL, est le délaissement ou abandon que fait l'emphytéote d'un héritage censuel, pour se décharger de la rente & autres prestations auxquelles il s'est assujetti lors du bail à cens.

28. Pour que le déguerpissement soit valable, & qu'il opère la décharge

Partie I.

de l'emphytéote, il faut le concours de plusieurs circonstances essentielles. La première, que le déguerpissant paie les arrérages de rente & autres droits seigneuriaux.

29. La seconde, qu'il laisse le fonds emphytéotique en aussi bon état qu'il étoit lors du bail à cens; Loyseau, *du déguerpissement*, liv. 5, chap. 4, nomb. 6. Mais si le bail est si ancien qu'il ne puisse pas paroître en quel état étoit l'héritage lors de la prise, il suffira de le mettre en tel état qu'il puisse servir; enforte que si c'est une maison, il faut qu'elle soit logeable; si c'est une terre, qu'elle ne soit pas en friche; Loyseau, *ibid.* chap. 8, n. 10 & suiv. Bacquet, en son *Traité des Droits de justice*, chap. 21, n. 208.

30. La troisième, que le déguerpissant observe les formalités en tel cas requises, c'est-à-dire, que le déguerpissement se fasse en jugement, le seigneur présent ou intimé; *l. rura* 14, *cod. de omn. agr. desert.* Bacquet, *des droits de justice*, chap. 21, nomb. 206; Loyseau, *du déguerpissement*, liv. 5, ch. 1, n. 3 & suiv. Ainsi jugé par arrêt de la cour des aides de Montpellier, du 8 octobre 1641, rapporté par Despeisses, *des droits seigneuriaux*, sect. 6, part. 4, n. 15, lequel écrivoit au procès pour la partie qui gagna; Loyseau, *dans ses inst. cout.* liv. 4, tit. 1, art. 5. C'est aussi la disposition de la coutume de Paris, art. 109. Ce qui est contraire à l'avis de Salvaing, de *l'usage des fiefs*, part. 2, chap. 6, où il dit que, suivant la pratique du Dauphiné & du Languedoc, il suffit que l'acte du déguerpissement soit dûment signifié au seigneur par un notaire qui est juge cartulaire, avec offres réelles des arrérages dûs par celui qui déguerpit. J'estime néanmoins que dans les provinces qui n'ont rien de certain là-dessus, il faut suivre l'usage le plus

E c

général, qui est que le déguerpiſſement se faſſe en jugement. En effet, de cette manière le ſeigneur eſt bien mieux à portée de déduire les raiſons qu'il peut avoir pour ſ'oppoſer au déguerpiſſement.

31. Les auteurs ne ſont guères d'accord ſur la queſtion de ſçavoir ſi le tiers-acquereur venant à déguerpir, eſt tenu de payer non-ſeulement les arrérages échus de ſon tems, mais encore ceux qui ont précédé ſa jouiſſance, ſauf ſon recours contre le vendeur. Loyſeau, en ſon *traité du déguerpiſſement*, liv. 5, chap. 9, n. 5 & 6; & la Roche, des *droits ſeigneuriaux*, chap. 15, art. 1, ſoutiennent l'affirmative, par la raiſon qu'on ne doit point faire queue des arrérages : à quoi ſont conformes les coutumes de Poitou, d'Anjou & du Maine. Au contraire, le préſident Faber, en ſon code, *tit. de jur. emphyt. defin.* 11; & Guy Coquille, ſur la coutume de Nivernois, tit. des cens & cenſives, art. 20, tiennent que le tenancier qui veut déguerpir n'eſt point obligé de payer les arrérages précédant ſa jouiſſance. C'eſt auſſi la diſpoſition de la coutume de Reims, art. 146, & celle de Melun, art. 126. La coutume de Paris, art. 102, va encore plus loin; car elle décharge du paiement des arrérages le tiers-acquereur de l'héritage qui lui a été vendu ſans charge de la rente, dont il n'a eu connoiſſance avant les pourſuites du ſeigneur, pourvu qu'il renonce à l'héritage avant la conteſtation en cauſe; ſuppoſé même que leſdits arrérages fuſſent échus de ſon tems & auparavant la renonciation. La raiſon qu'on peut en rendre, c'eſt que de droit le poſſeſſeur de bonne foi fait les fruits ſiens incommutablement; *l. qui ſcit. ff. de uſur. l. bonæ fidei, ff. de acquir. rer. domin.*

32. Dans cette diverſité d'opinions

& de coutumes; il faut d'abord poſer pour un principe certain, que la diſpoſition de chaque coutume doit être obſervée à la lettre, parce que les coutumes ſont impérieuſes & inexorables. Pour ce qui eſt des pays régis par le Droit écrit, & des coutumes qui ſont muettes ſur cet article, je penſe qu'il faut tenir que l'acquereur de bonne foi qui veut déguerpir, doit payer tous les arrérages de ſon tems, parce que, la rente devant être priſe ſur les fruits de chaque année, il ſ'enſuit qu'elle doit être payée par celui qui les a perçus; *argum. l. 1, cod. de ann. & tribut.* L'hypothèque de privilège qu'a le ſeigneur ſur les fruits du tenancier, eſt indépendante de la bonne ou mauvaſe foi du tiers-acquereur qui doit ſ'imputer d'avoir acheté ſans s'être ſuffiſamment éclairci des charges de l'héritage, & qui d'ailleurs a une action de garantie contre ſon vendeur: ainſi ſa bonne foi ne peut lui ſervir que pour l'exemption du paiement des arrérages qui ont précédé ſa jouiſſance. Mais ſi le tiers-acquereur a ſçu la charge de l'héritage, il ne peut le déguerpir qu'en payant tous les arrérages, parce qu'alors il ne peut point ſ'excuser ſur ſa bonne foi. A quoi l'on peut ajouter les raiſons employées par Loyſeau, liv. 5, chap. 9, n. 5 & 6.

33. Il y a pluſieurs ſortes de perſonnes qui ne peuvent pas déguerpir: de ce nombre ſont ceux qui poſſèdent du bien d'églife, parce que le déguerpiſſement eſt une aliénation; Loyſeau, *du déguerpiſſement*, liv. 4, chap. 6, n. 9, à moins que ce ne ſoit par autorité de juſtice, & en obſervant les ſolemnités preſcrites par l'autentique *hoc juſ porrectum, cod. de ſacroſanct. Eccleſ.*

34. En ſecond lieu, ceux qui ont renoncé au déguerpiſſement dans le titre primordial, ſuivant le préſident Faber, en ſon code, *tit. de jur. emphyt.*

défin. 11 ; & d'Olive , en ses *questions notables*, liv. 2 , chap. 26 , contre la Peyrere , let. D , nomb. 9 , qui est d'avis que l'emphytéote peut déguerpir malgré la renonciation par lui faite dans le bail emphytéotique ; & on ne croit pas devoir s'écarter de ce sentiment , soit parce que le déguerpissement est l'essence du bail à rente , ainsi que le dit cet auteur , soit parce que renoncer au déguerpissement , c'est renoncer à la liberté ; or il est certain que tout pacte qui enlève la liberté , est radicalement nul.

35. En troisième lieu , les tuteurs ni leurs mineurs ne peuvent point déguerpir sans autorité de justice , & qu'après information faite de la commodité ou incommodité ; la Roche , *des droits seigneuriaux*, chap. 15 , art. 3 ; Loyseau , en son *traité du déguerpissement* , liv. 4 , chap. 6.

36. En quatrième lieu , l'emphytéote ne peut point déguerpir une partie du fonds emphytéotique , & retenir l'autre , non plus que celui qui a pris plusieurs héritages à un même cens & par un même contrat ; Graverol , sur la Roche , *des droits seigneuriaux*, chap. 15 , art. 2 ; Loyseau , *du déguerpissement* , liv. 5 , ch. 2 , n. 1 & suiv. le président Faber , en son code , *loc. cit.* *Aliud dicendum* , si l'emphytéote a pris plusieurs fonds à cens différens ; car en ce cas rien n'empêche qu'il ne puisse déguerpir ceux qui sont trop chargés de rentes ou autres devoirs seigneuriaux , & retenir les autres ; Faber , au lieu sus-allégué , & *défin.* 20 ; Graverol , *ibid.*

37. Au reste un , de plusieurs tenants par indivis , peut déguerpir , quoique ses conforis veuillent continuer de posséder , comme il a été jugé par arrêt du parlement de Paris , *consultis Classibus* , du 28 août 1601 , rapporté par M. Bouguier , let. D , ch.

2. La raison est , parce que le déguerpissement ainsi fait par l'un des tenants , ne porte aucun préjudice au seigneur , puisque la portion déguerpie accroît , *ipso jure* , aux co-tenanciers qui sont tenus de lui faire la rente entière ; Loyseau , *du déguerpissement* , liv. 5 , chap. 2 , nomb. 6 & 7 ; Olive , liv. 2 , chap. 26 ; Maynard , liv. 6 , chap. 38 ; Cambolas , liv. 3 , chap. 9 ; Charondas , en ses *pandectes* , liv. 2 , chap. 37 ; Graverol , sur la Roche , *des droits seigneuriaux*, chapitre 15 , art. 2.

38. Le preneur à rente qui s'est engagé d'entretenir , garantir & faire valoir ladite rente , ne peut point déguerpir sur le fondement d'un cas fortuit arrivé au fonds emphytéotique. Jugé par arrêt du parlement de Paris , du 28 février 1578 , rapporté par Papon , en ses arrêts , liv. 13 , tit 2 , art. 36.

39. L'héritage déguerpi n'est point sujet au retrait féodal ou lignager , pourvu que le déguerpissement se fasse purement & simplement suivant les règles prescrites par les coutumes , & sans bourse délier. La raison est , parce que le déguerpissement n'est pas tant un contrat translatif de propriété , que la résolution d'un contrat ; c'est un retour au premier état , & une consolidation du domaine utile avec le domaine direct. Il en seroit autrement , si le déguerpissement étoit fait moyennant quelqu'argent donné ou promis au déguerpissant , ou même à condition de la remise des arrérages échus. V. Grimaudet , *des retrait* , liv. 5 , chap. 22 ; Tiraqueau , du retrait lignager , art. 1 , glos. 14 , n. 110 & suiv. à moins qu'il ne parût que cette remise avoit été faite à cause de l'indigence du tenancier qui n'avoit pas de quoi payer lesdits arrérages.

40. De ce que le déguerpissement
E e ij

est moins un contrat translatif de propriété, que la résolution du bail à rente, ainsi que nous venons de le dire, il s'ensuit qu'il n'en est point dû de rachat, ni de lods & ventes; à moins qu'il ne fût accompagné de fraude, comme s'il étoit fait moyennant une somme de deniers, ou remise des arrérages de rente sans nécessité. *Voyez Loyseau, du déguerpiement, liv. 6, chap. 5, nomb. 10.*

41. Par arrêt du parlement de Toulouse, du 6 février 1599, rapporté par Despeisses, *des droits seigneuriaux*, sect. 6, part. 4, art. 4, nomb. 13, il a été jugé que l'emphytéote de l'église pouvoit déguerpir; ce qui fait bien voir les privilèges de la liberté, puisqu'elle l'emporte sur l'intérêt même de l'église. Néanmoins l'emphytéote du domaine du roi ne le peut point; *l. si quis, cod. de fund. patrim.*

42. On ne suit point dans l'usage l'opinion de la Roche, en son *traité des droits seigneuriaux*, chapitre 15, article 1, suivant lequel ceux qui ont reçu le fonds en emphytéose, ni leurs héritiers ou autres successeurs *ex causâ lucrativâ*, ne peuvent point déguerpir sous prétexte de l'obligation personnelle contractée par le premier emphytéote, & par lui transmise à tous ses héritiers & successeurs. }

43. DÉLITS. *Voyez* Cas royaux.

*44. DÉMEMBREMENT DE FIEF, est la section ou division que le vassal fait de son fief. On peut dire qu'il y en a de deux sortes, sçavoir, le démembrement nécessaire, & le démembrement volontaire.

45. Le démembrement nécessaire est celui qui arrive par le partage d'une succession entre co-héritiers. Le seigneur dominant ne peut point empêcher cette sorte de démembrement,

pourvu qu'il se fasse dans les termes des coutumes. La raison est, parce que tous les co-héritiers n'étant regardés que comme les co-propriétaires du même fief, qu'ils tiennent solidairement & par indivis par rapport au seigneur, le partage ne préjudicie point à son unité & intégrité. Néanmoins les fiefs de dignité, comme sont les duchés, marquisats, comtés & baronnies, ne peuvent point se partager entre co-héritiers, & sont indivisibles de leur nature. *Voyez* le journal des audiences, tom. 1, liv. 8, chap. 6, & l'art. 278 de la coutume d'Anjou.

46. Le démembrement volontaire est celui qui se fait par un contrat libre & volontaire, comme vente, échange, donation, &c.

47. Suivant la disposition de l'art. 51 de la coutume de Paris, à quoi sont conformes les autres coutumes du royaume, les vassaux ne peuvent point démembrement leurs fiefs sans la permission de leurs seigneurs: ce qui descend de l'ancienne constitution des fiefs, selon laquelle les fiefs n'étant tenus qu'à vie, les vassaux ne pouvoient point les aliéner en tout ou en partie. Et quoique les fiefs aient été dans la suite rendus patrimoniaux, néanmoins les coutumes leur ont conservé cette marque de leur premier état, de ne pouvoir être démembrés sans le consentement du seigneur.

48. Sur quoi remarquez, qu'encore que la coutume de Paris, art. 51, défende le démembrement du fief, elle permet néanmoins au vassal de se jouer de son fief, pourvu qu'il y ait le concours de trois conditions: 1°. Qu'il n'y ait pas démission de foi, c'est-à-dire, qu'il faut que le vassal se réserve la foi entière pour la porter au seigneur, ce qui conserve l'unité & l'intégrité du fief: 2°. Que l'aliénation n'excede pas les deux tiers, 3°. Que

le vassal qui aliène, retienne sur la portion aliénée la mouvance féodale ou censive. Le jeu de fief ainsi fait, ne cause aucun préjudice au seigneur, & ne fait point de démembrement à son égard, s'il n'y a consenti par une approbation expresse, ou par la réception de l'aveu & dénombrement contenant l'expression de la sous-inféodation. C'est pourquoi, dans toutes les ouvertures de fief qui arriveront du chef du vassal, le seigneur prendra tous ses profits féodaux sur la partie aliénée, de même que sur celle que le vassal a retenue; ce qu'il ne pourroit pas faire s'il avoit consenti à la constitution d'arrière-fief sur lequel il ne pourroit exercer directement aucuns droits féodaux. *Voyez* Dumoulin, Brodeau & les autres commentateurs de la coutume de Paris, art. 51 & 52. Chopin, sur celle d'Anjou, art. 30; & M. du Pineau, en ses observations sur l'art. 203 de la même coutume.

49. DÉMEMBREMENT DE JUSTICE. *Vide infr. verb. Justice.*]

50. DÉMISSION DE FOI, est l'aliénation faite par le vassal d'une partie de son fief, sans se réserver la foi entière, pour la porter à son seigneur; de manière que l'acquéreur de cette partie doit la foi au seigneur dominant, tout comme le vassal qui lui a vendu.

51. La démission de foi ne peut se faire sans le consentement du seigneur, parce qu'il lui importe de conserver l'unité & l'intégrité de la foi. Ainsi lorsque les coutumes permettent au vassal de se jouer de son fief, ce n'est que jusqu'à démission de foi; c'est-à-dire, que le vassal doit se réserver la foi de la partie aliénée pour la porter au seigneur, tout comme s'il n'y avoit pas de sous-inféodation.

52. DÉMISSION. Dans les coutumes, de vest & dévest, est l'acte

par lequel celui qui a fait un contrat translatif de la propriété d'un héritage, déclare pardevant les officiers du seigneur dont cet héritage relève, qu'il s'en est démis & dévêtu en faveur de l'acquéreur; le nom de démission a été donné à cet acte, parce que le propriétaire se démet & dévêt de la propriété de l'héritage.

53. DÉMISSION DE BIENS. C'est un acte par lequel un homme se dépouille, de son vivant, de l'universalité de ses biens, pour en saisir par anticipation ses héritiers présomptifs: ainsi la démission de biens par rapport aux démissionnaires est une succession anticipée; d'où il suit qu'elle donne ouverture aux droits seigneuriaux dès l'instant de la tradition des choses délaissées, dans tous les cas où la coutume du lieu donne au seigneur des droits pour l'ouverture d'une succession; sauf à les répéter en cas que la démission soit révoquée. Cette ouverture de droits seigneuriaux se fait en conséquence de la fiction par laquelle le démettant est réputé mort du jour de la démission. Dumoulin, §. 22, 23 & 24, *antiqu. consuetud.* nomb. 82; Brodeau sur l'art. 33, nomb. 5.

54. DÉNI DE JUSTICE. Suivant l'ancienne jurisprudence féodale, le justiciable d'un seigneur qui se plaignoit au seigneur supérieur, d'un déni de justice, s'il gagnoit sa cause, étoit lui, sa famille & ses biens déclarés exempts de la juridiction du seigneur qui avoit refusé la justice. Ce vassal ou justiciable étoit absous de l'obéissance & de la foi & hommage qu'il devoit à son seigneur, & devenoit le vassal ou le sujet du seigneur supérieur. Ainsi jugé par arrêts du parlement de Paris, des années 1309 & 1311, contre la comtesse d'Artois; si au contraire l'appellant en déni de justice succomboit, non-seulement il

perdoit le principal ; mais encore tous les fiefs & héritages qu'il tenoit de son seigneur étoient confisqués & commis ; c'est ce qui fut jugé au profit du comte de Flandres, contre les habitants de Gand, par arrêts de 1279 & 1282. *Voyez* Ragueau, dans son indice, sur ce mot. *Voyez* ci-après Justice.

55. DENIER. Nom d'une monnoie ancienne d'or ou d'argent, qui a été de diverse valeur, suivant les lieux & les tems ; aujourd'hui le denier n'est plus qu'une monnoie de cuivre qui ne vaut plus que la douzième partie d'un fol. Dans les anciens baux à cens, on trouve presque toujours que le prix du bail est un ou plusieurs deniers de cens, ce qui feroit croire que les anciens seigneurs donnoient leur bien pour rien ; mais en examinant la chose de plus près, on voit que ces deniers étoient d'or ou d'argent, & que leur valeur intrinsèque d'alors équivaloit à peu près au revenu effectif de la terre qu'on donnoit à cens : ainsi les anciens seigneurs n'étoient pas plus dupes, & encore moins que ceux d'aujourd'hui ; ils ne l'ont été que du tems & des circonstances qui ont réduit leurs deniers censuels à rien. Il n'en a pas été de même de ceux qui ont fait leurs baux à cens moyennant certaine quantité de grains, ou d'autres denrées. Leurs successeurs sont aujourd'hui riches, parce que le prix des denrées & des grains a toujours été en augmentant.

56. DENIERS D'ENTRÉES, sont ceux que le nouveau propriétaire a donnés pour acquérir par un contrat mêlé de vente, & de quelqu'autre acte qui ne tient point de la vente ; ce qui est donné pour la portion vendue, s'appelle deniers d'entrées, & suivant iceux on règle les lods & ventes qui sont dûs au seigneur.

57. DENIERS. Francs deniers, en vente de fief ou de censive, c'est

quand le vendeur convient avec l'acquéreur que le prix de la vente lui sera franc, & qu'il ne paiera aucuns droits au seigneur féodal ou censuel ; alors c'est à l'acquéreur à payer ces droits, & en ce cas, outre le quint, il doit le requint. *Voyez* Meaux, art. 131, 199 ; Melun, art. 67 ; Troyes, art. 27 ; Chaumont, art. 17 ; Saint-Paul sous Artois, 64 ; Blois, 81. *Voy.* Quint & Requent.

58. DENIERS PARISIS. *Voyez* Paris.

59. DENIER DE SERVICE. Suivant l'art. 176 de la coutume de Poitou, lorsque le seigneur décède, le vassal ne doit point cheval de service, mais bien deniers de service.

60. DENIER TOURNOIS. C'étoit anciennement le nom d'une petite monnoie bordée de fleurs de lys qui tiroit ce nom de la ville de Tours où elle étoit battue. Aujourd'hui c'est une simple dénomination qui est opposée à *parisis* ; on appelle *cent livres tournois*, cent francs, en quelque monnoie qu'ils soient comptés, sans addition, ni diminution ; au lieu que cent livres *parisis* signifient cent livres avec l'augmentation du quart en sus, c'est-à-dire, 125 livres. Cette différence vient originairement de celle qu'il y avoit autrefois entre les monnoies de Tours & celles de Paris.

* 61. DÉNOMBREMENT, est la déclaration que le vassal est tenu de faire au seigneur dominant, contenant par le menu les héritages, cens, rentes & autres droits qu'il avoue tenir de lui.

62. Le vassal doit fournir son dénombrement en forme probante & authentique, dans les quarante jours après avoir fait la foi & hommage, à peine de saisie féodale, suivant la disposition de presque toutes les coutumes du royaume, & en particulier de celle de Paris, art. 8. Ce délai court même dans

la plupart des coutumes, sans sommation ni interpellation de la part du seigneur. *Voyez* ce que nous avons dit ci-dessus, *verbo* Aveu.

63. DÉPIÉ DE FIEF, est la dévolution du fief servant au fief dominant, causée par le démembrement fait par le vassal contre la disposition de la coutume ; de manière que le dépié étant consommé, les anciens vassaux & sujets du vassal ne relèvent plus que du seigneur suzerain.

64. Le dépié de fief ne se fait, à proprement parler, que par l'aliénation de plus du tiers du fief, soit qu'il y ait rétention ou démission de foi ; car l'aliénation du tiers juste, ou au-dessous, sans rétention de foi & hommage, que quelques-uns ont voulu faire passer pour une cause de dépié, ne l'est point véritablement, puisque le vassal ne perd point son fief par l'aliénation d'une partie qui n'excède pas le tiers, mais seulement la féodalité de la partie aliénée.

65. Sur quoi remarquez, 1°. Qu'il y a lieu au dépié de fief, encore que le démembrement de plus du tiers n'ait pas été fait par un seul contrat, mais à différentes reprises : car alors la dernière aliénation s'accumule avec les autres, & consume le dépié.

66. 2°. Que par le dépié de fief la manière de relever n'est point changée, c'est-à-dire, que ceux qui relevoient censivement du vassal avant le dépié, ne relèvent point du suzerain à foi & hommage ; Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. *du parage*, nomb. 9, parce que le dépié n'opère d'autre effet que la consolidation & la réunion du fief servant au fief dominant.

67. 3°. Qu'il ne se fait jamais de dépié par les démembrements nécessaires, c'est-à-dire, par les divisions & partages entre co-héritiers, pourvu que le partage du fief se fasse des deux

tiers au tiers, avec rétention de foi. Par exemple, *Titius* a laissé un fief à partager entre trois enfans ; pour éviter le dépié, l'un des enfans doit prendre les deux tiers, avec rétention de la foi entière, pour la porter au seigneur dominant, & les deux autres enfans doivent prendre le tiers restant ; ce qui étant ainsi pratiqué à chaque division du fief entre co-héritiers, il n'y aura point de dépié, quoiqu'à force de partages, aucun des co-héritiers ne se trouve posséder même le tiers du fief.

68. 4°. Que l'avancement d'hoirie, ou le don fait à l'héritier présomptif, ne donne point lieu au dépié de fief, encore qu'on n'ait pas gardé la proportion des deux tiers au tiers ; Chopin, sur la coutume d'Anjou, tit. du dépié de fief, nomb. 14, parce que, comme dit M. Pocquet de Livonn. en son *traité des fiefs*, liv. 2, chap. 1, sect. 3, ce qui est fait contre les règles, peut être réparé par le partage définitif après le décès du donateur.

69. 5°. Que le dépié de fief n'a point lieu en contrat de vente à pacte de rachat, pourvu que la faculté de réméré soit exercée dans le terme convenu ; Chopin, sur la coutume d'Anjou, au lieu sus-allégué, nomb. 16. *Voyez* Dumoulin, sur celle de Paris ; art. 51, glos. 2, nomb. 13 & suiv. La raison est, parce que la vente avec faculté de réméré ne fait aucun changement à l'égard du seigneur dominant, qui continue à recevoir la foi & hommage du vendeur ou de ses héritiers, pendant la grace du réméré.

70. 6°. Qu'il ne se fait point de dépié par la constitution d'usufruit, parce que la foi étant toujours due par le propriétaire, & non par l'usufruitier, il est vrai de dire qu'il n'y a point de mutation du vassal par tel contrat. En un mot, il faut tenir pour certain en cette matière, qu'il n'y a que l'a-

liénation de la propriété du fief qui soit prohibée par les coutumes ; & qu'ainsi , quelque disposition que le vassal fasse de son fief , il n'y a jamais lieu au dépié , pourvu qu'il n'y ait pas aliénation de plus du tiers ou des deux tiers , suivant les différentes coutumes. C'est pourquoi les feudistes tiennent communément qu'il n'y a point de dépié , lorsque le vassal vend des bois de haute futaie , pour une somme qui excède la valeur du tiers de son fief , parce la coupe du bois n'empêche pas le fief de subsister en son entier , & d'avoir la même contenance & étendue.

71. Le dépié de fief est sujet aux loix de la prescription trentenaire ; de manière que , si le seigneur dominant laisse passer l'espace de trente ans sans intenter l'action de dépié , ou sans jouir des droits & profits féodaux dépendans du fief servant , il ne peut plus agir pour demander le dépié qui se trouve couvert par la prescription : mais le délai de trente ans ne commence à courir que du jour de la dernière aliénation qui a consommé le dépié , parce que la prescription ne peut être opposée à celui qui n'a pas d'action.

72. Le dépié de fief tombe en action , c'est-à-dire , que le seigneur dominant doit faire déclarer le fief de son vassal dépiécé , avant de pouvoir user de faïsse féodale ; néanmoins les profits féodaux échus avant la sentence appartiennent au seigneur dominant , parce que le dépié est acquis de plein droit , & que la sentence ne fait que confirmer la peine prononcée par la coutume. *Talis sententia est potius declaratoria quam condemnatoria.*

73. On demande si le seigneur dominant n'ayant point fait déclarer le fief dépiécé par sentence du juge , dans les trente ans qui ont couru du jour de l'aliénation qui a consommé le dépié ,

mais ayant joui des effets de la dévolution pendant ledit espace de trente ans , le vassal est recevable à lui opposer la prescription. M. de Livonniere , en son *traité des fiefs* , liv. 2 , chap. 1 , sect. 4 , dit que le vassal n'est pas recevable , & qu'il l'a ainsi jugé conjointement avec M. Trouillé , lieutenant particulier , par sentence arbitrale du premier mars 1697 , entre la dame abbesse de Ronceray , & le sieur de Lisle. La raison est , selon cet auteur , parce que le seigneur dominant ayant joui des effets du dépié , on ne peut lui opposer la prescription , puisqu'il est en possession lui-même , qu'il a interrompu celle de son vassal , & que d'ailleurs il a le droit de son côté , puisqu'il y a un véritable dépié.

74. Observez qu'il ya quelques coutumes où le dépié de fief n'a point lieu par l'aliénation du tiers , mais seulement par le démembrement de plus des deux tiers du fief. Voy. Boucheul , sur la coutume de Poitou , art. 130 , nomb. 28 ; & les commentateurs de la coutume de Paris , art. 51. Or comme les coutumes qui n'admettent le dépié de fief que par le démembrement des deux tiers , sont plus favorables aux vassaux , leur disposition doit être étendue à celles qui n'en ont point de certaine à cet égard.

75. La peine du dépié de fief n'est pas la même dans toutes les coutumes. Ainsi dans celle de Tours , lorsque le fief est dépiécé , les possesseurs des choses aliénées deviennent bien les hommes du seigneur dominant , & cessent de reconnoître le vassal ; mais cependant le vassal n'est pas privé de la mouvance des choses qu'il a retenues ; Pallu , sur la coutume de Tours , art. 121. Il en est autrement dans la cout. de Paris , & dans celles d'Anjou & du Maine. où le vassal perd toute mouvance par le dépié de fief.

76. Lorsque le vassal, après avoir dépiécé son fief, retire les choses aliénées, la peine du dépié cesse, nonobstant les jugemens que le seigneur pourroit avoir obtenus, & la possession où il pourroit être. La raison est, parce que les choses revenant par ce moyen à leur premier état, le seigneur se trouve sans intérêt. *Voyez* M. d'Argou, dans son *institution au droit françois*, liv. 2, chap. 2.]

77. DÉPORT. Dans la coutume d'Anjou, article 107, dans celle du Maine, art. 119, on appelle déport, le rachat qui est dû au seigneur féodal, sur un fief appartenant à un mineur. Ce rachat consiste dans les deux tiers du revenu du fief : à l'égard de l'autre tiers, le seigneur est obligé de l'abandonner au mineur pour son entretien, si mieux n'aime lui donner une provision telle qu'elle sera réglée par justice.

78. DÉPRI, en matière féodale, est la déclaration qu'on fait au seigneur d'un héritage acquis, mouvant de lui, afin de lui payer les droits seigneuriaux, au moyen de quelque remise.

79. DÉPRIER. Dans quantité de coutumes, comme Sens, art. 20, 25 ; Etampes, art. 49 ; Mantes, article 46, signifie à peu près la même chose qu'*accorder* dans la coutume de Berry. C'est, avant de faire l'acquisition d'un héritage en censive, aller trouver le seigneur dont il relève, pour composer avec lui des lods & ventes. A parler simplement, c'est le prier d'en faire quelque remise : quand on acquiert volontairement, & qu'on est certain de ses faits, avant de passer le contrat, on va dépriër, c'est-à-dire, on va composer des droits, & dans ce cas le seigneur en remet partie ; mais quand la vente est forcée, ou quand on n'a pas déprié avant le contrat, il

Partie I.

n'y a guères de remise à espérer.

80. Dans quelques coutumes, dé-prier signifie notifier au seigneur l'acquisition que l'on a faite dans la censive, afin d'éviter l'amende qui seroit encourue après un certain tems par l'acquéreur, faute par lui d'avoir fait cette notification au seigneur. *Voyez* l'article 46 de la coutume de Dourdan, & l'art. 48 de celle d'Orléans.

81. Cette notification se doit faire par l'exhibition du contrat, & il ne suffit pas à l'acquéreur de faire signifier au seigneur qu'il a fait telle acquisition par contrat passé pardevant tels notaires. La notification & l'exhibition du contrat signifient la même chose.

82. L'effet du depri est d'empêcher l'amende faute de notification ; mais il n'ôte point aux seigneurs, après le tems marqué par la coutume, la liberté de contraindre l'acquéreur par action ou par saisie pour le paiement de ses droits.

83. Le depri doit être sincère ; si dans l'acte une partie du prix étoit dissimulée, il y auroit lieu à l'amende, comme s'il n'y avoit point eu de depri. *Voyez* Exhiber, Notifier.

84. DÉROGER A NOBLESSE, c'est faire des actes qui sont indignes d'une personne noble, comme sont le trafic & le négoce des marchands en détail, l'exercice des charges & des emplois qui dérogent, comme d'être procureur, huissier, fermier. Il faut cependant observer que les fermiers des princes, les fermiers généraux, ni leurs employés ne dérogent point.

85. Quand un noble déroge à sa noblesse, & qu'ensuite il veut se faire réhabiliter, il est condamné à une amende, eu égard à sa qualité & à l'acte qui l'a fait déroger. Il en est de même de ses enfants qui veulent se faire réhabiliter ; mais il n'y a que ceux qui sont nés depuis que leur père a dérogé,

F f

qui soient obligés de se faire réhabiliter : ceux qui sont nés auparavant conservent toujours le titre de nobles. *Voy. Lettres de réhabilitation.*

* 86. **DÉSAVEU**, est le refus formel que le vassal fait de reconnoître son seigneur, soutenant que son fief ne relève pas de lui. La peine du désaveu est la commise du fief servant qui est dévolu & consolidé au fief dominant. *Voy. ci-dessus verbo Commise.*

87. **DESCALANGÉ**, c'est-à-dire, qui n'a pu être pris ni appréhendé au corps, qui est contumax. *Voyez l'article 14 de la coutume particulière de Saint-Omer.*

88. **DESGAGEMENT**. *Voyez Gager, Gagerie.*

* 89. **DESHÉRENCE**, est un droit en vertu duquel une succession vacante par défaut d'héritier est dévolue au seigneur haut-justicier : ce qui ne comprend pas la succession des aubains non naturalisés, ni celle des bâtards qui n'ont pas été légitimés, *de quibus supra.*

90. Le droit de deshérence appartient au roi seul, par la disposition du droit commun ; mais les seigneurs hauts-justiciers ayant usurpé ce droit sous la troisième race de nos Rois, on a toléré cette usurpation à cause des charges qui sont annexées à la haute-justice.

91. Les biens donc de celui qui décède sans avoir testé & sans aucun héritier apparent, appartiennent au roi ou au seigneur haut-justicier dans la justice duquel celui qui est décédé avoit son domicile, & aux seigneurs hauts-justiciers dans la juridiction desquels les biens dont il s'agit, meubles ou immeubles, sont situés. *V. Chop. Paris. lib. 1, tit. 1, num. 4 ; Bacquet, du droit de deshérence, chap. 3, nomb. 1 & suiv. Coquille, en son commentaire sur la coutume de Nivernois, tit. des justices,*

&c. art. 12. A l'égard des dettes actives du défunt, elles appartiennent au seigneur haut-justicier du domicile du créancier ; *Bacquet, loc. cit. nomb. 3.*

92. La succession des gens mariés ne tombe jamais en deshérence, parce que le mari ou la femme excluent toujours le roi ou le seigneur haut-justicier, en vertu du titre *undè vir & uxor* ; *Chop. Paris. lib. 2, tit. 5, num. 24 ; la Peyrere, let. D, n. 22, excepté néanmoins le droit d'aubaine, suivant la remarque de M. Louet, lettre V, chap. dern.*

93. Il a été jugé par un arrêt, *à l'inst. de l'arrêt*, du 8 juin 1576, prononcé en robes rouges par M. le président Trévost de Morfan, que dans les coutumes qui prohibent d'aliéner plus que du tiers des propres, le fisc ne peut point demander la cassation ni la réduction d'une donation de tous biens ; parce que dans cette prohibition, les coutumes ne considèrent que la personne des vrais héritiers, & non du roi ou des seigneurs qui succèdent par droit de deshérence, *non tanquàm heredes, sed tanquàm bonorum possesseurs* ; *Louet & Brodeau, let. C, chap. 37 ; Chopin, en son traité du domaine, liv. 3, tit. 29, n. 12 ; le Bret, de la souveraineté, liv. 2, chap. 12.*

94. Les seigneurs qui succèdent au défunt par droit de deshérence, sont tenus de payer ses dettes, chacun à proportion de l'émolument qu'il retire de la succession ; *l. 3, §. ult. & l. 6, §. si fisco, ff. ad Senatus. Trebell.* *Bacquet, du droit de deshérence, chap. 3, n. 5.* Mais leur obligation ne va que jusqu'à concurrence de ce qu'ils profitent des biens du défunt, par la raison ci-dessus alléguée, qu'ils ne sont pas considérés comme héritiers, *sed tanquàm bonorum possesseurs.* *Voyez la loi 2, ff. de cast. pecul. & Bacquet, loc. cit. n. 11.*

95. Le seigneur haut-justicier est tenu de vider ses mains des biens immeubles qui lui ont été déférés par deshérence, ou de payer le rachat & autres droits ordinaires aux seigneurs féodaux ou censiers. *Voyez* M. Pocquet de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 4, chap. 5, §. 2, & *suprà* verbo Bâtards.]

96. DESPARAGER. C'est un terme employé dans la coutume de Normandie, qui signifie marier une fille noble à une personne de condition roturière.

97. En Normandie les frères chargés de marier leur sœur, ne la doivent desparager. *Voyez* l'art. 357. Ainsi quand un frère, pour avoir meilleur marché du mariage avenant de sa sœur, la marie à un roturier, elle est alors déparagée; en ce cas elle peut prendre des lettres de rescision pour augmenter le mariage avenant, & les parents doivent être assemblés pour le régler & le liquider.

*98. DESTITUTION D'OFFICIERS, est un acte par lequel les seigneurs révoquent les provisions accordées aux officiers de leurs juridictions. Sur quoi nous ferons les observations suivantes.

99. La première, que le seigneur peut destituer *ad nutum*, & sans cause, les officiers pourvus gratuitement; la Peyrere & son glossateur, lettre O, nomb. 2, contre l'avis de Loyseau, en son *traité des offices*, liv. 5, ch. 4, qui soutient que les officiers des seigneurs ne peuvent point être destitués *ad libitum*, encore qu'ils aient été pourvus gratuitement; mais il s'en faut bien que son avis soit suivi dans l'usage.

100. La seconde, que le seigneur ne peut point destituer son officier avec clause infamante & injurieuse; de manière qu'en ce cas l'officier est en droit

d'exercer jusqu'à ce que son procès lui ait été fait; Brodeau, sur Louet, let. O, chap. 1, n. 2; Loyseau, *des offices*, liv. 5, chap. 5, n. 25; la Peyrere, *loco citato*; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 17, nomb. 18. *Revocari possunt ex causâ honestâ, non ex causâ infamante, nisi causâ cognitâ*, dit Dumoulin. La raison est, parce que le seigneur ôte à son officier, par une clause infamante, plus qu'il ne lui a donné; sçavoir, l'honneur & la réputation qui vont de pair avec la vie; *fama & vita pari passu ambulans*. C'est pourquoi l'officier destitué avec clause infamante, seroit fondé à agir contre le seigneur, pour en obtenir réparation.

101. La troisième, que les officiers pourvus à titre onéreux, ou pour cause rémunératoire, ne peuvent être destitués que pour cause de malversation commise dans leurs charges, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux, du 13 mai 1632, rapporté par la Peyrere, let. O, nomb. 2, & par plusieurs autres arrêts du parlement de Paris, rapportés par MM. Louet & Brodeau, let. O, chap. 1. *Voyez* Bretonnier, sur Henrys, tom. 1, liv. 2, quest. 12; Bardet, dans son recueil, tom. 1, liv. 4, chap. 17. Il est vrai cependant que la jurisprudence est à présent certaine au parlement de Paris, que les officiers des hauts-justiciers peuvent être destitués *ad nutum*, soit qu'ils aient été pourvus à titre onéreux moyennant finance, ou pour récompense de services, comme l'observe M. la Combe dans son *recueil de jurisprudence civile*, verbo Destitution. Mais dans ce cas le seigneur est tenu de rembourser l'officier, *ne & pretio & re careat*.

102. La quatrième, qu'en matière de provisions d'office pour cause rémunératoire, il faut faire une grande diffé-

rence entre les services passés & les services à venir ; en sorte que si les provisions sont données pour les services passés, il n'est point nécessaire qu'il en apparaisse, ni qu'ils soient spécifiés ; mais il suffit qu'il soit dit dans les provisions, que l'office est donné pour récompense de services ; au lieu que s'il s'agit de services que le seigneur attend pour l'avenir, il est nécessaire qu'ils soient spécifiés, & que le pourvu les rende véritablement, pour se mettre à l'abri de la destitution.

103. La cinquième, que l'Officier dont le seigneur poursuit la destitution pour cause de malversation commise dans sa charge, peut exercer par provision pendant l'instruction du procès ; *argum. l. libertus 17, §. in quæstionibus, ff. ad municip.* Brodeau, sur Louet, let. O, somm. 1.

104. La sixième, que si un seigneur donne des provisions à un officier purement & simplement, c'est-à-dire, sans expression de cause, le pourvu peut être destitué *ad nutum Domini*, quoiqu'il ait rendu des services au seigneur, & qu'il soit en état de les prouver ; parce que, suivant la disposition de l'ordonnance de Roussillon, pour qu'un officier ne soit pas destituable *ad libitum*, il faut qu'il paroisse par ses provisions, qu'il a été pourvu à titre onéreux, ou pour cause rémunératoire.

105. La septième, qu'un office étant de sa nature indivisible, l'officier pourvu ne peut point être destitué *ad nutum*, quoiqu'il paroisse par les provisions que l'office a été donné en partie gratuitement, & en partie vendu, sous les offres même que fait le seigneur de rembourser le prix qu'il en a reçu, parce qu'il est censé que le seigneur, en donnant partie de l'office, n'a fait qu'user de relâchement envers le pourvu par certaines considérations

particulières. Voyez Loyseau, en son *traité des offices*, liv. 5, chap. 5.

106. La huitième, que la faculté d'instituer les officiers appartenant à l'usufruitier de la seigneurie, celle de destituer ceux qui ont été pourvus à titre gratuit, lui appartient aussi, suivant la maxime, *ejus est destituere cujus est instituere*. Néanmoins la Peyrere, let. O, nomb. 25, tient que le tuteur, l'usufruitier & l'acquéreur sous faculté de rachat, ne peuvent point destituer l'officier, par la raison qu'il faut plus de pouvoir pour destituer, que pour instituer ; mais cette raison a plus d'apparence que de solidité.

107. L'officier pourvu gratuitement ne peut point opposer au seigneur la prescription de cinq ans de l'ordonnance de Charles VII. de l'an 1446, parce que l'art. 27 de l'édit de Roussillon, portant que le seigneur peut destituer ses officiers pourvus gratuitement, n'excepte point le cas de cette prescription. Néanmoins M. Louet, let. O, chap. 2, dit que les officiers qui n'ont point été pourvus *ex causâ onerosâ*, ne peuvent être destitués sans cause, lorsqu'ils ont servi l'espace de vingt ans entiers ; sur quoi voyez Loyseau, en son *traité des offices*, liv. 5, chap. 4, nomb. 11 & suiv. Bacquet, des *droits de justice*, chap. 17 ; la Peyrere & son glossateur, let. O, n. 4 ; Dumoulin, sur la coutume de Paris, §. 1, gloss. 5, *in verb.* le fief, nomb. 57 & suiv.

108. Il a été jugé par un arrêt du 28 décembre 1564, que l'officier pourvu par le plus grand nombre des co-héritiers d'une seigneurie avant le partage, pouvoit être destitué par celui des co-partageans au lot duquel la justice d'où dépend cet office est échue ; *journal des audiences*, liv. 8, ch. 5.

109. L'officier pourvu pour récompense des services rendus par ses au-

teurs, est censé pourvu à titre onéreux, tout comme s'il les avoit rendus lui-même; c'est pourquoi il ne peut être destitué *ad nutum*, comme il a été jugé par un arrêt du 7 juillet 1663, rapporté tout au long dans le journal des audiences, tom. 2, liv. 5, chap. 24. Mais la jurisprudence a changé, comme nous l'avons dit.

110. Les greffiers des officialités pourvus à titre onéreux ou pour récompense de services, ne sont point destituables *ad libitum*, même par le successeur au bénéfice; Louet & Brodeau, let O, chap. 2. Il est vrai que les arrêts ont quelquefois donné le choix aux seigneurs ecclésiastiques, ou de laisser l'officier pourvu à titre onéreux, paisible dans les fonctions de sa charge ou de lui rembourser le prix ou la valeur de l'office.

111. Il a été jugé par un arrêt du parlement de Provence, du 4 février 1644, entre messire Pierre de Camelin, évêque de Frejus, & M^e Nicolas Antelme, official, que ledit sieur évêque de Frejus avoit pu destituer ledit official, quoiqu'il eût été institué en cette charge pour toute sa vie par le feu évêque, & qu'il l'eût exercée pendant l'espace de quarante ans; Boniface, en ses arrêts, tom. 1, part. 1, liv. 2, tit. 2, chap. 11. Voyez les Mémoires du clergé, tom. 2, part. 1, tit. 2, chap. 15; Brodeau, sur M. Louet, let. O, chap. 2, n. 15 & 16; Loyseau, *des offices*, liv. 5, chap. 6, nomb. dern. On trouve néanmoins un grand nombre d'arrêts qui ont jugé que Messieurs les archevêques & évêques ne pouvoient destituer leurs officiers *ad libitum* & sans cause; Papon, en ses arrêts, liv. 4, tit. 12, n. 3 & 8; Boyer, décis. 149; Maynard, liv. 2, chapitre 24; la Peyrere, lettre O, n. 2. Mais depuis la déclaration du 15 août 1700, on ne peut plus dou-

ter qu'ils n'aient cette liberté.

112. Le mari peut instituer & destituer les officiers de la seigneurie de sa femme; à moins qu'il n'y ait séparation de biens, ou que la seigneurie soit un bien paraphernal à la femme. Voyez la Peyrere, let. O, n. 20, qui rapporte deux arrêts remarquables; l'un du 5 mars 1637, qui jugea que le fils ne pouvoit révoquer, après la mort de son père, les officiers par lui pourvus en qualité de mari; & l'autre du 5 mars 1641, par lequel il fut jugé que la mère usufruitière pouvoit pourvoir aux offices de judicature, & que celui qui en avoit été pourvu, ne pouvoit être destitué par la fille mineure.

113. *Quid* du tuteur? On tient communément qu'il peut pourvoir aux offices de son pupille, mais qu'il n'a pas la faculté de destituer les officiers pourvus avant son administration, ou qu'il a lui-même institués. Voyez Chopin, *de doman. lib. 3, tit. 13, num. 5*; Loyseau, en son *traité des offices*, liv. 5, chap. 5. Pour moi je crois avec Ferriere, dans son *dictionnaire de pratique*, verbo Destitution d'officiers, que le tuteur peut destituer les officiers des terres de son pupille, pour causes justes & raisonnables, & lorsqu'il y va de l'intérêt de son pupille. La raison est, *quia cujus est adificare, ejus est destruere*.

114. *Quid* du curateur? Il ne peut instituer ni destituer les officiers de son mineur. La raison de la différence qu'il y a à cet égard entre le tuteur & le curateur, se prend de ce que le mineur adulte a la faculté de pourvoir lui-même aux offices de ses terres; au lieu que le mineur impubère n'ayant pas ce pouvoir comme incapable d'un choix judicieux, il faut que son tuteur le fasse pour lui.

115. *Quid* de l'acquéreur à pacte

de rachat ? Selon quelques-uns il peut instituer , mais non pas destituer. Pour moi j'estime qu'il peut l'un & l'autre , par la raison employée à l'égard de l'usufruitier , & parce qu'il est propriétaire de la seigneurie jusqu'au jour du réméré.

116. *Quid* de l'héritier grévé ? Il n'y a pas de difficulté qu'il peut pourvoir aux offices dépendans de l'hérédité ; mais les officiers par lui institués , même à titre onéreux , peuvent être révoqués par le substitué après la remise de l'hérédité , comme il a été jugé par un arrêt du parlement de Bordeaux , du 23 août 1717 , prononcé en l'audience de la grand'chambre , par M. le premier président de la Caze , conformément aux conclusions de M. l'avocat général Dudon.

117. Le successeur à titre singulier , ne peut point destituer les officiers pourvus par son auteur , à titre onéreux ou pour récompense de services ; jugé par arrêt du 10 juin 1639 ; Brodeau , sur Louet , let. O , somm. 2 , nomb. 9 ; Bacquet , *des droits de justice* , ch. 17 , n. 11 ; Loyseau , en son *traité des offices* , liv. 5 , chap. 5 , n. 24. Ce qui doit avoir lieu , à plus forte raison , à l'égard du successeur universel ; Loyseau , *ibid.*

118. Il a été jugé par un arrêt du parlement de Bordeaux , du 6 septembre 1697 , en la cause du sieur comte de Riberac , contre les officiers de la terre de Riberac , que le fils ayant répudié l'hérédité de son père , pour s'en tenir à la donation qui lui avoit été faite par son aïeul , pouvoit destituer les officiers pourvus par son père , même à titre onéreux , sauf à ceux-ci de se pourvoir sur les biens libres du père qui leur avoit accordé les provisions ; la Peyrere , let. O , n. 22 , *in not. Aliud dicendum* , si le fils acceptoit l'hérédité de son père , même

par bénéfice d'inventaire ; car en ce cas , étant obligé d'entretenir son fait , il est certain qu'il ne peut destituer les officiers pourvus par le père à titre onéreux , ou pour récompense de services.

119. L'adjudicataire , en décret nécessaire & forcé , peut destituer les officiers pourvus par le saisi *ex quâlibet causâ onerosâ* , lorsqu'ils n'ont pas formé leur opposition à fin de conserver ; ainsi jugé par arrêt du parlement de Paris , du 15 mars 1631 ; Brodeau , sur Louet , let. O , n. 37. Voyez Loyseau , *des offices* , liv. 5 , ch. 2 , nomb. 24 , qui n'est point contraire , puisqu'il ne parle pas de ce cas , mais seulement *generatim* , du successeur universel ou particulier.

120. Quant à la manière de destituer les juges & autres officiers des justices seigneuriales , les seigneurs n'y employoient pas autrefois beaucoup de cérémonies ; car ne regardant les officiers de leurs juridictions que comme d'honnêtes domestiques , ils leur donnoient leur congé de leur propre autorité , sans que le juge supérieur qui leur avoit fait part de la puissance publique , en recevant leur serment , en prît connoissance ; ce qui étoit la source d'une infinité d'abus & de malversations ; l'officier destitué continuant d'exercer , sous prétexte que sa révocation n'étoit pas régulière ; & le nouvel installé prétendant être seul en droit de faire les fonctions de l'office , son intérêt ne lui permettant pas de douter que la destitution de l'ancien officier ne fût bien dans les formes.

121. Mais comme cette façon de destituer ressenloit la violence & une autorité trop despotique , les seigneurs ont été contraints de l'abandonner , & d'en venir devant le juge supérieur , pour faire prononcer la destitution de leurs officiers. En effet , les officiers des justices seigneuriales ne tiennent

point la puissance publique du seigneur, qui n'a d'autre pouvoir que de les nommer, mais bien du juge supérieur, qui, en les recevant, leur communique l'autorité publique qu'il tient lui-même du prince : *At nihil tam naturale quàm unumquodque dissolvi, eodem modo quo colligatum est.*

122. A l'égard des officiers qui exercent les fonctions de leurs charges sans être reçus en justice, c'est-à-dire, sur les seules provisions qui leur ont été données par les seigneurs, ils peuvent être destitués sans recourir à l'autorité du juge supérieur de qui ils ne tiennent rien, par la raison que *cessante ratione legis, cessat & ipsa lex.* C'est l'avis de la Peyrere, let. O. n. 26, & celui de Loyseau, en son *traité des offices*; liv. 5, ch. 5, n. 49, où il distingue expressément les officiers qui ont été reçus en justice, d'avec ceux qui n'y ont point été reçus.

123. Sur quoi remarquez que, suivant un ancien arrêt du parlement de Bordeaux, du 17 janvier 1634, & la disposition de l'article 45 de l'ordonnance d'Orléans, les officiers des justices seigneuriales doivent prêter le serment devant les juges supérieurs, c'est-à-dire, aux sénéchaux.

124. Mais supposé qu'un seigneur destitue, de son autorité privée, son juge ou autre officier reçu en la justice supérieure, quel parti devra prendre cet officier pour empêcher l'effet de sa destitution? Il est sans difficulté qu'il doit recourir au juge supérieur de qui il tient l'exercice de la puissance publique, & assigner le seigneur pardevant ledit supérieur, pour voir déclarer sa destitution nulle, & en conséquence, le voir garder & maintenir dans les fonctions de sa charge, parce qu'encore une fois il n'appartient qu'au juge supérieur d'ôter avec connoissance de cause, l'autorité qu'il a communi-

quée à un officier. D'où il faut conclure que la révocation faite par le seigneur, ne peut point empêcher l'officier de faire les fonctions de son office, jusqu'à ce que la destitution ait été confirmée par sentence du supérieur. Encore même si l'officier se rend appellànt de la sentence qui autorise sa destitution, il pourra exercer jusqu'à ce que l'appel ait été jugé, parce que, comme dit Loyseau, *des offices*, liv. 5, chap. 5, nomb. 61, l'appel est suspensif, si ce n'est aux cas exceptés par les ordonnances; & telle est la jurisprudence constante du parlement de Bordeaux, attestée par le glossateur de la Peyrere, let. O, nomb. 27.

125. Lorsque les seigneurs ont voulu destituer leurs officiers pour cause infamante & injurieuse, ils ne peuvent plus revenir à la destitution volontaire en se désistant de l'infamante; Loyseau, *loco citato*, nomb. 54, qui dit qu'on ne peut varier après le choix d'une alternative : *Electâ unâ viâ, non potest regredi ad aliam.*

126. Or on entend ici par cause infamante, celle qui blesse l'honneur & l'intégrité de l'officier, en le notant de quelque crime ou malversation dans l'exercice de sa charge, comme fausseté, concussion, homicide, vol, &c. pour raison de quoi il faut que le procès soit fait & parfait à l'officier qui en est prévenu, avant qu'il puisse être destitué.

127. On demande si le fils pourvu de l'office de son père, pour récompense des services que le seigneur déclare avoir reçus du père, & pour ceux qu'il espère de recevoir du fils, est destituable *ad libitum*? la résolution est que l'officier ainsi pourvu, peut être destitué à la volonté du seigneur : la raison est, parce que le père ayant joui lui-même de l'office, il est censé récompensé des services qu'il avoit ren-

du au seigneur. Voyez *suprà* la distinction que nous avons faite entre les services passés & le services à venir; & Mornac, sur la loi 10, §. *si domini*, ff. *de in rem. vers.*

128. L'officier pourvu par le seigneur ecclésiastique, pour récompense des services rendus à la personne du seigneur, peut être destitué par le successeur au bénéfice; parce que les seigneurs ecclésiastiques n'étant que simples usufruitiers, ils ne peuvent point lier leurs successeurs; *aliud dicendum*, si les provisions ont été données pour récompense des services rendus au bénéfice, pourvu qu'ils soient prouvés. *V.* le jour. des audiences, tom. 2, liv. 5, chap. 32; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 17, n. 13; Boyer, *décis.* 146, n. 23; Mornac, *ad authent. licet*, *cod. de episcop. & cler.* Louet & Brodeau, let. O, chap. 2. Mais la déclaration du roi, du 17 août 1700, dont on a parlé ci-devant, décide le contraire.

129. Sur la question de sçavoir, si l'officier destitué par le seigneur, peut former la complainte contre celui qui a été substitué à sa place, s'il vient à le troubler dans l'exercice de sa charge. Voyez Loyseau, en son *traité des offices*, liv. 5, chap. 5, n. 64, où il dit qu'il a été jugé par plusieurs arrêts, que la complainte a lieu en matière d'offices; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 17, n. 8; Joan. Galli, *quest.* 173; Dumoulin, sur la coutume de Paris, §. 1. glose 5, n. 59, l'art. 1 de l'ordonnance de 1667, titre des *complaintes & réintégrandes*; la Peyrere & son glossateur, lettre O, nombre 5.]

130. DÉSUNION EN MATIÈRE FÉODALE. Voyez Jeu de fief. Se jouer de son fief.

131. DÉTENTEUR, est le propriétaire d'un immeuble chargé de

cens, & autre charge seigneuriale; tel est le preneur à cens, à bail emphytéotique, le preneur à vie, ou à longues années, ou à rente foncière.

132. On est quelquefois tenu de payer une rente à laquelle on n'est point tenu personnellement, mais seulement en qualité de détenteur de l'héritage sujet à la rente; auquel cas on peut s'en libérer en abandonnant & en payant les arrérages de sa détention. *Voy.* Déguerpissement d'héritages censuels, expose.

133. DÉTROIT, signifie le ressort ou l'étendue de pays soumis à la juridiction d'un juge.

* 134. DEVOIRS, en matière de droits seigneuriaux, signifient la foi & hommage que le vassal doit à son seigneur. On entend même quelquefois par ce terme, toutes sortes de prestations & redevances en deniers ou en espèces, dont les emphytéotes sont tenus envers les seigneurs.

135. DÉVOLUTION, est un terme qui signifie la réunion ou consolidation du fief servant au fief dominant, soit par commise, dépié ou autre moyen de droit. *Vide supr. verb.* Commise, & *verb.* Dépié de fief.

136. DIRECTE, est une seigneurie de laquelle un héritage relève immédiatement, soit à foi & hommage, ou à cens; néanmoins la directe ne se dit proprement, que par relation aux héritages censuels.

137. La seigneurie directe est imprescriptible à l'égard des tenanciers; mais un seigneur peut la prescrire contre l'autre par l'espace de trente ans; la Roche, *des droits seigneur.* ch. 20, art. 3, à moins que l'un des seigneurs ne soit ecclésiastique; car alors l'autre ne pourroit prescrire contre lui que par l'espace de quarante ans; *Authent. quas actiones*, *Cod. de Sacros. Eccles.*

138. Voyez ce que nous avons dit sur

sur cette matière, *supr. verb. Cens, & infr. verb. Lods & ventes, & verb. Reconnoissance.*]

139. **DISTRACTION DE JURISDICTION SEIGNEURIALE**, se fait assez ordinairement lorsque le roi érige une terre en duché, marquisat, comté, baronnie, &c. Comme il faut une certaine quantité de paroisses & de feux pour former ces titres, s'il se trouve dans l'arrondissement une paroisse qui ait toujours relevé d'une justice particulière, l'on distrait cette paroisse de sa juridiction ordinaire, pour la réunir à la justice du duché, du marquisat, &c. Cette distraction ne se fait jamais sans grande nécessité, & sans une information *de commodo & incommodo*, dans laquelle les juges dont on distrait la juridiction sont entendus, à l'effet d'être pourvu à leur dédommagement au *pro rata* de ce que la distraction pourra leur préjudicier.

140. La distraction de juridiction se peut encore faire d'une autre façon. Lorsqu'un seigneur est propriétaire de deux terres voisines, & ayant chacune droit de haute-justice, il peut faire réunir ces deux justices en une seule; mais cette réunion ne se peut faire qu'en vertu de lettres patentes, dûment vérifiées & enregistrées en la cour, après une information *de commodo & incommodo*.

141. **DISTRICT**, signifie un certain espace de pays dans lequel s'étend une juridiction. Dans la coutume de Bretagne, art. 371, 374, 388, 607, on dit le district d'un moulin, pour signifier la banlieue, l'étendue de pays sur laquelle le moulin banal peut chauffer.

142. **DIXIÈME**, selon l'article 6 de la coutume de Saint Omer, est le dixième denier pour vente, donation ou transport d'héritage, qui est dû au seigneur pour ses lods & ventes.

Partie I.

143. Par dixième on entend plus communément un impôt, un subside extraordinaire que le roi met en temps de guerre pour subvenir aux besoins de l'état: en conséquence les propriétaires de fonds paient au roi le dixième de leur revenu, & les marchands & artisans le dixième de leur industrie. Ceux qui doivent à des particuliers des rentes foncières ou constituées, en retiennent le dixième, à cause qu'ils paient au roi le dixième du produit de tous leurs biens; mais ceux qui doivent des cens & rentes seigneuriales, n'en retiennent point le dixième. *Voyez* l'arrêt du conseil d'état du 13 octobre 1750. Après la guerre de 1741, le dixième fut changé en vingtième. Pendant la présente guerre, on y ajouta d'abord un second vingtième, ensuite on en a établi un troisième, qu'on paie encore aujourd'hui (en 1763).

* 144. **DIXMES INFÉODÉES**, sont celles qui sont tenues en fief par des gentilshommes ou autres laïcs, & qui sont possédées comme des champarts & autres biens purement profanes.

145. Rien n'est plus incertain que l'origine des dixmes inféodées; car il y en a qui tiennent qu'elles ont été établies après la conquête des Gaules par les françois, à l'imitation du tribut ordinaire que les romains levoient sur les provinces dépendantes de leur empire, qui étoit la dixième partie de tous les fruits; de sorte que les rois de France ayant trouvé cette imposition établie, ils la conservèrent, & la donnèrent en fief à leurs soldats. Les partisans de cette opinion ajoutent que parmi les descendans de ces premiers françois, les uns ont soigneusement conservé ce droit de dixmes, & les autres s'en sont dépouillés en faveur de l'église par dévotion ou par scrupule, & que c'est de-là qu'est venue la différence des dixmes ecclésiastiques & des dixmes

inféodées : d'autres disent , avec plus de vraisemblance , que les dixmes ont commencé à être inféodées vers le sixième siècle , où plusieurs églises se trouvèrent obligées d'abandonner partie de leurs dixmes à de grands seigneurs , pour les engager à prendre leur défense contre les ennemis de la foi : mais la plus commune opinion est que les dixmes inféodées tirent leur origine de la donation qu'en fit Charles Martel aux seigneurs & gentilshommes qui l'avoient aidé à remporter la signalée victoire qu'il gagna auprès de la ville de Tours , en l'année 732 , sur les Sarrafins , qui étoient au nombre de plus de trois cent mille.

146. Quoi qu'il en soit , depuis le concile de Latran , tenu en l'an 1179 sous le pontificat d'Alexandre III. il n'est plus permis d'inféoder les dixmes ecclésiastiques : cela avoit été défendu auparavant par le même pape , dans un concile tenu à Tours en l'an 1163 , & avant lui par Grégoire VII. mais comme toutes ces défenses ne peuvent porter que sur l'avenir , on a été obligé de tolérer les inféodations qui ont été faites avant le concile de Latran. Grimaudet , en son *traité des dixmes* , liv. 2 , chap. 6 , n. 29 & suiv.

147. Les laïcs donc qui prétendent des dixmes inféodées , doivent être fondés en titres antérieurs à ce concile , ou au moins il faut qu'ils prouvent qu'ils sont en possession de ces dixmes depuis un tems immémorial , qui fait présumer un titre d'inféodation avant ledit concile. Mais cette possession ne peut point se justifier par des contrats d'acquisition , échanges , partages , ou autres titres de famille ; il faut qu'elle soit prouvée par d'anciens aveux & dénombremens , dans lesquels les dixmes aient été employées , & par lesquels il paroisse qu'elles sont véritablement tenues en fief , sans quoi on présume

qu'elles ont été usurpées sur l'église , plutôt qu'inféodées , comme il a été jugé par arrêt du 31 août 1658 , rapporté dans la continuation du journal des audiences , liv. 1 , chap. 56. En un mot , il ne suffit pas de prouver qu'on a joui des dixmes pendant un temps immémorial , il faut de plus établir qu'on a joui desdites dixmes comme inféodées.

148. Les dixmes inféodées sont purement laïques , & doivent se régler de la même manière que les choses profanes ; c'est pourquoi le juge d'église n'en peut point connoître. Grimaudet , en son *traité des dixmes* , liv. 2 , chap. 6 , n. 33 & suiv. Néanmoins , comme elles sont sujettes à réversion , elles retiennent toujours les privilèges & les prérogatives de leur origine ; ainsi elles se paient avant l'agrier ou champart , de même que les dixmes ecclésiastiques. Basset , tome 1 , liv. 2 , tit. 6 , art. 7 ; la Peyrere , let. D. n. 45.

149. Suivant la déclaration de 1686 , les dixmes inféodées doivent contribuer au paiement de la portion congrue ; mais ce n'est que subsidiairement , c'est-à-dire , en cas d'insuffisance des dixmes ecclésiastiques. Voyez la Peyrere & son glossateur , let. D. n. 44.

150. Les dixmes inféodées , quoique retournées à l'Eglise , conservent à l'égard des seigneurs leur qualité de biens temporels & féodaux ; ainsi les ecclésiastiques qui les ont acquises , sont tenus d'en payer le droit d'indemnité , & de fournir homme vivant & mourant , par le décès duquel il y ait ouverture au droit de rachat , à moins qu'elles n'aient été affranchies des charges de fiefs ; car alors elles deviennent purement ecclésiastiques , par le retour à leur origine & à leur ancien état. Dumoulin , sur l'article 68 de la *coutume de Paris* , n. 21 & suiv. Grimaudet

det, en son *traité des dixmes*, liv. 2, chap. 6, n. 49 & suiv. ce qui a lieu, soit qu'elles retournent à l'église d'où elles avoient été démembrées, ou à une autre église, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse, du 26 mai 1677, entre le sieur de Mongaillard & les prêtres de la ville d'Aspet, Catelan, liv. 1, chap. 18.

151. Sur quoi il faut remarquer, 1^o. Que les dixmes qui relevoient de la couronne deviennent de plein droit ecclésiastiques par leur retour à leur premier état; ainsi elles ne sont sujettes à aucuns droits féodaux, encore qu'il ne paroisse pas d'une expresse suppression de fief, parce que l'ordonnance de Saint Louis, de l'an 1269, a supprimé la féodalité de cette sorte de dixmes.

152. 2^o. Que les ecclésiastiques qui prétendent que la réunion des dixmes inféodées a été faite *sine onere feudi*, doivent prouver la suppression du fief, lorsque les seigneurs justifient par d'anciennes aveux, & par une possession immémoriale bien suivie, que les dixmes possédées par les curés ou autres ecclésiastiques, sont inféodées, à moins qu'on ne puisse présumer la suppression de fief par des circonstances particulières, dont on peut voir des exemples dans Henrys, tome 1, liv. 1, chap. 2, quest. 7.

153. Quoique les dixmes inféodées qui ont été réunies à l'église *cum onere feudi*, conservent leur nature de biens temporels, & qu'elles soient par conséquent sujettes aux droits féodaux d'indemnité, de rachats & de lods & ventes; néanmoins lorsqu'elles sont vendues à l'église, elles ne sont point sujettes au retrait soit féodal ou lignager, parce qu'autrement ce seroit ôter à l'église le moyen de rentrer dans ses anciens droits. Voyez M. Pithou, sur l'article 74 des libertés de l'église gallicane;

rapon, en ses arrêts, liv. 11, tit. 7, article 14; Grimaudet, des retraits, livre 3, chapitre 5; Lhommeau, art. 170; & Chopin, *de doman.* liv. 3, tit. 23, n. 8.

154. La dixme inféodée se prescrit par un décimateur contre un autre décimateur, cela ne fait pas de doute; mais peut-elle se prescrire par le détenteur de l'héritage? ou autrement la dixme passive se prescrit-elle?

155. D'anciens auteurs qui ont traité des dixmes, Grimaudet, Forget, l'ont pensé. La Thaumassière, commentateur de la coutume de Berry, l'a également pensé, sur la foi de ces auteurs; il rapporte même un arrêt de 1667, mais il paroît qu'il s'est établi depuis une jurisprudence contraire.

156. D'Hericourt, *traité des loix ecclésiastiques*, part. 4, chap. 1, n. 46, dit qu'un particulier ne peut opposer au décimateur laïc qu'il est en possession immémoriale de ne point payer la dixme. Ainsi, continue d'Hericourt, un seigneur laïc, justifiant par ses titres qu'il a la dixme inféodée, ne peut être privé de ce droit par un particulier, ou sur un canton. Ainsi jugé au parlement de Paris, le 30 avril 1644, pour le sieur de la Richardie d'Aulioi, contre l'Abbé de Manglieu, & le 18 juin 1681, pour M. Claude-Ignace Prohet, avocat au parlement, contre le curé de Marmans; ces deux arrêts sont rapportés au journal du palais, tom. 2.

157. M^r de Jouy, avocat au parlement, dans son *traité des principes des dixmes*, chap. 8, de la prescription, n^o. 23, dit que la dixme peut se prescrire par un décimateur contre un autre décimateur; mais, dit-il, elle ne peut jamais se prescrire par le détenteur de l'héritage; & personne ne peut acquérir par prescription l'exemption

de payer la dixme . No. 24 ; il ajoute : plusieurs arrêts ont jugé que ce principe devoit avoir lieu pour la dixme inféodée. Il y en a un entr'autres du 24 juillet 1733 , rendu en la seconde chambre des enquêtes , au rapport de M. Chabennat de Bonneuil , entre le marquis du Palais , appellant d'une sentence de Montbrison , & la dame du Rozier ; par la sentence il avoit été jugé que les dixmes inféodées étoient prescriptibles ; elle fut infirmée par l'arrêt ci-dessus , qui a jugé que la prescription n'avoit pas lieu.

158. Duperrey , *traité des dixmes* , chap. 6 , n. 6 & 7 ; le Bretonnier , sur Henrys , tom. 1 , liv. 1 , chap. 3 , quest. 25 , sont du même sentiment. Ce dernier rapporte deux arrêts , l'un du 20 mars 1702 , & l'autre du 11 juillet 1703 , qui l'ont ainsi jugé.

159. Deux motifs ont sans doute déterminé cette jurisprudence ; l'un , suivant la Philippine , nul se peut dire exempt de payer dixme , & alléguer prescription ; l'autre , est que la dixme inféodée pouvant redevenir ecclésiastique par le retour au droit commun , & pouvant être assujétie aux mêmes charges que la dixme ecclésiastique , elle en doit conserver les privilèges. Cette dernière observation fut faite par M. Talon , avocat général , plaçant dans une cause jugée par arrêt du 13 mars 1625. Ainsi on peut aujourd'hui tenir pour certain que la dixme inféodée ne peut point se prescrire par les particuliers qui la doivent. Il n'y a que la qualité ou la forme de la prestation qu'on puisse prescrire.

160. DOMAINE. Ce sont les fonds , les héritages dont nous avons la propriété. Quelquefois domaine se dit d'un droit seigneurial sans propriété. Ainsi , en matière de seigneurie , le censitaire , l'emphytéote , qui paie un cens , ou une redevance , a

le domaine utile ; & le seigneur à qui on paie le cens ou la redevance , a le domaine direct. Mais domaine est particulièrement le nom qu'on donne aux biens & aux terres qui appartiennent à la couronne.

161. Dans ce dernier sens , il y a deux sortes de domaines ; sçavoir , le fixe , & le casuel.

162. Le domaine fixe est l'ancien domaine de nos Rois , composé de seigneuries , terres , possessions & droits qui appartiennent au roi en qualité de souverain , comme les tailles , les gabelles , les douanes , les droits d'entrées & autres. Ce domaine fixe est muable ou immuable.

163. Le domaine immuable consiste dans les cens & rentes dues au roi , dont le revenu ne change point ; & comme ce revenu est toujours de même valeur , il est appelé immuable. Les accidents peuvent cependant le rendre sujet à quelques variations. Elles arrivent quand , par exemple , une maison qui doit rente vient à brûler , tombe en ruine , ou que ceux qui en étoient possesseurs n'ont pas de quoi payer.

164. Le domaine muable est celui qui consiste en des objets qui s'afferment , & dont la ferme est tantôt plus haute , tantôt plus basse. Tels sont les greffes , sceaux , tabellionages , contrôles , amendes , prisons , prés , étangs , péages , & autres choses qui s'afferment.

165. Le domaine casuel est tout ce qui appartient au roi par ses conquêtes , ou par acquisition , comme par succession , par droit d'aubaine , confiscation , bâtardise & deshérence. Mais cette dernière espèce de domaine devient fixe après dix années de jouissance , ou bien quand il a été joint à l'autre domaine par des édits & déclarations.

166. Le domaine fixe étant spécialement consacré à la couronne de France, pour en soutenir la splendeur, & pour la défendre, est par un privilège particulier inaliénable; le roi n'en est pas propriétaire, il n'en est proprement que l'administrateur. Quant au domaine casuel, le roi peut en disposer, ainsi qu'il juge à propos, par vente ou par donation; d'où il suit que le domaine fixe est imprescriptible, & que le domaine casuel se peut prescrire.

167. Sur ce que nous avons dit que le domaine fixe est inaliénable, il y a quelques observations très-importantes à faire.

168. 1°. Quelque inaliénable que soit le domaine, cela n'exclut pas la liberté d'en donner quelque portion en appanage aux enfants de France, ni d'en vendre quelque partie, lorsque les besoins pressans de l'état le demandent. Mais l'appanage se fait toujours à charge de réversion, & les ventes à faculté de rachat perpétuel & imprescriptible; & c'est en quoi consiste l'inaliénabilité du domaine.

169. 2°. Les aliénations qui se font du domaine, pour être valables, doivent être faites en vertu de lettres patentes dûment enregistrées au parlement de Paris, vrai conservateur du domaine de la couronne de France. C'est sur ce fondement que François Ier ne put exécuter le traité de Madrid, par lequel ce roi prisonnier s'étoit engagé, sans le consentement des états du royaume, de céder à Charles Quint le duché de Bourgogne & le comté de Charolois. Aussi François Ier ne fut pas plutôt en France, qu'il commença à se plaindre hautement, dit Mezeray, de l'inhumanité de l'empereur, & à dire que les promesses faites en prison sont nulles, qu'un vassal est criminel qui force son seigneur à lui donner son

serment, & que les loix du royaume ne lui permettoient pas d'en démembrer aucune pièce. Les états du royaume assemblés firent la même déclaration.

170. 3°. Comme les baux qui excèdent neuf ans emportent aliénation, les officiers des comptes, & les trésoriers de France ne peuvent pas faire des baux du domaine pour plus de neuf ans, sans lettres patentes dûment vérifiées au parlement.

171. 4°. Le domaine de la couronne étant inaliénable, est imprescriptible: par conséquent toutes les usurpations faites sur le domaine, quelque anciennes qu'elles puissent être, sont sujettes à réversion.

172. 5°. Le domaine n'est point un fief, il est parfaitement indépendant, ne doit hommage à personne, & le roi ne le tient que de dieu & de son épée; mais le domaine est la source féconde de tous les fiefs du royaume, & où ils peuvent tous se réunir. Lorsqu'autrefois le roi acquéroit des fiefs qui relevoient de quelque seigneur, le roi leur en portoit la foi & hommage. Philippe Ier en 1100. ayant acquis d'Arpin sa vicomté de Bourges, en fit rendre en son nom la foi & hommage au comte de Sancerre pour la portion de terre qui relevoit de ce comte. Chose étrange, s'écrie M. le président Hénault, que le roi rendit hommage à ses sujets! Cette bizarre contradiction fut sagement abolie par Philippe-le-Bel en 1302. Ce prince déclara que l'hommage seroit converti en indemnité.

173. Outre le domaine dont nous venons de parler, le roi a encore son domaine particulier, & le domaine forain.

174. Le domaine particulier consiste dans les biens que le roi avoit lorsqu'il est parvenu à la couronne. Il en

a la pleine & entière disposition ; mais lorsque ce domaine a été régi pendant dix ans par les officiers du roi , il devient incorporé au domaine de la couronne , & il en acquiert tous les privilèges.

175. Le domaine forain consiste dans les impositions que le roi ordonne être levées pour les nécessités de la guerre , sur les marchandises qui entrent dans le royaume , ou qui en sortent.

176. Une quantité prodigieuse d'auteurs ont écrit sur le domaine du roi ; on en peut voir la liste dans la bibliothèque historique du Père le Long : mais sur la matière , voyez sur-tout le *recueil des édits & ordonnances concernant les domaines & droits de la couronne* , imprimé à Paris en 1690 ; le *traité de la connoissance des droits & des domaines du roi* , imprimé à Paris , chez Colombat. Voyez encore le *dictionnaire de Brillouin*.

177. DOMAINE CONGEABLE. Ces domaines ne sont connus que dans la coutume de Bretagne. Voyez l'art. 541. Le possesseur du domaine congeable est tenu de l'abandonner à la volonté du seigneur qui l'a donné , en recevant le prix des améliorations qui pourront avoir été faites. Ces domaines se partagent noblement. Voyez M. de Perchambaut , sur l'art. ci-dessus , & Belordeau , l. D , art. 29.

178. DOMANIAL , se dit proprement des biens qui composent le domaine du roi ; on appelle cependant encore domaniaux , certains droits appartenant aux seigneurs particuliers sur les héritages mouvants d'eux. La justice est un droit seigneurial , mais non pas domanial ; la rente foncière est un droit domanial , mais non pas seigneurial. Le cens est un droit seigneurial & domanial.

179. DOMANIER. C'est le sei-

gneur d'une terre , d'une seigneurie , d'un héritage. Ce mot est employé dans la coutume de Tours , art. 23 ; dans Lodunois , chap. 1 , art. 13 & 20.

180. DOMICILE DES SEIGNEURS DE FIEFS , est le principal manoir du fief , & pour le seigneur & pour le vassal : c'est-là que le vassal doit aller pour faire la foi & hommage , & c'est-là que le seigneur doit la recevoir ; c'est au principal manoir du fief que se doivent faire toutes les significations qui concernent les droits réciproques du seigneur & du vassal à cause de leurs fiefs ; la raison est que les droits de fief sont réels , & que le vassal doit avoir un lieu fixe où il puisse trouver son seigneur pour rendre ses devoirs , &c.

181. DOMINANT. Voyez Fief dominant , Seigneur dominant.

182. DOMMAGE , dans le langage des coutumes , signifie le dégât que font les bestiaux dans les prés , les vignes , les bois , les bleds & autres héritages , & pour lesquels échet l'amende au seigneur ; outre l'amende , le dommage doit être réparé par celui à qui appartient la bête qui l'a causé , à moins que le maître ne l'abandonne pour le dédommager. Quand il a été fait par échappée , si la bête qui a fait le dommage , étoit dans l'héritage à garde faite , celui à qui appartient la bête n'en seroit pas quitte pour l'abandonner ; il seroit tenu de réparer le dommage qui pourroit être plus considérable que ne vaut la bête. Voyez Garde , Messier. Voyez Berry , tit. 10 , art. 1 & suiv.

183. DON D'AUBAINE , DE BATARDISE , DE DESHERENCE , est un don que le roi fait à quelqu'un de ses sujets , du droit qui lui est échu , afin de succéder en sa place , à un étranger , à un bâtard , à ceux qui décèdent sans héritiers.

184. Ce don n'est point proprement une aliénation du domaine, parce que les biens qui étoient en conséquence de tels droits, ne sont point réputés du domaine, jusqu'à ce qu'ils y aient été réunis. *Voyez* l'art. 2 de l'ordonnance de Moulins de 1566.

185. Après que le donataire a obtenu de S. M. le brevet de don d'aubaine ou autre droit, il doit présenter sa requête à la chambre du domaine; sur les conclusions du procureur du roi il prend sentence en vertu laquelle il fait saisir, assigner, &c; ensuite il fait enregistrer le brevet en la même chambre, & obtient des lettres de don, signées en commandement, & scellées, auxquelles sont attachés le brevet & la sentence, & il fait vérifier & enregistrer le tout en la chambre des comptes dans les trois mois; après quoi le donataire qui se trouve aux droits du roi est en état de s'emparer des effets du défunt, en justifiant qu'ils appartiennent au roi par droit d'aubaine, deshérence, ou bâtardise.

186. DON DE CONFISCATION, c'est un don que le roi fait à quelqu'un de ses sujets, de biens confisqués au profit de S. M.; ce don n'est pas une aliénation du domaine.

187. Pour jouir de ce don, ceux qui en sont gratifiés, doivent faire ce que nous venons de dire au sujet du don d'aubaine, bâtardise ou deshérence: mais il y a quelques observations particulières à faire sur le don de confiscation.

188. Il n'est pas permis de demander le don & la confiscation des biens d'une personne prévenue de crimes, avant la sentence qui déclare les biens confisqués au roi, quoique ces crimes fussent du nombre de ceux qui confisquent les biens du criminel de plein droit, du jour qu'ils ont été commis. *Voyez* l'ordonnance d'Orléans, article

87; celle de Blois, article 204; Brodeau, sur l'article 183 de la coutume de Paris.

189. Quand le roi a fait don à quelqu'un de biens adjugés par sentence de contumace, ce don ne doit être vérifié qu'après les cinq ans expirés, suivant l'ordonnance, afin que les contumax aient le tems de purger leur contumace: si on vérifioit le don sitôt la sentence rendue, le contumax auroit plus de difficulté à se représenter, dans la crainte qu'il auroit que le donataire ne s'empresât de lui faire son procès pour jouir de son bien.

190. Le don ou la remise de confiscation accordée aux enfans du condamné, laisse toujours à leur égard les biens en l'état qu'ils auroient été s'ils n'avoient pas été confisqués; ainsi ce qui leur auroit été propre, leur demeure propre: mais si la confiscation étoit donnée à des collatéraux, les biens seroient acquêts en leurs personnes. *Voy.* Lebrun, *traité des successions*, liv. 2, chap. 1, sect. 1, n°. 87. Ce jurisconsulte dit à ce sujet, que les libéralités du prince ne sont jamais plus recommandables que quand par sa grace il ne change point l'ordre naturel des choses, & le droit commun: aussi la jurisprudence du conseil ne souffre pas que le fermier du domaine prenne son tiers sur les remises des confiscations, & que des Publicains altèrent les bienfaits du prince.

191. DONATION, Nous n'entendons traiter de cette matière que par rapport aux droits seigneuriaux que peut produire cet acte.

192. Lorsqu'une donation est purement gratuite, elle ne produit jamais de lods & ventes; c'est le texte de la cout. d'Anjou, art. 161, & de celle du Maine, art. 178, qui sont en cela conformes au droit commun, parce qu'une donation gratuite n'est ni vente,

ni acte équipollent à vente.

193. Si la donation est onéreuse, on distingue si les charges sont réducibles en deniers, les lods & ventes en sont dûs jusqu'à concurrence de l'estimation de ces charges, parce qu'alors c'est un contrat équipollent à vente.

194. Il en est de même de la donation pour cause de services mercenaires désignés dans l'acte, parce qu'ils peuvent être estimés en deniers, & les lods & ventes en sont dûs au seigneur suivant l'estimation.

195. A l'égard de la donation faite à la charge par le donataire de nourrir & entretenir le donateur, elle peut être aussi regardée comme acte équipollent à vente, dont les lods & ventes peuvent s'exiger sur le pied de l'estimation. *Voyez* Pocquet de Livonnière dans son *traité des fiefs*, liv. 3, chap. 5, sect. 4.

196. Les donations à la charge d'une rente viagère se règlent sur les mêmes principes, & peuvent également être évaluées à une somme certaine de deniers selon laquelle se paient les lods & ventes, eu égard à l'âge du donateur lors de la donation. *Voyez* Pocquet *loco cit.* un arrêt du parlement de Paris du 8 février 1744, rapporté par Freminville, tom. 5, page 748.

197. DOUBLAGE. Dans les coutumes d'Anjou, art. 128, 129 & 130, du Maine, art. 138, 140, 141, ce mot ne signifie autre chose que la taille aux quatre cas, parce que dans ces coutumes cette taille est simplement le double cens, rentes & devoirs que paient ordinairement les sujets. *Voyez* Taille aux quatre cas. Dans la coutume du Maine, art. 139, il y est parlé d'un droit de doublage différent du précédent : il se paie dans quelques baronies & châellenies du Maine par l'hé-

ritier du propriétaire d'héritages chargés de cens ou rentes seigneuriales ; le droit consiste dans le double du cens & des rentes.

198. DOUBLE D'AOÛT. Ce droit est connu dans la coutume de la Marche. *Voyez* les art. 92, 128, 129. C'est la taille ordinaire qui se paie le mois d'août au seigneur par ses hommes serfs, ou par ceux qui tiennent de lui des héritages de servile condition.

199. DOUBLE CENS. Dans la coutume de Berry, tit. 6, art. 1 ; du grand Perche, art. 82, 84 ; le successeur ou l'acquéreur d'héritage censuel dans la censive du roi, ne lui doit pour tous droits que le double du cens dont est chargé l'héritage. Par l'ancienne coutume de Mehun sur Eure, le tenancier qui avoit manqué de payer le cens aux lieu, jour & heure accoutumés, devoit le double cens au seigneur. Dans la coutume de Hesdin, art. 11, celui qui abandonne au seigneur l'héritage cottier, doit doubles arrérages des cens, rentes & censives qui sont dûs.

200. DROITS SEIGNEURIAUX. Ce sont ceux qui appartiennent aux seigneurs à cause de leurs justices ou de leurs fiefs, ou de leur directe seigneurie, soit par la disposition de la coutume des lieux, soit par des titres particuliers.

201. On distingue les droits seigneuriaux en droits honorifiques & droits utiles.

202. Les droits honorifiques sont les devoirs, les prééminences, les honneurs qui se rendent aux seigneurs à cause de leurs fiefs, de leur haute-justice, des donations qu'ils ont faites aux églises. Tels sont la foi & hommage, l'obligation de respecter, & d'être fidèle à son seigneur ; ces devoirs s'appellent proprement devoirs féodaux. Car le mot de droits honorifiques s'entend particulièrement

particulièrement des honneurs que les seigneurs reçoivent dans les églises, comme l'encens, les prières nominales, le pain-béni par morceau de préférence, l'eau bénite par distinction, le baiser de la paix, la préséance aux processions, aux assemblées, le banc, la sépulture dans le chœur, la litre funèbre. *Voyez* chacun de ces articles. On met encore au nombre des droits honorifiques, le droit de patronage, la nomination ou présentation à certains offices. *Voyez* Juges, Nomination, Destitution de Juges, Patronage, Patron.

203. Il faut observer que les droits honorifiques dans les églises, ne dépendent ni des fiefs, ni de la qualité des personnes; c'est pourquoi ils n'appartiennent de droit qu'au patron, il n'y a aucune coutume qui les attribue au seigneur haut-justicier, à l'exception de deux, Tours & Loudun, mais elles ne le donnent qu'aux châtellains.

204. Il est vrai que l'usage paroît avoir accordé ces honneurs aux seigneurs dans la justice desquels l'église est bâtie, mais jamais au préjudice du patron. Le haut justicier n'en jouit qu'après lui immédiatement. Quand les seigneurs sont troublés dans la jouissance des droits honorifiques, ils peuvent former leur action pardevant les juges royaux, & non pardevant les leurs. *Voyez* Maréchal, Brillon & les auteurs qu'il cite à l'article des droits honorifiques.

205. Les droits honorifiques ne se multiplient point par la division de la terre, ils doivent toujours être rendus à un seul, à l'aîné de la famille, ou celui qui le représente; & dans les coutumes de parage, si les puînés y ont part, ce n'est qu'autant que dure le parage. *Voyez* l'arrêt du 22 février 1618, rapporté par Basnage, sur l'art.

Part. I.

142 de la coutume de Normandie; Brodeau sur Louet, lett. F, som. 31; Forget, *traité des personnes*, chap. 22, nomb. 7; Filleau, en ses arrêts, tom. 2, part. 3, tit. 11, chap. 34; Soëfve, tom. 2, liv. 3, chap. 100; Bardet, tom. 1, liv. 4, chap. 19.

206. Les droits honorifiques ne peuvent être séparément donnés ni cédés, ils passent ainsi que le patronage *cum universitate fundi*. Cependant le droit de présenter une fois seulement à un bénéfice peut bien être donné en faveur de mariage avec d'autres héritages auxquels il ne seroit point annexé. *Voyez* dans la bibliothèque de Bouchéul, *verbo* Saisie féodale, des arrêts du parlement de Rouen, des mois d'août 1512, & 27 avril 1515.

207. Les engagistes, dans les terres de leur engagement, y jouissent des droits honorifiques: aujourd'hui cela ne fait plus de difficulté, attendu que les droits honorifiques sont toujours compris dans les aliénations du domaine, à l'exception cependant du droit de patronage, dont les engagistes ne jouissent point, s'il n'est expressément compris dans l'acte d'engagement. *Voyez* l'ordonnance du mois de mars 1715, qui déroge à cet égard à l'édit du 13 mars 1695 ci-après cité; en outre *voyez* Engagistes. *Voyez* Basnage, sur l'article 142 de la coutume de Normandie; il rapporte une déclaration du roi, de novembre 1662. L'auteur des observations sur Henrys, tom. 1, liv. 2, chap. 4, quest. 15, en rapporte une autre du 13 mars 1695, pour l'aliénation des droits honorifiques appartenans à sa majesté dans l'étendue de ses terres & seigneuries.

208. Quoique le fondateur ait renoncé au droit de présentation, & qu'il ait bien voulu en décharger l'église, néanmoins il ne laisse pas d'avoir la préséance & les droits honorifiques dûs

H h

aux fondateurs & aux patrons. Ses héritiers jouissent aussi des mêmes droits, mais ils doivent avoir grand soin de se les faire reconnoître. *Voyez* l'art. 142 de la coutume de Normandie, & Basnage sur cet article.

209. Il a été jugé qu'un seigneur fuzerain ne peut avoir les droits honorifiques dans la paroisse de son vassal qui y a la haute-justice. Arrêt du 31 août 1684, rapporté au journal des audiences, tom. 4, liv. 1, chap. 8.

210. Par arrêt du 5 juillet 1554, jugé que les droits honorifiques n'appartenoient point à l'usufruitier; Tronçon, sur la coutume de Paris, art. 2, *in verbo* usufruitier. *Voyez* Dumoulin sur la même coutume, tit. 1, §. 1, n°. 19, 21, 22. Au surplus, *voyez* Maréchal, *traité des droits honorifiques & les arrêts de M. de Lamoignon*. Denysfard, Brillon, *verbo* Droits honorifiques.

211. Les droits seigneuriaux utiles sont ceux qui consistent en argent, grains, volailles, ou œuvres mercénaires. Ces droits sont de différentes espèces; ceux qui procèdent de la constitution des fiefs, comme les reliefs, rachats, quints & requints, &c; ceux qui dérivent de la concession des héritages, les cens, les terrages, champarts, bordelages, perçieres, ceux enfin qui ont pour cause la servitude ou les affranchissements.

212. En général les droits seigneuriaux utiles sont réels, & ils se règlent par la loi de la situation des héritages qui en sont tenus; ainsi quoique le fief dominant soit régi par une coutume différente de celle où est situé le fief servant; c'est cependant la coutume du fief servant qui doit régler & déterminer le droit du seigneur.

213. Quand les droits seigneuriaux utiles sont échus, ils dégèrent en action personnelle prescriptible par

tronté ans; coutume de Paris, art. 12, qui forme le droit commun.

214. Les droits seigneuriaux utiles se subdivisent en droits seigneuriaux ordinaires, & droits seigneuriaux extraordinaires, ou exorbitants.

215. Les droits seigneuriaux ordinaires sont ceux qui sont réglés par les coutumes des lieux, & pour lesquels il ne faut autres titres que la coutume dans l'étendue de laquelle sont situées les seigneuries, comme sont, par exemple, les rachats, les reliefs, les quints & requints, les censives, les lods & ventes, &c.

216. En matière de cette espèce de droits seigneuriaux, les actes possessoires suppléent souvent les titres originaux; ce seroit souvent réduire les seigneurs à l'impossible, que d'exiger d'eux la représentation des titres primordiaux.

217. Les droits seigneuriaux extraordinaires sont ceux qui ne sont point accordés aux seigneurs par les coutumes, mais qui sont fondés sur des titres particuliers; tels sont les droits de corvées, de bannalités, de foires & marchés, les péages, la leyde, & une très-grande quantité d'autres qui ne sont point de droit commun, & que pour cette raison on appelle droits exorbitants, parmi lesquels on met surtout les droits qui dérivent de la servitude, & des affranchissements qui sont une suite de la servitude.

218. Ce n'est point à cette espèce de droits qu'il faut appliquer la façon de penser de Dumoulin, qui regarde les droits seigneuriaux, comme méritant toute la faveur d'une créance légitime: bon pour ceux qui procèdent de la constitution, de la concession des fiefs, de celle des héritages; ce sont droits qui dérivent de contrats purement synallagmatiques, où le seigneur a donné pour recevoir, à des

conditions justes acceptées librement ; & qu'il étoit libre à celui qui contractoit , de refuser.

219. Il n'en est pas de même à beaucoup près des droits seigneuriaux exorbitants ; comme ils ont été presque tous extorqués par violence par les anciens seigneurs féodaux , ou usurpés sur l'autorité royale , on les examine scrupuleusement ; il faut , pour les établir , des titres en bonne règle , & il faut que la possession soit absolument conforme au titre , sinon elle y est restreinte.

220. Quelquefois cependant , pour établir certains droits exorbitants , si on manque de titres primitifs , on se contente d'anciens titres énonciatifs du droit joints à une possession immémoriale ; on le trouve ainsi jugé par un arrêt rendu au rapport de M. Roland en 1734 , confirmatif d'une sentence rendue au bailliage de Clermont le 27 juillet 1730 , entre le seigneur & les habitants de Vienne près Sainte-Menehould , par laquelle le seigneur a été maintenu dans des droits de corvées & de bourgeoisie , quoiqu'il n'eût que d'anciens titres énonciatifs de ces droits , soutenus d'une possession immémoriale sans titre primitif de concession.

221. DROITS DE PURE FACULTÉ. Les droits seigneuriaux & tous autres de pure faculté sont imprescriptibles : la raison est que l'exercice de ces droits étant libre , & dépendant de la volonté de ceux à qui ils appartiennent , on ne peut pas se faire un moyen de ce qu'ils n'en usent pas : autrement , & souvent ce ne seroit plus une faculté qu'il auroit , ce seroit plutôt une servitude à laquelle il seroit assujetti.

222. Taillant , sur le titre 14 de la coutume de Bourgogne , traite cette question , & rapporte un arrêt qui a jugé sur ce motif , qu'une réserve que les religieux de la Chassaigne avoient

faite dans le bail à rente de Martinat , de leur mouture franche , n'étoit point prescrite , quoiqu'il y eût plus de trois siècles qu'ils eussent cessé d'en jouir , Sur cette matière , *V. Brillon*, dict. des arrêts , au mot Prescription. *V. Droits honorifiques*, Taille aux quatre cas, &c.

* 223. DROIT DE CONFISCATION, est un droit en vertu duquel les biens d'un condamné à mort naturelle ou civile , sont dévolus au roi ou aux seigneurs hauts-justiciers dans les pays où la confiscation a lieu. *Vide sup. verb. Confiscation.*


224. DROIT DE BATARDISE , est le droit que le roi ou les seigneurs hauts-justiciers ont de succéder aux bâtards décédés sans enfans légitimes , & sans avoir disposé de leurs biens.

225. La succession des bâtards appartient de droit au roi seul , & ce n'est que par la concession du prince que les seigneurs hauts-justiciers en jouissent. Ils sont même exclus par sa majesté , si trois circonstances essentielles , ne la rencontrent pas en leur faveur : la première , que le bâtard soit né dans les terres desdits seigneurs hauts-justiciers : la seconde , qu'il y ait eu son domicile : & la troisième , qu'il y soit décédé. *V. sup. verb. Bâtards.*

226. DROIT DE DESHÉRENCE. *Voyez Deshérence.*

227. DROIT DE GLAIVE , est le droit de punir les crimes qui méritent peine afflictive.

228. Le droit de glaive appartient aux juges royaux & à ceux des seigneurs hauts-justiciers , à l'exclusion des moyens & bas-justiciers qui n'ont d'autre pouvoir , à l'égard des crimes qui méritent peine afflictive , que d'informer & de décréter contre ceux qui en sont prévenus.]

 229. Comme les seigneurs hauts-justiciers ont droit de glaive , ils ont en conséquence droit d'avoir four-

ches patibulaires, piloris, échelles, poteaux à mettre carcan. *Voyez* chacun de ces mots.

* 230. **DROIT D'AMORTISSEMENT**, est la finance qui se paie au roi par les gens de main-morte, pour obtenir la permission d'acquérir & de posséder des immeubles.

231. Comme je me suis assez étendu sur cette matière, sous le mot *Amortissement*, je n'en dirai rien de plus ici, crainte d'user de répétitions. Je me contenterai de rapporter un arrêt du conseil d'état du roi, du 21 janvier 1738, qui doit servir de règlement pour le recouvrement du droit d'amortissement & du droit de franc-fief. En voici la disposition.

232. 1. Les échanges, acquisitions, dons & legs qui seront faits des terres, maisons & héritages, pour être uniquement employés à l'élévation, aggrandissement ou plus grande commodité des églises, chapelles, sacristies, & autres lieux servans à faire le service divin, comme aussi les bâtimens qui seront construits de nouveau, ou reconstruits pour être employés à ces usages, seront exempts de tous droits d'amortissement, comme étant lesdits lieux plus particulièrement dédiés à Dieu, & ne produisant aucun revenu, conformément aux déclarations des 5 juillet 1689, & 9 mars 1700.

233. 2. Les échanges, acquisitions, dons & legs qui seront faits de terres, maisons & héritages, aux personnes religieuses de l'un & de l'autre sexe, pour leur servir de lieux réguliers, de jardins & de logemens; comme aussi les bâtimens qu'elles seront construire de nouveau, ou reconstruire dans l'intérieur de leur clôture, dont elles ne retireront aucun revenu, seront pareillement exempts des droits d'amortissement; mais dans les cas où lesdits biens & bâtimens cesseroient d'être em-

ployés à ces usages, & produiroient un revenu, les droits d'amortissement seront payés de la valeur desdits biens & bâtimens, aux fermiers qui seront en place, lorsqu'ils rentreront dans le commerce.

234. 3. Les hôpitaux particuliers & hôtels-dieu, les maisons & communautés, tant séculières que régulières, où l'hospitalité est exercée, jouiront de la même exemption des droits d'amortissement, que les hôpitaux généraux, pour toutes les acquisitions, échanges, dons & legs, de quelque nature qu'ils puissent être, constructions & reconstructions de bâtimens qui seront destinés & employés, soit au logement, à la subsistance des pauvres & des malades, soit à leur instruction gratuite; mais au cas que l'hospitalité cesse d'y être exercée, ou que les biens acquis, échangés ou donnés, & lesdits bâtimens, cessent d'être employés à ces usages, les droits d'amortissement seront payés en entier de toutes lesdites acquisitions, échanges, dons, legs & bâtimens, aux fermiers qui seront en place, lorsque lesdits biens rentreront dans le commerce, & produiront un revenu.

235. 4. Les maisons & écoles de charité des paroisses, & les charités des fabriques, ensemble les assemblées des pauvres, tant des villes que de la campagne, par quelques personnes qu'elles soient régies & administrées, ne paieront aucun droit d'amortissement, pour toutes les acquisitions, échanges, dons & legs, constructions & reconstructions de bâtimens, qui seront destinés & employés, soit au logement, à la subsistance & au soulagement des pauvres malades, soit à l'instruction gratuite de la jeunesse, tant que lesdits biens seront employés auxdits usages, conformément à l'article précédent.

236. 5. Les échanges, acquisitions,

dons & legs faits en faveur des hôpitaux généraux & particuliers, maisons & écoles de charité, ensemble les bâtimens, constructions & reconstructions qui auront toute autre destination que la subsistance, l'entretien & le soulagement des pauvres & des malades, & leur instruction gratuite & celle de la jeunesse, seront sujets aux droits d'amortissement, à moins que les biens acquis, échangés ou donnés, n'en soient exempts par les édits, déclarations ou arrêts du conseil.

237. 6. Les fondations perpétuelles de prières faites dans les hôpitaux généraux ou particuliers, ou dans les maisons & écoles de charité, ne seront sujettes au droit d'amortissement, que jusqu'à concurrence de ce qui sera jugé nécessaire pour acquitter lesdites fondations; mais celles qui seront faites en deniers à tous autres gens de main morte, seront sujettes au paiement de ces droits sur le pied des sommes en entier données pour cette destination, lorsque le donateur n'aura pas fixé les sommes qu'il veut être employées à l'acquit de ces fondations.

238. 7. Les dons & legs qui seront faits aux gens de main-morte de rentes sur l'hôtel de ville de Paris, sur les tailles & sur le clergé, même sur les diocèses particuliers, ne seront sujets à aucuns droits d'amortissement, quand même elles seroient données pour cause de fondation, & quoiqu'elles fussent constituées originairement & même avant 1710, au profit des particuliers qui les donneront; mais en cas de remboursement desdites rentes, les emplois portant revenus, qui seront faits des deniers remboursés, seront sujets auxdits droits, à moins que ce ne soit en rentes exemptes desdits droits.

239. 8. Les constructions à neuf, & les reconstructions des fermes & autres édifices qui ne produisent pas par

eux-mêmes un revenu, ni un loyer particulier, mais qui servent seulement à la commodité desdites fermes, ne seront sujettes à aucuns droits d'amortissement, soit qu'elles soient faites sur les mêmes ou sur de nouveaux fondemens.

240. 9. Les constructions à neuf de bâtimens que les gens de main-morte feront faire sur un terrain non amorti, & dont ils retireront ou pourront retirer des loyers, seront sujettes aux droits d'amortissement sur le pied de la valeur, tant du sol que des bâtimens.

241. 10. Les constructions à neuf de bâtimens sur un terrain amorti, dont les gens de main-morte retireront ou pourront retirer des loyers, seront aussi sujettes aux droits d'amortissement sur le pied de la valeur, tant du sol que des bâtimens: à la déduction néanmoins du tiers pour le fonds amorti, en justifiant qu'il l'a été avec finance.

242. 11. Et voulant sa majesté statuer sur les contestations qui sont nées au sujet de l'exécution de l'arrêt du 1. décembre 1719, & en interprétant, en tant que besoin, la déclaration du 16 juillet 1702, a ordonné & ordonne que les constructions de bâtimens que les gens de main-morte feront faire, soit sur les anciens, soit sur de nouveaux fondemens, dont ils retireront ou pourront retirer un loyer, quand même elles seroient faites sur des fonds qui auroient été amortis auparavant, & faisant partie des monastères; & quoiqu'il n'y ait pas de plus grande élévation de bâtimens, ni augmentation de corps de logis, & que les gens de main-morte aient payé depuis dix années les droits d'amortissement des maisons, au lieu & place desquelles ils auront fait construire les nouveaux édifices, seront sujettes à payer les droits d'amortissement sur le

pied de ce dont le loyer sera augmenté depuis la nouvelle construction, à la déduction du tiers sur cette augmentation de loyer, dont sa majesté veut bien leur faire remise, en justifiant par les gens de main-morte, qu'ils ont payé l'amortissement, tant du sol que des anciens bâtimens; mais s'ils ne peuvent justifier que le sol & les anciens bâtimens aient été par eux amortis avec finance, les droits seront payés sur le pied, tant des anciens loyers, que de ce dont ils seront augmentés; & s'ils ne justifient que de l'amortissement du sol avec finance, il sera seulement fait déduction du tiers sur le produit, tant des anciens que des nouveaux loyers.

243. 12. Ne pourront les gens de main morte, non plus que les hôpitaux généraux & particuliers, & les maisons & écoles de charité, joindre à leurs clôtures aucunes maisons, ni faire, soit dans lesdites clôtures, soit en dehors, aucunes constructions à neuf, ni reconstructions de bâtimens, qu'après en avoir communiqué les plans & devis aux sieurs commissaires départis dans les provinces & généralités du royaume, & dans Paris au sieur lieutenant général de police; lesquels enverront leur avis au conseil, tant sur la nécessité des bâtimens, que sur les droits d'amortissement qui pourront en être dûs, à peine contre ceux qui n'y auront pas satisfait, de payer le double de la somme à laquelle pourroient monter les droits, si les bâtimens étoient sujets à l'amortissement, sans qu'ils puissent en espérer aucune remise ni modération.

244. 13. Ordonne, sa Majesté, que les droits d'amortissement qui pourront être dûs pour les constructions & reconstructions de bâtimens apparten- dront au fermier pendant le bail duquel les bâtimens auront été commen-

cés, pourvu qu'il y ait des devis & des dépris passés pardevant notaires pendant la durée du bail.

245. 14. Les bâtimens que les villes & communautés pourront faire faire pour des casernes, des écuries pour la cavalerie, des magasins d'abondance, ou pour loger les gouverneurs, évêques, intendans & curés, tant des villes que de la campagne, & tous autres édifices pour le service de sa majesté, pour l'utilité publique & pour la décoration des villes, ne seront sujets à aucuns droits d'amortissements, pourvu que les villes & communautés n'en retirent aucun revenu; mais seront sujets auxdits droits les fonds sur lesquels lesdits bâtimens seront construits, s'ils ne sont pas amortis avec finance. Et dans le cas où lesdites villes & communautés acheteroient des maisons toutes bâties pour ces usages, l'amortissement n'en sera pareillement payé que sur le pied de la valeur du fonds: voulant néanmoins, sa majesté, que si lesdits bâtimens cessent de servir à ces usages, & produisoient par la suite un revenu ausdites villes & communautés, elles soient tenues d'en payer aux fermiers qui seront pour lors en place, l'amortissement sur le pied du capital des loyers, à la déduction néanmoins du tiers pour le fonds amorti, en justifiant qu'il l'a été avec finance.

246. 15. Ne seront tenus les fermiers de s'en rapporter, pour la liquidation des droits d'amortissement qui pourront être dûs, aux estimations des biens, faites par les contrats d'acquisition, ou par les actes de donations; & en cas de contestation, il sera procédé à l'estimation des biens & des bâtimens par experts convenus, sinon nommés d'office par les sieurs intendans & commissaires départis.

247. 16. Les deniers provenant du remboursement des rentes de toute na-

turé, données ou constituées au profit des gens de main-morte, par dons & legs, même pour sureté de fondations, pour lesquels les droits d'amortissement auront été payés, ensemble ceux provenant du remboursement du prix des acquisitions faites par les gens de main-morte, avec faculté de réméré, dont l'amortissement aura été payé, pourront être employés par les gens de main-morte, soit en acquisition de fonds, soit en constructions ou reconstructions de bâtimens, sans que les fermiers en place, lors du remboursement & des remplacements, puissent prétendre aucun nouveau droit d'amortissement, en gardant les formalités prescrites par l'arrêt du 11 juillet 1690; & à la charge en outre par les gens de main-morte, lorsqu'ils feront des remplacements, de faire faire mention sur la minute de la quittance de remboursement, par le notaire qui en fera dépositaire, des sommes qu'ils remplaceront, & de la nature du rempli, & d'en rapporter un extrait signé du notaire, aux fermiers qui seront pour lors en place.

248. 17. Les gens de main-morte qui acquerront des héritages & autres immeubles, moyennant des rentes foncières, paieront les droits d'amortissement sur le pied du capital de la rente, lorsqu'ils feront lesdites acquisitions; mais ils ne seront tenus de payer aucun supplément, lorsqu'ils feront le remboursement desdites rentes; & lorsque les gens de main-morte, créanciers de rentes foncières, céderont & transporteront à d'autres gens de main-morte la propriété desdites rentes, les cessionnaires & acquereurs desdites rentes en paieront les droits d'amortissement.

249. 18. Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, où la liquidation se doit faire sur le capital des revenus,

ledit capital sera fixé pour la ville de Paris au denier vingt-deux, & pour les autres villes & la campagne au denier vingt.

250. 19. Pour faire cesser les contestations qui naissent journellement entre les fermiers des droits de francs-fiefs & les redevables à l'occasion des accensements ou aliénations à titre de cens & rentes qui se font par les propriétaires de fiefs, ordonne, sa majesté, que les acquereurs auxdits titres ne seront sujets aux droits de francs-fiefs, que dans le cas où les aliénations excéderaient la permission accordée par les coutumes aux seigneurs de se jouer ou d'aliéner une partie de leurs fiefs.

251. 20. Veut sa majesté que les fermiers des amortissements & francs-fiefs remettent au greffe des intendans à la fin de chaque année, & au plutard dans les trois mois qui suivront l'expiration de chaque année, un état certifié par leurs directeurs, des droits par eux reçus pendant le cours de l'année précédente, contenant les noms des redevables, la cause du paiement, la nature du bien & celle de l'acte qui a donné lieu aux droits; desquels états les successeurs des fermiers, les redevables & toutes autres personnes pourront prendre communication, même tels extraits qu'ils estimeront nécessaires; & faute par lesdits fermiers de remettre lesdits états dans les tems ci-dessus marqués, ordonne, sa majesté, que lesdits fermiers & leurs cautions seront contraints solidairement au paiement de la somme de 1000 livres pour chaque contravention, au profit des hôpitaux de la ville principale de la généralité, sans qu'ils puissent en espérer aucune remise ni modération.

252. 21. Veut, sa majesté, que le présent arrêt soit exécuté, à commencer du premier janvier 1739, dans tous

tes les provinces & généralités du royaume, même dans les provinces de Flandres, Haynault, Artois & dans le comté de Bourgogne, à l'exception des articles concernant les hôpitaux, maisons de charité & autres lieux pieux desdites provinces de Flandres, Haynault, Artois & comté de Bourgogne, pour lesquels ne sera rien innové.

253. 22. Veut en outre, sa majesté, que lesdits droits d'amortissement & francs-fiefs dûs & échus dans toutes les provinces & généralités du royaume, jusqu'audit jour premier janvier 1739, soient liquidés & payés sur le pied des précédents réglemens, lesquels seront au surplus exécutés selon leur forme & teneur. Enjoint, sa majesté, aux sieurs intendans & commissaires départis dans les provinces & généralités du royaume, de tenir la main à l'exécution du présent arrêt, nonobstant toutes oppositions ou autres empêchemens quelconques, dont, si aucunes interviennent, sa majesté s'est réservé la connoissance & à son conseil, & icelle interdit à toutes les cours & autres juges; & seront sur le présent arrêt toutes lettres nécessaires expédiées. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Versailles, le 21 janvier 1738. *Signé* PHELYPEAUX.

254. DROIT D'INDEMNITÉ. *Voyez* Indemnité.

255. DROIT D'AINESSE. *Voyez* Aînesse.

256. DROIT D'HEBERGEMENT, est le droit qu'ont certains seigneurs de loger chez leurs vassaux, les amis qui viennent les visiter. *Voyez* d'Olive, en ses *questions notables*, liv. 2, chap. 5. Comme ce droit est odieux, il faut un titre précis pour pouvoir l'exiger, la possession même immémoriale n'étant point suffisante en cette occasion.

257. DROITS HONORIFIQUES, sont les honneurs qui appartiennent au

patron d'une église & au seigneur haut-justicier du lieu où l'église est située. *Vide infr. verb.* Honneurs de l'église, & *partim alibi.*

258. DROIT DE JUSTICE. *Voyez* Justice, Juges, Officiers, Nomination, Destitution d'Officiers.

259. DROIT DE DOUZIÈME, SIXIÈME. Suivant la coutume de Haynault, chap. 83, ces droits sont dûs au comte de Haynault chaque année par les habitants du pays, en signe de servitude; sçavoir, douze deniers par les hommes, & six deniers par les femmes: mais ces habitants étant depuis long-tems devenus bourgeois du roi leur seigneur suzerain, ils ont été affranchis de ces droits de servitude, à la place desquels on leur imposa un droit d'aides de douze deniers par livre de toutes les denrées vendues.

260. DROITURER LE FIEF, OU RELEVER DROITURE, c'est quand le vassal paie au seigneur les droits qu'il lui doit par succession collatérale ou par acquisition, & quand il s'acquitte envers lui des autres devoirs féodaux. *Voyez* Artois, art. 20, 23, 30, 101, 102. Peronne, art. 24. Normandie, chap. 28, 36.

261. DROUILLE, le mot *drouille* est un terme gothique, qui signifie un présent. Dans le Forez, il signifie les arrhes qu'on donne pour la consommation d'un marché; en matière de droits seigneuriaux, dans cette province, dans la Bresse & le Bugey, ce mot signifie un petit présent, les étrennes qu'on fait au seigneur ou à ses officiers, au par-dessus des lods & ventes. Ce présent est ordinairement de trois sols quatre deniers par livre, non du prix de l'acquisition, mais des lods. On donne cela au châtelain pour la peine qu'il prend d'ensaisiner le contrat, & de mettre en possession l'acquéreur. Sur ce fondement, les châtelains des justices

cés seigneuriales ont prétendu avoir le même droit ; mais cette prétention a été condamnée par un arrêt solennel rendu en la troisième des enquêtes, le 22 février 1684, contre Jean Mahevon, châtelain de Fougerolles ; cet arrêt fait défenses à tous les seigneurs du comté de Forez, ou leurs officiers, de percevoir le droit de drouille, ou investifons, s'ils ne sont fondés en anciens titres, ou reconnoissances de leurs emphytéotes. *Voy. Henrys*, tom. 1, liv. 3, chap. 3, quest. 31.

* 262. DUCS, sont des seigneurs dont les terres ont été érigées en duchés ; ils tiennent le premier rang entre les seigneurs du royaume, à cause de l'honneur que leur fait sa majesté de les traiter de cousins dans les lettres qu'elle leur adresse. Ils ont encore plusieurs autres prérogatives dont les autres seigneurs ne jouissent point, comme d'entrer en carrosse dans le Louvre, & d'avoir séance avec voix délibérative au parlement, lorsqu'ils sont pairs de France.

263. Les principaux ducs avoient autrefois usurpé presque toutes les marques de la souveraineté ; en sorte qu'ils ne reconnoissoient les rois que par l'hommage de leurs seigneuries, & par la subjection de leurs personnes, comme les princes d'Allemagne reconnoissent aujourd'hui l'empereur. Ainsi ils créaient des magistrats pour rendre la justice dans leurs terres ; ils établissoient même de grands officiers que nous appellons officiers de la couronne, tels que le connétable, le chancelier, le grand écuyer, &c. ils faisoient des loix & des statuts, déclaroient la guerre, faisoient battre monnaie ; & pour fournir à leurs besoins, ils faisoient des levées de deniers sur leurs sujets ; d'où l'on prétend qu'est venu le droit de taille aux quatre cas. Mais les duchés ont eu le sort des au-

Partie I.

tres grandes seigneuries, c'est-à-dire, qu'ils ont été réunis à la couronne, à *quâ exeunt omnes dignitates, ut à sole radii*, dit Cassiodore, lib. 6, var. ep. 23.

264. Il y a des ducs héréditaires non pairs, & des ducs par brevet. Ils jouissent de certains honneurs, mais ils n'ont pas séance au parlement.

265. DUCS ET PAIRS. *Voyez* Pair.

266. DUCHÉ, DUCHÉ PAIRIE. Ce sont les terres & seigneuries qu'il a plu au roi de décorer du titre de duché, ou de duché pairie ; cela s'entend aussi quelquefois de la justice que les ducs exercent dans leurs terres ; les duchés simples ressortissent pardevant les juges royaux. A l'égard des duchés pairies, l'appel de ces justices va directement aux parlements, & c'est pardevant les parlements que les juges des duchés pairies prêtent serment.

267. L'érection d'une terre en duché ou duché pairie, ne s'accorde par le roi, qu'à des personnes d'une condition distinguée, pour récompense de services importants rendus au prince ou à l'état, dont est faite honorable mention dans les titres.

268. Pour qu'une terre puisse être érigée en duché, ou duché pairie, il faut qu'elle soit d'une étendue considérable, d'un revenu suffisant pour soutenir la dignité, qu'elle ait une ville ou un gros bourg qui en fasse le chef-lieu, que la justice en soit étendue, que les droits seigneuriaux en soient grands & beaux, & annoncent une certaine quantité de fiefs & une grande mouvance.

269. Suivant l'édit du mois de juillet 1566, toutes les terres érigées en duché, ne le sont qu'à la charge que le propriétaire venant à décéder sans hoirs mâles, elles seront réunies inséparablement à la couronne ; cet édit

I i

a été confirmé par l'art. 279 de l'ordonnance de Blois, & par un édit d'Henri III. du dix-sept août 1576. Ainsi quand on veut sauver cette réversion, il faut avoir grand soin de faire insérer dans les lettres d'érection une clause dérogatoire aux ordonnances & édits ci-dessus ; sans quoi le cas y énoncé arrivant, la réversion auroit infailliblement lieu, & la terre seroit perdue pour la famille. Cette clause dérogatoire n'a point été oubliée dans les lettres patentes du mois d'avril 1736, portant création de la terre & baronnie de Mauleon en duché & pairie de Châtillon, rapportées par Freminville, dans sa *pratique universelle des droits seigneuriaux*, t. 2, p. 313.

270. Ceux qui veulent faire ériger une terre en duché, ou duché pairie, doivent se purger par serment, que la terre n'est point sujette à fidei-commis, ou grévée de substitution, à peine de déchoir de la concession, & d'être privés de tous autres fiefs qu'ils pourroient tenir de sa majesté. *Voyez* l'art. 279 de l'ordonnance de Blois. Cependant après l'érection faite, il est permis aux ducs pairs de substituer partie de leur duché pairie jusqu'à 15000 livres de rente. *Voyez* l'art. 6 de l'édit du mois de mai 1711, portant règlement général pour les duchés pairies.

271. Lorsque, faute d'enfants mâles descendus de celui en faveur de qui l'érection en duché pairie a été faite, la

réversion n'a pas lieu, le titre de duché demeure éteint, & la terre qui la compose retourne à sa première nature, titre & qualité, à l'exception de la mouvance & du ressort. Cette clause ne manque jamais d'être insérée dans toutes les lettres patentes portant érection de duchés, en duchés pairies.

272. Par les termes d'hoirs, de successeurs & ayans cause, insérées dans les lettres d'érection en duché pairie, on n'entend que les enfants mâles descendus de celui en faveur de qui l'érection a été faite : ainsi réglé par l'art. 4^e de l'édit de 1711. L'art. 5 décide que les clauses en faveur des femelles, ne seront que pour celles qui descendront de la maison & du nom de celui qui a été décoré du titre de duc & pair. Et suivant l'article 7, il est permis à l'aîné des mâles de la ligne directe de retirer les duchés & pairies des filles qui s'en trouveront être propriétaires, en les remboursant sur le pied du denier 25.

273. Les duchés sont indivisibles & inaliénables, les propriétaires n'en peuvent disposer d'aucune partie sans le consentement du roi. *Voyez* l'arrêt du 18 juillet 1654, rapporté dans le journal des audiences, tom. 1, l. 8, ch. 1, par lequel il a été jugé que M. le duc de Chevreuse n'avoit pu démembrer son duché.

274. Sur les formalités requises pour parvenir à l'érection d'une terre en duché pairie, ou autre dignité, *voyez* Erection d'une seigneurie en dignité.

E

1. EAU. C'est le nom d'un des quatre éléments, l'un des plus utiles à la vie de l'homme, à son commerce, à ses plaisirs, à la décoration de ses bâtimens. Il n'est donc pas étonnant si la puissance publique a dans tous les tems eu tant d'attention pour en régler l'usage, & si les eaux, comme tous les autres éléments, ont été assujetties aux droits seigneuriaux, *voyez* ci-après Fleuves, Rivières navigables, Rivières banales, seigneuriales, Fontaines, Puits, Etangs, Rutoirs, Eaux pluviales, Pièce d'eau: on trouvera à chacun de ces articles les droits qui peuvent compéter aux seigneurs sur chaque objet.

2. En général toute entreprise qui peut donner atteinte aux eaux publiques, est sévèrement défendue, il n'est permis à personne d'en détourner le cours, de les corrompre, de les altérer, de s'en approprier l'usage au préjudice du public & des particuliers. *Voyez* les loix civiles, liv. 2, tit. 8, sect. 3, n. 11. *Voyez* Boniface, tom. 4, liv. 9, tit. 2, chap. 4.

3. Le propriétaire d'un héritage dans lequel une eau prend sa source, peut la détourner, & la conduire par où bon lui semble; il peut même en faire des jets d'eau, & autres choses semblables. Les voisins qui en reçoivent de l'incommodité, & dont par ce moyen les héritages ne sont point abreuvés, n'ont point d'action pour s'en plaindre. *Voyez* Bafnage, sur la cout. de Normandie, au titre des *servitudes*. Henrys, tom. 2, liv. 4, quest. 75.

4. L'auteur des observations sur

Henrys dit: il semble que la décision de cet arrêt soit contraire à celui rapporté sur la question 35 de ce même livre, qui juge que les propriétaires des héritages sur lesquels passe un canal qui conduit de l'eau à un moulin, n'ont pas droit de se servir de cette eau. Mais il y a de la différence entre une eau qui prend sa source dans un héritage, & celle qui ne fait que passer. Ainsi ce dernier arrêt n'est point dans l'espèce du précédent, & il n'y a point de contradiction entre les deux arrêts.

5. Le 18 mai 1679, il fut fait un règlement par M. Dugué pour lors intendant à Lyon, & autres commissaires nommés par le roi à cet effet, dans lequel on trouve l'article qui suit.

6. » Lorsque, dans l'étendue des justices & domaines du roi, il se trouvera des particuliers qui perçoivent les eaux des rivières, ou ruisseaux, ou même les eaux de pluie, de fontaine, ou autres qui tombent en chemin public, & les conduisent dans leurs héritages pour l'irrigation d'autres, sans titre ni concession, ils seront contraints d'en passer reconnaissance à sa majesté, sous un cens portant lods, & autres droits seigneuriaux, suivant l'usage des lieux, en conséquence des lettres de benevis, ou bail à cens, qui leur seront accordées par les commissaires députés par sa majesté. Ce qui aura lieu, soit que l'héritage arrosé dépende immédiatement de la censive & directement de sa majesté, ou de quelqu'autre.

7. EAU BÉNITE. L'usage de bénir les fideles avec de l'eau bénite par asperfusion tous les dimanches avant les messes paroissiales, est de la plus grande antiquité dans l'église ; & comme de tout tems les seigneurs hauts-justiciers ont eu dans les paroisses des places de distinction, l'usage s'est aussi introduit qu'après avoir béni l'autel, & le clergé, on leur donne l'eau bénite par distinction, & avant tous autres laïcs ; sur quoi il faut faire deux observations.

8. 1^o. Que parmi les laïques on ne comprend point ceux qui, revêtus de surplis dans les campagnes, aident à faire le service. En cet état, ils doivent avoir l'eau bénite avant tous autres laïques, même avant les seigneurs. C'est la disposition précise de l'article 45 de l'édit de 1695, confirmée par deux arrêts du parlement de Paris, des 25 mars 1698, & 3 février 1699, rendus à la poursuite du syndic du clergé de Laon, contre plusieurs gentilshommes de ce diocèse.

9. 2^o. Les seigneurs, pour avoir l'eau bénite par distinction, doivent être dans leurs bancs ordinaires ; c'est-là qu'ils doivent recevoir les honneurs de l'église, les curés ne sont point obligés de les aller chercher ailleurs.

10. La forme de donner l'eau bénite par distinction, est que le curé passant devant le banc du seigneur, ou de la dame, les bénisse séparément ; ce qui se fait de deux façons, ou par asperfusion, ou par la présentation du goupillon. Cette différence a encore donné lieu à quantité d'arrêts, qui ont admis l'une & l'autre forme ; mais le plus grand nombre est de ceux qui ont jugé pour l'asperfusion, sur quoi il faut observer,

11. 1^o. Que l'usage de donner l'eau bénite par asperfusion, est le plan général ordonné par presque tous les rituels

du diocèse, & notamment par un règlement du clergé, du 18 nov. 1656.

12. 2^o. Que le roi dans sa chapelle ne reçoit l'eau bénite que par asperfusion. Cet exemple de modestie doit en imposer aux seigneurs qui prétendent de plus grands honneurs.

13. 3^o. Malgré tout cela, quand les seigneurs sont en possession de recevoir l'eau bénite par la présentation du goupillon, je pense qu'on doit avoir égard à leur possession, qui décide beaucoup dans la matière des droits honorifiques.

14. EAUX ET FORÊTS. On entend ordinairement par ce mot, une juridiction dont les officiers sont préposés pour exercer la police sur les bois, la chasse & la pêche, connoître des contestations qui arrivent à leur sujet, & empêcher les abus & les malversations qui s'y peuvent commettre. Notre intention n'est pas ici de traiter de la juridiction des eaux & forêts qui appartient aux maîtrises royales, nous nous bornons à ce qui regarde en cette partie les juges des seigneurs.

15. Une observation préliminaire est, qu'en général rien n'est plus mal instruit de la matière des eaux & forêts, que les juges & les officiers des seigneurs. Il n'est guère de seigneurie qui n'ait des bois, & même de grandes forêts à conserver. Ces objets deviennent tous les jours plus rares & plus précieux : mais presque toujours confiés à des juges ignorants ou négligents, ils se dépérissent & se dégradent au grand préjudice des particuliers & de l'état ; il est donc de la dernière importance pour les seigneurs qui ont beaucoup de bois dans leurs terres, d'y placer des juges & des officiers qui aient une parfaite connoissance des loix forestières, & qui emploient toute leur vigilance à les faire exécuter.

16. Depuis l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, jusqu'à la déclaration du premier mai 1708, l'on doutoit si les juges des seigneurs pouvoient prendre la qualité de *juges gruyers & des eaux & forêts*; on pensoit qu'à cet égard il falloit que les seigneurs fussent fondés en titres. Ainsi jugé par deux arrêts du conseil, l'un du 8 décembre 1691, & l'autre du 23 février 1693, rapportés par Gallon dans sa conférence.

17. Mais par la déclaration du premier mai 1708, confirmée par autre du 8 janvier 1715, S. M. ayant réuni les offices des juges gruyers aux justices des seigneurs, il n'y a plus de doute que leurs juges ne puissent prendre la qualité de *juges gruyers & des eaux & forêts*, sans pouvoir néanmoins prendre celle de *maître particulier des eaux & forêts*. Ainsi jugé par arrêt du conseil, du 24 août 1734, contre le juge de Maisons; & par autre du même tribunal, du 27 août 1743, contre le seigneur de Cluys en Berry; il fait défenses à ce seigneur de donner à son juge la qualité de maître particulier, & à son juge de la prendre, à peine contre l'un & l'autre de 500 livres d'amende. Le seigneur articuloit une possession de 200 ans prouvée par titres, à laquelle le conseil n'eut point d'égard.

18. Les juges gruyers des seigneurs, même ecclésiastiques, ne peuvent en aucune façon connoître d'aucuns délits, ou autres matières concernant les bois ecclésiastiques, ou autres gens de mainmorte, & même de communautés laïques situés dans l'étendue de la seigneurie; ils doivent en renvoyer la connoissance aux maîtres particuliers, à peine de 500 livres d'amende, & d'être garants & responsables en leur propre & privé nom, des amendes & restitutions auxquelles auroient dû être

condamnés les délinquans, & de tous dépens, dommages & intérêts. Ainsi jugé par arrêt du conseil d'état, du 5 août 1738, contre le juge du marquisat de Perrière, qui avoit connu de délits commis dans la réserve des bois communs des habitants dudit lieu.

19. Par arrêt du conseil d'état du 18 septembre 1736, il a été défendu au greffier de la communauté d'Essartennes, & aux greffiers des autres justices seigneuriales qui sont dans la distance de quatre lieues portée par l'article 18 du titre *des bois des communautés*, de l'ordonnance du mois d'août 1669, de recevoir aucuns rapports des délits commis dans les bois des communautés, aux procureurs d'office de les poursuivre, & aux juges de les juger; il leur enjoint de les renvoyer aux maîtrises, à peine contre chacun des contrevenants de 500 livres d'amende, & de représenter leurs registres des rapports, & celui d'audience, à la première réquisition des officiers de la maîtrise.

20. Pour l'intelligence du précédent arrêt, il faut observer que, lorsque les gardes des bois des communautés laïques ont leur résidence à plus de quatre lieues des maîtrises, ils peuvent faire leur rapport pardevant le juge ordinaire des lieux, qui en ce cas peut juger, en se conformant à l'usage des eaux & forêts. Voyez l'art. 15 du titre des bois des communautés, cité dans l'arrêt ci-dessus.

21. A l'égard des délits commis dans les bois des seigneuries laïques, ainsi que dans ceux des particuliers, situés dans l'étendue de la seigneurie; lorsque ces délits auront été commis par d'autres que par les seigneurs ou propriétaires dedit bois, les juges gruyers des seigneurs en doivent & en peuvent connoître, à l'exclusion des officiers des maîtrises, à moins que

ces derniers n'en aient été requis, ou qu'ils n'aient prévenu les juges gruyers. Mais quand les délits ont été commis par les seigneurs ou par les propriétaires desdits bois, alors les officiers des maîtrises en peuvent connaître sans qu'ils en aient été requis, ou sans qu'ils aient prévenu. Telle est la déclaration du 8 janvier 1715; par la même déclaration veut S. M. que toutes les appellations des jugements rendus par les juges gruyers, & les autres officiers des seigneurs particuliers, sur le fait des eaux & forêts, soient relevées directement aux sièges des tables de marbre.

22. Lorsqu'il est question de délits de bois, on doit juger sommairement; & si la preuve manque, on doit se la procurer par enquête sommaire. Si le délit est considérable, on peut encore sur la plainte du seigneur procéder par voie d'information & de décret; mais après l'un & l'autre il faut civiliser l'affaire. Freminville, dans sa *pratique universelle des droits seigneuriaux*, tom. 3, pag. 90, rapporte deux jugements au souverain de la table de marbre de Dijon, l'un sans date, & l'autre de 1751, qui cassent deux procédures instruites sur simples délits de bois, par récollement & confrontation, & condamnent les juges à la restitution des droits qu'ils avoient perçus pour ces opérations.

23. Si les juges gruyers, en procédant à l'adjudication des bois de leurs seigneurs, y commettoient la moindre fraude ou malversation, il n'est pas douteux qu'ils s'exposeroient aux amendes, dommages & intérêts, & autres peines prononcées par les art. 3, 20 & 22 du tit. 15 de l'ordonnance du mois d'août 1669, contre les officiers des maîtrises qui prévariquent dans les adjudications des bois du roi.

24. Au surplus, il est du devoir

d'un bon juge gruyer de se bien instruire des ordonnances & réglemens intervenus sur le fait des eaux & forêts; d'employer toute son attention & sa vigilance à les faire exécuter, de faire promptement droit sur les réquisitions du procureur fiscal, & de veiller à ce que les gardes remplissent exactement leurs fonctions; & lorsqu'ils ne le font pas, ou commettent des prévarications, d'en avertir le seigneur. Il est aussi de l'intérêt des seigneurs, & plus qu'ils ne pensent, de se choisir des juges en état de satisfaire à tous ces devoirs.

25. EAUX PLUVIALES. Ce sont celles qui tombent du ciel. Qui croiroit que les droits des seigneurs haut-justiciers se fussent étendus jusques sur cet objet? mais aujourd'hui ce n'est plus une question; on tient communément & en général que les eaux pluviales appartiennent au seigneur haut-justicier. Voyez Chorier sur Guy-Pape, liv. 2, sect. 12, art. 8, chap. 14; la Rocheffavin, *des droits seigneuriaux*, ch. 17, art. 1.

26. Basset, en son recueil d'arrêts, tom. 2, liv. 3, tit. 7, chap. 1, rapporte un arrêt du parlement de Grenoble du dernier juillet 1652, au profit du sieur de Murat, engagiste de la terre de Murat, contre le sieur Davity, qui opposoit une possession immémoriale. La cour n'y eut aucun égard, parce que la communauté de Murat avoit reconnu en 1559, au profit du seigneur, la propriété des eaux pluviales, comme un droit général. Le même auteur *loc. cit.* rapporte un autre arrêt du 19 décembre 1654, au profit du prince de Monaco, seigneur de Chabeul, contre les consuls du lieu. Cet arrêt maintient le prince de Monaco dans la possession de la rivière de Verre, ensemble des eaux passant par les chemins pour les alberger (c'est-à-dire,

les affermer) & s'en servir ainsi qu'il appartiendra : fait défenses auxdits consuls, & à tous autres, de le troubler en sa possession, à peine de tous dommages & intérêts,

* 27. ÉCHANGE EN GÉNÉRAL, est un contrat par lequel on donne une chose pour une autre, *do ut des* ; L. *naturalis* 5, §. 1, ff. *de præscript. verb.* L. 1, *in princ.* ff. *de rer. permut.* C'est le premier contrat qui ait été en usage parmi les hommes ; mais la difficulté qu'il y avoit dans la rencontre de deux choses d'égale valeur, a fait inventer la monnoie pour être le prix de toutes les choses venales. L. 1, *in princ.* ff. *de contrah. empt.*

28. Nous n'entendons point traiter ici de l'échange dans toute son étendue, mais seulement en tant qu'il touche la matière des droits seigneuriaux ; & sous ce rapport nous dirons que l'échange est un contrat par lequel on donne un immeuble pour un autre immeuble, pour raison de quoi il est dû un certain droit au roi ou aux seigneurs qui ont acquis de sa majesté. Ce droit s'appelle droit d'échange, & ne diffère que de nom de celui qui est dû en cas de vente.

29. Il y a sur cette matière une instruction imprimée depuis quelques années, qui est très-propre à donner une juste idée des droits d'échange, tels qu'ils sont perçus aujourd'hui. Le lecteur curieux peut la consulter : il me suffira de faire quelques observations qui serviront comme de supplément à cette instruction.

30. Remarquez donc, 1^o. Que quand il est porté par le contrat d'échange, que l'un des permutants donne à l'autre quelque somme d'argent pour mettre l'égalité dans l'échange, les lods & ventes de ce supplément sont dûs au seigneur de qui relèvent les fonds de plus grande valeur ; *Nam*

si pecuniæ sit supplementum ; hæcenus venditio est, & laudimia debentur quatenus pecuniæ quantitas ascendit, comme dit d'Argentré sur la coutume de Bretagne, art. 73, n. 10. C'est aussi la disposition de plusieurs coutumes, comme Troyes, art. 55 ; Reims, art. 152, & Vermandois, art. 139. En effet, le même contrat contient deux conventions qui ne doivent point être confondues, un échange à l'égard des fonds, & une vente à l'égard de l'argent qui est donné en supplément : *permixtum est negotium*, dit Balde sur la loi *Aristo*, ff. *de Donat.*

31. 2^o. Que dans les coutumes où les rentes constituées à prix d'argent sont réputées mobilières, l'échange qui s'en fait avec des fonds, doit être considéré comme une véritable vente, & conséquemment les lods & ventes en sont dûs au seigneur. Or, suivant Mornac, *ad l. si fideicommissum*, §. *tractatum*, ff. *de judic.* pour sçavoir si une rente constituée doit être réputée meuble ou immeuble, il faut se régler par la coutume du domicile du créancier. Dans le ressort du parlement de Bordeaux, les rentes constituées sont mobilières, excepté celles qui sont constituées sur l'hôtel de ville de Paris ; le glossateur de la Peyrere, lettre R, n. 87.

32. 3^o. Que si le débiteur d'une rente constituée donne à son créancier un fonds en échange de ladite rente, c'est moins un échange qu'une vente ou un bail en paiement : *Hujusmodi contractus vicem venditionis obtinent*, comme dit l'empereur Antonin en la loi *si prædium, cod. de eviction.* *Vide Tiraquei. de retract. §. 1. gloss. 14.* Ainsi le seigneur peut exiger les lods & ventes d'une telle convention.

33. Le retrait n'a point lieu en contrat d'échange ; Guy-Pape, quest. 92 & *ibi*, Matthæus ; la Roche, *des droits*

seigneuriaux, ch. 13, art. 12. *Gregor. in syntagm. lib. 6, cap. 16, num. 7.* C'est aussi la disposition de la coutume de Paris, art. 143. La raison est, parce que l'échange n'est qu'une espèce de subrogation d'un héritage à un autre. Ce qui doit avoir lieu, encore qu'il y ait un supplément en argent donné de la part d'un des permutants, parce que c'est un accident qui ne change point la nature & l'essence du contrat d'échange. Néanmoins cela ne doit être entendu que des véritables contrats d'échange, & non pas de ceux qui sont simulés & frauduleux, *qui relabuntur vi & vero intellectu in causam venditionis.* Tiraqueau, *de retractu*, §. 1, glos. 14, n. 22.

34. Les droits d'échange étant représentatifs des droits seigneuriaux qui sont dûs pour les mutations à titre de vente, il s'ensuit, 1°. Qu'ils doivent être réglés par les coutumes des lieux; 2°. Qu'ils ne sont point dûs pour échanges de biens de franc-aleu. Il est vrai que, suivant les arrêts du conseil, ceux qui prétendent posséder des biens en franc-aleu, sont tenus de le prouver, en rapportant un jugement des commissaires pour la réformation du domaine, qui les ait déclarés tels. C'est ce qui fut ordonné particulièrement par un règlement du Conseil, du 18 décembre 1670, en exécution d'un arrêt du 10 du même mois, qui ordonnoit la confection d'un papier terrier dans la généralité de Paris & ressort du parlement de Pau.

35. Les engagistes des domaines du roi, dont les engagements ont été faits depuis l'édit du mois de février 1674, sont en droit de percevoir les droits d'échanges pour les biens mouvans immédiatement des domaines qui leur ont été engagés. Il en est autrement de ceux dont les engagements sont antérieurs à cet édit, lesquels ne

peuvent point jouir desdits droits d'échange, faute par eux de les avoir acquis depuis l'édit de 1674.

36. Ceux qui sont exempts des droits seigneuriaux aux mutations par vente, ne le sont point des droits d'échanges, comme il a été jugé par un arrêt du conseil, du 23 décembre 1738, qui ordonne que tous les privilégiés, & notamment les commandeurs & officiers de l'ordre du Saint-Esprit, seront tenus de payer au profit de sa majesté, les droits d'échange des biens par eux acquis à titre d'échange, dans les directes & mouvances des seigneurs particuliers, ausquels lesdits droits n'auront pas été aliénés. Cette question avoit été décidée auparavant contre un secrétaire du roi, par arrêt du conseil du 21 mars 1682.

37. Les contestations qui surviennent à l'égard des droits d'échange, doivent être portées au bureau des finances, ou pardevant MM. les intendants, & quelquefois même devant les juges ordinaires, suivant les circonstances marquées par l'arrêt du conseil du 13 octobre 1739, dont voici la disposition :

ARTICLE PREMIER.

TOUTES les contestations nées & à naître au sujet des droits dûs pour échanges d'héritages mouvans & dépendans en fiefs ou en roture, des domaines de sa majesté, seront portées au bureau des finances, & par appel au parlement, ou pardevant tels autres juges auxquels appartient la connoissance des matières domaniales, chacun dans leur ressort, tout ainsi & de la même manière que les demandes formées pour les droits seigneuriaux dûs dans les cas de vente ou autres, soit que lesdits domaines soient entre les mains de S. M., ou qu'ils soient engagés.

II.

LES demandes & contestations au sujet des droits dûs pour échanges d'héritages mouvants & dépendants, en fiefs ou en roture, des fiefs & seigneuries appartenant à des seigneurs particuliers qui y auront acquis lesdits droits, seront portées devant les Juges qui doivent connoître les droits seigneuriaux ordinaires dûs auxdits seigneurs dans les cas de ventes & autres, même devant les officiers de leurs justices, ou autres justices seigneuriales.

III.

LES contestations au sujet du recouvrement à faire pour les fermiers de Sa Majesté, des droits dûs pour échanges d'héritages mouvans & dépendans en fief ou en roture, des fiefs & seigneuries des seigneurs particuliers qui n'auront pas acquis lesdits droits, seront portées devant les sieurs intendans & commissaires départis, qui en connoîtront en première instance, sa majesté leur attribuant toute cour & juridiction, & par appel au conseil. Fait au conseil d'état du roi, sa majesté y étant, tenu à Fontainebleau, le 13 octobre 1739. *Signé* PHELYPEAUX.

38. Nous finirons cette matière par deux observations. La première est que les droits d'échange doivent être pris sur le pied de l'estimation des biens contenus dans les contrats d'échange, à moins qu'il ne parût que cette estimation étoit frauduleuse; car alors le fermier pourroit demander que les biens fussent estimés par des experts, ainsi qu'il est porté par l'édit du mois de février 1674.

39. La seconde est que, suivant un arrêt du 10 avril 1683, les actes d'échange
Partie I.

change doivent être passés pardevant notaires, & il en doit rester minute, à peine de 300 livres d'amende contre les parties contractantes. D'où néanmoins il ne faut pas conclure que les échanges faits sous signatures privées, n'opèrent aucun effet entre les parties, mais seulement que par ce défaut les contractans s'exposent à l'amende prononcée par cet arrêt, & que, si ces écrits privés n'ont pas été reconnus en jugement, ou déposés chez un notaire, on ne peut en tirer aucune induction pour la prescription des droits qui en résultent.

40. *M.* de la Place dit que pour le contrat d'échange les droits de quint & de lods & ventes sont acquis au roi ou aux seigneurs qui ont acquis de sa majesté. Il devoit donc instruire les seigneurs comment cet établissement s'est fait.]

41. Avant l'édit du mois de mai 1645, & la déclaration du 20 mars 1673, le contrat d'échange ne produisoit aucuns droits seigneuriaux. Mais il fut décidé par l'édit & la déclaration que nous citons, qu'à l'avenir il en produiroit, non au profit des seigneurs, mais au profit de sa majesté. Ainsi les seigneurs qui n'ont pas traité de ce droit avec le roi, ne le peuvent prétendre, ce qui a été confirmé par un arrêt du conseil du 12 décembre 1724. *Voyez* Ferriere, *verbo* Echange.

42. ÉCHELLE, est une espèce de carcan qui marque la haute justice. *Voyez* Carcan, Piloni. A Paris, près le Temple, on y voit encore une échelle en signe de haute justice: ainsi dans quelques coutumes on dit *écheller*, pour mettre un criminel au carcan. *Voy.* Auxerre, art. 1; Sens, art. 1, 2; Nivernois, tit. 1, art. 15; Bourbonnois, art. 2.

43. ÉCHEVINS. Dans presque toutes les villes seigneuriales il y a

des échevins, mais cette dignité ne diffère guères de la qualité de syndic dans les paroisses. Les uns & les autres sont choisis pour avoir soin des affaires de la communauté.

44. L'élection des échevins dans les villes seigneuriales comme ailleurs, doit se faire au jour marqué par les statuts de la ville, dans le lieu ordinaire & à ce destiné, & par ceux qui ont droit d'élire, suivant l'usage des lieux, à peine de nullité. Le juge de la seigneurie a ordinairement le droit de présider à l'élection, & d'y représenter le seigneur.

45. ÉCLIPSER LE FIEF. *Voyez* Fief éclipsé.

46. ÉCOLES DE CAMPAGNE. Cet objet est intéressant pour les seigneurs, sur-tout depuis la déclaration du 14 mai 1724. Par l'art. 5 sa majesté ordonne qu'il sera établi, autant qu'il sera possible, des maîtres & maîtresses d'école dans toutes les paroisses où il n'y en a point, pour instruire les enfans des mystères de la religion, & leur apprendre à lire & à écrire, conformément à l'article 25 de l'édit de 1695. Veut, sa majesté que, dans les lieux où il n'y aura pas d'autres fonds, la somme qui manquera pour l'établissement des maîtres & maîtresses, jusqu'à celle de 150 livres pour les maîtres, & celle de 100 livres pour les maîtresses, soit imposée sur tous les habitans, & que les lettres sur ce nécessaires soient expédiées sans frais, sur les avis que les archevêques & évêques diocésains, & les commissaires départis dans les provinces, lui en donneront.

47. Par l'article 7 de cette déclaration, sa majesté veut que ses procureurs, & ceux des hauts-justiciers se fassent remettre tous les mois par les curés, les vicaires, les maîtres & les maîtresses d'école, un état exact de tous les enfans qui n'iront pas aux

écoles, pour en rendre compte aux procureurs généraux, & être par eux sur ce pourvu ainsi qu'ils estimeront convenable.

48. Quantité de seigneurs sont entrés dans les vues de sa majesté, en fondant dans leurs campagnes des écoles publiques. Il est vrai que l'instruction rend quelquefois le payfan raisonneur, qu'il emploie les lumières acquises pour faire le docteur de village, plaider le seigneur & le curé; mais d'un autre côté les grands biens qui peuvent en résulter doivent encourager les seigneurs à ne pas négliger l'établissement des écoles dans leurs terres.

49. ÉCUSSON. On appelle ainsi un petit écu ovale sur lequel un gentilhomme met ses armoiries.

50. ÉCUYER. Titre de dignité moindre que celui de chevalier, & qui étoit autrefois, lors de l'ancienne chevalerie, un degré pour y parvenir. L'emploi d'écuyer ne se donnoit qu'à de jeunes gens issus de pères & mères nobles, & consistoit à porter l'épée & l'écu devant les chevaliers. Aujourd'hui ce titre marque seulement la qualité de gentilhomme.

51. L'article 25 de l'édit de 1600, défend à toutes personnes de prendre le titre d'écuyer, & de s'inscrire au corps de la noblesse, si elles ne sont issues d'un aïeul & père, qui aient fait profession des armes, ou servi le public en quelques charges honorables de celles qui par les loix & mœurs du royaume peuvent donner commencement de noblesse à la postérité, sans avoir jamais fait aucun acte dérogeant à ladite qualité.

52. Par l'article 2 de la déclaration du mois de janvier 1634, il est pareillement défendu à toutes personnes de prendre la qualité d'écuyer, & de porter armoiries timbrées, si elles ne

font de maison & d'extraction noble, à peine de 2000 livres d'amende.

53. Ce n'est pas une dérogeance d'avoir omis de prendre la qualité d'écuyer, en sorte qu'un noble contre lequel on rapporteroit des aêtes qu'il auroit passés sans cette qualité, ne feroit pas nécessité d'obtenir des lettres de relief, si d'ailleurs il avoit d'autres titres qui justifiaient sa noblesse.

54. Mais faute d'autres titres, si ceux qu'il rapporte lui-même ne contiennent pas cette qualité, on le présume roturier, parce que les nobles sont assez jaloux de cette qualité pour ne la pas négliger, & en ce cas il faut qu'ils prennent des lettres de relief d'omission de ladite qualité.

55. ÉDIT. Comme il y a quantité d'édits, déclarations, lettres patentes concernant les droits seigneuriaux, il est important que les seigneurs sachent qu'elle force ont dans l'état ces loix émanées de la volonté du prince.

56. Edit est une ordonnance que le prince fait publier de son propre mouvement pour le bien de son état. L'édit qui est appelé ordonnance, commande qu'une chose sera faite, ou observée, ainsi que le prince le juge à propos pour l'utilité publique.

57. Une telle ordonnance est universelle pour tout le royaume, à moins qu'elle ne soit faite pour une province particulière; elle oblige généralement tous les sujets du roi, à moins que quelques personnes, qui y sont spécialement dénommées, ne soient exceptées. Enfin elle est signée du roi, visée par M. le Chancelier, & scellée du grand sceau en cire verte. Cette couleur marque que l'ordonnance ou l'édit contient une loi perpétuelle & irrévocable de sa nature.

58. Les édits & les déclarations diffèrent en plusieurs choses:

59. 1°. Les édits contiennent une

première loi, au lieu que les déclarations ne sont rendues que sur les édits pour en donner l'interprétation ou l'explication.

60. 2°. Les édits sont signés du roi; visés par M. le chancelier, & scellés du grand sceau en cire verte sur des laqs de soie verte & rouge; au lieu que les déclarations sont scellées du grand sceau en cire jaune sur une double queue de parchemin.

61. 3°. Les édits ne sont datés que du mois & de l'année, & non pas du jour du mois; au lieu que les déclarations sont datées du jour, du mois & de l'année.

62. Quand les édits contiennent des dispositions qui semblent contraires à quelques coutumes, usages ou privilèges, ils n'y dérogent néanmoins qu'en deux cas.

63. 1°. Lorsqu'ils en contiennent une clause expresse, c'est-à-dire, lorsqu'ils dérogent à toutes coutumes ou usages contraires, ou nommément à tels privilèges.

64. 2°. Quand ils regardent le règlement de la police & de la discipline.

65. Les ordonnances, édits, déclarations & lettres patentes, avant d'être mises à exécution, doivent être vérifiées, publiées & enregistrées dans les parlemens. A cet égard voyez le titre premier de l'ordonnance civile de 1667.

* 66. ÉGAGE, est un droit en vertu duquel le seigneur haut-justicier prend le tiers des lods sur les fonds aliénés que les petites rivières de sa terre arrosent, soit qu'ils se trouvent de franc-aleu; ou qu'ils soient mouvans d'autre directe que de la sienne. Ce droit n'est guères connu que dans la province de Dauphiné. Voyez Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 58, qui cite François Marc, question 607, part. 1.

67. **EFFOUIL**. Ce terme s'emploie en matière de bestiaux donnés à cheptel, & signifie la subrogation qu'on fait de jeunes bestiaux à la place des anciens chefs de bétail engraisés. Comme l'effouil est souvent le profit de plusieurs années, le seigneur jouissant par rachat, ne peut point le prendre entier : mais il doit se contenter de l'augmentation ou croît survenu l'année de son rachat. Du Pineau, sur l'art. 122 de la coutume d'Anjou ; & Chopin, liv. 2, titre du rachat, nomb. 8, not. margin.]

68. **ÉMENCIPATION**, en matière de droits seigneuriaux, est l'acte par lequel un seigneur donne la liberté, & les droits qui en dépendent, à ses serfs, & gens de main morte ; c'est ce qu'on appelle affranchissement. *Voyez* ce mot. *Voyez* Bourgeois, car le serf affranchi devient bourgeois de la seigneurie, & jouit de tous les privilèges attachés à la bourgeoisie.

69. **ÉMENDE COUTUMIERE**, est celle qui est taxée par la coutume des lieux, contre celui qui ne satisfait pas, ou qui contrevient à ce que lui prescrit la loi. *Voyez* Amende, Coutume. Saint-Jean d'Angely, art. 12 ; Berry, tit. 2, art. 14 & 21 ; tit. 10, art. 3, & presque toutes les coutumes.

70. **ÉMENDE DE GAGE**. Dans la coutume du Perche, chap. 16, art. 19 ; c'est une amende de 7 sols 6 deniers que le vassal doit à son seigneur, faute de lui avoir fourni son aveu & dénombrement dans le tems prescrit par la coutume.

71. **ÉMENDE SIMPLE**. Dans quelques coutumes, c'est encore une amende de sept sols six deniers due en certains cas, à la différence de la grosse amende qui est de soixante sols. *Voyez* Poitou, art. 25, 38, 76 ; Angoumois, art. 14 ; Saint-Jean d'Angely, art. 8, 10, 11.

72. **ÉMENDE DE TOST ENTRÉE**. Dans la coutume de Reims, c'est une amende de six sols parisis due par le nouvel acquereur de quelqu'héritage roturier ou allodial, lorsqu'il en prend possession, sans l'avoir fait ensaisiner dans la justice du lieu où est situé l'héritage, lorsque saisine a lieu. *Voyez* l'article 150 de la cout. de Reims.

73. **EMPARAGÉ**. Dans le langage des coutumes, ce mot se dit des filles qui sont mariées à leurs égaux. Ainsi une fille noblement emparagée, est celle qui a épousé un gentilhomme d'une noblesse égale à la sienne. *Voyez* Anjou, art. 128, 241 ; le Maine, art. 138, 258.

74. **EMPHYTEOSE**, est un contrat introduit par le droit écrit, par lequel on prend à longues années un héritage, à la charge de l'améliorer, moyennant une certaine pension modique payable chaque année par le preneur. Mais dans un autre sens l'emphytéose signifie la concession que le seigneur fait de son fonds à quelqu'un, sous un certain cens ou rente annuelle, qui s'appelle chef-cens, & marque la directe seigneurie. *Voy.* ci-dessus *verbo* Cens.]

75. L'emphytéose se fait ordinairement pour trois fois neuf ans ; autrefois elle se faisoit à beaucoup plus longues années. Après la mort du preneur, ses héritiers en jouissent pour le tems qui reste à expirer, quoiqu'il ne soit point fait mention d'eux dans le bail emphytéotique. Ce contrat est susceptible de plusieurs difficultés dont on peut voir la résolution dans les auteurs. *Voyez* D'Argou, Ferrière, Denysard. Nous n'ajouterons ici que ce qui peut intéresser les droits seigneuriaux.

76. L'emphytéose est communément regardée comme une aliénation : mais elle ne transfère que la propriété

utile au preneur, tandis que la propriété directe demeure au bailleur. Ainsi quand l'emphytéose d'un héritage censuel est simple, n'y ayant point de vraie mutation dans la propriété, ce contrat n'engendre aucuns droits seigneuriaux, aucuns lods & ventes, s'il n'en est autrement disposé par la coutume des lieux; mais s'il y a une somme d'argent donnée par le preneur pour prix ou droit d'entrée, alors il est dû des lods & ventes, non pas de la valeur entière du fonds, mais jusqu'à concurrence des deniers déboursés; c'est la disposition textuelle de l'article 153 de la coutume de Reims, qui forme à cet égard le droit commun.

77. A l'égard des fiefs donnés à bail emphytéotique, même à bail au dessus de neuf ans, par-tout le relief ou le rachat en est dû comme d'une vraie mutation.

78. Si le preneur de l'héritage censuel a la liberté de le vendre, en tout ou en partie; & si en effet il le vend, pour lors les lods & ventes sont dûs de la vente, parce qu'alors il y a vente, & qu'il est nécessaire d'une nouvelle investiture du seigneur direct. Mais s'il n'y a que cession du bail emphytéotique, on juge qu'il n'est point dû de lods & ventes, parce qu'il n'y a de mutation que dans la possession.

79. Quand le bail emphytéotique est passé par des seigneurs ecclésiastiques, ou des communautés, il doit être revêtu des solemnités & des conditions requises pour les aliénations des biens ecclésiastiques, parce que le bail emphytéotique est réputé aliénation.

80. Ce bail se fait toujours à la charge que le preneur fera quelqu'amélioration dans l'héritage; il ne peut pas le détériorer, en changer la surface, mettre les prés; les vignes, en-

coré moins les bois en terres labourables.

81. On charge toujours le preneur d'entretenir les bâtimens qui se trouvent lors du bail sur l'héritage en bon état de réparations; on le charge quelquefois d'en construire de nouveaux, & à la fin du bail le preneur est tenu de laisser tous lesdits bâtimens anciens & nouveaux en bon état de réparations, sans espérance de récompense, ni sous ce prétexte d'obliger le bailleur de lui continuer le bail. *Voyez Louet & Brodeau, lettre E, fom. 10, 11.*

82. Si le preneur est trois ans sans payer le prix de son bail; il peut être expulsé, mais il faut le faire dire par justice, quand même la clause seroit stipulée dans le bail; c'est l'usage constant en France, contraire au droit Romain, qui permettoit d'expulser le preneur qui restoit trois ans sans payer le prix de son bail, d'autorité privée, & sans implorer le secours de la justice. *Voyez l. 2, cod. de jure emphyteut.* Dans le bail emphytéotique, la reconduction n'a pas lieu; au surplus, sur la matière des baux emphytéotiques, *voyez Loyseau; traité du dégrevissement; Louet, Brodeau, institut. de Coquille; d'Argou; Bouguier.*

83. EMPIRER LE FIEF; c'est lorsque dans le tems intermédiaire, à l'ouverture du fief & à la foi & hommage, on commet des dégradations dans le fief; ou quelque monopole pour diminuer les rachats dûs au seigneur féodal. *Voyez les art. 102 & 103 de la coutume d'Anjou.*

84. EMPOISSONNEMENT. C'est le repeuplement qu'on fait d'un étang après la pêche, en y jettant du frai nouveau, ce qu'on appelle aussi *alyiner un étang.*

85. Il est loisible aux seigneurs laïques d'empoissonner leurs étangs de poissons de telle nature & qualité qu'ils

jugent à propos. Quant aux ecclésiastiques, ils doivent à cet égard se conformer à ce qui leur est prescrit par l'art. 21 du tit. de la pêche, de l'ordonnance de 1669, qui veut que les étangs des ecclésiastiques & communautés soient empoisonnés de la même façon que ceux appartenants à sa majesté; sçavoir, que le carpeau aura six pouces au moins, la tanche cinq, & la perche quatre; à l'égard du brochet il sera de tel échantillon qu'on voudra, mais on ne pourra le jeter aux étangs qu'un an après l'empoisonnement. Il est enjoint aux officiers des maîtrises de tenir la main à l'exécution de cet article; sans cependant prétendre aucuns frais ni droits, à peine de concussion. *Voyez* Sainction, sur les *ordonnances des eaux & forêts*, liv. tit. 39.

86. ENCAN, ou INQUAN. (Droit de) est dû au roi ou aux seigneurs dans quelques endroits de la Provence. Le droit est de cinq pour cent. *Voyez* Ragueau, *verbo* Inquan.

87. ENCENS, ENCENSEMENS. Il n'est point contesté que les seigneurs, patrons, & les hauts-justiciers ont le droit de se faire donner pendant les offices divins l'encens par distinction: mais la forme de donner cet encens n'est point fixée d'une manière uniforme par la jurisprudence des arrêts. Il y en a un cité par Duperray, sous la date du 16 août 1696, qui ordonne que le seigneur de Taillemay & la dame son épouse seront encensés chacun une fois séparément à la grande messe & à vêpres, & leurs enfans, en quel que nombre qu'ils puissent être, une fois seulement; mais on trouve que postérieurement à l'arrêt dont on vient de parler, la question a été jugée différemment par arrêt du conseil du 27 novembre 1704, rendu au profit du marquis de Vatan, contre le chapitre

de S. Laurian de cette ville; il a été ordonné que Messire Jean Aubery, marquis de Vatan, & la dame son épouse, seront encensés chacun trois fois, & leurs enfans chacun une fois. La même chose a été jugée en faveur du comte de Regnac, par sentence des requêtes du palais, du 10 juin 1717. Je pense que la diversité de ces jugemens peut venir de l'usage & de la possession qui peuvent beaucoup en pareille matière; mais pour prévenir les contestations, il seroit fort à souhaiter qu'il y eût à cet égard une jurisprudence uniforme.

88. Les règles suivantes sont certaines: 1°. quand dans les fêtes solennelles le curé est assisté de diacre & foudiacre, ce n'est pas le curé officiant qui doit donner l'encens, mais le foudiacre *in habitu*. 2°. Pour recevoir l'encens, ainsi que l'eau benite, les seigneurs doivent être à leurs bancs ordinaires. 3°. Les jours que le Saint Sacrement est exposé, on n'encense point les seigneurs. *Voyez* Guyot, en ses *observations sur les droits honorifiques*, chap. 5, sect. 4, n. 2.

89. ENCLAVES. Ce sont les bornes, les limites d'un territoire, d'une seigneurie, d'un fief, d'une dixmerie, d'un terrage, pour marquer la circonscription; on dit cette terre est dans l'enclave de telle dixmerie, pour dire qu'elle est située au dedans des bornes & de la circonscription de cette dixmerie.

90. ENDOSSER. En matière de droits seigneuriaux, c'est quand le seigneur ou ses officiers font mention au dos d'un contrat d'acquisition, qu'il a été nanti, & que les droits seigneuriaux, de lods & vente, de saisine & autres ont été acquittés. *Voyez* Peronne, art. 160.

* 91. ENFANS EXPOSÉS, sont ceux que des pères ou mères exposent ou

font exposer, pour se débarrasser de leur soin & nourriture, ou pour qu'on ne sçache pas que ces enfans leur appartiennent.

92. Autrefois les enfans exposés devenoient les esclaves de ceux qui les trouvoient. C'étoient des épaves avantageuses, parce que les esclaves étoient mis au rang des biens. Mais les loix du royaume ayant aboli l'esclavage, comme contraire au droit naturel, ces épaves utiles ne furent plus envisagées que comme des charges onéreuses & fort embarrassantes; c'est pourquoy chacun tâcha de s'en affranchir: ainsi il a fallu que les arrêts aient décidé la question de sçavoir, qui est tenu de prendre soin de ces pauvres orphelins?

93. On en trouve qui ont jugé que cette charge regardoit les hôpitaux, monastères & chapitres ecclésiastiques; Mornac, *ad l. nemini dicere, cod. de episcop. audient.* Chopin, sur la coutume d'Anjou, art. 10, nomb. 6, en rapporte un de cette espèce, du 15 septembre 1579. Ce qui peut être fondé sur ce qu'anciennement les expositions se faisoient le plus souvent à la porte des églises, & appartenoient à la fabrique; & sur ce que les biens de l'église sont particulièrement destinés pour la subsistance des pauvres & des orphelins.

94. D'autres ont jugé que le seigneur de fief devoit fournir le tiers de la nourriture de l'enfant exposé, & les habitans de la paroisse où il avoit été exposé, les deux autres tiers.

95. Mais le plus grand nombre des arrêts a jugé que la charge de nourrir les enfans exposés, regarde uniquement le seigneur justicier dans la justice duquel ils ont été trouvés. *Journal des audiences*, tom. 2, liv. 6, chap. 34; Peleus, en ses *actions forenses*, liv. 4, art. 45; Bardet, tom. 1, liv. 1, ch.

83, & liv. 3, chap. 36. Voyez Mornac, *ad l. 2, cod. de patrib. qui filios suos distract.* où il rapporte deux arrêts des années 1615 & 1616, rendus contre le duc de Mayenne & contre le duc de la Trimouille; & c'est aujourd'hui la jurisprudence constante attestée par tous les modernes.

96. Cette jurisprudence est fondée sur ce que les épaves utiles appartenant de droit commun aux seigneurs hauts-justiciers, il est raisonnable qu'ils soient chargés de celles qui sont onéreuses. D'ailleurs la succession des enfans exposés, qui décèdent sans enfans légitimes, est dévolue aux seigneurs hauts-justiciers par droit de bâtardise ou de deshérence; ainsi il est convenable qu'ils fassent les frais de leur nourriture: *ubi enim est emolumentum vel spes emolumentum, ibi onus esse debet.*

97. Ce qui nous conduit à observer que dans les coutumes où les seigneurs hauts-justiciers ne sont pas fondés à prendre les deshérences, successions des bâtards, &c. ils ne peuvent être chargés du soin de nourrir les enfans exposés. Sur quoi voyez M. de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 6, ch. 5, §. 3.

98. Remarquez que les seigneurs hauts-justiciers qui ont leur justice dans la banlieue de Paris, sont dispensés de nourrir les enfans exposés dans leur juridiction, l'hôpital *des enfans trouvés* étant obligé de les recevoir moyennant une certaine redevance annuelle payable par lesdits seigneurs.

99. Suivant l'édit d'Henry II. vérifié en parlement le 4 mars 1556, le crime d'exposition de part doit être puni de mort; mais on s'est un peu relâché de cette rigueur, & ceux qui sont convaincus de ce crime, sont seulement fouettés & flétris.]

100. ENGAGEMENT. Nous entendons ici par ce mot, les lettres par

lesquelles sa majesté donne à quelqu'un une portion de son domaine pour en jouir aux charges, clauses & conditions portées aux lettres. *Voyez* le mot suivant.

* 101. ENGAGISTES, sont ceux qui ont acquis quelque chose du domaine du roi, à titre d'engagement. Il y a plusieurs observations importantes à faire sur cette matière.

102. La première, que le seigneur engagiste n'est point en droit de faire mettre litres & ceintures funèbres aux églises situées dans l'étendue de la seigneurie tenue en engagement.

103. La seconde, que l'engagiste ne peut point prendre purement & simplement le titre du fief engagé; ainsi, par exemple, en se qualifiant de duc d'un tel duché, il faut qu'il ajoute par engagement, parce que n'étant pas possesseur incommutable, le titre du fief engagé demeure toujours en la personne du roi.

104. La troisième, que les engagistes ne peuvent point faire exercer la justice en leur nom, ni pourvoir aux offices dépendans de la justice engagée, à moins que ce droit ne leur ait été spécialement accordé lors du contrat d'engagement, parce que, comme dit Loyseau, en son *traité des offices*, liv. 4, chap. 9, n. 34, en matière odieuse, il n'y a au marché que ce qu'on y met. *Voyez* l'art. 333 de l'ordonnance de Blois.

105. Sur quoi il est bon de remarquer que, dans le cas même où les engagistes ont acquis le droit de pourvoir aux offices de la justice engagée, leur pouvoir est borné à la simple présentation sur laquelle on expédie les provisions en chancellerie. D'où il suit que les offices du domaine engagé retiennent toujours la qualité d'offices royaux; qu'ils sont compris dans l'or-

donnance de Louis XI. qui a rendu perpétuels tous les offices royaux, & qu'ainsi le seigneur ne peut pas user de destitution à l'égard desdits offices. En un mot ils retiennent toutes les prérogatives de purs offices royaux; Loyseau, *loc. cit. num. 40, & seq.* M. Augeard, arr. du 16 juil. 1708. Mais aussi les seigneurs ne sont point chargés des gages des officiers de la justice qu'ils tiennent à titre d'engagement, suivant l'édit du mois d'octobre 1705.

106. La quatrième. que les seigneurs engagistes sont tenus de fournir aux frais des procès criminels qui s'instruisent à la requête du procureur du roi, dans les juridictions du domaine engagé. » Et si notre domaine est » engagé, dit l'article 17 du titre 25, » de l'ordonnance de 1670, les enga- » gistes, leurs receveurs & fermiers se- » ront contraints au paiement des exé- » cutoires, même au-dessus du fonds » destiné pour les frais de justice. »

107. La cinquième, que les engagistes du domaine du roi ne peuvent point recevoir la foi & hommage pour raison des fiefs qu'ils possèdent par des engagement. *Voyez* l'ordonn. de 1556, & l'arrêt du conseil d'état du roi, du 27 mars 1687, qui décident que l'hommage dû pour raison des fiefs engagés, doit être fait aux officiers du roi préposés pour cela par sa majesté.

108. La sixième, que ceux qui sont exempts des droits seigneuriaux pour les héritages qu'ils acquièrent dans la mouvance immédiate du roi, comme sont les secrétaires du roi, les chevaliers & commandeurs de l'ordre du S. Esprit, jouissent du même privilège contre les engagistes du domaine, lorsque l'engagement est postérieur à la concession de ce privilège, parce qu'en ce cas il est censé que le domaine n'a

n'a été engagé qu'à la charge de cette exemption. *Aliud dicendum*, si l'engagement est antérieur à l'exemption accordée à ces personnes privilégiées, parce que sa majesté n'accorde jamais de grâces au préjudice d'un tiers. Il est même porté par la déclaration du 19 juillet 1695, que cela doit avoir lieu, encore que depuis la concession du privilège il y ait un nouvel engagement; comme si après le décès de l'engagiste, la revente est faite à ses enfans, parce que ce nouvel engagement n'est qu'une suite & une confirmation du premier.

109. On demande si l'engagiste du domaine du roi peut user du retrait féodal? Cette question a été différemment décidée par les auteurs & par les arrêts. M. la Roche, en son *traité des droits seigneuriaux*, chap. 13, art. 4, est d'avis que l'engagiste peut user de ce droit; & en rapporte arrêt du parlement de Toulouse, du 13 août 1599, rendu au profit de l'engagiste du lieu de Fabrefau, contre les consuls dudit lieu. C'est aussi l'opinion d'Henrys, tom. 1, liv. 3, chap. 3, quest. 16. *Voyez* Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 4; M. de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 5, chap. 5, sect. 2.

110. Brodeau, au contraire, sur l'art. 20 de la cout. de Paris, n. 9, rapporte plusieurs arrêts qui ont jugé que l'engagiste ne pouvoit exercer le droit de prélation, si cela ne lui a été expressément accordé lors de l'engagement, ou par lettres patentes depuis obtenues & dûment vérifiées. *Voyez* Dupleffis, *traité des fiefs*, liv. 7, chap. 2; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 12. En effet, le retrait féodal est un droit extraordinaire & contraire à la liberté du commerce, ainsi il ne doit point recevoir d'extension favorable. Aussi voyons-nous que dans plusieurs provinces de

Partie I.

France, ce droit n'est point cessible, & que dans celles où il peut être cédé, il faut que la cession en soit faite expressément, & qu'il soit désigné *speciali notâ*.

111. Quoique les engagistes du domaine du roi ne puissent pas faire exercer la justice en leur nom, comme nous l'avons observé ci dessus, ils peuvent néanmoins faire planter un poteau & pilori en place publique, & y faire afficher les armes du roi & les leurs par-dessous.

112. On peut voir sur cette matière Chorier; jurisprudence de Guy-Pape, page 108; Henrys & Bretonnier, tom. 1, liv. 2, chap. 4, quest. 15; Salvaing, de *l'usage des fiefs*, chap. 23; M. de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 1, chap. 6, liv. 3, chap. 6, sect. 8; & liv. 5, chap. 5, sect. 2; M. Augeard, l'arrêt du 6 mai 1712, le dictionnaire de M. Brillion; Loyseau, en son *traité des offices*, liv. 4, ch. 9.]

113. ENSAISINEMENT. C'est l'acte par lequel un seigneur, ou ses officiers, sur la présentation qui leur est faite d'un contrat d'acquisition d'un héritage censuel, le ratifient, permettent à l'acquéreur de se mettre en possession, après avoir reçu les droits seigneuriaux dûs pour la mutation & l'ensaisinement.

114. Cette formalité n'a lieu que dans les coutumes qui la requièrent pour acquérir la propriété ou l'hypothèque. Elle a sur-tout lieu dans les coutumes de nantissement, vest ou devest. *Voyez* Nantissement; sur quoi il faut observer ici deux choses:

115. 1°. Quoiqu'en général l'ensaisinement n'ait lieu que pour les héritages censuels, cependant il y a des coutumes, comme Senlis, Clermont & Valois, où l'on fait ensaisiner les rentes constituées pour acquérir privilège sur les héritages affectés & hy-

L 1

poëqués à ces rentes. Dans ces coutumes, l'ensaisinement des rentes produit à peu près le même effet que le nantissement dans la coutume de Picardie.

116. 2°. Nous connoissons encore un autre ensaisinement particulier ordonné pour tous les biens qui relèvent de sa majesté. Ce sont les receveurs des domaines & bois qui font ces espèces d'ensaisinemens. Voy. à cet égard l'édit du mois de décembre 1701, & la déclaration du 23 juin 1705

117. L'ensaisinement qui se fait par les seigneurs ne demande aucune formalité judiciaire; il est régulier, lors même qu'il se fait sous seing privé par le seigneur ou ses officiers. Il est presque toujours conçu en ces termes : *ensaisiné le présent contrat, & mis en possession l'acquéreur y dénommé, après avoir reçu les droits, &c.*

118. ENSAISINER, c'est mettre en possession. Saisine, signifie possession. Il suit de ce que nous avons dit au précédent article, qu'ensaisiner ne se dit qu'à l'égard des héritages en roture ou en censive, & jamais des fiefs; car l'acte par lequel le seigneur suzerain met son vassal en possession d'un fief, est appelé inféodation.

119 Quand le seigneur a une fois ensaisiné dans les coutumes qui ordonnent cette formalité, & même dans les autres quand il a reçu l'exhibition, la notification d'un contrat d'acquisition, d'un héritage relevant de sa directe, il ne peut plus prétendre les droits seigneuriaux dûs pour le passé.

120. ENTRAGE. Dans quelques coutumes ce sont les deniers que, par forme d'épingles, de pot-de-vin, celui qui prend à bail un héritage chargé de cens, rentes ou autres charges, doit donner au bailleur. Voyez Nivernois, tit. 22, art. 8; Bourbonnois, art. 274, 442.

121. ENTRECOURS. Voyez Parours.

122. ENTRER. COMME DE FIEF SERVI, c'est se mettre en possession du fief sans payer aucuns devoirs au seigneur féodal, en faisant seulement la foi & hommage, & lui fournissant l'aveu & dénombrement, ce qui a lieu en trois cas.

123. 1°. Lorsque dans une succession indivise, l'ainé ou principal héritier a fait les hommages dûs pour tous les fiefs de la succession, si dans la suite, par l'événement d'un partage, quelqu'un de ces fiefs tombe à un puîné, ce dernier y entre comme de fief servi.

124. 2°. Après le décès du mari, s'il a fait la foi & hommage pour le fief de sa femme, elle y entre comme de fief servi.

125. 3°. Pareillement, lorsque le tuteur ou curateur a fait la foi & hommage pour & au nom de son mineur, le mineur parvenu en majorité entre dans le fief déjà hommagé, comme de fief servi. Telles sont les dispositions des art. 36, 37, 38 & 39 de la coutume de Xaintonge. Voyez encore l'article 115. de la coutume de Poitou.

* 126. EPAVES, sont proprement toutes sortes de bêtes égarées que personne ne réclame.

127. Ce terme dérive vraisemblablement du verbe *expavescere*, parce que les bêtes égarées sont effrayées & épouvantées, *expavescēta animalia*; néanmoins il y a quelques auteurs qui le font dériver du mot allemand *Span*, qui signifie une chose douteuse & incertaine. Cette conjecture semble avoir pour fondement la disposition de plusieurs coutumes de France, où l'on entend par le mot *Epaves*, non-seulement les bêtes égarées, mais encore toutes sortes de choses mobilières, dont on ne connoît point le maître, & quel-

quelquefois même les biens vacans : or il est certain qu'en donnant une signification aussi étendue au mot d'*Epaves*, on ne peut le faire dériver du verbe *expavescere* ; parce que les choses inanimées ne sont pas susceptibles de crainte & de frayeur.

128. Nous avons parlé ci-dessus des biens vacans, que la coutume d'Anjou appelle épaves foncières, & qu'elle dit appartenir au bas-justicier : ainsi il ne fera question ici que des épaves prises dans leur étroite signification ; & comme dérivant du verbe *expavescere*.

129. Il n'y a que les choses qui ont eu un maître, & qui ont été égarées, qui soient de véritables épaves, & qui en cette qualité puissent être réclamées par les seigneurs à qui les épaves appartiennent : ainsi les bêtes sauvages ne sont point comprises sous le mot d'*Epaves*, non plus que les diamans & autres pierreries brutes, qui se trouvent sur les bords de la mer, parce que, suivant le droit des gens, confirmé par le droit civil, ces sortes de choses *sunt primo occupantis*. Item *lapilli, gemmæ, cæteraque quæ in littore invenimus, jure naturali nostra statim sunt*, dit le jurisconsulte en la loi *Item lapilli, ff. de divis. rer.*

130. Les épaves appartiennent au seigneur haut-justicier, dans la justice duquel elles ont été trouvées : ainsi jugé par un arrêt solennel rapporté par Bacquet des droits de justice, chap. 33. Il y a néanmoins quelques auteurs, comme Bouteiller en la somme rurale, tit. *des vicomiers*, & Masuer, tit. *de iudicibus*, §. *item bona*, qui donnent l'épave au moyen justicier ; d'autres la donnent même au bas justicier : mais à moins d'une disposition expresse de la coutume, il faut se tenir à la règle générale du droit françois, établie par M^e. Antoine Loyfel en ses institutes coutum. liv. 2, tit. 2, *biens vacans, terres-*

hermes & épaves appartiennent au haut-justicier. V. Loyseau en son traité des seigneuries, chap. 12, n. 124.

131. Mais, pour que le seigneur puisse se conserver la propriété de l'épave, il faut qu'il en fasse faire la dénonciation & publication dans la forme prescrite par la coutume, sans quoi le propriétaire pourra la réclamer en tout tems, en payant la nourriture & les frais de garde & de justice.

132. Dans les articles proposés pour la coutume de Paris, titre de la haute-justice, l'article 9 prescrit la forme de la dénonciation en ces termes : *Et sera tenu ledit seigneur haut-justicier faire dénoncer & publier es lieux accoutumés à faire cris & proclamations, par trois dimanches consécutifs, & aux prônes des paroisses, lesdites épaves ; & si dedans quarante jours après la publication, celui auquel elles appartiennent les vient demander, lui doivent être rendues, en payant la nourriture, garde & frais de justice ; & ledit tems passé, sont acquises & appartiennent au haut-justicier*. L'article 105 de la coutume de Bordeaux contient à peu près la même disposition ; il y a néanmoins ceci de plus, que ceux qui ont trouvé du bétail, comme chevaux, jumens, &c. sont tenus de les mener dans vingt-quatre heures au seigneur ou au parc de justice, si la terre est au roi, à peine de 65 sols d'amende, & de rendre la bête qu'on aura trouvée, si elle est en nature, ou la valeur, & même de payer plus grande amende, si celui qui a trouvé la chose est en dol.

133. L'historien Joseph, liv. 4 des antiquités judaïques, chap. 8, fait mention de l'usage pratiqué parmi les Juifs en pareille occasion. *Si quis argentum in viâ invenerit*, dit-il, *querat eum qui perdidit per præconem, indicato loco in quo invenit, reddatque, sciens*

non esse bonum ex alieno damno lucrum facere , & sic de pecudibus. Les loix Romaines contiennent une disposition à peu près semblable ; *L. falsus , §. proinde , ff. de furtis.*

134. Sur quoi remarquez qu'aujourd'hui la dénonciation des épaves ne peut point se faire aux prônes des paroisses , parce que l'article 32 de l'édit du mois d'avril 1695 défend de publier aux prônes autres choses que les bans de mariage & les monitoires : ainsi cette dénonciation doit être faite par un huissier ou sergent , les jours de dimanches , à l'issue de la messe paroissiale.

135. Au reste , il ne suffit pas au seigneur haut-justicier de faire dénoncer l'épave pour en acquérir la propriété , il faut , outre cela , que l'adjudication lui en soit faite par décret du juge , portant qu'attendu que les proclamations ordinaires ont été faites , sans que personne se soit présenté pour réclamer l'épave , elle est adjugée au seigneur haut-justicier , pour en user comme de sa chose propre.

136. Mais ces formalités une fois remplies , l'épave est acquise incommutablement au seigneur ; de manière qu'il n'est point obligé à la restituer au propriétaire qui la réclame après ledit tems , encore qu'il prouve suffisamment qu'elle lui appartient , & qu'il offre d'en payer la nourriture , la garde & les frais de justice ; cela s'insère de la disposition de l'article 40 de la coutume d'Anjou , *en peut disposer à son plaisir* ; & de celle de Paris , au lieu sus-allégué : *Et ledit tems passé , sont acquises & appartiennent au haut-justicier.* La raison est , parce que les proclamations ayant été faites dans les formes , c'est la faute du propriétaire de ne s'être pas présenté dans le tems , qui emporte une espèce de prescription : *At quod quis sui culpâ damnum*

sentiit , sentire non videtur. D'ailleurs , il est de l'intérêt public que le délai accordé au propriétaire , pour réclamer la chose égarée , soit péremptoire ; parce qu'autrement le seigneur négligeroit de prendre soin d'une chose , dont il ne pourroit se regarder que comme gardien & dépositaire. Voyez Bacquet *des droits de justice* , chap. 2 ; Coquille dans ses *questions & réponses* , chap. 7 ; Chassanée sur la coutume de Bourgogne , tit. 1 , art. 2 ; & le juriconsulte en la loi 11 , §. 1 , ff. *de legat.* 2 , qui décide que ce qui est permis *ad tempus , post tempus censetur prohibitum.* Voyez aussi M. Pocquet de Livonnière , en son *traité des fiefs* , liv. 6 , chap. 5 , qui apporte deux tempéramens à cette décision. Le premier , que le propriétaire peut réclamer la chose égarée , pourvu qu'il vienne dans les trois ans nécessaires pour la prescription des choses mobilières. Le second , que le propriétaire peut revendiquer la chose en tout tems , pendant qu'elle est existante & non consommée. Je laisse au lecteur à juger si l'on doit appeler tempérament ce qui est diametralement opposé à la décision , & si cet auteur n'est pas contraire à lui-même , en soutenant d'un côté , que le seigneur n'est point tenu de restituer l'épave au propriétaire qui la réclame après le décret du juge , & de l'autre en admettant ces prétendus tempéramens.

137. Observez que les coutumes mettent au nombre des épaves les oiseaux de fauconnerie , les pigeons , les paons & les abeilles , quoique ce soient des animaux *quorum natura fera est* , suivant le droit romain. Voyez la coutume de Tours , tit. 3 . art. 54 ; celle d'Anjou , art. 47 , qui fait mention de l'épave du faucon & du destrier , qui est le grand cheval de guerre ou cheval de lance ; celle du Maine , art. 13 . qui porte que *les épaves des*

avettes (ce sont les mouches à miel) *nonobstant qu'elles soient mouvantes , tenant & étant en aucun arbre ou autrement , assises au fief d'aucun , appartiennent pour le tout au seigneur du fonds où elles sont assises , si le seigneur du fonds y a justice foncière & neussé ; & s'il n'a justice en son fonds , elles lui appartiennent pour la moitié ; mais si lesdites avettes sont poursuivies avant qu'elles soient encore logées , & prins leur nourrissement audit lieu où elles sont assises , celui à qui elles appartiennent les peut poursuivre , & les doit avoir comme siennes.*

138. Celui qui a trouvé les épaves est tenu de les dénoncer dans les vingt-quatre heures , à moins qu'il n'ait quelque excuse légitime qui l'oblige de différer cette dénonciation ; faute de quoi il est amendable aux termes de la coutume ou à l'arbitrage du juge.

139. Sur quoi , il est bon de remarquer qu'encore que l'inventeur n'ait aucune part dans l'épave trouvée , & qu'il ne puisse même prétendre aucune récompense , il peut néanmoins accepter la récompense qui lui est offerte volontairement. *V. Mornac sur la loi 15 , ff. de præscript. verbis , l. 43 , ff. de furtis.*

140. Suivant Coquille , en son institution au droit François , tire des droits de justice , le mot d'*Epave* a donné lieu à la dévotion à S. Antoine de Padoue , de l'ordre de S. François , pour le recouvrement des choses égarées ; parce qu'autrefois on appelloit *Pave* la ville où repose ce Saint , qu'on a appelée depuis Padoue ou Pade. Ambrosius Catharinus , de l'ordre de S. Dominique , traite amplement des suffrages de S. Antoine de Padoue , & allégué sa propre expérience , liv. 2 , de *certâ Sanctorum gloria* , §. de *peculiarib. gratiis Sanctor.* Le lecteur curieux me passera ce petit trait.

141. La coutume de Normandie , article 596 , parle d'une sorte d'épave

qu'elle appelle le *varech* , qui est tout ce que la mer jette sur ses bords , soit de son crû , soit qu'il vienne de bris de naufrage , en telle sorte qu'un homme à cheval y puisse toucher avec la lance. Ce terme est vraisemblablement emprunté d'une herbe qui croît au rivage de la mer , que les Anglois appellent *vraich* , & les François *algue-marine* , laquelle il est défendu de couper la nuit , & hors le tems prescrit pour cela.


142. Lorsque le varech est précieux , comme l'or & l'argent monnoyé , ou en masse , qui excède vingt livres , il appartient au roi à l'exclusion des seigneurs voisins ; il en est de même de l'ivoire , du corail , pierreries , écarlate , verd-de-gris , peaux zebelines , trousses de draps entiers , lits , draps de soie entiers , chevaux de service , francs-chiens , oiseaux & poisson royal qui vient sur le rivage sans aide d'hommes , en quoi néanmoins on ne comprend pas la baleine. *Voyez* l'ordonnance de la marine , liv. 4 , tit 10 , & les commentateurs de la coutume de Normandie au lieu cité.

143. Mais le droit de varech ne s'étend point aux marchandises & autres choses qui ont été englouties dans la mer par un naufrage , & qui en sont ensuite retirées ; car ces sortes de choses appartiennent par tiers au roi , à l'amiral & à celui qui les a pêchées , qui est même en droit de prendre sur le tout , les frais qu'il a été obligé de faire pour cette pêche.

144. A l'égard des choses que l'on jette dans la mer pour décharger le vaisseau dans une tempête , si la mer vient à les rendre , elles n'appartiennent ni au seigneur ni à celui qui les a trouvées , ainsi leur ancien maître est fondé à les réclamer ; *quia hac pro derelictis non habentur* , qu'autant qu'elles restent au fond de la mer. La loi *Rho-*

dia de jactu a pourvu à la manière avec laquelle on doit dédommager celui dont les marchandises ont été jettées dans la mer, pour sauver du naufrage celles des autres.

145. Ceux qui voudront s'instruire plus amplement de la matière des épaves n'ont qu'à voir *Benedict. in cap. Raynutius, in verb. & uxorem nomine Adelasiam, num. 922, & sequent.* Bacquet *des droits de justice*, chap. 33; Salvaing, *de l'usage des fiefs*, part. 2, chap. 61; la loi 3, §. *Nerva* & §. *Item*, ff. *de acquir. vel. amitt. poss:ff.* & *ibi doctores*. Claude Ferrière, sur l'article 167 de la coutume de Paris, glos. 2, nomb. 16 & suiv. & glos. 3, nomb. 22; Chopin & Dupineau, sur l'article 40 de la coutume d'Anjou; Pocquet de Livonnière en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 5.]

 146. Dans les coutumes d'Anjou & du Maine, l'épave du faucon & du destrier, c'est-à-dire, d'un cheval de guerre ou de lance, appartient au seigneur baron. Voyez l'art. 147 de la coutume d'Anjou, l'art. 55 de celle du Maine.

147. Dans ces deux coutumes, ainsi que dans quelques autres, il y a encore une autre espèce d'épaves qu'on appelle foncières & mobilières : elles appartiennent au moyen ou bas-justicier, selon qu'il est réglé par les coutumes, lorsqu'elles sont trouvées dans l'étendue de leurs fiefs. Voyez Anjou, art. 40, 41; le Maine, art. 11; Tours, art. 47, 52; Lodunois, chap. 2, art. 9, chap. 3, art. 1; Blois, article 26, 32.

148. ÉPAVITÉ, (Droit de) est celui qu'ont les nobles natifs François, mais demeurant hors du royaume, de succéder à leurs parents décédés & demeurant en France, en tous leurs biens meubles & immeubles, nobles ou roturiers. Ce droit est établi par

l'art. 72 de la coutume de Vitry en Partois, en faveur des nobles qu'elle régit; Bacquet, en son *traité du droit d'aubaine*, chap. 30, dit que cette coutume ne préjudicie point au droit d'aubaine qui appartient au roi dans la succession des aubains.

149. Suivant les ordonnances du duc de Bouillon, art. 617, le droit d'épavité appartient à ce duc par le décès d'un étranger qui n'est point son sujet, & qui par son décès a laissé biens meubles ou immeubles dans ses terres & seigneuries. Ce droit a depuis appartenue aux bourgeois de Sedan par l'abandon que leur en avoit fait le duc de Bouillon.

* 150. ÉPITAPHES, sont des effigies ou inscriptions gravées sur le tombeau de quelqu'un pour servir de monument à la postérité. Ainsi ce n'est pas seulement en mémoire des défunts qu'on grave des épitaphes sur leurs tombeaux, mais encore pour exciter les vivans, & sur-tout leurs enfans, à imiter les vertus dont ils leur ont donné l'exemple.

151. Aussi voyons-nous que l'usage des épitaphes & monumens est très-ancien; car l'histoire de Jacob nous apprend que ce patriarche mit un titre sur le sépulcre de Rachel sa femme; Genes. chap. 35, vers. 20. David avoit composé une épitaphe en l'honneur & mémoire d'Abner, suivant le témoignage de Josèphe, liv. 7, des *antiquités judaïques*, chap. 10. Voyez le livre 1, chap. 13, des Machabées, & la rubrique du droit, *de relig. & sumptib. funer.*

152. Parmi nous il n'y a que les parens des patrons ou des seigneurs qui puissent faire mettre des épitaphes sur les tombeaux de leurs ancêtres qui étoient patrons ou seigneurs, & cela sans avoir besoin d'en obtenir la permission du curé ni des marguilliers.

Les autres particuliers doivent en avoir la permission même des marguilliers, si les tombeaux sont dans une église paroissiale ; & s'ils sont dans une église particulière, c'est à l'abbé, prieur ou autre supérieur, à accorder cette permission. *Voyez* Maréchal, en son *traité des droits honorifiques*, chap. 4.]

153. ÉPERONS DORÉS, se donnent dans quelques coutumes par le vassal au seigneur pour droit de relief ou de rachat. *Voyez* Senlis, art. 158. Donner des éperons à son seigneur, les lui attacher, est signe de vassallage, & quelquefois aussi c'est signe d'investiture ; dans l'ancienne chevalerie on attachoit les éperons dorés au nouveau chevalier, pour marque qu'il étoit reçu à la chevalerie ; l'écuyer ne portoit que des éperons d'argent. *Voy.* la *nouvelle histoire de France de l'abbé Velly*. Au sacre de nos rois, l'un des pairs de France porte les éperons dorés.

154. ÉPREUVES PAR LE FER, L'EAU OU LE SERMENT. Ces épreuves étoient fort en usage dans l'ancienne jurisprudence féodale. On les croyoit fort nécessaires pour la découverte, pour opérer la conviction, ou l'absolution des crimes sur lesquels on ne pouvoit pas avoir de preuves, ou sur lesquels les parties ne vouloient ou ne pouvoient pas se purger par le combat en champ clos.

155. L'épreuve par le feu se faisoit en marchant nuds pieds, six, neuf ou douze fois sur un fer brûlant, ou sur des charbons allumés, ou bien en mettant la main dans un gantelet de fer chaud ; d'où peut être venue cette façon de parler dont on se sert pour assurer une chose ; *j'en mettrois volontiers la main au feu*.

156. Les épreuves par l'eau se faisoient à l'eau chaude, ou à l'eau froide. Celle à l'eau chaude se faisoit en

mettant le bras dans l'eau bouillante jusqu'au coude ; l'épreuve à l'eau froide se faisoit en y plongeant plusieurs fois celui ou celle qui subissoit l'épreuve.

157. Toutes ces épreuves étoient accompagnées de prières, d'exorcismes & de cérémonies religieuses ; on prenoit les plus grandes précautions pour éviter la surprise ou la fourberie ; mais très-souvent on n'évitoit ni l'un ni l'autre ; & comme pour avoir l'épreuve favorable, il auroit fallu des miracles, & que Dieu n'en fait pas au gré de ceux qui le tentent, il arrivoit aussi très-souvent que l'innocent étoit la victime de l'épreuve, tandis que d'un autre côté on étoit la dupe d'un fourbe & d'un fripon.

158. On reconnut donc le danger ou l'inutilité de ces épreuves, même dans les siècles d'ignorance & de barbarie. Le concile de Latran tenu sous Innocent III, les capitulaires de Charlemagne, les défendirent ; à leur place on introduisit le serment judiciaire. L'accusé se purgeoit non-seulement par son serment, mais encore par celui de ses proches, de cinq, sept, douze personnes, ainsi qu'il étoit réglé par les loix, & selon la nature des crimes. Nithard, dans la vie de Louis le Débonnaire, dit que Judith, femme de cet empereur, se purgea par serment devant son mari & tout le peuple, d'un adultère dont elle étoit accusée. Judith & un certain nombre de ses parents jurèrent, & l'empereur fut satisfait. Que de maris ne seroient pas aujourd'hui si crédules ? Pour rendre le serment plus solennel & plus religieux, souvent on le faisoit sur les saints évangiles, sur les reliques des saints, sur le bois de la vraie croix ; vains secours contre les parjures ; & comme il étoit sans contre dit plus facile de faire un faux serment, que de marcher

sur un fer chaud , ou de se plonger dans l'eau bouillante sans se brûler, ce serment judiciaire multiplia les crimes & les dupes à l'infini. On ouvrit enfin les yeux , & on a imaginé d'autres voies moins équivoques pour s'assurer de la conviction des coupables.

159. Sur ces épreuves , voyez les *coutumes locales de la Thomassière*, liv. 1 , chap. 25 : il rapporte plusieurs exemples des unes & des autres. Voyez le glossaire de Pithou , *verbo aqua ferventis judicium* , on y trouve les prières & les exorcismes qui s'y faisoient.

160. ERMES, voyez Hermes.

161. ÉRECTION D'UNE SEIGNEURIE, D'UNE TERRE EN BARONNIE, COMTÉ, MARQUISAT, &c. L'érection d'une seigneurie & d'une terre en dignité, se fait toujours en faveur de personnes d'un nom & d'une naissance distinguée, ou pour récompense des services importans rendus au prince ou à l'état, dont est faite honorable mention dans les lettres d'érection.

162. Pour que la terre ou seigneurie qu'on veut faire ériger en dignité, mérite cette distinction, il faut qu'elle soit d'un revenu suffisant pour soutenir honorablement l'état de baron, comte, marquis ou duc, & qu'elle soit d'une étendue proportionnée au titre qu'on veut lui donner.

163. Il y a une déclaration du roi Henri III, du 17 août 1579, enregistrée au parlement de Bretagne, le 23 septembre suivant, qui, conformément à l'arrêt du conseil privé du 10 mars 1578, » défend de publier aucune érection de seigneurie en nouvelles dignités, sinon, que les seigneuries auxquelles sera attribué nouvelle dignité soient de qualité requise; » sçavoir, que la terre qui sera érigée en châellenie, ait d'ancienneté haute-justice, moyenne & basse, sur les sujets d'icelle, droit de foire &

» marché, prévôté, péage & prééminence, sur-tout es églises étant au dedans de ladite terre; que la baronnie sera composée de trois châellenies pour le moins, qui seront unies & incorporées ensamble pour être tenues à un seul hommage du roi; que le comté aura deux baronnies & trois châellenies pour le moins, ou une baronnie & six châellenies, aussi unies & tenues du roi; que le marquisat sera composé de trois baronnies & de trois châellenies pour le moins, ou de deux baronnies & six châellenies, unies & tenues comme dessus.

164. Il ne suffit pas pour l'érection d'une terre en dignité, d'obtenir de sa majesté des lettres-patentes sur ce nécessaires, il faut encore les faire vérifier & enregistrer au parlement, à la chambre des comptes & au bureau des trésoriers de France.

165. Sur la présentation qu'on fait des lettres au parlement, la cour rend arrêt, qui ordonne qu'avant de procéder à l'enregistrement, il sera procédé d'office à la requête de M. le procureur général, par le lieutenant général sur les lieux, de la commodité ou incommodité de ladite érection.

166. Cet arrêt est remis à M. le procureur général avec les lettres, il envoie le tout à son substitut sur les lieux, lequel présente requête tendante à ce qu'à sa poursuite & diligence il soit informé de *commodo & incommodo*. Sur l'ordonnance au bas de la requête, le lieutenant général, le substitut de M. le procureur général, & les autres officiers nécessaires, se transportent sur les lieux, où ils font assigner vingt ou trente témoins, tant du chef-lieu que des paroisses voisines, sur-tout de celles qui seront réunies par ladite érection. Au nombre des témoins doivent toujours être les curés.

rés des paroisses ou autres ecclésiastiques, des gentilshommes, des bourgeois, marchands & autres bons habitans.

167. Il faut, en même tems qu'on fait l'information, que le seigneur fasse communiquer par un notaire, dans des assemblées générales des habitans des paroisses unies, & qui par la suite ne doivent composer qu'une même justice, les lettres patentes dont sera fait lecture, pour que ces habitans donnent leur consentement à la réunion.

168. L'information de *commodo & incommodo*, doit rouler principalement sur l'utilité de la réunion des justices, si elle n'est point à charge & préjudiciable aux sujets, par l'éloignement des lieux ou autrement, si la terre est revêtue de beaux droits seigneuriaux & de quelle espèce, & à combien montent les revenus de la terre en général, & de chaque membre en particulier.

169. Après l'information faite, le seigneur se présentera par le ministère d'un procureur, & requerra le lieutenant général de dresser procès-verbal de l'état du chef-lieu, du château, s'il y en a, enfin de tout ce qui peut rendre la terre recommandable, & assurer la certitude de ses revenus.

170. Toutes ces formalités étant exactement remplies, le seigneur remettra l'information, les actes d'assemblées des habitans contenant leur consentement, dires & réquisitions, le procès-verbal du lieutenant général, ensemble l'arrêt & les lettres à M. le procureur général qui donnera ses conclusions, remettra le tout au rapporteur. Sur quoi interviendra arrêt qui ordonnera que les lettres patentes portant érection de telle terre à telle dignité, seront enregistrées pour être exécutées selon leur forme & teneur; ensuite on se retire à la chambre des

comptes où on fait enregistrer le tout, les lettres & l'arrêt définitif de la cour, & tout ce qui a précédé; enfin on fait la même chose au bureau des finances.

171. ESCAS, est un droit seigneurial consistant dans le dixième de la valeur ou du prix des biens meubles, catels ou réputés catels, esquels un non bourgeois succède à un bourgeois, ce qui a lieu dans la coutume locale de Senlis. *Voyez* les articles 14 & 16.

172. ESCHELLER, c'est mettre un criminel au carcan; ce terme est assez commun dans les coutumes. *Voy.* Auxerre, art. 1; Sens, art. 1 & 2; Bourbonnois, art. 2; Nivernois, tit. 1, art. 15. Ce mot vient d'échelle, qui, dans quelques endroits est marque de haute-justice. A Paris, proche le Temple, on y voit une échelle pour marque de la haute-justice.

173. ESCHOITTE, est un vieux mot employé souvent dans les coutumes, pour signifier une succession collatérale, à la différence de la succession directe.

174. Dans les coutumes serves, on appelle aussi eschoitte, les successions qui appartiennent au seigneur par le décès du serf, du main-mortable sans enfans, ou autres communs avec lui au jour de son décès. *Voyez* Mortaille. *Voyez* Bourgogne-Duché, chap. 9, art. 15; Nivernois, chap. 34, art. 8; Bretagne, 593; Troies, art. 26; Peronne, art. 34 & plusieurs autres.

175. ESCLAVES. Quoique nous n'ayons point en France d'esclaves proprement dits, nous y avons cependant une espèce de servitude personnelle, qui forme un état mitoyen entre l'esclavage & la liberté; cet état est celui de ces hommes que dans plusieurs seigneuries nous appelons serfs.

Voyez ce mot , Mortaillable , Main-morte.

176. ESSEF. Suivant l'article 46 de la coutume du Maine , & 40 de la coutume d'Anjou , les moyens-justiciers ont droit de bailler à leurs justiciables mesures à bled & vin , du patron & *essef*, c'est à-dire , du même étalon du seigneur dont ils tiennent la justice.

177. ESSONGNE est un droit ou devoir seigneurial dont il est parlé dans la coutume de Reims ; il est d'un denier parisis , de deux ou de douze ; en quelques lieux , c'est une année du cens , le double ou la moitié , selon les coutumes ou les titres. Ce droit est dû par les héritiers du défunt au seigneur dans la censive duquel il possédoit des héritages au jour de son trépas.

178. ESTABLAGE OU ESTAL-LAGE. En quelques lieux , on appelle ainsi le droit seigneurial que le seigneur prend pour permettre aux marchands d'exposer leurs marchandises en vente , sous les halles ou ailleurs , aux jours de foires ou marchés de la seigneurie. *Voyez* la coutume de Saint-Paul , article 29. Establage est la même chose que plassage & hallage.

179. ESTAYER. BIENS ESTRAYERS. Dans quelques coutumes on appelle ainsi les épaves mobilières. *Voy.* Hainault , 106 ; l'Isle , tit. 1 , art. 25 & 27 ; Saint-Omer , art. 7.

180. ESTOCAGE. Dans la cout. de Surenne , art. 3 , on appelle ainsi un droit seigneurial de quatre deniers dûs au seigneur pour vente d'héritage ; il doit être payé le jour de la vente.

*181. ETALON , est la mesure seigneuriale sur laquelle les mesures publiques doivent être réglées.

182. Le droit d'étalon n'appartient qu'au souverain par la disposition du droit en la loi *Modios* , *cod. de susceptoribus pæpos. & arser. lib. 10. Vide L.*

Diurnis de frumento Alexandrino , lib. 11. *cod.* Ainsi ce n'est que par la concession du prince , ou pour mieux dire , ce n'est que par usurpation que les seigneurs jouissent aujourd'hui de ce droit.


183. Quoi qu'il en soit , l'usage est que les seigneurs tiennent étalons , & règlent les mesures dans leur déroit , à l'exclusion des officiers royaux. *Voy.* Guy-Pape , question 490 , où il dit qu'il le pratiquoit de même dans une terre qui lui appartenoit : *Et ita etiam facio observari in villâ meâ Sancti Albani.* Chop. *de Doman. lib. 3 , tit. 22 , num. 2 , & in marg.*

184. Sur quoi remarquez , 1°. Que le droit de tenir & bailler étalons n'appartient qu'au seigneur haut-justicier , à l'exclusion du moyen-justicier , lequel a seulement inspection sur les mesures données par le haut-justicier ; Bouvot , tom. 1 , part. 3 *verb.* Seigneur en justice moyenne & basse. De sorte que , si le moyen-justicier faisoit mesure plus grande ou moindre que celle de son seigneur suzerain , il seroit amendable : coutume de Tours , art. 41.

185. 2°. Que les étalons ou mesures seigneuriales doivent être marquées des armes du seigneur haut-justicier , pour éviter les fraudes & les aliérations. Guy-Pape , *loci cit.* Chop. *ibid.*

186. Mais , quoique le moyen-justicier n'ait pas droit de tenir étalons , néanmoins il a droit jusqu'à soixante sols tournois sur les amendes encourues par ses sujets , pour avoir employé de fausses mesures.

187. *Voyez* Bacquet des *droits de justice* , chap. 27 , n. 19 ; Bouvot , tom. 1 , part. 3 , quest. 1 ; Loyseau , des *seigneuries* , chap. 9 , n. 25 & suivans ; Lhommeau , en ses *maximes* , liv. 2 , ch. 34 ; Chopin , du *domaine* , liv. 3 , tit. 12 , n. 1 & suiv.]

188.  Lamare , dans sa police , tom.

2, liv. 5, chap. 2, prouve que les mesures dont on se servoit autrefois en France, étoient toutes égales ou uniformes; que sous Charlemagne elles commencèrent à s'altérer, & encore plus sous Charles le Chauve; que les différences qui survinrent furent occasionnées selon toutes les apparences, par les cens & autres droits seigneuriaux qui furent établis par les inféodations & les emphytéotes qui prirent naissance environ ces tems-là.

189. On apprend d'une constitution de Charles le Chauve, de 864, qu'en France, même de son tems, il n'y avoit qu'une seule mesure, dont la matrice ou l'étalon, suivant l'ancien usage, se conservoit dans le palais royal.

190. Pour établir le droit d'avoir poids & mesures, il n'est point nécessaire d'avoir un titre particulier, il suffit d'avoir la haute-justice avec foire & marché & la possession immémoriale. Ainsi un seigneur haut-justicier, qui n'a ni foire ni marché dans sa terre, qui n'a aucun usage ou exercice d'une mesure particulière, n'en peut point établir une nouvelle; il est obligé de suivre celle du plus prochain marché, quoique seigneurial & non royal. *V.* le règlement des grands jours de Clermont, du 19 janvier 1666, article 16.

191. **ETALON**, en matière d'eaux & forêts, sont de jeunes arbres de l'âge du taillis, essence de chêne, autant qu'il est possible, qu'on laisse pour croître en futaie. *V.* Bois taillis.

192. **ETALONNER**, c'est ajuster les mesures dont on se sert dans le public à celle de la matrice ou de l'étalon qu'on conserve à cet effet. La nécessité de ce rétablissement devient indispensable en deux cas. 1°. Quand il s'est glissé de l'erreur dans les mesures

qui se sont répandues dans le public. 2°. Quand la vétusté de celle qui sert d'étalon demande un rétablissement.

193. Au premier cas, c'est aux officiers du seigneur haut-justicier de veiller attentivement dans leurs visites & recherches de police, à ce que dans les marchés, & même dans le particulier, on ne se serve que de mesures conformes à l'étalon.

194. Au second cas, lorsqu'il s'agit de rétablir l'étalon public altéré par la vétusté; les officiers doivent faire apporter devant eux toutes les mesures qui sont dans l'étendue de la justice, assembler les plus honnêtes bourgeois & les marchands les plus considérables, afin de les entendre sur les différences qui peuvent se trouver des unes aux autres de ces mesures, dont sera dressé procès-verbal; ensuite, quand par le témoignage de ces personnes, la grandeur de l'ancien étalon aura été bien constatée, on en fera un nouveau. Sur quoi il faut observer:

195. Qu'il y a toujours de l'erreur de fixer l'étalon suivant le poids des grains, ils sont tantôt plus pesans, tantôt plus légers. Ainsi un étalon, par exemple, fixé à vingt livres de froment cette année, la suivante que le froment seroit plus léger, pourroit ne peser que dix-neuf livres; le plus sûr est donc de fixer le diamètre & la profondeur de l'étalon par pouces & par lignes. De cette façon, il n'est jamais possible d'altérer une mesure.

196. La mesure qui sert d'étalon, doit être autant qu'il est possible de cuivre ou de pierre, afin de la conserver plus long-tems dans le même état.

197. **ÉTANG**, est un réservoir d'eau douce, formé dans un lieu bas, arrêté par une digue ou une chaussée, pour y nourrir du poisson.

198. Il y a quantité de seigneuries,

dans l'étendue desquelles se trouvent des étangs ; il est donc important aux seigneurs de sçavoir les principes sur lesquels se règle cette espèce de biens.

199. Plusieurs de nos coutumes permettent aux seigneurs hauts-justiciers de construire un nouvel étang dans l'étendue de leurs justices , pourvu que la chaussée soit en leur fonds , en indemnisant préalablement les propriétaires dont les héritages seront submergés. *Voyez* les coutumes de Troies, article 180 ; Chaumont, article 111 ; Nivernois , chap. 16 , art. 4 ; Anjou , art. 29 ; le Maine , art. 34 ; Tours , art. 37 & plusieurs autres.

200. Je ne vois pas que le droit des seigneurs hauts-justiciers sur la construction d'un nouvel étang , soit étendu plus loin dans les coutumes. A l'égard des particuliers , plusieurs coutumes leur permettent d'en construire de leur autorité , pourvu que ce soit sur leurs fonds sans nuire aux seigneurs , aux voisins , aux chemins ni au public. *Voyez* Nivernois , chap. 16 , article 4 ; Tremblevy , chap. 2 , art. 9 ; Orléans , chap. 170 ; Montargis , chap. 6 , article 2 ; Berry , titre 16 , art. 3.

201. Quelques coutumes , comme Vastang , chap. 8 , article 19 ; Saint-Cyran , article 4 , & autres semblables locales , ne permettent point ces constructions sans la permission du seigneur haut-justicier ; mais cette permission doit être gratuite : cependant quelques seigneurs la vendent à la charge d'un cens , d'une douzaine de carpes , ou autre semblable redevance ; c'est une exaction contraire à la liberté naturelle qu'à un chacun de faire sur son fonds ce qu'il lui plaît quand il ne nuit à personne. *Voyez* Collet sur les statuts de Savoie , liv. 3 , sect. 1.

202. Souvent sur un même ruisseau il y a plusieurs étangs. Dans cette po-

sition , le seigneur de l'étang supérieur ne doit point le mettre en pêche , qu'il ne soit assuré que celui d'en bas n'y est pas. *Voyez* l'article 177 de la cout. d'Orléans.

203. Lorsque l'étang d'en bas est si plein , que l'eau monte jusqu'à la fosse de celui d'en haut , alors le propriétaire de l'étang supérieur peut sommer celui de l'étang inférieur de l'ouvrir & de le baisser , de façon qu'il puisse pêcher son étang. *Voyez* l'article 175 de la coutume d'Orléans ; l'art. 173 , décide pareillement qu'on ne peut pêcher un étang ailleurs que par la bonde.

204. Revel sur les statuts de Bresse , sect 1 , page 220 , dit qu'un seul portionnaire d'un étang , quoique moindre en qualité que les autres , les peut forcer à réparer un étang ruiné , ou d'acheter sa part , si mieux n'aiment vendre les leurs , suivant l'estimation d'experts , parce que , dit cet auteur , on ne peut le contraindre de laisser son bien inutile par la négligence de ses co-portionnaires.

205. Si un seigneur ou un particulier , en construisant un étang , veulent y comprendre un chemin public , ils ne peuvent le faire sans l'agrément & la permission des trésoriers de France , à qui appartient la police des chemins publics , la connoissance de leur changement , ainsi que de leur établissement. Si même après la construction de l'étang , l'eau regorge jusqu'à un chemin public qu'il inonde , le propriétaire de l'étang doit y bâtir un pont pour rendre le chemin sûr & libre. *Voyez* Collet sur les statuts de Savoie , page 91.

206. Il est permis à tout propriétaire d'étang de suivre son poisson dans les affluences d'eaux qui le font sortir. *Voyez* l'article 228 de la cout. de Blois ; les articles 171 , 172 , 174

de celle d'Orléans. Cependant Revel, page 222, décide que le poisson d'un étang inférieur, qui a remonté dans un étang supérieur, s'il y est resté un an ou même un été, ne peut plus être répété par le propriétaire de l'étang inférieur; la raison qu'il en donne est que bien loin que ce poisson ait profité au propriétaire de l'étang supérieur, il lui a au contraire nui en le surchargeant.

207. Il est défendu à toutes sortes de personnes de jeter dans les étangs d'autrui aucuns brochets ou perches, soit de jour ou de nuit, à peine de dommages & intérêts; parce que ces poissons détruisent la pêche & mangent la feuille. *Voyez* Revel sur les statuts de Bresse, page 224; Collet, sur les statuts de Savoie, pag. 100.

208. Plusieurs de nos coutumes caractérisent de larrons, ceux qui prennent du poisson dans les étangs, & veulent qu'ils soient punis comme tels. *Voyez* Orléans, article 169; Mene-tou, chap. 5, art. 13; Anjou, article 192; le Maine, article 162, Montargis, chap. 6, article 1; l'art. 31 du tit. 1^{er} de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669; un arrêt du parlement du 29 mars 1735, rapporté par Freminville, tome 4, page 559; cet arrêt condamne le nommé Pierre-Romain Leront, à être attaché au carcan, ayant écriteau devant & derrière, portant ces mots, *voleur de poisson*, & aux galères pour trois ans, préalablement marqué des trois lettres G. A. L.

209. Un curé ne peut prétendre droit de dixme sur un étang formé dans un endroit où il levoit auparavant la dixme des grains. Jugé par arrêt du parlement de Paris, du 24 Février 1539, rapporté par Papon, liv. 1, tit. 12, n^o. 5.

210. Le poisson des étangs est réputé meuble quand il a fait son tems

dans l'étang, ou quand la bonde est levée pour le pêcher: jusqu'à ce tems, le poisson fait fonds de l'étang, & conséquemment est réputé immeuble. C'est la disposition de presque toutes les coutumes. *V.* Bourbonnois, art. 374; Blois, art. 229, 185; Meaux, art. 127; Tours, art. 109. Le tems pour pêcher un étang est ordinairement de deux ans, quelquefois de trois, selon qu'il est réglé par l'usage, ou décidé par les coutumes auxquelles il faut se conformer.

211. Le seigneur féodal qui fait saisir faute de foi & hommage, quand il fait les fruits siens, a droit de pêcher les étangs & de s'en appliquer les fruits, pourvu qu'il en use en bon père de famille, qu'il ne prévienne pas le tems de la pêche, qu'il la fasse en saison & tems convenable, & en repeuplant les étangs par lui pêchés. C'est la disposition la plus générale des coutumes. *Voyez* celle de Laon, art. 211; de Châlons, article 210; de Chauny, article 101; & plusieurs autres.

212. Semblablement, lorsque le seigneur jouit du fief pour son droit de rachat, il peut pêcher les étangs qui tombent en pêche pendant l'année du rachat, en observant ce que dessus. *V.* Tours, chap. 15, art. 135; Lodunois, chap. 14, art. 3; Anjou, art. 118; le Maine, art. 124.

213. La coutume de Berry, tit. 5, article 46, veut que le seigneur fasse appeler le vassal s'il est présent sur les lieux, sinon, son fermier ou son procureur pour être présent à la pêche, le tout, afin sans doute que le vassal voie si les choses se passent convenablement, & puisse veiller au repeuplement que le seigneur doit faire après la pêche.

214. En Poitou & en Bretagne, les étangs & les pêcheries ne sont point

sujettes au droit de rachat. *Voyez* l'art. 158 de la coutume de Poitou; l'art. 67 de Bretagne.

215. **ÉTATS GÉNÉRAUX.** Ils ont été en France des assemblées célèbres qui représentoient le corps de la nation, & convoquées pour délibérer des affaires les plus importantes de l'état.

216. Sous la première & la seconde race de nos rois, il n'y avoit que les ecclésiastiques & la noblesse, les barons, les ducs, les comtes, qui fussent admis aux états généraux. Le peuple, alors généralement plongé dans la servitude, étoit nul par rapport au gouvernement; ce n'est que vers le milieu de la troisième race, après que les affranchissemens eurent ramené peu à peu la liberté, que le peuple forma un corps puissant d'hommes libres, qui furent admis aux états généraux. Ce fut un coup de politique sans doute très-bien ménagé pour balancer l'autorité de la noblesse, dont on vouloit diminuer le pouvoir; & nous voyons aujourd'hui quel prodigieux succès a eu cette politique.

217. Dans les commencemens de la monarchie, les états généraux se tenoient tous les ans au premier mars: c'est ce qu'on appelloit le champ de mars. Pepin les convoqua au premier mai; depuis le tems n'en a point été fixe, quoiqu'on les assemblât régulièrement tous les ans.

218. C'est dans les états généraux qu'on régloit les affaires les plus importantes du royaume, la guerre, la paix, les subsides; on y faisoit les loix, on y a quelquefois réglé la succession à la couronne, ainsi qu'on le fit dans les états généraux tenus après le décès de Charles-le-Bel décédé sans enfans mâles; la couronne fut, en interprétation de la loi Salique, donnée à Philippe de Valois. On ne parle point des états de la ligue; ils ne furent

qu'une assemblée tumultueuse, irrégulière, qui ne décida de rien, & qui ne pouvoit légitimement rien décider. Les derniers états généraux en France furent tenus en 1626; depuis on n'en a plus tenu; comme le droit de les convoquer appartient au souverain, les rois, en ne les convoquant point, les ont insensiblement abolis.

219. **EVALUATION D'ARRÉRAGES DE CENS ET AUTRES SEMBLABLES DROITS SEIGNEURIAUX.** *Voyez* Mercuriales.

220. **EXACTION DES SEIGNEURS OU LEURS COMMIS DANS LA PERCEPTION DES DROITS SEIGNEURIAUX.** Elle se commet quand, par force, par violence, ou par fraude & monopole, ils perçoivent des débiteurs de plus grands droits que ceux qui sont établis par les coutumes & par les titres.

221. Les seigneurs qui, sans titre & sans cause, quelque qualité qu'ils pussent avoir d'ailleurs, levent sur les sujets du roi quelques droits en grains ou en argent, en corvées ou autres servitudes, font autant d'exactions punissables; & suivant les circonstances, elles peuvent l'être jusqu'à la confiscation du corps & des biens. C'est la peine prononcée par les ordonnances. *Voyez* celle de Blois, article 139; Orléans, article 106; Moulins, article 23.

222. Aux grands Jours de Clermont & de Poitiers, plusieurs gentilshommes convaincus d'avoir avec violence perçu sur les sujets du roi, des droits qui ne leur étoient point dus, furent condamnés à avoir la tête tranchée, & furent exécutés.

223. L'exaction se commet, non-seulement quand par force & violence, sans titre, on leve des deniers sur les sujets, mais encore lorsqu'on prend plus grands droits que ceux qui sont

dûs, quand bien même ils feroient volontairement offerts,

224. L'article 7 du règlement des grands Jours de Clermont, du 19 janvier 1666, fait défenses à tous seigneurs & autres de faire payer les cens en grains & autres denrées, à plus haute valeur qu'à celle portée par les évaluations qui seront arrêtées sur les mercuriales des lieux, à peine de la restitution du quadruple, applicable moitié à l'hôpital de la ville plus proche, l'autre moitié au dénonciateur, & en outre de punition corporelle.

225. L'article 19 défend à tous juges des seigneurs de comprendre dans les livres, ou autres états de droits seigneuriaux, autres droits que ceux qui sont justifiés par les titres des seigneurs, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom envers ceux qui y auroient intérêt, de 300 liv. d'amende & d'interdiction.

226. L'article 24 défend à tous seigneurs d'exiger aucunes amendes pour quelque cause & occasion que ce soit, si elles ne sont adjugées par sentences & jugemens valablement donnés, à peine de 300 liv. d'amende, applicable comme dessus.

227. L'article 20 défend à tous seigneurs d'exiger autres & plus grandes corvées que celles réglées par ledit article; & l'article 22 enjoint à tous seigneurs, ayant droit de péage & de bannalité, d'entretenir en bon état les chemins, ponts & chaussées pour arriver au péage, ainsi que les fours & moulins nécessaires pour l'exercice des bannalités, à peine d'être privés de chacun de ces droits; au surplus, voy. les autres articles de ce règlement.

228. Par arrêt du parlement de Provence, du 12 mars 1667, il a été jugé que les habitans de la communauté des Arcs, avoient pu accuser & poursuivre extraordinairement les

fermiers des fours & moulins bannaux, pour avoir exigé plus qu'il ne leur étoit taxé. Voyez Beniface, tom. 2, part. 3, liv. 1, tit. 2, chap. 21.

229. Il n'en est pas de même des péages. Les seigneurs sont solidairement tenus avec leurs commis, receveurs ou fermiers, des exactions & concussions qui s'y commettent; & si, par les informations faites sur les plaintes, il est prouvé que les exactions aient duré trois ans, le péage doit être supprimé & réuni au domaine s'il y a lieu, sans que les seigneurs propriétaires des péages puissent rejeter la faute sur leurs fermiers, commis ou préposés. Voyez l'article 6 de la déclaration du 3 janvier 1673.

230. Par arrêt du 15 avril 1571, le seigneur des Martres, pour avoir surchargé & fait reconnoître à un de ses emphytéotes plus qu'il n'étoit dû en l'inféodation, fut condamné à être privé de son fief sa vie durant, & les reconnoissances furent cassées. Voyez la Roche-Flavin, chap. 22 des inféodations. Cet auteur rapporte plusieurs autres arrêts semblables.

231. EXCÈS COMMIS PAR LES SEIGNEURS SUR LEURS JUSTICIABLES & autres: ils sont punissables suivant l'exigence des cas. Bacquet, des *droits de justice*, chap. 13, n. 2, dit que, si les seigneurs hauts-justiciers abusent de leurs justices, & que par le moyen d'icelles ils usent d'exactions, concussions, cruautés & autres vexations envers leurs justiciables, ils sont au moins pendant leur vie privés de leur justice, avec des amendes & dommages & intérêts proportionnés aux excès. Bacquet rapporte trois arrêts qui l'ont ainsi jugé.

232. M. le président Bouhier, dans ses observations, tom. 1, chap. 32, rapporte un arrêt du parlement de Bourgogne, du 20 décembre 1522, par lequel Etienne de Vesvres, sieur

du Frainay , pour outrages & excès considérables par lui faits à Philibert & Antoine Bourgeois , ses sujets du Frainay , fut condamné en 1000 liv. d'amende envers le roi , & lesdits Bourgeois , ainsi que leurs femmes , enfans , biens , maisons & héritages assis en la justice & seigneurie de Frainay , furent déclarés exempts de ladite justice & juridiction , leur vie durant.

233. Le seigneur de Pernis en Dauphiné , a perdu sa terre par confiscation , pour avoir battu un sergent dans les fonctions de sa charge. *Voyez* Chorier en sa jurisprudence de Guy-Pape , page 283.

234. La peine de ceux qui frappent & excèdent les sergens , est dans le royaume la perte de la vie ou du poing , à cause de l'injure faite au souverain & à justice ; mais elle est arbitraire & même pécuniaire en Dauphiné , où l'article 34 de l'ordonnance de Moulins , ni l'article 190 de celle de Blois , non plus que l'article premier de l'édit d'Amboise , ne sont point exécutés ; mais dans le reste du royaume , ils sont exécutés rigoureusement. Par arrêt du parlement , rendu il y a peu de tems , un particulier fut condamné à être pendu & exécuté au Châtelet en Berry , pour avoir battu & excédé un sergent procédant à une saisie. Quelques années auparavant , le parlement , pour même crime & plusieurs autres excès commis sur les sujets du roi , avoit condamné un seigneur d'un nom distingué , à avoir la tête tranchée. Pendant que sa famille travailloit à obtenir sa grace , il mourut dans la prison & fort à propos.

235. EXEMPTION DES DROITS SEIGNEURIAUX. L'exemption des droits seigneuriaux dûs au roi pour les fiefs & autres héritages de la mouvance de sa couronne , est accordée à plusieurs officiers ; les plus anciens sont les

secrétaires du roi , les chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit , les officiers de la grande chancellerie , de celle près des cours souveraines , ensemble les présidens , conseillers , avocats & procureur généraux du parlement de Paris , & quantité d'autres jouissent aussi de cette exemption. Sur cette exemption , il faut observer que par la déclaration du roi du 19 juillet 1695. S. M. ordonne que les officiers de ses cours , & autres auxquels l'exemption des droits seigneuriaux avoit été accordée , ne pourront en jouir dans les domaines engagés lors de la concession des privilèges. *Voyez* Secrétaires du roi. Il se fit présenté une belle question au parlement de Rennes ; sçavoir , si les ducs & pairs , en qualité de conseillers au parlement , & leurs veuves & héritiers , étoient bien fondés à prétendre cette exemption. Il y eut arrêt du 21 janvier 1655 ; en faveur du fermier du domaine contre les ducs & pairs. *Voyez* Hevin sur Frain , pag. 844.

236. Il y a quantité de marchandises exemptes des droits de péage ; le roi qui seul peut les établir , peut aussi en exempter qui il veut. Dans la première classe des choses exemptes de péage sont tous les équipages & provisions destinés pour les enfans de France & les princes du sang royal jusqu'au sixième degré. *Voyez* Bouchel dans sa Bibliothèque verbo Péage.

237. Toutes les denrées & provisions pour les universités , leurs professeurs , écoliers , suppôts & membres , sont exemptes de péage , & autres impositions quelconques. Cette exemption fut accordée par Philippe le Bel , par lettres-patentes du 18 août 1297 , confirmées de regne en regne par ses successeurs , & enfin par Louis XV , heureusement régnant , au mois de Février 1722.

238. Les chevaliers de Malthe ont le

le même privilège accordé par une charte de Richard roi d'Angleterre, duc de Normandie & de Guyenne, comte d'Anjou. Philippe Auguste, par ses lettres-patentes du mois de novembre 1219, a confirmé cette charte, qui depuis l'a été par les rois ses successeurs, & par Louis XV en 1716.

239. Les cours souveraines & les officiers des chancelleries, plusieurs religieux & religieux mendiants, sont exempts de péage pour leurs provisions; plusieurs corps & beaucoup de villes jouissent des mêmes exemptions; mais toutes sont sujettes à confirmation. Toutes les voitures publiques, carrosses, coches, charrettes, carabas coches d'eau, toutes les messageries, ne doivent aucuns péages, ainsi que les hardes & bagages des voyageurs qui sont dans ces voitures.

Je trouve encore six espèces de choses exemptes de péage.

240. 1°. Toutes les marchandises, armes, artillerie, poudre, munitions de bouche & de guerre destinées pour le service des armées de S. M. tous les approvisionnement de la marine. *Voyez* Gallon dans sa conférence sur l'art. 3. du tit. 29. de l'ordonnance de 1669; l'arrêt du conseil du 23 septembre 1719. Il faut observer que les conducteurs de tous ces effets sont ordinairement munis de passeports qu'ils doivent représenter aux bureaux des péages.

241. 2°. Les équipages des ambassadeurs du roi sont exempts; mais ils doivent être accompagnés de pareils passeports en bonne forme.

242. 3°. Les marchandises qui passent dans partie du royaume ou qui le traversent entièrement en transit; *Voyez* les arrêts du conseil d'état des 15 octobre 1704 & 15 Janvier 1720; ce dernier concerne particulièrement les

manufactures de Flandres & le commerce du Levant.

243. 4°. Toutes les marchandises de la librairie, manuscrits, livres imprimés en quelque langue que ce soit, reliés ou non reliés, les caractères, fonte, encre, papier, servant à l'imprimerie, les estampes, cartes géographiques, &c. soit que lesdites marchandises viennent du pays étranger, ou des villes & provinces du royaume; *Voyez* l'art. 2. de l'arrêt du conseil du 24 mars 1742.

244. 5°. Les bleds, grains, farines, légumes verts & secs dans toute l'étendue du royaume, sont exempts de tous droits de péage, pontonnage. *Voy.* l'arrêt du conseil du 10 novembre 1739.

245. 6°. Doivent enfin être exemptes de tous péages toutes les marchandises qui ne sont point énoncées dans les pancartes des péages. *Voyez* les réglemens de 1608 & de 1663, sur le fait des péages. Ils défendent très-expressement de rien prendre sous quelque prétexte que ce soit, au-delà de ce qui est porté par les pancartes; & comme nombre de marchandises n'étoient point connues en France lors de la concession de ces pancartes, comme le café, le sucre & autres semblables marchandises, il s'ensuit qu'elles ne doivent point de péages, à moins qu'elles n'y aient été assujetties par lettres patentes de S. M. dûment vérifiées & enregistrées, postérieures aux pancartes.

246. Il y a en Bretagne un droit de fouage assez général, dont plusieurs personnes, sur-tout les nobles, leurs métayers, demeurans en lieu noble, sont exempts. *Voyez* Dufail, liv. 2, chap. 58, 132, 536.

247. E X H I B E R. En matière de droits seigneuriaux, c'est repré-

senter au seigneur féodal ou censuel le contrat d'acquisition d'héritages qu'on a faite dans sa mouvance ou dans sa censive. *Voyez* Notification.

* 248. **EXPLOITER LE FIEF DE SON VASSAL**, est lorsque le seigneur dominant ayant saisi le fief de son vassal, faute de foi & hommage ou autres devoirs non rendus, il en fait les fruits siens en pure perte pour le vassal, jusqu'à ce qu'il ait fait cesser la saisie en rendant les devoirs féodaux. *Vide* Aveu, Hommage, Saisie féodale.

249. **EXPONSE** : ce terme n'est usité que dans quelques coutumes,

où il signifie un acte par lequel on fait l'abandon d'un héritage au seigneur direct, pour se dispenser de payer les droits seigneuriaux, auxquels il est sujet. *Voyez* *supr. verb.* Déguerpissement.

250. **EXPOSITION DE PART**. *Vide* *supr.* Enfans exposés.

251. **EXTRAIT DE BATARD**, est le partage que font les seigneurs hauts-justiciers entr'eux, selon l'étendue de leur détroit, des biens qui leur obviennent par droit de bâtardise. Cette expression est peu usitée.]



F

1. **FABRIQUE, COMPTE DE FABRIQUE.** La présentation des comptes de fabrique au seigneur haut-justicier, est comptée au nombre des droits honorifiques. Ainsi jugé par arrêt notable du parlement de Paris, du 10 juin 1716, qui ordonne que les comptes de la fabrique de la paroisse de Savic seront présentés au seigneur haut-justicier, & qu'il y fera dénommé avant le curé.

2. Il y a peu de seigneurs qui soient curieux de recevoir les comptes de fabrique de leurs paroisses; ils doivent être ordinairement remplacés dans cette fonction par leurs juges, qui ont droit de les y représenter; ils y sont autorisés par deux arrêts du parlement de Paris, des 26 mai & 26 juillet 1657, qui ordonnent que les comptes de fabrique de la paroisse de Conflans, seront rendus & présentés devant les officiers du seigneur haut-justicier, le curé, les marguilliers & les principaux habitants appelés. *Voyez* *Freminville dans sa pratique des droits seigneuriaux*, tom. 2, pag. 76.

3. **FACULTÉ DE RETENUE**, est le droit que les seigneurs féodaux & censuels ont de retenir pour eux les héritages vendus dans leur mouvance ou dans leur censive, en remboursant l'acquéreur du prix principal de la vente, frais & loyaux-coûts. *Voyez* les articles 129 & 130 de la coutume de Paris, le tit. 13 de la coutume de Berry, l'article 13 du titre 14 de la même coutume. Pour exercer cette faculté, il faut qu'elle soit accordée ou par la disposition générale de la coutume,

ou par les titres particuliers. Dans la coutume locale d'Issoudun, ainsi que dans plusieurs autres coutumes, le retrait censuel n'a pas lieu, s'il n'est expressément stipulé par le bail à cens, ce qui se fait ordinairement par cette clause: » le présent bail fait moyen- » nant 3 sols de cens & rente, por- » tant faculté de retenue & parisis. » *Voyez* *Retrait féodal*, *Retrait censuel*; on trouvera dans ces articles les principes nécessaires pour exercer la faculté de retenue, soit en fief, soit en censive. *V. en outre* *Droit de pure faculté*.

4. **FAIRE LE FIEF.** Cette façon de parler dans la coutume d'Auvergne; chap. 22, art. 5 & 8, signifie servir le fief, faire la foi & hommage, &c.

5. **FAUTE.** On trouve souvent dans les coutumes ces manières de parler, faute d'hommes, à défaut d'hommes, d'aveu & dénombrement non rendu, de droits & devoirs non payés; ce qui ne signifie autre chose que le vassal qui néglige de faire la foi & hommage à son seigneur, lui fournir aveu & dénombrement, lui payer les droits de relief ou de rachat dans les temps & dans les cas prescrits par les coutumes; dans toutes généralement, cette négligence expose le vassal à la saisie féodale, avec perte des fruits pendant icelle, lorsqu'elle est faite faute d'homme, d'aveu & dénombrement rendu, droits & devoirs non payés. Quand la saisie féodale n'est faite que faute d'aveu & dénombrement, elle n'emporte point perte de fruits, il faut les rendre au vassal après qu'il a fait le devoir: c'est pourquoi à cette dernière

faïsie, il faut absolument un établissement de commissaire qui rende compte après le devoir rendu. Si, lorsque la faïsie féodale est faite faute d'homme, d'aveu non rendu, de droits non payés, le seigneur a reçu la foi & l'aveu purement & simplement, sans se faire payer ses droits, cette réception pure & simple emporte de droit main-levée de la faïsie ; le seigneur ne peut plus saisir féodalement, simplement faute de droits non payés, il n'a que la voie de se pourvoir par action. *Voy. Dupleffis dans son traité des fiefs*, liv. 5, chap. 1. *Voyez* Saisie féodale.

6. FAUTRAGE. Ce droit n'est connu que dans la coutume de Touraine, art. 100 & 101 ; & dans la coutume locale de la châtellenie des Ecluses au bailliage de Touraine. C'est un droit que le seigneur a de faire pâcager, à garde faite, ses chevaux & jumens, les bœufs & vaches, dans les prés appartenants à ses sujets, à la charge de faire garder les prés. Ce droit est personnel au seigneur, il doit en jouir par lui-même, & il ne peut l'affermier avec la seigneurie. Si, faute par le seigneur de faire garder les prés de ses sujets pendant qu'il use de son droit, il y arrive quelque dommage, il en est responsable. Si le seigneur abuse de son droit, & s'il n'en use pas, ainsi qu'il lui est prescrit par la coutume, il perd son droit à perpétuité.


7. L'article 100 de la coutume de Touraine, contre l'ordinaire des coutumes, explique très-clairement de quelle façon le seigneur doit user du droit de fautage. 1°. Le seigneur est tenu de garder ou faire garder les prés où il prend son droit de fautage. 2°. Quand il met dans les prés les bêtes *accoutumées y être mises*, il doit les faire conduire de pré en pré sans intervalle. 3°. Les bêtes qui au commencement du fautage y auront

été mises ne pourront être changées. 4°. Si les bêtes sont trouvées sans garde, on peut les conduire en fourrière. 5°. Ceux qui ont droit de fautage pour leurs bêtes *chevalines*, vaches & leurs suites, ne pourront faire conduire dans les prés que le croît & la suite de l'année seulement. Le seigneur du Magné en Berry, par titre particulier, a dans sa terre un droit de fautage, semblable en tout à celui de la courume de Touraine.

8. FAUX AVEU. Dans la coutume de la Marche, article 18, 196, 198 ; dans celle d'Auxerre, art. 69, c'est quand le vassal, pour avoir son renvoi, s'avoue justiciable d'un autre seigneur que de celui pardevant lequel on l'a appelé ; ou bien quand le vassal avoue un autre seigneur féodal que celui dont on prétend qu'il relève.

9. FAYMIDROIT. La juridiction de seymidroit est une espèce de basse-justice, foncière & censière, qui, dans la coutume de Solle, appartient aux seigneurs de fief, caviens & fonciers, sur les sivatens & sujets qui leur doivent cens & rentes, ou autres devoirs. *Voyez* la coutume de Solle, tit. 2, article 9 ; tit. 10, article 2, tit. 18, art. 1.

* 10. FÉAGE, est un ancien terme qui signifie la même chose qu'inféodation. *Voyez* d'Argentré sur l'ancienne coutume de Bretagne, art. 59 ; & le glossaire du droit françois, *verbo* Féage.

11.  Dans la coutume de Bretagne, le mot *féage* se prend souvent pour le fief même. *V. les* articles 61 & 62 de cette coutume. Dans les art. 358 & 359, on y dit bailler à féage, pour donner un héritage en fief. Dans les coutumes d'Anjou, article 31 ; du Maine, article 36 ; lieu & féage noble signifie un fief noble.

* 12. FÉAL. Ce terme signifioit au-

trefois la même chose que celui du vassal ; mais aujourd'hui il n'est employé que dans les lettres de chancellerie que le roi adresse à ses officiers. Il tire son étymologie de la fidélité que le vassal doit à son seigneur , & le sujet à son souverain.]

*13. FELONNIE est une action violente & injurieuse du vassal envers son seigneur , ou du seigneur envers son vassal , laquelle emporte commise ou perte du fief servant , à l'égard du vassal qui s'en rend coupable ; & la perte de l'hommage & autres droits seigneuriaux , à l'égard du seigneur qui tombe dans ce forfait.

Nous avons déjà parlé de la félonnie sous le mot *commise* ; ainsi nous nous contenterons de faire ici quelques observations sur cette matière.

14 La première est , que l'effet de la félonnie dure trente ans , c'est-à-dire , que le seigneur est en droit pendant trente ans de confisquer le fief de son vassal pour raison de sa félonnie. Voyez Dumoulin sur la coutume de Paris , *titre des fiefs* , §. 43 , glose 1 , *verbo* , qui dénie le fief , nombre 51. La raison est , parce qu'encore que toutes sortes de crimes se prescrivent par le laps de vingt ans , suivant la loi *ex querelâ* 12 , *cod. ad leg. Cornelianam , de falsis* ; néanmoins comme la félonnie emporte la commise du fief , *sicque rei persecutionem continet* , elle ne prescrit que par trente ans , pourvu cependant qu'après la félonnie commise , le seigneur n'ait pas reçu de son vassal l'hommage & autres devoirs seigneuriaux accoutumés , parce qu'en recevant les services ordinaires du vassal il est censé lui avoir pardonné son crime , à moins qu'il ne l'eût ignoré ; *Clarus c. feudum , quæst. 63* , semblable au mari qui , ayant connu sa femme depuis l'accusation d'adultère , est censé

lui avoir pardonné. Cette comparaison me paroît d'autant plus juste , que le seigneur & le vassal sont regardés dans les livres des fiefs , comme l'époux & l'épouse , *conjuges & consortes* , *lib. 3 , Feudor. tit. 3.*

15. La seconde est , que le vassal se rend coupable de félonnie , non seulement quand il en vient au point de battre son seigneur , ou les personnes qui le touchent de près , mais encore lorsqu'il fait des efforts pour cela , en sorte qu'il ne tient pas à lui qu'il n'exécute son dessein. *Chop. Andeg. lib. 2 , tit. 1 , n. 6* ; mais il faut pour cela qu'il y ait de la malice dans l'attentat du vassal ; car s'il avoit mis les mains sur son seigneur , pour la défense de sa propre vie ou de son honneur , ou pour quelque cause juste & raisonnable , il n'encourroit point la peine de la félonnie ; c'est ce que veulent dire ces termes : *Si impias manus inferat , §. porro , tit. quæ fuit prima causa beneficii amittendi.*

16. La troisième est que , suivant le commun des feudistes , la félonnie ne peut être prouvée que par cinq témoins sans reproche. Voyez Guy-Pape , *quæst. 180* , où il rapporte un arrêt qui le jugea de la sorte ; *Clar. §. Feudum , quæst. 60. lib. 2 , feudor. tit. 57 , cap. unico.* Ce qui doit être entendu de la félonnie en tant qu'elle emporte la commise du fief , & non en tant qu'elle est un crime sujet aux peines ordinaires ; car , sous ce rapport , la félonnie peut être prouvée par deux témoins sans reproche. Je crois même avec Dumoulin sur la coutume de Paris , *titre des fiefs* , §. 43 , glos. 1 , *in verb.* qui dénie le fief , nomb. 66 , que deux témoins *omni exceptione majores* fussent pour prouver la félonnie considérée sous le premier rapport , c'est-à-dire , comme une perfidie du vassal envers son seigneur. En effet , si

dans l'usage le nombre de cinq témoins étoit nécessaire pour prouver la félonnie ; elle resteroit le plus souvent dans l'impunité , faute de preuves. D'ailleurs il semble ridicule d'exiger une preuve plus étendue pour la félonnie que pour un crime capital, Ainsi, quoi qu'en disent plusieurs sçavans feudistes , je soutiens avec Dumoulin , que le crime de félonnie doit rester dans le droit commun , & qu'étant prouvé par deux témoins sans reproche , il emporte confiscation du fief.

17. La quatrième est que la félonnie demeure couverte par la mort du vassal qui l'a commise , lorsque le seigneur ne s'en est point plaint pendant la vie dudit vassal. *Clarus*, §. *Feudum*, *quæst.* 65. *argum.* *L. ultim. cod. de revocand. don.* 1. *Myns. cent.* 3. *observ.* 97. *n.* 2.

18. Elle est pareillement couverte par le décès du Seigneur contre qui elle a été commise, lorsque la sçachant il est décédé sans s'en plaindre ; Dumoulin sur la coutume de Paris, titre des fiefs, §. 43. glose 1. *in verb.* qui dénie le fief, *num.* 52. *argum. dictæ L. ult. cod. de revoc. donat. Jul. Clar.* §. *Feudum*, *quæst.* 64. *num.* 1. La raison est, parce que dans l'un & l'autre de ces deux cas il est censé que le seigneur a remis l'injure qu'il n'a pas entrepris de venger. D'ailleurs la peine de la commise étant odieuse, il convient plutôt de lui prescrire des bornes, que de lui donner une trop grande étendue, *odia convenit restringi*,


19. Le fief tombé en commise par la félonnie du vassal retourne au seigneur avec les charges & hypothèques contractées par le vassal ; *argum. L. his cod. de revoc. donat.* Voyez Charondas, en ses réponses, liv. 5. chap. 41. Loyseau, du déguerpiſſement, liv. 6. chap. 3. nomb. 11. & 12. Geraud, des *droits seigneuriaux*, liv. 1. chap. 6. *n.* 5. Brodeau sur M. Louet, let. C. chap. 53.

20. Le seigneur qui commet félonnie à l'égard de son vassal perd le droit qu'il avoit sur le fief servant, dans tous les cas où la félonnie du vassal fait tomber son fief en commise : *Quia æqualis fidei inter dominum & vassallum est relatio* ; excepté le cas du démenti donné en public, lequel n'emporte point perte du fief à l'égard du seigneur qui l'a donné à son vassal ; Bacquet des *droits de justice*, chap. 11. *n.* 8 & 9. La raison est, parce qu'encore que le seigneur & le vassal soient appelés par les feudistes *conjuges & consortes*, néanmoins le seigneur a la supériorité qui rend l'injure du démenti plus excusable en sa personne.

21. Mais la question est de sçavoir si, dans le cas de la félonnie de la part du seigneur, il est privé non-seulement de la mouvance & féodalité, qui est dévolue au seigneur suzerain, mais encore des droits utiles, comme ventes, corvées, &c. Il y en a qui estiment que la félonnie du seigneur ne lui fait perdre que ce qui est de la nature & de la substance du fief, comme la foi & hominage, lods & ventes & rachats. Leurs raisons sont, que les ventes, corvées & autres servitudes ne sont point une dépendance de la féodalité, mais seulement des accidens du fief ; que la condition du seigneur & du vassal n'est point égale, le seigneur ayant la supériorité, & étant obligé moins étroitement envers le vassal, que celui-ci envers son seigneur ; & qu'enfin la dévolution du domaine utile au domaine direct est bien plus naturelle, que celle du domaine direct au domaine utile. Il faut néanmoins tenir avec M. du Pineau sur l'article 196. de la coutume d'Anjou, que la félonnie du seigneur lui fait perdre non-seulement l'obéissance de son homme, mais encore tous les droits utiles qu'il avoit sur le fief servant, lesquels sont éteints

au profit du vassal. En effet , si le seigneur qui commet félonnie n'étoit pas privé des droits utiles , le vassal ne tireroit aucune satisfaction des mauvais traitemens qu'il a reçus de son seigneur , puisque la mouvance & féodalité étant dévolues au seigneur suzerain , le vassal ne feroit que changer de seigneur. Nous avons un exemple fameux de cette pratique dans la vie de Clotaire , roi de France ; car ce roi ayant tué son chambellan nommé *Gautier* , seigneur d'Yvetot , il fit une déclaration signée de sa main , par laquelle il consentit , pour réparation de son crime , de perdre tous les droits qu'il avoit sur les terres d'Yvetot , dont il affranchit les seigneurs , & érigea Yvetot en Royaume ; & encore aujourd'hui cette terre , qui est près de Rouen , retient le nom de principauté.

22. Au reste le tenancier qui commet félonnie contre son seigneur censier doit être privé de son fonds qui est dévolu au domaine direct , comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux du 5 août 1680, rapporté par la Peyrère , let. F. n. 39. d'où il faut conclure qu'en cas de félonnie de la part du seigneur censier , il doit perdre le cens & autres droits utiles qu'il avoit sur l'héritage censuel ; parce que la supériorité qu'a le seigneur sur son tenancier ne doit point causer l'impunité de ses violences & de ses outrages. Cet arrêt jugea encore une autre question , qui est que le tenancier qui avoit tué son seigneur étant mort avant la condamnation , ses biens devoient néanmoins être adjugés par félonnie à l'héritier du seigneur , parce qu'encore que le crime soit éteint par la mort , cela ne s'entend que quant à la peine ordinaire , & non pas en ce qui regarde les dommages-intérêts qui résultent de la félonnie , qui emportent la perte du fief ou de l'héritage censuel.

23.  Il ne faut croire qu'avec beaucoup de circonspection l'histoire que fait ici Me de la Place , de l'établissement du royaume d'Yvetot. Mezeray ne donne point pour certaine l'aventure du roi Clotaire avec Gautier ; & M. le président Henault n'en parle point du tout. Cet historien si éclairé , en parlant d'Yvetot , sous l'année 534 , dit seulement : » c'est dans » cette année qu'on place l'établissement du prétendu royaume d'Yvetot ; » ce qui fait penser que M. Henault n'avoit pas plus de foi au royaume d'Yvetot , qu'à l'histoire de son prétendu établissement.

24. Entre plusieurs étymologies qu'on peut donner au mot *félonnie* , la plus vraisemblable est celle qui le fait dériver du mot latin *fel*. Le fiel est le siège de la colère ; dans ce sens , le mot *félon* , signifie un homme colére , cruel & inhumain.

25. La félonnie ne se peut commettre qu'envers le propriétaire du fief & non envers l'usufruitier , si ce n'est à l'égard d'un bénéficiaire ; auquel cas le fief ne se commet point au profit du bénéficiaire , mais au profit de son église.

26. La peine de la félonnie , outre la perte du fief , est quelquefois la mort naturelle , ou les galères , le bannissement , l'amende honorable , l'amende suivant l'atrocité de l'injure , ce qui dépend du fait & des circonstances , ainsi que de la qualité du vassal & de celle du seigneur.

27. Au parlement de Toulouse , en 1566 , plusieurs habitans de la commanderie de Sainte-Croix , pour avoir offensé & blessé en un doigt le commandeur leur seigneur , furent condamnés à faire amende honorable , au bannissement de la commanderie , & en de grosses amendes pécuniaires. V. la Rocheflavin , des droits seigneuriaux.

chap. 32 , article 2 ; le même auteur , article 4 , fait mention d'un arrêt solennellement prononcé le 23 décembre 1566 , par lequel François de Portenay perdit son fief pour avoir donné un démenti à son seigneur. Boniface , tom. 5 , liv. 3 , tit. 1 , chap. 19 , rapporte un arrêt du parlement de Provence , du mois de décembre 1675 , qui condamna un vassal à une amende honorable , & déclara ses biens confisqués , pour avoir dépouillé son seigneur dans le cercueil , & lui avoir dérobé ses habits.

28. Le vassal , pour avoir commis félonnie envers son seigneur , ne perd pas son fief *ipso jure* ; il faut qu'à la poursuite du seigneur il soit rendu un jugement qui l'ordonne ; car si le seigneur ne se plaint pas de l'injure , il est censé ou l'avoir méprisée ou l'avoir remise ; & s'il meurt , le droit de la venger ne passe point à ses héritiers.

29. Les ecclésiastiques qui se rendent coupables de félonnie confisquent le fief , quant à l'usufruit à eux appartenant. Forget , chap. 23.

30. Voyez le dictionnaire de Brillon , sous le mot *Félonnie* ; de Ferrière , sur l'article 43 de la coutume de Paris ; Brodeau & Dumoulin sur le même article ; Despeisses , tom. 3 , pag. 28 & suivantes ; Henrys , tom. 1 , liv. 3 , chap. 1 , quest. 4. Voyez aussi le *livre des fiefs* , liv. 1 , tit. 2 , *quibus modis feud. amitt.*

31. FEMME DE CORPS. Meaux , art. 31 ; Béarn , art. 72 , c'est à-dire , qui est de condition servile.

32. FEMME NOBLE MARIÉE A UN ROTURIER. Elle cesse de jouir du privilège de la noblesse sans cesser d'être noble ; le droit de sa noblesse n'est pas éteint , il est seulement suspendu ; & quoique séparée de corps & d'habitation avec son mari , elle en retient toujours la qualité , tant que le mariage

subsiste : mais la mort de son mari la rétablit dans tous ses droits , sans qu'elle ait besoin d'être réhabilitée ; elle reprend alors sa noblesse , dont elle continue de jouir , pourvu qu'elle ne se remarie pas à un roturier. Châlons art. 5 ; Rheims , art. 4 ; Laon , art. 15. Voyez Coquille en son institution , tit. de l'état des personnes.

33. FEMME ROTURIERE MARIÉE A UN NOBLE. Elle ne devient pas pour cela noble ; mais comme le mariage procure une union parfaite entre le mari & la femme , la femme participe à tous les honneurs de son mari ; ainsi la femme roturière mariée à un noble jouit de tous les privilèges de la noblesse de son mari , tant que le mariage dure ; elle en jouit encore tant qu'elle demeure en viduité ; mais si elle se remarie à un roturier , elle perd toutes prérogatives de noblesse , sans espérance de pouvoir les recouvrer par une seconde viduité. La qualité du dernier mari règle son état. C'est la disposition de la loi , *fæminæ , ff. de senatoribus* , qui a été reçue en France , & adoptée expressément par plusieurs de nos coutumes. Voyez Tours , art. 137 ; Melun , art. 254 ; Troyes , art. 13 ; Vitry , art. 68 ; Laon , art. 14 & 15 ; Rheims , art. 3 & 4.

*34. FEOD , qui est appelé *Beneficium* par les auteurs latins , étoit une récompense militaire qui donnoit le droit de jouir d'une chose pendant un tems limité , & quelquefois pour la vie , à la charge de suivre & de servir en guerre le Prince qui l'accordoit. Ce n'étoit point un véritable fief , puisque le féod francique a commencé d'être en usage sous la première race de nos rois , & que l'établissement des fiefs , selon l'usage d'aujourd'hui , ne remonte pas plus haut que la troisième race.]

*35. FÉODAL , se dit du seigneur de fief & des droits qui en dépendent ,
comme

comme retrait féodal, saisie féodale. *Vide infra* sous les mots, *seigneur, saisie, retrait.*]

36. FERMIER JUDICIAIRE D'UNE SEIGNEURIE. Il n'a droit que d'en recevoir tous les droits utiles; à l'égard des droits honorifiques dûs au patron ou seigneur haut-justicier, ils ne peuvent lui appartenir; d'où il suit qu'un fermier judiciaire ne peut chasser ni faire chasser sur les terres mentionnées dans son bail. Le droit de chasser ne peut s'exercer qu'en vertu d'une permission du prince, qui est personnelle; ainsi le fermier, qui n'a que les droits utiles, peut seulement fureter dans les garennes, s'il y en a de comprises dans le bail.

37. FESTAGE. C'est un droit seigneurial qui est établi par quelques coutumes; il est dû par chaque maison, comme le droit de fouage est dû par chaque feu. Ce droit consiste en une redevance semblable au cens qui se paie par chaque feu de maison, d'où est venu le nom de festage. Dans la ville de Vierzon en Berry, ce droit est dû au roi, & il emporte lods & ventes lors de l'aliénation des maisons qui y sont sujettes; il n'y a d'exempts de ce droit que ceux qui demeurent dans la franchise de l'abbaye de Vierzon, & ceux qui sont descendus de la famille de Jean Richard, à qui cette exemption a été confirmée par lettres patentes de Jean I. duc de Berry, du mois de février 1372. *Voyez* la Thaumassière sur l'art. 3 du tit. 6 de la coutume de Berry. *Voyez* la coutume de Dunois, art. 26 & 27.

38. FESTIN, DROIT DE FESTIN. Il est dû à quelques seigneurs, mais par des titres particuliers. L'abbaye de saint Thierry près Rheims, doit un festin au roi le jour de son couronnement. *Voyez* Froissard, liv. 2, chap. 60. Par arrêt du parlement de Paris, du 11 mai 1346, l'évêque d'Angers fut condam-

né à donner six repas par an à son chapitre; par autre arrêt du 6 Avril 1406, l'évêque du Puy doit aussi à son chapitre un banquet par chacun an. Il y a quantité d'arrêts qui adjugent semblable droit, & qu'il est inutile de rapporter ici. On souhaite seulement bon appétit à ceux à qui le droit est adjugé.

39. FEUDATAIRE, c'est un vassal qui tient un fief relevant du fief dominant.

40. FEUDISTE, se dit des auteurs qui ont écrit sur les droits féodaux. On dit les docteurs feudistes.

* 41. FEURS. Ce terme n'est guère usité que dans la coutume de Paris, où il signifie les frais avancés par le seigneur, pour la culture des terres dont il jouit, par le moyen de la saisie féodale. *V. l'art. 59 de ladite coutume.*]

42. FEUR COMPÉTENT dans la coutume de Saint-Sever, c'est la juridiction compétente. On dit décliner le feur, pour décliner la juridiction. *Voyez* la coutume locale de Saint-Sever, tit. 1, art. 6.

43. FEUR MARIAGE. Dans la coutume de Bourgogne duché, chap. 9, art. 21, c'est quand une femme mainmorte d'un seigneur se marie à un homme libre; le seigneur alors prend, ou les héritages que la femme avoit dans sa mainmorte, ou autant valant qu'elle a en mariage, au choix de ladite femme.

44. FIDELITÉ en matière féodale est la foi & hommage que les vassaux rendent à leur seigneur. Il n'y a que la foi & la fidélité qui soient de la substance du fief, & non l'hommage & la prestation du serment de fidélité; les seigneurs peuvent donc dispenser leurs vassaux de l'hommage & du serment de fidélité, & c'est ce qui s'est souvent pratiqué dans les fiefs abonnés. *Voyez* Abonnement de fief.

45. Autrefois les vassaux prêtoient aux seigneurs dont ils relevoient en fief serment de fidélité : mais depuis qu'ils ont cessé d'être leurs souverains, n'y ayant plus en France que le roi qui en ait le titre & les droits, ce serment, qui ne se peut plus garder, est devenu inutile. Les seigneurs n'ont plus retenu que la foi & hommage qui, à proprement parler, n'est qu'un devoir respectueux, une soumission à laquelle nos coutumes ont voulu assujettir les vassaux envers les seigneurs. Ainsi quand nos coutumes parlent aujourd'hui de serment de fidélité, c'est un vain langage, qui ne signifie autre chose que la cérémonie de ce qu'on appelle foi & hommage, plus propre à faire ressouvenir les vassaux des droits utiles qu'ils doivent, qu'à marquer au seigneur un vrai respect & une vraie obéissance. Le gouvernement féodal est un vieil édifice dont nous ne voyons plus que les ruines.

* 46. FIEF est un héritage tenu à foi & hommage, & à la charge de certains devoirs réglés par le titre d'inféodation ou par la coutume.

47. Dumoulin dans sa préface sur le titre des fiefs, nomb. 114, définit le fief de cette manière: *Feudum est benevola, libera & perpetua concessio rei immobilis vel æquipollentis, cum translatione utilis dominii, proprietate retentâ, sub fidelitate & exhibitione servitiorum.*

48. M. Cujas le définit en ces termes : *Feudum est jus prædio alieno in perpetuum utendi, fruendi, quod pro beneficio dominus dat, eâ lege ut qui accipit sibi fidem & militiæ munus aliudve servitium exhibeat.* Les feudistes donnent plusieurs autres différentes définitions du fief ; mais elles ne sont pas applicables à l'usage de ce royaume, suivant la remarque des modernes.

49. Le terme de *fief* dérive, selon quelques auteurs, à *sædere*, à cause de l'alliance que le seigneur & le vassal

contractent par l'acte d'inféodation : *sunt enim conjuges & consortes*, selon le langage des livres des fiefs. Quelques autres font descendre ce mot de celui de *fide*, seu *fidelitate*, à cause de la foi & hommage que le vassal s'oblige de rendre au seigneur, lors de son investiture. Comme cette question est plus curieuse qu'utile, nous ne nous arrêterons point à l'examiner : ceux qui voudront satisfaire leur curiosité là-dessus peuvent voir ce qu'en ont dit Obertus de Orto & Gerardus Niger dans leurs compilations des livres des fiefs ; Loyseau, des seigneuries, chap. 1 ; Salvaing, chap. 2 ; Livonniere en son traité des fiefs, liv. 1, chap. 2.

50. L'origine des fiefs est aussi incertaine que leur étimologie ; car les uns prétendent qu'ils ont été inventés par les lombards, sous prétexte que des auteurs de cette nation ont composé le livre des fiefs ; d'autres ont cru que les fiefs devoient leur origine aux Italiens, lesquels les donnoient à leurs soldats pour récompense militaire ; d'autres enfin, comme Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 1, des fiefs, à n. 1, *usque ad num. 16*, Galand, dans son traité du franc-aleu, chap. 5 ; & Julius Clarus, §. *Feudum, quæst. 1* donnent avec assez de vraisemblance l'honneur de cette invention aux François, lors de la conquête des Gaules. Il est même constant que l'établissement des fiefs, tels qu'ils sont aujourd'hui, n'a véritablement commencé que sous la troisième race de nos rois.

51. Car les fiefs ne furent donnés dans leur commencement que pour un certain tems réglé par le titre de concession, ou tout au plus pour la vie du vassal ; de manière qu'après ce tems ils retournoient de plein droit au seigneur qui les avoit donnés. Dans la suite ils devinrent héréditaires, mais ils ne tomboient pas dans le commerce ; en sorte

qu'on ne pouvoit point les vendre sans le consentement du seigneur, à peine de commise. Enfin depuis Charles VII, qui vivoit vers le milieu du quinzième siècle, les fiefs ont pris la forme qu'ils ont aujourd'hui, & sont devenus tout-à-fait de commerce, tant pour l'aliénation que pour la succession.

52. Pour décider les questions qui se présentent sur cette matière, il faut suivre la règle qui nous est prescrite par M. Charles Dumoulin en sa préface sur le titre des fiefs, n. 3. qui veut qu'on commence par examiner les conditions du contrat d'inféodation, qui sont des loix entre le seigneur & le vassal. En second lieu, il faut recourir aux actes de faction d'hommages & autres pièces qui peuvent suppléer au défaut du contrat d'inféodation. En troisième lieu, il faut consulter la coutume de la province; parce que c'est une maxime adoptée par tous les feudistes, que la coutume est la principale règle des fiefs; & si le cas y est omis, il faut avoir recours à la disposition des coutumes voisines, ou au droit commun du royaume. En quatrième lieu, on peut s'aider du secours des anciens livres de la jurisprudence françoise, où l'on trouve les premiers vestiges & les premières règles de cette matière.

53. Personne n'ignore que les fiefs ont été entièrement inconnus aux Romains. Ce peuple levoit à la vérité sur ses citoyens & sur ses sujets tributaires, des cens, des tributs & d'autres charges réelles ou prédiales; mais tout cela n'étoit dû qu'au domaine & non aux particuliers: ainsi l'on ne peut point puiser dans les sources du droit romain les moyens de décider les questions féodales, si ce n'est pour tirer en argument les principes d'équité qu'on y trouve en tant qu'ils peuvent s'appliquer à nos mœurs & à nos usages. Il seroit

aussi presque inutile de consulter les livres des fiefs compilés par Niger Obertus de Orto & par Gerardus, consuls de Milan, sous l'empereur Frederic Barberousse, qu'on appelle *usus feudorum* qui est la plus ancienne rédaction de coutume qui ait été faite, soit parce que ce n'est qu'une rapsodie confuse, pleine de contradictions, & qui ressent fort l'ignorance de son temps; soit parce que les règles qui y sont établies n'ont presque aucun rapport à nos usages. Il faut néanmoins en excepter la province de Dauphiné, où les livres des fiefs tiennent lieu de droit commun, & sont observés comme le droit écrit, à la réserve des cas où la coutume y a dérogé, suivant le témoignage de Guy-Pape, quest. 297, en ces termes: *Et ita etiam in hac patria Delphin. sicut jus scriptum servatur, exceptis aliquibus, in quibus consuetudo contraria in hac patria reperitur.* Ce qui vient de ce qu'autrefois le Dauphiné reconnoissoit la souveraineté de l'empereur, comme faisant partie du royaume d'Arles & de la Bourgogne Transjurane. De là venoit aussi le droit italique dont jouissoit la province Viennoise, suivant le témoignage du jurisconsulte Paulus, l. 8, ff. de censib. *Lugdunenses Galli, item Viennenses in Narbonensi juris italici sunt.* Or le droit italique consistoit dans l'immunité des tributs dont jouissoient les colonies d'Italie, qui fut ensuite communiqué à plusieurs provinces de l'empire Romain, comme dit Adrian Turnebe, lib. 4, adversi. cap. 15: les livres des fiefs tiennent aussi lieu de droit commun dans la coutume de Bar-le-Duc, laquelle porte en l'article premier, *que tous les fiefs tenus du duc de Bar en son bailliage dudit Bar sont fiefs de danger, rendables à lui à grande & petite force, sur peine de commise, & se gouvernent & règlent selon les loix & coutumes*

impériales , ès cas où il n'y a coutumes particulieres contraires audit bailliage.

54. Il y a deux fortes de droits féodaux ; sçavoir , les droits honorifiques , qui consistent dans la simple foi & hommage , sans aucun émolument ; & les droits utiles , qui consistent dans certains profits que les seigneurs retirent des fiefs dépendans de leur seigneurie. Originaiement on ne reconnoissoit que les droits de la première espèce ; mais dans la suite , les seigneurs voyant que les fiefs étoient réduits à l'instar du patrimoine , ils se sont réservé les droits utiles sur les fiefs dépendant d'eux , pour se dédommager de la perte causée par ce changement apporté à la première institution des fiefs. Ainsi ils ont gagné d'un côté ce qu'ils ont perdu de l'autre.

55. Sur quoi , observez qu'encore que les fiefs aient été réduits à l'instar du patrimoine , & par-là rendus héréditaires , il y a néanmoins toujours eu une grande différence entre les mâles & les femelles , pour ce qui concerne la succession des fiefs en ligne collatérale ; de manière que dans presque toutes les coutumes les mâles excluent les femelles , en pareil degré , de la succession des fiefs en ligne collatérale. La raison est , parce que les fiefs ont été donnés au commencement pour récompense du service militaire , dont les femelles sont naturellement incapables , *lib. 1 , Feud. tit 1 , §. hoc autem. Voyez l'article 25 de la coutume de Paris ; Salvaing , de l'usage des fiefs , chap. 2 , contre Despeysles , tom. 3 , tit. 3 , art. 2 , n. 3.*

56. Les grands fiefs ou fiefs de dignité , comme duchés , marquisats & comtés , sont réunis à la couronne , lorsque la ligne masculine vient à manquer , suivant la disposition de l'ordonnance de 1566 , & de celle de

Blois , art. 279 , confirmée par l'édit du mois de mai 1711. Cette réunion cesse néanmoins en deux cas : 1^o. Lorsque par les lettres d'érection sa majesté déroge à ces ordonnances. 2^o. Lorsque le parlement ordonne , par l'arrêt de réigistré des lettres d'érection , que la ligne masculine venant à manquer , la dignité de nouvelle érection demeurera éteinte & supprimée , & que la terre érigée en fief de dignité retournera à son ancien titre.

57. Les feudistes comptent plusieurs fortes de fiefs , qui ne sont plus de l'usage de France. Tels sont les fiefs qu'ils appellent : *Feudum de camerâ , feudum de canevâ , feudum guardiæ , advocatiæ , gualstadiæ , feudum procurationis ; fief masculin & fief féminin , fief ecclésiastique & fief laïque , fief ancien & fief nouveau , fief personnel & fief réel* : Voici les principales sortes de fiefs reçus par les coutumes de France.]

* 58. FIEFS D'HONNEUR sont ceux pour raison desquels il n'est dû au seigneur que la bouche & les mains , c'est-à-dire , la foi & hommage uniquement , sans aucuns droits utiles. Tels sont les fiefs des Lombards & ceux du Lyonnais , de la Bourgogne , de l'Auvergne & de quelques autres provinces. Ils sont ainsi appelés , parce que la concession qu'en fait le seigneur est gratuite , & n'a pour objet que l'honneur & la soumission respectueuse que le vassal doit à son seigneur.]

* 59. FIEFS DE PROFIT sont ceux pour lesquels il est dû au seigneur , outre la foi & hommage , certains droits utiles , comme lods , quints , requints , & rachats , en cas de vente & de mutation.]

* 60. FIEFS DE DANGER sont ceux qui obligent le nouvel acquéreur , ou l'héritier en ligne collatérale , de faire la foi & hommage , avant que d'en

prendre possession, à peine de la com-mise. Cujas, sur le premier livre des fiefs, tit. 2, fait mention de cette espèce de fiefs en ces termes : *Hodiè moribus Gallia receptum est, posse omninò jus feudi sine voluntate domini à vassallo cedi & vendi alteri ; quâ ratione vulgò dicitur feuda patrimonii jure censerì. Ceditur autem cum suâ causâ ; nam emptor fidem & hominum debet, quod nisi profiteatur intrâ constituta tempora, dominus fructus suos facit, vel quibusdam locis feudum domino aperitur, cujus generis feudum dicitur, fief de danger, quòd ejus amittendi vassallo periculum immineat, nisi maturè fidem & hominum exhibuerit.* Les fiefs de danger ne sont connus que dans quelques coutumes de France, comme Bourgogne, Bar-le-Duc, la prévôté de Vaucouleur au bailliage de Chaumont en Bassigny. Voyez Brodeau sur l'article 23 de la coutume de Paris, n. 10 ; le procès-verbal de la coutume de Troyes sur l'article 37 ; Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 3 ; les fiefs des Lombards sont aussi de danger.]

* 61. FIEFS DE DIGNITÉ sont ceux auxquels est annexée quelque dignité, comme les duchés, comtés & marquisats ; on les appelle aussi *fiefs royaux*, parce que la concession en appartient au roi seul, & que régulièrement ils relèvent du roi ou de la couronne.]

* 62. Les fiefs de dignité sont indivisibles de leur nature, c'est-à-dire, qu'ils appartiennent aux seuls aînés mâles, & ne peuvent être partagés ni démembrés, si ce n'est par l'autorité royale manifestée par lettres-patentes dûement vérifiées ; de manière qu'au défaut de mâles procréés en légitime mariage, ces fiefs sont réunis à la Couronne. Voy. l'édit du mois de mai 1711, qui permet aux aînés mâles descendants de ceux en faveur desquels l'érection des duchés-pairies avoit été faite, de les

retirer des filles qui se trouveront en être propriétaires, en leur en remboursant le prix au denier 25.]

* 63. Lorsque les fiefs de dignité sont partagés (ce qui ne peut être que par une permission expresse du Prince) il n'y a que l'aîné qui puisse prendre la qualité de duc, comte, &c. qui y est attachée ; & si l'aîné garde tout le fief, il doit récompenser ses puînés.]

* 64. On appelloit encore autrefois les fiefs de dignité, *fiefs nobles*, soit parce qu'ils annobliissoient ceux qui les possédoient, soit à cause de la qualité qui leur étoit annexée ; mais suivant la disposition de l'ordonnance de Blois, art. 258, les fiefs même de dignité ne peuvent point changer l'état & la condition des personnes, & d'un roturier en faire un noble ; Chopin, de Dom. lib. 1. tit. 13. num. 16. La raison est, parce que la noblesse du fief est inherente au fonds. Ainsi elle ne peut passer d'elle-même en la personne de l'acquéreur.]

* 65. FIEFS SIMPLES sont ceux pour lesquels il est dû au seigneur la foi & hommage, & certains profits féodaux, sans aucuns devoirs personnels & militaires.]

* 66. FIEFS LIGES sont ceux pour lesquels les vassaux doivent à leur seigneur, non-seulement la foi & hommage, mais encore l'assistance envers & contre tous. C'est pourquoi le devoir de cette espèce de fief est mixte, c'est-à-dire, réel & personnel : ainsi le vassal lige ne peut point, en renonçant à son fief, se décharger de l'obligation qu'il a contractée lors de son investiture ; à la différence du fief simple, lequel, n'emportant qu'une obligation réelle, n'oblige le possesseur au devoir que pendant qu'il en jouit.]

* 67. C'est à l'occasion des fiefs liges qu'ont été mûes autrefois tant de questions au sujet de l'assistance que les

vassaux devoient à leurs seigneurs en guerre, comme de sçavoir, si l'obligation des vassaux s'étend à assister leurs seigneurs contre leurs propres pères ou frères ou contre leurs autres seigneurs; mais ces questions sont devenues inutiles depuis que le souverain a sagement retranché aux seigneurs le droit de faire la guerre, comme étant un droit de souveraineté; de sorte qu'aujourd'hui la différence du fief simple & du fief lige n'est pas fort considérable; & les formules de la prestation de l'hommage lige doivent toujours excepter le roi ou le souverain, ainsi qu'il fut décidé aux états tenus à Tours au mois de mars de l'année 1468.]

* 68. FIEFS CORPORELS sont ceux qui consistent en héritages, terres & domaines, & non en immeubles fictifs. Le grand nombre des fiefs est de cette espèce.]

* 69. FIEFS INCORPORELS sont ceux qui ne sont établis sur aucuns fonds ou héritages, mais qui consistent en cens & droits féodaux, ou en offices & dignités. Ces fiefs s'appellent encore *fiefs boursiers*, & *fiefs en lair*. Ils ne sont guère connus que dans les coutumes d'Anjou, du Maine, de Chartres & de Normandie, & dans la ville de Paris. Voyez Brodeau sur l'article 1, de la coutume de Paris, n. 19; Pocquet de Livonniere dans son *Traité des fiefs*, liv. 1. chap. 3.]

* 70. FIEFS DE PLEJURE, sont ceux qui obligent les vassaux de se rendre plèges & cautions de leurs seigneurs; il y a encore quelques vestiges de cette sorte de fiefs en Normandie & dans la Bretagne; Salvaing, de l'*Usage des fiefs*, chap. 73. Voyez Bouteillier en sa *Somme rur.* liv. 1, tit. 82, où il appelle le possesseur de cette nature de fiefs, *Homme de plejure*.]

* 71. FIEFS RENDABLES sont ceux

à la concession desquels le seigneur s'est réservé le pouvoir de s'en servir en cas de guerre ou d'autre nécessité, selon la condition de l'investiture; Salvaing, de l'*Usage des fiefs*, chap. 8.]

* 72. On appelloit encore les fiefs rendables *fiefs de retraite*, parce que le seigneur pouvoit se retirer dans les forteresses de ses vassaux, & y mettre garnison pendant la guerre. *Tu verò mihi hominum faciens vice versà promissisti, quòd quotiescumque mihi necessitas incubuerit, in eadem me civitate recipias*, dit Berthod, duc de Bourgogne, dans la donation qu'il fit de la ville de Vienne en faveur du comte d'Albon. Mais le seigneur étoit obligé de se retirer quarante jours après la guerre finie, & de laisser les châteaux & forteresses de ses vassaux au même état qu'il les avoit trouvés en s'y retirant.]

* 73. L'usage des fiefs rendables ou fiefs de retraite n'a jamais été bien fréquent dans les provinces de France, si ce n'est en Dauphiné; & ils ont été entièrement abolis avec les guerres privées.]

* 74. FIEF DE P A I S S E, appelé par les latins *feudum procurationis*, est un fief chargé d'un ou plusieurs repas annuellement envers une communauté ecclésiastique: d'autres disent envers le seigneur & sa famille. Voyez Salvaing, de l'*Usage des Fiefs*; Pocquet de Livonniere en son *Traité des Fiefs*, liv. 1. chap. 3; Hotefer, *lib. 4. Dissertationum jur. canon. cap. 4. & 5.*]

* 75. FIEF OUVERT, c'est celui pour lequel le vassal n'a pas fait la foi & hommage à son seigneur. Il est ainsi appelé, parce qu'il y a ouverture à la saisie féodale.]

* 76. FIEF COUVERT est au contraire celui pour lequel le propriétaire a rendu ses devoirs au seigneur dont il relève.]

* 77. FIEF DOMINANT est celui à qui

la foi & hommage est dûe, c'est-à-dire, duquel relève un autre fief. Le fief dominant peut être servant par rapport à un autre fief duquel il relève.]

*78. FIEF SERVANT est celui qui doit la foi & hommage au fief dominant. Il peut être dominant à l'égard d'un autre fief qui relève de lui.]

*79. Lorsque le fief dominant relève immédiatement du roi, & que de ce fief relèvent des fiefs & arrière-fiefs, on lui donne le nom de *fief suzerain*; mais s'il relève d'un autre, & que d'autres relèvent de lui, on l'appelle *fief médiat*; parce qu'il tient le milieu entre le suzerain dont il relève, & l'arrière-fief qui relève de lui.]

*80. ARRIÈRE-FIEF est celui qui relève directement du fief dominant, & médiatement du seigneur suzerain, & de qui aucun autre fief ne relève; c'est pourquoi l'arrière-fief est toujours fief servant.]

*81. Si le fief servant & le fief dominant sont situés en différentes coutumes, la forme en laquelle la foi & hommage doit être faite se règle suivant la coutume du fief dominant; mais à l'égard du quint, requint, rachat & autres profits féodaux, il faut suivre la coutume du fief servant; Louet & Brodeau, lettre C, chap. 49, & lettre F, chap. 19; Lhommeau en ses maximes, liv. 3, chap. 18; ce qui doit être entendu du cas où cela n'est pas réglé par les conventions particulières de la première investiture du fief. *Vide Chop. Paris. lib. 1. tit. 2. n. 11.* parce que la coutume ne peut point déroger à une loi que le seigneur & le vassal se sont imposée lors de la première investiture. *Pacla dant legem contradibus.*]

*82. FIEF EN L'AIR est la même chose que le fief incorporel. *Vide supra verbo Fiefs incorporels.*]

*83. FIEFS ABONNÉS sont ceux dont les profits féodaux, & quelque-

fois l'hommage même, sont convertis en certaines redevances annuelles payables en deniers ou en grains. *Voyez* ce que nous en avons dit ci-dessus, sous le mot *abonnement de fief*. On appelle encore quelquefois les fiefs abonnés *fiefs appréciés*.]

*84. FIEFS ABREGÉS ou RESTREINTS sont ceux pour lesquels il n'est dû qu'un devoir annuel au seigneur, sans hommage ni relief.]

85. Puisque M^e de la Place avoit commencé à faire l'énumération des différentes espèces de fief, dont parlent nos coutumes, il ne devoit pas se rebuter, sur-tout dans un dictionnaire des fiefs; outre ceux dont il a parlé, combien n'y en a-t-il point d'autres?

86. FIEF AMPLE. Dans la coutume de Hainault, chap. 77, 79, c'est un fief pour lequel, au trépas du vassal, il est dû au seigneur féodal le cheval, & quelque armure du défunt, ou 60 sols, s'il n'y a cheval.

87. FIEF ET AUMÔNES. Ce sont des dons & legs testamentaires faits par les rois de France, ou par autres seigneurs qui ont possédé auparavant les héritages réunis au domaine, qui en sont chargés. Ces dons & legs ont été faits aux églises à la charge de faire quelque service ou de dire quelques prières; c'est de-là qu'ils s'appellent aumônes & fiefs. Ils se paient en grains ou en argent, ainsi qu'il a été ordonné. Pour leur vérification, on confronte à la chambre des comptes, le compte qui y est présenté avec le précédent, pour voir s'ils sont semblables; & au cas qu'il y ait quelque augmentation dans le nouveau compte, il faut, pour le faire allouer, en rapporter les lettres-patentes du roi vérifiées en la chambre des comptes.

88. Pour que les quittances des parties tenantes, qui sont les receveurs

des communautés ecclésiastiques ou des bénéficiers, soient admises, il faut y joindre un certificat desdits receveurs qui atteste que les charges ont été acquittées; & quand il y a mutation de bénéficié ou de receveur, il faut rapporter l'acte de prise de possession du nouveau bénéficié, ou les pouvoirs du nouveau receveur.

89. FIEF AMÉTÉ. Il en est parlé dans l'art. 23 de la coutume de Mante. *Voyez* Abonnement de fief.

90. FIEF CHÉVEL, dans la coutume de Normandie, art. 34 & 35, est un fief noble ayant justice & quelque titre de dignité, comme comté, marquisat, & qui n'est point soumis au fief de hautbert; à la différence des vavassouriers, qui, dans la même coutume de Normandie, sont réputés fiefs vilains & roturiers, à cause des services dont ils sont tenus.

91. FIEF DE CORPS. C'est un fief possédé par un homme lige, & obligé de servir personnellement son seigneur, comme il se voit par ces mots tirés d'un ancien registre d'Anjou de l'an 1310. *Les barons sont hommes liges de monseigneur, & li doivent service de corps, de chevaux & d'armes.*

92 FIEF ÉCLIPSÉ. C'est un fief dont le vassal s'est joué au-delà des portions qui lui sont permises par les coutumes. *Voy.* l'art. 100 de la coutume de Melun. Hormis le cas du partage, dit l'article, le fief ne peut être éclipsé au préjudice du seigneur, & sans son consentement.

93. FIEF EMPIRÉ, EMPIRER LE FIEF. C'est lorsque le vassal, pendant les délais qui lui sont accordés pour payer le rachat, détériore le fief pour frauder le seigneur pendant son année de rachat: ainsi pendant ce délai le vassal doit jouir du fief sans l'empirer. *Voyez* l'art. 101 de la coutume d'Anjou.

94. FIEF PERME. C'est celui qui

est donné, à perpétuité à la différence de la ferme muable. *Voyez* Terrien, chap. 9. liv. 7. *Voyez* Ponthieu, art. 69.

95. FIEF FRANC. *Voyez* l'article 148 de la coutume de Poitou. Il y est dit qu'en la vicomté de Touars en pays de Gastine, & terres du *fief franc*, Talmond, & autres lieux, celui qui doit hommage lige doit rachat, s'il n'est abonné, & celui qui doit hommage plein doit rachat & cheval de service. Ainsi le fief n'est ici dit franc qu'à raison de l'hommage qu'il doit, & qui l'exempte du cheval de service.

96. FIEF DE HAUBER. C'est un fief plein avec justice qui relève immédiatement d'un prince souverain; ainsi le fief de haubert, est le plus noble fief après les fiefs de dignité, & relève immédiatement du roi. Quelques-uns croient que ce mot est composé de *haut* pris pour *grand*, & d'une abbréviation corrompue de *baron*. D'autres le font venir d'une cotte de mailles à manches qui se nommoit aussi hauber, & que le vassal portoit à l'armée, & qui l'y distinguoit des autres possesseurs de fiefs qui ne relevoient pas du roi. Celui qui tient fief de hauber doit desservir son fief par pleines armes, par le cheval, par le hauber, par l'épée, par le heaume, dit la coutume de Normandie, chap. 85: c'est la seule de nos coutumes qui parle du fief hauber; elle le place immédiatement après les fiefs de dignité, & il ne doit que cinq écus de relief, *Voyez* l'art. 156.

97. FIEF MORT. Dans la coutume d'Aix, tit. 8. art. 2. 5. 6. 7 & 8, c'est un fief qui ne donne aucun profit à son seigneur. A proprement parler, un semblable fief n'est qu'un arrentement à rente sèche.

98. FIEF NOBLE ET RURAL. Nivernois, chap. 4. art. 27. 28. 29. Dans cette coutume le fief noble est celui qui

qui a justice, maison forte avec édifice notable, fossés ou autres semblables signes de noblesse & d'ancienneté; tous autres héritages sont réputés non nobles & ruraux.

99. FIEF EN NUESSE. Cette espèce de fief n'est ainsi nommée, que dans les coutumes d'Anjou & du Maine; & ce n'est autre chose qu'un fief qui relève immédiatement & nuement d'un tel seigneur.

100. FIEF EN PAIRIE. Dans les coutumes d'Amiens, art. 7, 25, 189; Saint-Paul, art. 10. Ces coutumes n'expliquent point ce que c'est que le fief en pairie; pour le sçavoir, il faut remonter à l'origine de la pairie. Dans la vigueur du gouvernement féodal, lorsqu'il se présentait quelque question de fief à décider, on la faisoit juger à la cour du roi, s'il s'agissoit d'un grand fief relevant immédiatement de la couronne; ou à la cour du seigneur, quand le différend rouloit sur des fiefs relevant de lui. Si le seigneur trouvoit quelquefois la cause trop épineuse, ou la décision intéressât le gouvernement féodal en général, il renvoyoit l'affaire à la cour du roi.

101. Dans ces différens jugemens, le roi & les seigneurs ne jugeoient pas seuls; ils étoient ordinairement accompagnés de seigneurs ou de feudataires égaux entr'eux en puissance de fief, & obligés par leur serment, & par la qualité de leurs fiefs, à servir le roi ou leur seigneur en leur cour, à l'assister de leurs conseils, & même à garder le secret de la cour, ainsi qu'on le peut voir dans les anciennes formules des foi & hommages. Voyez l'Histoire de la pairie par M. le comte de Boulainvilliers.

102. Suivant ces notions historiques, un fief en pairie n'est autre chose qu'un fief qui obligeoit le possesseur à faire la fonction de pair ou de conseiller

Partie I.

dans la cour, ou au tribunal de la justice de son seigneur, à y donner ses conseils, & à garder le secret de la cour. Le roi, comme de tout tems chef du gouvernement féodal, avoit en sa cour ses pairs qui étoient les grands feudataires relevant immédiatement de la couronne; les seigneurs dans leur cour avoient aussi leurs pairs qui étoient les feudataires qui tenoient des fiefs relevant d'eux en pairie: dans la coutume de Senlis, art. 28, le mot *pairie* est employé comme une dignité attachée au fief. C'est en ce sens qu'elle dit que le comté de Beauvais est tenu en pairie. Voyez Pair, Justice, Cour.

103. FIEF EN PARAGE. C'est lorsqu'un aîné a donné à ses frères puînés pour leur partage ou un fief ou certaine portion dans le fief, & que de l'un ou de l'autre l'aîné a reçu à hommage ses puînés. Le fief ou les portions du fief ne sont sujettes à aucun devoir, sauf à quelques déférences personnelles dues par les puînés à leur aîné, qui de son côté est chargé de faire les foi & hommages pour les puînés, & de les en garantir envers le seigneur d'où le fief relève. De cette façon l'aîné & les puînés sont pour ainsi dire pairs entr'eux, & de cette parité le fief a été nommé fief en parage. Voyez Parage. Voyez les coutumes de Tours, art. 118, 126, 127; Lodunois, chap. 14, art. 14, chap. 27, art. 9, 18; Anjou, art. 63, 201, 202; le Maine, art. 72; Blois, art. 69; Poitou, art. 17, 95, 99; Angoumois, art. 20, 26; Saint Jean-d'Angely, art. 30; Bretagne, art. 330.

104. FIEF EN PARIAGE. C'étoit celui pour lequel un seigneur, une église, contractoit une espèce de société avec le roi, ou quelque puissant seigneur, afin d'obtenir leur protection. Voyez Pariage.

105. FIEF DU PAYS VEXIN. Voyez ci-après Vexin-le-François.

106. FIEF PLAIN. C'est celui qui relève nuement & immédiatement d'un seigneur, à la différence de l'arrière-fief. *Voyez* Nivernois, tit. 37, art. 9, 10; Montargis, chap. 1, art. 44, 68; Orléans, chap. 1, art. 47, & plusieurs autres. Quelquefois aussi plain fief se dit à la différence du menu fief qui n'est point de pareille valeur, & qui n'a aucune juridiction.

107. FIEF DE REPRISE. *Voyez* Reprise, Fief de reprise & Reprise de fief.

108. FIEF ROTURIER : communément c'est un fief qui n'a aucune espèce de juridiction, pas même une censive. Dans la coutume de Bretagne, art. 305, 343, 400, on appelle fief roturier un héritage tenu à cens ou à rente d'un seigneur féodal. Ailleurs on appelle encore fiefs roturiers ceux qui sont possédés par des roturiers.

109. FIEF VIF. Dans la coutume d'Acs, tit. 8, art. 2, 5, 6 & 7, on appelle fief vif un héritage donné à cens ou à rente foncière, qui, en cas de mutation, porte des profits au seigneur.

110. FIEF, CONCESSION DE FIEF : de quelle façon on établit un fief. *Voyez* Etablissement de fief.

* 111. FIEF ET JUSTICE N'ONT RIEN DE COMMUN. On entend par cette maxime de la jurisprudence française, que le fief peut subsister sans justice, & *vicissim*, & qu'il n'y a point de conséquence nécessaire à tirer de l'un à l'autre; Bacquet, des *droits de justice*, chap. 4, n. 3 & 4; Dumoulin, sur la *coutume de Paris*, article 1, glos. 5, n. 44 & suiv.; & art. 33, glos. 1, n. 105.

112. Il suit de ce principe, 1^o. que s'il y a quelque fief enclavé dans l'étendue d'une justice, le seigneur de ce fief ne peut point prendre le nom de justice où son fief est situé.


113. 2^o. Que la concession d'un fief auquel il y a justice annexée ne comprend point le droit de justice, à moins que cela ne puisse s'induire des termes dans lesquels le titre de concession est conçu. *Voyez* Bacquet, des *droits de justice*, chap. 6, n. 1 & suiv.; Dumoulin, sur la coutume de Paris, *titre des fiefs*, §. 1, glos. 5, n. 47. La raison est : *Quia feudum & justitia se habent ut diversa & separata, sicut tenent doctores de censu & dominio directio. Separatorum autem natura est ut unum non includat aliud.*

114. *Nota.* Que cette maxime du droit français n'est point observée dans les coutumes d'Anjou & du Maine, où l'on tient au contraire que fief & justice sont la même chose; d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, art. 87, n. 3; du Pineau, sur l'art. 41 de la coutume d'Anjou.

115. Il a été jugé par un arrêt du parlement de Paris, rendu en la troisième des enquêtes, le 4 avril 1716, que quoique le possesseur d'un franc-aleu puisse refuser au seigneur féodal de lui donner sa déclaration sous ce rapport, il est néanmoins tenu de la lui fournir sous le rapport du seigneur justicier; parce que le franc-aleu n'étant point exempt de la justice, rien ne peut le dispenser de donner sa déclaration comme quoi son aleu est situé dans le détroit d'un tel justicier. Le sieur Fremin, ancien président des trésoriers de France de Paris, & le sieur de la Porte d'Auffon, étoient parties au procès.]

* 116. FIEF NIE, (qui) FIEF PEED, cette maxime du droit français veut dire, que le vassal qui désavoue son seigneur commet son fief, s'il se trouve par l'événement du procès que son désaveu soit mal fondé. Cela est également décidé par le droit des fiefs, lib. 2, tit. 26, §. 5, *si de feudo de-*

functi, & tit. 34, §. 5, de lege Lotharii. V. ci dessus verbo Commise.

117.  Mais pour que la dénégation du vassal emporte la commise du fief, il faut qu'elle soit prononcée par une sentence; autrement le seigneur pourroit se faire justice de son autorité privée. *Voyez* les décif. de la Thaum. liv. 2, chap. 10.

118. FIEF DE SON DOMAINE, FAIRE SON FIEF; c'est quand un vassal donne partie de son fief en arrière-fief, ou quand de son plein fief il fait un arrière-fief. *Voyez* Sedan, article 62; Nivernois, tit 4, article 30; Anjou, article 201, 221; le Maine, article 216, 236.

119. FIEF DE SON FIEF, FAIRE SON DOMAINE; c'est quand un vassal achete l'arrière-fief ou une censive, & les réunit à son fief; il le peut encore faire, quand l'arrière-fief ou la censive lui aviennent par retrait féodal, commise ou confiscation. *Voyez* Blois, art. 66, 67; Poitou, article 132; Dreux, article 56; Chartres, art. 65; & plusieurs autres.

120. FILLETTE. (Droit de) On appelle ainsi dans quelques endroits de la coutume de Blois & autres qui ont semblable disposition, le rachat que les filles doivent au seigneur lorsqu'elles se marient, pour les fiefs qui leur appartiennent, même à titre successif en ligne directe ou ascendante; le même droit de rachat est également dû pour les fiefs qui échéent pendant le mariage: » si ce n'est cependant, » dit l'article 85 de la coutume de Blois, » que la fille eût un frere ou autre qui » la garantît en parage.

121. Dans la coutume de Paris, articles 36 & 37, & dans les autres qui lui ressemblent à cet égard, les filles qui ont des fiefs n'en doivent aucun rachat pour leur premier mariage; mais comme les secondes nôces, & encore

moins les troisièmes, ne méritent pas une semblable faveur, elles doivent rachat. *Voyez* Tours, article 231.

122. Le motif qui a déterminé les coutumes à accorder le rachat au seigneur les unes pour le premier mariage, les autres pour le second; c'est qu'on a pensé qu'il y avoit mutation de possesseur, parce que le mari perçoit les fruits du fief de sa femme. *Voyez* Ricard, sur l'article 37 de la coutume de Paris. D'où on a conclu que quand la femme est séparée de biens par son contrat de mariage, soit en premières ou secondes nôces, elle ne doit point de relief, parce qu'alors il n'y a aucune mutation, non pas même dans la possession. *Voyez* Argou, *institution au droit françois*, liv. 2, ch. 2.

123. Dans la coutume de Berry, la femme ni le mari ne doivent aucun rachat pour les fiefs échus à la femme en directe, par mariage ou pendant le mariage, si ce n'est au roi pour les fiefs seulement qui relèvent de la grosse tour d'Issoudun & du duché & pairie de Châteauroux, depuis l'acquisition que sa majesté en a faite de M. le comte de Clermont, par contrat du 26 décembre 1736, & par édit du mois de février 1740. A l'égard des autres fiefs relèvant de sa majesté dans le restant du Berry, ils sont gouvernés par la coutume générale qui ne permet point le rachat des fiefs échus en directe aux filles, avant ou pendant leur mariage. Sur quoi il faut observer deux choses: 1°. Que conformément à la jurisprudence des arrêts, les vassales du roi relevant de lui à cause de la grosse tour d'Issoudun, & de son domaine de Châteauroux, ne lui doivent rachat que quand elles sont communes en biens avec leurs maris; *secus* quand elles sont séparées. 2°. Que les autres seigneurs du Berry ne peuvent pas ar-

gumenter en leur faveur du droit acquis à sa maïesté par ses titres & par les arrêts, s'ils n'ont contre leurs vassales & chacune d'elles, semblables titres & arrêts, joints à une possession bien suivie; attendu que dans ladite coutume le droit est exorbitant. *V. la Thaumassière*, sur l'article 15 du tit. 5 de la coutume de Berry; le ch. 39 de la première centurie de ses questions; le chap. 18 du liv. 5 de ses décisions. *Voyez* Relief de chambellage.

124. FINAGE. Terme de coutumes, qu'elles employent pour confins. *Voyez* Melun, article 303; Bar, art. 49, 209; Troies, art. 169; anciennement il a aussi signifié un droit seigneurial sur les bornes; mais je ne sçache pas qu'il ait à présent lieu nulle part.

125. FISC. On entend communément par ce mot le trésor du prince, de l'état. En France, il n'y a que le roi qui ait droit d'avoir un fisc, c'est-à-dire, une bourse, une épargne publique, dont il peut disposer à sa volonté, & pour l'administration de laquelle il peut établir des officiers fiscaux, dont le devoir est de veiller à la conservation des droits du roi. A l'égard des seigneurs justiciers, ils n'ont des procureurs fiscaux qu'à raison de l'intérêt public, & à cause des confiscations qu'on peut prononcer à leur profit; en ce cas, il est convenable qu'ils aient un officier pour veiller à leurs intérêts, défendre leurs droits, & faire à cet égard les réquisitions convenables.

126. Dans les poursuites criminelles, c'est toujours le fisc qui en fait les frais, quand il n'y a point de partie civile: de sorte même que quand le procureur fiscal est seul partie contre les accusés, quoiqu'ils soient convaincus du crime qu'on leur impute, les juges ne peuvent point les condamner

aux dépens envers les seigneurs sur le fisc. *Voyez* Belordeau, l. 8, article 18; la bibliothèque de Bouchel, *verbo* fisc. *Voyez* ci-dessus les mots Amende en matière criminelle, & Confiscation.

127. FISCAL se dit de tout ce qui concerne l'intérêt du roi, des seigneurs, des communautés; on dit les droits fiscaux, c'est à-dire, les droits qui appartiennent au roi; aux seigneurs, par les confiscations, les épaves, les successions vacantes. Fiscal se dit aussi des officiers préposés pour la conservation de ces droits. On dit un procureur fiscal. *Voyez* ce mot.

128. FIVATIER. Dans quelques coutumes, on appelle ainsi les sujets & tenanciers du seigneur cavier, auquel ils doivent cens, rentes & autres devoirs, & sur lesquels il a basse juridiction. *Voyez* les coutumes de Labour, article 4; de Sole, tit. 2; de Béarn, tit. 1, article 26, 27 & 28.

129. FLEGARTS. On appelle ainsi dans quelques coutumes les places communes, les lieux vains & vagues, lesquels appartiennent aux seigneurs féodaux; l'article 29 de la coutume de Boulonnois dit que si quelqu'un bâtit sur le *flegart* d'un seigneur féodal, ou se l'approprie sans son consentement, il est amendable envers le seigneur de douze sols parisis, & tenu en outre de remettre à ses dépens les choses au même état qu'elles étoient auparavant. *Voyez* Artois, article 5; Saint-Omer, article 1; Saint-Paul, article 31.

* 130. FLEUVES. On distingue deux sortes de fleuves, les navigables & non navigables. Les premiers appartiennent au roi, avec tout ce qu'ils renferment, comme isles, moulins, ponts, pêches, &c. Bacquet, des *droits de justice*, chap. 30, n. 3 & suiv.; Chop. de *Dom. lib. 1, tit. 15, n. 1*, Boyseau, des *seigneuries*, chap. 12,

n. 120 ; Ferrière , sur la question 514 de Guy-Pape. » Déclarons (dit l'article 41 du titre 27 de l'ordonnance de 1669 , portant règlement général pour les eaux & forêts) » la propriété de » tous les fleuves & rivières portant » bateaux de leur fond , sans artifice & » ouvrage des mains , dans notre royaume & terres de notre obéissance , » faire partie du domaine de notre couronne , nonobstant tous titres & possessions contraires , &c.

131. Les fleuves non navigables appartiennent aux seigneurs justiciers , dans les terres desquels ils coulent ; de manière que , si un fleuve non navigable coule entre le territoire de deux seigneurs , il est commun à l'un & à l'autre , & chacun d'eux en a la propriété de son côté jusqu'au fil de l'eau. La Roche , des *droits seigneuriaux* , chap. 17 , article 1 ; Coquille , sur la coutume de Nivernois , chap. 16 , article 1 ; Loyfel , en ses *institutes coutumières* , liv. 2 , tit. 2 , article 6 ; Boër. décis. 352 , n. 4 & 5 ; Chop. de *Doman.* lib. 1 , tit. 15 , n. 6 ; Ferr. *lococit. & in quest.* 377 ; Guy-Pape ; Loyseau , des *seigneuries* , chap. 12 , n. 120 ; Bouvot , tom. 1 , part. 1 , verbo *Rivière* , quest. 1 ; Matthæus sur ladite quest. 577 de Guy-Pape.

132. *Ubi nota.* Qu'il y a des cas où des particuliers peuvent avoir la propriété des fleuves même navigables , comme il résulte de la déclaration du mois d'avril 1683 , dont voici la disposition à cet égard : » Confirmons en » la propriété , possession & jouissance » des îles , îlots , attérissemens , droits » de pêche , péages , passages , bacs , » bateaux , ponts , moulins & autres » édifices & droits sur les rivières navigables dans l'étendue de notre » royaume , tous les propriétaires qui » apporteront des titres de propriété » authentique , faits avec les rois nos

» prédécesseurs , avant l'année 1566 ; » lçavoir , inféodations , contrats d'afféanation & engagement , aveux & » dénombremens qui nous auront été » rendus. Et quant aux possesseurs qui » rapporteront seulement des actes authentiques de possession commencée » sans titre , avant le 1^{er} avril 1566 , » & continuée sans trouble , voulons » qu'ils soient confirmés en leur possession , à condition néanmoins de » nous payer par forme de redevance » foncière le vingtième du revenu annuel. Et à l'égard des droits dont les » débiteurs ne rapporteront titres valables de propriété ou de possession , » avant l'année 1566 , voulons qu'ils » soient réunis à notre domaine , &c.

133. Cette déclaration veut donc que des particuliers puissent jouir des fleuves navigables , lorsqu'ils sont fondés en titres authentiques antérieurs à l'année 1566 , ou en possession dont le commencement remonte avant ladite année , pourvu qu'elle ait été continuée sans trouble.

134. On voit par ce que nous venons de dire , que nous n'observons point la disposition du droit romain , suivant lequel les fleuves sont mis au rang des choses communes : *Flumina autem omnia & portus publica sunt ; ideoque jus piscandi omnibus commune est in portu fluminibusque* , §. *Flumina instit. de rerum divis. l. 1 , §. 3 , ff. de fluminib.* Ce qui a fait dire à Ovide dans le troisième livre de ses métamorphoses.

Quid prohibetis aquas ? Usus communis aquarum ,

Nec solem proprium natura , nec aërem fecit ;

Nec tenues undas , &c.

135. Les lacs & étangs publics appartiennent également au roi , & font partie du domaine de la couronne ;

Chop. de Doman. lib. 1, tit. 15, n. 3 & 4; & les étangs & lacs non navigables appartiennent aux seigneurs justiciers dans le territoire desquels ils sont situés. La loi unique, §. 3, ff. *ut in flum. publ. navig.* définit le lac de cette manière : *Lacus est, quod perpetuam habet aquam.* Ainsi les lacs qui tarissent en été ne sont point de véritables lacs; ce sont plutôt des étangs, à suivre la définition que le jurisconsulte donne de l'étang, §. 4, *dicta l. Stagnum est, quod temporalem continet aquam ibidem stagnantem.*

136. Toutes sortes de personnes peuvent faire des étangs sur leur fonds; c'est une faculté qui descend du droit naturel. Il faut néanmoins, selon Guy-Pape, quest. 91, qu'il en revienne plus de profit que de dommage au public. Vezez Coquille sur la coutume de Nivernois, titre *des eaux, rivières & étangs*, article 4. Ainsi quand on dit que les étangs & lacs non navigables appartiennent aux seigneurs justiciers, cela signifie qu'ils sont fondés en droit commun, si les particuliers ne justifient qu'ils leur appartiennent,

137. Il y a quelques coutumes, comme Anjou, article 129; Touraine, article 37; & Nivernois, tit. 16, article 4, où il est permis au seigneur de fief, qui fait construire étang ou garenne, d'y enclore les terres de ses sujets, en les récompensant préalablement. Mais quoique M^e Antoine Loysel, en ses instit. coutum. liv. 2, tit. 2, en fasse une règle du droit françois; ce droit féodal, comme contraire à la liberté publique & à l'intérêt des vassaux, n'est point généralement observé. Dans les coutumes même où il est en usage, ce n'est qu'à deux conditions; 1^o. que la chaussée de l'étang soit nouée par les deux bouts sur le propre domaine du seigneur de fief, c'est-à-dire, qu'il commence son étang sur lui-même.

me. 2^o. Qu'il dédommage ses sujets, non pas en les forçant de prendre en argent la valeur de leurs héritages, mais en faisant un échange convenable, avant que d'inonder les terres de ses sujets. Il faut même remarquer que, si le sujet avoit une maison ou autre édifice dans l'étendue du terrain où le seigneur veut faire son étang, il ne pourroit être contraint d'en faire échange, parce que les coutumes doivent être renfermées dans leurs termes précis; or elles ne parlent que des prés & autres terres.

138. On a douté si les ruisseaux appartiennent aux seigneurs justiciers; on trouve même des auteurs qui ont décidé la négative. Néanmoins l'usage est que les seigneurs justiciers ont le droit prohibitif de pêche sur les ruisseaux qui coulent dans leur détroit, tout comme sur les fleuves non navigables; en effet, il y a même raison pour les uns & pour les autres. *Ubi autem eadem ratio, idem jus esse debet.*

139. Remarquez qu'un fleuve pouvant être navigable en certains endroits, & non navigable en d'autres, il peut appartenir en même-tems au roi & aux seigneurs justiciers; de manière qu'en ce cas les lieux navigables appartiendront au roi, & ceux qui ne sont pas navigables appartiendront aux seigneurs justiciers; comme il a été jugé au sujet de la rivière de Loire, par les arrêts rapportés par Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 5.

140. Les fleuves navigables appartenant au roi seul, & les non navigables aux seigneurs justiciers, ainsi que nous venons de le dire, il s'ensuit que personne ne peut bâtir de moulins sur lesdits fleuves, sans la permission du roi ou des seigneurs; Bacquet, des *droits de justice*, chap. 30, n. 17; Bouvot, tom. 1, part. 1, verbo *rivière*, quest. 1; la Roche, des *droits seigneur-*


riaux, chap. 17, article 1, rapporte un arrêt du parlement de Toulouse, de l'année 1585, rendu au profit de la comtesse d'Alcz, qui le jugea de même. Ferr. sur la quest. 577 de Guy-Pape; Grego. *in syntag. lib. 2, cap. 4 & 5.*

141. Les rivages & les ports des fleuves navigables appartiennent au roi, & les rivages des fleuves non navigables aux seigneurs justiciers; parce que les rivages & les ports n'étant que l'accessoire des fleuves, ils doivent suivre le même sort; Bacquet, des *droits de justice*, chap. 30, n. 4. Voyez l'art. dernier du titre des routes & chemins royaux, &c. de l'ordonnance des eaux & forêts; Despeisses, des *droits seigneuriaux*, tit. 5, article 3, sect. 9, n. 7. Il en est de même des îles & attérissemens qui se font dans lesdits fleuves; contre la disposition du droit romain, qui donne les îles & attérissemens formés dans les fleuves navigables aux propriétaires des héritages contigus, § *insula instit. de rer. divis. l. adeo*, §. 3, ff. *de acquir. rer. dom. l. 9*, §. 4, ff. *de usufr. & quemadm. & l. 1*, §. 6, ff. *de flumin.*

142. *Ubi nota.* Qu'il faut faire une grande différence entre les attérissemens formés dans les fleuves, & les attérissemens faits par les fleuves sur quelqu'un de leurs bords. Au premier cas, les attérissemens appartiennent au roi ou aux seigneurs justiciers, *pro qualitate fluminum*; parce qu'alors étant renfermés & englobés dans le canal des fleuves, ils ne peuvent appartenir qu'aux propriétaires desdits fleuves, dont ils sont une suite & une dépendance nécessaire. Au lieu qu'au second cas, les attérissemens appartiennent aux propriétaires des héritages contigus. Ce qui me semble fondé sur deux raisons: la première, parce que les héritages voisins des rivières souffrant plusieurs incommodités de leur voisi-

nage, il est raisonnable qu'ils profitent de l'avantage que leur procurent lesdits attérissemens: *Ubi enim incommodum, ibi commodum esse debet; & ubi detrimentum, ibi emolumentum.* La seconde raison se prend de ce que ces attérissemens n'étant point renfermés dans les fleuves, mais au contraire distincts & séparés, il n'y a aucun inconvénient de les adjuger aux propriétaires des héritages voisins & contigus. Voyez Bacquet, des *droits de justice*, chap. 30, n. 8; Autom. *ad l. adeo*, §. 5, ff. *de acquir. rer. dom.* Despeisses, des *droits seigneuriaux*, tit. 5, art. 3, sect. 9, n. 10 & 11.

143. Les propriétaires des héritages qui avoisinent les fleuves ne peuvent point détourner leur cours naturel, par quelque ouvrage fait de main, encore qu'ils souffrent du dommage de leur proximité; *tot. tit. ff. de fluminib. & l. 1, cod. de alluvionib.* Ils peuvent néanmoins munir les bords de leurs héritages contre l'impétuosité desdits fleuves; *ripam suam adversus rapidi amnis impetum munire prohibitum non est*, dit la loi 1, *cod. de alluvionib.* pourvu que ce soit de la manière marquée par l'article dernier du titre des routes & chemins royaux, forêts & marche-pieds des rivières, de l'ordonnance des eaux & forêts, qui enjoint aux propriétaires des héritages aboutissant aux rivières navigables de laisser le long des bords vingt-quatre pieds au moins de place en largeur pour chemin royal & trait des chevaux, sans qu'ils puissent planter arbres, ni tenir clôtures ou haies plus près que trente pieds du côté que les bateaux se tirent, & dix pieds de l'autre bord, à peine de 500 liv. d'amende, confiscation des arbres, & d'être les contrevenans contraints de réparer & remettre les chemins en état, à leurs frais.

144.  Quelque droit que les seigneurs puissent avoir sur les rivières navigables , en vertu des concessions particulières qui peuvent leur avoir été faites , & confirmées par nos rois , ils ne peuvent jamais y exercer la haute-justice ; aussi les droits procédant de la haute-justice , comme les épaves trouvées sur les rivières navigables , n'appartiennent pas aux seigneurs , mais au roi. *Voyez* l'article 16 du titre 31 de l'ordonnance de 1669.

145. Par l'article 40 du titre 27 de la même ordonnance , il est défendu de tirer aucunes terres , sables & autres matériaux , à six toises des rivières navigables , à peine de 100 liv. d'amende. Ces défenses sont réitérées sous pareilles peines par l'article 6 de la déclaration du roi du 24 avril 1703 , pour éviter les excavations qui pourroient se faire , & causer le changement de lit des rivières , ce qui nuirait au tirage & hallage des bateaux ; il est expressément défendu par l'article 44 du titre 27 de l'ordonnance de 1669 , à toutes personnes de détourner l'eau des rivières navigables & flottables , ou d'en affoiblir & altérer le cours par tranchées , fossés & canaux , à peine contre les contrevenans d'être punis comme usurpateurs , & les choses réparées à leurs dépens.

Pêche qui se fait sur les fleuves navigables & non navigables , *vidè* Pêche.]

* 146. FOI ET HOMMAGE , est la promesse de fidélité que le vassal fait au seigneur féodal , accompagnée de certaines formalités prescrites par les différentes coutumes ; à raison de quoi le vassal devient l'homme de son seigneur. D'où vient que les feudistes font dériver le mot d'*hommage* de celui d'*homme*. *V.* Dumoulin sur la coutume de Paris , *titre des fiefs* , §. 1 , glos. 5 , n. 12 , & §. 3 , glos. 3 , n. 14 & suiv. Bou-teiller en sa somme rurale , titre 83.

147. L'hommage étant le plus humble devoir que l'on puisse rendre , c'est avec raison que Dumoulin , sur l'article 3 de la coutume de Paris , dit que l'hommage dans sa propre signification ne doit appartenir qu'au souverain , & que la coutume usant du mot d'hommage , se doit seulement entendre d'une simple prestation de fidélité. Aussi ne trouve-t-on point le mot d'hommage dans tous les livres des fiefs , mais seulement celui de fidélité , qui n'a pas tant d'énergie que l'autre , & qui n'est qu'un acte de respect envers le seigneur , & une reconnoissance que le vassal tient son fief de lui. De-là vient que le pape Adrien IV soutenoit à l'empereur Frederic Barberousse , que les évêques d'Italie ne lui devoient que le serment de fidélité , sans hommage. *Episcopi Italia solum sacramentum fidelitatis sive hominis facere debere domino imperatori , id est , sine personarum subjectione.*

148. Il y a plusieurs observations importantes à faire sur cette matière. La première est , que la prestation de foi & hommage doit être faite régulièrement dans le lieu seigneurial , c'est-à-dire , au chef-lieu ou principal manoir , suivant la disposition de toutes les coutumes de France , & notamment celle de Paris , art. 63 & 64. Mais s'il n'y a pas de principal manoir , le vassal peut offrir de faire l'hommage où il rencontrera le seigneur , même hors de sa seigneurie ; la Peyrere , let. H , n. 34. *Intellige* , si le seigneur n'a pas marqué de lieu pour recevoir les hommages de ses vassaux ; car si le seigneur a indiqué un lieu pour recevoir ses hommages , (ainsi qu'il peut le faire , pourvu que ce soit dans l'étendue de sa seigneurie ,) les vassaux sont tenus de faire l'hommage audit lieu ; encore qu'il y ait un principal manoir au fief dominant ; Dumoulin sur la coutume de

de Paris, art. 63, n. 4 & suiv. du Pineau sur l'article 46 de la coutume d'Anjou. Ce qui a fait dire à Arnaud le Feron sur la coutume de Bordeaux, titre de *Feudis*, §. 5, que le vassal seroit trop délicat, s'il faisoit difficulté d'aller trouver le seigneur en quelque lieu voisin du fief dominant. *Quis ferat*, dit cet auteur, *delicatum clientem qui vicinum locum in quo patronus diversatur adire noluerit*. Mais si le lieu marqué par le seigneur pour recevoir l'hommage est trop éloigné : *non tenetur vassallus domini terga sequi, nec volare si dominus volat*, comme dit Balde, in cap. 1. *quo tempore miles*, §. *nisi justa*. Il faut donc tenir pour certain que le vassal est obligé de faire la foi & hommage au principal manoir, ou au lieu que le seigneur a indiqué pour cela dans l'étendue de sa seigneurie, & que ce n'est qu'à défaut de l'un & de l'autre que le vassal peut faire offres de l'hommage où il rencontrera le seigneur. Voyez le journal des audiences, tom. 5, liv. 11, chap. 11; Dumoulin, sur la coutume de Paris, art. 63, n. 3; Bretonnier sur Henrys, tom. 1, liv. 3, quest. 1; Pocquet de Livonnière, en son traité des fiefs, liv. 1, chap. 6, pag. 34; Guy-Pape, quest. 164.

149. La seconde, qu'il y a deux sortes de foi & hommage : l'une qui est faite par le vassal à son seigneur, pour raison du fief qu'il tient de lui; & l'autre qui est faite par une communauté, d'habitans à leur seigneur, en considération de ce qu'ils habitent dans sa terre, sans qu'ils tiennent aucun héritage de lui. La prestation de foi de cette espèce est assez rare & ne peut être exigée sans un titre précis & formel, ou privilège particulier. Voyez Guy-Pape, quest. 307; & *ibid.* Ferr. Gerard, en son petit traité des droits seigneuriaux, liv. 1, ch. 5, n. 1; Des-

Partie I.

peisses, des droits seigneuriaux, tit. 3, art. 3, sect. 1, n. 1.

150. La troisième, que la foi & hommage est due à chaque mutation, même en directe, soit qu'elle arrive de la part du seigneur, ou de la part du vassal : avec cette différence remarquable, que quand la mutation arrive de la part du vassal, le nouveau vassal doit faire la foi & hommage dans quarante jours, à compter du jour de la mutation, sans en être interpellé, à peine de saisie féodale. Au lieu, que quand la mutation arrive de la part du seigneur, l'ancien vassal n'est tenu de rendre la foi & hommage que dans quarante jours, à compter du jour qu'il en a été requis par le seigneur. La raison de cette différence se prend de ce qu'au premier cas le vassal est suffisamment interpellé par le décès de son prédécesseur : *Quæ ratio cessat in secundo casu, in quo vassallus potest excusari ignorantia*. Voyez les articles 3 & 65 de la coutume de Paris, & Chopin sur celle d'Anjou, liv. 2, tit. *des fruits levés par le seigneur pour la contumace du vassal*, n. 10, qui soutient que le nouveau seigneur ne peut user de saisie féodale, qu'après avoir interpellé son vassal de lui faire la foi & hommage. La coutume d'Amiens, art. 22, est encore plus favorable au vassal, puisqu'elle porte que l'hommage une fois fait par le vassal ne se doit point réitérer par le même vassal, si bon ne lui semble, quelque mutation qui arrive de la part du seigneur. Suivant les constitutions féodales des Lombards, le serment de fidélité doit être prêté sans interpellation dans l'an & le jour de l'ouverture du fief, à toute mutation de seigneur & de vassal majeur de quatorze ans, à peine de commise; *lib. 2, tit. 22, §. 1, quæ fuit prima causa benefic. amitt. & tit. 55, §. 3, de prohibitâ feudi alienatione, per Fridericum*. Mais suivant la commune

Qq

observance des coutumes de France, le vassal n'a que quarante jours pour faire ses offres, *ut supra notat*. Voyez Boyer sur l'art. 7 de l'ancienne coutume de Berry. Par où l'on voit qu'en ce point le droit des fiefs est moins sévère que nos coutumes; mais dans le fond il est bien plus rigoureux, puisqu'il punit la contumace du vassal de la perte du fief; au lieu que dans nos mœurs elle n'est punie que de la perte des fruits; c'est pourquoi la faisie féodale des fruits n'est point connue du droit des fiefs.

151. La quatrième, que la prestation de foi & hommage, qui contient la promesse de servir le seigneur envers & contre tous, doit toujours excepter la personne du souverain; ou pour mieux dire, la prestation d'hommage ne peut être faite dans cette forme qu'au seul prince souverain, lequel on est obligé de servir contre tous autres, même contre ses plus proches: *In omni sacramento fidelitatis, imperator nominatim excipitur, cap. 55, de prohib. feud. alienat. per Fridericum, lib. 2, feud. Vide Benediçt. ad cap. Raynut. in verbo, & uxorem, decis. 3, n. 9, Clar. 1, feud. quæst. 11, n. 1; Guy-Pape, quæst. 309, Tract. de Feud. n. 22*. D'où il suit qu'on ne connoît point maintenant d'autres vassaux-liges, que ceux qui possèdent des fief relevant immédiatement du Roi; Dumoulin, sur la coutume de Paris, titre des fiefs, §. 1, glos. 5, n. 11.

152. La cinquième, que la foi & hommage doit régulièrement être faite par le vassal en personne; Molin, *in Consuet. Parisi. tit. 1, §. 67, glos. 1, n. 1 & 3*; Papon en ses arrêts liv. 13, titre 1, article 19; Ferron *in Consuet. Burdigal. lib. 2, tit. de feud. §. 1. Voy. Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. 1*, qui rapporte que le roi d'Angleterre ayant envoyé son frere devers le roi de France, pour lui faire hom-

mage du duché d'Aquitaine, le roide France refusa de le recevoir. Néanmoins lorsque le vassal a des excuses légitimes, le seigneur est obligé de recevoir l'hommage par procureur fondé de procuration spéciale, ou de donner souffrance jusqu'à ce que l'excuse ait cessé. Dumoulin, sur la coutume de Paris, *loco cit.*; Expilly, en ses arrêts, ch. 139; d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, *titre des fiefs*, article 332; la coutume de Paris, article 67; Charondas, en ses pandectes, liv. 2, chap. 15; Chopin, *de jurisdict. Andeg. lib. 1, art. 7*; Louet, let. F. sommaire 8.

153. Les feudistes divisent les excuses du vassal en personnelles & en réelles. Les excuses personnelles sont l'absence nécessaire du vassal, son indisposition, l'exercice d'une charge ou office qui oblige à résidence, comme sont les charges des officiers des cours souveraines, lesquels ne peuvent s'absenter que pendant les vacations, suivant l'article 129 de l'ordonnance de 1539, & l'article 136 de l'ordonnance de Blois; & autres causes qui mettent le vassal dans une impuissance physique ou morale de faire l'hommage en personne. Les excuses réelles se prennent de la difficulté des chemins, causée par les inondations, les guerres ou la peste.

154. Coquille, sur la coutume de Nivernois, *titre des fiefs*, article 44, dit que le vassal n'est point tenu de faire la foi & hommage en personne, lorsqu'il est chevalier & le seigneur féodal roturier, possédant le fief par acquisition. Voyez l'article 367 de la coutume de Bretagne.

155. La sixième, que les religieux ou religieuses obligés à la clôture peuvent faire la foi & hommage par procureur; Argentré, sur la coutume de Bretagne, *titre des fiefs*, art. 332; Papon, en ses arrêts, titre 1, article 19; Du-

moulin, sur la coutume de Paris, titre *des fiefs*, §. 67, glose 1, *in verbo*, (s'il n'est en personne) nomb. 2. Ainsi on ne suit point en France la disposition du chapitre unique, §. *verum, de statu regularium in* 6°. qui permet à l'abbé ou prieur de sortir du couvent pour rendre la foi & hommage.

156. Les corps & chapitres sont pareillement dispensés de faire la foi & hommage en personne, & il suffit qu'ils la fassent par leur doyen, abbé, prieur ou syndic ; ou bien s'ils n'ont pas de chef, par l'homme vivant & mourant. *Voyez* d'Argentré & Dumoulin, *locis cit.* ; & le Maître, en son *traité des amortissemens*, chap. 6 & 8.

157. *Quid* des titulaires des bénéfices particuliers ayant fiefs ? Il y en a qui croient que les titulaires dedsdits bénéfices sont tenus de faire la foi & hommage en personne ; Pocquet de Livonnières, en son *traité des fiefs*, liv. 1, chap. 6. Il faut néanmoins tenir que lesdits titulaires peuvent rendre la foi & hommage par procureur. *Voyez* le Maître en son *traité des amortissemens*, chap. 8 ; Dumoulin, *loco cit.* ; & Papon, en ses arrêts, tit. 1, art. 19.

158. *Quid* des mineurs de vingt-cinq ans ? Ils peuvent faire la foi & hommage par leurs tuteurs ou curateurs ; Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. 2, n. 1 ; ou bien le seigneur qui refuse de recevoir l'hommage de la part du tuteur est tenu de donner souffrance jusqu'à la majorité de son vassal, article 41 de la coutume de Paris, §. *si minori*, tit. *si de feudo defuncti content. lib. 2. feudor.* Mais si le seigneur a reçu l'hommage du tuteur, il ne pourra point obliger le vassal parvenu à sa majorité de lui réitérer la foi, suivant la doctrine de Dumoulin sur ledit article de la coutume de Paris, & la disposition de toutes les coutumes de France, excepté Angou-

mois ; article 28 ; & Poitou, article 117, où, par un usage plein de rigueur, le vassal devenu majeur est obligé de réitérer l'hommage rendu par son tuteur.

159. *Quid* de l'aîné ? Peut-il faire la foi & hommage, tant pour lui que pour ses puînés ? Par la disposition de la coutume d'Anjou, articles 232 & 233, l'aîné fait la foi pour ses puînés mâles ; & par l'article 35 de la coutume de Paris, l'aîné rendant la foi & hommage en acquitte les filles puînées : mais ces coutumes doivent être renfermées dans leur territoire ; & il faut tenir que l'aîné peut régulièrement faire la foi & hommage pour ses puînés, sans distinction de sexe, à moins que les coutumes n'en disposent autrement,

160. La septième, que par la disposition du droit commun le mari peut faire la foi & hommage pour les fiefs de sa femme, par sa seule qualité de mari, & sans aucune procuration spéciale pour cela ; *quia est persona conjunctissima* ; Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. 2, n. 1 ; la coutume de Paris, article 36, & *ibi* les commentateurs. Il est vrai qu'après le décès du mari la femme est tenue de réitérer l'hommage de ses propres ; article 39 de la coutume de Paris, & *ibi doctores.*

161. La huitième, que le seigneur peut recevoir la foi & hommage par procureur ; Dumoulin, sur la coutume de Paris, tit. 1, §. 55, glose 3, *in verbo*, les propriétaires, n. 6, pourvu que le procureur constitué par le seigneur soit d'une qualité proportionnée à celle du vassal, suivant la Peyrere, lett. H, n. 33. V. l'article 63 de la coutume de Paris.

162. *Ubi nota* : Qu'il y a des auteurs qui prétendent que, lorsque le seigneur commet un procureur pour recevoir la foi & hommage en son nom,

le vassal peut de son côté en commettre un pour rendre ladite foi & hommage ; par la raison que le seigneur & le vassal étant deux corrélatifs , ils doivent jouir de la même faculté : cela s'observe même dans quelques coutumes de France , comme Reims , Châlons & Vermandois. Il faut néanmoins tenir que hors desdites coutumes le vassal ne peut point rendre la foi & hommage par procureur , à moins d'excuses légitimes , quoique le seigneur ait commis procureur pour recevoir ladite foi & hommage ; parce qu'encore que le seigneur & le vassal soient deux corrélatifs , *lato modo* , le seigneur a néanmoins l'avantage de la supériorité. D'ailleurs la prestation d'hommage a été introduite en faveur du seigneur : ainsi le privilège qu'a le seigneur de commettre procureur ne doit point être commun avec le vassal , à moins qu'il n'ait des excuses légitimes.

163. La neuvième , que c'est au propriétaire , & non à l'usufruitier du fief servant , à faire la foi & hommage au seigneur du fief dominant ; Dumoulin , sur la coutume de Paris , *titre des fiefs* , §. 55 , glos. 2 , *in verbo* , les propriétaires , n. 4 & 5 ; Chassanée , sur celle de Bourgogne , *titre des fiefs* , rubr. 3^e , num. 6 ; Chop. *Paris. lib. 1* , tit. 9 . n. 18 ; Bacquet , *des droits de justice* , ch. 12 , n. 14.

164. D'où il suit , 1^o. que c'est à l'héritier du mari à acquitter la douairière de la foi & hommage ; art. 40 de la coutume de Paris ; & art. 233 de la coutume d'Anjou.

165. 2^o. Il y en a qui prétendent que la prestation d'hommage doit être faite par le vendeur à faculté de réméré , & non par l'acquéreur ; parce que la faculté qu'a le vendeur , de rentrer dans son héritage , le fait toujours considérer comme propriétaire ; *L. qui actionem. ff. de divers. reg. jur.* Que

si le propriétaire refusoit ou négligeoit de faire la foi & hommage , l'usufruitier ou acquéreur à faculté de réméré seroient reçus à le faire , pour couvrir le fief , c'est-à-dire , pour éviter la saisie féodale , dont le seigneur dominant pourroit user , faute d'hommage non rendu. Mais il faut faire une grande différence entre un usufruitier & un acquéreur à faculté de rachat ; car celui-ci *interim dominus est* , & par conséquent il est en droit de faire la foi & hommage , & de la recevoir.

166. Le commissaire même établi sur le fief saisi réellement , faute d'hommage non rendu par le propriétaire , peut faire la foi & hommage , pour obtenir main-levée de la saisie féodale , suivant la disposition de l'article 34 de la coutume de Paris. En un mot , tous ceux qui ont intérêt de prévenir ou de lever la saisie féodale , sont reçus à faire la foi & hommage par provision. Voyez l'article 40 de ladite coutume ; Chopin , liv. 2 , tit. 2 ; n. 6 ; Pocquet de Livonière , en son *Traité des Fiefs* , liv. 1 , chap. 6.

167. Sur quoi remarquez que , comme la foi & hommage doit être faite par le propriétaire du fief servant , elle doit aussi être faite au propriétaire du fief dominant , à l'exclusion de tout simple usufruitier , possesseur ou détenteur , à quelque titre que ce soit. La raison est , parce que les droits honorifiques appartiennent au seul propriétaire. Voyez Bacquet , *des Droits de Justice* , chap. 12 , n. 14 ; Molin. *in Consuet. Paris. tit. 1* , §. 1 , gloss. 1 , num. 70. C'est pourquoi les engagistes du domaine du roi ne peuvent point exiger la foi & hommage due aux fiefs qu'ils tiennent par engagement ; Chopin , du domaine , liv. 3 , tit. 19 , n. 1 & suiv. Bacquet , au lieu sus-allegué ; mais elle doit être faite au roi ou aux officiers de S. M. préposés pour cela.

168. Il faut excepter de cette règle le mari, lequel, quoique simple usufruitier, peut néanmoins recevoir la foi & hommage des vassaux de sa femme. La raison de cette exception se prend de la conjonction intime du mari & de la femme, qui fait que les loix regardent le mari comme le maître de la dot; *dominus utilis dotis*, *L. doce ancillam, cod. de rei vindic.* D'ailleurs le mari peut faire la foi & hommage pour les fiefs de son épouse, *ut supra notatum*; il peut donc la recevoir. Voyez d'Argentré sur la coutume de Bretagne, *titre des fiefs*, art. 39, n. 1; & Rebuffe, *in proem. const. reg. gloss.* 5, n. 64, qui rapporte un arrêt du parlement de Paris du 4 juin 1715. qui jugea que le mari ne pouvoit pas recevoir l'hommage des vassaux de sa femme, à moins qu'elle n'y consentît expressément; mais cet arrêt de vieille date ne doit point être tiré à conséquence, par les raisons que nous venons de relever.

169. La dixième, que si le fief est possédé par plusieurs vassaux par *indivis*, il suffit que l'un d'eux fasse la foi & hommage au nom de tous, selon Cujas, *lib. 4, Feudor. cap. 9.* Mais du Moulin sur la coutume de Paris, art. 3, glose 4, n. 25 & 39, enseigne que cela ne doit point avoir lieu, s'il n'y a des mineurs, ou si la coutume n'en fait aucune mention expresse ni tacite. Si au contraire le fief servant est possédé par *divis*, chacun des propriétaires est tenu de faire la foi & hommage pour sa portion; à moins qu'en procédant au partage dudit fief, l'un des copartageans n'eût retenu la foi & hommage avec les deux tiers du fief; auquel cas le possesseur des deux tiers seul doit faire la foi & hommage pour tout le fief. *Vide Fachin. lib. 7; cap. 54.* d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, art. 329, n. 4; Carondas, en ses

Observations, *verbo fiefs*; Despeisses, des *droits seigneuriaux*, tit. 2, art. 3, sect. 1, n. 6; Pocquet de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 1, chap. 6.

170. Pareillement lorsque le fief dominant est possédé par plusieurs seigneurs, il suffit que le vassal fasse la foi & hommage à l'un d'eux; *Molin. in consuet. Paris. tit. 1, §. 3, gloss. 4, in verbo*, Serment de féauté, n. 58 & 59; Carondas en ses *Pandeûtes*, liv. 2, chap. 15. Le vassal peut même en cecas payer les lods & ventes, rachats & autres droits utiles à un seul desdits seigneurs; sauf le recours des autres contre celui qui a reçu; du Moulin *loco cit.* n. 60.

171. La onzième, que si un vassal possède plusieurs fiefs relevant d'un même seigneur, il est tenu de faire spécification du fief pour lequel il fait l'hommage, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse du 23 octobre 1606. en faveur de la dame vicomtesse de Portes; Despeisses, des *droits seigneuriaux*, tit. 3, art. 3, sect. 1. n. 9.

172. La douzième, que le vassal ne peut jamais prescrire l'obligation de rendre la foi & hommage; Duperrier, tom. 2, p. 441; Carondas, en ses réponses, liv. 2, chap. 18, ainsi qu'il a été jugé par plusieurs arrêts de Toulouse & de Grenoble, rapportés par Despeisses, *loco cit.* n. 11, *argum. L. comperit, cod. de præscript. 30 vel 40 annor.* La raison est, parce que, comme dit du Moulin en ses conseils, conseil 10, n. 14, *contra proprios titulos numquam potest aliqua temporis præscriptio inchoari; scriptura semper vigilat, semper loquitur*, &c. à moins que le vassal, ayant contesté la foi & hommage au seigneur, n'eût resté trente ans à *die contradictionis*, sans faire ladite foi & hommage. Voyez le glossateur de la Peyrière, lettre P. nombre 55.

173. La treizième, que pendant le débat & contestation qui est entre deux seigneurs, au sujet de la seigneurie du fief dominant, le vassal ne doit faire la foi & hommage ni à l'un ni à l'autre, crainte de donner lieu à la commise par désaveu, en faisant la foi à celui qui succombera dans sa prétention; mais, pour éviter la saisie féodale, il doit se faire recevoir par main souveraine, offrant de faire la foi & hommage à celui des deux qui obtiendra en jugement; moyennant quoi il doit obtenir main-levée des saisies faites à son préjudice, & jouir paisiblement de son fief. *Voyez* l'article 60 de la coutume de Paris, & *ibi* les commentateurs; le Maître en son *traité des fiefs*, chap. 3; Louet, lettre F. chap. 3, qui rapporte un arrêt du 19 avril 1595, qui jugea qu'un même fief pouvoit relever de deux divers seigneurs, lorsque l'un & l'autre justifioient que l'hommage & autres devoirs féodaux leur avoient été rendus pendant long-tems. *Vide suprà, verbo*, Combat de fief.

174. La quatorzième, que le vassal doit observer en rendant l'hommage les solemnités marquées par la coutume du lieu où le fief dominant & le fief servant sont situés. Ces solemnités sont que le vassal faisant hommage doit se mettre à genoux, nue tête, sans manteau, ceinture, épée ni éperons. *Voyez* l'article 63 de la coutume de Paris; Bouteiller en sa *somme rurale*, chap. 82, qui dit que la manière de faire l'hommage est *que l'homme soit mis au net*, expression tout-à-fait énergique; *Molin. in Consuet. Paris. tit. 1, §. 3, gloss. 2, num. 15*; la coutume d'Anjou, art. 189. *Chop. de morib. Paris. lib. 1, tit. 2, num. 4*. Mais du Moulin estime que le vassal ne doit mettre le genou en terre que devant le roi seul, & qu'il y a un excès d'am-

bition de la part des seigneurs qui prétendent que leurs vassaux leur doivent faire l'hommage à genoux. En effet, cette sorte de respect ne semble dû qu'aux souverains, à cause qu'ils représentent la puissance de Dieu en terre; néanmoins les seigneurs ne manquent point d'exiger cette soumission lorsque la coutume ou le titre leur en donnent le droit.

175. Sur quoi il faut observer que, comme les solemnités de l'hommage ne sont pas les mêmes dans toutes les coutumes, il faut suivre, en rendant l'hommage, la disposition de la coutume où le fief dominant est situé, parce que l'hommage se faisant en signe de la soumission que le vassal doit avoir pour son seigneur, il est raisonnable de suivre les solemnités prescrites par la coutume du fief dominant. Ce point n'est pas controversé.

176. La quinzième, que les vassaux ecclésiastiques ne sont point exempts de la prestation de foi & hommage; Bacquet, du *droit d'amortissement*, chap. 55, nomb. 3; *Benedict. in verbo, & uxorem, decis. 3, num. 22*; ce qui n'est point contraire à la disposition du chapitre dernier, *extra de reg. jur.* où il est dit: *Indignum est & à romanâ ecclesiâ alienum, ut pro spiritualibus quis facere hommagium compellatur*; parce que les prélats & autres ecclésiastiques sont seulement hommage pour le temporel de leurs bénéfices, & non pas pour le spirituel & la fonction de leurs charges; car ce seroit une vraie simonie, *cap. ex diligenti extr. de simoniâ, & ibi glossa. Voyez* le Maître en son *traité des régales*, chap. 1 & suiv. Il est vrai que les solemnités de l'hommage rendu par les ecclésiastiques diffèrent en un point de celles que les vassaux laïcs doivent garder; car les prélats & autres ecclésiastiques font la

foi & hommage , ayant la main sur la poitrine ; au lieu que les laïcs ont les mains jointes entre celles du seigneur ; ainsi que l'a observé du Moulin en son *traité des droits & privilèges des rois de France*, *privil.* 10.

177. La seizième , qu'il y a plusieurs cas où le vassal est dispensé de faire la foi & hommage : 1^o. Lorsque par convention faite entre le seigneur & le vassal la foi a été convertie en une redevance annuelle. *Voyez* Chopin sur la coutume d'Anjou , liv. 2, tit. 1, n. 8 ; & *suprà*, verbo Abonnement de fief. 2^o. Si quelque fief est dévolu au roi par confiscation ou par quelque autre moyen , le roi n'est point tenu d'en faire hommage au seigneur dominant dudit fief ; parce que tous les fiefs étant originairement mouvans du roi , ils reprennent leur première nature & leur noblesse originaire , en revenant entre les mains du roi. Ainsi bien loin que le fief dévolu au roi par quelque moyen de droit conserve la qualité de fief servant , il devient au contraire fief dominant & supérieur en quelque sorte , par sa réunion à la source. D'ailleurs , il y auroit de l'indécence que le roi , qui ne reconnoît point de supérieur *in temporalibus* , fût obligé de donner un témoignage de soumission que la prestation de foi renferme essentiellement. *Voyez* Bacquet, *des droits de justice* ; ch. 12, n. 1 ; Galand, dans son traité du franc-aleu , p. 26 & suiv. Papon, en ses arrêts , liv. 13, tit. 1, article 12 ; Chop. *de morib. Paris. lib.* 1, tit. 2, n. 8 ; Le Maître *traité des fiefs*, chap. 1. Le roi n'est pas même tenu de faire la foi & hommage par procureur , parce qu'il en résulteroit toujours un témoignage de sujétion , qui ne peut se concilier avec l'autorité souveraine & indépendante : *Quod enim quis per alium facit per se ipsum facere videtur*. Le roi est donc seule-

ment tenu de payer les lods & ventes & autres droits utiles au seigneur du fief réuni à son domaine par confiscation ou autrement ; Galand du Franc-aleu , chap. 2.

178. 3^o. Lorsque le vassal abandonne son fief , il ne peut être obligé de rendre la foi & hommage qui est due pour raison dudit fief , parce que l'hommage n'est point dû *ratione personæ*, *sed ratione feudi* ; *Fachim*, lib. 7, cap. 60 ; *Benedictus*, ad cap. Raynuius, in verbo, *Testamentum*, num. 29. Or le vassal peut quitter son fief , même contre la volonté du seigneur , à moins qu'en recevant l'ouverture dudit fief il ne se fût engagé expressément de ne le pouvoir abandonner. *Vide Benedict. loco cit.*

179. La dix-septième, qu'il est permis au vassal de faire changer l'hommage déshonnête , honteux ou ridicule , en quelque prestation pécuniaire ou autre devoir plus décent ; comme il fut jugé par arrêt du parlement de Paris , contre le Baron de Moncontour , auquel le nouveau vassal étoit tenu de présenter une allouette liée sur un char à bœufs , ce qui fut changé en un devoir en argent. *Voyez* Chopin, sur la coutume d'Anjou , liv. 2, tit. 3, n. 6 ; M. d'Olive, en ses questions notables, liv. 2, chap. 1 ; Brodeau, sur la coutume de Paris , art. 37, nomb. 12. Mais on ne doit point regarder comme honteuse & déshonnête la forme d'hommage prescrite par la coutume de Berry , titre des fiefs, art. 3, qui veut que le vassal qui ne trouve point le seigneur , ni personne de sa part au principal manoir , fasse le devoir en baissant le verrouil de la porte , à l'exemple de Prusias, roi de Bithinie , qui entrant au sénat de Rome baïsoit le seuil de la porte.

180. La dix-huitième , qu'à faute par le vassal d'avoir fait la foi & hom-

mage dans le délai prescrit par la coutume, le seigneur féodal peut saisir & mettre en sa main le fief mouvant de lui, & en faire les fruits siens en pure perte, à la charge néanmoins de l'exploiter en bon père de famille : c'est la disposition de l'article premier de la coutume de Paris, conforme à l'usage généralement observé en France. *Vide Gregor. in sintagm. lib. 6, cap. 16, num. 8.*

181. Sur quoi remarquez, 1°. Que le seigneur ne peut saisir féodalement, qu'en vertu de la sentence du juge; *Molin. in consuet. Paris. tit. 1, §. 1, gloss. 4, n. 10 & seq.* 2°. Que le tuteur ou curateur du seigneur féodal, & même son fondé de procuration, peuvent saisir féodalement, par faute d'homme, droits & devoirs non faits & non payés. *Dumoulin, loco cit. gloss. 11, num. 72 & 73.* 3°. Que si après la saisie féodale le vassal offre de rendre la foi & hommage, le seigneur ne peut refuser de la recevoir. *Voyez Papon, en ses arrêts, liv. 13, tit. 1, art. 20, & Boër, quest. 103; & en cas de refus il doit être condamné à saisir le vassal avec restitution de fruits depuis les offres.* 4°. Que la saisie féodale est préférable à la saisie réelle faite par les créanciers du vassal, quoiqu'elle soit subséquente à la saisie réelle; parce que le titre du seigneur remontant à la première concession du fief, il est incontestablement plus ancien que celui des créanciers: *Qui autem prior est tempore, potior est jure.* *Voyez Coquille, sur la coutume de Nivernois, titre des fiefs, art. 8; la Peyrère, let. H, nomb. 37, & let. S, nomb. 23, in-not. & supra verbo Cens.]*

* 182. FOI MENTIE se dit du vassal qui a manqué à la foi promise à son seigneur. Ce terme n'est guères usité aujourd'hui.]

183. FOIRE AU VAULEUX est un droit qui se perçoit dans la ville de

Pont-l'Eveque, chef-lieu du pays d'Auge en Normandie, au profit du vicomte seigneur d'Auge. On ne peut mieux faire connoître en quoi il consiste, & par qui il est dû, qu'en copiant, de la pancarte affichée dans la ville, & contenant le détail des droits qui s'y perçoivent sur chaque denrée, celui qui concerne celui-ci:

» 184. En outre ce que dessus, il est dû
» de coutume, par chacun an, par les
» marchands étaliers de la ville &
» bourgade de Pont-l'Evêque, le droit
» de foire au vauleux, qui se paie &
» tient le jeudi d'après la Pentecôte;

S Ç A V O I R :

» Par les bouchers & cabaretiers ;
» à raison de deux deniers chaque semaine, revenant chacun an à huit
» sols huit deniers.

» Par les boulangers, regratiers
» d'œufs, de fromage, & autres denrées & marchandises, un denier chaque semaine, revenant à quatre sols
» quatre deniers par an.

» Le tout payable ledit jour jeudi
» d'après la Pentecôte de chacune année, à peine de dix-huit sols un denier d'amende pour chacun denier, suivant qu'il est porté en la chartre de la prévôté de ladite ville de Pont-l'Evêque, des années 1397 & 1398.

185. Voici les cérémonies avec lesquelles ce droit se perçoit. Le lieutenant général du bailliage, qui fait en cette partie les fonctions de sénéchal du vicomte d'Auge, monte en robe sur le siège, au jour indiqué par la pancarte, & accompagné d'un huissier, après avoir fait avertir les redevables au son du tambour. Le fermier du droit fait faire par le greffier un rôle, en tête duquel sont écrits les noms de quelques seigneurs de fiefs mouvans du domaine d'Auge, qui ne comparoissent point

point, quoiqu'on les appelle régulièrement. Sont ensuite les noms de ceux qui sont sujets au droit de la *foire au vauleux*, qui sont successivement appelés par le greffier. S'ils comparoissent, on en fait mention sur le rôle, & ils paient; s'ils ne comparoissent pas, ils sont condamnés à l'amende portée par la pancarte.

186. Ce droit est extraordinaire, & par rapport à la quotité de l'amende qu'encourent ceux qui n'y satisfont pas à point nommé, & par rapport au nom qui lui a été donné. L'article 33 de la coutume de Normandie prononce, comme la pancarte copiée plus haut, dix-huit sols un denier d'amende pour chaque rente seigneuriale non acquittée à son échéance; mais il y a cette différence entre la disposition de la coutume, & celle de la pancarte, que la première se restreint à dix-huit sols un denier pour chaque rente, quelle qu'en soit la somme petite ou grande; mais la pancarte impose autant de fois dix-huit sols un denier d'amende, qu'il y a de deniers dans le droit non payé. Ainsi, comme en huit sols huit deniers, il y a cent quatre deniers, un boucher qui ne paieroit pas cette somme seroit condamné en quatre-vingt-quatorze livres huit deniers d'amende.

187. Quant au nom de ce droit, voici les conjectures que l'on hasarde. Les vassaux ou censitaires des fiefs voisins de Pont-l'Evêque, & mouvant du domaine de la vicomté d'Auge; sçavoir, Saint-Himer, Himer Alain, Betteville, &c. étoient obligés d'apporter leurs denrées à la foire qui se tient le jeudi d'a-

près la pentecôte, & de payer des droits à la seigneurie. S'il n'y paroissent pas, le fermier de ces droits, ou quelque autre préposé, les alloit trouver chez eux une *gaule* à la main, & les forçoit d'aller à la foire; & de-là le préposé fut appelé *gauleux*, & par corruption *vauleux*; & la foire où il faisoit ainsi aller à coups de gaule fut nommée la foire au *gauleux* ou *vauleux*.

188. Autre conjecture. Il paroît résulter d'un ancien aveu qui se trouve au chartier du prieuré commendataire de Saint Himer, que le jeudi d'après la pentecôte les censitaires des fiefs dont il s'agit devoient à leurs seigneurs respectifs un droit sur les denrées qu'ils portoient au Pont-l'Evêque, & un autre au Pont-l'Evêque même. Or, pour n'être pas obligés de payer deux droits, ils tâchoient d'en frustrer, ou leurs seigneurs, ou le fermier de la ville, ce que l'on qualifioit de *vol*, d'où sera peut-être venue la coutume d'appeler la foire qui occasionnoit ces contraventions la *foire au voleur* ou *aux voleurs*, & par corruption *aux vauleux*.

189. Ces étimologies, outre qu'elles paroissent forcées, n'ont point de rapport avec le droit tel qu'il est énoncé dans la pancarte: car, suivant cette pancarte, le droit n'est imposé que sur les débitans de la ville & bourgage, sans qu'il y soit fait aucune mention des censitaires des fiefs situés hors ce territoire, qui, suivant les deux étimologies, y auroient été assujetties*.

* 190. FOIRES ET MARCHÉS sont les lieux publics destinés au commer-

* Cet article est tiré d'un avis de M. Becquemont, avocat au baillage de Pont-l'Evêque, inséré dans le journal historique, connu sous le nom de *journal de Verdun*, du mois d'octobre 1764; par lequel il invite les antiquaires à faire des recherches sur cet objet, & à faire part au public de leurs découvertes, ou du moins de leurs conjectures. Les titres

cités dans la pancarte sont, comme le dit M. Becquemont, la meilleure source où l'on puisse espérer de faire des découvertes à cet égard: mais les préposés du domaines, à qui il importe souvent que le public n'ait pas des connoissances si détaillées, ne se sont pas prêtés à lui ouvrir le chartier.

ce , en vertu des lettres-patentes du Roi.

191. Le droit de foires & marchés étant plutôt royal que seigneurial , (puisqu'il n'y a que le roi qui puisse accorder permission de tenir foires & marchés) nous n'entrerons point dans le détail de cette matière ; il nous suffira d'observer , 1°. Que les seigneurs qui ont obtenu lettres patentes de Sa Majesté pour tenir foires & marchés dans leurs terres , peuvent s'opposer à une nouvelle érection de foire , qu'on voudroit faire trop près de leur terre , sur-tout si c'étoit pour la tenir au même jour. *Voyez* Chopin sur l'article 43 , de la coutume d'Anjou , n. 8 ; & Loyseau , *des seigneuries* , chap. 8 , n. 102. 2°. Qu'encore que les seigneurs n'aient pas droit de foires & marchés , ils peuvent néanmoins lever le profit des loyers des places publiques où l'on tient les foires , & tenir des halles pour l'étalage des marchandises ; Bacquet , *des droits de Justice* , ch. 31 , n. 3. Mais les seigneurs même qui ont droit de foires ne peuvent exiger aucuns droits sur les denrées & marchandises qu'on y apporte ; & c'est sous cette condition que les parlemens ont accoutumé de vérifier les lettres-patentes portant établissement de foires & marchés. 3°. Que les foires & marchés ne doivent point être tenus les jours de dimanches , ni aux fêtes annuelles & solennelles , comme il est décidé en l'article 23 de l'ordonnance d'Orléans ; parce que ce seroit profaner la sainteté de ces jours , qui sont consacrés d'une manière particulière au culte du Seigneur. Ceux qui voudront s'instruire plus amplement des foires & de leurs privilèges n'ont qu'à voir M. le Bret en son *traité de la souveraineté* , liv. 4 , chap. 14 & 15 ; Brodeau sur Louet , lettre. F. ch. 11 ; le journal des audiences , tom. 3 , liv.

1 , chap. 42 , & liv. 7 , chap. 6 ; Mor-nac , in *L. ultim. cod. de jurisdic. omn. judic.* Papon , liv. 10 , tit. 7 ; Bacquet & Chopin , *locis citatis.*]

* 192. FONCIER , se dit du seigneur censier , à cause de la seigneurie directe du fonds qu'il a donné à cens.]

193. FONDALITÉ signifie quelquefois la directe qui appartient au seigneur foncier sur un héritage. *Voyez* la Marche , art. 157 , 411 , 415.

194. FONDS DE TERRE. Ce mot , dans sa signification ordinaire , se prend pour une portion de terre , de quelque nature qu'elle soit.

195. Dans la coutume de Paris , en matière de droits seigneuriaux , *fonds de terre* , signifie une rente foncière. *Voyez* les art. 74 & 121.

196. Quelquefois on entend par fonds la superficie de la terre , le sol d'un champ , d'un héritage. Une observation qu'il convient de faire , c'est que les charges réelles suivent les fonds.

197. FONTAINE est une eau vive qui sort de la terre par un cours continu , soit qu'elle vienne de l'épaississement de l'air dans les concavités des montagnes , soit de pluies , soit de la mer , suivant les différenes hypothèses.

198. Le principe est certain que toutes les eaux qui sont dans l'étendue d'une seigneurie appartiennent au seigneur qui en est haut-justicier. Les fontaines qui sont dans les chemins sont de ce nombre , le seigneur peut en disposer & en gratifier qui bon lui semble.

199. Basset , dans son recueil d'arrêts du parlement de Grenoble , tom. 2 , liv. 3 , tit. 7 , chap. 1 , rapporte un arrêt qui juge que les eaux coulan-tes par les chemins publics appartiennent aux seigneurs hauts-justiciers ,

& qu'ils peuvent les alberger ou s'en servir à leur usage : cet arrêt est au profit du prince de Monaco , duc de Valentinois , contre les Consuls de Chabeuil.

200. Le roi ayant ordonné la rénovation de son terrier général , les commissaires nommés à cet effet firent un règlement général contenant plusieurs articles , l'un desquels décide que les eaux de fontaines , & autres qui tombent en chemin public , appartiennent à S. M. Voyez *verbo* Eau. Cet article est cité en entier. Il est encore rapporté dans les observations de Bretonnier sur Henrys , tom. 1 , liv. 2 , chap. 3 , quest. 26.

201. A l'égard des fontaines dont les sources se trouvent dans le fonds des particuliers , elles leur appartiennent incontestablement , à moins que par prescription ou convention ils n'en aient abandonné la jouissance au public ou à des particuliers.

202. FORAGE est un droit seigneurial qui se lève tantôt sur les vins qui viennent du dehors , tantôt sur les sujets qui vendent vin en gros ou en détail dans la seigneurie. Ce droit consiste en argent , ou en tant de pintes de vin qu'on perçoit sur chaque pièce de vin qu'on conduit dans la seigneurie , ou qu'on y détaille ; enfin ce droit peut appartenir au moyen & bas comme au haut justicier. Sur toutes ces différences , comme à l'égard de tous les droits seigneuriaux , il faut s'en tenir aux titres & aux différentes coutumes , parmi lesquelles , sur le mot dont il s'agit , voyez Mante , art. 196 ; Senlis , art. 125 ; Châlons , art. 3 ; Amiens , art. 183 ; Térouanne , art. 7 ; Saint-Paul , art. 19. Dans quelques coutumes le droit de forage appartient même au seigneur féodal , ou foncier , ou vicomtier. Voyez Ponthieu , art. 82 , 84 , 85 ; Artois , art. 3.

203. FORAINS ; en matière de droits seigneuriaux , on appelle ainsi ceux qui possèdent des héritages censuels , cottiers ou serviles dans une seigneurie , sans y demeurer.

204. Ces particuliers sont contribuable à toutes les impositions & à toutes les charges de la communauté , au *pro rata* , des biens qu'ils y possèdent : cependant ils ne doivent point les corvées personnellement ; il suffit qu'ils les fassent acquitter par leurs fermiers , ou par d'autres. Voyez Basset , tom. 2 , liv. 3 , tit. 11 , chap. 4 ; Henrys , tom. 2 , liv. 3 , quest. 27 ; Boniface , tom. 2 , part. 3 , tit. 3 , chap. 1 & suiv.


* 205. FOREST. Ce terme , du tems de nos ancêtres , s'appliquoit également aux eaux & aux bois , & signifioit une riviere ou un bois defensible , suivant la remarque de M. Menage en ses additions aux origines de la langue françoise , page 711. De-là vient , sans doute , qu'on n'a fait qu'une juridiction des eaux & forêts. Mais aujourd'hui on entend par le mot *forêt* un champ d'une grande étendue couvert de bois , qui n'est point entouré de murailles ; car autrement ce seroit un parc , qui signifie un lieu clos , où l'on retient des bêtes sauvages.

206. Le seigneur , même justicier , n'est point censé propriétaire de la forêt située dans les limites de son territoire , s'il ne justifie par titres sa propriété , comme il résulte de la loi *in tantum* , §. 1. , ff. de rer. divis. & de la loi *omne territorium* , cod. de censib. La raison est , parce que dans l'origine les forêts étoient publiques & communes à tous les habitans. Voyez Imbert en son Enchiridion , sous le mot *Usages* , & Chopin , du domaine du roi , liv. 1 , ch. 14.

207. Le droit accordé par le seigneur à un particulier de pâcher son

bétail dans sa forêt, & d'y prendre du bois, tant pour bâtir que pour clore ses héritages, ne passe point indistinctement à tous les successeurs du preneur; mais il est restreint à ceux de l'estoc & ligne dudit preneur, & à un seul feu, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux rapporté par la Peyrere, let. F. n. 56.

Voyez ce que nous avons dit sur cette matière, *suprà verbo* communes.]

 *Voyez* *suprà*, Bois de haute futaie, Bois taillis, &c.

208. FORFAIRE SON FIEF. Cette façon de parler, dans quelques coutumes, signifie la même chose que, dans d'autres, commettre son fief, l'exposer à la commise, à la confiscation de la part du seigneur dominant. *Voyez* Sens, art. 183; Vitry, art. 4; Cambrai, tit. 1, art. 62.


209. FORFAITURE, en matière féodale, est une injure atroce que le vassal fait à son seigneur, & qui donne lieu à la commise du fief qui relève de lui. Par exemple, quand le vassal lève injurieusement la main sur son seigneur, ou lorsqu'il attente à sa vie ou à son honneur. *Voyez* Commise.

210. FORGES ET FOURNEAUX, ce sont les noms qu'on donne aux bâtimens, moulins, appentis qu'on élève pour y fondre & fabriquer le fer. Il est défendu aux seigneurs, & à tous autres, d'établir aucunes forges, martinets & verreries dans leurs bois, sinon en vertu de lettres-patentes, bien & dûement vérifiées, à peine de 3000 livres d'amende, de démolition desdites forges & fourneaux, & de confiscation des bois, charbons, mines & ustensiles servant à leur usage. *Voyez* l'arrêt du conseil du 9 août 1723. Le motif de cet arrêt fut que, s'établissant journellement quantité de forges, ces nouveaux établissemens consommoient la partie la plus considérable

des bois destinés pour le chauffage du public: on a donc réglé qu'on ne permettrait à l'avenir l'établissement des forges que pour consommer les bois qui ne sont pas à portée des rivières navigables & des villes, & qui par leur situation ne peuvent servir ni aux constructions ni au chauffage.

212. FORJURER SON HÉRITAGE, dans la coutume de Normandie, chap. 100, c'est le vendre & l'aliéner. *Voyez* Ragueau dans son indice sur mot.]

* 213. FOR-MARIAGE est un droit qui appartient au seigneur en certains endroits, lorsqu'un homme de condition servile se marie avec une femme franche ou domiciliée dans une seigneurie différente, & *vice versâ*. Ce droit n'est connu que dans quelques coutumes de France, comme Troyes, art. 78; Nivernois, art. 22; & Meaux, art. 5; & il emporte le tiers des biens, meubles & immeubles, situés dans la justice du seigneur à qui ce droit appartient, & quelquefois même une amende, qui est réglée par les coutumes. *Voyez* le glossaire du droit françois, *verbo* For-mariage; M. d'Olive en ses questions notables, liv. 2, chap. 9, *circa medium*; Bacquet, du droit d'aubaine, part. 1. n. 10.]

 214. En for-mariage le pire emporte le bon. Loysel, liv. 1, tit. 1, règle 25; sur quoi *voyez* ce que M. de Lauriere a dit.

215. Il est permis aux bâtards de se marier librement, sans encourir la peine for-mariage. *Voyez* Laon, art. 7; Rheims, art. 339; la coutume de Châlons; art. 16, donne la même permission aux aubains.

216. FORTMORT OU FORMATURE, c'est une espèce de droit de mortaille, qui, dans quelques coutumes, appartient aux seigneurs après le décès de gens morts en leurs justices & sei-

gneuries, & qu'ils n'y étoient ni mariés ni bourgeois. Voyez Mons, chap. 36; Cambray, tit. 7, art. 11; Namur, art. 86.

* 209. **FORTERESSES** sont des maisons fortes, munies de fossés, pont-levis, canonnières, tours & autres semblables fortifications.

210. Le droit romain, toujours favorable à la liberté naturelle, permet à chacun de fortifier sa maison pour sa défense, pourvu que ce ne soit pas sur les frontières; *tot. tit. cod. de ædific. privat.* Voyez la loi *cod. de feudis limitrophis*, lib. 11. Mais dans nos mœurs personne ne peut bâtir forteresse sans la permission expresse du seigneur haut-justicier, parce que c'est une présomption de droit que celui qui *habet castrum præsumitur habere jurisdictionem*; *glos. in l. 2, de feud. limitrophis, cod. lib. 11, & ad l. 1, de jurisdic. Bart. ad l. de offic. præf. urb.* Suivant quoi, Loisel en ses instit. coutum. liv. 4, tit. 3, art. 91, donne pour règle du droit françois, qu'on ne peut bâtir forteresses au fief & justice d'autrui sans congé. Et Joan. Faber, sur la loi *per Provincias* 10, *cod. de ædific. privat.* s'explique en ces termes: *Credo quòd loca quæ tenentur in feudum, vel ad censum non possunt incastellari sine dominorum voluntate.* Dont M. Cujas, sur le titre 17 du second livre des fiefs, rend cette raison, que la pleine & absolue propriété du fief n'appartient pas au vassal qui n'a que le domaine utile, mais au seigneur. On pourroit ajouter que les fortifications sont des marques seigneuriales. Cette question, toutes les fois qu'elle s'est présentée, a été décidée en faveur des seigneurs, comme on peut le voir par les arrêts du parlement de Paris rapportés par Louet & Brodeau, let. F, chap. 14, & par les arrêts du parlement de Bordeaux, recueillis par Boyer, décision 320, n. 6 & 7. Voyez Automne, ad l.

3, *ff. de operib. public.* Chop. de *jurisdic. Andeg. lib. 1, tit. 3, art. 42, num. 15, & de privileg. rustic. lib. 3, part. 2, cap. 12*; La Roche des droits seigneuriaux, chap. 27, art. 6; le président Faber en son code, liv. 4, tit. dern. défin. dernière; Papon en ses arrêts, liv. 6, tit. 10, art. 1; ce qui a lieu, encore que le vassal ou censitaire eussent obtenu des lettres de Sa Majesté pour bâtir forteresses; car le seigneur peut s'opposer à l'exécution desdites lettres, parce que la permission du Roi est toujours entendue, *sauf le droit d'autrui*; Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 1, art. 42, n. 15; Loyseau, *des seigneuries*, chap. 8, n. 99.

219. En France on n'est pas même si sévère sur cette matière que dans plusieurs autres états, comme sont la Moscovie, l'Espagne, l'Angleterre, où il n'est permis à personne de bâtir une maison forte sans la permission du souverain, d'où est venue cette façon de parler, *faire des châteaux en Espagne*, à cause qu'ils y sont rares; au lieu que parmi nous les seigneurs peuvent construire des maisons fortes sans lettres du roi; Loyseau, *loco citat.* n. 88.

220. Mais ils ne peuvent point permettre à leurs vassaux ou justiciables de bâtir forteresses, sans qu'ils en obtiennent des lettres de Sa Majesté; Loyseau, *ibid.* La raison est, parce qu'il y va de la tranquillité de l'état, qu'il n'y ait pas un trop grand nombre de maisons fortes qui pourroient servir de retraite à des sujets mutins & rebelles. De-là vient que, par la constitution des empereurs Honorius & Arcadius, en la loi 2, *cod. de fund. limitrophis*, lib. 11, il est ordonné que *quicumque quocumque titulo castellarum loca possideat, ea cedat ac deferat*; & *si inventus fuerit detentus, capitali sententiâ cum publicatione plectatur, nisi sit caste-*

lanus miles, id est, cui fas est castellorum territoria possidere. Ce qui doit être entendu des châteaux forts bâtis en lieu de frontière; car le droit romain permettoit ailleurs les maisons fortes, ainsi que nous l'avons observé.

221. Le droit de forteresse n'est pas tellement une prérogative de la haute justice, qu'il ne puisse bien appartenir au seigneur direct & autres seigneurs médiocres, à l'exclusion des moindres seigneurs; Loiseau, *des seigneuries*, chap. 8, n. 98 & 99; ce qui néanmoins semble contraire à l'opinion de Rebuffe sur la loi 2, cod. *de fund. limitroph. lib. 11*, où il dit que *solum baronibus & militibus jurisdictionem omnimodam habentibus licet sua propria loca, sine auctoritate alicujus incastellare, & turres pariter construere & edificare.* Mais on s'est relâché de cette ancienne sévérité, qui d'ailleurs n'étoit pas universelle dans le royaume, suivant la remarque de Chassanée sur la coutume de Bourgogne, rub. 13, §. dernier.

222. Le seigneur est en droit de faire démolir les forteresses de ses vassaux, encore qu'il les ait souffertes pendant l'espace de trente ou quarante années; Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 6, sect. 4, n. 2. La raison est, parce qu'on ne peut point prescrire une prérogative qui est contraire au bien public. Voyez Despeisses & Loiseau, *locis cit.* & le glossateur de la Peyrère, let. I, nomb. 84.

223. Les seigneurs peuvent contraindre leurs vassaux & justiciables à aider aux fortifications qu'ils sont obligés de faire à leurs maisons ou châteaux, ainsi qu'il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse, rapporté par la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 27, art. 4.

224. Il est loisible au seigneur de faire démolir la maison forte du vassal,

encore qu'elle ait passé par décret; sans opposition de la part du seigneur, parce que le décret se donne toujours à la charge des droits seigneuriaux. Vide Mornac, *ad L. 15, §. Item si, ff. de rei vindicat.* qui rapporte un arrêt du parlement de Paris, rendu en la seconde des enquêtes, le 16 mai 1615, après avoir consulté les chambres, qui le jugea de même: *Tandemque eo constitit senatusconsulti auctoritas, ut vassallus & fossas murales complere & pontem versatilem solvere, atque excisis deinceps propugnaculis omnibus, habitare damnatus sit.*

225. Les barons & autres grands seigneurs, qui, par le titre de leur seigneurie, ont droit de faire clore leur principale ville, peuvent bien empêcher leurs vassaux & justiciables de bâtir forteresses dans l'étendue de leur territoire; mais ils n'ont point le droit d'empêcher qu'un bourg ou village se ferme, après en avoir obtenu la permission du roi, à moins que cela ne leur causât quelque dommage; Loiseau, *des seigneuries*, chap. 8, n. 201. Touchant le droit qu'ont les barons d'avoir ville close, Voyez les coutumes de Tours, art. 71; d'Anjou, art. 47; & du Maine, art. 54; & du Moulin sur ce dernier article.

226. Sur quoi remarquez que, suivant l'arrêt du conseil d'état du 21 août 1696, l'espace qui est au-dedans de toutes les villes du royaume, près les murs d'icelles, jusqu'à concurrence de neuf pieds, fait partie des fortifications desdites villes.

227. Il est permis aux vassaux, en tems de guerre, de fortifier leurs maisons de quelques palissades & fossés, même contre la volonté du seigneur, sous deux conditions. La première, que ces fortifications se fassent sans aucune marque seigneuriale; & la seconde, que le vassal les démolisse, après

que la guerre a pris fin. Voyez la Roche, des *droits seigneuriaux*, chap. 27, art. 2. Le glossateur de la Peyrère, let. I, n. 84, dit qu'il est permis au vassal de bâtir des maisons avec des tours; & Chopin en son *traité de privilegiis rusticorum*, lib. 3, part. 3, tit. 12, n. 3, rapporte deux arrêts du parlement de Paris, qui ont jugé que le vassal pouvoit fortifier sa maison dans l'étendue de son fief, sans le consentement du seigneur de fief & haut-justicier. Mais tout cela ne peut s'entendre que des fortifications qui n'emportent point les marques seigneuriales, comme sont les créneaux, les ponts-levis, les fossés à douves & les canonnières; ainsi le vassal ne peut fortifier sa maison que par des palissades, de simples fossés & des tours sans créneaux; & j'estime qu'à suivre l'esprit des arrêts, le seigneur ne peut point obliger le vassal à démolir ces sortes de fortifications, même après que la guerre a pris fin, parce que, n'ayant point les marques seigneuriales on ne peut pas dire qu'elles aient été faites *ad amulationem*; aussi les arrêts rapportés par Chopin, au lieu sus-allégué, n'imposent-ils point cette condition au vassal? Mais celui qui tient en censive ne peut faire aucune sorte de fortifications à sa maison, suivant la remarque de M. le Prestre, centurie 2, chap. 47. La raison est, parce que la condition de bâtir *in re suâ propriâ*, tirée de la loi *per provincias*, *cod. de adif. privat.* ne peut jamais s'appliquer au censitaire, puisque la condition *in re propriâ* signifie un fonds de franc-aleu.]

* 228. FOSSÉS, en matière seigneuriale, sont une des fortifications de la maison forte.

229. Le seigneur ne peut point empêcher le vassal de faire des fossés autour de sa maison ou château, lorsqu'il en a obtenu lettres patentes du

roi, ainsi qu'il a été jugé par deux arrêts remarquables du parlement de Paris; l'un de l'année 1573, & l'autre de l'année 1566; le Prestre, centurie 2, chap. 46; Carondas, en ses réponses, liv. 9, chap. 21; Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 1, tit. 3, art. 42, n. 15; à moins que le seigneur n'ait un titre prohibitif; auquel cas le vassal ne peut point faire de fossés autour de sa maison contre la volonté de son seigneur, encore qu'il en ait obtenu permission du roi. La raison est, parce que les lettres-patentes du roi s'expédient toujours à la charge du droit d'autrui, *salvo jure alieno*. Je crois même qu'encore que le seigneur n'ait pas de titre prohibitif, il peut empêcher le vassal de faire des fossés à douves; parce que cette sorte de fossés est considérée comme une marque seigneuriale qui ne peut point appartenir au vassal. *Vide supra, verbo Forteresse*. Néanmoins si le seigneur avoit une fois consenti que son vassal munit sa maison de fossés ou autres fortifications même seigneuriales, il ne pourroit point, ni ses successeurs, en demander la démolition; le Prestre, centurie 2, chap. 46. La raison est, parce que le seigneur est censé avoir renoncé à son droit par le consentement qu'il a donné; or, *licet unicuique renunciare juri suo, & remittentibus jura sua non datur regressus*. Il est vrai que, comme les maisons fortes intéressent l'état, il faut que le vassal obtienne des lettres de Sa Majesté, portant permission de faire telles fortifications à sa maison ou château, ou de les conserver & garder, si elles étoient déjà faites sans permission du roi; & ces lettres doivent être enregistrées en la chambre des comptes. Mais ceci ne doit s'entendre que des fortifications qui emportent les marques seigneuriales, comme sont les fossés à douves,

canonnières, les créneaux & les ponts-levis; car le vassal peut munir sa maison de simples fossés, tours sans créneaux & palissades, sans lettres du roi, ni permission du seigneur, *ut supr. notat.*]

230. A l'égard des fossés qu'un censitaire ou un vassal peut faire autour de son héritage pour empêcher les animaux d'y entrer & d'y faire dégât, le seigneur ne peut s'y opposer sous prétexte que ces fossés nuisent à son droit de chasse par leur profondeur; ainsi jugé par deux arrêts du parlement de Paris des 12 mars & 10 mai 1547, rapportés par Papon, liv. 14, tit. 1, n. 6 & 7.

231. Par les réglemens & ordonnances faites pour les capitaineries royales & plaisirs de Sa Majesté, des 25 juin 1624, 2 avril 1658, 9 août 1666, & 6 juillet 1738, art. 19, il est défendu à tous propriétaires d'héritages, leurs fermiers ou locataires, de les faire enclore de haies vives ou sèches, & d'y faire aucuns fossés, sans la permission du capitaine des chasses, à peine de 100 livres d'amende.

* 232. FOUAGE est une rente personnelle qui est dûe au seigneur en certains endroits sur chaque chef de famille tenant feu. Ce droit est appelé *Fumarium tributum* par quelques auteurs: *erat quoque fumarium, per singulos focos tributum impositum* dit M. d'Olive, en ses questions notables, liv. 2, chap. 9, colon. 2.

233. Le seigneur ne peut prétendre le droit de fouage, à moins qu'il n'ait un titre précis, ou qu'il ne soit fondé en possession immémoriale, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux du 6 septembre 1704, rapporté par la Peyrère, lettre F, n. 62. La raison est, parce que c'est un droit odieux; ainsi il n'est point naturellement inhérent à l'emphythéose. C'est aussi pour

cette raison que les arrérages n'en peuvent être demandés que depuis cinq années; la Roche, en son traité des droits seigneuriaux, chapitre du droit de fouage, art. 2.

234. Ce droit est fort usité en Normandie, où il se lève de trois en trois ans, à raison d'un sol par feu. Ce sont les collecteurs des tailles qui se trouvent en exercice lors de l'échéance de ce droit, qui en doivent faire la levée sans frais, suivant l'arrêt du conseil d'état du 15 avril 1687.

235. Le droit de fouage est tellement dû par chaque chef de famille tenant feu, que s'il y a plusieurs chefs de famille qui vivent séparément sous un même toit, chaque chef de maison doit le droit de fouage; au lieu que, si plusieurs familles tiennent un feu, vivent ensemble, il n'est dû au seigneur qu'un seul droit de fouage; Geraud, en son traité des droits seigneuriaux, liv. 2, chap. 7, n. 7.

236. Au reste, puisque le droit de fouage est une servitude, même extraordinaire, ce n'est point aux tenanciers qui s'en prétendent exempts, à justifier des causes, sur lesquelles leur exemption est fondée, ainsi que le décide un moderne; mais c'est au seigneur qui veut l'exiger, à l'établir par un titre précis, ou au moins par une possession immémoriale bien suivie; *L. aliis, cod. de servit. & aq. L. per agrum, cod. de servit.*]

237. Ce droit est fort commun en Bretagne. Voyez ce qu'en dit Dufail, liv. 2; les arrêts qui sont à la suite de son recueil; Brillon, & le dictionnaire de Trevoux sur l'origine de ce droit.

* 238. FOUR BANNAL est celui auquel les sujets du seigneur bannier sont obligés d'aller cuire leur pain.

239. La bannalité du four est de pure faculté; ainsi le seigneur qui ne trouve pas son profit à chauffer le four bannal

bannal, peut abandonner son droit de bannalité, & permettre à ses sujets de cuire leur pain où bon leur semblera : *aliàs quod in favorem domini introductum est in odium ejus retorqueretur*. Voyez Chopin, sur la coutume d'Anjou, art. 23, n. 6; la Peyrère, let. F, n. 61; Pocquet de Livonnière, en son traité des fiefs, liv. 6, chap. 6, §. 1, & *suprà* verbo Bannalité.

240. FOURCHES PATIBULAIRES sont des colonnes avec des traverses, où les condamnés à la corde sont attachés pour être étranglés ou exposés après avoir été suppliciés.


241. Il n'y a que les seigneurs qui ont *jus gladii*, c'est-à-dire, droit de condamner les criminels à la mort, qui puissent avoir fourches patibulaires; ainsi les moyens & bas justiciers n'ont point ce droit là.

242. Cette marque de la haute-justice est différente, selon la qualité du seigneur; car les uns n'ont droit d'avoir fourches patibulaires qu'à deux piliers, d'autres à trois, d'autres à six, & d'autres jusqu'à huit, comme les ducs, ce qui dépend des différentes Coutumes. Voyez Loýseau, des seigneuries, chap. 4, n. 467, & suiv. la Roche, des droits seigneuriaux, chap. 31, art. 1 & 2.


243. Les fourches patibulaires venant à tomber, le seigneur doit les faire relever dans l'an & jour; après quoi il ne peut les faire relever sans lettres de chancellerie, qui doivent être enregistrées au bailliage royal, du consentement du procureur du roi, Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 39, n. 3; la Peyrère, let. F, n. 62; à moins qu'après l'an & jour de la chute des fourches patibulaires il n'arrive que quelque criminel soit condamné au dernier supplice; car en ce cas le seigneur peut les faire relever sans recourir à l'autorité du prince; la Peyrère & son apostilla-

teur, *ibid.* Mais, l'exécution faite, elles doivent être abbattues; Bacquet, des *droits de justice*, chap. 9, n. 10 & suiv.

244. Les seigneurs même haut-justiciers ne peuvent faire élever de fourches patibulaires dans leurs terres, s'ils ne sont fondés en titre de concession en bonne forme, ou au moins en possession immémoriale. La raison est, parce que le droit de glaive & les signes qui servent à le marquer étant une prérogative de la souveraineté, ils ne peuvent appartenir aux seigneurs particuliers que par la libéralité du Souverain.]

 245. On ne doit attacher que les hommes aux fourches patibulaires: il y a un arrêt de la tournelle du 30 mars 1733, rendu en forme de règlement, qui fait défenses aux juges d'ordonner, (comme avoient fait ceux de Montbafon dont étoit appel) que le corps mort d'une femme sera attaché aux fourches patibulaires.

* 246. FOURNAGE. Ce terme signifie en quelques endroits, le droit de fouage dont nous avons parlé ci-dessus: & dans d'autres il signifie la bannalité du four.]

 247. Ailleurs enfin c'est un droit que le seigneur prend sur les sujets à son four bannal, pour la permission qu'il leur accorde de cuire leur pain en leurs maisons. Tel est le fournage de la seigneurie de Maron près Issoudun & de plusieurs autres.

248. FRAIS ET LOYAUX-COÛTS. Ce sont les dépenses nécessaires faites pour parvenir à l'acquisition d'un héritage.

249. Les seigneurs qui veulent exercer le retrait censuel ou féodal sont tenus de rembourser l'acquéreur qu'ils évincent des espèces de dépenses que les coutumes appellent loyaux-coûts. Voyez la coutume de Paris, art. 129, Ces loyaux-coûts comprennent:

250. 1°. Le pot de vin ou épingles données au vendeur ou à sa femme.

251. 2°. L'insinuation du contrat, le centième denier, les frais du port de l'argent, s'il y en a.

252. 3°. Les frais du décret volontaire commencé ou fini, les deux sols pour livre dûs à l'occasion de ce décret, s'ils ont été payés.

253. 4°. Les frais du contrat, expédition & levée d'icelui.

254. 5°. On met encore au nombre des loyaux-coûts les frais de labour & de semence dont le retrayant a profité, les réparations nécessaires que l'acquéreur a faites par autorité de justice, mais non les bâtimens d'augmentation & d'amélioration, de quelque nature qu'ils soient. *Voyez* Brodeau sur l'art. 146 de la coutume de Paris.

255. On appelle tous ces frais, loyaux-coûts, parce qu'on ne rembourse que ce qui a été payé suivant la loi; de sorte que si l'acquéreur qui en doit être remboursé avoit par exemple trop payé au notaire pour le contrat, la taxe ne seroit faite que sur le pied du règlement qui est la loi. Quand une personne noble retire un fief acquis par un roturier, les droits de franc-fief que ce dernier auroit payés ne tombent point parmi les loyaux-coûts, & le retrayant n'est pas tenu de les rembourser. *Voyez* Mornac, *ad leg.* 21, §. *cum per venditorem. ff. de act. empt. & vendit.*

256. Le temps du remboursement des loyaux-coûts dans des retraits n'est pas fatal, comme il l'est pour le prix, à moins qu'ils ne soient fixés par le contrat même ou par des mentions ou quittances authentiques écrites sur le contrat. Hors cette circonstance, il suffit que le retrayant rembourse les loyaux-coûts après qu'ils sont liquidés. Ils ne donnent à l'acquéreur évincé qu'une action ordinaire, mais privilégiée sur l'héritage.

257. Quand un seigneur féodal ou censuel exerce le retrait des héritages qui relèvent de lui, on sent bien qu'il ne peut pas être question à son égard du remboursement des droits seigneuriaux, des frais de foi & hommage, aveu & dénombrement; puisque, dès que le seigneur a reçu les uns & les autres, il est non-recevable au retrait qu'il ne peut plus exercer.

* 258. FRANC-ALEU est un héritage libre & exempt de tous droits & devoirs seigneuriaux. *Vide supra, verbo Aleu.*

* 259. FRANCS-FIEFS sont tous héritages nobles, qui, par les loix du royaume, ne peuvent être possédés que par des personnes franches, c'est-à-dire, nobles, & en cette qualité libres & exemptes de toutes charges & impositions auxquelles les roturiers sont sujets. On entendoit aussi autrefois par *franc-fief* un fief dont le seigneur étoit exempt de faire l'hommage & le serment de fidélité à son seigneur suzerain, sans qu'il y eût cependant aucun abonnement; c'est pourquoi ces fiefs furent appelés par les feudistes *feuda franca*. *Voyez* M. Laurière sur Loysel, liv. 4, tit. 3, règle 23. Mais nous n'entendons parler ici que de la première espèce de francs-fiefs.

260. Les fiefs ayant été réduits à l'instar du patrimoine, il fut permis à toutes sortes de personnes d'en acquérir pour de l'argent; mais comme l'on s'aperçut que les roturiers devenoient maîtres de presque tous les fiefs & héritages nobles, il fut nécessaire de trouver quelque moyen pour mettre un frein à leur ambition. C'est pourquoi les loix du royaume les déclarèrent incapables de posséder des fiefs, à moins qu'ils ne payassent au roi une certaine finance, qu'on appella droit de francs-fiefs; comme on a été obligé d'inventer le droit d'amortissement pour arrê-

ter les acquisitions excessives des gens de main-morte.

261. Il n'y a donc aujourd'hui que les nobles de race, ou par le bénéfice du prince, qui soient exempts du droit de francs-fiefs; les professions même les plus illustres, comme sont celles d'avocat, médecin, professeur en droit civil ou canonique, & autres semblables n'exemptent point de ce droit; Bacquet, en son *traité du droit des francs fiefs*, chap. 3, n. 3, & chap. 8, n. 3. Néanmoins par un ancien privilège renouvelé & confirmé par plusieurs de nos rois, & notamment par Louis XV. heureusement régnant, les habitans de la ville & banlieue de Périgueux jouissent de l'exemption du droit de francs-fiefs, en récompense du zèle, de la fidélité & de l'attachement inviolables, qu'ils ont toujours eus pour la personne sacrée de leur souverain, dans le tems même des plus grands troubles & des révolutions les plus funestes.

262. L'usufruitier roturier, à quel que titre qu'il jouisse, est tenu de payer le droit de francs-fiefs, pour les héritages nobles dont il jouit; Bacquet, *loco cit.* chap. 9.

263. Lorsqu'une personne noble retraits le fief acquis par un roturier, il n'est point obligé de lui rembourser les droits de francs fiefs qu'il a payés; Mornac, *ad L.* 21, §. *Cum per venditorem*, ff. de act. empt. & vendit.

264. On remonte communément l'origine des francs-fiefs au règne de Philippe III. & de Philippe-le-Bel.

265. Ceux qui voudront s'instruire plus amplement sur cette matière peuvent voir Bacquet au *traité* qu'il en a fait; M. le Bret, de la souveraineté, liv. 4, chap. 11; le *traité* de Jarry, des amortissemens, nouveaux acquêts & francs-fiefs; Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 3, art. 2, n. 4 & suiv.

& entre plusieurs arrêts du conseil, celui du 21 Janvier 1738.]

266. FRANCS DENIERS. *Voyez* Quint & Requent.

267. FRANCHISES. Dans les coutumes sèves, c'est le nom qu'on donne à certains endroits privilégiés dans les seigneuries, qui sont exempts des charges de la servitude. Dans quelques coutumes on appelle franchises les droits seigneuriaux que doivent au seigneur à certains jours ceux qui habitent dans la franchise. *Voyez* Bourbonnois, art. 156, 339. Ailleurs, franchise signifie un héritage franc & quitte de tous cens & autre devoir. *Voyez* Aleu.

268. Les anciens seigneurs, après avoir affranchi une grande partie de leurs serfs, établissoient dans l'étendue de leurs seigneuries un certain endroit désigné dans l'étendue de certaines bornes & limites, audedans desquelles ceux qui y demeuroient étoient bourgeois de la seigneurie, exempts de tous droits de servitude, en payant néanmoins certains devoirs en grains ou en argent.

269. Les bornes & limites de la franchise se marquoient ordinairement avec des croix: lorsque ces croix étoient tombées, on ne pouvoit les relever sans la permission du seigneur, de peur que, contre sa volonté, les bourgeois n'étendissent les limites de la franchise. Les croix servant de bornes à la franchise de Châteauneuf étant tombées, furent relevées avec la permission de Messire Guillaume de l'Aubepine, baron de Châteauneuf, en 1572. *Voyez* la Thaumassière, coutumes locales, liv. 1, chap. 16; le glossaire de Ducange. *Voyez* Affranchissement, Bourgeois, Bourgeoisie.

Franchise se prend encore dans les coutumes pour l'asyle où les serfs, après s'être sauvés de la terre du seigneur, se retiroient. *Voyez* Asyle, Fuite de serfs.

270. Autrefois en France les églises servoient de lieu d'asyle aux criminels & aux débiteurs ; mais comme cette immunité ouvroit la porte à toute sorte de crimes, elle n'a plus lieu. *Voyez* l'article 166 de l'ordonnance de François premier, en 1539.

271. FRANQUIESME. Dans la coutume de Herly, art. 2 & 3, on appelle ainsi certains héritages francs & quittes de tous devoirs, autres cependant que les féodaux. Ceux qui résident dans ces héritages jouissent de tous privilèges & franchises ; ils sont exempts de tous droits d'afforage, gambage, herbage, moutonnage, bannalité de four &c. *Voyez* chacun de ces mots.

272. FRARESCHE. C'est, dans quelques coutumes, la succession échue aux frères ou autres co-héritiers qui de ce mot s'appellent *frarescheurs*, *frarescheux*. *Voyez* Anjou, art. 434 ; le Maine, art. 449 ; Poitou, art. 94, 95.

273. FRAUDE ; en matière de droits seigneuriaux, c'est le monopole, les précautions que prennent ensemble ou séparément, le vendeur ou l'acquéreur d'héritages féodaux ou censuels, pour diminuer les droits du seigneur, pour l'en priver ou pour l'empêcher d'exercer le retrait féodal ou censuel.

274. Cette fraude ne peut jamais nuire au seigneur ; tant qu'il l'ignore, la prescription ne court point contre lui ; sitôt qu'il l'a découverte, il rentre dans l'exercice de tous ses droits, soit pour se les faire payer en entier, soit pour le retrait ; & ce n'est que du jour qu'il a découvert la fraude que la prescription court contre lui.

275. Un seigneur est recevable à faire preuve par témoins que le contrat fait par son vassal ou censitaire est frauduleux, & fait pour lui faire perdre ses droits seigneuriaux. Ainsi jugé au parlement de Paris, par arrêt du 20 mai

1659. *Voyez* la Gueff. tit. 2, chap. 21.

276. Lorsque, dans un contrat de vente d'immeubles féodaux ou censuels, il y a des meubles mêlés, si on enfle le prix des meubles, pour diminuer le prix de la censive ou du fief, alors il y a fraude pour diminuer les droits du seigneur ; mais s'il s'en aperçoit, il peut demander une nouvelle ventilation du contrat ; & en prouvant que le prix des meubles a été enflé, il parviendra à être payé de ses droits, suivant la fixation qui sera faite des immeubles par les experts, & l'acquéreur paiera les frais de la ventilation : ainsi jugé en faveur de M. l'archevêque de Paris par arrêt du 15 septembre 1749, dont on peut voir l'espèce dans Denifart, *verbo* Lods & ventes.

277. Si, pour détourner le seigneur d'exercer le retrait féodal ou censuel, on enfle considérablement le prix du fief & de la censive, en convenant par contre-lettre ou par autres pactes secrets de ne payer que le prix convenu ; si, pour empêcher le retrait féodal, on fait exercer le retrait lignager qui lui est préférable, de façon que, suivant les conventions, la propriété du fief demeure toujours au premier acquéreur ; dans ces cas il y a une véritable fraude. Si le seigneur la découvre & l'approuve, quand même le tems accordé par les coutumes seroit expiré, il peut exercer le retrait, parce qu'alors le délai ne court pour lui que du jour qu'il a découvert la fraude, *à die detectæ fraudis*. C'est le droit commun équitablement introduit pour conserver les droits des seigneurs contre les entreprises de la mauvaise foi & du monopole.

278. Un arrêt du parlement de Provence, du 15 janvier 1558, a déclaré les biens emphytéotiques aliénés ou acquis avec fraude & collusion, au

préjudice des seigneurs , tombés en commise & caducité. *Voyez* Boniface , tom. 4 , liv. 2 , tit. 3 , chap. 7.

279. FRÉRAGE (droit de). La Thaumassière , dans ses coutumes locales , liv. 1 , chap. 36 , définit le frérage , *le droit de mouvance des fiefs échus aux puînés réservé à l'aîné par le partage fait entre les frères* ; ce qui arrive en deux cas.

280. 1^o. Lorsqu'un fief considérable est démembré , pour en donner quelque portion aux puînés. 2^o. Quand dans une succession commune il y a plusieurs fiefs relevant d'un même seigneur. En l'un & l'autre cas les puînés sont obligés , par un droit de frérage , de reconnoître leur aîné pour seigneur , & de lui faire la foi & hommage de leurs portions , tandis que l'aîné est tenu d'en porter la foi au seigneur suzerain , comme de fiefs à lui échus , pour tous ses frères.

281. Philippe-Auguste voulut abolir cet usage par son ordonnance du mois de mai 1204 ; mais les dispositions des coutumes d'Anjou , du Maine , de Poitou , & de plusieurs autres prouvent que cette ordonnance n'a point été exécutée.

282. Le frérage avoit autrefois lieu en Berry. L'aîné y prenoit tous les fiefs en aparmant ses frères. Les actes qui nous restent des illustres familles de Sancerre , de Deals , de Chamvigny , de Sully , des barons de Linières , prouvent tous le frérage qui s'est insensiblement éclipse , sans sçavoir comment. Aujourd'hui l'aîné noble en Berry n'a qu'un très-petit avantage dans les fiefs ; le reste se partage également : & ce partage égal , comme le remarque la Thaumassière , a enfin anéanti les plus illustres maisons dans la province.

283. FRÉSANGE est le droit de porc que dans quelques seigneuries les fermiers de la Glandée doivent au

maître des eaux & forêts ; on trouve une sentence du bailli d'Aubigny qui adjuge ce droit au maître des eaux & forêts de cette seigneurie.

284. FROMENTAGE est un droit seigneurial dû à quelques seigneurs , & qui se perçoit sur les terres qui sont dans le domaine d'autrui. Ragueau , dans son indice , cite un arrêt du parlement de Paris , du 21 Février 1550 , rendu entre le prieur de Bodouille-sur-Dine en Poitou , & le sieur de la Trimouille , vicomte de Thoars , où il est fait mention de ce droit.

285. FRUITS que le seigneur gagne par la saisie féodale. Toute saisie féodale n'emporte pas gain des fruits : il n'y a que celle qui est faite faute de foi & hommage ; celle faite faute d'aveu & dénombrement ne produit aucuns fruits ; après la saisie levée , le seigneur en doit rendre compte , & c'est pour cela qu'il faut nécessairement à cette dernière saisie un établissement de commissaire.

286. La saisie féodale , qui fait gagner au seigneur les fruits , ne les lui fait cependant pas gagner généralement tous ; il faut distinguer les fruits civils d'avec les fruits naturels & industriels.

287. A l'égard des fruits civils , comme les loyers d'une maison , les arrérages d'une rente , le prix d'un bail , le seigneur saisissant gagne ces fruits au prorata du tems que dure la saisie.

288. Quant aux fruits naturels & industriels , ils n'appartiennent au seigneur que lorsque durant la saisie ils sont séparés du sol , & cessent d'en faire partie. Suivant cette jurisprudence établie sur les dispositions de toutes les coutumes , quand même la saisie féodale auroit duré sept à huit mois ; si le vassal en avoit eu main-levée la veille de la récolte , le seigneur saisissant n'y pourroit rien prétendre ; si au

contraire le seigneur avoit saisi la veille de la récolte , elle lui appartiendrait toute entière.

289. Il en est à peu près de même de la coupe des bois taillis & de la pêche des étangs ; quoiqu'ils soient les fruits de plusieurs années , s'ils tombent pendant la saisie féodale , le seigneur en profitera ; mais si au contraire il ne se fait aucune coupe ou aucune pêche pendant la saisie , le seigneur ne peut rien prétendre ni dans l'une ni dans l'autre ; à la différence du rachat ou du relief , dans lequel la pêche & la coupe entrent toujours à proportion de ce qu'il en peut revenir de profit pour le revenu d'une année , en quoi consiste le rachat.

290. Le seigneur pendant la saisie féodale gagne encore les fruits casuels qui peuvent arriver pendant la saisie ; ainsi les droits de relief ou rachat , de quint & requint , de lods & ventes , appartiennent au seigneur saisissant , si la mutation qui les engendre tombe pendant que la saisie subsiste ; de même , il n'y aura rien , si la mutation est arrivée avant la saisie , quand même ces droits n'auroient pas été payés.

291. Ainsi quand la mutation qui donne ouverture au droit de relief ou rachat arrive avant la saisie féodale , le vassal , au profit duquel ce droit de relief est ouvert , peut jouir pendant l'année du fief qui tombe en relief , lors même que la saisie féodale est faite durant le cours de cette année. Par la même raison , le seigneur fuzerain , au profit duquel il est échu un droit de relief pendant la durée de la saisie féodale , doit jouir de ce relief , même après avoir donné main-levée de la saisie : cela est de droit commun.

292. Dans la perception des fruits que le seigneur fait en conséquence de la saisie féodale , il doit agir en bon père de famille , c'est-à-dire , qu'il ne

doit rien détériorer , ni changer , ni abattre ; qu'il ne peut avancer la récolte , ainsi que la coupe des bois & la pêche des étangs.

293. Le seigneur prenant les fruits du fief que le vassal faisoit valoir par ses mains est tenu de lui rembourser les frais de labours & de semences. Il ne doit point déloger le vassal & sa femme ni ses enfans , demeurant dans le chef-lieu , ou autre manoir dépendant du fief ; il a seulement le droit de se servir des caves , des greniers & autres bâtimens nécessaires à l'exploitation du fief , avec partie du logement. Voyez l'art. 58 de la coutume de Paris.

294. Au reste , le seigneur saisissant n'est pas tenu des charges , dettes & hypothèques qui auroient été créées par le vassal sur le fief saisi , à moins qu'il ne les ait inféodées ; il n'est pas même tenu des servitudes imposées sur le fief sans son consentement.

295. Sur tout ce que nous venons de dire , il faut observer que le seigneur saisissant ne doit profiter des fruits naturels du fief saisi que quand le vassal le fait valoir par ses mains ; car s'il est affermé en tout ou en partie , il doit entretenir les baux faits sans fraude , & se contenter de la redevance fixée par le bail , pour ce qui est affermé.

296. Ces fermages lui appartiennent en totalité , si le fermier a fait la récolte totale des fruits pendant la durée de la saisie féodale ; ils ne lui appartiennent au contraire qu'en partie , & à proportion de ce que le fermier a récolté , s'il n'a recueilli qu'une partie des fruits pendant la saisie ; enfin s'il n'en a recueilli aucune , le seigneur saisissant n'a rien. On voit donc que les échéances accordées au fermier sont indifférentes , relativement au droit du seigneur féodal ; c'est la durée de

la faisie & le tems des récoltes que l'on considère , pour déterminer ce qu'elle doit lui procurer. *Voyez* Dumoulin , sur les art. 1 & 58 de la coutume de Paris ; Brodeau , sur l'art. 57 ; Duplessis , *des fiefs* , liv. 5.

297. FUST signifie, dans l'ancien langage , un bâton. Autrefois quand le seigneur ou ses officiers mettoient quelqu'un en possession d'un héritage féodal ou censuel qu'il avoit acquis , ou qui lui étoit adjudgé par justice , on le faisoit en le conduisant dans l'héritage , & en lui donnant un bâton : c'est ce que la coutume de Sole ap-

pelle livrement de fust & de terre. *Voyez* le chap. 10 , art. 5 & 6 , chap. 18 , art. 3 , tit. 29 , art. 19 ,

298. FUYE est proprement le nom qu'on donne à une petite volière qui se ferme avec un volet pour y nourrir des pigeons domestiques.

Dans quelques endroits on appelle fuye le nombre des pigeons qui sont renfermés dans un colombier à pied. On dit : ce colombier a une belle , une nombreuse fuye. *Voyez* Colombier ,

299. FUTAYE ; *Voyez* Bois de haute futaye.



G

G A G

G A G

1. **GAGE.** Dans le langage ordinaire, ce mot signifie un effet mobilier que l'on remet entre les mains de quelqu'un, pour sûreté du paiement d'une somme, ou de l'exécution de quelque convention, à l'effet de l'y retenir, jusqu'à ce que la dette soit payée, ou la convention exécutée. Dans quelques coutumes, comme Orléans, art. 158, Montargis, chap. 4, art. 10, 15, 16, Gage signifie les habits, ou autre chose qu'on peut prendre sur celui qui fait dommage en l'héritage d'autrui, afin de l'accuser, & de l'en convaincre en justice. Dans d'autres coutumes cela s'appelle des engagements. *Voyez* Moulins en Berry, art. 3; Romorantin, article 10; la Ferré-Imbault, article 7.

2. Ces gages se peuvent ordinairement prendre par les gardes établis pour la conservation des vignes, des pâcages, & autres héritages, lorsque quelqu'un y fait du dommage, ou y vole des fruits. Le garde doit demander le gage; mais il ne doit pas l'enlever de force & de violence, ni conduire celui qui le refuse en prison, si ce n'est dans les coutumes qui le permettent, & dans les cas marqués par les coutumes. *Voy.* Etampes, art. 183 & 161; Bretagne, art. 409; Montargis, chap. 4, art. 12. *Voy.* aussi Ragueau sur l'art. 5 du tit. 10 de la coutume de Berry.

3. **GAGE DE BATAILLE.** Suivant l'ancienne & barbare jurisprudence de nos pères, celui qui demandoit le combat judiciaire en champ clos, & celui

qui l'acceptoit, pour preuve que telle étoit leur volonté, donnoient gage, ce qu'ils faisoient en jettant leurs gantelets aux pieds du juge; ce dernier recevoit le gage, & ensuite assignoit lieu, jour & heure pour le combat, & en déterminoit la forme.

4. Avant de recevoir le gage de bataille, il falloit décider s'il y avoit lieu. Suivant la loi des Lombards, il y avoit seize cas où il étoit permis de présenter le gage de bataille. Du tems de Boutillier ils étoient réduits à trois, l'homicide, le rapt, & l'incendie; & on ne reçut plus en jugement le gage de bataille, si l'accusation n'étoit pas capitale; il y a long-tems que l'usage de la preuve judiciaire par le combat en champ clos est abolie. *Voy.* la Somme Rurale, l'Arbre des batailles dédié à Charles VIII. imprimé à Paris, chez Verard, en 1493.

5. **GAGER, DÉGAGER, DÉSENGAGER,** dans les coutumes dont nous avons parlé au mot Gage, signifient ôter le chapeau ou autre habillement à celui qui est trouvé commettre défordre sur l'héritage d'autrui.

6. **GAGER L'AMENDE.** S. Paul, article 32, c'est payer & acquitter l'amende prononcée en justice, faute d'avoir satisfait aux devoirs portés par la coutume.

7. **GAGERIE SIMPLE.** Le seigneur censier dans la ville & banlieue de Paris, faute de paiement des droits de cens dûs par les héritages qui y sont situés, peut procéder, par voie de simple gagerie, sur les meubles qui sont dans les maisons,

fons, pour trois années d'arrérages dudit cens & au-dessous, & est entendu simple gagerie quand il n'y a transport de meubles. Telle est la disposition de l'article 86 de la coutume de Paris; celle de Nivernois au titre des cens, art. 16, a une disposition à peu près semblable. Elle permet au seigneur censier, à faute de paiement du cens, de prendre & exploiter, de son autorité, sans permission de justice, les dards, faucilles, focs, aireaux, instruments de labours, paniers, côuteaux, hottes, harnois & autres semblables gages, faire vendre iceux par autorité de justice, pour avoir le paiement de son cens.

8. Le seigneur d'une censive dans la ville & banlieue de Paris, a un privilège que n'a pas le seigneur d'une censive hors de la banlieue; le premier peut saisir & gager même les meubles étant dans les maisons de ses censitaires: le second ne peut que saisir les fruits des héritages sujets au droit de cens. *Voyez* l'article 74 de ladite coutume.


9. La gagerie simple doit se faire, comme dit la coutume, sans déplacement de meubles, & en cela elle diffère de la saisie & exécution. La gagerie ne peut avoir lieu que pour les trois dernières années de cens consécutives & au-dessous, & non pour plus grand nombre d'années; elle doit être faite par ordonnance du Juge, & ensuite la partie saisie doit être assignée, pour voir dire qu'il sera passé outre à la vente.

10. GAGERIE DE RACHAT, GAGER LE RACHAT. Dans les coutumes de Lodunois, Tours, Anjou, le Maine; c'est quand le vassal offre réellement à son seigneur le paiement du droit de rachat. A compter du jour que le rachat est gagé ou offert, le seigneur commence à jouir, & perçoit les fruits du fief

Part. I.

pendant son année, ainsi qu'il est prescrit & ordonné par la coutume. *Voyez* entr'autres Lodunois, chap. 14, art. 3, 6 & 11. Dans cette coutume, on dit encore gageure de rachat.

* 11. GAGNAGES. Ce terme signifie, en matière de droits seigneuriaux, les fruits pendants par les racines, que le seigneur fait siens, par faute d'homme, droits & devoirs non faits & non payés; » & si le vassal, (*dit la cout. de Paris, art. 59,*) avoit baillé » son fief à rente sans démission de foi, » le seigneur le met en sa main, par » faute d'homme, droits & devoirs » non faits; s'il y a des terres emblavées, ledit seigneur peut, si bon lui » semble, prendre les gagnages de la » dite terre, en rendant les feurs, labours & semences, &c ». *Voyez* d'Argentré, sur la coutume de Bretagne, art. 381; & Loyfel, liv. 4, tit. 1, art. 1.]

12.  GAGNAGES & GAGNERIES se prennent aussi quelquefois pour les terres mêmes que l'on cultive, & dont on perçoit les fruits ou gains. Loyfel, *loco citato*, dit qu'on met sa terre en gagnage par baux à rente, cens, ou fief.

13. GAIVES. Suivant l'article 603 de la coutume de Normandie, sont choses qui ne sont appropriées à aucun usage d'homme, ni réclamées par aucun. Elles doivent être gardées pendant an & jour, & rendues à ceux à qui elles appartiennent. *Voyez* ce que dit Basnage sur cet article. Si le propriétaire ne se présente pas dans l'an & jour, les choses gaives appartiennent au seigneur justicier.

14. La coutume ne donnant au seigneur que les choses gaives, il s'ensuit que les choses qui ont été appropriées à usage d'homme, ne sont point de cette qualité, ainsi que l'or monnoyé, & les pierreries; elles appar-

T t

tiennent à l'inventeur. *Voy.* Bafnage, *loco citato*, il rapporte quelqu'arrêts du Parlement de Normandie, & notamment un du 6 mars 1676, qui a jugé conformément à ces principes, au sujet d'un diamant trouvé dans la rivière de Robec; il fut dit qu'il appartiendrait comme chose gaive, aux échevins de la ville de Rouen, parce que le diamant n'étoit pas en œuvre.

15. GAMBAGE. C'est un droit seigneurial qui, par les coutumes de Boulonnois, art. 45, Herly, art. 3, appartient au seigneur féodal, sur les brasseurs de bierre, à raison de quatre pots par chaque brassin.

16. GANTS. (Droit de) Il a lieu dans plusieurs coutumes, & consiste dans une modique somme que l'acquéreur de l'héritage censuel doit payer au seigneur outre les lods & ventes. Dans la coutume de Senlis, art. 246, ce droit est de deux deniers Parisis. Dans la coutume d'Orléans, art. 107, les gants sont estimés deux sols Parisis.

17. Ce droit vient de ce qu'anciennement, lorsque l'acquéreur de l'héritage censuel se faisoit investir par le seigneur, il lui présentait une paire de gants, qui lui servoient pendant la cérémonie de l'investiture. Après qu'elle étoit faite, les gants demeuroient au sergent de la seigneurie; dans la suite, ces formalités s'étant abolies, les gants ont été dûs aux sergents en argent, & ont fait partie des droits seigneuriaux.

18. En quelques lieux, les gants appartenoient aux seigneurs comme une redevance. Cette redevance a été depuis réduite en argent, & elle leur est encore dûe.

19. Dans les coutumes où le droit de gants a lieu, on dit *gants & ventes*, ou bien *ventes & gants*. *Voy.* Château-Neuf, art. 48, 50, 52; Dumoulin, art. 34; Tours, art. 142. Les ventes

sont d'une certaine quotité par chaque livre du prix de la vente, & les gants sont appréciés à une certaine somme pour toute la vente; le prix des ventes, ainsi que celui des gants, ne sont point uniformes dans les coutumes, il faut donc suivre ce qui est prescrit par chacune. Dans quelques coutumes, le droit de gants est aussi un devoir de fief. *Voyez* la coutume de Bearn, titre 1, art. 27; il y est dit, qu'aucuns vassaux doivent fer de lance, esparvier, vautour, gants & autres devoirs. *Voy.* le Glossaire du Droit François.

20. GARANTIE EN RETRAIT FÉODAL. L'acquéreur d'un fief évincé par retrait féodal, demeure toujours garant de la rente par lui constituée pour le prix de son acquisition; parce que le vendeur a choisi cet acquereur, & l'a trouvé bon, ce qu'il n'aurait peut-être pas pensé du retrayant: ainsi jugé par arrêt de la grand'chambre du parlement de Paris, du 17 février 1633. *Voyez* Auzanet, sur l'art. 20 de la coutume de Paris. Il faut suivre la même règle en retrait censuel dans les coutumes où il a lieu.

21. Le seigneur évincé du fief qu'il a retiré féodalement, n'a point de garantie contre l'acquéreur sur qui il a exercé le retrait, ni sur sa caution. Il doit se pourvoir contre le vendeur, parce que, par le retrait étant subrogé en la place de l'acquéreur, il doit avoir la même garantie. Arrêt du parlement de Toulouse, du 9 juillet 1638, qui décharge la caution. Cet arrêt est rapporté par M. de Catelan, liv. 3, ch. 13.

22. GARANTIR LE FIEF. C'est dans quelques coutumes lorsque le frère aîné rend la foi & hommage au seigneur pour ses puînés. Cette garantie, dans les coutumes où elle a lieu, ne peut valoir que pour le tiers du fief, attendu que l'aîné a les deux autres tiers outre son préciput.

23. GARANTIR UN PÉAGE. Cette garantie ne peut avoir lieu quand le péage est supprimé par autorité du roi. Il est des règles, que les cas fortuits, & les faits du prince ne sont jamais compris dans une stipulation simple de garantie. On peut raisonner d'un péage comme des rentes sur l'hôtel de ville de Paris: toutes les fois qu'elles ont souffert quelque variation ou diminution par le fait du prince, on n'a jamais écouté ceux qui demandoient d'en être garantis. *Voyez* à cet égard un arrêt du conseil d'état du 27 août 1666. Il règle qu'en conséquence des retranchemens faits par le roi, les créanciers ne pourront prétendre aucun recours ni garantie contre leurs cédans & co-héritiers, par quelque prétexte que ce puisse être; & qu'à l'égard des contrats où les cédans ont promis garantir, fournir, faire valoir, & à faute de paiement, de payer soi-même, *ou si le cédant s'est obligé par clause expresse de garantir les faits du roi, surseoiront toutes actions de garantie, les cessionnaires jusqu'à ce qu'autrement pvr sa majesté en ait été ordonné.*

24. GARDES DES BOIS, CHASSE ET PESCHE DES SEIGNEURIES. Ce sont des particuliers préposés par les seigneurs pour la conservation de leurs bois, de leurs droits de chasse & de pêche, dans toute l'étendue de leurs seigneuries.

25. Ces gardes s'établissent ordinairement par de simples lettres de provisions signées du seigneur. Celui qui les a obtenues, avant de commencer ses fonctions, doit les faire enregistrer au greffe de la justice, se faire recevoir par le juge de la seigneurie, & prêter serment pardevant lui. Ce sera encore mieux, si le tout se fait à la maîtrise particulière dans l'étendue de laquelle est située la seigneurie, parce

qu'alors le garde aura le même pouvoir & le même privilège qu'un garde des eaux & forêts du roi, qui est d'en être cru seul, & à son serment, des prises qu'il fera, jusqu'à l'inscription de faux.

26. Le choix d'un garde n'est pas indifférent pour les seigneurs: ils doivent y observer deux choses; 1°. que ce garde soit étranger. S'il est de la seigneurie, les liaisons de parenté, d'amitié, de cabaret l'engagent à dissimuler les délits; 2°. que le garde soit, autant qu'on le peut espérer de cette espèce de gens, honnête homme, actif, & instruit des réglemens. S'il est tel, les bois seront bien gardés, le gibier abondera dans les campagnes, le poisson dans les rivières; quelles ressources à la campagne! Si au contraire le garde est fripon, paresseux & ignorant, tout languira, tout périra; & qui pis est, souvent les seigneurs qui se croient obligés de prendre le fait & cause de leurs gardes, se trouveront embarqués dans mille procès désagréables.

27. Il n'y a aucune ordonnance, aucun règlement qui définisse quel âge doit avoir un garde; on pense qu'ayant le pouvoir de faire un rapport, & le privilège d'en être cru à son serment, son âge ne peut être moindre de vingt-cinq ans. Suivant l'ordonnance de 1669, un maître pêcheur doit avoir vingt ans: or le garde à qui la loi donne inspection sur les pêcheurs, doit avoir un âge plus mûr.

28. Les gardes des seigneurs, ainsi que ceux des bois du roi, doivent être de bonne vie & mœurs; lors de leur réception, il en doit être informé par témoins; il doit être aussi constaté qu'ils savent lire & écrire, par l'expérience qu'ils doivent en faire pardevant le juge qui procède à leur réception: ils doivent encore être in-

terrogés sur les articles de l'ordonnance qui intéressent leurs fonctions. *Voyez* l'article 2 du titre 10 & 16 du tit. premier de l'ordonnance de 1669.

29 Pour exciter la vigilance de leurs gardes, il seroit à souhaiter que les seigneurs leur fissent observer l'art. 9 du même titre, qui oblige les gardes des bois du roi à faire leur rapport des délits commis en leur garde, deux jours après que le délit aura été commis, sous peine d'en être responsables, & condamnés aux mêmes amendes & restitutions qu'auroient été les délinquans.

30. On a observé plus haut que les gardes des seigneurs, lorsqu'ils son reçus aux maîtrises, ont le même privilège que les gardes des bois du roi, qui est d'en être crus à leur serment des prises qu'ils font; mais si les gardes ne sont reçus que par le juge du seigneur, leurs rapports doivent être recordés de deux témoins, surtout s'ils ont part aux amendes, ou s'ils sont domestiques du seigneur. *Voyez* l'art. 206 de la coutume d'Amiens. Terrien, dans son commentaire sur l'ordonnance de 1554, liv. 14; Rousseau en ses arrêts & réglemens. Sur celui du dernier juin 1607, il rapporte un arrêt du 26 octobre 1609, qui permet à Guillaume d'Athis sergent-collecteur des amendes, de faire des rapports, pourvu qu'il fût assisté de deux témoins.

31. Lorsqu'un garde a fait un procès verbal, il doit l'affirmer véritable dans les vingt-quatre heures pardevant le juge de la seigneurie, ou pardevant le maître particulier, s'il est reçu en la maîtrise, à peine de nullité.

32. Les gardes des seigneurs, ainsi que ceux des bois du roi, ne doivent point porter de fusils. Cette arme leur est expressément déniée par l'article

13 du titre 10 de l'ordonnance de 1669, qui ne leur permet que de porter des pistolets de ceinture, pour la sûreté de leur personne. De ce que les gardes ne peuvent point porter de fusils, il s'ensuit qu'ils n'ont pas le pouvoir de l'ôter aux chasseurs qu'ils trouvent en contravention. Ce procédé téméraire seroit sujet à trop d'inconvéniens, & jamais on n'a approuvé les entreprises des gardes en pareils cas, & même on leur a défendu d'enlever le fusil. Il y a un jugement de la table de marbre du 5 avril 1702, contre les gardes de M. le duc de la Ferté, qui les condamne à rendre les fusils qu'ils avoient enlevés à un chasseur; en 1715, au même tribunal, il y eut pareille condamnation contre les gardes de M. le duc de la Trimouille, quoique ce seigneur eût pris le fait & cause. *Voyez* l'arrêt de règlement du 17 avril 1674; l'auteur des notes sur l'art. 6 du tit. 30 de l'ordonnance au Code des Chasses; Mr. Barnelier en sa note 358 des *Traité du Droit François* de Davot, aux additions sur la chasse.

33. Lorsqu'un seigneur est retiré dans ses terres, & infirme, il peut sans doute permettre à son garde de porter fusil, même pendant toute l'année, pour lui tirer du gibier.

34. Lorsqu'un seigneur va passer quelque tems dans sa terre, il peut encore permettre à son garde de porter fusil tant qu'il est sur les lieux, mais non en son absence; & dans tous les cas la permission doit être enregistrée au greffe de la maîtrise.

35. Les gardes des seigneurs, sous prétexte d'y faire des recherches de gibier, ou de fusils, n'ont aucun droit d'entrer dans les maisons des particuliers, si ce n'est en deux cas; l'un, quand ils sont à la suite d'un flagrant-délit; & l'autre, quand il y a information & décret précédent. *Voyez* un

arrêt du 23 février 1613, rapporté par Corbin, dans les Loix de la France.

36. Quoique les gardes des seigneurs n'aient d'inspection que sur les bois, chasse & pêche de la seigneurie confiée à leur garde, cependant si dans le territoire de la seigneurie, il y avoit des bois appartenant au roi, aux seigneurs appanagistes ou engagistes, même à des particuliers, & si le garde dans le cours de ses visites y trouvoit des délinquants, il pourroit dresser contr'eux procès-verbal, & il seroit très-bon. La même chose auroit également lieu en fait de pêche; une pareille conduite a été approuvée par un arrêt de la table de marbre, au souverain de Dijon, du 19 janvier 1746. Le fait étoit que le garde bois de la seigneurie de Dracy avoit dressé procès-verbal de délits commis dans le bois d'un particulier. Les délinquans furent condamnés aux amendes & restitutions ordinaires, quoiqu'ils alléguassent que le garde n'avoit prêté serment que sur la nomination du seigneur pour la garde de ses bois, & non pour celle des particuliers. *Voyez* Gallon, sur l'art. 8 du tit. 10 de l'ordonnance de 1669.

37. La pratique est bonne de certains seigneurs qui exigent de leurs gardes une caution de 300 livres, ou plus forte, & les rendent responsables des délits, ainsi que les gardes des bois du roi. Cette précaution excite également la vigilance & la crainte des gardes.

38. Les seigneurs devroient encore empêcher leurs gardes de tenir cabaret, d'exercer aucun métier où on emploie du bois, d'en tenir atelier, & d'en faire aucun commerce. Tout cela est défendu aux gardes des bois du roi, à peine de destitution, d'amende, & de confiscation. *Voyez* l'art,

31 du titre 27 de l'ordonnance de 1669.

39. Les gardes dans leurs rapports & procès-verbaux doivent être fort attentifs à y observer toutes les formalités prescrites par les ordonnances & les réglemens. *Voyez* ci-après Rapport de Gardes.

40. Ceux qui font rébellion & maltraitent les gardes des seigneurs, peuvent être punis des mêmes peines que ceux qui maltraitent les huissiers, puisque les uns & les autres sont les ministres de la justice, & prêtent le même serment. Il y a nombre d'exemples de seigneurs très-sévèrement punis pour avoir maltraité des huissiers. *Voyez* Brillon, *verbo* Rébellion.

41. L'article 8 du réglement pour Villers-Cotterets, défend expressément aux nobles, gentilshommes, & à tous autres, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de troubler & empêcher les sergens & gardes dans leurs fonctions, de les intimider, battre, maltraiter en quelque sorte & manière que ce soit : leur enjoint au contraire de leur donner main-forte, assistance & aide, si besoin est. Gallon, dans sa conférence, sur l'art. 13 du titre 10 de l'ordonnance de 1669, rapporte un arrêt du conseil d'état du 27 janvier 1711, qui commet M. de Bouville, intendant d'Alençon, pour informer des excès commis en la personne de René Gautier, garde-bois d'Argentan, par le sieur de Saint-André, garde du corps, & le sieur Delamarre son frère. A la suite de cet arrêt, il y en a plusieurs autres semblables.

42. Il y a beaucoup de seigneurs qui, éloignés de leurs terres, établissent des gardes qui, loin de garder le gibier, le détruisent, en vivent toute l'année, & qui plus est, le vendent. C'est un vol manifeste, & en outre une contravention formelle aux

ordonnances qui en défendant aux gardes de porter le fusil, leur interdisent toute espèce de chasse : c'est donc au procureur fiscal de la seigneurie à veiller sur la conduite des gardes, sur l'abus qu'ils pourroient faire de leur état, & lorsqu'ils en font, à les faire changer, & punir selon la rigueur des ordonnances, & comme voleurs domestiques, lorsqu'ils volent le gibier du seigneur confié à leur garde. Quant à ce qui concerne la pêche, *voy.* Pêche.

43. GARDE. (Denier de) Dans les anciens baux d'héritages à rentes perpétuelles, il y avoit des deniers de garde, différens de la rente. La rente se payoit l'année que la terre étoit en culture, & qu'on recueilloit les fruits ; le denier de garde se payoit pendant les années que la terre chommoit. De même à l'égard des terres sujettes à terrage dans quelques seigneuries, le terrage se paie, comme par-tout ailleurs, les années qu'on moissonne ; & les années que la terre est en repos, on paie le denier de garde. Il est fait mention de ce droit prétendu par quelques seigneurs à la fin du procès-verbal de la coutume du grand Perche ; il en est encore fait mention en la question 9 des décisions de Grenoble.

44. GARDE FAITE, A GARDE FAITE. C'est quand on conduit les bestiaux pâcager sur les héritages d'autrui, à dessein de causer du dommage, & de profiter du pâturage d'autrui. Le dommage qui se fait ainsi à garde faite, se punit bien plus rigoureusement que lorsque les bêtes le font par échappée, c'est-à-dire, lorsque celui qui les garde ne peut les contenir, ou qu'elles échappent à sa vigilance. *Voyez* Dommage, Garde-Messier, *Voyez* les coutumes d'Amiens, article 202, 206 ; Montreuil, art. 7 ; Auxerre, art 266 ; Berry, tit. 10, art. 4.

45. GARDE DE JUSTICE. Dans quelques coutumes, on appelle ainsi les officiers de la justice des seigneurs. *Voyez* Peronne, art. 81, 260 ; Clermont, art. 215 ; Montargis, chap. 22, art. 2 ; Nivernois, tit. 1, art. 24.

46. GARDES-LIGES. Ce sont les vassaux qui sont obligés de faire la garde auprès du seigneur suzerain. Dans la coutume d'Anjou, le vassal qui manque de faire sa garde-lige auprès de son seigneur, doit une amende arbitraire s'il est noble & soixante sols tournois, s'il est roturier. *Voyez* Anjou, art. 174 ; le Maine, art. 147.

47. GARDE-MESSIER. C'est une personne préposée par une communauté pour veiller à la conservation des fruits & des biens de la terre, à empêcher que les personnes & les bestiaux n'y fassent du dommage. Les fonctions du garde-messier sont annuelles, & finissent après la récolte.

48. Ces sortes de préposés s'appellent de différens noms. Ils se nomment dans les deux Bourgognes *Messiers* ; en d'autres provinces, *Gardes*, *Gustiers*, *Bannars*, *Bandiers*, *Bannavars*. Mais par-tout leurs fonctions sont uniformes.

49. Dans quelques endroits on les appelle sergens ; mais il y a quelque différence entre ces derniers & les messiers ; 1°. la garde du messier n'est que pour une récolte ; celle du sergent dure trois ans, pendant lesquels il ne peut demander sa décharge. *Voyez* les réglemens de 1608, & du 16 février 1677 ; 2°. Faute par les messiers d'indiquer & de prouver les méfus qui se sont commis dans le cours de leur exercice, ils en sont responsables solidairement s'ils sont plusieurs : les sergens au contraire n'en sont garans que dans le cas de fraude, ou de dissimulation affectée, parce qu'ils ont d'autres fonctions qui les

partagent ; au lieu que l'unique devoir des messiers est la seule conservation des fruits. *Voyez* les Réglemens ci-dessus.

50. Autrefois dans toutes les paroisses du royaume , il y avoit des messiers : la déclaration du roi , du 11 juin 1709 , en a ordonné l'établissement par-tout , mais elle n'est pas généralement exécutée.

51. Les messiers doivent être gens fidèles, capables & solvables , parce qu'ils sont civilement responsables des délits qui procèdent de leur fait. *Voy.* les arrêts du parlement de Bourgogne , rapportés par Taisand , sur l'art. 6 du tit. premier de la cout. de cette province , n. 1 & 9.

52. Les bourgeois & les bons marchands ne doivent point être nommés messiers. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Bourgogne , du 9 février 1706 , rapporté par Davot , pag. 111 ; Freminville , tom. 3 , pag 478 , en rapporte un plus récent , du 27 novembre 1744 , contre le sieur de C'uny , seigneur de l'Eperviere , en faveur de Pierre Patuel , marchand du même lieu , qui avoit été nommé par ce seigneur ; il en fut déchargé avec dépens.

53. Les gardes-messiers , avant de commencer leurs fonctions , doivent prêter serment pardevant le juge des lieux ; c'est aussi pardevant lui qu'ils doivent affirmer leurs rapports qui , sans cette affirmation , seroient nuls ; c'est la disposition des ordonnances & de toutes les coutumes *Voyez* Saint-Yon , liv. 2 , tit. 9 , n. 58.

54. Les gardes-messiers qui trouveront des bestiaux en délit ou méfius , doivent les prendre & les conduire à la prison du seigneur haut-justicier , s'il y en a , sinon les mettre en fourrière au cabaret du lieu , en rendre responsable le cabaretier , qui doit le

nourrir , jusqu'à ce qu'il en ait été ordonné par justice. L'art. 66 de la coutume de Normandie ordonne aux seigneurs d'avoir parc pour garder les bestiaux pris en dommage , quand il sera question des droits de leur seigneurie. *Voyez* Sénéchal].

55. A l'égard des personnes trouvées en flagrant délit , les gardes messiers peuvent les prendre & les conduire en prison , pour y rester jusqu'à ce qu'ils donnent caution de payer le dommage & l'amende. *Voyez* l'art. 36 du chap. 1 de la coutume de Normandie. Vastang , chap. 8 , art. 13 ; Saint-Agnan , chap. 1 , art. 5 ; Selles , chap. 1 , art. 2.

56. Lorsque les gardes messiers ne peuvent pas saisir & amener les personnes & bestiaux qu'ils trouvent en délit , ceux qui se trouvent présens , même la maréchaussée dans le cours de ses chevauchées , doivent leur donner aide & prêter main-forte. *Voyez* les arrêts de règlement du parlement de Besançon , du 21 juin 1694 ; celui du parlement de Dijon du 5 juillet 1657 , rapporté par Taisand sur l'article 4 du tit. 13 de la coutume de Bourgogne , n°. 4 ; la déclaration du roi du 11 juin 1709. Taisand , *loco citato* , n. 1 , rapporte aussi plusieurs arrêts par lesquels il est défendu aux gardes messiers , à peine du fouet , de faire aucune composition avec les délinquans , ni de donner permission aux particuliers de faire pâturer leurs bestiaux sur les héritages d'autrui.

57. Lorsque quelqu'un est assez téméraire pour enlever par force les bestiaux que le garde messier conduit en fourrière , c'est un délit punissable & amendable , suivant l'exigence des cas. *Voyez* Orléans , art. 161 ; Bourbonnois , art. 163. Suivant la coutume de Surène , art. 5 , l'amende est de 28 liv. parisis ; dans d'autres coutumes elle

est moins considérable.

58. Il arrive souvent que des bestiaux pris en délit, conduits en fourrière, ou dans les prisons du seigneur, n'y sont pas exactement nourris; en ce cas le propriétaire des bestiaux peut leur porter à manger pour les empêcher de périr. *Voyez* l'art. 65 de la coutume de Normandie.

59. La connoissance des délits & du dommage causé par les personnes & les bestiaux, appartient sans contredit au juge du seigneur haut justicier de la justice où le délit s'est commis. L'amende, lorsqu'elle est adjugée, appartient aussi au seigneur haut-justicier; sur quoi il faut observer:

60. 1^o. Si les parties se sont accordées, & si les bestiaux ont été rendus dans les vingt-quatre heures, dans plusieurs coutumes il n'est dû aucune amende au seigneur. *Voyez* Nevers, chap. 15, art. 7; Montargis, chap. 4, art. 15; Orléans, art. 159, & plusieurs autres.

61. 2^o. Ces amendes sont plus ou moins considérables, selon la nature des contraventions. Quand les bestiaux sont pris à garde faite, l'amende est plus considérable que quand les bestiaux sont par échappée. Si les bestiaux sont pris de jour, même à garde faite, l'amende est moins considérable que quand pareil délit est commis de nuit. Ce dernier cas, par quelques coutumes, est réputé larcin. Quantité prononcent la confiscation des bestiaux, moitié au profit du seigneur haut-justicier, l'autre moitié à la partie qui a souffert le dommage. *Voyez* Auvergne, chap. 28, art. 9 & 18; Bourbonnois, art. 530; la Marche, art. 358; Bretagne, art. 636; Orléans, art. 146; Nevers, chap. 15, art. 9; celle de Dunois, chap. 5, art. 53, prononce seulement une peine arbitraire. Au surplus, sur la qualité des amendes, il faut con-

sulter les différentes coutumes.

62. 3^o. A l'égard des bestiaux qui sont trouvés en délit dans les bois des seigneurs, ils doivent être confisqués à leur profit, suivant la disposition de l'article 10 du tit. 32 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669. Suivant le même article, si les bestiaux ne peuvent être saisis, les propriétaires seront condamnés aux amendes portées par ce même article.

63. On peut encore observer que la coutume de Nevers, chap. 15, art. 10, a une disposition assez singulière sur les bestiaux pris en dommage dans les vignes, depuis la saint Laurent jusqu'aux vendanges. Ces bestiaux doivent être gardés pendant vingt quatre heures séparément: si pendant ce tems ils *grument*, c'est-à-dire, si par leur fiente ils font connoître qu'ils ont mangé des raisins, ils doivent être confisqués au profit du seigneur & de justice; sinon, ils doivent être rendus au propriétaire qui en est quitte pour payer les dommages & intérêts à la partie, quand elle a souffert dommage.

64. Le messier qui a pris des bêtes en méfus, & qui les a conduites en fourrière, peut bien ne pas faire son rapport sur le champ; quelques coutumes leur donnent trois jours pour le faire, d'autres vingt quatre heures seulement; dans ces intervalles la partie qui a souffert le dommage peut s'accommoder avec le propriétaire des bestiaux qui ont été pris en méfus, & éviter par là les frais de justice toujours à charge à de pauvres habitans. C'est-là, sans doute, les motifs des différens délais accordés par les coutumes. *Voyez* Mons, chap. 50, art. 18, chap. 53, art. 1; Dourdan, art. 6; Tours, art. 205.

65. Quand le messier a fait ou mis ses rapports au greffe, la partie qui a souffert le dommage doit faire assigner à la première audience, le propriétaire des

des bestiaux saisis, pour les reconnoître, voir affirmer le rapport, & convenir d'experts pour estimer le dommage. Cette procédure est autorisée par la disposition de presque toutes les coutumes.

66. L'article 398 de la coutume de Bretagne décide qu'on ne peut pas être admis à faire preuve contraire au rapport des messiers qui ont prêté serment à justice. Plusieurs coutumes statuent même que le messier peut en être cru seul sans témoins, si l'amende n'est que de sept sols six deniers. *Voyez* Saint-Omer, tit. 1, art. 10; Peronne, tit. 1, art. 13; Amiens, article 205. Suivant les mêmes coutumes & plusieurs autres, si l'amende est plus grande, il faut, au serment du messier, joindre la preuve par témoins.

67. Quand il est ordonné que le dommage sera estimé par experts, la partie qui a souffert le méfus, doit en faire faire l'estimation promptement, pour que la preuve ne dépérisse pas. De plus, cette estimation doit être faite dans les délais portés par la coutume, autrement on seroit non-recevable. Ces délais sont encore différens selon les coutumes; Auvergne, chap. 28, art. 13; la Marche, art. 351, 352, donnent quatre jours; Montfort, art. 158; Mantes, art. 191; Reims, art. 401, ne donnent que vingt-quatre heures, d'autres donnent huitaine, d'autres quinzaine; Bretagne, même art. 92, pousse le délai jusqu'à un an. Chacun en cela doit suivre ce qui lui est prescrit par la coutume.

68. Si les bêtes trouvées en méfus n'ont point de maître, ne sont réclamées ni avouées de personne, le seigneur s'en emparera comme d'une épave. *Voyez* l'art. 348 de la cout. de la Marche.

69. Si on présume que ces bêtes peuvent appartenir à quelqu'un, le sei-

Partie I.

gneur ou son procureur fiscal doivent le faire assigner pour voir dire que lesdites bêtes seront vendues à tel jour de marché qui sera indiqué; si elles sont mises à prix, elles seront à la huitaine suivante délivrées au plus haut enchérisseur; & si elles ne sont mises à prix par personne, le seigneur les pourra garder pour le méfait, dit la coutume de Reims, tit. 16, art. 404; Poitou, art. 77, a à peu près une même disposition. *Voyez* Boucheuil sur cet article, n. 3.

70. Si le messier se contente de prendre un gage au délinquant qu'il trouve en méfus, dans la huitaine il doit le déposer au greffe; s'il le retient, il est lui-même amendable. *Voy.* Valençay, chap. 4, art. 8; Antroche, chap. 3, art. 3.

71. Faute par les messiers de faire leur déclaration & preuve, s'il y échoit, dans les dix jours, ils sont solidairement responsables envers le propriétaire qui a souffert le méfus; & en cas d'insolvabilité, la communauté en est responsable, *Voyez* les arrêts de règlement du 2 mai 1608, du 16 février 1636.

72. Le commentateur de la coutume de Lorris, sur l'article 9 du chap. 4, dit que le messier peut & doit chasser les bêtes qu'il trouve en dommage, mais qu'il n'est pas licite de les surmener ou offenser.

73. Il y a cependant des bestiaux qui sont si préjudicables, comme les cochons, les oies, les chèvres, qu'il est permis aux gardes & à tous autres de les tuer lorsqu'on les trouve en dommage dans les héritages, & en outre permis aux propriétaires de se pourvoir pour la réparation du dommage. C'est la disposition de presque toutes les coutumes; sur quoi il faut observer,

74. 1°. Qu'on peut indifféremment

V v

tuer toutes les chèvres qu'on trouve en dommage, soit qu'il n'y en ait qu'une, soit qu'il y en ait plusieurs.

75. 2°. Que quand les cochons & les oies sont en troupeau, on n'en doit tuer qu'une, & chasser les autres. *Voy.* la coutume d'Acs, tit. 11, 12, 13 & 21; Saint-Sever, tit. 3, art. 17 & 16; Bayonne, tit. 2, art. 7. *Voyez* Carnaler.

76. 3°. Que parmi les coutumes il y en a qui permettent à celui qui a tué un cochon ou une oie en dommage sur son héritage, de se l'approprier après l'avoir tué; d'autres veulent qu'on laisse l'animal sur le lieu.

77. 4°. Qu'enfin il y a quelques coutumes qui ne permettent pas de tuer les cochons, mais qui en prononcent la confiscation, moitié au seigneur haut-justicier, moitié au propriétaire de l'héritage. *Voyez* Bourbonnois, art. 527; la coutume de Troyes, art. 172 ne prononce qu'une amende arbitraire.

78. GARDE NOBLE. C'est la faculté que la plupart de nos coutumes accordent aux pères & mères nobles, de jouir des biens, ou de partie des biens appartenant à leurs enfans mineurs, pendant un certain tems, sans en rendre aucun compte, & aux charges prescrites par les coutumes.

79. Tout le monde convient que ce droit dérive de la constitution des fiefs quand ils furent devenus héréditaires. Alors le propriétaire du fief, par son décès, le transmet à ses enfans mineurs; il fallut pourvoir au service militaire inséparable des fiefs dans ces tems, & dont les mineurs ne pouvoient s'acquitter. D'abord il fut réglé que le seigneur dont relevoit le mineur, jouiroit de son fief pendant sa minorité féodale, en percevroit les fruits pour payer une personne qui s'acquitteroit auprès de lui du service militaire; cependant le seigneur devoit

veiller à l'éducation de son vassal mineur, le nourrir & l'entretenir suivant son état: ces soins, & d'autres circonstances dégoûtèrent bien-tôt les seigneurs de la garde de leurs vassaux mineurs: ils l'abandonnèrent quelquefois à ceux des parens qu'ils croyoient les plus propres à faire le service, & insensiblement la garde noble fut réglée sur le pied que nous la voyons aujourd'hui. Nous avons cependant encore quelques provinces où on a conservé des traces de l'ancien usage. *Voy.* ci-après Garde royale, Garde seigneuriale.

80. Il y a grande variété dans les coutumes sur les personnes auxquelles la garde noble est déferée. Il y a des coutumes qui ne donnent ce droit qu'au père ou à la mère, & qui excluent tous autres ascendans & collatéraux. *Voyez* Meaux, chap. 19, art. 147; Lodunois, chap. 33, article 1; le Maine, art. 98; Anjou, art. 85.

81. La coutume de Paris, & le plus grand nombre des autres, donnent la garde noble au père ou à la mère, à l'aïeul ou aïeule. *Voyez* Paris, article 265; Calais, article 236; & quantité d'autres.

82. Quelques coutumes joignent au père ou à la mère, aïeul ou aïeule, tous les autres ascendans. Telles sont Melun, art. 285; Orléans, art. 26; Montfort, art. 116.

83. La coutume d'Amiens, article 116, décide qu'au défaut de père & mère la garde appartient au plus prochain lignager du mineur du côté & ligne dont lui est venu le fief noble. Dans d'autres coutumes, comme Berry, art. 34; Orléans, art. 38, au défaut de père ou mère, aïeul ou aïeule, la garde noble est déferée indistinctement à tous leurs parens collatéraux.

84. Quoique les coutumes ne déferent la garde noble qu'aux pères ou

mères, aïeuls ou aïeules nobles, il n'est cependant pas nécessaire, pour que la femme survivante obtienne la garde noble de ses enfans mineurs, qu'elle soit noble elle-même, il suffit que son mari l'ait été.

85. La garde noble, de même que la succession, est déferée à tous les aïeuls ou aïeules, tant du côté maternel que paternel : mais il ne s'ensuit pas que tous divisément doivent y avoir part ; la garde noble ne doit être coupée ni divisée. Il ne peut y avoir de difficulté à cet égard, que dans la question de sçavoir qui doit avoir la préférence lorsque la concurrence se trouve entre un aïeul paternel, & un aïeul maternel, ou entre une aïeule maternelle, & un aïeul paternel ; au premier cas l'aïeul paternel doit être préféré au maternel ; le Droit commun, *ceteris paribus*, a toujours préféré le côté paternel au maternel. Au second cas, il semble aussi qu'on doive préférer l'aïeul maternel à l'aïeule paternelle, par la raison que l'aïeul maternel a l'avantage du sexe masculin, & que les coutumes appellent toujours les aïeuls avant les aïeules ; c'est l'avis de Dupleffis.

86. La garde noble étant un avantage légal, réglé par la loi des fiefs, & par la coutume, il s'ensuit que personne ne peut le détruire ou y contrevenir, par testament ou telle autre disposition que ce puisse être.

87. Lorsqu'il y a ouverture à la garde noble, elle doit être acceptée par celui ou celle à qui elle est déferée ; sur quoi il faut se conformer aux coutumes : les unes, comme Paris, art. 269, veulent que la garde noble soit demandée & acceptée en jugement & en personne ; une acceptation au greffe ne seroit pas suffisante. Le plus grand nombre des coutumes veut encore que l'acceptation se fasse pardevant le juge

royal, & non pardevant le juge de la seigneurie. L'article 334 de la coutume de Reims le décide précisément ; la coutume du grand Perche, art. 171, dit cependant, *le procureur du roi ou de seigneurie appelé* ; ce qui fait penser, dans cette coutume, que la garde noble se pourroit accepter pardevant le juge seigneurial.

88. Il y a d'autres coutumes qui ne désirent point que la garde noble soit acceptée en jugement, elles la déferent de plein droit *ipso facto*. Telle est la disposition de l'art. 4 du chap. 2 de la coutume de Blois, à laquelle plusieurs autres sont conformes, comme Berry, Anjou, le Maine.

89. Les coutumes varient encore sur le tems où la garde noble doit être acceptée ; Reims, article 334, donne trois mois du jour de l'ouverture ; Berry, tit. 1, art. 38, donne trente jours ; Orléans, art. 24, n'en donne que quinze ; & quantité d'autres ne s'expliquent point.

90. Dans les premières coutumes, il est sans doute que la garde doit être acceptée dans le tems qu'elles prescrivent, sinon celui ou celle à qui elle est déferée est déchu ; mais dans les coutumes muettes, on a demandé si on ne pouvoit pas l'accepter tant que la garde duroit. L'opinion la plus suivie, est l'affirmative ; on décide même que l'acceptation, pour le gain des fruits & autres avantages de la garde, a un effet rétroactif au jour qu'elle a été déferée.

91. Quand la garde est acquise, le changement de domicile du gardien n'opère aucune innovation à son droit : quand même il iroit demeurer dans une coutume qui n'accorde pas la garde, le moment & le domicile du décès déterminent ce droit.

92. Le gardien noble peut renoncer à son droit au profit de ses mineurs ;

s'il y en a plusieurs, il peut renoncer au profit des uns, & la garder au préjudice des autres; mais si tous les enfans sont héritiers, celui ou ceux auquel le droit de garde aura été remis, doit ou doivent faire rapport à leur co-héritiers, du profit & de l'émolument qu'ils en auront perçu.

93. Le gardien noble, avant de commencer son administration, est tenu de faire faire inventaire de tous les titres & papiers, meubles & immeubles de ses mineurs. C'est le Droit commun & la disposition de presque toutes les coutumes; il est vrai que dans quelques coutumes le gardien gagne les meubles avec le revenu des immeubles, mais dans d'autres il ne gagne pas les meubles; le gardien collatéral ne gagne les meubles nulle part; d'ailleurs dans les coutumes où le gardien gagne les meubles, il n'a que l'usufruit des immeubles: or il est de règle que tout usufruitier, avant de commencer son usufruit, fasse dresser inventaire des choses qui y sont sujettes, pour les rendre, à la fin de son usufruit, au même état qu'il les a reçues; autrement quantité de mineurs pourroient être ruinés pendant leur garde.

94. Quelque précise que soit pour le gardien l'obligation de faire faire inventaire, s'il ne le fait pas, il n'est cependant pas pour cela privé des émolumens de la garde, à moins que le contraire ne fût décidé par la coutume; c'est la commune opinion. Mais à cet inconvénient il y a deux remèdes; le premier, que les mineurs peuvent demander la continuation de la communauté contre le père ou la mère survivant qui ne fait pas inventaire, & alors les profits & émolumens de la garde entreront dans la continuation de communauté. Le second remède est que les tuteurs ou parens des mineurs

qui s'apperçoivent qu'il y a du danger à laisser la garde au gardien, peuvent faire ordonner par justice que le gardien sera tenu de faire faire inventaire dans un certain tems; sinon, & icelui passé, qu'il demeurera déchu du profit de la garde.

95. Il y a plusieurs coutumes qui obligent le gardien noble, même pris parmi les ascendants, de donner caution. Voyez Mantes, art. 181. Mais plusieurs aussi les en dispensent. Voyez Paris, art. 269. Si cependant dans ces dernières coutumes le gardien noble abusoit de sa garde, étoit dissipateur, suspect d'insuffisance, les parens du mineur pourroient demander qu'il fût tenu de donner caution, & le juge en connoissance de cause pourroit l'ordonner.

96. A l'égard du gardien noble pris parmi les collatéraux, quelques coutumes, comme Berry, tit. 1, art. 34, veulent qu'il donne caution. Plusieurs sont muettes, mais dans celles-ci, il y auroit de la prudence à l'exiger. Le parent collatéral ne prenant jamais à l'intérêt du mineur un intérêt aussi grand que l'ascendant, on ne peut pas s'y fier également.

97. Dans la coutume de Paris, art. 270, outre son gardien noble, le mineur doit avoir un tuteur nommé en justice pour agir dans toutes les affaires qui ne regardent ni les meubles, ni le fruit des immeubles; mais le gardien peut être élu tuteur, ces deux qualités ne sont point incompatibles; il y a même plusieurs coutumes qui attribuent au gardien noble la fonction de tuteur. Voyez Melun, art. 289; le grand Perche, art. 169; Anjou, art. 95; Montfort, art. 120.

98. Il faut observer que, dans la coutume de Paris & dans celles qui lui ressemblent, où les qualités de gardien noble & de tuteur sont compa-

tibles, le gardien noble doit demander la garde avant la tutelle ; & s'il accepte la tutelle auparavant, il doit déclarer que son acceptation ne pourra ni nuire, ni préjudicier à la demande qu'il entend faire de la garde.

99. Si le mineur a pour tuteur une autre personne que le gardien noble, c'est le tuteur qui doit représenter le mineur dans toutes les actions qui n'ont point de rapport à la garde. Ainsi c'est contre le tuteur seul qu'il faut diriger ces sortes d'actions ; & si l'action intéresse le mineur & le gardien, il faut les assigner l'un & l'autre par des actes distincts & séparés.

100. Il suit de ce que nous venons de dire que, dans les coutumes où la qualité de gardien ne supplée point à celle de tuteur, les saisies & criées d'un bien appartenant au mineur poursuivies sur le gardien seul, seroient nulles. *V. Brodeau sur Louet, let. G, n^o. 6.*

101. La garde noble est toujours onéreuse aux mineurs, attendu qu'elle procure au gardien de grands avantages, sur lesquels cependant les coutumes varient comme dans le reste.

102. Dans certaines coutumes, comme Orléans, article 38 ; Peronne, article 223 ; Clermont, art. 170 ; Berry, art. 1, art. 26 ; le gardien noble gagne en propriété tous les meubles appartenant aux mineurs au jour de l'ouverture de la garde, en outre les fruits des immeubles. Quelques coutumes, comme Paris, article 267, ne donnent au gardien que la simple administration des meubles, & les fruits des immeubles ; d'autres enfin, comme Amiens, art. 130, ne donnent au gardien aucun droit sur les meubles, pas même la simple administration.

103. Dans les coutumes qui défèrent le gain des meubles au gardien noble, il faut observer que cet avantage exorbitant n'est accordé qu'aux ascen-

dans, père ou mère, aïeul ou aïeule ; à l'égard des gardiens collatéraux, il y a très-peu de coutumes qui leur donnent ce droit, & il y en a qui les en excluent formellement. *Voyez Berry, tit. 1, art. 29 ; Orléans, art. 38.*

104. Dans les coutumes qui donnent au gardien noble l'administration des meubles, le gardien pendant la garde peut à la vérité s'en servir, mais auparavant il doit les faire estimer pour en rendre l'estimation avec la crue à la fin de la garde ; il n'en seroit pas quitte pour les rendre en l'état qu'ils se trouveroient.

105. Dans presque toutes les coutumes, le gardien noble, tel qu'il soit, ascendant ou collatéral, gagne le revenu & les fruits des immeubles ; mais comme la garde-noble est de Droit étroit, elle ne peut ni ne doit recevoir d'extension ; c'est pourquoi ce revenu se termine aux biens & rentes qui appartiennent au mineur par le décès du prédécédé de ses pères & mères, & ne peut être augmenté par les biens qui lui arrivent depuis, à moins qu'il n'y ait dans la coutume des lieux quelque disposition qui les règle ainsi.

106. Il est vrai que pendant longtemps on a beaucoup controversé, si, lorsqu'il advient au mineur pendant la garde des successions directes ou collatérales, le gardien en faisoit les fruits siens ; la négative a prévalu au palais, & n'y fait plus aujourd'hui de difficulté, quand même il s'agiroit de la succession d'un frère mineur qui auroit été sous la même garde.

107. C'est encore une question fort agitée, si le gardien gagne le revenu de tous les immeubles appartenant à ses mineurs, situés, soit dans la coutume où la garde est déférée, soit ailleurs, en pays de Droit écrit, car il y a une coutume où la garde noble n'a pas lieu. Cette question a été long-

tems indéfinis. Voyez les raisons pour & contre dans le *Traité de la Garde noble & Bourgeoise*, par de Renusson, chap. 6, n. 17 & suivans. Mais enfin M. le lieutenant civil le Camus a déterminé la question dans un acte de notoriété du 18 janvier 1701, suivant lequel on donne au gardien la jouissance des rentes constituées, & de tous les droits & actions d'un mineur, qui sont purement personnels & mobiliers, en quelques lieux qu'ils soient situés; mais à l'égard des immeubles, on en restreint la jouissance suivant la disposition de chaque coutume. En partant de ce principe, s'il se trouve dans la succession du prédécédé des héritages situés dans une coutume où la garde noble n'a pas lieu, le gardien n'en jouira pas, parce que chaque coutume, pour les immeubles *qua habent situm*, oblige de suivre ses dispositions.

108. Par les revenus que les coutumes défèrent au gardien noble, on entend non-seulement les fruits naturels & industriels, mais encore les fruits civils, les cens, rentes constituées ou seigneuriales; on y joint encore les droits honorifiques dans les terres qui appartiennent aux mineurs, les droits de patronage, collation de bénéfice & office, les droits casuels des fiefs & justices qui y sont attachés, les reliefs & rachats, les quints & requints, les amendes, commises, confiscations, droits de chasse, & autres semblables: sur quoi nous observons,

109. 1°. Qu'à l'égard des héritages confisqués ou commis par félonie ou autrement, la jouissance en appartient au gardien pendant la garde, mais que la propriété en est réservée au mineur, & doit lui être remise après la garde.

110. 2°. Que, quant au droit de patronage, Me. Charles Dumoulin, Pontanus sur la coutume de Blois, tit.

2, art. 5, pensent que le mineur qui a sept ans passés, peut user lui-même de son droit, & présenter au bénéfice.

111. 3°. Quant aux offices, le gardien peut, sans contredit, nommer à ceux qui vaquent pendant la garde, mais il ne peut pas destituer les anciens officiers. Loyseau, dans son *Traité des Offices*, rapporte plusieurs arrêts qui l'ont ainsi jugé. Le gardien ne peut pas aussi donner des survivances d'offices qui passent le tems que doit durer la garde. Ainsi jugé par arrêt du 18 juillet 1617, rapporté par Mornac *ad legem, sed etsi*, 25. D. de *petitione hereditatis*.

112. Denizart dans sa collection de Jurisprudence, verbo Garde noble, rapporte un arrêt du parlement de Paris, du 30 août 1745, qui a jugé que la marquise de la Grange, qui avoit la garde noble de ses enfans, ne feroit point gain des intérêts d'une somme de 150000 livres provenue de la vente d'une futaie considérable, & que dans son compte de tutelle elle se chargeroit en recette des intérêts de cette somme.

113. Si la garde noble a ses avantages, elle a aussi ses charges que le gardien doit acquitter; à cet égard voici ce qu'il y a de plus généralement établi, & par la disposition des coutumes, & par la jurisprudence des arrêts.

114. 1°. Le gardien doit acquitter son mineur de toutes dettes mobilières, payer les arrérages de rentes qu'il peut devoir, les charges annuelles dont les héritages sont tenus, les frais funéraires de ceux dont le mineur a hérité.

115. 2°. Il est tenu d'entretenir les maisons & héritages en bon & suffisant état de réparations viagères, & de le rendre tel après la garde finie.

116. 3°. De nourrir & entretenir le

mineur, & de lui donner une éducation convenable à sa qualité.

117. 4°. De faire les frais des procès qui ont pour objet l'administration des revenus dont le gardien profite.

118. 6°. Sont pareillement à la charge du gardien les droits de franc-fief, les taxes pour le ban & l'arrière-ban.

119. 6°. Dans la coutume de Paris, art. 416, le gardien doit acquitter ses mineurs des reliefs qu'ils doivent de leur chef; mais il n'en doit aucun pour les héritages féodaux qui appartiennent aux mineurs, & dont il fait les fruits siens. Il en est cependant autrement disposé par plusieurs coutumes auxquelles ceux qui y sont sujets doivent se conformer, & dans lesquelles celui qui achète la garde noble est tenu de payer aux seigneurs les reliefs & autres droits seigneuriaux dûs à cause des fruits qu'il fait siens. *Voyez* Artois, art. 118; Peronne, art. 224; Ponthieu, art. 28, & plusieurs autres.

120. 7°. Dans plusieurs coutumes, le gardien est tenu de faire la foi & hommage pour les héritages féodaux dont il a droit de jouir en qualité de gardien, & qui cependant ne dispensent pas les mineurs, quand ils ont atteint la majorité féodale, de rendre eux-mêmes la foi & hommage. *Voyez* le Maine, art. 118; Orléans, art. 23; Blois, art. 5. Mais dans la coutume de Paris & autres semblables, le gardien ne doit point la foi & hommage; les seigneurs sont tenus de donner souffrance. Il en est de même de l'aveu & dénombrement. Dans ces dernières coutumes, c'est aux mineurs à le fournir quand ils sont parvenus en âge; dans les précédentes coutumes, dans celles même où le gardien est tenu de rendre la foi & hommage, on ne peut pas dire qu'il soit tenu de fournir aveu

& dénombrement; cet acte en effet est une reconnaissance qui oblige également & le vassal qui la donne, & le seigneur qui la reçoit, ce qui ne peut compéter à un gardien, qui n'est qu'un simple administrateur; si le même gardien avoit fourni un aveu qui fût quelque préjudice à ses mineurs, ils pourroient en donner un autre, & réformer celui donné par leur gardien.

121. De ce qu'on vient de dire, on en peut conclure que le gardien peut bien recevoir la foi & hommage pour les fiefs qui relèvent de ses mineurs, mais qu'il ne peut pas recevoir les aveux & dénombremens; quelques coutumes même le décident formellement. *Voyez* Tours, art. 346; Lodunois, tit. 33, art. 4.

122. Nous avons dit que le gardien est tenu d'entretenir les biens & héritages des mineurs en bon état, c'est-à-dire, qu'il doit les entretenir au même état de réparations qu'il les a trouvés en entrant en garde, mais il ne doit pas faire celles qui se sont trouvées à faire au tems que la garde lui a été déferée; il est donc de la prudence d'un gardien, avant de commencer son administration, de faire visiter, & dresser procès-verbal de l'état des lieux; nous avons même quelques coutumes qui l'ordonnent précisément. *Voyez* Senlis, article 154; Clermont en Beauvoisis, article 171: faute par le gardien de se mettre en règle à cet égard, suivant le droit commun, il seroit censé avoir trouvé les lieux en bon état, s'en être contenté, & tenu de les laisser à la fin de la garde en bon & suffisant état de toutes les réparations grosses & menues.

123. Dans la coutume de Paris & dans quantité de coutumes semblables, la garde noble dure pour les mâles jusqu'à 20 ans, & pour les filles jusqu'à quinze ans accomplis. Les autres cou-

tumes font durer la garde moins longtemps, & ont à cet égard différentes dispositions qu'il seroit trop long de rapporter ici, mais auxquelles il est aisé de se conformer; on observe seulement que dans une garde où il y auroit des fiefs & héritages situés dans différentes coutumes, & dans lesquelles la durée de la garde seroit différente, elle finiroit, par rapport à chaque héritage, suivant la disposition de la coutume qui le régirait: ainsi un gardien qui auroit dans sa garde des héritages régis par la coutume de Paris & par celle de Reims, jouiroit des héritages situés dans la coutume de Paris, jusqu'à ce que son mineur eût atteint l'âge de vingt ans, tandis qu'il jouiroit seulement de ceux situés dans la coutume de Reims jusqu'à l'âge de quatorze ans du mineur, parce que dans cette dernière coutume la garde finit à quatorze ans pour les mâles.

124. La garde finit encore de plusieurs autres façons;

125. 1°. Lorsque le mineur se marie, alors il est émancipé par le mariage. C'est le droit commun. *Voyez* en outre la coutume du grand Perche, art. 172; Mantes, art. 181.

126. 2°. Par la mort du mineur qui est en garde; s'il y en a plusieurs, le gardien n'a que les fruits des enfans qui sont vivans, & cesse de faire les fruits siens de l'enfant qui est décédé.

127. 3°. Dans la plûpart des coutumes, la garde finit par le second mariage du gardien; dans quelques coutumes la garde ne finit que par le second mariage de la mère, & non par celui du père; dans d'autres, elle ne finit point par le second mariage de l'un ni de l'autre, ils sont seulement obligés de donner caution. Enfin il y a des coutumes muettes à cet égard; dans ces dernières on pense qu'il faut

observer la coutume de Paris, qui déclare la garde finie par le second mariage du gardien, père ou mère, aïeul ou aïeule. *Voyez* l'art. 268.

128. 4°. La garde finit enfin par la mort du gardien, s'il décède avant que la garde soit finie; si le gardien décédé étoit tuteur, il faut faire élire un autre tuteur au mineur; car pour la garde, finie par le décès, ou par le second mariage du gardien, elle ne se réitère point, c'est-à-dire, qu'un autre ne peut succéder à la qualité de gardien; c'est un axiôme également fondé sur la disposition des coutumes, & la jurisprudence des arrêts, que les mineurs ne tombent jamais deux fois en bail. *Voyez* le *Traité de la Garde-noble & Bourgeoise*, par M. de Renusson; les arrêts de M. de Lamoignon, qui se trouvent dans les commentaires de M. Auzanner, sur la coutume de Paris, & dans le dictionnaire de Brillou. *Verbo* Garde.

129. GARDE ROYALE, est un droit spécial qui donne au roi dans la Normandie la garde des mineurs qui tiennent des fiefs nobles relevant immédiatement de lui.

130. La garde royale donne à S.M. la jouissance de tous les fiefs, arrière-fiefs, rotures, rentes & revenus des mineurs qu'il a en sa garde, à la charge d'entretenir les héritages, de payer les arrérages de rentes, de nourrir, & de faire élever les mineurs pendant tout le tems que dure la garde; & tant qu'elle dure, lesdits mineurs ne peuvent se marier sans le consentement de sa majesté.

131. Nous n'avons que la Normandie où la garde royale ait lieu, on la pratiquoit anciennement en Bretagne; mais par un traité fait en 1277 entre Jean, duc de Bretagne, & la noblesse de cette province, ce droit de garde fut changé en un droit de rachat, qui consista

liste dans les fruits d'une année, sans couper les bois, pêcher les étangs, vendre ni coure en garennes ni en forêts : moyennant quoi les nobles peuvent en Bretagne laisser la garde de leurs enfans à qui bon leur semble.

132. La garde royale a cela de particulier, qu'il suffit que le mineur ait un seul fief dans la mouvance immédiate du roi, pour qu'il attire à lui tous les autres, en quelque mouvance qu'ils soient situés : mais le roi remet presque toujours aux mineurs ses vassaux, tout l'émolument de la garde & la jouissance de leurs fiefs ; S. M. se réserve seulement le droit de patronage attaché aux fiefs.

133. On a agité autrefois la question de savoir si les rentes constituées tomboient en la garde royale : d'anciens arrêts ont jugé la négative, mais l'affirmative est aujourd'hui la plus commune opinion. Voyez Basnage, sur l'art. 215 de la coutume de Normandie.

134. La garde noble royale ou seigneuriale n'a lieu que du jour que la demande en est faite en justice. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Rouen, du 27 juillet 1623, & réglé par l'art. 32 d'un règlement fait depuis en 1666, au sujet de la garde royale. L'arrêt & le règlement sont rapportés par Basnage, sur l'art. 216 de la coutume de Normandie.

135. De ce que dessus il suit que le donataire de la garde royale ne commence à en jouir que du jour qu'il présente ses lettres de don pour être enregistrées ; sans cet enregistrement ces lettres ne produiroient aucun effet à l'impétrant.

136. Les mineurs ne peuvent pas obtenir de lettres de bénéfice d'âge, pour faire cesser la garde royale ou seigneuriale. C'est la disposition de

l'art. 40 du règlement de 1666, dont nous venons de parler.

137. Les meubles du mineur ne tombent point en garde royale ou seigneuriale, non plus que les mineurs qui possèdent colombiers, moulins ou autres droitures féodales, séparées du fief noble.

138. Lorsque le roi fait remise de la garde royale, c'est toujours au profit des mineurs ; ainsi celui qui exerce la garde noble royale est comptable du fruit des immeubles du mineur, au profit duquel il doit payer ce qui en restera, les charges acquittées, auxquelles le gardien n'est tenu que jusqu'à concurrence ; il n'est pas sujet aux intérêts des deniers pupillaires, mais aussi il ne peut rien demander pour ses vacations, il peut seulement répéter ses voyages & séjours faits hors de sa maison. Voyez Basnage, sur les art. 127, 215, 216 de la coutume de Normandie, les arrêts & réglemens qu'il rapporte.

* 139. GARDE SEIGNEURIALE est un droit qui donne au seigneur féodal la jouissance des fiefs qui redevient immédiatement de lui, pendant que ses vassaux sont en bas âge, sans qu'il soit tenu pour cela de les nourrir ni entretenir ; mais seulement de conserver lesdits fiefs en leur entier, & d'acquitter les rentes foncières & autres charges marquées par les coutumes. On croit néanmoins que si lesdits vassaux ne possédoient que des fiefs, pour lors le seigneur seroit obligé de les nourrir & entretenir selon leur état & facultés, ou bien de renoncer à son droit. Voyez Basnage sur la coutume de Normandie, art. 127, 215 & suiv.

140. *Nota.* Que nonobstant la garde seigneuriale, on donne des tuteurs aux vassaux mineurs, pour veiller sur leurs personnes & pour la conservation de

leurs autres biens. Ce droit n'est connu qu'en Normandie. *Voyez* Berault sur cette coutume, art. 223.]

* 141. GARENNE est un bois, bruyère ou buisson destiné à tenir des lapins; c'est pourquoi les Romains appelloient *Leporarium* ce que nous appelons *Garenne*.

142. Il y a beaucoup de diversité dans les coutumes touchant ceux qui ont droit de faire des garennes. La coutume d'Anjou, art. 32, porte qu'*homme noble, ou coutumier* (c'est-à-dire roturier) *en son domaine hommagé, est fondé d'avoir buisson à connils défendable au vol d'un chapon environ la maison de son domaine hommagé*. C'est aussi la disposition de la coutume du Maine, art. 37. La coutume de Normandie, art. 160, met le droit de garenne entre les appartenances de fief. Celle de Bretagne, art. 390, permet aux nobles de faire garennes en leur terre ou fiefs nobles, pourvu qu'il n'y ait garenne à aut e seigneur es lieux prochains.

143. En pays de droit écrit, il n'y a que les seigneurs justiciers & les seigneurs féodaux qui puissent faire des garennes; encore même faut-il qu'ils aient ce droit par leurs aveux & dénombremens, possessions & autres titres, suivant l'ordonnance des eaux & forêts, titre des chasses, art. 19. Ainsi l'on ne suit point l'avis de Loyseau en son traité des seigneuries, chap. 12, n. 32, où il dit que tout noble peut avoir garenne, pourvu qu'il ait assez de terres pour nourrir les lapins. Il faut néanmoins en excepter la province de Dauphiné, où, par un usage particulier, les gentilshommes, seigneurs de terre ou non, peuvent faire des garennes, pourvu qu'elles ne soient pas à charge aux voisins; *Savary de l'usage des fiefs*, 2. part. ch. 62; ce qui est assez conforme à la coutume d'An-

jou, art. 33, qui permet au noble d'avoir une garenne dans son domaine roturier, où il fait sa demeure ordinaire; mais c'est un avantage tellement attaché à la personne du gentilhomme, que s'il change de demeure il est obligé de rompre la garenne qu'il avoit dans son héritage roturier. M. d'Argentré, sur l'art. 390 de la coutume de Bretagne, donne ce privilège moins à la noblesse de la personne qu'à celle des héritages, & soutient qu'un roturier propriétaire d'un fief peut avoir garenne. *Imò & plebeius, si modo feudum & solum est nobile: hic enim non qualitas persona, sed conditio rei spectanda est, cui jus tributum, non persona.*

144. Il n'est point permis de chasser dans la garenne d'autrui, sans son congé, Guy Pape, quest. 218; & *ibi Ferrier*. Les coutumes sont même extrêmement sévères sur cet article, puisqu'elles portent que ceux qui chassent en la garenne d'autrui, sans sa permission, doivent être punis comme larrons. *Voyez* la coutume de Nivernois, titre des bois & forêts, art. 16; & Orléans, art. 167; il y en a même qui punissent de mort ceux qui dérobent de nuit des lapins, comme la coutume du Mans, art. 162. *Vide Matthæum, ad quest. 218.* Guy Pape.

145. Néanmoins il est permis aux voisins des garennes de tuer les lapins qu'ils trouvent dans leurs champs: *Porro quamvis non sit permissum . . . in alienâ garenâ venari, tamen si cuniculi è scepis suis egrediantur, alienasque populentur messes, jus est vicino vagos hujusmodi cuniculos occidere*, dit Ferrière, sur la question 218 de Guy-Pape; Chopin, sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 32, n. 4. Je crois cependant qu'il seroit plus prudent de se plaindre du dommage causé, & de demander que les garennes fussent réduites à la forme & à l'espace marquées par la

coutume. *Voyez* la Roche, des *droits seigneuriaux*, ch. 28, art. 5, qui rapporte un arrêt du parlement de Toulouse, par lequel M. Benoist, conseiller audit parlement, fut condamné de payer à M. Augier Ferrier, médecin, la quantité de dix-huit septiers froment & trois septiers seigle, pour le dommage causé dans les champs dudit Ferrier, par les lapins de la garenne dudit sieur Benoist.

146. C'est pourquoi on tient communément que pour avoir une garenne défendable, il faut avoir assez de terre aux environs, pour pouvoir nourrir ses lapins, sans qu'ils endommagent les champs des voisins. Cette quantité de terre est réglée par la coutume d'Anjou au vol du chapon de tous côtés ; ce qui me semble devoir être général.

147. C'est aussi pour la même raison que les coutumes défendent expressément tous accroissemens de garennes. *Voyez* l'article 34 de la coutume d'Anjou, & l'article 4 de l'ordonnance du mois de décembre 1355, qui abolit tous accroissemens de garennes, même de celles du roi, avec permission à chacun d'y chasser, sans péril d'amende ; & si les lapins font d'eux-mêmes des glapiers & des rablières, au-delà du vol du chapon, les voisins peuvent s'en plaindre, & les faire réduire dans l'enceinte marquée par la coutume. Les lapins multiplient tellement & causent tant de dégât dans les champs, que ceux qui n'ont pas de quoi les nourrir *citra vicini jacturam* ne doivent point avoir de garenne, comme il a été jugé par plusieurs arrêts, & notamment par ceux du parlement de Paris, rapportés par M. le Bret, liv. 5, décis. 9. *Vide Ferrer. ad quest. 218. Guid. Pap.* Pline, en son histoire naturelle, liv. 8, chap. 56, raconte que les habitans des isles Baleares, aujourd'hui Majorque & Minorque, furent obligés

de demander à l'empereur Auguste, aide de gens de guerre, pour détruire les lapins, qui avoient tellement multiplié, qu'ils avoient affamé ces isles, dont ils avoient mangé les bleds, & que les maisons & les arbres en avoient été renversés : mais c'est une des hyperboles de Pline, qui ne sçait guères se renfermer dans les bornes de la vérité. Ces animaux sont très-communs en Espagne ; c'est pourquoi Catule, épig. 38, l'appelle *cuniculosam Celtiberiam*.

148. Quoique toutes sortes de personnes ne puissent pas avoir de garennes, néanmoins il est permis à chacun de nourrir des lapins en des lieux forcés, dont les voisins ne reçoivent aucun préjudice. On peut aussi tenir des lapins dans des glapiers pratiqués par la nature, pourvu qu'on ait suffisamment de terre joignant pour les nourrir.

149. *Voyez* Papon, liv. 13, tit. 2, art. 32 ; Salvaing, de l'*usage des fiefs*, chap. 62 ; Chop. *Andeg. lib. 1, cap. 32, n. 4* ; Pocquet de Livonnière, en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 8, §. 1, & dans ses remarques sur M. du Pineau, art 32 ; Mornac *ad L. 65, ff. de usufr. & quemadm.* La Peyrère, let. G. n. 20 & 21 ; la Roche, des *droits seigneuriaux*, chap. 27, art. 5.]

150. GARENNE JURÉE, droit de garenne. Dans la coutume de Meaux, art. 211, 212, on appelle ainsi les garennes où personne ne peut aller chasser sans danger de justice. Suivant le droit romain, il étoit permis à tout le monde de chasser dans les bois d'autrui, à moins que le propriétaire ne l'eût expressément défendu ; il n'en est pas de même en France. Par de bonnes raisons le roi s'est emparé de la chasse dans son royaume, & n'accorde le droit de chasser qu'à qui bon lui semble.

151. GARIMENT. C'est une espèce de garantie que donne le seigneur d'un fief, pour une partie de ce fief qu'il transporte à un autre, à la charge de quelque devoir noble, & avec promesse de sa part de garantir, sous son hommage, cette partie aliénée.

152. L'acquéreur, suivant la convention, doit contribuer aux charges, mais la promesse du cédant n'est que personnelle; de sorte que s'il aliène ce qu'il a retenu du fief, & s'il cesse ainsi d'être en hommage, l'acquéreur n'est plus garanti, il peut être poursuivi pour la foi & hommage de la portion qu'il a acquise, & il n'a que son recours contre son cédant, pour ses dommages & intérêts.

153. Suivant ce qu'on vient de dire, il y a une grande différence entre tenir un fief en gariment & en parage, ou comme part prenant, part mettant, ou par hommage lige & plein: au surplus voyez Angoumois, art. 20; Viguier, sur cet art. nomb. 4. Voyez Poitou, art. 94, 95; Saint Jean-d'Angely, art. 22.

154. GARNIR LA MAIN DE JUSTICE ET DU SEIGNEUR. On dit qu'il n'y a que le roi qui plaide la main garnie: il y a cependant un cas, en matière de droits seigneuriaux, où le seigneur plaide toujours la main garnie; c'est lorsqu'il fait saisir pour cens non payé; l'opposant à la saisie doit consigner trois années pour avoir mainlevée. Voyez la Thaumassière, sur l'art. 14 du tit. 6 de la coutume de Berri.

155. GASTIER. Voyez Garde messier. Dans Angoumois, art. 34, on appelle *gastis* le dégât fait par les bestiaux dans les héritages. Dans Auvergne, chap. 31, art. 69, on appelle gastier celui préposé à la garde des fruits de la campagne.

156. GAUDENCE; dans la cou-

tume de Bordeaux, art. 101, on appelle ainsi la jouissance d'un héritage baillé à louage de neuf ans à neuf ans, & à perpétuité; c'est une espèce d'emphytéose. Le mot *gaudence* vient sans doute du verbe latin *gaudeo*, qui signifie *jouir*.

157. GAYVES. Dans l'ancienne & dans la nouvelle coutume de Normandie, chap. 19, art. 604, on entend par choses gayves, les choses égarrées, & abandonnées, qui ne sont appropriées à aucun usage d'homme ni réclamées par aucun.

158. Les choses gayves n'appartiennent pourtant pas au premier occupant, mais elles doivent être gardées pendant un an & jour pour les rendre à ceux qui les redemanderont, & prouveront dans cet espace de tems qu'elles leur appartiennent; & ce tenu passé, elles appartiendront au roi ou aux seigneurs sur les fiefs desquels elles auront été trouvées. Voyez Epaves, voyez le glossaire du droit françois. Voyez *suprà* Gaives.

159. GENDRAGE est un droit qui se prend par usurpation, par quelques seigneurs du Limousin, à raison de l'argent que portent les nouveaux mariés qui vont demeurer chez leur beau-père ou chez leurs fermiers. Voyez le Gloss. du droit françois.

160. GENS DE CORPS, DE CORSA-GE, DE PÔTE. En général on appelle ainsi dans les coutumes les roturiers, les villains, les personnes de servile condition. Voyez Meaux, art. 1, 5, 50; Sens, art. 58; Vitry, art. 65.

161. Quelques coutumes mettent cependant quelque différence entre gens de pôte & gens de corps. Dans Bourgogne duché, art. 125; Bourgogne comté, art. 102, 106; Hainault, chap. 65; les gens de pôte sont ceux qui *sunt potestatis alienæ*, qui ne peuvent s'assembler en communauté, ni rien

faire qui regarde la communauté, par eux-mêmes, ou par procuration, sans le consentement du seigneur haut-justicier. Ragueau remarque dans son indice que tels étoient les habitans de Mâcon, avant qu'ils eussent été affranchis par le roi en 1346.

162. Dans d'autres coutumes, comme Vitry, art. 141; Châlons, art. 17; Menetou, art. 9; dans le procès-verbal de la coutume de Berry, on appelle gens de corps ou de corvée ceux qui sont de servile condition, mainmortables, taillables, corvéables, mortailables de leurs seigneurs, à cause de leurs personnes, ou de leurs héritages, ou à cause de la demeure qu'ils sont dans les seigneuries pendant an & jour, s'ils ne se sont pas avoués bourgeois.

163. GENS DE MAIN-MORTE. Dans le langage des coutumes, & en matière de droits seigneuriaux, ce sont les mêmes que ceux dont on a parlé dans l'article précédent. Voy. Main-morte, Mortaille.

* 164. On comprend encore sous ce nom, les églises, chapitres, collèges & autres corps & communautés ecclésiastiques ou laïques, ainsi appelés *per antiphrasim*, parce qu'ils ne meurent jamais. *Mortuam manum solent vocare ecclesiam, civitatem, aut collegium, vel aliud quodcumque corpus, sive seculare, sive ecclesiasticum, bonorum capax; quod idem manus mortua nuncupatur, quod sicut semel mortuus amplius non moritur, ita hujusmodi corpus non moritur nec mutatur; & licet omnes personæ ex quibus consistit moriantur & mutantur, idem semper permanet.* Dumoulin, sur la coutume de Paris, art. 51; Bacquet, des *francs-fiefs*, chap. 3, n. 9.

165. Dans les premiers tems, les ecclésiastiques possédant fiefs étoient obligés personnellement au service militaire; mais comme l'exercice des armes ne convenoit point à une profes-

sion si sainte, ils en furent affranchis, à condition de payer au roi une certaine finance, qu'on appelle droit d'amortissement, & au seigneur le droit d'indemnité. De sorte qu'aujourd'hui les ecclésiastiques & autres gens de main-morte sont capables de posséder toutes sortes d'héritages féodaux, nobles ou roturiers, moyennant l'acquittement desdites finances. Voyez la déclaration du roi du mois d'août 1749, touchant les communautés religieuses, qui a fait plusieurs changemens considérables à l'ancien usage.

166. Comme nous avons parlé ailleurs du droit d'amortissement, nous n'en dirons pas davantage ici; & à l'égard du droit qui est dû au seigneur par les gens de main-morte, nous en parlerons sous le mot *indemnité*.

167. G. GENTIL HOMME. Voyez Nobles, Noblesse. En outre voyez le Glossaire du droit françois, le dictionnaire de Trévoux, Gravelot sur la Rocheflavin, au traité des droits de justice, chap. 36, art. 1; Bacquet, *droits de justice*, chap. 26, n°. 10; Expilly, art. 46, 136; Henrys, tom. 2, liv. 4, quest. 29; Soefve, tom. 2, cent. 2, chap. 90; Boniface, tom. 5, liv. 3, tit. 23, chap. 2.

168. GEOLÉ, GEOLIER. Voyez Prisons seigneuriales.

169. GIBET est un lieu destiné pour exécuter les criminels. On appelle encore ainsi le lieu où on expose leurs corps exécutés en public.

170. Ce mot vient de l'arabe *gibel*, qui signifie une montagne, une élévation, parce que les gibets sont ordinairement dressés sur des hauteurs.

171. Les fourches patibulaires sont aussi des gibets, qui ont diverses marques ou nombre de piliers, suivant la qualité des justices & des terres auxquelles elles sont attachées. Voyez Fourches patibulaires.

172. **GIRON**, tendre le giron. Dans les coutumes, cette façon de parler n'est employée que dans la coutume de Péronne, art 241 ; mais en matière de retrait féodal, censuel ou lignager, on dit communément tendre le giron pour signifier l'acquiescement juridique que fait l'acquéreur de l'héritage féodal ou censuel à la demande en retrait contre lui formée par le seigneur.

173. On demande si, lorsque l'acquéreur a tendu le giron de la façon que nous venons de dire, le retrayant peut se désister de sa demande. Quelques auteurs, comme Chopin & Papon, pensent que non, parce que, disent ils, sitôt que l'acquéreur a tendu le giron au retrayant, il s'est tous deux censés avoir contracté en justice, ce qui fait qu'ils peuvent être contraints d'exécuter ce dont ils sont convenus.

174. Il y a d'autres auteurs qui pensent que le retrayant peut se désister en tout état de cause, par la raison que les coutumes n'ont rien décidé à cet égard.

175. Ferrière, dans son dictionnaire de jurisprudence, prend un milieu entre ces deux sentimens, qui paroît raisonnable. Il dit que le retrayant, auquel l'acquéreur n'a pas tendu le giron, peut se désister en payant les dépens de l'instance, parce qu'alors les choses sont entières ; mais quand l'acquéreur a tendu le giron, quand les offres du retrayant ont été acceptées par l'acquéreur, quand elles sont décrétées par une sentence qui adjuge le retrait, le retrayant n'est plus recevable à renoncer, & on peut le contraindre à retirer l'héritage.

* 176. **GIROUETTES**. Il y en a de deux sortes, de simples & de quarriées. Les nobles & les propriétaires d'un fief peuvent mettre de simples girouettes à leurs maisons ou colombiers. Voy.

l'arrêt du baron de Montagny, rapporté par M. Salvaing, de l'*usage des fiefs*, chap. 44. Mais je crois que le tenancier en roture n'a point cette faculté ; parce que c'est une marque de la noblesse de la personne, ou de celle de l'héritage.

177. A l'égard des girouettes quarriées, comme elles sont des marques seigneuriales, le seigneur peut empêcher le vassal & le tenancier d'en faire mettre, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux, rapporté par la Peyrère, let. I, n. 84.]

178. **GÎTE** (droit de) étoit autrefois un droit particulier de logement & de défray, que nos rois avoient sur les évêchés, les abbayes & les monastères. Ce droit a aussi appartenu à quelques seigneurs, par convention particulière. Voyez Hébergement. Ce droit provenoit sans doute de ce qu'anciennement les hôtelleries étoient fort rares dans les campagne.

179. Sur ce droit de gîte, il faut observer que même anciennement tous les évêchés, toutes les abbayes & tous les monastères n'en étoient pas généralement tenus ; il n'avoit lieu que dans de certains endroits, & suivant qu'ils étoient réglés par les titres, qui déterminoient le tems que devoit durer le gîte & les fournitures qu'on devoit donner aux logeans. Aujourd'hui ce droit a presque partout été converti en redevance en argent ou en grains.

180. **GISTE ET GEOLAGE** ; ce sont les droits qui se paient aux geoliers, pour la garde des prisonniers.

181. Il n'est pas hors de propos de prévenir ici les juges & autres officiers des justices seigneuriales, que les frais de gîte & geolage font partie des dommages & intérêts adjugés aux prisonniers élargis, & ne doivent être compris par les procureurs dans la taxe des dépens. Ainsi jugé au parlement

de Paris, par deux arrêts, l'un du 18 juin 1717, & l'autre du 18 août 1733, rapportés avec leurs espèces par Denifart sur ce mot.

* 182. GLAIVE. Le droit de glaive n'appartient qu'aux juges royaux & à ceux des seigneurs hauts-justiciers. *Videz supra, verbo Droit de glaive.*]

183. GLANDÉE signifie le gland qui tombe des chênes, & qui sert de païsson & de nourriture aux porcs.

184. Saint-Yon, liv. 1, tit. 30, art. & n°. 4, agite la question de sçavoir à qui appartient la glandée d'un bois vendu sur pied ; est-ce au fermier de la païsson, ou au marchand qui a acheté le bois ? Notre auteur décide qu'elle doit appartenir au fermier suivant, la loi *cum manu penult. §. sylva D. de contrah. empt.* & non au marchand qui n'a aucun droit de faire consommer le gland par ses porcs ; sauf cependant son recours contre son vendeur, si la glandée est comprise dans la vente.

185. Suivant l'ordonnance des eaux & forêts de 1669, tit. 3, art. 18, tit. 27, art. 27, il n'est pas permis aux adjudicataires des bois du roi de ramasser & d'enlever aucuns glands des portions de bois comprises en leur adjudication. Voyez en outre Terrien, pag. 611.

186. Un seigneur qui a des bois en glandée, où les habitans ont droit d'usage, peut bien vendre sa portion de glandée ; mais ce doit être toujours à la charge de laisser jouir les usagers du droit qu'ils ont d'y mettre le nombre de porcs réglé par leurs titres. C'est la disposition précise de l'art. 21, du chap. 15, de la coutume de Nivernois.

187. La même coutume de Nivernois, art. 19 du tit. ci-dessus, décide que les usagers qui ont droit de glandée dans un bois n'y peuvent mettre

que ceux de leur nourriture, c'est-à-dire, ceux qui leur appartiennent, à la Notre-Dame de Mars qui précède la païsson, & ceux qui en sont nés depuis. Mais cette règle ne peut avoir lieu que dans la coutume de Nevers qui la prescrit, & ne peut pas être étendue à d'autres coutumes qui n'ont pas pareilles dispositions. On voit même quantité de titres où le droit d'usage a plus d'étendue : ils fixent seulement le nombre des porcs que l'usager a droit de mettre à la glandée pour le nécessaire & pour les besoins de sa maison ; il doit être fort indifférent au propriétaire de la forêt que ces porcs soient nourris dans la maison de l'usager ou ailleurs, pourvu qu'il n'en fasse pas trafic, ainsi que le décide la coutume de Lorraine, tit. 16, art. 27.

188. La glandée s'ouvre ordinairement à la fin du mois de septembre, & dure jusqu'au mois de février.

189. Lorsque des porcs sont trouvés à garde faite dans un bois de haute futaie pendant la glandée, les coutumes ne déterminent point précisément les peines encourues à cet égard ; les coutumes de Sens, article 152, d'Auxerre, art. 266, disent seulement qu'elles sont arbitraires ; c'est donc aux juges à déterminer, & l'amende, & les dommages & intérêts, suivant les circonstances, & suivant le rapport des experts.

190. GLANER ; c'est ramasser les épis restés dans le champ, après que le moissonneur a enlevé la moisson. Suivant la loi divine, ce reste de fruits est spécialement affecté à la nourriture des pauvres, des veuves & des pupilles ; c'est pourquoi il étoit défendu aux propriétaires des héritages d'y retourner après la récolte, pour en ramasser les épis échappés à la dili-

gence du moissonneur. *Voyez* le Deut. chap. 24; le Levit. chap. 19.

191. Suivant nos usages & l'ordonnance d'Henry II. du mois de novembre 1554, art. 10, le glanage ne devoit être permis qu'aux pauvres gens, vieux & estropiés, aux petits enfans & autres personnes qui n'ont pas la force de travailler. Par le même article, sa majesté enjoit à ses juges & à ceux des hauts-justiciers, de punir comme larrons ceux qu'ils trouveront en contravention à son ordonnance, qui n'est point exécutée.

192. Les glaneurs ne doivent point entrer dans le champ que vingt-quatre heures après la moisson & les gerbes enlevées; ceux qui y entrent auparavant, & y volent des bleds, doivent être poursuivis extraordinairement, & punis comme voleurs, ainsi que le furent différens particuliers d'Etampes, par arrêt rendu en la tournelle du parlement de Paris, le 23 janvier 1731, rapporté par Denizart, dans sa Collection de jurisprudence, sur ce mot. *Voy*, Dourdan, art. 151; Etampes, article 190.

* 193. GLEBE. Ceterme signifie un fonds ou héritage auquel les serfs de main-morte sont tellement attachés, qu'ils ne peuvent transporter leur domicile ailleurs, sans la permission de leur seigneur.

194. Il y a deux sortes de serfs de main-morte; les uns le sont par la naissance, & les autres ne le sont qu'à cause de la glebe qu'ils possèdent. Ces derniers peuvent devenir libres par l'abandon des héritages qu'ils possèdent; *serfs* des premiers, qui peuvent être poursuivis par-tout, pour le paiement de la taille qu'ils doivent à leur seigneur, c'est pourquoi ils sont appelés *gens de poursuite*.]

195. GOURMET. Dans quelques

seigneuries on trouve que les seigneurs ont droit d'y établir des maîtres gourmets; leur office est de goûter les vins avant que de les exposer en vente. Corbin, Suite de patronage, chapitre 25, rapporte un arrêt du 6 septembre 1607, par lequel Gilles Patenostre, maître gourmet au comté de Vertus, fut maintenu dans l'exercice de son office; défenses furent faites à toutes personnes de l'y troubler, & de s'entremettre en l'office de gourmet, sans au préalable en avoir obtenu lettres du comte de Vertus, être institué, & fait le serment pardevant lui ou ses officiers.

196. GRAFION ou GRAVION. Les auteurs de la première race de nos rois appellent ainsi les comtes, les gouverneurs des provinces. Ce mot est souvent employé dans la loi salique; M. Bignon dit que Grafion y signifie un juge fiscal, à la différence de certains officiers municipaux dont parle Gregoire de Tours. *Voyez* le Glossaire de Ducange.

197. GRAIGNEUR. C'est encore un vieux mot souvent employé dans les anciennes chroniques, pour signifier grand, puissant. Dans Auvergne, chap. 1, art. 7, Graigneur signifie majeur; dans la Marche, article 388, il signifie un juge supérieur à un autre.

198. GRAINER. (Tems de) C'est le tems de vive pâture pour les porceaux, le tems de les mettre à la glanée. *Voyez* Troyes, art. 175; Sens, art. 15; Chaumont, art. 207; Auxerre, art. 265.

199. GRANDS JOURS. On donne ce nom à des tribunaux extraordinaires, mais souverains, établis par le roi dans les provinces éloignées des parlemens, pour réformer les abus, punir les malversations, & affranchir les peuples

ples des droits que les seigneurs usurpent sur eux par autorité, force ou violence.

200. Les grands jours établis à Poitiers en 1519 par François Ier, à Clermont en 1665 par Louis XIV. ont été également célèbres par la sagesse de leurs réglemens pour la perception des droits seigneuriaux, & par les rigoureuses punitions qu'ils firent subir à plusieurs seigneurs qui avoient usé de violences & d'exactions sur leurs sujets.

201. Les cours souveraines des grands jours s'établissent par lettres qui commettent les juges & autres officiers dont le tribunal est composé, détaillent les matières dont il doit connoître, & règlent le ressort qu'il doit avoir.

202. Celles données pour l'établissement des grands jours de Clermont en août 1665, attribuoient aux commissaires à peu près la même autorité qu'ont les parlemens, tant en matière criminelle, que civile & de police. Le ressort qu'elles donnoient à ce tribunal, comprenoit l'Auvergne, le Bourbonnois, le Lyonnois, le Forès, le Mâconnois, la Marche & la Combraille. Ces lettres patentes furent enregistrées au parlement de Paris le 5 septembre 1665.

203. L'arrêt de réglemant des grands jours de Clermont, du 19 janvier 1666, contenant vingt-cinq articles, établit d'une façon très-sage la perception des droits seigneuriaux. Tous les articles de ce réglemant sont cités dans cet ouvrage aux mots qui y ont rapport. Il seroit fort à désirer pour les censitaires, & autres sujets des seigneuries, qu'il fût plus exactement suivi.

204. A l'égard des autres arrêts &
Part. I.

réglemens donnés aux grands jours de Clermont, des lettres patentes & déclarations concernant ce tribunal, la procédure qu'on y tenoit; le tout se trouve dans un recueil imprimé en 1666.

205. Brussel dans son *Usage des Fiefs*, liv. 2, chap. 12, rapporte plusieurs arrêts & jugemens rendus par la cour des grands jours de Champagne, vers la fin du trezième siècle: suivant cet auteur, ces grands jours, dont l'autorité étoit sans bornes, furent institués pour réprimer les abus, & subvenir aux opprimés, en contenant les seigneurs dans leurs devoirs. *Voyez* le glossaire de M. Ducange, au mot *Dies*. Le Dictionnaire de Trévoux, let. G & let. J., la Bibliothèque du Droit François, par Bouchel, le Dictionnaire de Brillouin sur ce mot.

206. GRAINS. Sur leur exemption des droits de péage, *voyez* Péage. Exemption. Sur leur exposition & sur les marchés, aux-jours de foire & marchés, *voyez* Foires & Marchés. Sur leur assujétissement aux droits de leyde, aux bannalités des moulins & fours, *voyez* Leyde, Bannalité, Moulins & Fours bannaux, Verte moutes.

207. GRAIRIE. Ce mot est synonyme avec grurie. *Voyez* Grurie.

208. GRÉAGE. Dans les anciennes chartes, ce mot a différentes significations relatives aux droits seigneuriaux; tantôt il veut dire aveu & dénombrement, comme on le voit dans celui rendu par l'évêque d'Amiens en 1301 à la chambre des comptes de Paris; tantôt Gréage signifie les droits de péage ou autres semblables qu'on perçoit sur les marchandises à leur entrée dans les villes, ainsi qu'on le voit dans plusieurs anciennes chartres des

comtes de Flandres. *Voyez* le Gloss. de Ducange sur ce mot.

209. GREFFE, est un bureau public où on garde les registres qui contiennent les minutes des actes de justice, pour en délivrer des expéditions à ceux qui en ont besoin

210. Le greffe des juridictions royales est domanial, il ne peut pas être aliéné; à l'égard des juridictions seigneuriales, comme elles sont patrimoniales, il n'appartient qu'aux seigneurs de commettre à ces sortes de greffes; souvent ils les afferment, & dans les campagnes il en naît de très-grands inconvéniens.

211. GREFFIER. Par rapport aux justices seigneuriales, c'est un officier nommé par le seigneur, dont la fonction est d'écrire les jugemens, sentences & autres actes prononcés ou dictés par le juge, d'en garder les minutes, & d'en délivrer copie aux parties, à qui il appartient.

212. Un greffier ne doit jamais déplacer les minutes de son greffe, surtout en matière criminelle, les transporter ailleurs. *Voyez* l'arrêt du conseil privé, du 28 février 1682: ils doivent encore moins se les approprier, ainsi que les effets qui sont déposés entre leurs mains & en leur greffe. Pour l'avoir fait, un greffier criminel du châtelet fut condamné aux galères pour neuf ans, & à faire amende honorable au parc civil, par arrêt du 24 octobre 1748.

213. Les greffiers des justices seigneuriales, pour leurs fonctions & pour leurs devoirs, sont assujettis aux mêmes règles que ceux des justices royales: ils doivent écrire avec une grande exactitude tout ce qui est dicté & prononcé par leurs juges; ils doivent garder un secret inviolable sur

ce qui doit être caché aux parties, & sur-tout en matière criminelle. S'ils s'écartoient de ces devoirs, ils pourroient être punis comme prévaricateurs.

214. Les greffiers seigneuriaux, ainsi que les royaux, pour exercer leurs fonctions, doivent avoir l'âge de vingt-cinq ans; c'est ce qui est ordonné par deux arrêts, l'un du 13 juin 1709, qui défend au juge d'Availle de se servir d'un greffier mineur de vingt-cinq ans; l'autre du 9 juin 1723, fait pareilles défenses au juge de Nelle, le tout à peine de nullité, & de répondre en leur nom des dommages & intérêts des parties.

215. Par arrêt du 13 mai 1709, & conformément à l'arrêt de règlement du 10 juillet 1665, il fut ordonné au greffier de la justice du duché de Roanne, en envoyant les procès criminels à la cour, de ne point grossoyer les requêtes, ordonnances & exploits servant à l'instruction, mais seulement les pièces secrètes; sçavoir, les plaintes, informations, interrogatoires, récollemens, confrontations, & conclusions du procureur fiscal.

216. Lorsque le greffier ordinaire ne se trouve pas à l'audience, ou dans les lieux où il doit faire ses fonctions, le juge peut d'office en commettre un autre; mais cette commission ne se peut donner qu'à un homme majeur, ainsi qu'il a été réglé par les arrêts rendus contre les juges d'Availles & de Nelle ci-dessus rapportés.

217. Quand un juge commet un greffier pour absence & autre légitime empêchement du greffier ordinaire, il doit lui faire prêter serment, & en faire mention à la tête de la procédure, autrement elle seroit nulle & recommencée à ses frais. Ainsi jugé par ar-

rêt du 29 septembre 1711, contre le juge de Dampierre.

218. Lorsque le greffier est parent des parties, il doit se récuser; autrement la procédure seroit encore nulle & recommencée à ses frais. Ainsi jugé par arrêt du 3 août 1729, sur les conclusions de M. l'avocat général d'Aguesseau.

219. Les greffiers des justices seigneuriales sont obligés de résider sur le lieu, sinon il est permis au seigneur d'en nommer un autre. Arrêt du parlement de Paris, du 21 juin 1608, rapporté par Corbin, *suite du Patronage*, chap. 223. *Voyez* Bassët, tom. 2, liv. 2, tit. 3, chap. 5.

220. Un greffier de justice seigneuriale ne peut pas être fermier de la terre. Ainsi jugé par arrêt de l'an 1615, pour le duché de Guise, rapporté par Bardet, tom. 1, liv. 3, ch. 84.

221. Un arrêt du parlement de Provence, du 14 avril 1657, défend aux greffiers de mettre des commis au greffe des juridictions des seigneurs; comme ces juridictions sont patrimoniales, il n'appartient qu'au seigneur de commettre. *Voyez* Boniface, tome 1, liv. 1, tit. 32, nomb. 1.

222. Le greffier d'un seigneur ne peut être élu consul de la même communauté. Arrêt du parlement de Grenoble du 30 août 1636, rapporté par Bassët, tom. 1, livre 3, titre 15, chap. 3.

223. Par arrêt du parlement de Paris, du 22 déc. 1623, il fut défendu au greffier de la justice de S^{te} Geneviève de passer & recevoir aucuns contrats & actes volontaires, à peine d'amende arbitraire. Par arrêt du 27 avril 1624, mêmes défenses furent faites au greffier de la justice du Fort-l'Evêque. *Voyez* les

Chartres des Notaires, chap. 11, pag. 675.

224. De la Guesliere, tom. 2, liv. 3, chap. 19, rapporte un règlement du 17 avril 1660, pour les droits des greffiers seigneuriaux, qui sont tenus d'employer vingt-cinq lignes en chaque page de papier ou parchemin, & quinze syllabes par chaque ligne, à raison de trois sols quatre deniers pour chaque feuille, & de mettre leur reçu.

225. GROSSE PATURE. *Voyez* Pâturage.

226. GRUMER. *Voyez* Garde-Messier, à une observation concernant l'art. 10 du chap. 15 de la coutume de Nivernois.

227. GRURIE. (Droit de) Dans quelques coutumes, ce droit appartient au seigneur haut-justicier, & consiste dans la faculté qu'il a de chasser, d'avoir la païsion & le pagnage dans les bois de ses vassaux & sujets situés dans sa haute justice. *Voyez* Senlis, art. 107; Montargis, ch. 1, art. 72; Orléans, chap. 1, art. 95.

228. GRURIE, ou GRAIRIE. Bois tenus en grurie & grairie; ce sont des bois appartenans à des seigneurs particuliers ou autres, dans lesquels S. M. exerce certains droits, & en outre prend une portion dans le prix de la coupe qui s'en fait.

229. Ce droit de grurie & grairie est différent du tiers & danger; 1°. ce dernier n'a lieu que dans les bois situés dans la province de Normandie: le premier au contraire se trouve établi; non-seulement dans la Normandie, mais encore dans plusieurs autres provinces du royaume, comme dans l'Orléanois, la Beauce, le Gâtinois, le Hurepoix, & plusieurs autres endroits où il se trouve beaucoup de bois tenus en grurie & grairie; 2°. le droit de

tiers & danger est uniforme dans toute la Normandie; de trente portions il y en a toujours treize pour le roi; au lieu que le droit de grurie & grairie est différent dans les provinces dont nous venons de parler, & souvent fixé par des titres qui en règlent la quotité. Au surplus, sur les bois tenus en grurie & grairie, *voyez* différens articles du titre 22 de l'ordonnance de 1669.

230. GRURIE, JURISDICTION; il y a grurie royale & grurie seigneuriale. Les gruries royales sont celles qui sont établies pour les bois de S.M. qui sont trop éloignés des maîtrises particulières. On peut appeller gruries seigneuriales celles qui par les édits & déclarations du roi ont été réunies à la justice des seigneurs hauts-justiciers pour le gouvernement de leurs bois, eaux & forêts. *Voyez* Eaux, Forêts.

231. GRUYER, JUGE GRUYER. C'est un officier préposé par un seigneur pour veiller à ce que la police, les loix prescrites par les ordonnances sur le fait des eaux & forêts, soient exécutées, pour réprimer les abus; punir les délits & les malversations; sur l'établissement des juges gruyers des seigneurs, leurs fonctions, leurs droits, l'appel de leurs sentences; *Voyez* Eaux & Forêts.

232. GUERB. En la nouvelle coutume de Bretagne, art. 404, c'est la faculté de faire paître ses bestiaux sur les terres de ses voisins.

233. Suivant l'article de la cout. de Bretagne que nous venons de citer; les gens de basse condition qui tiennent leurs terres renfermées, n'ont pas droit de guerb, c'est à-dire, qu'ils ne doivent point avoir la faculté de mener paître leurs bestiaux sur les terres de leurs voisins, ce qui a été éta-

bli par un principe de justice; il n'est pas juste qu'ils prennent sur les autres un droit qu'on ne peut pas prendre sur eux.

234. Au reste, ce mot guerb vient de guerpir, qui signifie ici délaisser son héritage pour aller sur un autre. *Voyez* le Glossaire du Droit François.

235. GUERPIR, GULPIR, GURPIR, suivant les différentes coutumes, signifie abandonner, quand, par exemple, l'homme qui tient héritage serf, mortuair ou censuel, le quitte & l'abandonne au seigneur pour demeurer quitte envers lui des devoirs serviles ou censuels. *Voyez* la Marche, art. 147; Saint-Jean d'Angély, art. 116, 117; Auvergne, chap. 21, art. 16, 18; Bayonne, tit. 8, art. 10.

236. GUERPIR L'HOMMAGE. Dans les anciennes chroniques, c'est quand un vassal abandonne la foi & le service qu'il doit à son seigneur, pour en suivre un autre. *Voyez* la Chronique de Flandres, chap. 98. Au même chapitre on trouve encore guerpir la bataille, pour éviter l'occasion de se battre; au chap. 89, guerpir la ville pour l'abandonner.

237. GUERPISSON, GURPIZON, GUERPIE, GURPIE, GULPINE, GUERPISSMENT. Dans les différentes coutumes où ces mots sont employés, ils y signifient la même chose que déguerpiement dans les autres coutumes. *Voyez* Bordeaux, article 85, 86; Saint-Jean d'Angély, art. 117; Auvergne, chap. 21, art. 16, 18; la Marche, article 92, 147, 180. Ragueau dit que dans d'anciens titres, guerpie signifie une veuve. Au surplus *voyez* Déguerpiement.

238. GUERRE. Nous n'entendons faire ici que quelques observations sur

le prétendu droit que les seigneurs s'arrogeoient de se faire les uns aux autres la guerre , même de la faire au roi pour la vengeance de leurs injures particulières.

239. On auroit peine aujourd'hui à croire qu'un pareil droit ait existé, si on n'en avoit mille exemples dans notre histoire ; la moindre injure armoit un seigneur contre son voisin, son parent, son ami, & désoloit toute une province : le moindre mécontentement armoit le vassal contre le roi son seigneur, son souverain, & souvent lui causoit beaucoup d'embarras. Le seigneur du Puiset occupa pendant trois ans toutes les forces de Louis le Gros. Etienne, comte de Sancerre, déclara la guerre au roi Philippe-Auguste son souverain & son oncle.

240. Les rois de la seconde race, & ceux du commencement de la troisième, tâchèrent, mais inutilement, de remédier à ce désordre. Charlemagne défendit ces guerres. Il y a apparence que si ses successeurs lui eussent ressemblé, le mal auroit dès lors cessé ; mais la division qui se mit parmi ses successeurs, la foiblesse de leur gouvernement, le peu d'autorité qu'eurent les premiers rois de la troisième race, l'abus des loix féodales qui parurent alors, la puissance énorme des vassaux multiplièrent ces guerres à l'infini.

241. Les premiers rois de la troisième race firent bien d'abord tout ce qu'ils purent pour réprimer, par la force des armes, l'insolence de leurs vassaux rebelles ; mais ce moyen devenoit tous les jours plus équivoque. L'abbé Suger, ministre de Louis le Gros, lui persuada de joindre la politique à la force des armes. On atta-

qua la puissance des seigneurs par ses fondemens, on diminua le nombre de leurs serfs par les affranchissemens, on mit des bornes à l'exercice de la haute justice, on inventa l'hommage lige, on y joignit les sermens les plus forts ; mais comme tous ces remèdes ne furent point suffisans pour guérir le mal, on chercha du moins à en diminuer la fureur.

242. Saint Louis ordonna la quarantaine, c'est-à-dire, qu'on ne pourroit se déclarer la guerre que quarante jours après l'injure reçue ; on établit des trêves, c'est-à-dire, que dans certains tems de l'année, comme en carême, dans certains jours de la semaine, toute guerre devoit cesser. Par un arrêt du parlement de Paris, de l'an 1296, rapporté par Ducange, il fut dit, que toutes guerres particulières, joutes, tournois, duels, cesseroient lorsque le roi seroit en guerre. Louis XI fit plus que tout cela ; il fit couper la tête à tous ceux qui lui désobéirent, & qui se révoltèrent. Louis XIII en fit autant sous le ministère du cardinal de Richelieu ; sous celui du cardinal Mazarin on rasa toutes les forteresses qui, dans l'intérieur du royaume, servoient d'asyle à la révolte ; sous le règne de Louis XIV. on ruina la noblesse par de folles dépenses ; c'est ainsi qu'aujourd'hui l'intérieur de la France jouit d'une tranquillité dont on ne trouve point d'exemple dans notre histoire. Heureux tems, où les plus grands seigneurs, ainsi que les moindres sujets, sont également soumis au prince & aux loix !

243. GUEVEMENT, GUESVER L'HÉRITAGE. Ces dictions sont employées dans la cout. d'Orléans, art. 121, 132, pour signifier l'abandon que le détenteur de l'héritage censuel

fait au seigneur direct pour demeurer quitte envers lui des relevoisons, comme parle cette coutume. *Voyez Relevoisons.*

* 244. GUET ET GARDE, est un droit qui oblige ceux qui y sont sujets, à faire la garde autour du château du seigneur, ou à lui payer, au lieu de la garde, une certaine redevance en argent ou en bled.

245. Il faut un titre précis ou au moins la possession immémoriale, pour pouvoir exiger ce droit-là : *Itaque domini vel debent habere titulum, vel possessionem quæ excedat hominum memoriam*, dit Ferrière, sur la question 9 de Guy-Pape ; la Roche, des *Droits seigneuriaux*, chap. 27, art. 2. *Voyez* la Peyrère, lett. G. n. 26. Néanmoins, en tems de guerre, les seigneurs hauts-justiciers, encore qu'ils n'aient ni titre ni possession, peuvent obliger leurs sujets à la garde de leurs châteaux, pourvu qu'ils n'en soient pas trop éloignés, & qu'ils puissent s'y mettre à l'abri des insultes des voleurs & des ennemis ; comme il fut jugé, à l'occasion des guerres civiles, par arrêt du parlement de Toulouse, rapporté par Ferrière, *ibid.*

246. Le droit de guet & de garde ne peut être cédé ni vendu, sans vendre le château pour raison duquel il est dû ; Mornac, *ad L. ult. ff. de pref. verb.* Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 5, art. 4. La raison est, parce que si ce droit étoit cessible, & pouvoit être séparé du château, les sujets pourroient être contraints d'aller plus loin faire la garde, ce qui seroit une surcharge ; Gregor. *in syntag. lib. 6, cap. 3.* D'ailleurs, *debitas certo loco operas in alio prestare nemo cogitur. L. opere, ff. de oper. liber.* Je crois néanmoins que si, par convention faite

entre le seigneur & les sujets, le droit de garde a été changé en une certaine redevance payable en argent ou en grains, pour lors le seigneur pourra aliéner ledit droit, tout comme une rente foncière, parce qu'en ce cas il n'y a point de surcharge.

247. Le droit de garde est réel, ainsi la qualité de noble n'en dispense point, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux, dans la cause des sieurs de Strasbourg & de Saint Martin ; la Peyrère, let. G, n. 23, *in not. Contrà*, Mornac, *loco cit.*

248. Lorsque le château a été rasé ou démoli, les sujets ne peuvent être contraints à y faire la garde. Albericus de Rosat *in L. si ususfructus, ff. quibus mod. ususfr. amitt.* Il est vrai que, si le seigneur vient à relever son château, ou s'il en bâtit une autre auprès des ruines de l'ancien, l'obligation de faire la garde renaîtra. *Postremo non debentur excubie arce diruta, nisi refecta sit in eodem loco, vel alio non ita longinquo*, dit Mornac, *ad L. si operas, ff. de pref. verb.* Voy. la Roche, des *Droits seigneuriaux*, chap. 27, art. 8. Autum. *ad tit. de offic. pref. vigil.* & Ferrière, sur la question 9 de Guy Pape.

249. *Ubi nota.* 1°. Que si le droit de garde a été changé en un devoir annuel, consistant en argent ou en bled, il sera dû, encore que le château, pour raison duquel il avoit été originairement établi, ne soit pas relevé, parce que depuis que ce droit a été abonné, il est plutôt dû *ratione domini*, qu'à *ratione castri*.

250. 2°. Que ce droit est dû en tems de guerre & en tems de paix indifféremment, lorsqu'il consiste dans un certain tribut annuel payable par les sujets à leur seigneur, ainsi qu'il

a été jugé par arrêt du parlement de Paris, du 22 avril 1528, recueilli par Rebuffe. *Traçt. de sentent. provis. n. 98*; Ferr. *ad quæst. 9*, Guyp. au lieu que s'il s'agit de ce droit, selon sa qualité originaire, il n'est dû qu'en tems de guerre; parce qu'il seroit inutile de contraindre les sujets de faire la garde dans un tems où il n'y a rien à craindre. Ferrière, *loco cit.* Bart. *ad L. 1, ff. de incend. ruin. & naufrag.*

251. 3°. Qu'il y a des personnes qui sont naturellement exemptes de ce droit, comme les orphelins qui sont au-dessous de l'âge de dix huit ans, & ceux qui ne paient que cinq sols de taille. *Voyez la Peyrère, let. G, n. 23.* Ferrière, sur Guy-Pape, *ibid.*

252. 4°. Qu'à faute par les sujets de faire le guet personnel, le seigneur ne peut exiger que cinq sols pour chaque feu; Papon, en *ses arrêts*, liv. 13, tit. 5, art. 1, qui cite *Benedict. in cap. Raynutius, in verb. & uxorem nomine Adelafram, n. 1029.* Mais cet auteur ne parle que de cinq deniers. Néanmoins j'estime qu'aujourd'hui on trouveroit cette dernière somme trop modique pour suppléer au défaut du guet personnel, & qu'il est plus raisonnable de s'en tenir à la décision de Papon. Il faut même prendre garde que, quand on dit que le seigneur ne peut exiger que cinq sols pour chaque feu, à défaut de guet personnel, on suppose que ce droit n'a pas été réglé par convention faite entre le seigneur & ses sujets; car il est certain que ce droit étant regardé maintenant, *ut alii redditus fundarii, quos domini sibi dari stipulati sunt, cum rem suam tradiderunt*, comme dit Ferrière sur la question 5 de Guy-Pape, il peut être exigé sur le pied de la convention. *Talia*

enim ex conventione legem accipiunt; *L. 1, ff. deposit. L. quemadmodum, cod. de agricol. & censit.* Bart. *in L. si non sortem, §. Libertus, ff. de cond. indeb.*

253. 5°. Que ce droit n'est dû que par ceux qui ont leur domicile dans les dépendances du château, pour raison duquel ledit droit est dû. *Deinde non debentur excubiæ nisi ab his qui habent domicilium intra metas territorii castri.* Mornac, *loc. cit.* ce qui néanmoins ne doit point s'entendre du guet abonné, qui affecte les fonds qui y sont sujets, *parque agri censetur, argum. L. fructus, ff. de rei vindicar.*

254. Pour sçavoir si le droit de guet se multiplie, *multiplicatis personis*, il faut distinguer; car ce droit a été imposé, *vel ratione pradii, vel ratione persona*; au premier cas le devoir n'augmente point, *multiplicatione personarum, quia predium non augetur*: au lieu qu'au second cas chaque chef de famille d'une même maison le doit en son entier; Ferrière, sur la question 9 de Guy-Pape; la Roche, des *Droits seigneuriaux*, chapitre 27, article 2; Papon, en *ses arrêts*, livre 13, titre 4, article 2, & titre 5, article 3; le président Faber, en son code, livre 9, titre dernier, défin. 8.

255. Outre les auteurs que nous avons cités, *voyez Henrys, tom. 2, liv. 3, quæst. 27*; Chop. *Andeg. lib. 1, cap. 43, n. 3*; Bouvot, tom. 1, part. 3, & tom. 2, sous le mot *Guet*; Guy-Pape, question 9; Gregor. *in syntag. lib. 6, cap. 3, n. 16*; Charondas, en *ses Réponses*, liv. 5, rép. 25; Chop. *de Doman. lib. 3, tit. 18, n. 8, in marg.*

256. GUIAGE. En Languedoc;

c'est un droit dû par les habitans qui demeurent sur les côtes de la mer. Il consiste en ce qu'ils sont obligés d'allumer toutes les nuits des flambeaux sur les tours, pour guider les vaisseaux. Ce droit a été long-tems sans être exigé; mais un arrêt du conseil

d'état de 1673 ordonna que ceux qui le devoient, le paieroient à l'avenir. Les comtes de Toulouse levèrent autrefois un impôt sur leurs sujets pour l'entretien des chemins, & cet impôt fut aussi appelé Guiage. *Voyez* le Glossaire du Droit François.





DICTIONNAIRE DES FIEFS ET DES DROITS SEIGNEURIAUX UTILES ET HONORIFIQUES.

H

H A B

1. **H**ABITS DES Juges, sont de longues robes noires, un bonnet carré, dont ils doivent être revêtus quand ils tiennent leurs audiences, & quand ils paroissent dans les cérémonies, ou quand ils font quelque fonction publique.

2. Pour qu'on puisse connoître un Juge, & le respecter dans ses fonctions, il faut qu'il en porte les marques, c'est-à-dire, qu'il porte au moins les habits convenables à son état; dans les justices royales il est rare qu'un magistrat s'écarte de cette obligation, mais dans les justices de campagne rien n'est plus or-

Partie II.

H A B

dinaire que d'y trouver des juges qu'on prendroit souvent plutôt pour les derniers paysans de l'endroit que pour ce qu'ils sont; ils paroissent dans les fonctions les plus sérieuses & les plus importantes avec les habits les plus indécents, & compromettent également leur caractère & leur personne.

3. Un arrêt du 22 février 1659 a cassé & annullé des procédures faites par le bailli de Némours, parce qu'il avoit tenu son audience en robe courte & en épée; il fut même décrété d'ajournement personnel. Un autre arrêt du 22 août 1678 a condamné le juge de Nulet en

A

50 liv. d'amende envers le viguier, pour l'avoir assisté sans robe & sans bonnet, & lui faire défenses de récidiver. *Voyez* la Roche-Flavin, liv. 2, lett. H, tit. 1, arrêt 1. La sévérité de ces arrêts n'empêche pas que, tous les jours dans les campagnes, l'abus contre lequel nous parlons n'ait lieu. Mais souvent il doit être imputé aux seigneurs qui donnent des provisions de juges à des gens incapables d'en soutenir la dignité.

4. Hors les audiences & les fonctions publiques, il suffit aux juges qu'ils portent des habits décents.

5. HABOUTS, dans quelques endroits, sont les tenants & aboutissants, les bornes & limites des fonds & héritages. *Voyez* le Glossaire du *Droit François*.

6. HALLAGE, est un droit de halle que le roi ou les seigneurs lèvent sur les marchandises qui sont exposées en vente sous les halles, les jours de foires & marchés. *Voyez* Hostellage, Halle.

7. HALLE : c'est un grand bâtiment qu'on construit ordinairement dans la ville ou bourg, chef-lieu d'une seigneurie, pour y placer les marchands débitants toutes sortes de marchandises les jours de foire & de marché, en payant aux seigneurs de certains droits. C'est encore ordinairement sous ces hallés qu'on place les bancs ou échoppes sur lesquelles les bouchers doivent étaler & débiter leurs viandes.

8. Il n'y a que le seigneur qui, dans sa seigneurie, puisse construire une halle ; s'il le permet aux habitants, comme la place sur laquelle la halle se bâtit lui appartient comme place publique, il peut exiger, pour sa permission & l'emplacement qu'il accorde, telle redevance dont il sera convenu entre lui & les habitants.

9. Lorsque le seigneur a fait bâtir la halle, il doit toujours l'entretenir en bon état, ainsi que les bancs & échop-

pes qu'il doit fournir aux marchands ; il doit encore tenir la halle dégagée de tous embarras, & généralement de tout ce qui peut nuire à l'étalage des marchands ; le seigneur ne lève des droits sur eux que pour leur procurer toutes les commodités qu'ils peuvent espérer à cet égard pour le débit de leurs marchandises. *Voyez* une Sentence du châtelet de Paris du 16 janvier 1626, rapportée par Lamarre, tom. 2, pag. 86 ; un arrêt du conseil d'état du 30 décembre 1698, rapporté au même endroit pag. 88 : il condamne en 300 livres d'amende les seigneurs qui manquent aux obligations ci-dessus ; leurs officiers doivent avoir l'attention de faire exécuter cet arrêt du conseil, ils y sont tenus, & c'est un fait de police intéressant pour les droits du seigneur, pour le public & pour les marchands.

10. HARO, *voyez* Clameur de haro.

11. HART : c'est la corde avec laquelle on exécute un criminel condamné à être pendu ; ainsi quand on défend quelque chose sous peine de la hart, c'est-à-dire, sous peine d'être pendu & étranglé. Il est parlé de la hart dans quelques coutumes ; *voyez* Auvergne, chap. 10, art. 4 ; la Marche, art. 32.

12. HAVAGE, signifie le droit qu'on a de percevoir sur les grains qui se débitent au marché, en en prenant autant qu'on en peut prendre avec la main. Havage vient de *Havir*, ancien mot qui veut dire prendre.

13. Le droit de havage ne doit plus être compté parmi les droits seigneuriaux, depuis qu'on l'a avili au point de ne le plus employer que pour signifier le droit que l'exécuteur de la haute justice a de prendre sur les grains qui se débitent au marché. A Paris, on a substitué à ce droit un revenu fixe sur le domaine ; & à Rouen on ne permet point aux bourreaux de lever le havage avec la main, mais avec une cuillère

de fer ou de cuivre qui sert de mesure.

14. HAUBERT. *Voyez* Fief Haubert.

15. HAUTE-FUTAIE. *Voyez* ci-dessus Bois de haute-futaie.

* 16. HAUTS-JUSTICIERS, sont des seigneurs qui ont droit de glaive dans l'étendue de leur territoire, & qui connoissent de toutes les matières civiles, personnelles, réelles & mixtes entre leurs justiciables; à l'exception de celles dont la connoissance appartient au juge royal, à leur exclusion. *Vid. infr. verb. Justice*, où nous expliquerons les droits de la haute, moyenne & basse justice.

17. HAUT PARAGE. Pithou, dans ses mémoires des comtes de Champagne, prétend que le haut parage doit s'entendre des plus excellentes pairies de France, c'est-à-dire, de celles que les princes du sang tiennent à titre d'appanage de la couronne de France.

18. D'autres donnent au haut parage une signification plus étendue, & disent que les fiefs de haut parage sont tous ceux qui relèvent pleinement & nuement de la couronne de France, mais non ceux qui relèvent simplement du Roi à cause des duchés, comtés, châtellenies & autres seigneuries qui composent son domaine.

19. On dit un seigneur de haut parage, pour signifier un seigneur de grande qualité, de la première distinction.

20. HEAUME : c'est un casque pesant que les anciens chevaliers portoient sur la tête, soit dans les combats, soit dans les tournois; il couvroit tout le visage, & il n'y avoit qu'une ouverture à l'endroit des yeux, garnie de grilles & de treillis, qui servoit de visière.

21. Aujourd'hui on ne se sert plus de cette arme défensive, on ne l'emploie plus que pour servir d'ornement aux armoiries de la noblesse; sur quoi il faut observer que les heaumes ou casques sont différents selon les différentes

qualités du gentilhomme; on les distingue non-seulement par la matière, mais encore par la forme & par la position.

22. Ceux des rois sont d'or, ceux des princes & des grands seigneurs d'argent, & ceux des simples gentilshommes d'acier poli; il y en a d'ouverts comme ceux des souverains, & d'autres à demi fermés & à divers nombres de grilles que l'on compte pour marquer les divers degrés de qualité; les moindres sont ceux qui sont tout à fait fermés. Les grands seigneurs qui ont de grands fiefs portent le casque ouvert & de profil, mais il n'y a que les souverains qui les portent ouverts & de front. Avant le seizième siècle tous les casques étoient fermés.

23. HEBERGEMENT étoit autrefois un droit qu'avoient les seigneurs en quelques lieux d'héberger chez leurs sujets. Ce droit ne subsiste plus aujourd'hui, on a été changé en rentes payables en deniers ou en grains; ces rentes, pour cette raison, sont appelées *alberges*. *Voyez* Dolive en ses questions, liv. 2, chap. 5; Gerault, dans son traité des *Droits seigneuriaux*, chapitre 7, nomb. 6.

24. HERBAGE FRANC : c'est quand le bétail paccage dans un fief ou dans un héritage noble; alors le seigneur ne prend aucun droit de vif ou mort herbage dans les coutumes où ce droit est établi. *Voyez* la coutume de Vimeu, art. 3. *Voyez* Herbage vif & mort.

25. HERBAGE ET PASTURAGE (droit d'). Il en est parlé dans l'art. 200 de la coutume du Maine, & dans l'art. 182 de celle d'Anjou; il appartient à ceux qui ont droit d'usage dans les bois d'autrui.

26. HERBAGE VIF ET MORT (droit d'). C'est un droit seigneurial, qui dans plusieurs coutumes appartient au seigneur haut & moyen justicier ou vicomte sur les bêtes à laine que leurs

lujets font paccager dans les héritages cottiers & non francs situés dans l'étendue de la seigneurie.

27. Le vif herbage est le droit de prendre une bête à laine sur dix, vingt ou 25 & au-dessus, suivant qu'il est défini par chaque coutume. Quand le nombre est moindre, le seigneur prend un denier parisis, ou une maille, ou une obole par chaque bête, & alors cela s'appelle *droit de mort herbage*, & est payable le jour de saint Jean-Baptiste. Voyez Amiens, art. 181; Montreuil, art. 28; Saint-Riquier, art. 1; Vimeu, art. 3 & 4; Saint-Paul, art. 1; Ponthieu, art. 93, 94; Boulonnois, art. 36; Hesdin, art. 2 & 3.

28. HERITAGES : ce sont les terres & les bâtiments qui composent le patrimoine des hommes. Les héritages sont féodaux, ou censuels, ou allodiaux; ces trois sortes d'héritages comprennent tous les fonds de terre du royaume, maisons, prés, vignes, terres labourables, bois, rivières & autres quelconques.

29. HERITAGES ALLODIAUX. Voyez Aleu, Franc-aleu.

30. HERITAGES CENSUELS, sont ceux qui relèvent d'un seigneur à titre de cens. Ils s'appellent encore *Rotures*.

31. HERITAGES ROTURIERS, sont proprement ceux qui sont tenus d'un seigneur à autres charges que le cens, comme à titre de terrage, champart, bordelage, marciage, complant, perrière, acapte, rièrre-capte, &c.

32. HERITAGES SERFS, sont ceux qui sont tenus d'un Seigneur à titre de charges serviles, de corvées, de tailles, mortailles. Dans la coutume de la Marche sont serfs les héritages qui doivent au seigneur argent à trois tailles payables à trois termes, avoine & geline chacun an. Voyez les art. 125 & 126 de cette coutume; le Glossaire du *Droit françois*, tom. 2, pag. 361.

HOIRIE, est un vieux mot qu'on trouve souvent dans les anciens titres & dans les coutumes; il signifie proprement succession en ligne directe descendante.

34. HOIRS : ce mot n'est pas moins commun dans les anciens titres & dans les coutumes que le précédent; il signifie les héritiers descendants en ligne directe. Pour sçavoir l'étendue que peut avoir ce mot dans les concessions, voyez Ayant-cause.

35. HOIRS DE QUENOUILLE : c'est quand la succession tombe en quenouille, ou que le père ne laisse que des filles pour héritières. Voyez l'art. 7 de la coutume de la rue Dindre de la ville de Châteauroux en Berry, coutume locale du Blaisois.

36. On dit que la pairie tombe de lance en quenouille, pour signifier qu'une femme peut succéder à une pairie & être pair de France; mais le royaume de France ne tombe jamais en quenouille, les femmes ni leurs enfants n'y peuvent succéder. Philippe le Long succéda à la couronne par préférence à Jeanne de Navarre, fille & héritière de Louis Hutin. Philippe de Valois y succéda aussi par préférence à Edouart III, roi d'Angleterre, qui y prétendoit du chef d'Isabelle de France sa mère, fille de Philippe le Bel; son droit ne fut pas trouvé meilleur par les douze pairs & les barons, que celui de Jeanne, fille de Louis Hutin.

* 37. HOMMAGE, est un acte par lequel le vassal promet foi & fidélité au seigneur féodal.

38. L'hommage étoit autrefois accompagné du serment du vassal, qu'on appelloit serment de fidélité; mais aujourd'hui il n'est point en usage, à moins qu'on ne veuille dire qu'il est implicitement compris dans la prestation de la foi & hommage. Aussi l'art. 63 de la coutume de Paris, qui prescrit les solemnités

de la foi & hommage , ne donne-t-il point de formule du serment de fidélité ; ainsi le vassal peut se dispenser de le prêter formellement. *Vid. sup. verbo* Fidélité, & *verbo* Foi & hommage.

39. HOMME. Dans le langage féodal & dans celui des coutumes on appelle généralement hommes tous ceux qui sont tenus envers un seigneur de quelque devoir féodal , censuel ou servile.

40. HOMMES ET FEMMES DE CORPS. *Voyez* Gens de corps , de corsage , de pore.

41. HOMME FÉODAL , se prend également pour le seigneur qui a des arrière-fiefs & pour le vassal qui relève du seigneur. Par exemple , dans la coutume de Ponthieu , art. 72 , 81 , homme féodal est employé dans le premier sens ; & dans la même coutume , art. 74 & 81 , homme féodal signifie un vassal.

* 42. HOMME LIGE. Ce terme signifie des vassaux qui devoient à leurs seigneurs , outre la foi & hommage , l'assistance personnelle envers & contre tous. *Vide sup. verb.* Fief lige.

* 43. HOMME DE PLÉJURE , est un vassal qui est obligé d'être plège & caution de son seigneur. En Sicile , tous les vassaux sont dans cette obligation gênante , sous peine de privation de leurs fiefs , suivant une constitution faite par le roi Roger ; mais le fief de pléjure n'est point connu en France , si ce n'est dans les provinces de Normandie & de Bretagne , avec certains tempéramens.

44. HOMME PROFITABLE , est celui qui ne doit ni service , ni corvées , ni autre devoir quelconque à son seigneur. *Voyez* Bretagne , art. 91.

45. HOMME DE SERVITUDE : c'est un homme de servile condition. *Voyez* Troyes , art. 3 & 6 ; Chaumont , art. 3 ; c'est ce que dans d'autres coutumes on appelle un serf ; *voyez* ce mot.

* 46. HOMME VIVANT ET MOU-

RANT , est un homme qui est donné au seigneur de fief par les gens de main-morte pour s'acquitter en leur place des devoirs féodaux. C'est pourquoi il est appelé vicaire , *quasi vices gerens*.

47. Les gens de main-morte qui acquièrent quelque fief sont donc tenus , non-seulement de payer le droit d'indemnité au seigneur , mais encore de lui présenter un homme pour faire la foi & hommage en leur nom , & par la mort duquel il y ait ouverture de fief : au moyen de quoi le seigneur puisse user de saisie féodale sur le fief servant , si les gens de main-morte ne lui présentent un autre homme vivant & mourant , quarante jours après le décès du premier vicaire. Galand , en son traité du *Franc-aleu* , ch. 16 ; Chop. de *Doman. lib. 1 , tit. 13 , n. 10*. Bacquet du *Droit d'amortissement* , ch. 53.

48. Or la raison pourquoi les gens de main-morte doivent bailler homme vivant & mourant outre le droit d'indemnité , c'est que l'indemnité n'est due que pour récompenser le seigneur de la perte des droits utiles : au lieu que l'homme vivant & mourant est donné au seigneur pour lui tenir lieu de vassal & lui faire la foi & hommage à chaque mutation , sous peine de faire encourir à la main-morte la peine prononcée par les coutumes.

49. La mort civile de l'homme vivant & mourant ne donne point ouverture au fief , & il n'est dû aucun droit tant qu'il vit de la vie naturelle. Bacquet , du *Droit d'amortissement* , chap. 53 , n. 6 ; Chop. *Andeg. lib. 2 , cap. 1 , tit. 2 , n. 12* ; Dufresne , liv. 39 , chap. 51. La raison est , parce qu'il n'est pas juste que le fait d'un homme qui n'a aucun intérêt personnel au fief , puisse causer un préjudice si notable à ceux qui en sont les propriétaires.

50. Il y en a qui pensent que cette décision doit être restreinte au cas où la

mort civile de l'homme vivant & mourant arrive par la profession religieuse ; & ils tiennent que , si elle arrive par condamnation aux galères ou au bannissement , il y aura ouverture au fief , parce que le religieux peut sortir du monastère *cum facultate superioris* , pour faire la foi & hommage au seigneur , *cap. 1 , de statu monachor. in 6^o*. au lieu que le condamné aux galères ou au bannissement ne peut point ainsi quitter la chaîne ou son ban. D'ailleurs , la prestation d'hommage faite par le condamné semble trop éloignée de la bienséance. Néanmoins il faut s'en tenir à la maxime générale ci-dessus , que la mort civile de l'homme vivant & mourant , non plus que la profession religieuse , ne donne point ouverture au fief.

§ 1. Quoique le droit d'indemnité soit prescriptible par le laps de trente ans contre le seigneur temporel , & par quarante ans contre le seigneur ecclésiastique , *quia tenet locum lodimiorum* , il n'en est pas de même de la prestation de l'homme vivant & mourant , parce que ce droit est plus seigneurial que le premier , puisqu'il sert à désigner directement la supériorité du seigneur sur son vassal ; & c'est ainsi que l'ont jugé les arrêts rapportés par M. Dolive , liv. 2 , chap. 34. Voyez Bacquet , *du Droit d'amortissement* , chap. 60.

§ 2. On demande si l'homme vivant & mourant est tenu de renouveler la prestation de foi & hommage à mutation de seigneur , tout ainsi que s'il étoit le véritable propriétaire du fief ? Les auteurs tiennent communément l'affirmative , par la raison que le vicaire étant *loco vassalli* , il doit être sujet aux mêmes loix sans aucune prérogative.

§ 3. En matière de fiefs possédés par gens de main-morte , le seigneur peut demander l'homme vivant & mourant , outre le droit d'indemnité , *ut supra notatum* ; mais en roture il ne peut de-

mander que l'un ou l'autre. La Peyrere , lett. A , n. 59 , *in not.* & lett. M , n. 13 ; & cela au choix de la main-morte , *quia in alternativis debitoris est electio*. Et si le seigneur est justicier , il peut exiger , outre l'indemnité , l'homme vivant , mourant & confisquant dans les pays où la confiscation a lieu. Chop. *de Doman. lib. 1 , tit. 8 , n. 3* ; Ferriere sur les questions 341 & 413 de Guy-Pape ; Bacquet , *des Droits de justice* , ch. 11 , n. 1 , & chap. 13 , n. 3. Néanmoins , comme la confiscation n'est ordonnée que *in pœnam delicti* , & que la peine ne peut être imposée qu'à ceux qui l'ont méritée , suivant la règle *pœna reos sequitur* , le fief appartenant à gens de main-morte ne tombe point en confiscation par le crime de l'homme vivant , mourant & confisquant , comme l'a fort bien observé Ferriere dans son commentaire sur la coutume de Paris , au §. 5 , des préliminaires sur le titre des fiefs. En effet , la condition des gens de main morte seroit trop à plaindre , si après avoir payé l'amortissement au roi & l'indemnité au seigneur , ils étoient exposés à perdre irréparablement des héritages qui leur coûtent tant , par le délit d'un homme qui n'a rien au fief.

§ 4. Observez que le seigneur n'est point censé avoir remis le droit d'indemnité à la main-morte , quoiqu'il ne se le soit point réservé en recevant l'homme vivant & mourant à la foi & hommage , & il a trente ans pour s'en faire payer. Il est vrai qu'après la réception à foi & hommage il ne peut plus user de saisie faute de paiement dudit droit , comme il auroit pu le faire avant l'hommage. Ceci n'est pas controversé parmi les auteurs.

§ 5. HOMME VIVANT , MOURANT ET CONFISQUANT. Nous avons quelques coutumes qui obligent les gens de main-morte de donner au seigneur homme vivant , mourant & confisquant , c'est-

à-dire , par le fait ou le crime duquel le fief appartenant à gens de main-morte soit confisqué au profit du seigneur. *Voyez* Bretagne, art. 368 ; Bourbonnois, art. 390.

56. Mais, nonobstant la disposition de cette coutume , & de celles qui lui ressemblent , le fief n'est jamais sujet à la confiscation par le fait de l'homme vivant & mourant ; la raison est que cet homme n'est pas le véritable propriétaire du fief , il ne l'est que par fiction ; or la confiscation n'est ordonnée que *in pœnam* du délit commis , & la peine ne doit être imposée qu'à ceux qui l'ont méritée.

57. Si cependant la clause d'homme vivant , mourant & confisquant étoit stipulée par un titre particulier de concession de fief faite à gens de main-morte , je pense qu'elle devoit avoir son exécution , le cas arrivant : ce seroit alors un contrat particulier synallagmatique ; il étoit libre au seigneur de donner à telle condition qu'il jugeoit à propos , & au vassal de refuser ou de recevoir. Il en peut être autrement de la disposition générale d'une coutume ; cette coutume établie , rédigée , réformée par l'autorité publique , peut être abrogée par la même autorité , comme cela arrive tous les jours.

58. Au reste , l'homme vivant , mourant & confisquant ne se donne qu'au seigneur qui a justice : car s'il ne l'a pas , il n'a que l'homme vivant & mourant , par la raison qu'il ne peut pas confisquer. *Voyez* Dolive, liv. 2 , chap. 12 , 13 & 14 ; Soëve, tom. 1 , centurie 1 , chap. 50.

* 59. HONNEURS DE L'ÉGLISE , sont les honneurs & prééminences qui appartiennent dans l'église aux patrons , fondateurs & dotateurs , & aux seigneurs hauts justiciers du lieu où l'église est située.

60. L'église étant un lieu particuliè-

rement consacré à adorer l'être suprême , il semble que les fidèles qui s'y assemblent devroient uniquement s'occuper des redoutables mystères qui s'y traitent , & y être reçus sans distinction ni acception de personnes. Mais au lieu de cela , l'ambition de plusieurs gentilshommes , jaloux de certains droits qu'ils ont usurpés , a fait naître une infinité de scandales , de procès , & quelquefois même des meurtres ; ils quitteroient l'église plutôt que le rang & la place qu'ils prétendent en l'église , comme dit Loyseau *des Seigneuries* , chap. 11 , n. 45 :

61. C'est pourquoi François I avoit fait une ordonnance à Villers-Cotterets en 1539 pour la Bretagne , dont les articles 13 & 14 portent : « Qu'aucun , de
» quelque qualité & condition qu'il soit ,
» ne pourra prétendre aucune autorité ,
» prérogative ou prééminence dans les
» églises , soit pour y avoir bancs , sièges ,
» oratoires , escabeaux , accoudoirs , sépultures , litres , armoiries & autres
» enseignes de leurs maisons , sinon qu'ils
» soient patrons & fondateurs d'icelles ,
» & qu'ils en puissent promptement justifier par les titres de fondations , ou
» par jugemens donnés avec connoissance
» de cause , & avec partie légitime ».

62. Quoi qu'il en soit , l'usage ayant autorisé certaines personnes de distinction à prétendre les honneurs de l'église , il est important d'examiner , 1°. en quoi ils consistent ; 2°. à qui ils appartiennent ; 3°. comment ceux qui y sont troublés peuvent se pourvoir pour y être maintenus.

63. Les honneurs de l'église consistent dans la préséance à l'église & aux assemblées qui se tiennent pour l'entretien & réparation d'icelle , à avoir le premier l'aspersion de l'eau bénite de la main du curé , l'encensement , le baiser de paix , le pain béni , la recommandation particulière aux prières publiques , banc & sépulture dans le chœur , litres

ou ceintures funèbres autour de l'église , & enfin à précéder tous autres aux processions & offrandes.

64. Les honneurs de l'église appartiennent au patron d'icelle & au seigneur haut justicier du lieu où elle est située à l'exclusion des seigneurs directs , des bas & moyens justiciers & des seigneurs de fiefs. Voyez Loyseau *des Seigneuries* , chap. 11 , n. 17 & 55 ; & Marechal *des Droits honorifiques* , ch. 1. Il y a même quelques auteurs , comme d'Argentré en son conseil dernier , qui soutiennent que les honneurs de l'église n'appartiennent qu'au patron ; encore faut il qu'il se les soit réservés en fondant l'église. Mais leur opinion n'est point suivie dans l'usage , & c'est une maxime généralement reçue , que le seigneur haut justicier doit avoir les droits honorifiques de l'église au-dessus de toutes sortes de personnes , à l'exception de ses supérieurs , du patron , des gens d'église , & de ceux de la haute noblesse non résidant dans son territoire ; ce qui ne doit s'entendre même que du rang & de la préséance , si ce n'est à l'égard du patron qui a tous les honneurs de l'église au-dessus du haut justicier. En effet , quoique l'église soit exempte de la justice temporelle , cette exemption n'a lieu qu'à l'égard des personnes & des choses sacrées , & elle n'ôte point l'église du territoire où elle est enclavée , comme dit Barthole sur la loi *si quis in hoc genere* , *cod. episcop. & cleric.* Le seigneur haut justicier retient même les honneurs de l'église , encore qu'il vienne à transférer son domicile & sortir de la paroisse , parce que les droits honorifiques sont mixtes , étant attribués à la personne du seigneur à cause de sa justice. Loyseau , *des Seigneuries* , ch. 11 , n. 50.

65. Les auteurs conviennent que le patron & le seigneur haut justicier peuvent former l'action en complainte pour les honneurs de l'église. Maréchal , en

son traité *des Droits honorifiques* , chap. 7 ; Brodeau sur M. Louet , lett. E , ch. 9 ; la Peyrere , lett. E , num. 1. Il faut néanmoins en excepter les droits honorifiques qui tiennent de la spiritualité , comme d'aller le premier à l'offrande , de recevoir l'encensement , le pain béni , &c. Car celui qui est troublé dans ces sortes de droits ne peut point agir par complainte , mais il doit prendre la voie de l'action simple , ou bien l'action *injuriarum* ; comme il a été jugé par les arrêts rapportés par Chopin *lib. 1 , de sacrâ polit. cap. 4 ; n. 5* ; & en son traité *du Domaine* , liv. 3 , tit. 19. La raison est , parce que les droits qui tiennent de la spiritualité ne se possèdent point ; or il ne peut y avoir d'action en complainte sans possession : c'est pourquoi *non mittitur quis in locum consecratum possessionis causâ* ; *L. ult. ff. ut in possess. legat. L. Prator , §. si quis , ff. ne quid in loco sacro.*

66. Celui qui a fondé une chapelle dans une église peut aussi intenter l'action en complainte , s'il est troublé dans son droit de banc ou de ceintures funèbres , parce qu'il a le même rang & prééminence dans sa chapelle que le patron dans l'église , comme nous l'avons observé ci dessus. La Peyrere , lett. E , n. 2 , fait même mention d'un arrêt qui jugea que celui qui a titre de banc & de sépulture peut former complainte contre un particulier qui l'y auroit troublé. La raison est , parce que pour intenter l'action en complainte , il suffit d'avoir été troublé dans la possession d'un droit réel. *Vide Mornac , ad L. 2 , cod. de sacro-sanct. eccles. & ad L. 8 , §. ult. ff. de relig. & sumptibus funer. & la Peyrere , lett. S , n. 41* , qui rapporte un arrêt du 23 juillet 1620 , qui met les parties hors de cour & de procès sur la requête en réintégration présentée par un maçon , à cause qu'un enfant avoit été mis dans son tombeau. Le motif de cet arrêt fut qu'o

que des maçons & autres gens de basse condition ne pouvoient pas avoir de tombeaux particuliers. Autrefois on ne pouvoit inhumer dans les églises que les corps des martyrs & des plus signalés ecclésiastiques ; l. 2 , *cod. de sacros. eccl.* Le grand Constantin fut le premier qui fut enterré dans l'église par ordre de Constantius son fils , au rapport de Nicéphore , liv. 8 , chap. dernier. Mais par succession de temps chacun a voulu être inhumé dans l'église , sous prétexte de la disposition du canon *Nullus* , & du canon *Præcipiendum* , *quest.* 2. Ceux mêmes qui ont quelque rang par-dessus le commun ont voulu avoir des sépulcres particuliers affectés à leur famille ; ce qui leur a été accordé moyennant une certaine redevance envers la fabrique. Or les sépulcres de famille sont tellement affectés à celui qui les a acquis , & à sa postérité , qu'il n'est point permis aux étrangers d'y enterrer leurs morts ; l. *Prætor ait* , §. *si quis* , *ff. de sepulch. viol.* *Vid.* l. 2 , §. *Prætor* , *ff. de religiof. & sumpt. funer.* D'où je conclus que celui qui a un titre de sépulture en bonne forme , quoiqu'il soit d'une basse condition , peut agir criminellement ou civilement , suivant les circonstances des voies de fait , s'il vient à être troublé dans son droit de tombeau. *Voyez* Maréchal , chap. 4 ; & Loyseau *des Seigneuries* , chap. 11 , n. 8 ; & suiv. Ainsi dans le cas de l'arrêt rapporté par la Peyrere , il faut supposer que le maçon , demandeur en réintégrande , n'avoit pas de titre pour établir son droit de tombeau. *Vide infra* , verbo *Sépulcres*.

67. Lorsque la haute-justice appartient à deux ou plusieurs seigneurs par égale portion , chacun d'eux doit avoir les honneurs de l'église de mois en mois alternativement , ainsi qu'il a été jugé par arrêt du parlement de Paris du 20 février 1616 , rapporté par Maréchal , chap. 1 ; *vid. gloss. ad l. Nefennius* , *ff.*

Partie II.

de negot. gest. Mais si l'un des co-seigneurs a plus grande part , il doit avoir les honneurs plus souvent que les autres , & outre cela il doit les précéder. Maréchal , *loco citat.*

68. Les seigneurs ne peuvent vendre ni céder les honneurs de l'église , sans vendre ou céder en même tems la seigneurie pour raison de laquelle ils sont dus , parce que c'est le propre de l'honneur d'être attaché à la personne , & de de la suivre comme l'ombre suit le corps. Mais la femme & les enfans du seigneur doivent participer aux honneurs de l'église , parce que l'union étroite qui est entre eux les fait considérer comme une même personne. Loyseau *des Seigneuries* , chap. 11 , num. 51 & suiv.

69. Il a été jugé par plusieurs arrêts rapportés par la Peyrere , lett. E , n. 2 , qu'on peut acquérir des droits honorifiques dans une église par coutume & par possession immémoriale. *Voyez* Maréchal , chap. 1.

70. Les gentilshommes & les seigneurs moyens , bas justiciers & directs ne peuvent point prescrire les droits honorifiques de l'église ; Loyseau *des Seigneuries* , chap. 11 , n. 40 ; la Peyrere *loco cit.* La raison est , parce que , comme dit Loyseau , *ibid.* , ils n'en jouissent qu'à titre de civilité & courtoisie. Ce qui néanmoins ne doit être entendu que dans le cas où il y a un patron ou un seigneur haut justicier ; car autrement les simples seigneurs de fiefs , &c. pourroient prescrire les droits honorifiques par la possession immémoriale , suivant les arrêts de la Peyrere ci-dessus rapportés. *Voyez* Carondas au liv. 7 de ses réponses , chap. 5 ; d'Argentré , conseil 5 ; & Maréchal en son traité *des Droits honorifiques* , ch. 1. La raison est , parce que n'y ayant ni patron ni seigneur haut justicier , le gentilhomme ou seigneur qui se trouve en possession immé-

moriale des droits honorifiques, est réputé patron, sauf pour ce qui regarde la présentation aux bénéfices.

71. Voyez sur cette matière le traité de Matéchal; Loyseau *des Seigneuries*, ch. 11, à num. 14 *ad fin.* & ce qui en est dit *suprà verbo* Banc dans l'église, *infra verbo* Litres, &c.]

72. HONORIFIQUES. Voyez Droits seigneuriaux.

73. HOPITAUX FONDÉS PAR LES SEIGNEURS. Il y a quantité de seigneuries où il y a des hôpitaux fondés par la piété des anciens seigneurs; il n'est donc pas inutile d'insérer ici quelques observations sur la fondation & sur l'administration de ces hôpitaux.

74. Aucun seigneur n'en peut fonder qu'il n'y ait été autorisé par lettres patentes dûment vérifiées & enregistrées après une information *de commodo & incommodo* faite à la requête de M. le procureur-général, ou de son substitut sur les lieux, à laquelle doit être joint le consentement des habitants & de l'évêque diocésain. Voyez les édits du mois de décembre 1666, enregistré en parlement le 31 mars 1667; du mois d'août 1749, aussi enregistré au parlement le 2 septembre suivant.

75. Souvent la conduite & l'administration des hôpitaux de campagne est donnée à des communautés d'hommes & de filles; leur service est souvent fort édifiant: mais les seigneurs doivent observer que ces établissements peuvent beaucoup nuire au temporel des hôpitaux; quatre ou cinq religieux ou religieuses placés dans un hôpital avec un chapelain y mangent la moitié ou les trois quarts du revenu; au moyen de quoi il ne reste presque plus rien pour la subsistance des pauvres.

76. On peut remédier à cet inconvénient, en exigeant, des religieux ou religieuses qui demandent la desserte des hôpitaux, certaines conditions qui em-

pêchent qu'ils ne soient à charge aux pauvres; par exemple, qu'ils soient tenus de se bâtir les lieux réguliers ou de clôture qui leur sont nécessaires; qu'ils vivront en communauté séparée du bien des pauvres, se servant à cet effet des biens qu'ils pourront acquérir & des donations ou aumônes qui pourront leur être faites; que où lesdits religieux ou religieuses viendroient à abandonner le service de l'hôpital de quelque façon que ce soit, tous les biens de leur communauté seront & demeureront réunis à ceux de l'hôpital.

77. L'administration d'un hôpital, tel qu'il soit, est un objet purement laïc; les ecclésiastiques ne peuvent & ne doivent donc pas y présider, c'est le juge des lieux, ou en son absence celui qui le représente; après lui le curé; & s'il y a dans l'endroit plusieurs curés, ils y viendront chacun à leur tour, à commencer par le plus ancien. Voyez l'art. 6 de l'ordonnance du mois d'avril 1561; la déclaration du Roi du 12 décembre 1698. Freminville dans sa *Pratique des droits seigneuriaux*, tom. 2, page 145, cite un arrêt du parlement de Paris du 7 septembre 1701, portant règlement pour l'hôpital de Gonesse près Paris; il ordonne que la déclaration du 12 décembre 1698 sera exécutée, & que suivant icelle il y aura un bureau de direction à l'hôpital de Gonesse, qui sera composé du juge du lieu, du procureur du roi, du syndic & d'un des deux curés d'année en année.

78. Dans l'établissement de l'hôpital de Versailles fondé par lettres patentes du mois de juin 1720, le bailli de Versailles a la présidence dans l'administration; le curé n'y a que la seconde place.

79. Dans les principales villes de Bourgogne, les curés n'ont aucune part à l'administration des hôpitaux; & la Peyrere, édition de 1706, lett. H, n. 56, enseigne que le curé d'une paroisse

n'a pas droit d'entrée dans le bureau d'un hôpital, à moins qu'il ne fût fondateur, ou qu'il n'y eût un statut positif qui lui permît cette entrée.

80. Il suit de ce que nous venons de dire, que la reddition des comptes d'un hôpital ne doit point être faire pardevant les curés, mais bien pardevant les juges des seigneuries & les procureurs fiscaux.

81. M. le président Bouhier, dans ses observations, tom. 2, chap. 52, n°. 10, agite la question de sçavoir, si les seigneurs peuvent assister aux bureaux des hôpitaux établis dans leurs seigneuries ? M. Bouhier se décide pour l'affirmative, & rapporte pour appuyer sa décision un arrêt du parlement de Provence du 20 août 1735 en faveur du marquis d'Oraison, contre les recteurs de l'hôpital du même lieu. La raison de décider est que, les hôpitaux étant sous la protection des seigneurs, il est bien juste qu'ils aient part à leur administration.

82. Lorsque le seigneur fondateur d'un hôpital s'est réservé par l'acte de fondation la nomination du directeur, des médecins & chirurgiens, le successeur seigneur de la terre, qui le représente, a le même droit, & peut en conséquence délivrer ses provisions à qui bon lui semble. A l'égard du directeur, cette place est pour l'ordinaire attribuée au juge du lieu qui est premier directeur né de l'hôpital, sans avoir besoin d'autres provisions que celles de son office. Mais, comme le service d'un hôpital demande de la part du directeur une résidence actuelle, si le juge de la seigneurie ne demeurait pas sur les lieux, le seigneur sans doute en pourroit nommer un autre.

83. Par arrêt du 5 février 1568, il fut dit que les juges de Bellac se pourvoiroient dans trois mois d'un lieu pour leur auditoire, autre que l'hôpital de Bellac dont ils s'étoient emparés ; ils

n'y avoient laissé qu'une chambre pour les pauvres. Voyez la bibliothèque de Bouchel, *verbo* Hôpitaux.

84. L'article 19 de l'édit du mois d'avril 1695 concernant la juridiction ecclésiastique, ordonne qu'à l'avenir les archevêques & évêques auront la première séance & présideront dans tous les bureaux établis pour l'administration des hôpitaux & autres lieux pieux où eux & leurs prédécesseurs n'auroient point été jusqu'à présent, & que les ordonnances & réglemens qu'ils y feront pour la conduite spirituelle & l'administration du service divin, seront exécutées par provision.

85. La première partie de l'article de l'édit de 1695 que nous venons de citer, ordonne que les ecclésiastiques qui sont en possession de présider à l'administration des hôpitaux, seront conservés dans les droits de préférence dont ils ont bien & légitimement joui jusqu'alors. Ceci forme une exception à ce que nous avons ci-dessus dit, que les curés ne présidoient point aux bureaux des hôpitaux.

86. HOSTELLAGE (droit d'). Dans la coutume de Bayonne, tit. 5, art. 47, tit. 7, art. 22, 23, 30, c'est le prix, le droit seigneurial que les marchands forains & étrangers paient pour le louage des boutiques dans lesquelles ils étalent les marchandises qu'ils amènent pour être vendues aux jours de foires & marchés de la seigneurie. Dans la coutume de Dunois, art. 27, on trouve un droit qui s'appelle *pains d'ostellage* ; c'est un droit seigneurial qu'on paie à raison des héritages qu'on possède dans la seigneurie sujets à ce droit ; c'est à peu près la même chose que les droits de fouage en Bretagne, & d'ostise dans la coutume de Montargis.

87. HOSTIGEMENTS DE FIEFS ; FIEFS, HÉRITAGES HOSTIGÉS : c'est quand le propriétaire en fait déclaration à justice pour sûreté de ses créanciers. Cette

déclaration forme une hypothèque en leur faveur : cet usage a lieu principalement dans la coutume de Lille ; voyez le titre 22 , art. 1. Et lorsque le créancier n'est pas payé de son dû , il peut faire vendre les fiefs & héritages hostigés , en observant ce qui est prescrit par l'art. 29 du rit. 23.

88. HUIS. Dépendre l'huis & les fenêtres. Dans quelques coutumes , le seigneur qui n'est pas payé de ses cens , rentes & autres droits seigneuriaux , pour les arrérages qui en sont dus , peut saisir & exécuter son débiteur , & en signe de la main-mise & exécution , mettre hors des gons les portes & les fenêtres des maisons sujettes auxdits cens & rentes. Voyez Lille , art. 220 ; Nivernois , tit. 5 , art. 16 ; l'ancienne coutume de Melun , art. 132 ; l'ancienne de Sens , art. 22 , 220 , 242. Dans quelques autres coutumes on se contente seulement de barrer la porte & les fenêtres de la maison du débiteur avec une traverse. Voyez Orléans , art. 105 , 115 ; Montargis , tit. 2 , art. 2.

89. HUITIEME (droit de). On trouve ce droit établi par l'art. 229 de la coutume de Tours ; il appartenait originairement au Roi , qui ensuite en a fait cession à différents seigneurs. Ce droit consistoit dans la huitième partie du prix des vins , cidres & autres breuvages vendus en détail par les cabaretiers ou autres particuliers. Ragueau , dans son *Indice* , remarque que ce droit fut imposé par Charles VI en 1382 par édit du 13 janvier , pour subvenir aux frais de la guerre ; qu'on peut même faire remonter l'origine de ce droit jusqu'au roi Chilperic , qui exigea de ses sujets la huitième partie des vins de leur crû.

90. HUMIER. Dans la coutume de Namur , ce mot signifie *usufruitier*. Voyez les art. 13 , 45 , 56 de ladite coutume. Il ne seroit pas facile de dire quelle est l'étymologie de ce mot , ainsi que de quantité d'autres dictions barbares employées dans les coutumes.

91. HYPOTHEQUE. Ce terme qui vient du grec signifie un engagement formé sur quelque chose , ou charge imposée sur quelques biens pour la sûreté de quelque chose.

92. En ce dernier sens , on peut dire que les seigneurs ont une hypothèque sur la chose qui est sujette à leurs droits ; & si ce n'est pas une hypothèque proprement dite , c'est du moins un privilège très-certain , & même pour lequel ils sont préférés à tous créanciers. Voyez l'art. 358 de la coutume de Paris ; Tronçon , Tournet , sur cet article.

93. Par arrêt du parlement de Grenoble du premier août 1672 , il a été jugé que les lods n'ont point de privilège ni d'hypothèque que du jour du contrat pour lequel ils sont dus , parce que ce sont des droits utiles qui descendent bien du droit de directe , mais qui ne jouissent pas des mêmes avantages : la directe ne se prescrit point , & les lods se prescrivent par trente ans.

94. Le seigneur direct qui retire par droit de prélation le fonds emphytéotique , est tenu hypothécairement des dettes contractées par l'emphytéote. Voyez Salvaing , de l'usage des fiefs , chap. 29. Il en est de même de l'héritage bordellier qui revient au seigneur par retenue bordellière. Voyez Coquille , tom. 2 , quest. 38. Voyez Rentes inféodées , Réunion féodale.

J

J A N

1. **JALLAGE** : c'est un droit seigneurial qui est à peu près le même que celui de forage , de bortage. Il consiste dans un certain nombre de pintes de vin que le seigneur a droit de prendre sur chaque pièce de vin vendu en détail dans l'étendue de sa seigneurie. Depuis l'établissement des aydes sur-tout , pour percevoir ce droit , il faut être fondé en coutume ou en titre précis ; ce droit n'arréage point s'il n'y a de demande formée ou abonnement ; il est imprescriptible au fond comme tous les autres droits seigneuriaux , mais la quotité se peut prescrire. Ce mot *jallage* vient de jallée de vin. Dans la coutume d'Orléans , art. 492 , on dit jallaye ; le poinçon contient douze jallayes , chaque jallaye contient seize pintes de la grande mesure de la ville d'Orléans.

2. **JANVIER**. Il est important d'observer aux seigneurs , pour l'intelligence des dates apposées dans les anciens titres & dans les anciennes ordonnances , qu'en France l'année n'a pas toujours commencé par le premier janvier ; cet usage n'a lieu dans le royaume que depuis l'ordonnance de Roussillon , donnée par Charles IX au mois de janvier 1563. Voyez l'article 33. Auparavant l'année ne commençoit en France que le lendemain du jour de pâques.

3. L'ordonnance de Roussillon ne fut enregistrée au parlement de Paris que le 19 décembre 1564 ; le premier jour de janvier qui suivit cette vérification , le Roi & la grande chancellerie commencèrent à compter 1565. Le chancelier Lhopital fit observer la même chronolo-

J A N

gie à Toulouse où le Roi étoit alors , & dans les lieux où il passa. Les secretares d'état commencèrent aussi à ce premier janvier à dater de 1565 les édits , déclarations & lettres patentes ; mais les secretares du Roi suivirent encore durant quelques mois l'ancien usage , & dans toutes les lettres qu'ils présentèrent pour être scellées du grand sceau jusqu'à pâques 1565 , ils les daterent de 1564.

4. Le premier janvier suivant , on commença en la chancellerie de Paris de compter 1566 ; mais au parlement & dans tout son ressort on ne commença à dater de 1566 qu'au 14 avril , & le premier janvier suivant on compta 1567. Depuis on a toujours commencé l'année au premier janvier dans tout le royaume.

5. On peut encore observer qu'en France même l'année , depuis l'établissement de la monarchie , n'a pas toujours commencé le jour ou le lendemain de pâques. Sous la première race de nos Rois l'année commençoit le premier mars ; sous la seconde race elle commença le 25 décembre , jour de Noël ; & sous les premiers rois de la troisième race , le samedi d'avant pâques , après la bénédiction du cierge paschal : on y attachoit la table de pâques qui indiquoit le commencement de l'année.

6. Dans les anciens titres on trouve rarement des dates précises par an , mois & jour ; dans le plus grand nombre on n'y voit que la date de l'année , dans d'autres celle de l'année & du mois ; mais on n'y trouve jamais le quantième précis du mois. Si dans quelques-uns on

marque le jour que l'acte a été passé, on le désigne par la fête qui se célébroit ce jour là. Par exemple, on datoit l'an de l'incarnation 1203 au mois de décembre, le jour, la veille ou le lendemain de Noël, le lundi d'avant ou d'après Noël, &c. Cette façon de dater les actes du jour de la fête ou du jour le plus prochain de la fête auquel il avoit été passé, causoit souvent de l'embarras lorsqu'il y avoit deux fêtes du même nom. Par exemple, il y a un arrêt de règlement rendu le lendemain de la chaire de saint Pierre 1329; comme dans l'année il y a deux fêtes du même nom, on ne peut sçavoir si le règlement a été fait le jour de la fête de la chaire de saint Pierre à Antioche, ou à Rome. Si on suivoit encore cette façon de dater, elle jetteroit de grandes obscurités dans les affaires où il seroit question de priorité d'hypothèques. Mais depuis l'ordonnance de Blois, art. 167, tous les actes passés pardevant notaires & autres officiers de justice, doivent être datés de l'an & du quantième du mois, avec déclaration si c'est avant ou après midi; c'est une formalité absolument nécessaire pour prouver la perfection d'un acte; si on y manquoit, l'acte seroit regardé comme non fait, passé précipitamment, ou même extorqué par force & par violence.

7. Il faut cependant observer qu'en fait de contrats, l'usage est que l'omission de la date n'empêche pas qu'un contrat ne puisse avoir son effet contre celui qui l'a passé; cette omission ne peut être proposée que par un tiers: à l'égard de celui qui l'a passé, il vaut au moins comme acte sous signature privée.

8. JAULGEUR. Dans la coutume de Clermont, art. 233, c'est un particulier ptéposé pour mesurer les futailles propres à contenir le vin & autres liqueurs, veiller à ce qu'elles soient de la mesure fixée par la coutume, afin que

le seigneur ne soit point fraudé sur les droits qui lui sont dus.

9. IMMÉMORIAL, est une épithète qu'on donne à la durée du temps, pour signifier qu'on n'en peut pas désigner le commencement. On dit de temps immémorial. Voyez Possession de temps immémorial.

10. IMPOSITIONS. Les seigneurs, dans les temps où leur pouvoir sur leurs justiciables étoit sans bornes, s'étoient arrogé l'autorité de lever sur eux telles impositions qu'ils jugeoient à propos, même de les cotiser à volonté; ils imposoient sur les personnes, sur les héritages, sur les denrées, sur la vie, la mort, sur l'air, sur l'eau. Les actions de la vie civile, les plaisirs, les divertissements des malheureux serfs, tout étoit matière à impôt; delà, cette multitude effroyable de droits seigneuriaux, dont les noms & les motifs révoltent souvent l'humanité.

11. Il faut cependant l'avouer, il fut un temps en France où les seigneurs ont pu commettre ces vexations, sans qu'on pût trop les accuser de tyrannie; ils les exerçoient sur des esclaves que le droit des gens & le sort des armes mettoient en leur pouvoir, & qu'ensuite ils répandoient dans leurs terres sans autre gêne que de travailler en partie pour le profit du seigneur, & de lui payer certains droits. Un esclave turc ou algérien dont on romperoit les chaînes à pareilles conditions, ne s'estimeroit-il pas heureux? La longue liberté dont nous jouissons nous rend aujourd'hui odieuses les mains bienfaisantes qui ont brisé les fers de nos pères.

12. La seule chose qu'on puisse imputer aux seigneurs dans la matière dont nous parlons, c'est qu'après avoir perdu les esclaves qu'ils avoient faits à la guerre dans des temps où le droit des gens ne leur permit plus d'en faire de nouveaux, ils ont perpétué les malheurs de l'es-

clavage fut des malheureux que la misère & l'indigence a forcés de chercher un asyle dans leurs terres. Les seigneuries devinrent alors comme des prisons publiques où on perd sa liberté sitôt qu'on y a mis le pied ; ceci est vraiment une tyrannie , un abus manifeste de la loi du plus fort.

13. IMPRESCRIPTIBLE : c'est une clameur , pour ainsi dire , au bateau que les droits seigneuriaux sont imprescriptibles : mais cette maxime souffre quantité d'exceptions qu'on peut voir , *verbo* Prescription.

14. IMPUNITÉ : elle n'est nulle part plus grande que dans les justices seigneuriales ; les seigneurs , dans la crainte de frayer aux frais d'un procès criminel , leurs juges dans celle de faire des procédures dont ils ne seront pas payés , ne font faire aucune recherche des coupables des crimes les plus atroces , & même très-souvent procurent leur évasion quand on les amène dans leurs prisons. Les seigneurs entendent mal leurs intérêts , de souffrir ces abus ; d'un côté leurs terres deviennent l'asyle de tous les scélérats du canton ; d'un autre côté , les juges royaux d'où ressortissent les justices , instruits des excès qui s'y commettent impunément , peuvent poursuivre , faire appréhender & faire punir les délinquants aux frais du seigneur ; j'en connois à qui le revenu de leur terre pendant trois ou quatre ans n'a pas suffi pour fournir aux frais de procédures criminelles faites dans ce goût.

15. Si les seigneurs & leurs juges ne sont pas effrayés , les uns par la dépense , les autres par les justes reproches auxquels ils s'exposent & de la part de leurs seigneurs , & de la part des juges supérieurs , tous doivent être alarmés des conséquences terribles que peut avoir leur conduite , puisque devant Dieu ils sont responsables au public & aux par-

ticuliers des désordres affreux que peut causer l'impunité.

16. INALIÉNABLE , se dit de tout ce qui ne se peut valablement aliéner. Dans le nombre des seigneuries , celles qu'on possède à titre d'engagement , d'usufruit , qui sont substituées , les duchés & pairies , les apanages , ne se peuvent valablement aliéner. *Voyez* Duchés-pairies , Engagistes.

17. INCORPOREL. *Voyez* Fief incorporel.

* 18. INDEMNITÉ , due aux seigneurs par les gens de main-morte qui acquièrent des héritages relevant d'eux en fief ou en censive. *Indemnitas est illa prestatio qua fit & prestatur domino pro interesse suo , loco jurium utilium , que verisimiliter percepturus erat , remanente re in privatorum manu , qua sæpè variis mutatur modis* , dit Dumoulin sur l'article 51 de la nouvelle coutume de Paris , glos. 11 , n. 68.

19. Le droit d'indemnité est différemment réglé par les coutumes ; car les unes le fixent au revenu de trois années de l'héritage acquis , comme sont celles d'Anjou , art. 37 , & du Maine , art. 41 ; d'autres , comme celle de Sens , article 7 , donnent l'option à la main-morte de payer pour le droit d'indemnité le sixième denier du prix de l'acquisition , ou la valeur du revenu de trois années de la chose acquise. En Provence & en Dauphiné on fixe l'indemnité à un droit de lods de vingt en vingt ans ; le président de Saint-Jean , décis. 10 ; Salvaing , de l'Usage des fiefs , chap. 59. Mais par le droit commun de la France , ce droit est réglé au tiers du prix de l'acquisition , quand il s'agit d'un fief acquis par les gens de main-morte ; & au quint , c'est à-dire , au cinquième denier du prix , lorsque c'est un héritage tenu en roture. M. le Bret , de la Souveraineté , liv. 1 , chap. 13 ; Livoniere en son traité des Fiefs , liv. 1 , chap. 4 ;

la Peyrere, lett. M, n. 13, *in not.* Ferriere, *in q.* 23, *Durant.*

20. Le paiement de l'indemnité fait par les gens de main-morte, pour acquisitions d'héritages roturiers, ne les dispense point de payer le cens & autres charges annuelles dont lesdits héritages sont chargés envers le seigneur duquel ils relèvent, parce que le droit d'indemnité ne se paie que pour indemniser le seigneur des profits casuels qui pourroient lui échoir, si les héritages amortis demeuroident dans le commerce, *id est in privatorum manu.*

21. Lorsque les héritages acquis par les gens de main morte ont été amortis par le Roi, les seigneurs ne peuvent point les contraindre d'en vider leurs mains, ils peuvent seulement agir contre eux pour se faire payer le droit d'indemnité. Chopin, *Andeg. lib.* 1, *cap.* 37, n. 4; la Peyrere, lett. A, n. 59; M. Salvaing, *de l'Usage des fiefs*, chap. 59; Papon en ses arrêts, liv. 1, tit. 14, art. 4.

22. Si la chose amortie passe de main-morte en main-morte, il est dû pareil droit au seigneur, parce que le droit d'indemnité est personnel. Voyez Dufresne, liv. 6, chap. 22; Bacquet, *de l'Amortissement*, chap. 46, n. 4 & suiv. le Prestre, centurie 1, chap. 87, *l. privilegia*, ff. *de reg. jur.*

23. Le seigneur ne perd point son droit d'indemnité en recevant l'homme vivant & mourant à foi & hommage, ni en recevant les lods & ventes de la main-morte, ou les arrérages du cens qui lui sont dus pour les héritages roturiers mouvant de lui, parce que tous ces droits n'ont rien de commun avec l'indemnité qui ne se paie que pour dédommager le seigneur des profits casuels de sa seigneurie. *Vide* Chopin, *Andeg. lib.* 1, *cap.* 38. *Nota quod non censetur remissa indemnitas per investituram, vel receptionem jurium utilium ra-*

tione acquisitionis debitorum, sed nihilo minus pro futuro tempore exigi poterit, dit M. Charles Dumoulin, §. 51, n. 70.

24. L'indemnité est due au seigneur pour la constitution d'une rente obituaire établie sur un héritage relevant de lui. La raison est, parce que l'héritage affecté à la rente obituaire cesse d'être dans le commerce. Dolive, liv. 2, ch. 14.

25. *Ubi nota.* Que c'est à l'héritier & non à l'église de payer en ce cas le droit d'indemnité. Peleus, liv. 3, chap. 53; Papon en ses arrêts, liv. 20, tit. 6, n. 3; Mornac, *ad l. penult. cod. de sacros. eccles.* M. de Livoniere en son traité *des Fiefs*, liv. 1, chap. 4, & les auteurs qu'il cite.

26. Le droit d'indemnité étant un profit casuel, subrogé au lieu des lods & ventes, est sujet à la prescription de trente ans contre les seigneurs temporels, & de quarante ans contre les seigneurs ecclésiastiques. Brodeau sur Louet, lett. D, chap. 53; Dolive, liv. 2, ch. 12 & suiv. Voyez Bacquet *de l'Amortissement*, chap. 50, n. 2; Carondas en ses observations *verbo* Main-morte, & Dumoulin, §. 51, n. 70.

27. Le droit d'indemnité est dû au seigneur pour les dixmes inféodées, acquises par les gens de main-morte, parce qu'encore qu'il semble que ces dixmes ne font que revenir à leur première nature, il est néanmoins certain qu'elles conservent la qualité de biens temporels & féodaux qu'elles ont contractée lors de leur démembrement: & c'est ainsi que l'ont jugé les arrêts conformément à la doctrine de Dumoulin sur l'article 68 de la coutume de Paris, n. 21; de Grimauder en son traité *des Dixmes*, liv. 2, chap. 6, n. 49 & suiv. *aliud tamen dicendum* des dixmes inféodées relevant de la couronne; car en ce cas elles deviennent

viennent purement ecclésiastiques par leur réunion à la messe ecclésiastique , parce qu'il résulte de l'ordonnance de saint Louis de l'an 1269, que la féodalité de ces dixmes a été supprimée ; d'où il ne faut pas conclure qu'il en doit être de même de celles qui relèvent des seigneurs particuliers , parce que le Roi répand toujours ses bienfaits , *salvo jure alieno*. Aussi les lettres de sa majesté , portant remise , libération , &c. contiennent-elles ces termes , *sauf le droit d'autrui*. Et quand elles ne les porteroient pas expressément , ils doivent être sous-entendus , suivant la remarque des docteurs.

28. Il y en a qui pensent qu'il n'est dû aucun droit d'indemnité pour les héritages allodiaux que les gens de main-morte acquièrent , parce que cette espèce de biens ne relevant de personne , si ce n'est pour la justice , il est indifférent qu'ils soient possédés par la main-morte , ou qu'ils restent *in privatorum manu*. Ils ajoutent que cela n'est point contraire à l'arrêt du parlement de Paris du 28 mars 1692 , qui veut que le seigneur justicier ait la dixième partie du droit d'indemnité ; parce que la portion de l'indemnité qui est due au seigneur justicier , suivant la disposition de cet arrêté , ne peut avoir lieu que dans le cas où l'indemnité se trouve ouverte au profit du seigneur féodal ou censier. Mais ces raisons ne paroissent pas admissibles , parce que l'indemnité se paie au haut justicier à cause du dommage causé à sa haute justice par l'amortissement.

29. Les seigneurs à qui appartient le droit d'indemnité ne peuvent point procéder par saisie pour se le faire payer , mais ils sont tenus de se pourvoir par action simple. Bacquet , chap. 57 de l'amortissement.

30. Le droit d'indemnité est un droit réel : d'où il suit qu'étant dû à une terre

Partie II.

ou seigneurie qui vient à être adjudgée par décret , il passe à l'adjudicataire comme une partie de son acquisition. Voyez le cinquième tome du *Journal des audiences* , liv. 5 , chap. 16. Il en est de même si le seigneur , au profit de qui l'indemnité est ouverte , vend sa terre sans se réserver ledit droit d'indemnité , soit par la raison que l'on vient de toucher , soit parce qu'il est de règle prise de la loi *veteribus* , ff. de pact. que les clauses équivoques & sujettes à interprétation doivent s'expliquer contre le vendeur , *quia potuit legem apertiùs dicere*.

31. C'est une maxime certaine que les seigneurs ne peuvent point contraindre la main-morte à leur payer le droit d'indemnité jusqu'à ce que les héritages acquis aient été amortis , parce que les gens de main-morte ne recevant la capacité de posséder des immeubles que par le bénéfice du prince , ils ne sont censés possesseurs légitimes qu'après qu'ils ont été habilités ; ainsi ils ne peuvent être recherchés comme possesseurs qu'après que leur incapacité a été levée par le moyen des lettres d'amortissement.

32. Il est vrai que les seigneurs de qui relèvent les héritages acquis par les gens de main-morte , peuvent les contraindre d'obtenir des lettres d'amortissement du Roi , ou d'en vider leurs mains dans le délai d'un an , à compter du jour de la sommation qui leur en est faite ; & faute par les gens de main-morte d'embrasser cette alternative , les seigneurs sont en droit de demander des dommages-intérêts.

33. Les gens de main-morte ne sont point sujets au droit d'indemnité pour les acquisitions qu'ils font de la main du seigneur lui-même (Boniface , tom. 1 , liv. 2 , tit. 31 , chap. 21) , parce qu'il est censé que le prix de l'acquisition renferme l'indemnité , & que la main-

C

morte *non tanti emissit*. Voyez Mornac *ad l. penult. cod. de sacros. eccles. & ad l. 2, ff. de jurisd.* dont la décision est applicable ici, quoiqu'il parle du droit d'amortissement.

34. Les auteurs ont été autrefois fort partagés sur la question de savoir à qui le droit d'indemnité appartient. Les uns soutenant que l'indemnité n'est qu'une récompense des droits casuels de la seigneurie féodale ou directe, en ont attribué le profit aux seuls seigneurs de fief ou aux seigneurs censiers, selon la qualité de l'héritage acquis par la main-morte. D'autres au contraire, considérant l'indemnité non-seulement sous le rapport dont on vient de parler, mais encore comme un dédommagement de la confiscation, deshérence & autres profits de la haute justice, ont soutenu que ce droit doit être partagé par moitié entre le seigneur féodal ou censier, *pro qualitate prædii*, & le seigneur justicier.

35. Le parlement de Paris a mis un tempérament fort raisonnable à cette diversité d'opinions par un arrêt de règlement du 28 mars 1692, dont voici la disposition : « Ce jour, toutes les » chambres assemblées, &c. & pour ce » qui est de la question de l'indemnité » prétendue par le seigneur haut justicier, » lorsque les gens de main-morte au- » ront acquis des héritages situés dans » la censive d'un seigneur censier auquel » la haute justice n'appartient pas; que » si le seigneur haut justicier demande » indemnité, l'on pourra lui adjuger la » dixième partie dans la somme à la- » quelle le droit d'indemnité, qui sera » payé lors de l'acquisition, se trouvera » monter, & que cette portion pourra » encore être diminuée s'il y a des dif- » positions dans les coutumes des lieux, » ou des circonstances particulières dans » les affaires qui donnent lieu de le faire. » Fait en parlement le 28 mars 1692. Signé DONGOIS ».

36. En effet, c'étoit trop favoriser les seigneurs féodaux ou censiers, que de leur attribuer tout le profit de l'indemnité, à l'exclusion des seigneurs justiciers; parce que ceux-ci ne sont pas moins privés que ceux-là des profits casuels de leur seigneurie : car si, par les acquisitions faites par la main-morte, les uns sont privés du rachat & lods & ventes, les autres perdent l'espérance de la confiscation, deshérence & bâtardise. Néanmoins, comme les profits casuels de la haute justice sont bien plus rares que ceux des fiefs ou de la seigneurie directe, il n'y avoit pas d'équité de prétendre que l'indemnité doit être partagée *pro mediâ*, entre les seigneurs féodaux ou censiers, *secundum qualitatem bonorum*, & les seigneurs justiciers; ainsi le tempérament pris par le parlement de Paris, dans son arrêt ci-dessus rapporté, ne sçauroit être plus équitable.

37. Sur quoi remarquez que c'est au seigneur immédiat, & non au seigneur suzerain, que l'indemnité doit être payée, suivant la doctrine de Dumoulin sur l'art. 51 de la coutume de Paris, glos. 2, n. 85 & suiv.

38. On peut voir sur cette matière Bacquet en son traité *du Droit d'amortissement*; Salvaing, de *l'Usage des fiefs*, chap. 59; Papon en ses arrêts, liv. 1, tit. 14, art. 4; Boniface, tom. 1, liv. 2, tit. 31, chap. 21; Dumoulin sur l'art. 51 de la coutume de Paris, glos. 11, n. 68; Pocquet de Livonière en son traité *des Fiefs*, liv. 1, chap. 4.]

39. INDEMNITÉ due par les seigneurs à leurs fermiers pour stérilité, vimaires, cas fortuits. Voyez Cas fortuits, Stérilité, Vimaires.

40. INDIRE (droit d'). On appelle ainsi dans les deux Bourgognes le droit de taille aux quatre cas; c'est l'imposition d'une taille, outre l'ordinaire : elle consiste communément dans le double du cens, ou autres droits seigneuriaux,

Que les sujets paient au seigneur.

41. Chassanée, tit. de just. art. 4, n°. 14, rapporte une sentence d'Autun, rendue au profit du baron de Mont-Saint-Jean, du mois de décembre 1508, qui a décidé, que pour être sujet au droit d'indire, il suffit d'être justiciable du seigneur, ou sujet du seigneur haut justicier par rapport à sa justice.

42. Taisand sur la coutume de Bourgogne, tit. 1, art. 4, rapporte plusieurs arrêts qui ont adjugé le droit d'indire au seigneur haut justicier, & pour icelui le double des redevances que les sujets lui doivent ordinairement. Le même auteur, *loco citato*, dit, n°. 14. Comme notre coutume ne parle pas en termes prohibitifs, je veux dire qu'elle ne défend pas d'user du droit d'indire hors des quatre cas qu'elle spécifie, le seigneur peut acquérir le droit d'indire par convention faite de bonne foi avec ses sujets au-delà des quatre cas qu'elle rapporte : comme si étant main-mortables, il les affranchit à la charge de redoubler les redevances ordinaires à chaque mutation de seigneur ou autre cas juste & raisonnable. Ainsi jugé par arrêts du parlement de Dijon des 3 février & 3 juillet 1592.

43. L'usufruitier jouit du droit d'indire. Arrêts du parlement de Bourgogne du mois d'avril 1556, 13 janvier 1610, & 7 mars 1658, rapportés par Taisand sur la coutume de Bourgogne, tit. 1, art. 4, n. 11. Au surplus voyez Taille seigneuriale franche.

* 44. INFÉODATION, signifie la possession d'un fief, qui est acquise au vassal par le moyen de la réception à foi & hommage. Voyez l'art. 130 de la coutume de Paris. L'inféodation ou l'investiture n'a lieu, à proprement parler, que pour les fiefs ; car la prise de possession des rotures s'appelle saisine ou ensaisinement.

45. L'inféodation se fait non-seule-

ment par la réception à foi & hommage, mais encore par la souffrance baillée par le seigneur, & par la réception par main souveraine : de manière que l'an du retrait commence à courir du jour que la souffrance est baillée, ou que la réception par main souveraine est ordonnée. Voyez l'art. 63 de la coutume de Paris ; l'art. 364 d'Orléans ; & Ferrière sur l'article 60 de la coutume de Paris.

* 46. INFÉODATION DE DIXMES, se dit des dixmes tenues en fiefs par des laïcs, & qu'ils possèdent comme des champarts & autres biens purement profanes. Ces dixmes sont si anciennes, qu'on n'en sçait point l'origine ; car les uns tiennent qu'elles ont été données en fief aux gentilshommes qui avoient dépensé leurs biens dans les guerres contre les ennemis de la religion ; d'autres en fixent l'époque au règne de Charles le Chauve, où les ecclésiastiques voulant se procurer les bonnes grâces des puissans seigneurs, leur faisoient part des dixmes ecclésiastiques, ou les leur laissoient usurper sans oser s'y opposer ; d'autres enfin remontent l'origine de ces inféodations à la fameuse défaite des Sarrasins par Charles Martel, près de la ville de Tours.

47. Quoi qu'il en soit du commencement de ces inféodations, il est certain, 1°. que ceux qui les prétendent, doivent être fondés en titres ou en possession immémoriale, *quæ habet vim constituti & tituli*.

48. 2°. Que la possession immémoriale ne peut se prouver que par d'anciens aveux & dénombrements où les dixmes prétendues aient été employées, & qu'il paroisse qu'elles sont véritablement tenues en fief ; sans quoi il est censé qu'elles ont été usurpées sur l'église, comme il a été jugé par arrêt du 31 août 1658, rapporté dans la continuation du *Journal des audiences*, liv. 1,

chap. 56 , contre le marquis de Sauvè-
bœuf.

49. 3°. Que depuis le concile de Lar-
ran tenu sous le pontificat d'Alexan-
dre III en l'année 1179 , on ne peut
plus inféoder les dixmes ; ainsi les laïcs
qui veulent les exiger doivent être fon-
dés en titres antérieurs à ce concile.
Voyez Grimaudet en son traité des dix-
mes , liv. 2 , chap. 6 ; & *suprà verbo*
Dixmes inféodées.]

50. INFÉODATION DE PATRO-
NAGE. On a agité la question de sçavoir
si le droit de patronage peut être inféo-
dé avec la terre à laquelle il est attaché :
plusieurs tiennent la négative , mais
l'usage est constamment contraire à leur
sentiment , puisque l'on voit tous les
jours que les patronages sont exprimés
dans les aveux & dénombrements. *Voyez*
la bibliothèque canonique , tom. 2 , pag.
185.

51. INFÉODATION DE RENTES ,
CHARGES OU HYPOTHÈQUES , est une
reconnoissance que le seigneur féodal
fait des rentes , charges & hypothèques
que le vassal a imposées sur le fief qu'il
possède relevant du seigneur suzerain.

52. Il est très-important à tout vassal
qui constitue des charges sur son fief , de
les faire inféoder par le seigneur dont
il relève : & en voici les conséquences.
Si le seigneur saisit le fief , il n'est point
tenu d'acquitter les rentes , charges &
hypothèques constituées sur le fief par
le vassal & qui n'ont pas été inféodées ;
il en est au contraire tenu quand elles
l'ont été. *Voyez* l'art. 28 de la coutume
de Paris.

53. La raison est que , par le moyen de
l'inféodation , elles font partie du fief , &
l'inféodation est une approbation don-
née par le seigneur , à laquelle il ne
peut contrevenir ; de sorte que pendant
la jouissance du fief , pendant la saisie
féodale ou l'année du rachat , il est obligé
de payer les arrérages des rentes consti-

tuées sur le fief , & de souffrir les autres
charges & servitudes imposées sur ice-
lui.

54. Cette inféodation se fait quand
le seigneur reçoit la foi & hommage ,
l'aveu & dénombrement , ses droits ,
ou passe autres actes par lesquels il ap-
prouve les rentes & autres charges im-
posées sur le fief , sans protestation con-
tre lefdites charges ; auquel cas le sei-
gneur , ses successeurs , ou ceux qui sont
à ses droits , ne peuvent plus les con-
tester.

55. Une approbation tacite du sei-
gneur , telle que celle qu'on tireroit de
son silence , ou de ce qu'il ne se feroit
pas opposé à la constitution des rentes
& autres charges , ne suffiroit pas pour
établir l'inféodation ; il n'est pas néces-
saire non plus qu'il les ait approuvées
expressément , il suffit qu'elles aient
été énoncées dans l'aveu & dénombre-
ment , & que le seigneur n'ait pas blâmé
l'article , ou n'ait fait aucune protesta-
tion contre , auquel cas il est censé l'a-
voir inféodé. *Voyez* de Ferrière sur les
art. 28 , 59 & 87 de la coutume de
Paris.

56. INFÉODER : c'est recevoir la
foi & hommage , l'aveu & dénombre-
ment d'une terre , d'un fief , d'une ren-
te , &c.

57. INGÉNUS , sont ceux qui , étant
nés libres , n'ont jamais été dans une juste
& légitime servitude. Aujourd'hui que
l'esclavage est aboli en France , tous les
hommes y sont libres & ingénus.

58. INTIMER LE SEIGNEUR : c'est
quand l'appellant le prend à partie pour
lui avoir dénié justice. *Voyez* la Marche ,
art. 109.

59. INVENTAIRE DES TITRES D'UNE
SEIGNEURIE : c'est une description som-
maire de tous les titres qui concernent
les droits honorifiques & utiles , & gé-
néralement tous les biens appartenant
à la seigneurie.

60. Rien n'est plus important à tous les seigneurs que d'avoir un bon, un exact, un fidèle inventaire de tous leurs titres. Quand un droit est contesté, on trouve tout d'un coup les titres & les secours nécessaires pour le défendre; quand le seigneur n'a pas l'inventaire dont nous parlons, il faut alors rechercher les titres dont on a besoin au milieu d'un nombre infini de papiers sans ordre, & alors les titres les plus nécessaires échappent aux plus laborieuses recherches ou à l'ignorance & à l'impatience de ceux qui sont chargés de les faire.

61. Les seigneurs qui veulent se procurer un bon inventaire de leurs titres, doivent d'abord & sur-tout faire choix d'un honnête homme à qui ils puissent remettre avec confiance tous leurs titres: mais cette qualité d'honnête homme seule ne suffit pas, il faut que cet homme soit encore instruit de quantité de choses essentiellement nécessaires pour se bien acquitter de l'opération qu'on lui confie.

62. 1°. Il faut qu'il ait connoissance parfaite des anciennes écritures, & sur-tout des abréviations qu'on y pratiquoit; qu'il soit au fait de l'ancien gaulois & de ce latin barbare avec lequel la plupart des anciens actes sont rédigés: plusieurs seigneurs prennent même le parti de les faire traduire en françois; alors il faut sans doute, pour faire de bonnes & d'exactes traductions, que l'archiviste sçache aussi bien la langue actuelle que les anciens langages qu'il se charge de traduire.

63. 2°. Il faut qu'il sçache qu'anciennement tous les titres, les actes judiciaires, les arrêts se rédigeoient en latin, & qu'au moins on le pratiquoit ainsi dans la plus grande partie des provinces du royaume. Ce n'est que depuis la déclaration de François I de 1535, que par-tout on a écrit en françois tous les

arrêts, toutes les sentences, & tous les actes judiciaires.

64. 3°. Pour donner au juste les dates des titres, notre archiviste doit sçavoir les changements arrivés dans les époques des temps par la réformation du calendrier grégorien, ordonnée par la bulle de Grégoire XIII du mois de mars 1581, & dont l'exécution fut ordonnée en France par la déclaration d'Henri III du 3 novembre 1582. La bulle retrancha dix jours qui se trouvoient de trop dans l'année astronomique, & qui s'y étoient glissés depuis le concile de Nicée jusqu'au temps de Grégoire XIII: de façon qu'en l'année 1682, le lendemain du 9 de décembre, on compta le 20 du même mois.

65. 4°. Avant Charles IX, l'année en France ne commençoit point en janvier, mais à pâques, ce qui a duré jusqu'en 1564 inclusivement; mais par l'art. 39 de l'Ordonnance de Roussillon de 1563, il fut ordonné que le premier janvier suivant seroit le commencement de l'année; ce qui fut d'abord adopté par la cour, & ensuite par le parlement, ainsi que nous l'avons remarqué au mot *Janvier*.

66. 5°. Par rapport aux dates, l'archiviste sera encore instruit de la façon de compter les jours par calendes, ides & nones, employées par les romains, & dont on se sert encore aujourd'hui en la chancellerie romaine.

67. 6°. Il doit observer, par rapport aux sceaux, qu'anciennement les armes de France étoient à fleurs de lys sans nombre; & ce n'est que depuis Charles VI en 1380, qu'elles ont été réduites à trois. Par rapport aux signatures, il faut aussi observer que ce n'est que depuis Charles IX que les secrétaires d'état signent pour le Roi. M. de Villeroy a été le premier qui ait eu ce privilège.

68. L'archiviste muni de toutes ces

instructions , pour parvenir à son opération , commencera par prendre tous les titres l'un après l'autre , il mettra la date à la tête de chaque titre , ensuite il les rangera par siècles , par années , par mois & par jours , dont on fera des liasses pour les inventorier , en commençant par le plus ancien.

69. En inventoriant ce titre , il faut mettre sa date en marge de l'inventaire , ensuite en faire l'extrait qui doit contenir les noms & les qualités des parties , leurs conventions , les concessions , donations , échanges , &c. les confins des héritages mentionnés aux titres , sans rien omettre & sans rien retrancher que les formalités des actes. L'archiviste continuera ainsi depuis le premier titre jusqu'au dernier.

70. Quand cet inventaire général sera fait , il faut prendre tous les titres concernant un même droit , tel que la justice , les bannalités , péages , leyde , &c. on en fait une liasse par ordre de dates , & on les numérote par premier & dernier ; ensuite on met le tout dans un sac , sur lequel on met un numéro. Il faut observer de porter le numéro du titre & celui du sac qui le renferme en marge sur l'inventaire général au dessous de la date du titre ; de cette façon , quand on a besoin de quelqu'un , on le trouve sur le champ & sans aucun embarras.

71. L'archiviste , en faisant son inventaire , doit avoir attention aux chartes , bulles , lettres-patentes qui établissent les droits de la seigneurie , telles que les concessions de fiefs , érections de terre en dignité , établissement de la justice , des foires , marchés , péages , travers , leyde , franchises , exemptions , paccage , panage , païssons , glandée , chauffage , franc-salé , privilèges , droits de manufacture , annoblissement , confirmation , maintenue de noblesse , alié-

nation du domaine du Roi , échanges , engagement , & autres qui servent de titres primitifs aux droits généraux & particuliers de la seigneurie. Il doit avertir le seigneur qu'il est important pour lui & sa postérité de satisfaire de sa part à la déclaration du Roi du 26 Avril 1738 , donnée à l'occasion de l'incendie de la chambre des comptes , & à cet effet de faire représenter à la chambre des comptes de Paris tous les titres dont nous venons de parler , pour y être enregistrés & en assurer ainsi la conservation.

72. Le Roi , par sa déclaration ci-dessus , avoit donné un délai aux seigneurs pour faire la présentation de leurs titres , sçavoir , depuis le 26 avril 1738 jusqu'au dernier décemb. 1739 , pendant lequel temps la présentation des titres & la transcription s'est faite aux dépens du Roi ; mais quantité de seigneurs n'ayant pas satisfait à la déclaration dans le délai fixé , il a été prolongé par deux autres déclarations des 21 décembre 1739 & 14 mars 1741 , à la charge que les frais de présentation se paieroient par les particuliers ; mais afin qu'ils ne leur fussent pas trop onéreux , la chambre des comptes , par deux arrêts des 31 janvier 1742 & 21 janvier 1743 , a eu l'attention de les régler à des sommes très-modiques.

* 73. INVESTITURE , qui vient du mot latin *investire* , signifie la réception à foi & hommage , par le moyen de laquelle le vassal est investi du fief par son seigneur. Ce terme est synonyme avec celui d'inféodation , *suprà*.]

* 74. JOUER , (se) DE SON FIEF , est lorsque le vassal en aliène une portion , telle qu'il lui est permis par la coutume du lieu , en retenant la foi entière & quelque droit seigneurial & domanial sur la partie aliénée. Le vassal... se peut jouer & disposer , & faire son

profit des héritages , rentes ou cens étant dudit fief , sans payer profit au seigneur dominant , pourvu que l'aliénation n'excède les deux tiers , & qu'il retienne la foi entière & quelque droit seigneurial & domanial sur ce qu'il aliène , dit l'art. 51 de la coutume de Paris.

75. Il suit des termes de cet article , que le vassal peut se jouer de son fief , *etiam invito domino* , & sans payer profit , pourvu qu'il observe trois conditions essentielles. La première , que l'aliénation n'excède pas les deux tiers du fief ; la seconde , qu'il retienne la foi entière ; & la troisième , qu'il retienne quelque droit seigneurial & domanial sur ce qu'il aliène.

76. Sur quoi remarquez , qu'encore que le jeu de fief & le démembrement semblent être une même chose , *primo intuitu* , il y a néanmoins dans la réalité une grande différence. Le jeu de fief ne fait aucun préjudice au seigneur dominant , puisque dans toutes les ouvertures & mutations qui arriveront du chef du vassal qui s'est joué de son fief , le seigneur prendra tous ses droits & profits féodaux sur les parties aliénées comme sur celle qu'il a retenue ; & le vassal retenant la foi entière , le fief est censé être toujours le même à l'égard du seigneur. Au lieu que le démembrement de fief , pris dans sa signification naturelle , emporte une perte de mouvance , puisque par le démembrement le fief est divisé en autant de corps de fiefs indépendants les uns des autres qu'il y a de démembrements. Aussi remarque-t-on que l'article 51 de la coutume de Paris , qui permet le jeu de fief , défend le démembrement : *Le vassal ne peut démembrer son fief eu préjudice & sans le consentement de son seigneur : bien se peut jouer , &c.*

77. Voici de quelle façon s'en explique Dumoulin dans sa glose sur l'article 35 de l'ancienne coutume , n. 1.

Dico primò quòd dismembratio feudi nihil aliud est quàm separatio totius corporis feudi à capite ; vel membrorum , seu partium feudi à capite suo , vel ab invicem , sive à corpore feudi. Et hìc caput feudi voco feudum dominans ; corpus feudi voco totum ipsum complexum feudale , quod sub nomine unius feudi tenetur & recognoscitur , & habet partes aquè principales , ut sunt fundi , domanii ; & partes subalternas , ut sunt subfeuda , censualia , veſtigalia , pradia à feudo dependentia. Unde triplex est dismembratio , quædam à capite , quædam à corpore , quædam à capite & corpore simul. Prima est quando totum ipsum feudum recognoscitur ab alio , & sic separari attentatur à suo capite dominanti. Secunda est quando de uno feudo fiunt duo vel plura feuda , ab eodem tamen veteri patrono semper recognoscenda ; hìc enim nihil separatur à capite dominante , sed tantùm corporis sive feudi membra , sive partes integrales separantur ab invicem , & transeunt in alia corpora vel feuda. Tertia est quando pars feudi tanquam feudum separatum recognoscitur ab alio ; tunc enim illa pars primum separatur à corpore feudi , deinde separatur à capite dominante , vel separari attentatur. Il n'est point besoin de faire de grands raisonnemens pour faire voir que ces termes ne sont pas applicables au jeu de fief. Il faut donc tenir pour certain , conformément à la doctrine de Dumoulin & des meilleurs auteurs , que le jeu de fief permis par les coutumes differe du démembrement pris dans sa signification naturelle , que les coutumes défendent sans le consentement du seigneur ; & ce qui le prouve bien clairement , c'est que l'un est permis & l'autre défendu. Vide suprà , verbo Démembrement , & verbo Dépié de fief.

78. Le jeu de fief est de deux sortes , l'une sans profit , l'autre avec profit. La première arrive lorsque le vassal n'aliène

point au-delà de ce que la coutume lui permet , & qu'il retient la foi entière & quelque droit seigneurial & domanial sur la partie aliénée. La seconde se fait lorsque le vassal *non servat modum in alienando* , ou qu'il vend avec démission de foi , c'est-à-dire , sans retenir la foi entière. Mais cette espèce de jeu est plutôt un démembrement qu'un jeu de fief ; & c'est sans doute cette sorte de jeu que quelques-uns confondent avec le démembrement. Ainsi je tiens qu'il n'y a de véritable jeu de fief que celui qui est sans profit & permis par les coutumes , *etiam invito patrono* ; & que le jeu avec profit au-delà des termes de la coutume & démembrement sont synonymes.

79. Le jeu de fief n'est pas le même dans toutes les coutumes ; car les unes permettent au vassal de se jouer du tiers seulement de son fief , d'autres des deux tiers , & enfin il y en a qui lui permettent de se jouer de tout son fief : mais elles s'accordent toutes à imposer au vassal l'obligation de retenir la foi entière.

80. Voyez sur cette matière Cujas sur le tit. 2 du liv. *des Fiefs* ; Brodeau sur l'art. 51 de la coutume de Paris , n. 24 ; Dumoulin sur ledit art. glos. 1 & 2 ; Chopin sur l'article 30 de la coutume d'Anjou ; Pocquet de Livoniere en son traité *des Fiefs* , liv. 2 , chap. 1 , sect. 1 ; Carondas en ses réponses , liv. 2 , chap. 6 ; Pontanus sur les art. 61 & 62 de Blois.]

81. Dans les coutumes qui ne s'expliquent point touchant la manière dont le vassal peut se jouer de son fief , la commune opinion des auteurs est que le vassal peut , dans ces coutumes , sous-inféoder la totalité de son fief , sans le consentement de son seigneur & sans lui payer aucun droit , pourvu qu'il retienne la foi entière.

82. Ainsi dans ces coutumes le vassal peut aliéner les terres qui dépendent de

son fief , & les donner en arrière fief , en conservant la foi entière à son seigneur ; il ne se fait de cette façon aucun démembrement du fief ; mais alors ce fief n'est plus qu'un fief en l'air , qui ne consiste que dans la foi & hommage.

83. Le jeu de fief , en conservant l'individualité de la foi & hommage , ne produit aucuns droits seigneuriaux. La raison est que ces droits ne se paient que quand il y a mutation d'homme ; or il n'y en a point quand le vassal , en aliénant portion ou la totalité de son fief , retient à soi la foi & hommage en entier.

84. Régulièrement parlant , le jeu de fief sans profit devrait se réduire à deux espèces , la sous-inféodation & le bail à cens ; mais l'usage & la jurisprudence l'ont étendu au bail à rente foncière , pourvu que par une clause expresse le bailleur retienne la foi & hommage.

85. La question s'est souvent présentée de sçavoir si , en jeu de fief fait à bail , à cens ou rente foncière , avec réserve de foi & hommage , il n'y a pas ouverture aux droits seigneuriaux lorsqu'il y a des deniers d'entrée , c'est-à-dire , quand lors du bail le bailleur a reçu quelque somme de deniers du preneur.

86. La raison de douter est , que cette somme pourroit être si considérable qu'elle feroit plutôt supposer une vente véritable qu'un bail à cens ; ce seroit déguiser l'acte pour frauder le seigneur de ses droits féodaux.

87. D'un autre côté , la fraude ne se présume point , & la seule présomption même ne doit pas suffire pour anéantir les stipulations précises qui caractérisent la nature de l'acte : d'ailleurs n'y ayant point de mutation d'homme , il ne paroît pas qu'il y ait ouverture à aucuns droits seigneuriaux , quelque considéra-

bles

bles que puissent avoir été les deniers d'entrée.

88. Ce dernier sentiment, très-conforme aux principes, est consacré par une foule d'arrêts. Papon & Louet en rapportent plusieurs rendus tant sur l'ancienne que la nouvelle coutume de Paris. *Voyez* Papon, liv. 13, tit. 1, n°. 4; Louet, lett. R, somm. 16 & 26; *voyez* encore Guyot dans son traité des fiefs, tom. 3; il cite une infinité de semblables arrêts rendus en différentes coutumes.

89. Il est vrai que ce dernier auteur en rapporte plusieurs qui ont jugé le contraire. Freminville en fournit encore un autre semblable au profit de M. le duc d'Orléans, du 12 août 1752; mais ces auteurs remarquent fort bien que ces arrêts ont tous été rendus sur des circonstances de fraude si marquée & si prouvée, qu'au lieu d'un véritable bail à cens, on voyoit clairement qu'on avoit cherché à déguiser une vente réelle par des baux à cens également illusoires & chimériques.

90. Au reste, on ne peut finir sans avertir qu'il est toujours très-dangereux d'acquérir d'un vassal qui se joue de son fief par des aliénations avec rétention de foi, sans le consentement du seigneur de fief. Ces sortes d'aliénations ont des inconvéniens très-considérables & très-disgracieux.

91. Le premier est que le seigneur qui n'y a pas consenti, soit par un consentement exprès en inféodant le droit qui a été retenu sur le fief ou partie du fief, soit par un consentement tacite en recevant sans réserve l'aveu & dénombrement dans lequel le vassal a employé ce droit, peut, en cas d'ouverture du fief servant, faire saisir non-seulement ce que le vassal a retenu, mais encore tout ce qu'il a aliéné.

92. Le deuxième est que, le vassal venant à vendre son fief, le seigneur

Partie II.

qui n'a pas consenti à l'aliénation, peut retirer par retrait féodal le fief entier avec les dépendances qui ont été aliénées, en remboursant le prix de l'aliénation du fief & les deniers reçus par le vassal lors du bail à cens & rente, ensemble les frais, les loyaux-coûts, & le prix des augmentations & améliorations si aucunes ont été faites.

93. JOUIR. Jouissance, en matière féodale, jouir du fief, se dit lorsque le seigneur l'exploite ou en fait les fruits siens pendant la saisie féodale, pendant l'année du rachat. Pour sçavoir en quoi consiste cette jouissance, jusqu'où elle s'étend, comment elle doit être administrée par le seigneur. *Voyez* Saisie féodale, Rachat.

94. JOUR DE FÊTES ET DIMANCHES. Les seigneurs de paroisse qui y exercent la haute justice, doivent veiller exactement par eux-mêmes, ou par leurs officiers, à ce que les ordonnances concernant l'observance des dimanches & fêtes soient observées à la rigueur. L'ordonnance d'Orléans, art. 23 & 24 enjoint à tous juges de tenir la main à ce que, dans ces saints jours, on ne vacque à aucunes œuvres serviles, qu'il n'y ait aucunes danses publiques, joueurs de farces, bateleurs, sur-tout pendant le service divin, & de punir les contrevenants de la peine de prison & de punition corporelle suivant l'exigence des cas. Cette ordonnance, & plusieurs autres conformes, ont été renouvelées par celle du 12 mars 1718. Les procureurs fiscaux doivent donc veiller à ce qu'aucun, les jours de dimanches & de fêtes, ne se donne la licence de vacquer à ses travaux ordinaires comme les jours ouvrables, avec boutiques ouvertes & étalage de marchandises.

95. Il est cependant quelquefois prudent & même utile au bien public, dans le temps de la moisson & des vendanges, de permettre aux gens de la campagne de vacquer les jours de dimanches

D

& des fêtes à la récolte des biens de la terre : alors les procureurs-fiscaux ne doivent faire aucune difficulté d'en accorder la permission ; ils y sont autorisés par les loix ecclésiastiques qu'on trouve dans les rituels de tous les diocèses : le mieux sera encore de faire la chose de concert avec les curés des paroisses ; mais il faut observer que ces derniers seuls ne peuvent point donner ces permissions , parce que c'est au juge à décider s'il y a nécessité. Ainsi un particulier qui n'auroit permission que de son curé pour travailler , pourroit être mis à l'amende par le procureur fiscal qui ne la lui auroit pas accordée.

96. JOURS, GRANDS-JOURS. *Voyez* Grands-jours.

97. JOYEUX AVENEMENT A LA COURONNE. Tous les seigneurs & vassaux sont alors tenus de rendre à sa majesté la foi & hommage pour raison des fiefs & seigneuries qui sont dans sa mouvance , & ce dans le temps qui leur est marqué dans les lettres-patentes que sa majesté fait expédier à cet égard. Le Roi les fait enregistrer dans les chambres des comptes , qui les envoient dans les bureaux de leur ressort pour y être pareillement lues , publiées & enregistrées.

* 98. ISLE, est une terre qui naît , pour ainsi dire , dans la mer ou dans les fleuves , & qui est entourée d'eau de toutes parts.

99. Par le droit romain , les isles appartenoient *primo occupanti* ; mais en France les isles qui naissent dans les fleuves ou dans les rivières navigables , sont du domaine du Roi ; & celles qui naissent dans les rivières non navigables appartiennent aux seigneurs hauts justiciers , eu égard au fil de l'eau. *Voyez* la déclaration du mois d'avril 1665 , & celle du même mois 1683 , & *suprà verbo* Atterrissement , & *verbo* Fleuves. M. le Bret , de *la souveraineté du Roi* , liv. 2 , chap. 15 ; Bacquet , des *Droits*

de justice , chap. 30 , n. 5 ; Loysel en ses instit. coutum. liv. 2 , tit. de *seigneurie & justice* , art. 10.]

* 100. L'article 9 du grand règlement fait par Louis XIV. pour les turcies & levées , le 4 juin 1668 , défend à tous seigneurs & propriétaires d'isles sur les rivières de Loire , Cher , Lallier , la Sioudre , le Rhône , l'Isère , & autres , d'y planter aucuns bois , buissons , saules & autres arbres , & ordonne que lesdites isles ne pourront servir que de pâturage & labourage. Lorsque deux seigneurs ont la justice sur une même rivière , l'un d'un côté , l'autre du côté opposé ; s'il se forme quelque isle dans la rivière , elle appartient à celui des deux seigneurs dont le rivage est le plus proche de l'isle , eu égard au fil de l'eau. *Voyez* l'art. 341 de la coutume de Bourbonnois ; Faber sur l'art. 98 de la coutume de Lorraine.

* 101. ISSUE. Ce terme peu usité signifie le droit que l'acquéreur d'un immeuble est obligé de payer au seigneur de qui relève l'héritage par lui acquis. Ce droit est mieux connu sous le nom de lods & ventes , de *quibus infra*.]

* 102. JUGES SEIGNEURIAUX , sont ceux qui sont préposés pour décider les différends de ceux qui sont sujets à leur juridiction , & pour faire rendre à chacun ce qui lui appartient selon les loix du prince.

103. Les Rois étoient autrefois les seuls juges des contestations qui s'élevoient entre leurs sujets ; mais leur étant impossible , en quelque façon , de pourvoir aux affaires de l'état , & de rendre eux-mêmes la justice à leurs peuples , ils furent obligés de communiquer leur autorité à des personnes sages & éclairées pour rendre la justice en leur nom. Ainsi Moyse , ne pouvant suffire à juger les différends du peuple de Dieu , choisit pour cela des personnes respectables

par leur âge & leur probité : *Moyſes , electis viris strenuis de cuncto Iſrael , conſtituit eos principes populi tribunos & centuriones , & quinquagenarios & decanos , qui judicarent plebem domini omni tempore. Exod. cap. 18.* Il faut donc tenir pour certain qu'il n'y a point de juridiction qui ne dérive de l'autorité ſouveraine : *Rex , & quivis alius princeps qui eſt monarcha in ſuo regno , eſt ſolus dominus ſui territorii , & ſolus fundatus in juridiſſione & imperio. Bald. cap. 1 , quot ſint regal.* C'eſt pourquoi il eſt enjoint à tous juges d'observer les ordonnances royales dans leurs jugemens , à peine de nullité , & d'être reſponſables des dommages-intérêts des parties.

104. Comme il importe à l'intérêt public qu'il n'y ait dans la magiſtrature que des perſonnes d'une probité reconnue & verſées dans la connoiſſance des loix , les ordonnances veulent que nul n'y puiſſe être admis ſ'il n'eſt licencié & n'a prêté le ſerment d'avocat , & après un examen exact de ſa doctrine & de ſes vie & mœurs. Mais on n'y tient guère bien la main , puisſque les juges des juſtices ſeigneuriales ne ſont , pour la plupart , que de ſimples praticiens qui n'ont aucune connoiſſance des loix ni de la juridiſſe , & qui ſouvent même n'ont pas toute la délicateſſe de ſentimens qu'on pourroit ſouhaiter. Et à ce propos je remarque que l'empereur Sévère vouloit que les noms de ceux qui aſpiroient à cette dignité fuſſent publiés & affichés , pour reconnoître ſi leur vie étoit irréprochable. C'eſt une belle leçon pour les ſeigneurs juſticiers.

105. Lorſqu'il s'agit d'un fait , le juge eſt obligé de juger *ſecundum allegata & probata* ; c'eſt-à-dire , qu'il doit ſuivre dans ſes déciſions les titres , les dépoſitions des témoins & autres moyens des parties , ſans ſe déterminer par la connoiſſance particulière qu'il a de la vérité , comme le décide formellement ſaint

Thomas, 2, *ſecunda quaest. 67, art. 2. Cum judicium ad judices ſpectet , non ſecundum privatam , ſed publicam poteſtatem , oportet eos judicare , non ſecundum veritatem quam ipſi ut perſona privata noverunt , ſed ſecundum quod ipſis ut perſonis publicis per leges , per teſtes , per inſtrumenta , & per allegata & probata res innotuit.* Mais ſ'il s'agit d'une queſtion de droit , il faut ſuivre la diſpoſition de la loi , ſans pouvoir en adoucir la rigueur , *dura lex , ſed ſervanda* , à moins que l'affaire qui doit être décidée ne ſoit accompagnée de certaines circonſtances qui demandent que le juge tempère la ſévérité de la loi par l'équité : *In omnibus quidem , maximè tamen in jure , aequitas ſpectanda. L. 90 , ff. de reg. jur.* C'eſt ſur quoi les juges , ſur tout les inférieurs , doivent être bien réſervés.

106. Comme il n'y a que les juges des ſeigneurs qui puiſſent entrer dans le plan que je me ſuis fait , je ne parlerai point ici des juges royaux , ni de leur autorité & ſubordination , je me contenterai de faire quelques obſervations touchant les juges des juſtices ſeigneuriales , me réſervant d'en parler plus amplement ſous le mot *Juſtice*.

107. La première eſt , que les juges des ſeigneurs peuvent connoître de tout ce qui concerne les domaines , droits & revenus ordinaires ou caſuels , tant en fief que roture , de la terre , même des baux , ſous-baux & jouiſſance , circonſtances & dépendances , ſoit que l'affaire ſoit pourſuivie ſous le nom du ſeigneur , ou du procureur-fiſcal. C'eſt la diſpoſition de l'article 11 du titre 24 de l'ordonnance de 1667. Voyez Bornier , *ibid.* qui rapporte un arrêt du parlement de Toulouſe du 24 mars 1670 , par lequel la demande de M. l'évêque de Montpellier en preſtation d'hommage contre le ſieur de Roman , fut renvoyée devant le juge dudit ſieur évêque ; & la Peyrere , lett. 1 , n. 81 *in not.* qui en

rapporte un antre rendu en la chambre de l'édit, lui plaidant en la cause, par lequel les blâmes donnés par le seigneur de la Trimouille, en qualité de seigneur de Taillebourg, contre le dénombrement baillé par le seigneur de Biron, comme le seigneur de Brisambourg relevant de Taillebourg, furent renvoyés devant le juge dudit Taillebourg.

108. Mais si la qualité de vassal ou de tenancier est controversée, ou si la cause ne regarde pas la seigneurie, les seigneurs ne peuvent point plaider devant leurs juges. Voyez Loyseau, *des Offices*, liv. 5, chap. 4, n. 31, & en son traité *des Seigneuries*, chap. 10, n. 77; la Peyrere, *loco citato*; d'Argentré sur la coutume de Bretagne, art. 30, n. 5, & art. 45, n. 9.

109. Les juges des seigneurs ne peuvent pas aussi connoître de la nouvelle reconnoissance ni du droit de directe, cela étant réservé aux seuls baillis & sénéchaux par l'édit de Cremieu. Or la raison pourquoi les seigneurs ne peuvent plaider devant leurs juges, que pour certaines causes, se prend de l'autorité presque despotique qu'ils ont accoutumé d'exercer sur leurs officiers, sur-tout lorsqu'ils n'ont pas été pourvus à titre onéreux; autorité qui fait que les seigneurs sont, pour ainsi dire, juges en leur propre cause.

110. La seconde est que les seigneurs ne peuvent point faire eux-mêmes les fonctions de juges, mais ils doivent commettre pour cela des personnes capables, & sur l'intégrité & la doctrine de qui ils puissent se reposer du soin qu'ils doivent avoir de faire rendre la justice à leurs sujets.

111. La troisième est que, suivant Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 8, n. 43, les juges des seigneurs, même ceux des hauts-justiciers, ne peuvent point prétendre la qualité de baillis. Voyez le grand coutumier, liv. 4, chap. 5.]

* 112. JURISDICTION. Ce terme signifie tantôt le détroit d'une justice, & tantôt le pouvoir & l'autorité publique qui réside en la personne des magistrats. La juridiction est ecclésiastique ou séculière, & cette dernière est royale ou seigneuriale. La juridiction ecclésiastique appartient en France aux officiers des évêques, archevêques & primats. La juridiction royale appartient aux juges pourvus par le Roi; & la juridiction seigneuriale appartient aux juges des seigneurs justiciers.

113. Sur quoi observez qu'encore qu'on n'appelle proprement juridiction royale que celle qui est exercée par les juges royaux, cela ne veut pas dire que les autres juridictions soient indépendantes de l'autorité royale, puisqu'il est certain qu'il n'y a point de juridiction qui ne soit fondée sur celle que le Roi a seul sur ses sujets. *Rex & quivis alius princeps, qui est monarcha in suo regno, est solus fundatus in jurisdictione.* Ce n'est donc que par une émanation de l'autorité souveraine, & par la concession du prince, que les évêques & les seigneurs sont fondés en juridiction.]

114. JURISPRUDENCE FÉODALE; est celle qu'on trouve dans les loix qui régulent l'établissement, la possession des fiefs, & des droits qui en dépendent. Les coutumes sont les principales sources de la jurisprudence féodale, auxquelles on peut joindre les décisions des cours souveraines rendues sur la matière.

* 115. JUSTICE SEIGNEURIALE; signifie ici proprement le droit qu'ont les seigneurs hauts, moyens & bas justiciers de faire rendre la justice dans l'étendue de leur seigneurie.

116. Les seigneurs qui prétendent avoir droit de justice dans leurs terres, doivent prouver leurs prétentions par de bons titres, ou par la possession immémoriale; parce que de droit commun

Il n'y a en France que le Roi qui soit fondé en justice. *Molin. in consuet. Paris. tit. des fiefs, §. 3, glos. 3, n. 10; Bacquet, des Droits de justice, chap. 4, n. 1, 2, 3 & 4; d'où vient que, si le droit de justice est controversé à un seigneur, la justice doit être exercée, pendente lite, dans la terre dudit seigneur au nom de sa majesté. Rebuffe, tract. de sentent. execut. gloss. 4, n. 10.*

117. Il ne suffit pas même aux seigneurs de prouver qu'ils sont fondés en justice, il faut encore qu'ils justifient de l'espèce de justice qu'ils prétendent; sans quoi ils ne pourront prétendre que la justice dont ils prouveront avoir joui de tems immémorial; parce que la possession doit servir d'interprète aux titres obscurs & ambigus, *talis enim præsumitur titulus, qualis invaluit usus.* Bacquet, *des Droits de justice, chap. 10, n. 16 & 17.*

118. *Ubi notandum*, qu'il n'y a point de conséquence nécessaire à tirer du fief à la justice, c'est-à-dire, que pour être seigneur féodal, on ne prouve pas que l'on soit seigneur justicier, suivant la maxime *fief & justice n'ont rien de commun.* Voyez Carondas en ses pandectes, liv. 2, chap. 15; Bacquet, *des Droits de justice, chap. 4, n. 3 & 4.* Il faut néanmoins en excepter quelques coutumes, comme Anjou & le Maine, où l'on tient que fief & justice sont la même chose.

119. Les seigneurs, quelque grands qu'ils soient, comme princes, ducs & pairs, comtes, &c. ne peuvent point créer ni concéder le droit de justice à leurs vassaux ou autres, ce droit étant une prérogative de la souveraineté, suivant la remarque du grand coutumier, liv. 1, ch. 3, où il est dit: *Item, au Roi seul appartient de donner & créer nouvelles juridictions par-tout son royaume, & nul autre ne le peut faire sans son congé.* C'est aussi ce que dit M^e Charles

Dumoulin sur l'article 1 de la coutume de Paris, glos. 5, n. 50 & suiv. *Inferior habens jurisdictionem, non potest constituere aliam sub se, ut ipsemet cognoscat de jure appellationis, frustrando superiorem jure suo, hoc est in fraudem appellationis ad superiorem devolvenda.* Et Jean Faber, *ad tit. instit. de vulgar. substit. Barones non possunt plures gradus judicium sub se constituere, quia ex hoc posset reperiri via, quod nunquam appellaretur ad principem, si seniores plures gradus facerent, cum non liceat tertio provocare: sicque hoc esset in præjudicium reipublicæ & superiorum, ad quos cognitio appellationum devolvi debet.* Ce qui est confirmé par la décision de Julien, l. 5, ff. *de jurisdic. Is demum jurisdictionem dare potest qui eam suo jure, non alieno beneficio, habet.* Or les seigneurs n'ont droit de justice que par la concession & le bénéfice du prince. Voyez le journal des audiences, tom. 3, liv. 8, chap. 2; Mornac, *ad l. 8 in fine, cod. de episcop. audient.*

120. Les seigneurs étoient autrefois responsables du mal jugé des officiers qu'ils avoient établis dans leurs justices, art. 27 de l'ordonnance de Roussillon. Mais aujourd'hui, lorsqu'il y a de justes plaintes contre les officiers pourvus par les seigneurs, soit à cause de leur ignorance, soit à cause de leur mauvaise foi, les seigneurs sont seulement condamnés à faire rendre la justice dans leurs terres par des officiers d'une capacité & intégrité reconnues. Louet, lett. O, somm. 4. En effet, si les seigneurs étoient obligés de garantir les jugemens rendus par leurs officiers, leurs justices leur seroient plus à charge qu'à profit. *At quod in favorem eorum introductum est, non debet in odium eorum retorqueri.*

121. Les justices sont patrimoniales en France, de même que les fiefs; le Roi même n'en dispose point au préju-

dice des seigneurs. Papon, liv. 4, tit. 1, n. 1 ; & s'ils sont troublés en la possession d'icelles, ils peuvent former l'action en complainte.

122. Les seigneurs, même hauts justiciers, ne peuvent point créer un lieutenant à leurs juges, ni autres nouveaux officiers, & les provisions qu'ils en donneroient seroient nulles. La Peyrere, lett. 1, n. 92 ; c'est à-dire, que les seigneurs ne peuvent point créer de nouveaux offices dans leurs terres, mais ils peuvent remplir les anciens offices vacans, à l'exclusion de leurs juges, qui n'ont point droit de nommer de lieutenant ou autre officier, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse de l'an 1564, rapporté par Maynard, liv. 2, chap. 22, & par arrêt du parlement de Bordeaux du 7 septembre 1529. Boyer, décis. 152, n. 1. Voyez Papon en ses arrêts, liv. 4, tit. 12, art. 10. Ainsi, lorsque le seigneur néglige de nommer à l'office de lieutenant, le plus ancien avocat du siège est lieutenant de droit pendant la vacance, comme il a été jugé par arrêt de Dijon, recueilli par Bouvot, tom. 1, part. 2, qu. 1 ; Papon en ses arrêts, liv. 6, tit. 2, art. 2 ; Imbert en ses instr. forens. liv. 1, chap. 18 ; Rebuffe, *tract. de recusat.* art. 6, glos. 1, n. 9.

123. Quoique, suivant le droit commun de la France, fief & justice n'aient rien de commun, néanmoins lorsque la justice se trouve annexée à un fief, le droit de justice est censé attaché au château ou principal manoir du fief ; de manière que, si le seigneur vend ledit château avec ses appartenances & dépendances, la justice demeure comprise dans la vente comme une dépendance & un accessoire du principal manoir. *Vide* Molin. §. 1, gloss. 5, num. 44 & sequent.

124. Il y a en France trois sortes de justices subalternes ou seigneuriales ; sça-

voir, la haute, la moyenne & la basse justice. La haute justice comprend les deux autres qui lui sont subordonnées, & la moyenne comprend la basse ; c'est-à-dire que celui qui a la haute justice peut se qualifier de seigneur haut, moyen & bas justicier ; & celui qui a la moyenne peut se qualifier de seigneur moyen & bas justicier.

125. L'origine de cette distinction de justice seigneuriale semble devoir être reportée au temps de l'usurpation des fiefs, où les seigneurs, profitant de la confusion & du désordre, s'arrogèrent l'autorité publique, chacun selon son pouvoir & le rang qu'il avoit.

126. Les appellations des sentences rendues par le bas justicier, doivent être portées *rectà & omisso medio*, devant le juge de la haute justice, de même que celles des moyens justiciers ; d'où il suit que le bas justicier est indépendant du moyen.

127. La haute justice est celle qui a droit de connoître de toutes les causes personnelles, réelles & mixtes entre ses sujets, & qui a puissance de glaive sur eux ; elle est appelée dans le droit, *merum imperium*, l. 3, de *jurisdic. omni. judic.* *Merum autem imperium est habere gladii potestatem, ad animadvertendum in facinorosos homines : quod etiam potestas appellatur.*

128. Sous l'empire d'Henri VII, il y eut une grande dispute entre deux fameux jurisconsultes, Lotharius & Azo, au sujet de l'empire appelé *merum imperium*, qu'avoient chez les romains les gouverneurs des provinces & autres magistrats. Lotharius soutenoit qu'il n'y avoit que le souverain qui eût cet empire, & Azo soutenoit au contraire qu'il appartenait à plusieurs magistrats. Sur quoi ces deux jurisconsultes ayant fait la gageure d'un cheval, la question fut vidée par l'empereur au profit de Lotharius ; d'où est venu le jeu

de mots : *Lotharius dixit iniquum , & accepit equum ; Azo dixit æquum , & amisit equum.*

129. Voici à quoi se réduit le pouvoir de la haute justice : 1°. le haut justicier connoît de tous les crimes commis dans l'étendue de sa juridiction, soit qu'ils méritent peine afflictive, soit qu'ils méritent seulement une amende pécuniaire ; à l'exception néanmoins des cas royaux, c'est-à-dire, de certains cas dont la connoissance est réservée aux juges royaux, privativement aux juges des seigneurs ; tels que sont le crime de leze-majesté en tous ses chefs, le sacrilège avec effraction, rébellion aux ordres du Roi ou de ses officiers, la police pour le port des armes, assemblées illicites, séditions, émeutes populaires, force publique, la fabrication, l'altération ou l'exposition de la fausse monnaie, correction des officiers royaux, malversations par eux commises dans leurs charges, crime d'hérésie, trouble public fait au service divin, rapt, enlèvement de personnes par force & violence, l'incendie & le viol, les exactions & oppressions publiques, l'usure, la banqueroute frauduleuse, l'inceste, la sodomie, le parricide, &c. Voyez l'art. 11 du tit. 1 de l'ordonnance de 1670, & *ibid.* Bornier.

130. Sur quoi il faut remarquer qu'afin que le port d'armes soit un cas royal, il ne suffit pas qu'une personne porte des armes, il faut de plus que le port d'armes se fasse dans une assemblée illicite, c'est-à-dire, qu'il paroisse, du moins *ex indiciis*, que l'assemblée a été faite dans le dessein de faire insulte & outrage à quelqu'un. Voyez Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 14, n. 31, 32, 33, 34 & 35. *Benedict. in verbo uxorem nom. adelasf. num. 145* ; Imbert en ses institutions, liv. 3, chap. 6. C'est pourquoy, dans l'énumération des cas royaux, le port d'armes est toujours joint aux

assemblées illicites, suivant la remarque de Loyseau audit chap. 14, nomb. 30. Voyez encore Chenu en son recueil, chap. 6, tit. 42, qui rapporte un arrêt par lequel il fut jugé qu'un meurtre fait avec armes dans une assemblée de dix personnes n'étoit point un cas royal, parce que cette assemblée ayant été faite pour se recréer & danser, on ne pouvoit pas en induire un propos délibéré de faire insulte & outrage à autrui.

131. 2°. Le seigneur haut justicier peut avoir une juridiction réglée & contentieuse, & la tenir quand bon lui semble, si ce n'est en Anjou où ce droit n'appartient qu'aux châtelains. Pocquet de Livoniere en son traité *des Fiefs*, liv. 6, chap. 3 ; Chopin sur l'art. 46 de la coutume d'Anjou, n°. 3.

132. 3°. Le haut justicier a droit de bailler tuteurs & curateurs, d'apposer les scellés & de faire inventaire des biens des mineurs qu'il a fait pourvoir de tuteurs ou curateurs.

133. 4°. Il peut faire criées & proclamations publiques, & donner sentence de décret des biens situés dans son territoire, pourvu que les criées desdits biens aient été faites dans le lieu de sa juridiction. Voyez Papon en ses arrêts, liv. 7, tit. 7, art. 33.

134. 5°. Le haut justicier peut & doit avoir des prisons sûres & raisonnables, & un geolier pour les garder. « Enjoignons à tous hauts justiciers d'avoir prisons sûres, lesquelles, d'autant qu'elles ne doivent servir que pour la garde des prisonniers, nous défendons d'être plus basses que le rez-de chaussée », art. 55 de l'ordonnance de Charles IX, donnée aux états tenus à Orléans en l'année 1560. *Carcer enim ad continendos homines, non ad puniendos haberi debet, l. aut damnum, §. solent, ff. de pæn.* Les seigneurs doivent sur-tout avoir bien soin que leurs prisons soient sûres, parce que, si les prisonniers venoient à s'évader

der par le défaut des prisons, ils en seroient responsables, comme il a été jugé par arrêt rapporté par Papon en ses arrêts, liv. 24, tit. 4, art. dernier. Sur quoi remarquez que les seigneurs hauts justiciers sont tenus de nourrir les prisonniers détenus de l'autorité de leurs officiers, art. 26 du tit. 13 de l'ordonnance de 1670.

135. 6°. Le haut justicier a droit de connoître des causes des nobles qui sont domiciliés, ou dont les héritages sont situés dans le détroit de sa justice. *Voyez* la déclaration de 1537 : *intellige* des causes ordinaires des nobles, comme vente, achat, obligation, promesse, &c. Car il ne peut point connoître de la tutele, curatele, ou émancipation des nobles, & autres causes privilégiées des nobles.

136. 7°. Le juge de la haute justice connoît des dixmes inféodées tenues en fief du seigneur haut justicier ; mais il ne peut point connoître des dixmes ecclésiastiques, ni même des dixmes inféodées qui ne sont pas tenues en fief du seigneur haut justicier.

137. 8°. Le haut justicier a droit de revendiquer ses justiciables de la juridiction royale, comme il a été jugé par plusieurs arrêts, notamment par arrêt du parlement de Paris du 28 avril 1713, dans la cause du sieur de la Goupilliere & de la dame de Concise. La raison est, parce qu'en France les justices étant patrimoniales, de même que les fiefs, il ne doit point être au pouvoir des juges royaux ni des plaideurs de les frustrer de leurs droits ; mais, suivant le glossateur de la Peyrere, lett. S, n. 8, le seigneur doit intervenir lui-même pour demander le renvoi.

138. 9°. Le haut justicier a droit d'avoir fourches patibulaires, pilori, échelles & carcan. Bacquet, *des Droits de justice*, ch. 9, n. 14 & suiv. *Vide supra verbo* Fourches patibulaires.

139. 10°. Les juges de la haute justice ont droit de faire la police dans les villes & villages qui leur appartiennent. Bacquet, *des Droits de justice*, chap. 28, n. 7 ; Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 9, n. 11, 12 & 43.

140. Les biens du condamné à mort naturelle ou civile appartiennent au seigneur haut justicier par droit de confiscation dans les pays où la confiscation a lieu. Il en est de même de l'amende, des épaves & biens vacans, soit par deshérence ou bâtardise. *Voyez* ce que nous avons dit sous chacun de ces termes, & sous les autres qui ont rapport au pouvoir, droits & prérogatives de la haute justice.

141. Le pouvoir de la moyenne justice, appelée *mixtum imperium* par les jurisconsultes, est beaucoup plus borné que celui de la haute justice.

142. Voici quelle en est l'étendue. 1°. Le juge de la moyenne justice connoît des délits ou crimes légers qui ne sont sujets ni à mort naturelle, ni civile, ni mutilation de membres, & dont la peine ne puisse être qu'une légère correction corporelle, bannissement temporel, ou amende à 75 sols.

143. 2°. La connoissance de toutes actions civiles, réelles, personnelles & mixtes appartient au juge de la moyenne justice, à la réserve de certains cas dont la connoissance est attribuée aux seuls juges royaux.

144. 3°. Les seigneurs moyens justiciers ont droit d'inspection sur les poids & mesures, & de connoître des fautes qui se commettent auxdits poids & mesures ; mais le droit de les bailler n'appartient qu'au seigneur haut justicier. Bacquet, *des Droits de justice*, ch. 27, n. 19 ; Bouvot, tom. 1, part. 3, *verbo* Seigneur en justice, quest. 1 ; Guy-Pape, quest. 490. Ce qui est contraire à la disposition du droit romain, suivant lequel le droit de poids & mesures appartient

au Roi seul. *L. modios, cod. de suscept. L. 2, cod. de frument. Alexand. lib. 11, tit. 27.*

145. 4°. Le moyen justicier peut créer tuteurs & curateurs, apposer scellé & faire inventaire des biens des mineurs pourvus de tuteurs ou curateurs de son autorité.

146. 5°. Encore que le juge de la moyenne justice ne puisse pas punir les crimes qui méritent une punition plus griève que l'amende de soixante sols parisis, ou dont le châtement donne atteinte à l'honneur, il peut néanmoins informer & décréter contre toutes sortes de délinquants, & faire l'instruction dans les vingt-quatre heures, jusqu'à sentence définitive exclusivement, & ensuite il est tenu de faire transférer le prévenu dans les prisons du haut justicier, & de faire porter le procès pardevant lui, pour être pourvu à la punition du crime. Ce qui étant fait, le moyen justicier est en droit de prendre sur l'amende ou confiscation soixante sols parisis, avec les frais de la capture, garde & conduite.

147. 6°. Le moyen justicier peut & doit avoir siège, juge, procureur d'office, greffier, sergent & prison au rez-de-chaussée, sûre & raisonnable, avec un geolier pour la garder.

148. La basse justice étant le dernier degré de la juridiction seigneuriale, son pouvoir est resserré dans des bornes très-étroites. 1°. Le juge de la basse justice n'a point la connoissance des délits qui méritent une plus grande peine que l'amende de soixante sols; on tient même dans la coutume de Paris qu'il ne peut condamner qu'en l'amende de six sols parisis. 2°. Le droit de faire inventaire n'appartient point à la basse justice. Peleus en ses act. forens. liv. 8, chap. 14; la Roche, *des Droits seigneuriaux*, chap. 36, art. 1; Carondas en ses réponses, liv. 13, chap. 87. 3°. Le

Partie II,

bas justicier n'a point droit de tenir boucherie & taverne, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse, contre le sieur d'Esparge, seigneur bas justicier, en faveur des consuls de Montfort-La Roche, *des Droits seigneuriaux*, chap. 29, art. 1.

149. Le bas justicier ne connoît donc que des délits légers & des matières civiles, dont la connoissance n'appartient pas aux juges royaux ou à ceux de la haute justice, par la disposition des ordonnances, ou par un privilège spécial.

150. Il y a une autre espèce de justice que les coutumes appellent *justice foncière*, laquelle ne consiste que dans l'exercice des droits féodaux, comme dans le pouvoir d'user de saisie féodale. Voyez Dumoulin sur l'art. 1 de la coutume de Paris, glose 4, n. 10, & *sequent. usque ad num. 19*; l'auteur du grand coutumier, liv. 4, chap. 5; il y a néanmoins plusieurs bons auteurs qui ne distinguent point la justice foncière d'avec la basse justice. Voyez Bacquet, *des Droits de justice*, chap. 1 & suiv. Argentré sur la coutume de Bretagne, art. 116, glose 1, Brodeau sur l'art. 1 de la coutume de Paris, n. 14 & 15.

151. Après tout, il faut convenir qu'il n'y a guères rien sur quoi il y ait moins de règles certaines qu'à l'égard de la moyenne & basse justice. Autant de pays, autant d'usages différens. Ce qui a fait dire à Loyseau, en son traité *des Seigneuries*, chap. 10, n. 1, que c'est ici le nœud gordien plus aisé à couper qu'à dénouer. Anjou, le Maine, Touraine, Reims, Senlis & Melun sont les coutumes qui en ont donné des règles plus certaines; mais elles sont réelles & ne sortent point des bornes de leur territoire.

152. *Nota*, 1°. Que les seigneurs justiciers, soit qu'ils aient toute justice haute, moyenne & basse, soit qu'ils n'aient que l'une d'icelles, ont droit de

E

se qualifier simplement seigneurs du lieu où ils ont leur justice. Bouvot, tom. 1, partie 2, *verbo* Seigneur foncier, quest. 1; Carondas en ses pandectes, liv. 2, chap. 15; à la différence des seigneurs féodaux ou censiers, lesquels ne peuvent se qualifier de seigneurs simplement, mais doivent ajouter la qualité de féodaux ou censiers. Bouvot, *ibid.* La Roche, *des Droits seigneuriaux*, chap. 21, art. 8.

153. Mais suivant Loyseau, *des Seigneuries*, chap. 11, n. 1, les moyens & bas justiciers ne peuvent point se qualifier simplement seigneurs du village sous le nom & autorité du seigneur haut justicier. Ce qui est conforme à ce que dit Graverol sur la Roche, *des Droits seigneuriaux*, chap. 21, art. 7, & aux additions sur Louet & Brodeau, lett. F, somm. 31, où est rapporté un arrêt du 4 juin 1646, qui jugea que tous les droits honorifiques appartiennent au haut justicier, à l'exclusion des moyens & bas justiciers.

154. 2°. Que les justices étant patrimoniales en France, les seigneurs justiciers ont droit de revendiquer leurs justiciables lorsqu'ils se sont soumis à une autre justice, même à la justice royale. Bacquet, *des Droits de justice*, ch. 8, n. 7, 8 & 9. Mais les seigneurs sont obligés d'intervenir eux-mêmes pour cela, suivant le glossateur de la Peyrere, lett. S, n. 8; & les sujets ne peuvent point, sans leur assistance, demander leur renvoi, à moins d'une incompetence évidente : auquel cas le juge ne doit pas même attendre qu'on propose le renvoi, & doit se dépouiller de lui-même. Voyez l'article 1 du titre 6 de l'ordonnance de 1667. Je crois néanmoins que le procureur d'office peut intervenir pour demander le renvoi de ses justiciables, parce qu'il est l'homme du seigneur pour ce qui regarde la juridiction.

155. 3°. Que les seigneurs justiciers, quels qu'ils soient, ont la préséance sur les seigneurs féodaux ou censiers, & leurs officiers ont droit de précéder les consuls du lieu en toutes assemblées. Voyez la Roche en son traité *des Droits seigneuriaux*, chap. 21, art. 12; M. Dolive, liv. 1, chap. 29; Despeisses, tit. *des justices*, art. 3, sect. 4.

156. 4°. Que les seigneurs perdent leur justice en deux cas : 1°. ils sont privés de leur justice lorsqu'ils ne la font pas rendre à leurs sujets. *Clarus*, §. *feudum*, quest. 68. 2°. Ils en sont privés lorsqu'ils maltraitent leurs sujets. Bacquet, *des Droits de justice*, chap. 18, n. 2, 3, 4 & 5; Boër. quest. 304, n. 4 & 5; Guy-Pape, quest. 62, & *ibid.* Ferr. Faber en son code, liv. 3, tit. 18 *defin.* 2. *Benedict. ad cap. Raynut. in verb. condidit. num* 46 & *sequent.* Cette perte & privation de justice ne peut pas néanmoins être causée par une légère négligence à faire rendre la justice, ou par de légers mauvais traitements, comme disent Guy-Pape & Ferriere, *ibid.* Mais de sçavoir quel doit être le degré de l'un & de l'autre, c'est au juge à le peser.]

157. JUSTICE CENSUELLE, ou FONCIÈRE, est une justice particulière qui a lieu dans quelques coutumes. Tout le pouvoir de cette justice consiste à condamner les redevables à payer aux seigneurs censiers & fonciers les cens & rentes foncières. Dans ces coutumes la justice foncière se confond avec la basse justice. Voyez Meaux, art. 203; Auxerre, art. 20; Orléans, art. 105; Sens, art. 19; Reims, art. 175; Anjou, art. 1, 12, 13; & plusieurs autres.

158. L'origine des justices foncières remonte aux temps les plus reculés, où les fiefs avoient toujours la justice annexée; cet usage s'est conservé jusqu'à présent dans les coutumes d'Anjou & du Maine. Par-tout ailleurs on a distingué la

justice & le fief, & on a admis la maxime que *fief & justice n'ont rien de commun*.

159. Les juges des justices foncières ont souvent tenté d'augmenter leur pouvoir ; mais on s'est toujours opposé à cet abus, & les parlements ont toujours décidé que la justice censuelle ou foncière étoit limitée à connoître des droits utiles dus au seigneur.

160. La justice foncière a principalement lieu dans les coutumes de nantissement, ou pour acquérir droit de propriété ou d'hypothèque ; il faut être nanti par les officiers de la justice foncière. *Voyez* Bacquet, traité des *Droits de justice*, chap. 3, n°. 23.

161. JUSTICE PATIBULAIRE. Dans

quelques coutumes on appelle ainsi les justices qui ont droit d'avoir deux, quatre ou six piliers, avec liens par dedans ou par dehors, pour marque de leur exercice. *Voyez* Tours, art. 58, 72 ; Laudunois, ch. 4, art. 3 ; Anjou, art. 43.

162. JUSTICIABLES : ce sont ceux qui sont soumis à la justice d'un seigneur. On dit, il est justiciable de telle justice.

163. JUSTICIER : c'est celui qui a droit de justice. On dit : seigneur haut, moyen & bas justicier.

164. JUVEIGNEUR. Dans la coutume de Bretagne on appelle ainsi les cadets. *Voyez* les art. 52, 69, 134, & plusieurs autres.



L

L A N

1. **LABOURS & SEMENCES.** Le seigneur qui, pour son droit de relief, jouit pendant un an du fief de son vassal, est tenu de lui rendre, ou à ses créanciers, les labours, semences & autres frais de culture. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Paris, rapporté dans le *Journal des audiences*, tome 1, liv. 5, chap. 43. *Voyez* Rachat, Relief.

2. **LANGAGE FRANÇOIS.** Tous les anciens actes, les anciennes procédures criminelles & civiles se rédigeoient en latin, mais d'un latin hérissé de barbarismes affreux, & dans lequel chacun latinisoit les mots celtes, gaulois & francs qui composoient l'ancien jargon, dont peu à peu s'est formé la langue françoise. Il n'est donc pas étonnant de trouver tant d'obscurité dans les anciens titres; quelques-uns sont inintelligibles. D'ailleurs il n'étoit pas difficile à des gens mal intentionnés & intelligents de tromper un ignorant qui n'entendoit rien dans les actes où on le faisoit parler.

3. Cet usage de faire les procédures en latin pouvoit tirer à des conséquences terribles dans les procès criminels; aussi est-ce par-là que nos Rois ont commencé la réforme. Charles VIII, par l'art. 101 de son ordonnance de 1489, ordonna que par la suite toutes procédures criminelles seroient rédigées en françois, afin que les témoins & les accusés eussent une parfaite intelligence de ce qui se passoit. Cette ordonnance de Charles VIII fut confirmée par Louis XII en 1512.

4. François I, étonné du langage bar-

L A U

bare dont les cours souveraines même se servoient dans la prononciation des arrêts, par l'ordonnance de 1539, ordonna que tous actes, contrats, testaments, sentences & arrêts seroient prononcés, rédigés & expédiés en langue françoise, à l'exception des actes qui concernent les matières bénéficiales. Les ordonnances de Charles VIII, Louis XII & François I ont été confirmées par une autre de Charles IX, donnée en 1563, art. 35. Enfin Louis XIII, par l'article 27 de celle de 1629, ordonna que, même dans les juridictions ecclésiastiques, tous actes, procédures & jugements se feroient en françois.

5. Tous les seigneurs qui ont un grand nombre de titres écrits en ce mauvais latin, qui a été en usage jusqu'au seizième siècle, ne peuvent rien faire de mieux que de s'en procurer des traductions en françois, faites par des personnes intelligentes & capables d'en développer les obscurités.

6. **LATTE** (droit de). Ce droit a lieu en Provence; il appartient au Roi ou à ses fermiers. Il consiste dans une espèce d'amende introduite pour punir la demeure du débiteur. *Voyez* Boniface, tom. 2, part. 3, tit. 10, chap. 1 & suiv. l'indice de Ragueau, *verbo* Latte.

7. **LAUDE**, est un droit seigneurial qui se lève sur les marchandises vendues dans les foires & les marchés. *Voyez* le glossaire du *Droit françois*. *Voyez* ci-après Leyde, petite leyde.

8. **LAUSE**, ou **LAUZE**. Dans quelques coutumes, sur-tout dans les provinces méridionales de la France, ce

mot signifie la même chose que *lods* ; on y prend encore génériquement ce mot pour y signifier un droit , une redevance telle qu'elle puisse être. *Voyez* le glossaire du *Droit françois* , à ce mot.

9. **LÉGISLATION** , est le pouvoir de faire , de proposer des loix , de leur donner la force & l'autorité nécessaire pour être observées & exécutées par les peuples. Au Roi seul appartient en France le pouvoir de la suprême législation , & au parlement celui de vérifier & enregistrer les loix proposées par le monarque , comme aussi de lui faire des remontrances sur ce qu'elles peuvent avoir de contraire au bien public & aux constitutions de l'état.

10. Les anciens seigneurs , parmi les grandes usurpations qu'ils firent sur l'autorité royale , s'arrogèrent aussi le pouvoir de donner des loix ; ils s'en servirent sur-tout lorsqu'ils affranchirent les villes & bourgs qui étoient dans leurs fers ; les actes de ces affranchissements , dont on peut voir un grand nombre dans les coutumes locales de la Thaumassière , contiennent toutes les loix imposées par le seigneur à ses serfs affranchis. Telle a été constamment l'origine de nos coutumes. On a vu , *verbo* Coutume , comment nos Rois , devenus plus puissants , ont trouvé le secret d'imprimer à ces coutumes le sceau de l'autorité royale ; maintenant toute coutume qui n'a pas été rédigée par l'autorité royale , examinée & autorisée par le parlement , ne peut être alléguée ni observée comme loi. *Voyez* l'art. 123 de l'ordonnance de Charles VII de 1453 pour la rédaction & la réformation des coutumes.

11. **LETTRES D'AFFRANCHISSEMENT** , en matière de droits seigneuriaux , sont celles que les seigneurs accordoient à leurs serfs affranchis , à l'effet par eux de jouir de la liberté , des immunités , franchises & privilèges men-

tionnés dans l'acte d'affranchissement. *Voyez* Affranchissement. En style de chancellerie on appelle lettres d'affranchissement , des lettres du grand sceau , par lesquelles sa majesté , par des raisons particulières , affranchit une communauté d'habitants des tailles & autres impositions qu'on avoit coutume de lever sur eux.

12. **LETTRES D'AMORTISSEMENT** : elles sont du grand sceau , & s'accordent par le Roi aux gens de main-morte , à l'effet par eux de jouir des héritages qu'ils ont acquis , sans être tenus d'en vider leurs mains dans l'an & jour. Ces lettres ne s'accordent qu'en conséquence du paiement que les gens de main morte ont fait à sa majesté du droit d'amortissement. Ils doivent en outre payer aux seigneurs , dans la mouvance desquels ils ont acquis , le droit d'indemnité. *Voyez* Amortissement , Indemnité.

13. **LETTRES D'ASSIETTE** , sont celles qui portent injonction d'imposer une telle somme sur une telle communauté. Les seigneurs , pour imposer la taille seigneuriale sur les redevables , n'ont point besoin de lettres d'assiette ; il suffit d'imposer cette taille suivant qu'il est réglé par la coutume ou par l'usage immémorial. *Voyez* la Thaumassière dans ses coutumes locales , liv. 1 , chap. 7.

14. **LETTRES-DE DONS D'AUBAINE , DESHÉRENCE & BASTARDISE** : ce sont lettres du grand sceau , par lesquelles sa majesté , pour gratifier ceux qu'elle juge à propos , leur donne les biens qui lui sont échus par quelqu'un des droits ci-dessus , lorsqu'il ne les a pas réunis à sa couronne , ce qui arrive rarement.

15. **LETTRES DE LÉGITIMATION** , sont lettres du grand sceau , par lesquelles le Roi légitime un bâtard & le rend capable de tous actes de la société civile , ainsi que ceux qui sont nés en

légitime mariage. Le droit de légitimer un bâtard appartient au Roi seul, à l'exclusion de tous seigneurs, même hauts justiciers.

16. LETTRES DE MAIN SOUVERAINE. *Voyez* Combat de fief.

17. LETTRES DE NATURALITÉ. De même qu'il n'y a en France que le Roi qui puisse légitimer un bâtard, de même il n'y a que lui qui puisse naturaliser un étranger, c'est-à-dire, le rendre participant de tous les privilèges, franchises, droits & libertés dont jouissent les françois originaires & regnicoles; c'est ce que le Roi accorde presque toujours aux étrangers qui le demandent, par lettres du grand sceau, que l'impétrant doit faire vérifier & enregistrer en la chambre des comptes.

18. Les écossais de la garde du Roi, & les suisses, pour jouir de tous les privilèges des françois regnicoles, n'ont point besoin de lettres de naturalité; ils ont été exemptés d'en prendre par lettres-patentes du Roi Henri II, qu'on peut voir dans Bacquet au traité *du droit d'aubaine*, part. 1, chap. 7.

19. Lorsqu'un étranger a obtenu des lettres de naturalité, & qu'elles ont été bien & dûment entérinées & enregistrées, s'il vient à décéder, & que son fils décède ensuite dans la terre d'un seigneur haut justicier sans laisser d'héritiers, sa succession appartient au Roi, & non pas au seigneur haut justicier. *Voyez* Carondas, liv. 5, chap. 45. La raison est que la qualité d'étranger naturalisé & devenu regnicole vient & procède du Roi, & non pas du seigneur haut justicier, qui à cet égard ne peut rien.

20. Les lettres de naturalité au surplus ne servent aux étrangers qu'autant qu'ils font leur résidence dans le royaume; le Roi, par sa déclaration du mois de février 1720, a révoqué & annullé les lettres de naturalité accordées aux

étrangers qui n'y résident pas. *Voyez* Aubains, Aubaine.

21. LETTRES DE NOBLESSE, sont des lettres du grand sceau, par lesquelles le Roi, de sa grace spéciale, annoblit un roturier & sa postérité, à l'effet par lui & ses descendants de jouir de tous les privilèges, exemptions & prérogatives des nobles.

22. Ces lettres sont expédiées par un secrétaire d'état, les armoiries de l'impétrant y sont peintes. Avant de jouir de l'effet de ces lettres, il faut avoir le soin de les faire enregistrer à la chambre des comptes, à la cour des aydes & au parlement. Par arrêt du parlement de Bretagne, rapporté par Dufail, liv. 1, chap. 83, il a été défendu aux juges des seigneurs de connoître de la vérification & publication des lettres de noblesse.

23. L'enregistrement dans les parlements est nécessaire à l'effet des passages nobles & des autres droits de noblesse, dont la discussion est portée au parlement. Autrement, si la cour n'avoit pas enregistré les lettres de noblesse, elle seroit censée les ignorer; & dans les partages, par exemple, elle ne manqueroit pas d'ordonner qu'ils seroient faits roturièrement, quoique les lettres de noblesse eussent été enregistrées à la chambre des comptes & à la cour des aydes. Leur enregistrement est nécessaire à la chambre des comptes à cause des droits qu'on doit y payer: il l'est également à la cour des aydes, afin que l'impétrant puisse jouir de l'exemption des tailles & autres impôts qu'on met sur les roturiers.

24. L'enregistrement des lettres de noblesse doit être précédé d'une information qui constate,

1°. Que l'impétrant est de la religion catholique, apostolique & romaine, & d'une conduite irréprochable.

25. 2°. Qu'il est de franche condition,

qu'il n'est point domestique & ne tire gages de personne.

26. 3°. Qu'il a des biens suffisants pour soutenir l'honneur de la noblesse.

27. 4°. Combien il a d'enfants mâles; parce qu'au moyen des lettres de noblesse obtenues par le père, ils sont annoblis.

28. 5°. Si l'impétrant possède quelques fiefs ou arrière-fiefs, depuis quel temps, s'il a payé les droits de franc-fief, ce qu'il doit justifier par quittance.

29. 6°. S'il a été imposé aux tailles, & s'il est en état de payer l'indemnité du peuple de la paroisse dans laquelle il demeure, & si les habitants de la paroisse y consentent.

30. M. Legrand, sur l'art. 1 de la coutume de Troyes, glos. 2, n. 12, dit que les anciens docteurs ont tenu que les lettres d'annoblissement ne s'étendent pas aux enfants qui étoient déjà nés lors de l'obtention des lettres. Il ajoute que, pour lever toute difficulté on met ordinairement dans les lettres de l'impétrant cette clause : pour lui, ses enfants nés & à naître.

31. Les lettres de noblesse sont presque toujours motivées pour services considérables rendus par l'impétrant, soit dans la robe ou dans l'épée. Malgré tout cela, Mezeray appelle ces espèces de nobles, *gentilshommes à parchemin*; mais c'est plutôt une plaisanterie déplacée qu'un bon mot; il vaut mieux, dit un ancien, être le premier de sa race que d'en être le dernier : celui qui a été le premier noble étoit constamment un roturier, & il n'a pu mériter parmi les siens la distinction d'homme noble que par ses vertus ou par des services importants rendus à la patrie; un semblable homme est cent fois plus respectable que le descendant de cent ayeux nobles, qui souvent désavoueroient leur indigne postérité.

32. Les lettres de noblesse n'ont d'effet que du jour qu'elles sont vérifiées; si celui qui les a obtenues mourroit sans satisfaire à cette formalité, sa succession se partageroit roturièrement. Au surplus *Voyez Nobles, Noblesse*.

33. LETTRES PATENTES, sont lettres du grand sceau, contenant la concession de quelque grace, de quelque privilège, de quelque établissement. Ainsi, pour établir dans une seigneurie une foire, un marché, une forge, une manufacture, pour jouir de certains privilèges, il faut des lettres-patentes de sa majesté. Ces lettres, comme on voit, ne regardent guère que les affaires des particuliers, mais dans ce genre elles ont la même autorité que les édits pour le public.

34. Toutes lettres-patentes doivent être signées en commandement par un secrétaire d'état, & ne peuvent être mises à exécution qu'auparavant elles n'aient été vérifiées dans les parlements, les parties intéressées ouïes, ou duement appelées, & après une information *de commodo & incommodo*, s'il en est besoin.

35. Ces lettres sont appelées lettres-patentes, parce qu'elles sont ouvertes, & que tout le monde les peut lire, n'y ayant au bas qu'un repli qui n'en empêche pas la lecture; à la différence des lettres de cachet, qui sont closes.

36. LETTRES DE PRIVILÈGE, sont des lettres du grand sceau, par lesquelles le Roi dispense quelqu'un des charges ordinaires, ou accorde des grâces spéciales dont les autres ne jouissent pas.

37. LETTRES DE RÉHABILITATION, en fait de noblesse, sont lettres du grand sceau qui s'obtiennent du prince par ceux qui, étant nobles, ont fait acte dérogeant à noblesse, comme l'exercice des arts mécaniques, l'exploitation des fermes d'autrui, & l'exercice de certaines charges viles & abjectes. Après qu'ils

ont quitté le trafic , ou l'emploi dérogeant qu'ils exerçoient , ils obtiennent aisément des lettres de réhabilitation , par lesquelles le prince les remet dans leur premier état , à l'effet de jouir de tous les droits , privilèges & prérogatives des nobles.

38. Lorsque le père , ou l'ayeul , ou tous les deux ont dérogé à noblesse , les enfants ou les petits-enfants peuvent obtenir de pareilles lettres , pourvu qu'il n'y ait pas plus de deux des ancêtres qui aient dérogé ; alors des lettres de réhabilitation ne seroient pas suffisantes , il faudroit nécessairement de nouvelles lettres de noblesse.

39. En Bretagne les nobles qui trafiquent laissent dormir la noblesse , c'est-à-dire , qu'ils ne la perdent point ; ils cessent seulement de jouir des privilèges de noblesse tant que leur commerce dure ; mais sitôt qu'ils le quittent , ils reprennent la noblesse sans avoir besoin de lettres de réhabilitation.

40. LETTRES DE TERRIER : ce sont lettres de la grande chancellerie , ou de celles près les parlements , que les seigneurs qui ont de grands terroirs obtiennent pour procéder à la confection ou à la rénovation d'un terrier.

41. Ces lettres portent commission générale d'appeler pardevant un ou plusieurs notaires commis à cet effet tous les débiteurs des redevances , droits & devoirs dus au seigneur impétrant à cause de sa seigneurie , afin de les reconnoître , leur faire payer les arrérages échus , & leur faire passer des déclarations en forme authentique au profit du seigneur féodal ou censier.

42. Tous les seigneurs laïcs qui veulent faire ou renouveler un terrier , doivent absolument prendre des lettres ; il n'y a que les seigneurs ecclésiastiques qui en soient exemptés par les ordonnances de Blois , article 54 , & de Melun , article 26.

43. Autrefois on inséroit dans les lettres de terrier qu'on n'autoit aucun égard à la prescription , nonobstant la coutume des lieux ; on n'y met plus cette clause depuis la déclaration du 19 avril 1681 , qui l'a défendu. En effet , la prescription est un bénéfice que la loi a établi pour fixer & assurer la fortune des particuliers , & le Roi n'a point intention de déroger à un établissement fondé sur de si justes motifs.

44. Les seigneurs , & sur-tout ceux qui ont des terres situées dans le ressort de différents parlements , doivent préférer les lettres de terrier de la grande chancellerie à celles des chancelleries étant près des parlements ; 1°. les premières ont leur exécution dans tout le royaume ; les secondes ne l'ont que dans le ressort du parlement d'où elles sont émanées. 2°. Les premières durent 30 ans ; les secondes ne sont qu'annales , il faut les faire enregistrer , publier , afficher , & commencer à les mettre à exécution dans l'an de leur obtention , faute de quoi on doit prendre de nouvelles lettres. Il faut cependant observer que , s'il est passé des déclarations & des reconnoissances de temps à autres , & qu'il n'y ait pas un an de distance , ces lettres ont toujours leur effet tant que dure la rénovation , pourvu qu'il n'y ait pas changement de seigneur , parce qu'alors il faut en obtenir de nouvelles au nom du nouveau propriétaire.

45. Quand le seigneur a obtenu des lettres de terrier , il doit les présenter au juge royal auquel elles sont adressées ; il lui en demandera l'enregistrement , & par la sentence fera nommer le notaire qu'il aura choisi pour la rénovation de son terrier. En exécution de la sentence on fait publier tant les lettres de terrier que la sentence d'enregistrement , à l'issue des messes des paroisses où sont situés les fiefs & les censives , par un huissier

huissier royal , & on les fait afficher à la porte des églises , avec sommation à tous les vassaux , censitaires , emphytéotes , tenanciers & justiciables nobles ou roturiers de la seigneurie de comparoître dans quinzaine , ou tel autre délai convenable , pardevant le notaire commis par la sentence d'enregistrement , pour reconnoître les droits , devoirs , cens & redevances qu'ils doivent au seigneur.

46. L'effet de ces affiches & publications générales est que les vassaux , censitaires , emphytéotes , tenanciers & justiciables doivent , dans le délai fixé , comparoître pour faire leurs déclarations & fournir leurs reconnoissances. S'ils ne le font pas , & s'ils se laissent assigner , ils doivent les frais des poursuites , & même une amende , comme la peine de leur contumace & de leur désobéissance au Roi , à justice & à leur seigneur. Au surplus voyez Commissaire à terrier , Papier terrier.

47. LEVAGE. Ce droit est connu dans les coutumes d'Anjou , art. 9 , 10 , 30 ; du Maine , art. 10 , 11 , 35. C'est une espèce de péage ou droit qui appartient au seigneur justicier pour les denrées qui ont séjourné pendant huit jours dans son fief , & qui sont vendues pour être transportées hors du fief. Dans les mêmes coutumes on entend encore par levage un droit dû au seigneur justicier pour les biens de ses sujets qui vont demeurer hors de son fief ; ce droit ne peut excéder cinq sols.

48. LEUDES. On appelloit ainsi , dans les premiers temps de la monarchie françoise , ceux qui possédoient des bénéfices ou des fiefs , & qui , à raison de ces fiefs , étoient particulièrement tenus du service militaire. Voyez l'Esprit des loix , livre 30 , chapitre 16 & 17.

49. LEYDE : c'est un droit qui se perçoit sur les bleds & grains exposés

Partie II.

en vente aux foires & marchés des seigneuries.

50. Le mot leyde vient d'un mauvais mot latin *leuda* , qui signifie toutes sortes de prestation & de tributs. Voyez le glossaire de Ducange sur ce mot.

51. Il ne faut point confondre ce droit avec le droit de péage. Par arrêt du conseil du 10 novembre 1739 , sa majesté exempta les bleds , grains & légumes de tous droits de péage , pontonnage , travers , coutumes & autres de semblable espèce , sous quelque dénomination que ce puisse être. Cet arrêt fit croire que les bleds & grains avoient été aussi exemptés de la leyde ; mais par un arrêt du conseil du 23 avril 1740 , sa majesté déclara précisément que dans l'exemption portée par l'arrêt du 10 novembre 1739 , elle n'avoit point entendu comprendre les droits de leyde , poids & mesures , octrois , foires & marchés , qui continueront d'être perçus sur les bleds , grains , légumes & farines qui se vendent dans plusieurs villes du royaume , tout ainsi qu'ils étoient levés avant ledit arrêt.

52. La leyde , dans son essence & dans son origine , est un droit purement royal & domanial ; aucun seigneur , ni à raison de son fief , ni même à raison de sa haute justice , ne pourroit , sans une concession expresse du Roi , lever un semblable droit sur ses justiciables , vassaux & censitaires , quand même il auroit leur consentement. Voyez Mathieu de Vauzelles , traité des Péages , pag. 13.

53. Les titres nécessaires pour percevoir le droit de leyde sont les mêmes que ceux requis pour l'établissement des foires & des marchés , c'est-à-dire , une concession du Roi accordée par lettres-patentes dûment vérifiées & enregistrées , qui contiennent le détail des droits qui doivent être perçus.

54. Comme le droit de leyde est une

F

véritable imposition semblable au péage, il est certain qu'il doit y avoir au lieu où se perçoit la leyde, une pancarte qui contienne le détail du droit, affichée au devant des halles ou du lieu le plus apparent de l'endroit, avec les mêmes formalités prescrites pour les péages. Par sentence de la chambre du trésor, du 16 mai 1603, les fermiers de la leyde du marché de la Palisse furent condamnés à tenir une pancarte de ce droit, à l'afficher aux lieux publics, & à en déposer copie au greffe de ladite chambre. *Voyez* *Freminville*, tom. 4, pag. 252.

55. Le droit de leyde ne peut pas s'acquérir par la prescription de la part du seigneur contre ses justiciables, quelque possession qu'il puisse avoir, fût-elle immémoriale; les justiciables au contraire peuvent prescrire le droit contre le seigneur, qui, quoique muni de bons titres, a seulement cessé pendant un an de percevoir son droit; la prescription n'en peut être rétablie que par lettres-patentes dûment vérifiées & enregistrées au parlement, à la chambre des comptes & à celle du trésor.

56. Cette dernière chambre est seule compétente pour connoître des contestations qui peuvent naître sur la leyde; cependant dans un cas pressant, & par provision, le juge des lieux peut connoître de la matière, ainsi qu'il peut faire pour les péages. *Voyez* l'ordonnance de 1669, tit. 29, art. 4.

57. Le droit de leyde n'est uniforme nulle part, sa quotité est presque partout différente; ici il se paie en nature, là il se paie en argent: il faut à cet égard exactement se conformer au titre pour la quotité, & à l'usage pour la perception.

58. Il y a pareille variété pour l'exemption de la leyde. Dans plusieurs villes & bourgs où ce droit est établi, les habitants en sont exempts; dans d'autres, l'exemption n'a point lieu pour

les jours de

tants ne peuvent s'en servir que les autres jours de la semaine, pendant lesquels ils peuvent vendre dans leurs maisons & greniers les grains provenant de leur crû sans payer le droit; mais s'ils en vendent, même de leur crû, les jours de foires & de marchés, en ce cas ils doivent moitié de la leyde; c'est l'usage en Bourgogne, en Bourbonnois, en Auvergne, & dans beaucoup d'autres. A l'égard des marchands, regratiers, revendeurs, quoiqu'habitants du lieu où le droit est établi, qui font commerce de grains, qui en achètent pour revendre, il est sans difficulté qu'ils doivent la leyde entière des bleds dont ils font commerce. *Voyez* *Expilly* en son plaidoyer 15, n°. 19.

59. Les fermiers receveurs des droits de leyde ne peuvent faire directement ou indirectement aucun commerce de bleds & farines, s'associer avec aucun marchand de grains, exercer les métiers de meunier, boulanger ou pâtissier, à peine de 3000 liv. d'amende, de confiscation des grains, & en outre du fouet ou du carcan & du bannissement, & même de plus grande peine s'il y échoit. *Voyez* l'art. 9 de la déclaration du Roi du 14 mars 1709.

60. Celui qui lève & fait la perception du droit de leyde, doit tenir un registre bien exact du prix des grains de chaque jour des foires & marchés. *Voyez* l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539, art. 102; celle de 1669, tit. 30, art. 6; & avant de commencer l'exercice de sa recette, il doit prêter serment en justice. *Voyez* les opuscules de Loyel, édit. de 1652, pag. 403.

61. Il est également de la bonne police & de l'intérêt des seigneurs leydiers, que les marchands qui amènent des bleds, grains & farines pour les vendre aux foires & marchés des seigneuries, ne puissent les déposer & vendre dans

des maisons particulières; ils doivent absolument les mener & les exposer au marché public. *Voyez* la déclaration du premier septembre 1699; celle du 19 avril 1723; les arrêts du conseil des 23 juillet 1742, 10 septembre 1749, rapportés par Freminville, *loco citato*.

62. On a demandé si on devoit la leyde des bleds qu'on achete sur pied & en verd? Comme ces sortes de marchés sont sévèrement prohibés par toutes les ordonnances, notamment par celles du 22 juin 1694, 31 août 1699, 11 juin 1709, à peine de 3000 livres, & en outre du fouet ou du carcan & du bannissement, & même des galères à perpétuité en cas de récidive, il faut penser que le fermier de la leyde ne peut exiger le droit de ces bleds vendus en verd; ce seroit approuver la contravention à la loi & s'en rendre complice: il doit plutôt la dénoncer à la justice pour la faire punir suivant la rigueur des ordonnances.

63. Nous avons dit que la leyde se paie en argent ou en grains, suivant les lieux & les titres; mais dans les temps de cherté & de calamité, le marchand doit toujours avoir l'option de payer en argent ou en grains. Par plusieurs ordonnances & arrêts de réglemant des parlements rendus dans les temps dont nous venons de parler, il a même été expressément défendu de percevoir la leyde autrement qu'en argent. *Voyez* les art. 1 & 2 de la déclaration du 11 mai 1710; l'art. 2 du 26 octobre 1740; les arrêts du parlement de Paris des 18 janvier 1710, 30 janvier 1713 & 14 décembre 1740.

64. Les marchands de bleds ne doivent point les vendre par montre, ils doivent au contraire les conduire sur le marché, les exposer à poche découverte pour y être vendus suivant le cours du marché. *Voyez* les déclarations du Roi des premier septembre 1699 & 19 avril

1723: elles défendent expressément à tous marchands, laboureurs, fermiers de vendre ni acheter aucuns bleds que dans les marchés publics, ni d'y envoyer aucunes montres ni échantillons, pour les vendre ensuite dans les granges, greniers ou magasins particuliers, à peine de confiscation & de 1000 livres d'amende.

65. On croit cependant que des huissiers qui ont des bleds saisis en gerbes, & sont obligés d'en faire des ventes forcées, peuvent, en ce cas, pour accélérer leurs opérations, porter au marché des montres du bled qu'ils font battre, pour ensuite le subhafter sur le lieu de la saisie; mais alors on ne doute point que le droit de leyde ne soit dû de ce bled ainsi vendu.

66. Tous ceux qui sont sujets au droit de leyde le doivent, non-seulement des bleds qu'ils vendent au marché sous les halles publiques, mais encore dans quelqu'autre endroit que ce puisse être. *Voyez* Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 20; il rapporte un arrêt du parlement de Paris du 20 mai 1656, qui l'a ainsi jugé.

67. Nous avons dit plus haut que les bourgeois qui demeurent dans les villes & bourgs où se perçoit la leyde, sont exempts de ce droit en vendant les bleds de leur crû dans leurs maisons à d'autres jours qu'à ceux des marchés; mais un bourgeois forain n'auroit pas le même droit, c'est-à-dire, il ne pourroit pas transporter les bleds de ses domaines dans un dépôt à la ville pour les y vendre, ainsi que les bourgeois qui y demeurent; ce seroit donner lieu à un abus sensible qui préjudicieroit également au bien public & au droit de leyde.

68. Si le marchand forain qui n'a pas pu vendre ses bleds à un marché, les dépose dans les greniers publics de l'endroit pour être vendus à un autre

marché, le receveur de la leyde, qui a les clefs des greniers publics, est responsable, même par corps, du dépôt; & si le receveur étoit insolvable, ce seroit au seigneur à payer, parce que c'est à lui à ne prendre pour fermier de son droit que des gens attentifs & prudents, qui aient de quoi répondre de leurs actions. Si cependant le bled avoit été volé avec effraction, alors personne n'en seroit tenu; c'est un cas fortuit qu'on ne peut garantir, & on suit alors la maxime que *res domino perit*. On a toujours jugé que les cabaretiers, les messagers n'étoient point responsables des effets volés dans leurs cabarets, dans leurs bureaux avec effraction.

69. Outre la leyde qu'on perçoit sur les grains, qu'on appelle *la grande leyde*, il y a encore la petite leyde; c'est celle qui se lève aux jours de foires & de marchés sur les marchandises qui s'évalent sous les halles, rues & places publiques de la seigneurie, pour la vente desquelles le seigneur est tenu de fournir des bancs, tables, échoppes & autres aisances aux marchands. Les droits de petite leyde, ainsi que ceux de la grande, doivent être réglés par la pancarte qu'il faut afficher en lieu public. *Voyez Mesures*.

70. LIAGE : c'est un droit qui se perçoit par les seigneurs qui y sont fondés en titres, sur les vins qui se vendent & débitent dans leurs seigneuries. Ce droit est semblable à ceux d'afforage, de forage, cellerage, chantellage, dont on a parlé. *Voyez* ces mots.

71. LIBELLE DIFFAMATOIRE CONTRE UN SEIGNEUR. Si quelques habitants d'une seigneurie ont publié des libelles diffamatoires contre leur seigneur, & s'il en poursuit la réparation, ce n'est pas assez que la commune fasse en général aveu ou désaveu du crime, il faut que singulièrement tous en répondent jusqu'à trouver les auteurs qui sont punis,

& non pas le corps des habitants. Ainsi jugé au parlement de Paris par arrêt du 14 juin 1548, recueilli par Bouchel dans sa bibliothèque, *verbo* Injures.

72. LIBERTINS. Suivant les loix romaines, c'étoit ceux qui étoient affranchis d'une servitude légitime; ainsi, suivant la jurisprudence des coutumes servies, on peut appeler ainsi ceux qui sont affranchis de la puissance seigneuriale, des liens de la servitude personnelle.

* 73. LICITATION, est l'adjudication qui se fait à l'un de plusieurs co-héritiers ou co-associés, d'un immeuble qui ne peut se partager commodément, & dont les co-propriétaires ne veulent point jouir par indivis. La loi 55, ff. *famil. ercisc.* parle de la licitation en ces termes : *Si familia erciscunda, vel communi dividundo judicium agatur, atque divisio ita difficilis sit, ut penè impossibilis esse videatur, potest judex in unam personam, totam condemnationem conferre & adjudicare omnes res.*

74. Il ne faut pas néanmoins conclure des termes de cette loi, que, pour pouvoir liciter sans droits, il soit nécessaire que les immeubles soient indivisibles par une impossibilité physique ou même morale; car il suffit, suivant la jurisprudence des arrêts, & selon la disposition de la loi 3, *cod. communi divid.* & du §. *eadem*, aux instit. *de offic. jud.* qu'ils ne puissent se diviser commodément. On tient même aujourd'hui que la licitation est bien faite, encore qu'il ne résultât aucun inconvénient du partage de la chose commune, *modò non sit fraus aliundè*.

75. Avant que cette matière fût éclaircie & développée, on jugeoit que le co-propriétaire adjudicataire devoit les lods & ventes, non-seulement pour le lot de ses co-propriétaires, mais encore pour sa propre part. On se départit un

peu dans la suite de cet usage , & on crut qu'il suffisoit d'obliger le co-héritier ou autre co-associé , adjudicataire par licitation , de payer les lods & ventes pour les portions de ses co-héritiers. Dumoulin , sur l'art. 78 de la coutume de Paris , glos. 1 , nomb. 170 , 171 , 172 & 174 ; & enfin la jurisprudence des arrêts s'est fixée à décharger le collicitant adjudicataire du paiement des lods & ventes , tant pour les portions de ses co-partageans , que pour la sienne propre , parce que la licitation n'est qu'un expédient introduit par la loi pour obvier aux inconvéniens des actions , *familia erciscunda & communi divid.* Dans la licitation , l'intention des part-prenants n'est pas de vendre , mais seulement de sortir de communauté : en un mot , la licitation n'est point une véritable vente , qui seule donne lieu à ces profits féodaux.

76. Les feudistes font plusieurs observations importantes sur cette matière. En voici les principales.

77. La première est , que la licitation peut se faire sans droits , non-seulement entre co-héritiers , mais encore entre co-légataires , co-donataires , co-associés , & généralement entre toutes sortes de part-prenants. Brodeau sur Louet , lett. L , somm. 9 , nomb. 5 & suiv. Loyfel en ses instit. titre des cens , regle 13 , *Capel. tolos. quæst.* 75 ; la Peyrere , lett. V , nomb. 5 ; Ferriere , sur la quest. 48 de Guy-Pape ; Molin. *ad consuet. Paris.* §. 33 , glos. 1 , num. 69 & seq. Mornac , *ad l.* 52 , §. penult. ff. *famil. ercisc.* La raison est , parce que dans toutes sortes de licitations l'intention des consorts est plutôt de partager que de vendre : *Idcirco est identitas rationis inter judicium familia erciscunda & communi dividundo.*

78. La seconde est , qu'il n'est point dû lods & ventes au seigneur , quoique les co-héritiers ou consorts aient admis

des étrangers à la licitation , pourvu que l'un des part-prenants se rende adjudicataire , ainsi qu'il a été jugé par arrêt du parlement de Paris le 3 mars 1587 , rendu contre les échevins d'Amiens ; Louet , lett. L , chap. 9 ; Maynard , liv. 4 , chap. 44 ; Molin. *verbo* Acheté à prix d'argent , nomb. 154 & suiv. Carondas en ses réponses , liv. 7 , chap. 207. La raison est , parce que l'étranger n'a été admis à la licitation que pour faire monter les enchères , & que ne s'étant point rendu adjudicataire , il est vrai de dire que les choses en ont demeuré aux mêmes termes que s'il n'avoit pas été admis à enchérir.

79. Mais si l'étranger admis à la licitation se rend adjudicataire , il est sans difficulté que le seigneur sera en droit d'exiger les lods & ventes d'une telle licitation. Maynard , liv. 4 , chap. 50 ; Molin. *loc. cit.* parce qu'alors il se fait une véritable vente au profit de l'étranger.

80. La troisième est , que la licitation peut se faire en justice ou devant un notaire , au choix des co-héritiers ou autres consorts. Brodeau , sur l'art. 80 de la coutume de Paris , nomb. 21.

81. La quatrième est que , si un étranger ayant acquis la portion indivise d'un co-héritier , devient adjudicataire en licitation faite entre les autres co-héritiers , les lods & ventes sont dus au seigneur. Brodeau , sur l'art. 80 de la coutume de Paris , nomb. 17. La raison est , parce que cet acquéreur ne peut être considéré comme part-prenant *ab initio* , & qu'ainsi cette licitation est censée faite *in fraudem domini*.

82. Il en seroit autrement , si l'un des co-héritiers ou part-prenants originaires se rendoit adjudicataire , , parce que le transport ou cession que l'un des consorts fait de ses droits en faveur d'un étranger , ne peut point donner atteinte à la faculté qu'ont les autres consorts

de liciter la chose commune. C'est l'avis de tous les modernes, contre la décision de l'arrêt du 13 décembre 1640, rapporté au *Journal des audiences*, tome 1, liv. 3, chap. 69. D'ailleurs, il faut raisonner de ce cas comme de celui où l'étranger a été admis à la licitation, pour faire monter les enchères. Or on ne doute point, *ut supra notat*, qu'alors la licitation ne soit exempte des droits, à moins que l'étranger se rende adjudicataire.

83. On peut voir sur cette matière M^c Charles Dumoulin, sur la coutume de Paris, §. 33, glos. 1, nomb. 69 & suiv. Dargentré sur l'ancienne coutume de Bretagne, art. 73, note 4, nomb. 3, & suiv. Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, nomb. 22; Guy-Pape & ses annotateurs, quest. 48; Mornac, *ad l.* 52, §. *arbitrari*, ff. *familia ercisc.* Bacquet, *des francs-fiefs*, chap. 7, n. 22 & suiv. Chopin, *Andeg. lib.* 1, cap. 4, n. 7; Loyfel en ses instir. tir. *des cens*, règle 13; M. de Livonnière en son traité *des fiefs*, liv. 3, chap. 6, sect. 5; Maynard, liv. 4, chap. 50; Louet, lett. L, chap. 9, *capel. tolos. quest.* 75; Carondas en ses réponses, liv. 7, chap. 207, & en ses pandectes, liv. 2, chap. 16.]

84. LIEN DE SERVITUDE : ce sont tous les devoirs qui attachent le serf à son seigneur & à sa terre, l'obligation de ne la pouvoir quitter, de ne pouvoir disposer de sa personne & de ses biens sans son consentement; la nécessité de lui payer une multitude presque infinie de droits serviles. Autrefois il y avoit encore l'obligation de suivre le seigneur à la guerre, de faire la garde & le guet à son château, &c.

85. LIÈVE, est un registre sur lequel sont portés par extrait les noms & surnoms de ceux qui doivent quelques droits, cens, rentes & autres redevances à une seigneurie, la nature & la quo-

tité de ces droits, les héritages sur lesquels ils sont dus, & les titres sur lesquels ils sont établis. Dans quelques endroits on appelle la liève *livre cueille-ret*, dans d'autres, *manuels*.

86. Rien n'est plus intéressant pour les seigneurs, que de veiller soigneusement à ce que la liève de leurs droits soit toujours bien & régulièrement tenue, puisqu'en cas de perte ou d'incendie de leurs terriers, on y peut suppléer par les lièves, lorsqu'elles sont bien suivies & en règle. D'un autre côté, les lièves sont encore fort utiles pour combattre la prescription que souvent opposent les débiteurs, parce qu'en marge & à côté du nom de chaque débiteur, ou bien sur la feuille qui lui est destinée, on met ordinairement les paiements qu'il a faits. Ainsi, soit que le seigneur fasse la recette de ses droits par lui-même, soit qu'il la fasse faire par ses régisseurs ou ses fermiers, il lui est toujours extrêmement important de bien tenir ou faire tenir sa liève.

87. La négligence des seigneurs à se faire rendre par leurs fermiers, à la fin de chaque bail, une liève en règle, peut les jeter dans de grands embarras, & être pour eux la source de procès ruineux. Quelquefois le même fermier, chargé de la liève, continue plusieurs baux sans la tenir; il meurt sans la rendre; alors quelle confusion dans le terrier! Il faut le renouveler, quelle dépense! En le renouvelant, il faut soutenir mille procès que la prescription objectée de toutes parts rend également longs, coûteux & douteux, quels embarras!

88. On évite tous ces désagréments avec une liève, mais il faut qu'elle soit en règle; & pour qu'elle soit telle, le fermier, obligé de la fournir, doit observer,

89. 1°. De faire un registre, sur chaque feuillet duquel il écrira le nom de

chaque débiteur, & la nature & quotité des cens, rentes & autres redevances qu'il doit à la seigneurie dans l'ordre du terrier, en marquant les *fol.* où sont les reconnoissances qu'il datera, & il observera de laisser une marge assez large pour écrire les mutations.

90. 2°. Il faut collationner & vérifier avec le procureur-fiscal tous les articles mis en la liève, examiner s'ils sont conformes au terrier; & afin qu'on n'y puisse rien changer, les faire tous parapher par le même procureur-fiscal.

91. 3°. On portera la liève au timbre pour la faire timbrer, ainsi qu'il est prescrit par l'ordonnance des aydes.

92. 4°. On requerra le juge de la seigneurie d'en parapher tous les feuillets par premier & dernier; il en sera dressé procès verbal, & l'expédition jointe à la liève.

93. 5°. Le fermier écrira jour par jour les paiements qui lui seront faits, au bas de chaque article, fera signer le censitaire, s'il sçait signer; & ne recevra jamais aucun droit sans donner quittance.

94. 6°. Il faut observer à chaque mutation, ou changement de propriétaire, de marquer en marge de la liève, & vis-à-vis l'héritage mentionné en l'article, le nom du nouveau possesseur.

95. 7°. A la fin de son bail, le fermier comptera sur la liève avec chaque censitaire; il sera fait mention si le censitaire a entièrement payé, s'il redoit quelque chose, s'il n'y a point de poursuite à cet égard, afin de constater clairement l'état où il laisse les choses; il sera plus régulier que cet arrêté de compte soit signé du censitaire.

96. 8°. Toutes ces choses remplies exactement, le fermier représentera sa liève au juge, & fera son affirmation que les reçus & paiements mentionnés en icelle sont sincères, & ce en présence du procureur-fiscal, dont & du

tout sera dressé procès-verbal, dont expédition sera jointe à la liève.

97. 9°. Le fermier enfin remettra la liève au seigneur, & il en tirera décharge.

98. Le seigneur qui, en affermant sa terre, donne à son fermier une lieue, est garant de tous les cens, devoirs & redevances qui y sont énoncés. *Voyez* Papon, liv. 11, n°. 17; Louis sur la coutume du Maine, art. 410; Boucheuil sur la coutume de Poitou, art. 157, nomb. 9 & 10.

99. Le fermier à qui on a remis une liève, ne doit point recevoir des censitaires de plus grands droits que ceux qui y sont portés; sinon il s'exposeroit aux peines prononcées par les ordonnances contre ceux qui, sans droit, lèvent avec exaction des deniers sur les sujets du Roi. *Voyez* Freminville, tome 5; il a fort bien traité cette matière.

100. LIEUE, à proprement parler, est un certain espace de terrain considéré dans sa longueur pour mesurer la distance d'un lieu à un autre; mais dans le langage des coutumes, ce mot signifie quelquefois l'étendue du terrain sur lequel un moulin bannal peut chasser.

101. Suivant la coutume de Touraine, art. 13; celle de Lodunois, chap. 1, art. 9, la lieue du moulin bannier doit avoir deux mille pas, chaque pas valant cinq pieds, à prendre de la huche du moulin jusqu'à l'enclos de la maison du sujet bannier. Dans la coutume d'Anjou, art. 22, dans celle du Maine, art. 23, la lieue du moulin bannal doit contenir mille tours de roue, ayant ladite roue quinze pieds de tour & de circuit par dehors, à prendre depuis la maison du sujet bannier jusqu'au moulin. *Voyez* Banlieue.

102. LIEUTENANT DE JUSTICES SEIGNEURIALES : c'est un officier qui a séance après le bailli, & qui même le remplace en cas d'absence, maladie,

récusation , & autre légitime empêchement.

103. Tous les seigneurs n'ont pas droit de nommer des lieutenants à leurs baillis ; il n'y a que ceux qui sont fondés en titres ou en possession immémoriale. Arrêt du mois d'août 1702 , rapporté au *journal des audiences*, tom. 5 , liv. 2 , chap. 53. *Voyez* encore l'art. 122 de l'ordonnance de 1629. *Voyez* Justice.

104. LIGE, ancien terme féodal, fort employé dans les coutumes ; il signifie lié au service du seigneur suzerain d'une manière plus étroite que les autres vassaux. Le mot *lige* ne s'emploie jamais sans l'addition de quelqu'autre mot ; on dit : homme lige , fief lige , hommage lige , tenure lige , &c.

105. J'adopte volontiers le sentiment de ceux qui veulent que ce mot *lige* vienne du mot latin *ligare* ; cette étymologie est assez analogue aux devoirs du vassal lige envers son seigneur , & aux cérémonies de l'hommage lige , dont une des plus remarquables étoit de lier le ponce du vassal & de lui serrer les mains entre celles du seigneur , pour lui faire entendre combien il lui étoit étroitement attaché par son serment.

106. L'hommage lige n'a pas son origine au temps précisément que les fiefs devinrent héréditaires ; ce n'est que sous la troisième race de nos Rois qu'on trouve l'hommage lige établi ; & la première charte où ce mot soit employé , est l'investiture que Louis le Gros donna à Foulques , comte d'Anjou , environ l'an 1135. Le mot *lige* se trouve encore dans une lettre de saint Bernard qui vivoit précisément dans ce temps. Depuis , tous les hommages rendus à nos Rois par les grands vassaux , les comtes de Bretagne , d'Anjou , de Flandres , les Rois d'Angleterre , ont tous été liges. Edouard III , comme duc de Guyenne & pair de France , ayant rendu hom-

mage au Roi Philippe de Valois , le 6 juin 1329 , sans spécifier la nature de l'hommage , le Roi prétendit qu'il devoit être lige ; Edouard fut forcé de le reconnoître tel , sur les menaces que lui fit Philippe d'envoyer une armée en Guyenne.

107. Outre les obligations communes aux autres hommages , le lige avoit cela de particulier , qu'il obligeoit le vassal à servir son seigneur envers & contre tous ceux qui peuvent vivre & mourir ; & celui qui une fois avoit rendu l'hommage lige , étoit toujours tenu de le garder , soit qu'il possédât le fief sujet à l'hommage , soit qu'il ne le possédât pas.

108. Les obligations contractées par l'hommage lige , les serments qui accompagnent cet engagement solennel , les cérémonies avec lesquelles on l'exigeoit , furent sans doute imaginées par nos Rois pour s'assurer plus positivement de la foi de leurs vassaux ; ces guerriers toujours inquiets , encore barbares , la respectoient peu : nos anciennes histoires sont pleines de leurs révoltes & de leurs perfidies.

109. Louis le Gros les éprouva comme ses prédécesseurs ; il combattit longtemps contre ses vassaux rebelles ; & comme ce n'est que sous son règne que nous trouvons les premiers vestiges de l'hommage lige , on pourroit croire que lui ou ses ministres , l'abbé Suger , les frères Garlande , grands politiques , imaginèrent cette nouvelle espèce d'hommage pour en imposer à des vassaux que souvent ils avoient peine à contenir par les armes.

110. Quoi qu'il en soit , depuis Louis le Gros , les hommages rendus à nos Rois par leurs vassaux , ont toujours été liges , & nos Rois les ont toujours prétendus tels ; mais c'est une erreur , comme l'a fort bien remarqué l'abbé Velly dans *sa nouvelle histoire de France* , de
penser

penfer avec quelques ſçavants , que les ſeuls ſouverains recevoient des hommages liges ; le contraire eſt prouvé par les anciens monuments de notre hiſtoire ; on y trouve une infinité d'hommages liges faits aux comtes & à de moins ſeigneurs. *Voyez* les aſſiſes de Jérusalem , chap. 205 , 222 ; les obſervations ſur les aſſiſes de Jérusalem , pages 258 , 265 , 266. Cette vérité eſt encore évidemment conſtatée par la plûpart de nos coutumes , où l'hommage lige ou plein eſt par-tout oppoſé à l'hommage ſimple. *Voyez* Lodunois , chap. 36 , art. 11 & 12 ; chap. 38 , art. 6 ; Anjou , art. 129 , 130 , 137 , 138 , 187 , 188 ; le Maine , art. 140 , 141 , 148 ; Tours , art. 115 , 362 ; Bretagne , art. 333 ; Angoumois , art. 20 , & pluſieurs autres. C'eſt ſans doute ſur le témoignage de ces coutumes que les anciens praticiens , comme Boutillier en ſa ſomme rurale , enſeignent que les reliefs ſont différens ſuivant la différence du lige ; que les fiefs de plein lige doivent 10 livres de relief , & que ceux de demi-lige n'en doivent que cinq. *Voyez* l'indice des droits royaux de Ragueau , verbo Lige. *Voyez* Fief lige , Hommage lige , Homme lige.

111. LIGENCE. Ce mot eſt employé dans quelques coutumes & dans quelques auteurs , pour exprimer les obligations dont eſt tenu le vaſſal qui poſſède un fief tenu ligement. La principale de ces obligations eſt de faire perſonnellement la garde au château du ſeigneur en temps de guerre. *Voyez* le Maine , art. 145 , 146 , 147 ; Bretagne , art. 329 , 330 , 332 ; Froiſſart , liv. 1 , chap. 212.

112. D'anciens arrêts rapportés par Ragueau , *loco citato* , font mention de cette ligence ; dans celui de Jean de Crevan , du 21 janvier 1410 , il eſt dit que les vaſſaux liges doivent ligence quand ils en ſont requis , c'eſt-à-dire ,

Partie II.

qu'ils doivent garder le château de leur ſeigneur pendant un certain nombre de jours & de nuits , ſelon que leurs fiefs en ſont chargés ; & ſi le vaſſal ne fait ſon devoir , le ſeigneur peut ſaiſir ſon fief. La même choſe eſt décidée par un autre arrêt du 17 avril 1453.

113. LIT DE JUSTICE , eſt un trône ſur lequel le Roi eſt élevé , dans le parlement ou dans ſon palais , lorsqu'en préſence de ſon parlement , des ducs & pairs & des grands officiers de la couronne , il veut traiter des affaires majeures de l'état.

114. Le premier lit de juſtice dont il ſoit fait mention dans notre hiſtoire , eſt celui tenu par Philippe de Valois au louvre en 1331 , où Robert d'Artois , convaincu de faux , fut condamné au banniſſement hors du royaume , avec conſiſcation de ſes biens. M. le préſident Hénaut remarque qu'à cette occaſion le Roi émancipa ſon fils aîné Jean , duc de Normandie , & le fit pair , afin que la cour fût ſuffiſamment garnie de pairs.

115. LIT DE RIVIÈRE ENTRE DEUX SEIGNEURIES. Il n'eſt queſtion ici que des petites rivières ſeigneuriales , qui conſtamment appartiennent aux ſeigneurs dont elles arroſent les terres. Lorſquelles coulent entre deux ſeigneuries , alors chaque ſeigneur a la rivière du côté de ſon bord juſqu'au fil du cours de l'eau. *Voyez* les inſtit. coutum. de Loysel , tom. 1 , liv. 2 , tit. 2 , règles 6 & 7. Suivant ce principe , l'un des deux ſeigneurs de la rivière n'y peut rien entreprendre que ſur le bord de ſon côté juſqu'au fil de l'eau. *Voyez* Henrys , édit. de 1708 , tom. 2 , liv. 3 , queſt. 5 & 6.

116. S'il convenoit de curer la rivière , l'opération ſe feroit ſans contredit aux frais des deux ſeigneurs ; & ſi l'un d'eux étoit reſuſant de ſ'y prêter , l'autre , après une ſomation , pourroit

G

faire faire le curage , & faire condamner l'autre à payer la moitié des frais du curage.

117. Si le seigneur d'un bord prescrivait la seigneurie de l'autre bord , alors il auroit prescrit le cours de l'eau , & l'autre seigneur ne pourroit plus prétendre aucun droit dans la rivière , ni y pêcher , parce qu'ayant perdu la directe & la seigneurie de son bord , il n'auroit plus qualité pour le pouvoir faire.

* 118. LITRES, ou CEINTURES FUNÈBRES, sont des bandes ou traces de peinture noire, de la largeur de deux pieds au plus , mises tout au tour d'une église ou chapelle , en dedans & en dehors , en signe du deuil du patron ou du seigneur haut justicier , sur lesquelles les écussons des armes sont peintes de distance en distance.

119. Presque tous les auteurs tirent l'étymologie du mot *litres* , de celui de *litura* , qui signifie effaçure , parce que , comme dit M. Dolive , liv. 2 , chap. 11 , c'est un ornement par lequel , en effaçant la couleur de la muraille de l'église , on conserve la mémoire de ceux que la nature a effacés du nombre des vivans. Voyez M. du Cange , verbo *Litra* ; Despeisses , *des droits seigneuriaux* , tit. 5 , art. 2 , sect. 7 , nomb. 1 ; & Marechal , *des droits honorifiques* , chap. 5.

120. Les litres sont incontestablement partie des droits honorifiques de l'église : ainsi il n'y a que le patron & le haut justicier qui puissent prétendre cette prérogative ; *quia secundum chass. in cons. Burg. arma & insignia insculpere , est honoris , & jurisdictionis*. Voyez Loyseau , *des seigneuries* , chap. 11 , nomb. 46 ; Dolive , *loco citato* ; Bacquet , *des droits de justice* , chap. 20 , nomb. 18 ; Maréchal , *dict. cap. 5*.

121. Les seigneurs dont moyens & bas justiciers , féodaux ou censiers , ni les simples bienfaiteurs ne peuvent point

prétendre cette marque d'honneur ; comme il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse de l'année 1592 , rapporté par Dolive , liv. 2 , chap. 11 ; Bacquet , *des droits de justice* , chap. 20 , n. 21 ; Maréchal , *des droits honorifiques* , chap. 5 ; la Peyrere , lett. L , nomb. 94 ; Despeisses , *des droits seigneuriaux* , tit. 5 , art. 2 , sect. 7 , nomb. 8 ; à moins que lesdits seigneurs ou bienfaiteurs ne soient en possession immémoriale de jouir de ce droit ; Dolive , Despeisses & la Peyrere , *ibid.*

122. *Nota.* 1°. que dans le concours de deux seigneurs hauts justiciers , les héritiers de l'un & de l'autre peuvent faire mettre litres dans l'église , le cas échéant. La Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 23 , art. 1 ; Dolive , en ses arrêts , liv. 2 , chap. 11 , *in fin.* Il est vrai que , si l'un d'eux fait hommage à l'autre , l'hommager est tenu de mettre ses litres au-dessous de celles du seigneur dominant , pour marque de sa dépendance ; M. Dolive , *loco citato*. Mais s'ils sont indépendans l'un de l'autre , j'estime qu'ils doivent avoir alternativement le haut & le bas.

123. *Nota.* 2°. que les litres du patron doivent être mises au-dessus de celles du seigneur haut justicier , *argum. cap. nobis ex. de jur. patron.* où il est dit : *pro fundatione quoque ecclesie , honor processionis fundatori servatur* , jugé par arrêt du parlement de Paris du 23 août 1614 , rapporté par le Prestre , en ses arrêts de la cinquième chambre ; & par arrêt du parlement de Bordeaux du 4 février 1581 , recueilli par Automne , *ad l. 10 , cod. de ing. man.* Les raisons en sont remarquées par Marechal , *loco citato*.

124. *Nota.* 3°. qu'on ne suit point dans l'usage le sentiment de Despeisses , *des droits seigneuriaux* , tit. 5 , art. 2 , sect. 7 , n. 5 , ni l'arrêt de le Prestre , suivant lesquels la faculté de mettre

titres autour de l'église, tant par dedans que par dehors, n'appartient qu'au seigneur haut justicier, à l'exclusion même du patron, qui ne peut les mettre qu'au dedans de l'église: car il est certain que ce droit n'appartient pas moins au patron qu'au seigneur haut justicier; & il seroit ridicule d'enseigner, ainsi que font tous les auteurs, que les droits honorifiques appartiennent au patron par préférence, qu'il est en droit de mettre ses litres au-dessus de celles du seigneur haut justicier, & que néanmoins il ne pût pas les mettre par dehors l'église, ainsi que le seigneur haut justicier; aussi ne trouve-t-on point d'autres auteurs de ce sentiment.

125. *Nota.* 4°. que le curé n'a point la faculté de mettre litres, ni même ses simples armoiries dans son église, sans la permission du patron & du seigneur haut justicier. Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 5, art. 2, sect. 7, nomb. dernier.

126. *Nota.* 5°. qu'il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux, du 27 juillet 1645, rapporté par le gloss. de la Peyrere, lett. L, nomb. 94, que tous les enfans d'un seigneur haut justicier ne doivent avoir que la même litre, & qu'en cas de concours des puînés avec l'aîné, les armes de l'aîné devoient être mises les premières.

127. *Nota.* 6°. qu'il y a une autre espèce de litre ou ceinture funèbre qui se fait de damas, velours ou autre étoffe précieuse, & qui se met seulement au-dedans de l'église; mais cette espèce de litre doit être ôtée après l'an & jour, & appartient à la fabrique de l'église. Voyez Bacquet, *des droits de justice*, chap. 20, nomb. dernier.

128. *Nota.* 7°. qu'un simple gentilhomme, ou autre personne, qui a fondé une chapelle dans une église, peut faire mettre litre au-dedans de sa dite chapelle, au-dessous néanmoins de

celle du patron de l'église ou du seigneur haut justicier. Matechal, *des droits honorifiques*, chap. 5.

129. *Nota.* 8°. que le droit de litre n'appartient qu'au propriétaire de la haute justice, & non à l'usufruitier ni à la douairière, ni même au seigneur engagiste d'une terre du domaine. Chopin, *de doman. lib.* 3, tit. 19, n. 16.]

130: LOCAL. En matière de coutume on dit, une coutume locale, pour dire, une coutume qui est particulière à un lieu, à une seigneurie, & qui est différente de la coutume générale de la province; telles sont les coutumes locales de la province de Berry, ramassées par la Thaumassiere; telles sont quantité d'autres qu'on peut voir dans le coutumier général. Il est à propos d'observer que ces coutumes locales ne peuvent être employées comme loi qu'autant qu'elles ont, ainsi que les coutumes générales, été rédigées par l'autorité publique & homologuées au parlement.

*131. LODS ET VENTES. On entend par ces deux termes (qui signifient la même chose), un certain droit que l'acquéreur d'un héritage censuel est obligé de payer au seigneur direct, duquel ledit héritage relève immédiatement,

132. Le mot de *lods* dérive, selon quelques-uns, du mot *leudes*, ancien terme françois, qui signifie *loyal*, parce que les sujets d'un seigneur doivent lui être loyaux & fidèles. Mornac, *ad l. ult. cod. de jure emphit.* Datgentré, *tract. de laudem.* cap. 1. Selon d'autres, ce terme vient du verbe *laudare* seu *approbare*, parce que ce droit se paie au seigneur pour louer, c'est-à-dire, agréer & investir le nouvel acquéreur. Cujas, *ad l. in conventionibus ff. de verbor. signif.* Loyseau, en son traité du déguerpissement, liv. 1, chap. 5, n. 4; Molin. *in consuet. Paris.* tit. 2, §. 76, n. 1; Catondas, en ses observations, verbo

Lods. Il y en a d'autres enfin qui tiennent que le mot de *lods* dérive de *lot*, c'est-à-dire, part & portion, parce que ce droit n'est autre chose que le lot ou la portion qui revient au seigneur direct du prix de la vente de l'héritage censuel; Loyseau en son traité *des offices*, liv. 3, chap. 3, n. 28. Quoi qu'il en soit de l'étymologie de ce mot, il est certain que les lods sont, après le cens, le principal droit utile du domaine direct; ainsi il convient de rapporter avec ordre les décisions que la jurisprudence des arrêts & les docteurs nous ont données sur cette matière importante.

133. Par arrêt du parlement de Bretagne du 14 mars 1608, rapporté par Belord. en ses observations, liv. 4, part. 4, art. 8, il a été jugé que les lods & ventes sont dus au fermier du temps du contrat de vente, & non à celui du temps de la promesse de vendre; quoique lors de ladite promesse l'acquéreur ait avancé une partie considérable du prix de l'acquisition. La raison est, parce que la promesse de vendre n'est pas vendre, ainsi que le dit la Peyrere, lett. N, n. 27, qui ajoute que, si la promesse de vendre est faite à prix d'argent, il n'en est point dû lods & ventes; mais que si la vente s'ensuit, il est dû vente, & du prix de la promesse & du prix de la vente. La raison est, ce me semble, parce que le prix de la promesse ne peut être regardé que comme faisant partie du prix de la vente. *Vide Argent. Traët. de laudim. cap. 1, §. 14*; Dumoulin, sur la coutume de Paris, tit. 2, glos. 2, nomb. 78.

134. Par arrêt du parlement de Bretagne de l'an 1576, rapporté par Dargentré, *traët. de laudim. cap. 1, §. 19*, il a été jugé que les lods du supplément volontaire du prix de l'acquisition sont dus au fermier du tems du supplément, à l'exclusion du fermier du temps du contrat de vente. *Idem judicatum* par

arrêt du parlement de Paris du 5 janvier 1565, rapporté par Carondas en ses pandectes, liv. 2, chap. 16. *Voyez* la Peyrere, lett. V, nomb. 41 & 53. Il en seroit autrement, si le supplément du prix étoit nécessaire, ainsi que le remarque Dargentré, *traët. laudim. cap. 2*; car en ce cas les lods seroient dus au fermier du temps de la vente, parce qu'il est censé que ce supplément fait une partie essentielle du prix de l'acquisition, & que les parties en ont tacitement convenu lors de la vente. *Voyez* Rebuffe, *traët. de recif. contract. art. 1, glos. 23, n. 23*; & *ad l. 79, ff. de verb. sign.*

135. Par arrêt du parlement de Toulouse du mois de juin 1563, rapporté par Maynard, liv. 4, chap. 36, il a été jugé que si le prochain lignager retire l'héritage vendu, l'acquéreur n'est point tenu de payer les lods & ventes pour lesquels le seigneur doit s'en prendre au retrayant. *Idem judicatum*, par arrêt du parlement de Paris du dernier mai 1582, rapporté par Chopin, *de morib. Paris. lib. 1, tit. 3, num. 8*.

136. Ces arrêts sont conformes à la doctrine de Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 7, & *traët. de laudim. cap. 3*, & de Tiraqueau, *traët. de retr. municip. §. 29, glos. 1 & 2*. La raison est, parce que le retrait lignager faisant passer l'héritage vendu en la personne du lignager, il n'est pas juste que l'acquéreur paie les lods d'une acquisition anéantie par le moyen du retrait, pour avoir ensuite l'embarras de les répéter du lignager. Que si l'acquéreur a payé les lods avant le retrait, il ne peut point en demander le remboursement au seigneur, mais bien au retrayant qui est tenu de les lui rendre en entier, encore que le seigneur s'en fût relâché en tout ou en partie en faveur dudit acquéreur. Dargentré, *traët. laudim. cap. 3*; Maynard, liv. 4, chap. 23; Molin.

ad consuet. Paris. tit. 1, §. 22, n. 6; Chopin, andeg. lib. 3, cap. 1, tit. 5, n. 24.

137. Par arrêt du parlement de Paris du 23 août 1540, rapporté par Chopin, *de morib. Paris. lib. 1, tit. 2, n. 23*, il a été jugé que, quoique l'acquéreur évincé n'ait point payé de lods & ventes à cause de son exemption, néanmoins le retrayant doit les lui payer. La raison est, parce que le privilège de l'acquéreur doit tourner à son profit, & non à celui du retrayant.

138. Il a été jugé par deux arrêts du parlement de Paris, l'un du 8 juin 1606, & l'autre du 27 juin 1611, rapportés par Brodeau sur Louet, lett. S, chap. 22, que le retrayant doit rembourser les lods & ventes à l'acquéreur, sans pouvoir profiter de la remise ou relâche faite par le seigneur à l'acquéreur. La raison est, parce qu'il est censé que le seigneur n'a fait cette gratification, *nisi intuitu emptoris*, par reconnoissance ou pour récompense de services. *Voyez* Expilly en ses arrêts, chap. 151; Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 3, chap. 1, tit. 5, nomb. dern. boër. décis. 231, num. 3 & *sequent.* D'où il suit que l'acquéreur ne peut être tenu d'affirmer quelle somme il a payée au seigneur pour les lods & ventes, ni d'en rapporter quittance, parce que le retrayant est obligé d'en faire le remboursement sur le pied fixé par la coutume. *Vide* Retrait, n. 51.

139. Par arrêt du parlement de Paris du 10 août 1626, rapporté par le Prestre en ses arrêts de la cinquième chambre sur l'année 1626, il a été jugé que, si l'acquéreur & le retrayant ont également le privilège de ne pas payer les lods & ventes, le retrayant n'est pas obligé de les rembourser à l'acquéreur. *Idem judicatum* par arrêt du même parlement du 5 avril 1607, rapporté par Louet, lett. S, chap. 22. *Idem*, encore

jugé par un autre arrêt du même parlement du 21 août 1649, recueilli par Dufresne en son journal, liv. 5, chap. 42. La raison est, *quia ubi paria privilegia sunt, neuter utitur privilegio; tantum enim juris habet unus ad resistendum, quantum alius ad obtinendum.* A quoi revient la maxime, *cessat privilegium in privilegiatis.*

140. Par arrêt du parlement de Paris du 6 septembre 1586, rapporté par Carondas en ses observations, *verbo* Droits, il a été jugé que la quantité des lods doit se régler suivant la coutume du lieu où les biens acquis sont situés, à moins qu'elle ne soit réglée par le bail à cens.

141. Il n'y a rien sur quoi les coutumes soient moins d'accord que sur la quantité des lods; les unes la fixant à la sixième partie du prix, les autres à la huitième, d'autres à la dixième, douzième & vingtième. *Voyez* Dargentré, *tract. de laudem. cap. 5*; Chopin, *de jurisdict. andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 3, n. 2*; Bugn. en ses loix abrogées, liv. 2, chap. 232. Ce droit est modéré au cinquantième denier, suivant la loi dernière, *cod. de jur. emphyt.* Mais je ne sçache point d'endroits où elle soit observée. Ainsi la coutume de chaque lieu est la seule règle qu'il faut suivre en cette matière. *L. si publicanus 4, ff. de publican. & l. 34, ff. de divers. reg. jur.* Néanmoins l'emphytéote peut prescrire la quantité de lods contre la disposition de la coutume par l'espace de trente ans ou au dessus. Chopin, *l'eco citato.*

142. Que si la coutume du lieu où les biens sont assis ne dispose pas de la quantité des lods, il faut suivre la coutume la plus voisine. *Voyez* Imbert, *in enchirid. verbo* Coutume. D'autres disent qu'en ce cas il faut suivre la disposition de la coutume de Paris, comme plus juste & plus étendue que les autres.

143. Par arrêt du parlement de Toulouse, rendu contre le syndic du monastère d'Ardotel, rapporté sans date par Despeisses, *des lods*, sect. 5, part. 4, n. 2 *in fin.* il a été jugé que, si la quantité des lods a été augmentée par une convention postérieure au bail à cens, ils ne doivent point être payés suivant ladite convention, mais bien suivant le titre primordial. La raison de cet arrêt est, parce qu'une pareille convention postérieure au bail à cens est regardée comme une surcharge causée par la force & l'autorité; c'est pourquoi il en feroit autrement, si la convention postérieure contenoit une moindre quantité de lods que le bail à cens; car en ce cas il faudroit exécuter cette convention, parce qu'il n'est point censé que cette diminution ait été causée par aucune impression, mais seulement par la libre volonté du seigneur, qui a voulu reconnaître ou récompenser par cet endroit les services de son emphytéote. *Argum. l. Arrianus 47, ff. de obligationibus & act.*

144. Par arrêt du parlement de Dijon du 29 janvier 1607, rapporté par Bouvot, tom. 2, quest. 12, il a été jugé que les lods sont dus au seigneur, quoique les conventions de la vente ne soient pas rédigées par écrit, pourvu que les parties ne défavouent pas ladite vente. La raison est, parce que l'écriture n'est pas de l'essence du contrat de vente. *L. inter patrem 2, §. 1, ff. de contrahendâ empt. L. non idcirco 12, cod. eod. & l. 10, cod. de fide instrum.*

145. Par arrêt du parlement de Paris prononcé en robes rouges le 23 décembre 1587, rapporté par Carondas en ses réponses, liv. 3, chap. 78, il a été jugé que le seigneur peut exiger les lods d'une vente faite par celui qui n'étoit pas le maître de la chose vendue. Ce qui est conforme à la doctrine de Dargentré, *tract. de laudim. cap. 1, §. 1; de Du-*

moulin sur la coutume de Paris, titre *des censives*, §. 78, glos. 1, n. 23, & de Carondas au lieu cité, qui rapporte d'autres arrêts qui l'ont jugé de même, contre l'opinion de Faber en son code, liv. 4, tit. dern. défin. 74. Il est vrai que, si le propriétaire de la chose vendue vient à évincer l'acquéreur, le seigneur est obligé de rembourser les lods qu'il avoit reçus.

146. Par arrêt du parlement de Paris du 8 mai 1602, rapporté par Peleus en ses actions forens. liv. 6, chap. 27, il a été jugé que le seigneur peut demander le paiement des lods d'un décret, encore qu'il y en ait appel, en donnant caution de les restituer, au cas que ledit décret soit cassé.

147. Par arrêt du parlement d'Aix; prononcé en robes rouges le 17 mars 1570, rapporté par Stephan. à sancto Joanne, *quest. 20*, il a été jugé que les lods du décret sont dus au seigneur, quoique le débiteur saisi ait fait rabattre le décret en payant la dette.

148. Par arrêt du parlement de Toulouse du 12 mai 1633, rapporté par M. Dolive en ses questions notables, liv. 2, chap. 18, *in princ.* il a été jugé que les lods & ventes d'un rabatement de décret sont dus au seigneur. Cet arrêt souffre beaucoup de difficulté, parce qu'encore que le rabatement de décret soit un effet de la grace des juges souverains, comme dit Dolive, *ibid.* néanmoins il est certain que l'usage constant étant d'admettre ledit rabatement, cette grace est devenue une espèce de nécessité. Voyez Faber en son code, liv. 4, tit. dern. défin. 30.

149. Il est dû lods & ventes des contrats à faculté de rachat, parce que la vente à faculté de rachat est pure & simple, quoiqu'elle puisse être résolue en vertu d'une paction qui fait partie du contrat. C'est pour la même raison que les lods & ventes sont dus au fer-

mier du temps de la vente, & non pas à celui qui se trouve fermier au temps où le pacte de rachat expire. Ann. Robert, *rerum judic.* 3, cap. 18; mais il faut prendre garde que, si la faculté de réméré est exercée dans le temps, le seigneur est tenu de rembourser les lods qu'il a reçus, parce que le rachat rétablit la chose au même état qu'elle étoit auparavant, & la réduit *ad non causam*, comme ayant force résolutive de son principe, à moins que la faculté de rachat ne fût pour au-dessus de neuf ans; car alors les lods & ventes appartiennent incommutablement au seigneur, encore que le rachat soit exercé dans son temps. Louet & Brodeau, lett. V, chap. 12 & 31, & les auteurs qu'ils citent; la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 38, art. 4.

150. Mais il n'est point dû lods & ventes de la revente qui se fait en vertu du pacte de rachat, pourvu qu'elle soit faite dans le temps de la grace. *Non enim videtur nova venditio, sed simplex restitutio, sive retraditio rei, facta ex pacto apposito in primâ venditione.* Molin. *in consuet. Paris.* tit. 1, gloss. 1, *in verbo* Droit de relief, n. 12. Voyez Balde sur la loi dernière, §. *quoties*, ff. *de publican.* Il y a néanmoins quelques courumes qui font payer les lods de la revente, comme celle de Nivernois, titre *des fiefs*, art. 23, que Guy-Coquille qualifie de dure & de rigoureuse.

151. Sur quoi remarquez que, si le vendeur à pacte de rachat vend la faculté à l'acquéreur, il est dû lods & vente au seigneur du prix de la vente de ladite faculté. Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, §. 78, gloss. 1, n. 52. Mais non pas si la faculté de rachat étoit vendue à un tiers, suivant Dargentré *in consuet. Britan.* art. 59, notab. 2, n. 15; & art. 64, notab. 1, n. 6. Vid. eund. tract. *de laudim.* cap. 1,

§. 10; *contrà* la Peyrere, lett. V, n. 26, qui est d'avis que les lods sont dus au seigneur lorsque le vendeur cède à prix d'argent la faculté de rachat à un tiers. En effet, les raisonnements employés par les auteurs pour établir à cet égard une différence entre la vente de la faculté faite à l'acquéreur & celle faite à un tiers, ne sont appuyés que sur une trop grande subtilité.

152. Les lods & ventes ne sont point dus pour vente de fruits seuls, encore que la vente desdits fruits soit faite pour dix ans ou au-dessus. Dargentré, tract. *de laudim.* cap. 1, §. 42; Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 1, §. 78, gloss. 1, n. 12; Boër. décis. 234, n. 5; Ferr. *ad quest.* 48 & 162; Guid-Pap. *contrà*; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 12, n. 21.

153. *Ubi nota*, que les lods & ventes ne sont point dus de la vente des fruits séparés du fonds, quoiqu'ils soient vendus conjointement avec ledit fonds. Ranch. décis. part. 2, conclus. 309. La raison est, parce que d'abord que les fruits sont séparés du fonds, ils ne sont plus considérés que comme des effets mobiliers dont la vente ne produit jamais de lods.

154. C'est pourquoi il en seroit autrement si les fruits étoient vendus avec le fonds, avant d'en être séparés; car alors les lods seroient dus de l'entier prix. Dargentré *de laudim.* cap. 1, §. 27; Ranch. décis. part. 3, conclus. 115; Boër. décis. 229, n. 1. *Vide l. ult.* §. *penult.* ff. *quæ in fraud. credit.* La raison est, *quia fructus pendentes pars fundi videntur*, comme il est dit en la loi *fructus* 43, ff. *de rei vindic.*

155. Les lods sont pareillement dus, quoique le fonds & les fruits aient été vendus séparément au même acquéreur ou à une autre personne par lui interposée. Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, §. 78, gloss. 3, n. 323.

parce qu'il est censé que ces deux contrats n'ont été faits que pour frustrer le seigneur des lods qui lui sont dus.

156. Par arrêt du parlement de Paris du 5 janvier 1563, rapporté par Maynard, liv. 6, chap. 28, il a été jugé que les lods sont dus du supplément du juste prix; *idem judicatum*, par arrêt du parlement de Toulouse du 17 juin 1566, rapporté par Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 35. Ces arrêts sont conformes à la doctrine de Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, §. 78, glos. 5, n. 2 & 3; du président Faber en son cod. liv. 4, tit. dern. défin. 80; de Rebuffe, *ad l. appellatione rei*, ff. de verbor. signif. de Carondas en ses réponses, liv. 7, ch. 111. La raison est, parce que le supplément fait partie du prix de la vente.

157. Par arrêt du parlement de Toulouse du 9 février 1587, rapporté par Maynard, liv. 4, chap. 30 *in princ.* il a été jugé que les lods sont dus au seigneur de l'adjudication d'un immeuble, faite à un créancier pour le paiement de sa dette, le bail en paiement produisant à l'égard du créancier le même effet qu'une véritable vente. *L. apud Celsum*, §. 13, ff. de dol. mal. & met. except. *L. si pradium*, cod. de evict. & l. 44, ff. de solut. Il s'ensuit qu'il est dû lods du fonds donné en paiement. Voyez Ranch. decis. part. 3, conclus. 500; Faber en son cod. liv. 4, tit. dern. défin. 55; le Prestre, centurie 2, chap. 38; Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 66; Carondas en ses pandectes, liv. 2, chap. 16; Bouvot, tom. 2, quest. 16.

158. Par arrêt du parlement de Bretagne du mois de septembre 1603, rapporté par Belord. en ses observations, liv. 4, part. 4, art. 5, il a été jugé que le seigneur, pour le paiement des lods, doit être préféré à tous les créanciers de l'emphytéote. La raison est, parce que

le fonds emphytéotique est tacitement hypothéqué aux droits seigneuriaux depuis le jour du contrat d'inféodation. Voyez Henrys & Bretonnier, tom. 2, liv. 3, quest. 18; & la Peyrere, lett. V, n. 61, qui donne la préférence au vendeur à l'égard des lods & ventes, mais non pas en la rente. Cette distinction me semble très-juste, parce que les lods & ventes ne sont dus qu'en conséquence du contrat de vente; au lieu que la rente est précisément due en conséquence du bail à cens.

159. Par arrêt du parlement de Paris du 20 février 1586, rapporté par Carondas en ses pandectes, liv. 2, chap. 16, il a été jugé que les lods ne sont pas dus lorsque les contractans se sont mutuellement départis de la vente, avant qu'elle ait été consommée par le paiement du prix & par la tradition réelle de la chose. *Idem judicatum* par arrêt du parlement de Bretagne du 18 avril 1596, rapporté par Belord. en ses observations, liv. 4, part. 2, art. 6. La raison est, *quia ex obligationes quæ consensu contrahuntur, contrariâ voluntate dissolvuntur*, comme il est dit au §. dernier, *inst. quib. mol. toll. obligat.* & parce qu'une telle vente n'ayant point dépouillé le vendeur, le seigneur ne peut pas prétendre les lods qui sont payés *pro labore investiturae*. Voyez Chopin, de morib. Paris. lib. 1, tit. 2, n. 29; la Peyrere, lett. V, n. 34, & les auteurs qu'il cite.

160. Par arrêt du parlement de Toulouse de l'année 1582, rapporté par Maynard, liv. 4, chap. 51, rendu à son rapport, il a été jugé que, si l'adjudicataire cède son droit à un tiers avant la prise de possession, les lods ne sont point dus par l'adjudicataire, mais seulement par celui à qui il a cédé son droit. *Idem judicatum* par arrêt du parlement de Bretagne du 30 octobre 1576, rapporté par Chopin, de morib. Paris. lib.

lib. 1, tit. 3, n. 13. Les lods n'étant jamais dus que quand il y a translation de propriété & changement de main ; il est certain que l'adjudicataire qui remet son droit à un tiers, avant la prise de possession, ne sçauroit être assujetti au paiement des lods. *Voyez Carondas en ses pandectes, liv. 2, chap. 16, & en ses observations, verbo Lods ; la Roche, des droits seigneuriaux, chap. 38, art. 8.* Il en seroit autrement si le décret étoit consommé, au moyen de la prise de possession ; car en ce cas il est sans difficulté qu'il seroit dû doubles lods, sçavoir, par l'adjudicataire & par son cessionnaire, parce que l'adjudicataire ayant pris possession, il s'est fait changement de main à son égard.

161. Par arrêt du parlement de Paris du 20 février 1586, rapporté par Chopin, *de jurisdict. andeg. lib. 2, part. 2, cap. 2, tit. 2, n. 4*, il a été jugé que le seigneur ne pouvoit pas demander les lods d'une vente résolue, en vertu d'un pacte apposé en icelle ; *quia tunc venditio est purè conditionalis.*

162. Par arrêt du parlement de Paris du 23 décembre 1592, rapporté par Carondas en ses observations, *verbo Cens, & verbo Lods*, il a été jugé que les lods ne sont pas dus des ventes qui sont déclarées nulles. *Idem judic.* par arrêt du parlement de Dijon du 5 mai 1616, rapporté par Bouvot, tom. 2, *verbo Lods*, quest. 17 ; & par autre arrêt du 7 mai 1552, rapporté par Automne *ad l. non dubium, cod. de legib.* Ces arrêts sont conformes à la doctrine de Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 59, *not. ult. n. 2 & sequent. & tract. de laudim. cap. 1, §. 17* ; de Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, §. 78, glos. 1, n. 13 ; de Tiraqueau, *tract. de retr. convent. §. 16, glos. 2, n. 19* ; de Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 4, n. 11 ; de Papon, liv. 10, tit. 6, n. 3 ; de Coquille sur la

Partie II.

coutume de Nivernois, titre *des cens*, art. 5 ; de Mornac *ad l. 27, ff. de adilit. edict.* & de Carondas en ses réponses, liv. 3, n. 70. En effet, il n'est pas juste qu'un contrat qui ne produit aucun effet pour les contractans, en produise pour le seigneur, qui n'a qu'un droit dépendant d'une véritable vente ; *ex nihilo enim nihil producitur.* On ne croit pas que tous les raisonnemens subtils de quelques feudistes soient capables de balancer cette raison d'équité.

163. Par arrêt du parlement de Paris, prononcé en robes rouges en l'année 1587, rapporté par Chopin, *de jurisdict. andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 3, n. 5*, il a été jugé que, si l'acquéreur de plusieurs héritages est évincé de quelques-uns, & que pour raison de cette éviction il abandonne les autres, il n'est sujet à aucuns lods. *Idem judicatum*, par autre arrêt du même parlement du 23 décembre 1592, rapporté par Carondas en ses observations *verbo Droits.* La raison est, parce qu'il est censé que l'acquéreur n'a point eu en vue d'en acheter une partie sans l'autre ; ainsi étant évincé d'une portion, il ne peut être contraint de retenir l'autre. *Argum. l. 34, ff. de adilit. edict.* Automne *ad l. tutor, §. curator, ff. de minorib.* Montholon en ses arrêts, chap. 50, *l. si quis aliam, ff. de solut. & l. 72, ff. de evictionibus* ; Brodeau sur Louet, lett. R, chap. 2. Ceci néanmoins ne doit avoir lieu que dans le cas où l'éviction porte sur la moitié au moins des héritages acquis. Il faut même remarquer que, si l'acquéreur a volontairement payé les lods & ventes, il ne peut point les répéter du seigneur, sauf son recours contre le vendeur, parce que la résolution du contrat n'arrive point dans ce cas *propter nullitatem, nec ex causâ antiquâ & necessariâ, sed ex culpâ & factō venditoris ; quod dominus ignoravit* ; Brodeau, *ibid.*

H

164. Par arrêt du parlement de Paris du dernier mai 1582, rapporté par Carondas en ses observations *verbo* Droits, il a été jugé que les lods ne sont point dus du retrait lignager, encore que l'acquéreur cède le fonds au lignager avant d'être assigné pour cela. Cet arrêt est conforme à la doctrine de Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 73, notab. 4, n. 1 & 2; & *tract. de laudim. cap. 1*, §. 36; & de Mornac *ad l. ult. cod. de jur. emphyt.* contre l'opinion de Gregor. *in syntag. lib. 25, cap. 16, n. 6*. La raison est, parce que le retrait lignager n'est pas un nouveau contrat, mais seulement un changement du premier, qui se fait même *ex causâ antiquâ & necessariâ*.

165. Sur quoi remarquez, 1°. que si l'acquéreur a cédé le fonds au lignager qui n'avoit pas droit de retraire, pour lors les lods sont dus du retrait; parce que c'est une aliénation volontaire de la part de l'acquéreur, qui ne pouvoit être obligé de faire la revente qu'au véritable lignager. Dargentré, *loc. cit.* Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, §. 78, glos. 1, n. 112.

166. 2°. Que si l'acquéreur fait revente au lignager après que l'an du retrait lignager est expiré, il sera dû lods de cette revente, *quia tunc est vera & spontanea venditio*; de quoi il y a arrêt rapporté par Automne sur l'art. 15 de la coutume.

167. 3°. Que l'acquéreur ayant été évincé par le lignager, le seigneur ne peut agir pour le paiement de ses lods que contre le lignager, *quia subrogatur in locum primi emptoris*; & *habetur ac si primò emissset*, comme dit Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 33, n. 43.

168. Par arrêt du parlement de Paris du 14 août 1546, rapporté par Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 24, il a été jugé que les lods ne sont point

dus du rachat exercé dans le temps du réméré. *Idem judicatum*, par arrêt du parlement de Toulouse du dernier mars 1555, rapporté par la Roche en son traité *des droits seigneuriaux*, chap. 38, art. 4. La raison est, parce que le rachat n'est point une vente, mais plutôt la résolution de la première vente. Il y a une infinité d'autres arrêts qui l'ont jugé de même, conformément à la doctrine de Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 1, §. 23, glos. 1, n. 12, & tit. 2, §. 78, glos. 1, n. 47; de Ferron sur la coutume de Bordeaux, liv. 2, tit. 8, §. 16; de Maynard, liv. 4, chap. 38; de Dargentré, *tract. de laudim. cap. 1*, §. 8, & sur la coutume de Bretagne, art. 64, notab. 1, n. 8 & suiv. de Masu. tit. 23, n. 13, & tit. 25, n. 2.

169. *Ubi nota*, que dans le cas de l'arrêt de Papon il s'agissoit du rachat exercé même par un tiers, & cet arrêt jugea que les lods n'en étoient point dus au seigneur, contre l'opinion de plusieurs notables auteurs, tels que Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 64, n. 10 & 17, & *tract. de laudim. cap. 1*, §. 10, 11 & 15, & Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, §. 78, glos. 1, n. 58 & 59, qui tiennent que les lods du rachat sont dus lorsque la faculté est exercée par un tiers; parce qu'alors ce tiers n'ayant jamais été le maître de la chose, il se fait un véritable changement de main à son égard.

170. Par arrêt du parlement de Grenoble du 26 octobre 1596, rapporté par Expilly en ses arrêts, chap. 117, il a été jugé que, si le pacte de rachat a été fait quelque temps après le contrat de vente, les lods sont dus dudit rachat. La raison est, parce que lorsque le pacte de rachat n'a pas été fait dans le contrat de vente, ou incontinent après, il est regardé comme un second contrat; ainsi les lods sont incontestablement dus lorsque le rachat est exercé en conséquence

d'un tel contrat. Papon en ses arrêts ; liv. 13, tit. 2, art. 24 ; Dargentré , *tract. de laudim. cap. 1*, §. 7, 8, & 9 ; Ferron, *loco sup. cit. Gregor. in syntag. lib. 25, cap. 16, num. 6, argum. l. si à me, ff. ad leg. falcid.*

171. Par arrêt du parlement de Bretagne du 17 mars 1609, rapporté par Belord. en ses observations, liv. 4, art. 8, il a été jugé que les lods ne sont point dus lorsque la chose commune, ne pouvant pas se diviser commodément, a été adjugée par licitation à l'un des associés ou co héritiers. Tous les arrêts l'ont constamment jugé de même, conformément à la doctrine de Barthole, sur la loi & *ideò*, ff. de *condict. furt. de Capel. Tol. quest. 75* ; de Guy-Pape, quest. 411, & *ibi Ranchin. de Gregor. in syntag. lib. 25, cap. 16, num. 5* ; de Bouvor, tom. 2, verbo *Licitation en partage*, quest. 2 ; de Ferr. sur la question 48 de Guy-Pape, & généralement de tous les feudistes, tant anciens que modernes.

172. Par arrêt du parlement de Paris de l'année 1538, rapporté par Rebuffe, *tract. de ptecon. art. 3, n. 3*, il a été jugé que les lods ne sont pas dus d'une licitation, quoiqu'il soit dit dans le contrat de partage que celui qui a une plus grande portion, achete de ses associés ou co-héritiers ce qui lui est échu de plus qu'à eux. La raison est, parce qu'on doit plutôt considérer l'intention des contractans que le terme dont ils se sont servis ; ainsi que le décide la loi 219, ff. de *verb. signif. In conventionibus contrahentium voluntatem potius quam verba spectari placuit* ; parce que, comme il est dit au chapitre *propterea*, extr. de *verb. signif. plerumque, dum proprietatis verborum attenditur, sensus veritatis amittitur*. Voyez Carondas en ses observations, verbo *Lods*, & en ses pandectes, liv. 2, chap. 16 ; Chopin, de *jurisd. andeg. lib. 1, art. 4* ; Ferriere sur la

quest. 48 de Guy-Pape ; Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 73, notab. 4, n. 3 ; Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 23.

173. Par arrêt du parlement de Paris du 11 janvier 1607, rapporté par M. Louet, lett. L, chap. 9 *in fin.* il a été jugé que les lods n'étoient pas dus d'une licitation, lors même que la chose étoit commune par société. *Idem judicatum* par arrêt du Parlement d'Aix du 25 octobre 1582, rapporté par Stephan. à *sancto Joanne, decis. 30*. Vide *supr. verb. Licitation*.

174. Par arrêt du parlement de Paris, prononcé en robes rouges au mois d'avril 1538, rapporté par Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, §. 78, n. 170, il a été jugé que les lods ne sont pas dus d'un partage fait par licitation, pourvu que l'un des co héritiers ou part-prenants se rende adjudicataire. *Idem judicatum* par autre arrêt du même parlement du 3 mars 1587, *consultis classibus*, rapporté par M. Louet, lett. L, chap. 9, lui rapporteur.

175. Il en seroit autrement si l'étranger, reçu à enchérir, se rendoit adjudicataire ; car en ce cas les lods seroient dus, l'étranger ne pouvant point profiter d'un privilège qui n'a été introduit que pour faciliter le partage entre ceux qui y sont intéressés ; mais aussi dès-lors que l'étranger n'a point été adjudicataire, son enchère ne peut point nuire aux co-héritiers ou autres part-prenants. Voyez Dumoulin *loco citato*, n. 157 ; Carondas en ses pandectes, liv. 7, chap. 16, & en ses réponses, liv. 7, chap. 202, & *suprà verbo Licitation*.

176. Remarquez que, si le partage une fois fait, l'un des associés ou co-héritiers vend sa portion à un des autres, il est dû lods de cette vente, parce qu'alors ce n'est pas une vente par licitation, mais bien une véritable vente

faite volontairement. Ferriere sur la question 48 de Guy-Pape ; Dargentré , *tract. de laudim. cap. 1* , §. 53.

177. Par arrêt du parlement de Paris du 29 novembre 1607, rapporté par Mornac , *ad l. ult. cod. de jur. emphyt.* il a été jugé que les lods n'étoient point dus d'un louage à soixante ans. *Idem judicatum* par arrêt du parlement de Bordeaux du mois de mars 1609, rapporté par Automne , *ad l. 3* , §. *ex contrario* , *ff. de acquir. vel amitt. possess.* Ces arrêts sont conformes à la doctrine de Boyer , décis. 234 , n. 5 ; Dargentré , *tract. de laudim. cap. 1* , §. 42 ; de Papon en ses arrêts , titre *des droits seigneuriaux* , art. 22 ; de Ferriere sur les questions 48 & 162 de Guy-Pape ; de Menoch. *de præsumpt. lib. 3* , *præsumpt.* 105 , n. 8 ; de Corb. en ses plaidoyers , chap. 96 , contre l'opinion de Dece , *primâ parte consiliorum* , *consil.* 204 , num. 2 , & de quelques autres auteurs. Voyez Dolive en ses questions notables , liv. 2 , chap. 18 , qui rapporte un arrêt du parlement de Toulouse du 14 août 1637 , par lequel il fut jugé que les lods & ventes n'étoient pas dus d'une locatairie perpétuelle. La raison est , *quia ex tali contractu non transfertur dominium*.

178. Par arrêt du parlement de Dijon du 7 janvier 1620 , rapporté par Bouvot , tom. 2 , *verbo Lods* , question 19 , il a été jugé que le contrat de constitution de rente ne donne point lieu aux lods & ventes. *Idem judicatum* par arrêt du parlement de Paris du 10 mai 1557 , rapporté par Louet , lett. L , chap. 15. *Idem encore judic.* par arrêt du parlement de Toulouse , du 19 février 1585 , rapporté par Duranty , question 55. Ces arrêts sont conformes à la doctrine de Dargentré sur la coutume de Bretagne , art. 59 , notab. 2 , n. 9 , & art. 61 , notab. 1 , n. 6 , & art. 73 , notab. 2 , n. 3 ; & de Dumoulin sur la coutume de Paris , tit. 2 , §. 84 , glos. 1 ,

n. 1. La raison est , parce que les rentes constituées ne sont qu'un simple engagement & hypothèque du fonds sur lequel elles sont assignées , sans que pour cela le fonds assigné change de main. Il faut néanmoins excepter le cas où le créancier jouit du revenu d'une terre du débiteur pour le paiement de la rente ; car alors la terre assignée au créancier étant regardée comme aliénée , les lods en sont dus , suivant Brodeau sur Louet , lett. R , chap. 15 , & Chopin , *de jurisd. andeg. lib. 2* , part. 1 , tit. 3 , n. 3.

179. Par arrêt du parlement de Toulouse du 30 août 1633 , rapporté par Dolive , liv. 2 , chap. 18 *in fin.* il a été jugé que les lods sont dus d'un contrat d'engagement après dix ans : mais au parlement de Paris l'engagiste ne doit les lods qu'après vingt ans , & à Bordeaux après trente ans. Voyez Despeisses , *des lods* , sect. 5 , part. 7 , nomb. 72 , & le glossateur de la Peyrere , lett. V. nomb. 16.

180. Par arrêt du parlement de Paris du 17 février 1568 , rapporté par Carondas en ses observations *verbo Droits* , il a été jugé que les lods sont dus d'une constitution de rente perpétuelle & foncière. La raison est , parce que cette constitution de rente rend l'héritage , qui y est sujet , de moindre valeur : d'où il suit que venant à changer de main , les profits seigneuriaux seront moindres ; ainsi il est juste que le seigneur soit dédommagé par le paiement des lods de ladite constitution de rente. *Vide* Chopin , *de privil. rustic. part. 1* , lib. 2 , cap. 5.

181. Par arrêt du parlement de Paris du 12 juin 1542 , rapporté par Chopin , lib. 1 , *de doman.* tit. 8 , nomb. 8 , il a été jugé que le condamné à mort qui a été remis en ses biens par la grace du prince , ne doit pas payer les lods desdits biens. Le condamné à mort étant remis par la grace du prince au même

état qu'il étoit avant sa condamnation , il doit être considéré comme s'il n'avoit jamais changé d'état , *fictione postliminii* ; ainsi la possession de ses biens ne pouvant pas être regardée comme anéantie par sa condamnation , mais seulement suspendue , il s'ensuit qu'il ne les acquiert pas de nouveau par la remise que le prince lui en fait. Chopin *de morib. Paris. lib. 2, tit. 3, n. 17* ; Boyer , *décis. 279.*

182. Les lods ne sont pas non plus dus par les enfans du condamné , en faveur desquels le prince ou le haut justicier se départent des biens confisqués , mais bien si la remise desdits biens étoit faite au profit d'autres parens du condamné , parce que , comme dit Despeisses , *sect. 5, des lods, part. 7, nomb. 34* , on ne peut pas dire d'eux ce qu'on disoit des enfans , sçavoir , qu'ils fussent maîtres de ces biens , même pendant la vie du condamné : ainsi la cession qui leur est faite desdits biens étant une nouvelle acquisition à leur égard , ils sont incontestablement sujets au paiement des lods & ventes.

183. Par arrêt du parlement de Grenoble du 15 mai 1607 , rapporté par Expilly en ses arrêts , chap. 139 , il a été jugé que les lods ne sont pas dus d'une transaction en vertu de laquelle l'héritage contesté demeure à celui qui en étoit en possession avant ladite transaction. *Idem judicatum* par arrêt du parlement de Bretagne du mois de mars 1597 , rapporté par Belord. en ses observations , liv. 4 , part. 4 , art. 6. *Idem judicatum* par arrêt du parlement de Toulouse du mois de mars 1574 , rapporté par la Roche en son traité des droits seigneuriaux , chap. 38 , art. 3. *Idem* par arrêt du parlement de Dijon du 17 février 1605 , rapporté par Bouvot , *verbo Lods, quest. 8.*

184. Ces arrêts sont conformes à la

doctrine de Dumoulin sur la coutume de Paris , tit. 2 , §. 78 , glose 1 & glose 3 , nomb. 15 & 16 ; Dargentré , *tract. de laudem, cap. 1, §. 55* ; de Ferrière sur la quest. 48 de Guy-Pape ; de Ranchin , *décis. part. 5, consil. 29* ; de Ferrou , *in consuet. Burdig. lib. 2, tit. 8, §. 16* ; de Gregor. *in syntag. lib. 25, cap. 16* ; de Tiraqueau , *tract. de retr. municip. §. 1, gloss. 14, num. 63.* La raison est , parce qu'au cas de ces arrêts il ne se fait point de changement de main , puisque la transaction ne fait que confirmer une possession qui lui est antérieure.

185. Les arrêts rapportés par Bouvot , Expilly & Belordeau , ont même jugé que les lods ne sont point dus du prix donné par ladite transaction , parce qu'on présume que l'argent n'a pas tant été donné pour acquérir un immeuble , que pour éteindre ou prévenir un procès.

186. Il en est autrement lorsqu'en vertu de la transaction le premier possesseur est dépouillé , & la possession transférée à un autre ; car en ce cas les lods sont dus , parce qu'il y a un véritable changement de main ; & cela a été ainsi jugé par arrêt du parlement de Bordeaux du 13 mars 1612 , rapporté par Automne sur la loi 2 , *cod. de jur. emphyt.* & par autre arrêt du parlement de Toulouse du 9 septembre 1601 , recueilli par la Roche , *des droits seigneuriaux, chap. 38, art. 3. Vide* Belord. *loc. cit. Ranch. decis. part. 5, consil. 29* , & Ferrière sur la question 48 de Guy-Pape. *De transactione sunt qui distinguunt*, dit cet auteur , *an res super quâ transigitur maneat penès possessorum , an verò possessor eam in alium transferat , pecuniâ acceptâ : ut primo casu , si res relinquatur penès possessorum , etiam datâ pecuniâ , transactionis causâ laudemia non debeantur , quia non mutatur posses-*

fionis vel dominii causa : secundo verò casu laudimia debeantur : per text. in l. si profundo, cod. de transact.

187. Mais dans tous ces cas il faut prendre garde qu'afin que la transaction soit exempte de lods & ventes, il faut qu'elle soit sincère, c'est-à-dire, qu'elle porte sur des objets véritablement douteux & incertains, parce qu'il est de maxime tirée de la loi 1, & de la loi 8, §. *si cum lis*, de transact. que *transactio fit tantum de re dubia, & lite incerta, adeò ut fingi lites non debeant, ut hoc colore transactiones fiant; quando enim nullum est subiectum litis, nullum est transactionis. Vide l. 65, de condict. indeb.* Ce n'est pas le nom qu'on donne à un contrat qui en constitue l'espèce & l'essence. Et comme quelquefois il faut considérer plutôt ce que les contractans ont voulu faire que ce qu'ils ont fait, de même dans ce cas il faut moins se fixer sur ce qu'ils ont voulu faire que sur ce qu'ils ont fait. *Argum. cap. propter eam, extr. de verb. sign.*

188. Par arrêt du parlement de Paris du 2 juillet 1565, rapporté par Carondas en ses réponses, liv. 3, chapitre 72, il a été jugé que, si le père qui a constitué dot à sa fille en argent, la paie ensuite en fonds, les lods ne sont point dus d'un tel paiement. *Idem judicatum* par arrêt du même parlement du 23 août 1576, rapporté par Chopin, de morib. Paris. lib. 1, tit. 3, num. 8. *Idem* par arrêt du parlement de Dijon du 30 juin 1617, rapporté par Bouvot, tom. 2, verbo Lods, quest. 18. *Idem* par arrêt du parlement de Toulouse, rapporté par Ferrière sur la question 48 de Guy-Pape, lui plaidant en la cause. Les termes de ce sçavant annotateur sont si précis, que le lecteur me sçaura bon gré de les rapporter ici : *Quin imò si pater vel frater pro pecuniâ in dotem constitutâ, bona paterna in solutum dederit,*

quamvis datio in solutum emptioni & venditioni comparetur, l. Si pradium, cod. de evictionibus; tamen ex ejusmodi contractu non debentur laudimia; quia hæc bona sunt loco hereditaria portionis filie in bonis patris debita & ita quoque judicatum fuit arresto parlamenti Tholos. in causâ in quâ eram patronus, &c. Idem judicatum par arrêt du parlement de Paris du 25 avril 1563, rapporté par Carondas en ses réponses, liv. 11, chap. 28, dans le cas même où la constitution a été faite par les parens de la fille. *Idem judicatum* par autre arrêt du même parlement du 2 juillet 1565, rendu contre le seigneur d'Argenton, qui demandoit les droits du fonds paternel baillé en paiement de la somme promise par le seigneur d'Auzance à sa sœur en contrat de mariage. Cet arrêt est rapporté par Carondas en ses réponses, liv. 3, ch. 72, & après lui par Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, art. 34.

189. *Nota.* 1^o. que si la femme se constitue elle-même un fonds estimé, & qu'il soit au choix du mari de rendre, après la dissolution du mariage, ledit fonds ou le prix auquel il a été estimé; les lods ne seront dus qu'après la dissolution du mariage, le mari ou ses héritiers retenant ledit fonds. Ferrière sur la question 48 de Guy-Pape; Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, § 82, glose 1, verbo Saisine, nomb. 40 & suiv. la Peyrere, lett. V, nomb. 22; Chopin, de jurisdict. andeg. lib. 1, art. 4. Mais s'il n'est pas au choix du mari de rendre ledit fonds, ou l'estimation d'icelui, *soluto matrimonio*, les lods seront dus incontinent après le contrat de mariage, *eo casu laudimia debentur statim*, dit Ferrière, in dict. quest. 48; la Peyrere, loco citato.

190. A l'égard de la constitution faite par l'étranger, voyez la Peyrere, *ibid.* qui ne fait pas de différence entre la

Constitution que la femme se fait elle-même, & celle qui lui est faite par l'étranger ; & Ferriere, *loco citato*, qui est d'avis que les lods sont dus lorsque l'étranger constitue un fonds estimé ; *secus*, si la constitution est faite *nullâ factâ estimatione*. Pour moi, je pense que les lods ne sont point dus de la constitution faite par l'étranger, soit que le fonds constitué soit estimé, ou qu'il ne le soit pas, si ce n'est dans les pays où les lods sont dus des donations. *Vide* Jason, *in l. ult. cod. de jur. emphyt. quest. 7, num. 49.*

191. *Nota.* 2°. que, si le mari achete un héritage de l'argent constitué en dot, les lods seront dus de cette acquisition, encore qu'il se fût obligé par le contrat de mariage d'employer en fonds le montant de ladite constitution. Despeisses, *sect. 5 des lods*, part. 7, nomb. 45.

192. Par arrêt du parlement de Bordeaux, prononcé en robes rouges le 6 septembre 1597, rapporté par Automne, sur le titre du *cod. de jur. emphyt.* il a été jugé que les lods sont dus au seigneur dominant lorsque le vassal aliène son fief. *Idem judicatum* par autre arrêt du même parlement du 14 mars 1529, rapporté par Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 1, art. 3, après Maynard, liv. 4, chap. 33, par lequel le seigneur de la Tour fut reçu à informer par turbes de l'usage de prendre ledit droit de lods qu'il demandoit au seigneur de Lignerac son vassal. *Idem* par arrêt du parlement de Toulouse rendu en faveur de l'évêque de Montpellier, rapporté par Ranchin sur la question 167 de Guy-Pape. Par la disposition du droit & par l'usage des fiefs, le seigneur féodal ne peut point exiger droits de lods pour l'aliénation du fief qui relève de lui ; ainsi cela ne peut avoir lieu que dans les pays où cela est porté par la coutume ou par un usage invétéré : *De jure non debentur laudimia ex feudi alienatione*,

nisi vel pacto, vel consuetudine aliud cautum sit, ut in plerisque hujus regni locis longâ consuetudine obtinuit laudimia solvi, dit Ferriere sur la question 167 de Guy-Pape. *Voyez* Papon *loc. cit.* Gregor. *in syntag. lib. 25, cap. 16, num. 9. Vide infra verbo Quint.*

193. Par arrêt du parlement de Grenoble du mois de juin 1460, rapporté par Guy Pape, question 416, il a été jugé que le paiement des lods se prescrit par trente ans contre le fisc. Bacquet, *du droit de deshérence*, chap. 7, nomb. 21 : de même contre les personnes ecclésiastiques ; ainsi jugé par arrêt du parlement de Paris du 26 mai 1573, rapporté par Bacquet, *loco citato* : parce que les lods étant un fruit de la seigneurie, il est sans difficulté qu'ils sont sujets à la prescription de trente ans, même contre les bénéficiers, comme étant droits casuels, suivant les arrêts ci-dessus rapportés, & ainsi que le décide Ferriere sur la question 416 de Guy-Pape ; Bouvor, tome 2, *verbo* Lods, quest. 4 ; M. le Bret, *de la souveraineté*, liv. 3, chap. 2 ; & Chopin, *de doman. lib. 3, tit. 9, num. 8.*

194. Cette prescription ne commence à courir que du jour de l'exhibition du contrat fait au seigneur, suivant la Roche, *des droits seigneuriaux*, ch. 38, art. 9. Mais Graverol sur la Roche, *ibid.* observe avec raison que l'usage est contraire, & que les trente ans courent du jour de l'acquisition.

195. Par arrêt du parlement de Paris du 22 décembre 1584, prononcé en robes rouges par M. le premier président de Harlay, rapporté par Anne Robert, *lib. 3, ver. judic. cap. 18*, lui plaidant en la cause, il a été jugé que les lods & ventes étoient dus au fermier du temps du contrat de vente à faculté de rachat, & non au fermier du temps du pacte de réméré expiré : *Senatus laudimia Seño antiquiori colono adjudicavit. Idem judi-*

cautum par autre arrêt du même parlement en faveur de l'évêque de Poitiers, contre ses fermiers. Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 2, nomb. 27. La raison est, *quia in omnibus in quibus ex contractu agitur, id unum tempus inspiciendum est, quo contractus initus fuit; l. si filius-famil. ff. de verbor. oblig. l. 2, §. id quoque, ff. de collat. honor. l. 18. ff. de reg. jur. l. 1, §. Biduum, ff. quando appel. fit.* Voyez Maynard, liv. 6, ch. 27; Automne, *ad l. 64, ff. de verbor. oblig.* Carondas en ses réponses, liv. 7, chap. 8, & en ses pandectes, liv. 2, chap. 16; Monthol. en ses arrêts, chap. 30; Bretonnier sur Henrys, tome 1, liv. 3, quest. 29. D'ailleurs, la vente sous la faculté de rachat est pure & simple, *licet sub conditione resolubili.*

196. Par arrêt du parlement de Paris du 20 février 1586, rapporté par Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 2, tit. 2, nomb. 4, il a été jugé que les lods & ventes ne sont point dus d'un contrat de vente qui est résolu pour cause nécessaire. Il faut raisonner d'un contrat résolu pour cause nécessaire, comme d'un contrat nul, puisque les effets de l'un & de l'autre ne different point : or les lods ne sont point dus d'un contrat nul, *ut supr. notatum.*

197. Il est même remarquable que, si l'acquéreur a payé les lods d'un contrat nul ou résolu pour cause nécessaire, le seigneur est obligé de les rendre, parce que la vente étant anéantie, c'est comme s'il n'y en avoit jamais eu, *at nihilum nullum parit effectum*; & n'y ayant pas de vente, il n'y a point d'acquéreur. Voyez Mornac, *ad l. 27, ff. de edilit. edict.* Coquille sur la coutume de Nivernois, tit. des cens, art. 5; Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 4, nomb. 11; Papon en ses arrêts, liv. 10, tit. 6, nomb. 3.

198. Par arrêt du Parlement de Paris de l'an 1547, cité par Carondas sur la

coutume de Paris, des censives & droits seigneuriaux, art. 73, il a été jugé que le nouvel acquéreur n'est tenu de payer que les lods de son acquisition, & non ceux des précédents acquéreurs. Mais le même Carondas en ses réponses, liv. 3, chap. 11, Guy-Pape, conf. 126, ainsi que Tiraqueau en son traité du retrait lignager, §. 29, glose 2, nomb. 8, & Dumoulin sur la coutume de Paris, art. 52, n. 149, enseignent le contraire avec raison; parce que de droit commun, & suivant même l'article 24 de la coutume de Paris, les droits seigneuriaux sont réels.

199. Il a été jugé par deux arrêts du parlement de Toulouse, rapportés par M. Dolive, liv. 2, chap. 16, qu'il n'est point dû lods & ventes au seigneur, lorsque le propriétaire d'un héritage le donne à cultiver, sous la condition qu'après un certain temps la moitié en sera acquise au colon pour sa culture. La raison de douter, dans le cas de ces arrêts, se prend de ce qu'un pareil contrat semble avoir la nature d'un contrat de vente. En effet, il s'y fait un changement de main, puisqu'en vertu de cette convention le colon devient propriétaire de la moitié de l'héritage qu'il a cultivé & amélioré. Or il est certain que cette redevance est due au seigneur direct toutes les fois qu'il se fait quelque changement de main, *seu translatio proprietatis*: c'est-là le prix de l'investiture que le seigneur donne à son emphytéote. On peut néanmoins dire que c'est avec raison que les arrêts se sont éloignés de cette rigueur du droit, à cause de la faveur de la culture des champs : *Ne doleant operam suam dedisse agriculturæ, nec diligentiam suam damnosam intelligant. L. ult. cod. de alluvion.* D'ailleurs, rien n'empêche de considérer ce contrat comme une société, & on ne croit pas qu'il doive être envisagé sous un autre rapport; puisque

puisqu'e, d'un côté, le propriétaire donne son héritage, & de l'autre côté le colon fournit son travail & son industrie, pour partager l'un & l'autre, après que la société aura pris fin : à quoi l'on peut ajouter que le seigneur s'indemnise suffisamment sur le travail du colon, puisqu'e l'héritage devenant d'un plus grand prix, les droits seigneuriaux seront plus considérables lorsqu'il y aura ouverture de fief.

200. Par arrêt du parlement de Toulouse du 18 mars 1633, rapporté par M. Dolive, liv. 2, chap. 17, il a été jugé que le seigneur direct étoit fondé à exiger les lods & ventes, lorsqu'en vertu de la clause de précaire le vendeur reprend les biens vendus. Ceux qui ont prétendu qu'au cas de cet arrêt le vendeur pouvoit se dispenser de payer les lods & ventes, ont raisonné sur un faux principe; ils ont dit que la clause de précaire conservant au vendeur non-seulement la possession civile, mais encore la propriété de la chose vendue, il n'acquéroit rien de nouveau en rentrant dans ses biens; qu'ainsi le droit de lods & ventes, qui suppose toujours une translation de propriété & un changement de main, étoit sans aucun fondement. Mais d'un faux principe on ne peut guère tirer que de fausses conséquences : en effet, la clause de précaire insérée dans un contrat de vente, ne retient ni possession civile, ni propriété devers le vendeur : car en premier lieu, si au moyen de la clause de précaire le vendeur conservoit la possession civile, l'acquéreur ne pourroit jamais prescrire. En second lieu, si la propriété demeurait *penès venditorem*, il s'ensuivroit par une conséquence nécessaire qu'il pourroit y avoir un contrat de vente sans translation de propriété; ce qui seroit absurde.

201. L'effet de la clause de précaire insérée dans le contrat de vente n'est

Partie II.

donc autre que d'acquiescer au vendeur une hypothèque spéciale & privilégiée sur les biens vendus, qui le met en droit de les faire saisir & décréter séparément des autres biens de son débiteur, faute de paiement du prix convenu. Donner une plus grande extension à la clause de précaire, seroit renverser les loix du contrat de vente. En un mot, dès-là qu'il est certain que le vendeur ne peut point rentrer, de son autorité privée dans les biens vendus, & sans user de saisie, il est hors de doute que reprenant ses biens, il doit la redevance des lods & ventes.

202. Par arrêt du parlement de Bordeaux, prononcé en robes rouges le 14 avril 1620, rapporté par la Peyrere, lett. V, nomb. 15, il a été jugé qu'il n'étoit pas dû lods de la vente d'un navire. La raison est, parce qu'un navire est compté parmi les effets mobiliers, dont le transport ne produit jamais aucun droit pour le seigneur.

203. Par arrêt du parlement de Bordeaux du 7 septembre 1667, rapporté par la Peyrere, lett. V, nomb. 22, il a été jugé qu'il n'étoit point dû lods & ventes d'une maison donnée en paiement d'une aumône dotale. Le motif de cet arrêt est sans doute, que l'aumône dotale est considérée comme une constitution de dot : or les lods & ventes ne sont point dus du fonds donné en paiement de la constitution dotale faite en argent, *ut supra notatum* : & en effet, comment seroient-ils dus dans ce cas-là, puisqu'il est certain qu'ils ne sont pas même dus lorsque le père a constitué du fonds en dot?

204. Il n'y a pas aussi lieu aux lods & ventes lorsqu'un père fait une donation à son fils, à la charge de payer ses dettes. *Aliud dicendum*, si une telle donation étoit faite en faveur d'un parent ou d'un étranger. *Vide Dargent. de laudem.* att. 47; Henrys, tom. 1, liv. 3,

chap. 3, quest. 28. La raison est, ce me semble, parce que, si le débiteur n'avoit pas donné ses biens pour acquitter ses dettes, il auroit été obligé de les vendre ou de souffrir un décret, & le seigneur auroit eu son droit seigneurial dans l'un & l'autre cas : & si la donation faite au fils sous cette charge, est exempte du paiement des ventes, ce n'est qu'à cause que le père & le fils étant regardés comme une même personne, il est censé qu'il ne se fait point de changement de main ; c'est pourquoi si le fils, créancier du père, prend du fonds en paiement, il doit les lods & ventes : *Quia tunc filius, non ut filius, sed tanquam extraneus, acquirit* ; Henrys, tome 1, liv. 3, chap. 3, quest. 44.

205. Par arrêt du parlement de Bordeaux du 14 juin 1616, rapporté par la Peyrere, lett. V, nomb. 22, *in notis*, il a été jugé que la femme, qui obtient distraction de partie des biens de son mari, pour être subrogés au lieu des siens, est sujette au paiement des lods & ventes.

206. Il en est de même lorsque les héritiers du mari donnent du fonds à la femme pour le paiement de ses droits ; la Peyrere, lett. V, nomb. 62. La raison est, *quia talis datio in solutum sapit emptionem & venditionem, vel potius est vera venditio* ; puisqu'il importe peu, pour l'essence du contrat de vente, que le prix de l'acquisition se trouve payé d'avance, ou qu'il soit payé ou promis, *tempore contractus*. Vide l. 2, ff. de contrahend. empt.

207. Par arrêt du parlement de Bordeaux du 24 mars 1694, rapporté par la Peyrere, lett. V, nomb. 62, il a été jugé qu'il étoit dû lods & ventes du fonds donné au mari en paiement des intérêts de la dot de sa femme. La raison de douter se prend de ce qu'il n'est point dû lods du fonds donné en paie-

ment de la constitution dotale, soit que ladite constitution ait été faite en fonds, soit qu'ayant été faite en argent elle ait été ensuite payée en fonds : d'où il semble naturel de conclure qu'il en doit être de même du fonds donné en paiement des intérêts de la dot, parce que régulièrement l'accessoire suit la nature du principal ; l. *Lucius*, ff. qui pot. in pign. Il y a néanmoins ici une différence qui nous semble être la véritable raison de décider, c'est que la dot regarde directement & principalement la femme à qui elle est constituée ; au lieu que les intérêts de la dot ne regardent que le mari, qui seul est en droit de les toucher & d'en disposer à son gré, *constante matrimonio*. En un mot, le fonds pris ainsi en paiement des intérêts de la dot, n'est point du tout de la nature du fonds dotal, puisque le mari peut l'aliéner, & que, s'il ne l'aliène pas, il ne sera regardé que comme un acquêt de la société, *soluta matrimonio*.

208. Par arrêt du parlement de Toulouse du 17 janvier 1560, rapporté par Maynard, liv. 4, chap. 50, il a été jugé que les lods & ventes ne sont point dus d'une vente faite au public. *Vide supra, verbo Cens*, où nous avons rapporté le cas de cet arrêt. Voyez la Roche, des droits seigneuriaux, chap. 38, art. 1 ; Chopin, de jurisdic. andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 3, n. 5 ; Dolive, liv. 2, chap. 16 *in notis*.

209. Par arrêt du parlement de Bordeaux du 22 jan. 1666, rapporté par le glossateur de la Peyrere, lett. V, nomb. 62, il a été jugé que l'acquéreur d'un fonds en doit les ventes, quoique depuis le contrat d'achat le bien par lui acquis ait été saisi. Il est certain que le décret survenu après le contrat de vente ne dispense point l'acquéreur du paiement des lods & ventes, puisque les lods sont dus d'abord que la vente est consommée. Il est vrai que l'acquéreur pourra se faire

colloquer pour ses dommages-intérêts. *Vide Chop. Paris. lib. 1, tit. 3, num. 3*; Dargentré, art. 59, glos. 3, n. 10; Molin. §. 33, gloss. 1, num. 63. La raison de douter, prise de ce qu'en ce cas la vente n'est pas incommutable, ne peut servir de rien à l'acquéreur, parce qu'outre qu'il n'est pas nécessaire que la vente soit incommutable pour produire les lods & ventes, ainsi que l'exemple du rachat le fait assez voir, c'est que même au cas de l'arrêt la vente est incommutable dans son principe, pourvu qu'il y ait eu prise de possession qui seule consume & donne l'être au contrat de vente.

210. Par arrêt du parlement de Bordeaux de l'année 1687, rapporté par la Peyrere, lett. V, nomb. 62, il a été jugé que, si un fonds est décrété pendant le bail d'un fermier, & sur-enchéri pendant la ferme d'un autre, l'un devoit avoir les lods du prix du décret, & l'autre ceux du prix de la sur-enchère. Il semble néanmoins que l'adjudicataire n'ayant pas pris possession, on ne peut pas dire que le décret soit consommé; & par conséquent les lods du décret ne sont pas dus. Ainsi le tempéramment de cet arrêt paroît contraire aux véritables règles.

211. Le seigneur est tenu de payer les lods & ventes à son fermier, à cause des acquisitions qu'il a faites pendant le bail à ferme. Dargentré, *tract. de laud. cap. 3*; Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 78, glos. 1, n. 113. La raison est, parce qu'il est censé que la ferme porte sur tous les profits casuels sans distinction, puisque le seigneur n'a pas fait d'exception en sa faveur; ainsi c'est ici le cas de la décision de Papien, l. 39, ff. de pact. veteribus placet pactionem obscuram vel ambiguam venditori, & qui locavit nocere, in quorum fuit potestate legem apertius conscribere. Vid. Cujac. ad dict. leg. On trouve

néanmoins, dans les décisions notables de M. de Cambolas, liv. 3, chap. 5, un arrêt du parlement de Toulouse du 20 juillet 1599, qui jugea le contraire en faveur de M. le Duc de Ventadour, par la raison que *res sua nemini servit*, & qu'en matière de cession de droits le cédant n'est pas présumé l'avoir faite contre soi-même, suivant la maxime, *semper excipitur persona loquentis*; & que d'ailleurs le seigneur étant investi de droit, il n'a point besoin de payer les lods qui sont le prix de l'investiture. Mais ces raisons sont moins solides que subtiles; & il faut croire que l'arrêt de Toulouse fut rendu dans des circonstances particulières qui ne doivent point tirer à conséquence. En effet, le fermier ne demande point les lods comme le prix de l'investiture, mais comme une indemnité de la perte que lui cause l'acquisition du seigneur, laquelle auroit été faite par quelqu'autre. En un mot, le fermier doit payer le prix convenu, & le seigneur doit le faire jouir de tous les droits & profits compris dans le bail à ferme.

212. Le créancier postérieur venant à exercer le droit d'offrir contre le premier, est tenu de lui rembourser non-seulement ce qui lui étoit dû par le débiteur commun, mais encore les lods qu'il a payés à cause de son acquisition. La raison est, parce qu'il est juste que l'ancien créancier venant à perdre la possession du gage par le droit d'offrir, soit entièrement dédommagé, *indemnis discedere debet*, comme il est dit en la loi *debet*, ff. de ædilit. edict. qui parle d'une vente résolue par l'action redhibitoire; mais il y a identité de raison. Telle est l'opinion du président Faber en son traité de *erroribus pragmatic. decad. 1, errore 4*; de Tiraqueau, *tract. de retr. gentil. §. 29, glos. 24, n. 1*, & de *retract. convent. §. 6, glos. 2, n. 1 & 2*; de Salicet. ad leg. obligata,

vers. quaro, cod. si antiq. credit. pig. vendid. Le dernier créancier doit s'imputer de n'avoir pas prêté ses deniers *idoneo debitori*. Il est vrai que la loi 1, *cod. si antiq. credit. pign. vendid.* n'oblige le créancier postérieur qu'à rendre au premier ce qui lui est dû par le débiteur commun en capital & intérêts ; mais on n'en peut rien conclure contre l'ancien créancier, parce que le contrat emphytéotique n'a été inventé que longtemps après l'empereur Alexandre, auteur de cette loi ; il faut même remarquer que, si le dernier créancier veut exercer le droit d'offrir contre le tiers-possesseur qui a acquis de l'ancien créancier, il est obligé de rembourser les lods & ventes ; *quia emptor indemnus discedere debet*, & le créancier postérieur ne peut que s'en prendre à sa négligence de n'avoir pas fait valoir le droit d'offrir, tandis que le gage étoit encore entre les mains du premier créancier, *quod quis suâ culpâ damnum sentit, sentire non videtur*.

213. Mais, comme il suffit que l'ancien créancier soit entièrement dédommagé, le créancier postérieur qui use du droit d'offrir n'est tenu de lui rembourser que les lods qu'il a effectivement payés, sans qu'il puisse profiter, au préjudice du dernier créancier, de la grace ou remise que le seigneur lui a faite. C'est ce que signifient ces termes, *indemnus discedere debet*. Autrement le droit d'offrir seroit inutile au créancier postérieur contre l'intention de la loi, qui par un motif d'équité a préparé cette ressource aux derniers créanciers.

214. C'est une maxime généralement reçue, qu'il n'est point dû de lods d'une vente rescindée pour une cause inhérente au contrat ; ainsi il n'en est point dû lorsque la vente est rescindée par le bénéfice de la loi 2, *cod. de rescind. vendit.* parce que la lésion accompagnoit le contrat de vente, avec lequel elle étoit

née ; ni pour la vente des biens des mineurs, faite sans les solemnités du droit, parce que la minorité étoit une cause de restitution existante lors de l'aliénation. Il faut dire la même chose de tous les contrats de vente qui portent avec eux la cause de leur résolution, comme il a été jugé par les arrêts rapportés par Brodeau sur Louet, lett. R, chap. 2 ; c'est aussi la doctrine de M^e Charles Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 33, glos. 2, n. 9, & Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 59, not. 4, & *tract. de laudim.* §. 17. La raison est, parce que la rescision a un effet rétroactif au temps de la vente, qui par ce moyen est réduite *ad non actum*. D'où il suit que, si les lods ont été payés, ils doivent être rendus ; l. 1 & 3, §. *si liber*, ff. *de condiçt. causâ datâ & non secutâ*. Voyez la Peyrere, lett. V, n. 52, & les auteurs qu'il cite. Il n'y a qu'un seul cas où l'acquéreur ayant payé les lods, ne pourroit pas les répéter ; c'est lorsque la rescision de la vente est fondée sur le dol de l'acquéreur ; parce que, comme dit Dargentré sur l'article 59 de la coutume de Bretagne, lorsqu'il veut répéter les lods, *probrum suum allegat*, & *sic non est audiendus*. A quoi on peut ajouter que, dans ce cas-là, l'acquéreur ayant payé les lods, quoiqu'il sçût le vice de son contrat, il ne peut point les répéter, comme il résulte de la loi 1 *de condiçt. indeb. si, sciens se non debere, solvit, cessat repetitio* ; ce qui revient à la règle du droit : *Cujus per errorem datâ repetitio est, ejusdem consulto datâ donatio est*. Ce que néanmoins je ne voudrois pas étendre aux autres cas, où l'acquéreur a sçu la nullité & le vice de l'acte ; parce que régulièrement on ne sçauroit faire passer pour une donation ce qui porte expressément une cause contraire ; l. *si cum aurum*, ff. *de solut.* & qu'on ne doit pas présumer que l'acquéreur ait payé volontairement des lods qu'il pou-

voit être contraint de payer comme possesseur du fonds ; ainsi cette règle du droit n'a lieu , à l'égard de la matière que nous traitons , *nisi in odium doli*.

215. Dumoulin sur la coutume de Paris , §. 38 , glose 1 , n. 33 , & §. 78 , glose 1 , n. 23 , convient bien que le seigneur est tenu de rendre les lods de la vente qui a été rescindée ; mais il use de cette distinction : où le seigneur a pu apprendre le vice de l'acte par l'exhibition qui lui en a été faite , ou non. Au premier cas , il est obligé de rendre tout ce qu'il a reçu ; au lieu qu'au second cas il n'en est tenu , *nisi in quantum locupletior factus est*. Mais Dargentré , *tract. de laudem*. §. 17 , soutient avec raison que le seigneur doit rendre indistinctement les lods qu'il a perçus de la vente rescindée. En effet , que le seigneur ait su ou ignoré le vice du contrat , la rescision ne le réduit pas moins *ad non titulum* , *ad non actum*. Or il ne peut y avoir de lods où il n'y a pas de vente. D'ailleurs il ne paroît pas raisonnable que le sort de la restitution des lods dépende de l'usage qu'en a fait le seigneur.]

216. LOGE (droit de). Ce droit étoit autrefois dû aux seigneurs par chacun an pour les loges que leurs sujets occupoient dans le château , lorsqu'ils s'y retiroient en temps de guerre. Chassanée fait mention de ce droit sur la coutume de Bourgogne , au chap. des Mains-mortes , art. 8.

217. LOGIE , est un endroit que le Roi prend par chacun an sur chacune prévôté de la sénéchaussée & du comté de Poitou. Le droit est de huit livres cinq sols , outre le prix auquel les prévôtés ont été affermées ; il y a encore quinze sols pour le droit des gens des comptes. Voyez l'indice de Ragueau sur ce mot.

218. LOGUE (droit de). Ce droit étoit autrefois dû au sous-célérier de

l'abbaye de Deols en Berry sur certaines dixmes. Depuis que les biens dépendants de cette abbaye ont été sécularisés & réunis au domaine du duché de Châteauroux , il peut se faire que le droit en question appartienne aujourd'hui au Roi , propriétaire du duché de Châteauroux.

219. LOI DU ROYAUME , est celle qui regarde la conservation du domaine & patrimoine de la couronne de France. Les loix de cette espèce sont immuables , imprescriptibles , & subsistent toujours dans toute leur force & vigueur , sans que rien ni aucune circonstance puisse jamais les changer ou les altérer ; telle est la loi qui déclare le domaine de la couronne inaliénable ; c'est cette loi qui rendit nulles les aliénations faites par François I dans sa prison , par le traité de Madrid.

220. LOI (ŒUVRE DE). Cette façon de parler est employée dans différentes coutumes , pour signifier le transport qui se fait d'un fief vendu ou aliéné en présence du seigneur dont relève le fief , ou de ses officiers. S'il est question d'un héritage en roture , le transport , dans les coutumes où cette formalité a lieu , se fait pardevant les échevins , ou autres officiers de justice. Voyez Haynault , chap. 77 , 94 ; Mons , chap. 5 & 12 ; Lille , tit. 1 , art. 33 ; Namur , art. 74 , 75.

221. LOI SALIQUE : c'est la plus ancienne loi que nous connoissons dans le royaume ; il n'est pas possible de dire en quel temps elle a été faite , ni par qui ; mais les dispositions qu'elle contient annoncent la plus haute antiquité , ainsi que la plus grossière barbarie : d'où il est facile de conjecturer que cette loi est l'ouvrage des Francs lors de leur première conquête des Gaules.

222. Les changements arrivés dans les mœurs , dans les usages & dans l'état des personnes depuis la publication de la loi salique , font qu'on n'en suit plus

les dispositions, excepté en un seul point, qui, dans tous les temps, a réglé la succession à la couronne; d'où il est arrivé que la loi salique est & sera toujours regardée en France comme loi fondamentale du royaume.

223. Le texte de la loi salique, qui a déferé la couronne aux mâles à l'exclusion des femelles, dit que *nulle portion de la terre salique ne doit passer aux femmes, mais que le sexe viril l'acquiert*. Pour sçavoir comment on doit entendre ce fameux texte, voyez *l'esprit des loix*, tome 2, liv. 18, chap. 22.

224. Philippe le Long a été le premier de nos Rois à qui la loi salique ait assuré la couronne; dans une assemblée des grands du royaume, tenue en 1316, Philippe, frere de Louis Hutin, l'emporta sur Jeanne sa nièce, fille de Louis, & il fut conclu que la loi salique ne permettoit pas que les femmes héritassent de la couronne de France. Quelques années après, en 1328, les pairs & les barons décidèrent la même chose en faveur de Philippe de Valois, fils de Charles de Valois, frere de Philippe le Bel, contre Edouard III, Roi d'Angleterre, qui prétendoit à la couronne, du chef d'Isabelle sa mère, fille de Philippe le Bel. Edouard étoit mâle, à la vérité, plus proche parent de Philippe le Bel que son concurrent, mais c'étoit du côté des femmes. *Voyez l'abrégé chronologique de l'histoire de France par M. le président Henault aux années 1316, 1328. Voyez l'édition de la loi salique avec les notes de M. Bignon, & le glossaire de M. Pithou. Voyez encore ci-après au mot Roi.*

225. LOI (VENIR A LA) : c'est aller trouver son seigneur, lui rendre les devoirs, lui payer les droits qui lui sont dus. *Voyez Ponthieu, art. 89.*

226. LOIX FÉODALES : ce sont celles qui gouvernent les fiefs, qui règlent les devoirs & les droits qui en dépendent.

227. Rien n'est plus extraordinaire que ces loix que M. le président de Montesquieu dit « avoir paru en un moment dans toute l'Europe sans qu'elles » tinssent à celles qu'on y avoit connues » jusqu'alors; que ces loix ont fait des » biens & des maux infinis; elles ont » laissé des droits quand on a cédé le » domaine, en donnant à plusieurs personnes divers genres de seigneuries » sur la même chose ou sur les mêmes » personnes; elles ont diminué le poids » de la seigneurie entière, elles ont posé » divers limites dans des empires trop » étendus, elles ont produit la règle » avec une inclinaison à l'anarchie, & » l'anarchie avec une tendance à l'ordre » & à l'harmonie ».

228. Ce que dit ici M. de Montesquieu s'est vérifié sous la seconde race de nos Rois; les fiefs à peine naissans causèrent les plus affreux désordres dans la famille royale & dans tout le royaume, la famille regnante succomba sous la puissance féodale, & on ne sauva le royaume lui-même, partagé en six ou sept grands fiefs, qu'en le donnant au plus puissant vassal, au préjudice du légitime successeur; ainsi la loi féodale força la loi civile & l'ordre naturel des successions. D'un autre côté ces mêmes vassaux qui venoient de renverser le trône de Charlemagne, assurèrent celui de Hugues Capet, & jetèrent les fondemens inébranlables de sa puissance & de celle de son auguste famille.

229. Les loix féodales prennent constamment leur origine dans les mœurs des anciens Germains; c'est encore M. le président de Montesquieu qui le premier a fait cette découverte dans notre histoire. *Voyez son esprit des loix*, liv. 30, chap. 1, 2 & 3.

230. LOIX QUE DOIVENT SUIVRE LES JUGES SEIGNEURIAUX EN JUGANT. 1°. Les ordonnances de nos Rois, qui sont les loix générales du royaume. 2°. Les

coutumes générales ou locales qui sont rédigées sous l'autorité du prince pour les provinces qui sont régies par le droit coutumier. 3°. Le droit romain pour les provinces que nous appelons *pays de droit écrit* ; car dans le pays coutumier le droit romain n'est regardé que comme raison écrite. A l'égard du droit canon, comme les matières ecclésiastiques & bénéficiales ne sont point de la compétence des juges seigneuriaux, il est inutile de les surcharger d'une étude qui ne leur feroit d'aucun usage ; on fera trop heureux quand ils voudront s'appliquer sérieusement à acquérir les connoissances indispensablement nécessaires à leur état.

231. LOUPS. Ce sont des animaux farouches demeurants dans les bois, les ennemis les plus dangereux de tout le bétail, parce qu'ils sont les plus goulus, les plus carnaciers & les plus fins de tous les animaux.

232. Les ravages que les loups causent dans les campagnes ont souvent engagé le gouvernement à prendre des mesures pour leur destruction. L'ordonnance de 1601, art. 6, exhorte les seigneurs hauts justiciers & les seigneurs de fiefs à assembler de trois mois en trois mois leurs justiciables & sujets aux temps & jours plus propres & commodes pour faire la chasse au loup. L'ordonnance de 1669, tit. 30, art. 1, ordonne l'exécution de l'Ordonnance de 1601 en ce point, comme en plusieurs autres.

233. Boniface, tom. 4, liv. 2, tit. 4, chap. 4, rapporte un arrêt en forme de règlement du parlement d'Aix du 16 décembre 1675, qui ordonne que les chasses aux loups se feront conformément aux ordonnances, & qu'un des officiers des lieux y assistera ; quand, dans les paroisses, il y demeure des gentilshommes, l'usage est de leur déférer l'honneur de commander la chasse.

234. Le 7 janvier 1661, le parlement de Dijon défendit aux communautés de chasser aux loups sans la permission du seigneur, parce qu'ils doivent le requérir de faire faire les chasses aux loups prescrites par les ordonnances que nous avons rapportées, de trois en trois mois.

235. En 1675 le 20 décembre, le parlement de Besançon rendit un arrêt par lequel, en renouvelant un édit publié le 19 décembre 1654, il ordonne aux communautés de Franche-Comté de faire construire dans un mois, chacune dans leur territoire, aux endroits les plus commodes, & où les loups fréquentent le plus ordinairement, au moins deux louvières ou fosses à prendre les loups, en observant cependant qu'elles soient écartées des grands chemins, & que les voyageurs n'en puissent recevoir dommage.

236. Toutes les précautions prises en France pour la destruction des loups sont louables & bonnes ; mais il paroît qu'en Angleterre on en a pris de plus précises, puisqu'on a réussi à y exterminer entièrement la race des loups ; on prétend qu'Edgard, roi d'Angleterre au dixième siècle, après avoir subjugué deux fois les habitans du pays de Galles, leur imposa pour tribut trois cens têtes de loups par chacun an. De cette façon il extermina la race des loups en Angleterre, ou les fit fuir en Ecosse, & depuis cette chasse on n'en voit plus dans l'Angleterre.

237. Les seigneurs devroient apporter toutes leurs attentions pour exécuter ou faire exécuter dans leurs terres les ordonnances au sujet de la destruction des loups ; rien n'est si nuisible aux bestiaux que ces cruels animaux, qui malheureusement sont si féconds, que les femelles en font jusqu'à treize d'une portée. On les a détruits en Angleterre, n'en pourroit-on pas faire autant en

France ? L'exemple de ce qu'on a pratiqué en Angleterre peut y être mis en usage ; en outre on pourroit exciter les payfâns & les contribuables aux tailles , en leur proposant une exemption de l'impôt pendant deux ou trois ans en fournissant un certain nombre de têtes de loups ; cela procureroit sans doute une grande destruction de ces animaux , & insensiblement on pourroit en dépeupler la France.

238. LOUVETIERS : ce sont des officiers établis pour faire la chasse aux loups. Ces officiers ont à leur tête le grand loupier de France qui fut créé par François I en 1520 ; mais avant François I il y avoit en France des officiers de loupier dans chaque province du royaume qui exerçoient leurs offices sur de simples commissions.

239. L'établissement de ces loupiers est fort ancien , il remonte jusqu'aux loix des Bourguignons , aux temps de Charlemagne ; cet empereur , dans ses capitulaires , ordonne qu'on avertisse les seigneurs du nombre des loups que chacun aura tués , qu'on en présente les peaux au Roi ; qu'au mois de mai on cherche & on prenne les loupereaux ; que les vicaires ou lieutenants des gouverneurs aient chacun dans leur district deux loupiers ; dans la suite on établit des loupiers dans chaque grande forêt de France. La coutume de Haynaut , chap. 99 , traite de l'office & des droits des loupiers.

240. Les places de loupiers en chaque province n'étoient , comme nous l'avons déjà observé , que sur de simples commissions ; elles furent depuis créées en titre d'office. Les loupiers eurent d'abord pour salaires l'attribution de deux deniers pour loup , & trois deniers pour louve , comme il paroît par un arrêt du parlement du 29 mai 1537. Cela fut depuis augmenté d'un denier par louve par un autre arrêt du 27 avril

1564 ; ces droits leur doivent être payés par chaque feu dans les villages à deux lieues à la ronde du lieu de la prise. Les habitants de la banlieue de Paris sont exempts de cette contribution. Voyez Lamarre , traité de police , t. 2 , p. 1404.

241. Les anciens loupiers par leurs commissions , & même ceux créés en titre d'office , avoient la liberté de faire la chasse au loup quand ils le jugeoient à propos , & d'assembler à cet effet tel nombre de paroisses qu'ils jugeoient nécessaire ; mais , comme il en arrivoit souvent des abus , Louis XIV , pour les réprimer , rendit deux arrêts en son conseil. Par le premier , du 3 juin 1671 , il ordonna que les loupiers établis dans les provinces de Picardie & de Champagne n'y pourroient faire de chasses aux loups que du consentement des seigneurs & de deux gentilshommes nommés par les intendants. Le second arrêt , du 16 janv. 1677 , étend ce règlement à toutes les provinces du royaume.

242. Les grands-mâîtres des eaux & forêts , chacun dans leurs départements , peuvent faire & ordonner des chasses aux loups quand ils les jugent convenables , sans qu'ils puissent en être empêchés par les intendants des provinces. En 1697 le grand-mâitre au département de Berry ayant ordonné une chasse aux loups , elle fut arrêtée par une ordonnance de M. de Seraucourt , intendant de Berry ; mais cette ordonnance fut cassée par un arrêt du conseil du 14 janvier 1698 , cité par Fremenville , tome 4 , page 801. Tout ce que nous avons dit jusqu'ici des privilèges des loupiers & des grands-mâîtres , ne donne aucune atteinte à ce qui est prescrit aux seigneurs de paroisse & à leurs officiers par les ordonnances de 1601 & de 1669 ; les chasses qu'ils font ou qu'ils ordonnent sont beaucoup plus utiles , attendu que , devant être faites de trois en trois mois , elles sont plus fréquentes , par consé-

quent

quent plus destructives ; d'ailleurs ces chasses ne coûtent rien aux habitans de la campagne & ne dérangent point leurs ouvrages , parce que , conformément aux ordonnances , elles doivent toujours se faire les jours de dimanches ou de fêtes , après la célébration des offices divins.

243. LOYAUX-COUTS : ce sont les frais faits pour parvenir à l'acquisition d'un héritage. *Voyez* Frais & loyaux-coûts.

244. LUETS : ce sont des droits éta-

blis dans quelques seigneuries , qui consistent dans un boisseau de seigle que doit payer chaque habitant tenant fen & labourant dans la paroisse. *Voyez* l'indice de Ragueau , le *dictionnaire de Trévoux*.

245. LUMINIERS. Dans la coutume d'Anvergne , chap. 2 , art. 7 , c'est ainsi qu'on appelle ceux qui ailleurs sont nommés procureurs - fabriciens , marguilliers. Luminier vient sans doute de luminaire dont les fabriciens ont soin. *Voyez* le *dictionnaire de Trévoux*. *Voyez* Fabrique , Procureur-fabricien.



M

M A I

1. **MAILLE D'OR** (droit de). C'est un droit seigneurial particulier que le prieur de saint Privé de la ville de Bourges payoit au duc de Nivernois pour la garde d'une foire.

2. M^e Ragueau, auteur de l'*indice des droits royaux & seigneuriaux*, dit qu'à la foire de Rian dans la châtellenie des Ays en Berry, il se levoit un semblable droit appelé *la maille billeron*.

3. **MAIN-BOURNIE**. Dans les vieilles formules, dans celles de Marculphe, dans les vieux titres, signifie garde, tutele, paix, sûreté, protection, quelquefois aussi la puissance paternelle. *Voyez* les institutes de Loyfel, liv. 1, tit. 4; les notes de M. de Lauriere, celles de M. Bignon sur les formules de Marculphe.

4. **MAIN-FERME**. Ce mot se trouve souvent dans les coutumes d'Artois, de Lens, Haynaut, Cambrai, Valenciennes; on y entend par main-ferme un héritage roturier chargé de quelque rente envers le seigneur, mais qui n'est point sujet au droit de retenue. Dans la coutume de Cambrai, tit. 2, art. 1, on appelle main-ferme tous les immeubles qui ne sont pas fiefs.

5. **MAIN-GARNIE**: c'est la possession de la chose contestée; ainsi quand on fait une saisie, on dit qu'il faut garnir la main du Roi & de justice, ce qu'on fait en mettant les choses saisies entre les mains d'un gardien qui s'en charge afin d'en rendre compte. *Main-garnie* se dit aussi lorsque le seigneur, en cette qualité, plaide contre son vassal; on dit qu'il plaide la main-garnie,

ce qui arrive lorsque le seigneur ayant saisi le fief faute d'homme ou de devoirs non faits, fait les fruits siens pendant le procès, jusqu'à ce que le vassal ait fait son devoir. Ainsi la saisie féodale dure pendant le procès, sans que le vassal puisse obtenir de provision contre cette saisie, à moins qu'il ne désavoue celui qui l'a faite. *Voyez* Bacquet au chap. 59 de son traité *des francs-fiefs & nouveaux acquêts*.

6. On dit aussi que le Roi plaide toujours la main-garnie; mais Bacquet, dans son traité *du droit d'aubaine*, chap. 36, art. 2, enseigne que cette maxime n'a lieu qu'en deux cas: 1^o. en matière féodale, auquel cas le Roi a le même privilège que tout seigneur de fief; 2^o. en matière notoirement domaniale, comme de justice, de péage, &c. *Voyez* Bacquet en son traité *de justice*, & M^e Charles Dumoulin sur la coutume de Paris, art. 52, n. 27 & suivants. Hors les deux cas ci-dessus, le Roi même ne peut pas dépouiller le possesseur d'un héritage *pendente lite*; il doit toujours jouir pendant le procès, soit qu'il ait titre ou non.

7. **MAIN-LEVÉE**. Donner main-levée de la saisie féodale, c'est donner un acte par lequel le seigneur qui a saisi le fief, le remet à son vassal lorsqu'il a fait le devoir ou payé les droits.

8. **MAIN-METTRE**. Meaux, art. 79, 158; Vitry, art. 140: c'est affranchir un homme de condition servile. Dans la coutume de Vitry, quand le vassal affranchit son serf, ce dernier reste toujours serf vis-à-vis du Roi, à

qui il doit payer un droit d'indemnité pour acquérir un plein & entier affranchissement. Dans la même coutume, art. 144, quand un homme serf s'est formarié, c'est-à-dire, quand il a pris une femme d'une autre condition que la sienne, soit qu'il en ait demandé permission à son seigneur, ou non, il lui doit, pour son indemnité, le tiers de ses biens meubles & immeubles qu'il peut avoir au jour de son mariage, pourvu qu'ils soient assis en mortemain.

9. MAIN-MIS, *manumissus*, se dit du serf qui a été affranchi. Ce mot se trouve dans l'article 19 de la coutume locale de la rue d'Indre en la ville de Châteauroux en Berry.

* 10. MAIN MISE FÉODALE. Ce terme, dans une signification étendue, veut dire la même chose que saisie; mais dans l'usage il ne s'applique qu'à la saisie féodale: ainsi quand le seigneur féodal fait saisir le fief de son vassal faute d'hommage non rendu, ou droits & devoirs non payés, on dit indifféremment qu'il a usé de saisie ou de main-mise. *Vide infra, verbo Saisie féodale*]

11. MAIN-MORTABLES. Héritages main-mortables, suivant toutes les coutumes, sont ceux qui appartiennent au seigneur par le trépas de gens de servile condition, décédés sans hoirs de leurs corps, & communs avec eux. Dans la coutume de Troyes, art. 59, les héritages main-mortables sont ceux qui doivent au seigneur chair, pain ou grain, & non ceux qui doivent argent; car, dit l'article, l'argent rachete la main-morte.

* 12. MAIN - MORTE. Ce terme signifie deux choses, 1°. toutes sortes de corps & communautés qui étant perpétuelles par la subrogation des personnes dont elles sont composées, ne produisent aucune mutation par mort, ni par conséquent aucun droit seigneurial;

c'est pourquoi les gens de main-morte ne peuvent acquérir d'immeubles sans la permission expresse du prince, pour laquelle ils sont obligés de lui payer une certaine finance qu'on appelle *droit d'amortissement*, & le droit d'indemnité au seigneur de qui lesdits immeubles sont mouvans. Voyez *suprà, verbo Amortissement*, Gens de main-morte & Indemnité.

13. 2°. Main-morte signifie des hommes serfs, c'est-à-dire de condition servile envers leur seigneur, qui seul a droit de leur succéder en tous biens. Ces hommes de main-morte sont encore appelés main mortables, & dans le droit *adscripti seu gleba additi*. Cette espèce de servitude étoit autrefois établie dans presque toutes les coutumes de France, mais aujourd'hui elle est peu connue. Voici ce qu'il convient d'observer à ce sujet.

14. 1°. Que les gens de main-morte ou serfs de naissance peuvent être poursuivis par-rout pour le paiement de la taille qu'ils doivent à leur seigneur, quand même ils voudroient abandonner les héritages serviles: ce qui fait qu'ils sont appelés gens de poursuite; au lieu que ceux qui ne sont serfs qu'à cause de l'héritage servile qu'ils possèdent par l'acquisition qu'ils en ont faite, peuvent s'en affranchir en abandonnant ledit héritage.

15. 2°. Que les gens de main-morte ne peuvent se marier avec des personnes de condition franche, ni avec les serfs d'un autre seigneur.

16. 3°. Que les gens de main-morte ne peuvent vendre l'héritage servile qu'à des serfs du même seigneur. Voyez l'article 18 du titre *des servitudes* de la coutume de Nivernois.

17. 4°. Qu'ils n'ont pas la faculté de tester, parce qu'ils sont réputés comme morts: *Vivunt enim ut liberi, moriuntur ut servi*.

18. MAIN-SOUVERAINE, signifie en matière de fiefs la réception du vassal à foi & hommage faite par le juge royal, lorsqu'il y a combat de fief entre deux seigneurs, ou que le seigneur féodal refuse sans cause de recevoir son vassal à hommage. *Vide supra, verbo Combat de fiefs, & verbo Commise.*]

19. MAJORITÉ COUTUMIÈRE : c'est l'âge défini par les coutumes pour qu'un mineur ait la faculté de disposer de ses meubles, du revenu de ses immeubles, faire testament. Cet âge est plus ou moins reculé suivant les coutumes : chacun doit consulter la sienne, en observant que la majorité coutumière se règle par la coutume du lieu de la naissance, & non pas par celle du domicile actuel ; cette majorité coutumière peut être considérée comme une émancipation légale, qui cependant n'empêche pas le bénéfice de restitution lorsqu'il s'agit d'aliénation d'immeubles.

20. MAJORITÉ FÉODALE : c'est l'âge défini par les coutumes pour faire la foi & hommage, servir le fief, & pour la fin de la garde noble. Les coutumes ne sont point encore uniformes sur cet âge, quelques-unes même n'en parlent point. L'article 32 de la coutume de Paris fixe la majorité féodale à vingt ans pour les mâles, & à quinze pour les filles ; d'autres la mettent à dix-huit pour les mâles, à quatorze pour les filles. Il faut donc s'en tenir à ce qui est statué par chaque coutume ; mais dans celles qui sont muettes, il conviendrait d'y suivre la coutume de Paris. *Voyez Aven & dénombrement, Garde - noble, Souffrance.*

21. MAJORITÉ DU ROI. Charles V est le premier de nos Rois qui par une loi précise ait fixé la majorité des Rois de France. L'ordonn. du mois d'août 1374 les déclare majeurs à 14 ans, *donec quatuordecimum ætatis annum attigerint.* Charles V voulut que le recteur de l'u-

niversité, le prévôt des marchands & les échevins de la ville de Paris fussent présents à l'enregistrement qu'il en fit faire au parlement le 20 mai 1375. Sous François II, le greffier du Tillet écrivit son livre de la majorité des Rois, pour prouver que le Roi majeur, quoique jeune d'âge, peut se choisir le conseil qu'il veut. Depuis, sous Charles IX, le chancelier Lhopital expliqua l'ordonnance de 1374, & il fut dit que l'esprit de la loi étoit que les Rois fussent majeurs à quatorze ans commencés, & non pas accomplis, ce qui a toujours été observé depuis.

22. Lorsque le Roi a atteint sa quatorzième année, il a coutume de tenir un lit de justice au parlement, où il fait publier sa majorité ; mais, comme l'a observé M. Dupuis dans son excellent traité de la majorité de nos Rois, ils pourroient se dispenser de cette cérémonie.

23. Outre le traité de M. Dupuis, voyez le code de Louis XIII, où l'ordonnance de Charles V est rapportée avec des commentaires ; l'abrégé chronologique de M. le président Hainault ; M. Laurière sur Loysel, liv. 1, tit. 1, règle 34 ; Dolive, act. foren. part. 1, act. 1, & les notes.

24. MAIRE, MAÏEUR : ce sont des titres de dignité qu'on donne dans quelques provinces au premier officier de l'hôtel-de-ville ; c'est lui qui est à la tête des échevins, d'où est venu que dans plusieurs endroits, comme en Picardie, on l'appelle *maieur*, comme qui diroit le plus grand, le premier des échevins.

25. Dans quelques coutumes, comme Sens, art. 18 ; l'ancienne coutume d'Auxerre, art. 18 ; Bar, art. 48 ; Senlis, art. 19, & ailleurs, le mot *mairie* signifie *seigneur bas justicier* ; & *mairie*, *basse justice*.

26. Un édit du mois d'août 1692 ; porte nouvelle création des maires dans

toutes les villes du royaume , à l'exception des villes de Paris & de Lyon , où les prévôts des marchands qui font les fonctions de maire , sont nommés en la manière accoutumée ; ils jouissent des mêmes droits dont les autres maires , jurats , consuls , capitouls , prieurs , premiers échevins , ou autres faisant leurs fonctions sous d'autres noms , jouissoient auparavant.

27. Ils convoquent les assemblées de ville , & y président ; ils y reçoivent les serments des officiers qui ont été élus , & président à l'examen , à l'audition & clôture des comptes qui se rendent de l'administration des affaires de la ville ; ils connoissent de l'exécution de l'ordonnance en forme de règlement du mois d'août 1669 touchant les manufactures. Depuis il a été encore rendu plusieurs édits & arrêts du conseil d'état touchant les maires , leurs droits & leurs fonctions ; mais ces édits burseaux n'ont pas été généralement exécutés : c'est pourquoi dans la plupart des villes les maires sont électifs , & dans d'autres il n'y en a point.

28. MAIRIE , signifie la qualité & office de maire , laquelle en plusieurs endroits ennoblit.

29. Quelques fiefs sont appelés mairies ou fiefs boursiers ; il y en a plusieurs dans le pays Chartrain ; ces mairies sont inhérentes à certaines terres , & ne consistent qu'en certains droits & émoluments sans domaine.

30. MAIRE DU PALAIS. Sous la première race de nos Rois , ce fut un officier qui n'eut d'abord que la surintendance des affaires domestiques de la maison des Rois ; il représentoit ce qu'est aujourd'hui le grand-maire de la maison du Roi : telle est l'idée qu'on doit en avoir jusqu'à la mort de Dagobert I.

31. La mort de ce grand prince , qui fut l'époque de la décadence de l'autorité des Rois de la première race , fut

aussi l'époque de l'accroissement du pouvoir des maires du palais. Au gouvernement de la maison du Roi ils joignirent successivement le commandement des armées , l'administration générale de la justice & des finances ; leur titre ne fut plus simplement *palatii præfectus* ; ils s'appellèrent *dux Francorum* , *dux* & *princeps subregulus*.

32. Leur emploi , qui d'abord se donnoit selon la volonté du Roi , & s'ôtoit de même , devint un emploi à vie. Warnachaire , maire du palais de Clotaire II , exigea qu'il ne seroit jamais déplacé pendant sa vie ; par la suite la mairie devint héréditaire , il ne fut plus même au pouvoir du Roi de se donner un maire , ce fut la nation qui le choisit ; alors les maires du palais subjuguèrent des Rois sans courage & sans autorité , ils les chassèrent de leur trône & s'y assirent à leur place. Pepin , premier Roi de la seconde race , étoit petit-fils de Pepin d'Heristel , maire d'Austrasie sous Childeberr III ; ce qu'il y a de singulier dans cet événement , c'est que Pepin , après avoir ravi le trône à ses Rois légitimes , demanda au pape Etienne l'absolution du crime qu'il avoit commis en manquant de fidélité à son prince. Ce scrupule est admirable dans un usurpateur. Voyez l'abrégé chronologique de M. le président Hainault ; l'*esprit des loix* , liv. 31 , chap. 1 & suiv.

* 33. MAISONS-FORTES , sont des forteresses munies de fossés , pont-levis , canonnières , tours , &c. Voyez ci-dessus , *verbo* Forteresses.]

34. MAMBOUR. Dans l'ancienne jurisprudence & dans les anciennes formules , ce mot signifie tantôt tuteur , administrateur , chef de famille serve , garde-noble ; tantôt la garde & la protection du souverain , tantôt le gouverneur de quelque pays. Ce mot se trouve souvent dans les coutumes de Namur , de Hainault , de Mons , de Valenciennes.

nes; & il signifie tuteur & curateur.

35. MAMBOURNIE. Dans les mêmes coutumes, & ailleurs dans les anciennes chartes, signifie tutele, curatele, administration, garde, gouvernement, & quelquefois aussi la puissance paternelle.

36. MANANTS. Dans l'ancien langage des coutumes, ce mot signifie les habitants d'un pays, d'une ville, d'une seigneurie. *Voyez* Melun, art. 209, 330; Etampes, art. 87; Berry, tit. 1, art. 1 & 2, & autres coutumes. Aujourd'hui ce mot se prend presque toujours en mauvaise part; pour signifier un homme grossier, on dit c'est un manant.

37. MANEE DE SEL (droit de). Ce droit appartenoit autrefois à quelques seigneurs sur le sel qui se vendait dans leurs seigneuries; il fut adjugé aux abbés & religieux de saint Sulpice de Bourges, par arrêt de l'an 1257. Ce droit ou a été abonné en argent par le Roi, ou ne subsiste plus, sur-tout dans les pays de gabelles.

38. MANOIR, est un vieux mot qui signifioit autrefois une maison, un certain lieu fixe & distingué où un homme est présumé faire sa demeure. Ce terme n'est plus aujourd'hui en usage qu'en matière de fief.

* 39. MANOIR PRINCIPAL, est la principale maison d'un fief, destinée pour l'habitation du seigneur & pour recevoir la foi & hommage des vassaux. Il fait partie du préciput de l'aîné. *Vide supra, verbo Aîné.*

40. MARCHAGE. Dans les coutumes d'Auvergne, chap. 28, art. 2; de la Marche, art. 357, 359, 360, ce mot signifie le droit que deux paroisses voisines ont de faire paccager leurs bestiaux les unes sur les autres.

41. MARCHES. Dans les anciennes chroniques ce mot signifie frontières, limites. On disoit *les marches de l'em-*

pire, pour dire *les frontières de l'empire*. On prétend que de ce mot sont dérivés les noms de *marquis* & de *margrave*; ils étoient les gouverneurs des places frontières de l'empire, dans l'origine amovibles à la volonté du prince; mais par la suite, dans la confusion des affaires de l'empire, sous les empereurs de la seconde race de nos Rois, ces gouverneurs usurpèrent les villes de leurs gouvernements & les rendirent héréditaires dans leurs familles, ainsi que les titres de *margrave* & de *marquis*. *Voyez* ci-après *Marquis*.

42. MARCHES COMMUNES. En France, & dans de certaines provinces, comme en Bretagne, ce sont des paroisses qui séparent deux provinces l'une de l'autre, & dont les habitants sont justiciables de l'une & l'autre province par droit de prévention de juridiction, c'est-à-dire que, quand les habitants des marches communes de l'une de ces provinces sont appelées en la juridiction de l'autre, pour quelque cause que ce soit, civile ou criminelle, réelle ou personnelle, ils sont tenus de répondre & d'en subir la juridiction sans pouvoir la décliner, en sorte que la juridiction, qui est la première saisie pour quelque demande ou plainte, exclut l'autre d'en connoître.

43. Voyez dans les observations de M. Sauvageau sur la coutume de Bretagne, tom. 1, à la fin, un traité qu'il a fait de la nature & de l'usage des marches communes séparant les provinces de Bretagne, Poitou & Anjou. *Voyez* aussi de Ferrière sur l'art. 116 de la coutume de Paris.

44. MARCHÉ. *Voyez* Foires & marchés.

45. MARCIAGE, est un droit seigneurial dû dans quelques coutumes au seigneur direct d'héritages censuels, ou à la mort du seigneur, ou à celle du propriétaire des héritages, ainsi qu'il est

réglé par le titre ou par la coutume.

46. Le marciage est établi dans plusieurs coutumes , mais sous d'autres noms ; il y consiste ordinairement dans le double du cens qu'a coutume de payer le censitaire. *Voyez* Acapre.

47. Le marciage , proprement dit , se perçoit sur-tout en Bourbonnois dans les deux châtellenies de Billy & de Verneuil. Le marciage de Billy ne consiste qu'en une année du cens que le censitaire a coutume de payer. A l'égard du marciage de Verneuil , le droit est plus considérable : il consiste dans la dépouille d'une de trois années de l'héritage censuel sujet au droit , que le seigneur ou son fermier peuvent prendre à leur choix. Lorsque le marciage a lieu , il y a ouverture au droit à la mort naturelle du seigneur direct , & à celle du propriétaire utile de l'héritage censuel ; c'est pour l'exercice de ce dernier marciage que la coutume de Verneuil a introduit les règles suivantes.

48. 1°. Le seigneur ou son fermier ont trois années pour faire choix de l'une & pour en prendre les fruits ; ces trois années sont privilégiées ; s'il ne perçoit pas son droit dans cet intervalle , il est au choix du débiteur de lui refuser les fruits des années suivantes , & de le payer en argent , & ce dans les dix ans que le seigneur a pour former son action & se faire payer.

49. 2°. Si le censitaire n'a qu'un héritage qui ne soit pas cultivé , le seigneur ne perdra pas pour cela son droit ; on fera l'estimation de ce que l'héritage aurait pu produire en fruits , & le censitaire en paiera la valeur.

50. 3°. Lorsque le seigneur aura déterminé l'année des trois qu'il aura choisie pour lever son droit de marciage en nature , il le fera sçavoir au censitaire ; & si le marciage est général par la mort du seigneur , on le fera publier

à l'issue de la messe paroissiale , trois mois avant la récolte.

51. 4°. Le seigneur qui , pour son marciage , prend une année de la récolte , ne recevra cette année aucun cens sur l'héritage marciable , & remboursera en outre tous les frais de bouchure & d'entretien qu'il en aura coûté au censitaire , & ce remboursement se fera avant la récolte. Si ce sont des terres ou vignes où le colon est portionnaire , ce dernier ne paiera , l'année du marciage , que la moitié du cens.

52. 5°. Si l'héritage marciable est une métairie ou un corps de fief , on ne doit pas déposséder les fermiers ou colons : il faut se contenter du prix de la ferme ; & s'il n'y a point de fermier , percevoir seulement la portion du maître , en observant de ne point prendre le marciage sur les prés.

53. 6°. On ne prend aucuns loyers de maisons pour marciage , attendu qu'elles ne produisent aucuns fruits , & qu'on ne doit pas déloger le censitaire ou le vassal.

54. 7°. Si , après avoir annoncé l'année choisie pour percevoir la recette , il arrive une stérilité par grêle , ou autrement , qui emporte tous les fruits , le seigneur qui marcie ne sera pas moins obligé de rembourser au censitaire moitié des semences & autres frais d'entretien.

55. 8°. Si l'année du marciage arrive la dernière année du bail de ferme , la récolte commencée , ou non , le seigneur pourra choisir une des deux années suivantes pour percevoir son droit , sans que le fermier en exercice y puisse mettre empêchement.

56. 9°. Les fermiers des ecclésiastiques n'ont point de droit de demander en leurs noms le marciage.

57. 10°. Le droit de marciage n'est dû qu'à la mort naturelle , & non à la

mort civile, excepté par la profession religieuse d'hommes ou de filles.

58. 11°. Si l'échet deux mariages dans l'année, l'un par la mort du seigneur, & l'autre par celle du censitaire, il n'est dû qu'un seul droit.

59. 12°. Le seigneur qui lève les fruits du mariage doit payer les impôts publics, comme dixième & vingtième, même les tailles réelles imposées sur les héritages sujets à ce droit.

60. 13°. Si deux fermiers de la même seigneurie se trouvent vouloir prendre chacun le droit de mariage, ce sera le nouveau & dernier fermier qui aura la préférence sur le précédent fermier.

61. 14°. L'église ne marcie point, c'est à dire que le mariage n'est point dû à la mort du seigneur ou du prélat ecclésiastique, mais seulement à celle du tenancier. Au surplus voyez la coutume de Verneuil, locale de Bourbonnois. Voyez Freminville, des droits seigneuriaux, tome 5. Voyez Pluit seigneurial.

62. MARÉCHAUSSEE. Les juges des seigneurs, dans les besoins qu'ils peuvent avoir des cavaliers de la maréchaussée pour mettre leurs sentences à exécution, sont obligés de se servir du terme *requerons*, & non de ceux-ci, *ordonnons*, *enjoignons*. Cette question a été souvent décidée par plusieurs arrêts du conseil; voyez notamment ceux des 9 juin 1733 contre le lieutenant général de police d'Orléans; 10 mai 1741, contre le bailli de Beauvais; 28 février 1742, contre le lieutenant criminel de Poitiers; 23 août 1742, contre le maître particulier des eaux & forêts de Guienne.

63. MARQUE (droit de, lettres de). Elles s'obtiennent, sur-tout en temps de guerre, pour pouvoir user de représailles, ou pour se faire rendre raison par les étrangers qui nous ont volé &

pillé, au mépris des saufs conduits respectifs. On prend encore des lettres de marques pour faire rendre les personnes, les biens, les marchandises que les étrangers retiennent injustement contre la foi publique. Au parlement de la Toussaints 1272, il fut donné arrêt contre la comtesse de Flandres, qui, sans avoir égard à un sauf-conduit, avoit fait prendre les marchandises d'un Anglois par forme de marque. En 1345 le parlement donna lettres de marques contre le Roi de Sicile. En 1420 le comte de Penthievre fut pris par le marquis de Bade, en vertu de lettres de marques. En 1443 le parlement décida qu'on n'accorderoit plus de lettres de marques qu'à ceux à qui le prince étranger auroit refusé la justice par trois fois.

64. Les ecclésiastiques n'étoient point compris dans les lettres de marques, ni pour le corps, ni pour leurs meubles; en général on ne pouvoit étendre les pouvoirs accordés par les lettres de marques jusqu'à la prise de corps, s'il n'en étoit expressément fait mention dans les lettres.

65. Le droit d'accorder lettres de marques est un droit de souveraineté qui n'appartient qu'au Roi ou au parlement; cependant les seigneurs, & surtout les grands vassaux qui avoient usurpé tous les pouvoirs de la souveraineté, accorderoient aussi des lettres de marques. Voyez les arrêts ramassés par du Tillet; Gallus, quest. 334, 359; Froissart, liv. 4, chap. 12; Monstrelet, tom. 1, chap. 237; l'indice de Ragueau; le dictionnaire de Trévoux, *hoc verbo*. Voyez encore l'*arbre des batailles*, imprimé à Paris chez Gerard en 1493, part. 4, chap. 77, 78, 79 & 80.

66. MARQUETTE (droit de), est un droit en argent que le mari est obligé de payer au seigneur pour l'empêcher de coucher avec la nouvelle mariée la première

Première nuit de ses noces. Papon, tit. *des adultères*, prétend que quelques seigneurs d'Auvergne ont ce droit.

67. Il tire son origine d'Ecosse ; le Roi Eugene l'établit pour lui & pour les seigneurs de son royaume ; il se faisoit payer le droit en nature. Mais la piété de Milcolombe III fit cesser cet affreux désordre, si contraire aux bonnes mœurs ; pour se rédimier de cette première nuit, il régla que le mari donneroit au seigneur une pièce d'argent d'un demi-marco, appelée *marquette*, ce qui a donné le nom au droit. On dit encore, *les marquettes des femmes d'Ecosse*.

* 68. MARQUIS, sont des seigneurs qui possèdent des terres érigées en marquisats.

69. Anciennement les marquis étoient chargés du gouvernement des frontières ; *relictis marchionibus qui fines regni tuentes, hostium arcerent incursus*. Aymon, *lib. 5, cap. 11*. Ainsi le marquisat, par son institution, étoit limitrophe, en sorte qu'il n'y en avoit point au cœur du royaume. C'étoit de simples officiers révocables à la volonté du prince ; mais dans la suite ces offices ont été supprimés, & on ne connoît aujourd'hui d'autres marquis que ceux dont les terres ont été érigées sous ce titre.

70. Quoique les marquisats ne soient pas à beaucoup près aussi anciens que les comtés, & que même ils aient été inconnus chez les Romains, néanmoins en France les marquis ont la préséance sur les comtes ; il en est de même en Italie, où l'on suit l'ordre que leur donne le titre des fiefs, *quis dicatur dux, marchio, comes*. C'est pourquoi, suivant la coutume de Normandie, art. 152, 153 & 154, la raxe du relief dû par le marquis est plus grande que celle du comte.]

71. MARQUISAT : c'est une terre à laquelle, par lettres-patentes de sa
Partie II.

majesté, la dignité de marquis a été annexée.

72. Suivant l'ordonnance du mois de juillet 1566, l'art. 279 de celle de Blois, la déclaration du Roi Henri III du 17 août 1579, pour qu'une terre puisse être érigée en marquisat, il faut qu'elle soit composée de trois baronnies & de trois châellenies pour le moins, ou de deux baronnies & six châellenies unies & incorporées ensemble & tenues du Roi sous un seul hommage.

73. On connoît ordinairement une terre érigée en marquisat, aux fourches patibulaires qui doivent être garnies de quatre piliers. On connoît encore un marquis à la couronne qu'il met au-dessus de ses armes : elle est moitié perles & moitié fleurons alternés.

74. MAUVAIS EMPORTE LE BON. C'est un proverbe commun dans les coutumes sèves, pour signifier que quand de deux époux, dont l'un est de franche condition, & l'autre serf, il naît des enfans, ils sont de la pire condition, c'est-à-dire serfs, & par conséquent sujets aux devoirs serviles envers le seigneur dans la terre duquel ils demeurent. Voyez Nivernois, tit. 8, art. 22 ; Bourbonnois, art. 198 & 208.

75. MAUVAIS TRAITEMENTS. Voyez Excès, Surcharge, Commise, Seigneur.

76. MÉE (droit de). Chopin dit que ce droit étoit autrefois en usage en Bretagne & en Poitou, & qu'il consistoit dans un certain avantage que l'aîné prenoit dans la succession des fiefs.

77. MÉHAIN, MÉHAIGNER, MÉHAIGNEUR. Ce sont de vieux termes qu'on trouve dans la coutume de Normandie, chap. 66 ; ils signifient blesser, battre avec outrage. Beaumanoir, chap. 57, dit : « il loist bien à l'oume à battre sa » femme, sans mort & sans méhain », c'est-à-dire la corriger doucement.

78. MEIX, est un vieux mot employé dans la coutume de Bourgogne, duché & comté, pour signifier, un bâtiment, un corps d'héritages. L'art. 4 du ch. 9 de la coutume de Bourgogne-duché, dit qu'un meix assis en lieu mainmortable, & entre meix de main-morte, est réputé de semblable condition que sont les autres meix mainmortables dudit lieu, s'il n'y a titre ou usance contraire. L'art. 84 de Bourgogne-comté décide la même chose. Voyez les art. 85 & 86 de la même coutume.

79. MENCAULDE : c'est une mesure à bled en usage dans l'Artois & du côté de Cambray.

80. MENCAULDÉE. Dans la coutume de Lens, art. 5, & dans d'anciennes chartres, signifie une certaine quantité de terrain; l'art. ci-dessus dit que pour chacune mencauldée est dû au seigneur quatre deniers d'entrée, & autant d'issues, & pour le manoir douze deniers. Sur ces deux derniers mots, voyez le glossaire de Ducange,

81. MENÉE DE FIEF, se dit quand le sergent du seigneur ajourne les vassaux & sujets de la seigneurie pour comparoître en justice. Autrefois on disoit encore qu'il y avoit *menée de fief*, quand le sergent avertissoit les vassaux & sujets d'aller à la guerre pour leur seigneur; mais cette menée de fief ne peut plus avoir lieu. Voyez la coutume de Bretagne, art. 269.

82. MERCURIALE. En matière de paiement de droits seigneuriaux, & de leur évaluation, on appelle mercuriale un registre que tient le greffier de la justice du lieu où il y a marché, sur lequel, à chaque jour de marché ou de foire, il écrit le prix ou les différents prix de chaque espèce de grains. Ce registre doit être coté & paraphé en toutes les pages par le juge des lieux, & ne doit servir qu'à cet usage. On s'en sert

lorsqu'il est question de procéder à la liquidation ou évaluation de droits seigneuriaux.

83. Lorsque ces droits consistent en grains, le seigneur a le privilège d'en demander la dernière année échue en espèces, mais il n'en peut pas demander davantage; les autres, à quelque nombre qu'elles puissent monter, doivent être payées en argent, suivant l'évaluation qui en sera faite sur les mercuriales des lieux, ou du plus prochain marché; c'est le droit commun, fondé d'ailleurs sur plusieurs loix précises. Voyez l'arrêt des grands jours tenus à Clermont, portant règlement pour les droits seigneuriaux, du 9 janvier 1666; l'art. 11 de la déclaration du Roi du 11 juin 1709; l'art. 5 de celle du 26 octobre 1740.

84. Le seigneur, en vertu de la coutume, ou d'un titre paré, telle que seroit une reconnoissance en due forme, peut faire faire commandement de payer en espèces la dernière année du cens, ou autre semblable droit; & à défaut de paiement, procéder par voie de saisie. A l'égard des autres années, il n'a pas le même privilège; il doit, par son procureur-fiscal, présenter requête au juge pour procéder à leur évaluation en argent suivant les mercuriales du prochain marché. Après l'évaluation faite, le juge prononce condamnation du montant, & le procureur-fiscal en poursuit le paiement au profit du seigneur.

85. Souvent cette évaluation se fait pardevant un notaire, mais cet officier ne prononce pas condamnation du montant, il en fait seulement passer au censitaire obligation, dont ensuite on poursuit le paiement.

86. L'article 10 de l'arrêt du 9 janvier 1666 des grands jours de Clermont défend expressément à tous juges & autres, en procédant à la liquidation des grains, de les taxer à plus haute

valeur que celle des mercuriales, à peine de répétition du surplus contr'eux. Ainsi le juge ou le notaire, dans leur procès-verbal d'évaluation, doivent également spécifier le prix de chaque espèce de grains année par année, & à chacune d'elles faire un total. Cette précision est essentielle, autrement on ne pourroit pas connoître si le juge ou le notaire ont suivi les mercuriales, ou non.

87. Dans le procès-verbal de liquidation, il faut en outre viser la requête qui aura été présentée, l'assignation donnée au censitaire pour être présent au procès-verbal, sa reconnaissance & l'extrait du registre des mercuriales.

88. La liquidation des grains doit se faire du plus beau bled qui se recueille dans les héritages censuels, & au plus haut prix qu'il valoit au jour de l'échéance du cens, c'est-à-dire, au prix que les grains auront valu au plus près marché, devant ou après l'échéance. C'est une règle que l'usage a introduite partout & autorisée par les art. 3, 4 & 5 de l'arrêt des grands jours de Clermont ci-dessus. Voyez en outre l'article 11 de la déclaration du Roi des 11 juin & 8 octobre 1709; le règlement du parlement du 8 janvier 1710; l'art. 4 de la déclaration du Roi du 26 octobre 1740.

89. L'arrêt du conseil d'état du Roi du 13 octobre 1750, a décidé que lors des liquidations de cens & rentes seigneuriales, les censitaires & les débiteurs n'ont point droit de faire la retenue des vingtièmes.

90. Si, au préjudice des évaluations & liquidations faites, le seigneur ou son fermier se faisoient payer les cens en grains, ou à plus haut prix que celui porté par les liquidations, ils encourroient les peines portées par l'art. 7 de l'arrêt de règlement des grands jours de Clermont, sçavoir, la restitution du quadruple de ce qu'ils auront exigé, applicable moitié à l'hôpital des lieux ou de

la ville la plus prochaine, l'autre moitié au dénonciateur; & en cas de récidive, la même peine, & en outre la punition corporelle.

91. Les art. 11 & 12 du même règlement font défenses à tous seigneurs, leurs fermiers, receveurs & autres, de se faire passer des obligations pour arrérages de cens de plus grande somme que la valeur des grains, & ordonnent qu'à cette fin il sera stipulé dans lesdites obligations la qualité & quantité desdits grains, & le prix de chacune année par année, ainsi que les frais & dépens; fait défenses à tous notaires de recevoir lesdites obligations, si le tout n'y est particulièrement spécifié, à peine de nullité desdites obligations, pette des sommes y contenues au profit des débiteurs, & de tous dépens, dommages & intérêts contre les parties qui auront stipulé à leur profit dans lesdites obligations, en gros & sans spécification particulière, & de 200 livres d'amende contre les notaires qui les auront passées.

92. MESGNIE. Dans les coutumes serves c'est le ménage, la femme, les enfans, les serviteurs, tout le mobilier de l'homme serf. Ce mot est fort employé dans les vieilles chartres. On dit proverbialement : *tel est le maître, telle est la mesgnie*. Voyez Normandie, ch. 61, 85. Voyez les formules de Marculte & les notes de M. Bignon.

93. MESSES PAROISSIALES. Par édit de 1571, & par un arrêt rendu aux grands jours de Clermont le 30 octobre 1665, il est expressément défendu aux gentilshommes, seigneurs, & à tous autres de violenter & contraindre les curés de célébrer la messe de paroisse à d'autres heures que celles marquées par les tituels. « C'est un grand abus, dit » Marechal, chap. 8, que la plupart » des seigneurs, non-seulement patrons, » mais encore de simples houbereaux & » prétendus gentilshommes entrepren-

» nent jusqu'à changer l'ordre & l'heure
 » du service divin , en faisant avancer
 » la messe de paroisse à des heures in-
 » dues pour les attendre , leurs femmes
 » & famille , ce qui cause le mépris des
 » prêtres & la débauche du peuple , prin-
 » cipalement de ceux qui demeurent
 » aux villages & hameaux éloignés de
 » l'église , qui sont souvent contraints
 » de s'en retourner sans entendre la
 » messe ».

94. MESSIERS. *Voyez* Garde Mes-
 sier.

95. MESSIRE , est un titre de dignité
 qu'on donne dans les actes publics aux
 personnes distinguées par leur naissance ,
 par les honneurs & les grandes charges
 dont elles sont revêtues. Autrefois les
 simples gentilshommes ne prenoient
 point cette qualité , ils se contentoient
 du titre modeste d'*écuyer*. On donne
 encore la qualité de *messire* aux ecclé-
 siastiques.

96. MESURAGE (droit de) , est
 celui qui se paie aux seigneurs sur cha-
 que mesure , ou pour les poids & me-
 sures qu'ils fournissent quand ils ont
 droit d'en avoir.

97. MESURE (droit de) , est le
 droit de donner des poids & des me-
 sures aux sujets qui dépendent d'une sei-
 gneurie.

98. Ce droit , par sa nature , ne peut
 appartenir qu'au souverain ; mais , soit
 concession de sa part , soit usurpation des
 anciens seigneurs sur l'autorité du sou-
 verain , il est constant aujourd'hui qu'il
 y a une infinité de seigneurs à qui on
 ne peut disputer le droit de donner à
 leurs sujets des poids & des mesures ,
 de les étalonner , de les marquer à leurs
 armes , de forcer leurs sujets à s'en ser-
 vir sous certaines peines , & de leur
 payer les droits qui , pour raison de ce ,
 leur sont dus.

99. Il n'est cependant pas permis à
 tous seigneurs indistinctement de don-

ner poids & mesures à leurs sujets. Il
 faut , 1°. que le seigneur soit haut jus-
 ticier ; 2°. qu'il ait dans l'étendue de sa
 justice marchés & foires ; 3°. qu'il ait
 titre ou possession immémoriale. *Voyez*
Étalon ; *voyez* aussi sous ce mot ce qui
 concerne l'étalonnage des poids & me-
 sures. *Voyez* *Étalonner*.

100. Les mesures sont de droit pu-
 blic , d'où il faut conclure , 1°. que per-
 sonne ne peut prescrire contre leur
 étalon qui est un titre muet , qui parle
 dans tous les temps contre ceux qui les
 agrandissent ou les diminuent. 2°.
 Qu'on peut , nonobstant toute prescrip-
 tion , demander la réduction des me-
 sures sur l'étalon. 3°. Que celui qui se
 serviroit d'une mesure non marquée &
 foible , quand même il n'y auroit pas
 de mauvaise foi de sa part , seroit con-
 damnable à l'amende. *Voyez* la *Peyrere*,
 lett. P ; *Chorier* en sa jurisprudence sur
Guy-Pape , pag. 130.

101. Dans une même seigneurie il y
 a souvent différentes mesures ; celle dont
 on se sert au marché , qu'on appelle
mesure vendant , est quelquefois autre
 que celle dont on se sert pour la recette
 des droits seigneuriaux , & qu'on ap-
 pelle *mesure censale* ou *mesure de grenier*.
 Ces mesures peuvent encore avoir
 d'autres noms selon les endroits diffé-
 rens ; dans la seigneurie de Mareuil ,
 par exemple , on appelle la mesure cen-
 sale *le boisseau jaune* , sans doute parce
 que ce boisseau est revêtu de cercles de
 cuivre jaune.

102. Cette inégalité de mesure n'a
 été introduite que pour favoriser la cu-
 pidité des anciens seigneurs , ou même
 de leurs fermiers , & donner lieu à
 quantité de monopoles , sur-tout de la
 part de ces derniers. Pour les éviter au-
 tant qu'il est possible , les seigneurs
 doivent au moins veiller à ce que leur
 mesure censale ou de grenier soit tou-
 jours bien étalonnée & bien ajustée ,

forcer leurs fermiers à s'en servir & ne pas avoir, pour la recette des droits seigneuriaux, des mesures arbitraires. Sur l'inégalité des mesures, voyez Lamare dans son traité de police, tom. 2, liv. 5, tit. 8, chap. 2.

103. Dans les villes ou seigneuries où on perçoit la leyde, ou autres semblables droits, sur les grains qui se vendent aux jours de foires & marchés, les seigneurs sont obligés de fournir gratuitement aux marchands les mesures nécessaires pour débiter & vendre leurs grains; le droit de leyde est toujours à cette charge. D'un autre côté, les marchands sont obligés de se servir des mesures de la seigneurie; s'ils en avoient de particulières, le procureur fiscal peut les faire saisir, condamner les marchands en de grosses amendes, leur faire faire même leur procès si la fraude étoit considérable.

104. Denisart, dans son recueil de jurisprudence, *verbo* Mesure, cite un arrêt de la cinquième des enquêtes du 11 avril 1715, rendu entre le curé de Rosnay en Bresme, & le décimateur de la paroisse, qui a jugé que, quoique ce décimateur fût dans une possession immémoriale de payer le gros au curé, dans la paroisse duquel il percevoit les dixmes, en mesurant le gros avec le boisseau dont le seigneur de la paroisse se servoit pour recevoir les rentes en grains que lui payoient ses censitaires, le gros devoit néanmoins être payé à la mesure publique & royale plus prochaine du lieu, au moyen de ce qu'aucun titre n'annonçoit à quelle mesure ce paiement devoit se faire.

105. Les motifs de cet arrêt sont, ajoute Denisart, que l'on ne doit reconnoître d'autres mesures que celles qui ont été étalonnées dans les justices royales, ou dans celles des seigneurs qui ont des mesures matrices, & qui peu-

vent contraindre leurs sujets & justiciables à s'en servir.

106. On appelle mesure dans un autre sens que celui dont on vient de parler, tout ce qui sert pour régler, pour déterminer la grandeur, l'étendue ou la quantité de quelques corps, comme une lieue, un arpent, un acre, un journal, &c. Sur cet objet nous observons seulement qu'en fait de contrat de vente d'héritages, la mesure doit se faire suivant la coutume du lieu où le contrat a été passé, quand il n'est point fait mention dans le contrat, suivant quelle règle la mesure doit être faite. Voyez Carondas, liv. 7, rep. 83; & Papon, liv. 17, tit. 2.

107. En matière de bois, la mesure générale est celle introduite par l'art. 14 du titre 27 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669; sçavoir, l'arpent composé de cent perches, la perche de vingt-deux pieds, le pied de douze pouces, & le pouce de douze lignes. Quelques-uns ont prétendu que cette mesure ne pouvoit avoir lieu que pour les bois du Roi: mais un arrêt du trois mars mil six cent quatre-vingt-dix, rapporté par Augeard, a décidé formellement que cette mesure auroit également lieu pour les ventes des bois des seigneurs & des particuliers, sur-tout quand dans les ventes il ne seroit point fait mention à quelle mesure la vente a été faite.

108. MÉSUS, signifie proprement le dommage, les délits, l'abus, les dégradations qui se commettent dans les bois & pâturages communs. Comment on doit constater le méfus, en poursuivre la réparation, comment il se punit; voyez Garde-messier. Voyez Bouvot, tom. 2, *verbo* Méfus. Taissand sur l'article 6 du titre 1 de la coutume de Bourgogne.

109. MEUBLES SUIVENT LA PERSONNE. C'est une maxime générale, en

matière de confiscation, que les meubles appartiennent au seigneur duquel le condamné est couchant & levant, & les immeubles aux seigneurs des lieux où ils sont situés.


110. METTRE LA MAIN AU BASTON. C'est une formalité en usage dans quelques coutumes pour mettre l'acquéreur en possession d'un héritage censuel ou féodal; le seigneur ou ses officiers lui mettent un petit bâton à la main. *Voyez* Artois, art. 136; Amiens, art. 31; Cambrai. tit. 5, art. 1; Laon, art. 26; Chauny, art. 30; Rheims, art. 165.

111. METTRE EN SA TABLE. *Voyez* Table, Union, Réunion.

* 112. MI-LODS. Ce terme signifie la redevance qui se paie en quelques pays à toutes mutations & changements de possesseur de l'héritage censier, excepté aux mutations qui se font par vente; car alors les lods sont dus en entier au seigneur. *Voyez* Bretonnier sur Henrys, tom. 2, liv. 3, chap. 31. Ce droit est appelé *mi-lods*, parce qu'il n'est que la moitié des lods que le nouveau possesseur par vente est obligé de payer.

113. Suivant le droit romain, *l. ult. cod. de jur. emphyt.* les donations mêmes sont sujettes au paiement des lods; c'est aussi l'opinion de la plupart des interprètes, *quia ex quâcunque causâ transfertur dominium, ex eâ etiam debetur laudimium*. Mais cela n'est point observé en France où les lods ne sont dus que dans le concours de deux circonstances, *translatio domini & assignatio pretii*. On trouve bien la première dans les donations, mais non pas la seconde; il y a néanmoins des coutumes qui distinguent entre les donations gratuites, & celles qui sont faites pour cause onéreuse ou rémunératoire; en sorte qu'en ce dernier cas elles assujettissent le donataire au paiement des lods, parce que ces

sortes de donations approchent de la vente ou du bail en paiement. *Vide Chassân. in consuet. Burg. titre des cens.* Il y en a d'autres qui prennent un autre milieu & qui exigent les *mi-lods* de toutes sortes de donations, *de consuetudine generali in presenti patriâ Delphinatûs solvuntur dimidia laudimia pro re donatâ*, dit Guy-Pape, quest. 48; il faut néanmoins en excepter les donations faites par le père ou la mère à leurs enfants, par la raison prise de la loi *in suis*, ff. de liber. & posthum. Dans la jurisprudence du parlement de Bordeaux il n'est dû ni lods ni *mi-lods* de la donation, à moins qu'elle ne fût simulée & frauduleuse.]

114.  *Voyez* ce qu'a dit à ce sujet le commentateur d'Henrys, liv. 3, ch. 3, quest. 11, 12, 22, 23, 24 & 75. *Voyez* le glossaire du droit françois, le dictionnaire de Brillou.

* 115. MINAGE, est un droit dû au seigneur pour le mesurage des bleds qui se vendent dans l'étendue de sa seigneurie. Ce droit est ainsi nommé, parce que le vaisseau à mesurer le bled s'appelle *mine*.

116. Le minage est aujourd'hui, presque par tout le royaume, plutôt royal que seigneurial; c'est pourquoi nous n'entrerons point dans le détail de cette matière: ceux qui voudront s'en instruire n'ont qu'à voir ce qu'en dit M. Brillou dans son dictionnaire.]

117. MINE. On appelle mine ces endroits de la terre où la nature a formé les pierres précieuses, l'or, l'argent, les autres métaux, les minéraux.

118. L'ancienne jurisprudence des Romains donnoit la propriété des mines aux propriétaires des héritages où elles se trouvoient, c'étoit un présent de la nature. Depuis, les empereurs romains se sont attribué un dixième dans les mines; les Rois de France se sont donné

le même droit , & en outre se font attribué la propriété de toutes les mines d'or trouvées dans l'étendue de leur royaume , comme un préciput dû à la souveraineté de leur couronne. Aujourd'hui il est défendu à toutes personnes de fouiller mines sans une permission expresse de sa majesté. *Voyez* la déclaration de Charles VI du 30 mai 1413 , celle de Louis XII en 1498 , de François I du mois de décembre 1515.

119. Charles IX , par son édit du 26 mai 1563 , ordonna que les seigneurs engagistes ne pourroient prétendre aucun droit sur les mines trouvées dans les terres de leur engagement , s'il ne leur étoit expressément engagé.

120. Par édit du mois de juin 1601 , art. 1 , il est ordonné que le dixième , dans le produit des mines , sera payé au Roi , franc & quitte , pur & affiné. L'article 2 excepte de ce droit les mines de soufre , salpêtre , fer , ocre , pétrole , charbon de terre , ardoise , plâtre , craie , & autres sortes de pierres pour bâtimens , & meules de moulins. L'entière disposition de toutes ces matières est abandonnée aux propriétaires des fonds où elles seront trouvées.

121. Un arrêt du conseil du 14 mai 1604 , rendu en interprétation du précédent édit , exempta du droit d'aubaine les étrangers intéressés ou travaillants aux mines en France , pour tout ce qui sera relatif à l'intérêt ou au travail desdites mines , encore qu'ils ne soient naturalisés.

122. Un autre règlement du conseil , du mois de juin 1680 , concernant les mines de fer , ordonne que les seigneurs & autres qui auront de semblables mines dans leurs terres , seront tenus , à la première sommation qui leur sera faite par les propriétaires des fourneaux voisins , d'établir des fourneaux pour convertir les matières , sinon permis au propriétaire du plus prochain fourneau ,

& à son refus , aux autres propriétaires des fourneaux , de proche en proche , & à ceux qui les font valoir , de faire ouvrir la terre & d'en tirer la mine de fer , en payant aux propriétaires des fonds , pour tout dédommagement , un sol par chacun tonneau de cinq cens pesant.

123. Les articles 61 de la coutume d'Anjou , & 70 de celle du Maine , décident que , fortune d'or trouvée en mine appartient au Roi , & fortune d'argent trouvée en mine appartient aux comtes , vicomtes , &c. Mais la seconde partie de ces dispositions ne peut être exécutée que de la façon prescrite par les ordonnances , édits & déclarations sur le fait des mines.

124. De tout ce qu'on vient de dire il s'ensuit que le seigneur haut justicier n'a jamais de part dans les mines trouvées dans l'étendue de sa justice , quoiqu'il ait part dans les trésors qu'on y découvre.

125. La raison que donnent les auteurs de cette différence , est que le trésor est mis dans son lieu par main d'homme : mais les mines sont un don de la nature , elles font portion de la terre , ainsi elles appartiennent à celui qui en est le propriétaire , ou au souverain , suivant qu'il est réglé par les loix de l'état. *Voyez* Coquille sur les art. 1 & 2 de la coutume de Nivernois , & dans son *institution au droit françois* , titre des droits de justice.

126. Il y a des juges appelés *maîtres des mines* , qui connoissent en première instance des contestations qui peuvent naître à ce sujet , & dont les jugemens ressortissent par appel à la cour des monnoies.

127. MINU. Dans la coutume de Bretagne , art. 81 , 360 , on appelle *minu* ce qu'ailleurs & dans presque toutes les autres coutumes on appelle *aveu & dénombrement* ; c'est le détail circonstancié

que l'acquéreur d'héritages féodaux ou censuels est tenu de donner au seigneur dont il relève, dans les délais prescrits par la coutume. L'acquéreur d'héritages féodaux ayant juridiction, doit donner son minu dedans l'an à compter du jour qu'il est entré en possession, & l'acquéreur d'héritages censuels dans les six mois, le tout à peine de saisie des héritages; c'est la disposition textuelle de l'art. 360; l'art. 81 décide que le seigneur, ou ses officiers, recevra ces minus ou déclarations gratuitement & sans rien recevoir directement ni indirectement, à peine de restitution du quadruple, & d'être punis comme exacteurs.

128. MINUTES DE TERRIER. On nomme *minute* l'original d'un acte authentique qui doit toujours rester dans un dépôt public, afin que l'officier qui en est dépositaire en puisse délivrer des expéditions aux parties intéressées qui en auront besoin.

129. Quelques seigneurs ont prétendu que les minutes de leurs terriers devoient être déposées dans leurs archives par les notaires qui avoient renouvelé ces terriers; mais cette prétention, également contraire aux réglemens & à la sûreté publique, a été proscrite par plusieurs arrêts & réglemens; par un du parlement de Paris du mois d'août 1759, rendu entre le vicomte d'Aumale & M^e Lejeune, notaire à Soissons, chargé de la rénovation du terrier de la terre d'Aumale; cet arrêt ordonne que Lejeune restera dépositaire de ses minutes.

130. Les minutes d'un terrier sont des actes communs & synallagmatiques, il seroit dangereux de les confier à l'une ou à l'autre des parties, au seigneur ou au censitaire; ainsi il faut qu'elles restent dans un dépôt public & libre, & ce dépôt ne peut être que l'étude du notaire qui a reçu les actes, où dans tous les temps il est loisible aux parties d'en prendre communication & d'en lever

les expéditions qui leur sont nécessaires.

131. Un notaire, dont l'office est non-seulement de découvrir & de rédiger les actes, mais encore d'en garder les minutes, ne peut les remettre à un seigneur sans trahir son devoir & sa conscience, & sans s'exposer aux peines prononcées à cet égard par les ordonnances. L'art. 173 de l'ordonnance de 1539 charge expressément les notaires de garder leurs minutes diligemment, pour y avoir recours quand il sera requis & nécessaire. La même obligation est prescrite par l'édit d'Henri III du mois de mai 1575, par celui du mois de novembre 1637, la déclaration d'octobre 1646, l'édit de décembre 1691.

132. L'arrêt du conseil d'état du 7 septembre 1720 défend aux notaires de remettre les minutes aux parties, à peine d'interdiction pour toujours des fonctions de leurs charges & offices, & d'être condamnés comme faussaires sur les grosses & expéditions par eux délivrées d'actes dont ils ne pourront représenter les minutes.

133. Si les minutes d'un terrier ne peuvent point être déposées dans les archives du seigneur, elles ne doivent pas non plus l'être au greffe de sa justice. Un arrêt en forme de réglement du 13 avril 1722 fait défenses aux officiers du bailliage de Gien d'ordonner aucun dépôt en leur greffe, des actes passés devant notaires, s'ils ne sont argués de faux. La même chose a encore été jugée depuis par arrêt du 22 août 1742 en faveur des notaires de Vitry-le-François, contre les officiers du bailliage du même lieu.

134. Quelquefois les seigneurs s'emparent ou achètent les minutes des notaires qui décèdent dans leurs terres; mais il n'est pas pour cela loisible au seigneur de déposer ces minutes dans ses archives, au greffe de sa justice, ou dans

dans quelqu'autre dépôt éloigné des lieux, comme, par exemple, seroit un notaire au châtelet de Paris, éloigné de l'endroit de quarante ou cinquante lieues. Il faut absolument les mettre chez un notaire sur les lieux, où les censitaires puissent commodément en lever les expéditions quand ils en ont besoin. Ce seroit souvent ruiner les censitaires & les réduire à l'impossible, que de les mettre dans le cas d'aller chercher une expédition à cinquante lieues de leur demeure.

* 135. MIROUER DE FIEF, se dit de la branche aînée, parce que les seigneurs n'ont les yeux que sur cette branche pour régler leurs droits & devoirs féodaux. Voyez le glossaire du droit françois, verbo *Mirouer de fief*; & Loyfel en ses inst. coutum. liv. 4, tit. 3, n. 77. C'est un vieux terme peu usité.]

136. MISTRAL. En Dauphiné on appelloit ainsi autrefois les officiers que les seigneurs laïcs ou ecclésiastiques établissoient dans leurs terres pour y rendre la justice, veiller à la perception de leurs droits, ainsi qu'à toutes les autres affaires qui pouvoient les intéresser. Quoique ces emplois ne paroissent pas fort honorables, cependant les dauphins & les grands seigneurs du Dauphiné ne les donnoient qu'à des personnes nobles, & le *mistral* étoit fort au-dessus du juge châtelain. On appelloit *mistralie* le district dans lequel le *mistral* exerçoit sa juridiction. La *mistralie* de Vienne étoit très-considérable, l'archevêque en donnoit les provisions. Entr'autres droits, le *mistral* de Vienne avoit celui de prendre deux sols pour livre de la dot des femmes qui convoloient en secondes noces. Voyez Chorier en son histoire du Dauphiné, liv. 11, chap. 22. Aujourd'hui la dignité des *mistraux* est fort diminuée, le *mistral* n'est plus que le moindre officier des communautés où cette charge n'est pas encore entière-

Partie II.

ment éteinte. Selon Revel, sur les statuts du Bugey, pag. 419, on y appelle *mistraux* les gens préposés pour la garde des fruits de la campagne.

137. MONÉAGE (droit de). C'est un droit que nos Rois, même de la première race, établirent sur la fabrication des monnoies. Le plus ancien monument qui nous reste sur cette imposition est le canon 27 du parlement tenu à Verneuil sous Pepin; ce prince ordonna que dans la suite on ne tailleroit plus que vingt-deux sols dans la livre d'argent, & que de ces 22 pièces le monétaire en retiendrait une pour son droit de monéage. Ce droit, dans les siècles suivans, fut poussé si loin, que le peuple, pour engager le Roi à y renoncer, consentit qu'il imposât à la place les tailles & les aydes. Le chap. 15 de la coutume de Normandie traite du monéage, & nous apprend que les Normands accordèrent à leur duc une aide de douze deniers par feu, payable de trois ans en trois ans, à condition qu'il ne feroit dans les monnoies courantes aucun changement. Il est encore fait mention de ce droit dans la charte aux normands, accordée par Louis Hutin en 1315.

138. Les seigneurs qui, sous la fin de la seconde race, usurpèrent tous les droits de la souveraineté, n'oublièrent pas de s'arroger celui de battre monnaie; il y a apparence qu'ils ne furent pas plus modérés que nos Rois dans les droits qu'ils imposèrent sur la fabrication des espèces d'or & d'argent. Sous le règne de Philippe le Long les peuples se plaignirent vivement des vexations qu'ils éprouvèrent de la part des seigneurs à cet égard; & ces plaintes allèrent si loin, que les seigneurs furent forcés de prendre le Roi pour leur arbitre au parlement de 1320. Parmi les seigneurs dont on se plaignoit, on compte le seigneur de Châteauroux, ceux de

M

Sancerre & de Vendôme, les comtes de Clermont, de Blois, du Mans, de Beaumont, les sires de Bronce & de Vicchion. Sous le même règne, en 1321, le Roi ayant résolu d'établir pour toute la France une même monnaie, les seigneurs & les prélats qui avoient droit d'en battre, s'opposèrent au projet du prince, qui l'abandonna. Ce fait, attesté par Meseray, paroît contredire ce que dit l'abbé Velly au règne de Philippe le Bel, sçavoir « que ce prince » commença à réduire les hauts seigneurs » à vendre leur droit de battre monnaie, par le moyen d'un édit par lequel il gênait si fort la fabrication qui se faisoit dans leurs terres, qu'ils trouvèrent plus utile d'y renoncer ». Il faut croire que cela n'eut lieu que longtemps après Philippe le Bel, puisque sous le règne de Philippe le Long son fils, qui même ne régna qu'après Louis Hutin son frère, les seigneurs eurent encore assez de pouvoir pour arrêter l'exécution des loix faites pour leur enlever le droit de battre monnaie. Quoi qu'il en soit, il est certain aujourd'hui en France qu'il n'y a que le Roi qui ait droit d'y battre monnaie, & qu'aucun seigneur n'oseroit s'arroger le même droit, sans cependant qu'on puisse précisément fixer l'époque où les seigneurs ont absolument cessé de battre monnaie. Sur le droit de monéage, voyez l'indice de Ragueau, le glossaire du droit françois; Mezeray, sous le règne de Philippe le Long; l'abbé Velly, tom. 2, pag. 103, tom. 7, pag. 302; Corbin, suite de patronage, chap. 13.

139. MORTAILLABLE. Dans les coutumes sèves, on appelle *gens mortuables* ceux qui sont serfs de quelques seigneuries, ou à cause de la demeure qu'ils y font, ou à cause des héritages qu'ils y possèdent, & auxquels, après leur décès, les seigneurs ont droit de succéder. Voyez ci-après Mortaille.

140. MORTAILLE (droit de). C'est le droit que les seigneurs, dans les coutumes sèves, ont de succéder à leurs hommes serfs lorsqu'ils meurent sans parents communs avec eux.

141. Quand la servitude étoit sans bornes, le serf & tout ce qui lui appartenait, biens, meubles & immeubles, femmes & enfants, & enfin tout ce qui composoit la *mesnie*, pour me servir du langage des vieux titres, appartenait en toute propriété au seigneur, qui, dans tous les cas, succédoit seul à son serf, à peu près comme le grand seigneur succède encore aujourd'hui à ses sujets, qui tous sont ses esclaves.

142. En France les rigueurs de la servitude se sont adoucies peu à peu; les changements arrivés dans les mœurs & dans l'état ont insensiblement diminué parmi le peuple la pesanteur des fers du gouvernement féodal; une partie des anciens serfs a recouvré sa liberté; ceux qui le sont encore ne sont point à beaucoup près si assujettis qu'ils l'étoient autrefois; & relativement au droit dont nous parlons, le seigneur ne succède plus à son serf, si ce n'est dans le cas où ce dernier décède sans enfans ou sans parents communs avec lui au jour de son décès.

143. De ce principe général dans les coutumes sèves, il suit que tout enfant, tout parent ne succède point au serf auquel il auroit dû succéder par droit de nature, lorsqu'au jour de son décès il est séparé de communauté avec lui; sur quoi il faut cependant observer que toute demeure séparée n'opère point une séparation capable de donner une ouverture à la mortaille. Le fils ou le commun qui est en service, en apprentissage, aux études, qui desservent une cure, est censé commun, & exclut le seigneur de la mortaille; autre chose seroit, si le commun possédoit un bénéfice en titre. Voyez Châteauneuf, article

23, tit. 2; Nivernois, tit. 8, art. 14; Coquille, quest. 282.

144. Dans quelques coutumes serfs, les serfs ne peuvent contracter communauté, si ce n'est avec gens de semblable condition, du consentement de leur seigneur; & lorsqu'une fois ils se sont séparés, ils ne peuvent plus se rassembler sans le même consentement. *Voyez* le Chatellet, art. 8, 11, 14; Linieres, art. 4; Nivernois, tit. 8, art. 9 & 15; Bourgogne-comté, tit. 15, art. 15.

145. La mortaille n'a pas une égale étendue dans toutes les coutumes. Dans les unes elle ne comprend que les meubles, dans d'autres que les immeubles; ailleurs la mortaille embrasse généralement tous les meubles & les immeubles du serf décédé; c'est ce qui est clairement expliqué dans l'art. 6 de la coutume de Troyes.

146. Si le serf, dont le décès donne lieu à la mortaille laisse des héritages en différentes seigneuries, chaque seigneur succède aux héritages situés dans son territoire, suivant & ainsi qu'il est réglé par les différentes coutumes.

147. Le seigneur qui succède au serf est tenu des dettes jusqu'à concurrence des biens du défunt, en faisant néanmoins bon & fidele inventaire. *Voyez* Bacquet, des *deshérences*, chapitre 3, n. 9.

148. Si le droit de mortaille est un droit servile contre le serf, & un droit utile au profit du seigneur, il s'ensuit qu'il n'est pas au pouvoir du serf de préjudicier au seigneur & de lui enlever la mortaille par un testament, une donation, ou autre semblable disposition; les coutumes le défendent expressément. *Voyez* Nivernois, tit. 8, art. 32; Troyes, art. 6; Bourgogne-comté, tit. 15, art. 14; Châteauneuf, art. 9; le Chatellet, art. 9.

149. MORT D'UN FIEF. On trouve cette expression dans la coutume de

Cambray, tit. 1, art. 19, 70, 71; c'est quand un père délaisse à quelqu'un de ses enfans, quand un particulier délaisse à son présomptif héritier un fief en avancement d'hoirie. Si l'enfant, si l'héritier meurt, sans hoirs de leur corps, celui qui a délaissé le fief, ou qui s'en est fait mort, pour me servir des termes de la coutume, étant encore vivant, alors le fief retourne au donateur sans payer aucuns droits au seigneur.

150. La femme, encore qu'elle soit séparée de mariage, & qu'elle ait enfans, se peut faire morte ou se dessaisir d'un de ses fiefs seulement au profit de son plus prochain héritier, & non d'autres, en avancement d'hoirie. Ce délaissement n'opère aucuns droits seigneuriaux, sinon que l'héritier doit double relief & un simple droit de chambrelage. Lorsque l'héritier laisse au donateur l'usufruit du fief délaissé, il n'est dû pour raison de ce aucuns droits seigneuriaux.

151. MORT-GAGE. Suivant la coutume de Lille, art. 27, on peut disposer de ses fiefs par testament au profit de ses descendants en ligne directe seulement, à titre de mort-gage, c'est-à-dire, sans qu'il soit dû aucun droit seigneurial. Dans la même coutume, la même exemption est accordée pour les fiefs donnés par donation ou autre semblable acte entre-vifs aux descendants en ligne directe. Cette exemption n'a point lieu dans la coutume d'Artois, *voyez* l'art. 39. *Voyez* l'indice de Ragueau. La diction *mort-gage* est encore employée dans les art. 33 & 35 de la coutume de Tournay; dans celle de Normandie, chap. 20, & dans plusieurs articles de la coutume de Bretagne, mais d'une façon & en différents sens qui n'intéressent point les fiefs ni les droits seigneuriaux.

152. MORTE-MAIN (droit de). Ce droit a lieu dans quelques coutu-

mes, & n'y est pas le même. Dans la coutume de Laon, le droit de *motte-main* n'est autre chose que la mortaille dont nous avons parlé plus haut. Dans les coutumes de Hainaut & de Mons, chapitre dernier de l'une & de l'autre, c'est un droit que les ladres, lorsqu'ils sont jugés & déclarés tels, doivent au seigneur; mais le droit doit leur être rendu s'ils retournent en santé.

153. MORTUAGE. *Voyez* Neufme.

154. MOTTE FERME, est le terrain que les fleuves & les rivières dans leurs inondations ne couvrent pas.

155. La coutume de Bourbonnois a une disposition singulière contenue dans les articles 340, 341 & 342. Elle dit d'abord que l'accroissement du terrain que la rivière donne, appartient en toute propriété au seigneur haut justicier; mais elle ajoute que *motte ferme* est conservatrice au seigneur propriétaire & très-foncier. D'après cette disposition, si la rivière noie & inonde une partie de l'héritage d'aucun seigneur, la partie qui demeure en terre ferme, & non inondée, conserve droit au propriétaire en la partie inondée; de façon que, si par la suite la rivière laisse la partie inondée, elle n'appartiendra plus au seigneur haut justicier, & le propriétaire la reprendra. *Voyez* Loysel, liv. 2, tit. 9, art. 2; Salvaing au chap. 50 dans son traité *des fiefs de Dauphiné*.

156. La disposition de la coutume de Bourbonnois ne pourroit cependant être opposée au Roi. En effet, par arrêt de son conseil du 10 février 1728, il a été jugé que, lorsqu'un terrain a été inondé, & qu'il a fait partie du domaine du Roi pendant plus de dix ans, & que pendant ce temps il a fait partie d'une rivière navigable, il appartient à sa majesté, sans que ceux qui prétendent en avoir été propriétaires avant l'inondation puissent alléguer que la motte ferme qui n'a pas été inondée leur ait

conservé la propriété de ce qui a été inondé pendant plus de dix ans. *Voyez* le recueil des édiis & réglemens concernant le domaine du Roi.

157. MOULIN BANNAL, est celui où les sujets demeurant dans l'étendue d'une seigneurie, sont tenus de faire moudre leurs bleds, en payant au seigneur un certain droit. *Voyez* Bannalité; sur l'étendue que peut avoir la châtelle du moulin bannier, *voyez* Banlieue. Nous ajouterons seulement ici quelques observations qui ont échappé dans les articles qu'on vient de citer.

158. La peine qu'encourent les sujets banniés qui mènent moudre leurs bleds à d'autres moulins qu'à celui de leur seigneur, n'est pas uniforme dans les coutumes; quelques-unes fixent l'amende à 60 sols parisis, d'autres à 6 sols, d'autres à 7 & demi; les unes ne confisquent que les bleds & la farine, & non les sacs, les bêtes & les harnois; d'autres confisquent le tout. En cela il faut suivre ce qui est réglé par chaque coutume; & lorsque la coutume ne détermine rien, il faut avoir recours à l'usage des lieux, aux titres des seigneurs, qui sont toujours la loi entr'eux & leurs sujets.

159. Le seigneur est tenu d'entretenir son moulin bannal à point rond & bien clos; & s'il s'en trouve de carrés, ils doivent être démolis & remis à point rond. La raison est que, quand le moulin est à point carré, quantité de farine s'arrête dans les coins, ce qui en fait perdre une partie. *Voyez* Nivernois, chap. 8, art. 9; Bourbonnois, art. 537; Blois, art. 241; Tours, art. 15; Poitou, art. 37; Lodunois, chap. 1, art. 2; la Marche, art. 313.

160. Le moulin bannal doit être situé au milieu de la seigneurie ou banlieue, autant que la situation des lieux & la commodité des eaux peuvent le permettre.

161. Presque toutes les coutumes & l'usage presque général veulent que les grains conduits au moulin bannal soient moulus dans les vingt-quatre heures, sinon il est loisible au sujet bannier de reprendre ses bleds & de les faire moudre où il voudra, sans crainte d'encourir aucune amende. *Voyez* Bouvot, t. 1, part. 2; Papon, liv. 13, tit. 8, art. 1.

162. La coutume de Bretagne, article 386, a une disposition différente; elle décide « que les sujets banniers doivent être servis au moulin bannal, » chacun en leur rang, comme ils y » arrivent : qu'il n'y a que le seigneur » qui doit être préféré, & que l'homme est tenu d'attendre l'eau trois jours » & trois nuits, & au moulin à vent » un jour & une nuit ».

163. La coutume de Tours, art. 13, & celle de Bourbonnois, art. 538, veulent toutes les deux, que le meunier rende la farine bien & convenablement moulue dans deux jours & une nuit, ou deux nuits & un jour, sinon permis au sujet de conduire son bled à d'autres moulins.

164. Il est pareillement loisible au sujet bannier d'aller moudre à un autre moulin, lorsque le moulin bannal a cessé de moudre pendant vingt quatre heures, faute d'être en état. C'est la disposition de quantité de coutumes. *Voyez* Peronne, art. 14; le Grand-Perche, art. 25; Anjou, art. 16; le Maine, art. 27; Angoumois, art. 30; Poitou, art. 44. La coutume de Bourbonnois, art. 538, au lieu de vingt-quatre heures, en exige 36, & elle veut que le seigneur fasse sçavoir au prône de la messe paroissiale que le moulin est en état. Les coutumes de la Marche, art. 317, de Nevers, art. 11 & 12, ont une semblable disposition.

165. Le droit de mouture que doit prendre le meunier sur les sujets de la bannalité n'est uniforme nulle part,

c'est le seizième, le vingtième, le vingt-quatrième; on peut cependant dire que le seizième est la quotité la plus générale, soit dans les ordonnances, soit dans les coutumes & les titres des seigneurs; s'il se trouvoit du doute, il faudroit prendre le moindre droit; c'est une règle générale en matière de droits serviles, par conséquent odieux, de pencher toujours au soulagement du débiteur.

166. Les meuniers ne doivent point prendre de plus grands droits que ceux qui leur sont dus; s'ils font le contraire, ils peuvent être punis d'amende arbitraire, & même de plus grande peine si le cas y échoit. *Voyez* l'art. 6 de l'ordonnance de Charles VII du 19 septembre 1439, rapporté dans la conférence de Guenois.

167. L'arrêt du parlement de Bretagne du 16 mars 1631, contient, à ce sujet, un règlement très-judicieux, il seroit à souhaiter qu'il fût général dans tout le royaume: le règlement ordonne à tous les meuniers d'avoir en lieu éminent dans leurs moulins, des poids & balances bien ajustées pour peser les bleds qu'on leur apporte & les farines qu'ils rendent, sans exiger plus que le seizième, suivant les ordonnances; leur enjoint de ne point charger les grains, leur défend de mettre les farines en des lieux humides pour en augmenter le poids, à peine, à la première contravention, de punition corporelle & de 50 livres d'amende au profit du Roi. *Voyez* Sauvageau sur Dufaye, liv. 2, chap. 17. Le Parlement de Rouen a fait pour les meuniers de Normandie de semblables règlements rapportés par M. de la Paluelle, pag. 107.

168. L'usage presque général des moulins banniers est que les meuniers aillent chercher les grains des sujets pour les faire moudre, & les reportent chez eux lorsqu'ils sont moulus. Plusieurs

coutumes en font une loi précise. *Voyez* Poitou, art. 34; Blois, art. 240; Bourbonnois, art. 536, & quantité d'autres. La coutume de la Marche a une disposition toute contraire, art. 311 : de là il résulte qu'il faut à cet égard se conformer à ce qui est réglé par la coutume ou les titres particuliers; c'est ainsi qu'on peut concilier la contrariété des arrêts rendus en cette matière, qui sans doute ne sont intervenus que sur ce qui a paru décidé par la coutume ou par les titres.

169. La possession que pourroit avoir le seigneur sans titre, ne pourroit l'emporter ici sur la libération du public, parce que l'on doit regarder cette charge comme une servitude, pour l'établissement de laquelle il faut nécessairement un titre.

170. Lorsqu'il y a titre, il faut faire deux observations; 1°. s'il contient obligation précise aux sujets de porter leurs grains aux moulins; 2°. si le prix de mouture est moindre que celui des moulins où les meuniers vont chercher les grains & les reportent. Cette dernière observation est d'autant plus décisive, qu'on voit qu'elle a servi de bouc-sole à nos Rois pour régler le montant des droits de mouture. L'art. 4 de l'ordonnance de Charles VII, du 19 septembre 1439, fixe à seize deniers parisis le droit de mouture dans les moulins où les sujets sont tenus de porter les grains, & à deux sols dans ceux où le meunier est tenu de les aller chercher & de les reporter. Ainsi à tous égards, à moins que le seigneur du moulin bannal ne prouve par un titre précis l'obligation de ses sujets, il faut s'en tenir à l'usage commun, qui est que les meuniers du moulin bannal doivent aller chercher & reporter les grains.

171. Un arrêt du parlement de Rouen du 26 juin 1534, permet à ceux qui possèdent des fiefs assis dans l'étendue de la bannalité d'un seigneur, d'y bâtir

moulin à vent. Un autre arrêt du même parlement, du 27 juin 1612, a jugé que le seigneur qui cède son moulin bannal, n'en peut bâtir un autre. *Voyez* Basnage sur l'art. 210 de la coutume de Normandie.

172. Le corps du moulin bannal qui est dans l'enclos qui forme le préciput de l'ainé, lui appartient; mais le profit se partage comme le reste du fief. *Voyez* M. Louet & son commentateur, lett. M, somm. 21. *Voyez* la coutume de Paris, art. 14. « Et sont tenus les » puînés, dit l'article, de contribuer aux » réparations du moulin ».


173. Par arrêt du 8 mars 1746, il est fait défenses de construire aucuns moulins au pied des ponts, sans une concession expresse de sa majesté, à peine de 1000 livres d'amende, & de demeurer garant & responsable des dégradations arrivées aux ponts : pour raison de quoi les seigneurs propriétaires dedits moulins demeureront civilement responsables des faits de leurs fermiers & meuniers. *Voyez* Pont. *Voyez* Prescription.

174. MOULAGE : c'est le droit que prend le meunier pour moudre les grains. *Voyez* l'article ci-dessus.

175. MOUTONNAGE : c'est un droit seigneurial qui se perçoit sur les bêtes à laine qui se vendent & s'achètent dans l'étendue d'une seigneurie, d'un fief. Ce droit est établi dans quelques coutumes. *Voyez* Boulonnois, art. 35; Herly, art. 3.

176. On voit cependant d'anciennes chartes où *moutonnage* est pris pour signifier un droit seigneurial de quelque espèce qu'il soit. Dans un registre du parlement de Paris de l'an 1257, fol. 6, le mot *moutonnage* signifie les droits de bourgeoisie & d'herbage. Dans une charte de Charles VI de 1385, on trouve *moutonnage courant*, pour droits d'aide, de subvention, dus à cause de

la guerre. *Voyez* le glossaire du droit françois, celui de Ducange, le traité de la police de Lamarre, tom. 2, liv. 5, tit. 17, chap. 17, §. 6.

* 177. MOUTÉ, est le droit que le seigneur bannier lève pour le bled qu'on fait moudre en son moulin. *Vide supra*, verbo Bannalité.]  *Vide infra*, Verre-moute.

* 178. MOUVANCE. Ce terme signifie la dépendance du fief servant à l'égard du fief dominant; ainsi on dit qu'un fief est mouvant d'un autre fief, lorsqu'il lui doit la foi & hommage. On se sert aussi de ce terme pour exprimer la dépendance des héritages censuels d'un tel seigneur direct.

179. MOYENS JUSTICIERS, sont des seigneurs dont l'autorité appelée *mixtum imperium* par les juriscultes, tient le milieu entre celle des hauts & bas justiciers. *Voyez* ci-dessus, verbo Justice, où nous avons fait voir quelle est l'étendue du pouvoir de la moyenne justice.]

180. MUNICIPAL, se dit des droits & des privilèges du citoyen, c'est-à-dire, suivant notre façon de parler, de celui qui habite une ville. Les lois municipales sont les réglemens, les usages établis dans chaque ville pour l'ordre, l'avantage, la sûreté de ceux qui la composent. Ces lois sont territoriales, elles n'ont de vigueur que dans la ville où on les observe. Ainsi la garde bourgeoise, accordée à la ville de Paris, n'a pas lieu dans les autres villes, quoique très-voisines. On appelle *officiers municipaux*, ceux qui sont préposés dans une ville pour veiller à l'observation de ces réglemens; on appelle enfin *villes municipales*, celles qui jouissent de cet ordre établi.

181. Quand on dit *villes municipales*, c'est une mauvaise phrase autorisée par l'usage, j'en conviens, mais faute d'avoir bien entendu le sens du mot *ville*.

Ville signifie un assemblage de maisons & de bâtimens, & la généralité de ceux qui les habitent s'appelle *cité*. Or il est clair que c'est la cité qui a des loix, des réglemens, des usages, des privilèges, & non la ville; il faudroit donc dire *cités municipales*. Le pere Labbe, en parlant de Bourges, a dit, *urbs ampla, civitas penè nulla*; il comprenoit parfaitement la différence des deux mots.

182. MURS, PORTES, FOSSÉS DES VILLES SEIGNEURIALES. Ils appartiennent en toute propriété au Roi, & en outre neufs pieds de terrain en dedans les murs, à le prendre au pied du mur; de sorte qu'aucun particulier, aucun seigneur, aucune communauté ne peut prétendre aucun droit sur ces objets. *Voyez* le recueil des ordonnances, édits & déclarations concernant le domaine, notamment la déclaration du 6 novembre 1677; l'arrêt du conseil d'état du 24 décembre 1678; la déclaration du 13 août 1709.

183. Par édit du mois de février 1713, il est réglé que les terrains acquis pour la construction des forts, fossés, remparts & autres édifices pour le service du Roi, assis dans la directe des seigneurs, seront payés sur le pied du denier 25, lorsque la directe sera séparée de la justice, & lorsqu'elle y sera jointe, sur le pied du denier 30. *Voyez* Boutaric, qui rapporte cet édit dans son traité des droits seigneuriaux, chap. 8, édit. in-4°. 1751, pag. 423.

184. Aujourd'hui c'est un principe universellement reconnu, même par les plus grands seigneurs du royaume, qu'il n'y a que le Roi seul, ou ceux qu'il commet à cet effet, qui puissent détruire, relever les fortifications d'une ville, ou en construire de nouvelles.

185. Il n'est permis à personne de pratiquer des portes dans les murs de la ville pour aller au dehors, sans passer

par les portes publiques ; il n'y a que les seigneurs qui puissent le faire dans les villes qui sont de leur domaine. Par un arrêt du parlement de Provence , du 21 avril 1644 , il a été jugé que le seigneur pouvoit faire une poterne aux murailles du lieu pour sortir quand il voudroit. *Voyez* Boniface , tom. 4 , liv. 3 , tit. 2 , chap. 6.

* 186. MUTATION. On se sert indifféremment de ce terme pour exprimer les changemens de main qui arrivent dans les héritages censuels ou dans les fiefs. Mais les droits qui sont dus aux seigneurs , en cas de mutation , sont bien différens.

187. Dans les mutations des héritages censuels , il est dû au seigneur direct un simple droit de lods & ventes ; encore même ce droit n'est-il point dû pour toutes sortes de mutations , mais seulement pour celles qui arrivent par vente ou par contrat équipollent à la vente , si ce n'est dans quelques coutumes où l'on a introduit le droit de milods pour les donations & autres changemens de main. Il y a aussi quelques provinces , comme celles de Guienne & de Languedoc , où le seigneur direct lève un autre droit connu sous le nom d'*acapte* & d'*arrière acapte* , en cas de mutation ; mais ce droit n'est ouvert que par le décès du seigneur ou du tenancier.

188. L'empereur Justinien fit une loi , qui est la dernière au code de *jure emphyt.* par laquelle il ordonna qu'en cas de mutation il ne seroit payé au seigneur que la cinquantième partie du prix ou de l'estimation du fonds : *Non amplius eis liceat pro subscriptione vel depositione , nisi quinquagesimam pretii*

vel estimationis loci , qui ad aliam personam transfertur , accipere. Mais le droit de lods & ventes , pratiqué parmi nous , ne descend point de cette loi , & voici de quelle manière il s'est établi. Anciennement les tenanciers ne pouvoient point vendre les héritages qui leur avoient été donnés à cens , sans la permission de leur seigneur , pour raison de quoi ils lui payoient une certaine somme. Peu à peu les héritages censuels devinrent libres entre les mains des censitaires , & la redevance qu'ils payoient dans le commencement pour avoir permission de les vendre , passa en droit commun sous le nom de lods & ventes.

189. Dans les mutations des fiefs , les droits dus au seigneur féodal sont différens , suivant la nature des mutations. Car si la mutation arrive de la part du vassal , le nouveau vassal doit non-seulement faire la foi & hommage , mais encore il est tenu de fournir l'aveu & dénombrement. Outre cela le droit de relief est dû pour succession , donation & substitution en collatérale , pour bail emphytéotique , pour mutation de titulaire de bénéfice , pour mort du curateur créé à une hérédité vacante ou à un héritage déguerpi , & pour le second & autres mariages des filles. Et si la mutation arrive par vente de fief , ou par quelqu'autre contrat équipollent à la vente , outre la foi & hommage & le dénombrement , il est dû au seigneur féodal le droit de quint. Que si la mutation arrive de la part du seigneur , le vassal ne doit que la foi & hommage ; en sorte que si le nouveau seigneur veut exiger de son vassal un aveu & dénombrement , il doit en faire les frais.]

N

N A N

1. **NAMPS.** Dans la coutume de Normandie, chap. 5, 6, 7, 29, 60, & ailleurs; dans celle de Valenciennes, art. 8, ce sont bestiaux ou autres meubles pris par exécution. Dans un édit de François I de 1540, on trouve *vifs-namps & morts-namps*, pour meubles vifs & morts.

2. **NANPTISSEMENT.** Normandie, chap. 87, c'est la prise ou la saisie des meubles.

3. **NANTIR.** Ce mot se trouve souvent dans les coutumes, & y a différentes significations. Dans quelques coutumes, comme celle de Lille, titre des exécutions, art. 3; Châlons, art. 126, *nantir & consigner* c'est la même chose. Dans les coutumes de nantissement, comme Champagne & Picardie, *nantir* signifie se faire inscrire sur un registre public pour avoir hypothèque sur les biens de son débiteur. Dans la coutume d'Amiens, art. 257; Valenciennes, art. 8, 12; Tournay, titre dernier, art. 8, *nantir la main de justice de deniers ou meubles*, c'est fournir argent ou meubles à l'héritier porteur de pièces. Dans la coutume d'Amiens, art. 214; Châlons, art. 126; Ponthieu, art. 109, *nantir le cens*, c'est le paiement qui s'en fait au seigneur censuel. Dans la coutume de Beauquesne, art. 20; Artois, art. 23, & ailleurs, *nantir le relief*, c'est quand le vassal ou le censitaire satisfait les droits & fait le devoir. Dans les coutumes de Laon, art. 116; Rheims, art. 18 & 183; Saint-Quentin, art. 55, on dit, *nantir & réaliser une rente*, lorsqu'on exhibe au seigneur,

Partie II.

N A N

ou à ses officiers, son contrat pour acquérir droit réel & hypothèque. Voyez Ragueau, *indice des droits royaux & seigneuriaux*.

4. **NANTISSEMENT.** C'est ordinairement la sûreté & le gage que le débiteur donne à son créancier. On ne peut obliger un créancier à rendre les titres qu'on lui a donnés en nantissement, sans lui payer ce qui lui est dû. Ainsi jugé au parlement de Paris par arrêt du 9 juillet 1698, rapporté dans le *journal des audiences*.

5. Dans les coutumes de nantissement, ce mot signifie établir une hypothèque par une tradition feinte & simulée. Dans quelques autres coutumes, le *nantissement* est une formalité qui s'observe lors de l'aliénation d'un héritage pour en acquérir la propriété.

6. Le nantissement n'a lieu que dans les coutumes qui ordonnent cette formalité, pour acquérir droit de propriété ou d'hypothèque; & selon Loyseau, il se fait de trois manières.

7. La première est par dessaisine & saisine, autrement par *devest & vest*, quand le vendeur ou le débiteur se *devest* de la propriété de l'héritage es mains du seigneur justicier, & que l'acquéreur ou créancier hypothécaire en est *ensaisiné* par le seigneur par la tradition d'un bâton. Voyez ci-après *Vest & Devest*. Voyez Pasquier dans ses recherches, liv. 8^e, chap. 58. Cette formalité se pratique plus communément dans les ventes & aliénations que dans les simples engagements & obligations d'héritages.

N

8. La seconde se fait par main assise ; c'est quand le créancier , à qui l'héritage est obligé , y fait mettre & asseoir la main du Roi ou de justice , & fait ordonner par le juge , le seigneur , ainsi que le débiteur appellés , que la mainmise tiendra jusqu'à ce qu'il soit payé de son dû.

9. La troisième se fait par la prise de possession de l'héritage obligé : alors le créancier , en vertu d'une commission du juge , se fait mettre en possession réelle & actuelle de l'héritage qui lui est hypothéqué , le seigneur & le débiteur appellés. Cet acte de possession porte : *Nous avons nanti , réalisé & hypothéqué un tel sur tels & tels héritages pour une telle somme.* Le nantissement produit deux effets considérables.

10. Le premier est , que le créancier acquiert un droit réel sur la chose : ce droit est tel que l'héritage qui sert de nantissement ne peut plus être engagé ni aliéné au préjudice du créancier ; de sorte que celui qui s'en fait nantir doit être préféré à tous autres créanciers hypothécaires qui ne se trouveroient point sur le registre du nantissement , ou qui y auroient été mis postérieurement ; ce qui fait que le premier nanti , quoique postérieur dans la date de la créance , précède un créancier dont la créance est antérieure , lorsqu'il ne s'est fait nantir que depuis.

11. Si cependant le nantissement n'avoit point d'autre effet , on pourroit le regarder comme une cérémonie superflue , puisque l'authenticité du sceau opere la même chose dans la plus grande partie du royaume ; ce ne seroit pas remédier à l'inconvénient qu'on éprouve tous les jours en prêtant à des gens qui sont souvent obérés de dettes dont on ne peut pas avoir connoissance.

12. Le second effet du nantissement , & le plus important , est de prévoir le danger dont nous venons de parler , &

par conséquent de rendre le commerce & les hypothèques plus sûres. Comme tout nantissement est consigné dans des registres publics , un chacun , avant de prêter & de s'engager , peut les consulter & y prendre une entière connoissance des facultés de ceux avec qui on contracte. Il n'en est pas de même dans les autres coutumes ; rel croit contracter avec un homme riche & rangé , dont les biens peuvent être chargés de quantité d'obligations inconnues. Mais dans les coutumes de nantissement , comme cette formalité est toujours publique , on peut toujours en avoir connoissance.

13. Le nantissement qui se fait par vest & devest entre les mains du seigneur est public ; le seigneur doit avoir un registre pour ces sortes d'actes , dont il doit donner communication à tous ceux qui veulent y avoir recours.

14. A l'égard du nantissement qui se fait par main assise , ou par mise en possession , la formalité en est également publique. Le créancier se transpote sur les héritages avec un huissier qui dresse procès-verbal de la mise en possession , sur lequel le créancier obtient sentence du juge , le débiteur & le seigneur duement appellés. Il faut remarquer que dans chaque juridiction royale ou seigneuriale il y a des registres particuliers de ces sortes de sentences , que chacun peut consulter.

15. Le nantissement qui se prend dans la juridiction du seigneur d'où relèvent les héritages , n'a lieu que pour les héritages qui s'y trouvent nommément compris , de même que la vente ne s'entend que des héritages qui y sont expressément énoncés.

16. On a tenté plusieurs fois d'établir par toute la France la formalité du nantissement , sous prétexte de la conservation des hypothèques ; ce projet n'a pas été exécuté , mais il seroit fort à souhaiter qu'il le fût , & pour la sûreté

du commerce , & pour empêcher quantité de stellionats qui ne sont que trop fréquents dans les coutumes où les hypothèques sont secrètes & ne peuvent pas être si facilement connues que dans les pays de nantissement.

17. Outre les trois manières de nantissement dont nous avons parlé , il y en a une quatrième qui se pratique par un simple acte de nantissement dans les provinces de Picardie , de Vermandois , d'Artois , & qui se fait de la manière qui suit.

18. L'acquéreur d'un héritage, ou un créancier, fait nantir son contrat d'acquisition ou l'acte de sa créance expédié en forme authentique , sur les héritages énoncés dans sa requisiion , à l'effet d'avoir hypothèque dessus , & qu'il ne soit reçu aucun autre nantissement , si ce n'est à la charge de sa créance , ou de sa rente , & de la priorité de son hypothèque.

19. L'acte de nantissement doit être délivré & endossé aux contrats ; il doit être aussi enregistré au greffe de la juridiction où sont situés les héritages.

20. Dans les provinces de nantissement , les contrats, quoique passés par-devant notaires , n'emportent point hypothèque contre un tiers ; ils sont à son égard purs personnels & mobiliers , s'ils ne sont nantis & réalisés par les officiers des lieux d'où relèvent les biens affectés & hypothéqués. C'est la disposition de l'art. 137 de la coutume d'Amiens , de l'art. 119 de la coutume générale de Vermandois , & de l'art. 72 de la coutume réformée d'Artois.

21. Le nantissement est une formalité purement réelle , qui ne touche point à la personne , & qui ne concerne en aucune manière l'authenticité de l'acte ; le nantissement ne rend point une personne inhabile ou capable de contracter , & sans le nantissement un acte n'en est pas moins authentique. Il est vrai que ,

faute de cette formalité , il ne produit pas d'hypothèque sur les biens situés dans les coutumes de nantissement , mais il ne laisse pas de donner hypothèque sur les biens situés dans les autres coutumes qui ne requièrent pas cette formalité. En effet , l'hypothèque est une prérogative attachée à l'authenticité de l'acte dans les coutumes qui n'en exigent pas davantage. Ainsi un contrat passé à Paris , en Berry , & autres coutumes semblables , y emportera hypothèque sans la formalité du nantissement ; il y suffira que l'acte soit en forme authentique : mais dans les coutumes de nantissement , pour acquérir hypothèque , outre l'authenticité de l'acte , il faut encore qu'il soit revêtu de la formalité prescrite par la coutume , qu'il soit nanti. Il faut cependant observer qu'un contrat passé à Paris , & autres coutumes semblables , qui concerne des biens situés dans les coutumes de nantissement , y doit être nanti pour ces biens , parce que toutes les coutumes sont réelles & affectent tous les héritages de leur territoire.

22. Les hypothèques notoires & publiques , tacites & légales , n'ont pas besoin de nantissement , même dans les coutumes qui requièrent cette formalité ; telles sont les hypothèques tacites & légales d'un mineur sur les biens du tuteur , du tuteur sur ceux de son mineur pour le reliqua de son compte ; d'une femme sur les biens de son mari pour son douaire & autres avantages , pour sa dot. Il y a même un arrêt de règlement du 4 mars 1624 pour la coutume de Boullonnois , qui ordonne que les donations faites par contrat de mariage, emporteront hypothèque sans nantissement ; quoique dans cette coutume , art. 101 & 109 , il soit requis pour le douaire tant préfix que coutumier. Sur quoi voyez Brodeau , lett. H , n°. 25 & suivans.

23. Toutes sentences emportent pareillement hypothèque sans nantissement, à cause de l'ordonnance de Moulins de 1539, art. 82; de celle de 1556, art. 53; & de la déclaration du 10 juillet de la même année. Cependant le commentateur de la coutume d'Artois, sur l'art. 1, nomb. 39, & sur l'art. 74, nomb. 265, observe que dans cette coutume les sentences n'emportent point les droits réels sur les biens qui y sont situés, parce que l'ordonnance de 1556 a été faite dans un temps où l'Artois n'étoit point sous la domination de la France, & qu'elle n'y a point été enregistrée.

24. Les dettes privilégiées n'ont point besoin de nantissement. Voyez de Heu, sur l'art. 139 de la coutume d'Amiens; & Dumoulin sur l'art. 137 de la même coutume.

25. Un créancier qui s'est fait nantir avant partage, conserve son hypothèque, quoique par l'événement du partage l'héritage nanti soit adjugé à un autre héritier qu'à son débiteur. Arrêt du 6 septembre 1608, au *journal des audiences*, tom. 1. Voyez Lebrun, des *successions*, liv. 4, chap. 1, n. 21.

26. Les nantissements doivent être enregistrés par le greffier dans un ordre continu, à peine de tous dommages & intérêts. Arrêt du 29 novembre 1599, rapporté par Mornac, part. 1, article 259.

27. Au surplus, les difficultés qui peuvent se présenter sur le nantissement, & les effets qu'il peut produire sont en si grand nombre, qu'il est impossible d'établir des règles générales pour les résoudre. Il faut consulter les dispositions particulières & locales des coutumes & de leurs commentateurs.

28. NATURALISER : c'est rendre un étranger capable de tous effets civils, ainsi que les regnicoles & originaires françois. Ce privilège ne peut s'accorder

que par sa majesté; elle ne refuse guères de faire cette grace aux étrangers qui la lui demandent; mais quand ils meurent en France, sans l'avoir obtenue, le Roi leur succède par droit d'aubaine, à l'exclusion de tous seigneurs hauts justiciers. Une déclaration du mois de février 1720, enregistrée au parlement le 29 avril suivant, révoque & déclare nulles toutes lettres de naturalité accordées aux étrangers qui ne sont pas leur demeure dans le royaume. Cette déclaration est conforme à celle du 21 août 1728 au sujet des Genoïs naturalisés, & à l'arrêt du conseil rendu en interprétation le 21 novembre suivant. Voyez Aubains.

29. NATURALITÉ. Voyez Lettres de naturalité.

30. NERETS (SOLS OU DENIERS). Il en est parlé dans l'article 7 de la coutume de Valois. Les sept sols six deniers nerets valent quatre sols six deniers parisis, & les soixante sols nerets, trente-six sols parisis. Ainsi le neter vaut un quart moins que le tournois, & le parisis un quart plus que le tournois.

31. NEUFME, ou droit de mortuage. En Bretagne, ce droit a été souvent confirmé & réglé par les arrêts du parlement de Bretagne qu'on peut voir dans l'indice de Ragueau. Il consistoit dans la neufvième partie des tiers de la communauté des décédés, & appartenoit aux curés pour leur sépulture & inhumation. C'est une espèce d'exaction odieuse, dit M. de Ferrière, à laquelle les nobles se sont vigoureusement opposés, de manière qu'ils en ont toujours été exempts. Dans quelques provinces du royaume, comme dans le diocèse de Bourges, les curés perçoivent un droit à peu près semblable à celui dont nous parlons, lors du trépas des personnes nobles qui décèdent dans leurs paroisses. Autrefois ce droit consistoit dans tout l'amenblement de la chambre où décé-

doit le noble ; mais cela a été converti en une somme de cinquante livres , soit par l'usage ou par composition. Les curés ont encore coutume de prendre l'épée du défunt , qu'on met sur sa bière lorsqu'on le porte à la sépulture , mais il est libre d'y mettre une épée de peu de valeur ; si cependant l'épée du défunt , quelque précieuse qu'elle puisse être , avoit été exposée sur la bière , & portée à l'église , elle appartiendrait au curé. Ainsi jugé au bailliage d'Issoudun par sentence du 3 février 1758 au profit du curé de Nouzerines , diocèse de Bourges , contre la dame veuve de Ligondais ; elle en a interjeté appel en la cour , il est encore indéci.

32. NOBLES , sont des personnes distinguées de ce qu'on appelle *peuple* , ou par l'antiquité de leur origine , par les vertus , les glorieux exploits de leurs ancêtres , ou par les charges & les emplois considérables qu'ils occupent dans l'état , ou enfin par la faveur du prince.

33. Nous avons donc en France trois espèces de nobles. 1°. Les nobles de naissance , ce sont ceux qui descendent des anciennes familles que l'on appelle *nobles de race*. 2°. Les nobles d'offices , c'est-à-dire , ceux qui le sont par la noblesse des emplois dont ils sont revêtus , & dont ils ont obtenu des provisions de sa majesté. 3°. Sont enfin nobles ceux qui obtiennent du Roi des lettres de noblesse.

34. Autrefois la possession des fiefs , la profession des armes ennoblissent ; voyez Loysel , liv. 1 , tit. 1 , règle 9 ; mais aujourd'hui cela est changé , la profession des armes n'ennoblit que dans la cavalerie de la maison du Roi , ou certains officiers qui ont servi pendant un certain temps , suivant la déclaration de 1749. Quant à la possession des fiefs , même de ceux qui sont titrés , il y a long-temps qu'elle n'ennoblit plus. L'article 258 de l'ordonnance de Blois de

1579 porte précisément « que les ro-
» riers , & non nobles , achetant fiefs
» nobles , ne seront pour ce ennoblis ,
» de quelque revenu & valeur que soient
» les fiefs par eux acquis ».

35. Dans le Lyonnais , le Forez & le Beaujolais , & dans beaucoup d'autres endroits , on donne la qualité de *noble* aux avocats & aux docteurs en médecine ; mais ce titre ne leur confère ni aucune noblesse ni aucun privilège ; il marque seulement l'excellence de leurs professions.

36. NOBLESSE. Ce mot peut être considéré en deux sens. Suivant le premier , il annonce le second ordre des trois états de France ; on dit , *la noblesse est le second ordre des états du royaume*. En second lieu , & c'est en ce sens principalement que nous en traitons ici , on entend par noblesse une qualité inhérente à la personne qui en est revêtue , & qui , en la distinguant du commun peuple , lui donne plusieurs droits , privilèges & exemptions.

37. La noblesse , il y a long-temps qu'on l'a dit , & qu'on le répète , ne consiste que dans le mérite personnel fondé sur les vertus du cœur , sur les services importants rendus au prince & à la patrie. Si cette définition étoit prise strictement , on comprendroit que la vraie noblesse est mieux connue en Turquie , au Mogol , à la Chine , au Japon & ailleurs , que dans les états européens.

38. En Asie on connoît peu , ou point , a noblesse de race ; le fils d'un ministre , d'un général d'armée , est confondu parmi la vile populace lorsqu'il n'a pas le même mérite que son père ; ses talents , ses services , ses vertus sont les seules voies qui puissent lui frayer le chemin aux honneurs , aux dignités , aux distinctions. Quel inconvénient y auroit-il donc d'imiter par-tout une conduite qui paroît si sage & si sensée ? Mais revenons à nos préjugés.

39. La noblesse en France , & dans toute l'europe , vient ou de la naissance ou le l'ennoblissement accordé par la faveur du prince. La première noblesse est la plus estimée : autre préjugé. Il est donc plus avantageux de descendre d'un grand homme que de l'être soi-même. Disons-le cependant , rien n'est plus respectable qu'un grand homme qui , par ses vertus , nous représente une longue suite d'illustres ayeux ; & c'est en ce sens sans doute que les gens sensés préfèrent un noble de race à un ennobli.

40. Ces deux espèces de nobles sont égaux en France quant aux privilèges & aux exemptions ; mais quant à de certains honneurs , on les défère toujours par préférence à la noblesse d'extraction.

41. La noblesse qui vient de race ou d'extraction , se communique par le père ou autre ascendant paternel en la personne de ses descendants nés en légitime mariage ; & comme la noblesse a été rendue héréditaire en France , elle se continue dans les descendants par mâles jusqu'à ce que la race soit éteinte faute de mâles , ou jusqu'à ce qu'elle soit anéantie par actes dérogeants à noblesse.

42. Lorsque le père est noble & vivant noblement , quoique la mère soit roturière , leurs enfants sont nobles & suivent la condition de leur père ; mais cette noblesse ne se communique qu'aux enfants légitimes ou légitimés par un mariage subséquent : d'où il suit que les bâtards d'un gentilhomme , quoique légitimés par lettres du prince , ne sont pas nobles. Tous les bâtards sont réputés roturiers , parce qu'ils n'ont point de père qui soit reconnu par la loi.

43. Les enfants des ennoblis sont véritablement nobles de naissance , mais ils ne sont pas nobles de race ; ce titre

n'appartient qu'à ceux qui tirent leur noblesse d'une longue suite d'ayeux nobles.

44. La noblesse des filles finit toujours en leur personne , elle leur est purement personnelle , & elles ne la transmettent point à leurs enfants , à moins qu'elles n'épousent un mari noble ; & en ce cas même ce n'est pas la noblesse de la mère qui passe aux enfants , mais c'est celle du père.

45. Après les nobles de race , les ennoblis tiennent le second rang parmi la noblesse. Les ennoblis sont ceux à qui le Roi a accordé des lettres de noblesse , ou qui se sont fait recevoir dans quelque office auquel le prince a affecté le titre de noblesse.

46. Le droit d'ennoblier est un droit de souveraineté ; ainsi en France il n'y a que le Roi qui puisse conférer la noblesse , comme l'a très bien prouvé M. Lebret dans son traité *de la souveraineté* , liv. 2 , chap. 10. Le Roi ennoblit de deux manières ; 1°. quand il accorde des lettres de noblesse. Voyez Lettres de noblesse. 2°. Quand il confère les provisions d'une dignité , d'un office qui ennoblit , comme les offices de secrétaire du Roi , de conseiller au parlement de Paris , & autres.

47. Quand un homme devient noble par lettres du prince , il doit , pour jouir des privilèges attachés à la noblesse , les faire enregistrer au parlement , à la chambre des comptes & à la cour des aydes ; nous en avons dit les raisons , verbo Lettres de noblesse. Quant à ceux qui sont ennoblis par leurs offices , il leur suffit de s'y faire recevoir & de s'y faire installer ; mais pour que l'officier puisse transmettre la noblesse à ses enfants , il faut qu'il meure revêtu de son office , ou qu'après l'avoir exercé vingt ans , il ait obtenu des lettres de vétéranee.

48. Comme les nobles , à cause du

rang qu'ils ont au-dessus des autres hommes, ont plusieurs privilèges & prérogatives; pour en jouir, ce n'est pas assez de se dire noble, il faut encore le prouver par de bons titres: Ainsi quand on conteste la noblesse, soit à ceux qui le sont de race, soit aux ennoblis, ils doivent établir leur état par actes authentiques.

49. Les droits & privilèges attachés à la noblesse sont en grand nombre; voici les principaux.

50. 1°. Ils peuvent prendre la qualité d'écuyers & de chevaliers, & porter des armoiries timbrées avec couronnes, supports, devises & autres marques de leurs dignités.

51. 2°. Ils sont exempts des tailles & autres subsides qui ne s'imposent que sur les roturiers. *Voyez* l'art. 5 de l'ordonnance de Blois. Il faut cependant excepter ici les cas extraordinaires où la noblesse n'est pas plus exempt que la roture.

52. 3°. Ils peuvent seuls, par leur état, posséder des fiefs, c'est un des premiers principes de la constitution des fiefs; & si par la suite ce principe s'est corrompu au point que nous voyons aujourd'hui quantité de fiefs entre les mains des roturiers, au moins ne les peuvent ils posséder qu'en payant un droit qu'on appelle *droit de francs-fiefs & de nouveaux acquêts*; funeste effet du gouvernement financier, qui a corrompu l'état jusques dans sa constitution. Il y a plus, on trouve même des roturiers capables de posséder des fiefs sans payer aucun droit: tels sont les bourgeois de Paris; ils l'ont sans doute acheté: autre preuve que la finance vient à bout de tout.

53. 4°. Les nobles sont exempts des corvées personnelles dont un héritage peut être chargé, mais non des corvées réelles; ils doivent commettre un homme pour les acquitter, sinon payer l'éva-

luation. C'est constamment la jurisprudence des arrêts.

54. 5°. Les nobles vivant noblement ne plaident, s'ils ne veulent, soit en demandant, soit en défendant, en matière civile ou possessoire, que pardevant les baillifs & sénéchaux ou juges présidiaux, à l'exclusion des prévôts & châtelains & autres juges royaux inférieurs. Ce privilège a été accordé aux nobles par l'article 5 de l'édit de Cremieu, afin qu'ils ne soient pas tenus de passer par les trois degrés de la juridiction royale. Néanmoins quand ils sont demeurans dans la justice d'un seigneur haut justicier, & qu'ils sont poursuivis en matière civile personnelle, ou possessoire, ils ne peuvent décliner sa juridiction. C'est la disposition de la première déclaration sur l'édit de Cremieu. *Voyez* Henrys & son commentateur, tom. 1, liv. 2, quest. 34; on y trouve un arrêt du parlement du 28 avril 1713, qui maintient les juges des seigneurs hauts justiciers dans le droit des causes des nobles, privativement aux juges royaux, baillifs & sénéchaux.

55. 6°. Les nobles ne peuvent être poursuivis criminellement en première instance que pardevant les baillifs & sénéchaux, à l'exclusion des autres juges royaux inférieurs, ou, suivant la déclaration ci-dessus, pardevant les juges des seigneurs hauts justiciers quand ils sont demeurans dans l'étendue de leur juridiction. Quand l'appel du jugement criminel rendu contre eux est porté au parlement, ils ont le privilège de pouvoir être jugés en la grand'chambre, les chambres assemblées, s'ils le requièrent avant que les opinions soient commencées, suivant l'article 21 du titre premier de l'ordonnance criminelle de 1670.

56. 7°. Outre les avantages ci-dessus, les coutumes en accordent encore beaucoup d'autres aux nobles, comme le

vol du chapon, le gain des meubles au survivant des conjoints nobles, la garde-noble plus étendue & plus avantageuse que la garde bourgeoise. *Voyez* Vol du chapon, Préciput, Garde-noble.

57. Pour jouir de tous les avantages dont nous venons de parler, il ne suffit pas d'être noble, mais il faut encore conserver perpétuellement & sans interruption l'honneur de la noblesse, & ne la point ternir par aucun acte dérogeant à la qualité de noble. Ainsi les nobles qui se font marchands en détail, artisans, sergents, huissiers, ou prennent d'autres emplois qui ne conviennent qu'aux roturiers, dérogent à la noblesse & en perdent tous les privilèges; mais ils peuvent, après avoir quitté le trafic, ou l'emploi dérogeant qu'ils avoient embrassé, s'en faire relever en prenant des lettres de réhabilitation. *Voyez* Lettres de réhabilitation.

58. L'office de procureur déroge à noblesse; mais la charge de notaire est parmi nous fort honnête: aussi elle est compatible avec la noblesse, & n'y déroge pas. Le commerce des fermes déroge aussi à noblesse; il faut excepter ceux qui prennent les fermes du Roi ou des princes du sang. Arrêt du conseil du 25 février 1720.

59. La pauvreté accompagne souvent la vertu, & la noblesse ne donne pas toujours les richesses. Pour ne pas exposer un noble pauvre à la honte de se faire roturier pour gagner sa vie, il lui est permis de faire, sans déroger, quelque profession honnête, comme celle d'avocat, de médecin, de peintre, d'architecte, d'enseigner les sciences; un noble pauvre peut même, sans donner aucune atteinte à sa noblesse, labourer ses terres & cultiver lui-même ses fonds. Dans l'histoire romaine on trouve l'exemple de quantité de généraux romains qui quittent leur charme pour

aller commander les armées; mais ce qu'il y a de plus admirable, c'est qu'après avoir remporté de glorieuses victoires, aussi pauvres qu'auparavant, ils retournoient reprendre le hoyau.

60. Des raisons de commerce ont permis aux nobles de trafiquer sur mer sans déroger, pourvu qu'ils ne vendent point en détail. *Voyez* l'édit du mois d'août 1669; & par celui de décembre 1701, le commerce de terre en gros a été également permis à la noblesse. En Bretagne, lorsque les nobles veulent trafiquer, ils laissent dormir la noblesse, c'est-à-dire, qu'ils ne la perdent point, mais seulement ils cessent de jouir des privilèges tant que leur commerce dure; & en quittant leur négoce, ils reprennent la noblesse sans avoir besoin de lettres de réhabilitation.

61. Sur la dérogeance par le commerce des fermes, il faut observer qu'un noble ne déroge pas quand il prend une ferme par nécessité, par occasion, pour un reste de temps. Il a été jugé par un arrêt rendu en la cour des aydes d'Auvergne, qu'un noble, héritier d'un cousin roturier décédé avant la fin des baux de quelques héritages qu'il tenoit à ferme, n'avoit point dérogé à noblesse pour avoir continué ces baux jusqu'à la fin. *Voyez* la bibliothèque de Bouchel, verbo Noblesse, t. 2, p. 813, à la fin.

62. Non-seulement on perd la noblesse par trafic ou emploi dérogeant, mais encore par tout crime infamant, de façon cependant que le crime de lèse-majesté prive de la noblesse non-seulement celui qui en est convaincu, mais aussi ses enfants. Dans les autres crimes, quoique suivis de condamnations infamantes, il n'y a que la personne du condamné qui perde la noblesse. Si cependant le condamné n'avoit qu'une noblesse d'office ou de dignité, ses enfans la perdroient aussi, parce que le père ne l'ayant pas conservée

servé jusqu'à la mort , il n'auroit pas pu la transmettre à ses enfants.

63. Lorsque le père , ou l'aïeul , ou tous les deux , ont dérogré à la noblesse , les enfants ou les petits-enfants obtiennent assez aisément des lettres de réhabilitation ; mais quand il y a plus de deux ancêtres qui ont dérogré , alors de simples lettres de réhabilitation ne suffisent pas , il faut obtenir de nouvelles lettres de noblesse.

64. C'est une entreprise condamnable , quand on n'est pas noble , d'en prendre le titre , d'en usurper le privilège & les marques. *Voyez* Usurpateurs de noblesse. Cependant dans les provinces de Lyonnois , Forez & Beaujolais , les officiers de justice , les avocats , les médecins , sans encourir la peine méritée par les usurpateurs de noblesse , peuvent prendre la qualité de nobles ; ils sont en possession de cette qualification , & ils y ont été maintenus par arrêt du conseil d'état du 15 mai 1703. Mais cet arrêt porte que c'est sans que cette qualité de noble puisse leur acquérir , ni à leurs enfants , ni à leurs successeurs , le titre de noblesse , s'ils ne l'ont de race & d'ancienneté. *Voyez* les observations sur Henrys , tom. 2 , liv. 4 , quest. 161.

65. On ne peut point compromettre ni transiger sur la qualité de noble qu'un particulier s'attribueroit ; ces sortes de causes sont de droit public , auquel la convention des parties ne peut point déroger. *Voyez* Bouvot , tome 2 , verbo Nobles.

66. Dans la règle ordinaire , & suivant le droit commun , la noblesse des filles est personnelle , & la noblesse ne peut passer aux enfants que par le père ; cependant nous avons quelques coutumes , comme celle de Troyes , art. 1 , où le ventre ennoblir , c'est-à-dire , où les femmes communiquent leur noblesse à leurs enfants.

Partie II,


67. On prétend que ce privilège spécial a été accordé aux femmes de Champagne après une grande défaite des nobles de cette province , afin de rétablir une noblesse éteinte , & de conserver les familles de ceux qui avoient sacrifié leur vie au salut de leur patrie. *Voyez* Ventre ennoblir.

68. M^e Lauriere , dans son *glossaire du droit françois* , donne une autre origine à cette noblesse ; il dit que , suivant l'ancien droit commun , il y avoit deux sortes de noblesse en France ; une de *parage* , ou de *par le père* , qui étoit absolument nécessaire pour être chevalier ; & l'autre étoit de *par la mère* , qui suffisoit pour posséder des fiefs.

69. Quoi qu'il en soit , la noblesse par les mères n'est aujourd'hui reçue que dans les coutumes qui en ont une disposition expresse , encore dans ces coutumes cette noblesse ne peut servir que pour ce qui dépend de la coutume , comme pour tenir fiefs , pour les partages , pour les succellions , & de façon que cette noblesse ne peut préjudicier aux droits du Roi. C'est la disposition textuelle de la coutume de Châlons , art. 2 ; « *le ventre* , dit cet article , ennoblir , pour jouir du bénéfice que la coutume octroie aux nobles seulement , & non en ce qui concerne les droits du Roi ». *Voyez* Bacquet en sa première partie du *droit des francs-fiefs* , chap. 11.

* 70. NOCAGES , est un ancien terme qui signifie le droit que les seigneurs avoient autrefois en certains lieux d'être invités aux noces de leurs vassaux , huit jours avant la célébration d'icelles , & d'amener avec eux au festin un levrier & deux chiens courans. Comme ce droit , quoique bisarre , ne contient rien de contraire aux bonnes mœurs , les arrêts n'ont pas cru devoir le réformer. Ainsi , s'il ne subsiste plus , c'est que

les seigneurs qui sont fondés en titre ne veulent pas l'exiger.]

71.  Sur ce droit, voyez la bibliothèque de Bouchel, *verbo* Droits seigneuriaux. On trouve un arrêt du parlement de Paris du 6 mars 1601 qui a confirmé ce droit.

72. NOM ET ARMES. Les enfants nés en légitime mariage portent le nom & les armes de leur père. Les bâtards n'ont pas le même privilège, les loix ne reconnoissent point de père à de tels enfans. Cependant si un père avoit reconnu qu'un enfant vient de lui, cet enfant pourroit porter son nom & ses armes, même malgré lui, sur-tout s'il décédoit sans enfans légitimes, & ne laissoit pour héritiers que des collatéraux. Ainsi jugé au parlement de Paris sur les conclusions de M. l'avocat général le Nain, par arrêt du 18 juin 1707, rapporté par M. Augeard. Les bâtards reconnus prennent donc ordinairement le nom & les armes de la maison d'où ils sortent, mais en faisant mettre la barre aux armes.

73. Les enfans ne peuvent pas prendre le nom & les armes de leur mère qui seroit noble, leur père étant roturier, à moins qu'ils n'en aient obtenu la permission du prince par lettres royaux.

74. Il arrive assez souvent, sur-tout dans les grandes maisons, qu'un testateur, un donateur fasse une institution, une donation, à la charge que l'héritier ou le donataire portera le nom & les armes du testateur ou du donateur. Cette charge rend la donation ou l'institution conditionnelle; mais quand la donation ou l'institution est grevée de substitution, elle n'est pas graduelle & perpétuelle, à moins que le testateur ou le donateur ne s'en soit expliqué précisément. Cette charge n'affecte pas non plus les biens aux mâles, à l'exclusion des filles; il faut pareillement que le

testateur ou le donateur s'en explique. Voyez entr'autres Ricard, *des substitutions*, traité 3, chap. 7, part. 1, nomb. 318; M. le Prestre, *centurie* 3, chapitre 6.

75. Autrefois il étoit loisible à un chacun de changer de nom & d'armes; la Roque, dans son traité *de l'origine des noms*, en rapporte plusieurs exemples. Mais comme cette liberté pouvoit produire quantité d'abus, de faux, de suppositions, le Roi Henry II, par son ordonnance donnée à Amboise le 26 mars 1555, art. 9, pour éviter la supposition des noms & des armes, fit très-expresses défenses à toutes personnes de changer leurs noms & leurs armes, sans avoir obtenu lettres de dispense & permission, à peine de mille livres d'amende, d'être punis comme faussaires, & privés de tout degré & privilège de noblesse.

76. Par l'ordonnance de Louis XIII, de 1629, art. 211, il est enjoint à tous gentilshommes de signer leur nom de famille, & non celui de leurs seigneuries, en tous actes & contrats qu'ils feront, à peine de nullité desdits actes & contrats.

77. Le parlement de Dijon, en enregistrant cet article, y a ajouté une modification très-sage, qui est « lesdits » contrats & actes ne seront déclarés nuls » qu'au regard desdits gentilshommes, » & à leur préjudice seulement ».

78. Le nom & les armes d'une famille ne tombent point dans le commerce, & sont inaliénables, dit Dumoulin sur l'article 301 de la coutume de Bourbonnois; cet article porte « que » le fils aîné, après le décès du père, » a, pour son droit d'aînesse, le nom » & les armes du défunt, &c. ».

79. NOMINATION D'OFFICES SEIGNEURIAUX. Les seigneurs ont sans doute la nomination des offices dépendant de leurs justices & seigneuries,

comme des baillifs, lieutenants, procureurs fiscaux, procureurs postulants, greffiers, huissiers, gardes, & autres semblables. Ce droit est un fruit inséparable de la justice & de la seigneurie; plusieurs officiers royaux sont même à la nomination ou présentation des seigneurs ou engagistes particuliers.

80. Le droit de nomination aux offices de la justice est personnel au seigneur, il ne peut absolument le céder à qui que ce soit par procuration ou autrement. Un arrêt de la tournelle du parlement de Dijon du 21 avril 1668, rapporté par M. Bretagne dans ses observations sur Bourgogne, a cassé une nomination de juge faite par un intendant de madame la duchesse d'Angoulême, quoique cette princesse fût intervenue pour approuver & soutenir le fait de son intendant.

81. Dans une justice ou une terre appartenant à un mineur noble, la nomination aux offices appartient au gardien noble tant que la garde-noble dure. *Voyez* de Renusson, traité de la garde-noble, chap. 6, nomb. 49.

* 82. NOTAIRES DES SEIGNEURS, sont ceux à qui les seigneurs justiciers ont donné des provisions de notaires pour rédiger par écrit dans la forme prescrite par les loix, tous les actes en-re-vifs & dispositions de dernière volonté dans l'étendue de leur juridiction.]

83. Il est de la dernière importance d'établir ici les principes & la jurisprudence concernant le pouvoir des notaires seigneuriaux, relativement aux actes qu'ils passent. Le parlement de Paris, depuis plusieurs années, a embrassé sur cette question une jurisprudence qui est le résultat de ces principes; mais les arrêts successifs, qu'il a rendus ces années dernières, n'ayant pas eu une certaine publicité, & ne se trouvant dans aucun recueil, les juges

des provinces & les particuliers n'en ont point eu connoissance; ce qui a donné lieu à beaucoup de procès, dont nous espérons tarir la source, en publiant & les principes & les arrêts qu'ils ont produits.

84. Tout contrat reçu par un notaire quelconque est revêtu de toute l'authenticité nécessaire: elle procède de l'autorité publique, de laquelle émanent les fonctions du notaire seigneurial comme du notaire royal. L'un & l'autre perd, il est vrai, son caractère, quand il est hors du territoire qui lui est circonscrit; telle est la disposition des ordonnances rendues sur cette matière, dont le détail seroit ici étranger & superflu: mais tout ce qu'ils font étant dans les limites de leur résidence, est valable pour tous les biens qui appartiennent aux contractans dans le royaume, parce qu'on ne peut pas diviser les effets d'un acte revêtu de toutes les qualités nécessaires pour former l'hypothèque, en la lui faisant produire pour un lieu du royaume & non pour un autre.

85. Ce qui a d'abord répandu quelque obscurité sur cette question, c'est qu'on a confondu l'exécution d'un acte avec l'hypothèque qui en résulte. L'exécution est une suite du pouvoir coactif qui appartient à chaque juge dans son ressort, ou pour les matières qui lui sont attribuées; mais les citoyens ne sont soumis à sa juridiction qu'autant qu'ils résident dans son territoire, qu'ils y possèdent des biens, ou qu'ils sont dans les cas d'attribution.

86. L'hypothèque au contraire est une suite du caractère de l'officier, elle résulte de la convention des parties, constatée par la présence & la signature des notaires qui attestent la vérité de l'acte; & pourvu qu'ils instrumentent dans leur ressort, le domicile des contractans & la situation des biens dont ils traitent sont indifférents. Ce n'est point

de ces circonstances qu'ils tiennent le caractère auquel est attachée la foi qui leur est due ; c'est de leur institution & de leur réception qui leur donnent la faculté de recevoir toutes sortes d'actes.

87. Il est vrai que les actes reçus par les notaires, & les jugements prononcés par les juges seigneuriaux, ne sont pas exécutoires hors les limites de la justice. En effet, le juge seigneurial n'ayant d'empire ni sur les personnes ni sur les biens qui sont hors de son district, & les contrats ne pouvant être exécutoires que de l'autorité du tribunal, au nom duquel le notaire parle, ils n'ont pas, hors de son ressort, ce qu'on appelle *exécution parée*. Mais quand on veut en faire usage ailleurs on obtient un *pareatis* du juge du lieu, & ce *pareatis* n'est point un jugement ; c'est un simple acte par lequel celui qui le donne atteste seulement que l'officier qui a reçu l'acte, est véritablement officier public ; en conséquence il en appuie l'exécution de son autorité, qu'il ne peut refuser sans s'exposer à y être contraint par les voies de droit.

88. Mais cette différence entre les notaires royaux & les autres ne provient point du notaire comme notaire, mais du différent sceau dont ils se servent. Le notaire donne à l'acte toute l'authenticité qui résulte du caractère d'homme public dont tout notaire, soit royal, soit autre, est revêtu, mais le scel en procure l'exécution ; celui du Roi, qui est connu ou censé connu de tous ses sujets, est exécutoire par tout le royaume ; le scel seigneurial au contraire n'a l'exécution parée que dans l'étendue de la justice, parce qu'il n'est pas réputé connu au-delà.

89. Il faut donc revenir de l'erreur où l'on étoit autrefois, quand on confondoit l'authenticité avec l'exécution parée, & lorsqu'en conséquence on re-

fusoit aux actes des notaires seigneuriaux l'hypothèque hors de leur territoire, parce qu'on s'appuyoit sur l'ordonnance de 1539 & sur l'art. 165 de la coutume de Paris, qui restreignent l'exécution parée de ces actes aux personnes domiciliées, & aux biens situés dans la justice.

90. C'est donc mal raisonner que de tirer des conséquences du pouvoir du juge à celui des notaires : de ce que le juge est incompétent, même sur son territoire, entre ceux que le domicile ne rend pas ses justiciables, il ne s'ensuit pas que le notaire, quand il instruit dans son ressort, ne puisse recevoir d'actes qu'entre les domiciliés, parce que le notaire, ne prononçant jamais qu'*inter volentes*, a juridiction toutes les fois qu'il a caractère.

91. L'objection même, si elle prouvoit quelque chose, prouveroit trop ; puisque les actes passés par les notaires royaux produisent par-tout obligation & hypothèque ; & cependant le juge royal, dont le scel donne l'exécution aux actes des notaires de son tribunal, est incompétent pour prononcer sur les contestations qui s'élèvent entre domiciliés hors de son ressort, & pour des biens qui n'y sont pas situés.

92. En effet la juridiction, unique dans son principe, a été divisée dans l'exercice ; & dans toute affaire contentieuse il a été prudemment défendu aux parties de se choisir des juges : cette liberté, dont chacun voudroit user à son gré, & suivant ses intérêts, donneroit matière à des contestations préliminaires, aussi embarrassantes, aussi longues & aussi coûteuses que celles du fonds : de là cette maxime universellement reconnue, *actor sequitur forum rei*.

93. Il n'en est pas de même de l'espèce de juridiction qu'exercent les notaires ; elle n'a lieu qu'entre ceux qui sont d'accord sur les conventions qu'ils

veulent faire rédiger, elle n'a lieu en un mot que *inter volentes*. Or il est naturel qu'ils choisissent le rédacteur qu'ils croient mériter le plus leur confiance, pourvu que d'ailleurs il tienne de la justice le caractère requis pour donner à l'acte la foi qui en assure l'exécution sur les biens respectifs des parties.

94. Il est donc évident que, si la comparaison entre les jugements & les contrats étoit admise pour lui donner l'effet qu'on lui attribuoit autrefois, le notaire royal ne pourroit recevoir d'actes entre ceux qui ne sont pas domiciliés dans son district, & pour les biens qui en sont dehors, puisque le juge, même royal, ne peut pas prononcer dans ces cas.

95. Nos meilleurs auteurs ont fait tous leurs efforts pour déraciner l'erreur qu'avoit fait naître la fausse interprétation de l'ordonnance de 1539, & de l'article 165 de la coutume de Paris. Loyseau, *traité des offices*, liv. 1, chap. 11, n°. 41, 82 & suiv. établit la distinction dont on vient de parler, avec ce discernement lumineux qui caractérise cet auteur, & entre même dans le détail des inconvénients auxquels les particuliers seroient exposés, s'ils ne trouvoient pas l'hypothèque par-tout où les circonstances peuvent les obliger de passer des contrats, ou même de tester. Basnage, *traité des hypothèques*, chap. 12, traite la question avec beaucoup d'étendue, adopte l'avis de Loyseau, & décide que, quand des notaires seigneuriaux passent des contrats dans l'étendue de leur territoire, quoique les parties n'y soient pas domiciliées, ces contrats ont leur effet sur les biens du débiteur, & produisent hypothèque, quoiqu'ils n'aient pas leur exécution parée hors des lieux dans lesquels le scel apposé à ces actes est authentique. Auzannet, sur l'article 165 de la coutume de Paris, pense de la même

manière, & s'exprime en termes encore plus énergiques que Basnage.

96. On voit, par les arrêts rapportés sur cet objet par Brodeau sur Louet, lett. N, n°. 10, que la jurisprudence étoit autrefois très-versatile à cet égard, les dates des arrêts qui ont jugé différemment se croissant de façon qu'il est évident que, faute de connoître les principes, on n'avoit point pris de parti; & à cette occasion l'auteur prend à tâche de les éclaircir, en établissant la distinction que l'on doit mettre entre l'exécution parée & l'hypothèque.

97. La jurisprudence paroissoit cependant prendre un état certain par un arrêt du 9 février 1647, rapporté par Auzannet sur l'article 165 de la coutume de Paris, & au *journal des audiences*. Il fut rendu en la première chambre des enquêtes, en présence & de l'avis de deux de Meilleurs de chacune des autres chambres, & jugea que les contrats passés devant les notaires subalternes dans le détroit de leur juridiction, entre personnes demeurant ailleurs, donnoient hypothèque du jour du contrat, même sur les biens situés hors le détroit dans lequel les notaires avoient droit d'instrumenter. Pareille chose fut jugée le 14 juillet 1672, par arrêt rapporté au *journal du palais*.

98. Cette jurisprudence prenoit une consistance fixe, quand les nécessités de la finance l'obscurcirent de quelques nuages. Depuis que les offices des notaires, gardes-notes & tabellions royaux sont devenus domaniaux, ils ont, comme les autres, servi de ressource dans les besoins de l'état; on les a chargés d'augmentations de finance, dont les propriétaires ont été dédommagés par de nouvelles prérogatives, & entr'autres par des défenses aux notaires seigneuriaux de passer des actes entre particuliers non domiciliés dans leur res-

fort , ou pour raison d'héritages situés en d'autres territoires.

99. Les loix les plus connues sur cette matière sont la déclaration du 17 septembre 1697 , & l'édit du mois d'octobre 1705 ; mais ces deux pièces n'eurent qu'un enregistrement provisionnel , qui depuis n'a été ni réitéré ni confirmé ; aussi les a-t-on toujours regardées comme étant uniquement destinées à régler des opérations de finance , & non pas à fixer la jurisprudence contentieuse.

100. En effet , elles prononcent la nullité des actes reçus par les notaires seigneuriaux entre les personnes non domiciliées ; mais toute convention obligatoire consignée dans un simple acte sous signature privée , est irrévocable & protégée par l'équité , par le bon ordre & par les loix de toutes les nations ; & cette même obligation deviendra nulle , parce qu'elle aura de plus le témoignage d'un citoyen , qui est l'homme de la loi , l'homme qu'elle a donné aux tribunaux comme ayant toute sa confiance , comme le témoin auquel ils doivent toute leur croyance , au moins dans les assertions qui concernent le ministère qu'elle lui a confié !

101. Aussi ces deux loix n'ont-elles eu aucune exécution quant aux dispositions qui donnent aux notaires royaux le pouvoir exclusif de donner une hypothèque générale à leurs actes. M^e d'Héricourt , *traité de la vente des immeubles par décret* , chap. 11 , sect. 2 , n^o. 33 , atteste que c'est une tradition au palais que cette disposition n'est point observée ; & il a vu , dit-il , plusieurs ordres de créanciers faits tant au parlement que dans des juridictions subalternes , où des créanciers n'ayant pour titre que des actes passés par des notaires seigneuriaux , ont été colloqués suivant la date de leurs contrats , même sur des biens situés hors du territoire

de la seigneurie où les actes avoient été reçus.

102. Dès le 3 février 1711 , on trouve un arrêt rapporté par Augeard , & dans le dictionnaire des arrêts , *verbo* Notaires , qui donne au créancier hypothèque sur tous les biens de l'obligé , en vertu d'un acte passé par un notaire subalterne , entre personnes non domiciliées dans la justice. Pareil arrêt du 28 juillet 1731 , rendu en la première chambre des enquêtes , au rapport de M. de Torpasse. Le 16 avril 1734 , autre arrêt semblable , au rapport de M. Tiron , en la cinquième chambre des enquêtes ; un notaire seigneurial avoit fait l'acte auquel l'hypothèque fut attribuée , entre personnes domiciliées hors de sa justice , & dont les biens étoient situés hors de son district. Pareils arrêts rendus le 2 juin 1735 , en la cinquième chambre , au rapport de M. Cazeaux ; le 18 juin 1738 en la deuxième chambre , au rapport de M. Angrand ; & le 13 juin 1739 , en la grand'chambre , au rapport de M. Lorenchet. Autre arrêt du 17 août 1739 , en la quatrième des enquêtes , au rapport de M. l'Abbé d'Héricourt ; ce dernier est rapporté par l'annotateur de Lemaître sur la coutume de Paris , pag. 203 de l'édition de 1741 ; il accorde à une obligation passée en 1626 par le notaire de Grosbois , entre deux personnes domiciliées à Paris , l'hypothèque du jour de sa date , & réforme la sentence d'ordre , qui l'avoit restreinte au jour de la sentence du châtelet , qui avoit ordonné l'exécution de cet acte.

103. Le même rapporte le fameux arrêt de Saint-Vallery , rendu en la grand'chambre le premier août 1739 , au rapport de M. de Champerron , & sur les conclusions de M. le procureur-général. Entr'autres dispositions , les notaires nommés par le seigneur de Saint-Vallery-sur-mer , furent maintenus

dans le droit & possession de passer tous les actes dans leur ressort entre toutes personnes, même non domiciliées dans l'étendue de ladite seigneurie & justice, pour biens non situés en ladite seigneurie & justice, avec défense aux notaires royaux de les y troubler. Il y a, sur cet arrêt, deux faits remarquables : M. le rapporteur consulta M. le chancelier d'Aguesseau sur la question, & en reçut une réponse conforme à l'arrêt. Nonobstant ce suffrage, les notaires royaux présentèrent une requête en cassation, fondée sur la déclaration de 1697 & l'édit de 1705 ; mais la requête fut rejetée, parce que le conseil même ne les a jamais envisagés comme des loix qui dussent régler les jugemens des tribunaux. Autre arrêt pareil, rendu en la grand'chambre, au profit des notaires seigneuriaux de Rhosny, contre les notaires royaux de Mantes ; il fut même ordonné qu'il seroit lu, publié & affiché dans l'étendue de la justice de Rhosny, & inscrit sur les registres de la communauté des notaires royaux.

104. Autre arrêt de la grand'chambre, du 19 février 1763, au rapport de M. l'abbé Terray, qui « maintient » la dame de la vicomté des Broses, » & châellenies en dépendantes, dans » le droit de notariats & tabellionnages ; maintient les notaires desdits » lieux, chacun dans leur ressort, dans » le droit & possession de passer, dans » les endroits où ils sont résidents, & » dans toute l'étendue de ladite vicomté » des Broses, châellenies & ressort » d'icelles, tous actes entre toutes personnes, même non domiciliées dans » l'étendue de ladite vicomté des Broses, châellenies & ressort, & pour » raison des biens non situés au-dedans » d'icelles ; condamne les notaires » royaux de Saint-Benoît-du-Saur en » tous les dépens ; ordonne que l'arrêt, » au nombre de 500 exemplaires, sera

« imprimé aux frais desdits notaires » royaux ».

105. Pareil arrêt du 30 août suivant, au rapport de M. de Brégnieres, au profit du notaire du marquisat d'Ussé, contre un notaire royal de Chinon, qui maintient le premier dans le droit de passer, dans son ressort, toutes sortes d'actes entre toutes sortes de personnes, domiciliées & non domiciliées, pour toutes sortes de biens, même situés ailleurs ; avec défenses néanmoins de recevoir aucuns actes au profit de ses parens aux degrés prohibés ; le présent arrêt inscrit sur les registres du bailliage de Chinon, aux dépens du notaire royal.

106. Enfin arrêt du 28 août 1764, arrêt pareil quant au fond, au rapport de M. l'abbé le Noir, au profit du notaire seigneurial de la petite ville de Larbresse dans le Lyonnais, contre le notaire royal de la même ville.


107. Le parlement de Bordeaux a adopté cette jurisprudence par un arrêt de 1711, qui confirme une donation reçue par un notaire seigneurial, quoique le donataire ne fût pas domicilié dans son ressort. Voyez l'annotateur de la Peyrere, lett. N, n°. 38.

108. Il est donc constant qu'il suffit qu'un notaire seigneurial soit dans le lieu de sa résidence au moment qu'il passe un acte, pour communiquer à cet acte une hypothèque générale sur tous les biens des contractants, en quelque lieu du royaume qu'ils soient situés, & quelque part que résident ces contractants.

* 109. Sur quoi remarquez que, si les parties ont signé le contrat qui se trouve nul pour avoir été reçu par le notaire hors de sa juridiction, il a force d'écriture privée. C'est le sentiment de tous les auteurs.

110. Les seigneurs hauts justiciers qui ont droit de créer notaires dans leurs justices, ne peuvent point empêcher les

notaires royaux d'instrumenter dans l'étendue de leur juridiction. *Voyez* Brodeau sur Louet, lett. N, chap. 10, & Bechet sur l'art. 2 de l'usage. La raison est, parce que le scel royal est au-dessus de celui des simples seigneurs qui n'ont droit de créer notaires que par la concession & le privilège du prince. Ainsi on ne suit point dans l'usage les arrêts rapportés par Chopin de *doman. lib. 3, tit. 21, num. 5*; Papon en ses arrêts, liv. 14, tit. 14, art. 15; & Bacquet, *des droits de justice*, chap. 25, n. 28 & suiv. *Vide infra, verbo* Tabellionage.]

111.  Tous les seigneurs hauts justiciers n'ont pas droit de créer des notaires dans leurs terres; il n'y a que les seigneurs châtelains, mais ceux qui ne le sont pas n'ont pas ce droit, s'ils n'en ont un titre particulier émané du Roi, ou s'ils ne sont pas fondés en possession immémoriale, qui fait présumer la concession du titre. La raison est, que le droit de justice contentieuse n'a rien de commun avec la juridiction volontaire qu'exercent les notaires.

* 112. NOTIFICATION. Ce terme, en matière de droits seigneuriaux, signifie l'exhibition du contrat de vente que l'acquéreur d'un fief est obligé de faire au seigneur féodal, ou l'acquéreur d'un héritage roturier à son seigneur censier.


113. Suivant la disposition de l'art. 20 de la coutume de Paris, les quarante jours accordés au seigneur féodal pour exercer le retrait, ne commencent à courir que du jour de la notification de la vente du fief.

114. Si l'acquéreur du fief ne fait pas ladite notification, ou s'il ne la fait pas valablement, le seigneur féodal peut exercer le retrait féodal pendant trente ans.

115. Le nouveau vassal n'est point tellement tenu de faire ladite notification en personne, qu'il ne puisse bien

la faire par procureur fondé de procuration spéciale.

116. La notification du contrat de vente doit être faite au seigneur lui-même, au lieu du principal manoir; ou si le seigneur ne demeure pas au principal manoir du fief, ladite notification doit lui être faite à son vrai domicile. *Vide infra, verbo* Retrait féodal & Retrait censuel.]

117.  Le motif de la notification est afin que le seigneur féodal puisse faire son choix, ou d'exercer le retrait féodal, ou de recevoir ses droits.

118. Afin que le vassal ait preuve qu'il a notifié son contrat d'acquisition, il doit en prendre acte des officiers de la justice seigneuriale; & s'ils le refusent, de deux notaires, ou d'un en présence de deux témoins. On peut encore faire faire la notification par un sergent en présence de deux témoins.

119. Le défaut de notification du contrat d'acquisition d'un fief n'emporte point d'autre peine que celle de prorroger jusqu'à trente ans le délai pour exercer le retrait féodal. Il n'en est pas de même dans quelques coutumes, de l'acquéreur de l'héritage censuel; outre la peine ci-dessus, s'il ne notifie pas son contrat d'acquisition dans le temps prescrit par les coutumes, il encourt encore une amende, & cette amende est encourue par le mineur comme par le majeur. En matière de droits féodaux & seigneuriaux, les mineurs sont obligés comme les majeurs sans distinction; mais en ce cas le tuteur est responsable de l'amende que, par sa négligence, son mineur a payée, sans qu'il puisse l'employer dans son compte.

120. Dans la coutume de Paris, pour éviter cette amende, il suffit qu'il y ait eu notification du contrat de vente, sans que les lods & ventes aient été payés: ce qui n'est pas observé par-tout de même; par exemple, dans la coutume

de Meaux, l'acquéreur doit l'amende, faute d'avoir payé les lods & ventes dans la huitaine du jour de l'acquisition.

121. La notification de l'acquisition de l'héritage censuel se fait, ou par la signification expresse jointe à l'exhibition du contrat de vente, ou par une simple exhibition dont le seigneur auroit donné reconnoissance; mais si un acquéreur avoit simplement fait signifier par une personne publique l'acquisition qu'il aura faite, sans exhiber le contrat, il ne seroit pas moins sujet à l'amende que s'il n'avoit point fait cette signification. L'amende n'est donc précisément encourue que pour n'avoir pas notifié au seigneur censuel le contrat de vente qui donne lieu aux lods & ventes; & cette amende a été introduite pour punir la mauvaise foi de l'acquéreur, qui, en n'exhibant pas son contrat, est présumé vouloir frustrer le seigneur de ses droits: d'où il suit que si l'acquisition n'est pas par vente, mais par autre titre pour lequel il n'est rien dû au seigneur, comme par donation en directe ou autre semblable, l'acquéreur ne tombe point dans le cas de l'amende.

122. La coutume de Paris ne donne que vingt jours à l'acquéreur de l'héritage censuel pour exhiber son contrat; sur quoi il faut observer,

123. 1°. Que plusieurs de nos coutumes donnent un plus long délai. Berry, par exemple, tit. 6, art. 20, donne quarante jours.

124. 2°. Dans les jours accordés par les coutumes, on ne compte point celui de la vente, c'est-à-dire, le jour où le contrat de vente a été passé; suivant cette maxime *dies termini non computatur in termino*; maxime pratiquée dans l'exercice de tous les autres droits seigneuriaux.

125. 3°. Si le seigneur, après le délai accordé par la coutume, recevoit les

Partie II.

lods & ventes sans réserve de l'amende, il seroit censé l'avoir remise, & seroit non-recevable à la demander, soit qu'il eût su que le délai étoit expiré, soit qu'il l'eût ignoré; s'il ne le sçavoit pas, il devoit s'en instruire par la lecture du contrat.

126. L'amende en question n'est point une charge réelle & foncière, elle est purement personnelle, elle est pour punir l'acquéreur de sa négligence; ainsi elle ne suit point le vendeur de l'héritage.

127. De ce même principe, il s'en suit encore que, comme les héritiers représentent la personne de celui auquel ils succèdent, si l'acquéreur décédoit avant le délai porté par la coutume, les héritiers n'auroient que le temps qui restoit au défunt pour faire la notification, à peine d'encourir l'amende. Voyez de Ferrière sur l'art. 77 de la coutume de Paris.

128. NOVALES. Ce sont des terres nouvellement cultivées, ou mises nouvellement en culture après avoir été défrichées.

129. Quelque droit & quelque titre qu'ait un seigneur laïc ou ecclésiastique de percevoir les anciennes dixmes, la dixme des terres mises en noales appartient toujours aux curés, même à portion congrue; les noales leur ont été réservées par la déclaration du Roi de 1686.

130. Comme les dixmes appartiennent de droit au curé, dans le doute, il faut toujours se déterminer en sa faveur; c'est pourquoi toute terre où il ne paroît aucune marque de culture, est réputée noale de sa nature, & les dixmes n'en peuvent appartenir au seigneur.

130. Dans les provinces où le droit de suite a lieu, comme en Berry, Nivernois, la Marche, il se perçoit sur les noales, ainsi que sur la dixme fon-

cière. *Voyez* les arrêts rapportés par la Thaumalière , au ch. 20 de la seconde centurie de questions sur la coutume de Berry.

131. Le seigneur de la dixme foncière prescrit contre le curé la novale par quarante ans , cela ne souffre point de difficulté ; de même le curé qui a joui pendant quarante ans des novales , en quelque temps qu'elles aient été défrichées avant sa jouissance , il doit les garder. *Voyez* les arrêts rapportés par M. le Prestre & par Bouchel , somme bénéficiale , *verbo* Dixme.

132. Le vicaire perpétuel est fondé à percevoir les novales , ainsi que le curé primitif. Arrêts du 3 mars 1611 , rapportés par M. le Prestre , centurie 1 , chapitre 15 , & M. Louet , lettre D , n^o. 51.

133. NOUVEAU TITRE. *Voyez* Titre nouvel.

134. NOUVEAUX ACQUÊTS. Dans la coutume d'Artois , art. 114 & suivans , sont des acquisitions que des personnes roturières font de fiefs ou de tenemens nobles , pour raison desquelles acquisitions il est dû au seigneur un droit qui est de trois années une , & que le seigneur lève de vingt ans en vingt ans. Ce droit est personnel & n'est dû qu'une fois par la même personne , quelque long-temps qu'elle jouisse du fief.

135. On appelle encore *droit de nouveaux acquêts* , une finance que les gens de main-morte sont tenus de payer au Roi pour la jouissance des biens de quelque nature qu'ils soient , féodaux , roturiers ou allodiaux , qu'ils ont acquis , & non amortis par le Roi ; les biens amortis ne sont point sujets à ce droit.

136. Lorsque les gens de main-morte ont payé au Roi le droit de *nouveaux acquêts* , ils ne peuvent plus être inquiétés par les seigneurs d'où relèvent les héritages , pour la jouissance du

passé : les seigneurs doivent imputer à leur négligence de l'avoir soufferte ; mais si , en payant le droit de *nouveaux acquêts* , les gens de main-morte n'ont pas fait amortir les héritages par le Roi , en ce cas , les seigneurs dont ils relèvent peuvent les sommer de vider leurs mains , dans l'an , desdits héritages , par ce moyen les forcer de prendre des lettres d'amortissement , & de leur payer le droit d'indemnité. *Voyez* Indemnité.

137. NUESSE. Ce mot est souvent employé dans les coutumes d'Anjou & du Maine ; il y signifie un fief , une justice , un vassal qui relève nuement & immédiatement d'un seigneur.

138. NUIT. Dans les anciennes chartes , sur tout dans celles des premiers temps de la monarchie , même dans la loi salique , on date par nuits , & non par les jours ; les Francs avoient sans doute apporté cet usage de la Germanie , où la division du temps se faisoit par nuit & non par jour. *Voyez* Corneille Tacite , *de moribus Germanorum*.

139. NUIT D'ARMES. Parmi les cérémonies qui précédoient la réception des anciens chevaliers , il y avoit celle de la nuit des armes ; le récipiendaire , après avoir jeûné , devoit passer la nuit qui précédoit sa réception , dans une chapelle , armé de pied en cap , debout ou en prières. *Voyez* Chevalier.

140. NULLE TERRE SANS SEIGNEUR. Cette maxime , en général , signifie qu'il n'y a aucune terre en France qui ne reconnoisse une puissance publique au-dessus d'elle , qui est la justice royale ou seigneuriale. Tout franc aleu , s'il a une justice annexée , reconnoît une justice de ressort ; s'il n'a point de justice , il est soumis à la justice dans laquelle il est enclavé. *Voyez* Salvaing , chap. 53.

141. Dans les coutumes qui rejettent

le franc-aleu , même avec titre , comme Blois , Melun , Peronne , Angoumois , Bretagne , Senlis , Poitou , par cette maxime de *nulle terre sans seigneur* , on entend qu'il n'y a aucune portion de terrain qui ne soit tenue en fief ou en roture , qui , sous l'une ou l'autre qualité , ne relève de quelque seigneur ; pour le prouver , le seigneur n'a besoin que d'établir l'enclave de sa justice ou de sa seigneurie. Dans les coutumes allodiales , la maxime *nulle terre sans seigneur* n'a point lieu ; tous les héritages , comme en pays de droit écrit , y sont réputés francs & libres , si le seigneur ne rapporte titre au contraire.

142. Il y a cependant quelques coutumes qui , quoiqu'elles ne soient pas

allodiales , ne laissent pas de reconnoître le franc-aleu : telle est Paris , art. 68. Dans cette coutume & dans celles qui peuvent lui ressembler , on ne doit pas dire que c'est au tenancier à prouver l'allodialité de son héritage , car le franc-aleu ne connoît point de concédant ; ainsi on n'en peut pas rapporter le titre primitif. Il suffit au possesseur d'avoir des contrats d'acquisition , des partages en franc-aleu , & c'est au seigneur à prouver qu'il a été servi de l'héritage. Mais si le seigneur faisoit son terrier , le possesseur seroit tenu d'y déclarer son franc-aleu , & d'en exhiber les titres. Voyez Brodeau sur l'art. 68 de la coutume de Paris.



O

O F F

1. **O**BLATS. On appelloit ainsi les soldats estropiés & hors de service, auxquels le Roi assignoit des aliments ou une pension sur quelque abbaye, prieuré ou monastère sécularisé; ce qui ne se pratique plus depuis l'établissement de l'hôtel royal des invalides.

2. **O**BLIAGE : c'est un droit seigneurial établi par l'art. 40 de la coutume de Blois. Les commentateurs de cette coutume disent que c'est une amende que le tenancier doit au seigneur, lorsqu'il a oublié de lui payer sa rente au jour prescrit par la coutume. Dans la coutume de Montargis, chap. 2, art. 40, l'obliage consiste en un chapon ayant un douzain au bec. Il est dû au chapitre de notre-dame de Graeay en Berry de certaines rentes qu'on appelle *oubliages*; ces rentes n'entrent point dans la recette du chapitre, elles sont perçues par les titulaires des prébendes auxquelles elles sont affectées.

3. **O**FFICE (PROCURER D'). Voyez Procureur-fiscal.

* 4. **O**FFICIERS SUBALTERNES ou SEIGNEURIAUX, sont ceux qui ont obtenu des provisions d'un seigneur justicier, pour rendre la justice dans sa juridiction.

5. Lorsqu'il y a en même temps un propriétaire & un usufruitier d'une justice, c'est à l'usufruitier à nommer les officiers, & au propriétaire à donner les provisions. Loyseau, *des offices*, liv. 5, chap. 2, n. 19 & 20. Voyez Maynard, liv. 8, chap. 92; & Chopin, *de morib. Paris. lib. 2, tit. 2, num. 20.*

O F F

6. Quoique le droit de créer des officiers pour rendre la justice soit mis au nombre des droits royaux, tit. *que sint regul. 56, lib. 2, feud.* les seigneurs qui ont justice, ont néanmoins cette prérogative, parce que le Roi leur ayant concédé le droit de justice, il est censé leur avoir concédé en même temps le droit de créer des officiers pour la faire rendre.

7. Tous les seigneurs justiciers, hauts, moyens & bas, ont donc droit de créer des officiers pour faire rendre la justice selon l'étendue de leur pouvoir; mais ils n'ont pas tous le droit de tabellionage ou notariat; car il n'y a que les seigneurs châtelains à qui ce droit appartient par la qualité de leur seigneurie, ou bien les seigneurs justiciers à qui le Roi en a fait une expresse concession. Bacquet, *des droits de justice*, chap. 25, nomb. 1 & suiv.

8. Le droit de créer des officiers appartient non-seulement aux seigneurs laïcs, mais encore aux évêques & autres seigneurs ecclésiastiques qui ont droit de justice. Loyseau, *des offices*, liv. 5, chap. 2, nomb. 24.

9. Lorsqu'il y a plusieurs seigneurs d'une même terre, la justice doit être exercée alternativement par les officiers des co-seigneurs, suivant la portion de chacun d'eux, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Dijon du 9 août 1612, rapporté par Bouvot, tom. 1, part. 1, verbo Seigneur, quest. 1. C'est la disposition des arr. 25 & 26 de l'ordonnance de Roussillon du mois de jan-

vier 1563. Voyez M. Dolive en ses quest. notab. liv. 2, chap. 23; Boër. quest. 5, n. 10 & 11.

10. Le droit de créer des officiers dans la seigneurie qui est dotale à la femme, appartient incontestablement au mari. La raison est, parce que cette faculté est considérée comme faisant partie des fruits de la dot : or le mari a droit de jouir de tous les revenus de la dot. *L. pro oneribus, cod. de jur. dot.* Voyez Loyseau, *des offices*, liv. 5, ch. 2, nomb. 24 & suiv. *Aliud dicendum*, si la seigneurie étoit un bien paraphernal à la femme; car pour lors ce seroit à la femme, & non pas au mari, à créer les officiers de la seigneurie, parce que les revenus des biens paraphernaux n'appartiennent point au mari. *L. hac lege, cod. de pact. convent. tam sup. dote quam sup. hac lege decernimus, ut vir in his rebus, quas extra dotem mulier habet, quas Graci parapherna dicunt, nullam, uxore prohibente, habeat communionem.*

11. L'acquéreur à pacte de rachat a droit de nommer des officiers de la seigneurie. Loyseau, *des offices*, liv. 5, chap. 2, nomb. 15. Il peut même destituer ceux qui ont été pourvus par le vendeur. *Vide* Destitution.

12. Il n'y a que les seigneurs justiciers qui aient droit de nommer des officiers; ainsi les seigneurs féodaux & censiers n'ont point cette prérogative. Bacquet, *des droits de justice*, chapitre 3, nombre 17; & parmi les seigneurs justiciers, il n'y a que celui qui a la haute justice qui puisse créer un procureur-fiscal dans sa seigneurie, parce qu'il n'y a que lui qui ait droit de fisc. Voyez Loyseau, *des seigneuries*, chap. 10, nomb. 78.

13. Le seigneur qui a droit de créer des officiers de justice dans sa juridiction, ne peut point transférer ce pouvoir à son procureur général ou spécial,

cessionnaire, receveur, fermier, ou à quelqu'autre personne que ce soit. Loyseau, *des offices*, liv. 5, chapitre 2, nomb. 5. La raison est, parce que ce droit étant très-seigneurial, il est inhérent à la personne du seigneur, & n'en peut être séparé.

14. Les seigneurs justiciers peuvent nommer pour leurs officiers toutes sortes de personnes, à l'exception des femmes, des impubères, des accusés & de quelque crime capital, & de ceux qui sont notés d'infamie. Le fils de famille même peut être pourvu d'un office, parce qu'il est regardé comme père de famille pour ce qui concerne les fonctions publiques : *filius familias in causis publicis, loco patris-familias habetur, veluti ut magistratum gerat; l. filius-familias, ff. de his qui sui vel alieni juris.*

15. Touchant la destitution des officiers des seigneurs, voyez ce que nous en avons dit *suprà*, verbo Destitution.]

16. Les officiers des justices seigneuriales, lorsqu'ils sont gradués, en l'absence des seigneurs, doivent avoir les droits honorifiques en la paroisse du lieu, à l'exclusion de tous gentilshommes & possesseurs de fiefs, demeurant dans la même paroisse. S'il s'y trouvoit cependant quelque officier de cour souveraine, il auroit sans contredit les honneurs de l'église à l'exclusion des juges seigneuriaux, quoique gradués.

17. Lorsque ces officiers ne sont pas gradués, mais de simples praticiens, comme il arrive souvent, & sur tout dans les petites justices de campagne, les bas officiers n'ont point les honneurs de l'église à l'exclusion des gentilshommes, si ce n'est seulement au jour de la fête patronale, afin qu'au moins à ce jour le seigneur, & les honneurs qui lui sont dus, soient reconnus en la personne de ses officiers. Voyez Marechal, *traité des droits honorifiques*, chap. 1.

18. Suivant l'édit de 1693, les seigneurs sont obligés de nommer à leurs justices des officiers d'une probité & d'une capacité reconnue, afin que les justiciables aient pour eux la confiance & le respect convenable. Les seigneurs sont aussi obligés de donner à leurs juges d'honnêtes appointements pour soutenir leur dignité. *Voyez* l'art. 55 de l'ordonnance d'Orléans; mais cette ordonnance, ainsi que l'édit de 1693, sont mal exécutés en tous points. Les juges que les seigneurs choisissent sont souvent fort ignorants, & ils préfèrent ceux qui coûtent le moins, ou rien. Il y a plus, au lieu de donner des appointements, ils vendent quelquefois leurs offices, malgré la défense expresse qui leur en est faite par plusieurs ordonnances, & notamment par l'article 101 de celle de Blois. Les juges des seigneurs doivent être reçus & prêter serment par-devant les juges royaux où ressortissent par appel leurs sentences. *Voyez* l'art. 30 de l'ordonnance de Cremieu, l'art. 55 de celle d'Orléans, & l'édit de 1693.

19. OFFICIERS MUNICIPAUX. Dans les villes seigneuriales, il y a souvent des maires, échevins & autres officiers populaires. Ils sont électifs, & ont les mêmes fonctions que ceux des villes royales en suivant l'usage de chaque endroit.

20. OFFICIERS DE POLICE. Les juges seigneuriaux ont toujours la police jointe, & se qualifient pour cela *juges civils, criminels & de police*. Leurs fonctions, à cet égard, consistent à faire observer le bon ordre pour la sûreté des habitants, à écarter de l'endroit les mauvais lieux, les jeux défendus, à veiller sur les poids & les mesures, à empêcher les scandales publics, à entretenir l'abondance dans les marchés, & à réformer tous les abus qui se peuvent commettre, soit dans le général soit dans le particulier. Dans les campagnes sur-tout

ils doivent avoir attention que les jours de dimanche & de fêtes soient sanctifiés, que pendant les offices divins on ne boive, on ne joue point dans les cabarets, qu'on ne danse point dans les places publiques.

21. Quand, pour arrêter les abus, les officiers seigneuriaux prévoient n'avoir pas assez d'autorité ou de force pour se faire obéir, ils doivent s'adresser aux supérieurs qui ne manquent jamais de donner les ordres nécessaires pour que le bon ordre s'observe par-tout. Mais un juge a rarement besoin de ces ordres, lorsqu'il donne toute son application à ses devoirs, & lorsqu'il emploie la prudence convenable pour arrêter les abus. *Voyez* Police.

22. OFFRANDE : c'est un droit honorifique, attribué par la jurisprudence des arrêts, aux seigneurs, patrons & hauts justiciers, leurs femmes & leurs enfants, & ensuite aux gentilshommes & seigneurs de fief de même qualité, d'aller les premiers, & avant le peuple, à l'offrande; ils doivent y aller avec les mêmes distinctions qu'aux processions. *Voyez* Processions.

23. ORIFLAMME. On appelloit ainsi la grande bannière de France semée de fleurs de lys d'or, qu'on portoit autrefois devant nos Rois dans la bataille. Cette bannière se conservoit en l'abbaye de saint Denis, où on l'alloit prendre avec de grandes cérémonies. Dans l'origine, l'*oriflamme* n'étoit autre chose que la bannière de St Denis qu'on portoit dans les processions, & que les moines portèrent ensuite dans les guerres qu'ils avoient contre ceux qui usurpoient les biens de l'abbaye. Le comte du Vexin, premier vassal ou vidame de saint Denis, avoit droit de la porter; mais nos Rois ayant acquis le comté du Vexin, la faisoient porter par qui ils vouloient. Louis le Gros est le premier qui ait été prendre l'oriflamme à

saint Denis. Il y a long-temps que nos Rois ne se servent plus de cette bannière ; on prétend qu'en 1594 on la voyoit encore dans le trésor de l'abbaye, mais à demi rongée des mittes.

24. OST. Une des principales obligations des anciens vassaux étoit de suivre en personne leurs seigneurs à la guerre, soit en celle que les seigneurs se faisoient souvent entr'eux, soit en celle où les seigneurs alloient pour l'état & pour le Roi ; c'est ce que la coutume de Normandie, chap. 37, 44, 94, appelle *service de l'ost*. Mais comme les seigneurs ne se font plus la guerre entr'eux, & que d'un autre côté le Roi a des troupes entretenues à sa solde, ce service de l'ost n'a plus lieu, si ce n'est quand il plaît au Roi de convoquer le ban & l'arrière-ban.

25. OSTISE : c'est un droit seigneurial dont il est parlé dans la coutume de Blois, art. 40. Le commentateur de cette coutume dit qu'il consiste dans une geline que le sujet doit payer à son seigneur pour le fouage, ou pour l'héritage qu'il tient de lui.

* 26. OUVERTURE DE FIEF. Ce terme veut dire que le fief servant est ouvert au seigneur féodal, & qu'il peut le saisir & en faire les fruits siens en pure perte, par défaut de droits & devoirs non faits & non payés, dans le délai fixé par la coutume. *Vide supra, verbo Aveu, & verbo Foi & hommage.*

27. OUVERTURE DES VENDANGES, est le droit qu'a le seigneur haut justicier de fixer le temps pour les vendanges, en suivant les formalités prescrites par les coutumes & les usages des lieux. Comme il y a beaucoup de vignes en Berry, la coutume de cette province, tit. 15, art. 5 & 6, enseigne plus pré-

cifément qu'aucune autre de quelle façon on doit faire l'ouverture des vendanges. Dans chaque endroit, dans chaque justice, on choisit quatre notables bourgeois dans les villes, ou quatre vigneron dans les campagnes, qui doivent visiter les vignes, & faire rapport en leur conscience si les vignes sont en suffisante maturité pour être vendangées. Sur les rapports de ces notables, le juge indique pour chaque contrée le jour que l'on commencera à y vendanger ; il fait proclamer à cri public son ordonnance : alors ceux qui vendangent avant le jour préfix sont condamnés en une amende de cent sols ; cette amende est encourue par tous ceux qui contreviennent au ban, soit nobles, gens d'église, ou roturiers. Au surplus voyez Ban des vendanges.

28. Le droit de faire l'ouverture des vendanges est de pure police, attaché à la justice : par conséquent le seigneur n'a pas besoin de titres pour établir ce droit, il est fondé sur les anciennes loix & sur les ordonnances. Voyez celle de Blois, art. 49, de Melun, art. 28. Mais ce droit appartient au seigneur haut justicier, à l'exclusion du moyen & du bas justicier. Voyez M. le Bretonnier sur Henrys, lett. V, chap. 3, quest. 36.

29. L'ouverture des vendanges doit se faire devant le seigneur dans son château, & non à l'auditoire. Voyez la coutume de Nevers, chap. 13, art. 4.

30. Le propriétaire d'une vigne enclose de haies vives, & seule au milieu des terres labourables, n'est point sujet au ban des vendanges. Voyez Ragueau sur l'art. 4 du tit. 15 de la coutume de Berry ; l'art. 2 du chap. 13 de celle de Nevers.

P

P A I

1. **PADOUANCE** dans la coutume de Sale , tit. 13 , art. 4 ; *Paduentage* dans la coutume d'Acs , art. 2 & 26 ; *Padouans* dans la coutume de Labour , tit. 3 , art. 16 , 23 , 27 , signifient terres vaines & vagues destinées pour le pacage des bestiaux : c'est ce que nous appelons *vaine pâture*.

2. **PADOUIR** : c'est mettre ses bestiaux dans les terres , landes & bois communs pour y pâturer. Ce terme se trouve sur-tout dans la coutume d'Acs , tit. 11 , art. 2 , 26 , 27 , 29.

3. **PAGESIE** , est une solidité qui s'exerce en Auvergne sur les censitaires appelés *co-pagénaires*. Voyez le glossaire du droit françois.

4. **PAIN BENI**. L'usage de distribuer du pain benî aux messes paroissiales est très-ancien dans l'église , & représente les repas communs que les premiers fidèles prenoient en public. Les abus qui s'y glissèrent firent abolir ces repas , & à leur place on substitua les *eulogies* ou *pains benis* qu'on distribuoit à ceux qui ne communioient pas , pour montrer qu'ils ne laissoient pas d'être dans la communion de l'église.

5. Hincmar de Rheims , dans une instruction pastorale qu'il donna à son clergé au mois de novembre 852 , ordonna aux curés de son diocèse de benir tous les dimanches des morceaux de pain du reste des offrandes , pour en distribuer , après la messe des eulogies , à ceux qui n'étoient pas disposés à communier ; depuis , on les a distribués également à ceux qui communient & qui ne communient pas. Mais comme

la vanité se glisse par-tout , on a introduit dans cette cérémonie des distinctions ; on distribue donc d'abord le pain benî par préférence & par morceaux de distinction au clergé , même à ceux qui , dans les campagnes , revêtus de surplis , en font les fonctions. Voyez l'édit de 1695 , art. 45.

6. Après le clergé , on doit donner le pain benî , aussi par préférence & par morceau de distinction , au seigneur patron de l'église , au seigneur haut justicier , & ensuite aux gentilshommes qui demeurent dans la même paroisse , suivant les rangs & préséances qu'ils ont entr'eux.

7. Il faut cependant observer que , lorsqu'après le patron & le seigneur haut justicier , on distribue le pain benî par distinction aux autres gentilshommes , c'est plutôt par honneur , par bienfaisance , que par devoir & obligation. Il y a un arrêt du 18 juillet 1651 , qui ordonne que les bedeaux ne distribueront le pain benî par distinction qu'au patron & au seigneur haut justicier. Voyez Henrys , tom. 2 , liv. 1 , chap. 3 ; Dolive , liv. 2 , chap. 11 ; l'art. 26 des arrêts de M. de Lamoignon sur les *droits honorifiques*.

8. Quand les seigneurs sont présents , leurs officiers de justice doivent avoir le pain benî après eux , à l'exclusion des marguilliers ; ainsi jugé par arrêt du 2 décembre 1683 , rapporté par Brillon ; mais non à l'exclusion des personnes qualifiées , ayant fief dans la paroisse. Arrêt du parlement de Paris du quatre septembre 1664 , rapporté par de la Guesse ,

Guesse, tome 2, liv. 6, chapitre 52.

9. PAIN DE CHAPITRE. En quelques endroits les églises doivent au seigneur, sur le fief duquel elles sont bâties, un pain & une mesure de vin pour tous droits. *Voyez* Ragueau, indice des droits royaux, *verbo* Pain.

10. PAIN DE PANIÈRE. Les sujets du seigneur de Saint Gondom sur Loire, outre les cens ordinaires, lui doivent par chacun an un grand pain de froment qu'on appelle *pain de panière*, sans sçavoir d'où vient cette dénomination.

11. PAIR DE FIEF, FIEF EN PAIRIE : ce sont ceux dont les détenteurs sont obligés d'assister à la cour du seigneur fuzerain, pour l'aider à juger les causes des sujets & des vassaux. L'art. 82 de la coutume de Saint-Quentin permet au seigneur dominant de saisir le fief du vassal qui, duement sommé, n'aura pas comparu aux plaids avec ses pairs & compagnons. D'autres coutumes, comme Boulonnois, Lille, Haynault, prononcent une amende de dix livres contre le vassal qui, obligé d'assister à la cour du bailli, n'y aura pas fait le service, après en avoir été requis. Suivant ces mêmes coutumes, les vassaux qui tiennent des fiefs en pairie sont obligés d'être présents aux jugements où il est question de prononcer sur un fief en pairie, ainsi qu'aux aliénations qui se font de ces sortes de fiefs.

* 12. PAIRS, sont des ducs & des comtes dont les terres ont été érigées en pairies, car cette dignité n'est annexée qu'à des duchés ou comtés.

13. Les pairs sont revêtus de l'état le plus éminent que la grace spéciale du Roi puisse donner ; c'est pourquoi ils ont toujours été regardés comme les principaux vassaux de la couronne, à laquelle leur dignité les attache inséparablement. Ce sont eux qui donnent au Roi l'investiture de son royaume, &

Partie II.

de qui sa majesté reçoit les ornemens royaux lors de la cérémonie de son sacre. Ces prérogatives leur ont autrefois fait disputer la préséance aux princes du sang ; ils l'avoient même dans le temps que les ducs & les comtes avoient usurpé la souveraineté. Ainsi, au festin du sacre de Charles VI, Philippes, premier Duc de Bourgogne, s'assit comme pair de France au-dessus du duc d'Anjou son frère aîné ; mais il y a déjà long-temps que ce différent a été terminé en faveur des princes du sang. En effet, les pairs tirent l'éclat de leur rang de la grace spéciale du Roi ; au lieu que les princes le tirent de leur propre naissance. La dignité de pairs est accidentelle, celle des princes du sang est substantielle ; enfin les pairs peuvent devenir les sujets des princes du sang.

14. Une autre prérogative des pairs de France, c'est d'avoir séance avec voix délibérative au parlement, qui pour cette raison est appelé *la cour des pairs*. Ils n'ont cependant droit d'y prendre séance qu'après y avoir fait le serment solennel de remplir tous les devoirs & toutes les fonctions importantes de la pairie. C'est aussi au parlement de Paris où les causes des pairs doivent être introduites & traitées, suivant l'ordonnance du mois de décembre 1366, celle du mois d'avril 1453, & une déclaration du 19 mars 1551.

15. La pairie peut être considérée comme seigneurie & comme office. Sous le premier rapport, les pairs doivent hommage au Roi ; & comme officiers, ils doivent serment au parlement, au moins s'ils veulent faire l'exercice de leur pairie, lequel ils doivent faire en personne. Cette même qualité d'office rend les pairies indivisibles & incommunicables aux femmes.]

16. Quantité de nos auteurs ont erré sur l'origine des pairs de France ;

Q

les uns ont dit qu'ils avoient été créés par Charlemagne, d'autres par le Roi Robert, d'autres par Louis le Jeune ; Bruneau même, dans son traité *des criées*, pag. 72, édit. de 1704, avance que Hugues Capet créa les douze pairs, à l'exemple des douze apôtres, ou en conformité & ressemblance des douze patriarches.

17. L'origine des pairs en France est constamment plus ancienne que Charlemagne, & il est encore plus constant que les douze pairs de France n'ont jamais rien eu de commun, ni avec les douze apôtres ni avec les douze patriarches.

18. Sous la première & la seconde race de nos Rois, les comtes & les ducs rendoient la justice, & pour l'administrer ils avoient chacun en leur cour un certain nombre de conseillers qu'on appelloit *pairs*, compagnons des chefs de la cour. Première époque de l'origine des pairs. *

19. Quand, dans la confusion du gouvernement féodal, sous la fin de la seconde race, les comtés, les duchés, les grands fiefs devinrent héréditaires, les comtes & les ducs firent quantité d'arrière-fiefs ; une des principales obligations des vassaux, possesseurs de ces arrière-fiefs, étoit d'assister à la cour du duc ou du comte dont ils relevoient, lorsqu'ils rendoient la justice, de les aider de leurs conseils, de garder le secret de la cour. Ces vassaux étoient pairs à la cour de leur seigneur, quoiqu'ils ne fussent ni comtes ni ducs. Lorsqu'un comte n'avoit pas un nombre de pairs suffisant pour juger, il en empruntoit d'une autre cour. On trouve encore les vestiges de ces usages dans les anciennes chroniques, dans les anciennes formules des foi & hommages, même dans nos coutumes, sur-tout dans celles d'Amiens, de Haynault, de Boulonnois, où il est parlé souvent de

fief en pairie, de pairie, de pairs, c'est-à-dire, des vassaux qui, à cause de leurs fiefs, étoient obligés d'assister à la cour du seigneur dont ils relevoient, lorsqu'il y rendoit la justice ; cette obligation étoit encore plus précise lorsqu'il s'agissoit de juger quelque question féodale, ou un vassal ; ce dernier ne pouvoit être jugé que par ses pairs, & la question féodale ne pouvoit être décidée que par des hommes de fief.

20. Le Roi de France, comme chef du gouvernement féodal, avoit sans contredit sa cour où on décidoit les matières qui concernoient les grands fiefs, où on jugeoit les grands vassaux, où ressortissoient par appel les causes jugées à la cour des comtes & des ducs ; les conseillers de la cour du Roi étoient les grands vassaux de la couronne ; ils étoient pairs à tous égards, 1°. parce qu'ils assistoient à la cour du Roi, 2°. parce qu'ils étoient égaux entr'eux en puissance de fief.

21. Avant que Hugues Capet parvint à la couronne, il y avoit sept pairs de France laïcs, sçavoir, les six que tout le monde connoît, & le duc de Paris qui étoit pair, c'est-à-dire, égal aux autres pairs en puissance de fief. Quand Hugues Capet fut roi, il n'y eut plus que six pairs laïcs, parce qu'il réunit à la couronne le duché & pairie de Paris, qui ne subsiste plus, & le nombre des pairs de France laïcs demeura dès-lors fixé à six. Voyez l'histoire de la pairie de France par M. le comte de Boulainvilliers.

22. Ce qui a fait croire à quelques-uns que le Roi Robert a créé les douze pairs de France, c'est que, selon Favin, il se créa un grand conseil secret & d'état, composé de six ecclésiastiques & de six grands seigneurs, déteмпteurs de Bourgogne, Aquitaine, Normandie, Flandres, Champagne & Tolose. Il est clair que dans ce conseil les ecclésiasti-

ques n'étoient pas égaux en puissance féodale aux laïcs ; mais la nécessité où on étoit alors d'admettre , dans les conseils , des ecclésiastiques dont le crédit & l'autorité influoit beaucoup dans le gouvernement , fit choisir parmi les ecclésiastiques ceux qui possédoient les fiefs les plus considérables , afin de les rendre de ce côté-là , autant qu'il seroit possible , égaux aux laïcs.

23. Ce qui a pareillement faire croire à d'autres auteurs que Louis le Jeune avoit créé les douze pairs , c'est que voulant faire sacrer son fils Philippe-Auguste , il convoqua à cette cérémonie les douze pairs , & leur assigna les fonctions qu'ils y remplissent encore aujourd'hui.

24. Des douze anciennes pairies , il n'y a plus que les six ecclésiastiques qui subsistent ; les six grandes pairies laïques , par différents traités & par différents événements , ont été réunies à la couronne. Lorsqu'au sacre de nos Rois on veut faire paroître les six anciens pairs laïcs , le Roi commet six seigneurs pour les représenter & faire leurs fonctions.

25. Depuis long-temps , il n'y auroit plus en France de pairs laïcs , si , pour les remplacer , relever l'éclat du trône & conserver la majesté de leur cour , nos Rois n'avoient pas en différentes circonstances créé de nouveaux pairs ; on en compte en France soixante-douze ; après les princes du sang , ce sont les plus grands seigneurs du royaume : mais il s'en faut de beaucoup que leur puissance & leur autorité égale celle des anciens pairs. Au surplus voyez Ducs & pairs.

26. PAIRIE. Dans les deux précédents articles on a vu ce que c'étoit que l'ancienne pairie. Aujourd'hui en France la pairie est une dignité attachée à quelque duché ou comté , dignité indivisible & incommunicable aux femmes.

27. Les Rois de France peuvent seuls

dans leur royaume ériger des terres en pairies. Voyez Loyseau en son traité des offices , liv. 2 , chap. 2. Voyez Duchés-pairies.

28. PAIX. En matière de droits honorifiques , les seigneurs patrons , hauts justiciers , leurs femmes & leurs enfants , ont droit de baiser la paix aux messes paroissiales & solennelles de leurs paroisses où ils assistent , sur les rangs qu'ils doivent observer. Voyez Offrande , Processions.

29. PAIX. Suivant l'ancienne jurisprudence du combat judiciaire , celui qui , combattant en champ clos , se sentoît le plus foible & près d'être vaincu , pouvoit proposer à son adversaire la paix. Si le crime n'étoit pas capital , les parties pouvoient transiger ; mais si le crime étoit capital , ou si l'une des parties étoit vaincue , les parties ne pouvoient faire de paix sans le consentement & l'aveu du comte , en la cour duquel se faisoit le combat. Quand le crime étoit capital , si le comte , corrompu par des présents , consentoit à la paix , il étoit condamné à une amende de soixante livres ; & le droit qu'il avoit de faire punir le malfaiteur étoit dévolu au supérieur , c'est-à-dire , au duc ou au Roi. Voyez Beaumanoir , chapitre 64.

30. Autrefois les seigneurs , pour venger les injures qui leur étoient faites , se faisoient la guerre à toute outrance. Pour diminuer la fureur de ces guerres intestines , qui souvent étoient la ruine des peuples & de la noblesse , on ordonna que pendant certains jours on suspendroit de part & d'autre toutes hostilités. Voyez Treves. On ordonna pareillement que dans de certains endroits les seigneurs ne pourroient point vider leurs querelles par la voie des armes , mais qu'ils seroient tenus de se pourvoir en justice. Voyez Maison , Ville de paix.

31. PALAIS. C'est un bâtiment magnifique, propre à loger un Roi ou un prince; d'où vient que sous la première & la seconde race de nos Rois on a appelé *maires du palais* leurs premiers officiers. On appelle encore *palais*, le lieu principal où la justice souveraine est rendue au nom du Roi, parce qu'on la rendoit effectivement autrefois dans le palais du Roi. Le palais où le parlement de Paris tient aujourd'hui ses séances est celui qui servoit de demeure à saint Louis, & qui fut considérablement augmenté sous Philippe le Bel, par les soins d'Enguerrand de Marigny. Les endroits où les juges royaux inférieurs rendent la justice, sont appelés *audiences*; & on nomme communément *auditoires* ceux où les juges seigneuriaux tiennent leurs plaids.

32. PALATIN. Ce nom de dignité se trouve souvent employé dans les anciennes chroniques & dans les titres de la première & de la seconde race. Dans ces temps on appelloit *palatins* tous ceux qui avoient quelque charge dans la maison du prince; en ce sens on donnoit le nom de *comte palatin* à celui des officiers de sa maison que le Roi envoyoit dans les provinces pour y prendre connoissance des affaires, les décider lorsqu'elles n'étoient pas d'une importance telle à mériter l'attention du souverain. Il y a eu des comtes palatins de Champagne qui ne relevoient point de nos Rois; & depuis Charles le Chauve on croit que nos Rois n'ont plus fait de comtes palatins. Aujourd'hui on ne donne le titre de *palatin* qu'aux princes d'Allemagne qui possèdent des palatinats.

33. PANCARTE. En matière de droits seigneuriaux, c'est une affiche appliquée sur un poteau planté à l'endroit où se perçoivent les droits de péage, pontonage & de bac.

34. L'affiche doit être placée à telle

hauteur que tout le monde la puisse lire commodément; elle doit aussi être en langage françois, pour éviter toute surprise & pour l'instruction de ceux qui doivent les droits.

35. Ce seroit une concussion & une exaction d'exiger ou de percevoir d'autres ou de plus grands droits que ceux qui sont dans la pancarte; ces droits y doivent être détaillés par le menu, avec extrait de l'arrêt du conseil ou de celui du parlement qui a vérifié les droits.

36. Un arrêt du 21 juillet 1667 enjoint à tous seigneurs, & autres, prétendants droit de péage sur la rivière de Loire, & autres fleuves y descendants, d'avoir un poteau auquel sera attaché une pancarte, contenant par le menu les droits de leur péage; & à faute de ce faire, permis aux voituriers par eau de pouvoir monter & descendre sans être contraints de payer aucun droit, & le tout sans aucune approbation des prétendus péages. La même chose a été ordonnée contre les religieuses de l'Annonciade de Bourges pour leur péage *Mienne-lez-Cône*, par arrêt du dernier décembre 1727. Ces deux arrêts sont rapportés dans le recueil des arrêts concernant les marchands fréquentant la Loire. Boniface, tom. 5, liv. 5, tit. 7 - chap. 1, rapporte un autre arrêt du parlement de Provence, qui impose aux seigneurs péagers la même obligation. Voyez Péage, Bac, Pontonage.

37. PANONCEAUX. On appelle ainsi des écussons d'armoiries que les seigneurs font afficher à des poteaux plantés dans les carrefours, ou sur les grands chemins, pour marque de leur juridiction. On appelle encore *panonceaux*, des affiches où sont imprimées les armes du Roi, qu'on attache aux portes des maisons saisies réellement, & aux portes principales des églises paroissiales où elles sont situées.

38. Quoiqu'on poursuive une saisie

réelle dans la justice d'un seigneur, il faut cependant mettre les armes du Roi aux affiches de la saisie-réelle; & un décret où on se seroit servi des armes du seigneur seroit nul. Ainsi jugé par arrêt du 11 décembre 1576, contre M. le cardinal de Guise, archevêque de Rheims. Voyez la bibliothèque de Bouchel, *verbo* Panonceaux.

39. Dans la saisie-réelle ou féodale d'une seigneurie, dont le principal manoir est ruiné, il suffit d'apposer les panonceaux royaux au poteau étant sur la place pour marque de juridiction, & aux portes de l'église paroissiale. Quand on saisit réellement une rente, ou autres droits, il faut observer la même formalité, en ajoutant l'affiche des panonceaux en la maison des débiteurs de la rente & du droit. L'un & l'autre usage a été confirmé par des arrêts rapportés par Bouchel, *loc. cit.*

40. PAPIER TERRIER : c'est un registre ou cartulaire qui renferme les loix & les usages d'une seigneurie, ainsi que les droits, prérogatives, privilèges & condition des personnes & des héritages, domiciliés & situés dans l'étendue de la seigneurie; dans lequel sont transcrites toutes les déclarations des censitaires, les baux à cens, les procès-verbaux des limites de justice & de dixmeries, le dénombrement de tous les droits de la seigneurie, tant utiles qu'honorifiques; & généralement tout ce qui appartient à la seigneurie tant en propriété qu'en droits réels, personnels & mixtes; le tout signé d'un ou de deux notaires.

41. Un seigneur, quoique haut justicier, ne peut pas, de son autorité, faire procéder à la confection ou à la rénovation d'un terrier; il faut nécessairement, & à peine de nullité, qu'à cet effet il obtienne en la grande chancellerie, ou en celles étant près les parlements, des lettres de terrier. Voyez Lettres de ter-

rier. Autrefois on n'avoit besoin de lettres de terrier que quand les titres de la seigneurie avoient été perdus par incendie, invasion des ennemis, ou autre force majeure; ce motif est même inséré dans toutes les lettres de terrier. L'usage de prendre du Roi des lettres de terrier dans ce dernier cas, est de la plus grande antiquité, & remonte aux premiers temps de la monarchie. Voyez la formule 33 du liv. 1 des formules de Marculphe.

42. Depuis qu'on a examiné de plus près les droits du souverain & de la couronne, on a remarqué que la confection ou la rénovation d'un terrier tendoit à établir des loix & des usages particuliers dans une seigneurie; on a pensé avec raison que, si les seigneurs le faisoient de leur autorité privée, ils deviendroient législateurs, & usurperoient à cet égard une partie de la souveraine puissance. Pour arrêter cet abus on a argumenté de l'article 125 de l'ordonnance de Charles VII, du mois d'avril 1453, qui ordonne que toutes loix, coutumes & usages seront rédigés par écrit de l'autorité du prince, & défend d'y avoir égard quand elles ne seront pas revêtues de cette marque de la puissance royale.

43. L'ordonnance de Charles VII, à proprement parler, n'avoit d'application qu'à la rédaction générale des coutumes; mais on en a étendu la disposition à la confection & à la rénovation des terriers; aussi n'est-ce que depuis le quinzième siècle que s'est introduite la nécessité absolue de prendre des lettres de terrier. Auparavant, les seigneurs n'en prenoient que quand ils ne se sentoient pas assez puissants pour se faire obéir de leurs sujets; ils imploroient le secours de l'autorité royale; même depuis l'ordonnance de Charles VII, on a jugé par arrêt du 2 mars 1566 en faveur de M. l'archevêque d'Arles, sei-

gneur haut justicier de Saint-Maurice en Gourgois, qu'il pouvoit renouveler son terrier en vertu d'une simple ordonnance du juge royal. *Voyez* Papon, liv. 13, tit. 2, n°. 31. Mais on ne peut pas se prévaloir de la décision de cet arrêt, les droits du prince & de la chancellerie ont pris le dessus. Pour la confection & la rénovation d'un terrier, il faut absolument des lettres de chancellerie, à peine de nullité.

44. Le seigneur qui n'a que moyenne ou basse justice, peut bien faire un terrier, mais il ne peut pas demander les reconnoissances de ses censitaires par des proclamations générales, cela ne compete qu'au seigneur haut justicier; à l'égard du moyen & bas justicier, il doit se pourvoir par des assignations particulières. Arrêt du parlement de Paris du 26 février 1550, rapporté par Auzannet sur l'art. 73 de la coutume de Paris. *Voyez* Carondas, liv. 7, rep. 89. Le moyen & bas justicier ne peut pas encore faire publier ses lettres de terrier à cri public & son de trompe dans le territoire du seigneur haut justicier, sans son congé; & le seigneur haut justicier lui-même ne le peut pas faire dans la justice d'autrui, sans congé. *Voyez* la bibliothèque de Bouchel, *verbo* Terrier. *Voyez* Filleau, partie 4, question 131.

45. Tout seigneur qui veut procéder à la confection ou à la rénovation d'un terrier, doit donc se pourvoir en lettres de terrier, soit en la grande chancellerie, soit en celles étant près les parlements. Après les avoir obtenues, elles doivent être entérinées par le juge royal auquel elles sont adressées; ensuite on les met à exécution, en forçant les vassaux censitaires & emphytéotes, & autres redevables de la seigneurie, à venir donner leurs reconnoissances au terrier. *Voyez* Lettres de terrier.

46. Les seigneurs, en présentant

leurs lettres de terrier au juge royal; doivent lui indiquer un notaire pour recevoir les reconnoissances, afin que le juge commette par sa sentence le notaire qui aura été indiqué. Sur les qualités que doit avoir ce notaire, sur ses fonctions à cet égard, sur les honoraires qui lui sont dus, *voyez* Commissaire à terrier.

47. Toutes les contestations qui naissent entre le seigneur, les vassaux & sujets, à l'occasion de la confection ou de la rénovation du terrier, doivent être portées pardevant le juge royal auquel les lettres de terrier ont été adressées.

48. Lorsque le notaire a consommé ses opérations, il faut faire cloré le terrier par le juge royal. *Voyez* Clôture de terrier. Mais avant cette démarche les seigneurs doivent avoir grande attention de bien vérifier les opérations du notaire, & s'il a bien rempli toutes ses obligations. *Voyez* Vérification de terrier.

49. Les meilleurs terriers, & qui ont le plus d'autorité, sont ceux qui en rappellent d'autres & qui sont renouvelés d'après d'anciens terriers. Il y a cependant des cas où une seule reconnoissance, & inserée dans un seul terrier, est suffisante; c'est quand elle a été suivie d'une longue prestation, ou lorsque le terrier a eu son exécution sur d'autres censitaires, débiteurs d'un même droit, à raison d'un terroir limité & circonscript.

50. Les préambules des terriers contenant des droits généraux, ne sont point obligatoires s'ils ne sont faits en présence & du consentement de tous les tenanciers & justiciables. *Voyez* Hentys, tom. 2, liv. 3, quest. 13. J'ai vu nombre de terriers, dans les préambules desquels on inséroit des droits dont les seigneurs avoient été débourés par arrêt. Aussi à présent, dans les nou-

veaux terriers , on n'y met plus de préambule , on est persuadé qu'ils ne servent de rien ; il faut que chaque particulier reconnoisse les droits & devoirs auxquels il est sujet , & c'est ce qui ne se peut faire dans une préface générale.

51. Il faut dire de même que les reconnoissances générales ne sont point valables , si ce n'est lorsque les droits concernent également tous les justiciables ou tous les possesseurs d'héritages , comme les droits de bannalité , & autres semblables ; pour lors il suffit que les reconnoissances soient passées par la plus grande partie des habitans pour obliger les particuliers ; mais hors ce cas , les reconnoissances générales ne sont point obligatoires. *Voyez* un arrêt du parlement de Grenoble du 21 juillet 1653 , rapporté par Basset dans son recueil d'arrêts , liv. 3 , tit. 7 , chap. 1 ; Henrys , tom. 1 , liv. 3 , chap. 3 , quest. 19.

52. Une déclaration du Roi du 19 avril 1681 , ordonne que les juges , en procédant à l'exécution des lettres de terrier , & en jugeant les différends qui , à cet égard , peuvent survenir entre les seigneurs & leurs sujets , n'auront aucun égard à la clause par laquelle les impétrants en lettres de terrier sont relevés de la prescription autorisée par la coutume des lieux ; ce qui ne pourra nuire ni préjudicier aux vassaux , censitaires , &c.

53. L'acte de notoriété donné par M. le lieutenant-civil le 5 août 1689 , établit que les seigneurs peuvent tous les trente ans faire renouveler leurs terriers , afin d'éviter les prescriptions que les vassaux & les censitaires pourroient opposer.

54. Les ordonnances de Blois , arr. 54 ; de Melun , art. 26 , dispensent les ecclésiastiques de prendre des lettres de terrier en la chancellerie ; ces ordonnances veulent qu'il soit procédé par

les sénéchaux & baillifs à la confection des nouveaux terriers des fiefs & censives des ecclésiastiques , sans que pour cela ils soient obligés d'obtenir d'autre commission de sa majesté que lesdites ordonnances. *Voyez* les mémoires du clergé , tom. 9 , part. 4 , pag. 255 & suiv.

55. Le second ou troisième fermier qui a pris un fief ou une seigneurie à ferme , à la charge de faire un papier terrier , y est tenu , quoique les précédents fermiers en aient été déchargés ; le seigneur n'est point obligé de chercher le premier terrier pour le représenter au fermier , mais ce fermier peut poursuivre le précédent pour lui en donner un , s'il y étoit tenu , & lui remettre les titres & enseignements dont il peut avoir été saisi. *Voyez* un arrêt du parlement de Normandie du 26 juin 1608 , rapporté par Berault sur le tir. *des fiefs* , art. 195.

56. Une dernière observation à faire aux seigneurs qui veulent avoir une parfaite rénovation de leurs terriers , c'est de les faire carter en général & en particulier ; rien n'est plus intéressant & plus utile ; un terrier bien & exactement carté évite quantité de discussions , & dans l'occasion met au moins les seigneurs en état de se décider & d'instruire exactement leurs conseils.

57. On trouve assez communément à la tête des terriers une carte générale de la seigneurie ; mais cela ne suffit pas pour que l'ouvrage soit complet & parfait , il faut encore des cartes particulières de chaque dixme , de chaque censive , enfin de chaque canton , de chaque héritage sujet au cens qui est reconnu , avec les jouxtes solaires & les confins de chaque objet ; ce qui forme ce qu'on appelle *carte parlante*. Il est sensible que quand on a de semblables plans , il est facile de faire juste la distribution & le placement de chaque héri-

rage mentionné en chaque article du terrier.

58. On trouve quelquefois des commissaires à terrier qui ornent leur ouvrage de plans visuels ; ils sont souvent fautifs , les plans géométriques sont plus sûrs.

* 59. PARAGE , se dit du partage d'un fief qui se fait entre des frères. Cette espèce de démembrement de fief s'appelle *parage* , parce que les parageaux sont égaux en dignité avec le chemier ; *sunt pares in feudo , qui feudum tenent jure paragii* , dit Cujas , *ad tit. 10 , lib. 2 , feud.* Voyez , sur le parage , Bouchel sur les art. 106 & 107 de la coutume de Poitou.

60. Le parage étant fait , le chemier , c'est-à-dire l'aîné , qui a les deux tiers du fief , fait la foi & hommage tant pour lui que pour les parageaux , *id est* , les freres puînés.

61. Les seigneurs féodaux ne reconnoissant que les aînés pour vassaux , puisqu'ils portent seuls la foi & hommage pour tout le fief , il s'ensuit que , si l'aîné ne fait pas la foi dans le délai prescrit par la coutume , le seigneur peut saisir non-seulement les deux tiers de l'aîné , mais encore les portions des parageaux , sauf à ceux-ci à se pourvoir contre l'aîné pour les dommages-intérêts qu'ils souffrent par sa faute. *Idem dicendum* de tous les autres cas où il y a ouverture de fief.

62. Le parage n'a point lieu aux fiefs de dignité , comme duchés , marquisats & comtés , parce que ces sortes de fiefs sont indivisibles de leur nature. Voyez Maichin , tit. 4 , art. 28 , chap. 2 ; & *suprà* , verbo Fiefs de dignité.

63. Quand on dit que les parageaux sont pairs & égaux avec le chemier , cela ne veut pas dire que les portions des puînés soient égales à celle de l'aîné , puisqu'en parage l'aîné doit retenir les deux tiers du fief ; cela signifie seulement que

les puînés ou parageaux ont , sur la portion du fief qu'ils possèdent , la même puissance & autorité que le chemier a sur la sienne , *quoniam alter alteri non tenetur hominii & fidei nexu* ; Cujas , *ad tit. 10 , lib. 2 , feud.* les portions des puînés ne doivent ni droits ni devoirs à celle de l'aîné.

64. La qualité de chemier n'est pas tellement attachée à la personne de l'aîné , qu'il ne puisse bien la céder à l'un des puînés moyennant récompense , sans que les autres puînés soient en droit de s'y opposer. Bechet , *des droits de parage* , chap. 2. Le seigneur ne peut pas aussi s'en plaindre , parce qu'il lui est indifférent que les droits & devoirs féodaux lui soient faits & payés par quel des héritiers que ce soit.

65. Le parage ayant pris fin , les successeurs des parageaux sont tenus de faire la foi & hommage. Or le parage finit , 1°. par l'aliénation du fief , faite non-seulement par les parageaux , mais encore par l'aîné , *quia correlativorum eadem est ratio*. 2°. Lorsque la parenté du chemier & des parageaux ne se peut plus compter & prouver. C'est ce que dit l'art. 107 de la coutume de Poitou , en ces termes , *défaut le parage , faillant le lignage.*]

66. PARC : c'est un grand espace clos de murailles , & ordinairement planté en bois pour la plus grande partie , dans lequel on renferme des bêtes fauves & autres espèces de gibier , selon la nature du terrain & la situation des lieux , pour acquérir la propriété de ce gibier & se le conserver.

67. Le parc de Vincennes & celui de Rouvray , aujourd'hui le *bois de Boulogne* , sont les premiers parcs qu'on ait vus en France ; ils furent formés en 1183 par Philippe-Auguste pour y renfermer plusieurs faons de cerfs , daims & de chevreuils que lui avoit envoyés Henri II , Roi d'Angleterre.

68. Quoique l'usage des parcs ne soit guère que pour les maisons royales & celles des seigneurs, avoir un parc n'est cependant un droit ni seigneurial ni féodal; il est libre à un chacun d'enclorre de murs ses héritages ainsi que bon lui semble, en observant les distinctions qui suivent.

69. 1°. Ceux qui ont des parcs, jardins, vergers & autres héritages clos dans l'étendue des capitaineries royales, ne peuvent faire dans les murailles aucuns trous, coulissés, ou autres passages qui puissent y donner entrée au gibier, à peine de 10 livres d'amende. Voyez l'art. 21 du titre *des chasses* de l'ordonnance de 1669 : l'article 22 déclare « que dans la prohibition ci-dessus ne sont point compris les trous » ou arches qui servent aux cours des « ruisseaux, ni les chantepleures, ventouses & autres ouvertures nécessaires » à l'écoulement des eaux, qui doivent « subsister dans leur entier ».

70. 2°. Ceux qui, lors de l'ordonnance de 1669, n'avoient point de parcs dans l'étendue des plaines & capitaineries des maisons royales, n'en ont pu faire depuis, ni même aucune autre clôture d'héritages en maçonnerie sans la permission expresse de sa majesté; elle l'a ainsi ordonné par l'art. 24 du titre ci-dessus, « sans cependant, dit » l'art. 25, obliger les particuliers à » demander permission d'enclorre les héritages qu'ils ont derrière leurs maisons situées dans les bourgs, villages » ou hameaux hors des plaines, lesquels » ils pourront fermer de murs, si bon » leur semble, sans qu'ils puissent en » être empêchés par les capitaines des » chasses ».

71. Les prohibitions énoncées dans les art. 21 & 24 du titre 30 de l'ordonnance de 1669, ont été souvent renouvelées, & sur-tout par l'ordonnance du Roi, publiée par M. Bonnier, baillif &

Partie II.

capitaine des chasses de la Varenne des Tuilleries, du 6 juillet 1738. Voyez les art. 16, 17 & 18 de cette ordonnance.

72. 3°. Un particulier, un bourgeois qui fait renfermer un parc dans l'étendue de la haute justice d'un seigneur haut justicier, peut être contraint d'y laisser deux ouvertures de huit à neuf pieds de largeur, afin que le seigneur puisse y entrer toutes fois & quantes pour chasser, si mieux n'aime le particulier faire faire deux portails, dont il doit donner les clefs au seigneur; & le seigneur doit observer de son côté de ne chasser qu'en temps convenable & sans causer dommage. Quelque rigoureuse que paroisse cette décision, elle est cependant autorisée par deux arrêts, l'un du parlement de Provence du 17 mai 1668, rapporté par Boniface, tom. 4, liv. 2, tit. 4, chap. 2. L'autre du parlement de Toulouse, cité par Boutaric, sans date, sur les institutes de Justinien, liv. 2, tit. 1, §. 11; mais le fait étoit que le sieur Bermont, bourgeois de Toulouse, avoit fait enclorre quinze ou seize arpents de vignes qu'il avoit dans l'étendue de la haute justice de Cagnaux, à la distance d'une demi-lieue du village. M. de Papus, conseiller au parlement, seigneur de Cagnaux, fit ordonner par cet arrêt, qu'il seroit fait au parc du sieur Bermont deux ouvertures ou deux portails, dont le seigneur auroit une clef, pour y entrer toutes fois qu'il voudroit, à l'effet de chasser. L'arrêt du parlement de Provence ordonne la même chose au profit du marquis de Marignanes, contre le sieur Barigou, bourgeois de Marseille.

73. Les parcs sont toujours bâtis à une toise de distance des héritages qui les entourent, & c'est cette toise de terrain qu'on appelle *ceinture du parc*; elle appartient sans contredit au propriétaire du parc, & lui sert pour voir

R

turer autour des murs les matériaux nécessaires pour les réparer. De-là il suit que les propriétaires des héritages voisins du parc ne peuvent pas étendre leur labourage jusqu'aux murs du parc, parce qu'ils en usurperoient la ceinture, qui constamment appartient au seigneur; de-là il suit encore que les arbres & les buissons qui s'accroissent sur la ceinture appartiennent au seigneur du parc, & qu'il peut les faire exploiter à son profit.

74. Par arrêt du conseil d'état du 6 mai 1745, il est ordonné à tous les propriétaires des héritages qui aboutissent au pourtour des ceintures des parcs de Versailles & de Marly de remplir les fossés, arracher les haies & bois plantés sur lesdites ceintures, pour les retirer sur leurs terrains. Les seigneurs qui ont des parcs peuvent fort bien argumenter de cet arrêt pour forcer les particuliers qui les avoisinent & qui sont dans le cas, à faire la même chose.

75. Un arrêt du parlement de Paris du 12 mars 1622, rapporté par Duperray, *traité des dixmes*, liv. 2, ch. 20, n°. 6, condamne le seigneur de Villetaneuse à payer au curé de Saint-Denis la dixme de son parc, quoique le seigneur soutint qu'il n'en avoit jamais payé; mais le même auteur, peu après, rapporte un autre arrêt du même parlement du 31 juillet 1713, qui, sans s'arrêter à la requête du curé de Raray, le déclare non-recevable en sa demande à fin de lever les grosses dixmes dans le parc de Raray. Le marquis de Crevecoeur avoit demandé à faire preuve qu'il n'avoit jamais payé la dixme dans son parc, & le curé l'y soutenoit non-recevable. Duperray se récrie beaucoup contre cet arrêt, mais à tort, c'est toujours l'usage & la possession qui décident en cette matière.

76. PARCAGE : c'est un droit seigneurial que, dans quelques endroits,

chacun habitant tenant troupeau ou parc à mettre leur troupeau, doit à son seigneur. Le sieur de Chevrières, baron de Ferne, a ce droit dans toute l'étendue de sa baronnie, ainsi qu'il résulte de ses titres; & pour icelui perçoit sur chaque habitant, tenant troupeau en parc, un fromage de six livres. Voyez Despeisses, tom. 3, liv. 6, sect. 11, pag. 227.

77. PARCOURS ET ENTRECOURS. Il y en a de deux espèces, le *parcours* pour les hommes, & le *parcours* pour le pâturage.

78. Le *parcours* pour les hommes étoit un traité de société par lequel deux seigneurs voisins stipuloient que leurs hommes auroient la liberté de s'établir dans celle des deux seigneuries qu'ils jugeroient à propos, sans qu'ils pussent être suivis par le seigneur qu'ils auroient quitté. Telle est la teneur d'un traité fait en 1189 entre Hugues III, duc de Bourgogne, & l'abbé de Pothières. Depuis que la liberté a repris en France ses anciens droits, le droit de *parcours* ne subsiste plus, & est devenu inutile.

79. Le *parcours* pour le pâturage a lieu dans quelques coutumes, & dans celles qui sont muettes peut s'établir par convention particulière. Le *parcours* pour le pâturage est donc une espèce de société que contractent deux paroisses voisines, par laquelle elles se donnent respectivement la liberté de laisser paître & pâturer leurs bestiaux sur leur territoire dans le temps de vaine pâture, sans pour ce encourir aucune amende.

80. Pour que ce traité soit valable, il faut nécessairement que le consentement des seigneurs hauts justiciers intervienne, soit parce que les justiciables ne peuvent pas assujettir les terres de la justice à une servitude qui pourroit devenir onéreuse au seigneur, soit parce que les seigneurs, comme premiers habitants des paroisses, ont le principal

intérêt dans la chose , soit parce que le parcours pourroit nuire à leurs droits de blairie. Pour exercer le droit de parcours, il faut un titre précis , ou au moins une possession de temps immémorial ; la trentenaire ne suffiroit pas. *Voyez* un arrêt du parlement de Bourgogne du mois de décembre 1560 , rapporté par Taisand sur l'art. 5 du titre 23 de la coutume de Bourgogne. *Voyez* la coutume de Nevers , chapitre 17 , article 10.

81. Les limites du parcours sont ordinairement les clochers des deux paroisses. *Voyez* Meaux , art. 179 ; Melun , art. 303 ; Sens , art. 146 ; Orléans , art. 145 , & plusieurs autres. Lorsque le parcours est entre deux villages qui n'ont point de clochers , il s'étend ordinairement du milieu du village au milieu de l'autre. *Voyez* les institutes de Loysel , règle 20.

82. Les habitants qui jouissent du droit de *parcours* , n'en peuvent jouir que pour le bétail qui leur appartient & qui est de leur nourriture. *Voyez* Mons , chap. 53 , art. 13. Il leur est même défendu de faire troupeau à part , cela n'est permis qu'au seigneur haut justicier. *Voyez* la coutume de Saint-Michel , tit. 13 , art. 11. Ainsi jugé par arrêt du 8 janvier 1671 , rapporté par Saligny sur l'art. 22 de la coutume de Vitry.


83. Dans les temps de maladies épidémiques , tout droit de parcours doit cesser ; c'est ce qui a été ordonné dans la dernière mortalité des gros bestiaux , par l'art. 2 du règlement du parlement du 24 mars 1745 , & par l'arrêt du conseil du 19 juillet 1746.

84. PARÉE (droit de). Il appartient, dans les coutumes sèves , aux seigneurs voisins , à l'effet de suivre leurs hommes serfs lorsqu'ils sortent de la terre de l'un pour se réfugier sur celle du seigneur voisin. *Voyez* l'indice de Ra-

gueau sur ce mot. Ce droit aujourd'hui n'a pas plus lieu que celui du *parcours* pour les hommes , & par la même raison. *Voyez* l'article précédent. *Voyez* les coutumes locales de la Thaumasière , liv. 1 , chap. 13. *Voyez* Serf , Suite.

* 85. PARIAGE , se dit d'une terre qui appartient au Roi & à un seigneur particulier , ou qui appartient à deux ou plusieurs seigneurs. On croit que l'origine du pariage vient des ecclésiastiques qui donnoient une partie de leurs terres à des grands seigneurs pour avoir leur protection.

86. Lorsqu'une terre est en pariage entre deux seigneurs particuliers , chacun d'eux est en droit de nommer un juge pour rendre la justice l'un après l'autre aux sujets des deux seigneurs ; ou bien les seigneurs peuvent convenir entr'eux d'un seul & même juge. Mais si la terre est en pariage avec le Roi , le juge doit prendre des provisions de sa majesté.]

87.  Les fiefs en pariage ont pris leur origine dans les troubles qui ont agité le milieu & la fin de la seconde race de nos Rois , ainsi que dans les guerres intestines qui ont troublé les commencements de la troisième. Dans ces temps malheureux où le plus foible étoit infailliblement la proie du plus fort , les possesseurs de fiefs qui n'étoient pas en état de se défendre contre la puissance des grands seigneurs , de leurs voisins , de leurs ennemis , même de ceux de l'état , appelloient le Roi à leur secours , & faisoient avec lui le pariage ; il se faisoit aussi souvent avec quelque seigneur en état de donner une puissante protection.

88. Le contrar de pariage entre le Roi & le sujet opprimé se faisoit de cette façon : le sujet vendoit ou faisoit donation au Roi de la moitié de son fief , & se retenoit l'autre , à condition d'un côté que le vassal releveroit en

fief du Roi pour la portion qu'il retenoit , & que d'un autre côté sa majesté ne pourroit aliéner , céder , même donner en apanage la portion qui lui étoit abandonnée. Au moyen de ces arrangements , le vassal demuroit sous la spéciale protection du Roi , qui étoit obligé de le protéger & de le défendre envers & contre tous. Ragueau, *verbo* Pariage , en cite plusieurs ; ceux faits entre le Roi & des évêques , celui fait entre l'abbaye de Luxeu & le comte de Champagne.

89. On a agité la question de sçavoir à qui des deux , dans les justices en pariage , appartient la châtie ? On décide qu'elle doit appartenir à celui qui a appelé le Roi en pariage , parce qu'alors il n'est devenu propriétaire que par association gratuite ; & si dans les justices en pariage l'un des deux seigneurs doit avoir la préférence , c'est sans contredit le seigneur qui a appelé le Roi à son secours. *Voyez* Henrys , tome 1 , liv. 3 , chap. 3 , quest. 29 ; la Roche-Flavin , *des droits seigneuriaux* , chap. 24 ; Bacquet , *des boutiques du palais* , chap. 16 ; l'édit du mois de septembre 1610 , art. 70 ; Freminville , *des droits seigneuriaux* , tom. 4 , pag. 625.

90. PARIAGE (droit de) : c'est le droit que les habitants de différentes juridictions , dans quelques coutumes , ont de faire paître leurs bestiaux les uns sur les autres. *Voyez* la coutume de Saint-Severt , tit. 3 , art. 1 & 2. *Voyez* Parcours , Entre-cour.

91. PARISIS. Il est souvent nécessaire , dans l'évaluation des droits seigneuriaux en argent , de sçavoir combien vaut le denier parisien ; c'est le quart en sus du tournois : ce qui vient de ce qu'autrefois la monnoie de Paris valoit un quart plus que celle de Tours ; ainsi le sol parisien vaut quinze deniers , tandis que le sol tournois n'en vaut que douze. *Voyez* le dictionnaire de Trévoux , *verbo* Parisien , & *verbo* Tournois.

92. PART AVANTAGEUSE , est une portion plus forte , qui dans certaines coutumes appartient à l'aîné en partageant les fiefs , & ce outre son préciput. Cette portion est différente suivant les coutumes , & dans plusieurs n'a pas lieu. En Berry , l'aîné , dans le partage des fiefs , n'a que son préciput , qui ne consiste que dans le vol du chapon. *Voyez* ce mot. Dans la coutume de Paris au contraire , quand l'aîné a pris son préciput dans les fiefs des successions de ses père & mère , les deux tiers des fiefs restant , ainsi que des autres héritages tenus noblement , lui appartiennent s'il n'y a qu'un puîné , & l'autre tiers appartient à ce puîné ; mais s'il y a plusieurs enfants excédant le nombre de deux , l'aîné prend seulement la moitié du fief , & les autres enfants partagent entr'eux l'autre moitié. *Voyez* les art. 15 & 16 de la coutume de Paris.

93. Si l'un des enfants puînés renonce , sa part accroît à l'aîné & aux autres , sans aucune prérogative. *Voyez* Ferrière sur les art. ci-dessus.

94. PART-PRENANT & PART-METTANT. Dans les coutumes de Poitou & de Saint-Jean d'Angely , ce mot se dit de celui qui acquiert quelque portion de fief , à la charge de contribuer aux charges & devoirs dont il est tenu. En ce sens on dit , *tenir le fief comme part-prenant* , *part-mettant* ; au contraire , dans les mêmes coutumes , *tenir le fief en parage* , c'est quand on possède portion du fief par succession. *Voyez* les art. 17 , 94 , 95 , 107 de la coutume de Poitou ; Boucheuil sur ces articles. *Voyez* l'article 22 de Saint-Jean d'Angely.

95. PARTAGE. C'est une maxime générale qu'en partage de biens immeubles venus par succession directe ou collatérale , soit qu'il y ait soult ou non , il n'est dû aucuns lods & ventes.

Cette maxime ne souffre que très-peu d'exceptions dans les coutumes.

96. L'article 10 du titre 6 de la coutume de Berry, veut que le successeur en ligne collatérale paie les lods & ventes, ainsi que tout acquéreur d'héritages censuels. Il faut observer qu'en ce point la coutume de Berry est unique & exorbitante du droit commun.

97. Les coutumes de Nivernois, tit. *des fiefs*, art. 24; de Tours, art. 151; de Lorris, chap. 1, art. 51, forment encore une exception à notre maxime; elles établissent que les soultes, retour & plus value sont sujets aux droits seigneuriaux, & elles n'en accordent l'exemption qu'au cas où le retour est fait de choses mobilières de la même succession.

98. L'exemption des droits seigneuriaux n'est que pour le partage général: car après qu'il est fait, après que chacun a eu sa part, si quelqu'un des co-partageants transporte son lot à un de ses co-héritiers, ce transport est une véritable mutation sujette aux droits du seigneur.

99. Si, dans une succession, il se trouve des biens de diverses lignes, si, par l'événement du partage, on donne aux héritiers paternels des héritages qui proviennent des propres maternels, auxquels ils ne pouvoient succéder, & *vice versa*, alors il est dû des droits seigneuriaux, parce que les estocs & lignes sont changés, & que chacun est étranger aux héritages qui lui tombent en partage.

100. Il en sera de même si un co-héritier prend des héritages au-delà de sa part & portion, & donne en retour des héritages qui lui sont propres & qui ne proviennent d'ailleurs que de la succession dont on fait le partage. Voyez Anjou, art. 11, 282; Pocquet, *traité des fiefs*, liv. 3, chap. 6, sect. 6; Dumoulin sur Paris, art. 33; Dargentré sur Bretagne, article 73; Soëfve, tom. 1,

centurie 1, chapitre 39. Voyez Premier acte.

101. PASNAGE, est un droit de pailson dans les bois, qui appartient au seigneur haut justicier qui a droit de grurie & de garenne. Voyez Senlis, art. 107; Poitou, art. 159; la Marche, art. dernier; Bretagne, art. 255. En Anjou, art. 497, il est parlé d'un droit de *parnage*, qui consiste en argent ou grains, & qui est dû au seigneur d'une forêt pour la pailson des porcs ou pour le pascage des autres bestiaux.

102. PASQUES (droit de). Il consiste en un agneau que chaque laboureur, tenant brebis en la paroisse, doit au curé le jour de pâques. Ragueau, dans son indice sur ce mot, rapporte un arrêt du parlement de Rennes du 16 octobre 1561, qui adjuge ce droit au curé du bourg Beauterre.

* 103. PASQUERASE, est une redevance qui est due en certains endroits par les habitants d'une terre, pour joug de bœufs. Ce droit est ainsi appelé, parce que le plus souvent il est dû pour les pascages communs que le seigneur a accordés aux habitants de la terre. On l'appelle aussi *civrage* ou *avenage*, lorsqu'il est dû en avoine. Le droit de *blairie*, dont la coutume de Nivernois a un titre particulier, a beaucoup de rapport à ce droit.

104. Il a été jugé par arrêt rapporté par Guy-Pape, quest. 470, contre son avis, que le droit de *pasquerase* est dû pour joug de mules ou d'autres bestiaux de labourage, de même que pour joug de bœufs. La raison est, parce que les autres bestiaux dont on se sert pour le labourage, ne sont proprement que subrogés aux bœufs; & que si cette prestation est conçue pour joug de bœufs, c'est *exemplariter*, non *restrictivè*. Voyez Balde, *ad l. de quibus, ff. de legib.* Et la loi *Legatis* 65, §. 6, *ff. de legat.* 3.]

105. PATRON, se dit d'un seigneur, ou de tout autre particulier qui a bâti, fondé ou doté une église, ce qui lui donne le droit de nommer & présenter à l'évêque un ecclésiastique pour desservir l'église.

106. Le seigneur patron a dans cette église tous les droits honorifiques privativement à tous autres, même au seigneur haut justicier. *Voyez* Droits honorifiques, Ceinture funèbre, Litre, Banc, Sépulture dans le chœur, Prières nominales, &c.

107. Lorsqu'un patron est hérétique, il ne perd pas son droit, mais il est suspendu jusqu'à ce qu'il ait abjuré. Autrement le patron hérétique donnoit sa procuration à un catholique pour nommer en son nom. Cette jurisprudence établie en faveur des protestants qu'on croyoit devoir ménager, n'a plus lieu. *Voyez* l'auteur des *définitions canoniques*, pag. 578. *Voyez* Brillon., verbo Hérésie, Patron hérétique. Au surplus *voyez* ci-après.

108. PATRONNAGE (droit de) : c'est un droit honorifique, en vertu duquel un seigneur, une communauté, ou tout autre particulier qui a fait construire, qui a fondé ou doté une église, peut nommer & présenter à l'évêque diocésain une personne de suffisante capacité pour la desservir.

109. De la définition qu'on vient de donner, il suit que celui qui n'a fondé une église qu'en partie, n'en peut être regardé que comme le bienfaiteur, & non comme le patron, il faut pour cela la doter entièrement.

110. L'empereur Justinien est le premier qui, par sa nouvelle 57, chap. 2, ait formé le droit de *patronage*, c'est la plus commune opinion; mais ce qu'il y a de très-certain, c'est que cet empereur est le premier qui ait mis les patronages en règle.

111. Quand il n'y a pas de titres qui

prouvent le patronage, on peut l'établir par différentes preuves, par les armoiries qui se trouvent aux voûtes, aux vitres, aux portes des églises, par les inscriptions, les anciennes litres, les tombeaux dans le chœur, &c.

112. Le patronage est personnel ou réel. Le personnel est celui qui passe du patron à ses enfants, petits-enfants & autres descendants de la souche du patron, qui est attaché à la famille, qui passe à la ligne directe ou collatérale, suivant les intentions du fondateur, expliquées dans l'acte de fondation qu'il faut suivre à la lettre. *Voyez* Duperray, *traité des droits honorifiques*, chap. 1, n°. 15 & 20.

113. Le patronage réel est un droit incorporel attaché à une seigneurie, un fief, un héritage par le fondateur, & qui, suivant ses intentions, appartient à ceux qui en sont possesseurs par succession, acquisition, ou autrement.

114. Il faut observer que cette dernière définition n'appartient point aux patronages attachés aux terres, fiefs & seigneuries dépendantes du domaine de sa majesté : quelque concession qu'elle en fasse, ce droit demeure toujours au Roi. *Voyez* l'édit de mars 1715, il fait défenses aux possesseurs desdits domaines d'entreprendre de nommer & de présenter aux bénéfices, à peine de nullité des nominations & présentations.

115. Lorsqu'il y a plusieurs héritiers ou représentants un patron, ils doivent nommer tous ensemble, ou du moins être appelés à la nomination; sans quoi elle seroit nulle. Arrêt du parlement de Paris du mois de septembre 1699, rapporté par Duperray, *loco citato*, n°. 11.

116. Le patronage attaché à une terre en est inséparable, il ne peut pas être vendu séparément de la terre, ni être estimé à prix d'argent; ce seroit une simonie condamnée par toutes les loix.

117. Le patronnage réel étant inséparable de la glebe, il s'ensuit qu'il est sujet à confiscation, de même que la terre dont il dépend. Ainsi le patronnage réel passe avec la terre à tous ceux qui en jouissent avec tous les droits du propriétaire, mais il ne passe point à tous ceux qui n'ont qu'une jouissance passagère, comme seroient un fermier conventionnel ou judiciaire, un commissaire aux saisies-réelles, un séquestre, un curateur à une interdiction, &c. *Voyez* Brodeau sur l'art. 69 de la coutume de Paris; le *journal des audiences*, tom. 2, liv. 8, chap. 7.

118. Sur la question de sçavoir si le gardien noble peut jouir du droit de patronnage dans les terres qui appartiennent à son mineur, qui ont ce droit, *voyez* Garde-noble.

119. Pendant l'année du rachat, le seigneur suzerain ne jouit point du patronnage, il en jouit au contraire pendant la saisie féodale. La raison est que, pendant l'année du rachat le seigneur ne peut percevoir que les fruits utiles d'une année de la terre, & que suivant toutes les coutumes le rachat ou relief ne consiste que dans cet émolument. Au contraire pendant la saisie féodale le seigneur jouit du fief avec tous les droits du propriétaire, tout l'utile & l'honorifique lui appartient; & comme le patronnage réel, ainsi qu'il est de principe, est inséparable de la glebe, il passe à celui qui en a ou qui en exerce la propriété. *Voyez* M. d'Hericourt, Duplessis sur la coutume de Paris.

120. La fille exclue de la succession de ses père & mère, ne peut prétendre aucune part dans le patronnage réel.

121. Le patronnage se divise encore en patronnage ecclésiastique, laïc & mixte. Le premier est celui qui appartient à un prélat, ou autre bénéficiaire, à cause de son titre. Les bénéfices qui sont à la nomination des communautés

ecclésiastiques régulières ou séculières, sont aussi réputés comme étant en patronnage ecclésiastique.

122. Le patronnage ecclésiastique passe avec tous les autres droits du bénéfice à celui qui en est légitime possesseur.

123. Le patronnage laïc est celui qui appartient au seigneur, ou à celui qui, de son bien, a bâti, fondé ou doté une église. On met au nombre des patrons laïcs les universités, les fabriques, l'ordre de Malthe.

124. Le patronnage mixte est celui qui appartient à un ou plusieurs laïcs, conjointement avec un ou plusieurs ecclésiastiques.

125. Le patron ecclésiastique a six mois pour présenter au bénéfice, mais la cour de Rome a la prévention sur lui. D'un autre côté, le patron ecclésiastique ne peut pas varier; de façon que, quand une fois il a nommé au bénéfice, son droit est consommé. Ainsi quand il présente un sujet, dont l'ignorance est juridiquement constatée, l'évêque peut conférer le bénéfice à un autre. Ainsi jugé par plusieurs arrêts rapportés par Denisart, *verbo* Patronnage.

126. Le patron laïc n'a que quatre mois pour nommer aux bénéfices de son patronnage, à compter du jour de la vacance; mais il n'est point sujet à la prévention du pape; mais il peut varier, c'est-à-dire, qu'après avoir nommé un sujet, il peut en nommer un second; & le plus diligent des deux à prendre possession, est maintenu & préféré.

127. Il faut observer que les patrons laïcs de Normandie se sont conservés dans l'ancien usage de la province d'avoir six mois pour présenter aux bénéfices de leur patronnage. *Voyez* l'art. 69 de la coutume de Normandie.

128. Lorsque le patronnage est mixte, & quand le titulaire doit être présenté par des patrons, dont les uns sont laïcs,

les autres ecclésiastiques, ceux-ci communiquent aux premiers le privilège qu'ils ont de pouvoir présenter dans les six mois; mais en ce cas les patrons laïcs perdent le droit de varier.

129. Quand on dit que les patrons laïcs ne sont pas sujets à prévention, cela doit s'entendre pendant le tems accordé à ces patrons pour présenter; mais après ce temps le collateur, auquel le droit du patron laïc est dévolu, peut être prévenu par le pape.

130. Le patronnage laïc, s'il est cédé à l'église, devient ecclésiastique; cependant le patronnage réel, même cédé à l'église, conserve toujours sa première qualité.

131. Les bénéfices de patronnage ecclésiastique peuvent se résigner en cour de Rome; mais ceux en patronnage laïc ne le peuvent être que du consentement du patron. Il en est de même des permutations; quelques canonistes pensent que, pour faire valider la nomination de l'évêque faite dans le temps où le patron peut nommer, il falloit faire approuver la collation de l'évêque par le patron. Cette opinion n'est pas suivie, parce que le patron n'usant pas de son droit, ou le négligeant, la collation libre faite par l'évêque, qui de droit est collateur de tous les bénéfices de son diocèse, demeure dans sa force & dans son droit primitif. C'est l'avis de M^e Charles Dumoulin, adopté par la jurisprudence des arrêts.

132. Les bénéfices en patronnage laïc ne sont point sujets à l'expectative des gradués.

133. Le droit de patronnage peut cesser & finir de différentes manières, par la renonciation expresse du fondateur, par consolidation, lorsque le collateur devient lui-même patron du bénéfice, ou lorsque celui seul à qui le patronnage a été accordé, vient à décéder. Il finit enfin par la prescription,

c'est-à-dire, lorsque l'ordinaire a conféré librement, & plusieurs fois pendant un certain temps, sans présentation du patron.

134. On ne peut procéder à l'union d'un bénéfice en patronnage ecclésiastique ou laïc sans le consentement exprès des patrons.

135. Le patron ecclésiastique, quoique clerc, ne peut pas se présenter lui-même au bénéfice de son patronnage, ni s'y faire présenter par son fondé de procuration; mais s'il y a plusieurs patrons, & s'ils s'accordent à nommer un d'entr'eux, la présentation est bonne.

136. Quand le droit de présentation entre deux patrons est alternatif, on ne compte pas les présentations forcées comme celles faites des gradués nommés dans les mois de rigueur, des indulgences, ni les résignations en faveur, ni les permutations.

137. Il en est autrement quand l'alternative est entre deux patrons, dont l'un est laïc & l'autre ecclésiastique; car le patron laïc n'est pas sujet aux grâces expectatives, il ne doit pas voir différer son tour de présenter, parce que son co-patron n'a pas pu disposer de son droit librement; autrement le patron laïc supporteroit une partie des charges du patronnage ecclésiastique. Voyez d'Héricourt.

138. Le mari doit seul présenter aux bénéfices, dont le patronnage personnel ou réel appartient à sa femme; c'est une maxime générale qui ne reçoit d'exception que pour le patronnage attaché aux biens paraphernaux, dont la femme s'est réservé la libre disposition.

139. Les seigneurs patrons doivent être instruits que les bénéfices-cures des bourgs & campagnes, ou autres à charge d'ame, suivant la déclaration du Roi du 13 janvier 1742, ne peuvent être conférés qu'à des personnes engagées & constituées dans l'ordre de prêtrise, & qui

qui aient l'âge de vingt-cinq ans accomplis, faute de quoi, suivant la même déclaration, les provisions qui pourroient être accordées seroient nulles, & les cures impétrables.

140. Par la déclaration du 27 avril 1745, lorsqu'il s'agit de pourvoir aux cures & autres bénéfices à charge d'ame, les patrons, lorsqu'il se présente des gradués, ont la liberté, même dans les mois de rigueur de janvier & juillet, de choisir & préférer celui d'entre ces gradués qu'ils jugeront plus digne par ses qualités personnelles, par ses talents & par sa bonne conduite, encore qu'il se trouve en concurrence avec des gradués plus anciens & plus privilégiés.

141. Afin que les habitants des villes closes soient mieux instruits & endoctrinés à la foi de la religion chrétienne, les cures & églises paroissiales desdites villes ne peuvent être possédées que par des gradués, ou autres ayant les qualités requises par les saints décrets & concordats. Les gradués voulant avoir lesdites cures, doivent au moins avoir étudié pendant trois ans en théologie, en droit civil & canon, ou être maîtres-ès-arts en quelqu'université fameuse & privilégiée.

142. PATRONNAGE (droit de), est une redevance en argent ou grains que le fondateur s'est réservée sur le bénéfice. Les seigneurs doivent être attentifs à se faire reconnoître ces sortes de droits par chaque nouveau titulaire. Sur ce droit de patronnage, voyez Dupperray en ses *droits honorifiques*, liv. 3, chap. 3; il rapporte quantité d'arrêts des cours souveraines du parlement & grand-conseil, qui ont condamné plusieurs curés & vicaires perpétuels à payer à leurs patrons les cens & redevances appelés *droits de patronnages*, suivant leurs terriers. Par arrêt du parlement de Paris de l'année 1749 le seigneur d'Arthon, près Châteauroux, a été maintenu

Partie II.

dans un droit de patronnage singulier : à la messe de minuit, après l'offrande, le seigneur étant dans son banc, le curé doit y venir, accompagné de deux acolytes revêtus de surplis, ayant chacun une torche à la main, & lui présenter une pièce de deux sols sur un bassin, en lui disant : *Monseigneur, je vous offre ces deux sols des offrandes de cette messe, en signe de patronnage.*

143. PATURAGE (droit de). En quelques lieux, c'est un droit en argent, & le plus souvent en grains, que le seigneur perçoit sur ses justiciables pour la permission qu'il leur donne de faire paître leurs bestiaux sur ses terres, ou même pour le faire sur les terres d'autrui. Voyez Blairie.

144. Dans la coutume de Vitry-le-François, ce droit s'appelle *droit de passage*; dans celle de Senlis *droit de passage*; dans celle de Meaux *droit de païsson*.

145. PATURAGE. Le plus souvent ce mot signifie le lieu où les bestiaux vont manger l'herbe pour se nourrir; en ce sens on dit, *les pâturages de tel endroit, cet endroit a de beaux pâturages*. Ce mot signifie encore le droit qu'on a de faire paître ou paccager ses bestiaux sur un endroit commun ou particulier.

146. Il y a peu de villes, bourgs, villages, excepté ceux où le droit de blairie a lieu, qui n'aient des pâturages communs, dans lesquels il n'en coûte rien à chaque habitant pour faire paître ou paccager ses bestiaux. Sur l'usage de ces pâturages communs & le droit que les seigneurs y peuvent prétendre, voyez Communes, Triage.

147. Si le seigneur de fonds servant aux pâturages communs, a pris annuellement & pendant un temps suffisant une certaine somme pour son droit, la prescription est acquise contre le seigneur en faveur de la communauté, en

S

faisant par elle preuve de la perception du droit. *Voyez* Papon, liv. 14, tit. 1, n°. 4, où il traite de cette sorte de prescription. Il rapporte un arrêt du parlement de Grenoble du 8 mars 1461.

148. Lorsque les herbages & pâturages ont été donnés à nouveau bail par le seigneur aux habitants, ceux-ci les peuvent vendre & affermer, pourvu qu'ils en laissent une portion suffisante pour les bestiaux du seigneur; jugé par un arrêt du parlement de Provence du 15 mars 1561, rapporté par Boniface, tom. 4, liv. 3, tit. 1, chap. 3.

149. Ceux qui prétendent droit de pâturage dans un bois taillis ou de haute futaie, ne peuvent prendre pour trouble la demande que le seigneur propriétaire fait d'un règlement avec eux. *Voyez* Taisand sur la coutume de Bourgogne, tit. 13, art. 2, note 3.

150. Les seigneurs, au préjudice des habitants qui ont droit de pâturage dans une forêt, ne peuvent en vendre la coupe; les habitants peuvent s'y opposer. Cette jurisprudence est certaine dans le parlement de Bourgogne. *Voyez* les arrêts du parlement de Dijon, rapportés par M. le président Bouhier en ses observations, chap. 62, n°. 73.

151. Cependant on ne peut dissimuler que cette jurisprudence strictement prise est très-rigoureuse pour le seigneur de la forêt, à qui de cette façon le droit de propriété devient absolument inutile: mais pour en tirer parti, j'estime que le seigneur peut de deux choses l'une, ou offrir aux habitants une indemnité raisonnable, ou de les cantonner. Dans ce dernier cas, ce qui restera au seigneur sera à l'avenir, pour son seul & singulier profit, déchargé de toutes servitudes. Pour sçavoir comment doit se faire ce cantonnement, quand il est possible, voyez Usagers. Mais il se peut faire que le dédommagement ou le cantonnement soient également impossibles,

eu égard au grand nombre d'habitants usagers & à la nécessité du pâturage: alors on ne pourra au moins refuser au seigneur la liberté de prendre dans sa forêt les bois nécessaires pour les réparations de son château & de ses bâtiments, ainsi qu'on le trouve jugé au profit du seigneur d'Essenlay, contre les habitants de Vendence sur Arroux, par arrêt du parlement de Dijon du 9 février 1626, rapporté par M. Bouhier, *loco citato*, n°. 76. Il faut observer que l'arrêt ajoute que le seigneur n'abusera pas de la permission.

152. L'ordonnance des eaux & forêts de 1669, tit. *des droits de pâturages & de panage*, art. 1, dit que les usagers pourront exercer leurs droits de pâturages dans toutes les forêts, bois & buissons, dès qu'ils auront été jugés par les grands-maîtres faisant leurs visites, ou sur l'avis des officiers des maîtrises, être en état de se garder par eux-mêmes. Le seigneur de Noiry prétendit que quelques-uns de ses habitants n'avoient pu faire paître leur bétail dans ses bois qu'après la quatrième feuille; cette prétention fut condamnée par arrêt du parlement de Dijon du 31 décembre 1685, parce qu'il n'avoit pas fait faire la visite de ses bois, & c'est à celui qui veut étendre son droit au-delà des termes de la coutume, de faire ce que l'ordonn. prescrit; il est vrai que la même ordonnance de 1669, tit. *des bois & autres biens appartenants aux communautés & habitants des paroisses*, art. 13, étend la défense jusqu'à ce que le rejer soit au moins de six ans; mais il faut dire que cela dépend de la qualité des bois; car si le bois est défensable à la troisième feuille, on peut convenir de ne pas attendre la quatrième. *Voyez* Taisand sur la coutume de Bourgogne, tit. 13, art. 3, note 2.

153. PAVÉ DES VILLES SEIGNEURIALES. C'est au seigneur haut justicier

à fournir en entier le premier pavé , & aux propriétaires à l'entretenir devant leurs maisons. Voyez Lamarre , dans son *traité de police* , tom. 4 , pag. 196 : il rapporte plusieurs arrêts , notamment deux , l'un du 7 mars 1610 , & l'autre du 24 février 1612.

154. On trouve d'anciens arrêts qui ont jugé que ce premier pavé seroit payé par moitié entre les seigneurs hauts justiciers & les propriétaires ; mais les arrêts postérieurs , ainsi que le remarque Lamarre , ont fixé la jurisprudence sur ce point , qui ne peut plus être controvertée.

155. M. le Prestre , cent. 3 , chap. 4 , qui a rapporté l'arrêt du 24 février 1612 , observe que c'est avec justice qu'on a chargé le seigneur de fournir le premier pavé dans les villes de son domaine ; c'est lui à qui les rues appartiennent , qui les a fournies de son domaine ; c'est lui qui reçoit les droits d'étalage , d'échoppes sur les marchands qui , aux jours de foires & de marchés , étalent dans les rues ; c'est lui qui , comme voyer , défend qu'aucun propriétaire ne mette un seuil de porte devant sa maison , une borne , une encoignure , une enseigne , & autre avance dans les rues , sans sa permission ; il est donc seigneur & propriétaire des rues & chemins , c'est donc à lui à fournir le premier pavé de la ville qui fait le chef-lieu de sa seigneurie.

156. PAYEMENT (HÉRITAGE DONNÉ EN). Un tel héritage doit des lods & ventes , parce que l'acte par lequel il est abandonné , est réputé équipollent à vente. On ne distingue pas si l'acte est volontaire , ou s'il émane de l'autorité de la justice.

157. Denifart , dans sa collection de jurisprudence , rapporte trois arrêts qui décident des espèces singulières , & qui prouvent que la règle générale , même entre parents & associés , est que le

contrat que nous appellons *datio in solutum* , doit des lods & ventes au seigneur direct , dont l'héritage donné en paiement relève.

158. Le premier , du 7 juin 1712 , a jugé que quand une veuve a renoncé à la communauté , & que les héritiers du mari lui donnent en paiement de ses reprises des héritages propres de ce mari , il est dû les lods & ventes. L'auteur observe qu'il n'en seroit point dû , si ces héritiers n'abandonnoient à la veuve que des conquêts , à cause du droit de propriété que la veuve auroit eu dans ces biens communs.

159. Le second , du 19 juillet 1730 , a jugé qu'il est dû des lods & ventes pour l'abandon d'un héritage paternel fait par des frères consanguins d'un premier lit aux enfants d'un second lit , simples légataires du père commun , & pour la restitution de la dot & des créances de la seconde femme.

160. Le troisième , du 15 juin 1741 , rendu entre la dame de Rouilly & M. le duc de Richelieu , a jugé qu'il étoit dû des lods & ventes à cause du délaissement fait à une femme des propres d'un mari , pour la remplir de ses reprises & emploi de ses propres. Au surplus voyez Lods & ventes.

161. PAYS COUTUMIER , est celui qui est régi par des loix particulières dont la collection s'appelle *la coutume*. Cette coutume est générale ou locale ; la générale est celle qui régit une province entière , comme la coutume de Paris , celle de Berry , &c. La coutume locale est celle qui régit une seule seigneurie , comme celles de Châteauneuf , Linières , du Chateller , &c.

162. Par rapport à l'exercice des droits seigneuriaux , on divise les coutumes en deux classes ; la première comprend les coutumes régies par la maxime *nulle terre sans seigneur*. La seconde est des coutumes allodiales ; dans

celles-ci tous les héritages sont réputés francs & libres. Ainsi le seigneur qui veut y asservir un héritage, doit rapporter un titre précis. Au contraire dans les autres coutumes, il suffit qu'un héritage soit situé dans l'étendue de la seigneurie pour être assujéti; la loi générale forme une espèce de circonscription, au-dedans de laquelle personne ne peut s'affranchir, si ce n'est par convention particulière avec le seigneur.

163. Ceci a principalement lieu pour les censives & pour tous les droits seigneuriaux qui dérivent de la directe: car pour les fiefs, les droits qui dépendent de leur constitution & qui forment leur essence, sont par-tout les mêmes; dans toutes les coutumes, un fief est à la charge de la foi & hommage & de l'aveu & dénombrement: sans cela, il n'y auroit plus de fief. A l'égard des droits utiles que procurent les fiefs, & de leur quotité, ils peuvent varier suivant les lieux, les circonstances, la volonté de celui qui constitue le fief; il peut imposer telle condition à sa libéralité qu'il juge à propos, sans même être gêné par la disposition de la coutume.

164. Les coutumes, pour l'exercice des droits seigneuriaux, comme pour toutes les autres dispositions qu'elles contiennent, sont territoriales; elles n'ont de force que dans le pays qu'elles régissent. Si, par exemple, la garde est ouverte à Paris, elle comprendra les fiefs qui sont régis par la coutume de Paris, mais non ceux qui, situés dans d'autres coutumes, ne tombent point dans la garde-noble. Voyez Garde-noble.

165. Pour sçavoir comment les coutumes se sont formées en France, comment elles ont été rédigées, réformées, voyez Coutumes.

166. PAYS DE DROIT ÉCRIT, est celui qui est régi par le droit romain, excepté les cas qui sont décidés par les

ordonnances du royaume, ou par quelque usage particulier. En pays de droit écrit, tout héritage est réputé allodial, c'est-à-dire, franc & libre, s'il n'est prouvé au contraire. Ainsi le seigneur qui, en pays de droit écrit, veut assujettir un héritage, doit, comme dans les coutumes allodiales, justifier d'un titre.

167. PAYS DE NANTISSEMENT: ce sont ceux où les créanciers de rentes constituées & affectées sur des héritages sont obligés de se présenter au seigneur ou à ses officiers du lieu où sont situés les héritages, pour s'en faire nantir; on en prend acte, lequel doit être endossé sur le contrat & enregistré au greffe.

168. L'effet de cette formalité est que dans les pays de nantissement le créancier qui l'a observée est préféré à tous autres créanciers hypothécaires qui ne se trouveroient point sur les registres du nantissement, quoiqu'antérieurs, ou qui y auroient été mis postérieurement. Voyez Nantissement, Saisine, Vest & devest.

* 169. PEAGE, est un droit seigneurial établi sur les bestiaux & sur les marchandises qu'on fait passer sur un pont, rivière, &c. Ce terme vient du mot *pedagium*, à *pede dictum*, quod à *transseuntibus solvatur*.

170. Les seigneurs n'ont point droit de péage, s'ils ne sont fondés en titre émané de la concession du Prince. Chopin, *de doman. lib.* 1, *tit.* 9, *n.* 1; Bacquet, *des droits de justice*, ch. 30, *n.* 19 & 21, ou s'ils n'ont joui de ce droit au moins pendant cent ans; car la possession immémoriale & centenaire est suffisante pour acquérir ce droit; Bouvot, tome 2, *verbo* Pâturage, *quest.* 6; Chopin, *loc. cit.* *Guido-Pap. consil.* 150, *n.* 4; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 30, *n.* 23, contre l'avis de M. de Catelan, liv. 3, chap. 37, qui soutient que le droit de péage étant purement royal, il ne peut s'acquérir par la pos-

session immémoriale. Voyez Chorier en sa jurisprudence de Guy-Pape, page 137; l'article 282 de l'ordonnance de Blois; Soëfve, tome 2, centurie 3, chap. 42.

171. L'obligation du seigneur péager consiste à entretenir & réparer à ses dépens les ponts, ports & passages. La Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 8, art. 1 & suiv. Bacquet, *des droits de justice*, chap. 3, n. 27; de manière que le seigneur péager n'est pas recevable à déguerpir, c'est-à-dire, à abandonner au Roi les émoluments du péage, sous prétexte des grandes réparations qu'il convient de faire, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Paris du 4 mars 1562, rapporté par Bacquet, chap. 30, n. 26 & 27. La raison est, parce que le seigneur ayant contracté avec le Roi, il n'est point en son pouvoir de résilier. Voyez Bacquet, *ibid.* Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 6, sect. 6, n. 10; la Peyrere, *lett. P*, n. 21.

172. Une autre obligation du seigneur péager est de rendre les passages libres & assurés, sans quoi il est responsable des vols qui s'y font. Guy-Pape, *quest.* 413; *adeo quod si aliquis spoliatur, teneatur ei dominus rapinam resarcire*, dit Ferrière sur cette question; Chopin, *de doman. lib.* 2, *tit.* 9, n. 6; Automne, *ad tit. cod. de vectigalib. in princ.* M. le Bret, *de la souveraineté*, liv. 2, chap. 16; Chopin, *Andeg. lib.* 1, *cap.* 59. La raison est, parce que le péage ne se paie point *nisi pro transitu securitate*. Néanmoins si le vol avoit été fait après le soleil couché, le seigneur péager n'en seroit point responsable, comme il a été jugé au profit du comte d'Artois, par arrêt rapporté par M. le Bret, *loco citato*, parce que les incursions des voleurs étant plus à craindre à cette heure-là, les marchands ou

autres particuliers doivent s'imputer de s'être exposés.

173. Les seigneurs péagers sont en droit de lever le péage sur toutes les marchandises qu'on transporte pour en trafiquer. Voyez Despeisses, *des droits seigneuriaux*, tit. 6, sect. 6, n. 5; & sous le nomb. 6 où il fait le détail des choses exemptes du péage.

174. Lorsque les marchands transportent des marchandises sujettes au péage, ils doivent payer ledit droit; à peine de confiscation tant des marchandises sujettes que de celles qui sont exemptes, même des choses qui servent au transport desdites marchandises, comme navires, bateaux, chevaux, mulets, &c. Boër. *décis.* 178, n. 26. *Merces non prohibita, quæ cum illicitis extrahuntur, simul fisco cedunt. Salic. ad l. cum proponas, cod. de nautic. favore.* La raison est, *ut avara & incivilis audacia extrahentis clam & dolo malo compescatur*. Voyez la loi 11, §. *Dominus*, *ff. de publican.* Guy-Pape & Ranchin, *quest.* 572; M. le Bret, *de la souveraineté*, liv. 2, ch. 16. Les auteurs tiennent même communément qu'en cas de fraude du péage, *omnia confiscantur, sive sint portantis, sive alterius; tamen scientis & consentientis, aliàs non*, parce que la confiscation n'est que la peine de la fraude.

175. Ce qui nous conduit à observer qu'il y a plusieurs cas où la confiscation n'a point lieu, encore que le péage n'ait pas été payé pour transport de marchandises qui y sont sujettes. 1°. Lorsque c'est par erreur, & *non dolo*, que ledit droit n'a pas été payé. 2°. La confiscation n'a point lieu contre les soldats, *l. 3, cod. de vectigal. & commiss.* Il en est autrement des choses que les soldats transportent contre les défenses du Roi; car en ce cas, ils sont sujets à la confiscation comme les au-

tres particuliers. 3°. Ladite confiscation n'a point lieu contre les pupilles, pourvu qu'ils paient ledit droit dans le mois; *l. imperatores, §. item, ff. de publican.* ni contre les mineurs qui sont sans dol, *l. 9, §. si in commissum, ff. de minorib.*

176. Sur quoi remarquez que le seigneur péager ne peut point s'en prendre à l'héritier de celui qui a fraudé le péage, s'il a négligé de se pourvoir contre lui pendant sa vie. *L. ult. §. penult. ff. de publican. Pœna ab hereditibus peti non possunt, si non est quæstio mota vivo eo qui deliquit, & hoc sicut in cæteris pœnis, ita & in vœligalibus est. Argum. §. non autem, instit. de perpet. & tempor. act. Secus, si l'action avoit été commencée contre celui qui avoit fraudé ledit droit; l. fraudati, & l. commissæ, ff. de publican. Commissa vœligalium, etiam ad heredem transmittuntur.*

177. Le droit de péage se prescrit contre le seigneur, s'il laisse passer dix ans sans user dudit droit. *Argum. l. 1, ff. de nundin.* où il est décidé que le droit de foire se perd, *non utendo decennii tempore.* Voyez Guy-Pape, quest. 413, & Ranchin, partie 4, conclus. 26.

178. Les mêmes marchandises passant & repassant dans le même endroit, v. g. sur le même pont, ne sont sujettes qu'à un seul péage. *Petr. de Ferrar. in formâ libel. pro solut. pedag. in verbo, intraffet, n. 1.* Par exemple, un marchand allant à une foire, a payé le péage de ses marchandises; puis n'en ayant pas fait le débit, les ramène par le même endroit: dans ce cas il n'est point tenu de payer le péage en revenant. Mais hors de cette circonstance, ou autres également favorables, je crois que le péage est dû à chaque passage des mêmes marchandises.

179. Les seigneurs péagers sont tenus d'exposer en lieu public & accessible

la pancarte où sont décrits leurs droits de péage, afin que les passants sçachent ce qui est sujet audit droit. Voyez l'art. 355 de l'ordonnance de Blois, & l'art. 138 de celle d'Orléans.

180. La connoissance du droit de péage & de la peine encourue pour avoir fraudé ce droit, comme aussi des excès commis dans la perception d'icelui, n'appartient qu'au juge royal. Bouvot, tome 2, verbo Jugement, quest. 8.

181. La confiscation des marchandises, pour infraction du péage, appartient à l'usufruitier, & non pas au propriétaire, *quia confiscatio est in fructu.* Bart. in *l. divortio, §. interdum, ff. soluto matrim. & in l. imperator, in fin. ff. de jur. fisc.* Ferrière sur la quest. 477 de Guy-Pape; Bacquet, des droits de justice, chap. 12, n. 16. Mais elle appartient au propriétaire à l'exclusion du fermier, à moins qu'il n'y en eût une clause expresse dans le bail à ferme: parce que la confiscation étant un droit extraordinaire, il faut qu'elle soit désignée par une stipulation particulière. Papon en ses arrêts, liv. 13, titre 9, article 4; Boniface, tome 5, liv. 5, titre 7.

182. Celui qui ne passe pas dans le chemin accoutumé, est censé vouloir frauder le péage; c'est pourquoi il est sujet à la peine de l'infraction. Bart. ad *l. penult. cod. de nautico sanore.* Ce qui néanmoins ne doit s'entendre que dans le cas où il a été surpris après avoir passé le pont ou rivière où le péage se paie; *quia antea redire potest & pœnitere.*

183. Le droit de péage étant purement royal, il s'ensuit que nul seigneur ne peut établir un nouveau péage sans la permission du Roi.

184. Le droit de péage établi sur les bestiaux & sur les marchandises qui passent sur un pont, ne doit point s'é-

tendre sur les bestiaux & sur les marchandises qui traversent la terre du seigneur péager sans passer sur le pont, à moins qu'il n'y ait titre au contraire. Basset, tome 2, liv. 3, tit. 9, chap. 3; Balde en ses conseils, vol. 5, conseil 340.

185. Ce droit, inconnu aux Romains, a parmi nous différents noms; il s'appelle *pontonage*, lorsqu'il est dû pour le passage sur un pont; *barrage*, à cause de la borne qui est sur le chemin; *travers*, lorsqu'il est dû par ceux qui traversent la terre du seigneur, comme dans les coutumes de Clermont, de Senlis, & quelques autres.] *Voyez* Exemption.

186. PÉAGEAU ou PEUGIER, se dit d'un chemin où l'on perçoit le péage.

187. PÉAGER : c'est le fermier ou commis du péage, celui qui exige & fait payer ce droit, & qui, pour faire connoître aux passants qu'il est dû, doit mettre en lieu éminent des billettes & poteaux, auxquels doit être attaché la pancarte qui contient le détail des droits qui sont dus, & des marchandises sur lesquelles on les perçoit. *Voyez* Exaction, Pancarte, Péage.

* 188. PÊCHE. Il semble d'abord que l'usage de la mer & des fleuves étant commun à tous les hommes, on ne peut l'assujettir à aucune servitude sans choquer directement le droit des gens. *Mari quod naturâ omnibus patet servitus, imponi non potest. L. venditor, ff. commun. præd.* D'où il résulte que chacun est en droit d'user des eaux à son gré. C'est pourquoi Ulpien décide que celui qui est troublé dans ce droit, peut en porter sa plainte en justice, comme d'une injure qui lui est faite. *L. prætor ait, ff. ne quid in loco publico; l. injuriarum, §. ult. ff. de injur.* On tient néanmoins pour certain en France, que le Roi & les seigneurs ont un droit sur

la mer, les fleuves & les rivières que les particuliers n'ont point.

189. Le droit de pêche dans la mer & dans les rivières navigables appartient donc au Roi seul, à l'exclusion même de tous seigneurs, à moins qu'ils ne soient fondés en titre ou en possession immémoriale. *Vide Joannem Fab. §. flumina, instit. de rer. divis.* Dolive, liv. 2, chap. 3. C'est pourquoi les rivières navigables sont appelées *royales*; il n'y a que la pêche à la ligne qui soit permise à tout le monde par les anciennes ordonnances de ce royaume, ainsi que l'atteste M. le Bret en son *traité de la souveraineté*, liv. 2, chap. 15, après Faber au lieu cité. La raison est, parce que cette sorte de pêche n'est pas capable de dépeupler les rivières.

190. À l'égard des ruisseaux & rivières non navigables, dont parle Ulpien en la loi *ait prætor, ff. de fluminib.* le droit d'y pêcher n'appartient qu'aux seigneurs hauts justiciers. *Sanè flumina non navigabilia sunt dominorum jurisdictionalium, per quarum jurisdictionem fluunt; & idè jus piscandi ad eos pertinet*, dit Ferrière sur la question 514 de Guy-Pape; M. le Bret, *de la souveraineté*, liv. 2, chap. 15; Bouvot, tome 1, part. 1, *verbo* Rivière, quest. 1; la Peyrère, lett. F, n. 54; Loyseau en son *traité des seigneuries*, ch. 12, n. 120.

191. Voyez sur cette matière l'ordonnance des eaux & forêts; M. Salvaing, *de l'usage des fiefs*, chap. 37; M. Dolive, liv. 2, chap. 3 & 4; Pocquet de Livonière en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 7; Boër. *quest.* 352, n. 4; Guy-Pape, *quest.* 514 & 577, & les commentateurs. *Benedict. ad cap. Raynutius in verbo & uxorem*; & ce que nous avons dit *suprà, verbo* Fleuves.]

192. La pêche est un droit utile qui peut s'affirmer comme les autres droits domaniaux, & en cela il diffère de la chasse.

193. Les seigneurs hauts justiciers, laïcs ou ecclésiastiques, sont tenus d'observer & de faire observer sur leurs rivières, pour les filets, les règles prescrites par l'ordonnance des eaux & forêts aux maîtres pêcheurs. *Voyez* l'art. 19 du tit. 31 de l'ordonnance de 1669; Gallon sur cet article.

194. S'il est permis de pêcher à la ligne, ainsi que l'a dit plus haut M. Laplace, sur l'autorité de M. le Bret, il faut observer que ce ne peut être que dans les rivières navigables, ou dans celles qui appartiennent à sa majesté; car dans les rivières seigneuriales & banales il est constant, & M. le Bret en convient, que nul n'y peut pêcher à la ligne sans la permission du seigneur. Conformément à cette jurisprudence, est intervenu un arrêt du 30 avril 1749 à la table de marbre au souverain à Dijon, qui a déclaré la pêche à la ligne volante prohibée, & condamné un pêcheur dans une rivière seigneuriale en 3 livres d'amende & aux dépens. Cet arrêt est rapporté par Fremenville, tome 4, page 586.

195. Une communauté d'habitants, qui, par concession des seigneurs particuliers, a droit de pêcher dans une rivière seigneuriale, doit l'affirmer. Les habitants n'en peuvent pas user tous ensemble; l'adjudication doit être faite pardevant le juge de la seigneurie, en présence du procureur-fiscal & du syndic de la paroisse; le prix de l'adjudication doit être employé aux réparations ou aux nécessités plus pressantes de l'église. *Voyez* l'ordonnance de 1669, titre 25, article 17; l'article suivant défend à tous particuliers, habitants, autres que ceux qui seront adjudicataires des droits de pêche de la communauté, de pêcher en aucune sorte, même à la ligne, es eaux & rivières où auront droit lesdits habitants, à peine de 30 livres d'amende & d'un mois de prison

pour la première fois; & en cas de récidive, de 100 livres d'amende, avec bannissement de la paroisse. Cet article prouve bien que la pêche à la ligne n'est pas si généralement permise que M^e Laplace l'a voulu insinuer.

196. Un seigneur haut justicier peut, sans contredit, donner à titre de fief, de cens, ou de tel autre droit qu'il jugera à propos, à un particulier, le droit de pêche; en cela il n'y a nul inconvénient. La pêche est un droit domanial, dont il lui est permis de tirer tout le profit possible.

197. Pour conserver un droit de pêche, il faut s'opposer au décret de la terre dont il dépend. *Voyez* Thibault dans son *traité des criées*, tom. 1, ch. 8, §. 3, n. 11, pag. 175; il rapporte un arrêt du parlement de Dijon du 13 août 1718, qui a jugé que le curé de Lugny en Bourgogne, qui avoit un droit de pêche dans la rivière de cette seigneurie par un titre de 1449, ne s'étant pas opposé en 1683 au décret de la terre de Lugny pour la conservation de son droit, l'avoit perdu, quoiqu'il alléguât avoir pêché avant, lors & depuis le décret, même de temps immémorial. Cela ne fit aucune impression sur les juges, parce que la pêche ne peut passer pour une servitude patente; d'ailleurs l'exercice de la pêche est un signe très-équivoque du droit de pêcher, attendu que la plupart de ceux qui pêchent le font sans titres.

198. Il n'est point permis aux seigneurs de pêcher dans leurs rivières dans d'autres temps & avec d'autres filets que ceux permis par les ordonnances: c'est pourquoi les officiers des eaux & forêts ont tout droit d'inspection & de juridiction sur les rivières des seigneurs pour y réprimer & y punir les abus; ce n'est qu'en conservant le poisson des petites rivières, qu'on peuple les grandes.

199. Au mot *Garde des seigneuries*, nous avons indiqué quelles devoient être les qualités & les devoirs par rapport aux bois & à la chasse ; il n'est guère moins important de l'instruire de ses obligations en ce qui concerne la garde de la pêche..

200. La première, en satisfaisant à l'article 23 du titre 31 de l'ordonnance de 1669, est de veiller soigneusement à ce que tous ceux qui pêchent pour le seigneur, ou avec sa permission, ne contreviennent aux ordonnances, c'est-à-dire, à ce qu'ils ne pêchent pas avec des filets & engins défendus, dont les mailles soient moindres de la largeur d'un pouce de pied de roi en quarré, pour pêcher depuis pâques jusqu'au premier octobre ; & depuis le premier octobre jusqu'à pâques, avec un filet dont les mailles ne soient que de neuf lignes en quarré ; si le garde en trouve de mailles plus petites & plus ferrées, il doit les saisir, en dresser procès-verbal, pour faire punir les délinquants.

201. Il doit empêcher qu'on ne pêche les jours de fêtes & de dimanches, & les autres jours avant le soleil levé & après le soleil couché. *Voyez* l'article 5 du titre 31 de l'ordonnance de 1669.

202. Il aura soin de veiller que qui que ce soit ne pêche dans le temps de la fraie ; sçavoir, dans les rivières où la truite abonde sur les autres poissons, depuis le premier février jusqu'à la mi-mars ; & aux autres rivières, depuis le premier avril jusqu'au premier juin ; *voyez* l'art. 6 ; & le 7, quant à ce qui concerne la pêche aux saumons, aloses & lamproies.

203. Il veillera à ce que, pendant le temps de fraie, l'on ne mette bires ou nasses d'osier à bout des dideaux dans les rivières ; il en saisira les harnois qu'il portera au greffe, après avoir dressé procès-verbal de la contravention.

204. Il saisira pareillement tous les

Partie II.

engins & filets défendus, notamment ceux appelés *gilles*, *tramail*, *furet*, *épervier*, *charlon*, *fabre*, défendus par l'art. 10.

205. Il aura soin d'empêcher qu'on ne mette des lignes dormantes avec appas & amorces vives, & qu'on ne pêche à la ligne à perche. En cas de contravention, il saisira comme dessus.

206. Si la communauté des habitants a droit de pêcher, le garde observera qu'elle est obligée d'affermir ce droit, & qu'il n'y a que les fermiers, au nombre de deux par paroisse, qui puissent l'exercer. S'il trouve d'autres habitants pêchans, il saisira leurs filets, & dressera son procès verbal.

207. Il empêchera qu'on ne pêche la nuit au feu, & saisira toutes personnes qu'il trouvera jetter dans la rivière de la chaux, des noix vomiques, du coq-levant, & autres semblables poisons pour prendre le poisson.

208. S'il apprend que quelqu'un a enlevé quelque épave sur la rivière, il ira la réclamer, pour la remettre au greffe ; & si elle est refusée, il en dressera procès-verbal, & donnera assignation à la première audience.

209. Si le garde est voisin d'une rivière navigable appartenant au Roi, quoiqu'il ne soit que garde seigneurial, s'il a prêté serment à la table de marbre, ou même en la maîtrise, il pourra faire les mêmes prises & saisies que sur la rivière seigneuriale ; il observera seulement, au lieu d'apporter les filets & harnois qu'il saisira, au greffe de la justice de la seigneurie, de les porter dans celui de la maîtrise avec son procès-verbal.

210. Sur quoi il faut observer que les officiers des seigneurs riverains des fleuves & rivières navigables, ne peuvent point connoître des délits qui s'y commettent ; la connoissance leur en est précisément interdite par l'article 21

T

du titre 31 de l'ordonnance de 1669.

211. Les officiers des seigneurs ne peuvent connoître que de ce qui se passe dans les rivières banales, seigneuriales & particulières qui coulent dans l'étendue de la seigneurie. *Voyez* les arrêts du conseil d'état rapportés par Galon dans sa conférence sur l'art. 22 ci-dessus.

212. L'espèce suivante prouve qu'on peut plaider sur tout. L'abbé de Saint-Josse, sur la mer, voulut empêcher les villageois des environs d'aller prendre des vers, dont on se sert à la pêche au poisson, sur le rivage de la mer qui est dans l'étendue de son abbaye; il disoit avoir titre pour prouver que ce rivage lui appartenoit. On alléguoit au contraire la liberté publique, & que sur toutes les côtes de la mer il étoit loisible à chacun d'aller prendre les vers. L'affaire fut appointée au conseil, & cependant il fut dit que les villageois jouiroient de la liberté publique. *V.* les additions à la bibliothèque de Bouchel, *verbo* Pêche.

213. Le seigneur haut justicier a droit de pêche dans toutes les eaux vives dans l'étendue de sa justice, quoique le fond en appartienne aux ecclésiastiques. *Voyez* Corbin, suite de patronnage, p. 307.

214. PELERINAGE. Les campagnes sont souvent remplies de vagabonds qui, sous le titre de *pélerins*, exercent un libertinage affreux & commettent quelquefois les plus grands crimes. Il est du zèle & de l'attention des procureurs-fiscaux & des juges des seigneuries de faire arrêter ces espèces de brigands & de leur faire faire leur procès; ils y sont autorisés par plusieurs ordonnances, & notamment par l'ordonnance du 15 novembre 1717 & la déclaration du premier août 1738: sa majesté y défend tous les pèlerinages hors du royaume, sans sa permission expresse signée de l'un de ses secrétaires d'état, accordée sur l'approbation de l'évêque diocésain,

à peine, contre les hommes, des galères à perpétuité. & contre les femmes de telle peine afflictive jugée convenable par les juges. *Voyez* en outre la déclaration du Roi contre les mendiants, du 18 juillet 1724, & la nouvelle déclaration du 3 août 1764, enregistrée au parlement, toutes les chambres assemblées, le 21 août audit an.

215. PELLAGE. Dans les bailliages de Mantes & de Meulan, c'est un droit seigneurial qui appartient aux seigneurs qui ont des terres & des ports le long de la rivière de Seine. Ce droit consiste en quelques deniers que ces seigneurs perçoivent sur chaque muid de vin chargé ou déchargé dans leurs ports. *Voyez* le glossaire du droit françois, *verbo* Pellage; le glossaire de Ducange, *verbo* *Adripare*; il y cite une charte de Philippe d'Evreux de l'an 1320, donnée aux habitants de Mantes, par laquelle il est dit qu'ils seront francs & quittes de rouage, pellage, passage & arrivage. Ce privilège fut confirmé aux habitants de Mantes lors de la rédaction de leur coutume. *Voyez* l'art. 196. Ragueau dans son indice (édition de 1620), après avoir avoué qu'il ne sçait en quoi consiste ce droit, dit que le *pellage* se perçoit sur les bêtes à poil; il le disoit sans doute par conjecture, en faisant dériver le mot *pellage* à *pelle vel à pilo*.

216. PERCIÈRE: c'est un droit qui se perçoit sur la récolte des fruits produits par les héritages, & qui tient une sorte de milieu entre le terrage & la dixme. Ce droit a principalement lieu en Auvergne.

217. PERSONNIER. Ce terme est fort commun dans les coutumes, & il y a différentes significations; tantôt il signifie des personnes qui sont communes ensemble, tantôt des gens qui possèdent des héritages par indivis, tantôt les associés en un même commerce,

enfin les complices d'un même crime. *Voyez* Bourbonnois , art. 417 ; la Marche , art. 163 ; Nivernois , tit. 6 , art. 27 ; Anjou , art. 20 ; Normandie , chapitre 80.

218. PEZADE : c'est un droit établi dans le pays & diocèse d'Alby , dont les seigneurs, les nobles, les ecclésiastiques sont exempts par un arrêt contradictoire du conseil d'état du 11 avril 1676. Ce droit se paie au Roi , il consiste en une certaine quantité de grains par chaque paire de bœufs, vaches, mules, chevaux, juments & ânesses labourants ; en quatre deniers pour chaque bête de gros bétail non labourant ; de deux deniers par chacun homme, & d'un denier pour six menues bêtes. *Voyez* le recueil du domaine , pag. 478.

219. PICAGE : c'est un droit que les marchands, les jours de foires & de marchés, payoient aux seigneurs, pour en obtenir la permission de planter des pieux en terre pour dresser leurs boutiques ; c'est la même chose que les droits de stallage, plassage. *Voyez* ces mots. Picage ne se trouve que dans les vieux titres ; *voyez* ceux cités par Ducange dans son glossaire sur ce mot.

220. PIED CORNIER, est un arbre placé au coin d'une vente de bois pour en indiquer les limites. Cet arbre doit être marqué du marteau de la seigneurie dans les ventes de bois appartenant aux seigneurs, & du marteau du Roi dans celles qui appartiennent à sa majesté. L'amende fixée par l'ordonnance des eaux & forêts, tit. 32 , art. 4 , est de 100 livres contre ceux qui abatent un pied cornier marqué, & de 200 livres contre ceux qui l'arrachent & le déplacent.

221. PIED-FOURCHÉ, est un droit qu'on paie à l'entrée des villes & gros bourgs sur les bœufs, vaches, moutons & autres animaux qui ont le pied fourché. Les seigneurs qui prétendent ce

droit doivent être fondés en titre. Les juifs qui entrent dans Strasbourg paient le pied-fourché.

222. PIERRES. Les pierres d'une carrière qui est ouverte ne peuvent passer pour des fruits, elles appartiennent au propriétaire ; ainsi le seigneur qui jouit d'un fief par usufruit, n'a rien dans les carrières. On dit *quand elles sont ouvertes* ; il en seroit autrement s'il faisoit la dépense d'ouvrir lui-même la carrière. Pour sçavoir comment & quand il le peut, *voyez* Carrière.

223. PIGEONS, oiseaux domestiques fort chauds & très-féconds, dont on se sert pour peupler les colombiers & les volières.

224. Comme il n'est pas possible de garder les pigeons dans les grands colombiers, & à la campagne sur-tout, ils jouissent, pour ainsi dire, de la sauve-garde publique ; c'est pourquoi il est défendu, sous de très-grosses peines pécuniaires & corporelles, de les tuer, ou les prendre avec filets, & de quelque manière que ce soit.

225. Les peines corporelles ordinaires contre ces voleurs de pigeons, sont le fouet, le carcan ; & les amendes se règlent suivant la conséquence du délit. Je ne trouve nulle part que les voleurs de pigeons puissent être condamnés aux galères. La coutume de Bretagne, art. 390 ; celle d'Étampes, art. 193, défendent de chasser aux pigeons, sous peine de punition corporelle. Celle de Bordeaux, art. 112, s'explique plus précisément ; elle impose la peine d'une amende de 60 sols pour la première fois ; & en cas de récidive, l'amende & le fouet. Les arrêts cités par M. Bretagne, dans ses observations sur la coutume de Bourgogne ; par Lamarre, dans les notes, pag. 570, n. 10, 11, 12 ; par Laisné en sa *jurisprudence des chasses*, ne contiennent pas de plus grandes peines. Il en est de même dans les ordon-

nances du mois de juin 1601, & de juillet 1607, confirmées par l'ordonnance du mois d'août 1669. A la vérité dans les ordonnances du Louvre on en trouve une de Charles V, du 29 août 1368, qui défend aux payfans, dans la prévôté & vicomté de Paris, de prendre des pigeons avec filets & autres engins, à peine de la hart, c'est-à-dire, d'être pendu; mais par les ordonnances postérieures que nous venons de citer, où même il n'est question que de peines pécuniaires, il est clair que ces nouvelles loix se sont départies de la rigueur des anciennes.

226. PILAGE, étoit un droit seigneurial qui appartenoit à l'abbé de Fescamp sur les bâtimens qui entroient dans le port de cette ville. Voyez le glossaire de Ducange au mot *Pilagium*. Il est parlé dans la coutume de Bretagne d'un droit de *pillage*, mais ce droit n'intéresse point les droits seigneuriaux; il consiste au contraire dans une espèce de préciput que les aînés roturiers ont dans la succession de leurs pères & mères.

* 227. PILORI, est un poteau élevé en un carrefour ou dans une place publique en signe de la haute justice.

228. Régulièrement le droit de *pilori* n'appartient qu'au seigneur haut justicier. Loyseau, *des seigneuries*, chap. 4, n. 67. Il y a plusieurs espèces de pilori qu'on peut voir dans Loyseau audit chap. 4, n. 68.]

229. Il faut observer que ceux qui n'ont que la justice moyenne & basse n'ont pas droit d'avoir un pilori; il faut cependant excepter quelques lieux où le seigneur, qui n'a que la moyenne justice, a droit de pilori. Voyez Carcan.

230. PISSONNAGE, est un droit qu'en certains lieux les seigneurs perçoivent sur le poisson. Dans d'anciennes chartes il signifie indifféremment toutes sortes de droits. Voyez le glos-

faire de Ducange, *verbo Pissonagium*.

231. PLACART, en matière de droits seigneuriaux, se dit de la pancarte qui doit être affichée sur un poteau dans les lieux où on perçoit les droits de péage, de bac, pontonnage, de leyde, & autres semblables droits. Voyez Pancarte, Péage, Bac, Leyde.

232. PLAIDS DE L'ÉPÉE. Dans la coutume de Normandie on appelle *plaids de l'épée*, la haute justice. Voyez les chap. 2, 6, 10, 53. Les Rois d'Angleterre, par une charte de 1292, donnèrent aux chevaliers de saint Jean de Jerusalem le privilège du plaids de l'épée. Voyez l'indice de Ragueau.

* 233. PLAITS SEIGNEURIAL, est un droit qui se paie au seigneur en Dauphiné, à mutation de seigneur ou de tenancier. M. Salvaing en a fait un traité très-sçavant & très-curieux; on y renvoie le lecteur.]

234. On distingue le plait conventionnel, le plait accoutumé, le plait à merci. Le premier est réglé par le titre, le second par l'usage, & le troisième par la volonté du seigneur; cependant aujourd'hui le plait à merci est réduit par la jurisprudence des arrêts à la moitié du revenu d'une année de l'héritage sujet à ce droit, déduction faite des impenses ordinaires.

235. Le plait seigneurial est à peu près la même chose que le relief ou le rachat dans les coutumes, mais l'usage en est différent; ou, pour mieux dire, le plait seigneurial est la même chose que le marciage en Bourbonnois, à quelques différences près que l'usage & la jurisprudence des arrêts ont établies en Dauphiné. Voyez Marciage.

236. Le plait seigneurial est dû par la mutation du seigneur ou du possesseur de l'héritage qui y est sujet, ou de tous les deux ensemble, suivant qu'il est stipulé.

237. Si, dans une année, il arrive

plusieurs mutations, soit de la part du seigneur, soit de la part du tenancier, il n'est point encore décidé par la jurisprudence des arrêts, s'il n'est dû qu'un seul & même droit. Salvaing estime que, s'il y a stipulation du plaît à mutation de seigneur & de tenancier, & si elle arrive de la part de tous les deux en une même année, il est dû double droit, parce que, dit-il, *dua causa non extinguuntur concursu, sed subordinantur*.

238. Le plaît conventionnel se perçoit ainsi qu'il est réglé par le titre. Le plaît accoutumé consiste dans le double du cens s'il est dû en argent, & s'il est dû en grains dans un sol par quarantal de froment, ou d'autres grains, à proportion, ainsi qu'il est réglé par l'usage & par la jurisprudence des derniers arrêts; car les anciens arrêts, & même c'étoit alors la plus commune opinion, ont jugé qu'on devoit payer le double cens en nature, ce qui a été réformé. Le plaît à merci, comme on l'a observé ci-dessus, a été fixé par la jurisprudence des arrêts à la demi-année du revenu de l'héritage sujet au droit; mais l'usage du Dauphiné est que, si le vassal n'a, pour subsister, que le fief sujet au plaît à merci, les aliments doivent être déduits sur les fruits de la demi-année destinée au seigneur. Voyez Dumoulin, titre des fiefs, §. 3, glos. 6.

239. Suivant le même auteur, *ibid.* quest. 2, le plaît est dû en succession directe; il est aussi dû à la mutation du Roi comme dauphin, ou du fils aîné de France s'il est dauphin. Voyez Salvaing, traité du plaît seigneurial, chapitre 7.

240. En cas de vente, outre les lods, le plaît est encore dû. Voyez Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 35, quest. 8. Suivant le même auteur, lorsque le plaît a lieu par la mort du seigneur, ou par celle du propriétaire, il

doit être porté par l'usufruitier; mais, continue le même Salvaing, si le propriétaire a fait donation à son fils, ou à quelqu'autre, du fief ou de l'héritage sujet au plaît, dont un autre a l'usufruit, il paroît juste que le donateur acquitte l'usufruitier de ce droit auquel il a donné lieu volontairement. *Ibid.* quest. 9.

241. Les arrérages du plaît ne sont pas sujets à la même prescription que ceux du cens. En Dauphiné les arrérages du cens se prescrivent par six ans, & ceux du plaît ne se prescrivent que par trente.

242. En Dauphiné il y a des fiefs purement honoraires, qui même ont droit de plaît sur les seigneurs dominants.

243. PLECT DE MORTE-MAIN : ce sont certains droits qui, dans la coutume de Poitou, se paient au seigneur immédiatement après la mort ou la mutation du vassal propriétaire du fief sujet à ce droit; si le cheval de service y est joint, il ne se paie que dans l'an; voyez l'art. 173 de la coutume de Poitou. L'art. 174 explique en quoi consiste le plect de morte-main, il monre par chacune mesure de terre à 50 sols tournois, par chaque borderie à 25 sols, par quarteron de terre à 12 sols 6 deniers, & par retail à 6 sols 3 deniers. Les droits doublent dans les lieux & les cas exprimés par l'art. 175.

244. PLEIN FIEF, est celui qui a juridiction, & d'où relèvent des arrière-fiefs, à la différence du menu fief qui n'a ni l'un ni l'autre. En Normandie on appelle fiefs de plein haubert, ceux qui sont de toute prééminence, & différents de ceux qui sont du tiers, quart, cinquième de haubert. Dans plusieurs coutumes, on dit, relever nuement & en plein fief, à la différence des arrière-fiefs. Voyez Melun, art. 74, 75; Clermont, art. 199; Troyes, art. 45.

245. PLEINE COUR. Pour parler suivant les anciennes idées, c'est le seigneur féodal qui, accompagné de ses pairs, des vassaux qui relevoient de lui, rendoit dans ses allées, la justice à ses sujets. Aujourd'hui c'est le bailli de la seigneurie qui, avec un greffier & quelquefois un lieutenant, tient les plaids; quel parallèle! que M. de Boulainvilliers avoit bien raison de s'écrier, *heu fuimus Troes!* Voyez *Cour*; voyez *Beauquesne*, art. 5.

246. PLUME DE RELIEF. Dans quelques coutumes, on appelle ainsi les droits, cens & rentes qui sont dus en volaille, poules, gelines, chapons. Voyez *Therouanne*, art. 9; *Hesdin*, art. 26.

247. PLURALITÉ DE FIEFS, DE SEIGNEURS, DE VASSAUX.

248. Si un vassal possède plusieurs fiefs relevant d'un même seigneur, mais distincts les uns des autres, régulièrement il devroit un dénombrement pour chaque fief, le seigneur pourroit à la rigueur l'y forcer; mais l'usage a introduit une pratique contraire, on ne donne qu'un seul aveu & dénombrement pour tous les fiefs, en distinguant cependant chaque fief, & mettant un fief, avec toutes ses appartenances & dépendances, de suite dans un même chapitre.

249. Lorsqu'il y a plusieurs seigneurs d'un même fief dominant, un seul aveu suffit pour tous, en le donnant à l'aîné ou à celui qui est en tour d'année pour recevoir les hommages & droits; mais dans l'acte il faut observer de nommer tous les co-seigneurs du fief.

250. Si au contraire le fief est tenu par plusieurs vassaux, ou ils le possèdent par indivis, ou ils le possèdent divisément. Au premier cas, ils ne doivent tous ensemble qu'un seul aveu & dénombrement; au second cas, ils doivent donner leur dénombrement

chacun pour leurs positions, sans ce pendant que le décès de l'un oblige les autres de fournir un nouveau dénombrement. Dumoulin paroît décider que tous ensemble le doivent donner; mais l'usage est contraire à ce sentiment, tous les jours & par-tout on voit des dénombremens de ces portionnaires de fief.

251. C'est un privilège du retrait seigneurial, soit féodal, soit censuel, qu'il peut s'exercer par parties, c'est-à-dire, que le seigneur peut, s'il y a plusieurs fiefs vendus dans la mouvance, ou dans celle d'un autre seigneur, pour un seul & même prix, retirer celui qu'il voudra, & recevoir les droits du surplus; à la différence du retrayant lignager qui peut être forcé de retirer le tout, quand le tout est vendu pour un seul prix.

252. Mais si le fief étoit mouvant de plusieurs seigneurs par divis ou par indivis, comme à l'égard du vassal ce n'est toujours qu'un même dominant, le seigneur qui veut user du retrait, peut être forcé de retirer tout, sauf à lui à servir les autres seigneurs.

253. Les parlements de droit écrit jugent différemment; les seigneurs doivent retirer tout ce qui est vendu pour un seul prix. Voyez les *institutes féodales* de Guyot, pag. 49, 50, 146.

254. PLUVIALES (EAUX): ce sont celles qui tombent du ciel, & sur cette espèce d'eaux, comme sur celles des rivières, des ruisseaux, des fontaines, la puissance féodale n'a pas négligé d'établir ses droits. Il est sans doute dur à la liberté naturelle de penser que les eaux pluviales qui tombent dans un chemin le long du pré, du jardin d'un paysan, ne puissent pas être employées à son gré, & s'il en a besoin, pour arroser son héritage. Malgré cela, la jurisprudence est certaine que les eaux pluviales qui coulent dans les chemins de la seigneurie appartiennent au seigneur, qu'il peut les alberger, & que

sans son consentement personne n'en peut disposer. *Voyez* Basset, tom. 2, liv. 3, tit. 7, ch. 1; il y rapporte deux arrêts du parlement de Grenoble; l'un du dernier juillet 1652 au profit du sieur de Murat, engagiste de la terre de Murat, contre le nommé Davity, qui même opposoit une possession immémoriale. Le second, du 19 décembre 1654, pour M. le prince de Monaco, contre la communauté des habitants de Chabeul. Ces deux arrêts jugent la question en faveur des deux seigneurs. *Voyez* encore la Roche-Flavin, *des droits seigneuriaux*, ch. 17, art. 1.

255. POESTE (GENS DE). *Voyez* Gens de corps.

* 256. POIDS ET MESURES. Par la disposition du droit, il n'y a que le souverain qui puisse régler les poids & mesures; néanmoins les seigneurs hauts justiciers sont aujourd'hui en possession de ce droit.

257. Régulièrement la mesure seigneuriale doit être de métal ou de pierre. *L. 7, cod. de fuscceptor, lib. 10*; Guy-Pape, quest. 490. Elle doit être gardée dans un lieu public pour servir de règle; l'église même étoit autrefois le lieu où elle devoit être déposée. *Novel. 128, chapitre 15*; Guy-Pape, *ibid.*

258. Les poids & mesures doivent être marqués des armes des seigneurs pour prévenir les fraudes & les altérations qu'on pourroit y faire. *Mensurae... debent signari signo seu armis domini*; Guy-Pape, *loc. cit.* Chop. *de doman. lib. 3, tit. 22, num. 2.*

259. La peine de ceux qui altèrent & falsifient les poids & mesures est réglée par la loi *penuit. ff. ad leg. cornel. de fals. Decreto D. Adriani præceptum est, in insulam eos relegari qui pondera aut mensuras falsassent. Vide l. annonam, ff. de variis & extraordinariis criminibus. Joann. Fab. ad §. Item, instit. de public.*

judic. Matthæum, ad dict. quest. 490, Guy-Pap.

260. *Voyez*, sur cette matière, Bacquet, *des droits de justice*, chap. 27; Ragueau en son indice, *verbo* Droit de mesure; Brillon, lett. D & lett. P; Chorier, jurisprudence de Guy-Pape, pag. 138, & *suprà*, *verbo* Etalon.] *Voyez* Mesures. Etalon, Etalonner.

261. POINT D'HONNEUR : ce sont certaines maximes, souvent fondées sur de faux préjugés, que les hommes, & sur-tout la noblesse, a imaginées pour régler la conduite qu'on doit tenir à son égard. Y manquer, c'est une offense; la souffrir, est un deshonneur.

262. Il y a un point d'honneur vrai, appuyé sur la raison; & il y en a un faux, qui n'a pour fondement que la bisarrerie de l'esprit humain.

263. Le premier consiste dans un louable desir d'acquérir de la gloire en s'acquittant plus exactement qu'aucun autre de tous ses devoirs, en servant bien & fidèlement dieu, son prince, l'état, & en rendant à un chacun les égards qui lui sont dus. Les règles du vrai point d'honneur sont écrites dans nos cœurs & dans les loix qui nous gouvernent; ainsi obéir exactement à ces loix est encore une partie du vrai point d'honneur.

264. Le faux point d'honneur est précisément le contraire de tout ce que nous venons de dire : c'est un amour déréglé de soi-même, un oubli formé de ce que nous devons à nos devoirs d'homme chrétien & d'homme civil, pour suivre aveuglément le langage des passions les plus effrénées dans le desir de les satisfaire avec fureur, & dans la crainte de s'attirer le blâme de ceux qui nous ressemblent.

265. Tout le mérite d'un homme guidé par le faux point d'honneur, consiste souvent à mettre toutes ses vertus à la pointe de son épée, à en faire l'ap-

prentissage dans une salle d'armes , à braver insolemment dieu , les loix & l'humanité , à chercher témérairement la mort dans les occasions où le précipitent sa brutale fureur & sa sorte vanité , se manquant souvent à soi-même lorsqu'il est question du service de l'état ou de sa propre défense.

266. Pour arrêter les désordres que peut produire le faux point d'honneur , on a fait des loix , on a établi un tribunal pour les faire exécuter , & ce tribunal est celui de MM. les maréchaux de France ; il connoît du point d'honneur entre gentilshommes & ceux qui font profession des armes ; le tribunal se tient à Paris chez le doyen de MM. les maréchaux ; ils ont dans les provinces des lieutenants qui y font les mêmes fonctions que le tribunal à Paris.

267. Lorsqu'en province il arrive quelque différend entre gentilshommes , les lieutenants en avertissent MM. les maréchaux de France pour travailler à l'accommodement , & cependant ils prennent sur le champ & provisoirement les mesures convenables pour arrêter les désordres que pourroit produire le différend. S'il y a des procédés dont on puisse craindre des voies de fait , les lieutenants envoient des gardes de la connétablie auprès des parties pour y rester , & à leurs dépens , jusqu'à ce qu'elles puissent comparoître devant eux.

268. Quand les parties sont de différens départemens , le lieutenant qui prend connoissance le premier de l'affaire en demeure juge exclusivement à l'autre par prévention ; & en cas d'absence de l'un , celui du département le plus proche qui en est le premier informé , connoît du différend à l'exclusion des autres.

269. Les insultes , les duels sont souvent les suites funestes d'un propos mal entendu , d'un démenti , d'un geste in-

discret , d'un soufflet , & autres semblables excès ; les loix du vrai honneur , jointes à celles du christianisme , ne permettent pas d'y opposer d'autre vengeance que le mépris , l'oubli & le pardon ; elles ne défendent pas à la vérité une légitime défense contre un téméraire agresseur , mais elles défendent sur-tout le duel , de le proposer & de l'accepter. Tout le monde connoît la sévérité de nos loix contre les duellistes , il est inutile de les rappeler ; il sera plus à propos de mettre sous les yeux les sages tempéraments que sa majesté a imaginés pour arrêter , autant qu'il seroit possible , la fureur des duels , soit en assurant à l'offensé les réparations convenables , soit en infligeant de sévères peines aux agresseurs. Tel est l'esprit de la déclaration du Roi du 12 avril 1723 ; elle comprend quatre articles que nous rapporterons ici.

270. 1°. Dans les offenses faites sans sujet par paroles injurieuses , comme celles de sot , lâche , traître , & autres semblables , si elles n'ont pas été repoussées par des réparties plus atroces , celui qui aura proféré de telles injures sera condamné à six mois de prison , & à demander pardon , avant d'y entrer , à l'offensé en la forme marquée par le règlement de 1653.

271. 2°. Si l'offensé a répliqué par injures pareilles , ou plus fortes , il sera condamné en trois mois de prison , sans qu'il lui soit demandé pardon par l'agresseur , qui n'en sera pas moins condamné à six mois de prison.

272. 3°. Les démentis & menaces de coups de main ou de bâton , par paroles ou gestes , seront punis de deux ans de prison ; & l'agresseur , avant d'y entrer , demandera pardon à l'offensé.

273. 4°. En cas que les démentis ou menaces de coups aient été repoussées par coups de main ou de bâton , celui qui aura donné le démenti ou fait les menaces ,

menaces sera condamné, comme aggresseur, à deux ans de prison; & celui qui aura frappé sera puni des peines portées par l'édit du mois de février 1723.

274. POISAGE (droit de): c'est un droit domanial que le Roi prend sur les marchandises qui se pèsent sous les halles de la ville d'Issoudun en Berry; ce n'est point un droit censuel. *Voyez* l'indice de Ragueau sur ce mot.

275. POLICE, est le bon ordre d'une ville; ce mot se prend aussi pour la juridiction que le juge de police exerce pour le maintien de ce bon ordre, d'où dépend la sûreté & la tranquillité des citoyens.

276. Les principales fonctions du juge de police consistent à entretenir la sûreté, la tranquillité, la netteté dans une ville, à y procurer l'abondance des choses nécessaires à la vie, à réformer les abus qui peuvent s'introduire dans le commerce & contre le bon ordre, à empêcher & punir les scandales publics, à retrancher les lieux débauchés, les jeux défendus.

277. Dans les villes royales, la police s'exerce par des magistrats établis par sa majesté. Dans les villes seigneuriales le droit de police appartient incontestablement aux seigneurs hauts justiciers, qui la font exercer par leurs baillifs & leurs procureurs-fiscaux; c'est sur-tout à ces derniers officiers à veiller continuellement au bon ordre, qui n'est pas moins essentiel dans les campagnes que dans les villes. *Voyez* ci-après Procureur-fiscal.

278. Dans quelques endroits il a été jugé que le Roi pouvoit établir des officiers dans les terres & justices des seigneurs, pour exercer la police des jauges & des mesures. *Voyez* un arrêt du mois d'avril 1599, rapporté par le Bret, action 45.

279. Dans les villes où la justice ap-

Partie II.

partient pour une partie au Roi, & pour l'autre à un seigneur haut justicier, la police appartient au juge royal, & non à ceux du seigneur haut justicier, quelque considérable que puisse être sa portion dans la justice. *Voyez* Dufresne, liv. 1, ch. 69.

280. PONT, est une construction des pierres ou de bois, établie sur un fleuve, une rivière, pour en faciliter le passage.

281. Les ponts sont de droit public & royal; c'est pourquoi les seigneurs particuliers, dont la seigneurie s'étend sur les rivières & moulins y flottants, ne peuvent point demander de lods & ventes pour la concession qu'un particulier feroit d'un péage qui lui auroit été accordé par sa majesté à prendre sur le pont. *Voyez* M. le Bret, liv. 5, décis. 12.

282. On ne peut pas bâtir un pont sur l'écluse d'autrui; on ne peut pas aussi bâtir un moulin auprès d'un pont, à cause de l'ébranlement que peut causer le mouvement du moulin, la violence & la rapidité des eaux nécessaires pour le faire tourner. *Voyez* Moulin.

283. PONTEPAGE (droit de): c'est un droit seigneurial que le seigneur d'une rivière tire des marchandises qui passent sur les ponts; celui qui perçoit le droit s'appelle *Pontanier*. *Voyez* Péage.

284. PORC BANNAL. La bannalité du porc appartient aux seigneurs qui ont titre & possession. Le droit consiste à avoir un porc pour couvrir les truies, en se faisant payer le droit réglé par le titre ou par l'usage. *Voyez* le glossaire du droit françois; Bacquet, des droits de justice, ch. 29.

285. PORT, est une avance de la mer qui entre dans les terres, qui a un fond suffisant pour que les vaisseaux y puissent rester en sûreté à l'abri des vents & des orages. On appelle aussi, mais

V.

improprement, *ports*, certains endroits des fleuves & des rivières où l'on fait aborder les bateaux pour les charger & les décharger.

286. Le seigneur propriétaire d'une terre, d'un fonds qui aboutit à une rivière navigable, ne peut empêcher qu'on y établisse un port pour l'utilité publique. La raison est que, suivant le droit françois, les rivières navigables & leurs rivages appartiennent au Roi. *Voyez* Salvaing, de l'usage des fiefs, ch. 60, à la fin.

287. PORT D'ARMES. Il n'est permis qu'aux seigneurs, aux gentilshommes, aux militaires & à ceux qui sont préposés pour l'exécution des ordres de la justice, de marcher avec des armes, de jour & de nuit; elles sont défendues à tous les autres sujets du Roi, sous les peines portées par les ordonnances.

288. Il est des armes prohibées à tout le monde sans distinction de qualité, telles sont les armes à feu brisées par la crosse ou le canon, les pistolets de poches, les poignards, couteaux en forme de poignard, les baïonnettes, les bâtons creux. *Voyez* l'édit du mois de décembre 1666, les déclarations des 4 juillet 1716, 25 août 1737.

289. Quant au port de l'épée, il n'est permis qu'aux personnes nobles; ce droit est exclusif à la noblesse, à l'exception des militaires, officiers & soldats, & de ceux des roturiers qui ont des charges & commissions qui leur permettent de la porter. *Voyez* l'édit de 1666.

290. Dans les campagnes il se trouve souvent de faux nobles, qui, pour s'exempter des charges publiques, s'arrogent le droit de porter l'épée, comme s'ils étoient nobles. Les juges des seigneurs, & sur-tout les procureurs-fiscaux, doivent réprimer ces abus, & s'ils ne le peuvent par eux-mêmes, implorer l'autorité supérieure qui ne man-

quera pas de faire défarmer ces prétendus nobles.

291. PORTABLE ou REQUERABLE, se dit du cens & autres rentes seigneuriales, dont les unes sont portables, les autres requérables. Les premières doivent être portées par le tenancier au manoir du seigneur, ou autre lieu, au jour marqué par le titre, sans qu'il soit requis ou demandé; faute de quoi le possesseur de l'héritage qui est sujet au cens, doit payer l'amende réglée par la coutume.

292. Dans certaines coutumes, le cens est requérable, c'est-à-dire, que le seigneur censitaire est tenu de l'envoyer demander au censitaire, & ce dernier ne doit l'amende que quand il est en demeure de payer après que le cens a été demandé. De sa nature le champart est quérable, s'il n'y a titre au contraire.

293. La rente bordelière est portable, si le détempteur de l'héritage bordelier n'est distant que de quatre lieues de l'hôtel du seigneur; mais si l'hôtel du seigneur est à une plus grande distance, le bordelage est requérable.

294. Quand le cens, ou autre rente seigneuriale, est stipulé requérable par le titre primordial, si par la suite on le fait reconnoître portable, c'est une surcharge blâmable qu'on peut rétablir en tout temps, parce qu'alors le seigneur étant de mauvaise foi, il ne peut pas prescrire contre son propre titre, & les reconnoissances contraires au titre sont toujours présumées avoir été surprises par fraude, ou extorquées par violence. *Voyez* Surcharge.

295. PORTAGE, est un droit en usage dans le Lyonnais, c'est la huitième partie du lot que prend celui qui lève & apporte les droits du seigneur.

296. Comme ce droit est la huitième portion du lot, quand le seigneur donne une quittance générale des lots à lui dus sans réserve, le droit de portage

n'est point dû ; & quand il fait grace d'une partie du lot , le droit de *portage* diminue à proportion. *Voyez* Henrys , tom. 1 , liv. 3 , ch. 3 , quest. 31.

297. *PORTAGIUM*. Dans les anciennes chartes , ce mot signifie tous les droits que l'on doit payer aux portes des villes pour l'entrée des marchandises que l'on y apporte. *Voyez* le glossaire de Ducange ; on y trouve encore *Portonagium* , qui signifie la même chose.

298. *PORTE DU MANOIR*. C'est à cet endroit que le vassal doit faire la foi & hommage lorsqu'il ne trouve pas son seigneur , ou personne de sa part. *Voyez* Foi & hommage.

299. *PORTER LA FOI ET HOMMAGE*. Cette façon de parler est employée dans la coutume de Berry , titre 9 , art. 83 ; il signifie *rendre la foi & hommage*.

300. *PORTES DES VILLES SEIGNEURIALES*. *Voyez* Murs , Fossés.

301. *PORTION AVANTAGEUSE*. Dans quelques coutumes , comme Paris , l'aîné , en partage de fiefs , a deux avantages ; l'un , de prendre , avant partage , son préciput , que nous appelons *vol du chapon* ; l'autre , venant à partage , de prendre une portion plus grande dans les fiefs , que ses puînés , & c'est ce qu'on appelle *portion avantageuse* dans la coutume de Paris ; l'aîné , outre son préciput , s'il n'y a que deux enfants , prend les deux tiers des fiefs ; & s'il y en a plus de deux , il ne prend que la moitié. *Voyez* Aînesse , Droit d'aînesse.

302. La portion avantageuse se règle diversement suivant la diversité des coutumes. Il y en a , comme Berry , qui ne donne point aux aînés nobles de portion avantageuse , ils n'ont que le vol du chapon. *Voyez* ce mot.

303. Quelques coutumes , comme Paris , comprennent sous le seul mot

de *préciput* , & le vol du chapon , & la portion avantageuse. Il y a cependant une différence essentielle , c'est que dans une même succession , quand il y auroit dix terres en fief & dans une même coutume , l'aîné ne peut prendre qu'un seul vol du chapon , au lieu qu'il prend sa portion avantageuse dans tous les fiefs. *Voyez* Dargou , liv. 2 , chap. 25.

304. *PORTION CONGRUE* , est une pension annuelle qui se paie aux curés par les seigneurs décimateurs qui ont les dixmes dans les paroisses , suivant les déclarations des 29 janvier 1686 & 30 juin 1690 : cette pension est de 300 livres pour les curés ou vicaires perpétuels , & de 150 livres pour les vicaires amovibles. Par la déclaration de 1684 , la portion congrue pour les curés de Flandres , de Haynault , est de 300 florins , valant 375 livres.

305. *Voyez* le traité de Duperray sur cette matière , & un recueil de divers arrêts , édits & déclarations sur les portions congrues.

306. *PORTIONNAIRES DE FIEFS* , se dit de plusieurs qui possèdent un même fief divisément ou conjointement. *Voyez* Foi & hommage , Aveu & dénombrement , Pluralité.

307. *PORTRAITS DE FAMILLE*. *Voyez* Tableaux.

308. *POSSEDER EN FIEF , EN ROTURE*. Le premier signifie , posséder un héritage à la charge de la foi & hommage , & autres droits qui dépendent de la constitution & de la concession des fiefs. Le second signifie , posséder un héritage à titre de cens & autres droits qui dépendent de la concession des héritages roturiers.

309. *POSSESSION IMMÉMORIALE* , est une possession qui remonte à plus d'un siècle. Cette possession tient lieu de titre à beaucoup de seigneurs qui n'en ont pas d'autres pour prouver

l'existence de quantité de droits qu'ils perçoivent ; mais pour que la possession immémoriale ait cet avantage en matière de droits seigneuriaux , il faut qu'elle soit accompagnée de deux conditions.

310. 1°. Il faut qu'elle ait pour objet un droit qui ne soit pas absolument imprescriptible , c'est-à-dire , dont la loi ou la coutume ne prohibe pas expressément la prescription par quelque temps que ce soit.

311. 2°. Il faut que les titres possessoires soient bien suivis , bien géminés , & ne se contredisent point.

312. C'est avec beaucoup de raison qu'on défère entièrement à une possession si bien prouvée & si bien suivie , il seroit déraisonnable de forcer ceux qui ont ainsi joui de rapporter des titres que les injures du temps , les guerres , les incendies , & beaucoup d'autres accidents semblables peuvent avoir détruits. *Voyez* M. Catelan , liv. 1 , chapitre 67.

313. POSTE, POTE, GENS DE POTE : ce sont gens qui sont sous la puissance d'un seigneur. *Voyez* Vitry , art. 68 ; Haynault , art. 65. *Poste* , *poète* , sont de vieux mots qui signifient *puissance*. On dit , *terre de poste* , pour dire , une terre assujettie à la puissance d'un seigneur , à cause des corvées qu'elle doit ou des cens & rentes qu'elle paie. *Voyez* Bar-le-Duc , art. 10 , 12 , 17 , 18. En général les gens de poste sont opposés aux nobles , & les héritages de poste aux féodaux. *Voyez* Gens de corps. Cependant *poté* , dans quelques endroits , signifie *une terre noble* , en prenant sans doute le mot *puissance* activement. *Voyez* ci-après Poté.

314. POT-DE-VIN , est un présent qu'on fait au vendeur d'un héritage en considération de la vente. Le seigneur ne peut pas prétendre des lods & ventes du pot-de-vin , ainsi que arrhes , frais

& loyaux-coûts , à moins que le pot-de-vin ne soit de nature , eu égard au prix , qu'on puisse juger qu'il fait partie du prix ; auquel cas le seigneur peut demander la ventilation du contrat qui fera connoître la fraude. *Voyez* Fraude , Frais & loyaux-coûts , Ventilation , Vin de marché.

315. POTÉ , est un vieux mot qui signifie *puissance*. En ce sens il y a des pays où *poté* est un titre d'honneur attaché à certaines terres & seigneuries ; Sully sur Loire , Asnois en Nivernois , la Madelaine de Vezelay , &c , sont des potés. *Voyez* le manuel lexique sur ce mot.

316. POTEAU , est un gros pieu fiché en terre par le bout , qui sert aux seigneurs à plusieurs usages.

317. Les seigneurs qui ont droit de péage , pontonage , bac , leyde , sont tenus de faire mettre dans les lieux où ils perçoivent ces droits , des poteaux , sur lesquels est affichée la pancarte contenant les droits à percevoir. *Voyez* Bac , Leyde , Péage , Pancarte.

318. Le *porcau* est encore dans les seigneuries un gros pilier auquel est attaché un collier de fer qu'on met au col des criminels condamnés à cette infamie. *Voyez* Carcan , Pilori.

319. Enfin les poteaux servent aux seigneurs pour marquer les limites de leurs seigneuries & justices : ces poteaux ont ordinairement le haut taillé à quatre faces quarrées ; sur chacune des faces qui est du côté du territoire de la seigneurie , ou de la justice , le seigneur a droit de faire peindre ses armes ; mais il doit laisser vuide le côté qui regarde la justice d'autrui.

320. Au coin des chemins biviaires & triviaires , on met des poteaux , au haut desquels sont des mains traversantes , avec inscription ou marque apparente du lieu où chacun conduit. L'ordonnance des eaux & forêts , titre

des routes & chemins, art. 6, ordonne qu'on plantera, & à ses dépens, sur les routes des forêts du Roi, de semblables poteaux, & fait défenses de les rompre, emporter, à peine de 300 livres d'amende & de punition exemplaire. Louis XIV, par une ordonnance précédente de 1669, tit. 28, art. 6, avoit ordonné que dans les bois qui n'appartiennent pas à sa majesté, on planteroit ces poteaux, aux frais des villes plus voisines & intéressées. Les états de Bourgogne, par un décret de mil sept cent dix-huit, ont ordonné que toutes les communautés seroient tenues de réparer sur les chemins les poteaux servants de guides. Il seroit fort utile & aux voyageurs, & au commerce, que ce décret fût exécuté par-tout & sur tous les chemins du royaume & autres; car nos ordonnances à cet égard ne parlent que des chemins dans les forêts. Il faudroit donc une loi générale, & la faire exécuter.

321. **POULE DE COMMANDE.** L'homme serf, tenant feu & lieu, devoit, suivant quelques coutumes, payer à son seigneur, au terme convenu, une poule de commande ou de coutume. *Voyez* Châteauneuf, art. 6, conforme en cela à la coutume de Troyes, & à quelques autres.

322. Les seigneurs, sur-tout ceux qui aimoient la volaille, en affranchissant leurs serfs, n'ont point oublié de se réserver les poules de commande & de coutume. Dans les affranchissements de Saint-Chertier & de Gournay, les seigneurs ont grand soin de stipuler, *salvis gallinis nostris, prout servi debent, tempore retroactō*. Ainsi le droit de poule de commande est personnel, dû par ceux qui tiennent feu & lieu dans la bourgeoisie. Plusieurs demeurant à même pot & feu ne doivent qu'une seule poule de commande; mais s'ils tiennent feu

séparé, ils doivent autant de poules qu'il y a de feux. *Voyez* Châteauneuf, tit. 1, art. 6; Papon, liv. 13, tit. 4, art. 2; les coutumes locales de la Thaumassière, liv. 1, chap. 11.

323. **POURPRIS, POURPRINSE.** Dans le langage des coutumes, ce sont les environs du château seigneurial. *Voyez* Senlis, art. 129; Châlons, art. 150; Nivernois, tit. 4, art. 68, & plusieurs autres. Les coutumes se servent sur-tout de ce mot, lorsque, dans le partage des fiefs, il est question du préciput qu'elles accordent à l'aîné, c'est le principal manoir & le pourpris d'icelui; plus communément c'est le vol du chapon. Pour sçavoir en quoi consiste ce pourpris, *voyez* Aînesse, Vol du chapon.

324. **POURSUITE (droit de)**: c'est le droit que le seigneur a de suivre ses hommes serfs, quelque part qu'ils se retirent; car les hommes serfs font partie du fief, & se donnent, ainsi que les héritages qui le composent, en aveu & dénombrement. *Voyez* Troyes, art. 3 & 6; Chaumont, art. 3; Nivernois, tit. 8, art. 6; Berry, tit. 1, art. 1; Bourbonnois, art. 189, & plusieurs autres. *Voyez* Aîsle, Parée, Parcours, Suite, Serfs.

* 325. **PRÆSTARIA.** Ce terme qui vient du verbe *præstare*, employé par les auteurs de la basse latinité pour dire *prêter*, signifie une concession faite par l'église de l'usufruit de quelque héritage pendant la vie du preneur, moyennant une certaine redevance, comme de fournir certaine quantité de cire pour les luminaires, quelquefois même sans redevances. Ces concessions ne sont plus en usage. *Voyez* M. Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 33.]

326. **PREÂGE.** *Voyez* Fautrage.

327. **PPEAMBULÉ DES TERRIERS.** Il faut bien distinguer dans le terrier ce qui est contenu dans le préambulé ou la

préface, de ce qui est contenu dans le corps du terrier, c'est-à-dire, dans les déclarations qu'il renferme.

328. Les préfaces qui contiennent tous les droits que le seigneur prétend, ne font aucune foi contre les tenanciers, si elles ne leur ont été lues, s'ils ne les ont signées, ou s'ils n'y ont consenti en déclarant ne sçavoir signer; parce que les droits étant de convention, il faut que cette convention soit prouvée par l'acquiescement du tenancier & des justiciables.

329. La clause générale, & autres droits ci-dessus énoncés, qui est de style dans toutes les déclarations, ne se réfère jamais aux droits énoncés dans le préambule, mais à ceux qui sont nommément exprimés dans les déclarations, à moins que le préambule n'ait été formellement approuvé de tous, ou qu'il ne soit transcrit en tête de chaque déclaration, avec mention que lecture en a été faite au déclarant. *Voyez le traité des fiefs* de Guyot, tom. 1, chap. 4, sect. 1.

* 330. PRÉCIPUT, est la portion que l'aîné prend sur les biens nobles de ses père & mère avant de partager la succession avec ses puînés.

331. Le préciput de l'aîné consiste à avoir seul le principal manoir du fief avec le vol du chapon, c'est-à-dire, un arpent de terre adjacent au principal fief ou manoir.

332. Sur quoi remarquez que, s'il n'y a point de principal manoir au fief, l'aîné est en droit de prendre pour récompense un arpent de terre noble à son choix. Il n'en est pas de même du vol du chapon, lequel manquant, l'aîné n'en peut prétendre récompense. *Vide supra, verbo Aînesse.*

333. PRÉCLOTURE. *Voyez Accins & préclosure.*

334. PRÉDIAL, se dit pour signi-

fier ce qui dépend des héritages & ce qui se perçoit sur les fruits qu'ils produisent. On nomme *dixme préediale*, celle qui se perçoit sur les gros fruits de la campagne. On appelle *rente préediale*, une rente foncière.

* 335. PRÉLATION, est le droit qu'a le seigneur de retirer un héritage vendu dans l'étendue de sa seigneurie, en remboursant l'acquéreur. *Vide infr. verbo Retrait, ubi fufè.*

336. PREMESSE. On appelle ainsi en Bretagne le retrait lignager. *Voyez les commentateurs de la coutume sur le titre 16.* Ainsi *prémessè* n'est point un droit seigneurial qu'on puisse confondre avec celui de *prélacion*, comme je l'ai entendu dire à quelques personnes peu instruites.

337. PRÉMICE (droit de). Ce droit n'est point encore un droit seigneurial, c'est un droit purement ecclésiastique; il peut cependant intéresser indirectement les seigneurs, en ce que, où les curés voudroient étendre ce droit au-delà des bornes prescrites par l'usage, il est convenable que le seigneur aide de sa protection ses justiciables pour les libérer.

338. Le droit de *prémice* consiste, dans quelques paroisses, en une portion de fruits convenue entre le curé & les habitants. Dans d'autres, ce droit consiste en un certain nombre de gerbes, une certaine portion de dixmes que les paroissiens donnent à leurs pasteurs.

339. Dans la paroisse du bourg Beaupierre en Bretagne, le droit de *prémice* consiste en un agneau s'il y en a plus de dix, & en un denier par agneau s'il y en a moins de dix.

340. Ce droit a été ainsi adjugé au curé de ladite paroisse par arrêt du parlement de Rennes du 16 octobre 1561, rapporté par Ragueau dans son indice.

341. Le droit de *prémice* se nomme

aussi en quelques endroits , & sur-tout en Béarn , *pacaire* ; il se perçoit conformément à l'usage & à la possession qui , en cette matière , tient lieu de titres , suivant plusieurs réglemens de la province de Béarn , dont le dernier est de 1628.

342. Les difficultés qui se sont élevées sur la manière de régler les prémices , leur quotité , d'en déterminer le genre , ont donné lieu à différentes représentations du clergé en 1725 & en 1730 , & à une déclaration du 28 mars 1732 , qu'on trouve dans le code des curés , tom. 3 , édit. de 1752 , pag. 594.

343. PREMIER ACTE entre co-héritiers , quoiqu'en forme de transaction , échange ou vente , est tenu & réputé pour partage ; par conséquent il ne doit aucuns lods & ventes ni autres droits seigneuriaux.

344. Il en est de même des arrangements de familles entre un père & ses enfants , ou entre frères. Par exemple , quand un co-héritier prend tous les héritages de la succession , & récompense les autres en argent tiré de sa bourse , quand même ce qu'il donne égaleroit la juste valeur de ce qu'il retient , parce que cet acte est plutôt un partage qu'une vente. Voyez Dargentré en ses partages des nobles , quest. 40 ; son traité des lods & ventes , §. 53 ; M. le Prestre , cent. 4 , chap. 31 ; Guyot en son *traité des fiefs* , tom. 1 , chap. 3 , sect. 2 & 3 , §. 1.

345. PRÉROGATIVE DES MÂLES SUR LES FEMELLES EN SUCCESSION FÉODALE. La préférence des mâles sur les femelles est un droit inné en France , où les fiefs ont été principalement affectés aux mâles , à cause du service militaire qui y étoit attaché. Comme les femelles n'en sont pas capables , elles étoient exclues de la possession des fiefs. Quand les loix & le gouvernement féodal eurent dégénéré , elles y ont été admises ;

encore même aujourd'hui sont-elles exclues des grands fiefs dignitaires mourant nuement de la couronne pour le titre , comme de duché-pairie , s'il n'a été accordé pour les mâles & les femelles , ou créé en faveur d'une femelle.

346. Mais si elles ont été admises à la succession des fiefs indirects , il faut observer qu'en collatérale , dans quelques coutumes , on a conservé contre elles presque toute la rigueur de l'ancien droit féodal. Dans la coutume d'Amiens , art. 84 , en succession collatérale , les mâles emportent tous les fiefs , à l'exclusion des filles ; & celles-ci n'y succèdent que quand il n'y a point de mâles. Dans la coutume de Paris , les mâles sont préférés aux filles quand ils sont en patril de degré , pourvu que les mâles soient du côté & ligne d'où sont provenus les fiefs. Voyez Paris , article 326. On ne peut cependant disconvenir qu'à cet égard il n'y ait une grande variété dans les coutumes ; il y en a , comme Berry , où les fiefs se partagent également entre les mâles & les femelles , sans aucune prérogative pour les premiers. Voyez Guyot , *traité des fiefs* , tom. 5 ; Duplessis , *des successions* , liv. 2 , chap. 2 , sect. 2 ; Le Maître sur Paris , édit. de 1741 , pag. 511 ; l'institution de Dargou , tom. 1 , liv. 2 , chap. 25.

347. PRESCRIPTION. En matière de droits seigneuriaux , c'est une manière d'acquérir ou de se libérer d'un droit par un laps de temps continué pendant un certain nombre d'années , ainsi qu'il est fixé par la loi. Suivant cette notion , la prescription des droits seigneuriaux est active ou passive ; elle est active , quand le seigneur acquiert le droit ; elle est passive , quand il en souffre la libération.

348. C'est une maxime communément reçue , que les droits seigneuriaux

sont imprescriptibles ; mais cette maxime n'est pas si générale qu'elle ne souffre quantité d'exceptions , dont nous allons tâcher d'exposer le plus grand nombre , en commençant par la prescription de seigneur à seigneur , par celle du seigneur contre le vassal , & du vassal contre le seigneur.

349. La prescription a lieu de seigneur contre seigneur par trente ans entre laïcs , & quarante ans entre ecclésiastiques ; c'est le droit commun qui ne souffre point d'exception. Mais pour que cette prescription soit légitimement acquise , il faut qu'elle ait commencé par des titres publics , comme des actes de foi & hommage à mutations publiques ; en roture , par des reconnoissances passées à un terrier public. Les autres seroient des actes suspects & clandestins. *Voyez* Guyot , *traité des fiefs* , tom. 5 , chap. 4.

350. Un seigneur ne peut point prescrire contre son co-seigneur ; ainsi jugé au parlement de Toulouse par arrêt de 1663 , rapporté par Albert , *verbo* Prescription , art. 1.

351. La maxime est générale , attestée par toutes les coutumes , que le seigneur ne prescrit point contre son vassal quand il tient son fief saisi , quand il l'auroit ainsi possédé pendant cent ans , parce qu'alors le seigneur ne peut pas changer le titre de sa possession. D'ailleurs , pour prescrire , il faut titre & bonne foi ; dans le cas proposé , le seigneur n'auroit ni l'un ni l'autre. *Voyez* Papon , liv. 12 , tit. 3 , n°. 12. *Voyez* l'art. 12 de la coutume de Paris , & les commentateurs sur cet article.

352. Si le seigneur , tenant le fief saisi , le vend à un tiers , après que ce tiers aura joui pendant trente ans , le vassal ne sera plus reçu à se présenter & à le déposséder , mais il aura son recours contre le seigneur , qui sera contraint de l'indemniser , avec dommages &

intérêts. *Voyez* Guyot , *traité des fiefs* , tom. 2 , chap. 3 , *in fine*.

353. Si le seigneur possède le fief de son vassal en vertu d'un autre titre que la saisie féodale , par acquisition , échange , par droit de commise , deshérence , &c , il peut le prescrire par trente ans , parce qu'alors le seigneur possède comme toute autre personne. *Voyez* Henrys & son commentateur , tom. 2 , liv. 3 , quest. 46.

354. Le vassal ne prescrit jamais la féodalité contre son seigneur par quelque laps de temps que ce soit ; on verra plus loin comment cela doit s'entendre. Entrons maintenant dans le détail des droits qu'on peut acquérir ou perdre par la prescription , & même que la loi conserve contre les atteintes de la prescription ; mais avant on posera quelques maximes générales.

355. 1°. Il n'y a aucun droit , tel qu'il soit , quand même , dit Graverol , il ne seroit pas prescriptible de sa nature , qui ne puisse le devenir par trente ans , à *die contradictionis*. La raison , dit cet auteur , est que par la contradiction il se fait interversion de possession qui libère le vassal & l'emphytéote , *vel solâ temporis exceptione* , même contre le titre primordial. *Voyez* la Roche-Flavin , *des droits seigneuriaux* , chap. 20 , art. 1 ; Boucheuil sur la coutume de Poitou , art. 372 , n. 219 , 221 ; Buridan sur Vermandois , art. 212 ; Nivernois , titre *des fiefs* , art. 14 ; Bourbonnois , art. 387 ; Boniface , tom. 3 , tit. 8 , chap. 12.

356. Mais pour que l'emphytéote soit libéré par sa contradiction , il faut que cette contradiction soit formelle , expresse , faite en jugement ; une simple dénégation extrajudiciaire ne suffiroit pas. *Voyez* M. Catelan , liv. 3 , chap. 30 , où il traite amplement la question.

357. 2°. Les droits de pure faculté

ne se prescrivent jamais ; telle est la taille aux quatre cas , un droit d'usage , de chauffage , &c. La prescription ne court point contre le droit qu'on a de faire quelque chose , & dont il nous est libre d'user ou de ne pas user , quoiqu'on ait cessé d'en user pendant un temps considérable. *Voyez* Taisand sur la coutume de Bourgogne , tit. 14 , n. 9 ; Dumoulin sur la coutume de Paris , titre *des fiefs* , §. 1 , glos. 4 ; & tous les auteurs feudistes.

358. 3°. Les profits de fiefs & de justice échus , les reliefs , les rachats , quintes & requintes , & autres profits pécuniaires se prescrivent par trente ans. Il en est de même de la quotité des arrérages du cens & autres semblables droits. *Voyez* Louet & son commentateur , lett. C , n. 21 , lett. D , n. 53 ; Bacquet au *traité des droits d'amortissements* , chap. 60 , au *traité des deshérences* , chap. 7 ; Dolive , liv. 2 , chap. 12 ; Dumoulin , §. 12 , n. 16 , 39 & 49.

359. Les droits seigneuriaux les plus à couvert de la prescription sont ceux qui dérivent de la constitution des fiefs & de la haute justice ; car , dans l'origine , justice & fief étoient inséparables. Dans l'Anjou & dans le Maine les fiefs ont encore , même aujourd'hui , conservé cette prérogative de leur ancienne constitution. Ainsi le vassal ne prescrit jamais contre son seigneur la foi & hommage , l'aveu & dénombrement , & tous les devoirs de féodalité , quand même , sans en rendre aucuns , il auroit possédé le fief pendant deux cents ans. Ces droits & devoirs ne peuvent souffrir de prescription que celle qui s'acquiert à *die contradictionis*. *Voyez* M. Catelan , *loco citato*. Dans l'espèce qu'il rapporte , la dame de Saint-Felix soutenoit avoir prescrit contre l'évêque de Rhodès la mouvance par plus de deux cents ans de possession

Partie II.

franche , tant par elle que par ses auteurs. On rapportoit contr'elle d'anciens titres , elle leur objectoit une contradiction qu'elle soutenoit avoir interverti la possession ; mais comme cette contradiction n'étoit ni expresse ni judiciaire , qu'il fut prouvé que ce n'étoit qu'une simple dénégation verbale de la part de ses auteurs , sur laquelle ils n'avoient jamais fait prononcer , la dame de Saint-Felix fut condamnée à reconnoître la mouvance de l'évêque. M. Catelan convient que , si la contradiction eût été expresse dans un procès intenté , la prescription auroit eu lieu.

360. Le droit d'indemnité se prescrit par trente , quarante , cinquante ans , suivant la disposition des coutumes ; mais l'homme vivant & mourant ne se prescrit point , parce qu'il est donné pour rendre la foi & hommage qui ne se prescrit jamais. *Voyez* les institutions féodales de Guyot , chap. 25.

361. Les droits échus de la haute justice , les confiscations , commise , deshérences , aubaine , bâtardise se prescrivent par trente ans , à compter du jour qu'ils sont échus ; & cette prescription a non-seulement lieu contre les seigneurs hauts justiciers , mais même contre le Roi. *Voyez* Bacquet , *du droit de deshérence* , chap. 7.

362. Après les droits des fiefs & de justice , les droits seigneuriaux les plus imprescriptibles sont ceux qui dérivent de la concession des héritages ; mais cette imprescriptibilité a encore ses exceptions & ses modifications.

363. Par la disposition générale de presque toutes les coutumes , la directe , le cens sont imprescriptibles ; ils peuvent cependant se prescrire de deux façons. 1°. A *die contradictionis* , ce qui est général pour toute espèce de droits. 2°. Par la disposition particulière de quelque coutume ; en Bourbonnois , le cens se prescrit par 30 ans. *V. l'art. 22,*

X

364. Dans la coutume de Berry, le cens est imprescriptible par celui qui l'a reconnu, & par ses héritiers. *Voyez* le tit. 12, art. 3. Mais il est prescriptible par le tiers détenteur, *ibid.* art. 14.

365. Le cens dû sur un territoire jointé, limité & circonscript, est imprescriptible par-tout, tant qu'il y a un seul tenancier qui paie; ce seul paiement empêche tous les autres de prescrire.

366. La rente ou le surcens ajouté au cens se prescrivent par trente ans, quoique le cens soit imprescriptible. *Voyez* Dumoulin sur l'art. 73 de la coutume de Paris; Pefnelle sur l'art. 526 de la coutume de Normandie.

367. La redevance bordelière est, comme le cens, imprescriptible; il n'y a que les arrérages qui peuvent se prescrire. La raison est, que cette redevance, comme le cens, emporte directe seigneurie. *Voyez* Bordellage.

368. Si le champart, ou terrage, est la seule redevance due sur l'héritage, il est droit seigneurial, & imprescriptible. *Voyez* le dictionnaire de Ferrière, verbo Champart. *Secus* pour l'un & l'autre s'il est uni au cens. Le champart en général est requérable; en quelques endroits cependant il est portable, & cette charge se peut prescrire par trente ans après contradiction. *Voyez* la Thaumassière sur l'art. 27 du titre 10 de la coutume de Berry.

369. Dans le Haynault françois, le champart se prescrit par vingt-un ans. *Voyez* Dumée, dans sa *jurisprudence du Haynault françois*, pag. 81.

370. Les corvées personnelles ne se peuvent prescrire que par la contradiction; à l'égard des corvées réelles, elles se prescrivent par trente ans; c'est même la disposition de quelques coutumes. *Voyez* Auvergne, tit. 17, art. 16. Il faut cependant observer que, si la corvée est la charge unique imposée sur l'héritage, elle peut alors être consi-

dérée comme un cens, & dans cette supposition elle ne se prescrira que comme le cens, c'est-à-dire, par contradiction, & dans les coutumes qui admettent la prescription du cens, comme Bourbonnois. Si au contraire la corvée est jointe au cens, ou autres redevances, alors elle est regardée comme un surcens ou une quotité de cens qui est prescriptible par trente ans. *Voyez* Fremenville, tom. 2, pag. 732.

371. Quand les corvées personnelles sont dues par une communauté, chaque habitant ne peut pas prescrire, mais toute la communauté le peut. *Voyez* Guyot, *traité des fiefs*, tom. 1, ch. 4.

372. La bannalité du four ou du moulin peut se prescrire par les particuliers, & même par la communauté entière, en cessant par les uns & les autres de cuire ou moudre au four & moulin bannal pendant trente ans entre laïcs, & quarante ans contre l'église, sans qu'il soit besoin d'aucune contradiction de leur part. *Voyez* Bacquet en son *traité des droits de justice*, ch. 29, n. 30; Despeisses, tit. 6, sect. 3, n°. 10; Brodeau & Ferrière sur l'art. 71 de la coutume de Paris; Guyot, *traité des fiefs*, en ses observations sur la bannalité, chap. 7. *Voyez* de plus les coutumes de Bourbonnois, art. 543; Anjou, art. 27; le Maine, art. 32, & plusieurs autres.

373. Mais pour que la prescription de la bannalité ait lieu, il faut, 1°. que pendant les 30 ou 40 ans nécessaires pour l'acquérir, les moulins & four du seigneur aient été en bon état de travailler; car si le moulin avoit été emporté par une inondation, le four en mauvais état, la prescription n'auroit pas lieu en faveur des habitants. *Voyez* la Marche, art. 311; Poitou, art. 38. 2°. Il faut en outre que l'habitant qui veut s'affranchir ait été à d'autres moulins & fours; que, demeurant dans le lieu de

la bannalité, il l'ait fait au vu & au sçu du seigneur, sans que ce dernier se soit mis en devoir de le contraindre. *Voyez* Lelet sur l'art. 38 de la coutume de Poitou; Pocquet de Livonnière en son *traité des fiefs*, liv. 6, chap. 6, n. 8. *Voyez* Prohibition.

374. La bannalité du pressoir se peut prescrire comme celle du four & du moulin, & dans les mêmes termes. *Voyez* les auteurs ci-dessus.

375. Le droit de pêche dans les rivières seigneuriales est droit de fief ou de justice, & droit de pure faculté, par conséquent imprescriptible; mais il se prescrit par un seigneur contre un autre, quand l'un d'eux a fait défenses à l'autre de pêcher; & quand ce dernier a déferé à la défense, il est alors censé avoir reconnu le droit exclusif de l'autre. *Voyez* Legrand sur l'art. 179 de la coutume de Troyes.

376. Les coutumes d'Anjou, art. 36, & du Maine, art. 39, décident qu'on peut acquérir le droit de chasser par la prescription. Il y a des auteurs, comme M. le président Bouhier, dans ses observations sur Bourgogne, tome 2, chap. 63, n. 34; Dumée, dans sa jurisprudence du Haynault françois, pag. 81, qui adoptent ces décisions; on peut cependant dire qu'elles sont diamétralement opposées aux vrais principes, suivant lesquels le droit de chasser est un privilège personnel que le Roi accorde à qui bon lui semble. Or si on pouvoit acquérir le droit de chasser par la prescription, on pourroit l'acquérir malgré le Roi, & malgré le Roi en dépouiller celui à qui il l'auroit accordé.

377. Les droits de retrait féodal & censuel, de prélation, se prescrivent contre les seigneurs quand ils laissent passer le temps accordé par les coutumes pour former leurs actions, ou quand ils ont fait quelqu'acte qui les en fait déchoir. *Voyez* Retrait.

378. Lorsque les fourches patibulaires d'une justice sont tombées, le droit de pouvoir les relever est prescrit après un an. Pour se faire relever de cette prescription il faut des lettres du prince. *Voyez* Fourches patibulaires.

379. PRÉSEANCE : c'est le rang, la place d'honneur qu'on a droit d'avoir par préférence à tout autre, soit pour la marche, soit pour la séance dans quelqu'assemblée ou dans quelque cérémonie publique.

380. Les nobles ont la préséance sur les roturiers; & entre les personnes qui n'ont pas d'autre qualité que leur noblesse, l'ancienneté de l'âge donne la préséance; auquel cas les femmes suivent le rang de leurs maris : ainsi celle qui est plus âgée que la femme du plus vieux gentilhomme ne peut prétendre le pas pour cela. *Voyez* Basnage sur l'article 142 de la coutume de Normandie.

381. La préséance de droit se règle ordinairement suivant la qualité des personnes, l'usage & la possession. *Voyez* Processions, Pain beni, Offrande, Officiers, Assemblées, Comptes de fabriques.

382. PRÉSENTATION AU GREFFE, est un acte par lequel le procureur d'une partie déclare au greffe de la juridiction où elle est assignée, qu'il occupe pour elle, contre tel, sur tel exploit. Cette formalité n'a point lieu dans les justices seigneuriales.

383. PRÉSENTATION A UN BÉNÉFICE, est un acte par lequel le patron d'un bénéfice fait connoître au collateur la personne qu'il a choisie pour remplir ce bénéfice. Le patron laïc ou ecclésiastique a un temps marqué pour présenter au bénéfice, pendant lequel temps il ne peut pas être prévenu par le pape. *Voyez* Patronage.

384. En matière de présentation, les patrons sont obligés d'exprimer le

véritable genre de vacance sur lequel ils présentent.

385. La seule notification de la présentation faite au collateur lie les mains au pape, & empêche tout genre de prévention en cour de Rome. Ce principe est adopté par tous les jurisconsultes, & consacré par les arrêts ; il y en a même un de l'année 1724, qui a jugé que la requisition faite par un non gradué suffit pour empêcher la prévention. La cour a aussi jugé par un arrêt du 7 juillet 1755, que la seule présentation d'un patron ecclésiastique, insinuée, lie les mains au pape, & empêche la prévention. *Voyez* Denisart qui rapporte ces deux arrêts.

* 386. PRESSOIR BANNAL, est celui auquel tous les habitants d'une terre sont obligés de faire pressurer leur vendange.

387. La bannalité du pressoir est reçue dans quelques coutumes, & même dans quelques provinces du droit écrit. *Voyez* l'art. 14 de la coutume de Paris ; & celle du Maine, art. 28 & suiv. Bacquet, *des droits de justice*, chap. 29 ; Soëfve, rom. 2, cent. 4, chap. 53 ; Carondas en ses pandectes, liv. 2, ch. 16 ; Salvaing, *de l'usage des fiefs*, ch. 64 ; Pocquet de Livoniere, liv. 6, ch. 6, §. 2, où il dit que la bannalité du pressoir n'est plus en usage dans la province d'Anjou. M. Salvaing, à l'endroit cité, dit que ce droit est si rare en Dauphiné, qu'il ne sçait que la terre du Pont-en-Royans où il ait été introduit : ce qui prouve que cette espèce de bannalité n'est pas si générale que celle du four & du moulin.

388. Suivant l'article 8 du titre *des exemptions du gros*, de l'ordonnance de 1680, le vin qui provient des pressoirs bannaux est réputé être vin du crû, pourvu que la bannalité soit établie avant l'année 1560.

389. *Voyez* ci-dessus, *verbo* Banna-

lité, où nous avons parlé de celle du pressoir bannal.]

390. PRÉVENTION, BÉNÉFICE. *Voyez* Patronage.

391. PRÉVENTION, JUGES, est le droit qu'un juge a de connoître d'une affaire, parce qu'il en a connu le premier, & parce qu'il a prévenu un autre juge à qui la connoissance de cette affaire appartenait.

392. C'est aujourd'hui une jurisprudence certaine que les juges des seigneurs sont compétents pour connoître de complaints entre leurs justiciables en matière profane. *Voyez* l'art. 19 de l'édit de Crémieu. A l'égard des matières bénéficiales, il est également constant que la connoissance en appartient aux juges royaux, privativement aux juges des seigneurs.

393. Quoique ces derniers juges soient compétents pour connoître des matières profanes entre leurs justiciables, cela n'empêche cependant pas que, même dans ces matières, les officiers royaux ne puissent prévenir les juges seigneuriaux. L'arrêt du 15 novembre 1554, contenant la vérification de la déclaration du Roi, donnée à Laon le 17 juin de la même année, y est formel ; il porte « que quand les justiciables des » seigneurs, & juges subalternes des juges » royaux, seront poursuivis pardevant » les baillifs & sénéchaux, ou les prévôts royaux, s'ils ne sont point requis » par les seigneurs hauts justiciers, en » ce cas la prévention aura lieu ; & que » les baillifs ni les prévôts ne se pour- » ront plaindre, ni les seigneurs, s'ils » n'ont demandé le renvoi ». Cette disposition a été confirmée par l'article 2 de la troisième déclaration donnée sur l'édit de Crémieu. *Voyez* Bacquet, *traité des droits de justice*, chap. 9.

394. La question de la prévention & option prétendue par le Roi, & autres ayant les droits seigneuriaux en leurs

tes, a souvent été appointée au conseil, mais jamais elle n'a été jugée de façon à fixer la jurisprudence sur ce point, y ayant des arrêts pour & contre qu'on peut voir dans Brillon, *verbo* Prévention; & dans la bibliothèque de Bouchel, *verbo* Droits royaux.

395. Un homme étant en une juridiction, tue un homme qui est dans une autre juridiction, les docteurs estiment en ce cas que la prévention a lieu, que les juges des deux juridictions sont compétents, en sorte que celui qui aura prévenu demeurera juge. *Voyez* M. le Prestre, cent. 4, chap. 52.

396. Il y a un arrêt du 9 août 1613, au profit des baillifs de la baronnie de Châteauneuf située en la ville de Tours, & de celle de Rochecourbon, contre le baillif de Tours, par lequel il a été jugé que le baillif de Touraine, ou son lieutenant à Tours, n'a aucune prévention sur les vassaux & justiciables desdites baronnies, fors de complaints & autres cas royaux, ensemble des matières de retrait lignager; & qu'ayant pris connoissance, si les parties sont revendiquées ou demandent leur renvoi avant contestation en cause, le dit baillif de Touraine est tenu de les renvoyer, sans pouvoir les retirer ou évoquer. *Voyez* Filleau, part. 3, tit. 7, chap. 10. Cet arrêt, qui semble donner atteinte à la prévention accordée aux juges royaux, a sans doute été rendu sur des circonstances particulières.

397. Au surplus, la prévention des juges royaux sur ceux des seigneurs a été introduite pour accélérer l'administration de la justice, & pour faire sentir aux seigneurs hauts justiciers que leurs justices viennent toutes originairement du Roi. *Voyez* Denisart sur ce mot.

398. PRÉVOST. Ce mot est souvent employé dans les coutumes, & y a, entr'autres, deux significations très-dif-

férentes. Dans les unes, il signifie un *juge royal*, dont les fonctions ont été depuis peu réunies aux bailliages; c'est la même chose que *juge châtelain*. *Voyez* Berry, tit. 2, art. 19; Senlis, art. 60, 74; Valois, art. 8, & plusieurs autres semblables. Dans d'autres, on appelle *prévôt*, celui qui est chargé de ramasser les amendes du seigneur, qui en est le fermier. *Voyez* Senlis, art. 55, 56; Dunois, art. 55; Haute-Roche, article 3, & plusieurs autres.

399. PRÉVOSTÉ (droit de). Dans certaines coutumes il appartient aux seigneurs hauts justiciers, châtelains ou barons. Il consiste à pouvoir établir dans leurs justices un *prévôt-fermier* pour recevoir les péages, coutumes, acquits & autres droits qui se lèvent sur les denrées & marchandises. *Voyez* Tours, art. 59; Lodunois, chap. 5, art. 1, chap. 28, art. 3; Anjou, art. 10, 43, 58, 59; le Maine, art. 11, 50, 57, 58.


* 400. PRIÈRES NOMINALES POUR LES SEIGNEURS, sont les recommandations qu'on fait aux prônes du seigneur de la paroisse.

401. Anciennement il n'y avoit que les empereurs, les rois, les princes & les prélats distingués qui fussent recommandés aux prières publiques. *Precantes sumus semper pro omnibus imperatoribus, vitam illis prolixam, imperium securum, domum tutam, exercitus fortes, senatum fidelem, populum probum, orbem quietum, quacumque hominis & Caesaris vota sunt*, dit Tertulien en son apologétique. Mais dans la suite cet usage a été étendu aux magistrats, aux patrons & aux seigneurs hauts justiciers. *Voyez* Loyseau, des seigneuries, chap. 11, n. 48; & Marechal en son traité des droits honorifiques, chap. 8.

402. Les seigneurs ont droit de se faire recommander expressément, & de se faire nommer au prône de la

paroisse ; Marechal. *ibid.* & s'ils sont troublés dans ce droit, ils peuvent se pourvoir par action d'injures ; *argum. l. injuriarum* 13, ff. de injur. mais ils ne peuvent point agir par complainte, parce que ce droit étant spirituel, il n'est sujet ni à la possession ni à la quasi-possession.

403. Au reste, les seigneurs ne doivent point engager les curés, sans de grandes considérations, à avancer ou à retarder le service divin. *Voyez* l'édit de Charles IX, du mois d'avril 1571, dont l'art. 3 est conçu en ces termes : « Défendons très-expressement aux seigneurs temporels, & autres quelconques, de contraindre les curés ou vicaires de changer ou différer les heures du service divin ordinaires & accoutumées ».]

404.  Les curés ne doivent point recommander aux prières les seigneurs, leurs femmes, leurs enfants en nom collectif ; mais le seigneur & la dame *nominatim* ; & les enfants, en quelque nombre qu'ils soient, *collectivè*. Ainsi jugé par sentence des requêtes du palais au profit du comte de Reignac, contre le curé de sa paroisse, du 10 juin 1717 ; par autre sentence du même tribunal, de 1718, au profit du seigneur de la Palisse, contre le sieur Joseph Cisterne, curé dudit lieu. Enfin par un arrêt du 11 janvier 1734, au profit des dames religieuses de Saint-Cyr, contre le sieur Bertin. *Voyez* Freminville qui rapporte ces jugements & arrêt, tome 2, page 72. Ce point de jurisprudence ne peut plus aujourd'hui souffrir de difficulté, il est encore réglé conformément à la jurisprudence des arrêts par les instructions de tous les rituels du royaume.

405. Il n'est permis à personne, autres que les seigneurs, de se faire employer aux prières nominales qui se font aux prônes des messes paroissiales, sous prétexte de présents & de legs.

Voyez Devolant sur l'art. 676 de la coutume de Bretagne, & les arrêts du parlement de Rennes qu'il rapporte à ce sujet.

406. PRINCE, est un nom de dignité qu'on donne à un seigneur, qui, dans ses terres, jouit des droits de souveraineté, mais qui est feudataire de quelque souverain ; tels sont en France les princes de Dombes & d'Enrichemont : tels sont en Allemagne les princes de l'empire. En Italie, on donne le titre de *prince* à tous les proches parents d'un pape nouvellement élu ; mais la plupart de ces princes sont sans principauté, cela ressemble aux fiefs en l'air.

407. PRINCE DU SANG. En France on appelle ainsi tous ceux qui composent la famille royale, & qui sont du sang auquel la royauté & souveraineté est affectée, non-seulement, dit Loyseau, à titre héréditaire, mais encore de leur chef, par le droit du sang, & comme un patrimoine substitué à toute la famille royale.

408. La qualité de *prince du sang* donne bien un grand rang à ceux qui la possèdent, mais elle n'attribue aucune juridiction, à moins qu'elle ne soit jointe à d'autres charges ou à des seigneuries qui donnent ce droit. *Voyez* Ducs & pairs.

409. PRINCIPAUTE, est une terre & seigneurie qui relève nuement de la couronne, & qui donne le titre de *prince*. Dombes dans le Lyonnais, Enrichemont en Berry, sont des principautés.

410. PRINCIPAL MANOIR : c'est le château ou la maison destinée dans un fief pour servir d'habitation au seigneur féodal ; c'est-là qu'il doit recevoir de ses vassaux la foi & hommage & les autres devoirs féodaux. *Voyez* Foi & hommage.

411. En succession de fiefs, en ligne directe, presque toutes les coutumes

accordent pour préciput aux aînés le principal manoir d'un fief dans la succession du père ; & un dans celle de la mère. *Voyez* Aînése, Vol du chapon.

412. PRINFIEF. Dans quelques coutumes le prinfief est différent de l'arrière-fief ; ce n'est pas même un fief, ce n'est qu'un héritage qui doit rente à un seigneur de qui il relève en directe. *Voyez* Bayonne, tit. 5, art. 10, 33, 42 ; Labour, tit. 6, art. 13.

413. PRISE D'EAU. Prise d'eau sans titre peut s'acquérir par une possession de vingt ans qui vaut titre. *Voyez* Basser, tom. 2, liv. 3, tit. 4, chap. 7 ; il rapporte un arrêt du parlement de Grenoble du 28 avril 1662, qui l'a ainsi jugé.

414. La faculté qu'a un particulier de prendre de l'eau dans une écluse pour arroser ses héritages ne se prescrit point par une jouissance causée par la ruine de l'écluse ; de sorte que lorsqu'elle sera rétablie, il pourra toujours jouir de ce droit. C'est ce qui a été jugé par arrêt du 17 février 1671, rendu au parlement d'Aix, & rapporté par Boniface, tome 4, livre 9, titre 2, chapitre 6.

415. PRISONS SEIGNEURIALES, sont des endroits publics, destinés dans quelque lieu sûr de la seigneurie à garder les criminels, & quelquefois les débiteurs, lorsque, condamnés par corps, ils refusent de payer.

416. L'art. 5 de l'ordonnance d'Orléans de 1560, enjoint à tous seigneurs hauts justiciers d'avoir des prisons sûres, qui ne soient pas plus basses que le rez-de-chaussée, d'autant qu'elles ne doivent servir que pour la garde des prisonniers. Ils doivent aussi entretenir un geolier qui y préside ; & si, faute de ce, les prisonniers s'échappent, ils en sont responsables tant au civil qu'au criminel.

417. Un arrêt du 22 janvier 1578, rapporté par Bornier sur l'art. 1 du tit.

13 de l'ordonnance de 1670, enjoint à un seigneur haut justicier de tenir ses prisons séparées de son château en lieu propre & commode ; ce qui est conforme à l'ordonnance qui veut que les prisons soient disposées de façon que la santé des prisonniers n'en soit point incommodée ; & ce qui est bien contraire à ce qu'on voit dans la plupart des seigneuries, dont les prisons sont situées dans l'intérieur des châteaux, dans des fonds de tours, lieux souterrains & humides, où les malheureux prisonniers, sans lumière, croupissent dans l'eau au milieu d'animaux aquatiques, quelquefois venimeux.

418. Les seigneurs hauts justiciers sont reus de faire fournir le pain, l'eau & la paille aux prisonniers détenus pour crimes en conséquence des sentences de leurs juges. C'est une obligation qu'ils ne peuvent éluder, & dont ils sont indemnisés par les droits de la haute justice.

419. Lorsque les seigneurs ne satisfont pas à ce qui leur est prescrit par les ordonnances sur la tenue & la qualité de leurs prisons, c'est au procureur du Roi de la justice supérieure à faire construire, aux dépens du seigneur, des prisons convenables, & d'en faire délivrer exécutoire sur le domaine de la seigneurie. *Voyez* l'article 32 de l'arrêt de règlement du parlement de Paris du 1 septembre 1717.

420. Bacquet, dans ses *droits de justice*, chap. 18, n. 9, dit que pour l'exercice de la justice, le haut justicier doit avoir juges, prisons bonnes, sûres & raisonnables, de hauteur & largeur compétentes, non infectées, & que lesdites prisons doivent être bâties à rez-de-chaussée.

421. Indépendamment des prisons dont on vient de parler, les seigneurs hauts justiciers doivent avoir une prison pour les bestiaux qui sont pris en dom-

mages & méfus, parce qu'il doit pourvoir à la nécessité de ferrer & mettre en sûreté les bestiaux qui ont fait le méfus, en ce qu'ils sont le gage du dommage qu'ils ont causé, ainsi que de l'amende qui est due au seigneur.

422. La coutume de Normandie en a fait une loi en l'article 66 ; elle porte : « Et auront les seigneurs un parc pour » garder les nains (les bestiaux), quand » il sera question des droits de leur seigneurie ».

423. Par arrêt des grands jours de Clermont, du 19 janvier 1666, il fut ordonné que, suivant l'arrêt du 10 décembre dernier, l'engagiste du domaine de la Tour fera construire, dans trois mois pour tout délai, des prisons en la ville de la Tour, ou rétablir les anciennes, sinon & à faute de ce faire, mettre entre les mains du substitut du procureur-général au siège de Clermont la somme de 3000 l. pour y être employée, sauf à l'augmenter si elle ne suffit : à quoi faire il sera contraint par saisie tant du revenu de ladite terre que des autres biens, & par préférence à toutes saisies faites ou à faire, dont le substitut sera tenu de certifier la cour dans deux mois. *Voyez* les arrêts des grands jours, pag. 279.

424. Une déclaration du 7 novembre 1724 ordonne que les seigneurs engagistes qui ont des prisons dépendantes de leurs engagements seront tenus de les entretenir de toutes réparations, & d'y pourvoir des geoliers fidèles qu'ils présenteront aux procureurs-généraux des parlements, pour ensuite prêter serment devant les juges des lieux, après information préalable de vie & mœurs, sinon qu'il y sera pourvu en la manière prescrite par la déclaration du 11 juin précédent.

425. PRIVILÈGE, en matière de droits seigneuriaux, est le droit d'en être exempt. *Voyez* Exemption, Péage, Bac, Leyde, Lods & ventes. Ceux qui

jouissent de cette exemption s'appellent *privilégiés*.

426. *Privilège* se prend aussi quelque fois pour une préférence fondée sur la raison & l'équité, qu'on accorde aux seigneurs sur la chose sujette à leurs droits, & qui fait qu'ils sont payés par préférence à tous autres créanciers. *Voyez* Hypothèque.

427. PRIVILÉGIÉS. Outre ceux dont nous venons de parler, nos coutumes, en traitant des prescriptions, distinguent toujours les majeurs âgés & non privilégiés d'avec les mineurs & privilégiés ; la prescription ordinaire court contre les premiers & non contre les seconds.

428. Par âgés & non privilégiés, on entend les majeurs de vingt-cinq ans accomplis, qui n'ont point de privilèges pour empêcher la prescription de courir contre eux.

429. Les privilégiés, outre les mineurs, sont les seigneurs féodaux & censuels, le fife, le substitué, &c. *Voyez* Ferrière sur les art. 113, 120, 123 & 125 de la coutume de Paris.

430. PROCESSIONS : ce sont des prières publiques que fait le clergé, suivi du peuple, pour apaiser la colère du ciel, & pour en obtenir quelques grâces dans les besoins pressants. L'origine des processions est fort ancienne dans l'église, & attribuée à saint Mamert, évêque de Vienne en Dauphiné.

431. Le pas aux processions est un droit honorifique, qui de tout temps a été accordé par l'église aux seigneurs patrons & hauts justiciers, & qui leur a été confirmé par quantité d'arrêts. Si, dans une paroisse, il n'y a que le patron, il a le pas sur tous ; si le patron & le haut justicier se trouvent ensemble, le premier a la droite, & le haut justicier la gauche, & en toutes les occasions le parron passe le premier. Les femmes suivent leurs maris, & les enfants

fants leurs père & mère. Quand le patron ni le seigneur haut justicier ne sont pas présents, le juge du seigneur a le pas, s'il est gradué; après lui les gentilshommes & les seigneurs de fief, suivant la qualité & la dignité de leurs fiefs. Telles sont les distinctions réglées pour le pas aux processions, par quantité d'arrêts rapportés par Marechal, *traité des droits honorifiques*, liv. 2, chap. 19. Voyez en outre Guyot dans ses observations sur les mêmes droits, art. 6, sect. 3.

432. Le rang que doit tenir celui qui a le pas aux processions, est de suivre immédiatement l'officiant.

433. Une femme est sans doute capable d'être patronne, parce qu'elle peut fonder une église; elle ne peut cependant point avoir le pas aux processions sur les hommes, parce qu'elle ne doit pas marcher immédiatement après le clergé avant les hommes; elle doit aller seulement à la tête des femmes. C'est la remarque de M. de Roye, en son *traité des droits honorifiques*, chap. 14.

434. PROCÈS-VERBAUX. Voyez Gardes des bois & chasse, Garde-pêche, Garde-messier.

435. Les commis des fermes peuvent affirmer les procès-verbaux pardevant les juges seigneuriaux, mais sans frais, mais sans que cette affirmation puisse attribuer aucune juridiction, qui demeurera toujours conservée aux juges auxquels elle appartient, c'est-à-dire, aux officiers des élections. Voyez la déclaration du 30 janvier 1717.

436. PROCHE FIEF, est le fief lige opposé à l'arrière-fief. Voyez la coutume de Bretagne, art. 376.

437. PROCOURS. Ce mot est employé dans la coutume de Nivernois, chap. 3, art. 2, & il y signifie la même chose que *parcours*, *entrecours*, *parée*. Voyez ces mots.

Partie II.

438. PROCLAMATION, NOUVEAU SEIGNEUR. Quand il y a mutation de fief de la part du seigneur par mort ou autrement, le délai pour lui rendre la foi & hommage est ordinairement de quarante jours pour les anciens vassaux, c'est-à-dire, pour les vassaux qui avoient rendu la foi au précédent seigneur; mais ce délai ne court pas du jour de la mutation, mais du jour qu'elle a été proclamée à tous les vassaux, & que le seigneur s'est annoncé dans les formes prescrites par les coutumes. Celle de Berry, tit. 5, art. 35, veut que le seigneur somme le vassal au principal manoir du fief servant.

439. Pour les fiefs tenus du Roi, le délai pour faire hommage à changement de règne ne court que du jour qu'il y a arrêt du conseil, sur lequel interviennent des lettres-patentes, dont l'enregistrement se fait à la chambre des comptes. Tel est l'arrêt du conseil du 20 février 1722 pour faire la foi au Roi Louis XV, à présent regnant.

440. Le seigneur nouveau n'a besoin de s'annoncer qu'aux anciens vassaux, à ceux qui, comme nous l'avons observé, ont rendu la foi au précédent seigneur; car si le seigneur trouve quelque fief ouvert sans vassal, qui n'ait pas rendu foi & hommage, le seigneur le peut saisir sans annoncer sa mutation. En ce cas, le nouveau vassal ne doit pas s'embarrasser si le seigneur est nouveau ou s'il est l'ancien, parce que dès le moment qu'il entre dans le fief, c'est à lui à chercher son seigneur. Voyez les institutes féodales de Guyot, chap. 2.

441. *Pr. clamatio* se dit aussi quand on publie quelque chose pour la rendre notoire à tout le monde. Voyez Publication.

442. PROCUREUR-FISCAL, est un officier établi dans les justices des seigneurs pour défendre & soutenir leurs droits, ceux du public, des mi-

Y

neurs , & faire toutes les fonctions que font les Procureurs du Roi dans les justices royales. On lui communique toutes les affaires où le seigneur & le public sont intéressés, qui concernent les mineurs, la poursuite des crimes, le maintien de la police ; c'est au procureur-fiscal à veiller à ce que les droits du seigneur soient perçus avec équité, sans vexation, à ce que les gardes-bois, chasse & pêche s'acquittent exactement & fidèlement de leurs devoirs, à faire promptement prononcer sur leurs procès-verbaux ; enfin un bon procureur-fiscal ne peut avoir trop de probité, de vigilance pour répondre à la confiance du seigneur, qui, en l'instituant, lui met ses intérêts entre les mains, ainsi que la vie, l'honneur & la sûreté de ses justiciables. *Voyez* Officiers de police.

443. Par arrêt du parlement du 25 avril 1716, rapporté dans les arrêts de règlement de M^c de Jouy, page 223, il est fait défenses au Procureur-fiscal de Boissly-le-Châtel d'occuper & postuler pour les parties dans toutes les matières qui sont sujettes à lui être communiquées, & particulièrement dans les affaires criminelles. *Voyez* Bardet, tom. 1, liv. 3, chap. 36.

444. C'est une règle générale & invariable, que le procureur-fiscal ne peut faire les fonctions de procureur postulant dans les affaires qui concernent les mineurs, les absents, les communautés laïques & ecclésiastiques, celles où le Roi, le seigneur & le public sont intéressés, & où il s'agit de leurs droits.

445. En cas d'absence du juge & du lieutenant, le procureur-fiscal fera fonction de juge dans les causes civiles seulement, qui cependant ne seront pas sujettes à communication ; il seroit ridicule que dans les matières criminelles le procureur-fiscal pût être accusateur & juge ; ainsi dans ces matières, en cas d'absence ou de récusation des juges,

on appelle l'ancien avocat du siège, ou d'autres gradués. Si c'est en matière civile, à défaut d'avocat, on prend le plus ancien praticien. Toutes ces différentes fonctions ont été réglées par quantité d'arrêts rapportés par Fremenville, tom. 2, pag. 225 & suiv.

446. Par arrêt du parlement de Paris du 20 mars 1629, il fut fait défenses au procureur d'office d'un moyen & bas justicier de prendre la qualité de *Procureur-fiscal*. *Voyez* Bardet, tome 1, liv. 3, chap. 36. Bouvot, tome 2, verbo Provisions, quest. 23, rapporte un semblable arrêt du parlement de Dijon, du 12 mars 1605.

447. Un arrêt rendu au parlement de Rouen le 23 juillet 1748 entre l'évêque de Saint-Paul-trois-Châteaux, le procureur-fiscal de Saint-Pierre-sur-Dives, le sieur Bridel nommé avocat-fiscal, & autres, a jugé : 1°. que lorsque d'ancienneté il n'y a pas eu d'avocat-fiscal dans une haute justice, & qu'il ne paroît point par les titres du seigneur qu'il ait le droit d'en nommer un, il ne peut pas en établir, & que le procureur-fiscal est en droit de s'y opposer. 2°. Que le procureur-fiscal absent ne peut être remplacé que par le plus ancien avocat du siège suivant l'ordre du tableau. 3°. Que le procureur-fiscal ne peut point être fermier du seigneur directement ni indirectement. Cet arrêt est rapporté par Denifart, verbo Procureur-fiscal.

448. PROFITS FÉODAUX : ce sont les profits pécuniaires qui arrivent au seigneur d'un fief dominant à raison de sa directe seigneurie, comme sont les droits de relief, rachat, quint & requint, lods & ventes.

449. PROHIBITION. En matière de bannalité, c'est la défense que fait le seigneur bannier d'aller moudre & cuire ailleurs qu'à son four & à son moulin ; cette prohibition a une telle

force que, quand elle est publique, faite à tous les habitants de la banlieue, suivie d'un acquiescement de leur part pendant trente ans, elle acquiert au seigneur le droit de bannalité par la prescription. *Voyez* Guyot, *traité des fiefs*, tom. 1, chap. 1 & suiv.

450. En matière féodale, il y a prohibition d'aliéner le fief; cette prohibition est générale dans presque toutes les coutumes. Pour sçavoir jusqu'où elle s'étend, *voyez* Démembrement, Jeu de fief.

451. PROMESSE de vendre n'est point un contrat ni une vente; ainsi cette convention ne produit ni lods & ventes, ni aucuns droits seigneuriaux; ils ne sont dus que du jour que la vente est consommée par un contrat passé par-devant notaire. Si la terre est affermée, les droits sont dus au fermier qui jouit au temps de la vente, & non à celui du temps de la promesse de vendre. *Voyez* la Peyrere, lett. N, n. 27; Belordeau en ses observations, liv. 4, par. 4, art. 8.

452. PROVISIONS D'OFFICIERS. *V.* Officiers subalternes & seigneuriaux.

453. PRUDHOMMES, se dit de ceux qui sont choisis par les parties, ou nommés par la justice, pour estimer une chose.

454. La coutume de Paris, art. 47, dit que *le relief est le revenu d'un an à dire de prudhommes*. Ferriere, sur cet article, observe qu'on prend ordinairement des gentilshommes pour faire l'estimation du revenu annuel d'un fief: on suppose qu'ils ont plus de connoissance des droits utiles qui dépendent des fiefs, que des fermiers ordinaires, des bourgeois, des paysans. Ceci est conforme à la disposition de plusieurs coutumes. Senlis, art. 158, dit que le relief sera estimé par des pairs, vassaux du seigneur féodal, tenant de lui fiefs de pareille nature. Les coutumes de Mont-

fort, Valois, Mantes, & quantité d'autres, ont semblables dispositions. *Voyez* en outre Brodeau sur l'art. 47 de la coutume de Paris, n. 1, 22; il dit que le rapport des prudhommes n'est point sujet à être homologué en justice.

455. PUBLICATION, est une notification qui se fait à haute & intelligible voix dans une assemblée, un lieu public, de quelque chose, afin qu'elle soit connue de tout le monde.

456. Suivant l'art. 135 de la coutume de Paris, le seigneur est tenu de faire publier en jugement l'héritage qu'il a acquis relevant de lui en fief ou en censive.

457. Les seigneurs ne peuvent point faire publier aux prônes des messes paroissiales les affaires qui les concernent; ces sortes de publications doivent être faites à l'issue des messes de paroisse par des huissiers, sergents ou notaires, & ces publications seront de pareille force que si elles avoient été faites aux prônes. *Voyez* l'art. 32 de l'édit de 1695; la déclaration du 16 décembre 1698 ordonne que l'édit de 1695 sera exécuté, même en ce qui concerne les affaires du Roi.

458. Denifart, sur ce mot, rapporte que le parlement de Pau ayant ordonné à un curé de publier un aveu & dénombrement à l'issue de sa messe de paroisse, à peine de 500 livres d'amende, par arrêts des 4 & 20 octobre 1742, les agents du clergé se pourvurent contre ces arrêts, & ils furent cassés par arrêt du conseil du 22 septembre 1743, qui, entr'autres choses, ordonne l'exécution de l'édit de 1695 & de la déclaration de 1698 dans l'étendue du ressort du parlement de Pau.

459. PUEL (BOIS EN), c'est-à-dire; nouvellement coupés, sont défensables trois ans après la coupe d'iceux, à peine d'amende arbitraire. *Voyez* Auvergne, chap. 28, art. 23.

460. PUISNÈS, enfans qui sont venus après l'aîné. En partage de fiefs, dans toutes les coutumes, ils sont traités moins favorablement que l'aîné. Dans celles qui leur sont le plus favorables, l'aîné emporte toujours un préciput à leur désavantage. *Voyez* Aînesse, Vol du chapon, Parage, Parageau, Chemier, Foi & hommage, Succession féodale, Part avantageuse.

461. PUISSANCE DE FIEF, est le pouvoir que les loix féodales donnent au seigneur dominant d'exercer certains droits sur les fiefs qui relèvent de lui. Ainsi le seigneur peut exercer le retrait féodal par puissance de fief, sans qu'il soit obligé de demander au Roi ou aux juges aucune permission ; il peut également de plein vol saisir le fief de son vassal faute de foi & hommage non faite, d'aveu & dénombrement non rendu. *Voyez* Retrait féodal, Saisie féodale.

*462. PULVERAGE, est une espèce de péage que les seigneurs hauts justiciers lèvent en certains lieux sur les troupeaux de moutons qui passent sur les terres de leur seigneur. Ce terme n'est guères usité qu'en Dauphiné. *Voyez* M. Salvaing, de l'usage des fiefs ; chap. 34.]

463. Dans les anciennes chartes, dont Ducange, dans son glossaire sur le mot *pulveraticum*, rapporte différents extraits, le mot *pulverage* a encore plusieurs autres significations ; tantôt il signifie la récompense donnée aux arpenteurs, tantôt le présent qu'on faisoit aux gouverneurs quand ils visitoient les provinces ; dans quelques-unes *pulverage* se prend pour péage. Dans la loi 16, *cod. Theod. de tironib.* on lit, *servis qui se militiae offerunt binos solidos pulveratici nomine dandos precipitur.* Ferrière, dans son dictionnaire sur ce mot, a traduit curieusement cette loi qu'il cite ; *pulverage*, à ce qu'il prétend, signifie les *binos* & les *solidos* que l'on donnoit aux serfs qui s'enrôloient.

464. PURE PERTE. Dans les coutumes on trouve souvent ce mot, en parlant de la saisie que le seigneur fait sur son vassal, faute d'avoir fait la foi & hommage. Cette saisie tombe en pure perte pour le vassal, c'est-à-dire, que le seigneur gagne les fruits du fief saisi, tant que la saisie dure, & jusqu'à ce que le vassal ait fait son devoir. *Voyez* Saisie féodale. *Voyez* Orléans, chap. 1, art 18, 19 ; Sedan, art. 65 ; Berry, tit. 5, art. 33, & plusieurs autres.



Q

Q U A

1. **QUART DENIER.** Suivant la coutume de Boulonnois, art. 50 & 106, en vente, donation & aliénation d'héritages cottiens, il est dû au seigneur le quart denier du prix de la vente ou de l'estimation, & sans aucun requint, quand bien même la vente seroit faite francs deniers.

2. **QUART DE RÉSERVE.** C'est une loi générale pour tous les ecclésiastiques, bénéficiers, gens de main-morte, les communautés d'habitants du royaume, établie par l'art. 2 des tit. 24 & 25 de l'ordonnance de 1669, que le quart de leurs bois, nature de chêne, doit être réservé pour croître en futaie, sans que lesdits bénéficiers & habitants y puissent couper aucuns arbres, sous les peines portées par l'ordonnance.

3. L'ordre de Malthe, les évêques de Metz, Toul & Verdun avoient prétendu s'exempter de mettre un quart de réserve dans leurs bois; mais ils ont été forcés d'obéir à l'ordonnance de 1669 par différents arrêts du conseil qu'on peut voir dans la conférence de Galon. Il n'y a que les ecclésiastiques, communautés régulières & séculières des provinces de Flandres, Haynault & Artois, qui, par arrêt du conseil d'état du 29 juin 1706, ont été dispensés du quart de réserve, à la charge seulement de laisser la huitième partie des bois qui contiendront quarante arpents & au-dessous dans un seul tenement, avec défenses d'y faire aucunes coupes sans la permission de sa majesté; ce qui a été ainsi réglé par des considérations

Q U E

particulières, & sans tirer à conséquence pour les autres ecclésiastiques.

4. **QUAILLANIE.** C'est la même chose que ce qu'on appelle ailleurs *droit de guet, droit de vintain*. Voyez Salvaing dans son *traité de l'usage des fiefs*, chap. 46; Graverol, dans ses notes sur la Roche-Flavin, au chapitre *des droits seigneuriaux*, titre 27, article 9.

5. **QUAYAGE**: c'est un droit qui se lève sur les quais, pour raison des marchandises que l'on y décharge. Ce droit est appelé en Normandie *droit de caisse & havre*. En quelques endroits le *quayage* est un droit qu'on paie pour avoir la liberté de se servir d'un quai. Ce mot ne se trouve que dans les anciens titres.

6. **QUENAISE**: c'est un droit seigneurial établi dans quelques seigneuries, suivant lequel la terre & le fief roturier retournent au seigneur après la mort du détenteur décédé sans hoirs de son corps. Dufail, liv. 2, chap. 275, rapporte un arrêt du parlement de Bretagne du 11 octobre 1568, qui adjuge ce droit à l'abbé de Retere. Le même auteur, liv. 3, chap. 150, en rapporte un autre du même parlement, du 27 avril 1569, en faveur de l'abbé commendataire du Relec.

7. **QUENS**: c'est un vieux mot qui, dans les anciennes chroniques, signifie *comte*. Thibault, comte de Champagne, étoit quens palatin. Dans l'ancienne coutume de Beauvoisis il y est fait mention d'un quens de Clermont. Villehar-

douim, dans son histoire, se sert souvent de ce mot.

8. QUERABLE. *Voyez* Cens querable, *voyez* Portable.

9. QUERELLES FIEFFAUX. Dans la coutume de Normandie, chap. 48 & 92, ces mots ne signifient autre chose que les contestations féodales qui peuvent s'élever entre le seigneur & son vassal, au sujet des fiefs & des droits & devoirs qui en dépendent.

10. QUÊTAUX. Dans les coutumes de Bourdelois, art. 97; de Saint-Sever, tit. 9, art. 1, 3, 4; de Béarn, tit. 3, art. 8, on appelle *hommes quêtiaux*, ou de *quêtale condition*, ce qu'on appelle ailleurs *hommes serfs & de servile condition*. Ce sont gens qui ne peuvent quitter la terre de leur seigneur pour aller demeurer ailleurs, disposer de leurs biens & de leurs personnes sans le consentement de leur seigneur. Dans la coutume de Nivernois, tit. 8, art. 7, ces malheureux sont qualifiés *hommes serfs & quêtals*.

11. QUÊTABLE CONDITION : c'est l'état d'un homme serf. On dit, il est de condition quêtale, sujet à la raille envers son seigneur. *Voyez* la coutume de Saint-Sever, titre 9, article 1 & 4.

12. QUÊTE : c'est un droit que le seigneur lève tous les ans sur chaque chef de famille tenant feu & lieu dans la seigneurie. Ce droit est établi dans beaucoup d'endroits, & s'appelle quelquefois *fouage*. *Voyez* la Roche-Flavin, des droits seigneuriaux, chap. 18; Henrys & son commentateur, tom. 2, liv. 3, chap. 24.

13. QUÊTE ABONNÉE, dont il est parlé dans l'article 345 de la coutume de Bourbonnois; c'est une taille dont les seigneurs & les sujets ont composé à une certaine somme qui se paie tous les ans, suivant la répartition qui s'en

fait proportionnellement aux facultés de chaque contribuable.

14. QUÊTE COURANTE, est au contraire celle qui s'impose à la volonté du seigneur. *Voyez* la Marche, art. 128, 129, 143. En général dans les coutumes, *quête* signifie taille, & *quêtale*, taillable. *Voyez* ci-après Taille, Taillable.

15. QUÊTE (TERRE DE) : c'est une terre seigneuriale, baronnie, ou autre, dans laquelle le seigneur a droit de lever une rente générale & uniforme, qui se paie par les tenanciers de la seigneurie relativement à la quantité de terres qu'ils y possèdent. *Voyez* les coutumes d'Acs, art. 11, 12 & 15; de Béarn, tit. 53, art. 1. De prime abord cette quête paroît la même que la quête abonée; il y a cependant cette différence, que la quête abonée se paie par tous les habitants tenants feu & lieu. Au contraire, dans la terre de quête, la rente ne se paie que par ceux qui possèdent des héritages dans la seigneurie. Ainsi la quête abonée est personnelle, & la quête de terre est réelle; de façon qu'elle est due par ceux qui tiennent des héritages dans la seigneurie, quand bien même ils n'y demeureroient pas. Au surplus *voyez* ci-après Taille serve, abonée, réelle, personnelle.

16. QUEVAGE. Selon Lafond, dans ses notes sur la coutume de Vermandois, pag. 173, ce mot signifie *chef-cens*; selon d'autres il veut dire *muyage*, *forage*, *une queue*, *un muids*.

17. QUINT, en matière féodale, est un droit seigneurial qui consiste dans la cinquième partie du prix du fief vendu, & qui se paie au seigneur dont relève le nouveau vassal acquéreur. Ainsi, lorsque le fief est vendu 20000 livres, le quint sera de 4000 livres.

18. Ce droit dérive de la constitution

des fiefs, après qu'ils furent devenus héréditaires & patrimoniaux. Lorsque les premières loix féodales étoient dans toute leur vigueur, le vassal étoit dans une si grande dépendance de son seigneur, qu'il ne pouvoit pas faire la moindre aliénation dans son fief, & encore moins le vendre tout entier sans sa permission; mais souvent les seigneurs affectoient quantité de difficultés pour accorder cette permission, & avoir occasion de la vendre plus cher; quelquefois même par mauvaise humeur ils refusoient de la donner; il se pouvoit faire encore que le seigneur ne voulût pas perdre un vassal dont il étoit content. Il est sensible que toutes ces tracasseries gênoient extrêmement le commerce des fiefs; pour le rendre plus libre, les seigneurs se sont relâchés peu à peu de l'ancienne rigueur. D'abord l'usage s'introduisit, ensuite il fut établi par les coutumes que le vassal pourroit vendre son fief sans la permission de son seigneur, en lui payant un droit qu'on a communément fixé au cinquième du prix de la vente, & c'est ce droit qu'on appelle *quint*. Quelques coutumes, comme Berry, l'appellent aussi *rachat*, ce qui cause qu'on y confond souvent le rachat dû pour la vente, avec le rachat dû en succession collatérale, qui sont deux droits fort différents.

19. Le droit de quint n'est dû qu'en deux sortes de mutations; 1°. en cas de vente, ou d'acte équipollent à vente. 2°. En rente rachetable à prix d'argent, & cela sans attendre le rachat de la rente, parce qu'on a estimé ce contrat équipollent à vente. Le quint s'y règle à raison du fort principal pour lequel la rente est stipulée rachetable, ou au dernier vingt s'il n'y est point réglé. Voyez Carondas sur l'article 23 de la coutume de Paris; Duplessis, *traité des fiefs*, liv. 3.

20. Anciennement le droit de quint n'étoit point dû pour les mutations qui arrivoient par échange; mais par plusieurs édits & déclarations de Louis XIV, & par un arrêt du conseil du 12 décembre 1724, le droit de quint est dû en cas d'échange comme en cas de vente, en observant que les droits alors appartiennent au Roi, & non aux seigneurs, à moins qu'ils ne les aient acquis du Roi.

21. C'est ordinairement à l'acquéreur à payer le quint, à moins qu'il n'y ait stipulation contraire; & alors l'acquéreur, dans certaines coutumes, outre le quint, doit encore le cinquième du montant du quint, ainsi que nous le dirons ci-après.

22. Le droit de quint est général dans presque toutes les coutumes en cas de vente de fief; il n'y en a que très-peu d'exceptées. En Normandie, l'acquéreur doit le treizième du prix, & en outre un droit de rachat; voyez l'article 171. En Berry, tit. 5, art. 6, le droit dû par le nouvel acquéreur de fief est le revenu de la première année de la chose acquise, ou une somme convenue avec le seigneur; c'est à peu près la même chose que le rachat dû dans la coutume de Paris en succession collatérale. D'autres coutumes peuvent encore avoir des dispositions différentes, auxquelles ceux qui y sont sujets doivent se conformer.

23. Quand le fief est vendu par vente pure & simple, le quint est dû sans doute; mais la difficulté est de sçavoir quand il est dû par contrat équipollent à vente, & de le bien connoître. Comme le quint est, par rapport aux fiefs, ce que les lods & ventes sont par rapport aux censives, les principes & les règles sont les mêmes; ainsi on peut voir le mot *Lods & ventes*, & on y trouvera tous les actes qui, suivant l'usage, la jurisprudence des arrêts, & le

sentiment des meilleurs auteurs, sont réputés équipollents à vente.

24. Il y a quelques cas dans lesquels il se trouve aliénation effective du fief à prix d'argent, & où néanmoins le droit de quint n'est pas dû; on en distingue entr'autres de six sortes.

25. La première est le partage fait entre co-héritiers en directe, même avec retour de deniers. On répute partage tout premier acte passé entre frères après le décès du père.

26. La seconde est la licitation faite en justice entre co-héritiers aussi en directe, où l'un d'eux est adjudicataire; si c'étoit un étranger, le droit seroit dû. Voyez l'article 80 de la coutume de Paris, dont la disposition à cet égard a été trouvée si juste qu'on l'a étendue à toutes les coutumes.

27. La troisième est l'acquisition faite par un seigneur d'un héritage relevant de lui en fief ou en censive. Il n'y a pas de difficulté que le seigneur ne se doit pas des droits à lui-même: mais ceci regarde le fermier général d'une seigneurie, dans le bail duquel seroient compris les profits féodaux & censuels; il n'en peut prétendre lorsque le seigneur acquiert ce qui relève de lui.

28. La quatrième, quand l'acquéreur a été contraint de déguerpir le fief à cause des hypothèques, il n'est dû qu'un seul droit de quint, tant pour l'acquisition que pour le décret fait après le déguerpissement. Voyez l'article 79 de la coutume de Paris, qui fait loi générale.

29. La cinquième est quand l'acquéreur fait décréter l'héritage sur soi-même, pour en purger les hypothèques, il n'est encore dû qu'un seul droit de quint, tant pour la première acquisition que pour le décret. Voyez l'article 84 de la coutume de Paris, qui forme à cet égard le droit commun.

30. La sixième est le privilège des

chevaliers de l'ordre du Roi, des secrétaires du Roi, de MM. du parlement & des comptes, qui sont exempts de tous droits seigneuriaux pour les acquisitions qu'ils font d'héritages relevant du Roi en plein fief ou en censive.

31. Les quints & requints d'un fief payés par le vendeur, si le contrat a depuis été résolu par la faute de l'acheteur, en vertu d'une clause insérée au contrat de vente, à laquelle cet acheteur ne satisfait pas, doivent être restitués par l'acheteur au vendeur. Carondas, liv. 2, rep. 23.

32. Le quint n'est point dû pour fief de la succession donné à la fille pour somme promise lors de son premier mariage; ainsi jugé par arrêt du 23 août 1576, rapporté par Carondas, liv. 7, rep. 53.

33. Le quint n'est point dû pour un fief donné à un enfant en paiement d'une somme de 10000 livres à lui léguée par son père. Arrêt du 1 août 1579. Voyez Papon, liv. 13, tit. 2, n. 25.

34. Dumoulin, sur la coutume de Troyes & sur celle de Chaumont, pense que pour constitution de rente sur un fief spécialement affecté au paiement de la rente, il est dû quint & requint. Le contraire ayant été jugé au bailliage de Chaumont, sur l'appel les parties furent mises hors de cour & de procès; mais il faut observer que le fief étoit un propre de la femme, qui n'avoit ni constitué ni ratifié, & la rente avoit été rachetée dans trois ans. Il y a eu sentence au présidial de Troyes, du 4 juin 1580, qui, conformément à l'avis de Dumoulin dans l'espèce que nous traitons, a adjugé les quints au chapitre de Vincennes. Voyez la bibliothèque de Bouchel, verbo Quints.

35. Pour vente de bois de haute futaie tenu en fief, & qui fait toute la contenue du fief, n'est dû au seigneur aucun

aucun droit de quint & requint, ce qui doit s'entendre quand la futaie est vendue séparément du fonds; & quand il n'y a fraude, c'est-à-dire, quand après avoir vendu la superficie par un contrat, par un autre contrat quelque temps après on vend le fond à la même personne, ou autre interposée. *Voyez* Chenu, seconde cent. quest. 33.

36. Un seigneur majeur de vingt ans, non émancipé, capable à cet âge de recevoir & de prêter la foi & hommage, est aussi capable de donner quittance valable du quint, sans autorité de tuteur & de curateur. C'est l'avis de Dumoulin. Brodeau, sur l'art. 32 de la coutume de Paris, pense le contraire, mais il n'appuie son avis d'aucune décision.

37. En adjudication par décret, le quint n'est dû que du prix principal, & non des frais des criées & du décret, ainsi que dans la vente volontaire il n'est pas dû des frais & loyaux-côûts. *Voyez* Auzannet sur l'article 23 de la coutume de Paris, il rapporte un arrêt rendu aux enquêtes le 21 juillet 1646, entre M. le maréchal d'Estrées, & François Bazin, sieur de Ploissy.

38. Dans la coutume de Paris, & par-tout ailleurs, le seigneur, pour le droit de quint dû à cause de la vente d'un fief, est préféré à tous les créanciers du vendeur antérieur à la vente. *Voyez* un arrêt du parlement de Paris, rapporté dans le *journal du palais*.

39. Dans la coutume de Vermandois, les trois ans accordés à l'aîné majeur pour racheter le quint des puînés dans les fiefs, courent du jour du décès du père. Arrêt du 20 décembre 1638, dans Bardet, tome 2, livre 7, chapitre 47.

40. QUINT ET REQUINT. Le quint, comme nous l'avons dit, est la cinquième partie du prix de la vente d'un fief, le requint est aussi la cin-

Partie II.

quième partie du montant du quint; ainsi lorsque le quint monte à 1000 livres, le requint sera de 200 livres.

41. Le quint, presque par toute la France, est dû pour tout contrat contenant vente de fief, ou pour tout autre acte équipollent à vente; mais quand, dans le contrat, il est expressément dit que la vente est faite francs deniers au vendeur, ce qui se fait lorsque l'acquéreur se charge de payer les droits seigneuriaux, alors dans quelques coutumes, outre le quint, il est dû le requint. *Voyez* l'art. 81 de la coutume de Blois, l'article 132 de la coutume de Meaux, & plusieurs autres.

42. Le requint, comme on voit; n'est point un droit général; ainsi pour l'exiger il faut qu'il soit établi ou par la coutume, ou par le titre d'inféodation. Quelques coutumes même exemptent expressément du requint, *voyez* Orléans, chap. 1, art. 1.

43. M. Bobé, commentateur de la coutume de Meaux, sur l'art. 132, explique très bien la raison qui a engagé quelques coutumes à accorder aux seigneurs le requint lorsque le fief est vendu francs deniers. Le requint, dit-il, est introduit par la coutume pour indemniser le seigneur de la perte qu'il souffre en ses droits lorsque le fief est vendu francs deniers au vendeur; en ce cas, ajoute M^e Bobé, un fief qui vaut cinq mille livres n'est vendu que quatre, d'autant que l'acquéreur compte au dessus du prix de son acquisition le quint dont il se charge, & qui à son égard fait partie du prix de la vente, quoiqu'il n'augmente pas les droits seigneuriaux.

44. QUINT EN MONTANT, est celui qui se fait par rapport au prix de la vente du fief, en l'augmentant d'un cinquième qui appartient par droit de quint au seigneur féodal.

45. Ainsi quand un fief est vendu

Z

80000 livres, le quint est de 20000 livres; de manière que le droit du seigneur est un augment d'un cinquième du prix qui lui appartient par son droit de quint; ce qui s'observe dans la coutume de Nivernois. *Voyez* Coquille sur l'article 21 du titre 4 de cette coutume.

46. QUINT HÉRÉDITAL ou VIAGER, est la cinquième partie des fiefs que l'aîné doit à ses puînés dans quelques coutumes qui donnent à l'aîné tous les fiefs, à la charge d'en délivrer un quint aux puînés; ce quint est appelé *naturel & coutumier*, & est ou viager ou hérédital.

47. Le viager est le droit de jouir en usufruit par les héritiers puînés leur vie durant seulement, & par le survivant d'eux, du quint du fief ou fiefs échus de succession à leur co-héritier aîné, soit fils ou fille, par le trépas de leurs père & mère.

48. Les coutumes qui ne donnent aux puînés que le quint viager, sont Ponthieu, art. 1; Noyon, art. 2; Chauny, art. 70; & Saint-Quentin, art. 33. Comme dans ces coutumes le droit de quint n'est que viager & personnel, il ne passe point aux héritiers, mais le survivant jouit de la part des prédécédés, après la mort duquel il est entièrement éteint.

49. Le quint hérédital, contraire au viager, est celui qui, par la disposition de la coutume, demeure aux puînés en propriété, auquel leurs enfans succèdent, sans néanmoins sortir de la ligne directe.

50. Les coutumes qui ont donné le quint hérédital sont celles d'Amiens, art. 71; Boulogne, art. 63; Peronne, art. 169; Artois, art. 94; la Salle de Lisle, art. 21, *des successions*; Tournay, *des fiefs*, art. 8.

51. Ces coutumes sont plus favorables aux puînés, en ce qu'étant faits

propriétaires de leurs portions de quint, ils en peuvent disposer; mais ces coutumes donnent à l'aîné la faculté de récompenser le quint des puînés, soit en héritages roturiers, soit en argent.

52. Entre l'un & l'autre quint il ne se trouve de différence qu'en la durée.

53. L'un & l'autre n'a lieu qu'entre frères & sœurs seulement, sans représentation, & n'est dû aucun quint en succession collatérale. Il y a même quelques coutumes qui restreignent ce droit aux successions des pères & mères seulement.

54. Ce droit d'aînesse qui donne les fiefs à l'aîné, à la charge du quint pour les puînés, ne se peut étendre aux coutumes qui n'ont point de dispositions semblables.

55. Ces coutumes n'ayant donné le quint aux puînés que comme héritiers, & ce quint étant une portion de la succession, il oblige les puînés de contribuer, pour leur part & portion, aux charges anciennes & autres qui étoient dues sur les fiefs; comme aussi de contribuer aux menues réparations & entretenements nécessaires des héritages & gages des officiers, suivant l'art. 40 de la coutume de Saint-Quentin. Il faut seulement remarquer que les coutumes de Peronne, de Ponthieu & de la Salle de Lisle exemptent les puînés de ses charges & dettes dont le quint est chargé.

56. Quant au partage qui se fait du quint, tous les puînés y ont autant l'un que l'autre, excepté en la coutume locale de Coucy, du ressort du bailliage de Vermandois, qui porte en l'art. 5, « qu'entre nobles, en ligne directe, » l'aîné emporte tous les fiefs, à la réserve d'un quint à vie pour les puînés, » dans lequel un fils a autant que deux filles ».

57. Dans cette coutume, quand il n'y a que des filles, les puînées n'ont aussi qu'un quint à vie. *Voyez* Buridan

sur la coutume de Vermandois , page 997.

58. Il nous reste à remarquer, 1°. que la disposition de la coutume de Picardie, en attribuant aux aînés les quatre quintes des fiefs, ne se doit entendre que des fiefs propres & terres nobles d'ancienneté dans les maisons, & non des fiefs acquis dont le père peut disposer & faire un partage égal entre ses enfants par un testament. Ainsi jugé par arrêt du 22 janvier 1623, rapporté dans le *journal des audiences*.

59. 2°. Que les trois ans que la coutume de Vermandois accorde à l'aîné majeur pour racheter le quint des puînés dans les fiefs, courent du jour du décès du père, comme il a été jugé par arrêt du 20 décembre 1638, rapporté par Bardet, tome 2, liv. 7, chapitre 47.

60. QUINT DATIF, ainsi nommé par la coutume de Bourgogne en l'article 89, est la cinquième partie des héritages que possède un particulier, dont il peut faire, dans quelques coutumes, don ou legs, même en propriété, à un étranger de la famille; & ce quint est préféré au quint naturel & coutumier dont nous venons de parler.

61. On ne peut quinter qu'une fois ses héritages, comme il est dit en l'art. 25 de la coutume de Ponthieu; ce qui a été ainsi établi afin qu'une personne, pendant sa vie, ne puisse, en quintant plusieurs fois, épuiser les fiefs qu'il possède, pour ne laisser à son héritier qu'un titre vain & infructueux; lequel, comme aîné en cette coutume, au lieu d'avoir toute la succession, non-seulement des fiefs, mais de tous les biens, auroit une moindre part qu'un étranger ou un de ses puînés, s'il étoit permis de quinter plusieurs fois.

62. C'est à quoi cette coutume a remédié, & la défense qu'elle fait de quinter plus d'une fois ses héritages peut

servir de règle générale pour les coutumes qui ne donnent aux puînés qu'un quint dans les héritages ou dans les fiefs, parce que sans cette restriction les aînés pourroient être frustrés des avantages que les coutumes leur donnent.

63. QUINTER SON FIEF : c'est disposer de la cinquième partie de son fief. Voyez en l'art. précédent comment on le peut faire.

64. QUINTAINE. Droit de la quintaine est un jacquemart ou grosse pièce de bois plantée en terre, à laquelle on attachoit autrefois un bouclier, contre lequel on rompoit quelques lances, ou on jettoit en courant des traits ou quelques dards.

65. Anciennement les payfans, dans les campagnes, s'amusoient à cet exercice aux jours de fêtes; & comme alors les seigneurs demeuroient tous dans leurs terres, leurs justiciables, pour les amuser, alloient prendre le divertissement de la quintaine sous les fenêtres du château; les jeunes seigneurs laïcs ou ecclésiastiques se mêloient dans la foule, & prenoient sans façon, sur-tout avec les jeunes mariées, des libertés publiques que la décence des mœurs a prosrites dans la suite.

66. Il y a toujours des seigneurs plus avides que les autres : ceux-ci, d'une déférence volontaire, se sont fait un droit qu'ils ont exigé dans la suite par force; les justiciables, à certains jours de l'année, ont été contraints, sous peine d'amende, d'aller divertir monseigneur.

67. Dans la baronnie de Mezieres, on est obligé de tirer la quintaine une fois l'an sur la rivière la plus proche du château; ceux qui manquent au jour indiqué, ou qui font semblant de rompre leurs perches, doivent une amende de soixante sols au seigneur.

68. A Mehun en Berry, les jeunes mariés de l'année, le jour de la pentecôte, doivent titet la quintaine sous les

fenêtres du château ; les nouvelles mariées sont tenues de donner un chapeau de roses au procureur du Roi , & une collation au greffier , & le fermier des amendes doit fournir le ménétrier. Les défaillants , quand ils ont été sommés la veille de faire le devoir , paient une amende de soixante sols. Les nouveaux mariés , qui dans l'année ont eu des enfants de leur mariage , sont exempts de tirer la quintaine.

69. En Vermandois, en Bourbonnois, & ailleurs , les nouveaux mariés tirent la quintaine à cheval. A la Chapelle d'Angillon en Berry , les jeunes mariés se jettent la pelote les uns contre les autres le jour de la pentecôte. En la châtellenie de Mareuil , ressort d'Issoudun en Berry , les nouveaux mariés tirent aussi la quintaine sur la rivière d'Arnos le jour de la trinité , comme nous l'avons déjà remarqué au mot *Bachelierie*. Enfin il y a quantité de seigneuries où le droit de quintaine est établi , ainsi que quantité d'autres semblables divertissements , dans lesquels les bonnes mœurs n'étoient pas toujours respectées.

70. Par arrêt du parlement de Bretagne de 1546 , il fut défendu au prieur de Livré , & à tous autres ayant droit de quintaine , d'en user le lendemain de pâques , ni de prendre la chançon & le buïser des nouvelles mariées , sauf à eux d'indiquer un autre jour pour tirer seulement la quintaine.

71. Il y a aussi des seigneuries où , à

chaque mutation de seigneur ou de vassal , le vassal , pour tout devoir féodal , doit tirer la quintaine , ou chanter la chançon à la dame , ou porter la bûche au feu la nuit de Noël , ou danser habillé en pantalon devant le seigneur quand il fait sa première entrée dans la seigneurie. Tous ces droits prouvent quel étoit le goût des anciens seigneurs , & quels étoient leurs amusements dans leurs terres. Les seigneurs d'aujourd'hui ont presque tous converti ces gothiques divertissements en redevances pécuniaires.

72. QUOTITÉ , signifie une portion , une quantité d'un tout , d'un cens , d'une rente , ou de tout autre droit seigneurial.

73. La coutume de Paris , art. 124 , dit que la quotité du cens se peut prescrire , c'est-à-dire , que portion de la somme qui se paie pour le cens se peut prescrire. Si j'ai précédemment payé un sol pour le cens , & si dans la suite , pendant trente ans consécutifs , je n'en ai payé que six deniers , j'aurai prescrit le surplus , quoiqu'au fond le cens soit imprescriptible.

74. Il en est de même des dixmes qui ne se peuvent point prescrire pour le total , mais bien pour la quotité. Enfin c'est une maxime aussi certaine qu'elle est générale , que la quotité de toute espèce de droits seigneuriaux est prescriptible par 30 ans contre les seigneurs laïcs , & par 40 contre les seigneurs ecclésiastiques.



R

R A C

* 1. **RACHAT** ou RELIEF, est le droit qui est dû au seigneur féodal en toutes mutations qui arrivent de la part du vassal, excepté celles qui arrivent par succession en ligne directe, ascendante ou descendante, & celles qui sont causées par vente, ou par quelque acte équipollent à la vente; car aux mutations qui arrivent en ligne directe, il n'est dû au seigneur féodal aucun profit, mais seulement la bouche & les mains, c'est-à-dire, la foi & hommage; & aux mutations de fief qui se font par vente, ou par quelque autre acte équipollent à la vente, il est dû au seigneur féodal le droit de quint & la foi.

2. Le mot de *rachat*, dit Coquille en son institution au droit françois, chap. des fiefs, dépend de la très-ancienne usance des fiefs, selon laquelle les fiefs, en plusieurs cas, retournoient au seigneur féodal, comme si le vassal mourait sans enfants, ou s'il aliénoit sans congé de son seigneur féodal; & pour racheter cette réversion, fut, par composition générale des états de chacune province, accordé au seigneur le revenu d'un an, qui s'appelle rachat, comme en cas de vente on paie le quint denier. En maints lieux on l'appelle droit de relief, comme si de nouveau on reprenoit, & qu'on relevât le fief, étant tombé en caducité par la réversion. Voyez Dargentré sur la coutume de Bretagne, titre des droits du prince, art. 74. *Relevium Franci* appellant non ab simili sensu, veluti quod interciderat morte, relevatur à domino feudi, pretio convento, dit cet auteur.

R A C

3. Le droit de rachat consiste au revenu du fief d'une année, ou en une somme offerte de la part du vassal, au choix du seigneur dominant. Voyez l'art. 47 de la coutume de Paris.

4. Le seigneur féodal ne peut exiger qu'un rachat dans un an, encore que dans la même année il arrive plusieurs mutations par mort, parce que le rachat est le revenu d'une année. Or le fief ne peut produire qu'un revenu chaque année. Mais il en est autrement lorsque les mutations arrivent par contrat & volontairement. Brodeau sur Louet, lett. R, chap. 2.

5. Il a été jugé par plusieurs arrêts, rapportés par Louet & Brodeau, lett. V, chap. 9, que c'est au propriétaire, & non à l'usufruitier, de payer le rachat au seigneur féodal. La raison est, parce que l'usufruitier ne peut jouir de l'héritage féodal jusqu'à ce que le relief ait été acquitté, & qu'à faute de paiement dudit relief, le seigneur dominant pouvant exploiter le fief servant, & en faire les fruits siens, le dou d'usufruit pourroit être rendu inutile, comme dit M. Louet, loc. cit. Vide *suprà*, verbo *Acapte*, nomb. 25.

6. Le droit de rachat appartient à celui qui se trouve fermier au temps que le rachat est ouvert, encore que son bail soit sur sa fin, sans que le nouveau fermier y puisse rien prétendre. Louet & Brodeau, lett. R, chap. 43. Vide *Molin. ad consuet. Paris. §. 1, gloss. 1, in verbo*, le seigneur féodal, n. 33 & seq. Boër. decif. 224, n. 1.

7. Lorsque le vassal a fait offre,

ou d'un an du revenu du fief, ou le dire de prudhommes, ou d'une somme au choix du seigneur, le seigneur doit faire son choix dans quarante jours; après les quarante jours le vassal doit réitérer ses offres, & sommer le seigneur de faire sa déclaration; si le seigneur n'y défère pas, elle demeure référée au vassal; & si le vassal, après ses offres significées, laisse le fief vacant pendant un an, il est déchargé du rachat. *Voyez* Dumoulin & Brodeau sur l'art. 47 de la coutume de Paris; l'art. 55 de celle d'Orléans.

8. RACHAT ABONNÉ : c'est quand le seigneur met le rachat à un certain prix. *Voyez* la coutume du Grand-Perche, art. 37. Quand le prix proposé par le seigneur, est accepté par le vassal, le rachat abonné peut avoir lieu dans toutes les coutumes.

9. RACHAT RENCONTRÉ. Si pendant l'année que le seigneur dominant jouit du fief servant pour son rachat, un autre fief relevant du fief servant tombe aussi en rachat, ce second rachat s'appelle *rachat de rencontre*; & le seigneur dominant a droit d'en jouir tant que dure son année du premier rachat, & non plus. *Voyez* les coutumes de Lodunois, chap. 14, art. 12; d'Anjou, art. 123; le Maine, art. 133; Poitou, art. 164. *Voyez* Ragueau, *indice des droits seigneuriaux*, sur ce mot.

10. RAIN ET BATON. Autrefois quand on donnoit à quelqu'un l'investiture d'un héritage, on lui mettoit un bâton à la main, c'est ce qu'on appelloit être investi par *rain & bâton*. *Voyez* Ragueau dans son indice sur ce mot.

11. RAPPORT ET DENOMBREMENT. Dans les coutumes de Saint-Paul, art. 9; de Bourbonnois, art. 52; d'Artois, art. 14, on appelle ainsi l'aveu ou la reconnaissance que le vassal ou le tenancier est tenu de donner à

son seigneur des héritages féodaux ou censuels qu'il tient de lui.

12. RAPPORT DE GARDES DES SEIGNEURIES : c'est un acte dressé & attesté par un garde, dûement reçu, qui contient ce qui s'est passé dans la découverte qu'il a faite des délits commis en l'étendue de la seigneurie, soit pour la chasse, la pêche, ou les bois, la nature des délits, le nom ou la qualité des délinquants, leurs dires, remontrances, requisiions ou protestations; s'ils sont pris sur le fait, si la découverte des délits a été faite sans trouver les délinquants, si, à l'arrivée du garde, ils ont pris la fuite, s'ils ont fait résistance, commis quelque violence, ou fait rébellion, le rapport en doit faire mention.

13. Les gardes des seigneuries doivent avoir la plus grande attention à ne se point écarter de la plus exacte vérité dans le détail des faits & des circonstances qui sont l'objet de leur rapport; s'ils étoient convaincus d'y avoir commis la moindre supposition, ou la moindre faute, il y va pour eux des galères perpétuelles sans aucune modération; cette peine est expressément prononcée par l'article 26 du titre 32 de l'ordonnance de 1669; l'article 24 de l'édit du mois de mai 1716 y est conforme. Il est vrai que ces réglemens ont été faits pour les gardes-bois du Roi; mais si le cas arrivoit, il n'est pas douteux qu'on en feroit l'application aux gardes des seigneuries.

14. Il s'ensuit de ce qu'on vient de dire, qu'il est important aux seigneurs de choisir des gardes d'une probité reconnue; si ces gens-là sont des fripons, outre que les seigneuries seront mal gardées, ils exposeront encore à mille procès désagréables les seigneurs qui assez souvent, & quelquefois assez légèrement, prennent le fait & cause de leurs gardes sur des procès-verbaux faux ou nuls.

15. Ce n'est pas assez à un garde d'être exact sur la vérité des faits & des circonstances énoncées dans son rapport, ce rapport doit encore être revêtu des formalités requises par les ordonnances & par les réglemens pour sa validité.

16. 1°. Il faut qu'un garde, pour faire un rapport, ait l'âge de vingt-cinq ans, voyez le mot Garde; qu'il soit pourvu de provisions du seigneur; qu'il soit reçu par le juge des lieux, & qu'il ait prêté serment devant lui; sans toutes ces formalités, le garde n'auroit pas un caractère suffisant.

17. 2°. Le garde doit commencer son procès-verbal par la date de l'année, du mois, du jour, & de l'heure, si c'est avant ou après midi, avant ou après le soleil couché.

18. 3°. Ensuite il doit faire mention & exprimer son nom, surnom, âge, qualité, demeure, son installation, sa réception & sa prestation de serment.

19. 4°. Il doit énoncer son transport au lieu du délit, si c'est exprès en conséquence d'un avertissement, ou fortuitement en faisant sa tournée; il faut désigner précisément le lieu où s'est commis le délit, & même le confiner.

20. 5°. Il doit spécifier les personnes qu'il trouvera en délits, leurs noms, surnoms, qualité, profession & demeure, s'il les connoît; & s'il ne les connoît pas, & qu'ils soient refusants de dire leurs noms, il en faut faire mention, & en outre désigner ces personnes inconnues autant qu'il sera possible par leur grandeur, leur âge, leur visage, cheveux, habillemens, &c.

21. 6°. S'il trouve le délinquant sur le fait, il faut spécifier la nature du délit, les instruments dont le délinquant s'est servi pour le commettre, les charrettes, bœufs, chevaux qu'il peut avoir pour emporter son vol.

22. 7°. Si le délinquant est trouvé coupant du bois, il faut spécifier la

grosseur de l'arbre, de combien de pieds de tour, son espèce, si c'est un chêne, un hêtre, un ormeau, un charme, sa qualité, si c'est un baliveau, un pied cornier, un arbre de paroi ou de lisière.

23. 8°. Le garde doit sommer le délinquant de lui dire de quel ordre il abattoit cet arbre, spécifier que c'est en parlant à sa personne, & ce qu'il a répondu, s'il a saisi ses outils & instrumens, ses charrettes, chevaux ou bœufs, s'il lui en a déclaré saisie, & toujours exprimer que c'est en parlant à sa personne.

24. 9°. Si le délinquant s'est mis en défense, s'il a fait rébellion & commis voies de fait, ou fait des menaces & dit des injures, il en faut faire mention; de même s'il avoit un fusil, pistolet, ou autres armes, & ce que le délinquant a dit, & ce que le garde a répondu, toujours en parlant à sa personne.

25. 10°. Si le délinquant a pris la fuite quand il a aperçu le garde, quelle route il a prise, si le garde l'a suivi, & jusqu'en quel endroit, il en faut faire mention.

26. 11°. Si le délinquant est présent, le garde doit lui déclarer le procès-verbal qu'il va dresser, le sommer, parlant à sa personne, d'être présent pour le signer, ou déclarer qu'il sera dressé tant en présence qu'absence.

27. 12°. Si le délinquant a charrette & chevaux, & s'il est présent, le garde doit le sommer de conduire le tout en dépôt; & ce fait, il faut faire mention du nom du gardien, de sa qualité & de sa demeure, s'il s'en est chargé volontairement, à la charge de représenter les choses mises en dépôt comme depositaire de biens de justice, le sommer, ainsi que le délinquant, s'il est présent, de signer, le tout parlant à leurs personnes; & s'ils ne signent pas, il sera

fait mention des causes de leur refus, qu'ils n'ont voulu ou qu'ils ne savent signer, de ce duement interpellés. Si le délinquant avoit haches, coignées, serpes, engins, filets, le garde qui les aura saisis déclarera que le tout est resté en sa possession, pour être par lui déposé au greffe comme pièces de conviction. Si le délinquant est à cheval, & qu'en s'enfuyant il emporte ses outils, il en faut faire mention, avec déclaration que le garde les a saisis & laissés en sa garde, en désignant le poil du cheval, s'il est grand ou petit.

28. 13°. Si le délinquant s'étoit enfui après avoir enlevé les arbres qu'il auroit coupés, le garde fera mention des troncs qu'il trouvera, & de leur grosseur, qu'il décrira dans son procès-verbal. Alors le procureur-fiscal doit présenter requête au juge sur le procès-verbal, & requérir le transport du juge, du greffier & du garde en la maison du délinquant, pour y faire recherche des bois enlevés; & si dans cette visite on trouve des arbres, on en coupe environ demi pied pour les rapporter sur les troncs mentionnés au procès-verbal & les confronter, soit pour la qualité du bois, la grosseur & l'écorce, & c'est ce qu'on appelle *rappatronage* pour la conviction du délinquant.

29. 14°. Il faut laisser copie du procès-verbal sur le champ au délinquant, s'il est présent, ainsi qu'au gardien; si ce dernier n'accepte pas cette charge, il en sera fait mention, & on lui donnera assignation pardevant le juge de la seigneurie pour se voir condamner à accepter ladite charge.

30. 15°. Le garde doit faire contrôler son procès-verbal dans les trois jours, comme les exploits des huissiers ordinaires, & dans les vingt-quatre heures il doit l'affirmer véritable pardevant le juge de la seigneurie, ou pardevant le maître particulier de la maîtrise, s'il y

a été reçu. En observant le contenu aux articles précédents, un garde ne peut manquer de faire un rapport conforme à la vérité & revêtu des formalités requises; d'un autre côté, les seigneurs instruits de ces formalités seront en état, en examinant les procès-verbaux de leurs gardes, de se déterminer sur le parti qu'ils doivent prendre, à les suivre quand ils sont bons, à les abandonner quand ils sont mauvais.

31. REBELLION FAITE AUX GARDES DES SEIGNEURS. Voyez Gardes des bois, chasse & pêche.

32. REBELLION DE VASSAUX. Les sujets qui se révoltent contre leur seigneur perdent leurs privilèges, & les seigneurs qui les maltraitent perdent leurs droits & leur autorité sur eux. Jugé par arrêt du parlement de Savoie pour le duc, contre ses sujets de Sommerive, qui s'étoient donnés au marquis de Saluces. Voyez Papon, liv. 13, tit. 2, n°. 5.

33. REBLANDIR. Ce terme est employé dans quelques-unes de nos coutumes; il signifie les démarches soumises que fait un vassal envers son seigneur dans plusieurs cas.

34. 1°. Pour savoir de lui s'il veut débattre l'aveu & dénombrement qu'il lui a donné; ou s'il l'a débattu, pour savoir le blâme qu'il a fourni afin de le contredire.

35. Pour savoir la cause de la saisie que le seigneur a faite. Voyez Montfort, art. 7; le Maine, art. 15; Rheims, art. 108; Tours, art. 18, 22, 25, 30 & 31; Dourdan, art. 17; Lodunois, chap. 1, art. 14, 16, 21, 24. Dans les mêmes coutumes on trouve aussi *Reblandissement*. *Id est blandè dominum adoriri*, dir Ragueau sur ce mot.

36. RECELLE, en matière de droits seigneuriaux, c'est quand l'acquéreur d'un héritage censuel n'exhibe pas au seigneur le contrat de son acquisition dans

dans le délai porté par les coutumes. Quelques unes prononcent une amende en pareil cas ; celle de Montargis en prononce une de soixante sols ; voyez le chap. 2 , art. 44 & 47. Voyez Notification.

37. RÉCÉPISSÉ. Dans quelques coutumes ce terme est employé pour signifier la reconnoissance que le seigneur donne à son vassal , pour prouver qu'il lui a fourni son aveu & dénombrement. C'est encore la quittance que le seigneur censuel donne à son tenancier des droits qu'il lui a payés , ou la reconnoissance qu'il lui a exhibé son contrat d'acquisition. Voyez Bourbonnois , art. 383 ; Artois , art. 15 , 52 ; Boulonnois , art. 52 ; Saint-Omer , art. 10 ; Amiens , art. 19 , 24 ; Peronne , art. 63.

38. RECEVOIR LE VASSAL , se dit du seigneur qui reçoit son vassal à la foi & hommage. Voyez Foi & hommage.

39. RECEVOIR PAR MAIN SOUVERAINE. Voyez Foi & hommage , Main souveraine , Combat de fief.

40. RECLAMER SON HOMME : c'est quand le seigneur poursuit ses hommes de servile condition qui sont allés demeurer hors de sa terre sans sa permission. Voyez Vitry , art. 145 ; Châlons , art. 18. Voyez Suite , Pour suite.

* 41. RECONNOISSANCE , est un acte par lequel le tenancier déclare tenir un héritage censuel de la directe d'un seigneur. Cette déclaration est appelée *reconnoissance* lorsqu'elle est faite pour héritages censuels , & on l'appelle *aveu* ou *dénombrement* , lorsqu'elle est faite pour héritages féodaux.

42. Le seigneur direct peut obliger ses emphytéotes à le reconnoître , non-seulement lorsque son prédécesseur est décédé , mais encore ils peuvent être contraints de passer reconnoissance de dix en dix ans. Ferr. *ad quest.* 272 ; Guyd. Pap. La Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 1 , art. 28 ; Chopin ,

Partie II

de jurisdict. Andeg. lib. 1 , tit. 1 , cap. 7 , n. 2. Le seigneur peut même se faire reconnoître quand bon lui semble , en payant les frais de la reconnoissance , comme il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse du 10 décembre 1581 , rapporté par la Roche , *loc. cit.* Voyez Ferrière sur les quest. 272 & 417 de Guy-Pape , & *la pratique des terriers* , tom. 1 , pag. 205.

43. Sur quoi remarquez qu'encore que l'héritier du seigneur puisse se faire reconnoître aux dépens des tenanciers , l'acquéreur n'a pas néanmoins ce privilège ; ainsi s'il veut exiger une reconnoissance de ses emphytéotes , il doit en faire les frais. C'est la décision expresse de Ferrière sur ladite question 417 de Guy-Pape en ces termes : *Apud nos id observatur , ut si semel emphyteuta instrumentum recognitionis fecerit in favorem domini , non cogatur rursus recognoscere , nisi expensis domini ; mortuo tamen domino , tenetur recognitionis instrumenta facere suis sumptibus , in favorem haredis , non extranei emptoris.* Voyez Chopin au lieu sus-allégué.

44. C'est une question fort controversée , de sçavoir si une seule reconnoissance suffit pour fonder le droit de directe. Quelques-uns , comme Guy-Pape , quest. 272 , & Benoît *in verb.* & *uxorem* , num. 106 , 107 & 108 , soutiennent l'affirmative. D'autres , comme Rebuffe , *tract. de constit. reddit. n.* 8 , & Balde , *ad l. censualis* , *cod. de don.* tiennent pour la négative. La troisième opinion est de ceux qui veulent qu'une seule reconnoissance suffise à l'église , au Roi & au seigneur haut justicier pour établir le droit de directe , mais non pas au simple seigneur censier ou foncier ; en sorte qu'en ce dernier cas le seigneur , à défaut de titre primordial , doit rapporter deux reconnoissances en bonne forme , ou du moins une reconnoissance aidée d'adminicules , qui se

A a

tirent sur-tout des lièves ou cœillerets, des quittances & déclarations faites par les emphytéotes dans les contrats d'acquisition, comme quoi tel héritage relève de tel seigneur. *Argum. l. cum sci-mus, cod. de agricol. & censit.* Voyez la Peyrere & son apostilateur, letr. R, n. 29; Henrys & son commentateur, tom. 1, liv. 3, quest. 1 & 6; Papon en ses arrêts, tit. *des droits seigneuriaux*, art. 2 & 3; Cambolas, liv. 5, chap. 14; & c'est à cette dernière opinion qu'il faut se tenir. Quelquefois même les seuls adminicules suffisent à l'église. Catelan, liv. 1, chap. 76. Mais dans ce cas il faut le concours de plusieurs adminicules, & sur-tout *solutio censuum longava, dict. l. cum sci-mus.*

45. *Ubi nota*, que les acquéreurs des biens de l'église ou du haut justicier ne jouissent point à cet égard de leur privilège, c'est-à-dire, qu'il ne leur suffit pas de rapporter une seule reconnaissance. La raison est, parce que c'est un privilège personnel au haut justicier & à l'église.

46. Il y a néanmoins un cas où une seule reconnaissance suffit à toute sorte de seigneurs pour établir le droit de directe; c'est lorsque dans la reconnaissance il est fait mention d'une autre reconnaissance antérieure, avec expression de la date, du nom des parties reconnoissantes, & de celui du notaire qui l'a reçue.

47. Il a été jugé par deux arrêts du parlement de Toulouse, l'un du 17 mai 1541, & l'autre du 6 mai 1566, rapportés par la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. *des inféodations*, art. 12, & chap. 24, art. 2, que lorsqu'un seigneur est en pariage avec le Roi, il ne peut se faire reconnoître sans appeler le procureur du Roi. Il en seroit autrement si le seigneur étoit en pariage avec quelqu'autre simple seigneur; car alors il pourroit se faire reconnoître sans ap-

peller son co-seigneur. La Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 1, art. 2.

48. C'est au propriétaire, & non à l'usufruitier de l'héritage censuel, à reconnoître le seigneur direct. La Peyrere, letr. R, nomb. 30; la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 1, art. 31. Voyez Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 1, glos. 1, n. 4.

49. Il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse, du 12 août 1591, rapporté par la Roche audit chap. 1, art. 14, que l'emphytéote peut faire la reconnaissance par procureur expressément fondé. Il n'en est pas de même de l'hommage que le vassal est régulièrement obligé de faire en personne. La raison de cette différence se prend de ce que l'hommage est un acte purement personnel, & un témoignage public de la dépendance du vassal envers son seigneur, au lieu que la reconnaissance est plutôt réelle que personnelle.

50. Lorsqu'il y a plusieurs reconnaissances passées entre un seigneur & ses emphytéotes, on demande par laquelle il faut se régler? La commune résolution est, qu'il faut se régler par la reconnaissance la moins onéreuse pour les emphytéotes, *propter privilegium libertatis*. C'est pourquoi si les dernières reconnaissances portent une moindre vente, on doit les suivre; que si au contraire les dernières reconnaissances portent une plus grande prestation, il faut se régler par les premières, parce que cette plus grande prestation est regardée comme une surcharge que la jurisprudence des arrêts a toujours réprouvée. Par où l'on peut voir que la faveur de la libération l'emporte sur la rigueur du droit, & que l'emphytéote a des prérogatives dont le seigneur ne jouit pas. A quoi s'accordent les loix qui exhortent à pencher pour la libération & l'affranchissement? *Semper in obscuris quod minimum est sequimur. Proniores esse*

m ad obligandum. Voyez M. Dolive , liv. 2 , chap. 27 ; Carondas en ses réponses , liv. 8 , chap. 58 ; la Roche , *des droits seigneuriaux* , ch. 1 , art. 9 ; Maynard , liv. 8 , chap. 18.

51. En effet , comme dit Dolive , *ibid.* le seigneur & l'emphytéote ne tiennent pas en ce cas de la nature des relatifs. L'emphytéote peut prescrire la cote du cens , & diminuer par un contraire usage la charge qui lui a été imposée ; mais il n'est pas au pouvoir du seigneur d'établir une plus grande rente que celle qui lui est acquise par les anciennes reconnoissances , à moins que le fonds emphytéotique ne fût revenu une seconde fois en sa main , & qu'ensuite il en eût fait une nouvelle tradition ; car alors l'emphytéote seroit incontestablement tenu d'exécuter les engagements de cette seconde ouverture , quelque gênants qu'ils fussent. Or la raison pourquoi la libération décide entre diverses reconnoissances , c'est qu'on ne présume jamais de violence de la part du tenancier , mais seulement le seigneur s'est relâché de son bon gré par des considérations qui , pour être inconnues , ne laissent pas d'être censées légitimes : au lieu que dans le cas où les reconnoissances postérieures portent un plus grand devoir , on croit qu'elles sont causées par la force & l'autorité que le seigneur a sur son emphytéote ; & les surcharges sont si odieuses qu'elles doivent être réduites aux titres anciens , dans le cas même où elles se trouveroient autorisées par des transactions exécutées pendant un temps immémorial , parce que ces transactions peuvent avoir été extorquées , de même que les reconnoissances. Voyez le président Faber dans son code de *eo quod metûs causâ* , *defin.* 1.

52. Sur quoi remarquez que , si la reconnoissance qui tend à la décharge du tenancier déroge au titre primordial ,

on ne croit pas qu'elle doive être exécutée , parce que le titre primordial *cujus aeterna est autoritas* , selon l'expression d'un sçavant , rectifie tout , & veille à l'intérêt du seigneur aussi-bien qu'à celui de l'emphytéote , puisqu'il est commun à l'un & à l'autre , à moins qu'il ne parût d'une manière claire que le seigneur avoit voulu y déroger en faveur du tenancier , ou qu'il y eût plusieurs reconnoissances conformes.

53. Le mineur peut reconnoître valablement son seigneur sans l'assistance de son tuteur ou curateur. La raison est , parce que le titre primordial rectifie tout. Ainsi si la reconnoissance faite par le mineur contient une surcharge , il ne sera point tenu de l'exécuter , mais il faudra se régler par le titre d'inféodation. Voyez le président Faber dans son cod. de *reb. alien. non alienandis* , *defin.* 5. D'ailleurs le mineur peut passer seul toutes sortes d'actes , pourvu qu'il fasse sa condition meilleure , ou au moins qu'il ne fasse que ce que son tuteur ou curateur auroit été obligé de faire.

54. Quoique le simple seigneur direct ne puisse pas fonder le droit de directe sur une seule reconnoissance , ainsi que nous l'avons observé , les tenanciers ne peuvent pas néanmoins la détruire sans lettres en restitution. Il est vrai que le seigneur ne peut point leur opposer la fin de non-recevoir prise de l'ordonnance de Louis XII. L'apostillateur de la Peyrere , lett. R , n. 29.

55. Les seigneurs sont tenus de restituer ou de compenser la surcharge qu'ils ont exigée , & cela depuis vingt-neuf ans seulement avant la demande.

56. Les reconnoissances n'emportent point quittance *ipso jure* des arrérages de rente , à moins qu'il y eût coutume expresse au contraire. Faber en son code , *lib.* 4 , *tit. ult. defin.* 14 ; la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 1 , art. 17 , & chap. 6 , art. 14. La raison est , parce

qu'un contrat ne peut point opérer contre l'intention des contractans.

§ 7. Les reconnoissances prouvent la directe, quoiqu'elles ne soient signées ni du notaire, ni des parties, pourvu qu'elles soient antérieures à l'ordonnance de François I de l'année 1539, parce qu'avant cette ordonnance les notaires n'étoient guères dans l'usage de signer les actes qu'ils recevoient. J'ai vu cependant quelques reconnoissances d'une date beaucoup plus reculée, signées des notaires, & actuellement j'en ai une sous les yeux de l'année 1528, passée en faveur des auteurs de M. de Saint-Antier, marquis de Bories, qui est signée du notaire. Ainsi l'ordonnance de 1539 n'a fait que rendre d'un usage général & nécessaire ce qui se pratiquoit auparavant au gré des notaires. Mais les reconnoissances qui sont postérieures à cette ordonnance ne peuvent point prouver la directe si elles ne sont signées. La raison est, parce que cette ordonnance & celle d'Orléans de l'année 1560 ont enjoint aux notaires de signer leurs actes. Vedel sur Catelan, liv. 3, chap. 2; Ferrière sur la quest. 272 de Guy-Pape; Boër. quest. 205, n. 13; Mornac in l. 10, ff. de probat. & la Peyrere, lett. P, nomb. 117, qui dit que si les anciennes reconnoissances sont tirées des archives de l'église, & marquées d'un sceau, la preuve qui en résulte devient moins équivoque, & que néanmoins elles ne seront jamais hors d'atteinte qu'autant qu'elles seront reconnues écrites de main publique. Or la raison pourquoi les reconnoissances marquées d'un sceau semblent avoir un caractère de sincérité, c'est parce qu'anciennement avant la création des notaires royaux, arrivée en 1302 sous Philippe le Bel, les actes privés se faisoient devant un notaire (qui étoit le clerc du juge), en présence de plusieurs témoins qui apposoient leurs sceaux ou cachets à l'acte.

Il faut néanmoins convenir que cette preuve est sujette à bien des inconvéniens qui doivent la faire mépriser, si elle n'est soutenue par d'autres marques moins équivoques.] *Voyez Titre nouvel.*

§ 8. RECONNOISSANCE SÈCHE. Il est une maxime certaine, en matière de fiefs, c'est qu'un seigneur qui est fondé en possession pour exercer les droits féodaux sur un certain territoire circonscrit & limité, a droit de les exercer sur tout le territoire en général, & en particulier sur chacun des héritages qui le composent. *Habens territorium limitatum in certo jure sibi competente in illo territorio, est fundatus in jure communi in eodem jure in quâlibet parte sui territorii.* Mol. in consuet. Parisi. §. 63, glos. 1, u. 6. Ainsi un tel seigneur, quoiqu'il n'ait ni titre ni reconnoissance, peut demander le cens sur chacune des maisons, ou sur chacun des héritages enclavés dans les bornes du territoire sujet à la censive. Il en est de même des profits de fief & droits de justice. *Si habent territorium limitatum in dominio directo terrarum, & jurisdictione earum, erit fundatus in utroque in quâlibet parte.* Mol. ibid. Ce qui a lieu même pour les héritages. Ainsi jugé par arrêt du 14 Mai 1602, rapporté par Bouguier, lett. D, n. 17. Dans l'espece de cet arrêt, les chanoines de saint Pierre-le Puellier de Bourges justifioient une possession de plus de quatre vingt de percevoir le terrage universellement sur tous les particuliers détenteurs des héritages situés dans un canton circonscrit & limité; un particulier, possesseur d'une portion de terre enclavée dans ce canton, fut condamné à payer le terrage au même taux que les autres tenanciers, quoiqu'on ne vérifiât d'aucun paiement de ce droit fait par lui ou par ses prédécesseurs, & qu'il fût en possession immémoriale de liberté à cet égard. Il faut donc, dans ce cas,

pour s'affranchir du droit exigé par le seigneur , avoir un titre précis & qui prouve contre lui ; la possession , quelque longue qu'elle soit , ne supplée point à un tel titre.

59. Il en est de même du franc aleu : quiconque prétend décorer de l'allodialité un tertein situé dans l'enclave d'une seigneurie circonscrite, continue & limitée , ne peut réaliser cette prétention, s'il n'est armé d'un titre précis ; la possession la plus longue ne suffiroit pas pour le faire réuillir. *Molin. ibid.* Lalande sur Orléans, art. 255 ; Basnage sur Normandie, art. 102 ; Chopin sur Anjou, *lib. 2, part. 2, cap. 2, tit. 5* ; Brodeau sur Paris, art. 68, n. 7 *in fin.* Pailu sur Tours, art. 145. Voyez Legrand sur Troyes, n. 51, *glos. 1, n. 12 & 13* ; Graverol sur la Roche, *des droits seigneuriaux*, chap. 1, art. 1 ; Cambolas, liv. 4, chap. 45 ; Maynard, liv. 4, chap. 35.

60. Mais alors il suffit d'opposer au seigneur des actes passés avec lui , dans lequel l'héritage est qualifié allodial ; de simples partages ou d'autres titres simplement énonciatifs ne suffiroient pas , ou du moins n'auroient pas la même force ; cependant on ne laisse pas d'y avoir égard quand leur date remonte à soixante-dix ou quatre vingts ans , & qu'elle est appuyée d'une possession immémoriale & continue. Arrêt du 7 septembre 1640, rapporté par Brodeau sur Louet, lett. C, 21, n. 25 , & sur Paris, art. 68 ; Ricard sur le même article , & Lalande sur Orléans, art. 255.

61. Quant aux terres tenues en *franche aumône* , il y a quelque différence. On entend par franche aumône des biens donnés à l'église par le seigneur de fief. Lorsque, dans le titre de donation , il n'a fait aucune réserve , on présume que son intention a été de dégager les héritages donnés de tous les droits de féodalité. Il y a plus , si l'héritage

étoit chargé de quelque rente , & que le seigneur ne l'eut pas réservée , elle seroit amortie. En un mot , comme dit la coutume de Normandie , art. 142 , « celui qui a fait don à l'église de son » héritage n'y peut réclamer autre chose » que ce qu'il a expressément réservé ». Tout ceci suppose toujours que le Roi & le seigneur supérieur du donateur sont désintéressés & ont consenti à voir passer un héritage , sur lequel ils ont des droits de mouvance & de mutation à espérer, entre les mains des gens de main-morte.

62. Mais il y a cette différence entre la franche aumône & les deux espèces de franchises dont on vient de parler , que , quoiqu'elle soit prétendue pour un héritage renfermé dans l'étendue d'un fief continu, circonscrit & limité , la possession immémoriale est un titre suffisant pour la faire présumer , & que cette présomption ne peut être détruite que par un titre précis. Telle est la jurisprudence tant du parlement que du grand-conseil , constatée par plusieurs arrêts cités par la Combe , *jurisprud. civile, verbo Aumône* ; & l'art. 141 de la coutume de Normandie n'exige qu'une possession quarantenaire.

63. Tels sont les cas où les héritages sont réellement affranchis de tous droits féodaux ; & comme ce sont les droits féodaux qui autorisent le seigneur à se faire donner en temps & lieu la déclaration dont on vient de parler dans l'article précédent , parce qu'il a intérêt de connoître ses droits & d'en prévenir la prescription , il s'ensuit qu'il n'a point d'intérêt , & par conséquent point de droit pour exiger des possesseurs des biens francs une déclaration de la nature de celle dont on vient de parler.

64. Mais , d'un autre côté , le propriétaire d'un héritage franc voisin d'une seigneurie , ou enclavé dans une seigneurie , est sans cesse à portée d'étendre

imperceptiblement sa possession sur les terres allodiales , soit par des usurpations volontaires & insensibles , soit , par les circonstances & sans intention. Ces progrès , qui ne s'appërçoivent point , étendent la franchise en incorporant ces espèces de conquêtes à l'héritage allodial , & diminuent d'autant les droits du seigneur qui se rétrécissent à mesure que l'allodialité gagne du terrain. Il a donc l'intérêt le plus sensible à prévenir ces pertes par un remède qui le mette à portée de juger si les héritages francs conservent toujours leur contenance primordiale & n'empiètent point sur sa seigneurie.

65. Ce remède est ce qu'on appelle une *reconnoissance sèche* , ainsi nommée parce qu'elle ne contient autre chose que le détail de l'étendue , de la situation & de la nature des héritages possédés franchement dans l'enclave ou sur les bords du fief. Il n'y est fait mention d'aucun droit féodal passif , d'aucun droit de mouvance , soit utile , soit honorifique , parce qu'il n'en est point dû ; ou s'il y en est parlé , c'est pour dire que les biens dont on donne la déclaration n'en doivent aucun. A cette reconnoissance , le tenancier qui la donne doit joindre l'exhibition de ses titres.

66. Les possesseurs de ces héritages allodiaux & libres de la féodalité ont long-temps débattu avant de se soumettre à cette formalité ; ils prétendoient que la liberté dont ils jouissoient étoit sans bornes , & que c'étoit l'entamer que de soumettre ceux qui sont en possession à la nécessité d'un acte qui annonce une supériorité marquée à l'avantage de celui qui prétend avoir droit de l'exiger. Mais ces raisons , & la prétention à laquelle elles servoient de fondement , ont été prosrites par la jurisprudence constante du parlement de Paris.

67. En effet , cette déclaration est le seul moyen qui puisse garantir le fief

auquel elle est due du danger d'être réduit insensiblement à rien. Le seigneur à qui on la donne est en état de comparer chaque fois celle qu'il reçoit avec les précédentes & avec les titres primordiaux qui ont établi la franchise , de connoître par-là si les héritages francs se contiennent toujours dans leurs véritables bornes , & de les y faire rentrer s'ils ont empiété au-delà.

68. Ces reconnoissances sèches sont dues sur-tout lorsque le Roi ou le seigneur féodal , dans le district duquel ces biens allodiaux sont enclavés , fait procéder à la confection d'un papier terrier. *Voyez Duplessis , des héritages tenus en franc-aleu* , liv. 1.

69. RECRÉANCE , en matière de droits seigneuriaux , c'est quand on donne main-levée au vassal du fief saisi , ou au tenancier des fruits de son héritage saisis par le seigneur , faute de devoirs non rendus , ou faute de paiement d'arrérages du cens , & autres semblables droits. *Voyez Châteauneuf* , art. 47 ; Dreux , art. 34 ; Poitou , art. 55 , 61 , 85 ; Saint-Jean-d'Angely , art. 20 , 22.

70. RÉDACTION ET RÉFORMATION DES COUTUMES. *Voyez Coutume.*

71. REDEVANCES , sont les droits ou charges auxquelles les propriétaires d'héritages sont tenus envers les seigneurs féodaux ou censuels. *Redevances* se dit encore des rentes foncières après le cens , soit qu'elles consistent en argent , grains , volailles , ou autre chose. Dans l'art. 56 de la coutume de Paris , le mot *redevance* est proprement pris pour ce que le fermier paie au propriétaire pour le prix de chaque année de sa ferme.

72. Celui qui abandonne au seigneur direct ou censuel l'héritage qui relève de lui , doit payer la redevance de l'année prochaine à échoir. *Voyez Coquille* , tom. 2 , quest. 270.

73. Un seigneur qui prétend rede-

vance de surcharge sur ses sujets, c'est-à-dire une redevance après les cens, ne la peut acquérir par prescription, quelque longue que soit la possession, s'il ne fait apparoir un titre. Ainsi jugé par arrêt du 21 juillet 1570, rapporté par Carondas, liv. 2, rep. 84.

74. La redevance ancienne & en grains qui a toujours été payée en espèce depuis trente ou quarante ans, s'il n'appert du titre au contraire, est réputée foncière, & non réductible en argent. *Voyez* le même Carondas, liv. 13, rep. 72, il cite deux arrêts des 20 juin 1573 & 10 juillet 1574.

75. Si les héritiers ou successeurs de celui qui a fondé une redevance à un hôtel-dieu, tombent dans la nécessité, la redevance leur doit être appliquée en tout ou en partie. *Voyez* Henrys, tom. 2, liv. 1, quest. 22.

76. RÉGIE DE TERRES SEIGNEURIALES. Ce n'est pas la meilleure façon de faire valoir son bien; le plus sûr est d'affermir.

77. Pour que la régie soit utile au seigneur, il faut qu'il trouve un régisseur honnête homme, intelligent, désintéressé, qui porte dans sa régie toutes les vues d'un bon père de famille; mais où trouver un semblable homme dans un siècle où on se familiarise si fort avec le bien d'autrui?

78. J'ai vu quantité de seigneurs mettre leurs terres en régie, mais tous s'en sont repentis, & la régie les a enfin forcés d'affermir même à bas prix. J'ai été président à la reddition de compte d'un régisseur; sa recette, en trois ans, étoit de 36000 livres; le seigneur n'avoit reçu que mille écus; le reste avoit été dissipé par le régisseur, honnête homme cependant, mais ignorant, paresseux & négligent. La manutention des paysans, de mauvais achats de bestiaux, des réparations mal faites & à contre-temps avoient tout consommé.

79. REGISTRE (droit de). Dans la coutume de Vimeu, art. 1, c'est un droit de quatre deniers qui est dû au seigneur censuel pour ensaïsiner l'acquéreur d'héritage cottier.

80. REHABILITATION. *Voyez* Lettres de réhabilitation de noblesse.

81. REINS DE FORÊTS. Ce mot est souvent employé dans les anciennes ordonnances pour signifier les environs d'un bois, d'une forêt; mais aucune ordonnance n'a défini précisément en quoi consiste cet environ. Celle de 1669 semble cependant l'avoir fixé à une demi-lieue, en faisant défenses à toutes sortes de personnes de faire construire à l'avenir aucuns châteaux, fermes ou maisons dans l'enclos, aux rives des forêts du Roi. Chaufour, dans son institution, rapporte plusieurs arrêts antérieurs à l'ordonnance de 1669, qui ont mis à une plus grande ou à une moindre distance les *reins* des forêts, mais on pense qu'il faut s'en tenir à la dernière ordonnance.

82. REILHAGE. On appelle ainsi dans la coutume de la Marche, art. 332, le droit de *suite* sur les dixmes. *Voyez* Suite de dixmes. Quelques-uns confondent mal-à-propos le *reilhage* avec le *champart* ou le *terrage*.

83. RELEVER, en matière féodale, exprime la mouvance du fief inférieur relativement au supérieur. On dit, *cette terre relève de ce fief*, c'est-à-dire, qu'elle est dans la mouvance de ce fief. *M. tel relève du Roi, ou de tel seigneur*, c'est-à-dire, qu'il a un fief dans la mouvance d'une seigneurie appartenant au Roi ou à tel seigneur.

84. RELEVER, en matière de justices seigneuriales, se dit en parlant du ressort où il faut plaider en cause d'appel. Les appellations des duchés-pairies ne se relèvent qu'au parlement.

85. RELEVER SON FIEF : c'est faire la foi & hommage à son seigneur, &

lui payer les droits auxquels les mutations & l'ouverture des fiefs donnent lieu.

86. RELEVOISONS A PLAISIR, sont un droit seigneurial usité dans la coutume d'Orléans, qui est dû au seigneur censuel, & qui consiste dans le revenu d'un an de l'héritage aliéné.

87. Ce droit lui est dû pour toutes mutations précédentes de la part des possesseurs des héritages chargés de cens, soit par mort, ventes ou autrement. *Voyez* les art. 115, 116, 121, 124 de la coutume d'Orléans.

88. Quand plusieurs mutations arrivent en une même année par mort, il n'est dû qu'un seul droit de relevoison ; mais quand les mutations qui arrivent dans une même année sont volontaires, il est dû autant de relevoisons.

89. Il y a d'autres relevoisons dans la même coutume qui se paient au denier fix, ou autrement, selon les concessions des seigneurs ; c'est-à-dire, par exemple, que si le cens est de douze deniers, l'acquéreur de l'héritage censuel paiera six deniers de relevoison pour chaque denier de cens, ce qui fait au total six sols. *Voyez* les art. 117, 118, 124, 134 de la coutume d'Orléans.

90. RELIEF (droit de). Ce droit, dans presque toutes les coutumes, est synonyme avec *rachat*, & a les mêmes règles. *Voyez* *Rachat*.

91. RELIEF DE BAIL. Dans quelques coutumes comme Senlis, art. 167, c'est un droit de rachat dû par le mari pour les fiefs qu'il a reçus de sa femme, ou qui lui sont advenus par mariage. *Voyez* *Fillette* ; ci après, *Relief de chambellage*.

92. RELIEF DE BOUCHE : c'est quand le vassal ne doit que la bouche & les mains. Il est parlé de ce relief de bouche dans la coutume de Herly, art. 1 & 2.

93. RELIEF, CENSIVES : c'est la

même chose que lods & ventes. *Voyez* ce mot.

94. RELIEF DE CHAMBELLAGE. En l'ancienne coutume de Beauquesne, c'est le droit que le mari paie au seigneur à cause des fiefs qui adviennent à sa femme pendant le mariage. *Voyez* l'art. 19. Pour sçavoir en quoi consiste le droit de *chambellage*, *voyez* ce mot.

95. On voit par-là combien est différente, suivant les coutumes, la jurisprudence qui règle les fiefs advenus au mari du chef de sa femme durant le mariage. Dans quelques coutumes, comme Berry, ces fiefs ne produisent aucuns droits, à moins que le seigneur ne soit fondé en titre. Dans d'autres, comme Senlis, le mari paie un simple rachat, tel qu'il est réglé par la coutume. *Voyez* Senlis, art. 167. Dans la coutume de Peronne, outre le relief, il est dû le chambellage, *voyez* l'art. 34. Dans la coutume de Montreuil qui en a très peu de semblables, & qui peut-être est unique, il est dû deux reliefs, & en outre le chambellage. Le premier relief est appelé *de propriété*, à cause de la propriété du fief qui passe à la femme. Le second est appelé *relief de bail*, à cause de l'administration & de la jouissance que le mari fait de ce fief.

96. RELIEF, CHEVAL ET ARMES. Dans la coutume de Cambrai, tit. 1, art. 50 & 51, en succession de fief noble & lige, outre les droits ordinaires, le seigneur prend le cheval & les armes du défunt. S'il n'avait qu'un cheval & point d'armes, alors le seigneur ne prend que le cheval. Quand il y a ouverture du fief par le décès des femmes, comme elles sont censées n'avoir ni chevaux, ni armes, le seigneur ne prend que les droits ordinaires, sçavoir, soixante sols pour le relief, & autant pour le chambellage.

97. RELIEF A MERCI. Ce relief n'a lieu

lieu que pour les censives. S'il est dû à la mort du seigneur, ou du censitaire propriétaire de l'héritage sujet au droit, c'est la même chose que le *marciage*, le *plait seigneurial*. Voyez ces mots.

98. RELIEF DE PLUME. Voyez Plume.

99. RELIEF DE PROPRIÉTÉ. Voyez ci-dessus Relief de chambellage.

100. RELIEF SIMPLE : c'est quand la femme ne doit que le relief de propriété. Voyez Ponthieu, art. 28 & 31 ; Artois, art. 158.

101. RELIEF ET VENTES. Dans le général des coutumes en vente d'héritages censuels, il n'est dû qu'un seul droit de lods & ventes ; mais dans la coutume de Blois, & dans quelques coutumes locales du Blaisois, au lieu de lods & ventes, il est dû deux droits, un droit de relief & un droit de ventes. Le droit de vente est de vingt deniers tournois, & le droit de relief est d'un fol par chaque denier de cens. Voyez Blois, art. 109 ; Saint-Agnan, art. 9 ; Selles, art. 3 ; Moulins en Berry, art. 1, Valencay, art. 1. Dans quelques-unes de ces coutumes, & même dans quelques autres générales, les reliefs sont dus par le décès du détenteur de l'héritage censuel, & consistent en vingt deniers pour livre du prix de l'héritage. Voyez Anjou, art. 156 ; le Maine, art. 174 ; Chartres, art. 18.

102. RELIEF EN PAYS VEXIN. Voyez Vexin.

103. RELODS : c'est encore un droit dû en vente d'héritages censuels, en usage dans la châtellenie de Provins au ressort de Meaux ; il est de dix deniers pour livre. Voyez l'indice de Raueau.

104. RÉMÉRÉ, est la faculté de retirer dans un certain temps un héritage qu'on a vendu. Nous ne traitons de ce contrat que par rapport aux droits seigneuriaux qu'il peut produire.

105. La vente à faculté de réméré est une vente pure & simple, *sub conditione*

Partie II,

resolutivâ. Cependant la jurisprudence d'aujourd'hui est que les droits seigneuriaux dus pour une telle vente, ne sont dus qu'au cas que le réméré ne soit pas exercé dans le temps stipulé.

106. La faculté de racheter ne peut en général excéder neuf ans, sans quoi les droits seroient dus. Autrefois il ne falloit point de jugement pour faire déchoir le vendeur de sa faculté de réméré, ou, comme on dit, pour le purger ; maintenant il en faut absolument un, sinon la faculté dure trente ans ; mais cette prolongation n'a pas lieu pour les droits seigneuriaux qui sont dus du moment que la faculté est expirée. Voyez le *traité des fiefs* de Guyot, tom. 3, chap. 4, sect. 5.

107. A l'égard du temps où ces droits peuvent s'exiger, en pays de droit écrit, ils sont exigibles lors de la vente, & ils sont dus au fermier du jour de la vente, & non de la faculté expirée. Voyez Maynard, liv. 4, chap. 38 ; la Roche-Flavin, *des droits seigneuriaux*, chap. 38, art. 4 ; Salvaing, chap. 85 ; Duperrier, liv. 4, quest. 16 ; Loysel en ses institutes, liv. 3, tit. 4, art. 20.

108. Mais en cas que le rachat ait lieu par le vendeur, l'acquéreur peut exiger caution du seigneur ou du fermier pour la restitution des droits qu'il aura payés au moment de la vente. Voyez le Bretonnier, *verbo* Retrait conventionnel.

109. Dans les coutumes les choses s'y passent différemment, & les auteurs les divisent en quatre classes.

110. La première est de celles qui ne doivent aucuns droits quand le réméré est au dessous de neuf ans, & qu'il est exercé dans ce temps, ce qui est de droit commun.

111. La seconde est de celles où il n'est rien dû, quand le temps de retrait est au-dessous de trois ans. Voyez Melun, art. 123 ; Berry, tit. 6, art. 8.

112. La troisième est de celles où le

B b

droit est dû pour la vente, & où il n'est rien dû pour le rachat. *Voyez* Orléans, art. 12; Sens, art. 99; Auxerre, art. 226.

113. La quatrième enfin est de celles où le droit est dû pour la vente & pour le rachat. *Voyez* Nivernois, tit. *des fiefs*, art. 23. Coquille observe avec raison que cette disposition est très dure & très-rigoureuse.

114. Si le vendeur qui s'est réservé la faculté de réméré, vend depuis le contrat cette même faculté à l'acquéreur, ce dernier contrat donne ouverture aux droits seigneuriaux, & le seigneur est en droit de s'en faire payer. *Voyez* Dumoulin sur la coutume de Paris, tit. 2, § 78, glos. 1, n. 52.

115. Il en est de même s'il cède son droit de réméré à un tiers, parce que ce tiers fait une mutation qui produit des droits au seigneur. *Voyez* Dumoulin, *loc. cit.* num. 58 & 59. *Voyez* Lods & ventes.

116. REMISE DE DROITS SEIGNEURIAUX, est la grace que fait un seigneur de se départir d'une partie de ses droits, lorsqu'un acquéreur, avant son acquisition, va le trouver pour en composer. Il n'est point de seigneur qui, pour faciliter les mutations dans sa mouvance, ne fasse quelque remise en pareille circonstance. Mais il seroit trop tard de la demander après le contrat passé, le seigneur peut alors exiger ses droits à toute rigueur; & si l'acquéreur, après le contrat, avoit surpris le seigneur & composé avec lui, cette composition seroit une fraude qui ne pourroit préjudicier au seigneur. *Voyez* Ferrière sur l'art. 23 de la coutume de Paris, n°. 11.

117. Quand le seigneur a une fois composé de ses droits avec l'acquéreur, il ne peut plus exercer le retrait féodal ou censuel. *Voyez* Retrait.

118. Il se présente ici une question

qui se juge différemment en différents tribunaux : elle consiste à sçavoir si, quand le seigneur a fait remise à l'acquéreur d'une partie des droits seigneuriaux, cet acquéreur est en droit d'en exiger la totalité de celui qui exerce sur lui le retrait lignager.

119. Voici comment Coquille, quest. 184, raisonne sur cet objet : « Dans le » temps qu'il n'étoit pas permis d'aliéner » son fief sans la permission du seigneur, » & que cette permission ne s'accordoit » que moyennant un prix convenu entre » le seigneur & celui qui se disposoit à » faire l'acquisition, il est certain que » le retrayant devoit avoir la même » composition; le seigneur ayant une » fois consenti à l'aliénation, & ayant » mis un prix déterminé à ce consente- » ment, il n'avoit aucune raison qui pût » ni l'autoriser ni l'engager à varier ».

120. Mais depuis que les fiefs sont devenus patrimoniaux, que les possesseurs ont eu la liberté d'en disposer à leur gré, & sans être tenus d'avoir l'agrément du seigneur, depuis que les compositions, qui étoient anciennement arbitraires, ont été fixées à un taux certain, proportionné au prix de la vente, & que le seigneur peut exiger judiciairement & sans aucune diminution, il ne fait aucun tort à l'acquéreur quand il fait payer en entier ce que la coutume lui attribue. S'il lui en remet une partie, c'est une grace qu'il lui fait, pour laquelle l'acquéreur lui a obligation. Or toutes graces & tous bienfaits son personnels. *Quod illius personæ præsaretur, hoc nequaquam ad alium pertinere deberet.* L. 28, ff. de legat. 2. D'où notre auteur conclut que le retrayant est obligé de payer à l'acquéreur la totalité de la somme à laquelle les droits seigneuriaux sont fixés par la coutume.

121. Ces raisons ont été adoptées au parlement de Paris, qui juge constamment cette question suivant le sentiment

de Coquille. Mais les parlemens de Toulouse & de Grenoble ont adopté la jurisprudence contraire, parce que l'intérêt de l'acheteur se réduit à se trouver en tel & semblable état qu'il étoit avant son contrat d'acquisition ; & que , s'il ne doit rien perdre , il ne doit aussi rien gagner. Salvaing , *de l'usage des fiefs* , chap. 86 , où il rapporte des arrêts de 1642 , 1644 & 1645. Mais la jurisprudence du parlement de Paris paroît préférable. Il ne s'agit pas ici d'examiner si l'acquéreur doit gagner ou perdre ; on ne doit s'attacher qu'à l'intention du seigneur , qui n'a été autre que de gratifier l'acquéreur personnellement ; gratification dont il auroit profité s'il n'eût pas été évincé de la terre. Ainsi le but que se proposent les parlemens de Toulouse & de Grenoble n'est pas rempli ; l'acquéreur ne reste pas indemne dans leur ressort , puisqu'il perd un présent qui lui a été fait par le seigneur , & qu'il auroit conservé s'il n'avoit pas essuyé le retrait déjà assez désagréable par lui même.

122. Au surplus il est fort rare que cette question puisse être agitée , parce que les seigneurs qui font des remises aux acquéreurs sur leurs droits ont ordinairement la précaution de donner quittance de la totalité , sans faire entendre , par aucune expression , qu'ils aient moins reçu ; & cette précaution est sage. S'ils accumuloient plusieurs quittances portant une somme inférieure à celle qui leur est due , on pourroit un jour les leur opposer comme une preuve fondée en titres émanés d'eux-mêmes , que le droit qui leur appartient est inférieur à celui que la coutume a établi ; ce qui pourroit paroître d'autant plus probable , que dans bien des cantons l'usage est de faire habituellement la remise d'une certaine portion. A Paris , par exemple , on remet assez ordinairement un tiers.

123. Coquille , quest. 188 , ajoute , qu'il mettroit volontiers une exception

à l'avis qu'il a établi plus haut. Si le Roi , dit-il , ou tout autre seigneur , avoit ordonné à ceux qui sont préposés pour la perception de ses droits , de faire remise d'un tiers , d'un quart , ou de telle autre portion de ces droits , à tout acquéreur qui se présenteroit pour les payer , celui sur qui le retrait seroit exercé ne pourroit pas exiger du retrayant la totalité du droit , mais seulement ce qu'il en auroit réellement payé ; parce qu'en ce cas la libéralité du Roi ou du seigneur étant générale , le retrayant a droit d'en profiter comme le premier acquéreur , la gratification n'ayant aucun particulier nommé pour objet.

124. On agite encore , dans le ressort du parlement de Toulouse , une autre question à ce sujet. Pour l'entendre il faut sçavoir que ce tribunal s'est formé un point de jurisprudence qui lui est particulier , qui est connu sous le nom de *rabat de decret*. Ces mots expriment la faculté accordée à celui dont les biens ont été décrétés & adjugés par décret d'y rentrer , en rendant à l'adjudicataire le prix de son adjudication , les frais & loyaux-coûts , & les réparations ; & si cet adjudicataire est un des créanciers du failli , il faut lui offrir en outre à deniers découverts le principal de sa dette , & les dépens. Ce pouvoir est aussi accordé aux enfans de celui sur qui les biens ont été décrétés & adjugés. Cette faculté qui est de pure grace , & que le parlement seul & la cour des aydes peuvent accorder , à l'exclusion de tous autres juges , est fondée sur la loi 3 , §. 3 , *cod. de jure domin. impet.* qui dit que *pietatis intuitu habeat debitor in suam rem humanum regressum* ; & ce rabat de decret doit être exercé dans les dix ans du jour de la date de l'exploit de mise en possession ; formalité requise dans le ressort du parlement de Toulouse. *Déclaration* du 16 juin 1736 , enregistrée au parlement & en la cour des

aydes de Toulouse le 28 du même mois.

125. Cela posé, on demande si l'adjudicataire ayant eu une remise du seigneur, ceux qui se pourvoient en rabat de décret ont droit de profiter de cette remise, en ne remboursant à l'adjudicataire que la portion des droits qu'il a réellement payée au seigneur ? On juge que la totalité doit être payée à l'adjudicataire. La raison qu'on en donne est, que le rabattement est une indulgence de la loi qui détruit une acquisition faite sur la foi de l'autorité de la justice. *Voyez* Albert, *verbo* Lods, art. 3.

126. REMUEMENT. Dans la coutume de Nivernois ce mot signifie *mutation*, & s'emploie communément pour signifier celles qui se font dans les héritages bordelliers, autrement néanmoins que par vente. *Voyez* les institutes féodales de Guyot, pag. 154 ; Nivernois, chap. 6, art. 16.

127. RENOVATION DE TERRIER. *Voyez* Papier terrier, Lettres de terrier, Inventaire de titres pour y parvenir, Clôture, Vérification de terrier, Commissaires à terrier.

* 128. RENTE, en matière de droits seigneuriaux, signifie proprement la redevance que les emphytéotes sont tenus de payer chaque année à leur seigneur direct. Les lods & ventes sont une dépendance & un accessoire de cette rente, à la différence de la simple rente foncière ou surcens, qui n'étant imposée sur l'héritage censuel qu'après la rente seigneuriale, n'empêche aucun droit de directe.

129. Suivant la plus commune observance de la France, conforme à l'article 99 de la coutume de Paris, la rente seigneuriale est solidaire lorsqu'elle dérive d'un même accensement ou bail à cens, & qu'elle n'a pas été distribuée *pro nunc o jugerum* ; ce qui est fondé sur ce que l'action hypothécaire a lieu

aux charges foncières, de même qu'aux simples hypothèques. J'ai dit, suivant la plus commune observance, parce qu'il y a quelques provinces où la rente est divisible, par la raison que ce n'est pas la pure hypothécaire, *qua competit pro oneribus rei*, mais la mixte, *scilicet actio personalis scripta in rem*.

130. Le tenancier qui paie la rente à un faux procureur ou receveur du seigneur, mais qui paroît pour véritable, se libère valablement à cause de sa bonne foi. Taber en son code, liv. 4, tit. 43, défin. 19. *Argum. l. Barbarius Philippus, ff. de officio pratoris*. Le seigneur doit s'imputer de n'avoir pas veillé à la perception de ses droits, & d'avoir souffert qu'une personne, sans pouvoir ni qualité, s'ingérât de les percevoir ; ce qui néanmoins est une exception à la loi 8, *cod. de condiël. indeb.* suivant laquelle le paiement fait à un faux procureur ne libère point le débiteur.

131. Les rentes volantes, constituées à prix d'argent, se prescrivent par le laps de trente ans, quand même elles seroient payables en espèces & constituées en faveur de l'église. Henrys, tom. 1, liv. 4, chap. 6, quest. 73 ; Robert, *rerum judic. lib. 2, cap. 8, & lib. 4, cap. 18* ; Catelan, tom. 1, liv. 1, chap. 7. C'est pourquoi le créancier peut obliger le débiteur ou ses héritiers de passer titre nouvel avant l'expiration de la trentième année, ou bien faire déclarer son titre exécutoire contre les héritiers, ce qui vaut titre nouvel & interrompt la prescription. A l'égard des arrérages de la rente constituée, ils ne peuvent être exigés que de cinq ans, suivant l'article 71 de l'ordonnance de Louis XII de l'année 1510, qui est exactement observée. On n'oblige pas même le débiteur d'affirmer qu'il a payé les années précédentes, parce que cette fin de non-recevoir a été établie en

haine de ces sortes de rentes , qui dans leur origine n'étoient pas regardées d'un œil favorable. Néanmoins lorsque le créancier a obtenu une condamnation , elle fait courir les arrérages de la rente constituée pour vingt-neuf ans ; le président Faber dans son code de *prescript.* 30 *vel* 40 *ann. defin.* 15 , lesquels ne comprennent point les cinq ans qui avoient couru avant la condamnation.

132. Sur quoi observez qu'une rente constituée à prix d'argent , sans tradition de fonds , ne peut jamais passer pour rente directe , quelque clause qu'on ait insérée dans le titre , & notwithstanding le temps immémorial & la multiplicité des reconnoissances qui la qualifient de rente directe , pourvu que le titre primordial paroisse. La Peyrere , lett. R , nomb. 83 *in notis*.

133. Le seigneur est en droit de se faire payer les arrérages de la rente seigneuriale depuis vingt-neuf ans avant la demande , & ceux qui ont couru depuis jusqu'au jour du paiement effectif ; mais il ne peut point exiger lesdits arrérages au delà de vingt-neuf ans dans le cas même où il auroit fait afficher & proclamer que ses tenanciers eussent à lui payer la rente. Guy-Pape , quest. 416 ; la Peyrere , lett. P , nomb. 76. Le seigneur ne peut interrompre la prescription à cet égard que par le moyen d'une assignation , suivie au moins de la présentation du tenancier. *Vide l. omnes , l. sicut , & l. cum notiff. mi , cod. de prescript. 0 vel 40 ann.*

134. Les seigneurs d'une terre par indivis ne peuvent point prescrire l'un contre l'autre par aucun laps de temps. La raison est , parce que les seigneurs par indivis possèdent non-seulement en leur nom , mais encore au nom du co-seigneur. Catelan , liv. 7 , ch. 8 , & *ibi* Vedel. A l'égard de la prescription de la quotité de la rente & de la forme du paiement , voyez ci-dessus , *verbo* Cens.

135. *Nota* , qu'en matière de rentes , le préambule du titre primordial ou du livre terrier n'est point obligatoire , c'est au corps de l'acte qu'il faut se tenir. Henrys , tom. 1 , liv. 3 , quest. 19 ; Schend. sur les instit. §. *præerea , de inutil. stipulat.* M. de Freminville en sa *pratique des terriers* , tom. 1 , pag. 212. *Argum. l. 99 , ff. de verb. obligat.*

136. Le seigneur ne peut point saisir les meubles du tenancier pour se procurer la rente qui lui est due , ou les arrérages d'icelle ; mais pour cela il doit venir par action simple , & obtenir jugement de condamnation , suivant l'arrêt rapporté par la Peyrere , lett. R , nomb. 92. Néanmoins la coutume de Paris , art. 86 , permet au seigneur censier en la ville & banlieue de Paris , en défaut de paiement des droits de cens dont sont chargés les héritages tenus en la censive , de procéder par voie de simple gagerie *sur les biens étant es maisons* pour trois années d'arrérages dudit cens , & au-dessus. La même coutume , art. 74 , permet au seigneur censier de procéder par voie d'arrêt ou brandon sur les fruits pendans , en l'héritage à lui redevable d'aucun cens , au fonds de terre , pour les arrérages qui lui sont dus ; à quoi sont conformes presque toutes les coutumes. On juge au parlement de Toulouse qu'à l'égard de la rente de l'année courante , le seigneur peut user de saisie en vertu d'une permission sur requête , conformément à l'avis de Dumoulin , §. 86 , n. 10 & 11. Voyez la Peyrere , lett. S , nomb. 2 , vers. *le 20 janvier* , &c. Loysseau , du *déguerpissement* , liv. 1 , ch. 35 , n. 22. Sur cette matière , voyez ci-dessus , *verbo* Cens , où nous avons rapporté les décisions qui concernent la rente seigneuriale , qui est la même chose que le cens.]

137. RENTE A L'APRÉCI : ce sont des rentes en grains , cependant payables en argent , suivant l'estimation des

grains qui composent la rente, sur le prix commun des trois marchés qui précèdent l'échéance. Ces rentes sont seigneuriales & en usage dans la coutume de Bretagne. *Voyez* l'art. 267.

138. RENTE ARRIÈREFONCIÈRE, SURFONCIÈRE, est celle qui a été créée après la première rente foncière ; elle est semblable au surcens, & n'est point ordinairement seigneuriale. *Voyez* l'art. 22 de la coutume d'Orléans.

139. RENTE FONCIÈRE, est celle qui est imposée sur quelqu'héritage. Quand elle est avec le cens, elle n'est point seigneuriale, s'il n'y a titre précis ; mais quand la rente foncière est la première charge imposée sur l'héritage, elle peut être seigneuriale. *Voyez* Bourbonnois, art. 392. Alors elle est regardée comme un cens, & en a tous les privilèges.

140. RENTE HÉRÉDITABLE. Dans quelques coutumes, c'est une rente qui passe aux héritiers, à la différence de la rente viagère. *Voyez* Mons, chap. 12, art. 38 ; Amiens, art. 26.

141. RENTES INFÉODÉES : ce sont celles que le vassal a imposées sur son fief, du consentement du seigneur dominant qui les a approuvées & reconnues.

142. Cette reconnaissance, qui constitue l'inféodation de la rente, se fait quand le seigneur dominant reçoit l'aveu & dénombrement du vassal, sans protestation contre les rentes, charges & hypothèques qui y sont comprises & qui ont été constituées par le vassal sur son fief. Mais pour que l'inféodation soit complète & obligatoire pour le seigneur, il faut que son consentement soit intervenu : une approbation tacite, telle que celle qu'on tireroit de son silence, de ce qu'il ne se seroit pas opposé, ne suffiroit pas. D'un autre côté aussi, pour que l'inféodation soit parfaite, il n'est pas nécessaire qu'il y ait

de la part du seigneur un consentement exprès, il suffit qu'en recevant l'aveu & dénombrement du vassal il n'ait pas protesté, il n'ait pas blâmé les articles qui comprennent les nouvelles charges ; alors il est censé les avoir approuvées & les avoir inféodées.

143. L'effet de cette inféodation est que, quand le seigneur dominant saisit le fief du vassal, & fait les fruits siens, il est obligé d'acquitter les charges inféodées. Il en est de même quand le fief retourne au seigneur par commise, confiscation, ou autrement. Le seigneur est encore tenu de satisfaire à toutes les charges, rentes & hypothèques créées sur le fief, & qui se trouvent inféodées, parce qu'alors elles font partie du fief. Au contraire, quand elles ne sont pas inféodées, le seigneur, en aucun cas, n'en peut jamais être tenu. *Voyez* l'art. 28 de la coutume de Paris, & Dumoulin sur cet art.

144. RENTE REQUÉRABLE, est celle qui se doit demander sur les lieux, & elles sont toutes de cette nature, s'il n'y a titre au contraire.

145. RENTE ou REVENU RENDABLE. Dans quelques coutumes on appelle ainsi des rentes constituées, rachetables à toujours, qui par conséquent ne sont point seigneuriales & ne produisent jamais aucuns droits. *Voyez* Anvergne, chap. 31, art. 3 & 4 ; la Marche, art. 411, 412, 432.

146. RENTE SÈCHE, est celle qui n'a aucune marque de la directe seigneurie, qui ne produit aucuns droits, qui a été imposée par l'emphytéote ou par le tenancier sur son héritage.

147. RENTE SEIGNEURIALE, est la première imposée sur l'héritage que le seigneur donne à cette charge. La rente de cette espèce représente le cens, elle emporte lods & ventes & est imprescriptible, si ce n'est quant à la quotité.

148. Un héritage peut être chargé

de plusieurs rentes foncières , mais non de plusieurs rentes seigneuriales , parce qu'un même héritage ne peut pas avoir deux seigneuries directes.

149. RENTE VOLAGE. Dans quelques coutumes on appelle encore ainsi la rente constituée , rachetable. *Voyez* Sens , art. 39 , 120 ; Auxerre , art. 42 , 43.

150. RENTIER , se dit également du seigneur à qui la rente est due , & du tenancier qui la doit. En Bretagne on appelle *rentier* la liève qui contient les rentes dues au seigneur ; on y appelle encore de ce nom le papier terrier qui contient les reconnoissances de ces rentes. *Voyez* les art. 74 , 77 , 78 de la coutume de Bretagne.

151. REPRISE , FIEF DE REPRISE , REPRISE DE FIEF. Le fief de reprise est un aleu que le propriétaire donne au Roi ou à un seigneur , & qu'il reprend aussi tôt pour le tenir en fief relevant du Roi ou de quelqu'autre seigneur.

152. La treizième formule du premier livre de celles Marculte prouve que cette espèce de fief commença à avoir lieu sous la première race de nos Rois , & M. le président de Montesquieu a découvert quelle étoit l'origine des fiefs de reprise , & quel a été le motif de leur institution.

153. Sous la première race de nos Rois il n'y avoit que les possesseurs de fiefs , de bénéfices , qui jouissent de quelque considération dans l'état ; ils étoient les vassaux du Roi , ses fidèles , il en coûtoit six cents sols de composition pour les tuer ; la composition pour la mort d'un gaulois , d'un franc , d'un ingénu n'étoit que de deux cents sols. Dans les jugemens on traitoit avec beaucoup plus d'égards le vassal du Roi que celui qui ne l'étoit pas. A l'armée , lorsque le vassal ne s'y étoit pas rendu , il en étoit quitte pour s'abstenir de chair

& de vin autant de temps qu'il avoit manqué au service ; mais les autres qui ne l'avoient pas fait devoient une amende de soixante sols , & étoient mis en servitude jusqu'à ce qu'ils l'eussent payée.

154. Dans un état où les vassaux du Roi jouissoient de si grandes prérogatives , il est clair que tous ceux qui n'étoient pas vassaux du Roi avoient envie de l'être , & ce fut pour le devenir qu'on imagina les fiefs de reprise ; ceux qui avoient des aleux les donnoient au Roi d'une main , & de l'autre les reprenoient avec le caractère de fief. Ces fiefs avoient même un avantage que n'avoient pas les bénéfices : ceux-ci n'étoient qu'à vie , que de simples usufruits ; on succédoit au contraire aux fiefs de reprise , & c'est sans doute ici la première époque de l'hérédité des fiefs. *Voyez* l'*esprit des loix* , liv. 31 , chap. 8.

155. La reprise de fief a commencé quand les fiefs sont devenus héréditaires. Quand ils ne l'étoient pas , les fiefs , après la mort des possesseurs , retournoient aux seigneurs ; mais quand ils le furent devenus , ils passèrent aux héritiers des possesseurs , qui reprenoient pour ainsi le fief des mains du seigneur , en lui faisant la foi & hommage , & en lui payant ses droits.

156. REPRISE , LODS EN REPRISE D'HÉRITAGE FAUTE DE PAIEMENT.

157. Lorsque le vendeur d'un héritage , n'étant pas payé du prix de la vente , est forcé de reprendre son héritage , les auteurs ont agité si les droits seigneuriaux sont dus tant de la vente que de la reprise ? & ont distingué :

158. Si l'héritage est vendu dans l'espérance d'être payé comptant , sans avoir donné ni jour ni terme , ou pris caution , en ce cas l'acquéreur manquant à sa parole , & le vendeur étant réduit à la nécessité de rentrer dans sa terre , il n'est point dû de droits ni pour la vente ni pour la reprise. Si au contraire le

vendeur a donné rerine, ou a reçu caution, il en sera dû pour la vente, mais il n'en sera point dû pour la reprise. *Voyez* Dupont sur l'art. 81 de la coutume de Blois; Dargentré, *traité des lods & ventes*, §. 2; Dumoulin sur Paris, art. 78, glos. 1, n°. 36; Brodeau sur Louet, lett. R, somm. 2, n. 3.

159. Il faut cependant observer que si l'acquéreur; long-temps après la vente, sans cause raisonnable, remettrait purement & simplement l'héritage au vendeur, le contrat de remise seroit sujet aux lods & ventes; il en seroit encore dû si le vendeur reprenoit son héritage, par forme de résolution du premier contrat, mais pour un prix différent, à de nouvelles conditions. *Voyez* un arrêt du 26 avril 1672, rapporté au *journal du palais*.

160. Si le vendeur étant payé d'une partie du prix, faute du paiement du restant, rentre dans l'héritage & rend ce qu'il a reçu, il ne doit aucuns droits seigneuriaux; mais s'il garde l'argent qu'il a reçu par forme de dommages & intérêts, il doit les droits. *Voyez* Dumoulin sur Paris, §. 33, glos. 1, n°. 29.

161. REQUART. Dans la coutume de Boulonnois, art. 50, c'est la quatrième partie du quart du prix d'un héritage, comme le requint est la cinquième partie du quint. L'art. ci-dessus dit qu'en vente d'héritages cottiers, est dû au seigneur le quart du prix de la vente, sans requart, quand même la vente seroit faite francs deniers.

162. REQUINT. *Voyez* Quint & Requint.

163. RESSORT, est tout ce qui est compris dans l'étendue d'une juridiction. *Ressort* est aussi pris pour le lieu où les appellations des juges intérieurs sont portées & ressortissent. Les juges seigneuriaux, en ce second sens, n'ont point de ressort, si les seigneurs n'en

ont un. Ils sont en possession immémoriale. *Voyez* Meaux, art. 186; Senlis, art. 1.

164. RETABLISSEMENT DE FRUITS, est celui que doit faire le vassal qui a perçu les fruits après la saisie féodale signifiée. *Voyez* la Marche, art. 195; le Grand Perche, art. 55, 56; Poitou, art. 25; la Rochelle, art. 58, 59; Peronne, art. 26.

165. RETENIR PAR PUISSANCE DE FIEF. *Voyez* Puissance de fief.

166. RETENUE (droit de). Dans quelques coutumes c'est le retrait féodal ou censuel. *Voyez* Paris, articles 129, 130; Berry, tit. 13, article 1 & suivants.

167. RETOUR DE FIEF. *Voyez* Réunion.

* 168. RETRAIT FÉODAL ET CENSUEL, en matière de droits seigneuriaux, signifie en général le droit qu'a le seigneur de retenir le fief vendu par son vassal, ou l'héritage censuel vendu par l'emphytéote.

169. Le retrait seigneurial est donc de deux sortes; car ou il s'agit de retirer un fief, & pour lors le retrait est appelé *féodal*; ou bien il s'agit de retraire un héritage roturier, & en ce cas il est appelé *retrait censuel*. Mais le nom de *droit de prélation* convient également à l'un & à l'autre.

170. Pour prendre une idée nette & précise du retrait féodal, il faut remarquer que les premières concessions des fiefs ne permettant point aux vassaux de les aliéner sans le consentement des seigneurs, il ne pouvoit être question de retenue féodale. Mais dans la suite ayant été permis aux vassaux d'aliéner la moitié de leurs fiefs sans le consentement des seigneurs, comme il paroît par le § *potiò*, tit. 9, *qualiter olim poterat feudum alienari*, lib. 2, le retrait féodal fut regardé comme essentiel aux fiefs, & comme tenant la place de l'ancienne prohibition

prohibition de les aliéner. Ce qui a fait dire à Dumoulin, sur la coutume de Paris, §. 20, glos. 4, *in verbo* le fief renu, n. 8, que le retrait féodal, loin d'être exorbitant, est de la nature même de fiefs, *originaliter illis inexistens à primâ constitutione feudorum*. Les fiefs reçurent encore un autre changement, ou plutôt ils furent réduits à leur première constitution par les ordonnances de Lothaire II & de Frédéric I, qui portent défenses d'aliéner les fiefs sans la permission des seigneurs. Alors la peine de la commise, sans aucun remboursement du prix, succéda au retrait féodal. Enfin les fiefs ayant été réduits peu à peu à l'instar du patrimoine, on a cru qu'il étoit juste de faire revivre l'ancien usage du droit de prélation féodale. En effet, il n'y a rien de plus favorable que la réunion du domaine utile au domaine direct, puisque c'est le retour au premier état; c'est pourquoi Balde sur le §. *porro*, parlant du retrait féodal, s'explique en ces termes : *Videbitur jus illud reservatum, ex quo non reperitur ademptum*. Le droit de prélation est *connaturalis ipsi feudo*, pour parler le langage de Dumoulin, parce qu'il semble avoir été subrogé à l'ancienne prohibition d'aliéner & à la peine de la commise. Cependant il faut convenir que ce seroit raisonner contre l'usage que de soutenir que le retrait féodal est essentiel aux fiefs, puisqu'il y a plusieurs provinces de ce royaume où ce droit n'a jamais été reçu, comme le comté de Bigorre, les pays de Foix & d'Armagnac; d'autres où il a été longtemps inconnu, comme le Lyonnais, les pays de Forez & Beaujolois; d'autres enfin, comme le Dauphiné, où ce droit n'est pratiqué qu'en vertu d'une stipulation expresse. Il faut donc conclure que le retrait féodal n'est point essentiel aux fiefs, & qu'il dépend de la coutume & de l'usage de chaque pays.

Partie II.

171. Le temps, pour exercer le retrait féodal, est réglé, dans presque toutes les coutumes de France, à quarante jours, à compter du jour de l'exhibition du contrat de vente. Voyez la coutume de Paris, art. 20. Mais dans les pays régis par le droit écrit, le seigneur féodal a le délai d'un an & d'un jour pour user du retrait féodal, conformément à la disposition du §. *donare, qualiter olim poterat feud. alien. in usus feudorum*, lib. 2, tit. 9. Voyez Papon, liv. 11, tit. 5, n. 6.

172. Sur quoi observez que le délai de quarante jours, pratiqué dans la plupart des coutumes où l'an & jour accordé au seigneur dans les pays de droit écrit pour exercer le retrait féodal, est un terme fatal, sans espérance de restitution envers le laps du temps, sous prétexte de minorité, ou même d'absence, *reipublicæ causâ*. La raison est, parce que le seigneur qui néglige d'exercer ce droit n'est pas dépouillé d'un bien acquis, il manque seulement à acquérir. Voyez Brodeau sur Louet, lett. R, chap. 7; Cambolas, liv. 7, chap. 17.

173. Le temps accordé au seigneur direct pour user du retrait censuel, ou droit de prélation, est fixé à deux mois, à compter du jour de la notification du contrat de vente, suivant la disposition de la loi 3, *cod. de jur. emphyt.* qui est inviolablement observée dans tous les pays de droit écrit du ressort du parlement de Bordeaux, ainsi que l'atteste le glossateur de la Peyrere, lett. R, n. 120, & sur-tout dans la province de Périgord, pour laquelle il y a une ordonnance particulière du Roi Henri II, appelée vulgairement l'*édit de Périgord*, du 25 octobre 1555, enregistrée au parlement de Bordeaux le 25 mars 1560, & au Sénéchal de Périgueux le 14 décembre 1684; en voici la disposition :

C c

174. « HENRI, par la grace de
 » Dieu, Roi de France : A tous ceux
 » qui ces présentes verront. Les gens
 » des trois états de notre pays de Peri-
 » gord ayant, par longue expérience,
 » connu les fautes ordinaires, commi-
 » sés par aucuns emphytéotes & tenan-
 » ciers, au paiement des rentes & autres
 » droits & devoirs seigneuriaux, & les
 » procès qui, sur ce, étoient mus &
 » intentés; étant iceux états assemblés,
 » auroient sur ce délibéré, conclu &
 » arrêté les articles ci-attachés sous le
 » contre-scel de notre chancellerie,
 » qu'ils nous ont fait représenter par
 » leurs délégués, & très humblement
 » supplié & requis les avoir agréables,
 » & sur l'observation d'iceux, & autres
 » choses par lesdits délégués, à nous re-
 » montré leur pouvoir : sçavoir faisons,
 » qu'ayant entendu le contenu auxdits
 » articles & remontrances, & eu sur le
 » tout l'avis de notre conseil, auquel ils
 » ont été, nous avant, en agréant le
 » contenu esdits articles & remontran-
 » ces, avons ordonné & ordonnons ce
 » qui s'ensuit :

» I. Que ceux qui tiendront pièces
 » contiguës & joignantes de plusieurs &
 » diverses fondalités audit pays de Peri-
 » gord, seront tenus mettre & tenir
 » bornes & limites suffisantes entre les-
 » dites fondalités, de sorte que par
 » icelles on puisse connoître la sépara-
 » tion d'icelles.

» II. Que les ordonnances faites par
 » feu notre honoré seigneur & père,
 » dernier décédé, au mois d'août 1532,
 » articles 180, 181, seront gardées &
 » observées, & entretenues de point en
 » point selon leur forme & teneur; &
 » en ce faisant seront les notaires tenus
 » de déclarer, par les contrats qu'ils re-
 » cevront, en quels fiefs ou censives
 » seront les choses vendues, ou échan-
 » gées, ou données, & de quelles
 » charges elles seront chargées envers

» les seigneurs féodaux & censiers.

» III. Que nous avons défendu &
 » défendons à tous contractans en ma-
 » tière d'héritages de faire sciemment
 » aucune faute sur le rapport & déclara-
 » tion des tenances féodales ou censi-
 » ves qui seront apposées en leurs con-
 » trats, le tour sur les mêmes peines
 » contenues en nos ordonnances; &
 » sur mêmes peines défendons auxdits
 » contractants de faire aucuns con-
 » trats feints & simulés, comme échan-
 » ges & autres contrats, au lieu de
 » vente, pour frauder les seigneurs
 » fonciers de leurs droits de prélation,
 » & autres à eux appartenants, à cause des
 » ventes faites des choses étant de leur
 » fondalité.

» IV. Que tous acquéreurs seront
 » tenus dans trois mois après les con-
 » trats d'acquisition passés, faire sçavoir
 » aux seigneurs fonciers, & autres ayant
 » charge, d'une des acquisitions qu'ils
 » auroient faites dans des choses mou-
 » vantes de leur fondalité, & se pré-
 » senter auxdits seigneurs pour être par
 » eux investis des choses acquises, &
 » ce à peine de cent sols pour chacune
 » fois, que nous déclarons, ledit temps
 » passé, dès-à-présent, à faute de ce
 » faire, lesdits acquéreurs avoir encourus,
 » & ladite somme acquise audit
 » seigneur féodal & censif.

» V. Que lesdits seigneurs fonciers
 » seront tenus, dans deux mois après
 » la notification faite, ou à leurs procu-
 » reurs, de déclarer s'ils veulent pren-
 » dre les choses vendues par puissance
 » de fiefs ou droit de prélation; & lesdits
 » deux mois passés, à faute d'avoir fait
 » leur déclaration, ne seront plus les-
 » dits seigneurs fonciers reçus à requérir
 » ni prendre lesdites choses vendues par
 » ledit droit de prélation, encore que
 » lesdits seigneurs n'aient reçu ni investi
 » lesdits acquéreurs, ni d'eux pris la
 » rente due.

„ VI. Que les tenanciers seront tenus de payer la rente auxdits seigneurs fonciers ; & où ils auront été délaissés à payer par deux ans à l'église , ou par trois ans aux seigneurs temporels , la peine de droit aura lieu , sans qu'il soit besoin d'autre déclaration.

„ Si donnons en mandement par ces dites présentes à nos amés & féaux les gens tenants nos cours de parlement de Bordeaux , sénéchal de Perigord , ou ses lieutenants en chacun de ses sièges , &c. Donné en la ville de Castres le 25^e jour d'octobre 1555 , & de notre règne le neuvième. Ainsi signé sur le repli , par le Roi en son conseil , BURGUILIN , &c. ».

175. Le retrait censuel n'a lieu que dans quelques coutumes , comme Anjou , le Maine , Vermandois , Senlis , & autres ; mais il n'est point reçu dans la coutume de Paris , ni dans la plupart des coutumes ; il n'est pas aussi reçu dans les parlements de Grenoble & de Provence , ni dans les pays de droit écrit du ressort du parlement de Paris.

176. De droit commun , le retrait censuel est cessible ; c'est-à-dire que , si le seigneur direct ne veut pas retraire pour lui-même , il peut céder son droit à un tiers. La raison est , *quia omnis actio cedi potest , nisi id fieri lege sit prohibitum* ; & parce qu'autrement le seigneur , qui souvent ne se trouve pas en état de retraire , seroit forcé d'investir un emphytéote qui lui seroit désagréable. A quoi on peut ajouter que par le moyen du retrait le seigneur est en état d'éluder la fraude qui peut lui être faite pour ses droits , par la vente de l'héritage censuel à vil prix , sous quelque paction secrète.

177. Il y a néanmoins des auteurs du premier ordre , qui soutiennent que le droit de prélation est personnel , & *affixum offibus* , par la raison qu'il n'a été accordé au seigneur qu'en faveur de la

réunion & consolidation du domaine utile avec le domaine direct. De cet avis sont M^e Charles Dumoulin sur la coutume de Paris , §. 20 , glos. 1 , *in verbo* (le seigneur féodal) n. 20 & suiv. & en plusieurs autres endroits de ses ouvrages , où il dit que dans les coutumes où le retrait est cessible , *error est & ambitio conscribentium , & ignavia assistentium*. Boët. *in consuet. Bitur. tit. de retent. rei feud.* Paul de Castres sur la loi *ad officium* , *cod. commun. divid.* Il y a aussi quelques coutumes , comme Chartres , Touraine , Vitry , Lorris , qui décident que le seigneur féodal ne peut retenir que pour réunir à son fief. Il y a même quelques parlements de droit écrit , tels que Toulouse & Grenoble , où l'on juge que le droit de retraire ne peut être cédé à un tiers , suivant le témoignage de M. Dolive , liv. 2 , chap. 29 ; de Ferrière sur la quest. 411 de Guy-Pape ; & de la Roche , *des droits seigneuriaux* , chap. 13 , art. 1 , & *ibi* son annotateur.

178. Mais quoique la cession du droit de prélation soit rejetée par les auteurs , les coutumes & les parlements qu'on vient de citer , il est néanmoins constant que le droit commun du royaume est au contraire , & par conséquent il doit servir de règle dans les provinces qui n'auroient pas de disposition expresse à cet égard.

179. Il a été jugé par un arrêt du parlement de Bordeaux du 15 juin 1716 , rapporté par le glossateur de la Peyrere , lett. R , n. 120 , que l'exhibition du contrat de vente est nécessaire pour faire courir le temps du retrait seigneurial ; encore que le seigneur ait scu d'ailleurs la vente du fonds. La raison est , parce que la notification du contrat de vente est de *formâ* , suivant la remarque des feudistes , & que le nouvel acquéreur doit aller vers son seigneur pour lui faire connoître son titre : *vassallus debet*

adire dominum, comme dit Ferriere sur la quest. 411 de Guy-Pape. Voyez l'art. 5 de l'édit de Perigord.

180. Lorsque le seigneur reçoit le paiement des lods & ventes du nouvel acquéreur, il est déchu de son droit de prélation. Gregor. *in syntag. lib. 25, cap. 11, num. 6*; Dargentré, *tract. de laudim. cap. 5*. Il en est de même si le procureur spécial du seigneur a reçu lesdits lods, ou s'il a reçu l'acquéreur à nouvelle reconnoissance. Vide Molin. *in consuet. Paris. tit. 1, §. 21, gloss. 1, in verbo a reçu, n. 9*; Chopin, *Andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 8, num. 15*: *secus* du procureur général, lequel ne préjudicie point au droit du seigneur, soit en recevant les lods & ventes du nouvel acquéreur, soit en le recevant à nouvelle reconnoissance. Molin. *loco citato, num. 11 & 12*; la Peyrere, lett. R, n. 121 *in notis*; Ferriere *ad quest. 173 Guyd-Pap.* La raison est, parce que le droit de prélation est si seigneurial que le seigneur n'est jamais censé s'en dépouiller, si cela ne paroît d'une manière claire; ce qui revient à ce que disent les feudistes, que la prélation *indiget speciali notâ*.

181. Le retrait a lieu non-seulement en vente volontaire, mais encore en vente d'autorité de justice. La Roche en son *traité des droits seigneuriaux*, chap. 13, art. 2.

182. En pays de droit écrit, le retrait seigneurial, appelé *droit de prélation*, est préféré au retrait lignager; *secus*, en pays coutumier, à moins que la coutume ne porte une disposition contraire. La Peyrere, lett. R, n. 121 *in notis*. Voyez Maynard, liv. 2, chap. 82; Dumoulin sur la coutume de Paris, titre *des fiefs*, §. 22, n. 3; l'art. 159 de ladite coutume; Anjou, art. 338 & 390, §. *porrò*, *qualiter olim pot. feud. alien.*

183. Mais on demande si, en pays

de droit écrit, le seigneur ayant reçu les lods & ventes par les mains, ou par son procureur spécial, l'acquéreur peut être évincé par le lignager? La raison de douter se prend de ce que nous avons dit au n. 180, que le seigneur recevant les lods & ventes en personne, ou par les mains de son procureur spécial, est censé accorder le droit de prélation à l'acquéreur; en sorte qu'après avoir ainsi reçu les lods, il ne peut plus exercer le retrait pour soi, ni le céder; d'où il semble naturel de conclure que le lignager ne peut pas en ce cas venir au retrait, puisque d'un côté l'acquéreur se trouve par ce moyen à la place du seigneur, & que de l'autre le seigneur a la préférence sur le lignager. Néanmoins la saine doctrine est qu'en ce cas le lignager doit l'emporter sur l'acquéreur; en voici les raisons: l'acquéreur, à la vérité, ayant payé les lods au seigneur lui-même, se trouve à sa place, c'est-à-dire, que le seigneur l'ayant investi tacitement par ce moyen, il a renoncé à son droit, *jus consumpsit*; mais ce n'est que par rapport à lui-même, & l'acquéreur devient en ce cas propriétaire de la chose acquise, *non à munificentia domini, sed in vim contractus*. En un mot, le seigneur *laudavit emptorem, id est approbavit*; mais ne lui ayant pas cédé expressément le droit de prélation, qui seul peut exclure le lignager, le retrait de ce dernier est bien venu. Le seigneur a droit de recevoir les lods & ventes, & de céder le droit de prélation, ce sont deux droits différents; & ce qui le prouve d'une manière bien claire, c'est que le fermier des droits seigneuriaux n'a point la faculté d'user du droit de prélation, quelque étendue qu'ait le bail à ferme, s'il n'y est fait mention expresse de ce droit. D'ailleurs les lods & ventes sont cessibles par-tout, au lieu qu'il y a beaucoup de provinces, même de celles du droit écrit, où le retrait

ne peut être cédé. Si donc le paiement des lods fait au seigneur équivaut au droit de prélation, c'est parce que le seigneur, en recevant ainsi les lods, est plutôt censé renoncer au retrait, qu'il n'est présumé l'accorder; & qu'il feroit absurde qu'un seigneur approuvât l'acquéreur en recevant les lods, & qu'ensuite il le désapprouvât en cédant le droit de prélation à un autre.

184. De ce que nous avons dit, qu'en pays de droit écrit le retrait seigneurial est préféré au lignager, il s'ensuit, 1°. que dans le concours du seigneur (*idem dic* du cessionnaire) & d'un lignager, qui viennent en même temps au retrait, le seigneur doit l'emporter sur le lignager. 2°. Que si le lignager a fait le retrait le premier, le seigneur venant ensuite dans le délai réglé par la coutume, peut retirer sur le lignager même.

185. Le seigneur qui veut exercer le retrait doit rembourser à l'acquéreur, non-seulement le prix entier de l'acquisition, *l. ult. cod. de jur. emphyt.* mais encore le supplément du prix qu'il a été obligé de payer par autorité de justice. *Chop. de jurisdict. Andeg. lib. 2, part. 1, cap. 2, tit. 4, n. 8.* Et outre cela les loyaux-coûts, épingles de la femme & les réparations utiles qu'il a faites depuis son acquisition. *Voyez Dumoulin sur la coutume de Paris, titre des fiefs, §. 20, glos. 9, in verbo (Loyaux-coûtements), n. 2; la Roche, des droits seigneuriaux, ch. 13, art. dern. Lestang en ses arrêts, ch. 7.*

186. Sur quoi remarquez que l'acquéreur, sur qui on exécute le retrait, peut employer, en la déclaration des loyaux-coûts, les lods & ventes dont le seigneur lui a fait remise, parce qu'il est censé que le seigneur n'a fait cette gratification *nisi intuitu emptoris*, & qu'il n'auroit pas fait la même grace au retrayant, ou, pour user des termes du

jurisconsulte en la loi *cum patronus*, *ff. de legat. 2, quoniam quod sue persone prestaretur, hoc nequaquam ad alium pertinere deberet.* Voyez Expilly en ses arrêts, chap. 151; Brodeau sur Louet, lett. S, chap. 22; Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 3, chap. 1, tit. 5, nomb. dern. Mornac sur la loi *debet*, *ff. de adilit. edicto*, & la loi 37, *ff. de servit. præd. rustic.* Il faut néanmoins demeurer d'accord que cette décision n'est pas hors de controverse, parce qu'il semble qu'il doit suffire à l'acquéreur d'être dédommagé & remboursé *ejus quod reverà ei abest*, & qu'il est injuste de vouloir répéter ce qu'on n'a pas payé, *non soluti nulla est repetitio.* A quoi on peut ajouter que les seigneurs étant dans l'usage de faire remise ou relâche, tantôt du quart, tantôt du tiers, & quelquefois même de la moitié des lods, pour faciliter les mutations; on doit raisonnablement penser que le relâche auroit été fait en faveur du retrayant de même qu'en celle de l'acquéreur. C'est sur ces considérations que plusieurs parlements, comme Toulouse, Grenoble & Provence, ont pris parti contre l'acquéreur. Mais outre les raisons ci-dessus relevées en faveur de l'acquéreur, on peut dire encore que le retrait est contraire à la liberté du commerce, qu'ainsi il est à propos de lui mettre un frein; qu'encore que l'acquéreur soit dédommagé en quelque sorte par le remboursement de ce qu'il a réellement déboursé, *argum. l. si ff. de damno infec.* il est néanmoins raisonnable qu'il profite de la remise des lods, qui lui tient lieu de l'affection qu'il avoit pour l'héritage acquis, & de récompense des soins qu'il avoit pris pour conclure le marché; que la gratification que le seigneur lui a faite ne doit point être rendue inutile par l'événement du retrait, sur-tout à considérer que cette gratification est une espèce de récompense, ou bien elle

oblige l'acquéreur à la reconnaissance ; *est velut genus quoddam permutationis, l. sed etsi, 25, §. consuluit, ff. de heredit. petit.* On raisonne sur de simples conjectures lorsqu'on dit que le seigneur auroit fait la même grace au retrayant, qu'enfin le plus souvent on vient au retrait, *potius ad invidiam & emulationem, quam patrimonii augendi causâ.*

187. Le retrayant est pareillement tenu de rembourser les droits seigneuriaux à l'acquéreur privilégié, comme sont les chevaliers de l'ordre du saint-esprit & les secrétaires du Roi. Papon en ses arrêts, liv. 11, tit. 9, n. 2 ; Chopin, *Paris. tit. 2, num. 3.* La raison est, parce que cette exemption fait partie de leurs offices, dont les plus grands émoluments consistent en privilèges & exemptions. D'ailleurs, il n'est pas juste que le retrayant profite d'un privilège qui n'a pas été introduit en sa faveur. Il faut néanmoins remarquer que, suivant Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 2, n. 5 ; & Tiraqueau, *tract. de retract. lineari, §. 29, gloss. 4, num. 3*, cette décision ne peut point s'appliquer au retrait lignager : *Et sic quantumcumque primus emptor sit immunis ab hujusmodi juribus, hoc non prodest retrahenti, quia privilegium personale est, unde nisi retrahens habeat simile privilegium, solvet hæc jura illi cui aliàs debentur, puta sisco vel domino directo*, dit Dumoulin *loco citato*, c'est-à-dire, que ni l'acquéreur privilégié ni le lignager ne peuvent point profiter des droits seigneuriaux qui doivent être payés au seigneur dont les héritages sont mouvants, *perindè ac si retrahens immediate emisset ab ipso venditore* ; parce que la coutume du retrait lignager transfère l'achat au retrayant, *sicque primus emptor non est amplius in consideratione, sed perindè habetur ac si non emerit.* Molin. *ibid.* Mais si l'acquéreur & le retrayant ont le même privilège, ce

dernier ne doit payer les droits seigneuriaux ni au seigneur ni à l'acquéreur. *Quia ubi paria privilegia sunt, neuter utitur privilegio ; tantum enim juris habet unum ad resistendum, quantum aliud ad obtinendum.* Voyez Dumoulin au lieu cité ; Louet & Brodeau, lett. S, chapitre 22.

188. Le seigneur qui veut user du retrait n'est point tenu de rembourser le prix en un seul paiement, & il peut profiter des délais accordés par le contrat de vente. La raison est, parce que par la nature du retrait le seigneur est subrogé au droit de l'acquéreur ; en sorte que la commodité ou l'incommodité qui résultent du contrat de vente doivent passer en la personne du retrayant ; ce qui ne seroit pas, s'il n'avoit pas la faculté de payer aux termes accordés entre le vendeur & l'acquéreur, étant certain dans le droit que les termes donnés pour le paiement sont partie du prix & de la stipulation, *dies solutionis sicut summa pars est stipulationis, l. 1, §. editiones, ff. de edendo.* Tel est le sentiment de M^e Charles Dumoulin sur l'article 20 de la nouvelle coutume de Paris, glose 5, n. 9, & glose 8, n. 5, suivi de Tiraqueau en son *traité du retrait lignager*, glose 18, n. 34. Voyez Ranchin, *decis. part. 4, concil. 39* ; Dargentré sur l'article 293 de la coutume de Bretagne. Il faut néanmoins en excepter le cas où il y auroit un juste sujet de craindre qu'au temps de l'échéance des termes à payer, le seigneur seroit de difficile convention ; car alors il doit rembourser l'acquéreur tout-à-la-fois, ou donner caution suffisante & solvable de payer aux termes. *Ne emptor patiatur duplex damnum, unum quod avocetur sibi res, & quod non sit securus de pretio.* Les auteurs qu'on vient de citer, & en particulier Dumoulin, sont de cet avis ; auxquels il faut ajouter Guy-Pape, conseil 161, où après avoir

Décidé que le retrayant doit jouir des délais accordés à l'acquéreur dans le contrat de vente, il met cette limitation : *Et hoc verum intelligo si dominus sit de facili conveniendus per eniptorem ad consequendum pretium per dictos terminos, juxta l. in princip. ff. qui satisfacere cog.* Le retrayant peut encore désintéresser l'acquéreur en lui apportant décharge suffisante du vendeur, *ita ut emptor nullam exinde molestiam sustinendarum actionum ferre cogatur.* Mais si le vendeur ne veut pas se contenter de la solvabilité du retrayant, il faudra que l'acquéreur se contente du cautionnement, & que cependant il demeure obligé au vendeur, *quia tunc securus est de pretio.* Mais de sçavoir dans quel cas le seigneur peut être contraint de donner caution de payer au terme, *bonus judex aequè judicabit ex variarum causarum figuris*, en se déterminant surtout sur le dérangement des affaires du retrayant.

189. Je sçais qu'il y a plusieurs auteurs qui soutiennent que le retrayant n'a que l'alternative ou de consigner le prix entier, ou de mettre l'acquéreur à couvert de la recherche du vendeur. Tel est l'avis du judicieux Coquille sur la coutume de Nivernois, titre du retrait, art. 14; de Chopin sur la coutume de Paris, titre de gentilit. fund. vendit. condit. n. 5; de M. le Prestre, centurie 2, chap. 19, & autres. Je crois néanmoins qu'il est plus sûr de s'en tenir au sentiment de Dumoulin, par cette raison que nous avons déjà touchée, que la commodité ou l'incommodité de la vente doivent passer en la personne du retrayant; ce qui ne seroit certainement pas dans l'opinion des auteurs opposés à celle de Dumoulin : *Quia si emptori uno contextu solveretur totum pretium, ipse emptor consequeretur majus commodum ex ipsa venditione quam emphyteuta cui per terminos ipsum*

pretium solvi debet, dit Guy-Pape, consil. 161. L'acquéreur seroit non-seulement dédommagé, *argum. l. si, ff. de damno inf.* mais encore il gagneroit dans ce marché, puisqu'il pourroit faire fructifier des deniers comptans, qu'il ne seroit obligé de payer au vendeur qu'aux termes fixés par le contrat de vente. En un mot, le droit de prélation étant favorable par les raisons touchées par Dumoulin, il doit suffire à l'acquéreur d'être réellement dédommagé; & s'il demeure obligé au vendeur, après avoir été dépouillé de l'héritage par lui acquis, il doit se l'imputer, *quia emendo se subjecit oneri retractus quem sciebat accidere posse.* La solvabilité du retrayant ou le bail de caution ne lui laissent rien à désirer sur le dédommagement. *Argum. l. 24, ff. de edit. edicto.*

190. Au reste, il faut faire cette différence entre le retrait seigneurial & le retrait lignager, que l'acquéreur n'est pas déchargé des obligations personnelles & hypothécaires que le vendeur a sur lui par l'exécution du retrait seigneurial, à moins que, pour éviter le circuit, le vendeur veuille se contenter de la solvabilité du retrayant; au lieu que l'effet du retrait lignager est de faire passer en la personne du retrayant toutes les obligations dont l'acquéreur étoit chargé, soit envers le vendeur ou le seigneur; en sorte que l'acquéreur doit être exempt de toute recherche *per conditionem sine causa.* La raison est, parce que d'abord le retrait lignager est exécuté, *perinde est ac si retrahens immediatè emisset ab ipso venditore*, comme raisonne M^e Charles Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 2, n. 5. On peut encore en rendre une autre raison, qui est que le retrait seigneurial est favorable, ainsi que nous l'avons observé ci-dessus après le même Dumoulin, ce qu'on ne peut pas dire du retrait lignager, que la loi *dudum, cod. de contrah.*

empt. appelle gravem injuriam, que inani honestatis colore velatur, ut homines de rebus suis facere aliquid coguntur inviti. Voyez Tiraqueau en son *traité du retrait lignager*, §. 29, glos. 4, n. 3 & 4; Dargentré, *tract. de laudem.* cap. 3; Grimaudet, liv. 8, chap. 5.

191. Le mari peut exercer le retrait sur les héritages aliénés dépendans de la seigneurie constituée en dot à sa femme. Dumoulin sur la coutume de Paris, titre des *fiefs*, §. 10, glos. 1, *in verbo* (le seigneur féodal) n. 47 & 48. La raison est, *quia maritus est persona conjunctissima*, & parce qu'il est le maître de la dot, *dominus utilis dotis*, l. *dōce ancillam*, *cod. de rei vindic.* Voyez Carondas en ses *pandectes*, liv. 2, chap. 15.

192. Suivant la jurisprudence du parlement de Bordeaux, attestée par le glossateur de la Peyrere, lett. R, n. 122, c'est à l'exécuté, pendant l'instance de criées de ses biens, à user du droit de prélation, à l'exclusion du fermier judiciaire, comme il fut jugé par arrêt du 22 août 1664, rapporté *ibid.* La raison est, parce que ce droit *indiget speciali nota*: ainsi le fermier judiciaire ne peut le prétendre, à moins qu'il ait été nommément compris dans les qualifications du bail, selon l'observation du même annotateur.

193. Le seigneur peut exercer le retrait, encore que l'acquéreur & le vendeur se soient départis du contrat de vente, après que la vente a été consommée par la prise de possession. La raison est, parce que le droit de retraire étant acquis au seigneur dès que la vente est parfaite, il ne peut point dépendre du vendeur & de l'acquéreur de le lui enlever par leurs conventions secrètes & très-souvent suspectes. Voyez Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 1, art. 6; la Roche en son *traité des droits seigneuriaux*, chap. 13, art. 7; Gregor. *in*

syntag. lib. 9, cap. 16, num. 4. Aliud dicendum, si le vendeur & l'acquéreur se départoient du contrat de vente, *in instanti venditionis*, & avant que ladite vente fût consommée, parce que le droit de retraire n'étant pas encore acquis au seigneur, il ne peut pas se plaindre de ce que les parties usent de la faculté que la loi leur donne. Voyez Dumoulin sur la coutume de Paris, titre des *fiefs*, §. 20, glos. 5, *in verbo* (Vendu) n. 11 & *seq.*

194. Le retrait seigneurial a lieu non-seulement lorsqu'un héritage est vendu, mais encore lorsqu'il est donné en paiement d'une dette. *Quia datio in solutum supit emptionem & venditionem.* Voyez Dumoulin, *ibid.* n. 47, & Ferriere sur la question 257 de Guy-Pape.

195. Si l'usufruit & la propriété sont séparés, les lods & ventes appartiennent à l'usufruitier, & le droit de retrait appartient au propriétaire. Duperier, tom. 2, pag. 30, n. 143, & pag. 43, n. 196; Ferriere sur la question 477 de Guy-Pape. D'où il suit que la réception des lods faite par l'usufruitier ne peut point empêcher le propriétaire d'exercer le retrait seigneurial. Dumoulin sur la coutume de Paris, §. 21, n. 20. Or la raison pourquoi le retrait est inséparable de la propriété, c'est que ce droit est moins utile qu'honorifique, en ce qu'il est accordé au seigneur pour qu'il ne soit pas obligé d'investir un vassal qui ne lui seroit pas agréable.

196. *Ubi nota*, que le paiement des lods fait à un co-seigneur n'empêche point l'autre de retraire, *quia alteri per alterum non potest fieri iniqua conditio.* Vide l. *Sabinus* 28, ff. *comm. divid. & infra*, n. 70 & 71.

197. Les auteurs tiennent communément que si le lignager vient au retrait sur le seigneur qui a acquis un héritage de sa mouvance, il est tenu de lui payer les

les lods, parce que le retrait lignager fait cesser la confusion qui s'étoit faite en la personne du seigneur du domaine utile avec le domaine direct ; puisque, suivant le raisonnement de M^e Charles Dumoulin, la vente est censée faite au lignager comme s'il n'y avoit pas eu d'autre acquéreur, *perinde est ac si retrahens immediate emissit ab ipso venditore*. Voyez Dargentré en son *traité des lods*, §. 25 ; Grimaudet, *des retraits*, liv. 8, chap. 6. Mais cette décision ne peut point avoir lieu dans les pays où le retrait seigneurial est préféré au lignager, puisque bien loin que le lignager puisse venir au retrait sur le seigneur, celui-ci au contraire est en droit de retraire sur le lignager, *ut supra notat*.

198. Si le seigneur vient à être évincé de l'héritage qu'il a retiré par puissance de fief, il ne peut avoir recours ni contre le vendeur ni contre l'acquéreur sur qui il a retrait, si ce n'est pour la restitution du prix & loyaux-coûts, dont le vendeur est tenu, *quia nemo debet ex alienâ jacturâ ditescere*. Voyez Dumoulin, titre *des fiefs*, §. 20, *in verbo* le seigneur féodal.

199. Pour sçavoir si le seigneur peut offrir le supplément du juste prix au vendeur qui demande la rescision du contrat de vente, sur le fondement de la lésion d'outre-moitié, il faut faire cette distinction : ou le seigneur a exécuté le droit de piélation, & est déjà en possession de chose vendue, lorsque le vendeur intente l'action de rescision ; ou bien l'action de rescision a prévenu le retrait. Au premier cas, le seigneur se trouvant à la place de l'acquéreur, il doit profiter de l'option donnée à ce dernier par la loi 2, *cod. de rescind. vendit.* de consentir à la rescision de la vente, ou de suppléer le juste prix. Mais au second cas, le seigneur n'a point la faculté d'offrir le supplément du juste prix ; parce que le re-

Partie II.

trait n'étant pas encore exécuté, le seigneur n'est pas réellement à la place de l'acquéreur ; ainsi il ne doit point jouir de l'alternative accordée par la loi en faveur d'un contrat de bonne foi, en vertu duquel l'acquéreur possède l'héritage dont il a payé le prix. Voyez Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 1, art. 4 ; la Peyrere, lett. R, n. 126 ; Salvaing, *de l'usage des fiefs*, chap. 27.

200. C'est une question entre les auteurs, de sçavoir si le Roi peut user de retenue féodale. Quelques-uns, comme *Benedict. ad cap. Raynut. in verbo*, & *uxorem nomine Adelasiam*, num. 857 ; M. le Bret en ses décisions, liv. 5, décis. 14 ; Loysel en ses *institutes coutumières*, liv. 3, *des retraits*, art. 11 ; Dupineau sur la coutume d'Anjou, soutiennent la négative par cette raison que, si le Roi pouvoit exécuter le retrait féodal en sa personne, il pourroit devenir par succession de temps seigneur propriétaire de tous les héritages de ses sujets, ou au moins de tous les fiefs de son royaume tenus nuelement de sa majesté. D'autres au contraire, regardant cette opinion comme un paradoxe, estiment que le Roi a indéfiniment l'exercice du retrait féodal. Tel est le sentiment de Bacquet en son *traité des droits de justice*, chap. 12, n. 6 ; de Papon en ses arrêts, liv. 11, tit. 5, art. 10 ; de M. Julien Biodeau sur l'article 20 de la coutume de Paris, n. 8 ; de Maynard, liv. 9, chap. 46 ; de M. Lemaître en son *traité des fiefs*, ch. 5. En effet, le Roi ne doit pas être de pire condition que les seigneurs de fief ses sujets, & ce seroit un ridicule oultré de désagréer sa majesté, qui est la source de tous les fiefs & de leurs privilèges ; ce seroit faire la loi à celui qui seul est dans le droit le plus incontestable de la donner, puisqu'il n'y a aucune ordonnance par laquelle nos Rois se soient interdit l'exercice du retrait féodal,

D d

comme dit Bacquet au lieu ci-dessus cité. Et s'il y a quelques coutumes, comme celle de Bordeaux, art. 90, qui décident que le Roi ne peut user du retrait féodal que pour le bien de la chose publique, cette disposition particulière, bien loin de pouvoir être étendue aux provinces qui n'en ont pas de semblable, fait au contraire voir que l'exercice du retrait féodal en la personne de sa majesté, est fondé sur le droit commun du royaume. D'ailleurs, puisque le Roi peut acquérir par tout autre genre d'acquisition, où seroit la raison qui l'empêcheroit d'acquérir par la voie du retrait. C'est donc une politique mal entendue de soutenir que le Roi ne peut pas user de retenue féodale, parce qu'il pourroit peu à peu réunir tous les fiefs à son domaine. Sa majesté sçait assez tempérer sa puissance par la bonté qu'elle a pour ses sujets & par la prudence qui seule est capable d'empêcher cette réunion, puisque la noblesse, étant dépouillée de ses fiefs, seroit déchargée du service militaire, ou au moins elle seroit dans l'impuissance de le faire. Aussi ne trouvons-nous guères d'exemples où les Rois aient usé de retenue féodale, si ce n'est quelquefois pour des terres de pariage, pour des châteaux frontières, ou pour des fiefs de haute dignité. Voyez Bretonnier sur Henrys, tom. 1, liv. 3, question 16; Chopin en son *traité du domaine*, liv. 3, tit. 23, n. 5; la Peyrere, lett. P, n. 53, verbo Prélation, & lett. R, n. 123.

201. Quant aux engagistes du domaine, les arrêts rapportés par Brodeau sur la coutume de Paris, art. 20, n. 9, ont jugé qu'ils ne pouvoient exercer ni ceder le retrait féodal s'il n'y a clause expresse dans l'engagement ou lettres-patentes depuis obtenues & duement vérifiées; ce qui est conforme à l'avis de Bacquet en son *traité des droits de justice*, chap. 12, n. 16. Néanmoins si

l'on fait

fait partie des profits du fief, qu'il seroit dur à un engagiste d'être obligé d'investir un vassal qui ne lui seroit pas agréable; que le Roi n'ayant pas excepté ce droit de l'engagement, est censé l'y avoir compris, par la raison prise de la loi *veteribus*, ff. de pact. qu'il n'y a aucun inconvénient dans l'exercice de ce droit de la part de l'engagiste, on aura de la peine à se rendre à l'opinion de Bacquet, & on suivra plutôt celle d'Henrys, tom. 1, liv. 3, chap. 3, quest. 16, qui décide que l'engagiste du domaine du Roi peut user du retrait féodal & le ceder. C'est aussi l'avis de Bretonnier, *ibid.* de Chopin sur la coutume d'Anjou, liv. 1, chap. 4, n. 12; du glossateur de la Peyrere, lett. R, n. 123; de la Roche en son *traité des droits seigneuriaux*, chap. 3, art. 4, où il rapporte un arrêt du parlement de Toulouse rendu au profit de l'engagiste de la terre de Fabrezan, contre les consuls de la même terre: en sorte que le domaine venant à être racheté, l'engagiste ne sera point tenu de rendre ce qu'il a retiré par puissance de fief pendant l'engagement, si ce n'est qu'il s'agit d'un fief de haute dignité, ou de quelque château frontière; car on estime que ces grandes pièces ne peuvent être réunies qu'au domaine du Roi.

202. Une autre question qui n'est guères moins controversée, consiste à sçavoir si l'église peut exercer le retrait seigneurial? Ce qui le rend encore plus impliqué, ce sont les dispositions différentes des coutumes du royaume, dont les unes, comme Bordeaux, Berry, Nivernois, Saintonge, Bourgogne, & autres, interdisent absolument le retrait seigneurial à l'église. D'autres, comme Poitou & Touraine, lui permettent la retenue, à la charge de vider ses mains si elle en est requise; mais cette requisition ne peut venir que de la part

de M. le procureur-général du Roi , *cuius interest subfeuda & solita teneri à laicis onera subvenientibus conservari , & non uniri mensæ ecclesiæ*, comme dit Dumoulin sur la coutume de Paris , §. 20 , glose 1 , n. 2. Celle d'Estampes est plus précise , en ce qu'elle veut que l'église vuide les mains dans l'an & jour après la retenue , ou qu'autrement le fief retourne au premier acquéreur. Quoiqu'il y ait quelque diversité dans ces coutumes , on s'aperçoit néanmoins qu'elles s'accordent toutes à défendre à l'église une retenue perpétuelle ; ce qui est fondé sur une considération d'état remarquée par Dargentrée sur la coutume de Bretagne , art. 346. *Promiscuis commerciis , futurum erat ut quàm attenta ad rem gens illa esse solet hereditatibus , emptionibus , & relectis , brevi totius orbis domini fierent , si eo influerent omnia , & reflueret nihil , interdictâ alienatione semel acquisitionum*. Ainsi , quoi qu'en disent Loysel en ses institutes coutumières , liv. 3 , tit. 5 , art. 8 ; & M. le Maître en son traité des fiefs , chap. 5 , n. 3 , il faut tenir pour règle générale que l'église ne peut point user de retenue féodale pour elle ; mais rien n'empêche qu'elle ne puisse ceder & transporter le droit de prélation à un particulier , *ut gratiorem sibi clientem eligat , quàm emptorem* ; parce que d'ailleurs la raison qu'on objecte à l'église n'a point lieu à l'égard du cessionnaire. La raison prise de la maxime du droit , *nemo plus juris in alium transferre potest quàm ipse habet* , n'est point applicable ici , parce que le droit de retenue féodale contient une double faculté , l'une de retraire pour soi , & l'autre de se choisir un vassal qui soit agréable. L'église ne peut pas exercer la première de ces facultés , à cause de sa qualité de main-morte ; mais elle n'a aucune incapacité de faire valoir la seconde. Ceci néanmoins ne peut avoir lieu dans les pays où le

retrait seigneurial n'est pas cessible.

203. L'action en retrait seigneurial , de même qu'en retrait lignager , est mixte , *personalis in rem scripta* ; ainsi le retrayant a le choix d'assigner l'acquéreur devant le juge de son domicile , ou devant le juge du territoire où le fonds est situé , comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux du 15 juin 1716 , rapporté par le glossateur de la Peyrere , lett. R , n. 141 ; c'est aussi l'avis de Ferriere sur la question 257 de Guy-Pape , en ces termes : *Actio quæ ad retractum competit intentari potest tam coram iudice domicilii emptoris , quàm coram iudice loci ubi bona sita sunt*.

204. Le seigneur venant au retrait , ne peut point déduire & retenir les lods & ventes sur le prix qu'il doit rembourser. Dargentrée , *tract. de laudem*. §. 25 ; Dumoulin sur la coutume de Paris , §. 20 , glos. 9 , n. 4 & suiv. *Argum. l. final. cod. de jure emphyt. & ibi doctores*. La raison est , parce que le droit de prélation & celui des lods sont deux droits incompatibles , dont l'un par conséquent exclut l'autre. Ainsi le seigneur ayant reçu les lods , ne peut plus venir au retrait , *ut supra notat*. & ayant exécuté le retrait il ne peut point profiter des lods. Ce sont deux profits qui , ayant le même objet , c'est-à-dire , l'héritage vendu , ne peuvent subsister ensemble ; *duæ enim causæ lucrative non possunt concurrere in eadem personâ circa eandem rem*. Il suffit au seigneur d'avoir l'option. Il y a néanmoins quelques coutumes , comme Chaumont en Bassigny , art. 17 ; Amiens , art. 38 ; Ponthieu , art. 69 , qui ont une disposition contraire ; mais elles ne doivent point sortir de leurs bornes.

205. En cas de vente d'un fonds relevant de deux seigneurs par indivis , chacun d'eux peut user de son droit , c'est-à-dire que l'un peut exercer le retrait

pour la part qui le concerne , & l'autre investir l'acquéreur & en recevoir les lods. *Albericus , in l per feudum , ff. de servit. rustic. præd.* Guy-Pape & ses commentateurs , quest. 508 , *argum. l. 28 , ff. comm. divid.* Mais l'un des co-seigneurs ne peut point retenir le tout contre la volonté de l'acquéreur qui a été investi par les autres , comme il a été jugé par arrêt du parlement de Toulouse du 22 décembre 1601. Cambolas , liv. 3 , chap. 10 ; Paul de Castres , *in l. si aliam , ff. de solut.* La raison est , *quia jus accrescendi locum non habet in contrahentibus , l. si mihi & Titio , ff. de verbor. obligat.* Voyez Ferrière sur la quest. 411 de Guy Pape. Néanmoins l'acquéreur peut obliger le seigneur qui veut exercer le retrait , de retirer tous les fonds compris dans la vente , par la raison qu'en donne Barthole sur la loi *cui ususfructus , ff. de usufr. legat. Propterea quod res non affert tantam utilitatem in parte respectu partis , quantum in toto respectu totius.* Voyez Tiraqueau en son traité du retrait lignager , §. 11 , glose 7 , n. 4 ; & Jason , *in l. stipulationes , ff. de verbor. obligat.* & parce que les seigneurs par indivis ne sont réputés que pour un. *L. 7 , ff. de collat. bonor.*

206. Que s'il s'agit de la vente de fonds mouvant de différens seigneurs , celui qui veut venir au retrait n'est point obligé de retirer ce qui n'est pas de sa mouvance. Dumoulin sur la coutume de Paris , §. 20 , glose 1 , n. 55 ; Ferrière sur la question 411 de Guy-Pape ; Carelan , tom. 1 , liv. 3 , chap. 14 ; Legrand , coutume de Troyes , tit. 3 , art. 27 , glose 6 , n. 13 ; Boucheul sur la coutume de Poitou , art. 349 , n. 5 & suiv. Ainsi dans ce cas l'acquéreur est obligé de souffrir la division de son contrat. Ce qui a lieu , encore que la vente eût été faite pour un seul prix , parce que l'unité du contrat de vente qui procède

du fait du vendeur & de l'acquéreur ne peut préjudicier au seigneur qui a son droit distinct & séparé. *Argum. l. Sabinus 28 , ff. commun. divid.* Le retrait féodal est favorable , comme sont toutes les conventions apposées *in rerum traditione* ; ainsi quelqu'incommodité que l'acquéreur souffre de la division de son contrat , il ne peut point s'en plaindre , puisque c'est une condition de l'investiture. Il en est autrement du retrait lignager , lequel est odieux & contre la disposition du droit commun ; c'est pourquoi l'acquéreur peut obliger le retrayant lignager de retirer la totalité des choses comprises dans la vente. Dumoulin sur la coutume de la Marche , art. 282 ; Louet & Brodeau , lett. R , chap. 25 ; le glossateur de la Peyrere , lett. R , n. 119 & 138.

207. Après ce que nous venons de dire , il ne nous reste qu'à faire une énumération succincte des cas où le retrait n'a pas lieu. Or , 1°. il n'a point lieu pour un louage fait à perpétuité ; Masu. titre des louages & cens , n. 14. 2°. Le seigneur ne peut pas user du droit de prélation sur une chose qui a été leguée ; Gregor. *in syntagm. jur. lib. 6 , cap. 16 , num. 7* ; encore que le legs soit fait à un étranger. 3°. Le retrait n'a point lieu en licitation faite entre associés ou cohéritiers , parce que l'intention des partprenants étant plutôt de partager que de vendre , il est vrai de dire qu'il n'y a point de véritable aliénation qui seule donne lieu à ce droit. 4°. Le retrait n'a point lieu en contrat d'échange. Guy-Pape , quest. 92 ; la Roche , des droits seigneuriaux , chap. 13 , art. 12 ; Gregor. *in syntagm. lib. 6 , cap. 16 , num. 7. Vide supra , verbo Echange.* 5°. Le seigneur ne peut pas retirer par droit de prélation l'héritage vendu à pacte de rachat , *pendente facultate.* Gregor. *loco citato* ; Ranch. *ad quest.* 48 Guy Pap. 6°. Le retrait n'a point lieu pour les

donations. Guy Pape, quest. 46 & 47, & *ibi* Ranchin; Gregor. *ibid.* à moins qu'il ne parût *ex legitimis conjecturis*, que la donation avoit été faite *in fraudem domini*. Voyez Dumoulin sur la coutume de Paris, titre *des fiefs*, §. 20, glose 5, *in verbo* Vendu, n. 52. 7°. Le retrait n'a pas lieu pour une transaction, au moyen de laquelle l'ancien possesseur d'un héritage est confirmé dans la possession, moyennant une certaine somme de deniers. La raison est, parce que la chose ne change point de main. *Vide supra*, *verbo* Lods. 8°. Si l'héritage a été vendu sous condition, le seigneur ne peut exercer le retrait qu'après l'événement de la condition. Moñin. *in consuet. Paris.* titre *des fiefs*, n. 20, glose 5, n. 23 & 24. 9°. Le retrait n'a point lieu en vente de meubles ou de fruits. Dumoulin sur ladite coutume, tit. 1, §. 20, glose 4, *in verbo* (le Fief tenu), n. 1, & glose 1, *in verbo* (le Seigneur féodal), n. 80. Mais il a lieu lorsqu'un héritage est donné en paiement, *nam datio in solutum venditionis instar est*, comme dit Ferrière sur la question 257 de Guy-Pape. C'est aussi l'avis de Tiraqueau, de Dumoulin & de tous les auteurs, à la réserve du spéculateur à l'endroit cité par Guy-Pape à la fin de cette question, où il semble être du même sentiment. Il faut néanmoins en excepter le cas où un héritage est donné en paiement d'une dot ou d'une légitime par les raisons remarquées *suprà*, *verbo* Lods.]

208. RETRAIT LIGNAGER, LODS ET VENTES. *Voyez* Lods & ventes. *Voyez* Berry, tit. 24, art. 11 & 12.

209. REIRAYANT, se dit du seigneur qui exerce le retrait féodal ou censuel.

210. REVENIR A LA TABLE DE L'AÎNÉ : c'est quand des portions de fief échues en partage aux puînés retournent à l'aîné ou ses à représentants par le dé-

cès des puînés sans hoirs de leurs corps. *Voyez* Tours, art. 279.

211. REVENTIONS. Dans quelques coutumes c'est un droit que l'acquéreur d'héritages censuels doit au seigneur, outre les lods, quand par le contrat il s'est chargé d'acquitter le vendeur des lods. *Voyez* Melun, art. 116; dans cette coutume les reventions sont de vingt deniers toutnois par livre de la somme à laquelle montent les lods. Ainsi en vente d'héritages censuels les reventions sont à peu près la même chose que le requint en ventes d'héritages féodaux.

212. REVERSION. *Voyez* ci-après Réunion.

213. RÉUNION FÉODALE : c'est le retour au fief dominant des portions qui en avoient été démembrées ou aliénées; en un mot c'est le retour de la partie au tout.

214. La réunion féodale se fait ou à titre lucratif, ou à titre onéreux. A titre lucratif, quand la partie démembrée ou aliénée retourne au seigneur par droit de commise, confiscation, bâtardise, aubaine, deshérence. A titre onéreux, quand le seigneur acquiert les mêmes parties par vente, ou par retrait féodal, ou par échange.

215. Dans tous ces cas, les portions de fief acquises par le seigneur se réunissent de plein droit au fief dominant dont elles sont censées avoir été démembrées ou aliénées.

216. La réunion féodale par laquelle le fief servant est réuni au fief dominant, fait qu'ils sont tellement consolidés qu'ils n'en font plus qu'un : de façon que les vassaux du fief servant, s'il en avoit, deviennent dès-lors les vassaux directs du seigneur dominant, l'arrière-fief qui les séparoit de lui ne subsistant plus après la réunion.

217. La réunion se fait uniquement par la considération du fief, c'est pour rétablir son intégrité altérée par l'alié-

nation, par le démembrement, par les jeux de fief; ce n'est point à cause de sa justice que le seigneur réunit. La justice, disent les auteurs, ne gagne ni ne perd à la réunion, elle s'étend toujours également sur les parties réunies & sur celles qui ne le sont pas.

218. Quoique la réunion, dans les cas dont nous venons de parler, se fasse de plein droit, quoique telles soient les loix féodales, celles même qui dérivent de la nature & de la constitution des fiefs, cependant le seigneur peut empêcher cette réunion lorsqu'il acquiert par vente, en déclarant par le contrat qu'il veut tenir ce qu'il acquiert séparément de son fief; alors les parties acquises restent comme elles étoient.

219. Il faut cependant observer que cette déclaration n'a pas un effet perpétuel, elle ne profite qu'à celui qui l'a faite; ensorte que, si le fief dominant & l'arrière-fief tombent à un même héritier, & si cet héritier, par le partage, ne déclare pas qu'il veut le tenir séparément, la réunion se fait en sa personne, parce qu'il commence sa possession, & parce qu'il l'a commencée confusément: de même si celui qui tenoit le fief & l'arrière-fief non réunis, les vend ensemble à une même personne, qui par le contrat ne renouvelle pas la déclaration, il y a réunion par le même principe.

220. Pour réunir il faut être propriétaire du fief dominant: d'où il suit que les usufruitiers, les bénéficiers, les grevés de substitution, les engagistes, les apnagistes ne peuvent pas réunir.

221. Le haur justicier qui acquiert par droit de justice ne réunit pas, parce qu'il n'acquiert pas en considération du fief qui n'a rien de commun avec la justice.

222. Les auteurs ont long-temps agité la question de sçavoir si le fief servant, réuni au dominant, devenoit par cette consolidation de même nature que le fief dominant, c'est-à-dire acquêt ou

propre, suivant que le fief dominant étoit l'un ou l'autre?

223. Les anciens auteurs, comme Jean Faber, pensoient que ce qui étoit réuni étoit toujours acquêt; ceux qui ont suivi distinguoient, si la réunion étoit faite à titre lucratif, ou à titre onéreux. Au premier cas, l'arrière-fief réuni étoit propre; au second il étoit acquêt. L'avis de Dumoulin & de Dargentré ont enfin fixé la jurisprudence qu'on suit au barreau; ces deux auteurs ont pensé que, de quelque façon que se fit la réunion à titre onéreux ou lucratif, l'arrière-fief réuni étoit toujours acquêt, & qu'il n'y avoit qu'un seul cas où il étoit propre, c'est quand l'arrière-fief donné à bail emphytéotique retourne au fief dominant après l'expiration du bail. La raison est, qu'en ce cas le retour a lieu par la force de la clause apposée au bail emphytéotique qui fait partie du contrat, & qui par conséquent doit nécessairement avoir son exécution. A l'égard des autres réunions, il est clair qu'elles ne viennent pas d'une clause apposée dans l'acte d'inféodation, mais d'une cause nouvellement survenue, comme l'acquisition du seigneur, le retrait féodal, la confiscation, la deshérence, &c.

224. M. Dargentré a pensé que le fief réuni par commise étoit propre, en supposant sans doute que la commise tiroit son origine d'une convention apposée dans le titre de concession; mais l'avis contraire de Dumoulin est généralement suivi.

225. Voyez Guyot, *traité des fiefs*, tom. 1, de la réunion, chap. 1 & suiv. Brodeau sur l'article 53 de la coutume de Paris; Duplessis, *traité des fiefs*, chapitre 10.

226. Quand la réunion est faite par retrait féodal, ou par acquisition, elle est toujours à la charge des dettes, charges auxquelles le fief réuni est hypo-

théqué. Mais quand la réunion se fait par commise ou par l'expiration de l'inféodation, le seigneur qui réunit n'est tenu que des charges inféodées.

227. Il faut cependant observer que dans les coutumes, telle que Normandie, titre *des fiefs*, article 201, qui permettent au vassal de vendre, engager & hypothéquer son fief sans le consentement du seigneur; il faut observer, dis-je, que dans ces coutumes, de quelque façon que se fasse la réunion, elle est toujours à la charge des dettes & hypothèques dont le fief est tenu. *Voyez* l'arrière sur l'article 53 de la coutume de Paris.

228. RÉUNION DE CENSIVE AU FIEF. Elle se fait de deux façons, ou quand le seigneur acquiert les héritages censuels qui relèvent de son fief, ou quand le tenancier de l'héritage censuel acquiert le fief dont il relève.

229. La réunion censuelle, ainsi que la féodale, dans le cas où elle a lieu, se fait de plein droit, s'il n'y a déclaration de l'acquéreur dans le contrat, dit la coutume d'Orléans, art. 20, qu'il veut renir l'héritage acquis séparé de son fief & en roture; mais cette déclaration dans cette coutume a un effet perpétuel. *Voyez* les notes de Fornyer sur l'art. 20 de la coutume d'Orléans.

230. Plusieurs coutumes permettent au tenancier de l'héritage censuel de le délaisser pour se libérer du cens, en payant les arrérages échus. *Voyez* Berry, tit. 9, art. 33; Sens, art. 237; Saint-Omer, art. 3; Orléans, art. 134. Dans ces coutumes, & celles qui leur ressemblent, l'héritage censuel délaissé, abandonné, déguerpî se réunit sur le champ au fief, & de droit c'est le retour mutuel de la partie au tout.

231. L'héritage censuel abandonné par le tenancier n'est pas du nombre des biens vacants, qui par droit de haute justice appartiennent au seigneur haut

justicier; la directe que le seigneur de fief a sur l'héritage censuel lui conserve toujours son droit, cet héritage est toujours une portion de son fief, qu'il reprend comme son bien dès qu'il cesse d'être entre les mains du tenancier.

232. REUNION FRANC-ALEU. Dans les coutumes allodiales le franc-aleu acquis par le seigneur de fief ne s'y réunit pas, par la raison qu'il est censé n'avoir jamais fait partie du fief, & n'en avoir jamais été démembré.

233. RÈRE-FIEF, RÈRE-VASSAL, RÈRE-FIEF, RÈRE-VASSAL. Ces mots employés dans différentes coutumes y sont synonymes avec avec arrière-fief, arrière-vassal. *Voyez* ces mots. Il faut cependant observer que dans les coutumes de Saint-Sever, tit. 6, art. 1, 2; de Bayonne, art. 10, 11, 13 & 14, *rière-fief* signifie une rente sèche, amortissable, que le tenancier peut imposer sur son héritage mouvant d'un seigneur direct. Il est clair qu'une telle rente ne peut jamais être seigneuriale ni produire aucuns droits seigneuriaux.

234. RIVAGE (droit de), est un droit que, dans quelques endroits, les seigneurs qui sont fondés en titres perçoivent sur les vins & autres marchandises voiturées par eau, & qui abordent dans les ports situés en l'étendue de leurs seigneuries. *Voyez* le glossaire de Ducange sur les mots *Ripaticum*, *Rivagium*.

235. RIVERAIN, est celui qui est voisin d'une forêt, d'une rivière, &c.

236. Les seigneurs riverains des forêts du Roi, par les ordonnances, & notamment par celle du mois d'août 1669, sont obligés,

237. 1°. A donner communication, aux procureurs du Roi des maîtrises, de leurs aveux & dénombrements; & quand ils acquièrent par décret quelques héritages en fief ou en roture dans l'enclos, aux rives & à cent perches des forêts du Roi, ils sont également obligés de com-

muniquer aux mêmes officiers les procès-verbaux de criées, des affiches & publications, quinze jours avant l'adjudication des décrets. *Voyez* les art. 7, 8, 9 & 10 du tit. 27.

238. 2°. Ils ne peuvent bâtir aucuns châteaux, fermes, maisons dans l'enclos, aux rives, & à demi-lieue des forêts du Roi, à peine d'amende, de confiscation des bâtimens & des fonds. *Voyez* l'art. 18.

239. 3°. S'ils possèdent des bois joignant lesdites forêts, ils sont tenus de se fossayer de fossés ayant quatre pieds de largeur & cinq pieds de profondeur, qu'ils entretiendront en cet état, à peine de réunion. *Voyez* l'art. 4.

240. 4°. Il leur est défendu de planter aucuns bois à cent perches desdites forêts, sans la permission expresse de sa majesté, à peine de 500 liv. d'amende & de confiscation desdits bois qui seront arrachés & coupés; comme aussi sans la même permission ils ne peuvent arracher aucuns plans de chênes, charmes & autres bois, à peine de 500 livres d'amende. *Voyez* les art. 6 & 11.

241. 5°. Par l'art. 18 du tit. 3, il est défendu aux grands-mâtres de permettre ni souffrir aucuns fours, fourneaux, façon de cendre, défrichemens, arrachis & enlevemens de plants, glands & faines dans les forêts du Roi, à peine d'amende arbitraire, & de tous dommages & intérêts.

242. 6°. L'art. 12 du tit. 27, défend enfin d'ouvrir carrières & pierrières dans & aux rives des forêts du Roi, & d'en enlever sable, pierres, marnes, comme aussi d'y faire de la chaux, à peine de 500 livres d'amende & de confiscation des chevaux & des harnois.

243. Les seigneurs, dont les terres avoient & aboutissent aux rivières navigables, doivent laisser, le long des bords, un chemin pour le tirage des bateaux, de la largeur requise par l'art. 7

du tit. 28 de ladite ordonnance. Ils doivent en outre l'entretenir en bon état & dégagé de tous embarras qui pourroient nuire à la navigation & au halage des bateaux. *Voyez* les arrêts du conseil des 12 avril 1687 & 8 novembre 1689, rapportés par Gallon.

244. Les seigneurs qui, par concession du Roi, ont sur les rivières navigables des péages, moulins, gords, pertuis, écluses & autres semblables édifices, sont tenus, chacun en droit soi, de baliser le dedans de la rivière, c'est-à-dire nettoyer, & de rendre le cours de l'eau libre de tous empêchemens qui pourroient nuire à la navigation. *Voyez* l'arrêt du conseil en forme de règlement du 22 décembre 1682.

245. RIVIÈRE NAVIGABLE. *Voyez* Fleuve, Pêche.

246. RIVIÈRE SEIGNEURIALE ou BANNALE, est celle qui arrose la terre d'un seigneur, & qui coule dans l'étendue de sa haute justice.

247. Les rivières seigneuriales appartiennent en toute propriété au seigneur haut justicier, il peut y exercer les mêmes droits de justice & utiles que le Roi exerce sur les rivières seigneuriales. *V. M. le Bret, traité de la souveraineté.*

248. Lorsqu'une rivière seigneuriale, par les ouvrages qu'on y fait, devient flottable ou navigable pour l'utilité du commerce, le seigneur haut justicier perd dès le moment tout droit de justice & de police sur sa rivière depuis l'endroit où elle commence à porter bateau jusqu'à la rivière où elle se jette. Mais le seigneur qui perd le droit de justice, ne perd pas pour cela les autres droits qui peuvent lui appartenir, comme les épaves, isles, îlots, accroissemens, atterrissemens, &c. C'est ainsi que les choses sont réglées dans les lettres-patentes que sa majesté accorde lorsqu'il est question de rendre une petite rivière navigable.

249. Lorsqu'une petite rivière passe entre deux justices, chaque seigneur justicier exerce sa justice sur le rivage qui est de son côté, & le fil de l'eau forme la séparation des deux justices. *Voyez* Masuer. tit. 6, n. 16; Bouvot, tom. 1, partie 1, au mot Rivière; Amiens, art. 184.

250. Si, dans une rivière seigneuriale qui partage deux justices, il se forme quelques îles, îlots, accroissements, attérissements, ils appartiennent à celui des seigneurs en la justice duquel l'île sera le plus près. *Voyez* l'art. 341 de la coutume de Bourbonnois; Duret sur cet article; Faber sur l'art. 98 de la coutume de Lorraine.

251. Il n'est permis à personne de jeter dans les rivières aucunes immondices, paille, gravois, décombres, cendres, de rien enlever desdites rivières, ou d'y mettre quelques choses, sans la permission du seigneur, à peine d'amende & de dommages & intérêts. *Voyez* la coutume de Hainaut, chap. 103, art. 11; l'ordonnance de 1669, tit. 27, art. 42; celle du 24 avril 1703, art. 10; la Roche Flavim en ses arrêts notables, liv. 6, tit. 42, arrêt premier.

252. Il n'est pas non plus permis à personne de prendre dans les rivières seigneuriales, sans la permission du seigneur, aucuns sables, pierres & autres semblables matières; ainsi jugé par arrêt du parlement de Dijon du 1 avril 1720, contre différents particuliers condamnés aux dommages & intérêts envers le seigneur de Saint-Germain, pour avoir pris du sable & des pierres dans la rivière de l'Arberine, dont il est seigneur, sans sa permission.

253. Le même parlement a encore décidé la même question & de la même façon contre les abbés & religieux de Chassalagne en faveur du sieur Dervieu, seigneur de l'Oye, par arrêt du 20 août

Partie II.

1746. Ces deux derniers arrêts sont cités par Fremenville, *diçtion. de police*, verbo *Rivière*.

254. L'article 206 de la coutume de Normandie décide que le seigneur peut détourner l'eau courante en sa terre, pourvu que les deux rives soient en son fief, & qu'au sortir d'icelui il la remette en son cours ordinaire, & que le tout se fasse sans dommages d'autrui. Mais ce qui est permis à cet égard au seigneur haut justicier, ne le seroit pas au seigneur particulier d'un fief situé dans la haute justice d'un autre seigneur. *Voyez* de Laistre sur l'article 111 de la coutume de Chaumont; il rapporte un arrêt de la table de marbre du 21 février 1720, qui l'a ainsi jugé au profit du sieur de Bouvoult, seigneur haut justicier de Prulay, contre le sieur de Boumars, seigneur d'un fief dans la haute justice de Prulay. Ce même arrêt juge encore qu'il n'est permis à personne de prendre de l'eau pour arroser ses prés dans une rivière seigneuriale sans la permission du seigneur.

255. Lorsqu'une rivière seigneuriale est commune entre deux seigneurs, il est clair que l'un ne peut pas détourner le cours de l'eau sans le consentement de l'autre; cela nuiroit au droit de propriété que l'autre seigneur a de son côté jusqu'au fil de l'eau. Dailleurs, l'article 206 de la coutume de Normandie, qui ne permet pas au seigneur de détourner le cours de sa rivière, lorsque ce changement fera dommage à autrui, est de droit commun.

256. Lorsqu'une rivière a changé naturellement de lit, elle a formé un attérissement qui, comme fruit de fief, ou plutôt de la haute justice, appartient au seigneur haut justicier; ainsi il n'est point permis aux propriétaires des héritages inondés par le nouveau lit de la rivière, de la remettre de leur autorité privée dans son ancien lit. *Voyez* Potier

E e

sur l'article 341 de la coutume de Bourbonnois ; son sentiment est conforme à la loi *aded* 7, §. 5, *ff. de acquirendo rerum dominio*.

257. Sur le droit de pêche dans les rivières seigneuriales, les épaves qui s'y trouvent, les fonctions & devoirs des gardes-pêches, les facultés de mettre des rutoirs dans les rivières seigneuriales, *voyez* Pêche, Rutoirs, Ruissiaux, Gardes.

258. RODAGE, est un droit seigneurial établi par quelques coutumes, & accordé au seigneur péager. Il prend ce droit pour chaque charrette vuide ou chargée de marchandises en passant par le chemin public ; ce droit est dû outre le péage pour la marchandise. *Voyez* la coutume d'Acs, tit. 12, art. 5 & 6 ; celle de Saint-Sever, titre 10, art. 5 & 6.

259. ROI : c'est un monarque, un souverain qui commande sur une vaste étendue de pays, & qui ne reconnoît de supérieur que Dieu seul, non-seulement dans son royaume, mais encore par rapport à toutes les autres puissances de l'univers, ecclésiastiques ou laïques. Il n'entre point dans notre projet de traiter ici des droits & prérogatives des Rois en général, nous examinerons seulement quel est le pouvoir de nos Rois, des Rois de France, par rapport au gouvernement féodal.

260. Loyseau en son *traité des seigneuries*, chap. 2, prouve que la monarchie françoise est la mieux établie de toutes celles qui subsistent ; elle est, dit-il, royale & non seigneuriale, c'est une souveraineté parfaite à laquelle les états n'ont nulle part ; elle est successive, non élective, non héréditaire purement ; car elle n'est point, comme ailleurs, communiquée aux femmes, mais déferée au plus prochain mâle par la loi fondamentale de l'état.

261. Le père Lelong, dans son *histoire politique de France*, liv. 3, ch. 7,

dit que les auteurs, même françois, sont partagés sur cette loi fondamentale de l'état, qui déferre la couronne de France aux mâles à l'exclusion des femmes.

262. Les uns prétendent que c'est en vertu de la loi salique que les femmes sont privées du droit de succéder à la couronne de France ; d'autres au contraire pensent que ce n'est point en vertu de la loi salique, mais par une coutume immémoriale qu'ils croient établie dès le commencement de la monarchie.

263. Si cette coutume est établie dès le commencement de la monarchie, si elle a eu lieu sous la première & la seconde race de nos Rois, je dis qu'elle n'a pu trouver son origine que dans cette disposition de la loi salique, qui veut qu'aucune portion de la terre salique ne passe aux femelles dans le partage de la succession du père. Quand il il a été question de la succession de la couronne, on a sans doute étendu cette disposition, même à la succession de ceux qui mourroient sans enfants ; sans cette extension on ne peut trouver l'origine de la coutume : car quand le père mourroit sans enfants, il est clair, par la disposition même de la loi salique, que dans le partage de la terre salique les avantages des femelles & des mâles étoient égaux en de certains cas, & que dans d'autres les femelles mêmes avoient la préférence, & qu'il n'y avoit que le cas où le père du défunt n'avoit point de sœur qui déferât la succession au parent le plus prochain mâle. Or dans la succession de la monarchie, pendant les trois races de nos Rois, ce cas n'a jamais eu lieu, il n'en étoit point question lorsque pour la première fois en France on argumenta de la loi salique en faveur de Philippe le Long ; il succédoit à Louis Hutin, dont le père Philippe le Bel ne laissoit point de sœur.

264. Si au contraire la coutume dont

ous ces loix, l'origine ne remontoit pas plus haut que la troisième race de nos Rois, où constamment elle a toujours réglé la succession à la couronne, il seroit facile d'en trouver la source dans cette loi féodale qui ne permettoit pas que les femmes succédassent aux fiefs à cause de leur incapacité pour le service militaire dont tous les fiefs étoient tenus; & en regardant la couronne comme un fief, tout s'explique naturellement.

265. Quand après le décès de Louis V, au préjudice de Charles de Lorraine, petit-fils de Charles le Simple, on déféra la couronne à Hugues Capet, il s'en fallut de beaucoup qu'on argumentât de la loi salique; ce fut la loi féodale qui produisit la révolution, qui dépouilla la famille régnante. La France partagée en sept ou huit grands fiefs, subdivisée en une multitude d'autres moindres qui relevoient d'eux, n'étoit pas, en cet état, capable de résister aux Normands qui désoloient la France; il fallut réunir tant de pouvoirs divisés; la couronne regardée elle-même comme un fief, dont on ne disconvenoit pas que tous les autres relevoient directement ou indirectement, fut donnée à celui qui pouvoit arrêter plus promptement & plus efficacement les courses des Normands; & comme de tous les grands seigneurs, Hugues Capet, comte ou duc de Paris, pouvoit seul le faire, on lui délégué la couronne. Voyez l'esprit des loix, liv. 31, chap. 31.

266. Il est à présumer que Hugues Capet, parvenu à la couronne par la puissance féodale, se gouverna sur les principes du gouvernement féodal; l'histoire, les usages, les mœurs de ce temps prouvent que pendant deux ou trois siècles les loix féodales régloient tout. On peut donc présumer que, quand on déféra la couronne de France à Philippe le Long, & ensuite à Philippe de

Valois, à l'exclusion des femmes, on argumenta d'abord des loix féodales: elles avoient fait disparaître toutes les autres; peut-être y joignit-on quelques inductions de la loi salique, de façon que la loi salique, interprétée par celle des fiefs, décida la question.

267. Quoi qu'il en soit, on tient aujourd'hui pour principes incontestables, 1°. que la couronne de France appartient toute entière, sans aucune division, aux mâles, à l'exclusion des femmes. 2°. Que de la couronne de France relèvent tous les fiefs du royaume immédiatement ou médiatement; de façon que le Roi de France, en vertu de sa couronne, est, à proprement parler, le vrai & le seul seigneur suzerain de tout le royaume; il est la source, le chef du gouvernement féodal; tous ceux qui possèdent des fiefs relevant nue-ment de sa couronne sont ses vassaux, & tous ceux qui possèdent des fiefs relevant de ces derniers, sont ses arrière-vassaux, & ainsi à l'infini.

268. La puissance féodale n'est plus aujourd'hui ce qu'elle étoit autrefois; la puissance royale, après bien des combats & des travaux infinis, a enfin planté les limites qu'il n'est plus permis de passer; toutes les usurpations ont été rétablies: aucun seigneur, tel qu'il puisse être, n'a plus le droit de battre monnaie, de lever des troupes, de fortifier des places, de déclarer la guerre & de la soutenir, de faire des loix & d'en donner, d'établir des juges, d'imposer des levées de deniers, d'ordonner des marchés & des foires, d'y donner des poids & des mesures; tous ces droits, & quantité d'autres usurpés sur la couronne parmi les troubles de la seconde race de nos Rois, ont retourné peu à peu à leur source sous la troisième. Les grands vassaux & les moindres feudataires sont si instruits de leur dépendance, qu'aujourd'hui le plus beau de

leurs droits est de donner l'exemple de la soumission & de l'obéissance ; ainsi bien loin de s'arroger d'autorité privée aucun des droits dont nous venons de parler, ils regardent , & avec raison , comme un grand bienfait quand il plaît au souverain de leur permettre d'en exercer quelques-uns ; le faire sans cette permission absolument nécessaire, c'est se rendre coupable de lèse majesté & s'exposer à porter sa tête sur un échafaut ; celles abattues sous le règne de Louis XIII, sous le ministère du cardinal de Richelieu , ont donné aux grands vassaux des leçons trop pathétiques pour qu'ils puissent jamais les oublier.

269. Le droit de justice , de vie & de mort qu'avoient usurpé les grands vassaux , qui rendoit leur pouvoir si formidable , n'appartient en France qu'au Roi seul ; lui seul , de droit commun , exerce sur tous ses sujets la justice , en quelque degré qu'on puisse l'imaginer , haute , moyenne ou basse ; & les seigneurs qui aujourd'hui ont droit de justice , ne l'ont que par la concession ou la permission du souverain, dont ils doivent justifier par titre. Il est vrai que quantité de seigneurs n'ont pour titres de leurs justices qu'une possession immémoriale ; mais cette possession même , continuée sous les yeux du souverain , suppose sa permission. *Voyez* Bacquet , *des droits de justice* , chap. 4.

270. ROTURE. On appelle ainsi tous les héritages qui ne sont pas fiefs , ceux qui sont tenus en censives , les héritages corriers & taillables , ceux qui sont à titre de bordelage , carpot , cinquin , complant , & autres semblables droits qui dérivent de la concession des héritages ; mais communément les rotures sont les héritages en censives qui doivent un cens annuel , & lods & ventes dans les mutations qui arrivent par vente ou actes équipollents à vente. A ces droits on peut encore ajouter l'a-

mende due au seigneur censier faute de payer le cens au terme préfix , ou faute de notifier le contrat de vente dans les délais accordés par les coutumes. Dans l'un & l'autre cas l'amende est telle qu'elle est établie par la coutume , chacun doit suivre la sienne , car ces amendes ne sont pas égales par-tout.

271. ROTURIER : c'est un nom commun à tous ceux qui ne sont pas nobles ; c'est cette classe de citoyens qui forment en France le tiers-état. *Voyez* Nobles, Tiers-état.

272. ROUAGE , dans quelques seigneuries, c'est un droit seigneurial qui se paie sur chaque pièce de vin vendu en gros , pour avoir la permission de l'enlever ailleurs. Le rouage est la même chose que le rodage dont nous avons ci-dessus parlé. En la terre & châtellenie de Lury en Berry , le seigneur lève un droit de rouage différent de tout ce qu'on vient de dire : il consiste en une gerbe de toute espèce de bled , qu'on donne au seigneur lors de l'enlèvement du terrage pour l'exemption que les débiteurs ont acquise de le conduire en la grange du seigneur. Ce droit de rouage se paie en outre & au par-dessus du terrage. *Voyez* l'indice de Ragueau.

273. ROUSSIN DE SERVICE. *Voyez* Cheval de service.

274. RUISSEAUX : ce sont de petits cours d'eau formés ou par les eaux pluviales , ou par celles d'une source ou d'une fontaine.

275. Les mêmes principes qui ont donné aux seigneurs hauts justiciers la propriété des rivières non navigables qui coulent dans l'étendue & dans le circuit de leurs seigneuries , leur ont pareillement donné la propriété des ruisseaux qui s'y trouvent ; ils peuvent y exercer les mêmes droits que sur leurs rivières , & y faire les mêmes défenses de pêcher.

276. Sans la permission du seigneur ;

aucun ne peut saigner ou couper les ruisseaux qui coulent dans la seigneurie pour arroser ses prés ou autres héritages. Cette jurisprudence est conforme à un édit d'Henri II de 1549, à un arrêt du conseil du 24 octobre 1687, à un autre édit du mois de décembre 1694 ; par ce dernier il est fait défenses à toutes personnes, communautés, & autres, de saigner les rivières & ruisseaux, & d'en détourner le cours sans permission. Il est vrai que cet édit regarde le domaine du Roi & les seigneuries engagées, mais on en peut argumenter favorablement pour les seigneurs particuliers, à qui, suivant les principes que nous avons établis en plusieurs endroits, toutes les eaux qui coulent dans leurs seigneuries appartiennent, à l'exception des rivières navigables.

277. Quelques auteurs ont pensé que les ruisseaux appartiennent aux particuliers qui ont des héritages le long : mais le sentiment contraire a prévalu, comme plus conforme aux principes & à la jurisprudence actuelle. *Voyez* Fleuves.

278. Lorsqu'il se trouve un ruisseau ou une rivière qui sépare la justice du Roi d'avec celle d'un seigneur, le ruisseau ou la rivière appartient au Roi, sans que le seigneur y puisse prétendre. *Voyez* Freminville, *des droits seigneuriaux*, tom. 4, pag. 497.

279. RUTOIRS : ce sont des fosses remplies d'eau dont on se sert pour rouir & macérer le chanvre, le lin.

280. Il se trouve quelques seigneurs qui prétendent percevoir des droits sur les rutoirs, mais ce ne peut être que ceux qui sont fondés en titres ou en possession immémoriale ; sans cela les rutoirs sont censés avoir été concédés par le seigneur à la communauté pour l'utilité & le bien du public.

281. Mais tous les seigneurs sont bien fondés à empêcher que les particuliers, de leur autorité privée & sans leur

permission, n'établissent des rutoirs dans leurs rivières, étangs & autres eaux. Ainsi jugé par arrêt de la table de marbre de Dijon, du 20 août 1746, au profit du seigneur de Villeneuve, contre un particulier qui avoit mis trois mille poignées de chanvre rouir dans la rivière de Seine, seigneuriale en cet endroit ; l'arrêt condamne le particulier en vingt livres de dommages & intérêts envers le seigneur, & aux dépens.

282. Les habitants d'une communauté qui ont droit de pêche dans une rivière, n'ont pas celui d'y faire rouir leurs chanvres. *Voyez* un arrêt du 26 juillet 1557, rapporté par Galon dans sa conférence sur l'art. 18 du tit. 25 de l'ordonnance de 1669.

283. Par autre arrêt de la table de marbre à Paris du 14 janvier 1733, un particulier fut condamné en dix livres de dommages & intérêts & aux dépens, avec défenses de récidiver, envers le seigneur de Mesmont, pour avoir, sans sa permission, fait rouir ses chanvres dans la rivière de Mesmont. Cet arrêt, ainsi que celui du 20 août 1746, est rapporté par Freminville, tom. 4, pag. 520 & suiv.

284. Les motifs de ces arrêts & des défenses qu'ils contiennent sont, que nul ne peut disposer des eaux qui appartiennent au seigneur, sans sa permission, & que d'un autre côté les rutoirs, sur-tout ceux de lin, produisent une très-mauvaise odeur qui empoisonne & détruit le poisson. Ces considérations ont même engagé plusieurs coutumes à défendre l'établissement des rutoirs dans les eaux appartenant à autrui, sans son consentement, à peine d'amende envers le seigneur haut justicier, & de dommages & intérêts envers les parties. *Voyez* Bourbonnois, article 162 ; la Salle de Lilles, art. 11 ; Normandie, art. 209 ; Amiens, art. 243.

S

S A I

1. **SACQUAGE**, est un droit seigneurial dont il n'est parlé que dans la coutume de Therouane, art. 7 ; il appartient à l'évêque, & consiste dans une petite mesure qu'il a droit de prendre sur chaque sac de grains qui se vendent au marché ; c'est à peu près la même chose que la leyde.

2. **SAINTRE** (droit de) : c'est un droit seigneurial que quelques seigneurs ont dans les coutumes où la vaine-pâturage est libre, de faire paître exclusivement à tous autres leurs bestiaux en de certains endroits qu'ils choisissent dans les lieux de leurs seigneuries non cultivés, qui sont en chaume, en friche ou en bruyère. Avant que d'user de ce droit, le seigneur fait tracer un sillon de charrue autour du terrain qu'il choisit, pour faire connoître que si les bestiaux d'autrui y entrent, il y aura lieu à la prise de bêtes & à l'amende. Comme ce droit est une usurpation contre la vaine-pâturage, dans les coutumes où elle est libre, pour l'exercer il faut titre, ou au moins possession immémoriale. Dans la coutume de Sedan, art. 303, il est libre à chaque laboureur de réserver de ses terres autant qu'il juge à propos pour le pâturage de ses chevaux, & cela s'appelle *épargne*. Quand une terre est ainsi en épargne, il n'est plus permis aux voisins d'y conduire leurs bestiaux, même dans les temps de vaine-pâturage.

3. Le droit de saintre n'est point connu dans les coutumes de blairie : les terres vaines & vagues en friche & en bruyères, les buissons, les chemins, tout appartient au seigneur ; personne n'y

peut faire paître ses bestiaux sans la permission du seigneur, ou sans payer la blairie.

4. **SAINTEURS**. On appelle ainsi, dans la coutume de Hainaut, ch. 83, certains droits dus au seigneur par son homme serf lorsqu'il est affranchi. Les personnes nobles & de franche origine ne doivent à leur trépas aucuns droits de sainteurs ni de meilleur-cattel. Voyez le glossaire du droit français.

* 5. **SAISIE FÉODALE**, est la mainmise du seigneur féodal sur le fief servant, faute de droits & devoirs non faits & non payés par le vassal.

6. Lorsque la saisie féodale est faite faute de foi & hommage, le seigneur fait les fruits siens en pure perte du vassal, au lieu que celle qui se fait faute d'aveu & dénombrement donné au seigneur dans le délai prescrit par la coutume, n'emporte point perte de fruits ; c'est pourquoi il faut en ce dernier cas que la saisie porte établissement de commissaire, à peine de nullité.

7. La saisie féodale est purement réelle : *manus injectio feudalis, non est personalis, sed realis*, dit Dumoulin sur l'art. 1 de la coutume de Paris, gloss. 9, nomb. 47 ; c'est pourquoi l'instance de saisie féodale n'est point de la compétence de MM. des requêtes de l'hôtel ou du palais, sous ombre de *committimus* ou autrement. Voyez l'art. 43 de l'ordonnance de Louis XII de l'année 1499 ; l'art. 24 du titre des *committimus* de l'ordonnance de 1669 ; & M. Augeard qui rapporte un arrêt du parlement de Paris du 4 juin 1703, qui le jugea de

S A I

même sur les conclusions de M. l'avocat-général Joly de Fleury.

8. Suivant l'article 45 de la coutume de Paris, si le seigneur a saisi le fief qu'il dit être de sa mouvance par faute d'homme, & que le vassal le désavoue, ce dernier doit jouir du fief pendant le procès. La raison est, parce que le désaveu ôte au seigneur tout fondement de saisie, puisqu'elle n'est appuyée que sur la qualité de seigneur féodal qui lui est déniée; ainsi la saisie ne doit produire aucun effet jusqu'à ce que la qualité de seigneur féodal ait été adjugée à celui qui la prétend. La coutume d'Anjou, art. 181 & 391, défend au seigneur de saisir le fief mouvant de lui, s'il n'a été reconnu de son vassal depuis trente ans & s'il n'a eu nouvel aveu & dénombrement.

9. Observez ici en passant, que lorsqu'un créancier fait saisir un fief & des terres roturières sur son débiteur, il suffit que le principal manoir du fief soit expressément saisi avec ses appartenances & dépendances; mais il faut que les rotures soient déclarées & spécifiées par le menu & par les tenants & aboutissants, quand même les héritages roturiers seroient enclavés dans les terres tenues en fief. Voyez l'art. 345 de la coutume de Paris.

10. Il ne faut pas confondre la saisie féodale avec la peine de la commise qui acquiert au seigneur la propriété du fief servant; au lieu que la saisie féodale ne touche qu'aux fruits, sans que la propriété du fief puisse être acquise au seigneur par quelque espace de temps que ce soit, suivant l'article 12 de la coutume de Paris; parce que le seigneur *non propriè possidet, sed habet tantum jus fruendi & utendi*, comme il est dit en la loi *acquirantur*, ff. de *acquir. rer. domin.* Vide l. *cum nemo*, cod. de *acquir. & retin. possess.*

11. Sur la saisie féodale, voyez *suprà*,

verbo Foi & hommage, Aveu, Commise.]

12. Il est essentiel d'observer ici quels sont les cas où on peut saisir féodalement, & quelles formalités il est nécessaire d'observer pour la validité d'une saisie féodale.

13. 1°. La saisie féodale ne peut avoir lieu qu'à faute par le vassal d'avoir fait la foi & hommage au seigneur dont son fief relève, & de lui avoir payé ses droits, ou faute d'aveu & dénombrement. Voyez Faute d'homme.

14. 2°. Elle doit être faite dans les temps prescrits par les coutumes.

15. 3°. Elle doit être faite par un sergent en vertu d'une ordonnance du juge, dans laquelle le fief qu'on veut saisir doit être nommé: quelques coutumes permettent au seigneur de saisir de sa propre autorité; mais dans ces coutumes mêmes le plus sûr est de saisir par ordonnance du juge.

16. 4°. Si le fief consiste en fonds de terre & en maisons, le sergent doit se transporter sur les lieux. Si ce sont des censives, rentes ou autres charges inféodées, le sergent doit signifier aux débiteurs, & au vassal qui en est propriétaire, qu'il saisit lesdites redevances.

17. 5°. Les causes de la saisie y doivent être énoncées, afin que le vassal ne les ignore pas & qu'il y satisfasse.

18. 6°. La saisie doit être faite au nom du seigneur, & non pas au nom du procureur-fiscal.

19. 7°. La saisie doit être notifiée au vassal; par conséquent si la saisie est faite entre les mains de son fermier, on doit lui faire injonction de la faire savoir au vassal saisi.

20. 8°. La saisie doit être faite du fief, & non pas simplement des fruits.

21. 9°. Elle doit être recordée de deux témoins.

22. 10°. Il y faut établissement de commissaire, sur-tout lorsqu'elle est

faite faute d'aveu & dénombrement. Quelques auteurs assez graves prétendent que, lorsque la saisie féodale est faite, faute de foi & hommage & de droits non payés, il ne faut point de commissaire; nous le pensons nous-mêmes, mais tout bien réfléchi le plus sûr est d'en établir à toute saisie féodale.

23. La saisie féodale a ce privilège qu'elle n'est jamais convertie en opposition; elle est préférée à toute autre, & retient toujours le nom de saisie. Le droit du seigneur qui saisit est réel, & plus ancien que celui de tous les créanciers qui ont saisi le fief de leur débiteur. Rien ne peut donc empêcher les effets de la saisie féodale faite faute d'homme & de droits non payés, c'est-à-dire, que les fruits du fief saisi pour ces causes appartiendront au seigneur tant qu'elles dureront; il est au pouvoir du vassal, ou de ses créanciers à son refus, d'y satisfaire pour avoir mainlevée.

24. Toute saisie féodale est une matière purement réelle, qui par conséquent ne peut pas être évoquée aux requêtes du palais. C'est l'esprit de l'article 24 du titre des *committimus* de l'ordonnance de 1669; aussi par arrêt rendu au parlement de Paris, sur les conclusions de M. l'avocat-général de Fleury le 4 juin 1703, il a été jugé qu'une saisie féodale ne pouvoit être évoquée aux requêtes de l'hôtel ou du du palais. Cet arrêt est rapporté par M. Augeard.

25. En pays de droit écrit le seigneur ne peut saisir féodalement qu'après avoir constitué son vassal en demeure; il doit en outre avoir permission du juge; encore cette saisie n'emporte point perte de fruits, à moins qu'elle ne soit ordonnée par justice & en connoissance de cause. Voyez Fruits.

26. SAISIE RÉELLE DE FIEF. Notre

dessein n'est point de traiter de toutes les formalités requises pour les saisies réelles, elles sont toutes nécessaires pour la saisie réelle des fiefs comme des autres héritages. Nous nous bornerons ici à quelques observations particulières pour les fiefs.

27. 1°. Lorsqu'on saisit réellement un fief, suivant l'édit de Henri II & l'article 345 de la coutume de Paris, il suffit que le principal manoir du fief soit saisi nommément & expressément avec ses appartenances & dépendances; il seroit en effet difficile au saisissant de recouvrer les aveux nécessaires pour expliquer les héritages qui dépendent du fief & les droits seigneuriaux qui y sont attachés.

28. 2°. Dans la plupart de nos coutumes, fief & justice n'ont rien de commun; ainsi dans la saisie réelle d'un fief auquel la justice est jointe, il faut saisir nommément la justice avec le fief, sans quoi elle ne seroit point comprise dans la saisie réelle.

29. 3°. Le droit de patronage attaché à un fief est censé en faire partie, & il est toujours compris dans la saisie du principal manoir comme une dépendance du fief.

30. 4°. Si le fief est incorporel, comme ceux qu'on appelle *fiefs en l'air*, qui ne consistent qu'en droits qui sont dus aux propriétaires de ces fiefs, il suffit de saisir ce fief & de désigner en général les héritages sur lesquels ces droits sont dus.

31. 5°. Dans la saisie réelle d'un franc aleu noble qui a justice, fief ou censive, il suffit de saisir le principal manoir, circonstances & dépendances. La raison est, que l'article 1 de l'édit de 1551 permet cette saisie générale, non seulement pour les fiefs, mais encore pour les seigneuries. Or sous ce terme de seigneurie on comprend toute espèce de terre qui donne au propriétaire l'autorité
sur

sur les personnes par rapport à la justice.

32. 6°. Lorsqu'on saisit réellement des fiefs conjointement avec des rotures, pour les fiefs il suffit de saisir, comme nous l'avons dit, les principaux manoirs avec leurs circonstances & dépendances; mais quand aux rotures, il faut toujours les déclarer en détail par tenants & aboutissants, même dans le cas où les rotures seroient enclavées dans le fief & seroient affermées avec la seigneurie. Ainsi toute partie de terre roturière qui, dans une saisie réelle n'est point spécialement désignée, & par tenants & aboutissants, n'est point censée saisie & n'appartient point à l'adjudicataire.

33. 7°. Les seigneurs, pour les droits qui leur sont dus, sont préférés à tous créanciers, même à tous frais de criées & autres de cette espèce.

34. 8°. Lorsque l'adjudication d'un fief ou d'une censive est faite, l'adjudicataire est vrai propriétaire, sans autre formalité; mais cette règle générale a deux exceptions.

35. La première est pour les héritages en censive situés dans les coutumes de vest & devest, de saisine & désaisine; l'adjudicataire de semblables héritages, après le décret, doit encore se faire investir par le seigneur ou par le juge des lieux.

36. La seconde exception est pour les fiefs de danger dans les coutumes où ils ont lieu; l'adjudicataire doit pareillement, avant que d'entrer en possession du fief de danger qui lui a été adjugé, se faire investir par le seigneur dont il relève, ou à son refus par le seigneur suzerain, rendre la foi & hommage & satisfaire à tout ce que prescrivent les coutumes à cet égard: le tout à peine de commise.

37. SAISINE. Il y a trois coutumes dans le royaume qu'on appelle *pays de*
Partie II.

saisine; Clermont en Beauvoisis, Senlis & Valois.

38. En ce qui touche les droits seigneuriaux, le droit de saisine est celui qui est dû au seigneur foncier & censuel par le nouvel acquéreur d'héritages qui relèvent de lui, à l'effet d'être mis en possession de l'héritage censuel. Cette saisine & désaisine s'appelle dans la coutume d'Artois, art. 29, *entrée & issue*. Dans la coutume de Paris, art. 82, ne prend saisine qui ne veut; mais si on la prend, l'acquéreur doit payer au seigneur douze deniers parisis pour la saisine de l'héritage censuel. Dans les coutumes de Montargis, chap. 11, art. 7 & 10; d'Orléans, art. 217, 218, la saisine se fait en présence de notaires, & équivalent à la tradition de fait. Dans la coutume de Péronne, art. 264, il faut prendre saisine pardevant le juge.

39. L'effet de la saisine dans les coutumes ci dessus est d'acquérir aux actes enfaînés une hypothèque préférable à celle des actes qui ne sont pas revêtus de cette formalité, ce qui a donné lieu à quantité de questions très épineuses, étrangères à la matière des droits seigneuriaux, mais dont on peut trouver la résolution dans le commentaire de Ricard sur l'article 14 de la coutume de Senlis.

40. SALAGE. Ce droit a été adjugé à l'abbaye de Bourgmoyen de Blois par arrêt du 29 mai 1543. Il consistoit à prendre une certaine quantité de sel sur chaque bateau chargé de sel qui arrive ou qui passe par le port de Blois, ou par-dessous les ponts.

41. SALIQUE. Voyez Loi salique, Roi.

* 42. SALMATE. Ce terme, selon quelques-uns, signifie la charge d'une ânesse qui est ordinairement quatre boisseaux mesure de Périgueux. D'autres faisant dériver ce terme de celui de *somme*, font d'avis qu'il signifie la charge

d'une bête de somme, comme cheval, mulet, &c. qui est huit boisseaux mesure de Périgueux. Voyez Ducange, lett. S, col. 53.

43. L'interprétation de ce terme bizarre & peu usité a été la cause d'un procès considérable entre M. Bertin, maître des requêtes, & M^e Gonmondie, avocat. Il vient d'être terminé au profit de M. Bertin par arrêt du parlement de Bordeaux, qui cependant n'a point fixé l'incertitude des avocats à ce sujet comme on l'espéroit, parce que, dans le progrès de cette cause, l'interprétation du mot *salmate* est devenue subordonnée à plusieurs autres contestations. Ainsi, en attendant que le parlement nous apprenne ce qu'il faut entendre par ce terme, j'estime qu'il faut chercher son interprétation dans l'usage; en sorte que, si les tenanciers ont accoutumé de ne payer la *salmate* que sur le pied de quatre boisseaux, le seigneur ne peut point en exiger davantage; que si au contraire le seigneur est dans l'usage de prendre huit boisseaux pour la *salmate*, les tenanciers ne peuvent point la payer sur un moindre pied. *Possessio enim est interpretativa tituli, & talis præsумitur titulus qualis invaluit usus.* Mais si l'on ne pouvoit se décider par l'usage, soit parce que la rente n'auroit pas été servie, ou parce qu'elle l'auroit été différemment, je crois qu'alors la *salmate* doit emporter huit boisseaux; car il est bien plus naturel de faire dériver ce terme de celui de *somme* que de celui d'*âne*, qui assurément ne semble renfermer nullement l'étymologie de *salmate*. Et à ce propos il me revient en l'esprit ce qu'un poète dit plaisamment sur ce que quelqu'un vouloit faire dériver le mot *Alphana* de celui d'*Equus*.

*Alphana vient d'Equus, sans doute ;
Mais il faut avouer aussi ,
Qu'en venant de-Li jusqu'ici ,
Il a bien changé sur la route.]*

44. SAUF NOTRE DROIT ET CELUI D'AUTRUI, est une clause qui est toujours sous entendue dans les dons, grâces & privilèges accordés par sa majesté : les seigneurs la mettent pareillement dans les contrats d'ensaulement. Le Roi sans doute est maître de tout, les seigneurs ont aussi leurs droits; mais ni le Roi ni les seigneurs n'entendent jamais nuire à autrui dans les choses qui lui appartiennent légitimement.

45. SAUVE GARDE : elle s'accorde par le Roi à ceux qui craignent quelque oppression dans leurs personnes ou dans leurs biens, ce qui se fait par des lettres qu'on fait signifier aux lieux & aux personnes qu'il appartient; l'impétrant peut même les faire afficher dans ses possessions & héritages avec armes & pannonceaux royaux.

46. Celui qui enfreint la sauve-garde, quant au corps, doit être puni de peine capitale : si la sauve garde est sous peine de vie, il y va tout au moins d'une peine corporelle & exemplaire. Si l'infraction de la sauve-garde est quant aux biens, la punition est d'amende arbitraire, selon la qualité des personnes & l'exigence des cas.

47. Si celui qui a obtenu la sauve-garde se trouve battu, blessé ou tué, on présume qu'il l'a été par celui contre qui on a obtenu la sauve-garde, à moins qu'il ne justifie de son innocence.

48. Quelques auteurs ont prétendu qu'il n'y avoit que le Roi ou ses officiers qui pouvoient accorder des sauve-gardes, & que les juges des seigneurs hauts justiciers ne pouvoient accorder que des *assurements*. Cependant dans la coutume de Sens, & dans plusieurs autres, le droit de donner sauve garde appartient tant au juge royal qu'aux juges des seigneurs hauts justiciers; & à Langres on ne fait aucune différence entre *sauve-garde du Roi* & *assurement*, chaque juge dans son territoire peut donner

annement & sauve-garde. Voyez Bacquet, des droits de justice, titre 7, n°. 32.

49. SAUVEMENT, est un droit seigneurial qui se paie en quelques endroits, & est à peu-près semblable au droit de vintain. Il consiste dans une certaine quantité de bled & vin que les vassaux donnoient autrefois à leur seigneur, à la charge de construire & d'entretenir à ses dépens les murailles du bourg pour la sûreté des habitants & la conservation de leurs biens. Il n'est point parlé de ce droit dans les coutumes; mais voyez Salvaing dans son traité de l'usage des fiefs, chap. 48. Voyez Vintain.

50. SCEAU, est une lame de métal à face plate, de figure longue ou ovale, dans laquelle sont gravées en creux la figure, les armoiries, la devise d'un Roi, d'un prince, d'un prélat, d'un seigneur particulier, & dont on fait des empreintes avec de la cire sur des lettres en papier ou en parchemin pour les rendre authentiques.

51. Tous les anciens actes de quelque importance, passés par les seigneurs, étoient scellés de leurs sceaux, & quelques uns même avoient à cet effet leurs chancelliers. Les sceaux pendoient aux actes à des de peau, j'en ai vu très peu en soie. Les sceaux des seigneurs laïcs représentent ordinairement un homme à cheval, quelquefois tenant une épée d'une main, & de l'autre un écu aux armes du seigneur. Les sceaux des seigneurs ecclésiastiques, des évêques, des abbés, les représentent en habits pontificaux, la mitre en tête, la main gauche tenant la crosse, & la droite donnant la bénédiction. Aujourd'hui les sceaux de tous les seigneurs ne sont que ceux de leurs armes apposées sur des commissions, certificats, passe-ports & autres semblables actes afin de les rendre dignes de foi.

52. Les seigneurs hauts justiciers font apposer par leurs officiers le sceau de leurs armes aux sentences & autres actes judiciaires qui se font dans leurs justices. Dans les seigneuries où il y a des noires, ils mettent aussi les sceaux de leurs seigneurs aux contrats qu'ils passent, mais ces sceaux ne rendent les actes exécutoires que dans l'étendue de la seigneurie.

53. Du Tillet dit que les Rois de France s'étoient réservés particulièrement le sceau de cire jaune, & que Louis XI accorda comme un grand privilège à René d'Anjou, Roi de Sicile, le droit de sceller de cette manière tant en Sicile qu'en France. Cependant avant Louis XI on trouve quantité de chartes de seigneurs particuliers scellées en cire jaune; celles des évêques & des abbés sont presque toujours scellées en cire verte. Voyez les coutumes locales de la Thaumassière, il y a rapporté une charte du comte de Sancerre de l'an 1219, que l'auteur dit être scellée en cire jaune.

54. Anciennement l'usage des sceaux étoit plus fréquent parmi les seigneurs qu'il n'est à présent, il étoit même nécessaire; la plupart ne sçavoient point écrire: au lieu de leur signature au bas des actes qu'ils passoient ils y apposoient leur sceau. Souvent encore les seigneurs, pour rendre leurs contrats plus authentiques, les passoient en présence des autres seigneurs de leur maison, & de leurs principaux vassaux qu'ils appelloient pour témoins, & alors chacun apposoit ses sceaux à l'acte. On trouve la preuve de tous ces usages dans les chartes recueillies par la Thaumassière dans ses coutumes locales, première partie.

55. SCCELLÉS, par rapport aux justices seigneuriales (& sous ce rapport seul nous traiterons cette matière), est l'apposition du sceau aux armes du sei-

gneur faite par son juge sur les fermes étant aux coffres, cabinets & chambres qui renferment les effets mobiliers & les titres & papiers d'un défunt & d'un absent.

56. Les officiers d'un seigneur haut justicier ne sont pas en droit d'apposer les scellés dans son château, de faire inventaire & donner tuteur à ses enfants mineurs, à l'exclusion des officiers royaux. Ce point de jurisprudence est fixé par plusieurs arrêts du parlement qu'on peut voir dans Ferrière, *verbo* Scellés.

57. Il y a cependant une différence à faire entre les seigneurs laïcs & les seigneurs ecclésiastiques. Quant aux premiers, il faut s'en tenir à la décision que nous venons de donner. Quant aux seconds, leurs officiers peuvent apposer les scellés dans les châteaux & maisons dépendantes de leurs bénéfices, à l'exclusion des officiers royaux. C'est ce qui a été jugé contre les notaires au châtelet de Paris en faveur des officiers du feu cardinal de Furstemberg par arrêt du 23 avril 1704, rapporté par Augeard.

58. M. l'avocat-général le Nain qui porta la parole dans cette affaire, donna la raison de cette différente jurisprudence. Les juges du seigneur laïc ne peuvent, après son décès, apposer les scellés dans son château, y faire inventaire, donner un tuteur à ses enfants mineurs, parce qu'il ne peut pas connoître des causes de son seigneur, ni par conséquent de celles de ses héritiers, qui au moment de son décès succèdent en la seigneurie & deviennent les seigneurs du juge. M. le Nain observa qu'il en seroit peut-être autrement si les héritiers du seigneur avoient renoncé à sa succession, ou si sa succession étoit vacante.

59. Mais lorsque le seigneur est ecclésiastique, il est constant que ses propres juges, après son décès, peuvent apposer

le scellé sur ses effets, & en faire inventaire, parce que ses héritiers n'ont aucun droit dans la seigneurie, puisqu'ils n'ont, tels qu'ils puissent être, aucun droit de lui succéder dans son bénéfice auquel la seigneurie est jointe.

60. A l'exception du seigneur, les juges seigneuriaux ont droit d'apposer les scellés chez tous les justiciables de la seigneurie nobles & roturiers, parce qu'ils peuvent connoître en première instance des causes des uns & des autres.

61. Ce droit commun est attesté par tous les auteurs qui ont traité la matière. Voyez Bacquet, *des droits de justice*, chap. 26, n°. 10; Néron sur les art. 5 & 6 de l'édit de Crémieu; le procès-verbal de l'ordonnance de 1667, tit. 20, article 22; Expilly en ses arrêts, chapitre 46.

62. Il y a cependant quelques coutumes qui, par exception au droit commun, par exemple, Senlis, attribuent les causes des nobles & des ecclésiastiques aux juges royaux; dans ces coutumes, il en faut suivre les dispositions, & les juges des seigneurs hauts justiciers n'y peuvent pas apposer les scellés sur les effets des ecclésiastiques & des nobles, ainsi qu'il a été jugé en faveur des officiers de Senlis, contre le seigneur & les juges de Villers, par arrêt rendu en la grand'chambre au rapport de M. Delpéch, le 9 août 1729.

63. Des principes qu'on vient d'établir il s'ensuit, que les officiers des seigneurs hauts justiciers ont incontestablement le droit d'apposer les scellés sur les effets des curés décédés dans l'étendue de leur justice. La question a été précisément jugée par arrêt de la grand'chambre, sur les conclusions de M. l'avocat-général le Nain, le 17 janvier 1708. Cet arrêt est au profit des juges de la haute justice d'Albert en Picardie, contre les officiers de Peronne; il fait

défenses à ces derniers de troubler les juges d'Albert dans le droit & possession de faire apposer les scellés sur les effets des nobles & des ecclésiastiques; & pour l'avoir fait les condamne en dix livres de dommages & intérêts & aux dépens. *Voyez* Denisart, *verbo* Prévention.

64. Si le droit des hauts justiciers, en la matière que nous traitons, est incontestable, il n'en est pas de même des bas & moyens justiciers. En effet, il a été jugé par arrêt du grand-conseil, rendu le 5 août 1734, que les hauts justiciers ont droit, à l'exclusion des bas & moyens justiciers, de faire apposer les scellés par leurs officiers sur les effets des curés des bas justiciers. *Voyez* Ferrière, *verbo* Scellés; Denisart, *verbo* Scellés, Hauts justiciers.

65. SECRETAIRES DU ROI. Par édit donné au Plessis lez Tours par Louis XI en novembre 1482, les secretaires du Roi ont le droit d'acquérir & de posséder des fiefs & terres nobles dans la mouvance de sa majesté, sans payer aucuns droits de nouveaux acquêts, lods & ventes, reliefs, quints & requints, & autres droits seigneuriaux. Ce privilège a même lieu pendant la régale; de sorte que si, tandis que le Roi jouit de la régale temporelle d'un évêché, un secrétaire du Roi acquiert un héritage relevant de l'évêché, il ne doit aucuns droits seigneuriaux.

66. L'édit de 1545 porte que les secretaires du Roi seront exempts de tous droits seigneuriaux pour les acquisitions ou retraits qu'ils feront dans sa mouvance, soit qu'ils soient retrayants ou convenus par retrait; & que les droits leur seront acquis du jour qu'ils auront fait la foi & hommage, en cas que postérieurement ils soient évincés par retrait lignager.

67. Les secretaires du Roi font dériver deux droits de cet édit; sçavoir, celui de l'exemption en acquérant, &

celui de répéter les droits seigneuriaux lorsque, par un retrayant non privilégié, ils sont évincés de leur acquisition. Mais cette dernière prétention a été proscrite par deux arrêts du parlement de Paris des 21 août 1649 & 18 décembre 1668, rapportés au *journal des audiences*, tom. 1 & tom. 3.

68. L'art. 21 de l'édit du mois de mars 1704 étend l'exemption des droits seigneuriaux accordée aux secretaires du Roi aux contrats d'échange dans l'étendue du domaine de sa majesté, ainsi que dans les lieux & coutumes où lesdits droits d'échange n'avoient pas lieu avant les édits de mai 1645 & mars 1673. Depuis, par l'art. 12 de l'édit de 1715, cette exemption a encore reçu une nouvelle extension, en ce qu'elle a lieu même dans l'étendue des terres & fiefs des seigneurs particuliers qui n'ont point acquis lesdits droits d'échange de sa majesté. Il faut cependant à cet égard observer que par arrêt du conseil du 30 juillet 1718, revêtu de lettres-patentes enregistrées le 30 janvier 1719, il a été décidé que l'exemption des droits seigneuriaux, dans les cas d'échange, accordée aux secretaires du Roi, n'avoit pas lieu dans l'apanage de M. le duc d'Orléans.

69. SÉGORAGE, est un droit seigneurial; il consiste dans la cinquième partie du prix des bois qui se vendent par les vassaux. Ce droit est dû au seigneur avant la coupe des bois, & avant même que de les exposer en vente; le propriétaire est tenu de les déclarer au seigneur ou à ses officiers, & de leur déclarer le prix qui lui en aura été offert. *Voyez* le glossaire du droit françois.

70. SÉGRAIRIE: ce mot signifie la même chose que grurie & grairie. *Voyez* Grurie & grairie, Bois tenus en grairie.

71. SEIGNEUR, est un titre d'honneur qu'on donne à celui qui exerce l'autorité publique sur les autres; mais en

matière féodale un seigneur est le propriétaire d'un fief, d'une seigneurie, d'une censive; & en ce sens le mot *seigneur* est opposé à celui de *vassal* & de *censitaire*.

72. Il y a des devoirs respectifs entre les seigneurs & leurs vassaux, & autres justiciables. A l'égard des devoirs de ces derniers, ce volume les en instruira assez. Mais si les seigneurs étoient curieux de bien s'instruire de leurs devoirs dans leurs terres, ils peuvent voir l'excellent traité que leur en a laissé feu M. le prince de Conti; il est imprimé à Paris chez Pierre Lepetit (1663).

73. SEIGNEUR D'UN BOURG OU VILLAGE, est celui qui a la haute justice sur un bourg ou un village; c'est lui qui en doit porter le nom, à l'exclusion de tous autres seigneurs de fief situés dans l'étendue de la haute justice. *Voyez* M. Louet, lett. F, n. 31.

74. On trouve dans le *journal des audiences*, tom. 2, liv. 4, chap. 9, un arrêt qui a jugé que le principal seigneur d'une terre s'en peut dire indéfiniment seigneur, qu'il doit y avoir la préférence en tous droits honorifiques, sauf aux autres seigneurs à se dire seigneurs en partie.

75. Outre les arrêts rapportés par Brodeau, *loco citato*, on en peut voir encore quantité d'autres rapportés par Basset, tom. 2, tit. 5, chap. 13; par Boniface, tom. 1, liv. 3, tit. 2, ch. 8, § 1, qui tous ont jugé que les seigneurs, qui n'ont point la haute justice, ne peuvent pas se qualifier seigneurs du lieu.

76. Il est vrai qu'on trouve deux arrêts, l'un du 18 juin 1712, qui permet à l'abbaye de sainte Genevieve de prendre la qualité de seigneur de Draveil en partie, à cause d'une censive qu'elle possède en ce lieu. L'autre du 11 juin 1717, par lequel il a été jugé que le seigneur d'une troisième partie

de la terre de Crailly en Bourgogne pouvoit s'en qualifier seigneur en partie. Mais depuis ces arrêts il en est intervenu un autre le 11 janvier 1734, qui a décidé que la qualité de seigneur de la paroisse n'appartenoit qu'au seigneur haut justicier, sur le fond duquel l'église paroissiale a été bâtie. La même chose a encore été jugée depuis par autre arrêt du 25 juin 1738; ce dernier arrêt décide en outre que si le fief, dans l'étendue duquel l'église est bâtie, a un nom particulier, le seigneur ne peut prendre d'autre nom que celui de son fief, quand même il auroit haute justice, & non celui du village dont l'église est la paroisse. *Voyez* Denifart qui rapporte ces arrêts, *verbo* Seigneur, Droits honorifiques.

77. Par arrêt du 17 janvier 1704 entre le chapitre de Notre Dame de Paris, seigneur de Bagneux, & le sieur Roussel qui avoit pris la qualité de seigneur en partie de Bagneux, à cause de son fief du Chevalier; il fut fait défenses au sieur Chevalier de prendre cette qualité, sauf à lui à se nommer seigneur du fief Chevalier.

78. Lorsqu'une terre, qui a haute justice, est divisée & partagée, l'aîné en ligne directe, ou celui qui possède la principale partie du fief, retient la qualité entière de seigneur; les autres ne doivent prendre que la qualité de seigneurs en partie. Mais quand la terre est possédée par indivis, aucun ne se peut qualifier seul seigneur, mais seulement seigneur en partie ou par indivis. Au surplus, en quelles circonstances on peut se qualifier seigneur d'un lieu en partie, les distinctions qu'il faut y apporter, *voyez* Marechal & Duperray, *des droits honorifiques*; Louet, *loco citato*.

79. A l'égard du seigneur qui n'a que la moyenne & basse justice, il ne peut se dire co-seigneur simplement, il faut qu'il ajoute, en la moyenne & basse

justice; & quant à celui qui n'a que la directe, il ne peut pas non plus le dire co seigneur simplement, il ne peut se qualifier que de seigneur direct du fief, & non du lieu. Voyez ci-dessus l'arrêt du 17 janvier 1704; deux autres du parlement de Toulouse rapportés par Cambolas, liv. 3, chap. 33.

80. SEIGNEUR CENSIER, se dit de celui à qui il est dû un cens sur un héritage qui, à raison de ce cens, relève du seigneur en censive.

81. Tous les droits qui dérivent du cens, les lods & ventes en mutation par vente, le retrait censuel dans les coutumes où il a lieu, les amendes, saisines, &c. appartiennent au seigneur censier. Pour raison de ces droits, il est préféré à tous autres créanciers, parce qu'étant le premier bailleur de fonds, il y a, lors du bail, établi la première hypothèque & la plus favorable. Voyez M. Bouguier, tit. 5, chap. 12; il rapporte un arrêt de 1726 qui a donné la préférence au seigneur censier pour ses droits sur les maçons & charpentiers, eu égard à l'estimation de la chose au temps du premier bail à cens.

82. SEIGNEUR DIRECT, est celui qui a abandonné à un autre la propriété utile d'un héritage, à la charge que cet héritage releveroit de lui en fief ou en censive, & en outre d'acquitter & payer les devoirs & droits féodaux ou censuels convenus par l'acte de concession.

83. SEIGNEUR DOMINANT, est le propriétaire d'un fief d'où un ou plusieurs autres relèvent. La coutume de Clermont, art. 108, appelle le seigneur dominant *seigneur profitable*.

84. SEIGNEUR FÉODAL, est la même chose que le seigneur dominant; il est seigneur féodal à raison de son fief; il peut encore l'être à raison d'un franc-aleu noble qui auroit des fiefs dans sa mouvance.

85. SEIGNEUR FONCIER, est la même chose que seigneur censier ou direct.

86. SEIGNEUR HAUT JUSTICIER, est celui qui a haute, moyenne & basse justice. En quoi consiste ce droit de justice, voyez Justice. Quelles sont les marques de la haute justice, voyez Carcan, Piloni, Fourches patibulaires. Quels honneurs appartiennent aux seigneurs hauts justiciers, voyez Droits honorifiques, Banc, Compte de fabrique, Pain beni, Procession, Litre, Ceintures funèbres, Sépulture, Eau benite. Quels droits utiles appartiennent au seigneur haut justicier sur l'eau, la terre, les hommes, leurs biens, leurs actions, leurs contrats civils, leurs plaisirs, voyez tout ce *dictionnaire*.

87. SEIGNEUR NOUVEAU. Voyez Proclamation.

88. SEIGNEUR PAROISSE. Voyez Seigneur de bourg & village.

89. SEIGNEUR PEAGER, est celui à qui les droits de péage appartiennent. Voyez Péage.

90. SEIGNEUR PLAIDE LA MAIN GARNIE. Cet axiome signifie que la saisie féodale, valablement faite par le seigneur, dure, nonobstant toute opposition ou appellation quelconques, malgré lesquelles le seigneur gagne & jouit des fruits du fief saisi, jusqu'à ce que le vassal ait satisfait aux causes de la saisie.

91. Cette rigueur cesse cependant en trois cas. 1°. Quand le vassal désavoue son seigneur. 2°. Quand le vassal se fait recevoir par main souveraine pendant la contestation de deux seigneurs qui se disputent la mouvance. 3°. Quand le vassal a fait des offres suffisantes à son seigneur des droits qui lui reviennent. Voyez Ferrière sur l'art. 1 de la coutume de Paris, glos. 3.

92. SEIGNEUR SUZERAIN, est celui dont relèvent des terres en arrière fief,

comme sont les ducs & autres grands vassaux qui relèvent eux-mêmes de la couronne. Voyez Roi, Fief suzerain.

93. SEIGNEUR UTILE, est celui qui est propriétaire d'un héritage relevant d'un autre en fief ou en censive, qui en jouit, qui en perçoit tous les fruits, en faisant les devoirs & payant les droits que le seigneur dominant ou direct a retenus sur l'héritage.

94. SEIGNEURIAL. Voyez Mo-néage.

95. SEIGNEURIAL, se dit de tout ce qui appartient au seigneur, des devoirs qu'on lui rend, des droits qu'on lui paie, de la justice qu'il a, de la terre qu'il possède, du château, du manoir qu'il habite.

96. SEIGNEURIE, est une terre féodale. Il y a, en ce sens, deux seigneuries; la directe & l'utile. La directe est celle de qui relèvent d'autres terres en fief ou en censive. La seigneurie utile est celle du propriétaire du fief servant, ou de l'héritage tenu en censive.

97. SÉNÉCHIAL : c'est un officier de robe-courte, d'épée, au nom duquel se rend & s'exerce la justice dans une province; il a l'honneur de la séance aux audiences; les sentences sont intitulées en son nom, mais elles sont rendues par son lieutenant. Le *sénéchal* est la même chose que *baillif*; dans plusieurs provinces on les appelle *baillifs*, & en d'autres *sénéchaux*. Pasquier, en ses *recherches*, liv. 2, chap. 24, croit que ce mot vient de l'Anglois, parce qu'on s'en sert particulièrement dans les provinces où les Anglois ont régné. *Gregorius Tholosanus*, liv. 47, chap. 33, appelle les *sénéchaux* *sénarchis*, & veut que ce mot soit composé du latin *senex* & du grec *archis*, *primus*. Voyez Fauchet, en ses origines, liv. 1, chap. 10; Ragueau, *verbo* *Sénéchal*; M. Bignon, en ses notes sur Marculphe,

liv. 1, chap. 25. La plus commune opinion est que c'est un mot corrompu, moitié latin & moitié françois, qui signifie un *vieux chevalier*.

98. On n'est pas d'accord sur l'origine des grands baillifs & *sénéchaux*; les uns veulent qu'ils représentent ces commissaires qu'anciennement les Rois envoioient dans les provinces pour éclairer la conduite des ducs & des comtes. Les autres prétendent au contraire que ce sont les ducs & les comtes eux-mêmes qui ayant, sous la fin de la seconde race, usurpé la propriété de leurs gouvernements & de leurs fiefs, y établirent des officiers pour rendre en leur nom, & sous leur autorité, la justice à leurs sujets & justiciables. Ces officiers, à ce qu'on prétend, furent appelés en certains lieux *sénéchaux*, & en d'autres *baillifs*, & étoient révocables à volonté. Les choses ont pu être ainsi sous la fin de la seconde race, temps célèbres par les usurpations de toute espèce sur l'autorité royale. Mais sous la troisième race ces usurpations ayant été rétablies peu à peu, à mesure que les Rois réunissoient à leur couronne les grands démembrements qui en avoient été faits, ils établissoient dans chaque province, même dans chaque ville, des baillifs ou *sénéchaux*. Ils eurent d'abord un très grand pouvoir, ils avoient l'administration de la justice, des armes & des finances; ils jugeoient au souverain les causes d'appel dévolues aux comtes & même au Roi; il paroît qu'ils l'ont fait jusqu'à ce que le parlement ait été rendu sédentaire sous Philippe le Bel. Avant ce temps, on ne trouve aucuns arrêts rendus sur l'appel des jugements des baillifs & *sénéchaux*.

99. Sous la fin de la seconde race, Lothaire attacha héréditairement la dignité de grand *sénéchal* à la maison d'Anjou en neuf cent soixante-dix-huit, ce

16 par Louis le Gros, pour se concilier un vassal aussi puissant.

100. Les premiers grands baillifs connus, établis par les Rois de la troisième race dans les villes réunies à leur domaine, furent ceux de Vermandois, Sens, Mâcon & Saint-Pierre-le-Moutier. Le but de leur établissement fut, non-seulement de les créer juges dans ces villes, mais encore d'attirer à eux la connoissance des affaires des villes qui appartenoient aux seigneurs, & de diminuer autant qu'il seroit possible leur droit de justice. On imagina pour cela les cas royaux, non pas tels qu'ils sont aujourd'hui, mais des cas où le Roi avoit intérêt, & qui avoient plus ou moins d'extension, suivant que les seigneurs étoient plus ou moins foibles. On prenoit patience avec les plus opiniâtres, mais on tiroit le plus grand avantage des foibles, & à la fin on est venu à bout de tous.

101. Les sénéchaux & baillifs, au temps dont nous parlons, étoient révocables à volonté; mais sous Louis XI, toutes les charges étant devenues perpétuelles, les baillifs & sénéchaux, non contents de n'être plus révocables, tâchèrent de rendre leurs charges héréditaires. Cette démarche les rendit suspects, on craignit qu'ils ne devinssent trop puissants, qu'ils n'imitassent les usurpations des anciens ducs. Ainsi, au lieu de favoriser leurs prétentions, on s'appliqua à diminuer leur pouvoir; on leur ôta successivement le gouvernement des armes & des finances. Louis XII, considérant que la justice souffroit d'être exercée par des hommes de guerre, qui n'avoient nulle idée de jurisprudence, les força d'être gradués; mais comme les degrés qu'ils prenoient ne les rendoient pas plus sçavans, aux états d'Orléans on leur ôta encore l'administration

Partie II.

de la justice, en ordonnant qu'elle seroit exercée par leurs lieutenants de robe-longue.

102. En Normandie l'échiquier étoit la justice souveraine des ducs, auquel a succédé le parlement séant à Rouen depuis la réunion de cette province à la couronne. Cet échiquier ne tenoit qu'en certaines saisons & pendant un certain temps; & pour que la justice fût rendue plus exactement pendant la cessation de ce tribunal, les ducs avoient créé un grand officier qu'ils appellèrent *sénéchal*. L'ancien coutumier de Normandie, au titre du *sénéchal au duc*, nous apprend quelles étoient les fonctions, & quel étoit le pouvoir de ce grand officier. *Le sénéchal au prince*, y est-il dit, *corrigeoit ce que les bas justiciers avoient délinqué, gardoit la terre & les loix de Normandie, & les faisoit garder; & ce qui étoit moins que dûment fait par les baillis, il le corrigeoit, & les ôtoit du service du prince. Ainsi en décourant par Normandie, de trois ans en trois ans, il visitoit chacune parties & bailliages dudit pays, & lui appartenoit d'enquérir en chacun bailliage des injures faites par les sous-justiciers, & des faits criminels diligemment il enquéroit, & de chacun il faisoit faire droit.* Ces fonctions & ces prérogatives furent même autorisées par un jugement de l'échiquier, qui ordonna que le sénéchal pourroit juger lorsque l'échiquier seroit fini. Ce même jugement est une preuve que le sénéchal n'avoit d'autorité que dans les temps intermédiaires à la tenue de l'échiquier; c'est pourquoi quand ce tribunal fut rendu perpétuel & ordinaire par lettres-patentes de Louis XII en l'année 1499, & que sa séance fut fixée à Rouen, les mêmes lettres ordonnèrent que, le décès arrivant du sieur de Brésé, qui étoit pourvu de la charge de sénéchal de Normandie, elle

G g

seroit éteinte & supprimée ; ce qui a été exécuté.

103. Dans les autres provinces du royaume où les baillifs & sénéchaux n'ont pas été supprimés , ils ne conservent , de leur ancienne institution , que l'honneur de conduire l'arrière-ban , de faire intituler de leur nom les sentences , avec quelques autres honneurs & prérogatives. Voyez l'abrégé chronologique de M. le président Henault , le dictionnaire de Trévoux.

104. On a conservé en Normandie la qualité de *sénéchal* aux juges des justices féodales. Quoique , généralement parlant , la justice & le fief n'aient rien de commun , l'usage a néanmoins prévalu dans cette province , qu'il n'y ait point de fief qui n'ait basse justice sur ses hommes , au moins pour la conservation de ses droits ; & cet usage n'est pas absolument contraire à l'assertion de Loyseau , qui soutient , dans son *traité des seigneuries* , que c'est une chose fautive que quiconque a fief ait aussi justice ; parce que , dit-il , la seigneurie publique , qui seule emporte justice , est spécialement différente de la seigneurie directe. Mais , comme dit Basnage sur l'article 24 de la coutume de Normandie , les basses justices de sa province n'ont point de seigneurie publique ; & c'est pourquoi , ajoute-t-il , l'ancienne coutume les appelle *justice féodale* , comme étant proprement attachées & appartenant aux fiefs.

105. Le juge que les seigneurs chargent de l'exercice de cette espèce de juridiction , se nomme *sénéchal* , & est amovible *ad nutum* ; il ne paroît pas même qu'il soit d'usage de lui donner ni lettres ni provisions , & que la nomination verbale du seigneur suffit. Il choisit ordinairement l'avocat , au ministère duquel il est dans l'habitude de recourir pour la direction de ses affaires.

106. La compétence de ce sénéchal est réglée par les art. 24 , 25 , 26 , 27 & 28 de la coutume de Normandie. 1°. Il connoît des mesures , dans les foires & marchés appartenant au seigneur à qui appartient la justice , tant pour les liqueurs que pour les grains. 2°. Des rixes qui surviennent dans les marchés ; & même il peut condamner en l'amende , pourvu néanmoins , dit l'art. 25 , qu'il n'y ait sang & plaies. 3°. Il connoît , suivant l'article 26 , de *parc-brisé* ; les commentateurs nous apprennent que le parc dont il s'agit ici est une espèce de prison pour détenir les bestiaux saisis , soit pour le dommage qu'ils ont fait dans l'étendue de la seigneurie , soit pour le paiement des droits féodaux. Or briser le parc , c'est enlever , à l'insçu & sans la permission du seigneur , les bêtes détenues. Or le sénéchal , dans le cas de cet article , peut prononcer une amende légère ; mais il ne peut instruire ni juger criminellement. Voyez Pelsnelle sur l'article 26. Le même article autorise le sénéchal à connoître des excès faits à son prévôt ou sergent , en faisant ses exploits ; toujours sous la réserve , disent les commentateurs , que le délit ne soit pas susceptible d'une instruction criminelle , & que la peine ne passe pas une simple amende. 4°. Le sénéchal peut mettre le prix aux vins & autres boissons , & condamner les contrevenants à l'amende. 5°. Enfin le sénéchal tient les plèls & gages-plèges du seigneur , connoît du paiement & de la quotité des rentes seigneuriales & du blâme des aveux.

107. Au reste , cette espèce de sénéchal n'a pas besoin d'un prétoire pour prononcer ses jugements ; il les rend ordinairement dans une des salles du manoir seigneurial , ou même dans le jardin , s'il le juge à propos.

108. SENECHAUSSEE , est l'éten-

du fénéchal. Ce mot se prend aufli quelquefois pour la juridiction même du fénéchal où se portent par appel les sentences des autres juridictions royales ou feigneuriales qui font dans le ressort.

109. SENTIER : c'est un petit chemin d'environ quatre pieds de largeur, plus ou moins, trop étroit pour les voitures, mais assez large pour passer à pied ou à cheval.

110. Les sentiers, ainsi que tous les autres chemins, appartiennent fans contredit aux seigneurs hauts justiciers dans les justices desquels ils font situés ; ils sont censés faire partie du domaine de la seigneurie, & en avoir été séparés pour la commodité du commerce, de la société & des habitants. Les seigneurs ont conservé sur ces chemins toute la propriété seigneuriale, & le droit d'y faire exercer la police par leurs officiers, comme seuls voyers dans l'étendue de leurs justices. Voyez Salvaing de l'usage des fiefs, chap. 38.

111. Le seigneur haut justicier peut empêcher qu'on ne détruise les sentiers établis de tout temps ; un pareil changement pourroit avoir des conséquences, attendu que souvent les sentiers servent de bornes aux héritages & même aux justices, aux seigneuries, &c. Voyez Lhoste sur Montargis, chapitre 10, article 12.

* 112. SÉPULCHRE, est le lieu destiné à inhumér le corps d'un homme mort. *L. 2, §. sepulchrum, ff. de relig. & sumpt. funer.*

113. Les sépulchres étoient autrefois communément sur le bord des grands chemins, pour rappeler aux passants qu'ils étoient mortels, & les exciter à la vertu. *Monumenta in sepulchris secundum viam sunt, que praterentes admoneant, & se effe, & illos fuisse mortales*, dit Varon, *lib. 5, de linc. lat.* En effet, il n'est point d'orateur si pathétique que

le langage muet d'un sépulchre ; c'est-là où l'on apprend à mépriser le monde, à aimer les choses célestes, & à pratiquer les vertus chrétiennes & morales ; c'est pourquoi l'esprit saint nous donne cette excellente leçon : *Memorare novissimam tuam, & in aeternum non peccabis*. J'ai cru ne pouvoir parler des sépulchres, sans donner ces deux mots à la morale.

114. Anciennement il n'y avoit que les corps des martyrs ou des plus signalés ecclésiastiques qui fussent inhumés dans les églises. *L. 2, cod. de sacros. eccles. Marechal, des droits honorifiques*, chap. 4 ; Loyseau, *des seigneuries*, chap. 11, nomb. 83. Mais par succession de temps chacun a voulu y être inhumé, sous prétexte de la disposition du canon *præcipiendum, quasi. 2*, qui permet d'enterrer les laïcs dans la nef & dans les aîles de l'église. Ainsi c'est aujourd'hui un usage des mieux établis parmi nous, que ceux qui ont acquis le droit de sépulchre dans une église, doivent y être inhumés, avec cette différence néanmoins qu'il n'appartient qu'au curé, patron & seigneur haut justicier de se faire inhumer dans le chœur de l'église.

115. Nous apprenons des canons 12 & 13, quest. 2, que de tout temps il y a eu des sépulchres particuliers aux familles, soit pendant le paganisme, soit en la loi ancienne ou en celle de grace. Or dans nos mœurs on entend par *sépulchre de famille*, celui qu'on a fait construire pour soi & sa famille, ou qu'on a acquis par droit universel & héréditaire, *L. 5, de relig. & sumpt. funer.* & sur lequel on peut graver son nom ; Diogene Laërce, *lib. 1, in solon*. Chez toutes les nations ce lieu a été mis au rang des choses saintes & religieuses, qu'on ne peut profaner impunément.

116. Les filles, quoique mariées, ont droit d'être inhumées dans le sépul-

chre de la famille dont elles sont issues, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Paris rapporté par Chopin en son *traité du domaine*, liv. 3, tit. 19, conformément à la loi *vel quod pater* 6, ff. de relig. & sumpt. funer. à moins qu'il ne parût par le titre de fondation que le père de famille n'avoit voulu affecter le droit de sépulchre qu'à ses descendants mâles; ce qui est l'espèce d'un arrêt du parlement de Bordeaux du 7 août 1703, rapporté par la Peyrere, lett. S, nomb. 41.

117. Ces sépulchres de famille sont tellement affectés à la race & postérité de celui qui en a acquis le droit, qu'il n'est permis à qui que ce soit d'y faire inhumer des corps étrangers. *L. prator ait*, 3, §. *si quis*, ff. de sepulchro viol. Enforte que celui qui est troublé dans la possession ou quasi-possession de ce droit, peut se pourvoir par l'action en complainte. *L. 9*, *ibid.* Mornac, *ad l. 2*, *cod. de sacros. eccles.* La Peyrere, lett. E, nomb. 2, & lett. S, nomb. 42.

118. Sur quoi remarquez que celui qui a droit de sépulchre, n'a pas pour cela droit de banc, & *vicissim*, parce que l'un de ces droits regarde le sol, & l'autre la superficie, comme dit Loyseau, *des seigneuries*, chap. 11, nomb. 88.


119. Régulièrement l'église paroissiale est le lieu de la sépulture de ceux qui meurent dans la paroisse, à moins qu'ils n'aient élu leur sépulture ailleurs. Boniface, tom. 1, liv. 2, tit. 15, ch. 1. Car dans ce cas le corps doit être inhumé dans l'église qui a été désignée par le défunt, après néanmoins qu'il a été porté à l'église paroissiale. Il faut même remarquer que ceux qui choisissent le lieu de leur sépulture ailleurs que dans leur paroisse, doivent faire connoître leur volonté par testament ou par quelque autre acte par écrit, ou au moins par l'attestation de deux parents ou de

trois témoins domestiques; & alors le curé de la paroisse ne peut prétendre que la quarte funèbre, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Bordeaux du 15 mai 1713, rapporté par la Peyrere, lett. S, nomb. 43. Voyez le huitième plaidoyer de M. Patru.

120. A l'égard de ceux de la religion prétendue réformée, l'édit de l'année 1606 donné sur les remontrances du clergé de France, veut qu'ils ne puissent être inhumés ni élire leurs sépultures dans les églises, monastères ni cimetières des églises des catholiques, encore qu'ils fussent fondateurs desdites églises ou monastères, & que l'édit fait à Nantes à l'égard desdites sépultures soit observé, c'est-à-dire, que l'enterrement de leurs morts se fasse dans les cimetières qui leur seront désignés par les commissaires à ce députés; ce qui fut renouvelé par arrêt du 16 septembre 1634 donné aux grands-jours de Poitiers. En effet, les vrais catholiques n'ont rien de commun, ni pendant la vie, ni à la mort, avec ceux qui sont séparés de la communion. *Qui fidem abnuunt, procul recedant à fidelibus*, disoit saint Hilaire, en parlant aux Ariens; & comme dir la loi 1, *code de haret. privilegia qua contemplatione religionis indulta sunt, catholica tantum legis observatoribus profint.*

121. Le droit de sépulchre ne passe point au successeur à titre particulier, comme est l'acquéreur d'une maison ou de quelque rente, &c. Maréchal en son *traité des droits honorifiques*, chap. 4; Mornac, *ad l. 5 & 6*, §. *ult. ff. de relig. & sumpt. funer.* Il en est autrement de l'aliénation du fief, laquelle comprend les sépulchres; la Peyrere, lett. S, n. 41; parce que ce droit passe aux successeurs universels, ou aux acquéreurs d'une terre & seigneurie, d'où il dépend. Maréchal, *ibid.* Vide Mornac, *ad l. 4*, *cod. de relig. & Dargentré, consil. 5.*

122. Sur la question de sçavoir, si le droit de sépulchre peut s'acquérir sans titre, & si on le perd en portant son domicile d'une paroisse dans une autre, voyez Dargentré, *loco citato*, & la Peyrere, lett. E, nomb. 2, & lett. S, nomb. 43, avec les auteurs qu'il cite.]

123.  Les patrons & seigneurs justiciers ont prétendu des places de distinction dans les églises pour leur sépulture, & on leur a accordé l'endroit du chœur comme le plus honorable.

124. Les patrons & les seigneurs hauts justiciers ont le droit d'empêcher que tout autre qu'eux ne soit enterré dans le chœur; il n'y a ni possession ni prescription qui puisse leur être opposée. Voyez le Bret, *de la souveraineté*, liv. 3, décision 8; Matechal en ses arrêts, n°. 40.

125. Le patron & les seigneurs qui ont le droit de sépulture prohibitif, n'ont pas celui de le céder à un gentilhomme, parce que ce droit est personnel; ils ont bien l'usage du tombeau, mais ils n'en ont pas la propriété. Voyez Duperray, chap. 12.

126. Les femmes des seigneurs ont droit d'être enterrées dans le tombeau de leurs maris, & les enfants dans ceux de leurs pères & mères. Voyez Marechal, chapitre 4; Duperray, *loco citato*.

127. Un arrêt de la tournelle criminelle du parlement de Paris, du 10 février 1711, prouve le respect que l'on doit avoir pour les tombeaux. Il condamne Noël Crochet, religieux de l'abbaye de Saint-Waast de Moreuil, en l'amende honorable & aux galères, pour avoir exhumé les corps des seigneurs de Crequy enterrés dans l'église de Moreuil, & vendu les cercueils de plomb qui les renfermoient. D'autres religieux, qui avoient favorisé ce vol sacrilège, furent condamnés par le même arrêt au blâme, & à assister à l'amende honorable de leur confrere.

128. SERF, est un homme qui paie certains droits, qui est assujetti envers son seigneur à certains devoirs qui diminuent en quelque façon sa liberté. Le serf n'est pas esclave, parce qu'il n'y en a point en France; mais il n'est pas assez libre pour qu'on ne voie pas avec peine au milieu de nous, dans un royaume qui est le centre de la liberté, des hommes assez malheureux pour n'en pas goûter toutes les douceurs, qui nous rappellent continuellement l'esclavage & les fers qu'ont portés nos pères.

129. Il fut un temps où on ne connoissoit en France que deux conditions d'hommes, des seigneurs & des serfs; & ce temps fut au commencement du règne de la troisième race de nos Rois. Le droit des gens qui régnoit alors, qui mettoit au pouvoir du vainqueur les hommes & les biens, produisit l'effet dont nous parlons.

130. Sous la première race de nos Rois, au commencement de la seconde, on distingue aisément parmi le peuple, des gaulois, des françois, des romains, des ingénus; mais les guerres qui désolèrent la France sous la fin de la seconde race, ces guerres que les seigneurs firent aux Rois, & qu'ils se firent entr'eux pour partager les dépouilles enlevées à leurs monarques, produisirent une servitude générale parmi le peuple; en cent cinquante ans, ou environ, il fut conquis & reconquis tant de fois par les seigneurs, qu'à la fin tout resta dans leurs fers.

131. Le droit des gens avoit produit la servitude, la politique la diminua. Les premiers Rois de la troisième race voyant que la puissance des seigneurs venoit sur-tout du nombre prodigieux de leurs serfs, s'appliquèrent à en diminuer le nombre; ils donnèrent les premiers l'exemple des affranchissements généraux dans les bourgs & les villes de leur domaine; ils furent bientôt imités

par les grands vassaux, & ceux-ci par les leurs ; de cette façon le peuple retourna au même état de liberté dont il jouissoit auparavant, & dont il jouit aujourd'hui. *Voyez* Affranchissement, Bourgeois.

132. Toutes les seigneuries qui ont été réunies au domaine ont acquis une entière liberté ; mais dans celles qui sont restées aux seigneurs particuliers, on n'y trouve encore que trop les vestiges de l'ancienne servitude ; elle n'est pas à la vérité si forte qu'elle l'étoit dans les commencements : mais, je le répète, c'est encore trop dans un royaume libre comme la France.

133. Quelque étendus que fussent les droits des anciens seigneurs sur leurs serfs, ils ne pouvoient cependant pas les maltraiter à un certain point ; s'ils le faisoient, ils perdoient leurs droits, & le serf retournoit en liberté. *Voyez* Cap. Car. Mag., *lib.* 6, *cap.* 14.

134. Il seroit très-difficile aujourd'hui d'établir des règles certaines sur les différents droits auxquels les serfs sont obligés envers leurs seigneurs. Non-seulement ces droits sont différents suivant les diverses coutumes, mais encore dans la même coutume ces droits sont souvent réglés par les titres particuliers des seigneurs qui ne sont pas toujours semblables.

135. Il faut cependant convenir qu'il y a des charges de servitude assez ordinaires. En général les serfs doivent à leur seigneur la taille suivant leurs facultés, ou abonnée ; ils sont sujets aux corvées, aux bannalités ; ils ne peuvent se marier à personnes franches, ni prendre les ordres ecclésiastiques, sans le consentement de leur seigneur. *Voyez* l'art. 7 de la coutume de Nivernois, titre des servitudes. Les serfs ne peuvent rien donner par donation entre-vifs ni par testament au préjudice de leur seigneur. Ils sont mottaillables,

c'est-à-dire, que le seigneur leur succède quand ils meurent sans parents communs avec eux au jour de leurs décès. *Voyez* Mortaille.

136. Les serfs sont de poursuite, c'est à dire, qu'ils peuvent être poursuivis par le seigneur pour ses droits, quelque part qu'ils se retirent. Chopin, *lib.* 1, de dona. tit. 13, n^o. 23, rapporte deux arrêts qui l'ont ainsi jugé. L'un est du 3 août 1559, au profit du comte de Echelus en Savoie, pour la dépouille d'un de ses serfs qui s'étoit réfugié à Lyon. L'autre est au profit d'un seigneur d'Auvergne, qui fut reçu à suivre son serf qui s'étoit retiré à Paris, & à prendre sa succession par droit de mortaille, malgré l'opposition de l'abbé de Sainte Genevieve dans la justice duquel le serf étoit décédé. Ces deux arrêts prouvent que Lyon & Paris n'étoient point villes d'asyle pour les serfs. Ce privilège n'étoit pas encore décidé pour Paris en 1760, mais par arrêt du 17 juin de la même année le marquis de la Tournelle, qui prétendoit, par droit de mortaille & de suite, la succession d'un de ses serfs décédé, à Paris, fut débouté de sa demande. La ville étoit intervenante au procès. Il s'agissoit de la succession de Pierre Truchot décédé à Paris en 1756, mais originaire du village d'Arleu en Nivernois, où on prétendoit que les parents du défunt avoient été serfs. *Voyez* la Thaumalliere dans ses coutumes locales, liv. 1, chap. 5 & 13 ; l'esprit des loix, livre 30, chapitre 11.

137. SERGENT, est un bas officier de justice, établi pour exécuter les jugements & ordonnances du juge, & signifier aux parties les actes de procédure.

138. Les seigneurs hauts justiciers ont le pouvoir d'établir des sergents dans leurs terres, à qui ils donnent des provisions qui, avant qu'ils fassent aucunes

fonctions, doivent être enregistrées au greffe de la juridiction de la seigneurie.

139. Comme le pouvoir des seigneurs ne peut pas s'étendre au-delà de leurs juridictions, les sergents par eux commis ne peuvent pas aussi exploiter hors l'étendue de la seigneurie. *Voyez* Chorier en sa jurisprudence de Guy-Pape, pag. 110; M. le Prestre, cent. 3, chap. 136; la Roche-Flavin, liv. 2, lett. N, arrêt 1.

140. Non-seulement les sergents seigneuriaux ne peuvent pas exploiter hors de leur juridiction, mais encore dans leur juridiction même; ils ne peuvent pas mettre à exécution les mandements des juges royaux. Ainsi jugé par sentence de la chambre du domaine du 30 avril 1738, qui déclara nulle une assignation donnée par un sergent de Saint-Denis sur une commission au bas d'une requête présentée à la chambre. Cette sentence est rapportée par Ferrière, dict. de jurisprudence. *Voyez* Sergent.

141. SERGENT FIEFFÉ ou FÉODÉ, comme dit l'article 21 de la coutume de Bretagne. Dans quelques seigneuries il y a des sergents fieffés, ce sont eux qui font les exploits nécessaires pour le paiement & la recherche des droits féodaux du seigneur. En quelques endroits le sergent fieffé est receveur des cens, rentes & coutumes dus au seigneur; il reçoit aussi les amendes prononcées à son profit. *Voyez* l'indice de Ragueau.

142. SERGENT PRAIRIER : c'est un sergent qui a la garde des prairies & le soin d'en conserver l'herbe. *Voyez* la coutume locale de la châtellenie des Ecluses au bailliage de Touraine.

143. SERGENT MESSILIER. Dans quelques coutumes, comme Chaumont, art. 97; Troyes, art. 122, on appelle ainsi les gardes-messiers. *Voyez* Gades-messiers.

144. SERGENTERIES : c'est une espèce de fief en Normandie qui n'a

point de juridiction. *Voyez* l'indice de Ragueau; l'article 8 de la coutume de Normandie. L'abbé de Fécan possède dix baronnies, dix hautes justices & dix sergenteries. Il y a grande & petite sergenteries. Les grandes étoient celles dont les vassaux étoient obligés, à cause de leurs fiefs, d'aller servir en personne le Roi en ses armées, ou de mettre en leur place plusieurs personnes, & en nombre suffisant pour le faire; les grandes sergenteries relevoient du Roi seul, & étoient fort au-dessus des teneurs des écuyers. Les petites sergenteries étoient celles qui ne regardoient point le Roi ni le service de l'état, mais qui étoient chargées de moindres devoirs, comme d'accompagner le seigneur, de faire ses messages, d'avoir soin de ses chiens & de ses oiseaux, & autres semblables fonctions expliquées fort au long par Ducange. *Voyez* aussi le glossaire du droit françois de M. Laurière, verbo Sergenterie.

145. SERMENT DE FIDÉLITÉ, en matière féodale, est une promesse solennelle qu'un vassal, en prêtant la foi & hommage à son seigneur, lui fait de lui être toujours fidèle.

146. Comme il y a des fiefs liges & des fiefs simples, il y a aussi des serments de fidélité particuliers pour ces deux sortes de fiefs. Dans les fiefs simples, le vassal ne s'oblige d'être fidèle qu'autant qu'il possède le fief; au lieu que le serment de fidélité fait pour le fief lige oblige le vassal, quand même il ne posséderoit pas le fief. *Voyez* Hommage, Foi & hommage, Lige, Ligeance.

147. SERMENT JUDICIAIRE, étoit en usage pendant le gouvernement féodal. *Voyez* Epreuves par le fer, le feu, l'eau chaude & le serment.

148. SERVAGES, sont des redevances dues par des personnes de servile condition. *Servage* est un vieux mot gaulois qui signifie *esclavage*, *servitude*;

il est souvent employé dans les anciens romans pour exprimer la captivité, l'attachement d'un amant.

149. SERVICE, en général, ce sont les devoirs, le respect, la fidélité, les droits que les vassaux doivent à leurs seigneurs. *Voyez* Anjou, art. 128; Normandie, chap. 26, 28, 53, 93. Dans la coutume de Peronne, art. 65; 78, *service de plaids* signifie l'obligation où sont les vassaux d'assister aux plaids, aux assises de leurs seigneurs ou de leurs officiers.

150. SERVIR, en général, c'est être sujet à quelque seigneur. *Fief servant* est celui qui relève d'un seigneur, qui lui-même relève d'un autre. Le fief servant relève du dominant, & celui-ci du suzerain. On dit encore *servir le fief*, c'est faire la foi & hommage au seigneur, lui jurer la fidélité, lui offrir les services accoutumés. Dans la coutume d'Anjou, art. 116, on dit, *le seigneur est servi de son hommage*. *Voyez* les art. 104, 106, 109 de la même coutume.

151. SERVIS : ce terme est en usage dans le Lyonnais, il y signifie les cens & autres petits devoirs annuels qui sont dus par les tenanciers d'héritages au seigneur foncier, en reconnaissance de sa directe seigneurie. En pays de droit écrit on dit *cens & servis*, & ces deux mots sont presque toujours joints ensemble.

152. SERVITUDE, dans le sens étroit, est l'état de coaction dans lequel vit celui qui est dans les fers de l'esclavage. Nous l'avons déjà observé ailleurs, il n'y a point en France d'esclaves; la servitude dont parlent nos coutumes n'est pas l'esclavage, c'est seulement un assujettissement à quelques devoirs & à quelques droits que nos serfs doivent à leurs seigneurs. En ce sens nous avons deux espèces de servitudes, la servitude personnelle & la réelle. *Voyez* ci-après ces mots. *Voyez* Serf.

153. Dans la coutume de Bearn il y a des noms singuliers de servitude pour exprimer certains droits. Article 3, on trouve servitude de *talh* & de *dalh*, c'est le droit de couper, de prendre du bois dans une forêt. Article 9, servitude de *dent* ou de *pexe*, c'est le droit de faire paître son troupeau sur un héritage. Article 10, servitude de *jafilha*, c'est le droit de l'y faire coucher pendant deux nuits pour le faire reposer.

154. SERVITUDE PERSONNELLE, est celle qui est attachée à la personne du serf, qui le suit par-tout. Autrefois en France les prisonniers de guerre appartenoient à ceux qui les avoient faits. Les seigneurs, au retour de leurs campagnes, peuploient leurs terres de ces prisonniers; on ne les chargeoit pas de chaînes, & on ne les renfermoit pas dans des cachots comme les esclaves de l'Asie & de l'Afrique; leur assujettissement consistoit seulement à labourer, à travailler librement dans la terre du seigneur, à lui donner une certaine portion du produit de leur travail, & lui rendre certains services. *Voyez* Serf.

155. Aujourd'hui les seigneurs ne peuvent plus peupler leurs terres de leurs prisonniers, leur sort est autrement réglé par le droit des gens. Il n'y a donc plus de servitude personnelle que pour ces malheureux paysans qui, forcés de demeurer dans la terre d'un seigneur, y sont serfs précisément par la demeure qu'ils y font, si, dans l'an de leur arrivée en la terre, ils ne se font recevoir bourgeois. Mais en quittant la terre, ces serfs cessent de l'être, à moins qu'ils ne soient serfs de poursuite, comme ceux de Nivernois & de quelques autres coutumes. Les charges attachées à la servitude personnelle sont ordinairement d'être taillables, corveables & mortuaires. *Voyez* Taille, Corvée, Mortuaires, Serf.

156. SERVITUDE RÉELLE, est une charge

charge servile due à un seigneur, & imposée sur un héritage. Le détenteur de cet héritage en est tenu, non pas personnellement, mais à cause de la détention de l'héritage. Tout le monde, ecclésiastique, noble ou roturier, est tenu des charges serviles imposées sur un héritage, avec cette différence, que si, par exemple, un héritage est chargé de corvées, on ne pourra pas forcer un ecclésiastique, un noble à les faire; il suffira qu'ils les fasse faire par d'autres. Voyez l'art. 91 de la coutume de Bretagne. Mais ils ne peuvent pas, sous prétexte de leur état, s'en dispenser, par la raison que la corvée réelle affecte l'héritage & non la personne.

157. **SEXTELLAGE** ou **SEXTERAGE**, est un droit seigneurial qui se paie aux seigneurs fondés en titre, pour chaque septier de bled vendu sous les halles, aux foires & marchés de la seigneurie. Quelques-uns ont étendu ce droit aux grains vendus dans les greniers ou ailleurs: pour lever le sextelage dans ce goût, il faut avoir un titre bien précis, ou tout au moins une possession immémoriale bien suivie & bien prouvée. Le droit de *sextelage* est presque la même chose que le droit de *leyde*, & peut, à peu près, se régler par les mêmes principes. Voyez *Leyde*.

158. **SIEGE SEIGNEURIAL**, se dit également pour désigner la juridiction d'un seigneur, & le lieu où sa justice s'exerce. Voyez *Juges*, *Justices*, *Auditoire*.

159. **SIRE**, est un nom d'honneur, qui signifie, *le seigneur*, *le maître*.

160. Ce nom étoit autrefois donné aux seigneurs des fiefs de dignité; on disoit le *sire de Coucy*, le *sire de Grailey*, &c. Mais aujourd'hui le titre de *sire* est un titre royal, affecté à la seule personne sacrée de nos Rois, pour marquer leur souveraineté dans toute l'étendue de leur royaume.

161. En quelques endroits cependant
Partie II.

les consuls des villes prennent encore ce titre; mais à leur égard, *sire consul*, est la même chose que si on disoit, *le sieur consul*.

162. **SOCAGE** (droit de). Il consiste en ce que ceux qui le doivent sont obligés de labourer les terres de leur seigneur. Ce droit est une espèce de corvée, & se règle par les mêmes principes. *Socage* vient de *soc de charrue*; il est opposé à *écuage*, qui signifie les services nobles que doit l'écuyer.

163. **SOLIDITÉ**, est une obligation qui lie plusieurs débiteurs, & qui les rend tous en général, & chacun d'eux en particulier, également obligés à payer la dette.

164. En matière de droits seigneuriaux, la solidité a sur-tout lieu lorsqu'un fief, un tenement de terre est possédé par plusieurs détenteurs, à la charge d'un cens, d'une rente envers le seigneur. La force de la solidité est telle que le détenteur de la moindre partie de l'héritage peut seul être solidairement poursuivi pour la totalité de la rente ou du cens, sauf son recours contre les autres détenteurs.

165. La maxime est certaine, que le paiement des arrérages d'un cens, d'une rente seigneuriale, fait par l'un des détenteurs solidaires, empêche la prescription contre les autres co-détenteurs qui n'ont jamais rien payé au seigneur. Voyez *M. Louet*, lett. P, n. 2.

166. Cette maxime servit à la décision d'un procès dont *Denisart* rapporte l'espèce sur ce mot.

167. Les sieurs de Saint-Vincent, seigneurs du fief de Murvaux en Lorraine, demandoient une reconnoissance du cens que leur devoient leurs vassaux. La plupart de ceux-ci n'avoient depuis longtemps rien payé du cens qu'on leur demandoit; la coutume même, dans l'étendue de laquelle le fief de Murvaux est situé, admettoit la prescription du

cens, d'où les censitaires soutenoient avoir acquis la prescription; que la maxime en question ne pouvoit leur être opposée; qu'elle n'avoit lieu que dans le cas de plusieurs co-obligés solidairement & personnellement; que ces engagements sont bien différents de l'obligation solidaire de plusieurs co-détenteurs, qui ne sont obligés qu'à cause de leurs détentions des héritages chargés d'un cens & d'une redevance annuelle. La cour n'eut point d'égard à ces distinctions, & par arrêt du 30 juillet 1726, au rapport de M. Barberie de Courteille, en la première des enquêtes, les censitaires ont été condamnés solidairement à passer reconnaissance du cens qui leur étoit demandé, & à en payer cinq années d'arrérages échus lors de la demande.

168. C'est encore une maxime certaine, que la reconnaissance de l'un de ceux dont l'obligation est solidaire, ou par sa nature, ou par convention, nuit aux autres.

169. Dans les contrats ordinaires où on s'engage solidairement, pour que la solidité ait lieu, il faut que le mot de *solidaire*, ou de *solidité*, soit expressément employé, sans quoi il n'y auroit point d'obligation solidaire, parce qu'alors la solidité est de convention. Il n'en est pas de même dans les inféodations, les baux à cens; on donne souvent à un seul, à cens ou rente, un grand tenement de terre, qui ensuite est subdivisé entre ses héritiers ou ayans-cause. Parmi ces derniers, le cens ou la rente n'est pas moins solidaire, parce que la solidité suit la nature du bail à cens.

170. Dans la coutume d'Angoumois, le détenteur de partie des héritages, poursuivi solidairement pour le paiement du cens, prenant cession du seigneur censier, peut contraindre solidairement, pour le tout, l'un de ses

co-détenteurs qui n'a pas payé sa part. Telle est la jurisprudence du parlement de Paris consacrée dans un arrêt du 4 décembre 1635, rapporté par Bardet, tom. 2, liv. 4, chap. 31. Mais M. Maynard, liv. 6, chap. 37, enseigne qu'au parlement de Toulouse on suit une jurisprudence contraire.

171. Par arrêt du parlement de Bretagne du 17 octobre 1566, il est dit que Michel Certain, sergent féodé de Virreau, se prendra à tel qu'il voudra des sujets de la mesure de Mésangraye, un seul pour le tout, pour les rentes qu'ils doivent, sans qu'il se puisse adresser contre un même les deux années suivantes. *Voyez* Dufail, liv. 2, chap. 270.

172. Par arrêt du parlement de Toulouse, du 9 mars 1552, il a été jugé que tous les tenanciers d'un même fief seront tenus de convenir de deux d'entre eux, à la main duquel chacun remettra sa portion de la rente, pour le seigneur être payé d'une seule main; autrement qu'il seroit permis au seigneur de contraindre l'un d'eux pour le tout. *Voyez* Maynard, *loco citato*. *Voyez* encore le même auteur, liv. 2, chap. 33 34.

173. Quand une fois le seigneur a reçu le cens par portion divisée, sans réserve ni protestation, il ne peut plus user de la solidité. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Paris du 31 mars 1700, au profit des habitants du bourg d'Argental en Forez, contre les Jésuites, seigneurs du lieu, en qualité de prieurs de saint Sauveur. *Voyez* l'auteur des observations sur Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 28.

174. SOUFFRANCE FÉODALE : c'est le délai que donne le seigneur à son vassal pour lui faire la foi & hommage, & pour empêcher la saisie féodale.

175. Il y a deux sortes de souffrances, l'une légale & forcée, l'autre volon-

taire. La première est celle que toutes les coutumes accordent au mineur vassal, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de majorité féodale. La seconde est celle que le seigneur accorde au vassal qui a quelque empêchement légitime. On dit que la première est forcée, parce qu'étant accordée par la loi, le seigneur ne peut la refuser, sitôt que le vassal mineur la demande, ou son tuteur pour lui. On dit que la seconde est volontaire, parce que c'est au seigneur à examiner & à vérifier si l'excuse proposée par le vassal est véritable & légitime. Si cependant, en ce dernier cas, il y avoit de la mauvaise humeur de la part du seigneur, ce seroit à la justice à en décider; & pendant l'instance, le vassal se faisant recevoir par main souveraine, seroit à l'abri de la saisie féodale.

176. Pour que le vassal mineur obtienne souffrance, il suffit de remplir deux formalités. 1°. La souffrance doit être demandée, autrement il y auroit lieu à la saisie féodale. Quelques auteurs pensent que la souffrance doit être requise au manoir seigneurial du fief dominant, mais Duplessis estime qu'il suffit de la demander au seigneur, quelque part qu'on le trouve, attendu, dit-il, que la requisition de la souffrance n'est point un devoir de fief, mais une instruction qu'on donne au seigneur dominant de l'état & de l'âge de son vassal.

177. 2°. La requisition de la souffrance doit être accompagnée d'une déclaration des noms & âges de tous les mineurs pour qui on demande souffrance; autrement le seigneur, ignorant l'âge & l'état de son vassal, pourroit refuser la souffrance & saisir féodalement; d'où il suit, dit Duplessis, que le tuteur doit se faire donner acte par écrit de la souffrance qui lui est accordée en cette forme. Au surplus, suivant le même auteur, le tuteur n'est point obligé de

demander la souffrance en personne, il peut la requérir par procureur. Ainsi jugé par un arrêt de la grand'chambre, du 22 juin 1673, rapporté au *journal du palais*.

178. Pour se mettre en règle en demandant la souffrance, il en faut faire la requisition en présence de deux notaires, ou d'un notaire & de deux témoins, en laisser acte au seigneur. Si le seigneur refusoit la souffrance, & de donner main-levée de la saisie, pour obtenir l'un & l'autre, après avoir fait dans l'acte de requisition toutes protestations de se pourvoir, il faut faire assigner le seigneur.

179. Nous avons dit que l'acte de requisition doit faire mention de l'état & de l'âge du vassal mineur; mais cela peut ne pas suffire, la souffrance ne couvre que la foi & hommage. Si le mineur d'ailleurs devoit au seigneur des droits seigneuriaux, il devroit les payer, ou son tuteur pour lui; & faute de ce paiement des droits seigneuriaux dus, & même après la souffrance donnée, le seigneur pourroit faire saisir féodalement & gagner les fruits. Voyez Brodeau sur l'arricle 41 de la coutume de Paris, n°. 6; Pontanus sur celle de Blois.

180. Le dénombrement ne se devant fournir au seigneur qu'après que la foi & hommage a été faite, on en peut conclure que la souffrance a lieu pour le dénombrement. Chopin pense le contraire, mais c'est l'avis de Dumoulin, de Bacquet, de Duplessis.

181. La souffrance peut être demandée par un mineur sans autorité de tuteur ou curateur, parce qu'il fait une chose qui tourne à son utilité. De même le seigneur mineur, sans autorité de tuteur & curateur, peut accorder la souffrance à son vassal mineur, parce qu'il est forcé de le faire & d'obéir à la loi qui le lui ordonne. Voyez Brodeau sur

l'article 41 de la coutume de Paris, n^o. 19, 21.

182. A l'égard de la souffrance pour les fiefs relevant du Roi, elle s'accorde par lettres de chancellerie adressées au bailli ou sénéchal des lieux, qui donne la souffrance.

183. Les coutumes ne disent pas dans quel temps on doit demander la souffrance; mais il est constant qu'elle doit être requise dans les mêmes délais que ceux accordés par les coutumes pour faire la foi & hommage.

184. La souffrance équipolle à la foi & hommage & vaut tant qu'elle dure, disent les coutumes. *Voyez Berry, tit. 5, art. 39; Paris, art. 42; c'est-à-dire*, au respect du vassal mineur, que le seigneur ne peut pas saisir féodalement tant que la souffrance dure, tant que le vassal est mineur; mais quand, par la majorité du vassal, la souffrance est finie, le seigneur rentre dans ses droits si le vassal ne fait pas son devoir.

185. Quand on parle ici de majorité, on entend la majorité féodale; dans la coutume de Paris elle vient à 20 ans pour les mâles, & à 15 ans pour les filles. Toutes les coutumes ne sont pas égales sur ce point, mais il est facile à un chacun de se conformer à sa coutume.

186. Quand la souffrance a été accordée à plusieurs mineurs, elle cesse à mesure que chacun d'eux atteint la majorité féodale; de sorte que la souffrance dure pour les autres mineurs; & si celui qui est devenu majeur ne fait pas la foi & hommage, le seigneur peut bien saisir la part qu'il a dans le fief, mais non pas celle des autres.

187. Tout ce qu'on vient de dire regarde la souffrance légale que les coutumes accordent aux mineurs: il y a encore la souffrance volontaire que le seigneur accorde à son vassal majeur, lorsque ce dernier a une excuse légitime,

si mieux n'aime le seigneur, disent les coutumes, attendre que l'excuse cesse.

188. Au nombre des excuses légitimes, suivant tous les auteurs, on compte l'absence pour ambassade ou pour tout autre service du public & de l'état, la détention, la prison, la captivité chez les ennemis, la démence, la vieillesse décrépite, la maladie, l'empêchement des chemins occasionné par la guerre & par les inondations. Les arrêts ont aussi étendu l'excuse aux officiers des cours souveraines, qui, suivant les ordonnances, ne peuvent quitter le service qu'ils y doivent au Roi & au public jusqu'aux vacances, ou jusqu'à la fin du semestre.

189. C'est d'abord au seigneur à juger de la légitimité & de la vérité de l'excuse; ce n'est qu'en cas de contestation qu'elle est soumise à l'arbitrage du juge. Si cependant l'excuse étoit une inimitié capitale entre le seigneur & le vassal, il n'y a que le juge qui en puisse décider; mais il ne pourroit admettre l'excuse, & dispenser le vassal de faire son devoir en personne, à moins qu'il ne connût que l'inimitié est si grande que le vassal pourroit courir danger de sa vie s'il se présentoit en personne.

190. La souffrance que demande le majeur pour excuse, doit être demandée par un procureur fondé de procuration spéciale, dans laquelle est spécifiée l'excuse qui empêche le vassal; en conséquence le procureur fondé doit affirmer que l'excuse est véritable, demander souffrance, si mieux n'aime le seigneur recevoir à la foi le procureur pour & au nom du vassal.

191. La souffrance accordée aux majeurs, ainsi que celle donnée aux mineurs, n'arrête point le paiement des droits seigneuriaux qui sont dus. Ainsi le procureur fondé, en demandant la souffrance, doit les payer, ou faire des offres valables; il doit encore exhiber

le titre de propriété du vassal pour faire connoître à quel titre il possède le fief, si c'est par acquisition ou autrement.

192. La coutume de Berry, tit. 5, art. 19, veut encore, outre la procuration spéciale contenant la supplication & honnête excusation du vassal, que le procureur soit tenu exhiber au seigneur féodal acte judiciaire pour la vérification desdites excusations. Sur cette dernière formalité, qu'aucune autre coutume n'exige, Charles Dumoulin, dans son apostille, a remarqué que c'étoit une addition injuste du président Lyser, dont le génie, dit-il, étoit fiscal, & ne tendoit qu'à multiplier les opérations de justice pour émolumenter. *Hæc additio est Petri Lyseti solebat ille augere fiscum & questum judiciale.*

193. Si l'excuse est raisonnable, le seigneur doit recevoir à la foi le procureur, ou donner souffrance au vassal. Il dépend bien du seigneur de n'avoir aucun égard aux excuses du vassal; mais en cas de refus, on fait assigner le seigneur pour voir déclarer l'excuse légitime, & avoir main-levée de la saisie, à compter du jour que la procuration a été signifiée par le procureur du vassal. Si l'excuse est admise, le vassal obtient ses fins. Si au contraire elle est rejetée, on condamne le vassal à faire la foi & hommage en personne, & la saisie dure jusqu'à ce que le vassal ait fait le devoir.

194. La souffrance accordée au vassal majeur, ainsi qu'au mineur, équipolle à foi. Ainsi tant que la souffrance dure, le seigneur ne peut point saisir. Si le premier empêchement cessant, il en survient un second, le vassal doit demander une nouvelle souffrance, autrement le seigneur pourroit saisir avec gain de fruits.

195. Quand le seigneur doute si l'excuse proposée par le vassal est bonne, il doit commencer par saisir le fief, &

accorder souffrance, avec protestation qu'elle ne pourra lui préjudicier, ni empêcher l'effet de la saisie par lui faite, si l'excuse se trouve fautive. Cette protestation conserve tous les droits du seigneur, & lui assure le gain des fruits qu'il ne pourroit prétendre s'il avoit accordé la souffrance purement & simplement. Voyez sur cet article Brodeau sur les art. 41, 42 & 67 de la coutume de Paris, sur l'art. 54, n. 14, 15 & 16; Duplessis, *traité des fiefs*, liv. 1, chap. 3; Guyot, *traité des fiefs*, tome 4; *traité de la foi & hommage, & de la souffrance*; la Thaumassière, sur l'art. 39 du titre des fiefs de la coutume de Berry.

196. SOUS-AIDE Dans la coutume de Normandie, chap. 35, c'est un droit de fief que les arrière-vassaux doivent au seigneur duquel ils relèvent, pour l'aider lui-même à payer l'aide au seigneur du fief chevel, qui est la même chose que le fief suzerain.

* 197. SOUS-INFÉODATION, est un contrat par lequel on prend un héritage à cens ou rente foncière. Voyez M. Ducange sous le mot *Accensa*. Ce terme signifie encore mieux la constitution d'arrière-fief, dont il est parlé dans les coutumes de Touraine, d'Anjou & du Maine.]

198. SOUS-VASSAL. Voyez Arrière-vassal, c'est la même chose.

199. SOUVERAIN, est celui qui est supérieur à un autre; mais aujourd'hui ce titre ne se donne qu'aux rois & aux monarques, ou autres princes dont la suprême puissance n'a point de bornes, si ce n'est celles qu'elle reçoit de la loi de Dieu, des loix naturelles de la justice, & des loix fondamentales de l'état.

200. Sur les prérogatives des souverains, voyez Loyseau en son *traité des seigneuries*. Nous observerons seulement ici, relativement aux fiefs, qu'en France

généralement tous les héritages du royaume appartiennent au souverain , en ce que tous relèvent de lui en fief , ou arrière-fief , en censive , ou arrière-censive. A l'égard des héritages tenus en franc-aleu , ils n'en sont pas moins sous sa dépendance ; la seigneurie directe & primordiale de tout appartient à sa majesté , les propriétaires n'ont que le domaine utile. *Voyez* Roi.

201. SOUVERAINETÉ , se dit de l'état & de la qualité du prince souverain ; sa puissance suprême forme sa souveraineté. Ce mot se dit aussi d'un état indépendant , dont les sujets ne reconnoissent d'autres loix que celles du prince souverain qui les commande ; en ce sens les états de Liège , de Monaco , de Milan , de Parme & Plaisance , de Modène sont des souverainetés.

202. STATUE (droit de). Le droit de s'ériger des statues en public , & d'en décerner aux autres , appartient au seul souverain , ou à la puissance publique. S'ériger en public une statue de son autorité privée , seroit une espèce de crime de lèse-majesté. *Voyez* la loi 4, §. *hoc crimine* , ff. *ad l. jul. majest.*

203. On ne veut pas qu'un sujet , tel qu'il puisse être , ait la hardiesse de se donner une statue dans les maisons royales. Lors du procès d'Anguerran de Marigny , un des chefs d'accusation contre lui fut qu'il avoit osé ériger sa statue dans le palais du Roi. On croit que les débris de cette funeste statue sont encore dans la conciergerie du palais à Paris contre la muraille de la petite cour en entrant à droite. Un attentat semblable à celui d'Anguerran de Marigny fut en partie la cause qui fit ôter au duc d'Albe le gouvernement des Pays-Bas.

204. Des statues de marbre posées & scellées sur bases ou piliers dans les galeries ou jardins d'un château , sont censées en faire partie , & sont réputées im-

meubles , comme choses posées à perpétuelle demeure. *Voyez* le *traité de la communauté* par Lebrun , page 729 ; Bardet , tom. 1 , liv. 3 , chap. 56 ; Auzanet sur l'art. 91 de la coutume de Paris.

205. STELLAGE , est un droit qui se perçoit sur les grains qui se vendent sous les halles , aux foires & marchés de quelques seigneuries. Pour lever ce droit il faut être fondé en titre. Le *stellage* est la même chose que les droits de hallage , minage , sexterage. *Voyez* ces mots.

206. STÉRILITÉ , est une cause pour laquelle le fermier d'une terre peut être en droit de demander une diminution du prix de son bail. Le fermier promet le prix du bail en considération de la récolte ; mais si par stérilité la récolte n'a pas lieu , il est de la justice que le prix du bail ne puisse aussi être exigé.

207. Un fermier ne doit pas s'imaginer que dans tous les cas de perte arrivée par stérilité , ou autres cas fortuits , le propriétaire soit tenu de le dédommager ; les loix ont pris à cet égard un tempérament fort sage , elles distinguent le bail d'une année d'avec celui fait à six ou neuf ans.

208. Au premier cas , on distingue encore si le bail est d'un seul objet , ou de plusieurs ; si le bail d'un an ou de deux est , par exemple , d'une seule vigne , d'une seule terre labourable , d'un seul pré ; si pendant l'un ou les deux ans du bail une stérilité a empêché l'entière récolte de la vigne , ou de la terre labourable , si une inondation a enlevé totalement l'herbe du pré , il est alors juste que le propriétaire fasse une diminution au fermier proportionnée à la perte qu'il a soufferte. Mais si le bail renferme plusieurs objets , des terres , des prés , des dixmes , des vignes ; quand un objet , par stérilité , n'a pas produit , on examine si le fermier n'a pas pu trouver

dans le gain qu'il a fait sur les autres objets, de quoi le récompenser de la perte qu'il a faite ; si on trouve une compensation proportionnée , alors le fermier n'a aucune diminution à espérer.

209. Dans le cas d'un bail à ferme de six , de neuf années , on se comporte suivant les mêmes principes. Lorsque la première année d'un bail la stérilité a empêché le fermier de récolter , on ne lui adjuge pas sur le champ une diminution , on renvoie pour la régler à la fin du bail , afin d'examiner si les gains que le fermier a faits les années suivantes, n'ont pas compensé la perte qu'il a faite la première année. Il en est de même pour les autres années du bail : d'où il résulte qu'un fermier doit toujours avoir un registre fidèle & exact, où par chaque année les gains & les pertes soient bien différenciés.

210. La remise ou diminution du prix du bail n'a pas lieu dans le bail emphytéotique , parce que le prix est toujours très-modique , & se paie moins en considération de la récolte des fruits que de la directe seigneurie. *Voyez Mornac , ad leg. 1 , cod. de jur. emphyt.*

211. Pour que le fermier puisse demander une diminution , il faut que l'année ait été entièrement stérile ; il n'en peut pas avoir si la récolte n'a été que médiocre. *Voyez l. 15 , §. 5 , ff. loc. cond.* Cependant la plupart des auteurs tiennent que quand la stérilité rend les récoltes considérablement moindres que de coutume , le fermier peut demander quelque diminution. *Voyez Despeisses , tom. 1 , pag. 97.*

212. SUCCESSION FÉODALE. Malgré la diversité immense des coutumes sur la succession des fiefs , on y reconnoît encore aisément les maximes de l'ancien système féodal. Dans la succession des fiefs , les mâles excluoient les femmes , parce que celles ci ne pouvoient point servir le fief ; & parmi les

mâles , l'aîné étoit préféré aux puînés , parce qu'il pouvoit servir plus promptement le fief que les autres. Le texte de nos coutumes prouve que quelques-unes ont presque abandonné ces maximes , & que d'autres les ont conservées avec plus de soin ; c'est ce qu'on observe , quand on considère , de près , nos usages sur la succession des fiefs , soit en directe , soit en collatérale.

213. Quant à la directe , on peut diviser en quatre classes les dispositions des coutumes à cet égard.

214. Les premières sont celles qui , comme Berri , Auxerre , ne donnent à l'aîné que le vol du chapon pour tout avantage , & ordonnent le partage des fiefs également entre tous les frères & sœurs. Ces coutumes sont celles qui se sont le plus éloignées de l'ancien droit féodal.

215. Les secondes sont celles qui , outre le vol du chapon , donnent encore à l'aîné une portion avantageuse dans les fiefs de la succession. Paris est de cette seconde classe.

216. La troisième est de celles qui , outre le préciput & la portion avantageuse , donne encore aux aînés quantité d'autres prérogatives , comme Bretagne , Anjou & Touraine.

217. La quatrième enfin est de celles qui , comme Picardie & Artois , donnent tous les fiefs à l'aîné , à la charge seulement d'un quint aux puînés , en usufruit dans quelques coutumes , & dans d'autres en propriété.

218. Outre ces différences principales , chaque classe de coutume en a encore de moindres qu'il seroit sans doute trop long de détailler. Mais voyez Aînesse , Part avantageuse , Vol du chapon ; Guyot , *traité des fiefs* , tome 5 ; Lebrun , *traité des successions* , liv. 2 , chap. 2 , sect. 1 & 2. *Voyez* Quint hérédital ou viager.

219. En pays de droit écrit , l'ancien

droit féodal a encore été plus négligé que dans les coutumes même de la première classe ; l'aîné n'a ni préciput ni portion avantageuse dans le partage des fiefs , ils s'y partagent comme les autres biens ; & si l'aîné a le fief, c'est par accommodement de famille , ou par la disposition du père.

220. Si les femmes ont été admises à la succession des fiefs en directe ; en collatérale on a plus écouté à leur égard la rigueur du droit féodal. Malgré cela , on trouve encore une grande variété dans les coutumes sur la succession collatérale des fiefs.

221. Il y a des coutumes où les fiefs ne se partagent point en collatérale , soit entre nobles ou roturiers. Voyez Amiens , art 84. Mais l'aîné des mâles emporte tous les fiefs ; s'il n'y a point de mâles , l'aînée des filles y succède ; c'est pourquoi on dit dans ces coutumes que *les fiefs y sont impartables*.

222. Dans d'autres coutumes les fiefs se partagent également comme les autres biens , soit entre nobles ou roturiers , sans aucun préciput pour l'aîné , sans aucune préférence des mâles aux femmes. Voyez Berry , titre 19 , art 31 ; la Thaumassière sur cet article.

223. A Paris , il n'y a point de droit d'aînesse en collatérale ; mais la coutume préfère les mâles aux filles en pareil degré : encore ce n'est que lorsque les mâles sont du côté & ligne dont les fiefs propres étoient échus au défunt , de la succession duquel il s'agit. Voyez l'art. 326.

224. Dans les coutumes de représentation à l'infini , comme le Grand-Perche , le mâle issu d'une fille n'exclut pas la fille venue d'une fille , parce que dans cette coutume le mâle porte toujours le vice de son auteur.

225. Voilà les principales différences qui se rencontrent dans nos coutumes sur les successions des fiefs , soit en

directe , soit en collatérale , sauf à avoir recours aux textes & aux dispositions des coutumes particulières , & aux commentateurs de chaque coutume , sur les difficultés que le texte ne présente que trop souvent.

226. J'admire toujours quelques-uns de nos auteurs , comme Lebrun , par exemple , lorsqu'ils font remonter l'origine du droit de la succession des fiefs à la loi salique , tandis que cette loi , à cet égard , ne ressemble en rien à la loi féodale. La loi des fiefs excluait les femmes de la possession des fiefs , soit en directe , soit en collatérale , parce que , dans tous les cas , les femmes étoient incapables de faire les services féodaux attachés aux fiefs. Or le texte de la loi salique , dont on argumente , n'offre rien de tout cela , & contient des dispositions tout-à-fait contraires. Dans la succession collatérale de la terre salique , en certains cas , les femmes succédoient également avec les mâles ; dans d'autres , les femmes mêmes excluient les mâles. Or rien n'est plus opposé à la loi féodale , à celle même qu'on suit aujourd'hui ; en collatérale , les femmes n'excluent jamais les mâles , si ce n'est dans les coutumes de représentation : encore n'est-ce qu'en considération des mâles dont elles descendent ; & cette considération ne peut avoir lieu dans la loi salique , attendu qu'à la possession de la terre salique il n'y avoit aucuns services , aucuns devoirs attachés , dont les mâles fussent plus capables que les femmes.

* 227. SUJETS. Quoique ce terme soit spécialement consacré pour signifier la dépendance où l'on est de l'autorité souveraine , néanmoins l'usage en a étendu la signification aux justiciables des seigneurs ; ce qui ne peut point être regardé comme une entreprise sur l'autorité royale , puisque nos Rois eux-mêmes se sont servi de ce terme dans leurs

leurs ordonnances, en parlant de ceux qui habitent dans le territoire des seigneurs justiciers : « Défendons aux seigneurs qui ont plusieurs seigneuries » & justices diverses & séparées, de » tirer & faire tirer par leurs juges en » justice les sujets d'une juridiction » à l'autre », dit l'ordonnance de François I, de l'année 1525, art. 21. Voyez les capitulaires de Charlemagne, liv. 2, chap. 39; l'ordonnance de Charles IX aux états d'Orléans, art. 106, & celle d'Henri III aux états de Blois, art. 283. La coutume de Paris, art. 71, se sert aussi du mot de *sujets*, pour signifier ceux qui demeurent dans la terre d'un seigneur justicier.

228. Or la raison pourquoi on a employé le terme de *sujets* dans ce sens-là, ç'a été pour distinguer des vassaux ceux qui possèdent des rotures à titre de cens dans l'étendue d'une seigneurie, & ceux qui n'y possèdent aucuns immeubles; ces derniers ne pouvant être traités de vassaux, puisque les vassaux ne peuvent être sans fiefs.

229. Sur quoi remarquez qu'anciennement il y avoit des terres dont les habitants ne pouvoient embrasser l'état ecclésiastique sans la permission de leur seigneur. *Statutum est*, disent les capitulaires de Charlemagne, liv. 1, chap. 88, *ut nullus episcoporum deinceps eos ad sacros ordines promovere præsumat, nisi prius à dominis propriis libertatem consecuti fuerint*. Ces derniers termes font cependant voir que l'autorité des seigneurs, à cet égard, ne portoit que sur les personnes de condition servile, lesquels ne pouvoient être promus aux ordres sacrés, sans avoir été affranchis par leurs seigneurs. Voyez les authentiques rangées sous le titre du code de *episcop. & cleric.* A l'égard des hommes de condition libre, qui vouloient prendre l'ordre de cléricature, ils devoient en obtenir la dispense & l'agrément du

Partie II.

Roi ou des magistrats; ce qui étoit fondé sur une double considération. Premièrement, parce que plusieurs embrassoient l'état ecclésiastique pour se dispenser du service militaire. Secondement, parce que d'autres ne prenoient ce parti que pour y avoir été engagés par ceux qui aspiraient à leur succession. Mais les choses ont changé, & aujourd'hui il ne faut d'autre agrément que celui des évêques.]

230. SUITE DE DIXME. Ce droit, établi par quelques coutumes, a lieu quand les bêtes tenues, nourries & hivernées depuis le premier novembre jusqu'au premier mars suivant dans une dixmerie, vont labourer dans une autre. En ce cas, le seigneur de la dixmerie dans laquelle les bêtes ont hiverné, par droit de suite, doit avoir la moitié de la dixme des fruits crus dans les terres de l'autre dixmerie, labourées par les bêtes de la sienne. Voyez Berry, titre 10, art. 18; la Marche, art. 331; Nivernois, *des dixmes*, art. 1, 2, 3.

231. La quotité de suite de dixme est ordinairement moitié dixme, c'est la quotité établie par les coutumes; on y peut cependant déroger par des conventions particulières qui donneroient une quotité plus forte, comme les deux tiers, les trois quarts, même la dixme entière, comme on le pratique dans quelques paroisses de la coutume de Berry.

232. Le droit de suite se règle suivant la quotité en usage dans la dixmerie où on le prend, & non suivant celle de la dixmerie dont les bêtes ont fait le labourage.

233. Le droit de suite étant un accessoire de la dixme, une manière de la lever, est prescriptible tout ainsi que la quotité de la dixme, & la manière de la lever.

234. Les ecclésiastiques en Berry ont fait tout leur possible pour exempter

leurs noales du droit de suite ; mais leur prétention a toujours été proscrite par la jurisprudence des arrêts , qui ont même jugé que la suite avoit lieu quand les noales du curé avoient été labourées par les bêtes d'une dixmerie étant dans la même paroisse. La Thaumassiere rapporte trois arrêts qui ont jugé ces questions. *Voyez* le chap. 20 de sa seconde centurie de questions sur la coutume de Berry. Il y a quelques années , le curé de Tercillac fit une nouvelle tentative contre le sieur Bertrand de Beaumont , décimateur de la même paroisse. Suivant la jurisprudence établie par les arrêts rapportés par la Thaumassiere , le curé fut condamné par sentence du bailliage d'Issoudun du premier juin 1759. J'avois écrit au procès. Le curé a acquiescé à la sentence.

235. Le labourage à main d'homme , à la bêche , au hoyau , ou autre instrument , n'est point sujet au droit de suite , quoique les hommes qui font le labourage dans une dixmerie soient demeurants dans une autre. Au surplus , *voyez* la Thaumassiere sur l'art. de la coutume de Berry ci-dessus , les chap. 19 , 20 , 21 , 22 , 23 de sa seconde centurie de questions. Le chapitre 23 établit que le vassal peut user du droit de suite contre son seigneur féodal. La Thaumassiere cite un arrêt du 15 février 1584 , qui l'a ainsi jugé.

236. SUITE DE SERFS , est un droit en vertu duquel les seigneurs peuvent , pour leurs droits , suivre leurs serfs quelque part qu'ils se retirent hors de leurs terres. *Voyez* Asile , Parcours , Parée , Pour-suite , Serf , Servitude.

237. SURCHARGE. En matière de droits seigneuriaux , la surcharge se fait quand , au nouveau terrier , dans de nouvelles reconnoissances on fait reconnoître aux sujets de plus grands droits que ceux établis par les titres primitifs , quand , par exemple , au lieu de deux

fols de cens portés par le titre constitutif du cens , on en fait reconnoître trois , quand on fait reconnoître portable le cens qui originairement étoit quétable , &c.

238. Lorsque ces cas arrivent , les reconnoissances doivent être déclarées nulles ; & même on devroit punir sévèrement les seigneurs qui exigent ces surcharges. *Voyez* la Roche-Flavin , chap. des *inféodations* , art. 22. Il rapporte plusieurs arrêts qui l'ont ainsi jugé. Le premier , du 10 avril 1571 , condamne le seigneur des Martres à être privé de son droit de fief sur un emphytéote qu'il avoit surchargé , quoique le père de l'emphytéote , qui avoit consenti la surcharge , ainsi que son fils , l'eussent exécutée. Le second , du 25 février 1538 , prive le vicomte de Serres de sa justice & des rentes à lui dues par Pierre de Simeore , pour une pareille surcharge. Un troisième du 10 avril 1571 , exempté un censitaire de rien payer sa vie durant des cens qu'il devoit à son seigneur qui avoit extorqué de lui une reconnoissance surchargée. Tous ces arrêts sont conformes à la loi des fiefs , ainsi qu'à celle de l'équité , qui défend expressément à tous seigneurs d'exiger de leurs censitaires de plus grandes redevances que celles dont sont chargés les titres constitutifs.

239. Dans les coutumes d'Auvergne & de la Marche , on appelle *surcharge* la rente qui est ajoutée au cens. *Voyez* la Marche , art. 180 ; Auvergne , chap. 21 , art. 5 , chap. 22 , art. 15.

240. SURFONCIER. Dans la coutume d'Orléans , un héritage peut supporter plusieurs charges. 1°. Les rentes foncières ; ce sont les premières créées sur l'héritage. 2°. Les arrière-foncières ; ce sont les secondes. 3°. Les surfoncières , & autres après.

241. Les rentes arrière-foncières & surfoncières ne sont sortissantes nature

que quand il y en a convention expresse. *Voyez* l'art. 130 de la coutume d'Orléans, & les commentateurs sur cet article.

242. SURJET (droit de). La coutume d'Auvergne, chap. 23, art. 39, donne un moyen aux seigneurs pour éviter les fraudes qu'on pourroit faire à leur préjudice dans les ventes d'héritages sujets à leurs droits. Si le seigneur trouve le prix trop foible, la coutume lui donne le droit de surjet; ce droit de surjet est que le seigneur peut faire mettre à l'enclère l'héritage vendu; le surjettant, c'est-à-dire, l'adjudicataire qui augmente le prix porté au contrat, donne au seigneur ce que les enchères ont produit de plus, & outre ce, les droits du total. A l'égard du vendeur qui a fraudé, il est privé du bénéfice des enchères, & doit se contenter du prix porté par le contrat qui contient la fraude. *Voyez* les *Institutes féodales* de Guyot, chap. 6.

243. SUPPLÉMENT DE VENTE. Il arrive quelquefois qu'après un contrat de vente, le vendeur qui est fâché d'avoir vendu à bas prix, menace son acquéreur de faire rescinder la vente, en prenant des lettres de rescision. Pour les éviter, l'acquéreur offre & donne un

supplément du prix; or ce supplément est regardé comme faisant partie du prix de la vente, & comme tel il est certain que l'acquéreur en doit les lods & ventes, ou autres droits seigneuriaux; le seigneur ou son fermier sont en droit de l'exiger, de quelque façon que l'arrangement se fasse, soit par convention, soit par justice. *Voyez* Dargentré, de *laudimiis*, §. 19; Pontanus sur Blois, art. 81, glos. 1; Chopin, du *domaine*, liv. 2, tit. 5, n°. 6.

244. Souvent ce supplément ne se donne que long-temps après le contrat de vente, & il arrive encore souvent que le fermier de la seigneurie a changé; or dans ce cas la jurisprudence des arrêts a décidé que les lods du supplément sont dus au fermier nouveau du temps où le supplément est payé, ce qui s'entend lorsque les droits seigneuriaux sont compris dans le bail du fermier. *Voyez* plusieurs arrêts rapportés par Chopin, *loco citato*.

245. Maynard, liv. 6, chap. 28, n°. 2, dit que lors du supplément le seigneur est encore en droit d'user du droit de prélation, ou de prendre les lods du supplément; & que cela a été ainsi jugé par arrêt du 14 juillet 1582.

246. SUZERAIN. *Voyez* Seigneur suzerain, Fief suzerain.




T

T A B

1. **TABELLION.** En quelques endroits le tabellion étoit différent du notaire ; ce dernier recevoit l'acte , en dressoit la minute , & le tabellion délivroit la grosse sur la minute du notaire. Mais aujourd'hui ces deux fonctions sont presque par-tout réunies , & on appelle communément *notaires* tous les officiers royaux ou seigneuriaux qui reçoivent les minutes des actes , & qui en délivrent les grosses aux parties. *Voyez* Notaire.

* 2. **TABELLIONAGE**, est le droit qu'ont les seigneurs de créer notaires dans leurs juridictions, en vertu de la concession expresse ou tacite de sa majesté. *Voyez* *suprà*, verbo *Notaires des seigneurs* ; Brodeau sur Louet, lett. T, chap. 11 , & Loyseau en son *traité des seigneuries*, chap. 8 , nomb. 85 & suivans.]

3.  Quelques auteurs ont prétendu que le droit de tabellionage peut se prescrire contre le Roi par une possession immémoriale ; cependant comme le droit de créer des notaires appartient au Roi , & a été réuni au domaine par l'ordonnance de Philippe I de 1319, il faut en conclure que ce droit est imprescriptible, ainsi que tout ce qui est réuni au domaine de la couronne. La possession immémoriale du droit de tabellionage sans titre exprès est une usurpation contre laquelle il seroit facile au Roi de revenir.

4. **TABELLIONER.** Suivant la distinction faite au mot *tabellion*, c'est grossoyer la minute du notaire , & en délivrer expédition aux parties en par-

chemin & en forme authentique. *Voyez* l'art. 248 de la coutume de Sens.

5. **TABLE**, (*METTRE EN SA*) se dit du seigneur qui réunit à son domaine ou à son fief le fief de son vassal par retrait féodal , commise ou confiscation. En ce cas *table*, selon quelques-uns , se prend pour le catalogue dans lequel sont contenues toutes les terres & droits du seigneur , auxquelles il joint le fief , la censive dont il fait l'acquisition. *Voyez* Réunion féodale de censive , de franc-aleu.

6. **TABLEAUX.** Dans le partage des successions nobles , les tableaux de famille , c'est-à-dire , ceux qui représentent les ancêtres de la maison , appartiennent à l'aîné ; il en est de même des manuscrits du père. A l'égard des titres & papiers de la famille , ils doivent pareillement rester entre les mains de l'aîné , sauf , en cas de besoin , d'en aider les puînés.

7. Un seigneur haut justicier ayant prétendu que le curé de sa paroisse ne pouvoit recevoir des tableaux où fussent dépeintes les armoiries de ceux qui les donnoient , il fut débouté de cette ridicule prétention , & le curé maintenu dans la faculté de recevoir chapes , tableaux , & autres semblables ornements , avec ou sans armoiries. Arrêt du 11 août 1622 , rapporté par M. Dolive , *act. forenses*, troisième partie, art. 14.

8. Les tableaux de chapelle sont réputés immeubles , c'est le sentiment de tous les auteurs , fondés sur un arrêt du 7 juin 1585. *Voyez* Ricard en ses notes sur l'art. 90 de la coutume de Paris.

T A B

9. Les tableaux qui se trouvent dans les châteaux & les maisons seigneuriales, seulement suspendus, & non cramponnés ou incrustés à perpétuelle demeure, dans les murailles ou dans les lambris, sont meubles, de quelque valeur qu'ils puissent être. *Voyez* Brodeau sur l'article 90 de la coutume de Paris.

* 10. TAILLE SEIGNEURIALE, ou TAILLE AUX QUATRE CAS, est une certaine redevance payable en certains cas par le vassal ou l'emphytéote.

11. Or il y a quatre cas ordinaires, auxquels le droit de taille est dû au seigneur par la force de la coutume, ou par la loi de la convention. La première est, lorsque le seigneur marie sa fille aînée, pourvu que ce soit en premières noces. *Hoc enim sermone dum nupta erit, prima nuptia intelliguntur*, dit le juriconsulte, l. 89, §. 1, de verb. significat. *Voyez* Papon en ses arrêts, liv. 13, tit. 3, nomb. 4. Le second est, lorsqu'il est fait chevalier; d'autres disent, lorsqu'il fait son fils aîné chevalier. Le troisième est, lorsque le seigneur entreprend le voyage d'outre-mer. Le quatrième enfin, lorsqu'il est fait prisonnier par les ennemis de la foi; d'autres disent, lorsqu'il est fait prisonnier dans une juste guerre.

12. Il y a d'autres cas qu'on appelle extraordinaires, auxquels les vassaux ne laissent pas d'être taillables, pourvu que ces cas soient mentionnés dans le titre d'inféodation, ou dans les reconnoissances, ainsi qu'il fut jugé par l'arrêt rapporté par Dolive, liv. 2, chap. 6, rendu à son rapport. *Voyez* Bouteiller en sa somme rurale, liv. 1, chap. 86; & Jean Faber sur le §. *aquè, instit. de actionib.*

13. Le droit de taille se règle par la censive lorsqu'elle est modérée, ou autrement *arbitrio judicis*. *Voyez* Dolive, *ibid.* La Peyrere, lett. T, nomb. 5, dit que si la quantité de la taille n'est pas

reglée par le titre, elle est le double de la rente due en argent. Papon, liv. 13, tit. 3, art. 5, rapporte deux arrêts qui ont jugé que la taille qui n'est pas reglée par les titres, doit être payée par doublement de tout le cens, à quoi est conforme l'avis de Boyer, quest. 26, en ces termes : *De consuetudine plurium locorum Aquitaniae duplicantur census annui in charitativo subsidio imponendo*. Ce qui est fondé sur la raison que nous avons alléguée en parlant de l'acapte, qui est que le cens étant la première charge certaine du fonds emphytéotique, il doit être la mesure des droits incertains & casuels. La règle la plus certaine qu'on puisse donner sur cette matière, c'est qu'il faut suivre la coutume locale de chaque terre.

14. Le tenancier ne s'affranchit point du paiement du droit de taille pour avoir resté tems suffisant à prescrire sans la payer, lorsque le seigneur n'a pas eu occasion de l'exiger.

15. *Voyez* sur cette matière Chopin, *Andeg. part. 2, lib. 2, tit. 3*; Dolive, liv. 2, chap. 6 & 7; Catelan, liv. 3, chap. 16; Papon, liv. 13, tit. 3, art. 2; Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 23; Boyer, decis. 129; Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 87; & M. Salvaing, de l'usage des fiefs, chap. 49 & suiv. où il traite avec beaucoup d'érudition les questions qui regardent la taille seigneuriale.]

16. Cette taille est appelée seigneuriale & franche, parce qu'elle s'imposoit sur des hommes libres & francs, ou tenant des héritages affranchis. *Voyez* la Marche, art. 69, 132. Cette taille, dans quelques coutumes, est encore appelée *ay de*, parce qu'anciennement elle n'étoit point due d'obligation; c'étoit un secours volontaire que les vassaux offroient à leurs seigneurs dans leurs besoins; mais par la suite les seigneurs en firent un droit qu'ils exi-

gèrent par force. Ce n'est pas, dit un auteur, la seule usurpation qu'ils aient faite.

17. Le premier cas de la taille seigneuriale est, lorsque le seigneur ou son fils sont faits chevaliers. Quelques auteurs ont prétendu que cela pouvoit s'entendre lorsque le seigneur ou son fils étoient promus aux ordres du Roi : ce sentiment n'est pas soutenable ; cette chevalerie n'est point celle dont parlent nos coutumes, elles ne parlent que de l'ancienne chevalerie, à la réception de laquelle les seigneurs étoient obligés de faire de grandes dépenses en joutes, tournois, festins : mais comme cette chevalerie n'a plus lieu, je ne vois pas que les seigneurs puissent exiger la taille seigneuriale au premier cas.

18. Le second cas est, quand le seigneur marie sa fille, ce qui doit s'entendre quand le père, ou la mère après la mort du père, marient leur fille. Voyez Papon en ses arrêts, liv. 23, tit. 3, art. 3. Mais le droit n'est pas dû quand la fille, après la mort du père & de la mère, se marie d'elle-même. Voyez Dargentré sur la coutume de Bretagne, art. 87, glos. 3, n°. 11. De même encore le droit n'est pas dû quand la fille, devenue veuve, se remarie. Voyez le même auteur au même endroit, n°. 4.

19. Quand le seigneur marie sa fille, n'importe que ce soit sa fille aînée, ou une autre ; mais la taille n'est due que pour le premier mariage de l'une des filles du seigneur, qui est la première qui se marie, ainsi qu'il est expliqué en la franchise de Chateaufort, rapportée par la Thaumassière en ses coutumes locales, première partie, chap. 89.

20. Quelques auteurs ont aussi prétendu que le droit étoit dû lorsque le seigneur marioit sa fille bâtarde, lorsqu'il faisoit sa fille religieuse, lorsqu'il marioit son fils ou sa sœur. Mais tous

ces sentiments ont été proscrits. En matière de droits seigneuriaux, les coutumes sont de droit étroit, leurs dispositions ne peuvent pas être étendues d'un cas à un autre.

21. Le troisième cas de la taille seigneuriale est, quand le seigneur va à la terre sainte pour visiter les lieux saints, ou pour combattre les infidèles. Ce droit prit son origine au tems des croisades, où les seigneurs se ruinoient & ruinoient leurs sujets pour ces pieuses expéditions. S'il plaisoit aujourd'hui à un seigneur d'aller en Palestine, même par dévotion, je doute fort qu'il pût exiger ce droit qui ne subsiste plus depuis que les princes chrétiens ont pris le parti de laisser les mahometans paisibles possesseurs des lieux saints.

22. Le quatrième cas est, quand le seigneur est pris prisonnier de guerre, pourvu que la guerre ne soit pas civile. Voyez Bretagne, art. 89 ; Chateaufort, art. 11. Quand le seigneur est emprisonné pour dettes, ou pour crimes, le droit n'est pas dû. Voyez Dargentré sur l'art. 89 de la coutume de Bretagne.

23. Les seigneurs ne peuvent lever cette taille, en chacun des quatre cas, qu'une seule fois en leur vie. Si plusieurs cas arrivoient la même année, ils ne pourroient les exiger tous à la fois, crainte de trop fouler leurs vassaux, mais alternativement & par année. Loyseau dans son manuel, titre 3, règle 55, dit que le cas de la rançon se peut réitérer plusieurs fois, mais les autres non.

24. Le droit de taille aux quatre cas appartient à l'usufruitier comme au propriétaire, & par conséquent au mari dans la terre de sa femme. Il est bien juste, puisqu'il porte les charges du fief, qu'il en perçoive les émoluments. Voyez M. le Prestre, cent. 1, chap. 102 ; Dargentré sur l'art. 87 de la coutume de Bretagne, note 3, n°. 14.

25. Terrien en ses commentaires sur

la coutume de Normandie, liv. 5, chap. 19, rapporte un arrêt de l'échiquier tenu à Rouen en 1266, qui a décidé que les sujets ne devoient contribuer à la rançon de leur seigneur fait prisonnier, que quand il étoit pris faisant le service qu'il doit à cause de son fief. Le même auteur rapporte un arrêt contraire rendu en faveur du vicomte de Tutenne, fait prisonnier par les Espagnols.

26. Anciennement la taille aux quatre cas se payoit au Roi, à cause des fiefs tenus de lui, comme aux autres seigneurs. Du Tillet, dans son recueil d'arrêts, en rapporte un de la chandeleur 1270, par lequel ceux de Bourges & d'Issoudun, villes royales du Berri, furent condamnés à payer au Roi Philippe le Hardy la taille pour la chevalerie de son fils aîné, & le mariage de sa fille; ceux de Bourges furent taxés à 2000 livres, & ceux d'Issoudun à 300 livres. *Voyez la Roche Flavin, des droits seigneuriaux*, chap. 7, art. 3.

27. Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 23, établit que dans le Lyonnois & le Forets les seigneurs n'ont point droit de lever la taille aux quatre cas, s'ils n'en ont titre formel. Il rapporte plusieurs arrêts qui l'ont ainsi jugé pour ces provinces.

28. L'auteur des observations sur Henrys, tom. 2, liv. 3, quest. 24, estime au contraire, que pour être sujet à la taille aux quatre cas, il suffit que dans les terriers des seigneurs, & dans les reconnoissances qui ont suivi, les sujets soient qualifiés taillables. Cependant il rapporte un arrêt du parlement de Paris en la troisième chambre des enquêtes du 9 janvier 1699, qui a ordonné que les parties feroient preuve tant par titres que par témoins, si sous le nom de justiciable & de taillable, on entend ordinairement un homme sujet à la taille aux quatre cas. Les parties étoient le marquis de Coufan, & le procureur du Roi en l'élection de Montbrison. Elles

transigèrent suivant le conseil des juges.

29. La taille aux quatre cas peut s'abonner comme la taille serve. Par transaction passée entre Alphonse de Sassenage, & ses habitants, du 5 octobre 1651, elle a été abonnée pour chacun cas à 1000 livres, répartissables par feux dans toute la baronnie. Dans la terre de la Mothe-Chalançon, elle est abonnée à 50 livres; cette communauté fut condamnée à payer cette somme par arrêt de la chambre de l'édit du 3 août 1645.

30. Tous les docteurs sont d'avis que les seigneurs n'ont pas droit de lever la taille sur leurs sujets en aucuns des cas, s'il y peut satisfaire de ses propres facultés sans une perte considérable de son patrimoine. Le parlement de Grenoble l'a ainsi jugé en faveur des habitants de Challes, contre Pierre de Grolée leur seigneur. Cependant Salvaing, dans son *usage des fiefs*, chap. 49, observe que l'usage en France est contraire.

31. TAILLE SERVE, est un droit que les seigneurs ont dans quelques coutumes, de lever une certaine somme de deniers sur leurs sujets serfs, que l'on appelle à cause de cela *hommes taillables*.

32. Ce droit procede, sans doute, de la servitude personnelle, & prend son origine dans ces temps où tout le peuple étoit serf & gémissoit sous la domination des seigneurs; la taille serve étoit à la volonté & à la discrétion du seigneur; comme rien alors, pas même l'autorité royale, ne pouvoit arrêter ou limiter la puissance des seigneurs, rien ne pouvoit défendre aussi leurs malheureux sujets des vexations qu'ils jugeoient à propos d'exercer sur eux.

33. Depuis le retour de la liberté, & le rétablissement de l'autorité royale, le pouvoir de nos Rois, les loix, les magistrats, tout a concouru au soulagement des pauvres taillables; on ne

les a plus laissés à la discrétion de leurs seigneurs.

34. Quand on trouve maintenant dans les inféodations, les terriers, & autres titres des seigneurs, que leurs sujets sont raillables à volonté, les arrêts ont toujours jugé que cette volonté devoit être équitable, modérée & réglée sur les facultés des taillables. Quand le seigneur & les sujets ne peuvent pas s'accorder à cet égard, plusieurs arrêts ont jugé que la taille devoit être arbitrée par les juges, eu égard aux facultés des sujets. Ainsi jugé par arrêt du 17 janvier 1496 pour le seigneur d'Arpajon; par autre du 17 février 1511 pour le seigneur de Joyeuse; & par autre du 23 mars 1555 pour le seigneur d'Ayssene en Rouergue. *Voyez* la Roche-Flavin, *des droits seigneuriaux*, chapitre 7, article 6.

35. La jurisprudence des arrêts a encore apporté un autre tempérament pour modérer la taille serve, quand elle est stipulée à volonté dans les titres des seigneurs; alors on ordonne que la taille fera le double du cens & des autres droits seigneuriaux que paie le raillable. *Voyez* la Roche-Flavin, *des droits seigneuriaux*, chap. 7, art. 1. Dans les coutumes d'Anjou & du Maine on appelle la taille serve *doublage*, parce qu'elle est le double du cens.

36. Par arrêt du parlement de Dijon du mois de janvier 1569, il a été jugé que la taille serve seroit proportionnée au nombre des feux, & aux facultés des habitants, sans qu'on fût obligé de s'assujettir aux anciens rôles; parce que les sujets venant à augmenter en nombre & en facultés, il doit être permis au seigneur d'augmenter les tailles à proportion; autrement il seroit inutile que la taille fût à volonté, & que les gens de main-morte fussent raillables haut & bas. *Voyez* Taisand sur la coutume de Bourgogne, tit. 9, art. 19, n°. 3.

37. Du Tillet a recueilli quantité d'arrêts concernant la taille serve; il en rapporte un entr'autres du 6 septembre 1488, par lequel le droit de taille fut adjugé au chapitre de l'église collégiale de la chapelle de Taillefer. Ce chapitre a perdu ce droit, qui de temps immémorial ne se paie plus.

38. Les coutumes où la taille serve a lieu, divisent ordinairement les termes pour la commodité des taillables, comme aux fêtes de Noël & de saint Jean-Baptiste. La taille s'impose par rôle sur les sets tenant feu & lieu, à l'arbitrage du seigneur, de son bailli, ou de son lieutenant, en présence & sur l'avis du procureur-fiscal, du prévôt des amendes, & de deux ou trois hommes de condition servile qui ont connoissance des facultés de ceux qu'on impose à la taille. Telle est la forme prescrite par les coutumes de Linieres, art. 1; de Chateaufort, art. 3. Les seigneurs peuvent faire procéder par exécution pour la dernière année en vertu du rôle signé du greffier. *Voyez* Linieres, article 9; le Chateller, article 9; Nancay, article 6.

39. Les impubères, dans la coutume du Chateller, art. 17, ne doivent être imposés qu'à douze deniers par an.

40. Régulièrement la femme serve, mariée à un bourgeois, ne doit point être imposée à la taille; cependant le contraire s'observe dans quelques coutumes. Dans celle de Chateaufort, tit. 2, art. 22, la femme serve, mariée à un bourgeois, doit payer au seigneur en reconnaissance de sa servitude, par chacun an, quatre deniers qu'on appelle *de commande*. Dans celle du Chateller, art. 16, le seigneur la peut tailler une fois en sa vie, & lui faire annuellement payer deux deniers pendant son mariage. Sur la taille servile, *voyez* les coutumes locales de la Thaumassière, première partie,

partie , chap. 7 & 8 ; la bibliothèque de Bouchel , *verbo* Tailles.

41. Les seigneurs , pour faire leurs rôles de taille , n'ont point besoin de prendre des lettres d'assiette , & peuvent faire assigner les refusants pardevant leurs juges , comme pour tous autres droits seigneuriaux. Ainsi jugé par arrêt du 23 mai 1663 au profit des doyen & chanoines de l'église de Bourges , contre les habitants de Bengy. *Voyez* la Thaumassiere , *loco citato*.

42. TAILLE ABONNÉE ET ANNUELLE. Les seigneurs ne pouvant plus imposer leurs sujets à discrétion , & réduits à en user modérément , pour éviter les contestations qui pourroient même à cet égard s'élever entr'eux & leurs sujets , ont pris la plupart le parti d'abonner leurs tailles , & de les fixer à une somme que les serfs de la seigneurie doivent payer par chacun an dans les termes convenus. L'assiette de cette taille se doit faire par un rôle proportionné aux facultés d'un chacun en la forme que nous avons dit à l'article précédent.

43. Cette taille , ainsi que la taille serve , est ordinairement personnelle , elle suit l'homme serf en quelqu'endroit qu'il se transporte ; c'est pourquoi quelques coutumes appellent *les serfs taillables de poursuite*.

44. La taille ordinaire étant une imposition extraordinaire , le seigneur ne la peut lever qu'en vertu d'un titre en bonne forme , qui justifie que les serfs s'y sont soumis ; & le droit de percevoir une telle rente se doit absolument régler suivant la disposition précise du titre.

45. Plusieurs arrêts , ainsi que plusieurs coutumes , parlent de la taille abonnée. *Voyez* entr'autres un arrêt du 19 mai 1397 , qui condamne les habitants de la justice d'Egligny à payer au chapitre d'Auxerre quatre livres de taille abonnée. *Voyez* Ragueau sur ce mot.

Partie II.

Anjou , art. 129 , 130 ; le Maine , art. 140 , 141.

46. TAILLE BAPTISÉE , autrement dire CAPITAINAGE. On appelle ainsi un droit qui est dû au Roi dans le Forez au pardeffus du cens. *Voyez* ce qu'en dit Henrys , tom. 1 , liv. 2 , chap. 3 , quest. 9.

47. TAILLE HAUT ET BAS : c'est celle qui est due à la volonté & discrétion du seigneur. *Voyez* Bourgogne-Duché , art. 97 ; Comté , art. 101. Une semblable taille a été adjugée à Jean Chevrier , seigneur de Choudray en Berry , par arrêt du 24 novembre 1542 , rapporté par Ragueau sur ce mot.

48. TAILLE JURÉE. Ragueau sur ce mot , dit que c'est une taille que les seigneurs levoient sans avoir aucun égard à la valeur des biens des contribuables. Il rapporte quelques anciens arrêts qui ont autorisé une semblable vexation , mais qui n'a plus lieu , & que les seigneurs n'exerceroient pas aujourd'hui impunément.

49. TAILLE PERSONNELLE , est celle qui est due à cause des personnes qui demeurent dans la seigneurie ; quand le serf y a demeuré un an , il doit la taille à son seigneur , quelque part qu'il aille ensuite demeurer ; pour quoi il est appelé *taillable de poursuite*.

50. TAILLE RÉELLE , est celle qui est due à cause des héritages qu'on possède dans une seigneurie , quoique le possesseur n'y fasse pas sa demeure. En cessant de posséder l'héritage , on n'est plus sujet à cette taille. La taille réelle n'est pas au nombre des droits seigneuriaux ordinaires , elle seroit purgée par le décret auquel le seigneur ne se seroit pas opposé pour la conservation de son droit.

51. TAILLE , SUBSIDE , IMPÔT. Cette matière est étrangère à l'objet de cet ouvrage ; on peut cependant observer , par rapport à la noblesse , que son état

K k

emporte une entière exemption des tailles, & que cette exemption a même lieu lorsqu'ils font valoir leurs terres par eux-mêmes, en se conformant à l'édit de 1667, qui restreint ce privilège à une seule terre de l'exploitation de quatre charrues & dans la même paroisse. S'ils ont des héritages ailleurs, ils sont tenus de les affermer à des gens taillables, autrement ils seroient imposés à la taille comme un fermier qui exploiteroit ces héritages.

52. Lorsqu'un gentilhomme est imposé à la taille, il ne peut se dispenser de payer son taux par provision, mais il doit attendre la contrainte, & ne payer qu'aux protestations de se faire rayer, & de répéter.

53. Aussi-tôt après son imposition, il doit se pourvoir directement à la cour des aydes, y appeler de son taux, demander que son appel soit converti en opposition, & y faisant droit, qu'il sera rayé & biffé du rôle, maintenu en sa qualité d'écuyer, & dans la jouissance des privilèges de la noblesse.

54. On peut encore prendre un autre parti; c'est de demander commission à la cour des aydes pour faire assigner les habitants de la paroisse en laquelle demeure le gentilhomme, pour voir dire qu'il sera rayé du rôle, déchargé de son taux, & que défenses seront faites, &c.

55. L'un ou l'autre de ces deux partis est plus sûr & plus court que de s'adresser aux élections. En fait de noblesse on peut passer par-dessus le premier degré de juridiction, qui est l'élection. La raison est que les sentences des élus ne peuvent établir la qualité de noble & d'écuyer, si elles ne sont confirmées en la cour des aydes; conséquemment il n'y a nulle raison d'engager les parties à faire des frais inutiles en procédant aux élections.

56. On a agité la question de sçavoir,

si un gentilhomme qui épouse la veuve d'un fermier, est imposable à la taille? Si la veuve que le gentilhomme épouse est commune avec lui, & continue l'exploitation de son défunt mari, sans doute le gentilhomme est imposable à cause de la part qu'il a dans l'exploitation comme chef & maître de la communauté. Si au contraire il n'y a point de communauté, la raison de l'imposition cesse à l'égard du gentilhomme, qui n'a aucune part dans l'exploitation que fait cette femme; mais cette femme doit être imposée personnellement tant qu'elle fera valoir le bien d'autrui; autrement cela dégèneroit en abus: & ici doit cesser la maxime, qu'une femme en puissance de mari ne peut faire chef de famille, & que par conséquent elle ne peut être imposée. La raison est, qu'il seroit contre l'équité de priver les habitants de la taxe que cette veuve portoit auparavant son mariage, à raison de l'exploitation qu'elle faisoit du bien d'autrui. Voyez le mémorial alphabétique des tailles, verbo Nobles.

57. TAILLABLE, se dit de ceux qui paient la taille, de quelque espèce qu'elle soit.

58. TAILLABLE HAUT ET BAS. Dans les coutumes serves, on appelle ainsi ceux qui paient la taille seigneuriale à la volonté & discrétion du seigneur. Voyez Bourgogne-Duché, article 97; Comté, art. 101. Ragueau, dans son indice sur ce mot, rapporte un arrêt du parlement de Paris du 24 novembre 1542, qui adjuge à Jean Chevrier, seigneur de Chouday en Berry près Issoudun, le droit de taille haut & bas; mais cette taille n'a plus lieu.

59. TAILLABLE HÉRITAGE, est celui qui rend le tenancier sujet à la taille seigneuriale: c'est une taille réelle ainsi que la corvée réelle, & se gouverne par les mêmes principes, c'est-à-dire que quiconque, noble ou rotu-

rier, possède un héritage taillable, doit la taille. *Voyez* Bourgogne-Duché, art. 11; Bourbonnois, art. 349, 489, 490.

60. TAILLABLE MORTAILLABLE, est le serf qui, pendant sa vie, paie la taille, & qui, après sa mort, laisse sa mortaille, c'est-à-dire, sa succession au seigneur. *Voyez* Mortaille, Serf, Servitude.

61. TAILLIS. *Voyez* Bois taillis.

* 62. TASQUE, est un droit que le seigneur lève au temps de la moisson sur les gerbes de bled & sur les autres fruits qui y sont sujets, suivant les titres ou la possession; c'est pourquoi il est appelé *glebalis functio*, *gleba canon*. *Voyez* ci-dessus, *verbo* Agrière.]

63. TAUREAU BANNAL. La bannalité du taureau appartient, comme les autres bannalités, aux seigneurs qui ont titre ou possession. Le droit consiste à avoir un taureau pour couvrir les vaches, en se faisant payer le droit réglé par le titre ou par l'usage. *Voyez* Bacquer, *des droits de justice*, chap. 29.

64. TAVERNAGE : ce droit consiste en une amende qui est due au seigneur par les taverniers quand ils ont vendu le vin à plus haut prix qu'il n'a été taxé par le juge des lieux. Cette amende de tavernage a principalement lieu en Normandie, *voyez* le chap. 16 de cette coutume. Une ancienne coutume de Normandie manuscrite, première partie, dit « L'amende » de cette manière d'action est appelée » *tavernage*, & est pour refrener & » pour ôter la convoitise des taver- » niers. L'amende del tavernage fut esta- » blie par l'outrage de leur vente, afin » que le commun peuple ne fût grevé... » Dans d'anciennes chartes de l'abbaye de Fescamp, & de quantité d'autres seigneuries, il est fait mention du droit de tavernage. *Voyez* le glossaire de Ducange, *verbo* *Tabernagium*.

65. TÉMOINS. *Voyez* Bornes.

66. TEMS dans lequel on doit faire la foi & hommage, donner l'aveu & dénombrement, intenter l'action en retrait féodal ou censuel. *Voyez* chacun de ces articles.

67. TENANCIER, se dit du propriétaire utile de quelque héritage qui relève d'un seigneur, en fief ou en roture. *Tenancier* se dit encore de celui qui possède à titre emphytéotique, qui, sur ces héritages, paie cens, rentes foncières & seigneuriales.

68. TENANTS ET ABOUTIS-SANTS. Dans les reconnoissances nouvelles des cens & rentes seigneuriales, il est très-important de se faire donner les tenants & aboutissants des héritages sujets aux cens & rentes, c'est-à-dire, les héritages contigus qui les entourent du midi, du septentrion, du levant & du couchant, avec déclaration des noms des propriétaires à qui ces héritages appartiennent.

69. Quand on saisit réellement des rotures avec des fiefs, il faut, à peine de nullité, tant dans la saisie que dans les criées, déclarer les rotures par le menu & par tenants & aboutissants. A l'égard des fiefs, il suffit de les déclarer par leurs appartenances & dépendances. *Voyez* l'art. 345 & le suivant de la coutume de Paris.

70. TENEMENT, TENURE, TENEUR, TENANCHE. En général dans les coutumes, & dans les vieux titres, ces mots signifient les héritages qui relèvent en fief de quelque seigneur. *Voyez* Artois, art. 125, & plusieurs autres.

71. Dans l'ancienne coutume de Normandie, titre 28 *des tenures*, on trouve *franc tenement*, & *tenure à volonté*. La coutume explique l'un & l'autre de cette façon « Un franc tene- » mens sont tenus sans hommage & sans » parage en fief lay, & est fait par com- » position qui est faite entre autres per-

» sonnes , si comme un homme a vingt
 » sols de rente sur un fief , & en donne
 » à un autre dix sols , & en retient les
 » autres dix sols , & hommage , cil qui
 » tient le fief ne fera pas hommage à
 » autre ; car il tient pour un sol hom-
 » mage , & telle teneur est appelée
 » *volontaire* , pour ce qu'elle est faite par
 » la volonté à celui qui baille , & par
 » celle à celui qui reçoit , & non pas de
 » volonté d'héritage ».

72. Dans les coutumes d'Anjou , du Maine , de Touraine & Lodunois , le tenement est tout autre chose que ce qu'on vient de dire ; dans ces coutumes , le tenement est une espèce de prescription qui s'acquiert par l'acquéreur d'un héritage ; quand il l'a possédé pendant cinq ou dix ans paisiblement & sans interruption , il l'a purgé de toutes charges , rentes & hypothèques constituées sur l'héritage , si ce n'est qu'il n'eût été donné à la charge desdites rentes & hypothèques , ou qu'il fallût prescrire contre le seigneur du fief , contre lequel , de droit commun , il n'y a point de prescription.

73. Cette prescription n'a cependant pas lieu de la même façon dans les coutumes dont nous venons de parler. En Anjou & dans le Maine , l'acquéreur se peut défendre par le tenement de dix ans contre toutes hypothèques créées avant trente ans , & par le tenement de cinq années contre toutes celles qui sont créées depuis trente ans.

74. En Touraine & dans le Lodunois , l'acquéreur se peut défendre par le tenement de cinq ans contre les acquéreurs de rentes constituées , dons & legs faits depuis trente ans. Mais à l'égard des autres dettes hypothécaires contractées avant ou depuis trente ans , elles ne sont point sujettes au tenement.

75. Le tenement , dans son origine , n'étoit autre chose que la saisine ou la possession d'an & jour ; mais comme

cette prescription étoit trop courte , on l'étendit à plus longues années. Au surplus , voyez la dissertation de M. de Laurière sur le tenement de cinq ans ; un arrêt rapporté au *journal des audiences* , tom. 5 , liv. 13 , chap. 7 ; Dupineau , nouvelle édit. chap. 11 , arrêt 7.

76. TENDRE LE GIRON , en matière de retrait féodal , c'est quand l'acquéreur reconnoît le retrayant , acquiesce à sa demande , lui fait signifier qu'il est prêt de recevoir le sort principal porté par son contrat. Voyez Peronne , art. 241. Voyez Retrait.

77. TENDRE ET THÉSURIER AU DOMAINE D'AUTRUI. Dans certaines coutumes , lorsqu'il y est traité de la chasse , c'est tendre des filets pour prendre du gibier. Selon M. Menage , ces deux mots sont synonymes. Voyez Anjou , art. 35 , le Maine , art. 39 , 162.

78. TENIR EN SA MAIN. Dans la coutume de Berry , quand le seigneur dominant saisit le fief de son vassal faute de foi & hommage & de droits non payés , il peut tenir le fief en sa main , c'est-à-dire , l'exploiter & faire les fruits siens , jusqu'à ce que le vassal ait fait son devoir & payé les droits. Voyez les art. 24 & 25 du titre 5 de ladite coutume.

79. TENSEMENT. Dans les anciennes chartes on trouve assez souvent ce mot , qui signifie une rente imposée sur un héritage après le cens. Cette rente ainsi imposée ne peut point être seigneuriale , si le titre de la création n'y est précis. Voyez le glossaire du droit françois sur ce mot , & les anciennes chartes qui y sont citées.

80. TENUES NOBLES , en matière féodale , ce sont les fiefs qu'on tient ligement & sans moyen. Dans la coutume de Bretagne , tit. 17 , ce sont des fiefs qui sont à ligence , ou du juvigneur d'aîné en parage & ramage , ou en juvignerie sans parage.

81. TENURE BRISEE , PLAINTÉ DE

coutume de Hainault on appelle ainsi l'action en matière possessoire, la complainte de nouvelleté. *Voyez* les chap. 53, 56, 58 & 59 de ladite coutume.

82. TERCEAU (droit de). Il est connu dans la coutume de Chartres. Il consiste dans une certaine quantité de vin que, lors de la vendange, le seigneur prend dans les cuves & celliers de ceux qui doivent ce droit; & avant de tirer leur vin, les débiteurs doivent avertir le seigneur ou ses préposés, à peine de soixante sols d'amende. *Voyez* l'art. 113 de la coutume de Chartres.

83. TERRAGE. *Voyez* Agrier, Champart. Il y a quelques endroits où la petite leyde, dont nous avons traité en son lieu, s'appelle *terrage*, parce que ce droit se lève sur les marchands qui étalent leurs marchandises par terre dans les places des foires & des marchés. *Voyez* Freminville, t. 4, p. 193.

84. TERRAGEAU: c'est le seigneur qui lève le terrage. *Voyez* Blois, art. 41, 42. Dans Artois il s'appelle *terrageur*, voyez l'art. 63. Dans Blois, art. 132, 133, on dit encore, *grange terrageau*, pour signifier la grange où on doit porter le terrage.

85. TERRAGER, c'est lever le terrage. *Voyez* Poitou, art. 64.

86. TERRAGERIE: c'est l'étendue du terrain sur lequel se lève le terrage. *Voyez* Poitou, art. 64, 75, 191.

87. TERRAGIER, se dit & de celui qui doit le terrage, & de la terre qui est sujette à ce droit. *Voyez* Berry, art. 24, 26 & 27.

88. TERRE, signifie, 1°. une grande étendue de pays; 2°. un canton, une contrée, une seigneurie, un fief; 3°. un simple domaine, un héritage, un champ.

89. TERRE ALLODIALE, sont celles qui sont tenues en franc-aleu, qui ne doivent aucune espèce de devoirs, droits féodaux ou censuels. Les aleux sont sans

doute les biens les plus précieux qu'on puisse avoir. *Voyez* Aleu, Allodial.

90. TERRE EMBLAVÉE, sont des terres chargées de bled qui est déjà levé; & quand le bled n'est pas encore levé, on les appelle *terres ensemençées*. Il n'est point permis aux seigneurs, ni à tous autres, de chasser dans les terres ensemençées & emblavées. *Voyez* Chasse.

91. TERRE GASTES: ce sont terres qui n'ont jamais été cultivées, & qui servent de paccages communs. La jurisprudence du parlement de Provence est, que les herbages des terres gastes appartiennent aux habitants, & qu'il n'est point permis aux seigneurs de défricher ou de vendre la terre gaste. *Voyez* un arrêt du 15 mars 1561, rapporté par Boniface, tom. 4, liv. 3, tit. 1, ch. 3; un autre arrêt rapporté par le même auteur, chap. 1, *loco citato*, fait défenses au sieur Martin, de défricher les terres gastes, conformément aux arrêts de la cour; le maintient par provision au droit d'en jouir comme les autres habitants; ordonne cependant que Martin fera preuve qu'il est en possession immémoriale de jouir de la terre gaste déclarée dans son tenement, & d'en vendre les herbages.

92. TERRE SEIGNEURIALE: c'est celle qui a fief & justice, tous les droits qui en dépendent, & quelquefois un titre d'honneur attaché, comme ceux de comté, marquisat, duché.

93. TERRIER. *Voyez* Papier terrier, Lettres de terrier, Vérification, Clôture de terrier, Commissaire à terrier.

* 94. TERRITOIRE. Ce terme signifie l'étendue des terres qui dépendent d'une seigneurie ou d'une justice.

95. Suivant la loi 239, §. 8, ff. de verb. sign. *territorium ab eo dictum est, quod magistratus jus ibi terrendi habeat*. D'autres le font dériver du mot *TERRA*, *terra autem à terendo dicitur, & inde locus, qui propè oppidum relinquitur*;

territorium appellatur, quodd maximè terratur. Varro, lib. 4, de ling. lat. Ce n'est en effet que dans ce sens qu'on peut appliquer le mot de *territoire* à l'étendue d'un fief ou d'une seigneurie directe.

96. Quoi qu'il en soit de l'étymologie de ce terme, les auteurs tiennent communément que le seigneur haut justicier, en conséquence du droit de territoire, est fondé à prétendre la justice, la seigneurie directe, & même le domaine utile de tout ce qui y est renfermé. *Item omnia quæ sunt in territorio seu districtu alicujus domini, censentur esse de suo feudo, dominio, & etiam de suâ jurisdictione*, dit Masuer, tit. de judicibus, §. *item omnia*. Ce qui néanmoins ne doit s'entendre de la seigneurie directe & du domaine utile, que dans le cas où il ne paroît point d'autre seigneur direct, & où les fonds ne sont possédés par personne; car le droit de territoire ne fournit au seigneur haut justicier qu'une présomption qui s'évanouit par l'existence d'un seigneur direct & des possesseurs des fonds situés dans son enclave. On tient même dans les pays de franc-aleu, que le seigneur haut justicier ne peut prétendre la seigneurie directe par le seul titre de sa haute justice, & s'il n'est fondé au moins en une reconnaissance. A l'égard de la justice, il n'y a rien à en excepter, si ce n'est les terres annexées à une pairie, lesquelles, quoique situées dans le territoire d'un seigneur haut justicier, suivent néanmoins toujours la justice de la pairie.]

97. TESTAMENT. Si les serfs peuvent faire des testaments au préjudice de leurs seigneurs, voyez Serf.

98. THEAM, dans les vieilles chartes, signifie *suite de serf*. Theam, dit un ancien auteur feudiste, *est regale privilegium, quo qui fruitur, habet villam & propaginem, id est potestatem habendi*

villanos in feudo aut manerio suo cum eorum sacris & catallis ubicumque fuerint; excepto quodd si aliquis in aliquâ villâ privilegiatâ manserit . . . eo ipso à villenageo est exemptus. Voyez le glossaire de Ducange.

99. TIERCE-FOI, TOMBER, VENIR EN TIERCE FOI. Un fief tombe en tierce-foi, quand celui qui l'a acquis en fait la foi, lorsqu'après lui son héritier la fait en second lieu, & lorsqu'ensuite le fief passe à un autre héritier qui doit la faire pour la troisième fois. Il n'y a que les fiefs qui puissent tomber en tierce-foi, car pour les autres héritages nobles dont la foi n'est plus due pour avoir été changée en quelqu'autre devoir, quand ils ont essuyé les mutations dont nous venons de parler, on dit *qu'ils sont tombés en tierce-main*. Voyez Tours, art. 297, 298, 299, 314; Lodunois, chap. 92, art. 2, 3, 4, 17; chap. 31, art. 6; chap. 32, art. 2; Anjou, art. 255, 256, 267, 279; le Maine, art. 273, 274, 285, 296; Saint-Aignan, art. 16; Chabris, art. 16.

100. Quand les héritages tenus à franc devoir tombent en tierce-main, ou les fiefs en tierce-foi, ils se partagent noblement, même entre roturiers. C'est un reste de l'ancien droit féodal, suivant lequel un roturier étoit réputé noble tant qu'il demouroit dans son fief, & acquéroit enfin la noblesse lorsqu'il y avoit demeuré long-temps. Boutillier prétend que c'est ce qui a fait imaginer le droit de franc-fief. Voyez le glossaire du droit françois.

101. TIERCER LE CENS: c'est quand, par exemple, pour un cens de vingt sols, le sujet doit trente sols de lods & ventes au seigneur censuel aux mutations qui produisent ce profit. Voyez Chateaufort, art. 13; Chartres, art. 11; Dreux, art. 9.

102. TIERS-DÉTENTEUR, TIERS-POSSESSEUR, se dit de celui qui a acquis

un héritage chargé d'un cens, affecté & hypothéqué à une rente, de celui qui étoit propriétaire du fonds avant lui, & qui avoit reconnu le cens ou la rente.

103. Dans presque toutes les coutumes le cens est imprescriptible par celui qui l'a reconnu; mais dans quelques-unes il est prescriptible par le tiers-détenteur. *Voyez* Berry, tit. 12, art. 14; Nivernois, art. 6; Bourbonnois, art. 22, 32; Auxerre, art. 187.

104. Mais si le tiers-détenteur a lui-même reconnu le cens, il ne peut plus le prescrire. *Voyez* Louet, lett. A, fom. 7; Bouguier, lett. D, n. 4; l'art. 103 de la coutume de Paris.

105. TIERS ET DANGER : c'est un droit qui, dans la province de Normandie, appartient au Roi, ou à quelques seigneurs sur les bois possédés par leurs vassaux.

106. *Tiers & danger* sont deux droits, quoiqu'ils paroissent n'en faire qu'un : le tiers est la tierce partie du bois vendu, ou du prix d'icelui; le danger est la dixième du même prix. Cette explication est conforme à celle que donne l'article 3 du titre 23 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669. Ainsi, dit cet article, si une adjudication est faite de 30 arpents de bois pour une somme de 300 livres, il y aura 10 arpents, qui est le tiers de 30, pour le droit de tiers; & pour celui de danger trois arpents qui sont le dixième de 30. Enfin dans les bois sujets au tiers & danger, de 30 portions, le Roi ou le seigneur en prennent 13.

107. Le droit de tiers & danger est imprescriptible, il est universel sur la Normandie; cependant Saint-Yon, page 327, observe que dans cette province il y a des bois où le Roi n'a que le tiers, sans danger; & d'autres où il n'a que le danger, sans tiers.

108. L'article 7 du titre 23 de l'ordonnance de 1669, exempté encore des

droits de tiers & danger les bois plantés à la main, & les morts bois énoncés en la charte normande accordée par Louis Hutin en 1315, en justifiant par les propriétaires que les bois ont été plantés à la main avant ou depuis l'ordonnance de 1669, & rapportant titres authentiques pour prouver qu'ils n'ont pas coutume de payer le tiers & danger des morts bois.

109. Les morts bois* contenus en la charte normande sont de neuf espèces, sçavoir, faulx, marfaulx, épine, puisne; seur, aulnes, genets, geneve & ronces; les propriétaires des bois sujets au tiers & danger y peuvent prendre par leurs mains & pour leur usage de ces neuf espèces de bois; l'article 5 du titre ci-dessus y joint en outre le bois mort en cime & racine, ou gisant.

110. Le propriétaire ou possesseur des bois tenus à tiers & danger, ne peut couper aucuns arbres, ni vendre sa portion, sans la permission du Roi, ou du seigneur qui a le tiers & danger. Si cependant le propriétaire a besoin pour urgentes réparations vérifiées par les officiers des maîtrises, de quelques arbres, il doit se les faire marquer & délivrer par le grand-maître, qui en même temps en fera abattre & vendre au profit de sa majesté jusqu'à concurrence des droits qui lui reviennent dans les bois qui auront été délivrés au propriétaire.

111. Les bois sujets au tiers & danger envers le Roi doivent être vendus avec les mêmes solemnités que celles prescrites pour la vente des autres bois appartenant à sa majesté, & lors de la coupe il lui est loisible de prendre ses droits en argent, ou en espèces de bois dans l'endroit le plus profitable.

112. Les amendes & confiscations prononcées pour délits commis dans les bois de tiers & danger appartiennent en entier au Roi; mais dans les resti-

tutions & dommages & intérêts , les possesseurs y ont les mêmes parts qu'ils ont coutume d'avoir dans les ventes.

113. A l'égard des chablis , c'est-à-dire , des arbres abattus , déracinés , rompus par les vents & les orages , ils doivent être vendus en la même manière que les chablis des autres bois du Roi ; & sur le prix , sa majesté prend treize parts de trente. Quant aux droits de chasse , de justice , de paillon & de glandée , ils appartiennent encore en entier à sa majesté , privativement à tous autres , s'il n'y a titre contraire , dit l'article 1 du titre 23 de l'ordonnance de 1669. *Voyez* les autres articles de ce titre ; la conférence de Galon sur le même.

114. TIERS-DENIER (droit de). Il est dû au seigneur bordelier à la vente de l'héritage tenu en bordelage , & consiste dans la tierce partie du prix de la vente. *Voyez* Nivernois , tit. 4 , art. 58 , 70 : tit. 6 , art. 2 & 25 : tit. 24 , art. 10.

115. TIERS-ÉTAT. On appelle ainsi en France cet ordre de sujets qui ne sont ni ecclésiastiques ni nobles ; c'est le peuple , le dernier des trois corps qui composent les états généraux du royaume.

116. Dans les assemblées de la nation , sous la première , la seconde race , & même assez avant sous la troisième , les états du royaume n'étoient tenus que par les barons & les prélats , le peuple n'y avoit aucune part , parce qu'alors il étoit presque par-tout dans la servitude. Or le serf qui n'a ni volonté , ni la libre disposition de ses biens & de sa personne , est par-tout nul , & ne peut figurer dans des assemblées libres. Tel étoit l'état du peuple en France dans les temps dont nous venons de parler. *Voyez* Serfs.

117. On fixe au règne de Louis le Gros l'époque des premiers affranchisse-

ments généraux en France ; cet événement si remarquable y ramena en assez peu de temps la liberté parmi le peuple. *Voyez* Affranchissements. Le peuple affranchi du joug de la servitude , forma , en moins d'un siècle & demi , au milieu de la France un corps considérable d'hommes libres , gouverné par des loix & des magistrats qui n'avoient plus aucune dépendance des seigneurs. La politique de nos Rois , toujours attentive à diminuer la puissance de ces derniers , favorisa , autant qu'elle put , le retour de la liberté , & se servit très-utilement des forces du tiers-état pour contrebalancer celles du corps ecclésiastique & de la noblesse. Le peuple fut alors admis dans les états généraux du royaume , comme faisant une partie importante de la nation , & nécessaire pour la représenter en entier. Les auteurs remarquent que ce fut sous Philippe le Bel que le tiers-état , pour la première fois , fut admis aux états généraux en 1255 ou environ. Depuis , le tiers-état y a toujours eu entrée. *Voyez* l'abrégé chronologique de l'histoire de France par M. le président Henault , à l'année 1255 & suiv. Depuis 1614 on n'a plus tenu d'états généraux ; ces assemblées difficiles à réunir , lentes dans leurs délibérations , excessives dans leurs demandes , ne remédioient plus à rien , elles sont devenues inutiles ; tous les ordres du royaume , également protégés par les loix , n'ont plus eu l'occasion de porter aux pieds du trône des doléances que la sagesse du gouvernement sçait toujours prévenir & apaiser.

118. TIMBRE. On appelle ainsi tous les ornements que les gentilshommes & les seigneurs mettent au-dessus de l'écusson de leurs armes. La différence de ces ornements marque les différents degrés de noblesse & de dignités dont chacun est décoré. Les simples gentilshommes surmontent leurs écussons d'un

— un casque ou heaume, les gentilshommes titrés, les comtes, les marquis, les ducs, au lieu du casque, emploient une couronne; on reconnoît les différens degrés de noblesse des gentilshommes à la matière de leurs casques, s'ils sont d'or, d'argent ou d'acier; à la façon dont ils sont posés, s'ils sont de face ou de profil. *Voyez* Heaume. De même on reconnoît les titres de dignité dont un gentilhomme est revêtu, à la couronne qu'il met sur l'écusson de ses armes. *Voyez* Couronne.

119. TIRAGE (droit de). *Voyez* Assise (droit d').

120. TITRES, en matière de droits seigneuriaux, ce sont tous les actes qui concernent la propriété d'un fief, d'une seigneurie, & de tous les droits utiles & honorifiques qui en dépendent.

121. Les plus importants de ces titres sont les titres primordiaux, tels que les concessions de fief, les actes d'inféodation, les baux à cens, à emphytéoses, les consentemens généraux des habitants pour les bannalités, les érections de terre en dignité, les concessions de justice, de droits de pêche dans les rivières navigables, de noblesse, &c.

122. Souvent il seroit impossible aux seigneurs de rapporter leurs titres primordiaux, mais souvent ils peuvent y suppléer par des titres de possession, tels que les terriers, les aveux & dénombremens, les lièves en forme, les reconnoissances des censitaires, emphytéotes & justiciables, des prohibitions, des proclamations qui ont eu leur exécution, des arrêts, des jugemens qui ont confirmé leurs droits, &c.

123. Il est de la plus grande importance aux seigneurs d'avoir toujours leurs titres en bonne règle, & d'en renouveler souvent la vigueur. *Voyez* Papier terrier, Inventaire de titres.

124. Lorsque le titre primordial paroît, il faut toujours le suivre de la part

Partie II.

du seigneur, qui ne peut augmenter le droit porté au titre; s'il le fait, c'est une surcharge blâmable qui ne peut nuire au censitaire. *Voyez* Surcharge. D'un autre côté, le censitaire ne peut point prescrire le fonds du droit contre le titre, il ne peut prescrire que la quotité. *Voyez* Cens, Prescription.

125. On ne peut être forcé de fournir des titres préjudiciables contre soi; cependant le fisc & les seigneurs féodaux sont en droit de les demander à ceux qui voudroient les soustraire. Par arrêt du 21 février 1527, les religieux de Fescamp furent condamnés à communiquer à leurs parties adverses des titres qui étoient dans le trésor de leur abbaye; c'est ce qui se pratique lorsque les parties ont un intérêt réciproque, & lorsque le demandeur offre d'affirmer qu'il est dans la bonne foi. *Voyez* la bibliothèque canonique, tom. 2, pag. 231, col. 1.

126. Dans les coutumes régies par la maxime *nulle terre sans seigneur*, c'est au tenancier à rapporter le titre de sa libération. Au contraire, dans les coutumes allodiales, c'est au seigneur à justifier du titre en vertu duquel il prétend un droit. *Voyez* Coutumes.

127. En fait de partage, les titres anciens, comme les papiers terriers, font foi. *Voyez* Mornac, l. 11, ff. *finium regendorum*.

128. Un titre ancien, rongé des rats & gâté, s'il ne l'est aux endroits substantiels, ne laisse pas de faire foi. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Grenoble du 2 mars 1546. *Voyez* M. Expilly, arrêt 24.

129. Les titres simples & sans solennités, tels que sont les anciennes chartres, sont sans doute dignes de foi, & forment autorité, & méritent la provision au demandeur. *Voyez* un arrêt du 21 avril 1551 en faveur de la reine Catherine de Medicis, comtesse de

L I

Clermont, contre l'évêque du lieu, rapporté par Papon, liv. 12, tit. 5, n. 21.

130. Quand on ne peut pas représenter un titre qui est perdu, il suffit de rapporter quelqu'acte en justice où il est fait mention de ce titre, & d'y joindre la possession. *Voyez* Taisand sur la coutume de Bourgogne, tit. 13, art. 5, n°. 3.

131. Quand il est question de droits dus sur un terrier jouxté, limité & circonscript, le seigneur n'est point tenu de rapporter au tenancier un titre, il suffit de rapporter des inféodations, des reconnoissances données sur ce terrain, & de prouver que la terre du tenancier y est enclose; alors ce dernier est tenu de payer les mêmes droits que ses circonvoisins, s'il ne justifie d'un titre d'affranchissement. *Voyez* la Roche-Flavin, *des droits seigneuriaux*, chap. 1, art. 3; la bibliothèque de Bouchel, *verbo* Reconnoissance.

132. TITRE NOUVEL, est un acte passé pardevant notaire, par lequel un particulier reconnoît que les héritages qu'il possède sont sujets à tels & tels droits envers tel & tel seigneur.

133. Tout nouveau possesseur, après l'exhibition de son titre, tout nouvel acquéreur, après celle de son contrat & le paiement des arrérages échus, peut être contraint de passer titre nouvel du même cens & autres droits, & d'en donner reconnoissance au terrier de la seigneurie; mais le seigneur ne le peut contraindre par saisie, mais seulement par action. *Voyez* Brodeau sur la coutume de Paris, art. 74, n°. 17.

134. Le titre nouvel peut se demander toutes les fois qu'il y a mutation de débiteur; il peut aussi se demander à chaque mutation de propriété des héritages sujets au cens & autres droits seigneuriaux. Il est même un cas où le seigneur peut exiger un titre nouvel, quoi-

qu'il n'y ait point de mutation de tenancier, c'est lorsque le titre est prêt de prescrire. A l'égard des mutations de la part des seigneurs, elles ne leur donnent pas lieu de demander titre nouvel. Le seigneur féodal ne peut demander que la foi & hommage. *Voyez* Proclamation.

135. Le tiers-détenteur est obligé de passer titre nouvel afin d'interrompre la prescription, sur-tout dans les coutumes, comme Berry, où le cens se prescrit par le tiers-détenteur; mais ce titre nouvel n'empêche pas le tiers-détenteur de déguerpir, s'il le juge à propos. *Voyez* Brodeau sur la coutume de Paris, art. 101, n. 7 & 8.

136. Le possesseur & détenteur d'un héritage sujet à un cens, ou autre droit seigneurial, peut être contraint de passer titre nouvel & reconnoissance du cens & autres droits, quoiqu'il ne soit héritier, successeur ou ayant-cause de celui qui a consenti le cens; il suffit qu'il soit détenteur de l'héritage sujet au cens. *Voyez* Papon, liv. 13, tit. 2, n°. 18. Le même auteur, au même endroit, n°. 21, enseigne que celui qui est condamné à payer un cens ne peut se dispenser d'en passer titre nouvel. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Paris en la troisième chambre des enquêtes le 4 août 1551.

137. Le titre nouvel doit toujours être fourni aux frais du tenancier; Denisart atteste que c'est la jurisprudence du châtelier. Si cependant le tenancier avoit reconnu, & si depuis sa reconnoissance jusqu'au temps où le seigneur demande titre nouvel, il n'y avoit pas un temps suffisant pour craindre la prescription, & si le seigneur vouloit renouveler son terrier, en ce cas le titre nouvel se passeroit aux dépens du seigneur. *Voyez* Dumoulin sur l'art. 178 de la coutume de la Marche; sur celle du Maine, art. 8; Poitiers sur l'art.

393 de la coutume de Bourbonnois ; Coquille sur l'art. 8 du titre *des rentes* de la coutume de Nivernois ; le même en son institut, titre de *plusieurs droits seigneuriaux*.

138. Un seul titre nouvel, quand le titre primordial ne paroît pas, ne peut suffire pour prouver la directe seigneurie, si le titre nouvel n'est suivi de prestations pendant trente ans. *Voyez* la Thaumassière, du *franc-aleu*, chap. 12 ; Bouguier, lett. T, n. 6.

139. Le titre nouvel doit être conforme au titre primordial, on ne peut y rien augmenter de la part du seigneur, ni rien diminuer de la part du censitaire. *Voyez* Guy-Pape, quest. 272. *Voyez* Surcharge.

140. C'est une maxime certaine, & d'un usage général, que le titre qui étoit exécutoire contre un défunt, ne l'est pas contre ses héritiers ou représentants, s'il n'est déclaré tel par un jugement. *Voyez* l'art. 168 de la coutume de Paris. Mais ce jugement devient inutile si l'héritier ou représentant passe un titre nouvel en bonne forme, par lequel il consent que le titre qui étoit exécutoire contre le défunt, le soit pareillement contre lui. Au surplus, *voyez* Reconnoissance.

141. TITRES DE FAMILLE : en partage entre nobles, ils doivent être confiés à l'aîné de la maison comme le chef de la famille ; mais il est de la prudence d'en faire un fidèle inventaire, que chacun des puînés doit avoir, pour prendre par la suite communication des titres dont il pourra avoir besoin, & qui concerneront son lot. *Voyez* Belor-deau en ses observations forenses, liv. 1, part. 1, art. 29.

142. TOLT ET DONNE. Ces mots sont employés dans l'art. 340 de la coutume de Bourbonnois, pour signifier que les inondations des rivières peuvent tantôt augmenter & tantôt diminuer le

domaine du seigneur haut justicier ; ce qui se fait quand une inondation détache du rivage un tertein ; ce terrain devenu île, lais de rivière, appartient au seigneur haut justicier. Mais si par la suite une autre inondation rejoint l'île au rivage, alors le terrain retourne à son ancien propriétaire, lorsque cependant la motte ferme est, pour lui, conservatrice de propriété, au terme de l'art. 342. Suivant cet article " " . . . motte ferme est conservatrice au " seigneur propriétaire & très-foncier ; " en telle manière que si la rivière noie " & inonde une partie de l'héritage " d'aucun seigneur, la partie qui demeure en terre ferme, non inondée, " conserve droit au propriétaire en la " partie inondée ; tellement que si la " rivière, par trait de temps, laisse la " dite partie inondée, le seigneur propriétaire la reprendra, & ne sera en " ce cas au seigneur haut justicier ". C'est de cette façon que la rivière tolt & donne au seigneur haut justicier. *Voyez* Motte ferme.

143. TOMBE, TOMBEAU. *Voyez* Sépulchre.

144. TONAIGES, TALAIGES & GRASSELLAIGES : c'étoit des droits que quelques seigneurs particuliers levoient induement sur ceux qui, par ordre du Roi, ramassoient des pailletes d'or dans quelques rivières & montagnes du Languedoc ; le mandement adressé aux maîtres des monnoies pour arrêter cet abus est rapporté par Constans, dans son *traité de la cour des monnoies*, pag. 64 ; l'auteur observe qu'on trouvoit par an dans ces montagnes & dans ces rivières jusqu'à six cents marcs d'or.

145. TONLIEU ou TONNELIEU : c'est un droit seigneurial qui, dans plusieurs coutumes, est dû par les vendeurs & les acheteurs, de ce qu'ils vendent & achètent aux jours de foires & de marchés. Dans la coutume de

Boulenois , art. 35 , le droit de *tonlieu* est de quatre deniers pour le vendeur , & autant pour l'acheteur , de chaque bête chevaline , ou de chaque bœuf & vache ; d'un denier pour chaque bête blanche , savoir une maille pour le vendeur & autant pour l'acheteur ; & pour chaque pourceau d'un denier pour le vendeur , & autant pour l'acheteur. Ces droits doivent être payés dans le soleil couchant.

146. Dans quelques endroits , le tonlieu se paie encore pour les places nécessaires aux marchands , & à l'étalage de leurs marchandises dans les foires & les marchés ; & alors le tonlieu ne diffère pas des droits de *plassage* , *hallage* , *stelage* , & autres semblables dont nous avons parlé. Sur ce droit en général , voyez Normandie , ch. 7 ; Theroanne , art. 7 ; Bourbonnois , art. 129 ; Surenne , art. 4 ; Hainault , ch. 106 ; Montreuil , art. 24 , 26.

147. TOR ET VER. En Normandie , & dans quelques autres provinces , on appelle ainsi le taureau & le porc bannal. Voyez ces mots.

148. TOURNOI , étoit un divertissement guerrier inventé par les anciens chevaliers pour faire également preuve de leur galanterie pour les dames , & de leur adresse à manier les armes.

149. Les François ont été constamment les inventeurs des tournois , & c'est d'eux que les autres peuples de l'europe en ont appris les loix. Mais le temps de leur institution est fort incertain ; comme ils furent fort en usage dans le onzième siècle & les suivants , on a cru que Geoffroy de Preuilly , qui mourut en 1066 , en étoit l'inventeur ; mais , comme l'a remarqué l'abbé de Velly , il est probable qu'il n'a fait que perfectionner ces divertissements , & rédiger les loix qui régloient ces combats. Nithard raconte qu'à l'entrevue de Charles

le Chauve , roi de France , & de Louis son frere , roi d'Allemagne , à Strasbourg il y eut des combats à cheval entre les gentilshommes de la suite des deux princes pour donner des preuves de leur adresse dans les armes. D'un autre côté le pape Eugene II , qui vivoit au commencement du 9^e siècle du temps de Louis le Débonnaire , excommunia ceux qui alloient aux tournois , & les priva de la sépulture en terre sainte : preuve incontestable que l'origine des tournois a une époque beaucoup plus ancienne que celle du onzième siècle & de Geoffroy de Preuilly.

150. Rien n'égalait la magnificence des tournois ; on les annonçoit & on les faisoit avec la plus grande solennité , on n'y admettoit que des chevaliers ; si un gentilhomme mésallié ou deshonoré , à plus forte raison encore un roturier , eût eu l'audace de s'y présenter , on l'auroit chassé avec la plus grande ignominie.

151. Les tournois étoient un spectacle de galanterie , ainsi les dames y présidoient , c'étoit à leur tribunal qu'on jugeoit tous les incidents du combat , elles seules jugeoient du mérite des combattants , & leur distribuoient les récompenses & les prix qu'ils avoient mérités.

152. On ne se servoit dans les tournois que d'armes courtoises , c'est-à-dire , de lances , & d'épées dont les pointes étoient émoussées & recourbées ; malgré cela il arrivoit mille fâcheux accidents ; il n'a pas moins fallu que la mort tragique de Henri II pour faire abandonner à la noblesse ces gothiques divertissements.

153. Un seigneur turc qui , sous Charles VII , avoit assisté à un tournoi , dit fort ingénieusement , que *si c'étoit pour tout de bon , ce n'étoit pas assez ; que si c'étoit pour rire , c'étoit trop.*

154. TOURNOIS , monnoie. Voyez Patifs.

155. TRAITE (droit de). On trouve ce droit établi par l'art. 11 de l'ancienne coutume de Mehun en Berry ; il consistoit en deux deniers tournois qu'on prenoit sur chacun charroi de marchandises qui sortoit hors de la terre de Mehun. *Voyez* le glossaire du droit françois sur ce mot.

156. TRANSACTION. *Voyez* Lods & ventes.

157. TRAVERS (droit de). Dans quantité de coutumes, ce droit est seigneurial, de haute justice, & accordé aux seigneurs châtelains ; c'est la même chose que le *péage*, un droit que le seigneur perceoit sur les marchandises qui traversent sa seigneurie, à la charge d'entretenir en bon état de réparations les chemins, ponts & chaussées qui conduisent au détroit où on lève le péage. On trouve même dans les ordonnances & édits les mots de *péage* & *travers* joints ensemble. *Voyez* les art. 282 & 355 de l'édit de l'an 1579. Quant aux coutumes, *voyez* Senlis, art. 93, 105 ; Clermont, art. 229 ; Valois, art. dernier ; Amiens, art. 78, 80 ; Anjou, art. 43, 49 ; le Maine, art. 50, 57. *Voyez* Péage.

158. TRÈS-FOND, est la même chose que le fond d'un héritage, d'une seigneurie qui est propre à quelqu'un. *Voyez* Tours, art. 1. Le seigneur très-foncier d'une seigneurie est celui qui en est le propriétaire, & en cela est opposé à celui qui n'en est que l'usufruitier.

159. TRÉSOR. Dans les seigneuries, ou plutôt dans le château de la seigneurie on appelle le *trésor* l'endroit où on renferme les titres & papiers qui concernent la propriété de la seigneurie ; *voyez* Chartrier. Mais par *trésor* on entend communément un amas d'argent & autres matières précieuses qui étoient cachées, que le hasard fait trouver, & dont on ignore le propriétaire.

160. Le trésor est une espèce d'épave,

mais qui cependant n'appartient pas toute entière aux seigneurs hauts justiciers, & même ils n'y ont rien en pays de droit écrit ; le trésor trouvé dans le fonds d'autrui s'y partage par moitié entre celui qui l'a trouvé & le propriétaire du fonds dans lequel il a été découvert ; & celui qui le trouve dans son propre fonds en devient propriétaire. *Voyez* *leg. unic. cod. de thesau.* Cette jurisprudence est générale dans tous les parlements de droit écrit.

161. Dans le pays coutumier, les choses se passent différemment ; comme les loix qu'on y observe viennent, pour la majeure partie, des seigneurs, ils n'ont pas oublié de s'attribuer une portion dans les trésors qui se trouvent dans leurs seigneuries.

162. En pays coutumier, la règle ordinaire est, que le trésor qui est trouvé par le propriétaire dans son fonds, se partage par moitié entre lui & le seigneur haut justicier du lieu où il est trouvé. A l'égard de celui qui est trouvé dans le fonds d'autrui, il se partage en trois portions égales, dont la première est pour le propriétaire du fonds, la seconde pour celui qui a trouvé le trésor, & la troisième pour le seigneur haut justicier. *Voyez* Chopin, *du domaine*, liv. 2, tit. 5, n. 11 ; Bacquet, *des droits de justice*, chap. 2, nomb. 10 ; chap. 32 ; le Bret en son *traité de la souveraineté*, liv. 3, chap. 6.

163. Il y a cependant un cas où celui qui a trouvé un trésor dans le fonds d'autrui, n'y a aucune part ; c'est quand il y a fouillé à son insçu & sans sa participation ; alors le trésor se partage entre le propriétaire & le seigneur haut justicier. On ne favorise pas le dessein de celui qui, par desir de s'enrichir, fouille dans le fonds d'autrui sans son ordre.

164. C'est une maxime certaine que les trésors trouvés ne sont point *in fructu*, ce ne sont point des fruits ; ain-

les usufruitiers n'y ont aucune part ; ni ceux qui jouissent par engagement , ceux qui tiennent le fief en fief féodale , qui en perçoivent les fruits pendant l'année du rachat. Il en est de même du mari qui trouve un trésor dans le fonds dotal de sa femme ; cependant comme il en a l'administration , il jouit du trésor tant que le mariage dure , à la charge de le rendre à sa femme ou à ses héritiers ; c'est la jurisprudence en pays de droit écrit. En pays coutumier , le mari retient le trésor à cause de la communauté ; mais après qu'elle est dissoute , il est regardé & partagé comme un effet de la communauté. *Voyez* Dargentré sur l'art. 5 de la coutume de Bretagne.

165. Un trésor trouvé dans un chemin royal appartient moitié au Roi , moitié à l'inventeur , parce que les grands chemins appartiennent au Roi. Par la même raison , si le trésor est trouvé dans un chemin de traverse d'une seigneurie , il se partagera par moitié entre le seigneur haut justicier & l'inventeur. Il faut cependant observer que dans l'un & l'autre cas , pour que l'inventeur ait sa part , il faut qu'il ait trouvé le trésor par hasard ; s'il y avoit dessein prémédité , le trésor appartiendrait en entier au Roi ou au seigneur haut justicier.

166. Les trésors qu'on trouve dans les lieux abandonnés appartiennent moitié à l'inventeur , & moitié au seigneur haut justicier ; ce qui ne doit s'entendre que dans les coutumes qui leur accordent les épaves & les biens vacants : car dans celles qui ne les leur accordent pas , le trésor trouvé dans les lieux abandonnés appartient moitié au Roi & moitié à l'inventeur , à l'exclusion du seigneur haut justicier , ainsi que l'enseigne Faber sur le §. 39 , *instit. de rer. divis.*

167. Quant au trésor trouvé dans

un lieu saint , l'ancienne jurisprudence du parlement de Paris l'adjugeoit tout entier à l'église , sans que l'inventeur , le seigneur haut justicier , & même le Roi y pussent rien prétendre. La dernière jurisprudence romaine le donne au contraire tout entier à l'inventeur. *Voyez* le §. 39 , *instit. de rer. divis.* Bacquet a pris un milieu entre ces deux sentiments , il prétend qu'il doit être partagé entre l'église & l'inventeur , à l'exclusion du Roi & du seigneur haut justicier , parce que , dit-il , ils n'ont aucun droit sur les lieux saints. *Voyez* le traité des droits de justice , chap. 32 , n. 28 , 29 & 30.

168. Celui qui a trouvé un trésor dans le fonds d'autrui , & qui , après la découverte , n'en a pas averti le propriétaire & le seigneur haut justicier , est privé de sa part au trésor. On a enfin observé que le domestique , un mercenaire qui trouvent un trésor dans le fonds du maître qui les emploie , n'y peuvent rien prétendre. *Voyez* Papon , liv. 13 . tit. 7 ; Expilly , plaidoyer 37 ; le traité des domaines du Roi & des seigneurs particuliers par Berthelot , chap. 34 ; la Peyrere , verbo Trésor ; le Bret , liv. 5 , decis. 4 ; Bacquet , des droits de justice , chap. 32.

169. TREU. Dans les anciennes chartes & dans les anciennes chroniques , ce mot est souvent pris pour signifier le péage & autres droits qui se lèvent sur les marchandises. Dans la coutume de Bourgogne-Comté , art. 107 , *treu* a une signification toute différente ; il est un certain droit qui appartient au seigneur haut justicier , & qui doit lui être payé par les chasseurs qui ont abattu quelque bête dans sa seigneurie. *Voyez* le glossaire du droit françois.

170. TRÈVES. La fureur des guerres particulières que les seigneurs prétendoient avoir droit de se faire , excita dans tous les temps le zèle des puissances ecclésiastiques & séculières , pour

arrêter un désordre qui troubloit si fort l'ordre public. D'abord Charlemagne & les Rois ses successeurs de la seconde race, dans leurs capitulaires, firent de sévères défenses d'entreprendre & de poursuivre ces guerres. Dans plusieurs conciles provinciaux tenus dans le dixième & onzième siècles, on trouve souvent les mêmes défenses; elles furent sans doute inutiles dans ces temps barbares, pendant lesquels d'ailleurs les dissensions publiques ne permettoient guère de tenir la main à l'exécution d'aucun règlement.

171. S'il ne fut pas possible d'arrêter entièrement la rage des combattants, les évêques imaginèrent d'y mettre au moins quelques bornes, de ralentir leurs animosités en leur proposant toute cessation d'hostilités pendant quelques jours de la semaine. On prétend qu'Aimon de Bourbon, archevêque de Bourges, trouva le premier cet expédient; dans un concile qu'il tint à Bourges au onzième siècle, on ordonna des trêves, & cette décision fut suivie dans un concile que le même prélat convoqua quelques temps après à Limoges.

172. Rien ne prouve mieux la barbarie de ces temps malheureux que la façon dont Gerard, évêque de Cambrai, s'éleva contre les trêves; il prétendoit que dans tous les états il devoit toujours y avoir une troisième partie du peuple, les armes à la main, pour défendre & protéger les prêtres qui prioient Dieu, & les laboureurs qui fournissoient la subsistance à tout le monde.

173. Le sentiment extravagant de Gerard ne fut point suivi, les trêves furent ordonnées non seulement dans les conciles provinciaux dont nous venons de parler, mais encore dans plusieurs autres, & notamment dans le célèbre concile tenu à Clermont sous Urbain II, pour le recouvrement de la terre sainte; il y confirma l'établissement

des trêves; elles n'avoient d'abord lieu, comme nous l'avons observé, que pendant quelques jours de la semaine; le pape & le concile en ordonnèrent de semblables depuis l'avent jusqu'à l'octave de l'épiphanie, depuis la septuagésime jusqu'à l'octave de pâques, & depuis le premier jour des rogations jusqu'à l'octave de la pentecôte. Ceux qui se croisèrent pour la terre sainte, eurent aussi trêve jusqu'à leur retour. Les trêves furent encore augmentées dans d'autres conciles postérieurs, dans celui de Rome tenu sous Paschal II, le premier de Latran sous Innocent II en 1134, le troisième de Latran sous Alexandre III en 1180.

174. Les évêques n'oublièrent rien pour faire exécuter les canons des conciles, ils y employèrent les excommunications & la religion du serment; le concile de Clermont ordonna que tous les hommes au-dessus de l'âge de douze ans jureroient entre les mains de leurs évêques d'observer la trêve de Dieu. Dans un vieux cartulaire de l'église de Bourges, on y trouve la formule de ce serment, & le procès-verbal de celui que plusieurs gentilshommes du Beiry firent en 1261 à Jean de Sully leur archevêque.

175. Les prélats s'étoient attribué le droit de connoître de l'infraction des trêves, ils punissoient les réfractaires & les parjures; quand les fondres ecclésiastiques ne suffisoient pas, ils armoient les communes & les conduisoient contre les désobéissants. Ainsi une guerre particulière en attiroit une générale, & le remède devenoit quelquefois pire que le mal. Arnoul, seigneur de Vierzon, ayant fait la guerre à un de ses voisins pendant les jours de trêve, Leger, archevêque de Bourges, prononça contre lui son jugement, & alloit le faire exécuter par la force des armes, lorsque Yves de Chartres écrivit au prélat irrité

pour excuser le coupable *Voyez* la 180^e épître de cet évêque.

176. Les ordonnances de nos Rois , leur autorité sur des sujets qu'ils ont scu ramener à l'obéissance , & contenir dans le respect qu'ils doivent aux loix & à la volonté du souverain , des mœurs plus douces , des temps plus éclairés , ont enfin desillé les yeux des seigneurs & des gentilshommes ; pour réparer leurs injures personnelles ils ne connoissent plus d'autres voies que celles que leur prescrivent les loix , l'honneur , le christianisme & la raison. Sur les trêves , *voyez* , outre les conciles que nous avons indiqués , *Radevic, lib. 3 , cap. 26 ; Baldricus Noviom. & Lornac. episc. in chronico Camerac. cap. 52 ; Baronius , tom. 2 , annal. an. 1034 ; Oldericus Vital , lib. 9 , hist. ecclef.* Brodeau sur l'art. 7 de la coutume de Paris ; la Thaumassiere dans ses coutumes locales , liv. 1 , chap. 23 ; M. de Marca dans son histoire.

177. TRÈVES ET ASSUREMENTS. Ces mots sont souvent employés dans quelques coutumes , & sur-tout dans celle d'Anjou & du Maine , lorsqu'il y est parlé du pouvoir que le seigneur haur justicier avoit d'accorder les trêves , mais non de les ôter ; de punir ceux qui rompoient les trêves. *Voyez* Anjou , art. 42 , 78 , 82 ; le Maine , art. 49 , 89 , 93 , 94 , 167.

178. TREUF. On appelle ainsi en Dauphiné les épaves. *Voyez* Salvaing dans son *traité des droits seigneuriaux* , liv. 1 , chap. 61.

179. TREIZIÈME (droit de) : c'est un droit seigneurial établi par les art. 171 , 172 , 173 & 174 de la coutume de Normandie. Ce droit accorde aux seigneurs féodaux ou censuels la treizième partie du prix de la vente des héritages qui relèvent d'eux ; c'est la même chose que le quint & requint & les lods & ventes dans les autres coutumes.

Voyez Basnage sur les articles que nous venons de citer ; Brillon , *verbo* Treizième. Dans l'article 22 du titre 2 de la coutume de Berry , il est parlé d'un droit de *treizième* sur le vin vendu en la ville de Bourges. Ce droit n'a plus lieu.

180. TRIAGE , est le droit que les seigneurs ont de demander la distraction du tiers des bois communaux , ainsi que des prés , pâtis , isles , landes , bruyères & marais communs , pour jouir de leur tiers à part & en toute propriété.

181. Les articles 4 & 5 du titre 25 de l'ordonnance de 1669 posent les conditions sous lesquelles les seigneurs peuvent obtenir le triage. 1^o. Il faut qu'ils prouvent que les objets sur lesquels ils le demandent ont été accordés gratuitement à la communauté & aux habitants par eux ou leurs prédécesseurs. 2^o. Il faut que les deux tiers restants suffisent pour l'usage & les besoins de la communauté & des habitants.

182. L'article 5 apprend comment on peut juger si la concession des seigneurs a été gratuite ; elle ne sera point réputée telle , si les habitants , dit l'article , justifient du contraire par l'acquisition qu'ils en ont faite , ou s'il est prouvé que ces mêmes habitans paient quelque redevance , corvées , ou autres droits. Alors , quoique les habitants ne rapportent point de titre , la concession passera pour onéreuse , le triage ne pourra avoir lieu , & les parties continueront de jouir en commun.

183. Des dispositions de l'ordonnance de 1669 , il résulte que , si les habitants ne sont tenus envers leur seigneur d'aucunes charges , leurs communaux sont réputés être de concession gratuite ; auquel cas l'ordonnance permet au seigneur de demander à son profit la distraction du tiers des communaux , & faire faire le triage. Il résulte encore de l'ordonnance de 1569 , que , dans la
demande

demande en triage, c'est au seigneur à justifier de titres, & que les habitants sont dispensés d'en rapporter. Il suffit de leur part, pour faire tomber la demande du seigneur, de prouver qu'ils paient au seigneur des droits seigneuriaux personnels & généraux, tels que les corvées, la taille, la blairie, le fouage, &c. Le seigneur ne peut réussir qu'en établissant par de bons titres que les droits seigneuriaux & généraux qu'il a droit d'exiger sur les habitants, ont des causes différentes & tout autres que celle de la concession des bois & communaux en question.

184. Le seigneur qui forme sa demande en triage, après avoir prouvé la concession gratuite des communaux, doit encore constater clairement que les deux tiers qui resteront à la communauté sont plus que suffisants pour ses besoins, le quart des bois communaux prélevé, pour être mis en réserve : car si les habitants prouvent le contraire, la demande en triage ne peut absolument avoir lieu.

185. En supposant qu'il soit décidé que le triage doive être accordé au seigneur, il faut observer que cette opération doit être absolument faite par les grands-maîtres des eaux & forêts, en connoissance de cause, sur les titres représentés, par avis & rapports d'experts; que les frais du triage doivent être payés par le seigneur & les habitants, à proportion du droit qu'ils ont en la chose partagée; & que si, pendant le triage, il survient quelque incident, il doit être jugé sommairement par les grands-maîtres & les officiers de la maîtrise. *Voyez* les art. 19 & 20 du titre 25 de l'ordonnance de 1669.

186. Un triage ne peut point se faire à l'amiable, par transaction, ou autrement; un tel partage seroit annullé. *Voyez* un arrêt du conseil d'état du 20 août 1737; il casse & annulle un triage

Partie II.

fait à l'amiable entre le seigneur de Vernon & les habitants du lieu; l'arpenteur qui avoit servi dans ce triage fut condamné en 100 livres d'amende, & défenses lui furent faites de prêter d'avantage son ministère à de semblables opérations, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de 1000 livres d'amende. Il seroit d'une dangereuse conséquence de donner ainsi la liberté aux seigneurs & aux habitants de partager leurs bois & autres héritages communs. *Voyez* *Fremenville*, tom. 3, pag. 353; il rapporte l'arrêt qu'on vient de citer.

187. Quand les seigneurs auront obtenu leur triage, ils en pourront jouir en toute propriété, sans que les habitants y puissent rien prétendre. Mais d'un autre côté les seigneurs ne pourront aussi rien prétendre sur les deux tiers délaissés aux habitants, ils n'y auront plus aucuns droits d'usage, chauffage, pâturage, &c. ni pour eux, ni pour leurs fermiers, domestiques, chevaux & bestiaux. Il faut cependant observer qu'ils conserveront toujours les droits de justice, la chasse, les amendes, forfaitures & confiscations. *Voyez* l'article 6 du titre ci-dessus; Galon dans sa conférence sur cet article.

188. Le seigneur a la libre disposition du tiers qui lui a été distrait; il n'en est pas de même des deux autres tiers abandonnés aux habitants, ils ne peuvent les diviser, les partager entr'eux, en changer la surface & la destination; ils peuvent encore moins les aliéner. *Voyez* *Lebrer*, liv. 2, décis. 6; *Ricard* sur l'article 96 de la coutume de Senlis; l'édit de 1667; l'arrêt du conseil d'état de 1735.

189. Les habitants qui se croient lésés par un triage fait dans les formes & avec les solemnités prescrites par l'ordonnance de 1669, ne peuvent pas prendre des lettres de rescision contre cet acte; mais ils le peuvent, si le triage a été fait à

M m

l'amiable, par transaction, sans justifier de titres, par crédit, par autorité; c'est une des questions jugées par l'arrêt du 20 août 1737 ci-dessus cité.

190. TRUAGES. Dans les anciennes ordonnances ce mot signifie *péage*, & y est synonyme. Voyez les art. 207 & 245 de l'ordonnance de Charles VII de 1413.

191. TRUANT (CENS), est un cens qui, en cas de mutation par vente, ne produit aucuns lods & ventes; pour tout profit le seigneur ne prend que le cens

annuel & accoutumé. Voyez Soëfme; art. 3. Le cens *truants* s'appelle en Auvergne *cens mort*. Voyez Auvergne, chap. 31, art. 71; le glossaire du droit français. Voyez la Thaumassière sur l'art. 4 du titre 6 de la coutume de Berry. Suivant cet article, à Issoudun, le cens est absolument *truant*, c'est-à-dire, qu'il ne produit jamais aucuns droits, pas même celui de double cens, soit par vente, soit par succession directe ou collatérale, s'il n'y a titre au contraire.



V

V A L

1. **V** AINE PATURE, VAIN PATURAGE, VAIN PATURER, sont tous termes synonymes dans quantité de coutumes; tantôt ce sont les terres, les prés dépouillés de leurs fruits ou de leurs herbes, dans lesquels il est permis à un chacun de mener pâurer ses bestiaux; tantôt ce sont les haies, chemins, buissons, bruyères, places vaines & vagues, où il est loisible à un chacun de mener ses bestiaux paccager sans rien payer, dans les seigneuries s'entend & dans les coutumes où le droit de blairie n'est pas établi. La vaine pâture, dans les lieux où elle est permise, est libre à tout le monde dans les prés & terres labourables après la récolte, & dans les chemins, buissons, haies, en tout temps. Ainsi il y a de la différence entre le vain pâturage & celui qui se fait dans les communaux, dans les usages, qui est limité à de certaines personnes & à de certains temps. Voyez Pâturages, Communaux, Usage, Blairie.

2. **VAINES TERRES.** Orléans, art. 42; Montargis, chap. 4, art. 2, sont celles dans lesquelles il n'y a ni semences ni fruits. Dans la coutume de Sedan, art. 289, ce sont les terres dans lesquelles il n'y a ni bâtiment ni jardin, & qui ne sont point exploitées.


3. **VALET ou VARLET.** Dans les anciennes histoires, ainsi que dans les anciens titres, ce mot signifie *un homme noble, fils d'un chevalier*. Dans un titre de 1281, Guy de Mauleon, *valet*, fils de Guy de Mauleon, chevalier, vendit au Roi 12 sols de rente sur un moulin. Dans un autre contrat de vente de 1307,

V A R

Guillaume de Neuville acquit dix livres de rente sur la ville de Poitiers, de Guionnet de Précigné, *valet*, fils de Jobert de Précigné, *valet*, qui étoit fils de Jobert de Précigné, chevalier. On pourroit rapporter quantité de titres qui prouvent que *valet* est le fils d'un noble. On étendoit même ce nom jusqu'aux fils des rois & des empereurs, comme on le voit dans les anciens romans & par un passage de Villehardouin, où parlant du roi Philippe & du fils de l'empereur de Constantinople, dit, *al roi Philippe & al valet de Constantinople*. Cela vient sans doute de l'ancienne chevalerie; les grands seigneurs envoyoient auprès de quelque grande dame leurs enfans pour apprendre les règles de la chevalerie; ils étoient d'abord pages ou varlets, ensuite écuyers, que Faucher appelle aussi *valets*. Enfin on les faisoit chevaliers avec les cérémonies que l'on a remarquées au mot Chevalier.

* 4. **VARECH.** On entend par ce terme tout ce que l'eau jette sur ses bords par tourmente & fortune de mer, soit de son crû, soit qu'il vienne de bris & naufrage. Voyez l'art. 596 de la coutume de Normandie.

5. Le varech est une sorte d'épave qui appartient tantôt au Roi, & tantôt au seigneur, suivant la nature des choses que la mer jette sur ses bords, comme nous l'avons observé *suprà, verbo* Epaves.]

6.  Le varech proprement dit est une herbe maritime qui croît sur les rochers, & qui étant arrachée par les flots, est poussée sur le rivage; c'est ce qu'on

appelle *goesmon*, & *far* dans d'autres lieux. *Varech* vient d'un mot anglois qui signifie *nauffrage* ou *débris*; c'est pourquoi sur les côtes de Normandie on appelle *varech* tous les effets que la mer jette sur ses bords après un naufrage, & sur lesquels le Roi & les seigneurs ont établi le droit de *varech*.

* 7. VASSAL, est le propriétaire du fief servant, pour raison duquel il est tenu de certains droits & devoirs envers le seigneur féodal. *Vide supra*, verbo *Aveu*, *Fief*, *Foi* & *hommage*.]

8. VASSELAGE, se prend quelquefois pour la foi & hommage que le vassal doit à son seigneur. Mais en général ce terme signifie la dépendance du vassal envers son seigneur. Autrefois le vasselage étoit lige ou simple; le vasselage lige ne se rendoit le plus souvent qu'au Roi, engager le vassal à le servir envers & contre tous, soit qu'on possédât le fief ou qu'on ne le possédât pas; au contraire le vasselage simple étoit du vassal à quelque seigneur dominant, & n'étoit le vassal qu'autant qu'il possédait le fief. *Voyez* Homme lige. Dans la coutume de Berry, titre 12, art. 4, on trouve *vasselage actif*, c'est le droit de féodalité que le seigneur a sur un héritage, & qu'il peut acquérir par la prescription de trente ans, pourvu que pendant ce temps il exerce tous les actes de seigneur féodal lorsque l'occasion s'en présente. *Voyez* la Thaumassière sur ledit article.

9. VAULEUX. *Voyez* Foire au vau-leux.

10. VAVASSEUR; la Marche, art. 315, c'est un arrière-vassal qui tient un fief d'un seigneur qui relève d'un autre.

11. VAVASSOURIE. Quelquefois c'est un fief inférieur, pour lequel on doit au seigneur service de cheval, rentes & autres devoirs serviles, ce qui dégrade beaucoup cette espèce de fief. Il y a aussi des vavassouries franches & nobles; ce sont celles qui ont été affran-

chies des devoirs ci-dessus, ce qui les rapproche des fiefs simples; ces vavassouries ne sont connues que dans la coutume de Normandie. *Voyez* les chap. 26, 34, 35 de cette coutume.

12. VEILLE. *Tant que le vassal dort le seigneur veille*, & *tant que le seigneur dort le vassal veille*, disent plusieurs coutumes, & entr'autres celle de Paris, art. 61; l'art 62 explique ce que signifie ce proverbe coutumier, c'est-à-dire, que le seigneur, quoique non servi, ne gagne point les fruits du fief, qu'il ne l'ait saisi féodalement; mais après la saisie il fait les fruits siens tant qu'elle dure, & jusqu'à ce que le vassal ait fait son devoir.

* 13. VENDANGES. Ce terme, en matière de droits seigneuriaux, signifie le droit qu'ont les seigneurs de fixer l'ouverture des vendanges. *Voyez* Ban à vendanger.]

14. VENGIER, SE VENGIER EN UN FIEF, se dit dans la coutume d'Anjou, art. 295, 483, le Maine, art. 310, lorsque quelqu'un, qui a acquis une rente due sur différents héritages situés en différents fiefs, déclare & avoue la rente être assignée sur un certain fief qu'il choisit. Ainsi c'est proprement faire l'assiette d'une rente sur un fief, entre plusieurs parmi lesquels il est libre de choisir. Jusqu'à ce que l'acquéreur ait fait son choix & son assiette, aucun seigneur ne peut lui demander de lods & ventes; mais lorsqu'il a fait l'assiette de sa rente sur un tel fief, alors il est libre au seigneur de ce fief ou de recevoir les lods & ventes, ou d'user du droit de retenue.

15. VENTEROLLES. De même que dans quelques coutumes, lorsqu'un fief est vendu francs deniers, il est dû quint & requint; de même aussi dans ces coutumes, lorsque l'héritage censuel est vendu francs deniers au vendeur, l'acquéreur doit ventes & vente-

rolles, c'est-à-dire, qu'outre les lods & ventes ordinaires il doit encore les venterolles qui sont tantôt de vingt deniers, tantôt de seize, par chaque livre du prix des ventes ou lods & ventes. Il y a des endroits où les venterolles sont à plus bas prix; en cela il est facile de se conformer à ce qui est statué par chaque coutume; entr'autres, voyez Senlis, art. 236, 238, 241. Dans la coutume de Clermont, art. 115, ce que nous appelons ici venterolles, y est appelé reventes; ainsi, suivant ledit article, celui qui acquiert un héritage censuel francs deniers, doit ventes & reventes, ce qui est la même chose que ventes & venterolles, ainsi que s'en explique l'article même.

16. VENTES. Dans quantité de coutumes on appelle ventes simplement, ce que dans les autres on appelle lods & ventes; c'est absolument la même chose, sauf dans la coutume de Dreux, art. 35, où le droit de ventes se paie moitié par le vendeur & moitié par l'acquéreur. Voyez Lods & ventes.

17. VENTES DÉGUISÉES, sont celles qui sont cachées sous un autre titre, afin de frauder les droits seigneuriaux.

18. La coutume d'Angoumois donne deux exemples de ces sortes de ventes; le premier est l'article 17 des biens donnés en assiette générale de rente. Le second est l'article 74 de l'échange, avec retour d'argent; & en l'un & l'autre cas la coutume répute ces contrats de vraies ventes sujettes aux droits seigneuriaux.

19. VENTE FAITE AU PUBLIC. Voyez Lods & ventes.

20. VENTES ET GANTS. Il y a des coutumes où en vente d'héritage censuel, outre les lods & ventes, il est encore dû un droit de gants. Dans la coutume de Tours, par exemple, les lods & ventes sont de vingt deniers par livre du prix de la vente. Le droit de

gants n'est que de quinze deniers pour toute la vente. Dans Lodunois, chap. 14, art. 13, il est de dix deniers, & de 4 dans Dunois, art. 36. Dans d'autres coutumes il est plus fort. Dans celle de Chartres le droit de gants appartient au sergent du seigneur censuel qui prend les ventes. Ce droit vient de ce qu'anciennement l'acquéreur donnoit au seigneur censuel une paire de gants en signe de ce que sa main étoit couverte & arrêtée par le possesseur qui avoit payé les lods & ventes.

21. VENTES ET HONNEURS : ce sont des espèces de lods & ventes particulières à quelques coutumes, comme Tours, Lodunois, Poitou, Angoumois, la Rochelle, & autres. Dans ces coutumes les ventes & honneurs sont le sixième, ou autre quotité fixée par la coutume, du prix de la vente. Les ventes & honneurs se paient par l'acquéreur. Dans la coutume de Bayonne, tit. 8, art. 9, on dit *lods, ventes & honneurs*.

22. VENTES ET ISSUES : ce sont des droits qui, dans les coutumes d'Anjou, art. 156, du Maine, art. 174, se paient pour échange d'héritages censuels. L'issue est de trois sols quatre deniers pour livre; les ventes ne sont que de vingt deniers pour livre du prix de la vente.

23. VENTILATION. Il arrive souvent que par un même contrat & pour un même prix on vende plusieurs héritages en fief, en roture, en franc-aleu, & même des meubles; alors s'il est question de fixer les droits qui reviennent au seigneur pour les fiefs ou pour les rotures, les quintes, les lods & ventes, s'il est question par le seigneur d'exercer le retrait féodal ou censuel, pour sçavoir ce que le retrayant doit rembourser, on a recours à une ventilation. Ainsi ventiler un contrat de vente, c'est estimer chacun des héritages qui y sont compris, non pas relativement à sa propre valeur, mais eu

égard aux autres héritages compris en la vente, à la valeur particulière de chacun d'eux, & à la totalité du prix.

24. Les frais d'une ventilation sont toujours considérables, mais ils se font toujours aux frais de l'acquéreur; il doit s'imputer de n'avoir pas fixé dans la vente le prix de chaque héritage féodal ou censuel, de façon que le seigneur, soit qu'il veuille exercer le retrait, soit qu'il veuille se contenter de ses droits, n'ait aucun doute sur l'un & l'autre objet. Ainsi jugé par arrêt du 29 décembre 1730 au profit de Madame de Moras, contre Madame de la Griffe. Cet arrêt est rapporté par Denisart, *verbo* Ventilation.

25. Il arrive encore que dans un contrat de vente qui comprend des fiefs & des rotures, on ait fixé le prix de chaque objet; mais qu'on ait, par exemple, enflé le prix des fiefs pour dégoûter le seigneur du retrait, ou diminué le prix des rotures pour frauder les droits censuels: dans l'un & l'autre cas le seigneur peut demander une nouvelle ventilation; & si, par l'événement des estimations, la fraude est découverte, l'acquéreur paiera les frais de la ventilation. Voyez Denisart dans sa collection de jurisprudence, *verbo* Lods & ventes. Il rapporte un arrêt du 4 mars 1750, rendu au profit de M. l'archevêque de Paris, contre l'acquéreur de l'hôtel de Cambrai, situé place des Victoires à Paris, moyennant 300000 livres. L'acquéreur, pour diminuer les lods & ventes, avoit considérablement enflé le prix des meubles compris en la vente, & les ayant poussés jusqu'à 80000 livres, M. l'archevêque demanda une ventilation, par l'événement de laquelle ce mobilier se trouva diminué de beaucoup, & l'acquéreur forcé de payer les lods & ventes sur le pied de l'estimation des fonds, avec dépens.

26. Lorsqu'il est question de procéder

à une ventilation, chacune des parties choisit des experts propres à cette opération, & qui aient sur-tout une parfaite connoissance des droits seigneuriaux. Il faut observer qu'en Bretagne les fiefs & héritages nobles, possédés par des nobles, ne peuvent être estimés que par des experts nobles. Voyez Bretagne, art. 244. Mais cet usage n'a lieu que dans cette coutume, & dans quelques autres en petit nombre. Voyez Senlis, art. 158. Voyez Prudhommes.

27. Un arrêt de règlement du 7 septembre 1717, porte « Les » experts sont obligés, sous peine d'a- » mende arbitraire, même de punition » corporelle, de déclarer, encore qu'ils » n'en soient requis, s'ils ont eu aupa- » ravant communication des pièces des » parties qui leur seront représentées, » & s'ils ont ~~donné~~ leur avis. » Cet arrêt est rapporté dans le recueil des arrêts de règlement imprimé chez Durand en 1752, au mot Expert, page 193.

28. Les experts, avant de procéder à la ventilation, doivent prêter serment, & en y procédant doivent avoir la plus singulière attention à remplir leurs fonctions avec la plus droite équité. Il en est de même des arpenteurs: l'art. 264 de la coutume de Bretagne veut que les experts & les arpenteurs qui auront prévariqué dans leurs fonctions, soient, sçavoir les arpenteurs condamnés en des amendes arbitraires pour la première fois, & pour la seconde fois privés de leurs états; & les experts condamnés à refaire l'estimation à leurs dépens, & aux dommages & intérêts des parties.

29. La première opération des experts, en procédant à une ventilation, est de fixer le prix de la vente porté par le contrat, sur quoi il faut observer, 1°. que si la vente est volontaire, les frais & loyaux coûts du contrat n'entrent point dans le prix, parce qu'ils ne sont

pas sujets aux lods & ventes & autres droits seigneuriaux.

30. 2°. Si la vente est par décret, par la même raison les frais ordinaires de criées & adjudications n'y entrent pas non plus; c'est une jurisprudence constante consacrée par quantité d'arrêts, & le sentiment de tous les auteurs. Coquille cependant sur l'art. 44 du chap. 32 de la coutume de Nivernois, a enseigné le contraire; mais son sentiment est opposé à la jurisprudence générale & à celui de tous les auteurs.

31. 3°. De ce que dessus il résulte que la ventilation ne doit se faire que du prix principal porté par la vente, ou par l'adjudication par décret; c'est ce seul prix sur lequel on doit alléoir les droits seigneuriaux.

32. Quand ce prix sera fixé, il pourra se faire encore que le total de ce prix ne soit pas sujet aux droits seigneuriaux, qu'il y aura des distractions à faire. Par exemple, dans une terre vendue 100000 livres, il peut y avoir un château, il peut y avoir des meubles; il faut faire distraction des uns & des autres.

33. Quant au château avec ses embellissements, ses jardins, & tout ce qui sert au logement du seigneur, quelque considérable que cela puisse être, l'usage ordinaire est de l'estimer le dixième du prix de la vente. Or si le prix est de 100000 livres, il en faudra ôter 10000 livres pour le château, & il ne restera plus que 80000 livres à ventiler.

34. Pour parvenir à une ventilation équitable de ces 80000 livres restant, les experts feront encore un état de tous les meubles, & des objets réputés meubles par les coutumes ou la jurisprudence des arrêts: après les avoir estimés, ils feront distraction du montant sur les 8000 livres. S'il y en a pour 6000 livres, il ne restera plus que 2000 livres sujets aux droits seigneuriaux, comme

étant le prix des héritages qui seuls en peuvent être tenus.

35. Avant de ventiler ces héritages, il faut considérer si la terre dont il s'agit a une justice haute, moyenne & basse, les titres de dignité qui y sont attachés, les droits honorifiques qui en dépendent, les fiefs, les censives qui en relèvent, les droits utiles établis, les cens & rentes seigneuriales dues à la seigneurie, les dixmes & terrages qui lui appartiennent; il faut estimer chacun de ces objets séparément, suivant ce qu'il peut produire annuellement, en observant, 1°. que la justice & les droits qui en dépendent s'estiment ordinairement le vingtième du revenu de la terre. 2°. Que les droits honorifiques qui ne produisent rien, doivent être portés à un prix modique, qu'on peut cependant augmenter proportionnellement à la dignité du seigneur, à la grandeur & au titre de la seigneurie. 3°. Les experts doivent essentiellement observer sur les droits utiles, de ne comprendre dans leur ventilation que ceux qui existent, qui se perçoivent réellement, & qui sont servis sans contestation. 4°. Quand les droits seigneuriaux consistent en argent, gelines & grains de différentes espèces, les gelines & l'argent ne sont point sujets à variation; il n'en est pas de même des grains, on les apprécie par année commune. Pour avoir cette année commune, on fait un total de tous les grains de chaque espèce, on prend ensuite les mercuriales pour fixer le prix de chaque espèce des grains, suivant ce qu'il a valu les dix années précédentes aux marchés les plus proches des échéances; on fait un total du prix de toutes ces différentes espèces, & le dixième de ce total est le revenu de l'année commune qui sert à fixer le principal du cens & des rentes seigneuriales qu'on veut estimer.

36. Après l'estimation des objets dont nous avons parlé, on passe à celle des bâtiments, des domaines, des héritages qui composent le restant de la vente. Dans cette estimation les experts ne doivent faire aucune attention aux avantages particuliers que le vendeur & l'acquéreur retirent de la vente; ils ne doivent considérer que la valeur & la bonté intrinsèque de l'héritage qu'il faut estimer.

37. Tous les bâtiments qui servent à l'exploitation des domaines, non seulement de ceux répandus dans la seigneurie, mais encore de celui de la basse-cour, s'il y en a une séparée du château, le logement du fermier, les granges, pressoirs, écuries, étables, greniers, colombiers: tous ces bâtiments, dis-je, & autres semblables, doivent être estimés suivant leur valeur intrinsèque; ils ne sont pas comme ceux du château, qui souvent ont plus de décoration que d'utilité; ils sont indispensablement nécessaires pour la conservation des fruits de la terre.

38. Les domaines ou métairies, & toutes les différentes natures de fonds qui les composent, dans une ventilation, ne s'estiment point en gros, mais par le plus grand détail de chacun des héritages, terres labourables, prés, pâturaux, vignes, bois futaie ou taillis, les différents degrés de bonté que peuvent recevoir ces héritages, de la culture plus ou moins bonne, de la fertilité du terroir, de leur situation, de la facilité des débouchés, doivent régler les experts dans leur estimation.

39. Les héritages ne doivent être estimés que déduction faite des charges: d'où il suit que les héritages en franc-aleu doivent être portés à la plus haute estimation, parce qu'ils sont dégagés de toutes charges & servitudes. Les héritages censuels doivent avoir un moi-

dre prix; il diminuera encore, si le marciage est joint au cens. Les fiefs, quoiqu'héritages nobles, seront encore moins estimés que les censives, parce qu'ils sont sujets à de plus grandes charges. Enfin ceux qui paroissent susceptibles de la moindre estimation sont les mainmortes, les héritages taillables, les bordelages.

40. Les moulins, forges, fourneaux, martinets, verreries s'estiment par année commune de leur produit, en déduisant les charges & un tiers du revenu pour les réparations.

41. Les étangs, comme tous les autres immeubles, s'estiment par année commune de leur revenu, sur quoi il faut déduire les charges, les frais d'empoissonnement & les réparations que l'entretien des chaussées peuvent rendre considérables.

42. Il y a des étangs où passent de petites rivières, des ruisseaux, qui s'empoissonnent d'eux-mêmes; ces considérations doivent rendre l'estimation des étangs très-avantageuse.

43. Les bois de haute futaie s'estiment ordinairement au denier trente. Dans la coutume de Bretagne, suivant la jurisprudence des arrêts du parlement de cette province, ils s'estiment à leur juste valeur. Voyez les plaidoyers de Frain, art. 108.

44. A l'égard des bois taillis, les experts feront plusieurs observations, toutes essentielles: 1°. si ces bois sont situés en bon ou mauvais fonds; 2°. s'ils sont bien revenans; 3°. si les bois sont communs ou rares dans le pays; 4°. s'ils sont éloignés de la ville ou bourg chef lieu de la seigneurie; 5°. s'ils sont en pays de commerce & de traite aisée; 6°. s'ils sont en coupe réglée, ou non. Toutes ces considérations peuvent augmenter ou diminuer considérablement l'estimation des bois taillis.

45. En procédant à la ventilation , il est important de renfermer dans des chapitres séparés chaque corps de fiefs avec ses appartenances & dépendances détaillées comme dessus , chaque censive , parce que c'est le prix auquel montera chaque héritage féodal ou censuel qui réglera les droits que le seigneur doit percevoir , ou le prix qu'il doit payer pour le retrait.

46. Quand toutes les opérations de la ventilation sont terminées , on fait un total du montant de toutes les estimations ; or ce total est excédent ou inférieur au prix de la vente ; s'il est excédent , il faut diminuer chaque objet ventilé au sol la livre proportionnellement à cet excédent. Si au contraire l'estimation est inférieure , il faut augmenter chaque objet ventilé proportionnellement à ce qui manque du prix de la vente ; dont par ce moyen on aura le prix juste ; & ce que chaque fief & chaque censive aura été estimé servira à fixer les droits seigneuriaux ou le prix du retrait , en observant , comme nous l'avons dit plus haut , de déduire sur l'estimation le montant du château & des meubles , ou objets réputés meubles au cas qu'il s'en trouve. Au surplus , qui voudra avoir une plus ample instruction sur les ventilations & la manière d'y procéder , peut consulter Freminville dans sa *pratique universelle des droits seigneuriaux* , tom. 3 , *in fin.*

47. VENTILER : c'est procéder à la ventilation. *Voyez* l'article ci-dessus.

48. VENTRE ENNOBLIT. Cet usage , contraire à tout ce qui se pratique dans le reste du royaume , n'a lieu qu'en Champagne , où la noblesse se communique par les femmes. Les auteurs ne sont point d'accord sur l'origine de ce privilège extraordinaire ; les uns en placent l'époque à la bataille de Fontenay , à cause de la perte qu'y fit la Champagne de presque de toute sa noblesse.

• *Partie II.*

Quelques-uns rapportent l'origine de cette prérogative à une grande défaite des nobles de Champagne aux fossés de Jaulnes près Bray ; ceux-ci la reculent jusqu'au règne de saint Louis , sous lequel presque toute la noblesse champenoise fut tuée ou demeura prisonnière en Afrique ; ceux-là vont la chercher jusques dans le droit commun de l'Angleterre , & prétendent que c'est une concession des Anglois lorsqu'ils étoient maîtres de cette partie de l'empire françois. Aucun de ces sentiments ne plaît à l'abbé de Velly dans sa *nouvelle histoire de France sous Charles le Chauve* ; cet auteur prétend qu'il est plus vraisemblable que les comtes de Champagne , toujours attentifs à faire fleurir le commerce dans leurs états , imaginèrent cette communication de la noblesse aux négociants , pour exciter l'émulation parmi leurs sujets.

49. Mais il ne paroît pas que l'abbé de Velly ait été plus heureux dans ses conjectures que les auteurs qu'il critique : s'il eût consulté les ouvrages de M. de Lauriere , il y auroit trouvé des témoignages dont la certitude & les lumières sont fort supérieures aux conjectures.

50. Loysel , dans ses *institutes* , liv. 1 , tit. 1 , n°. 22 , dit que , par la *plupart* des coutumes , la verge ennoblit & le ventre affranchit. Sur quoi M. de Lauriere fait cette note : « Non pas » routes les coutumes , car il y en a » quelques-unes où le ventre ennoblit , » c'est-à-dire , où les enfants de mères » nobles sont nobles , quoiqu'issus de » pères roturiers. *Voyez* la coutume de » Troyes , tit. 1 , art. 1 ; celle de Meaux , » art. 4 ; de Chaumont , art. 2 ; de Châlons , art. 2 ; de Bar , art. 71 ; d'Artois , art. 198 ; de Saint-Michel , » art. 2 ». Il ajoute ensuite que l'usage étoit anciennement général en France que le ventre ennoblissoit ; & il renvoie , pour les preuves , à son glossaire , au

N n

mot *Noblesse de par les mères*. Il examine le même fait en ses notes sur les établissements de saint Louis, liv. 1, chap. 23, tom. 1, *des ordonnances des Rois de France de la troisième race*, imprimées au Louvre, pag. 124 & 125.

§ 1. Le chap. 23 des *Etablissements*, dit : *Si gentilsfame prend hons vilain couseumier, li enfant qui i sront d'aus d'eus, si auront el fié devers la mère, autretant li uns come li autres, se il n'i a foi à faire; & se il i a foi à faire, li aîné la fera, & aura le hebergement en advantage, ou une chose à son choïs, &c.* C'est-à-dire, pour parler le langage d'aujourd'hui : « Si une femme noble se marie » à un roturier, les enfants qui naîtront » d'eux partageront également la succession de la mère; à moins qu'il n'y ait » des héritages qui demandent qu'on en » fasse foi & hommage; en ce cas ce » sera l'aîné qui la fera, & il aura le » château par préciput, ou autre chose » à son choïs ». Il faut remarquer que le mot *fié* employé dans le texte, & que l'on a rendu par le mot *succession*, se prend ici simplement pour *héritage*, ou *fonds*, de quelque qualité qu'il soit; on trouve même dans l'article 63 des constitutions du châtelet, imprimées à la fin des notes de M. de Laurière sur la coutume de Paris, qu'il y a des *fiefs vilains* distingués des fiefs nobles.

§ 2. L'article des établissements distingue donc deux natures de biens dans la succession d'une femme noble mariée à un roturier; savoir, ceux qui ne doivent point foi & hommage, & ceux qui imposent ce devoir aux propriétaires; or ces derniers ne peuvent assurément être autre chose que des *fiefs nobles*, sur lesquels l'aîné prenoit un préciput. La mère noble transmettoit donc ses fiefs à ses enfants, quoique sortis d'un père roturier; ils étoient donc nobles, puisque la possession des fiefs étoit exclusivement réservée aux

nobles; c'est ce que nous atteste Beaumanoir en ses coutumes du Beauvoisis, chap. 48, où il dit que, par l'ancien droit de la France, & par nouvel établissement, il n'y avoit que les nobles ou gentilshommes qui pussent posséder des fiefs. Les enfants d'un roturier & d'une femme noble étoient donc nobles, puisqu'ils possédoient des biens qui ne pouvoient se trouver que dans la main des nobles.

§ 3. Mais il y a plus, le chapitre 130 des établissements de saint Louis porte : *Se aucuns hons estoit chevalier, & ne fut pas gentilhons de parage, tout le fust-il de par sa mère, si ne pourroit-il estre par droit, &c.* C'est-à-dire, « si un homme » étoit chevalier sans être gentilhomme » du côté paternel, quoiqu'il fût noble » par sa mère, il ne seroit pas chevalier » de droit ». On voit assez, sans qu'il soit besoin de le faire remarquer, que *gentilhons*, ou gentilhomme de parage signifie, dans ce texte gaulois, homme noble par son père; cela est assez clair par l'opposition mise entre cette expression & celle qui suit, *le fust-il de par sa mère*. D'ailleurs voici comment s'explique Beaumanoir, chap. 45 : « Voirs » est que servitude vient de par les » mères; car tuit li enfant que celle » porte qui est serve, sont serf, tout » soit-il ainsint que li père soit frans » homes nez.

» Si li pères étoit chevaliers, & il » épousoit une serve, si seroient tuit li » enfant sers.

» Tout soit-il ainsint que le gentillese » par lequel leu püst estre chevalier, » doie venir de par le père; car che est » coutume au royaume de France que » cil qui sont gentilhomme de par le » père, tout soit leur mère villain, » püent être chevaliers. Et quand le » mère est gentilsfame, & li père ne » l'est pas, li enfant si ne püent estre » chevaliers. Et ne pourquant li enfant

„ ne perdent pas l'état de gentillesse dou
 „ tout ; ainchois sont demené comme
 „ gentilshomes dou fet de leurs corps ,
 „ & püent bien tenir fiés , lesquelles
 „ choses villain ne püent pas tenir ».

Enfin Monstrelet , vol. 1 , chap. 57 , dit que Jean de Montagu étoit né de la ville de Paris , qu'il étoit fils de Girard de Montagu , & qu'il étoit gentilhomme de par sa mère.

54. On avoit donc adopté , dans ces temps où la servitude avoit lieu en France , les maximes du droit romain , *partum ancilla matris sequi conditionem , nec statum patris in hâc specie considerari explorati juris est*. L. 7 , *cod. de rei vindic.* C'étoit l'état de la mère , relativement à la liberté , qui formoit l'état de l'enfant , sans que celui du père y influât en rien. Si la mère étoit esclave , l'enfant qu'elle mettoit au monde l'étoit aussi , soit que le père fût libre , soit qu'il ne le fût pas. Mais si elle étoit libre , l'enfant naissoit libre , quand il auroit eu un esclave pour père. La même chose avoit lieu en France , comme on le voit par le passage de Beaumanoir rapporté plus haut : *Si enfant que celle porte qui est serve soit serf , tout soit-il ainsint que li pere soit francs homes nez. Et si li peres étoit chevaliers , & il épousoit une serve , si seroient tuit li enfant sers.*

55. Il n'en étoit pas ainsi des enfants nés en légitime mariage d'un père & d'une mère libres ; ils suivoient l'état du père , sans que celui de la mère y influât en rien. *Instit de ingen.* L. 1 , §. 1 , 2 , *ff. ad municip.* & *de incol.* l. 8 & 10 , *ff. de Senat.*

56. En France , on n'avoit pas tout à fait adopté cette maxime , puisque l'on voit , par les passages cités , & sur-tout par Beaumanoir , que *quand le mere est gentilsfame , & li pere ne l'est pas li enfant ne perdent pas l'état de gentillesse dou tout , ainchois sont demené com-*

me gentilshomes dou fet de leurs corps , &c. Ainsi la mère transmettoit sa noblesse à ses enfants , indépendamment de l'état du père. Mais il y avoit cette différence entre la noblesse provenant du père & celle provenant de la mère , que celle du père donnoit la faculté à ses enfants de pouvoir devenir chevaliers ; mais s'ils ne tiroient leur noblesse que de leur mère , ils ne pouvoient parvenir à cet honneur sans une grace spéciale. C'est encore ce qu'atteste Beaumanoir dans le passage cité : *Et quand le mere est gentilsfame , & li pere ne l'est pas , li enfant si ne püent être chevaliers.* Ce qui est authentiquement attesté par le chap. 130 du liv. 1 des établissements de saint Louis , que voici tout entier : « Se » aucuns hons étoit chevalier , & ne fust » pas gentilshons de parage , tout le fust- » il de par sa mère , si ne pourroit-il » estre par droit Ains le porroit pren- » dre li Rois ou li Bers en qui chastelle- » rie ce seroit , & trencher ses esperons » seur un fumier , & seroit li mueble à » celui en qui chastellerie ce seron : car » usage n'est mie que fame franchisse » homme , més li home franchir la » fame ; car se uns hom de grand li- » gnaigne prenoit la fille à un vilain à » fame , ses enfans porroient bien estre » chevaliers par droit ». Ainsi , quand un noble par sa mère seulement avoit la rémérité de se faire recevoir chevalier , il couroit risque de l'affront de se voir conduire sur un fumier par ordre du Roi ou du bers (baron) selon la châtellenie dans laquelle il se trouvoit , & là on lui coupoit ses éperons , qui , quand ils étoient dorés , étoient la marque distinctive du chevalier ; & argentés celle de l'écuyer. Quant aux roturiers , ils n'avoient point d'éperons , parce qu'ils faisoient le service de guerre à pied.

57. Il est donc démontré que la noblesse par les mères avoit lieu partout le royaume , avec la modification que l'on

vient de faire voir. Il paroît que peu à peu cet usage se perdit , & que l'on adopta , de proche en proche , la disposition du droit romain , qui fait absolument dépendre la qualité des enfans nés en légitime mariage de celle du père uniquement.

58. Cent ans après les établissemens de saint Louis , le 15 novembre 1370 , Charles V rendit une ordonnance pour la perception des droits d'amortissement & de francs-fiefs dans la ville & viguerie de Beziers , & dans la sénéchaussée de Carcassonne. Par l'article 23 de cette ordonnance enregistrée en la chambre des comptes , il est dit que les roturiers descendant d'un père roturier & d'une mère noble , paieront finance pour les fiefs qui leur adviendront par acquisition , succession ou autrement. *Innobiles descendentes à patre innobili , & matre nobili , pro rebus feodalibus sibi de ventis , & per ipsos acquisitis & acquirendis ex successione eorum matris nobilis , & aliorum collateralium ejusdem matris , aut aliter à nobili , solvent financiam quam exigatis & queratis , ut suprà.* Elle se trouve dans le cinquième volume des ordonnances imprimées au louvre.

59. Il y avoit donc des provinces en 1370 , où les mères ne transmettoient plus la noblesse à leurs enfans issus d'un père roturier ; la preuve tirée de cette ordonnance est sans réplique pour Beziers & Carcassonne ; mais dans ce temps là , comme aujourd'hui , les usages n'étoient pas généraux ; & de ce qu'une chose se pratiquoit dans une province , ce n'étoit pas une raison pour qu'elle se pratiquât dans une autre. Les loix même émanées de l'autorité royale n'avoient pas , à beaucoup près , une exécution universelle. La France étoit pour lors divisée en *pays du domaine du Roi* , & en ce que l'on appelloit *pays des barons* , ou en *baronnies* ; ou , pour parler le langage des établissemens même de saint

Louis , liv. 2 , chap. 10 , 11 & 15 , en *pays de l'obéissance-le-Roi* , & en *pays hors l'obéissance-le-Roi*. Or les ordonnances des Rois étoient exécutées sans difficulté , & de leur seule autorité , dans les pays de leur domaine seulement ; mais elles n'avoient aucune force dans les baronnies , si elles n'étoient concertées avec les barons , ou du moins souscrites de leurs signatures , ou scellées de leur sceau. C'est ainsi que l'ordonnance de Philippe-Auguste concernant la juridiction ecclésiastique , qui se trouve au premier volume des ordonnances du louvre , pag. 39 , a été faite du consentement des barons : *In hoc concordati sunt Rex & barones , &c.* Celle de Louis VIII de 1223 , touchant les juifs , s'exprime ainsi : *Noveritis quòd per voluntatem & assensum archiepiscoporum , episcoporum , comitum , baronum & militum regni Francia qui judeos habent , & qui judeos non habent , &c.* Mais cette distinction & ses effets sont expressément marqués dans les établissemens de saint Louis , liv. 2 , chap. 10 , où ce prince énonce un cas où le combat judiciaire avoit lieu ; & il ajoute : *& se estoit en l'obéissance-le-Roi , ou en sa seigneurie , ou en son domaine , par témoins ; car le Roi défend bataille par ses établissemens.* Au chap. 11 on trouve ces mots à la fin : *Et li doit la justice denoncier la peine qui est dite dessus , se ce est en l'obéissance-le-Roi ; & se ce est hors de l'obéissance le Roi , gage de bataille.* Ces deux passages nous apprennent bien expressément que quand ce prince avoit substitué la preuve par témoins à celle du combat judiciaire , il n'avoit pas compté que les pays qui n'étoient point de son domaine se soumettent à une loi si sage , parce que ses établissemens qui la contenoient avoient été faits & publiés sans la participation des barons.

60. Ainsi , quoique l'ordonnance de

1370 déclare non nobles ceux qui ne pourroient l'être que par leur mère, quoiqu'elle s'enonce même à cet égard de manière à faire entendre que ce n'étoit pas une chose nouvelle, mais la suite d'un règlement connu, elle n'a eu lieu que dans les pays du domaine du Roi & dans les terres où les seigneurs ont bien voulu l'établir, ou souffrir qu'elle s'introduisît. C'est en conséquence de cette indépendance que les femmes ont continué de transmettre leur noblesse à leurs enfants dans la Champagne, dans le Barrois & dans l'Artois, & qu'on en a même fait une règle dans les coutumes écrites de ces pays, où l'on étoit encore dans cet usage lors de la rédaction de ces coutumes, comme on va le voir dans un moment.

61. C'est ainsi, pour le dire en passant, que l'étude des loix conduit sûrement à la connoissance des différents points de l'histoire intérieure d'une nation; & l'on peut remarquer très-souvent que l'indifférence que nos sçavants témoignent, & ne craignent pas même d'affecter pour cette étude, les fait tomber dans des erreurs grossières, ou les force à recourir à des conjectures toujours hasardées, & qui n'apprennent jamais la vérité. C'est un défaut que l'on rencontre souvent en particulier dans l'histoire de l'abbé de Velly, si estimable & si précieuse d'ailleurs. Mais revenons aux coutumes qui ont conservé des traces de l'ancien usage dont on vient de parler.

62. Il paroît que la noblesse avoit continué de se transmettre par les mères aux enfants dans les pays régis par ces coutumes, sans autre titre que l'ancien usage du royaume qui s'étoit concentré dans ces provinces. Bacquet nous en fournit la preuve dans son *traité des francs fiefs*, chap. 11, n°. 4; il rapporte un arrêt du 7 août 1483, rendu sur

enquête par turbe de la coutume de Château-Thierry, & après récollement fait des témoins entendus en cette enquête. Ainsi toutes les précautions avoient été soigneusement prises pour constater juridiquement l'usage du pays qui n'étoit pas encore alors rédigé par écrit. Par cet arrêt rendu en la cour des aydes de Paris, un élu, fils d'un père roturier & d'une mère noble, fut déclaré noble, avec défenses aux habitants de Château-Thierry de l'imposer à l'avenir à la taille tant qu'il vivroit noblement & sans faire acte de dérogeance. Il est donc certain qu'en 1483, plus de deux cents ans après les établissemens de saint Louis, & plus de cent ans après l'ordonnance de Charles V, la mère transmettoit, à Château-Thierry, la plénitude de sa noblesse à ses enfants, quoiqu'ils fussent d'un père roturier. Mais il faut avouer que le temps avoit déjà répandu quelques nuages sur ce point de droit; l'arrêt est une preuve que l'on commençoit à le révoquer en doute, puisqu'il avoit donné lieu à une contestation; & la notoriété n'étoit pas assez manifeste, puisque les juges furent obligés, pour s'en assurer, de recourir à une enquête juridique.

63. Le temps de la rédaction des coutumes arriva, & c'est à cette époque que la noblesse, qui n'avoit d'autre source que la mère, commença à recevoir une secousse qui l'a réduite à l'état où nous la voyons aujourd'hui. La coutume de Chaumont en Bassigny fut rédigée & arrêtée au mois d'octobre 1509, vingt-cinq ans ou environ après l'arrêt de 1483. L'article 2 est ainsi conçu: « L'on tient coutume être audit bail- » liage que ceux sont dits & réputés no- » bles qui sont nés & issus en mariage » de père & de mère nobles, ou de » père noble & de mère non noble; ou » de mère noble & de père non noble, & » qu'il suffit l'un d'eux père ou mère

» être noble , à ce que le fruit soit noble ». Les commissaires qui présidèrent à la publication de cette coutume étoient M. Baillet , président au parlement , & M. de Barne , avocat-général en la même cour. Or on sçait que les questions de noblesse sont beaucoup moins fréquemment portées au parlement qu'en la cour des aydes , où les exemptions de tailles & autres impôts attribuées à la noblesse attirent fréquemment ces sortes de matières. Or la jurisprudence de la cour des aydes étoit favorable à la noblesse par mère ; & cette jurisprudence , établie par un arrêt pour lors assez récent , & rendu avec solennité , & après toutes les précautions possibles pour constater le point de fait , ne pouvoit être ni changée ni oubliée en si peu de temps. Il y a donc lieu de croire que si la nature du tribunal eût permis d'en tirer les commissaires pour la rédaction des coutumes , l'article que l'on vient de lire n'auroit pas essuyé de contradiction. Mais le parlement n'avoit point eu occasion d'éclaircir ce point de fait qui n'avoit point été débattu devant lui , & il ignoroit ce qui s'éroit passé vingt ans auparavant en la cour des aydes ; les magistrats qui le composoient , instruits du droit commun établi par les anciennes ordonnances , par le droit romain , & par l'usage presque universel du reste du royaume , crurent devoir y ramener les cantons qui leur parurent vouloir s'en éloigner.

64. En conséquence MM. les commissaires , à la lecture de cet article , firent observer aux trois états de la province assemblés , qu'il étoit de conséquence , & même contraire à la raison écrite & à la loi , & demandèrent si tout ce qu'il contenoit étoit accordé pour coutume par tous les corps. Les nobles qui étoient à l'assemblée soutinrent que la noblesse procédoit & devoit procéder

du côté du père seulement , & non du côté de la mère , & que l'article en question n'étoit point conforme à la coutume du pays.

65. Il est clair que ceux qui étoient alors en possession de la noblesse étoient intéressés à voir tarir une des sources qui la produit si abondamment ; plus une prérogative est rare , plus elle est honorable & précieuse : d'ailleurs leur intérêt s'accordoit avec le bien public , auquel la multiplicité des privilèges est pernicieuse.

66. Cette protestation de la noblesse occasionna une sorte de contestation entre elle & le tiers-état , dont les membres espéroient pouvoir avoir des enfants nobles en épousant des femmes décorées de cette qualité. En conséquence les commissaires ordonnèrent que l'article demeureroit en suspens quant à la disposition qui porte que la noblesse peut se transmettre par la mère seulement , quoique le père ne soit pas noble ; & cependant ils ordonnèrent que les parties produiroient contradictoirement pardevant eux , pour en faire leur rapport à la cour , afin d'y être pourvu ainsi que de raison.

67. La même chose se passa à la rédaction de la coutume de Troyes en la même année , dans le même mois , & par les mêmes commissaires. Le premier article est conforme à la disposition du second de celle de Chaulny , & les commissaires ordonnèrent qu'il demeureroit *en telle usance & coutume comme elle a été , & qu'on en a usé par le temps passé* ; que l'on contesteroit devant eux pour en faire leur rapport à la cour. On a tenu la même conduite pour les coutumes de Chaumont en Bassigny , de Meaux , & de quelques autres du même canton. A l'égard de celle de Sens , elle porte , article 160 , que les enfants de père ou mère nobles sont réputés nobles ,

quoique le père ou la mère ne le soit point ; & il ne paroît pas que cette disposition ait essuyé aucune contestation lors de la rédaction.

68. La Champagne & ses environs n'est pas le seul endroit où l'on trouve des vestiges de cet ancien usage qui étoit universel en France. Suivant l'article 71 de la coutume de Bar , rédigée en 1579 , « si le père est noble , vivant noblement , » & la mère roturière , les enfants procrés d'eux seront nobles & suivront la condition du père. Mais si le père est roturier , & la mère noble , les enfants procrés dudit mariage suivront l'état & condition de la mère , si bon leur semble , en renonçant à la tierce-partie des biens de la succession paternelle au profit dudit seigneur duc. Toutefois si après la succession paternelle à eux échue , ils continuoient la roture d'icelui , ne seroient reçus à l'état de noblesse , sinon en renonçant à la totale succession paternelle , & obtenant réhabilitation dudit seigneur , qui ne leur octroiera si bon ne lui semble ».

69. Les rédacteurs de cette coutume avoient voulu , comme on voit , faire plier l'ancien usage sous celui qui s'étoit introduit dans presque toutes les provinces du royaume , & n'accorder la noblesse qu'aux enfants issus de père noble ; mais ils ne crurent pas devoir détruire tout-à-fait un point de droit qui étoit en pratique dans leur duché depuis plusieurs siècles ; ils trouvèrent moyen d'en tirer un droit bursal au profit de leur prince , en faisant acheter la noblesse à ceux à qui leur mère la transmettoit autrefois de plein droit.

70. La coutume d'Artois fut publiée , pour la première fois , en 1509 ; cette province étoit alors du ressort du parlement de Paris. Elle fut réformée en 1543 , sous l'autorité de l'empereur Charles-Quint , au profit duquel l'Artois

avoit été distrait de la couronne de France par les traités de Madrid & de Cambray. Or l'article 141 de l'ancienne coutume , & l'article 198 de la nouvelle , portent « qu'une personne noble de par » mère seulement est franche dudit nou- » vel acquêt , aussi avant qu'une per- » sonne noble de par père , en façon » qu'on dit , ou en façon qu'audit cas la » mère ennoblit l'enfant ; mais en ma- » tière d'impositions & d'aydes , con- » vient être noble par père ».

71. C'est ainsi que cet usage , qui d'abord étoit , comme on l'a vu , universel dans le royaume , s'est trouvé réduit à certaines provinces , y a été ensuite limité , & peut-être éteint tout-à-fait ; c'est ce que nous allons examiner.

72. Bacquet , à l'endroit cité plus haut , dit qu'on n'a point égard à ces coutumes , & qu'on tient pour certain en France que le ventre n'ennoblit point ; ensorte que ceux qui sont issus de père roturier & de mère noble sont roturiers , s'ils n'ont , dit-il , obtenu arrêt de la cour des aydes , par lequel , comme nobles , ils soient déclarés exempts de payer la taille.

73. Il ne paroît pas facile d'entendre ce que veut dire cet auteur par la restriction qui termine la décision que nous venons de rapporter. S'il est certain en France que le ventre n'ennoblit point , comment la cour des aydes peut-elle exempter de la taille ceux qui n'ont d'autre titre pour prétendre cette exemption que la noblesse de leur mère ? Il est certain que la cour des aydes , ni aucun tribunal quelconque , ne peut donner la noblesse à ceux qui ne l'ont pas ; cette faculté est exclusivement réservée au souverain. La fonction des cours consiste à examiner les titres & l'origine de ceux qui prétendent être nobles , & à déclarer si leur prétention est ou n'est pas fondée ; mais leurs jugements ne sont que déclaratoires , ils ne donnent

pas le droit, ils décident seulement qu'il appartient ou n'appartient pas à ceux qui y prétendent.

74. Quoi qu'il en soit du sens de ces paroles de Bacquet, il ajoute que, si ces coutumes, lors de leur rédaction, n'eussent été controversées, eussent été accordées du consentement des trois états, & ensuite homologuées au parlement, il est certain qu'elles auroient le pouvoir d'ennoblir les enfants par le moyen de leur mère noble, quoique leur père eût été roturier, & que ces coutumes fussent directement contraires à la disposition du droit. Car, continue-t-il, les coutumes en France ont force de loix, & ne peuvent être débattues, pas même par le Roi, sous prétexte que les ennoblissements dépendent de sa majesté, attendu que son procureur a été présent à la rédaction & qu'il n'a pas contredit. Elles ne peuvent pas être débattues par les habitants du pays, parce qu'ils y ont consenti, ni par aucune autre personne, sur-tout quand elles ont le sceau de l'homologation au parlement. Nous allons examiner tout à l'heure si la conséquence que Bacquet tire de ce principe, véritable en lui-même, n'est pas trop étendue quant à la question dont il s'agit ici.

75. La contestation qui s'éleva au sujet des articles des coutumes dont on a parlé est restée indécise jusqu'à présent; mais cette noblesse acquise par la mère a été restreinte, par l'usage & par la jurisprudence, à des bornes bien étroites. Voici comme en parle Loyseau, en son *traité des ordres*, chap. 5, num. 65 & 66. « Tant s'en faut, dit-il, que la femme noble, mariée à un roturier, trans-
» fère sa noblesse à son mari ni à ses
» enfants, qu'au contraire elle-même la
» perd, parce que c'est une règle per-
» pétuelle que la femme suit la qualité
» de son mari ». Il cite la loi 8, ff. de *senat*. En voici les termes : *Fœmine nup-*

ta clarissimis personis, clarissimarum personarum appellatione continentur. Clarissimarum fœminarum nomine senatorum filia, nisi quæ viros clarissimos sortita sunt, non habentur; fœminis enim dignitatem clarissimam mariti tribuunt, parentes verò donec plebeii nuptiis fuerint copulatæ. Tam diù igitur clarissima fœmina erit, quamdiù senatori nupta est, vel clarissimo; aut separata ab eo, alii non nupsit. On peut y joindre la loi 10 du même titre : Liberos senatorum accipere debemus, non tantùm senatorum filios, verùm omnes qui geniti ex ipsis, exve liberis eorum dicantur, sive naturales, sive adoptivi sint liberi senatorum ex quibus nati dicuntur. Sed si ex filiâ senatoris natus sit, spectare debemus patris ejus conditionem.

76. Loyseau passe ensuite à la disposition des coutumes qui attribuent aux mères la faculté de transmettre leur noblesse à leurs enfants issus d'un père roturier; il tombe à cet égard dans l'erreur de nos historiens qui ont cherché la cause de cette disposition dans une déroute de la noblesse champenoise, & il ajoute : « Mais M. Couan, lib. 2,
» cap. de ingenuis, & après lui M. Pi-
» thou qui a traité amplement cette
» question sur le premier article de la
» coutume de Troyes, nous apprennent
» que cette coutume ne se garde plus
» qu'à l'égard des effets coutumiers,
» mais non pas pour l'exemption des
» tailles, comme il fut jugé par arrêt de
» la cour des aydes de l'an 1566, qui
» fut ordonné être publié au siège de
» l'élection de Troyes, quoique Bac-
» quet, continue Loyseau au *traité des*
» *francs fiefs*, chapitre 11, en rap-
» porte un autre tout contraire du 7
» août 1583 ». Il y a, comme on voit, faute dans la date que Loyseau donne à l'arrêt de Bacquet, qui est de 1483, & non de 1583. Ainsi en reportant la date de l'arrêt de Bacquet à sa vraie époque, il

entre lui & celui de Loyseau ; ils sont conformes l'un & l'autre à la jurisprudence des temps où ils sont respectivement intervenus.

77. Au reste , la décision de l'arrêt de 1566 a formé la jurisprudence qui subsiste encore relativement à cette espèce de noblesse qui n'a plus lieu que pour ce qui concerne les points de droit qui sont du ressort de la coutume , c'est-à-dire , le partage des fiefs , le droit d'aînesse , &c. C'est ce que nos auteurs établissent sur les coutumes qui parlent de cette noblesse. Nous avons vu quelle étoit la façon de penser du parlement à cet égard lors de la rédaction de ces coutumes ; il l'a encore manifestée par un arrêt du 23 décembre 1566 , rapporté par Pithou sur l'article premier de la coutume de Troyes. Ainsi ces nobles par mère seulement ne sont exempts d'aucuns des droits dus au Roi par les roturiers , tels que les francs fiefs , la taille , &c. On a vu plus haut que c'est le sentiment de Bacquet.

78. Mais cette espèce de noblesse qui influe sur le partage des biens , & sur toutes les dispositions purement coutumières , est-elle tellement inhérente à la personne , que ceux qui en sont revêtus la portent par tout & la puissent faire valoir dans les coutumes qui n'ont point de semblable disposition ? Si nous en croyons Bacquet , dans le passage rapporté plus haut , les coutumes ont force de loi , & ne peuvent être débattues par personne quand elles sont homologuées au parlement. Il semble que cet auteur devoit distinguer : l'empire des coutumes est sans doute absolu sur les biens & sur les personnes situées & domiciliées dans leur district , par les raisons qu'en a données Bacquet ; mais quant à ce qui est hors de ce district , les réglemens qu'elles contiennent sont *res inter alios acta* , qui ne peuvent obliger que ceux

Partie II.

qui y ont consenti & pour qui elles sont faites ; c'est pourquoi les successions se partagent , non suivant le domicile des parties , mais selon l'affiette des biens ; de façon que s'il y a dans une succession des biens situés en différentes coutumes , il y aura autant de sortes de partages qu'il y aura de coutumes qui régleront différemment cette opération. Ainsi ceux dont la noblesse n'est que coutumière , jouiront , sous l'empire de leur coutume , de tous les avantages qui y sont attachés ; mais s'il faut passer dans d'autres coutumes où cette noblesse est proscrire , elle disparaîtra , & ils seront tenus d'opérer comme roturiers.

79. La noblesse transmise par les femmes commençoit à recevoir des échecs de toutes parts , lorsque l'on crut devoir aux services de la fameuse Jeanne d'Arc , connue sous le nom de *Pucelle d'Orléans* , d'ennoblir sa famille à perpétuité , & même prendre des mesures pour que cette noblesse ne pût jamais être éteinte , afin de perpétuer la mémoire de cette héroïne. Pendant le cours de ses expéditions militaires , Charles VI lui fit délivrer des lettres patentes au mois de décembre 1429 , qui furent registrées en la chambre des comptes le 16 janvier suivant , portant ennoblissement de Jacques Maon , Jean & Pierre d'Arc , frères de la Pucelle , & de leur postérité tant masculine que féminine , avec permission de porter le nom *du Lys* au lieu de celui *d'Arc*. Ainsi les femmes de cette famille communiquoient leur noblesse à leurs maris , avec tous les privilèges qui y sont attachés , & la communiquoient à leurs enfants.

80. Mais le bien de l'état a enfin obligé le monarque à faire céder le motif de reconnaissance aux inconvénients qui pouvoient résulter d'une prérogative si extraordinaire ; cette communication perpétuelle de noblesse auroit pu produire enfin une si grande quantité de

O o

nobles , que le peuple se feroit trouvé écrasé sous le poids des charges que les nobles , ainsi multipliés , reversoient nécessairement sur le peu de roturiers qui seroient restés. Ainsi, Louis XIII, par édit de 1614 , régla que la noblesse de cette famille ne passeroit plus , comme celle des autres , que de mâle en mâle ; ce qui a eu lieu depuis l'époque de cette loi.

81. VERGE ENNOBLIT , VENTRE AFFRANCHIT : ce proverbe est le contraire du précédent , il signifie qu'il n'y a que le père qui puisse , suivant le droit commun françois , communiquer la noblesse , & que la mère , quoique noble , alliée à un roturier , ne communique que l'affranchissement. Voyez le glossaire du droit françois ; Loyfel , liv. 1 , titre 1 , max. 21.

82. VERGE BLANCHE , PORTER BLANCHE VERGE. Dans la coutume de Lille , tit. 1 , art. 29 , le seigneur haut justicier & vicomtier qui a l'église bâtie dans l'étendue de son fief , y jouit de tous les honneurs de l'église , & entr'autres a droit d'aller aux processions portant blanche verge à la main en signe de sa seigneurie. En l'absence du seigneur , son juge ou bailli a le même droit.

83. VÉRIFICATION D'UN TERRIER : c'est vérifier si le terrier renouvelé est conforme aux anciens terriers , & si entre les droits & cens établis depuis les anciens ont été compris dans le nouveau terrier.

84. La rénovation d'un terrier coûte toujours beaucoup de dépense ; il est donc important aux seigneurs de voir par eux-mêmes , ou de faire examiner par des gens éclairés si les terriers qu'ils ont fait renouveler l'ont été fidèlement. A cet effet ils doivent exiger du commissaire à terrier qu'il mette à la fin de son terrier une table qui représente tous les articles de l'ancien terrier , comparés avec ceux compris dans le nouveau ,

faisant note à chaque article des changements qui peuvent être arrivés au cens , de son extinction par prescription , composition ou autrement , de sa division , s'il est en litige , ou non ; de cette façon aucun article n'échappe , & sur chacun le seigneur sçait à quoi s'en tenir. Ce qu'on fait pour le cens on doit le faire pour tous les autres droits compris en la rénovation.

85. Souvent un commissaire à terrier ne donne pas d'autre preuve de la justesse de ses opérations , qu'en prouvant par un calcul fautif que le montant des cens & droits compris dans l'ancien terrier cadrent avec le total de ceux énoncés & reconnus au nouveau ; le seigneur qui se contenteroit de cette preuve pourroit souvent y être trompé , parce que les cens & droits établis depuis l'ancien terrier peuvent servir à couvrir les omissions , les négligences , les infidélités même faites au nouveau. Le plus sûr est donc de vérifier article par article , & de comprendre à la fin du terrier , dans un chapitre séparé , les cens & droits dont l'époque est postérieure à l'ancien terrier ; de cette façon rien n'échappe , & chaque objet se manifeste dans la plus grande évidence.

86. VÉRIFICATION DES ORDONNANCES , ÉDITS ET DÉCLARATIONS , est celle qui précède l'enregistrement qui s'en fait dans les cours souveraines des parlements ; celui de Paris a le droit d'enregistrer avant tous les autres ; c'est pourquoi Charles IX s'étant fait déclarer majeur par une déclaration enregistrée au parlement de Rouen , celui de Paris ne l'enregistra qu'après d'itératives remontrances fondées sur le droit dont on vient de parler. Voyez l'abrégé chronologique de M. le président Henault sur l'année 1563.

87. Les édits concernant le domaine & les finances ordinaires doivent être vérifiés en la cour de parlement & en

la chambre des comptes ; & ceux concernant les finances extraordinaires doivent être vérifiés en la chambre des comptes & en la cour des aydes.

88. Suivant le droit romain, les ordonnances ne devoient être observées que deux mois après leur publication & insinuation ; mais en France elles doivent l'être du jour de leur publication. *Voyez* l'art. 4 du tit. 1 de l'ordonnance de 1667.

89. VERRERIES. *Voyez* Forges & Fourneaux.

90. VERRIER (GENTILHOMME), est celui qui s'occupe à faire du verre. Cette profession ne déroge pas à noblesse : mais l'article 8 du règlement de 1614 dit qu'ils ne jouiront d'aucune exemption s'ils ne sont nobles d'extraction ; l'article 13 du règlement de 1634 ordonne la même chose.

91. Les marchandises des gentilshommes verriers sont exemptes de tous péages, gabelles & impositions. Ainsi jugé par arrêt du parlement de Grenoble du 26 mai 1575, rapporté par Basset, tom. 2, l. 3, tit. 2, chap. 1.

92. Par autre arrêt de la chambre de l'édit de Castres, du 7 décembre 1651, les marchandises en verre furent pareillement déclarées exemptes de tous droits de péage & de leude ; les fermiers de ces droits condamnés à restituer ceux qu'ils ont perçus sur les marchandises que des gentilshommes verriers avoient envoyées à Narbonne ; défenses furent faites de les exiger à l'avenir. *Voyez* Boné, part. 2, art. 85.

93. VERTE-MOUTE, est un droit qui se paie en Normandie aux seigneurs banniers par ceux qui sont sujets à leur bannalité, pour les grains qu'ils recueillent dans l'étendue de la seigneurie ou du fief, quoiqu'ils n'y fassent pas leur résidence, par rapport à la consommation qu'ils pourroient faire pour leur nourriture & celle de leur famille, en

cas qu'ils demeurassent sur le fief.

94. En quelques endroits le droit de verte-moute est encore plus considérable ; il consiste en une certaine quantité de grains recueillis sur le fonds sujet au droit ; ordinairement c'est la seizième gerbe, comme la seizième partie du boisseau est la redevance la plus commune des moulins bannaux. *Voyez* Pesselle sur l'art. 210 de la coutume de Normandie.

95. Basnage, sur le même article, se récrie beaucoup sur ce droit de verte-moute, & dit qu'il est odieux, en ce que le sujet qui le paie est assujetti à une charge très-onéreuse qui peut lui enlever la huitième partie de sa récolte, savoir un seizième pour le fond du droit, & un autre seizième pour faire moudre son grain s'il demeure dans une autre bannalité.

96. Le droit de verte-moute n'est point une dépendance de la bannalité ; ainsi, pour le percevoir, il faut un titre spécial outre celui de la bannalité ; ce principe est certain, *voyez* Basnage sur l'art. 210 de la coutume de Normandie ; Denifart rapporte un arrêt du 23 juillet 1736, qui a jugé conformément à ce principe.

97. Dans la coutume du Maine les sujets à la bannalité sont exempts du droit de verte-moute. *Voyez* l'article 36.

98. En Provence il y a aussi un droit de verte-moute à peu près semblable à celui de Normandie. *Voyez* le traité des fiefs de Guyot, tom. 1, chap. 3, n. 11, dans ses observations sur les bannalités.

99. VEST ET DEVEST. Autrefois quand on achetoit un héritage il falloit en prendre possession avec certaines cérémonies, payer certains droits aux seigneurs ; & cela s'observe encore dans quelques coutumes. En Picardie on prenoit possession en acceptant un petit

bâton ou rameau, un brin de paille que le vendeur prenoit dans l'héritage & mettoit dans la main de l'acquéreur ; à Chauny on recevoit ce bâton de la main du juge ; dans le Perche l'acquéreur rompoit du bois verd & du bois sec pris sur l'héritage.

100. Conformément à ces anciens usages, dans les coutumes de vest & de vest, le vendeur d'un héritage en censive doit s'en dévêtir entre les mains du seigneur au profit de l'acquéreur, lequel le reçoit à son tour des mains du seigneur ; c'est ce qu'on appelle *vest* & *devest*, se dépouiller pour en revêtir un autre. *Voyez* Sens, art. 226 ; Senlis, art. 235 ; Laon, art. 54, 55 ; Châlons, art. 123, 124 ; Reims, art. 139, 150 ; Sedan, art. 110 ; & plusieurs autres. *Voyez* Pasquier en ses recherches, liv. 8, chap. 58.

101. Dans quelques-unes des coutumes dont on vient de parler, le *devest* & le *vest* a lieu non-seulement dans les ventes d'héritages, mais encore dans les simples engagements ; les seigneurs ont étendu jusques-là leurs droits, & ont introduit que le débiteur qui voudroit hypothéquer son héritage seroit obligé de s'en démettre entre leurs mains pour ensaisiner le créancier, & lui donner sûreté de sa dette ; aussi dans ces coutumes il n'y a point d'hypothèque sans nantissement. *Voyez* Nantissement.

102. VÊTIR, en termes de coutumes & de droits seigneuriaux, signifie mettre en possession d'un fief ou d'un héritage censuel : d'où nous sont venus les mots de *vest*, *advest*, *devest*, *advêtir*, *désadvêtir*, *vêtire*, *désadvêtire*, & autres semblables qu'on trouve dans différentes coutumes. *Voyez* le dictionnaire de Trévoux sur le mot Vêtir.

103. VEUFVE (droit de). Selon Bottillier dans sa somme, liv. 1, tit. 6, le droit de veufve est tel « que le seigneur temporel les a en garde, & aussi l'évê-

» que par spécial, au cas que les juges
» lays les voudroient molester, & qu'el-
» les faudroient de droit au juge lay ».

104. VEXIN-LE-FRANÇOIS. Par Vexin-le-François on entend certains lieux situés dans la coutume de Paris, où les fiefs relèvent de toute main, c'est-à-dire, où ils doivent relief à toutes les mutations qui arrivent de la part du vassal, même en ligne directe.

105. La coutume du Vexin, dont celle de Paris fait mention dans les art. 3, 4 & 33, n'est pas une coutume distincte & séparée de celle de Paris ; c'est un usage particulier qui dépend d'anciens titres, & des investitures de fiefs faites par les anciens seigneurs ; ce qui fait voir que dans la concession des fiefs & des censives les seigneurs, maîtres de leurs libéralités, peuvent y apposer telles conditions qu'ils jugent à propos, sans être gênés par les coutumes générales des lieux.

106. Cet usage particulier du Vexin-le-François déroge à la coutume de Paris, 1°. en ce qu'il n'est jamais dû de quint pour vente de fief. 2°. En ce que le relief est dû en toutes mutations de vassal, même en directe, ce qui revient au fonds à peu près à la même chose par rapport à ce qui se pratique dans la coutume de Paris. Si l'exemption du quint, en cas de vente du fief, est une faveur, d'un autre côté l'imposition du relief à toutes mutations est extrêmement rigoureuse : on peut ajouter que les mutations de fief par successions directes & collatérales sont bien plus fréquentes que celles qui arrivent par vente.

107. De cette observation il suit que le droit féodal du Vexin-le-François est extraordinaire, odieux & exorbitant, & par conséquent que le seigneur qui prétend en jouir, doit le prouver par de bons titres, en cas de dénégation de la part du vassal. *Voyez* Dumoulin, glos. 6, n. 2.

108. Suivant le même auteur , au même endroit , le vassal qui nie que son fief est régi par l'usage du Vexin , quand même il succomberoit , n'encourt pas la commise. La raison est que le vassal ne désavoue pas la mouvance , il conteste seulement la qualité de son fief & le droit extraordinaire du seigneur.

109. Pour qu'un fief soit réglé suivant l'usage du Vexin , il ne suffit pas qu'il soit situé entre plusieurs autres fiefs qui suivent cet usage ; les fiefs du Vexin ne sont tels qu'autant que le seigneur le prouve par ses titres ; le lieu de leur situation ne détermine rien à cet égard , attendu qu'ils sont situés en plusieurs endroits où il s'en trouve beaucoup d'autres qui sont régis par la coutume de Paris. *Voyez* Brodeau sur l'art. 3 de la coutume de Paris ; le glossaire du droit françois , *verbo* Fiefs qui se gouvernent suivant l'usage du Vexin-le-François.


110. VIAGER (CENS), est celui qui est imposé pour un temps , & est opposé au chef-cens qui est perpétuel. *Voyez* l'article 39 de la coutume de Reims. Quint viager ; *voyez* Quint hérédital.

111. VICAIRE. Ce mot est employé dans certaines coutumes pour lignifier l'homme vivant & mourant que les gens d'église & de main-morte doivent donner aux seigneurs féodaux & censuels pour faire la foi & hommage , & payer les profits à chaque mutation. *Voyez* Orléans , chap. 1 , art. 99 , 100 , 127 , 133 ; Blois , art. 44. *Voyez* Homme vivant & mourant.

*112. VICOMTES, sont en certains lieux , comme en Normandie & en Picardie , des officiers qui exercent la justice d'une seigneurie ; & ailleurs on entend par ce terme les seigneurs eux-mêmes qui ont ce titre.

113. Or cette différence vient de ce que les vicomtes , par leur institution , n'étoient que simples officiers & lieutenants des comtes ; mais ceux-ci ayant

secoué le joug de l'autorité légitime , & usurpé la propriété de leurs charges , comme nous l'avons fait voir en son lieu , leurs lieutenants suivirent leur exemple , & de simples officiers se firent seigneurs ; & comme cette révolution ne fut pas subite , elle ne fut pas aussi générale. Ainsi des vicomtes , les uns ne changèrent rien à leur premier établissement , & les autres se rendirent maîtres de leurs charges ; ce qui arriva vraisemblablement au temps que Hugues Capet , de maire du palais , se fit roi de France. *Voyez* Pasquier en ses recherches , liv. 2 , chap. 14 ; Loyseau , *des seigneuries* , chap. 7 ; & le glossaire du droit françois , *verbo* Vicomte.]

114.  En Normandie & en Picardie , la qualité de *vicomte* ne se donne pas seulement aux officiers qui exercent la justice d'une seigneurie ; on nomme ainsi les juges royaux inférieurs , dont les appels ressortissent aux bailliages. Les vicomtes royaux sont , dans ces deux provinces , ce que les prévôts sont ailleurs.

115. VICOMTÉ , est le titre de la seigneurie du vicomte qui relève immédiatement du Roi ou d'un comte , lequel relève lui-même immédiatement de la couronne.

116. Ce terme se dit aussi de l'étendue du ressort & de la juridiction du vicomte , & même du siège de la justice ; c'est principalement en Normandie que les enclaves des juridictions sont distinguées par vicomtés. Au surplus , *voyez* Salvaing , *de l'usage des fiefs* , chap. 50 ; Joly , *des offices* , tom. 1 , pag. 420 ; le glossaire du droit françois. Sur les marques distinctives de la dignité de vicomte , *voyez* Couronne , *voyez* Fourches patibulaires.

117. Je ne puis m'empêcher d'observer ici que M. de la Place peut se tromper , quand il dit dans l'article précédent que les usurpations des vicomtes

arrivèrent au temps que *Hugues Capet*, de maire du palais, se fit roi de France.

1°. Hugues Capet n'a jamais été connu pour maire du palais, cette dignité cessa en la personne de Pepin le Bref, qui effectivement de maire du palais, se fit roi de France. Mais ni Pepin le Bref, ni les Rois ses successeurs, ne furent point curieux de maintenir une dignité dont l'autorité avoit été si funeste aux Rois de la première race; aussi après Pepin le Bref, on ne compte plus dans notre histoire de maire du palais. 2°. Ce ne fut point par le pouvoir de maire du palais que Hugues Capet parvint à la couronne, ce fut par la puissance féodale. Hugues Capet ne se fit point Roi de lui-même, il le fut par la nécessité des circonstances; on lui défera la couronne, par la même raison qu'en Allemagne on défera l'empire à la maison d'Autriche. Du temps de Hugues Capet la France étoit divisée en sept ou huit grands fiefs; les Normands la désoloient par leurs invasions; on donna la couronne au plus puissant vassal, à celui qui, par ses richesses & par la position de ses états, se trouva le plus en état de soutenir la dignité du trône, & d'arrêter les courses des Normands. Voilà ce que fit Hugues Capet, roi; ce fut une nécessité à on le préféra à Charles de Lorraine, oncle de Louis le Fainéant, & son héritier.

118. VIDAME: c'est un seigneur qui relève en fief d'un évêché ou d'une abbaye; on en trouve cependant qui ne relèvent que du Roi, tel est le vidame d'Eneval en Normandie.

119. Dans l'origine, le vidame étoit un seigneur que l'évêque, un abbé, une abbesse même, choisissoient parmi la noblesse pour défendre les droits de leurs églises, conduire leurs vassaux à la guerre, rendre justice à leurs sujets. Les anciens vidames étoient, ainsi que les anciens comtes & ducs, en même

temps magistrats & officiers militaires.

120. Les évêques, pour s'attacher leurs vidames, leur abandonnèrent d'abord certains revenus, quelquefois leur firent des pensions annuelles; il leur fut permis de s'emparer des terres incultes situées dans les fiefs de l'évêché ou de l'abbaye, de les cultiver & s'en approprier les fruits. Quelques évêques poussèrent même la générosité jusqu'à leur céder une partie de leurs domaines, sous la seule obligation de la foi & hommage.

121. Tant d'avantages, dit l'abbé de Velly, tom. 3, pag. 129, loin d'assouvir, ne firent qu'irriter la cupidité des vidames ou des avoués; ils ne cessèrent de piller ou d'usurper les biens de ces mêmes églises qu'ils auroient dû protéger; les usurpations furent si multipliées que, pour les réprimer, les évêques eurent recours aux anathèmes; le concile de Reims, can. 6, ordonna que les vidames seroient privés de la sépulture ecclésiastique, s'ils exigeoient des églises au-delà de ce qui a été réglé anciennement.

122. Aujourd'hui dans les évêchés & dans les abbayes on n'a plus de vidames ni d'avoués; les prélats, & les abbés sur-tout, depuis qu'ils ne sont plus dans le cas de faire conduire leurs vassaux à la guerre, se sont défaits peu à peu de ces officiers incommodes; on connoît cependant encore les vidames de Chartres, d'Amiens, de Rheims.

123. Le vidame a à peu près le même pouvoir que le vicomte. Pour marque de sa dignité, il porte une couronne d'or garnie de perles, réhaussée de quatre croix parées, pour marque de leur première institution.

124. VIENTRAGE: c'est un droit seigneurial dont parle la coutume de Senlis, art. 125; il se percevoit sur les vins & autres breuvages vendus, ainsi que les droits de *chantellage*, d'affo-

rage, de forage, & autres semblables dont on a ci-dessus parlé. Un terrier de la terre de l'Isle-Adam, explique ainsi en quoi consiste le droit de vientrage. « Il est tel que chaque pièce » que le tavernier vend en gros à l'habitant, ou à autre, & qui n'est chargée sur une charrette ou charriot, ains » est roulée & traînée sur un traîneau » de maison à autre, l'acheteur doit un » denier tournois . . . » Voyez le glossaire du droit français.

125. VIGNAGE. Dans la somme rurale il est parlé de ce droit au chap. du fisc & des amendes ; c'est un droit que le seigneur prend sur les marchandises & sur les bestiaux qui passent dans sa terre, comme le *trieu*, le *péage*, le *pontnage*. Voyez ces mots.

126. VIGUIER. On appelle ainsi dans quelques pays le premier juge royal ; c'est la même chose que le prévôt ordinaire, le châtelain. L'origine des viguiers vient de ce qu'ils étoient autrefois les vicaires ou les lieutenants des comtes & des ducs qui rendoient eux-mêmes la justice. Dans une charte accordée par Louis VIII aux habitants de la ville de Bourges en 1224, il est dit que dans chaque viguerie il n'y aura qu'un viguier : viguerie est l'étendue de la juridiction du viguier.

127. Le viguier connoît de toutes les matières en première instance entre les roturiers, excepté certains cas réservés aux baillifs & sénéchaux, pardevant lesquels se relève l'appel des sentences du viguier. Voyez Pasquier en ses recherches, liv. 2, chap. 14 ; le *traité de la police*, tome 1, livre 1, titre 6, chapitre 2 ; Boniface, tome 1, livre 1, titre 9.

128. VILAIN. Pasquier dit que les nobles appelloient ainsi autrefois les roturiers qui demeuroient mollement dans les villes, au lieu de s'endurcir comme eux aux travaux de la campa-

gne, pour ensuite être plus propres au métier des armes, & aux fatigues de la guerre.

129. Dans les anciennes chartes & dans les coutumes, *vilain* signifie toute autre chose ; c'est un serf sujet à un seigneur, ou à cause des héritages qu'il possède dans sa seigneurie, ou même à cause de la demeure qu'il y fait : en ce sens *vilain* signifie un homme vil, de vile & serve condition.

130. M. de Laurrière, en ses notes sur les établissements de saint Louis, tom. 1, pag. 124 & 125 des ordonnances des Rois de France imprimées au Louvre, dit que *vilain* vient du mot latin *villa*, qui signifioit originairement *maison de campagne*, & qui, dans la basse latinité, a signifié ce que nous appellons *village*. C'est même de *villa* que nous avons fait le mot *village*. Ainsi *vilain* est proprement un habitant du village ; ce que Budée appelle *villanus*.

131. Les vilains, comme serfs, étoient main-mortables, taillables, mortaitables, corvéables, quêttables, il n'y a point de charges dont on n'accablât ces malheureux ; le mépris que les nobles avoient pour eux étoit extrême ; un ancien chevalier défendit expressément par son testament qu'on l'enterrât auprès d'un vilain.

132. La plus grande injure qu'un noble pût dire à une personne étoit de l'appeller *vilain*, & delà sont venus ces proverbes injurieux : *oignez le vilain il vous poindra*, *poignez le vilain il vous oindra*. *Vilain ne sçait que valent éperons*, pour dire, qu'un paysan, un roturier ne sçait ce que c'est que noblesse. Aujourd'hui les choses sont bien changées : un noble possédant un fief, n'en est pas moins tenu de faire la foi & hommage, & de baiser la main à un vilain ou à un roturier qui tient le fief dominant.

133. Lorsque les anciens seigneurs ras-

sembloient leurs sujets pour aller à la guerre, les vilains ou roturiers devoient se rendre dans le jour à la première sommation, au lieu que les nobles avoient quinzaine. *Voyez* les institutes de Loysel, livre 1, titre 1, maximes 26 & suivantes.

134. VILAINE (TERRE) : c'est un héritage chargé de devoirs serviles, à la différence du fief & du franc-aleu noble. *Terres vilaines* sont les bordelages, les marciages, les héritages main-mortables; de même *rentes vilaines* sont les rentes ordinaires qui ne sont pas inféodées. Cependant dans la coutume de Normandie il y a des fiefs chargés de devoirs serviles, comme de curer les marres, marnier ou fumer les terres, ou fener les foins du seigneur, refaire les écluses & les fossés de son château, moissonner ses bleds, les engranger, les battre & les vanner. La coutume appelle les fiefs qui sont tenus de ces ouvrages, *tenemens vilains*; & *vilains services*, ceux dont nous venons de parler. *Voyez* les chap. 26, 28, 53, 93. Dans la coutume de Bretagne, art. 91, les corvées sont appelées *viles*, pour signifier qu'elles ne peuvent être faites que par gens de vilaine & servile condition. « Noble homme, dit l'article ci-dessus, n'est tenu faire à son seigneur » *viles* corvées en personne, mais est » tenu pour sa terre noble lui aider aux » armes & autres aides de noblesse; » & s'il possède terres roturières, dont » soient dues *viles* corvées, il sera tenu » bailler homme pour les faire ».

135. VILLE DE PAIX, étoit celle dans laquelle on ne pouvoit pas se déclarer la guerre pour venger ses injures personnelles; ce fut un remède qu'on trouva pour diminuer la fureur des guerres particulières. *Voyez* Trèves.

136. VILLENAGE, est proprement un héritage chargé de devoirs serviles envers un seigneur. Autrefois les fiefs ne

pouvoient pas être possédés par un roturier; ainsi quand ils passaient entre ses mains, on disoit que *le fief étoit tombé en villenage*; le roturier étoit obligé d'en vider ses mains. Dans la suite, quand le roturier avoit possédé le fief pendant trente ans, on se contenta du droit d'indemnité qu'on lui faisoit payer, ainsi qu'aux gens de main-morte.

137. VIMAIRE, est un vieux terme de coutume qui signifie *force majeure*. Quand le fermier d'une seigneurie peut obtenir diminution pour vimaire, *voyez* Stérilité.

138. M. d'Argou, liv. 3, chap. 27; en parlant de la stérilité causée par force majeure, dit « Si la clause » du bail porte expressément qu'on ne » pourra demander diminution pour » toutes sortes de vimaires prévues & » non prévues, alors il faut la suivre à » la lettre, parce qu'il est à présumer » que le propriétaire a diminué le prix » courant du bail, en considération de » ce que le fermier a bien voulu s'engager à une obligation aussi dure & » aussi extraordinaire ».

139. VIN DE MARCHÉ n'entre point dans le prix de la vente des héritages censuels & féodaux, ainsi on n'en prend point les droits seigneuriaux, à moins que le vin du marché, autrement dit *pot-de-vin*, ne fût si considérable qu'il pût faire soupçonner de la fraude; en ce cas le seigneur seroit reçu à en faire preuve, & si la fraude étoit prouvée il rentreroit dans tous ses droits. *Voyez* Fraude. *Voyez* Loysel, liv. 3, tit. 4, art. 14; Dumoulin sur l'art. 24 de l'ancienne coutume de Paris; Brodeau sur l'art. 76 de la nouvelle, n. 16.

140. La coutume de Chaumont, art. 37, celle de Vitry, art. 49, ont des dispositions contraires à ce que nous venons de dire; & Pithou sur l'art. 52 de la coutume de Troyes, tient que le vin du marché fait partie de la vente,

&

& que les droits seigneuriaux en sont dus ; mais cet usage ne peut avoir lieu que dans les coutumes qui en ont une disposition expresse.

141. VINADE, est une espèce de corvée employée pour charroyer les vins du seigneur. La vinade entière est une charrette tirée par deux paires de bœufs. Voyez la Marche, art. 92, 138, 139 & suiv. Auvergne, chap. 25, art. 21.

142. VINAGE (droit de). Le plus souvent *vinage* se prend pour un droit qui se paie en argent ou en espèce sur les vins qui se recueillent dans la seigneurie. Voyez Senlis, art. 263 ; Reims, art. 161 ; Clermont, art. 121. Mais dans les anciennes chartes *vignage* signifie aussi assez ordinairement les droits dus pour le passage dans une terre, à la charge par le seigneur d'entretenir les chemins & les ponts. Voyez le glossaire du droit français.

143. VINGTAIN (droit de). Il consiste dans la vingtième partie des fruits qui se recueillent dans une seigneurie, & qui se donnent au seigneur à condition qu'il entretiendra son château en état de défense pour y retirer, en temps de guerre, ses sujets & leurs effets.

144. Dans les temps où la France étoit exposée aux invasions des barbares, désolée par les guerres particulières des seigneurs, le peuple, & tout ce qu'il pouvoit avoir, étoit la proie du premier venu. Pour le mettre à couvert de ce brigandage, les seigneurs, qui alors avoient droit de tenir des forteresses, offrirent à leurs sujets de les y recevoir, mais ce ne fut pas gratuitement. Ils firent avec eux différentes compositions : les seigneurs qui avoient besoin d'hommes pour leur défense, & qui n'étoient pas assez riches pour en solder, exigèrent que leurs sujets viendroient en personne faire la garde. Ceux qui étoient assez puissants pour se garder eux-mêmes, stipuloient des redevances en ar-

Partie II.

gent, en grains, ou en vin ; parmi ces derniers il y en eut d'assez avarés pour se faire donner jusqu'à la vingtième partie des bleds & des vins qui se cueilloient dans le territoire : & c'est ce qu'on appelle *droit de vingtain*, ou de *sauvement*. Ce droit s'appelle *tasche* en Dauphiné. Voyez le glossaire du droit français, verbo Sujets guetables, Vingtain.

145. VINS (droit de). Ce droit est dû au couvent de Foresmontier par les habitants de Jouy au ressort de Meaux, lorsqu'ils achètent des héritages relevant en censive du monastère. Ce droit de vins consiste en trois sols au par-dessus des lods & ventes ordinaires, quand le prix de la vente de l'héritage censuel excède vingt sols. Voyez le glossaire du droit français.

146. VINS ET VENTES (droit de). Il est établi dans quelques coutumes où en vente d'héritages censuels, outre les lods & ventes accoutumés, on paie encore au seigneur un droit de vins en espèce, ou évalué en argent. Dans la coutume d'Orléans, art. 106, les censives qui sont à ventes & vins doivent vingt deniers tournois par livre du prix de la vente pour le droit de lods & ventes ; & pour le droit de vins une jallaye de vin, à quelque somme que monte la vente. La jallaye n'est plus connue dans l'Orléanois, mais, suivant l'article 492 de ladite coutume, elle contient seize pintes de la grande mesure d'Orléans. Dans la coutume de Montargis, chap. 2, art. 4, les lods & ventes sont de seize deniers par livre, & le droit de vins une jallée de vin. Ces droits sont dus par l'acquéreur. Voyez Senlis, article 215 ; Clermont, article 13.

147. VIVELOTTE ou VIVENOTE. Il est parlé du droit de vivelotte dans la coutume de Lille, tit. 1, art. 58, pour appréhension, dit l'article, de douaire coutumier sur fief, & droit de vivelotte

P p

sur héritages patrimoniaux n'est dû droit seigneurial. La même coutume, tit. 9, art. 1, explique ce que c'est que le droit deivelotte : c'est la jouissance par usufruit que la femme veuve fait sa vie durant des héritages cottiers patrimoniaux délaissés par son mari. Si la veuve se remarie, elle perd la moitié de son droit.

148. UNIR ET METTRE EN SA TABLE. *Voyez* Table, Réunion.

* 149. VOL DU CHAPON, est l'arpent de terre adjacent au principal manoir qui fait partie du préciput de l'aîné.

150. Le vol du chapon est différemment réglé par les coutumes ; car les unes le fixent à un arpent, d'autres à deux arpents, il y en a même qui l'étendent jusqu'à trois arpents. *Voyez* Ragueau, *verbo* Vol du chapon ; M. Dolive, liv. 2, chap. 33 ; l'art. 8 de l'ancienne coutume de Paris.

151. Le vol du chapon est exempt des dettes passives de l'hérédité, c'est-à-dire, que l'aîné n'est pas obligé de payer de dettes pour raison de son préciput, mais seulement pour sa portion héréditaire, comme il a été jugé par arrêt du parlement de Paris du 4 juin 1584, rapporté par Robert, *rer. judic. lib.* 4, cap. 13, lui plaidant en la cause. *Senatus primogenitum non amplius quàm ceteros cohæredes debere judicavit, atque eum æquâ cum cæteris conditione, æ alienum & debita hereditaria teneri exolvere pronuntiavit. Vide suprà, verbo* Aînesse, nomb. 58 & suiv.]

152. VOLANT (CENS), est celui qui est imposé sur un héritage particulier, à la différence de celui dont est chargé un terroir jouté, limité & circonscript ; ce dernier, dans toutes les coutumes, est imprescriptible ; le premier, dans quelques coutumes, est prescriptible de toutes façons, & dans d'autres peut se prescrire par le tiers-détenteur. *Voyez* Prescription, rente volage. *Voyez* Sens, art. 40.


153. VOUADE. Dans la coutume de la Marche, art. 139, c'est une corvée en une charrette tirée par deux bœufs. *Voyez* Bouade.

154. VOULRIE Dans les coutumes ce mot signifie la puissance paternelle. *Voyez* Vitry, art. 70, 100, 141, 143. Mais dans les anciens titres *voulrie* se prend quelquefois pour les droits accordés aux vidames pour la défense qu'ils procuroient aux églises. Dans un aveu de 1581, rendu par le vidame de Châlons à l'abbé, on trouve : « . . . Item, » un toulieu de sel appelé *voulrie*, qui » est tel que chacune charrette chargée » de sel, amenée audit Châlons, nous » doit quatre deniers tournois ». *Voyez* le glossaire du droit françois.

155. VOYER, est un officier qui a soin des chemins publics & de tout ce qui en dépend. Dans les seigneuries, tous les chemins, autres que les royaux, appartiennent aux seigneurs hauts justiciers ; ainsi ils sont tous en cette qualité *voyers*, ils ont tous droits de justice, de police sur les chemins & sentiers qui traversent leurs seigneuries, sur les rues & places des bourgs & villes qui s'y trouvent. *Voyez* Chemins, Sentiers, Pavé des villes seigneuriales.

* 156. VOYERIE. On entend par ce terme le droit d'inspection sur les rues, chemins, ponts, levées, tours, remparts, portes des villes ; & on appelle *voyers* les officiers à qui cette police appartient.

157. L'intendance sur les chemins étoit une des charges des édiles des villes romaines, comme nous l'apprenons de la loi *unique*, ff. de viâ publicâ. Mais parmi nous, les trésoriers de France prétendent avoir ce droit, & en font les fonctions. *Voyez* sur cette matière le traité qu'en a fait M. Mellier, & Loyseau en son *traité des seigneuries*, ch. 9, nomb. 52 & suiv.]

158.  Dans plusieurs coutumes,

voyerie se prend aussi pour la juridiction d'un village exercée par le voyer ; dans ce sens la grande voyerie signifie la moyenne justice. *Voyez* Tours en l'inscription du chap. 2 , art. 39. La basse ou simple voyerie signifie la basse justice & la foncière. *Voyez* Anjou , art. 1 ; le Maine , art. 3.

159. **US ET COUTUMES.** Ces deux mots vont toujours ensemble , & ils ont une signification toute opposée ; *us* veut dire une maxime générale qui s'observe dans une province , une seigneurie , une juridiction. Cette maxime n'est point écrite , elle est seulement dans la mémoire des hommes ; aussi n'a-t-elle force de loi qu'autant qu'elle est prouvée & autorisée par plusieurs jugemens ; à la différence des *coutumes* écrites , qui , rédigées par l'autorité publique , ont toujours force de loi.

160. **USAGE** , dans sa propre signification , veut dire la même chose que *us* dont nous avons parlé dans l'article précédent ; mais très-souvent *usage* se prend pour une servitude personnelle ; elle consiste dans le droit que quelqu'un a de prendre dans l'héritage d'autrui les fruits qui sont nécessaires à ses besoins.

161. Le droit d'*usage* étant personnel , ne se peut ni donner , ni prendre , ni louer.

162. **USAGER** , est celui qui a droit d'usage dans des communaux ou dans des bois. *Voyez* Communaux , Bois usagers. *Voyez* le titre 25 de l'ordonnance des eaux & forêts de 1669 ; la conférence de Galon sur cet article.

163. **USURPATEURS DE COMMUNAUX.** Les communaux ont été concédés par la libéralité des anciens seigneurs aux habitants des lieux , pour leur donner moyen de nourrir leurs bestiaux & de fertiliser leurs terres. Malgré une destination si louable & si intéressante pour les habitants de la campagne , plusieurs seigneurs n'avoient pas laissé , sous

différents prétextes , de s'emparer des communaux de leurs seigneuries en tout ou partie. Il y a plus , on a vu des seigneurs continuer sur leurs habitants la perception des droits généraux qui n'avoient été établis que pour la concession de ces communaux ; ce fut pour réparer & prévenir ces usurpations que Louis XIV rendit son édit du mois d'avril 1667.

164. L'article premier ordonne que dans un mois les habitants des paroisses & communautés , dans toute l'étendue du royaume , rentreront , sans aucune formalité de justice , dans les fonds , prés , pâturages , bois , terres , usages , communes , communaux , droits & autres biens communs par eux vendus & aliénés depuis 1620 , en remboursant le prix des aliénations dans les termes & les formes prescrites par les art. 2 , 3 , 4 & 5 de l'édit.

165. L'article 7 veut que tous les seigneurs prétendant droit de tiers dans les usages , communes & communaux , ou qui auront fait faire le triage à leur profit depuis l'année 1630 , en abandonnent la possession au profit desdites communautés , nonobstant tous contrats , transactions , arrêts , jugemens qu'ils auroient surpris , feignant des dettes simulées , & abusant de leur autorité & des formes les plus régulières de la justice , dit le préambule de l'édit.

166. Depuis l'ordonnance de 1669 , les seigneurs ne peuvent plus obtenir de triage qu'en grande connoissance de cause , vérifiée par les grands-maîtres du département. *Voyez* Triage.

167. L'article 10 de l'édit de 1667 défend très - expressément à tous seigneurs , & autres personnes de quelque qualité qu'elles puissent être , de troubler les habitants des communautés dans la possession de leurs communaux. Par l'article 11 il est aussi défendu aux communautés d'aliéner leurs usages & com-

munies sous quelques cause & prétexte que ce puisse être, nonobstant toutes permissions qu'ils pourroient obtenir, à peine contre les consuls, échevins, procureurs, syndics & autres personnes chargées des affaires desdites communautés qui auront passé les contrats ou assisté aux délibérations tenues à cet effet, de 3000 livres d'amende, pour laquelle ils seront solidairement contraints, au profit des hôpitaux généraux desdits lieux, de nullité des contrats, & de perte du prix contre les acquéreurs, qui fera délivré pareillement auxdits hôpitaux.

168. Plusieurs seigneurs & plusieurs curés excitant leurs habitants & paroissiens à défricher les bois & prés communaux de leurs paroisses, pour se procurer aux uns de nouveaux accensements, & aux autres de nouveaux droits de dixmes; sa majesté, par arrêt de son conseil d'état du 29 mars 1735, a fait très-expresse défenses à toutes personnes de quelque qualité qu'elles soient, propriétaires de seigneuries, de défricher, faire défricher, permettre ou souffrir qu'il soit défriché aucuns bois ni pâtis communaux appartenant aux habitants desdites seigneuries, à peine de 1000 livres d'amende, confiscation des terres défrichées au profit du Roi, & de prison contre les habitants, outre le rétablissement des bois & pâtis à leurs frais & dépens.

169. USURPATEUR DES DROITS DE SOUVERAINETÉ, sont ceux qui s'attribuent des droits qui ne competent qu'aux princes souverains, comme de faire & déclarer la guerre, battre monnaie, ordonner des levées de deniers sur le peuple, &c. Sous la seconde race de nos Rois, & sous les premiers de la troisième, ces usurpations & quantité d'autres ont été très-fréquentes de la part des seigneurs; on l'a vu dans le cours de cet ouvrage; mais on y a vu

aussi de quelle façon l'autorité royale peu à peu a repris tous ses droits, & réduit le pouvoir des seigneurs dans de justes bornes.

170. USURPATEURS DE NOBLESSE : ce sont ceux qui, sans être nobles, en prennent le titre & la qualité, & par cette voie s'attribuent les prérogatives & les exemptions dont jouissent les vrais nobles.

171. Il arrive très-souvent que dans les campagnes on trouve de ces faux nobles, ils y sont très-incommodes & par leur impertinence, & par les exemptions dont ils jouissent, qui retombent à la charge des pauvres habitants.

172. Ce n'est donc pas sans raison que l'usurpation de la noblesse a été regardée comme une espèce de crime, contre lequel les ordonnances & nos loix ont établi des peines.

173. Louis XIV, pour conserver à la véritable noblesse l'honneur & les dignités qui la distinguent des roturiers, rendit différentes déclarations, & entr'autres celles des 8 février 1661, 22 juin 1664, 21 mars 1666, qui ordonnent que ceux qui, pour justifier de leur prétendue noblesse, ne produiront que des titres depuis & au-dessous 1560, soient déclarés roturiers, contribuables aux tailles, & autres impositions & charges, condamnés en 2000 liv. d'amende, & aux deux sols pour livre.

174. Un arrêt du parlement en forme de règlement, du 13 août 1663, rapporté dans les arrêts de règlement de M. de Jouy, pag. 367, fait défenses à tous propriétaires de terres de se qualifier comtes & marquis, & d'en prendre les couronnes en leurs armes, sinon en vertu de lettres-patentes dûement vérifiées en la cour; à tous gentilshommes de prendre la qualité de *messire* & de *chevalier*, sinon en vertu de bons & légitimes titres; à ceux qui ne sont pas gentilshommes de prendre la qualité d'*écuyer*, & de

timbrer leurs armes, le tout à peine de quinze cents livres d'amende.

141. La dernière recherche des faux nobles a été faite en vertu d'une déclaration du 4 septembre 1696 ; elle a été suivie d'un arrêt du conseil du 8 octobre 1726, qui a mis fin au pouvoir des commissaires au mois d'avril 1727. Enfin par une déclaration du 8 octobre 1729, enregistrée en la cour des aydes, le Roi a attribué à ce tribunal la connoissance de toutes les causes de noblesse restées indécises, le tout à la charge par cette cour de ne point connoître des contestations jugées dans les précédentes recherches, lesquelles seront renvoyées pardevant sa majesté, & encore sans préjudice aux parlements & juges ordinaires de juger les questions de noblesse incidentes aux contestations pendantes pardevant eux.

142. Aux termes de la déclaration du 8 octobre 1729, quand on poursuit quelqu'un pour usurpation de noblesse, c'est à la cour des aydes qu'il faut faire cette poursuite; par l'arrêt qui intervient sur la conviction que le titre de noblesse a été usurpé, la cour fait défenses à celui qui, sans titre légitime, se l'étoit donné, de prendre à l'avenir les qualités d'*écuyer*, de *chevalier*, ou autres annexées à la noblesse : ordonne qu'elles seront rayées, biffées sur tous les actes où elles auront été employées, & que le timbre apposé à ses armes sera rompu & brisé; & pour avoir pris & usurpé la qualité de noble on le condamne en deux mille livres d'amende, & deux sols pour livre d'icelle, conformément à la déclaration du 21 mars 1666, & aux dépens,

avec injonction aux assesseurs & collecteurs des tailles de l'y imposer comme roturier.

143. A la noblesse seule il est permis de porter des armes; c'est ordinairement par le port de l'épée que commence l'usurpation de la noblesse, & cette usurpation ne seroit peut-être pas si fréquente, si de bonne heure on avoit l'attention de faire quitter l'épée à tous ceux qui n'ont aucun droit de la porter. *Voyez* Port d'armes.

144. WARISONS. Dans quelques coutumes on appelle ainsi les bleds & autres fruits pendants par les racines. *Voyez* Namur, art. 8, Valenciennes, art. 117.

145. WERP (droit de) : c'est un droit de douze deniers parisis qui, dans la coutume de Lille, se paie pas l'acquéreur de l'héritage cottier ou censuel aux échevins ou au seigneur présent au devest & vest, à la défaisine & faisine. *Voyez* Lille, art. 53 & 80; la somme rurale au chap. *des ventes*. Cet ouvrage de Boutillier, ainsi que le remarque Ragueau, est extrêmement utile pour entendre les coutumes de Picardie, d'Artois, de Hainault, de Lille, de Flandres.

146. VUIDER SES MAINS, en matière féodale, c'est quand les gens de main morte sont obligés de se dessaisir de l'héritage féodal ou censuel, faute de payer les droits d'amortissement & d'indemnité, & de donner homme vivant & mourant, le tout au choix des gens de main-morte. *Voyez* Berry, tit. 5, art. 53.

A P P R O B A T I O N.

J'AI lu par ordre de Monseigneur le Chancelier un Manuscrit qui a pour titre : *Dictionnaire des Fiefs & Droits seigneuriaux*, &c. par M. Renauldon, & il m'a paru qu'il contenoit des élémens très-clairs sur cette matiere, & que l'impression en seroit utile au Public. A Paris ce 10 Mars 1765.

ROUSSELET.

P R I V I L E G E D U R O I.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A nos amis & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel, Grand Conseil, Prevôt de Paris, Baillifs, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra : SALUT. Notre ami ANDRÉ-FRANÇOIS KNAPEN, Imprimeur Libraire a Paris, Nous a fait exposer qu'il désireroit faire imprimer & donner au Public un Ouvrage qui a pour titre : *Dictionnaire des Fiefs et Droits seigneuriaux*, &c. par M. Renauldon, s'il nous plaisoit de lui accorder nos Lettres de privilege pour ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter ledit Exposéant, nous lui avons permis & permettons par ces Présentes, de faire imprimer ledit Ouvrage, autant de fois que bon lui semblera, & de le vendre, faire vendre & débiter par tout notre Royaume, pendant le tems de dix années consécutives, à compter du jour de la date des Présentes : Faisons défenses a tous Imprimeurs, Libraires & autres personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de notre obéissance : comme aussi d'imprimer, vendre, faire vendre, débiter ni contrefaire ledit Ouvrage, ni d'en faire aucun extrait, sous quelque prétexte que ce puisse être, sans la permission expresse & par écrit dudit Exposéant, ou de ceux qui auront droit de lui ; à peine de confiscation des exemplaires contrefaits, de trois mille livres d'amende contre chacun des contrevenans, dont un tiers à Nous, un tiers à l'Hôtel-Dieu de Paris, & l'autre tiers audit Exposéant, ou a celui qui aura droit de lui, & de tous dépens, dommages & intérêts : à la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Registre de la Communauté des Imprimeurs - Libraires de Paris, dans trois mois de la date d'icelles ; que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume, & non ailleurs, en bon papier & beaux caractères, conformément à la feuille imprimée, attachée pour modèle sous le contre-scel des Présentes ; que l'Impétrant se conformera en tout aux Réglemens de la Librairie, & notamment a celui du 10 Avril 1725 : qu'avant de l'exposer en vente, le manuscrit qui aura servi de copie a l'impression dudit Ouvrage, sera remis dans le même état où l'Approbation y aura été donnée, es mains de notre cher & féal Chevalier, Chancelier le Sieur DE LAMOIGNON ; & qu'il en sera remis un exemplaire dans celle de notre cher & féal Chevalier Vice Chancelier & Garde des Sceaux de France le Sieur DE MAUPÉOU ; le tout à peine de nullité des Présentes. Du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposéant ou ses ayans cause, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait au un trouble ou empêchement. Voulons que la copie desdites Présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage, soit tenue pour dûment signifiée ; & qu'aux copies collationnées par l'un de nos amis & féaux Conseillers-Secrétaires, foi soit ajoutée comme à l'original. Commandons au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution d'icelles, tous actes requis & nécessaires, sans demander autres permissions, & notwithstanding de haro, Charte normande, & Lettres a ce contraires ; CAR tel est notre plaisir. DONNÉ a Fontainebleau le dix-septieme jour du mois d'Octobre, l'an de grace mil sept cent soixante quatre, & de notre Règne le cinquantieme. Par le Roi en son Conseil,

LE BEGUE.

*Registré sur le Registre XVI de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs
de Paris, n°. 11, fol. 181, conformément aux Reglemens de 1723. A Paris le 25 Octobre 1764.*

LE BRETON, Syndic.

Je soussigné reconnois que M. CELLOT est intéressé pour moitié dans le présent Privi-
lège, A Paris, ce 15 Janvier 1765, Signé, KNAPEN.





Revisé par

Paris 1788

Dictionnaire

des

FIEFS

de France

par M. de la Harpe

Paris

1768

Dictionnaire

FIEFS

de la France